



Des états et des “ roms ” : une anthropologie du sujet entre transnationalisme et politiques d’intégration de migrants bulgares en france

Alexandra Clavé-Mercier

► To cite this version:

Alexandra Clavé-Mercier. Des états et des “ roms ” : une anthropologie du sujet entre transnationalisme et politiques d’intégration de migrants bulgares en france. Anthropologie sociale et ethnologie. Université de Bordeaux, 2014. Français. NNT : 2014BORD0251 . tel-01418979

HAL Id: tel-01418979

<https://theses.hal.science/tel-01418979>

Submitted on 18 Dec 2016

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L’archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d’enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

THÈSE PRÉSENTÉE
POUR OBTENIR LE GRADE DE

**DOCTEUR DE
L'UNIVERSITÉ DE BORDEAUX**

École Doctorale Sociétés, Politiques, Santé Publique
Spécialité Anthropologie Sociale – Ethnologie

Par Alexandra CLAVÉ-MERCIER

DES ÉTATS ET DES « ROMS »

**UNE ANTHROPOLOGIE DU SUJET ENTRE TRANSNATIONALISME ET
POLITIQUES D'INTEGRATION DE MIGRANTS BULGARES EN FRANCE**

Sous la direction de Frédéric LE MARCIS

Soutenue le 5 décembre 2014

Membres du jury :

Marc BERNARDOT, Professeur à l'Université du Havre, *président*

Cécile CANUT, Professeur à l'Université Paris-Descartes, *rapporteuse*

Frédéric LE MARCIS, Professeur à l'ENS de Lyon, *directeur de thèse*

Bénédicte MICHALON, Chargée de Recherches CNRS, ADESS

Alain REYNIERS, Professeur à l'Université catholique de Louvain

Alain TARRIUS, Professeur Émérite à l'Université Toulouse-Jean Jaurès, *rapporteur*

Titre

Des États et des « Roms ». Une anthropologie du sujet entre transnationalisme et politiques d'intégration de migrants bulgares en France

Résumé

Cette thèse explore les liens entre les mobilités transnationales et les expériences subjectivantes de Roms bulgares dont la vie quotidienne se situe à la fois en Bulgarie et en France. La réflexion porte sur les rapports entre une population et des États-nations dans différents contextes, en observant le traitement politique spécifique de ces Roms minorisés, appréhendés comme différents et problématiques. Ce travail s'appuie sur une ethnographie translocale et multi-échelle afin de saisir les imbrications micro et macro dans la construction d'un problème public et politique (la « question rom ») comme dans les expériences des migrants. D'une part, deux dispositifs politiques spécifiques mis en place dans une agglomération française ont été observés au long cours et analysés dans une approche généalogique, politique et ethnographique. D'autre part, plusieurs familles de migrants roms bulgares vivant en squat ont été suivies dans leur expérience transnationale. En mettant en perspective la politique locale en direction de ces migrants, leurs rapports à l'État et leurs dynamiques migratoires, cette thèse contribue à une anthropologie politique et des migrations. Au-delà de leur captation dans des politiques oscillant entre exclusion et assimilation, en France comme en Bulgarie, ces Roms bulgares jouent sur les frontières géographiques, sociales et identitaires pour se réinventer. L'attention portée aux Roms comme acteurs amène une réflexion sur leurs processus de subjectivation, entendus comme construction d'un sujet agissant sur lui-même en s'inscrivant dans des rapports de pouvoirs et de domination. Cette recherche constitue donc un apport à l'anthropologie du sujet.

Mots clés

Roms / Tsiganes – minorité – Roms bulgares – ethnographie des migrations – transnationalisme – catégorisation – anthropologie politique – intégration – subjectivation

Title

States and « Roma ». An anthropology of the subject between transnationalism and integration policies of Bulgarian migrants in France

Abstract

This dissertation explores the links between transnational mobilities and experiences of subjectivation of Bulgarian Roma migrants whose daily life is both in Bulgaria and France. Reflection is conducted on the relationship between a population and nation-states in different contexts, by observing the specific policy addressing these Roma perceived as inherently different and problematic. This work is based on a translocal and multi-scale ethnography to capture the linkages between micro and macro levels in the construction of a public and political issue (the “Roma issue”), as in the experiences of migrants. First, two specific policy measures put in place in a French locality were observed with a long term follow-up and analyzed in a historical, political and ethnographic approach. In addition, several families of Bulgarian Roma migrants living in squats were followed in their transnational experiences. By putting in perspective local policy towards these migrants, their relationship to State and their migration dynamics, this thesis contributes both to political anthropology and anthropology of mobility. In their daily life, these Roma manage to go beyond their enrolment in policies ranging from exclusion and assimilation in France as in Bulgaria: they play on the geographic, social and identity boundaries in order to reinvent itself. Focusing on the Roma as actors raises questions about their processes of subjectivation. The latter are understood as the ways in which subjects are “made” in action both on themselves and others within relations of power and domination. This research therefore provides a contribution to the anthropology of the subject.

Keywords

Roma/Gypsies – minority – Bulgarian Roma – migrations ethnography – transnationalism – categorization – political anthropology – integration – subjectivation

Unité de recherche

Les Afriques dans le Monde (LAM) – UMR 5115 CNRS
Institut d’Etudes Politiques de Bordeaux
11 allée Ausone – Domaine Universitaire
33607 Pessac Cedex

REMERCIEMENTS

C'est en premier lieu mon directeur de thèse, Frédéric Le Marcis, que je remercie d'avoir dirigé ce travail et d'avoir, malgré la distance, été présent dans les moments critiques tout en m'ayant laissé une certaine latitude pour réaliser ma thèse telle que je l'entendais. Merci de m'avoir insufflé la passion de la recherche et d'avoir su me guider pour construire mon chemin à travers cette discipline depuis 2005.

Je suis également reconnaissante à Alain Tarrius et Alain Reyniers qui ont suivi mon travail en tant que membres de mon comité de suivi de thèse. Merci de m'avoir conseillé et fait part de vos précieuses réflexions. D'autres chercheurs ont aussi largement participé à me guider et me motiver depuis plusieurs années, que ce soit par des relectures ou des échanges formels ou informels : je remercie Cécile Canut, Christine Chivallon, Sophie Dartoen, Isabelle Gobatto, Marc-Éric Gruénais, Iulia Hasdeu, Laurence Kotobi, Carole Lemée, Bénédicte Michalon, Colette Milhé, Martin Olivera, Dragoss Ouedraogo, Nadège Ragaru, Stéphanie Rolland-Traina, Josiane Tantchou, Bernard Traimond, Patrick Williams, Rodica Zane, Djémila Zeneidi.

Que mes collègues doctorants et jeunes docteurs de la faculté d'anthropologie de Bordeaux, des laboratoires de recherche LAM et Centre Emile Durkheim ainsi que les jeunes « tsiganologues » d'ailleurs soient aussi vivement remerciés pour leur aide, leur soutien, leurs réflexions et leurs critiques : Norah Benarrosh-Orsoni, Clara Bourgeois, Aurélia Desplain, Pierrine Didier, Armelle Gaulier, Clara Lemonnier, Cédric Lévêque, Marion Lièvre, Cindy Morillas, Ramatou Ouedraogo, Marianick Pichon, Steven Prigent, Alice-Sophie Sarcinelli, Céline Ségalini, Selen Sercen, Magdalena Slavkova, Adèle Sutre, Anaïs Théviot. Une pensée particulière pour mes collègues de bureau qui ont supporté mes états d'âme au quotidien !

Je souhaite remercier toutes celles et ceux sans lesquels le travail de « terrain » n'aurait pas été possible. Je pense à l'équipe de la MOUS et à l'équipe de la Ville qui m'ont accueillie, à tous les acteurs associatifs, institutionnels et politiques que je ne peux nommer ici en raison de la confidentialité nécessaire mais qui se reconnaîtront. Ils ont accepté de prendre le temps d'échanger, de me faire part de leurs pensées, de me faire accéder à leurs actions. Je n'oublie pas que sans eux, ce travail n'aurait pu voir le jour. Je remercie également tous les Roms rencontrés qui ont bien voulu partager leur temps et une partie de leurs vies avec moi : Papou Adem et Baba Remzia, Zlatka, Bobi, Patosh, Milka, Niki A., Fanka, Niki G., Boyko, Iosif, Valentina, Licho, Velichka, Goshe, Mata, Mavish, Silvana, Abidin, Shefket, Ramona, Rayna, certains en France, d'autres jusqu'en Bulgarie, et d'autres encore jusqu'en salle d'accouchement ! Je suis notamment extrêmement reconnaissante envers la famille G. qui a été ma famille d'accueil « permanente » en Bulgarie – avec tout ce que cela implique en termes de rôles, de fonctions mais aussi de tensions.

Mon enquête en Bulgarie a pu se dérouler de façon positive grâce à plusieurs personnes m'ayant donné de leur temps. Je pense particulièrement à Svetla Koleva qui m'a permis d'entrer dans la langue bulgare en vainquant mon appréhension de

l'alphabet cyrillique. Pour leur aide et leurs conseils concernant mes séjours d'un point de vue technique comme ma recherche d'un point de vue scientifique, je remercie chaleureusement Elena Marushiakova et Vesselin Popov, Ilona Tomova, Gueorgui Jetchev, Polia Todorova, Marina Kombova, Sofiya Zahova, Meglena Zlatkova, Krassimira Krastanova, Svetoslava Mancheva. Je remercie enfin toutes celles et ceux qui ont accepté de réaliser des entretiens pour cette recherche : Plamen Tsankov, Rumyan Russinov, Lilyana Kovatcheva, Conka Georgieva, Veselka Boeva.

Cette recherche n'aurait pu voir le jour sans le contrat doctoral qui m'a été attribué par l'École Doctorale SP2 entre 2010 et 2013. Je dois également à mon laboratoire de recherche LAM de m'avoir donné la possibilité financière d'effectuer deux séjours de recherches en Bulgarie et de participer à plusieurs colloques – malgré l'éloignement de mon sujet avec les axes d'études du laboratoire ! Les aspects techniques n'étant pas seulement du ressort des institutions mais aussi des personnes, et parfois des ami.e.s, je remercie tout particulièrement Alice Gilloire et Pierre Lalet, sans lesquels mes virées parisiennes et mes annexes n'auraient pu se faire, et Laura Gorre pour son aide sur les retranscriptions d'entretiens. Je suis également reconnaissante envers Isabelle Genty, Ghislaine Laflaquière et Dorothée Ben Raal pour leurs soutiens logistiques administratifs, ainsi qu'envers Jean-Raphaël Bobo et Franck Pruja, dont les rôles ont largement dépassé ceux d'imprimeurs au profit d'une relation d'échange sympathique. Je remercie aussi la faculté d'anthropologie de l'Université de Bordeaux, son directeur Marc-Eric Gruénais ainsi que les enseignants, de m'avoir permis de faire mes premiers pas dans l'enseignement en tant que chargée de TD.

Je tiens également à remercier les personnes qui m'ont lancée et maintenue dans le domaine de la formation à l'accompagnement social et à l'interculturalité – grâce auxquelles j'ai pu apprécier les marges de manœuvre existantes derrière ce terme. Je pense particulièrement à Cheikh Sow, Delphine Lemonnier et Hélène Beaupère, mais aussi à toutes les structures et associations locales m'ayant fait intervenir. Échanger avec les acteurs « de terrain » m'a permis de stimuler ma réflexion sur le sujet.

Je remercie enfin très chaleureusement mes ami.e.s, qui m'ont accompagné, de près ou de loin, dans cette aventure digne des montagnes russes émotionnelles : Anne-Laure Gandemer, Joana Jauregui, Maggie Tack, Floriane et Radouan Kodssy, Noémie Retailleau, Amaia Koch, Julien Giraud, Lucie Soulerot, Yohan Ladam, ainsi que celles et ceux cités précédemment. Merci pour votre soutien, votre compréhension, bref votre amitié qui m'a rendue plus forte et m'a permis d'avancer.

Ma gratitude va pour finir à ma famille, qui m'a aidée à me construire, m'a soutenue tout au long de ce travail en me prodiguant à la fois intérêt, soin, conseil, réconfort, amour – et relecture critique : mon grand-père Robert Mercier, ma mère, Dorothée Mercier et mon frère Valentin Clavé-Mercier. Je suis fière et heureuse de vous avoir à mes côtés. À mon compagnon, Nicolas Cartron, que je ne remercierai jamais assez pour tout son soutien impliquant à la fois de fructueux débats, des sacrifices et une organisation familiale du tonnerre pour me permettre d'achever ce travail. Que ses enfants Lou et Titouan, qui m'ont aidé à relativiser et m'ont fait rire quand j'en avais besoin tout en comprenant mes absences liées à l'écriture, soient ici remerciés pour leur patience : ça y est, mon « *livre sur les Roms* » est terminé !

SOMMAIRE

NOTE SUR LA TRANSLITTERATION.....	9
INTRODUCTION GENERALE	10
PREMIÈRE PARTIE CATEGORISATIONS. LA « QUESTION ROM » EN FRANCE ET L'EFFACEMENT DU SUJET	68
Chapitre 1. Genèse de la catégorie migrant rom comme public problématique	71
Chapitre 2. La politique du migrant rom, construction d'une spécificité locale	131
DEUXIÈME PARTIE MIGRATIONS. LES SUJETS ROMS, DE L'ÉTAT BULGARE AU TERRITOIRE TRANSNATIONAL	242
Chapitre 3. Être Rom/Tsigane à Pazardzhik : des sujets minorisés	246
Chapitre 4. Dynamiques migratoires des Roms bulgares : une inscription transnationale spécifique.....	303
Chapitre 5. Jouer sur les frontières : vers un nouveau processus de subjectivation.....	372
TROISIÈME PARTIE NEGOCIATIONS. LES MIGRANTS ROMS FACE A L'ÉTAT FRANÇAIS.....	432
Chapitre 6. Les Roms au guichet : faire l'expérience des dispositifs	437
Chapitre 7. Conséquences sur les subjectivités	509
CONCLUSION GÉNÉRALE	578
BIBLIOGRAPHIE	591
ANNEXES	614
TABLE DES MATIERES.....	632

Les noms des lieux, des personnes et des associations locales ont été modifiés.

Le lecteur trouvera en annexe des cartes, un glossaire des associations et des acteurs institutionnels, une frise chronologique, un organigramme et un schéma de parenté accompagnant le texte.

LISTE DES SIGLES ET ACRONYMES UTILISES

AAH	Allocation Adulte Handicapé
AGV	Association pour les Gens du Voyage
AEMO	Action Éducative en Milieu Ouvert
ALT	Allocation Logement Temporaire
AME	Aide Médicale d'État
ANAS	Association Nationale des Assistants de Service social
APAD	Association Euro-Africaine pour l'Anthropologie du changement social et du Développement
ARH	Aide au Retour Humanitaire
AS	Assistante Sociale ou Autorisation de Séjour
ASTI	Association de Soutien aux Travailleurs Immigrés
AT	Autorisation de Travail
CA	Conseil d'Administration
CADA	Centre d'Accueil pour les Demandeurs d'Asile
CAF	Caisse d'Allocations Familiales
CCAS	Centre Communal d'Action Sociale
CDD	Contrat à Durée Déterminée
CDI	Contrat à Durée Indéterminée
CG	Conseil Général
CHRS	Centre d'Hébergement et de Réinsertion Sociale
CLIN	Classe d'Intégration pour non-francophones
CLIS	Classe pour l'Inclusion Scolaire
CLSPD	Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance
CMU	Couverture Maladie Universelle
CNIL	Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés
CSAP	Centre pour le lien Social et l'Autonomie de la Personne
CPAM	Caisse Primaire d'Assurance Maladie
CUCS	Contrat Urbain de Cohésion Sociale
DALO	Droit Au Logement Opposable
DATDS	Direction des Actions Territorialisées et du Développement Social
DDASS	Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales
DDCS	Direction Départementale de la Cohésion Sociale
DDE	Direction Départementale de l'Équipement
DGAS	Direction Générale Adjointe chargée de la Solidarité
DIHAL	Délégation Interministérielle à l'Hébergement et à l'Accès au Logement
DSU	Développement Social Urbain
EFUS	European Forum for Urban Security
ERRC	European Roma Right Center
FFSU	Forum Français pour la Sécurité Urbaine

FNARS	Fédération Nationale des associations d'Accueil et de Réinsertion Sociale
HLM	Habitation à Loyer Modéré
IAE	Insertion par l'Activité Économique
MDL	Mouvement pour les Droits et la Liberté (Bulgarie)
MDM	Médecins du Monde
MDSI	Maison de la Solidarité et de l'Insertion
MECS	Maison d'Enfants à Caractère Social
MOUS	Maîtrise d'œuvre Urbaine et Sociale
MRAP	Mouvement contre le Racisme et pour l'Amitié entre les Peuples
OFII	Office Français de l'Immigration et de l'Intégration
ONG	Organisation Non Gouvernementale
OQTF	Obligation de Quitter le Territoire Français
OSI	Open Society Institute
PADA	Plateforme d'Accueil pour les Demandeurs d'Asile
PAF	Police Aux Frontières
PAROE	Pôle d'Aide, de Ressource, d'Orientation et d'Écoute
PASS	Permanence d'Accès aux Soins de Santé
PCB	Parti Communiste Bulgare (Bulgarie)
PMI	Protection Maternelle Infantile
PS	Parti Socialiste
RG	Renseignements Généraux
RSA	Revenu de Solidarité Active
SDF	Sans Domicile Fixe
STIC	Système de Traitement des Infractions Constatées
UE	Union européenne
UMP	Union pour un Mouvement Populaire
VIH	Virus de l'Immunodéficience Humaine

NOTE SUR LA TRANSLITTÉRATION

La translittération des caractères cyrilliques bulgares en caractères latins a été effectuée suivant la norme du système direct, soit le système officiel bulgare pour la romanisation de la langue¹.

Seuls les termes bulgares officiels sont concernés par cette translittération : pour le romanès, la transcription a été phonétique, comme pour les termes utilisés par les enquêtés mêlant plusieurs langues (bulgare, turc, romanès, français).

Caractères cyrilliques	Caractères latins	Prononciation
а	a	a
б	b	b
в	v	v
г	g	g
д	d	d
е	e	è
ж	zh	j
з	z	z
и	i	i
й	y	y / ille
к	k	k
л	l	l
м	m	m
н	n	n
о	o	o
п	p	p
р	r	r
с	s	ss
т	t	t
у	u	ou
ф	f	f
х	h	xh (spirante prononcée)
ц	ts	ts
ч	ch	tch
ш	sh	ch
щ	sht	cht
ъ	a	eu
ь	y	y
ю	yu	you
я	ya	ya

¹ Ce système a été élaboré par l'Institut de Mathématiques et d'Informatique de l'Académie bulgare des Sciences et introduit en mars 1995. Il a finalement été adopté de façon officielle par la loi bulgare sur la translittération de mars 2009 (Journal Officiel, n°19, 13 mars 2009).

INTRODUCTION GENERALE

« (...) Enfin, il faut le reconnaître, je me dois de le dire, nous subissons les conséquences de 50 années d'immigration insuffisamment régulée qui ont abouti à un échec de l'intégration. Pour réussir ce processus d'intégration, il faut impérativement maîtriser le flux migratoire. (...)

Nous allons donc évaluer les droits et les prestations auxquelles ont aujourd'hui accès les étrangers en situation irrégulière. Je ne parle pas des étrangers en situation régulière qui ont naturellement le droit à des prestations, ça serait un comble qu'il en soit autrement! Je parle des étrangers en situation irrégulière. Mesdames et Messieurs, mes chers compatriotes. Une situation irrégulière ne peut conférer plus de droits qu'une situation régulière et légale!

(...) La règle générale est claire: les clandestins doivent être reconduits dans leur pays.

Et c'est dans cet esprit d'ailleurs que j'ai demandé au ministre de l'Intérieur de mettre un terme aux implantations sauvages de campements de Roms. Ce sont des zones de non-droit qu'on ne peut pas tolérer en France. Il ne s'agit pas de stigmatiser les Roms, en aucun cas. Nous avons fait depuis la loi Besson de grands progrès pour les aires mises à leur disposition. Lorsque je suis devenu ministre de l'Intérieur en 2002, moins de 20% des aires de stationnement étaient prévues. J'ai fait le point avec le ministre. Aujourd'hui plus de 60% des aires de stationnement légales sont prévues. Les Roms qui viendraient en France pour s'installer sur des emplacements légaux sont les bienvenus. Mais en tant que chef de l'État, puis-je accepter qu'il y ait 539 campements illégaux en 2010 en France? Qui peut l'accepter?

J'ai vu que tel ou tel responsable politique disait: "mais pourquoi vous vous occupez de cela, le problème ne se pose pas". Il ne se pose pas pour un responsable politique dont le domicile ne se trouve pas à côté d'un campement. Peut-être son opinion serait-elle différente s'il était lui-même concerné?

Nous allons procéder d'ici fin septembre au démantèlement de l'ensemble des camps qui font l'objet d'une décision de justice. Là où cette décision de justice n'a pas encore été prise, nous engagerons des démarches pour qu'elle intervienne le plus rapidement possible. Dans les trois mois, la moitié de ces implantations sauvages auront disparu du territoire français. Je souhaite également que dès l'automne prochain, nous réformions la loi applicable à ce type de situations. La décision d'évacuer les campements sera prise sous la seule responsabilité des préfets et leur destruction interviendra par référé du tribunal de grande instance, dans un délai bref. Nos compatriotes attendent que nous assumions nos responsabilités.

Parallèlement, je souhaite que nous engagions une importante réforme pour améliorer la lutte contre l'immigration irrégulière. Chaque année, une dizaine de milliers de migrants en situation irrégulière, dont des Roms, repartent volontairement avec une aide de l'État. Et l'année suivante, après avoir quitté le territoire avec une aide de l'État, ils reviennent en toute illégalité pour demander une autre aide de l'État pour repartir. Cela s'appelle "un abus du droit à la libre circulation". (...)»²

Ma recherche de doctorat en anthropologie a officiellement débuté en octobre 2010, deux mois seulement après ce discours de Grenoble prononcé par N. Sarkozy le 30 juillet 2010. Celui-ci, mêlant politique sécuritaire et politique migratoire, a contribué à mettre sur le devant de la scène, via de nombreuses réactions (de politiques, d'associations, d'universitaires comme de la rue) et un lourd traitement médiatique, le

² Extrait du discours de Grenoble du Président de la République, Nicolas Sarkozy, le 30 juillet 2010.

sujet des nouveaux migrants identifiés comme « Roms » qui s'installent dans des squats aux allures de bidonvilles dans les marges des villes françaises. Ce sujet comporte de nombreux amalgames, comme on le voit dans cet extrait, entre Roms étrangers et gens du Voyage français. En outre, le terme de « *camps* » ici employé pour désigner les lieux de vie spontanés et illégaux de ces migrants est à souligner, au regard de son acception à la fois péjorative et largement excluante. C'est l'ensemble de cette situation et son appréhension qui est communément appelé la « *question rom* » dans les grandes agglomérations françaises. Ce terme recouvre les « problèmes » posés aux acteurs associatifs, institutionnels et politiques par la présence de ces personnes migrantes de Roumanie et de Bulgarie, identifiées comme « Roms » sur le territoire.

Avant ce discours, au cours de la phase de terrain exploratoire que j'effectue dans une agglomération de province française, je suis étonnée et marquée par des propos tenus sur les migrants roms par des acteurs politiques et institutionnels locaux. La scène se passe au cours d'une soirée-débat organisée par la mairie dans un cinéma, à l'occasion de la « Journée Internationale des Roms », le 8 avril 2010. La soirée, comprenant deux projections suivies d'un débat, est intitulée : « Quelle place pour les "Roms migrants" dans les métropoles européennes ? » ; elle commence par la projection du dernier film de Tony Gatlif, « Liberté », portant sur la déportation et le génocide de Roms en France pendant la Seconde Guerre Mondiale. Au-delà du fait que l'on peut apprécier cette représentation cinématographique de cette thématique peu abordée publiquement, le film montre à l'écran des Roms présentés comme des gens du Voyage français mais vêtus des habits traditionnels d'un groupe de Roms roumains. Tony Gatlif, fidèle à son engagement, donne à voir au grand public le sort réservé aux Roms (racisme, errance, pogrom, autarcie, extermination...) tout en soulignant certains traits spécifiques présentés comme relevant de l'identité de cette population. La figure du Rom qui transparaît de ce film mêle donc des caractéristiques folkloriques, exotiques, marquant la différence, et des caractéristiques victimaires suscitant la pitié. Une seconde projection a lieu avant le débat : il s'agit d'un court-métrage portant sur les migrants roms de l'agglomération. Ce documentaire relève d'une commande institutionnelle émanant de l'association déléguée par la Préfecture de Région pour conduire la politique locale en direction des migrants roms définie par cette administration étatique, ainsi que la communauté urbaine et la Ville en question. Dans ce film, on peut voir des scènes du quotidien à l'intérieur d'un squat de l'agglomération ; le fil rouge est constitué par de la musique jouée par un homme du squat qui chante également ce qui est considéré comme étant l'hymne international des Roms, la chanson « Gelem, gelem ». Plusieurs habitants montrent la « misère » dans laquelle ils vivent au sein du squat (boue, inondations dans les cabanes, vétusté des lieux de vie, manque d'espace, etc.). La parole est donnée à quelques migrants qui expriment plusieurs plaintes quant à leurs conditions de vie et de séjour en France, ainsi que leur volonté d'être considérés comme des « êtres humains ». Ce faisant, cette seconde projection d'un film conçu et élaboré localement par les pouvoirs publics locaux donne à voir la même figure du migrant rom que précédemment, entre folklore et victimisation.

Au cours du débat qui s'ensuit, tous les acteurs professionnels de la politique locale en direction des migrants roms, comme le maire de la Ville et le directeur de

l'association, utilisent le terme de « question rom » pour parler de la situation de ces migrants, ou plutôt de ce que ces migrants *font* à la ville. Cependant, ils se reprennent systématiquement dès que le terme de « problème » vient en conséquence dans leur phrase suivante³, cherchant ostensiblement à repousser la matérialisation de l'idée qu'ils partagent, selon laquelle les migrants roms constituent un « problème » dans le gouvernement de l'agglomération, au sens large. Il est intéressant de souligner que le terme de « question rom » semble donc ne poser aucune difficulté d'ordre « politiquement correct » dans son utilisation publique, alors que cette nouvelle notion, telle qu'elle est utilisée par ces acteurs, renvoie bien à ce qu'ils identifient comme les « problèmes » causés par la présence de ces migrants localement.

Ce jeu sémantique lourd de sens, couplé aux représentations partagées et véhiculées par les pouvoirs publics locaux de la figure du Rom, conduit à s'interroger : qu'est-ce qui se passe, localement, pour les acteurs concernés ? Que révèlent ces quelques observations sur le fond du phénomène, tel qu'il est pensé, construit et acté ?

La « question rom » : construction de mobilités européennes comme problème

Depuis le début de mes études en anthropologie en 2005, je travaille sur la situation des Roms⁴, leurs conditions de vie et leurs places dans nos sociétés. Je me suis plus particulièrement intéressée aux relations entre ces populations et l'institution scolaire, en partant de l'idée selon laquelle la scolarisation des enfants est un angle d'approche qui peut être révélateur de l'inscription de cette population au sein de la société globale. Au fond, ce qui m'intéresse est ce que les différentes personnes identifiées ou qui s'identifient comme Roms, Tsiganes, gens du Voyage ont en commun sur le plan social. Plus que leur culture, c'est leur situation liminale, en marge de la société, c'est un rapport similaire à l'État et à la citoyenneté qui sans doute les rapproche le plus. On remarque soit une absence de reconnaissance, soit un discours homogénéisant, une naturalisation ou une réification de leur « culture » qui empêche la reconnaissance de la singularité des individus et interfère nécessairement sur leurs expériences de vie.

Entre 2007 et 2010, j'ai mené une recherche dans le cadre de mon Master auprès de différentes communautés roms d'un village roumain en Transylvanie au sein duquel j'ai vécu pendant huit mois. Ce travail s'est orienté sur les constructions et les enjeux de l'altérité, ce qui a impliqué de se pencher sur la construction et la signification de l'identité tsigane (critères objectifs et subjectifs), les logiques identificatoires, et les relations interethniques (avec les « non-Roms » et entre les différentes personnes identifiées comme Roms). Cette période correspondait aux premiers temps de l'ouverture des frontières de l'Union européenne, par l'adhésion de deux nouveaux pays membres en 2007 : la Roumanie et la Bulgarie. Pour les habitants de ces pays qui ont

³ Notes de terrain exploratoire, 8 avril 2010.

⁴ Ce terme est ici employé au sens générique. Je reviendrai plus loin dans l'introduction sur cette question de nomination.

souffert du démantèlement du bloc socialiste dans les années 90, l'adhésion à l'UE s'est révélée porteuse de nouveaux espoirs. Les habitants du village, Roms et « non-Roms », étaient nombreux à rêver alors des pays de l'Ouest, curieux et désireux d'aller expérimenter la vie « là-bas ». Pour les Roms, cette perspective était teintée d'une dimension particulière, en raison de la forte précarisation et de la marginalisation à tous les niveaux qui ont été les conséquences principales de la chute des pouvoirs communistes en place. Cette nouvelle législation leur ouvrait l'accès à la citoyenneté européenne. Certains d'entre eux, de plus en plus nombreux au fil du temps, mettaient en œuvre ces mobilités et revenaient quelques mois plus tard sans tarir d'éloges sur ces pays mais taisant le fond de leurs expériences vécues.

Cet essor des mobilités des Roms d'Est en Ouest de l'Europe restitués dans leur contexte explique donc la présence de personnes identifiées comme « Roms », « migrants roms » ou « Roms migrants » en situation précaire dans l'espace public. Or ce qui est frappant, et qui transparaît nettement de l'incipit ethnographique de l'introduction, est que cette situation s'apparente très rapidement à un nouveau « problème public », tant à l'échelle européenne que nationale et locale. Il s'agit effectivement d'un « *état de fait* [qui est devenu] *un enjeu de réflexion et de protestation et une cible pour l'action publique* » (Gusfield, 2003 : 71, cité par Legros et Vitale, 2011 : 7). Les discours sur ces migrants se multiplient, provenant à la fois des associations, des institutions, des médias, de l'État, mais aussi, j'y reviendrai, de la sphère académique. En l'espace de quelques années, tout citoyen s'est forgé une image et une opinion des « Roms », à partir de la visibilité de la présence de ces migrants dans l'espace public (par les squats et la mendicité principalement), comme des expériences de chacun, dans leurs vies personnelles ou professionnelles. La présence des migrants roms sur le territoire inquiète, faisant surgir de multiples peurs, de l'invasion, de la mafia, du trafic et de la déchéance qui guette les victimes de la crise économique de 2008. La « réception » de ces migrations s'inscrit dans une continuité de la crainte de « *l'invasion de l'Occident par des pauvres de l'Est* » (Morokvasic, 2003). Cette rhétorique est alors redoublée par l'identification des nouveaux migrants en tant que Roms, catégorie foisonnante d'un imaginaire à la fois exotique et négatif, on va le voir. Sous le coup de l'émotion, les pouvoirs publics envisagent alors des réponses spécifiques, qu'il s'agisse de politiques européennes (comme la stratégie-cadre d'« inclusion des Roms »), nationales (comme on le voit à travers l'extrait du discours de Grenoble précité) et locales (habitat, emploi, santé, scolarisation, etc.).

Ce qui apparaît donc comme une construction de ce fait en « problème public » conduit à s'interroger sur les frontières de la société française qui se développent à la suite de la transformation des expériences migratoires. On voit se mettre en place la fermeture des frontières externes de l'Europe et en parallèle, une certaine ouverture sous conditions au sein de l'espace européen. La question cruciale qui se pose alors est celle de la légitimité des migrants dans cet espace, et notamment de ceux identifiés comme Roms malgré leur faible poids numérique dans les flux migratoires. Le cœur de cette « question » européenne, donc du problème public construit sur la base de cette situation, concerne l'action des pouvoirs publics : « *que faire avec ces migrants pauvres qui, bien qu'ayant accédé à la citoyenneté européenne, restent souvent perçus comme*

des étrangers indésirables ? » (Legros, 2010). La France a opté, concernant l'ensemble des ressortissants bulgares et roumains, pour une réglementation spécifique. Les possibilités de séjour sont limitées à trois mois sans preuve de conditions de « ressources suffisantes » et l'adoption d'un « régime transitoire » restreint l'accès à l'emploi salarié. Par ailleurs, le renforcement des dispositifs de contrôle et l'augmentation des procédures d'éloignement du territoire sont d'autres modalités de « réponse » au « problème » posé par la présence de ces étrangers européens sur le sol français. Toutefois, ce sont les pouvoirs publics locaux (régionaux et municipaux) qui se confrontent en première ligne à ce « problème public » que les mesures prises au niveau national ne parviennent pas à résoudre. En effet, ces migrants que tous souhaitent ne plus avoir sous les yeux et sur le territoire ne semblent pas enclins à retourner ou à rester chez eux. Ce constat rapidement effectué, quelques localités s'essayaient à mettre en œuvre des politiques publiques spécifiquement dédiées à cette « question rom ».

En 2010 en France, on estime le nombre de ces « Roms », parfois également identifiés comme « population roumaine et bulgare vivant en habitat précaire » (j'y reviendrai) entre 10 000 et 12 000 personnes, réparties dans les grandes villes et le bassin parisien. La commission nationale des droits de l'Homme Romeurope donne des précisions quant à leur implantation dans les agglomérations françaises : « *Les principaux foyers d'installation sont l'Ile-de-France (environ 3 000 personnes, dont une grande partie installée en Seine-Saint-Denis), les Bouches-du-Rhône (entre 1 500 à 2 000 personnes, dont 80 % installées à Marseille), l'agglomération lyonnaise, la métropole lilloise (environ 1 000 personnes dans le Nord, dont pas loin de 800 dans la métropole lilloise), l'agglomération nantaise (environ 600 personnes), l'agglomération bordelaise (environ 500 personnes), l'agglomération toulousaine, Béziers (250 personnes environ), St Etienne (250 personnes environ), Strasbourg (150 à 200 personnes), Boulogne sur-mer (130 personnes environ), Montpellier, Tours (environ 80 personnes), Clermont-Ferrand, l'Isère, la Haute-Savoie, le Gard, le Var, l'Allier et de nombreux autres départements...* »⁵. Il est intéressant de souligner que ces chiffres, qui peuvent varier légèrement au cours des années de cette recherche, sont nettement inférieurs à ceux qui étaient avancés dans les années 60 en France lors de l'apogée de la considération des bidonvilles comme problème public. En effet, Marc Bernardot (2008b) rapporte notamment des estimations en ce sens allant de 25 000 habitants de bidonvilles dans la seule région parisienne en 1965 à 75 000 personnes dans toute la métropole en 1966. Il apparaît donc que le phénomène de bidonvilles des années 50 à 70 connaissait une ampleur considérable si on le compare à celui des « migrants roms » à partir des années 2000. Comment expliquer alors concrètement que la « question rom » est très rapidement au cœur de l'attention soutenue des citoyens, des médias, des politiques ? Qu'est ce qui préside à cette construction de ce phénomène en un véritable problème public et politique mobilisant nombre d'acteurs et d'énergie ?

Ces constats suscitent de nombreuses interrogations, certaines s'orientant sur ces migrants eux-mêmes et d'autres sur l'action publique en leur direction. Concernant les

⁵ Rapport annuel 2009-2010 du Collectif Romeurope.

migrants qui se cachent derrière cette « question rom », l'objectif de ce travail consiste à comprendre l'expérience migratoire de cette population : Qu'est ce qui les pousse au départ de leur pays ? Comment est perçu et vécu le séjour (et ses modalités) en France ? Comment s'identifient-ils, ici et là-bas ? Concernant les politiques publiques, d'autres questions de départ peuvent être soulevées : Comment sont identifiés et appréhendés ces migrants ? Qu'est ce qui pose concrètement problème ? À qui ? Pourquoi ? À partir de ces différentes questions, j'ai dégagé des pistes de réflexion scientifiques : Qu'est-ce qui préside au fait que la présence de migrants roms dans les villes françaises est devenue un problème public ? Quelles sont les réponses apportées par les pouvoirs publics ? Quelles sont les conséquences de ces politiques publiques spécifiques en termes d'identification des migrants et de leur inscription dans la société d'accueil ? Ces questions nous amènent à une réflexion centrale de ce travail : comment se crée cette nouvelle figure de l' « *étranger de l'intérieur* » (Missaoui, 2000) de l'Europe ?

Cette thèse se propose donc d'analyser les différentes dimensions de ces questions posées par les mobilités et l'accueil des migrants roms en articulant les échelles locales, nationales et européennes. Comment répond-on politiquement à la « question rom » et quelles sont les conséquences de la production de cette hospitalité ? Après avoir présenté la problématique de la thèse et les approches théoriques saisies pour ce questionnement, la méthodologie clôturera l'introduction en précisant les enjeux éthiques liés à l'enquête afin de les mobiliser de façon heuristique pour la recherche.

Problématique

À partir de ces questionnements, l'objectif de cette recherche est double : il s'agit, d'une part, de s'intéresser à la création de ces mobilités comme un problème aux échelles locale, nationale et européenne (comment on les pense), et d'autre part, d'analyser leurs réalités objectives et du point de vue de la subjectivation (ce qu'elles font sur les sujets concernés, dans quelles réalités concrètes elles s'inscrivent).

Pour cette analyse, je propose une étude de cas élargie (*extended case*) à partir d'un terrain recouvrant une agglomération de province en partant du constat que les politiques publiques en direction des migrants roms n'ont été que peu étudiées, et principalement dans plusieurs villes européennes (entre autres Vitale, Sarcinelli, Alunni, pour l'Italie, Lopez Catalan pour l'Espagne, Hasdeu pour la Belgique), ainsi qu'en région parisienne (entre autres Delépine et Lucas, 2008 ; Nacu, 2010 ; Legros, 2010 ; Benarrosh-Orsoni, 2011). Les autres grandes villes de France par exemple n'ont que peu retenu l'attention des chercheurs, à part quelques exceptions (Vanderlick, 2004 ; Lièvre, 2014) relevant souvent de travaux d'étudiants. Une agglomération de province a donc été choisie suite à ce constat, et se révèle pertinente pour deux raisons : d'une part, l'absence d'études universitaires réalisées sur ce sujet dans la région, et d'autre part, la spécificité des migrants roms dans l'agglomération en termes de nationalité.

Depuis 2000, on assiste dans cette ville à l'arrivée d'individus identifiés comme Roms de Bulgarie et de Roumanie dont le nombre est estimé par les associations locales

entre 600 et 800. Face à ce phénomène, la Préfecture de Région, en partenariat avec la Ville et la communauté urbaine, a mis en place deux dispositifs politiques en direction des migrants roms. D'abord a été mise en place une MOUS (Maîtrise d'œuvre Urbaine et Sociale) intitulée « *Squats Roms* », qui vise d'une part à éradiquer les squats et d'autre part à « *intégrer* » quelques familles « *diagnostiquées* » par l'association puis « *sélectionnées* » par la Préfecture sur la base de certains critères. Puis, un dispositif de « *médiation sociale* » envers les « Roms en squat » a été créé par la Ville pour renforcer la politique locale menée dans l'agglomération.

M'inscrivant dans une perspective de recherche interactionniste, j'ai choisi de réaliser ma recherche de thèse sur la mise en œuvre de cette politique locale cristallisant la question de la rencontre entre ces deux univers, représentés d'une part par les migrants roms et d'autre part par les acteurs étatiques locaux. Cette recherche porte donc sur les migrations de Roms venant de Bulgarie⁶ dans l'agglomération et vise à articuler l'analyse de leurs expériences migratoires avec l'analyse des modalités d'accueil de ces individus au sein des dispositifs locaux. C'est bien le terme de « dispositifs » que je choisis pour qualifier la MOUS et la médiation en reprenant l'acception de Michel Foucault pour parler de la sexualité. Le dispositif, selon lui, repose sur « *un ensemble résolument hétérogène, comportant des discours, des institutions, des aménagements architecturaux, des décisions réglementaires, des lois, des mesures administratives, des énoncés scientifiques, des propositions philosophiques, morales, philanthropiques, bref : du dit aussi bien que du non-dit* » (Foucault, 1977 : 299). Il va plus loin en apportant des précisions à sa définition : « *Deuxièmement, ce que je voudrais repérer dans le dispositif, c'est justement la nature du lien qui peut exister entre ces éléments hétérogènes. Ainsi, tel discours peut apparaître tantôt comme programme d'une institution, tantôt au contraire comme un élément qui permet de justifier et de masquer une pratique qui, elle, reste muette, ou fonctionner comme réinterprétation seconde de cette pratique, lui donner accès à un champ nouveau de rationalité. Bref, entre ces éléments, discursifs ou non, il y a comme un jeu, des changements de position, des modifications de fonctions, qui peuvent, eux aussi, être très différents. Troisièmement, par dispositif, j'entends une sorte – disons – de formation, qui à un moment historique donné, a eu pour fonction majeure de répondre à une urgence. Le dispositif a donc une fonction stratégique dominante. Cela a pu être, par exemple, la résorption d'une masse de population flottante qu'une société à économie de type essentiellement mercantiliste trouvait encombrante : il y a eu là un impératif stratégique, jouant comme matrice d'un dispositif, qui est devenu peu à peu le dispositif de contrôle-assujettissement de la folie, de la maladie mentale, de la névrose.* » (Ibid.) Ainsi la notion de « dispositif » entendue au sens de Michel Foucault permet de questionner les effets du pouvoir sur les corps, les vies humaines, tout en reliant les tactiques de savoir/pouvoir entre elles. Il ne s'agit donc pas seulement d'interroger les discours qui, dans le cas des politiques en direction des migrants roms par exemple, précèdent à l'élaboration de ces dispositifs. Plus avant, ce sont les

⁶ Mon travail de « terrain » s'est focalisé sur les migrants bulgares, qui sont beaucoup plus nombreux dans l'agglomération. Les migrants roms roumains n'ont pas pour autant été complètement occultés dans l'analyse de la politique locale qui s'adresse à l'ensemble des migrants roms vivant en squat sur le territoire. Mais ce choix effectué au début de ma recherche m'a donc conduit à mettre de côté les Roms roumains dans le recueil de données comme dans l'analyse portant sur leurs vies quotidiennes.

différentes logiques qui participent de cette construction qu'il convient de mettre à jour, ainsi que les différents jeux et enjeux entre tous les acteurs qui se retrouvent en amont ou au sein des dispositifs en question.

En d'autres termes, il s'agit d'appréhender ces dispositifs comme une micro société constituée par la « rencontre » entre acteurs institutionnels – acteurs associatifs – migrants roms, au sein de laquelle les interactions sont négociées en fonction de logiques diverses et de multiples contraintes (économiques, politiques, culturelles). J'ai alors dégagé deux axes d'analyse complémentaires : Quels principes sous-tendent ces politiques d'accueil (notamment les politiques urbaines et les pratiques spatiales) à destination des Roms ? Quelles sont les dynamiques qui en résultent en termes de production de l'altérité, soit en termes d'intégration ou de ségrégation ?

En interrogeant de manière symétrique les enjeux et logiques de chaque groupe d'acteurs (politiques, associatifs, migrants), je souhaite comprendre comment la « question rom », entendue comme « *un problème social, posé et/ou construit par les institutions de l'État* » (Bordigoni, 2001 : 118), est construite comme un problème européen et local, puis gérée localement. Pour cela, il convient de mettre en perspective les différentes logiques qui se croisent dans cet espace de « rencontre ». D'une part, il s'agit de comprendre qui sont ces « Roms migrants », ce qui fait sens pour eux, et d'autre part, de saisir aussi ce qui est important pour les acteurs institutionnels. Autrement dit, cela revient à saisir la dynamique de ce projet sous l'angle des interactions, se focalisant sur la rencontre des individus porteurs de logiques (les logiques du projet, les logiques individuelles, familiales), soumis à des contraintes (politiques, budgétaires, économiques, culturelles). C'est dans ce dispositif que se donne à lire la subjectivité des acteurs, que s'observent leurs capacités de pensée et d'action (*agency*) et les conditions structurelles qui la contraignent. C'est dans ce contexte également que se construit le savoir sur l'autre (qu'il soit « Rom » ou qu'il soit pensé comme un représentant de l'État).

Cette étude des différentes logiques qui sous-tendent la mise en place de ces dispositifs de politique locale et des rapports sociaux qui en découlent permet alors de questionner l'expérience de la migration que font ces individus, envisagée ici comme une expérience partagée de « *confrontation à l'altérité* » (Cognet, 2004 : 101). S'inscrivant dans le courant dynamique de l'identité, il s'agit d'analyser ce qui ressort de cette expérience d'un point de vue « identitaire », ce qui comprend à la fois les modalités d'identification des migrants par les acteurs « accueillants », et le processus d'auto-identification des Roms, nécessairement influé par ce nouvel espace de vie et ces nouveaux rapports sociaux. Par là, il me paraît pertinent de faire dialoguer les expériences de ces personnes dans leur pays d'origine et dans leur pays d'accueil en pratiquant une ethnographie translocale, envisageant la façon dont les acteurs se pensent et agissent dans divers lieux. Comment sont pensés les Roms dans l'espace migratoire ? Comment les « accueillants » les identifient-ils ? Comment sont vécues ces expériences par les migrants ? Répondre à ces questionnements permettra de cerner les « effets » de l'expérience migratoire sur la construction identitaire des individus catégorisés négativement en tant que « Roms/Tsiganes » dans leur pays d'origine. C'est bien un questionnement sur les continuités et ruptures concernant l'expérience que font les

Roms de leur assignation identitaire qui constitue le fil conducteur de ce travail. Quelles peuvent être les conséquences de l'ethnisation, de l'assignation dans un statut social (se recoupant dans le terme « migrant rom ») dans le pays d'accueil ? Une mise en perspective entre ces assignations identitaires et leurs vécus « ici » et « là-bas » me semble intéressante afin de s'interroger sur le sens que recouvre l'expérience migratoire pour ces personnes. Il conviendrait donc de se questionner sur le processus d'assignation de statut social que l'on peut observer en ce qui concerne les « Tsiganes » dans le contexte migratoire, mais aussi de comprendre aussi comment est vécue cette assignation identitaire, au-delà du discours attendu, médiatisé et relayé par les acteurs associatifs se posant comme porte-paroles et défenseurs de la « cause » rom/tsigane au nom des Droits de l'Homme⁷.

Le terme de « Roms migrants »⁸, aujourd'hui employé couramment par les institutions et les acteurs sociaux pour qualifier ces individus ayant fait leur apparition depuis quelques années dans l'espace public français, nous semble intéressante. Grégoire Cousin (2009) donne une explication de la naissance de cette nouvelle catégorie : *« Coincés entre une définition large et floue du terme Rrom et leur action de terrain, ces acteurs [associatifs et institutionnels] ont, par raccourci, inventé la catégorie de travail de " Rrom migrant". Cette dernière catégorie est, pour résumer, le fruit d'un compromis entre les aspirations communautaires d'une minorité hétérogène et une réalité sociale : l'immigration de populations ethniquement définies comme Rroms depuis les Balkans vers l'Europe occidentale. »*. Si j'émetts quelques réserves (que je préciserai largement au fil de la discussion) quant au fait de caractériser d'emblée ces personnes comme ayant des « aspirations communautaires », cette définition a néanmoins le mérite d'impulser un questionnement sur le processus de catégorisation mis en œuvre à l'égard de ces individus. Il conviendrait alors de creuser plus avant cette nouvelle catégorisation, ce qui nécessite en premier lieu une déconstruction de la catégorie elle-même. Que dissimule cette essentialisation de l'identité réutilisée par les politiques, les associations et les médias, au détriment d'une autre explication des rapports et des conflits sociaux ? Quelle appréhension des individus transparaît à travers cette appellation ? Grégoire Cousin (2009) nous propose quelques pistes en revenant sur la genèse de cette catégorie : *« Issue du travail social l'expression ne recouvre que les individus faisant ou devant faire l'objet d'une action sociale. (...) L'expression, en renvoyant uniquement à des individus en situation de précarité, laisse finalement à penser que tous les immigrés rroms sont pauvres. Le fait ethnique se rattache comme nécessairement à la condition sociale défavorisée. »*. Il apparaît donc au premier abord que cette catégorie de « Roms migrants » n'est pas exempte de tout stéréotype, figeant ces individus dans une « identité ethnique » essentialisée qui déterminerait nécessairement leur « condition sociale », donc leur place dans la société.

⁷ Il convient de noter l'ampleur de ce phénomène associatif en France, qui trouve son apogée dans la création d'un réseau national regroupant ces associations, « Romeurope ».

⁸ Je montrerai que dans l'agglomération constituant le terrain de cette recherche, ce terme « Roms migrants » n'est pas employé, au profit de celui de « Roms » ou de « migrants roms ». Cependant, l'analyse sémantique proposée ici me semble convenir en tout point à cette terminologie sensiblement différente.

Je porte une attention particulière sur les espaces possibles permettant aux personnes de s'affirmer comme sujets. Mon approche s'inscrit dans la volonté d'aller au-delà des identités « essentialisées », en prenant le parti de s'intéresser à ces migrants en termes de positionnement local et de rôles sociaux, et non seulement en termes de nationalité ou d'ethnicité. Dans le sillage de Michel Agier (2013), il s'agit donc de mener une réflexion « *sur le sens qu'on peut attribuer à celui ou celle qu'on nomme « sujet » lorsqu'il est en tension avec ses assignations identitaires et s'en émancipe* » (Agier, 2013 : 179).

Je propose donc d'interroger les interactions et les négociations entre les dispositifs de la politique locale en direction des migrants roms et ces derniers. Pour ce faire, j'interrogerai conjointement les discours, les pratiques et les expériences. Les rencontres entre les migrants roms et les agents de l'État sont informées par un double rapport au national et au transnational : en effet, les migrants se trouvent sur un territoire national qui met en place des politiques en leur direction, mais ils s'inscrivent également dans des dynamiques migratoires qu'il convient de prendre en compte, notamment pour comprendre les effets de la politique en question sur le « public-cible ». Concernant les migrants roms, il s'agit donc de faire dialoguer leurs imaginaires, expériences et discours de la migration avec l'aspect politique, soit ce que la ville et l'État en ont fait. Les deux dispositifs politiques locaux mis en place en direction des migrants roms sont compris comme étant aux marges de l'État, puisqu'à la fois spécifiques, temporaires et régissant directement les vies des individus qui en sont la cible, à savoir les migrants roms vivant en squat sur l'agglomération. Les acteurs professionnels de ces dispositifs s'apparentent en effet à des interfaces privilégiées de l'État (donc des politiques mises en œuvre) pour ces migrants. En d'autres termes, cette recherche propose d'appréhender le gouvernement des Roms au sein des marges de l'État (Das & Poole, 2004).

La problématique de ce travail peut se résumer en une question centrale: comment ces dispositifs fonctionnent et quels en sont les effets? Autrement dit, qu'est ce que ces dispositifs fabriquent ? L'idée est d'observer et d'analyser les expériences qu'en font les individus concernés. La notion d'expérience est appréhendée, à la suite de la définition de l'anthropologie de l'expérience effectuée par Victor Turner et Edward Bruner (1986), comme étant au croisement de données objectives (des faits concrets auxquels les individus se confrontent) et de données subjectives (les modalités de penser et d'agir face à ces faits). La notion d'expérience est donc mobilisée dans ses deux dimensions: une dimension objective concernant la rencontre de ces individus avec l'État (quels changements concrets sont visibles et liés ?) et une dimension subjective (qu'est ce qu'ils en disent, pensent, comment ils le vivent ?). Comme un fil rouge dans la thèse, il s'agit d'interroger les expériences de la citoyenneté que font ces Roms bulgares, à la fois dans leur pays d'origine, la Bulgarie, où ils connaissent une forte discrimination et marginalisation, et dans la société française, où ils vivent dans des conditions a priori assez similaires, mais avec des différences qui vont se révéler non négligeables. Dans cette perspective, c'est une discussion sur l'appréhension et le traitement de l'altérité, mais aussi l'ambivalence entre droit commun et spécificités qui est proposée dans ce travail, en partant de l'analyse des productions de ces dispositifs

politiques. Quels sont les impensés de ce type de dispositifs ? Que permet de révéler l'anthropologie à ce sujet ? Par le biais d'une discipline qui fait large place à l'étude micro des interactions, des propos et des façons de vivre et de penser, j'y répondrai en analysant les rapports réciproques entre ces migrants et les dispositifs, et plus largement l'État. Comment un État pense les sujets qui sont sur son territoire, au regard du fait que ces migrants ne sont pas des citoyens français, mais des citoyens bulgares et européens ? Comment les sujets en question vivent leurs rapports à cet État ?

En questionnant les expériences de l'État et de la citoyenneté que font les migrants roms, cette thèse s'inscrit donc à la fois dans une anthropologie du Sujet / de la subjectivité telle que défendue par Michel Agier (2013) comme dans une anthropologie politique envisagée sous un angle foucauldien, et plus récemment redéfinie par Didier Fassin et Dominique Memmi (2004, 2008). Il s'agit donc globalement de mettre en place ici une anthropologie du sujet dans son rapport à l'État et aux migrations transnationales.

Approches théoriques

Différents points théoriques seront questionnés et mobilisés en fonction des chapitres de la thèse. De façon générale, ils recouvrent des thématiques variées : l'identité, la discrimination, les représentations de l'étranger, la migration, l'intégration, l'assimilabilité, les catégorisations, l'*agency*, la subjectivation, la citoyenneté. Si des discussions théoriques seront régulièrement confrontées aux données de terrain concernant cette recherche, en fonction des sujets abordés, il est toutefois nécessaire de préciser dès maintenant les grandes orientations théoriques qui guident ce travail.

Les migrants roms au prisme des sciences humaines et sociales

C'est une anthropologie du sujet rom que je propose d'effectuer dans cette thèse, en questionnant les rapports réciproques entre une population minorée et des États. L'identité rom est largement pensée par tout un chacun, du citoyen au politicien ; or lorsqu'une « identité » devient ainsi un « problème », on doit se questionner plus avant sur le processus social qui mène à ce raccourci. D'où vient cette identification de ces individus dénommés « roms » ? Etant donné que ces populations ont depuis longtemps intéressé les savants, on imagine aisément que la littérature scientifique contribue à façonner cette connaissance aujourd'hui partagée. Il s'avère donc nécessaire de revenir précisément sur la construction de l'identité rom, en tant que figure, par les sciences humaines et sociales. Comment les Roms ont-ils été pensés, puis présentés au « grand public » ? Quelles sont les caractéristiques générales qui leur sont communément attribuées par les savants ? Peut-on attester d'une forme de continuité entre cette identification et celles opérées par les instances de pouvoirs publics ? Répondant à ces questionnements, je défendrai la nécessité de se défaire d'une image, d'une figure, socialement et savamment construite, afin de penser les Roms comme sujets – et non

comme Roms uniquement, c'est-à-dire entièrement pensés et définis par cette identification.

La construction sociale et savante du Rom/Tsigane

Appréhender les Roms/Tsiganes⁹ comme objet résulte nécessairement d'une histoire longue de processus de connaissance de ces populations s'enracinant dans les sciences humaines et sociales. Depuis 1888, date à laquelle fut fondée l'association de tsiganologie la plus ancienne, la « Gypsy Lore Society », on note un accroissement des connaissances sur les populations roms/tsiganes au cours du siècle dernier, et plus particulièrement sur les cinquante dernières années. Il me semble intéressant de se pencher sur les principales caractéristiques communes de ces recherches, d'un point de vue qualitatif.

La perspective culturaliste a longtemps été largement dominante dans l'approche de ces populations par « *deux siècles de tsiganologie* » (Cousin, 2009) opérant une forte catégorisation des Roms : le postulat selon lequel il existe de fait une population, une identité, une ethnie voire une nation rom n'est pas discuté jusqu'au milieu du 20^{ème} siècle. En outre, les Roms sont toujours renvoyés à leur étrangeté, leur spécificité et nécessiteraient alors des « experts » pour les décrypter, comme le démontre de façon pertinente Martin Olivera (2011). Si l'on assiste depuis une dizaine d'années à un renouveau des « études tsiganes » francophones et européennes, en lien avec les dynamiques disciplinaires et les débats théoriques en cours, il est pertinent de se pencher plus avant sur les grandes caractéristiques des propos des tsiganologues « classiques », afin de comprendre particulièrement ce que recouvre le terme de « rom » d'un point de vue scientifique.

Partant bien souvent des questions de nomination entre les « groupes » roms/tsiganes et ceux qui les entourent, nombre d'études de « tsiganologie » de ces dernières décennies s'arrêtent en premier lieu sur le terme romanès « *gadjé* » utilisé par les Roms/Tsiganes pour désigner les « non-Roms » qui les entourent. Cette appellation que l'on retrouve en pratique chez tous les « groupes » est alors comprise par les chercheurs comme une logique de distinction qui s'apparente à un marqueur identitaire renvoyant à un certain « *code culturel* » régi par des principes de séparation et de distinction (notamment Liégeois, 1997). Dès lors, les Roms/Tsiganes sont appréhendés par les scientifiques comme posant une véritable frontière symbolique et sociale vis-à-vis des *gadjé*, et plus avant, ces derniers affirment que cette frontière participerait de la construction de l'« identité tsigane », celle-ci trouvant son fondement dans l'opposition et la différence, que ce soit avec d'autres « groupes » roms/tsiganes ou avec les *gadjé*. Ainsi, une différence de mode de vie et de valeurs, ainsi qu'un fort sentiment d'appartenance au groupe sont constamment mis en avant pour démontrer ces distinctions et affirmer alors que l'enjeu, pour les Roms/Tsiganes, est de maintenir son originalité, donc de préserver son identité, ce qui implique l'auto-valorisation et la dévalorisation de l'Autre. Cet enjeu est automatiquement relevé par le fait que les

⁹ J'utiliserai le terme de « Roms/Tsiganes » pour parler de l'ensemble des personnes identifiées et qui s'identifient comme Roms, Tsiganes, gens du Voyage, Manouches, Sinti, Gitans, Kalé, etc., qui vivent dans tous les pays d'Europe desquels il sont ressortissants. Le terme « romanès » est utilisé pour identifier la langue parlée par certains Roms.

Roms/Tsiganes correspondent à une « minorité » vivant nécessairement dans des sociétés « autres », non-tsiganes, donc définies par d'autres, comme le note notamment Patrick Williams (1993) au sujet des Manouches, ces derniers vivant « *dans le monde des gadjé* » et pas seulement « *dans le même monde que les gadjé* » (Williams, 1993 : 35). Cela étant, il s'agit alors, dans de nombreuses recherches, d'expliquer par là l'inadéquation, le « *malentendu* » (Chartier & Cotonnec, 1989), la confrontation voire les conflits résultants des situations de contact entre Roms/Tsiganes et *gadjé*, notamment dans leurs rapports avec les institutions et plus largement à l'État. Le travail de Bernard Formoso (1986) est un exemple de ce type de thèse développée pour « *comprendre les Tsiganes* » : il présente les « *habitudes ethniques* » comme des principes fondateurs et explicatifs d'un habitus de mobilité et d'un « *ethos* » d'indépendance qui caractérisent les activités socio-économiques des « Tsiganes » de sa recherche. Ces traits sont alors compris comme étant à l'origine de l'exclusion par la société environnante, ce qui maintiendrait alors ces « Tsiganes » à distance et les inciterait à pérenniser ces traits culturels qui visent, pour les individus, à maintenir une frontière avec les *gadjé*.

Dans nombre des recherches de cette période, l'accent est donc clairement mis sur la spécificité de cette population, qui constituerait de fait la variable explicative de leurs places dans les sociétés et de leurs rapports à l'État et ses institutions. En d'autres termes, c'est l'identité des Roms/Tsiganes qui est étudiée et recherchée, et qui permettrait ensuite de comprendre leurs situations sociales. L'explication « culturelle » préside alors à l'explication sociale, voire se substitue complètement à elle. Les Roms/Tsiganes sont donc appréhendés comme un peuple fortement homogène, une minorité ethnique transnationale, certains allant même jusqu'à parler de « nation rom » quand d'autres cherchent activement à la faire exister – ce qui est notamment le cas de la standardisation de la langue romani au niveau européen (Gheorghe, Hancock, Courthiade, 1995). Ainsi les personnes qui sont identifiées en tant que « roms/tsiganes », par ce glissement analytique plein d'intentions louables en termes de savoirs, disparaissent derrière cette catégorie identitaire. Martin Olivera a montré dans sa thèse (2007) que la construction des « Tsiganes » ou « Roms » en tant que catégorie est parallèle à la construction de l'État-nation et de son idéologie. Aussi s'agit-il d'élever les Roms au rang de peuple, d'ethnie ou de nation, réclamant parfois en leur nom l'obtention d'un territoire qui leur appartienne, avec l'objectif qu'ils parviennent à une forme de reconnaissance collective – celle-ci n'étant alors pensée que concomitante à l'idée même de nation. Cette construction du « peuple » rom/tsigane comme catégorie prend globalement une direction fondamentale qui explique l'engouement des savants, mais aussi des associations, organisations et institutions européennes à leur sujet : il s'agit de la victimisation dont ils font globalement l'objet, les Roms étant uniquement perçus et présentés comme des victimes.

Martin Olivera (2011a, 2011b) en a proposé une analyse très fine à travers ce qu'il nomme la « *déconstruction de la fabrique experte de la "question rom"* » à l'échelle européenne. Je propose donc d'en retracer ici les grandes idées afin de comprendre le développement de son argument, fort précieux dans l'analyse. Selon lui, ce sont dans les années 1990 qu'émergent les premiers écrits « scientifiques »

présentant les Roms/Tsiganes comme parias de l'Europe¹⁰. Il s'agit alors, à cette période, d'une découverte de l'Europe de l'Est, teintée par un imaginaire quasi « exotique » (Todorova, 2011). Cet imaginaire induit la naissance d'un certain regard qui se focalise sur l'altérité. La focale est particulièrement mise sur les Roms car ils incarnent la figure du pauvre, qui plus est minoritaire, et dont la place dans la société et les conditions de vie sont alors comprises communément comme étant le « fruit de l'oppression ». Se mêlent alors une image folklorique et une image victimaire des Roms/Tsiganes.

En outre, cette période connaît l'émergence de recherches portant sur l'holocauste et l'extermination des Roms pendant la Seconde Guerre Mondiale, ce qui accentue la figure de victime qui les caractérise. La chute du mur de Berlin et l'ouverture de l'Union européenne constituent la toile de fond qui ravive clairement cette appréhension des Roms/Tsiganes comme un peuple-victime. L'idéologie des Droits de l'Homme se développant à l'Ouest et apportée à l'Est de l'Europe à la fin des années 90 par des organisations internationales érige les Roms comme une population spécifique qui nécessite une aide extérieure. Le parallèle est fort avec les politiques européennes régissant l'entrée des pays dans l'UE, particulièrement concernant la Roumanie et la Bulgarie qui préparent leur adhésion dès la fin des années 90. Les conditions d'entrée imposées à ces pays par l'UE relèvent notamment de l'amélioration des conditions de vie des Roms/Tsiganes en préconisant des politiques de discrimination positive. Émerge à ce moment-là une certaine reconnaissance de la minorité rom qui se traduit par des processus d'essentialisation et de folklorisation de la « culture rom », comme l'a démontré Marion Lièvre (2013), soulignant notamment l'importance du rôle de l'Europe dans ce processus d'édification de la « nation rom ». Lors des débats sur la construction de l'Union européenne et de l'identité et citoyenneté européennes, les Roms/Tsiganes sont appréhendés d'emblée comme étant le peuple « précurseur » de l'Europe. Cette conception partagée par les institutions européennes s'enracine dans la construction de la figure des Roms/Tsiganes par les savants et les ONG : les frontières territoriales n'auraient que peu d'importance pour les Roms/Tsiganes qui sont appréhendés comme un peuple transnational européen. Les caractéristiques « identitaires » et culturelles qui relient les différents « groupes » entre eux sont nettement mises en avant, au détriment des différences et des identifications endogènes, dans l'idée de souligner l'existence de cette « nation rom » transétatique ou transnationale dans une position victimaire car n'ayant ni territoire, ni représentant public ou politique. La reconnaissance des Roms en tant que telle est donc mise sur l'agenda européen, sous la pression des chercheurs et acteurs associatifs notamment, afin d'unifier ce peuple et de l'aider à combattre les discriminations qu'il subit. Cette période correspond également à l'adoption institutionnelle du terme « Rom » pour désigner l'ensemble de cette « population » à l'échelle européenne – j'y reviendrai.

¹⁰ On peut en effet citer plusieurs auteurs qui vont dans ce sens et dont les œuvres et les propos ont connu une grande répercussion dans les sociétés civiles européennes : Ian Hancock, que Martin Olivera considère comme étant le « précurseur » avec son ouvrage *The pariah syndrome* paru en 1987 ; Claire Auzias avec notamment *Les Tsiganes, ou le destin sauvage des Roms de l'Est* (1995, Editions Michalon) et *Les poètes de grand chemin, voyages avec les Roms des Balkans* (1998, Editions Michalon) ou encore Isabelle Fonseca avec *Bury me standing : the Gypsies and their journey* (1996, Vintage New Editions).

Martin Olivera montre clairement que ces assertions et catégorisations du Rom comme victime ont été reprises par les institutions européennes, que ce soit le Conseil de l'Europe ou des grosses organisations comme Amnesty International, l'ERRC (European Roma Rights Center) ou la Fondation George Soros. Cette réappropriation s'est effectuée selon lui entre les années 1990 et 2000, dans la lignée de la tsiganologie traditionnelle, à savoir en reprenant la même définition des Roms, ici considérés comme une population objective. Mais dès les années 2000, il note un changement, véritable tournant dans les institutions européennes, dont les lignes d'action et de discours sont toujours alimentées par les sciences humaines et sociales. Il explique ainsi qu'après la lutte contre les discriminations, l'accent est mis sur la question du développement et de l'inclusion des Roms, pensée comme nécessaire à l'acceptation de cette population. Un programme d'action est alors mis en place, ce qui aboutit à la décade pour l'inclusion des Roms (2005-2015) initiée par l'Union européenne. À ce moment-là apparaît un foisonnement d'études expertes et de production de statistiques visant à mesurer le degré d'inclusion des Roms dans les sociétés européennes et à proposer des solutions. Martin Olivera souligne que dans ces études sont toujours mentionnées la diversité et l'hétérogénéité de la « *population rom* » en question, mais que, dans les faits, cette position ne trouve aucun écho dans le corps des textes produits (études, recommandations officielles...) ni dans les démarches des experts. Les Roms sont donc toujours, à l'heure actuelle, perçus et pensés communément de façon homogène et spécifique.

Cette analyse retraçant un schéma temporel favorisant la construction et la diffusion de la figure des Roms comme un peuple aux caractéristiques spécifiques fondant sa position victimaire, semble expliquer plusieurs points. Suivant cette logique, on peut alors comprendre d'une part que ça fait sens de parler des « Roms », et d'autre part que la « question rom » émerge à l'Ouest en prenant une importance considérable. C'est en effet la conjugaison de ces diverses caractéristiques qui fondent la catégorisation des Roms qui est au cœur de l'appréhension des migrants s'installant aux marges des agglomérations d'Europe de l'Ouest. Les discours savants se rejoignant sur l'origine commune des Roms qui auraient quitté l'Inde au IX^{ème} siècle a pour conséquence de forcer l'idée d'extériorité à l'Europe : ils ne sont pas d'ici, ce qui peut légitimer certaines décisions ou législations concernant particulièrement les migrants. Cette extériorité est aussi renforcée par l'organisation sociale des Roms jugée « pré-moderne », avec une vie « collective », des activités économiques traditionnelles et une organisation familiale jugée « archaïque » (âge des mariages, rapports sociaux de sexe). Par ailleurs, les Roms se trouvent socialement exclus dans tous les pays dont ils sont ressortissants, ce qui justifie des politiques internationales visant à limiter leurs mouvements migratoires et participe également à construire la « question rom ».

Par exemple, Nicolae Gheorghe, intellectuel et activiste rom roumain, préconise « *la mise en place d'alternatives aux migrations illégales via, par exemple, des accords bilatéraux d'échanges de main d'œuvre. Des mécanismes de ce type pour le travail saisonnier, et qui garantiraient la participation des Roms, pourraient permettre d'éviter*

l'expansion des réseaux d'immigration et de travail clandestins. »¹¹. Notons que ce dernier, considéré comme un « *spécialiste de la question rom* », comme le rappelle l'article en question, est conseiller auprès du bureau des Droits de l'Homme de l'OSCE. Le lien qu'il établit notamment ici entre les migrations de Roms et les « réseaux d'immigration et de travail clandestin » participe pleinement à alimenter l'imaginaire qui est associé à ces personnes et à définir ces migrations en des termes négatifs, dont les États auraient à s'inquiéter. On voit ici que les termes choisis par un intellectuel, qui a du pouvoir au Conseil de l'Europe par ailleurs, peuvent avoir un impact considérable sur les politiques mises en œuvre en direction des migrants roms. Dès lors, on peut comprendre que cette idée selon laquelle les Roms ont été pauvres et discriminés depuis 400 ans, largement perpétuée encore aujourd'hui, conduit à une attitude assez fataliste qui empêche l'action publique tout en favorisant soit l'action humanitaire, soit l'action « sécuritaire ».

Cependant, depuis une dizaine d'années, on note un renouveau dans les travaux de recherches sur les Roms. Des chercheurs opèrent une distance critique sur la constitution des Roms en groupe social et/ou culturel (notamment Asseo, 2003, 2010 ; Piasere, 2011 ; Olivera, 2009, 2011). Si certains tsiganologues classiques pouvaient aussi tendre vers cette analyse précédemment, cette orientation devient beaucoup plus nette et marquée ces dernières années. Or ce qui s'apparente à un effet pervers peut alors voir le jour dans cette perspective : insistant sur les différences des uns avec les autres dans une logique de rupture avec l'uniformisation qui caractérisait la catégorie « rom », les « groupes » en question sont réifiés par certains chercheurs jusqu'à provoquer un effacement du sujet derrière son « groupe » en question, dont l'appartenance est perçue comme significative et explicative de tout ce qui constitue la façon d'être, de vivre et de s'identifier. Nombre de recherches effectuées par des ressortissants de pays anciennement communistes vont dans ce sens-là, ce qui s'explique largement par l'orientation académique de la recherche en sciences humaines et sociales pendant cette période et le tournant qu'elle a pris depuis la chute du Mur. Il convient toutefois de souligner que l'eupéanisation de la recherche (par le biais de la libre circulation ainsi que le développement récent des échanges interuniversitaires) permet d'uniformiser globalement les orientations de recherche des jeunes chercheurs sur le sujet. Ainsi les jeunes tsiganologues de toute l'Europe ont tendance, dans leurs travaux, à sortir de plus en plus de la sphère tsiganologique « classique » en questionnant, à partir des populations roms, des sujets tels que la religion, la santé, la discrimination ou la migration¹².

Par ailleurs, les récents phénomènes de migrations de personnes identifiées comme Roms dans les pays d'Europe de l'Ouest impulsent de plus en plus de recherches, souvent effectuées par de jeunes chercheurs. Certains d'entre eux ont une compréhension fine des populations en question par le biais de recherches précédentes, quand d'autres saisissent au vol cette actualité en « surfant » sur la vague des migrations de Roms : le risque est alors grand de voir se réitérer par l'intermédiaire de ce type de

¹¹Extraits d'un entretien relaté dans un article de presse du Parisien, le 21/01/2003 : <http://www.leparisien.fr/faits-divers/non-aupatriement-collectif-des-roms-21-01-2003-2003750922.php>

¹² Se référer aux programmes de l'Annual Meeting of the Gypsy Lore Society pour un aperçu des diverses recherches menées actuellement auprès des populations roms.

recherches la catégorisation des Roms telle qu'elle s'est construite par le passé. Toutefois, plus que les expériences des migrants eux-mêmes, ce sont surtout les configurations politiques locales en leur direction qui sont prisées dans la recherche, et souvent étudiées sous le prisme de l'analyse spatiale (Legros, 2010 ; Sarcinelli, 2011). Si en Italie notamment, les recherches sur les migrants roms semblent porter plus avant sur le croisement entre des logiques sociopolitiques (des institutions, des citoyens, des États) et les logiques de ces migrants alors envisagés dans leurs singularités et leurs subjectivités (Sarcinelli, 2014b ; Alunni, 2011), le tableau français est à première vue plus tranché. Lorsque les recherches s'attachent au « côté » des Roms, on remarque toujours néanmoins une certaine tendance à envisager d'emblée (et ce souvent dès la construction du projet de recherche, avant l'enquête elle-même) les Roms sous le prisme de la discrimination qu'ils subissent nécessairement – migrants ou non. Sans nier une telle réalité qui peut effectivement exister (mais sans pour autant la penser comme une évidence en tout lieu), « dénoncer » les mauvaises prises en charge ou mauvais traitements des Roms participe encore une fois de la construction de ces migrants comme victimes (des institutions de santé, de la police, et plus largement de l'État), sans donner à voir leur *agency*.

On comprend donc les liens existants entre la catégorisation des migrants roms par les sciences humaines et sociales depuis plusieurs décennies, voire plusieurs siècles, et les constructions de la catégorie du « migrant rom » par les médias comme par les politiques publiques, les unes s'appuyant sur les autres et vice-versa. Il m'apparaît alors nécessaire d'aller à l'encontre de ce type de productions scientifiques en déconstruisant la catégorie rom et en localisant les points de vue et la compréhension des faits sociaux, tout en restituant aux Roms leurs individualités. Dès lors, s'attacher à la construction des Roms comme sujets en en faisant l'objet même de la recherche dans une perspective interactionniste me semble aller dans cette voie.

Du « Rom » au sujet

La réflexion sur le pouvoir de nommer est inhérente au travail de description de la réalité observée par l'anthropologue. Cela ne reviendrait-il pas nécessairement à opérer aussi une forme de catégorisation, alors que mon objectif est de pointer ce processus ? Il est nécessaire de s'interroger dès maintenant sur ce biais, relevant que des catégorisations peuvent être également opérées par les sciences sociales qui peuvent tendre parfois à réifier les différences. Marco Martiniello et Patrick Simon (2005) posent d'ailleurs clairement la question : « *Comment mobiliser ces catégories de classe, genre et "race" sans valider et renforcer les stéréotypes et logiques de stigmatisation qui sont à l'origine de ces classements ?* » (Martiniello & Simon, 2005 : 11). Je me suis en effet posé la question : comment procéder dans la recherche pour y « échapper » ? On peut certes s'appliquer à déconstruire les processus de catégorisations à l'œuvre dans la réalité observée. Mais à quoi bon si cela amène le chercheur à en opérer d'autres ou à considérer les acteurs de façon homogène ? Dès lors, l'alternative envisageable consisterait à mettre en avant certaines pratiques des personnes et leurs différentes façons de s'inscrire dans la réalité sociale, soit leurs « *divers attachements* » (Cossée, Lada, Rigoni, 2004 : 100). Il s'agit alors de prendre en considération les diversités des

acteurs, malgré la difficulté que cela peut engendrer pour l'analyse. C'est ainsi mon parti pris : s'il faut nécessairement « *fixer le sujet pour construire l'objet* » (Martiniello et Simon, 2005 : 11), il convient alors d'envisager les migrants roms comme porteurs de diversités multiples et fluctuantes, qui ne sont pas nécessairement fixées dans une essence présumée liée aux appartenances communautaires ou « ethniques ». En d'autres termes, cela revient donc à appréhender en premier lieu les Roms comme des sujets, qui sont identifiés comme Roms et pour certains s'identifient ainsi, mais qui n'en sont pas moins des personnes recouvrant des pensées, des désirs, des choix et des actes différents. Sans affirmer pour autant que l'identification en tant que « rom » ne signifie rien et ne doit pas être considérée dans la recherche pour comprendre ces personnes, j'affirme qu'il convient cependant de ne pas les y « enfermer » en effectuant une lecture de leurs expériences et vécus qui ne s'appuierait que sur ce prisme ethnique.

Cette mise au point ne relève pas simplement d'une contextualisation épistémologique ou méthodologique de la recherche. Au contraire, il s'agit pour moi d'en faire l'objet même de ce travail, en questionnant à la fois les tenants et les aboutissants des catégorisations en tant que « roms » ainsi que les expériences subjectivantes effectuées par les intéressés. Ce qui me semble donc primordial relève de la considération des destinataires de ces politiques publiques en direction des migrants roms. Cette dimension apparaît assez absente de la majorité des récentes recherches effectuées sur la « question rom » dans les agglomérations d'Europe. Pourtant, c'est ce type de travaux qui est (encore que rarement) mobilisé dans les médias, ce qui participe alors d'une certaine forme de réification en creux, car par l'absence, du public-cible dont il est question, et ce alors même que ces travaux se montrent critiques de cette catégorisation de ces migrants dans l'espace public et politique. Sans préjuger de l'intérêt de ces recherches, et encore moins de leur visibilité publique, cette « absence » de la population concernée pose question. Comment proposer scientifiquement une lecture critique des politiques publiques en direction d'une population sans donner la voix aux personnes directement concernées ? Ne pas le faire relève selon moi d'une forme de domination trop souvent exercée (bien que questionnée) dans les sciences humaines et sociales, à l'encontre des populations étudiées.

Je propose donc de m'inscrire dans la lignée de ce que Michel Agier (2012 ; 2013) nomme une « *anthropologie du sujet* ». Pour définir ce qu'il entend par là, il revient sur les figures de la personne et de l'individu en montrant qu'elles fondent sur les scènes actuelles de la politique une distinction entre « libéralisme » (individualiste) et « communautariste » (identitaire). Michel Agier critique alors cette lecture qui fait l'impasse sur la question du mouvement, du changement, des logiques d'agir. Il propose de mettre en avant, entre les deux, la question du sujet, de ses multiples facettes et conditions d'émergence. Son objectif est de mettre en œuvre, par l'analyse, l'opposition dynamique entre assignations identitaires et émergence du sujet en situation, en s'appuyant sur l'appréhension du cadre relationnel ou de l'espace public. Ce faisant, il dépasse les approches anthropologiques des subjectivités définies comme « *l'ensemble des états et des émotions ressenties dans lesquels le social se manifeste* » (Agier, 2012 : 60). En effet, l'anthropologie du sujet que défend Michel Agier s'appuie également sur une volonté de distinguer le sujet de la question identitaire, en questionnant à la fois le

rapport au lieu (quel espace public ?), aux autres (quelles relations ?) et au pouvoir (quel rapport à l'État ?). Ce dernier aspect sera largement convoqué dans cette thèse qui porte un intérêt particulier à la figure du sujet dans un rapport au pouvoir et à l'agir. Il faut noter que Michel Agier soulignant la possibilité de coexistence, par le dépassement nécessaire de l'opposition, entre « *un sujet agissant et l'assujetti* » (Agier, 2012 : 51). Je questionnerai cela précisément en ce qui concerne les migrants roms, interrogeant leurs expériences subjectivantes à la fois en Bulgarie, en France, et dans l'espace migratoire envisagé de façon particulière, ce qui m'amènera à interroger les temps et les espaces possibles de leur subjectivation.

Dans cette perspective, analyser les migrations des Roms bulgares est extrêmement stimulant, mais nécessite aussi quelques précisions. En étant amenée à questionner leurs mobilités entre deux États, la France et la Bulgarie, je questionnerai nécessairement le transnationalisme en ce qui les concerne. Ce faisant, il ne s'agit pas d'envisager les Roms comme une « nation » ou comme un peuple qui serait nécessairement transnational en raison des multiples « groupes » identifiés comme tels que l'on trouve au sein de plusieurs pays européens. Les différences entre ces personnes, dont l'identification et le sentiment d'appartenance se fondent globalement sur leur filiation et leur ancrage territorial (Olivera, 2011), ainsi que leurs distinctions entre elles sur ces bases-là ne permet pas d'utiliser scientifiquement les termes de « nation », de « diaspora » ou de « peuple » pour qualifier l'ensemble de ces personnes en Europe. Cela ne change pas non plus avec les nouveaux mouvements migratoires observables, puisqu'il s'agit, comme on le verra, de mobilités d'un endroit à l'autre s'appuyant sur les liens familiaux.

Cette mise au point effectuée, il est toutefois intéressant de s'inscrire dans des questionnements relevant de l'anthropologie du sujet rom à partir de ces mobilités récentes. En effet, par le biais de ces franchissements de frontières terrestres, les Roms bulgares expérimentent d'une certaine façon ce qu'Achille Mbembe (2013 : 139) nomme la « *déterritorialisation identitaire* ». Cette notion lui permet d'interroger ainsi les liens entre un territoire et des « *populations minorées* », en l'occurrence celles qualifiées de « *nègres* », au regard de l'assignation identitaire qu'elles connaissent et qui s'enracine bien souvent en un lieu formant un « *enclos identitaire* ». L'analyse d'Achille Mbembe sur la « *décolonisation* » envisagée comme « *une sortie de l'enfermement que la fiction de la race impose à toute tentative de subjectivation* » (Agier, 2014) rejoint également les travaux de Michel Agier portant sur les déplacements de personnes, comme les réfugiés notamment. Ces derniers sont en effet analysés comme étant profondément en tension entre une assignation identitaire (stigmatisante et victimisante qui plus est) et une possibilité de transformation en sujet. C'est cette dernière qu'Achille Mbembe comme Michel Agier cherchent précisément à mettre à jour par l'analyse des cas de différentes personnes aux identifications diverses mais se rejoignant autour d'un contexte similaire en termes d'oppression, de marginalisation, et de catégorisation comme victimes.

Cette thèse s'inscrit donc dans ce sillage, questionnant les frontières et leurs dépassements au sens matériel comme immatériel, puisqu'elles concernent à la fois des États et des identifications assignées. C'est dans cette perspective que je souhaite aussi

repositionner les migrants roms au cœur de l'analyse de la « question rom » : il ne s'agit pas seulement d'une cible. C'est pourquoi je consacrerai toute une partie de la thèse à explorer le monde transnational des Roms à travers leurs propres yeux et leurs expériences quotidiennes de vie. Ce faisant, il s'agira de faire apparaître pour les acteurs « *ce qui compte vraiment pour eux* » (Kleinman, 2006), au-delà des catégories produites pour les définir et pour construire des politiques publiques.

Une anthropologie politique et des migrations

Pour mettre en œuvre cette anthropologie du sujet rom que j'ai esquissée précédemment, deux grands domaines de l'anthropologie sont conjointement mobilisés : le politique et les migrations. Cela s'explique d'une part par la définition du sujet, la « question rom » recouvrant nécessairement ces deux champs, et d'autre part par la construction de ma problématique sur la construction des Roms comme sujets à partir de leurs expériences migratoires et politiques (au sens de rapports à l'État).

Une économie morale de la « question rom »

Partant de la complexité que recouvre la « question rom » en termes de situation sociale, il me paraît pertinent de discuter dans cette thèse l'approche de Didier Fassin (2012) sur les économies morales, définies comme les normes, valeurs et émotions en jeu autour d'actions particulières et leurs appropriations par les acteurs concernés, à la lumière des données recueillies et des réflexions sur la « question rom » dans une agglomération de province. En effet, pour Didier Fassin (2012), les économies morales doivent être pensées par rapport à des questions de société, puisque ce faisant, « *c'est permettre à la fois de rendre compte d'une certaine forme de réactivité aux problèmes qui se posent à la société ou que ses membres se posent à eux-mêmes et de donner à lire les enjeux que révèlent ces problématisations morales* » (Fassin, 2012 : 16). Pour cette raison, il me semble tout à fait pertinent de penser en termes d'économies morales la « question rom » et ce qu'elle recouvre, comme logiques et enjeux, pour la société, pour les acteurs participant de la construction de ce « problème » mais aussi pour le public concerné, à savoir les personnes identifiées comme migrants roms.

En outre, Didier Fassin propose d'utiliser le concept d'économies morales pour tenter de répondre à trois préoccupations – préoccupations théoriques mais émanant de l'ethnographie, et qui se sont révélées tout aussi évidentes et centrales dans mon étude. D'une part, le fait qu'« *empiriquement les faits moraux ne sont pas entièrement séparables des autres dimensions de la réalité sociale, notamment politique* » (Fassin, 2012 : 10). Donc on s'intéressera aux actions, individuelles et collectives, en leur reconnaissant leurs dimensions morale, politique et sociale. Précisément, il s'agira donc de rendre visible le contexte de la « question rom » en mettant à jour le cadre, les conditions politiques et sociales qui ont permis sa construction comme son « traitement ». D'autre part, il convient de « *penser une forme d'indétermination du fait moral* » (*Ibid.*) en reconnaissant son caractère hétérogène, mais aussi dynamique, fluctuant. Comme il le souligne, « *il existe des tensions et des fluctuations au sein d'une*

même économie morale : les représentations et les pratiques attachées à un problème ne sont pas homogènes et les confrontations auxquelles elles donnent lieu se déploient dans des arènes publiques et privées » (Fassin, 2012 : 14). Il me semble intéressant de proposer en effet un « panorama » des différents acteurs (qu'ils soient associatifs, institutionnels et étatiques) concernant leurs appréhensions et leurs positionnements par rapport à la « question rom », tout en donnant à voir, sur le plan politique, la construction d'une sphère d'action de manière dynamique et processuelle. Cela permettra ainsi de saisir finement les différents discours et pratiques des acteurs en présence, les différentes logiques et enjeux qui les sous-tendent, ainsi que les jeux d'acteurs qui émergent. Enfin, il s'agit de comprendre *« comment on passe des normes et des valeurs, voire des émotions, qui circulent dans l'espace social aux représentations et aux pratiques des agents lorsqu'ils sont confrontés à des situations particulières »* (Fassin, 2012 : 10). En d'autres termes, *« la manière dont on pose les questions morales autour d'un problème donné dans la sphère publique, et parfois plus précisément dans le discours politique, influe sur les représentations et les pratiques que l'on trouve dans les institutions ou même parmi les professionnels chargés de ce problème. »* (Fassin, 2012 : 14-15). C'est tout un pan de ce que je souhaite analyser ici, et qui occupe une place cruciale dans cette étude : il s'agit précisément de comprendre les actions et les propos (qui les sous-tendent) des professionnels des dispositifs politiques étudiés, dans leurs interactions quotidiennes avec les migrants roms, en les analysant à la lumière des formes de pensée, normes et valeurs, produites en amont dans la sphère locale. Soulignons également que cette dernière sera nécessairement prise en compte dans la multiplicité d'échelles qui la composent. En effet, bien que l'étude de terrain porte à un niveau microsocial, celui-ci n'est pas déconnecté ni isolé, j'y reviendrai. Il convient donc de ne pas omettre, dans l'analyse, l'espace macrosocial qui « surplombe » le local, ce qui amène à de multiples interactions entre ces espaces. Cette dimension me semblant incontournable pour cette étude est aussi abordée par Didier Fassin qui préconise de s'intéresser *« à la façon dont les normes et les affects se déplacent, se reconfigurent, sont appropriés ou contestés, du niveau international au niveau national ou local, et réciproquement »* (Fassin, 2012 : 13). Dès lors, les niveaux local, national et européen seront ici questionnés, dans leur imbrication et leurs influences respectives, principalement en ce qui concerne la construction de cette « question rom » ainsi que les réponses institutionnelles et étatiques apportées. Mais ce panel ne serait pas complet, et l'analyse imparfaite, si l'on n'abordait pas le sujet de la « réception » de la construction de ce problème empreint de questions morales, et des actions qui en découlent, par les acteurs qui en sont la cible : ici, les migrants roms. Effectivement, si *« les acteurs locaux ne se comportent pas comme des réceptacles passifs des valeurs et des affects qui circulent dans l'espace public et se traduisent par des injonctions politiques »* (Fassin, 2012 : 15), ce n'est pas seulement le cas des professionnels des dispositifs mais bel et bien également des migrants dont il est question. Il s'agira donc d'analyser les effets existants sur leurs expériences et leurs subjectivités afin de comprendre finement comment ils s'accommodent de ces injonctions et comment ils se positionnent, dans leurs vies quotidiennes, par rapport à ces *« jugements portés sur eux et sur leur condition »* (Ibid.).

Ainsi il apparaît que l'étude de la « question rom » à partir d'une localité se prête tout à fait à une analyse en termes d'économies morales qui guidera donc le propos de façon sous-jacente. C'est précisément parce que ce phénomène recouvre à la fois un « problème » posé à et par la société, donc une dimension morale indéniable a priori, ainsi qu'une multiplicité d'acteurs, de discours et de pratiques, que cette recherche s'inscrit dans cette ligne. De la même façon que Michel Agier (2008) à propos de son étude sur les réfugiés dans les camps, les « indésirables », il s'agit pour moi dans cette recherche de « *prendre en considération la situation dans sa totalité, l'ensemble des discours et des pratiques en présence pour observer leur confrontation* » (Agier, 2008 : 108-109). Aussi, ce ne sont pas les migrants roms seulement qui sont l'objet de la recherche mais bel et bien cette « *configuration d'ensemble* » que forment « *l'ensemble des points de vue de l'échiquier social et politique* » (*Ibid.*) représentés ici par différents acteurs, espaces, discours et actions. Plus particulièrement, la dimension politique occupe une large place dans cette étude, la « question rom » étant à la fois co-construite et saisie par le politique.

Anthropologie politique et ethnographie de l'action publique

L'orientation de cette recherche dans le champ du politique est sous-tendue par plusieurs faits de terrain, puisque celui-ci a intégralement guidé la recherche. En envisageant le politique au croisement des dimensions morales, des dimensions sociales et de l'agir politique, cette recherche se révèle en effet éminemment politique : les questions des migrations, des États, de l'intégration, des politiques publiques, de la gestion de la pauvreté et de la différence culturelle, mais aussi le rapport à l'Autre et la place occupée dans une société sont autant de champs qui touchent la vie des individus, donc que l'on considère comme relevant du politique.

Le sillage de l'anthropologie politique dans lequel je m'inscris donc a été initialement tracé par Georges Balandier (1957), et plus largement par les chercheurs de l'École de Manchester. Je retiendrai d'eux l'intérêt particulier apporté aux processus dynamiques, aux interactions, ainsi qu'un certain attachement au terrain. Plus récemment, c'est l'anthropologie politique à la manière « outre-Atlantique » telle que la souligne Didier Fassin (2008) dans laquelle s'inscrit cette thèse. L'État est alors envisagé comme « *un opérateur concret qui intervient dans la manière dont vivent les individus* » (2008 : 180). Dans cette perspective, l'analyse des politiques publiques est tout à fait pertinente. En outre, Didier Fassin souligne que l'État « *n'est pas seulement ce qu'il donne à voir, il est d'abord ce qu'il fait, qui le fait et pourquoi* » (Fassin, 2008 : 179). De cette façon, le politique peut être défini comme diffus, pouvant être quasiment partout dans la société. Aussi, pour le saisir et le questionner, est privilégié l'intérêt pour la vie quotidienne plutôt que pour l'extraordinaire que sont les rituels ou les grandes institutions. En d'autres termes, cela revient à « *faire de l'anthropologie de l'État à partir de ce qu'il fait aux personnes, de son immixtion dans le cours de leur existence...qu'il produit* » (Fassin, 2008 : 181), comme l'ont précisément effectué Didier Fassin et Dominique Memmi (2004) par exemple. Ce qui m'intéresse ici, dans cette orientation de l'anthropologie politique, est ce que Michel Foucault (1979) nomme

le biopouvoir, soit le pouvoir qui s'exerce sur la vie des Hommes et les populations, par l'intermédiaire, à l'heure actuelle, de la « raison d'État ». Cette notion se rapportant au gouvernement des Hommes implique donc les dimensions de discipline (des corps) et de contrôle (de la population dans son ensemble), se révélant donc tant individualisant que globalisant. Il est intéressant de souligner la forte dimension morale que sous-tend cette notion, Michel Foucault plaçant au cœur de cette notion la question de la norme, support par lequel s'exerce le biopouvoir. Cette notion me paraît être centrale dans cette recherche : en effet, se limiter à l'« enveloppe » du politique, sa forme, en se limitant aux discours par exemple, ne convient pas. Il est nécessaire d'interroger la pratique, ce que fabriquent concrètement les discours, en termes de politiques publiques, dans leurs modalités de construction comme dans leurs effets. C'est ce qu'induit cette orientation de l'anthropologie politique.

Pour questionner l'agir politique, ce travail se situe donc également dans la lignée de l'ethnographie de l'action publique (*policy ethnography*) telle qu'elle a été développée par Michael Lipsky (1980) et plus récemment en France par Vincent Dubois (2012). Ces derniers s'inscrivent dans une tendance de l'analyse des politiques publiques qui fait une large place aux acteurs, analysant les pratiques et les relations considérées comme déterminantes dans la réalisation d'une politique publique. L'ethnographie est en effet un mode de connaissance qui semble propice à l'étude de l'action publique, puisque cette méthode permet de dépasser l'ethnocentrisme lié à la position du chercheur, de mobiliser différents outils des sciences sociales en se plaçant notamment au plus près des acteurs, ce qui conduit à les appréhender dans leurs singularités. Vincent Dubois (2012) identifie alors, à partir d'un travail ethnographique, deux orientations de l'analyse des domaines de l'action publique « *dans lesquels les relations directes avec le public visé sont particulièrement décisives* » (Dubois, 2012 : 84-85).

S'appuyant sur les travaux de Michael Lipsky, la première proposition vise à mettre en avant les pratiques des « agents de terrain », en partant du postulat selon lequel ce sont précisément ces pratiques qui font exister les politiques, en ce qu'elles leur donnent corps. Les pratiques sont alors envisagées plus largement comme faisant « *partie prenante du processus continu de fabrication de l'action publique dans lequel elles peuvent jouer un rôle décisif* » (Dubois, 2012 : 84). La seconde orientation proposée par Vincent Dubois concerne l'incorporation, dans l'analyse, des expériences des destinataires d'une politique publique. Pour ce faire, il suggère de mettre la focale sur les lieux, les acteurs et les situations qui selon lui « *concrétisent* » les politiques aux yeux des bénéficiaires et produisent des effets sur leur vie sociale. C'est l'ensemble de ces deux orientations analytiques que je propose d'aborder dans cette thèse, en ce qui concerne précisément la politique locale mise en place en direction des migrants roms. Ainsi l'analyse de la politique publique sur cette « question » est articulée aux dynamiques sociales. Cela permettra notamment d'interroger la mise en œuvre de l'action publique impulsée par certaines dynamiques de société, mais aussi la population cible dans la définition et mise en œuvre de la politique.

Mobilités, altérité et subjectivation

Ce sont bien les mobilités des migrants roms qui sont à l'origine du questionnement de ce travail, comme à l'origine de la politisation de la « question rom ». Aussi, c'est toujours sous l'angle de l'anthropologie politique que seront analysées ce que font ces mobilités à l'État comme aux individus qui s'inscrivent nécessairement dans un certain rapport à ce dernier. Il s'agira finalement de suivre les conseils de Catherine Quiminal selon laquelle « *le chercheur qui s'intéresse aux nouvelles mobilités ne peut faire l'économie d'une réflexion sur les notions de frontière, de territoires, de citoyenneté, d'État-nation, qui trop souvent sont tenues pour des évidences* » (Quiminal, 2002 : 19). Ces notions seront donc empiriquement questionnées à partir de mon terrain.

Le lien fort existant entre mobilités/migrations et la sphère du politique nécessite d'être pris en compte, mais je souhaite plus avant l'inscrire au cœur de ce travail. En effet, dans le champ des études sur les migrations, nombre de recherches portent sur les pratiques des migrants, tantôt dans leur pays d'origine (les questions de retour notamment), tantôt dans leur pays d'accueil, et parfois en soulignant les liens entre ces deux espaces. La sphère du politique est alors toujours nécessairement présente, mais de façon sous-jacente, à peine abordée pour contextualiser les vies et parfois les marges de manœuvre des migrants dans ces contextes. Or, si la plupart des recherches reconnaissent ces interdépendances entre politique et pratiques migratoires, rares sont celles qui se centrent précisément sur l'analyse conjointe de ces domaines, soit sur les relations existantes entre le transnationalisme migrant (au sens premier de traversée de frontières) et les politiques, discours des acteurs et actions menées en direction de ces migrants (Waldinger, Fitzgerald, 2004 ; Nedelcu, 2010). Cette thèse se propose de combler partiellement cette lacune en apportant une contribution spécifique et originale à l'anthropologie du politique et des migrations, en croisant ces deux champs distincts bien qu'interdépendants. Il ne s'agit pas de s'inscrire ici dans les études de politiques migratoires à proprement parler, mais d'entrecroiser ces deux approches en partant du « bas », de l'expérience des migrants, nécessairement confrontés à des exigences d'organisation, tant endogènes (organiser la vie quotidienne en migration) qu'exogènes (renvoyant aux cadres sociétaux, politiques, administratifs, juridiques en vigueur dans la société d'accueil avec lesquels il faut composer). Comment les migrants font face à ces impératifs différents, et parfois contradictoires ? Quelle articulation observe-t-on empiriquement entre mobilités et politique ?

En premier lieu, cette orientation de recherche fait surgir un questionnement autour de l'altérité et de l'identité dans le rapport au politique, à travers l'identification endogène et exogène de ces nouveaux migrants dans la société d'accueil. Partant des considérations de Rogers Brubaker (2001a) qui préconise de renoncer aux termes d'« identité » et d'« ethnicité » en raison de leur faiblesse sur le plan analytique due à leur sur-utilisation, j'analyserai alors plutôt l'« identification » et la « catégorisation » des Roms bulgares. Ce faisant, c'est le caractère dynamique de l'« identité » qui est valorisé, celle-ci étant comprise à la fois comme le produit de processus de catégorisation et le produit de l'identification. Je me questionnerai alors sur ce

processus essentialisant la « différence » qui semble sous-jacent à l'utilisation du terme de « tsigane » tel que j'ai pu l'appréhender sur le « terrain ». Il s'agit donc ici de s'interroger sur les modalités d'identification de ces migrants mis en œuvre par les « accueillants », à savoir les processus de catégorisation, compris comme un mode de classement, d' *« encadrement des populations dans des étiquettes sociales correspondant à des rôles et positions instituées »* (Martiniello & Simon, 2005 : 7). D'après ces auteurs, la catégorisation renferme en son sein des dimensions parallèles : une dimension technique, l' *« élaboration de catégories administratives ou statistiques par lesquelles les individus sont désignés ou décrits »*, ainsi que des dimensions cognitive et pratique, *« par lesquelles les individus sont pensés et perçus »* (Ibid.). Dès lors, on imagine aisément que ce phénomène de catégorisation est opéré par de multiples instances dont les pouvoirs d'assignations sont variables. Ces dernières correspondent inévitablement aux institutions de la société. Notons, comme l'a souligné Gérard Noiriel (1997), que la faculté de classer et ordonner les populations constitue en soi une des ressources du pouvoir politique. Ainsi l'État joue un rôle central dans la création, la reproduction et la mobilisation de l'ethnicité, notamment par la mise en catégorie (Martiniello & Simon, 2005 : 8).

Cette recherche se situe alors dans la lignée des préconisations de Martina Avanza et Gilles Laferté (2005) au sujet des recherches sur « les identités ». À quoi renvoie précisément la « question rom », analysée dans une perspective « identitaire » ? D'une part, c'est « l'image sociale », soit les représentations, ou encore la production discursive des Roms dont il sera ici question. D'autre part, « l'identification », en tant qu' *« attribution catégorielle »* ou catégorisation, émanant des institutions (de l'État, mais aussi d'autres instances) en direction des migrants roms, sera également analysée. En dernier lieu, ce sont les « appartenances » de ces derniers, soit leurs auto-identifications qui seront aussi examinées en partant *« du "bas", des pratiques des identifiés ou représentés pour comprendre comment ils s'approprient, refusent, acceptent ces identifications et ces images »* (Avanza & Laferté, 2005 : 144). En essayant d'articuler au mieux ces trois processus distincts, je montrerai également la complexité de ces distinctions analytiques en mettant en avant ce qui les relie, avec leur effet de conséquence. Comme le soulignent ces chercheurs, *« il s'agit désormais de comprendre les interdépendances complexes entre les multi-appartenances de chacun des individus, la multiplicité des institutions identificatrices, le travail de représentation par les images des différents groupes sociaux qui, dans leur collusion ou leur concurrence, produisent collectivement des découpages sociaux toujours renégociés et dont le résultat correspond rarement aux intentions initiales des acteurs engagés »* (Avanza & Laferté, 2005 : 148).

Il est aujourd'hui posé comme une affirmation que le départ apparaît, pour beaucoup de migrants, comme l'opportunité d'échapper à une situation douloureuse. Si l'on peut faire l'hypothèse que le motif principal des migrations des migrants roms est de nature économique, il convient néanmoins d'interroger ce phénomène sous l'angle de la dynamique identitaire. S'inscrivant dans le courant dynamique de l'identité, Marguerite Cognet (2004 : 101) rappelle que *« l'expérience de l'immigration, expérience partagée par celui qui émigre et celui chez qui on immigre, impose la*

confrontation de l'altérité ». De nouveaux rapports sociaux se mettent en effet en place, entre « immigrants » et « accueillants ». Comment sont pensés les migrants roms dans ce nouvel espace de vie ? Comment les « accueillants » les identifient-ils ? Comment sont vécues ces expériences par les individus eux-mêmes ? Répondre à ces questionnements permettra de cerner les « effets » de l'expérience migratoire sur la construction identitaire des Roms bulgares.

Si l'expérience migratoire est comprise à bien des égards comme une « *production de la différence* » (notamment Cagnet, 2004), il convient, dans le cas des migrants roms, d'interroger plus avant cette affirmation. On comprend bien que pour des migrants (comme, dans le cas de la France, les « Arabes » ou les « Portugais » pour citer les « classiques »), la migration est synonyme de découverte d'une différence dans laquelle la population réceptrice les assigne et dont ils deviennent porteurs ; il s'agit dès lors, pour eux, d'une forme de rupture dans leur trajectoire biographique. Mais l'expérience migratoire paraît différer en ce qui concerne les migrants roms. En effet, ces derniers faisaient *déjà* l'expérience de la « mise en altérité » au sein de leur propre société, ce qui induit l'hypothèse d'une expérience subjectivante négative et d'une place en marge dans la vie sociale. On pourrait alors peut-être comprendre ce phénomène en faisant l'hypothèse que, par la migration, ces individus tentent de redéfinir leur « identité » comme leur « statut social » en faisant le pari d'affirmer d'une certaine façon leur « altérité » en la poussant à l'extrême, de par le choix d'un nouveau pays, d'une nouvelle langue et d'une autre histoire pour une nouvelle inscription dans un espace social. Peut-on alors parler de continuité dans l'expérience de la « mise en altérité » ? Il s'agit donc, pour tenter d'y répondre, de saisir de façon plus fine les rapports sociaux existants dans le pays d'accueil entre migrants et « accueillants » qui déterminent grandement les processus d'identification des premiers.

Ce faisant, l'analyse des expériences subjectivantes des Roms bulgares suivis dans le cadre de cette recherche est donc au cœur de ce travail. Il apparaît que la migration, en tant qu'acte, relève d'un certain choix des Roms concernés. Comme le souligne judicieusement Martin Olivera (2009), ce choix est « *certainement contraint par nombre de facteurs sur lesquels les individus n'ont aucun contrôle (conjoncture économique, politiques d'immigration, etc.) mais elle [la migration] n'en demeure pas moins un acte volontaire, prenant sens dans le cadre des stratégies individuelles et familiales, elles-mêmes intégrées à un contexte local et régional* » (Olivera, 2009 : 187). Ce faisant, les Roms se posent alors comme acteurs de leurs vies. Ces mobilités peuvent-elles être alors comprises comme une nouvelle dynamique permettant une expérience subjectivante positive ? Il convient toutefois, pour y répondre, de replacer ces dynamiques individuelles que sont les mobilités transnationales dans la sphère politique qui, nécessairement, les encadre, voire les détermine. C'est donc en prenant appui sur le contexte de vie de ces personnes en Bulgarie comme en France et sur leurs façons d'envisager et de vivre ces mobilités que je discuterai la dialectique de l'assujettissement et de la subjectivation en ce qui concerne les migrants roms.

Organisation de la thèse

Cette thèse consiste donc à questionner les rapports entre des États et des sujets, en interrogeant précisément les expériences subjectivantes ordinaires de Roms bulgares entre migrations et politiques. Pour ce faire, j'ai suivi plusieurs familles de Roms bulgares effectuant des migrations régulières entre la Bulgarie et la France.

À partir d'une agglomération de province française, il s'agit donc de définir dans la première partie ce que je propose d'appeler l'« objet rom » pour l'analyse et d'en comprendre le processus de construction et les enjeux qu'il soulève dans la vie sociale et dans le politique. Le **chapitre 1** interrogera la construction sociale des prémices de la « question rom » et la réification des catégories par lesquelles sont pensés ces migrants. Les différentes formes de « réceptions » de ces migrations et de ces migrants dans l'espace public et les structures associatives et institutionnelles les accueillant seront analysées. Lié aux mobilités européennes et à la présence d'individus migrants identifiés comme Roms en France et plus particulièrement dans l'agglomération en question, on verra que cet « objet rom » recouvre différentes caractéristiques. Je montrerai que l'« objet rom » fait sens pour tous les citoyens (chacun a quelque chose à dire sur « les Roms »), ce qui m'amène à analyser les multiples constructions de la catégorie « rom », ce qu'elle recouvre et révèle dans la société civile. En déconstruisant ces catégorisations, je montrerai à quel point et dans quelle mesure l'« objet rom » est empreint de dimensions morales, puisque l'identité rom se juxtapose à celle d'un public problématique, et donc d'un problème public. Le **chapitre 2** s'attachera à mettre à jour une archéologie de la politique publique locale en direction des migrants roms, en analysant la façon dont le politique s'empare de ce « problème public » au niveau local, à travers les acteurs qui interviennent et les orientations politiques choisies. Comment l'« objet rom » est-il abordé puis appréhendé par le politique ? Qu'est-ce que le traitement politique de cet objet nous apprend sur la société et la politique elles-mêmes ? Seront abordées ici les questions des migrations européennes, de la territorialisation du politique en France (liens et marges de manœuvre entre le niveau national et local) et des modes de gestion politique de la pauvreté et de la différence culturelle. Je montrerai dans cette première partie que la liminalité constitue une forme de gouvernementalité dans le cas de cette « question rom » locale. Je soulignerai largement que cela procède aussi d'une forme d'effacement du sujet : les migrants roms sont appréhendés uniquement en tant qu'objet politique, objets de politique.

Dans la deuxième partie, je prends alors le parti de proposer une immersion ethnographique aux côtés de ces migrants, en les considérant comme des sujets. Il s'agit donc de comprendre en profondeur qui sont ces migrants roms bulgares, en effectuant une sociologie des migrations de ces personnes, depuis leurs vies dans le pays d'origine jusqu'à leurs vies dans le pays d'accueil. À partir d'une lecture diachronique des éléments socio-anthropologiques, économiques et politiques au fondement de leurs conditions de vie et place dans la société bulgare (**chapitre 3**), je propose une compréhension de leurs expériences subjectivantes, tant dans ce contexte national que dans celui transnational que je décris et analyse à partir des migrations circulatoires

effectuées entre la France et la Bulgarie (**chapitre 4**). Je vais montrer dans cette partie que l'inscription transnationale de ces migrants permet une forme de subjectivation, dont l'émergence s'appuie à la fois sur des modalités multiples d'insertion dans les sociétés et sur une certaine mise à distance de l'État (**chapitre 5**).

La troisième partie consiste en l'étude d'une politique publique traitant de l'immigration et de l'intégration. Plus précisément, l'analyse portera sur les négociations effectives entre ces migrants roms et l'État français, en s'appuyant, comme terrain, sur les deux dispositifs étatiques locaux mis en place spécifiquement en direction des migrants roms. Dans le **chapitre 6**, je propose d'analyser en profondeur le contenu de la politique en direction des migrants roms, ses objectifs et ses modalités de fonctionnement au quotidien dans les interactions entre agents de l'État et migrants. J'interrogerai notamment les figures de l'assimilable et de l'inassimilable aujourd'hui en France, à travers ce cas des migrants roms, ce qui amène à poser la question des frontières du « nous », dans une perspective dynamique historique, dans le contexte actuel de la construction européenne. Je montrerai les enjeux qui prennent forme autour de la rencontre entre différentes logiques, contraintes et dynamiques, impliquant notamment une volonté de l'État de normalisation des nouveaux migrants acceptés sur le territoire en vue d'une intégration qui s'apparente à un processus de normalisation. En analysant dans le **chapitre 7** les expériences qu'ils font quotidiennement de ces dispositifs, je questionnerai ce que fabrique et révèle cet accompagnement à l'accès aux droits dans un dispositif d'exception, en observant les transformations sur leurs vies quotidiennes et sur leurs négociations identitaires, mais aussi sur leurs subjectivations : c'est ici la question de l'émergence du sujet en situation qui sera au cœur de l'analyse, en la mettant en perspective avec celle de l'injonction à la citoyenneté induite par la politique locale. En analysant les marges de manœuvre, les tactiques et les choix des migrants face aux implications de ces dispositifs pour eux et sur eux, je montrerai que ce n'est pas à travers ces dispositifs politiques qu'ils parviennent à leurs objectifs. Ces derniers relèvent finalement d'une certaine forme d'insertion dans la société, et plus largement dans le transnationalisme, avec des moyens qui sont les leurs et qui leur permettent aussi de s'inscrire dans un processus de subjectivation que l'État met finalement à mal.

Terrains et méthodologies d'enquête

Aux « questions de méthode » dans les recherches en sciences humaines et sociales est souvent accordée une place marginale, donnant lieu à une partie de l'écrit final mais plutôt restituée par « habitude » ou bienséance, plutôt que pour une analyse critique permettant d'accéder à un savoir anthropologique. Or il apparaît que ces questions de méthode, auxquelles s'ajoutent une réflexivité nécessaire sur le terrain effectué, sont bien souvent porteuses d'une forte charge heuristique concernant les sujets comme l'objet de la recherche-même (Fassin et Bensa, 2008). Il s'agit donc dans cette partie de construire un métadiscours comme discours d'encadrement qui

accompagne le discours principal et donne des informations sur la méthodologie de recherche. Il faut enregistrer toutes les dynamiques expérimentées au cours de cette recherche qui peuvent être envisagées sous l'angle méthodologique, faire l'analyse de mon statut et mon implication.

Je propose donc de commencer dans une première sous-partie par présenter les réalités (sociales, géographiques,...) que recouvre la notion de « terrain » dans le cadre de cette recherche. Je vais montrer que la diversité et la multiplicité des lieux, des interlocuteurs mais aussi des échelles d'analyse m'a conduit à adopter une méthodologie d'enquête plurielle dont le dénominateur commun est une forme d'ouverture, de posture compréhensive et d'ajustement empathique aux personnes et aux situations (1). Dans cette partie, seront également questionnés plusieurs aspects de la recherche pouvant correspondre a priori à des notions largement utilisées en sciences sociales à l'heure actuelle, comme le « terrain sensible » ou le « multisite ». Je me positionnerai clairement par rapport à ces notions à partir de mon expérience concrète de recherche. Par la suite, je discuterai plus particulièrement mon statut de chercheur et ses implications au cours de cette enquête sur ce terrain particulier (2). L'engagement du chercheur sur son terrain, en lien avec la question de la confiance dans les relations d'enquête, et l'instrumentalisation comme partie prenante du terrain seront des points largement interrogés à partir de situations d'enquête précises. Enfin, l'analyse de ces différents aspects méthodologiques et réflexifs me conduira finalement à dépasser ce questionnement autocentré afin d'amorcer un questionnement sur l'objet de la recherche même (3). Je montrerai que les enjeux autour de la place de l'anthropologue sur ce terrain sont un révélateur de la sensibilité du sujet de recherche au niveau local. Dès lors, cette réflexion se révèle largement heuristique, puisqu'elle permet d'asseoir la notion d'« arène rom locale » ainsi que d'argumenter l'anonymisation nécessaire à cette recherche.

1. Des terrains et des méthodologies de recherche spécifiques

Il s'agit en premier lieu de présenter et analyser le « terrain » de cette recherche ainsi que les outils méthodologiques qui ont été employés. Fortement marquée par une certaine multiplicité (d'acteurs, de sites, comme d'échelles) que je vais souligner ici, cette recherche est alors nécessairement menée de façon spécifique, en faisant une large place à l'ouverture et à l'empathie.

1.1. Multiplicité des terrains et des échelles

Enquêter chez les Roms et chez les politiques : du terrain « sensible » au « terrain frontière »

En déterminant mon sujet de recherche, je n'avais alors pas imaginé la complexité de la réalisation d'une telle enquête sur un terrain localisé, en raison de ses différentes caractéristiques.

D'une part, ce terrain de recherche peut être qualifié de terrain « sensible », et ce pour plusieurs raisons. Il s'agit en premier lieu de faire l'analyse d'un univers en marge, celui des migrants roms, et des pratiques qui y sont associées (habitat en squat, mendicité, prostitution). Que ce soit dans les squats en France ou dans les quartiers roms en Bulgarie, ce terrain peut être entendu comme étant sensible en raison de la précarité et de l'étrangeté (au premier sens du terme) qui lui sont inhérentes pour un chercheur extérieur. De plus, ce phénomène nouveau dans la société locale est considéré comme « *problématique* » par les acteurs de la société civile et les élus. Ces derniers considèrent en outre ce dossier comme « *sensible* », soit difficile à gérer et à traiter, pour des raisons électorales également. Ce sujet des migrants roms en France, saturé d'enjeux idéologiques, est donc éminemment sensible politiquement. Il s'agit donc ici d'une sensibilité éémique. Dès lors, ma recherche sur la prise en charge politique de cette « *question rom* » localement devient elle aussi sensible, par ricochet. Depuis le début de ma recherche, j'ai ainsi toujours ressenti mon terrain dans l'arène locale comme étant lui aussi sensible. Je retrouve donc l'un des trois sens donné au qualificatif « sensible » par Florence Bouillon, Marion Fresia et Virginie Tallio (2005) d'après lesquelles « *ces terrains s'avèrent sensibles en ce qu'ils relèvent d'enjeux socio-politiques cruciaux, en particulier vis-à-vis des institutions sociales normatives* » (Bouillon, Fresia, Tallio, 2005 : 15). Mais de façon générale, la sensibilité de mon terrain dépasse leur définition principalement centrée sur la domination et la stigmatisation des enquêtés, puisque ce terrain m'apparaît plus sensible dans les rapports avec les enquêtés étatiques et institutionnels, et moins avec les migrants¹³.

D'après les définitions de terrains « sensibles » données par ces auteures, on peut légitimement se demander si tous les terrains ne sont pas un peu sensibles, d'une façon ou d'une autre ? Finalement, il semble que revendiquer un terrain « sensible », comme de nombreux chercheurs le font aujourd'hui, revient à insister sur le caractère particulier de tout terrain, sa spécificité et son vécu subjectif par le chercheur. Le qualificatif de sensible reflète donc des situations très diverses influant sur la méthodologie que le chercheur souhaite mettre à jour afin d'apporter une compréhension plus fine des enjeux autour de la recherche. Pour ma part, la « sensibilité » de ce terrain que j'ai éprouvée pendant l'enquête révèle aussi la démarche de ce travail : il s'agit d'une anthropologie critique, l'analyse portant sur les logiques de pouvoir et d'assujettissement qui sont au cœur des expériences de l'État que font les migrants à travers les dispositifs étudiés.

D'autre part, une seconde caractéristique de ce terrain de recherche réside en sa nature que je qualifierai de « multi-terrain » : celui-ci se situe à la fois auprès des acteurs étatiques, institutionnels et associatifs et auprès des migrants roms qui vivent en squat¹⁴. Je distingue ici de façon claire ces deux « univers » que tout éloigne de fait. Ce qui fait la spécificité du chercheur sur un « multi-terrain » est de se situer à l'interface entre des acteurs d'une même arène locale, dont la présence et les actions sont sous-tendues par différents enjeux et différentes logiques, et dont les interactions sont

¹³ Notons que ce sujet est également sensible pour les migrants eux-mêmes, puisque leurs vies sont ici en jeu.

¹⁴ Ce parti-pris méthodologique de ne pas intégrer dans l'analyse ceux qui vivent en appartement dans l'agglomération étudiée s'explique à la fois par des raisons de faisabilité de l'enquête et par la volonté de s'intéresser aux migrants qui sont la cible des politiques.

négociées en fonction de logiques diverses et de multiples contraintes (économiques, politiques, culturelles).

Dès lors, la question première soulevée par ce terrain à multi-entrée est celle de mon positionnement méthodologique dans l'observation des interactions situées. J'ai en effet une double relation active avec mes divers interlocuteurs : l'enquête repose sur des contacts avec les Roms et examine à la fois la question de l'appréhension et l'accueil de ces migrants par les acteurs locaux, qu'ils soient citoyens, associatifs, institutionnels, politiques ou étatiques. Le positionnement et la perception du chercheur sur un terrain à multi-entrée sont donc pleins d'enjeux, en lien avec l'indépendance du chercheur qui navigue entre deux univers distincts sans appartenir à ceux-ci. La difficulté centrale est le fait d'être perçue comme étant d'un côté ou de l'autre alors que ma volonté est justement de saisir la rencontre. En ayant pris le parti de travailler « des deux côtés », je m'inscris en fait sur une frontière, celle-ci étant reliée par les dispositifs analysés (MOUS et médiation), et plus largement par les liens effectifs entre toutes ces personnes qui se rejoignent de fait dans l'agglomération ainsi que dans la politique locale qui va être mise en place en direction de ces migrants. C'est en ce sens que je propose alors le qualificatif de « terrain frontière » pour qualifier ce terrain en m'y incorporant avec ma casquette de chercheure.

Du terrain multisite à une ethnographie translocale et multi-échelle

Le caractère de multiplicité de ce terrain de recherche ne se limite pas aux identités des personnes et des « mondes » enquêtés. En effet, mon terrain s'appuie également sur une pluralité de localités et d'échelles. S'agit-il alors de ce qui est couramment appelé une ethnographie multisite ou multisituée depuis cette dénomination par George E. Marcus (1995) et reprise par Ulf Hannerz (2003) ? Cette approche est de plus en plus utilisée dans le champ des études migratoires notamment, suivant ainsi ce que George Marcus préconisait comme l'un des champs d'utilisation de l'ethnographie multisituée : « *Follow the people. Migrations studies are perhaps the most common contemporary research genre of this basic mode of multi-sited ethnography* » (Marcus, 1995 : 96-97). En discutant de cette approche et en présentant les caractéristiques de mon terrain ainsi que mes attentes et objectifs quant à cette recherche, je vais montrer qu'il convient plutôt de qualifier ma méthodologie d'ethnographie translocale et multi-échelle.

L'approche multisite, envisagée par George Marcus comme une « *stratégie* » de recherche, a l'intérêt de rompre avec la dichotomie classique local/global. L'idée sous-jacente consiste à envisager les sites d'enquête comme autant de localisations ethnographiques qui permettent l'étude du « *système-monde* », toute entité globale étant pensée comme locale. Dans cette perspective, l'ethnographie multisite qu'il préconise s'appuie sur une méthode de « suivi » effectuée par le chercheur en plusieurs localités, afin de comprendre les flux, les échanges entre personnes au sein de plusieurs espaces géographiques. Cependant, George Marcus apporte une nuance méthodologique en soulignant deux voies possibles qui sont autant de déclinaisons envisageables dans l'approche multisite. La première voie méthodologique consiste à suivre dans le temps et dans l'espace la circulation des personnes, des biens, des marchandises qui sont au

cœur de l'enquête. La seconde voie relève d'une forme d'alternative à la première, dont George Marcus reconnaît les difficultés pratiques de mise en œuvre : il s'agit d'une « *ethnographie uni-site stratégiquement située* », impliquant d'enquêter, outre sur un site principal d'observation, sur des sites connexes à celui-ci. Ces derniers sont envisagés comme pouvant donner sens à ce qui se produit sur le site principal d'observation.

Dans quelle voie s'inscrit précisément cette recherche de thèse ? Si l'on doit suivre la pensée de George Marcus, ce travail est envisagé en adoptant plutôt la seconde voie qu'il propose, à savoir la définition d'une localité centrale comme terrain de recherche ainsi que la prise en compte de sites connexes. Ce que je propose ici ne consiste pas en un suivi des « individus », des « objets » entre plusieurs sites comme le préconise précisément George Marcus pour saisir le « système-monde ». En effet, je rejoins la critique qu'en fait Anne-Christine Trémon (2012) selon laquelle « *ce minimalisme méthodologique entraîne plusieurs difficultés. Le suivi à tout crin des connexions au détriment de l'analyse en profondeur d'une unité localisée conduit à négliger les relations sociales locales et l'imbrication de processus globaux dans une même localité.* » (Trémon, 2012 : 255). Au regard de ma problématique et de mes objectifs de recherche, les questions des relations sociales et de l'imbrication de processus plus larges dans une localité m'importent de façon particulière.

Il s'agit pour moi non pas d'effectuer une simple sociologie ou anthropologie des migrations des Roms, mais de saisir les subjectivités des Roms dans le cadre de leurs mobilités. C'est à partir de cet objectif formulé et de la volonté de partir des personnes observées que j'ai été amenée à parcourir, pour cette enquête, deux espaces géographiques distincts : l'agglomération de province française et la région de Pazardzhik en Bulgarie¹⁵. Ainsi mon « terrain » auprès des Roms s'est déroulé à la fois en France et en Bulgarie, pour mieux comprendre leurs situations sociales dans les pays d'origine et le sens que recouvre pour eux l'expérience migratoire, ainsi que les logiques internes des migrations pendulaires. Il me paraît pertinent de faire dialoguer les expériences de ces personnes dans leur pays d'origine et dans leur pays d'accueil en envisageant la façon dont les acteurs se pensent et agissent dans divers lieux. Peut-on pour autant parler d'ethnographie multisite telle que définie par George Marcus ? Il semble que cela y corresponde partiellement, si l'on s'en tient à la seconde déclinaison qu'il propose. En effet, il s'est agi pour cette recherche d'utiliser différents lieux qui ont une fonction, un poids, dans la compréhension du phénomène étudié. Or il demeure toutefois un site principal, correspondant à l'agglomération française.

La méthodologie que j'ai adoptée pourrait aussi être perçue comme se rapprochant de ce qu'Alain Tarrius (1989) nomme, bien avant l'essor du « multisite », une « *anthropologie du mouvement* », dans laquelle le chercheur adopte lui aussi une dynamique de circulation et suit les personnes étudiées dans leurs mouvements. Il convient cependant de nuancer cette proximité méthodologique, car si ma posture a tendu vers cela, ce n'est pas exactement ce qui a été effectué en raison de contraintes matérielles, comme je l'expliquerai dans le chapitre 4. J'ai néanmoins, dans cette

¹⁵ Cf. Carte de Bulgarie, Annexe1.

perspective, effectué des séjours en Bulgarie, résidant chez quelques familles de migrants roms rencontrées en France, dans leurs villages ou villes d'origine. Cela m'a permis d'observer, dans une certaine mesure, les liens qui se trament entre « ici » et « là-bas ». Mais la temporalité des séjours effectués (deux séjours de cinq semaines en juillet-août 2011 et février-mars 2012) ne me permettent pas de m'inscrire dans ce que l'on appelle une ethnographie multisite. En outre, mes objectifs concernant ces séjours n'étaient pas, à l'origine du moins, de faire une ethnographie des liens transnationaux en profondeur, mais recouvraient plutôt une volonté de comprendre au plus près les vies et expériences quotidiennes des personnes dans leur environnement d'origine. De plus, un atout considérable de ces séjours (qui n'était ni pensé ni prévu au départ) a été de recueillir des discours différents de la part des migrants : en effet, les langues se sont quelque peu « déliées » plus facilement en Bulgarie, par le fait que, géographiquement et symboliquement, la France paraissait loin, mais aussi parce qu'ayant « fait l'effort » d'aller « là-bas » vivre chez eux, avec eux, j'étais perçue différemment et nos liens se sont raffermis. La parole a alors émergé de façon plus fluide. Ainsi la multiplication de sites d'enquête (entre les localités d'origine et d'accueil des migrants) correspond dans ce cas à une ethnographie multisite en ce qu'elle permet de saisir plus finement les sujets et les expériences subjectivantes, en les restituant dans leur complexité et leur globalité (dans une perspective diachronique comme spatiale).

Un autre de mes objectifs pour cette recherche rejoint également l'intérêt de la prise en compte de différentes échelles pour l'analyse, mais à un niveau autre que spatial et au-delà des mobilités des Roms elles-mêmes. Définissant ma problématique, j'ai fait le choix de combiner le niveau micro au niveau macro, puisque je propose d'articuler l'ethnographie micro de la subjectivité à l'analyse macro des politiques d'accueil et d'immigration. Ces dernières, qui seront étudiées dans une localisation ethnographique précise (l'agglomération française en question) relèvent de l'imbrication entre plusieurs échelles : européenne, nationale et locale. Il s'agit donc d'effectuer ici une recherche qui s'ancre dans une localité, tout en considérant celle-ci comme participant d'un ensemble plus large avec lequel s'opèrent nécessairement des connexions, des liens. L'analyse autour de la « question rom » dans l'agglomération s'apparente-t-elle alors à une étude de cas ?

Au regard de ce qu'entend par là Jean-Pierre Olivier de Sardan (2001), il paraît possible de l'affirmer : « *Même lorsque des études de cas sont menées au sein d'un seul village, d'une seule région ou d'une seule ville (...) une grande attention est portée aux ressources extralocales des acteurs locaux, ou à l'intervention d'acteurs extérieurs sur l'arène locale, ce qui permet de déboucher sur l'analyse de logiques transversales et des échelles plus vastes* » (2001 : 746). Effectivement, les questions traitées dans cette thèse nécessitent un regard, donc une analyse multi échelles ; en ce sens, ce travail se rapproche moins d'une monographie que d'une « étude de cas élargie » (*extended case study*) tel que Max Gluckman (1940) l'a mise au point. En d'autres termes, cette partie de la recherche portant sur la construction et le traitement local de la « question rom » peut être qualifiée de monographie d'une politique locale, or ce travail souhaite dépasser les critiques qui sont faites habituellement à la monographie. Cela a trait au sujet de recherche, plusieurs dimensions étant traversées par cette thèse : politique,

acteurs, histoire, production des catégories... Il s'agit alors nécessairement de restituer plusieurs dimensions qui nécessitent plusieurs outils, comme une approche généalogique, politique et ethnographique. Partant ainsi d'une « situation sociale » particulière, à savoir la présence de migrants roms qui pose « problème » aux acteurs accueillants de l'agglomération, il s'agit alors de procéder à une contextualisation multiple en saisissant d'autres échelles d'analyse, afin de restituer le sens des interactions et des logiques de chacun des acteurs en présence dans la situation sociale en question. Cette dernière est alors considérée comme le reflet d'une globalité (Gluckman, 1940 ; Mitchell, 1956).

Or il ne s'agit pas de tomber pour autant dans les « biais » de cette approche qu'identifie notamment Anne-Christine Trémon (2012), comme l'appréhension des processus globaux, macro en tant que processus externes à la situation observée, parce que ce sont eux précisément qui permettent de l'expliquer. Elle souligne alors les risques de réification de ces processus. Ce faisant, elle préconise alors d'adopter ce qu'elle identifie comme « *une démarche pleinement processuelle qui traite les phénomènes globaux non pas comme extérieurs aux situations observées sur le terrain mais en rend compte par l'ethnographie* » (Trémon, 2012 : 259). Cela correspond clairement, et en tout point, à mes objectifs ainsi qu'à la posture qui a été la mienne pendant l'enquête et se retrouve aujourd'hui à l'écrit. C'est donc ainsi que je propose de rendre compte de ma recherche, en appréhendant la « question rom » dans l'agglomération comme la version localisée d'une question globale. On comprend alors que je qualifie ce travail d'ethnographie translocale et multi-échelles.

1.2. Méthode et outils de recherche : une approche « ouverte » et compréhensive

J'ai souhaité dès le début de ce travail de thèse m'inscrire dans une méthodologie de recherche inspirée de la « *grounded theory* » de Barney Glaser et Anselm Strauss (1967), à savoir une théorie qui s'enracine dans le « terrain » en l'appréhendant comme étant primordial pour la compréhension et dans la recherche. J'ai donc développé un processus de recherche symétrique, dans lequel tous les acteurs sont envisagés. L'idée n'est pas de développer une approche normative ou fondée sur une lecture a priori de la réalité mais de comprendre à partir d'une ethnographie de longue durée comment les individus pensent, agissent dans les dispositifs et en fonction de quelles contraintes.

Cette recherche s'est déroulée entre octobre 2010 et juillet 2013 en ayant mis en place le dispositif d'investigation méthodologique suivant : d'une part, j'ai observé au maximum le déroulement de la politique locale, en assistant aux diverses réunions de travail et comités de pilotage, observant les interactions entre les différents acteurs, ainsi qu'en réalisant des entretiens semi-directifs avec les acteurs institutionnels et associatifs. Des réunions et des situations d'interactions avec les migrants ont également fait l'objet de multiples observations. D'autre part, il s'agit pour moi d'aller dans les lieux d'habitation des Roms sur l'agglomération, de façon régulière et sur une temporalité suffisamment longue, le but étant de passer du temps avec les familles dans

leur quotidien afin de saisir au plus près leurs expériences et leurs vécus. Je réalise avec eux des entretiens et des récits de vie, afin de cerner notamment la typologie des migrations qui renvoient à des logiques différentes. De façon générale, ma méthodologie de travail ethnographique prend donc la forme d'une approche qualitative, en privilégiant une posture compréhensive des acteurs comme des actions. En se situant clairement dans la lignée méthodologique de Colette Pétonnet (1979) qui expliquait dans l'introduction de sa recherche sur « les gens » des « banlieues » dans les années 60 : « *Nous avons accordé aux faits et gestes des gens autant d'importance qu'à leur parole, acceptant tout ce qui nous était donné de voir et d'entendre, sans forcer les retranchements, sans questionnement, selon la méthode artisanale, et lente, du déchiffrement ethnologique.* » (Pétonnet, 1979 : 19-20).

Posture méthodologique auprès des Roms dans l'espace migratoire

Le terrain d'enquête auprès des migrants roms habitant en squat dans l'agglomération a été difficile d'accès. En effet, j'ai voulu au départ me rendre seule dans les squats pour les rencontrer, mais cela n'a pas été évident en raison de leur perception de nos statuts respectifs. D'une part, il s'agit de migrants vivant en squat et qui peuvent être en situation irrégulière sur le territoire. Le fait d'entrer ainsi dans leurs lieux de vie qui sont assez « fermés », sans avoir d'autre objectif que la recherche (donc rien à proposer ou à offrir, j'y reviendrai) attire donc de suite l'attention couplée à une certaine méfiance. D'autre part, cela rejoint nécessairement leur perception de mon statut : une femme, jeune, sans appartenance associative ou institutionnelle, qui ne maîtrisait pas leur langue¹⁶. Cela a suscité deux types de comportement : la méfiance, d'où le désintérêt pour communiquer, ou la séduction – ce qui biaise nécessairement la rencontre. Puis, j'ai été amenée à rencontrer Nicolas, un enseignant faisant le lien entre les enfants d'un squat (celui de F.) et les écoles concernées, avec lequel j'ai rapidement eu de très bonnes relations ; il est devenu mon compagnon. Sa façon de mener sa mission ainsi que sa bonne connaissance de certaines familles font que les interactions qu'il a mises en place avec ces migrants sont dénuées de rapports de pouvoir, se situant plus nettement sur un plan horizontal, de partage et d'échange. Dès lors, le fait de pouvoir me rendre dans les squats avec lui m'a été extrêmement favorable et a permis le commencement de mon enquête auprès des familles. Nous sommes également allés ensemble dans des squats qu'il ne connaissait pas, tout comme moi, et j'ai pu m'apercevoir là aussi de la positivité de ce duo lors de la rencontre avec les habitants. En effet, en me présentant aux migrants roms avec lui, donc en se donnant d'emblée à voir comme couple, cela a permis mon inscription dans un « schéma de parenté » clair et bien établi, ce qui a donc mis à mal les biais vus ci-dessus. Ce faisant, je prenais ainsi le contrepied, au niveau statutaire donc relationnel, de la femme seule et en âge d'être mariée à leurs yeux qui débarque en territoire inconnu, et peut alors devenir une « cible » potentielle, représentant un bon parti puisque blanche, française et appréciant les Roms. Cela a en outre clairement facilité l'accès au « terrain », soit les interactions

¹⁶ J'ai en effet évité de mobiliser dès le début les quelques notions de romanès acquises lors de mes précédentes recherches auprès de Roms en Roumanie (Clavé-Mercier, 2010b), afin de ne pas imposer une étiquette « identitaire » par le biais de la langue de cette façon.

avec les personnes, comme le souligne Marc Bordigoni (2001) dans l'étude qu'il a effectuée sur les approches des « terrains avec les Roms » par les tsiganologues : « *A. Reyniers explique le caractère inestimable du contact qu'il a établi avec les groupes tsiganes du fait qu'il s'agissait d'"un contact établi de couple (ma future femme et moi-même) à famille et non sur le mode individualiste. (...) D'autre part l'apparition d'un couple de Gadjé parmi les tsiganes devait lever l'hypothèse sur une partie de nos intentions (nous n'étions ni policiers, ni en quête d'aventures amoureuses, ni là pour satisfaire une curiosité morbide).* » » (Bordigoni, 2001 : 122).

Or cette approche des migrants roms en étant inscrite dans un certain schéma de parenté intelligible à leurs yeux n'a pas pour autant induit l'annulation de toute question de genre qui se pose nécessairement – et différemment selon l'identité des enquêtés.e.s. Marc Bordigoni (2001) souligne également l'aspect fondamental des rapports de genre chez les Roms, ainsi que sa « traduction » dans la relation ethnographique : « *Si le thésard (la thésarde) est "jeune" pour son milieu d'origine, il n'est pas considéré comme inconvenant, dans ce milieu, de n'être ni mariée ni parent d'au moins un enfant. La situation n'est pas la même lorsqu'il (elle) aborde l'univers des Gitans, pour qui le "mariage" et surtout la naissance d'enfants marquent la sortie de l'enfance et instituent véritablement l'individu dans la communauté.* » (Bordigoni, 2001 : 121). Les rôles sexués ainsi que les rapports de genre étant très prégnants et codifiés de façon générale chez les Roms que j'ai pu côtoyer, j'ai fait preuve d'une certaine vigilance lors de mes premiers contacts pour cette recherche. En tant que femme, je me suis ainsi d'abord adressée aux femmes, ne restant jamais seule (même dehors, à la vue de tous) avec un homme au début. Avec le temps et la (re)connaissance mutuelle, ces précautions ont rapidement cessé d'être nécessaires, d'autant que tous les Roms côtoyés savaient que j'étais « mariée » et connaissait le « mari ». Ce savoir établi m'a permis d'effectuer mon enquête seule sans avoir à « gérer » de difficultés relationnelles particulières.

Concrètement, plusieurs squats de migrants roms ont été fréquentés, de façon plus ou moins dense et assidue en fonction des relations établies avec certains habitants plutôt que d'autres. Pour cette étude, les habitants de deux squats seront privilégiés : celui de F. et celui de X. dans lesquels je me suis rendue très régulièrement pendant le temps de la recherche. Le squat de F. se situe dans une petite commune d'environ 16 000 habitants¹⁷, limitrophe de la Ville centrale de la communauté urbaine. Le squat de X est ancré dans la périphérie de cette Ville principale de l'agglomération, recensant quant à elle 239 000 habitants, l'agglomération en question en comptant environ 850 000¹⁸. Il ne s'agit pas ici de procéder à une analyse comparative entre ces deux localités, ce qui ne ferait pas sens. Ces squats ont été choisis non pas comme unités d'analyse en tant que telles, mais comme « arrière-plan » des vies quotidiennes des migrants roms nécessairement marquées par des rapports aux pouvoirs publics. Les deux quartiers dans lesquels ces squats se sont implantés relèvent de zones semi-industrielles tout en étant également habitées. La proximité de commerces et de transports publics est à souligner. Ainsi les habitants de ces squats se situent à la fois

¹⁷ Source INSEE, selon le dernier recensement en date de 2011.

¹⁸ *Ibid.*

légèrement en retrait du centre de la vie urbaine tout en y étant clairement implantés et en jouissant notamment des attraits de l'urbanité¹⁹.

Il convient de noter que ces deux squats sont parmi les plus importants numériquement de l'agglomération, comptabilisant chacun une population fluctuante dans le temps mais qui tourne autour de 200 à 250 personnes. Une remarque méthodologique s'impose ici concernant ce point, appuyant d'une certaine façon la spécificité de mon approche de ce sujet de recherche. Il ne s'agit pas de compter, de mesurer, la présence de ces migrants localement, ce qui aurait pour principal effet (pervers) d'alimenter les peurs que je montrerai comme étant récurrentes quant à la « vague rom » ou au contraire de minimiser volontairement le nombre de ces migrants pour aller à contre-sens de la doxa. Ainsi ce comptage des migrants roms, s'enracinant au cœur de la sensibilité du sujet de cette recherche, aurait donc pour conséquence de ne pas rompre réellement (ou suffisamment) avec la doxa, comme le préconisait Durkheim, ce qui amoindrirait nécessairement la scientificité de ce travail. Justifiant ainsi ce refus de compter et de donner des chiffres précis, comme de dessiner une cartographie des squats dans l'agglomération pour les mêmes raisons, je proposerai alors d'autres moyens pour donner des informations permettant de se faire une idée de l'ampleur réelle de la place de ces nouveaux migrants sur le territoire. En accord avec les objectifs et la problématique de ce travail, seront ainsi privilégiées les analyses discursives de différents acteurs. De la même façon, aucune photographie n'est mise en regard avec le texte de cette thèse, ce qui est également lié à la sensibilité et à la centralité du sujet dans les sphères civiles et professionnelles de la société. Largement relayé par les médias ces dernières années, le sujet des migrants roms est a minima effleuré ou « cerné » visuellement par tout un chacun – cette logique du « *tout image* » reflétant largement ce qu'Ignacio Ramonet (1999) définit comme la « *tyrannie de la communication* », à la croisée des médias et des pouvoirs. J'ai donc choisi dans cette recherche de prendre le contrepied de cette approche qui est trop souvent la seule sur le sujet, en bannissant de fait toute image de cette production écrite. Ce faisant, l'idée est de favoriser le développement de l'imaginaire, à la fois en partant des nombreux propos des migrants eux-mêmes et en partant de ceux qui s'y « confrontent ». Je pense que c'est une voie possible pour restituer ce qui est finalement de l'ordre de l'impression, comme je le montrerai largement, mais également pour redonner aux Roms une certaine subjectivité qui s'efface habituellement derrière des chiffres et des images trop aisément malléables et remplaçables.

Le temps que j'ai passé dans les squats de l'agglomération m'a donc permis de faire des rencontres répétées avec des migrants roms. C'est grâce à ces liens tissés avec certains d'entre eux que j'ai pu comprendre plusieurs aspects de la vie quotidienne locale de ces migrants, concernant leur habitat, leurs activités économiques, la scolarisation des enfants, leur rapport à la France, leur accès aux soins, les rapports qu'ils entretiennent avec les institutions et les associations humanitaires,... Par ailleurs, cela m'a également permis plus globalement de recueillir leurs discours sur la migration, sur leur pays d'origine et sur leurs vies « là-bas », en Bulgarie. À partir de

¹⁹ Des descriptions approfondies de ces deux squats sont proposées dans le chapitre 4.

ces rencontres dans les squats, j'ai pu effectuer deux séjours en Bulgarie chez certaines de ces familles, dans leurs villes et villages d'origine, ce qui a fortement renforcé les liens existants entre nous et m'a donné une certaine légitimité dans ma curiosité (de chercheuse) et ma présence, j'y reviendrai.

Malgré l'inscription dans un « schéma de parenté » explicite et malgré le temps passé dans la régularité de mes « visites » dans les squats avec les migrants, le recueil de données auprès d'eux n'a pas été aisé, en raison des situations liminales que ces migrants connaissent. Cela a nécessité de réfléchir les modes de relations d'enquête dans une perspective empathique et éthique. Plusieurs aspects de ma méthodologie d'enquête ont largement favorisé l'adoption d'une posture relationnelle qui s'est révélée, à mon sens, à la fois juste et heuristique. Tout d'abord, il convient de souligner qu'en ayant mené plusieurs recherches auprès de ces populations « roms, tsiganes » ces dernières années (Clavé-Mercier, 2010a, 2010b, 2012), j'ai acquis une certaine aisance relationnelle à leur contact, du fait de maîtriser certains « codes » implicites ainsi que la base de la langue romanès. Ma connaissance de cette langue fait toujours grand effet chez les Roms rencontrés (qu'ils la parlent ou non), appréciant pour la plupart avec étonnement que je m'y intéresse, ce qui traduit à leurs yeux une ouverture empreinte d'absence de discrimination. Aussi le fait que je ne me sente pas en milieu complètement inconnu a largement atténué la sensation d'étrangeté et certaines maladresses qui vont avec. En d'autres termes, cela a favorisé le contact au premier abord. Or pour un échange réel avec les migrants s'est rapidement posée la question de la langue, puisque la langue bulgare ne m'était pas familière et que tous ne parlaient pas romanès. La question du recours à un interprète s'est alors posée à moi au début de la recherche. Or je me suis rapidement aperçue que les interprètes « officielles » (donc celles à qui je pouvais facilement et professionnellement avoir recours pour un travail de qualité) exerçaient à la fois dans le domaine éducatif, social et sanitaire, mais aussi pour des institutions comme la police et la justice. Ce mélange des genres, qui m'a questionné, est à prendre en compte dans la façon dont ces interprètes sont alors perçues par les migrants roms, pour lesquels le rôle, voire le « côté » de ces interprètes n'est pas clair. J'ai donc délaissé cette possibilité pour mon travail qui demande une proximité dans les relations, pour tendre vers le « naturel ». Dès lors, j'ai pris des cours particuliers avec une interprète pendant un an, ce qui m'a permis de comprendre et de parler le bulgare « à la manière » des Roms côtoyés, puisque c'est avec eux que j'ai exercé et consolidé cet apprentissage. J'aurais encore d'énormes progrès à effectuer, mais cela a été suffisant pour communiquer avec eux et comprendre les situations observées²⁰.

Pour recueillir concrètement auprès des migrants roms les données qui ont servi à cette recherche, j'ai largement privilégié l'observation flottante, telle qu'entendue par Colette Pétonnet (1982a) : *« Elle consiste à rester en toute circonstance vacant et disponible, à ne pas mobiliser l'attention sur un objet précis, mais à la laisser "flotter" afin que les informations la pénètrent sans filtre, sans a priori, jusqu'à ce que des points de repères, des convergences apparaissent et que l'on parvienne alors à*

²⁰ Cependant, les entretiens réalisés avec des acteurs associatifs ou institutionnels en Bulgarie ont été menés en anglais, pour des raisons de facilité de compréhension.

découvrir des règles sous-jacentes » (Pétonnet, 1982a : 39). Dans cette perspective, la méthodologie employée pour effectuer les classiques entretiens connaît quelques spécificités. En effet, l'entretien formel, enregistré, est demeuré sur mon terrain une pratique plutôt exceptionnelle. Dans le contexte particulier de cette enquête que j'ai expliqué précédemment, le dictaphone n'a pas été facile à manipuler, et je pense même qu'il était plus enrichissant de s'en passer. Il m'a fallu beaucoup de temps pour être proche des personnes et, une fois les barrières tombées, je m'appliquai à conserver voire à solidifier les relations établies, par de nombreuses visites hebdomadaires voire parfois quotidiennes. Pour ce faire, j'ai choisi d'« être » pleinement avec les gens, certes avec ma différence et ma subjectivité, mais sans un outil qui, comme je l'ai expérimenté, crée une distance supplémentaire avec « l'objet » d'enquête. Globalement, j'ai pris le parti d'une approche immersive poussée dans une temporalité longue, basée sur l'idée que la proximité favorise la qualité de l'échange, celui-ci étant garant de la pertinence de la recherche. J'ai conscience de ce que d'autres appelleront la « radicalité » de cette position, de ses risques et de ses exigences que j'ai pu moi-même apprécier et que j'ai essayé de gérer au mieux. Mais c'est dans l'échange entre humains, naturel et spontané, et non dans le rapport artificiel et préconstruit d'enquêteur à enquêté, que réside pour moi l'essence de la démarche anthropologique. Je me situe alors dans la lignée des chercheurs de l'Ecole de Chicago²¹, ces derniers affirmant que le travail ethnographique consiste en un échange entre personnes et pas seulement un prélèvement d'informations.

Ces affirmations, certes subjectives, ne prennent tout leur sens que dans le contexte particulier de cette enquête, notamment au regard de la population étudiée. C'est ce que souligne d'autres chercheurs tsiganologues, comme ici Léonardo Piasere (1984) qui « *précise encore les conditions de la pratique ethnologique : " (...) nous avons compris que pour ne pas fausser la situation ni les informations, pour que le "terrain" ne devienne pas un laboratoire trop artificiel, nous ne devons pas nous présenter avec stylo et carnet, avec magnétophone et appareil photo. Ceci apparut d'autant plus évident dans la nouvelle situation, où même le fait de sortir négligemment une question était suffisant pour mettre nos hôtes en alerte."* (1984 : 3) » (Bordigoni, 2001 : 122). J'ai en effet rapidement senti que, pour comprendre ceux qui sont identifiés comme Roms, mieux valait être un ami, curieux mais proche, qu'un enquêteur distant portant une casquette associative ou institutionnelle. Il est clair que les informations recueillies n'auraient pas été les mêmes, au niveau des détails et de la profondeur. De plus, je n'ai pas voulu faire d'entretiens « classiques » (qu'ils soient non-directifs ou pas) avec les migrants roms afin d'éviter au maximum de renforcer le rapport « inégalitaire » et d'instaurer une forme de violence symbolique potentiellement générée par des situations formelles d'entretien renforçant l'inégalité sociale existante entre enquêteur et enquêtés. Ce choix n'est pas pour autant en contradiction avec les méthodes « classiques » de l'anthropologue, comme l'entretien formel, mais je pense que dans ce cas, celui-ci ne peut apporter des résultats pertinents que dans une seconde étape de l'enquête, une fois qu'existent des liens suffisamment solides entre enquêteur et enquêtés. Ainsi je tire la plus grande part de mes informations de mon immersion dans

²¹ Voir l'ouvrage de Joseph et Grafmeyer (1984) à ce sujet.

la vie quotidienne des migrants identifiés comme Roms. Avec eux, j'ai alors pratiqué ce que l'on pourrait appeler des entretiens de type « conversationnel », c'est-à-dire plus sur le mode de conversations que d'entretiens tels que ces derniers sont généralement entendus en sciences humaines et sociales. C'est notamment ce que recouvre par exemple l'appellation donnée par Dominique Memmi et Pascal Arduin (1999) de « *méthodes de recueil (...) plus sensibles à la subjectivité dans l'interaction* ». (Memmi & Arduin, 1999 : 133).

Si j'ai donné ici les grands traits de ma méthode d'enquête auprès des migrants roms telle qu'elle a été mise en place, je développerai dans la section suivante certaines caractéristiques, embûches ou inattendus méthodologiques rencontrés *in situ*.

Posture méthodologique dans la sphère politico-institutionnelle

La méthodologie employée avec les acteurs de la sphère politico-institutionnelle a été légèrement différente, bien que, comme je vais le montrer, on y retrouve une même « ouverture » ainsi qu'une certaine implication qui passe alors par les modalités de conduite des entretiens.

Avec ces enquêtes, qui viennent de milieux sociaux, économiques et professionnels très différents et éloignés des migrants roms, l'enjeu de la construction de la relation ethnographique était tout autre. J'ai tenté également de travailler la question de la distance sans être ni dans une trop forte proximité (qui était souvent attendue de moi, j'y reviendrai), ni dans une distance maximale pouvant « bloquer » mes interlocuteurs. Il a donc fallu trouver la bonne distance, mais avec d'autres moyens. Mes outils méthodologiques ont varié spontanément de l'ethnographie aux entretiens dits « non-directifs », avec le même objectif : celui d'influer le moins possible sur l'information recueillie. Les entretiens ont donc été réalisés sur un mode ethnographique, en se rapprochant des conversations « à bâtons rompus », avec des atouts dans le recueil des données que souligne Stéphane Beaud (1996), notamment en ce qui concerne la « *libération de la parole des enquêtés* » grâce aux « *entretiens ethnographiques* » : « *un des ressorts les plus sûrs de l'entretien ethnographique, "non-directif", consiste justement dans la possibilité qu'il offre de faire s'enchaîner des idées, de faire couler le locuteur selon sa pente (au moins dans un premier temps), par le libre jeu des associations d'idées (la parenté avec la séance de psychanalyse est ici patente), ce qui nécessite de la part de l'enquêteur une grande disponibilité d'écoute* » (Beaud, 1996 : 240).

Je retiendrai la définition de l'entretien « non-directif » ou « non-préstructuré » donnée par Sophie Duchesne (1996 : 197) au détour de son article éponyme : « *il s'agit d'un moment « à part », hors du temps, pendant lequel la personne interrogée se prend à exprimer des choses dont elle n'avait pas nécessairement conscience, avant que ne lui soit donnée l'occasion de réfléchir ainsi à haute voix, encouragée par l'écoute attentive d'un enquêteur qui a réussi à la persuader de sa capacité à le faire.* » L'utilisation de ce type d'entretien s'explique par sa forme particulière qui « *prend tout son sens dans une stratégie de recherche visant à étudier les représentations des acteurs sociaux* » (Duchesne, 1996 : 190). Sur mon terrain, il s'agissait notamment de saisir les représentations qu'ont les acteurs des migrants roms. Je rencontrai d'ailleurs une grande

difficulté pour présenter ma recherche et démarrer l'entretien sans catégoriser d'emblée les personnes dont je souhaitais parler afin de laisser libre champ à mes interlocuteurs, car leur identification de ces personnes était pour moi fondamentale. Cela renvoie à ce qu'affirmait Catherine Quiminal (2002) sur les difficultés de conduire une recherche portant sur les catégories sans réifier celles utilisées communément. Ainsi une question lancinante m'a taraudé tout au long de ma recherche : comment parler des Roms sans parler de « Roms » ? Une des modalités de « réponse » réside dans les modalités de conduite des entretiens.

Mes entretiens peuvent être globalement qualifiés de « non-directifs », même si la définition qu'en donne Sophie Duchesne n'est pas tout à fait satisfaisante dans mon cas. Elle précise que « *dans une recherche utilisant cette méthode d'entretiens 'non-directifs', l'objet d'étude n'est pas le thème soumis à la consigne* » (Duchesne, 1996 : 191), celle-ci étant le préalable de l'entretien. J'ajouterai des nuances à cette définition pour qu'elle se rapproche de mon expérience méthodologique. En effet, dans mon cas, l'objet d'étude était la plupart du temps clairement présenté, mais de façon assez large et flexible, l'objectif étant de recueillir tout type de discours sur tout type de thématique ayant trait aux « migrants de Bulgarie » ou « migrants roms ». Dès lors, le caractère souple de la présentation de ma recherche et de mes attentes concernant les entretiens visait à permettre à mes interlocuteurs de s'approprier une certaine marge de manœuvre sur leurs propos d'une part, et de mettre en avant, de façon assez spontanée, ce qui prenait le plus de place dans leurs pratiques et/ou réflexions, comme ce qui faisait sens pour eux d'autre part. On voit donc que ma pratique diffère sensiblement de la définition et de l'utilisation de l'entretien non-directif données par Sophie Duchesne.

Par ailleurs, l'une des caractéristiques qu'elle souligne concernant ce type d'entretiens est l'accentuation de l'artificialité de l'échange entre enquêteur et enquêté « *dès lors qu'il vise à réduire au maximum l'intervention et l'engagement dans l'échange de l'enquêteur* » (Duchesne, 1996 : 194). Si je peux reprendre à mon compte cet objectif sous-jacent à la conduite de mes entretiens, cela n'est pas généralisable à l'ensemble des entretiens. En effet, ce principe de non-intervention que j'avais à l'esprit pour chaque entretien se révélait surtout effectif, dans la pratique, lorsque mes enquêtés abordaient certains sujets, comme leurs représentations des migrants roms ou leur vision de l'intégration notamment. Mais lorsque d'autres sujets étaient abordés par mes interlocuteurs, tels que la conduite de la politique locale ou les expériences migratoires des Roms, il m'était difficile de tenir cette posture de retrait : tantôt par souci d'équilibrer l'échange et d'apporter ma compréhension de tel ou tel point abordé, tantôt par volonté de montrer mon intérêt et mon implication (toujours en tant que chercheure uniquement) sur un aspect d'un fait social ou dans un débat d'idées. Cela n'était pas réfléchi en amont, mais le retour réflexif sur les déroulements de mes entretiens montre que si j'ajustais ainsi spontanément ma prise de parole aux discours de mes interlocuteurs, en exprimant parfois un avis ou une façon de voir et de comprendre certaines choses, c'est bien que cela s'avérait d'une certaine façon pertinent sur le moment et à mes yeux. Ce faisant, il s'agissait certainement de m'impliquer *a minima* et d'asseoir également ma légitimité « professionnelle » à recueillir ces discours sur ce sujet en montrant ma compréhension des enjeux, des différentes logiques, des jeux

d'acteurs. On peut émettre l'hypothèse que des entretiens au cours desquels ma prise de parole se serait limitée à de simples relances n'auraient pas mené à des contenus aussi riches et « spontanés » que ceux que j'ai pu obtenir de cette façon. Avec ce type d'entretiens, il s'agit donc d'un véritable engagement de l'enquêteur dans l'échange, ce qui, je pense, donne plaisir à l'enquêté et favorise sa réflexion « parlée » face à l'enquêteur qui devrait donc plutôt être identifié ici comme un interlocuteur.

En outre, Sophie Duchesne montre que la question de la « maîtrise » de la conduite de l'entretien par l'enquêteur, au détriment de l'enquêté, est souvent reprochée à ce type d'entretiens « non-directifs » : les enquêteurs seraient alors taxés de manipulateurs. Or, de façon plutôt intuitive (car non réfléchi à l'origine de mon travail d'enquête), j'ai pris le parti de laisser, à l'inverse, mes interlocuteurs guider les entretiens, en fonction de leurs désirs d'aborder tel ou tel sujet. Bien que je recadre évidemment les propos lorsque ceux-ci s'éloignent trop de la thématique générale, ce sont eux qui pouvaient alors se placer en situation de « maîtrise » de l'entretien, l'amenant là où ils le souhaitaient. Cette passivité apparente de ma part en tant qu'enquêtrice a pu en surprendre certains, voire en dérouter d'autres, mais l'écoute active et attentive dont j'ai toujours essayé de faire preuve a permis aux personnes enquêtées de s'exprimer comme bon leur semblait, et parfois même dans une posture réflexive. Souvent, nos entretiens apparaissaient comme une manière de « faire le point » dans leurs pratiques sur ce sujet, ce qui a pu parfois se rapprocher d'une posture analytique demandée, comme me l'a clairement fait remarquer une interlocutrice régulière, élue à la Ville : « *Ah ! Alexandra, je suis contente que tu m'appelles pour prendre un rendez-vous ! Tu es comme ma psy maintenant, et là j'ai plein de choses à sortir...* »²². La pratique de ces entretiens dans le cadre de ma recherche a donc mis à jour d'autres effets : ces enquêtés semblent eux aussi retirer quelque chose de la situation ou relation d'entretien relatif à cette temporalité particulière favorisant la réflexion. En effet, les situations d'entretien sont de l'ordre d'un « temps suspendu » pour les acteurs enquêtés, venant casser le rythme de leurs pratiques professionnelles, et permettant dès lors de « s'écouter réfléchir » sur leurs actions notamment. Cette question de temporalité est à creuser plus avant car elle semble permettre d'explicitier ce qui enjoint des acteurs (souvent étatiques) ayant par ailleurs la possibilité de se faire entendre régulièrement sur la scène publique et/ou n'ayant que peu de temps disponible dans leurs agendas professionnels politiques notamment, à se prêter volontiers au jeu de l'entretien. Cette acceptation semble tenir au fait que la temporalité de la recherche est très éloignée, voire opposée, à la temporalité politique. On peut également accoler à cette dernière la temporalité journalistique qui va souvent de pair avec la politique. A contrario donc, la temporalité de la recherche n'a pas de « retombée » directe (au sens de « grand public ») ni rapide, les analyses d'une recherche voyant le jour plusieurs mois voire plusieurs années après l'entretien effectué. Dès lors, la prise de risque à prendre la parole sur un sujet politique et médiatique sensible est nettement amoindrie,

²² Nous avons fait plusieurs entretiens répétés, et nous voyions régulièrement dans le cadre de réunions institutionnelles auxquelles j'assistais en silence – ce qui n'est pas sans lien avec la pratique analytique à laquelle cette interlocutrice assimile ma méthode de recherche.

ce qui permet aux acteurs de « se livrer » en entretien lorsque la relation, l'espace et la forme de celui-ci leur apparaissent comme intéressants et donnant confiance.

Toutefois, je n'ai pas pu avoir accès à certains acteurs impliqués sur le sujet des migrants roms localement, en raison de leur refus plus ou moins clair mais effectif. Le premier refus de communiquer avec moi dans le cadre de ma recherche a émané d'un acteur associatif très présent dans les squats de migrants roms et devenu par la suite médiateur pour la Ville : Joël Veloso. Il refuse catégoriquement de parler aux chercheurs qui, selon lui, ne font rien pour les Roms. J'ai également tenté à de multiples reprises de contacter la Préfecture de Région, qui joue un rôle central dans la politique locale : toutes mes sollicitations pour des entretiens sont restées lettre morte. Puis c'est avec une autre institution, la communauté urbaine de l'agglomération, que je me suis heurtée à un silence, moins frontal mais persistant : j'ai eu plusieurs interlocuteurs au téléphone qui se renvoyaient la balle quant à leur légitimité à s'exprimer sur ce sujet, et j'ai finalement obtenu un rendez-vous, mais qui a été sans cesse décalé puis annulé, sans suite. En analysant ces deux derniers refus, il me semble que l'on peut y voir ce qu'Alexis Spire identifie comme un « *effet de contexte* » (Spire, 2004). C'est au fond la situation conjoncturelle qui peut expliquer, voire bloquer l'accès au terrain en Préfecture, en raison des forts enjeux politiques et médiatiques de cette période concernant les questions d'accueil et d'intégration des migrants roms ainsi que des évacuations de squats multiples. En effet, ma recherche commence à peine quelques mois après le discours de Grenoble de N. Sarkozy.

Par ailleurs, la principale caractéristique des échanges avec ces enquêtés résidait en notre proximité de langage (institutionnel et scientifique). Si cela a largement favorisé la fluidité de nos entretiens, cette proximité m'a demandé d'être extrêmement vigilante dans l'analyse de leurs discours. J'ai donc effectué un gros travail de décentration, afin de toujours prendre en considération leurs discours non pas comme des discours scientifiques (contrairement à ce que certains souhaiteraient ou s'imaginent, comme je le montrerai) mais uniquement comme des données de terrain à déconstruire et analyser. Ainsi la rigueur et la vigilance épistémologique ont été au cœur de la méthodologie de cette recherche.

2. Interactions sur un « terrain frontière » : jeux et enjeux autour de la présence de l'anthropologue

Je propose de mener ici une réflexion constructive sur mon positionnement en tant que chercheuse sur ce « terrain frontière » servant une anthropologie politique critique²³. C'est la question de l'engagement qui se pose, de l'implication de l'anthropologue, auprès des Roms comme auprès des acteurs de la sphère politico-institutionnelle. J'ai montré précédemment mon engagement en tant que chercheuse mis en œuvre à travers les modalités d'entretien. Or ce statut de « tiers » occupé par le chercheur me semble pertinent à approfondir et à analyser. Comment obtenir (et

²³ Entendue ici au sens de Didier Fassin (2008).

conserver) la confiance de tous ces enquêtés ? Comment conserver une certaine autonomie, tout en ressentant parfois une certaine pression d'un côté comme de l'autre ? Je propose donc d'interroger ma présence sur ce terrain comme rapport de force supplémentaire. Il s'agit de répondre aux questions suivantes : En quoi mon positionnement de chercheur est source de tentatives d'instrumentalisation de part et d'autre sur mon terrain ? Qu'est ce que cela révèle du terrain comme du sujet de recherche en question ?

2.1. Confiance et engagement dans les relations ethnographiques

La confiance dans les relations d'enquête ethnographique est aujourd'hui largement discutée dans la littérature en sciences humaines et sociales (Bouillon, 2005 ; Broqua, 2009 ; Cefaï, 2010). Qu'est-ce que la confiance ? Comment elle se gagne, s'exprime, se traduit sur le terrain ? Au prime abord, il semble que la confiance que peuvent accorder les enquêtés au chercheur soit intrinsèquement liée à leur perception de celui-ci. Cela renvoie donc à la question de la place du chercheur et à son « *degré d'engagement* » (Broqua, 2009) sur le terrain. Si la confiance est reconnue comme étant primordiale dans les relations ethnographiques, j'ai pu m'apercevoir que cette question se pose de façon d'autant plus cruciale sur ce « terrain frontière » où la place du chercheur est mouvante, sans cesse questionnée et renégociée. J'ai donc tenté tout au long de l'enquête de dépasser l'« *enclicage* » (De Sardan, 1995a), pour répondre aux questionnements initiaux. Cela n'a pas été sans conséquence sur les possibilités d'engagement sur le terrain comme sur les manifestations de confiance ou de méfiance, de la part des enquêtés. Il s'agit donc d'interroger ce point à travers l'analyse de certaines orientations méthodologiques et interactions entre enquêteur et enquêtés.

L'accès au terrain étatique : les liens entre confiance, refus et autorisation officielle

La question de la confiance accordée par mes interlocuteurs a été centrale dès le début de mon terrain avec l'autorisation de la Préfecture qu'il m'a fallu obtenir pour accéder aux coulisses du dispositif de MOUS « Squats Roms ». C'est la Préfecture qui m'y a autorisée à entrer aux côtés de l'association pilote, ce qui était intéressant, vu que c'est avec ces travailleurs sociaux que se mettait en place tout ce qui concernait le projet. Mais entrer sur le terrain par cette porte n'a pas été sans conséquence : au début, le chef de projet de la MOUS me considérait et parlait de moi comme « *stagiaire* », ce qui m'affiliait de fait à la structure. Cela a été repris par d'autres acteurs méconnaissant mon statut officiel ou faisant fi de celui-ci. Ainsi, au cours de plusieurs entretiens, je pouvais voir mes interlocuteurs s'interrompre, se braquer ou critiquer ouvertement la MOUS, en fonction de leurs représentations de mon statut jugé « interne » au dispositif. Très rapidement, j'ai donc signifié mon refus de cette affiliation, ne voulant pas marquer ainsi ma place du côté des acteurs étatiques. J'ai tenté d'affirmer mon statut en marquant la distance entre l'opérateur de la MOUS et moi : notamment en distillant dans mes propos quelques éléments de mes analyses, soit une parole étant perçue

comme « critique », envers l'opérateur comme envers d'autres acteurs. Si cela m'a permis de clarifier mon statut de chercheur indépendant, cette façon de faire a aussi contribué à repousser la confiance que pouvaient me faire mes enquêtés ; en effet, je ne me laissais pas « *encliquer* », ce qui aurait pu me faciliter le travail de recherche auprès de ces acteurs souhaitant m'assigner une place à leur côté, ce qui redoublait aussi leur crainte de la critique déjà fortement présente.

Un autre point, concernant l'autorisation d'enquêter qui m'a été donnée, mérite d'être souligné. Il s'agit précisément de la forme de cette autorisation. S'il m'a fallu patienter et renouveler par écrit ma demande à de nombreuses reprises tant auprès de l'association pilote que de la sous-préfète elle-même pendant près de six mois, la forme de la réponse fut assez surprenante : c'est le directeur de l'association qui me dit un jour que la Préfecture avait donné son accord pour ma recherche sur la MOUS auprès de l'association. Point de réponse écrite, point de réponse directe de la Préfecture. Je ne réalisai pas sur le moment ce que pouvait impliquer ces modalités de réponse. C'est bien plus tard, en demandant l'accès à des réunions institutionnelles dont le chef de projet avait « oublié » de m'informer, ou en demandant l'accès à certains dossiers de familles que j'en saisis les conséquences. En effet, face à ces demandes, il m'a souvent opposé des refus en prétextant que la Préfecture n'avait pas donné son accord pour cela, ou, plus diplomatiquement, en me disant qu'il fallait demander une autorisation supplémentaire. Il convient de souligner que c'est toujours à travers l'association que je pouvais joindre la Préfecture : d'une part parce que mes sollicitations directes restaient lettre morte, et d'autre part parce que ces acteurs eux-mêmes me laissaient entendre que c'était « mieux » ainsi, au vu de leurs relations étroites avec les représentants de l'État local. Dans ces situations, la décision finale a toujours été longue à obtenir et négative.

Ce fait peut être analysé en convoquant deux hypothèses. La première consiste à penser que les responsables de l'association me mentent sur ce point : dans ce cas, dire que la Préfecture accepte ou refuse telle ou telle démarche pour ma recherche s'apparente à une façon de me fermer la porte à moindre frais, puisque je ne connais pas la position de la Préfecture à mon sujet. Dès lors, il s'agirait d'un bel exemple de talent diplomatique de la part de ces responsables qui se montrent ouvert tout en verrouillant l'accès. La seconde hypothèse consiste à penser que les responsables de l'association ne mentent pas, et se font réellement les porte-paroles de la Préfecture. Dans les deux cas, il convient d'analyser plus avant les relations entre l'association et la Préfecture, le pouvoir réel ou supposé de l'association dans la politique locale et la façon dont les acteurs de l'association se pensent au sein de la MOUS – ce qui fait l'objet d'autres écrits. Globalement, on peut comprendre ces situations comme relevant d'une instrumentalisation de ma recherche par les responsables de la MOUS : ceux-ci s'octroient une certaine marge de manœuvre qui leur permet de délimiter, donc de limiter, mon terrain de recherche. Il s'agit là d'une forme concrète de ce que Christophe Broqua (2009 : 113) identifie comme une « *co-construction* » du terrain entre enquêteur et enquêtés.

De façon générale, on voit bien ici les problèmes que peuvent poser dans la relation ethnographique l'impossibilité d'un engagement « total » de la part du chercheur, liée aux caractéristiques du « terrain frontière ».

Des injonctions paradoxales sur la parole du chercheur sur le terrain : parle et tais-toi !

Sur ce terrain s'est posée avec acuité la question de ma prise de parole en tant que chercheuse, ou a contrario de mon silence, comme révélateur de la confiance que les enquêtés pouvaient me faire ou du crédit qui pouvait ou non m'être accordé. À travers cette question de la parole de l'enquêteur sur le terrain, il s'agit *in fine* d'interroger mon « *engagement ethnographique* » (Cefaï, 2010), entre « *complicité et duplicité* » (Fassin, 2011 : 47-49), auprès des différents acteurs en présence, ce que je propose de faire en partant de plusieurs difficultés rencontrées à ce sujet.

Dès le début de mon terrain, j'ai adopté auprès des acteurs étatiques une posture ethnographique se voulant neutre et distante. À la fin d'une des premières réunions institutionnelles à laquelle j'assistais, mon voisin de table, un bénévole associatif « *de terrain* », me glissa sur un ton sérieux : « *Tu dis jamais rien, toi, tu nous espionnes ou quoi ? ...* »²⁴. Cette remarque donne à voir une certaine perception du silence de l'anthropologue : à qui on ne peut faire confiance, et donc soupçonné d'être un espion potentiel. On peut alors comprendre ce soupçon d'espionnage comme une interrogation de mon interlocuteur sur mon positionnement sur ce « terrain frontière », ainsi que la nature de mon engagement. Me questionnant alors sur mon statut en tant que chercheuse sur ce terrain, j'ai tenté de redéfinir certaines orientations méthodologiques. J'ai notamment essayé d'exploiter positivement ce « terrain frontière » et de renverser sa représentation négative aux yeux des acteurs étatiques en leur proposant des formations sur les dynamiques migratoires. L'idée était de leur donner des clés de compréhension, en me basant sur mon travail de terrain et bibliographique. Ma proposition équivalait à une sorte de contre-don au vu des portes que la mairie m'avait ouvertes sur le terrain, et me permettait d'occuper une place plus claire dans cette arène locale. Or cette proposition a été déclinée par la mairie, affirmant que le besoin ne s'en faisait pas ressentir depuis qu'ils avaient recruté les deux médiateurs qui avaient, selon les élus, « *une très bonne connaissance de terrain* ». Plusieurs situations ethnographiques montrent que ma légitimité à parler est clairement questionnée, j'y reviendrai.

Néanmoins, j'ai eu l'occasion de me rendre compte que mes « résultats » d'enquête étaient très attendus par les acteurs professionnels. Cela pouvait aller jusqu'à une surveillance de ma prise de parole académique. Ces derniers ne semblent donc pas avoir confiance en ma recherche, plus précisément en mon analyse de leurs actions et discours. Quant à moi, j'avais cette crainte de voir les portes de mon terrain se fermer si les enquêtés n'étaient pas d'accord avec ma compréhension des situations ou la jugeaient trop critique. Mais cette pression ressentie est intrinsèquement liée à mon propre positionnement face à ce terrain et cette recherche : en effet, j'ai mis beaucoup de temps à assumer l'orientation « critique » de mes analyses. Cela renvoie en plus à la difficulté de terrains « à sa porte » et à la proximité du terrain et de certains de ses acteurs du monde académique. Les véritables enjeux résident alors dans le positionnement du chercheur, comme le rappelle Sophie Caratini (2004), « *Comment*

²⁴ Notes de terrain, réunion multi-partenariale, Ville, 23 mai 2011.

être dans le même temps “dedans” et “dehors”, être et ne pas être l’Autre pour être ou ne pas être ... un savant ? » (Caratini, 2004 : 102).

Satisfaire à l’exigence de confiance des enquêtés *en marge* : de la parole à l’action

Par ailleurs, la confiance qu’ont pu m’accorder les enquêtés roms était également centrale, ma volonté étant de faire émerger des récits, une parole profonde, qui aille au-delà des discours stéréotypés habituellement « servis » aux acteurs de la société d’accueil. En effet, ces discours, s’apparentant à une mise en scène de soi comme victime nécessitant de l’aide – que j’ai par ailleurs tenté d’analyser en les replaçant dans les interactions (Agier, 2004 : 94), sont réducteurs dans la mesure où ils correspondent à une parole que les Roms se représentent comme étant en quelque sorte attendue par les acteurs de la société française. Pour construire des relations basées sur la confiance en tant qu’anthropologue, je me suis d’abord appuyée sur les outils classiques de l’enquête ethnographique comme les régularités de mes visites chez les personnes et l’apprentissage de leurs langues. S’ils n’ont pas nécessairement cherché à savoir pourquoi je venais les rencontrer et passer du temps avec eux au début, où je me présentais en tant qu’« *étudiante qui s’intéresse aux Roms / Bulgares* », des interrogations ont vu le jour après quelques mois de fréquentations, à l’occasion de deux cas de figures différents : d’abord lorsque je suis allée vivre chez quelques familles en Bulgarie, puis lorsque certains migrants m’ont vu interagir avec des travailleurs sociaux de l’association ou de la mairie – ou m’ont vu assister à des rendez-vous ou des réunions, non pas en arrivant avec eux, mais en étant déjà présente, ce qui les surprenait.

Ces situations d’enquête ont alors été interprétés par mes enquêtés de différentes manières, en fonction de ce qui faisait sens pour eux. En Bulgarie, tantôt prise pour une journaliste, tantôt pour un membre d’ONG ou une « *jeune femme venue chez nous voir la vie des Roms pour les aider après* », il m’a fallu expliquer à de nombreuses reprises et de différentes façons mon objectif de recherche – ce qui était plutôt obscur pour mes enquêtés. Je présentais alors généralement mon travail comme « *un livre que j’écris à l’université sur les Bulgares à [la ville en question]* ». Mais l’absence d’éléments concrets et le flou que cela générait pour mes interlocuteurs, ainsi que la posture ouverte (sans dictaphone ni carnet à la main) que j’adoptais sur le terrain ont eu pour conséquence de mettre à distance cette question de mon statut. Petit à petit, la confiance s’instaurait avec certaines personnes. Jusqu’au second cas de figure qui commença après mon premier séjour en Bulgarie, où les Roms me trouvèrent parfois « de l’autre côté », auprès des acteurs institutionnels auxquels ils avaient affaire pour une carte de séjour, un logement, du travail ou des aides sociales. J’ai donc dû sans cesse me défaire de l’étiquette d’assistante sociale qui m’était souvent accolée et dont je subissais les effets à l’occasion de mes visites dans les squats. Mais c’est avec les familles que je connaissais bien que ce fut le plus difficile, le soupçon de trahison voyant le jour : qu’est-ce que je faisais avec eux ? Qu’est-ce que je leur disais ? Qu’est-ce que je leur avais raconté de la Bulgarie ? Là encore, il a convenu de prendre le temps d’expliquer ma recherche avec un nouvel angle, en précisant notamment que « *j’observe/j’étudie ce que font les gens ici pour les Roms / Bulgares* », ajoutant parfois « *si c’est bien ou pas* »

- ce qui me permettait de me rapprocher d'eux, tentative de leur signifier que je n'étais pas partie prenante de cette politique locale. Cela me semble avoir été plutôt bien compris, mais n'a pas empêché plusieurs personnes d'essayer de profiter de ce statut par certaines pressions, que l'on examinera par la suite. La confiance alors parfois ébranlée a pu être restaurée avec le temps, ainsi qu'avec des aides de traduction et des accompagnements lors de rendez-vous ponctuels ou tout au long de certains parcours administratifs, médicaux ou sociaux. Cette difficulté rencontrée trouve sa source dans la façon de me présenter ou plutôt de ne pas expliquer mon travail dès le début ; mais ce flagrant délit d'enquête dans lequel je me suis trouvée prise, malgré les conséquences qu'il m'a fallu gérer au mieux, me semble a posteriori plutôt mineur, en comparaison avec tout ce que m'a apporté une approche des enquêtés migrants non pas « undercover » mais en douceur, pourrait-on dire. Il convient donc de retenir que des liens forts existent entre la confiance et l'engagement : en effet, comme je viens de le montrer, la confiance peut s'acquérir par des formes pragmatiques d'engagement sur le terrain.

2.2. Des pressions aux tentatives d'instrumentalisation du chercheur

Sur ce terrain, j'ai donc évolué entre deux univers dans l'optique de comprendre les logiques et modalités d'actions des enquêtés, ainsi que le fonctionnement d'une arène locale. Si je n'ai pas ressenti de difficultés particulières pour passer d'un monde à l'autre, je me suis parfois sentie tiraillée en raison des pressions que les enquêtés exerçaient sur moi en tant que chercheuse. Je propose maintenant de mettre à plat les différents types de pressions rencontrées, dans le but de les comprendre et les objectiver.

Les pressions des différents interlocuteurs dans la relation ethnographique

Mes premiers mois sur le terrain dans les squats, alors qu'ils ne me connaissaient pas ou peu, les migrants ont essayé de tirer des avantages de mes venues régulières. Ainsi plusieurs demandes se sont répétées, pour obtenir un logement, un emploi, une carte de séjour, ou même de l'argent... Si j'avais déjà décidé d'une certaine posture éthique en refusant le paiement d'informations, s'y confronter quotidiennement fut plus difficile. Lors de mes refus, plusieurs personnes se sont énervées ou ont tourné les talons, visiblement vexées ou fâchées de s'apercevoir que je venais selon eux « *pour rien* »... Il m'a été difficile alors de digérer ces situations qui me mettaient mal à l'aise. Puis ma surprise fut grande de constater que ces personnes ne manifestaient jamais la moindre rancœur ou hostilité lorsque je les revoyais. Ces situations d'enquête révélaient alors une forme de test de cette relation atypique et floue qu'est la relation d'enquête ethnographique. En effet, ces pressions premières se sont clairement atténuées au fil du temps, notamment par certaines modalités méthodologiques : la temporalité du terrain, l'apprentissage des langues, les types de contre-don mis en place (les services rendus ou les accompagnements) et les séjours chez eux en Bulgarie pour partager leur quotidien. Ces interactions sont basées sur la proximité entre enquêteur et

enquêtés. Il convient de remarquer que cela peut aussi générer des pressions – l’anthropologue étant dans ce contexte une figure « exceptionnelle » puisque non habituelle, avec des caractéristiques qui permettent de s’en servir. On comprend alors toute l’ambiguïté, la valeur et le risque inhérents à cette façon de faire sur le terrain²⁵, permettant à la fois de gérer et de générer les pressions des enquêtés sur le chercheur.

Par ailleurs, les migrants roms ont rapidement saisi que je connaissais les acteurs étatiques. Pour eux, ces interlocuteurs qui représentent l’État ont un pouvoir sur leurs vies très important puisque ce sont eux qui peuvent décider de leur régularisation, de leur relogement, de leur accès à un emploi,... Dès lors, j’étais régulièrement sollicitée par certains migrants pour appuyer leurs demandes et transmettre des messages. Cela pouvait prendre la forme d’un appel à un médiateur pour s’assurer que telle famille pouvait repartir quelques temps en Bulgarie sans que sa cabane soit détruite, d’une requête à une travailleuse sociale pour appuyer le dossier de telle famille souhaitant entrer en accompagnement dans la MOUS, ou autre. Les enjeux de mon implication dans ces sollicitations étaient plus ou moins importants selon le type de demandes, mais ils l’étaient de façon inconditionnelle pour les personnes, tant se jouait là leur avenir. Aussi j’en refusais certaines, comme j’en effectuais d’autres. Ces choix subjectifs dépendaient de plusieurs facteurs : la profondeur de mes relations entretenues avec les familles et la qualité de mes relations avec la structure ou le professionnel dont il était question notamment.

En outre, mon accompagnement de certains migrants a fait l’objet de pressions de la part de certains enquêtés étatiques, comme ce fut le cas lors de l’accompagnement d’une grossesse où le médiateur social me demanda de lui rendre des comptes, à la fois sur le déroulement de la grossesse et sur la qualité du suivi par les soignants. En effet, j’ai souvent été confrontée à des sollicitations des enquêtés institutionnels sachant que j’étais proche de certaines familles. Il s’agissait d’informations précises sur des aspects personnels voire intimes de la vie des personnes en question. Comment cette famille gagnait de l’argent ? Quelles étaient les relations entre untel et untel ? Est-ce que untel voulait *vraiment* obtenir un emploi ? Est-ce que je voyais souvent untel dans les squats alors qu’il habitait maintenant en appartement ? Là encore, les enquêtés institutionnels essayaient de me soutirer des informations que je pouvais avoir par ma proximité avec les Roms, donc d’utiliser en leur faveur ma position sur ce « terrain frontière », ce qui revient à une tentative d’instrumentalisation assez évidente. Cette pression peut être également comprise comme relevant d’une forme de contre-don du point de vue des enquêtés demandeurs, dans l’idée que je leur *apporte* quelque chose dans leur travail. Dans cette veine, je subissais aussi une pression de la part des acteurs associatifs et institutionnels « de terrain » pour que je me rende « utile » : « *qu’est ce que tu fais, toi, pour les Roms ?* », « *tu pourrais aller faire des ouvertures de droits* ».

La sollicitation la plus délicate a émané d’un directeur de cabinet d’une mairie d’une commune de l’agglomération : il s’agissait, dans un squat de 150 personnes, d’établir une liste des familles que je jugeais les plus « aptes » à être acceptées par la

²⁵ Si ce n’est un certain positionnement éthique donnant plus d’importance à la rencontre entre personnes qu’à la réalisation d’une enquête à tout prix, il ne s’agit pas d’une méthodologie fixe, infaillible ni même définie à l’avance : cette dernière était plutôt « intuitive » et laissait alors une grande place au hasard, aux surprises et aux inattendus dans l’enquête, ce que le texte ne laisse pas vraiment transparaître ici.

Préfecture pour entrer dans la MOUS. Cette demande qui m'était faite était intéressante vu que cela me permettait de saisir comment procédait la mairie dans l'arène locale. Néanmoins, si j'acceptais, cela signifiait prendre part à cette politique, ce que je ne souhaitais pas. D'autant qu'il s'agissait de jouer un rôle dans la présélection des migrants pour leur régularisation et leur accès à une autorisation de travail notamment, ce qui est précisément un des axes d'analyse de ma thèse. Mais il convient de souligner la position ambivalente dans laquelle je me trouvais puisque dans ce squat, aucun acteur n'était en mesure de proposer des familles au dispositif à part la mairie, qui ne les connaissait pas vraiment. Ce qui n'était pas mon cas : j'y venais très régulièrement et connaissais bien la plupart des familles, ayant notamment habité chez certaines en Bulgarie. J'ai donc décidé de répondre à cette sollicitation dans une moindre mesure : j'établis une liste de toutes les familles habitant dans le squat et la remis au directeur de cabinet. Il insista pour que je lui donne des noms à proposer à la Préfecture, ce que je ne voulus pas faire. En revanche, il me fit parler de certaines familles et, en fonction de ce que j'en disais, entourait certains noms. J'avais bien conscience de mon implication malgré moi sur le moment, aussi je pris garde à ne pas donner d'éléments sur les familles pouvant être perçus comme négatifs par mon interlocuteur – ce qui me paraissait être là ma seule marge de manœuvre. Plus tard, cette mairie m'a proposé de m'employer comme « médiatrice » pour les Roms, ce que j'ai refusé, prétextant de mon contrat doctoral en cours. Le fait de me voir attribuer un rôle plus facilement identifiable, clairement utile et « contrôlable » montre bien que mon statut de chercheuse est dans ce contexte difficile à appréhender et à gérer par des acteurs étatiques qui se positionnent en premier lieu dans l'action, l'efficacité et l'« ici et maintenant » - ce qui ne réfute pas un intérêt de leur part pour la réflexion, mais de façon secondaire au vu de leurs contraintes professionnelles structurelles.

Dans l'ouvrage sur les « terrains sensibles » qu'elle a codirigé, Florence Bouillon (2005) rappelle l'importance de ce que les enquêtés institutionnels peuvent « retirer » de l'enquête ethnographique. On pourrait même préciser du chercheur lui-même. Sur mon terrain, une place m'a été accordée par les acteurs institutionnels mais sans retour ou contrepartie claire de ma part, ou que je n'ai pas réussi à en proposer, ou que cela n'a pas été jugé nécessaire ou intéressant par les enquêtés sous la forme proposée. Dès lors, les enquêtés avaient le champ libre pour exercer des tentatives de pression à mon encontre. Cette question de l'instrumentalisation du chercheur par ses enquêtés sur le terrain par des tentatives de pressions est complexe : elle renvoie à la question du « contre-don » voire de la dette morale envers des enquêtés. Ce fut mon cas avec des familles qui m'avaient hébergée chez elles en Bulgarie, ou à travers l'injustice ressentie face à des situations qui m'ont donné envie d'agir, en répondant à certaines pressions qui me semblaient « justes ». On peut alors légitimement s'interroger sur les liens et glissements entre le contre-don et l'instrumentalisation...la question centrale étant : où situer la frontière ? Comment trouver l'équilibre ? Parfois, la frontière est poreuse et c'est justement cela qui permet de faire avancer la recherche, tout en consolidant des liens. Ainsi je m'aperçois a posteriori d'une position que j'ai souvent adoptée avec des enquêtés sur mon terrain, sans en avoir conscience sur le moment : se laisser instrumentaliser pour à la fois satisfaire au nécessaire contre-don et participer à

des situations heuristiques pour l'enquête. C'est par exemple le cas de plusieurs rendez-vous médicaux ou administratifs pour lesquels j'accepte d'accompagner une fois les migrants, à leur demande, et qui se répètent dans le temps (dans le cas de suivis de grossesses, de lourdes pathologies ou de constitution de dossier administratif) : je suis alors « contrainte » de poursuivre les accompagnements commencés en pensant qu'ils seraient ponctuels, ce qui est assez lourd en terme de temps, d'organisation et d'énergie dépensée, mais me permet par ailleurs de consolider les liens avec les migrants accompagnés, comme d'observer et de comprendre plus en profondeur leurs expériences quotidiennes des institutions – ce qu'un seul accompagnement n'aurait pas permis. Or se laisser instrumentaliser implique nécessairement des compromis éthiques, ce qui montre la complexité d'une telle démarche, qui mériterait d'être analysée et discutée plus avant.

La pression des interlocuteurs étatiques au sujet des « résultats » de l'enquête

Les tentatives de pression de la part des enquêtés ne concernent pas seulement les relations d'enquête ethnographique, mais aussi les « résultats » de la recherche. Ces pressions-là relèvent alors des enquêtés étatiques – ce qui peut s'expliquer par le fait que leurs pratiques professionnelles sont questionnées dans la recherche, qu'ils saisissent plus finement les enjeux politiques et sociaux pouvant en découler et qu'ils ont plus facilement accès aux résultats. Ces pressions ont pris différentes formes, certaines portant sur l'orientation de la recherche, d'autres sur le contenu lui-même.

Un responsable de la MOUS me répétait ainsi sans cesse lors de nos entretiens formels, alors que j'effectuais devant lui ma prise de notes : « *Je vous le dis, Alexandra, mais c'est du off, hein !* ». Cette injonction au silence peut être entendue de deux manières. Cela semble d'abord révéler une méconnaissance du travail de recherche en sciences sociales : le « off » existe pour un journaliste, mais pour l'anthropologue, il n'y a jamais de off puisque, comme le souligne Jean-Paul Payet (2005), « *il s'attache à découvrir la réalité derrière les discours officiels, l'affichage, les bonnes intentions.* » (Payet, 2005 : 168). Dès lors, on peut même affirmer que plus c'est « off », plus c'est intéressant pour l'ethnographe... En outre, ce discours s'apparente à une pression sur le traitement des données recueillies : l'interlocuteur donne des informations au chercheur tout en le neutralisant dans l'utilisation qu'il pourra en faire. De plus, j'ai remarqué de la part de cet acteur une volonté manifeste de me donner à voir uniquement ce qui fonctionne, notamment en passant beaucoup de temps à me montrer les calculs statistiques des réussites du dispositif et en essayant de minimiser la portée des données recueillies afin que celles-ci ne fassent pas l'objet de mon analyse, ou que l'analyse elle-même ne soit pas trop critique.

Une autre situation de mon terrain va dans ce sens. En acceptant les modalités de mon enquête auprès des médiateurs de la Ville, un responsable me glisse dans un mail que « *La Ville a souvent eu à souffrir d'études parfois trop orientées "à charge" contre nos initiatives et on devient prudent ce qui ne veut pas dire parano.* ». Le fait de me parler de conclusions de recherches précédentes considérées comme « négatives » et stigmatisantes pour ces enquêtés fait office de gage en quelque sorte : je suis ainsi

avertie des attentes qu'ils ont envers moi et mon analyse, et si l'on va plus loin, je peux donc me trouver coincée dans ma marge de manœuvre en raison de cet avertissement. On peut rapprocher ce type de pression d'une autre posture de certains enquêtés me suggérant des orientations d'analyse, relevant d'ailleurs plus de jugement subjectif que de véritable analyse. Ainsi lorsque le responsable de la MOUS me dit « *Ce qu'on fait nous, ici, ça va devenir un modèle, vous pourrez le dire, hein, dans votre thèse* », il tente d'instrumentaliser ma recherche pour faire valoir la politique locale qu'il contribue à mettre en œuvre. Les conclusions de la recherche sont alors envisagées par ces enquêtés comme des outils pouvant leur servir et pouvant venir appuyer voire justifier leurs modalités d'actions.

3. Portée heuristique sur la recherche

3.1. Le statut du chercheur comme « tiers »

Mon travail de recherche s'inscrivant dans ce que Vincent Dubois (2012) nomme une « *ethnographie critique de l'action publique* », il est rendu nécessairement complexe au vu de l'analyse de dispositifs étatiques en train de se définir et redéfinir sans cesse, qui plus est avec une multiplicité d'acteurs et des contours mouvants. Ces caractéristiques du sujet impactent alors sur le terrain de recherche, et plus particulièrement ont des conséquences sur les termes des relations entre le chercheur et ses interlocuteurs. On a pu en apprécier quelques unes ayant trait à la question de la confiance dans la relation ethnographique et aux tentatives de pression des enquêtés sur le chercheur qui en découlent. Au final, cela a mené à une certaine fragilisation de ma posture de chercheuse sur ce terrain. Comment qualifier cette dernière de façon précise ?

Didier Fassin (1999), dans sa proposition d'une typologie de trois figures anthropologiques que définissent des rapports différents à l'objet d'étude, met en lumière la complexité des liens existants entre engagement et distanciation. Il précise notamment qu'« *il est intéressant de constater empiriquement que l'engagement dans l'analyse est souvent associé à la distanciation dans l'action* » (Fassin, 1999 : 61). Dans les approches qui traduisent un souci de distanciation critique, il souligne que l'engagement n'est pas absent, « *il prend seulement une autre forme, moins immédiate et plus détachée.* » (Fassin, 1999 : 58). L'autre voie que Fassin nomme « l'implication » serait en fait un mélange d'éléments méthodologiques relevant de l'anthropologie appliquée et de la lecture critique ; il la définit ainsi : « *On peut considérer que ce qui définit cette position, c'est une forme d'empathie avec le malade ou les malades, une manière de se mettre à leur côté, de travailler auprès d'eux, de faire prévaloir leur point de vue. Dès lors, ce choix conduit à privilégier une proximité de l'action et une distance de l'analyse, ou plus précisément, un lien étroit avec le côté de la souffrance et une position critique à l'égard des formes de pouvoir auxquels ils sont confrontés.* » (1999 : 59). Si l'on remplace les termes « malades » par « migrants », il semble que ma recherche puisse alors se situer dans cette voie, bien que les formes d'engagement dont j'ai fait preuve sur ce terrain relèvent plutôt de la posture dite critique. On pourrait donc dire que cette recherche est au croisement des postures critique et impliquée – celles-ci

n'étant de toute façon jamais considérées comme figées en fonction d' « *une forme particulière d'activité (l'action, l'analyse) et [du] registre spécifique de la construction de son objet (socioculturel, sociopolitique)* » (1999 : 61).

Dans cette perspective, il est intéressant de s'arrêter alors sur la posture de chercheur que j'ai ici occupée et que l'on peut traduire ici comme une posture de « tiers », en raison du « terrain frontière » en question et de ma position « *plus détachée* » sur ce terrain. À travers les quelques analyses réflexives proposées précédemment, il apparaît qu'il convient d'interroger notamment ma légitimité à parler dans l'arène locale, en lien avec ce statut de « tiers ». J'ai montré en effet les difficultés rencontrées pour devenir un interlocuteur légitime sur le terrain. Mais qu'entend-on par interlocuteur légitime ? De quelle légitimité parle-t-on ici ? Finalement, il semble que les lectures de la légitimité du chercheur se font nécessairement en fonction des rôles, statuts et donc attentes de chacun. Dès lors, interlocuteur légitime peut aussi vouloir dire interlocuteur menaçant car critique et pertinent...

Martin de la Soudière (1988 : 97) revient quant à lui sur la question de l'assignation de l'ethnographe à une ou des places par ses interlocuteurs, en citant Jeanne Favret-Saada (1981) qui l'a clairement démontré. Selon lui, l'assignation de statut par les enquêtés peut être comprise comme une action nécessaire pour contrer le caractère « bizarre » de la présence comme des façons de faire des anthropologues. Il précise également la difficulté de briser cette assignation pour le chercheur. Or, sur mon terrain, j'ai tenté de déjouer toutes les tentatives d'assignation de statut que les uns et les autres essayaient de m'attribuer. Cette attitude de ma part s'explique en partie par le « terrain frontière » qui était le mien et qui m'empêchait de me laisser « couler » entièrement dans un statut ou un autre. En effet, le « multipositionnement » qui était le mien sur ce terrain, en fonction des différents interlocuteurs, a produit des tensions non négligeables mais m'a également assignée, de fait, un seul statut que j'ai véritablement et pleinement occupé de façon constante : le statut de « tiers » entre ces deux mondes, soit entre les migrants et l'État²⁶. Il s'agit du seul statut que j'ai en effet « accepté » d'occuper au vu de (ou contrainte par) mes objectifs de recherche en « terrain frontière » et des tensions que ces modalités de recherche ont produites chez mes interlocuteurs des deux mondes.

Mais ce statut de « tiers » sur ce « terrain frontière », aussi difficile à assumer que je l'ai précédemment montré, se révèle fort enrichissant pour comprendre plus finement les sujets de ma recherche ainsi que les enjeux au cœur de celle-ci. En effet, comme le souligne Christophe Broqua (2009), « *La place qu'il est permis à l'observateur d'occuper traduit la façon dont il est perçu en même temps qu'elle révèle l'organisation sociale du groupe* » (Broqua, 2009 : 380). C'est ce dernier point qu'il m'est alors possible de décliner, précisément en ce qui concerne les logiques et les enjeux qui se trament entre les différents acteurs de mon « terrain ». Le fait d'avoir une posture de « tiers » a permis d'avoir accès plus aisément à ce que pensent les migrants des acteurs étatiques et inversement, comme les acteurs étatiques entre eux. En d'autres termes, cela a favorisé une perception plus fine des jeux d'acteurs entre tous, que

²⁶ Bien entendu, il s'agit ici, pour l'analyse, d'une discussion en termes de statut mobilisant donc des catégories, mais il convient de ne pas négliger les relations interpersonnelles qui ont parfois été construites sur le terrain et qui peuvent amener à dépasser ce statut.

j'aurais plus difficilement saisi en occupant une place définie d'un seul « côté » ou auprès d'une seule structure ou d'un seul « groupe » d'acteurs. De plus, les tensions générées par mon positionnement chez mes interlocuteurs ont révélé alors les tensions et points d'accroche inhérents à l'objet même de ma recherche, ce qui m'a donc permis de mieux en apprécier les enjeux, ainsi que les tenants et les aboutissants. Cela s'explique par le fait que c'est moi, en tant que « tiers », qui me trouvait *in fine* sur le fil entre les deux mondes, cristallisant ainsi tous les enjeux de la rencontre entre les Roms et l'État, ce que je souhaitais précisément analyser. J'avais donc, si l'on peut dire, une posture privilégiée, bien que difficilement tenable. La compréhension de l'objet d'étude se fait donc ici de façon sensible, par un « engagement » particulier mais puissant et riche heuristiquement.

3.2. La notion d' « arène rom locale » émergente de la réflexivité

C'est par cette position, et l'analyse qui en est effectuée, que je propose ainsi d'utiliser le terme d' « arène rom locale » pour identifier ce terrain. Précisément, c'est l'analyse de l'inconfort des enquêtés institutionnels concernant le statut du chercheur sur ce terrain qui est un révélateur des enjeux au cœur du sujet de recherche et de cette notion d'arène rom locale. Pourquoi utiliser un tel terme ? Qu'est ce que cela signifie et qu'est ce que cela apporte à l'analyse portée dans cette thèse ?

La notion d'arène permet de mettre en avant l'unité de lieu (local) réunissant les interventions de différents acteurs (étatiques, associatifs, institutionnels et Roms) autour d'un même fait social, en l'occurrence les migrations de Roms bulgares et leurs installations précaires dans l'agglomération. Cette utilisation fait ainsi écho à la définition de Jean-Pierre Olivier De Sardan (2001) qui utilise cette notion pour décrire un ensemble d' « *interactions entre des acteurs appartenant à des univers sociaux très variés, relevant de statuts différents, dotés de ressources hétérogènes, et poursuivant des stratégies distinctes* » (Olivier de Sardan, 2001 : 743). En outre, Thomas Bierschenk (1988) met plusieurs caractéristiques en avant dans son acception de la notion qui s'appuie aussi sur des terrains africanistes dans le champ de l'anthropologie du développement : des relations, une aire, une arène hétérogène d'actions. De la même façon, l'idée est ici de montrer que les acteurs en présence peuvent avoir des rationalités et intérêts différents, de même qu'ils ont des points de référence différents pour justifier leurs actions. Il s'agit donc clairement d'une approche dynamique de la production de sens et d'action autour d'un fait social à la portée politique.

Au regard de la réflexivité méthodologique présentée précédemment, j'émet l'hypothèse que ces caractéristiques se retrouvent également dans ce qu'il convient alors de nommer l'arène rom locale. En effet, par l'arrivée de ces nouveaux migrants, l'agglomération en question se trouve être de fait un lieu de confrontations d'acteurs en interaction autour d'un fait social commun, mais dont les enjeux et les logiques d'actions peuvent être différentes, voire opposées. Il me semble donc pertinent d'explorer cette notion d'arène en la délocalisant du terrain africaniste où elle est née et prospère encore. La question est donc de savoir en quoi cette notion est-elle

transposable telle qu'elle a été définie précédemment par les anthropologues du développement ?

Un point qu'il convient de souligner dans mon acception de la notion d'arène pour ce sujet relève de la prise en compte, de façon empirique, de différentes échelles. L'arène locale, que je propose d'appeler l'arène rom dans une perspective purement analytique, est certes l'espace social local au sein duquel est traité un enjeu, lui aussi local. Or cet enjeu relève d'un fait social également national et européen, et par là, il est aussi d'une certaine façon pris en charge, ou du moins, identifié, pensé et analysé, à ces différentes échelles. Dès lors, l'arène rom locale se fait le réceptacle de ces échelles nationale et européenne sur le sujet, mais en retour, participe également à co-construire, par ce qu'elle produit localement, une interprétation et une action qui peuvent à leur tour influencer sur les niveaux plus macros.

Par ailleurs, en utilisant le terme d'« arène », il ne s'agit pas uniquement de recouvrir la sphère politique, mais d'identifier plutôt ce que Daniel Cefaï (1996) nomme une « *arène publique* ». En effet, les acteurs regroupés dans un espace-temps aux contours mouvants et fluctuants et qui participent à co-construire un problème public et politique ne sont pas que politiques. Il s'agit également d'acteurs de la société civile, citoyens (voisins des squats et internautes commentant des articles de presse sur le sujet) comme acteurs associatifs et institutionnels (bénévoles et salariés). C'est précisément ce que je propose d'analyser. Je montrerai que l'arène rom locale recouvre donc des acteurs étatiques, des ONG, des petites associations, des institutions, des collectivités territoriales (de gauche comme de droite), des francs-tireurs... Il s'agit donc d'acteurs s'inscrivant dans des registres différents : santé, social, politique... A travers la « question rom », c'est alors la compréhension des phénomènes de gouvernance locale multi-acteurs qu'il s'agit de décrire et d'analyser, ce qui est donc un point commun avec les recherches en anthropologie du développement effectuées notamment par les chercheurs de l'APAD²⁷.

Un dernier point mérite d'être soulevé. Il concerne la question de l'inclusion, dans l'arène rom locale, des destinataires de l'action publique, ceux que Jean-Pierre Olivier de Sardan ou Thomas Bierschenk nomment les « bénéficiaires » des projets de développement. Il s'agit ici des migrants identifiés comme Roms. Ainsi Jean-Pierre Olivier de Sardan (1995b) considère clairement les bénéficiaires de projets comme acteurs de l'arène à part entière, mettant ainsi en exergue les enjeux de pouvoir qui se trament dans l'arène. C'est également ce que je souhaite faire avec les migrants roms. Le fait de les considérer comme acteurs procède d'un positionnement méthodologique (pour étudier l'exercice du pouvoir sur ces personnes) mais également éthique : plus que des « objets » de recherche, je considère ces migrants comme des acteurs au même titre que les acteurs étatiques ou associatifs. Or qu'en est-il pour ces derniers ? Les migrants roms sont-ils appréhendés par eux comme des acteurs ? Quelle place ont-ils de fait dans l'arène rom locale ? C'est notamment ce que je vais questionner dans la première partie.

²⁷ L'APAD (Association euro-africaine pour l'anthropologie du changement social et du développement) est un réseau qui favorise le dialogue entre les chercheurs africains et européens dans le domaine des sciences sociales. Cf. <http://www.association-apad.org/>

3.3. De l'anonymisation nécessaire

La réflexivité présentée ici à partir des relations ethnographiques sur ce « terrain frontière » et la définition de mon statut de chercheuse comme « tiers » me conduisent à terminer cette partie méthodologique en soulignant un aspect important de ce travail, concernant sa restitution écrite. Il s'agit de l'anonymisation que je choisis de mettre en œuvre, mais qui d'une certaine façon, s'impose aussi au regard des caractéristiques de cette recherche développées précédemment.

Anonymiser la localité française de l'enquête me semble en effet recouvrir une nécessité, d'une part afin de respecter la confidentialité de l'identité des enquêtés de l'arène rom locale. Si certains sont des personnes publiques, ce n'est pas le cas de tous. Si certains ne se montraient pas a priori réservés quant à leur nomination, ce n'est pas le cas de tous, et l'analyse de la relation ethnographique m'enjoint à penser que les enquêtés ne mesureraient peut-être pas, au moment de l'enquête elle-même, sa traduction en termes analytiques et scientifiques – du moins, celle que j'en fais. D'autre part, l'anonymisation de ce lieu d'enquête participe également de la possibilité de modélisation des résultats de cette recherche : la « question rom » touchant nombre de localités françaises, le fait de ne pas donner ici le nom de celle sur laquelle porte cette enquête permet aux lecteurs de transposer plus aisément l'analyse à l'ensemble de celles concernées. Cela ne signifie pas que tout soit transposable, mais un certain nombre d'éléments peuvent se retrouver dans d'autres lieux, comme dans d'autres politiques publiques. Aussi l'anonymisation du lieu d'enquête permet aux lecteurs de ne pas se focaliser sur l'identité de celui-ci, mais plutôt sur la portée de l'analyse générale proposée ici à partir d'une ethnographie localisée. Toutefois, certaines caractéristiques sont à connaître pour mieux apprécier l'analyse et éventuellement procéder à des comparaisons. La communauté urbaine dont il est ici question fait partie de la dizaine des plus grandes de France, avec une population d'environ 850 000 habitants. Au fil du texte, plusieurs éléments seront donnés en fonction des nécessités de l'analyse, qui permettront donc de construire un certain « portrait » de cette agglomération et de ses acteurs, de façon suffisante du moins pour cadrer l'ethnographie et l'analyse. Aussi lorsque j'utiliserai le terme « l'agglomération » ou « l'agglomération française », c'est de ce terrain local qu'il s'agit. De la même façon, pour nommer la ville principale de cette agglomération, j'emploierai celui de « Ville » avec un « v » majuscule : dans ce cas, il s'agit de la ville qui constitue le cœur de mon terrain de recherche.

Dans cette perspective d'anonymisation, tous les prénoms et noms des acteurs de la sphère politico-institutionnelle ont été modifiés. Cela répond à l'exigence éthique de préserver à la fois la réputation et l'image de soi des enquêtés associatifs, institutionnels et politiques, comme le rappelle Florence Weber (2008). Celle-ci souligne en effet que *« l'anonymat reste la seule solution qui non seulement protège l'enquêté de toute divulgation intempestive, mais aussi préserve les droits de l'analyse sociologique, c'est-à-dire la recherche d'une production de connaissance détachée, au moins provisoirement, des impératifs de l'action. »* (Weber, 2008 : 143). En d'autres termes, si l'anonymisation permet alors de « protéger » les acteurs professionnels dans leur pratique, cette construction permet également de mener à bien l'analyse sociologique sans prendre de précautions supplémentaires qui pourraient amoindrir la portée critique

de la réflexion, le chercheur ne se permettant pas d'aller aussi loin par crainte des retombées. Il s'agit donc d'une construction qui, selon moi, favorise clairement la scientificité du travail effectué et le maintient dans cette sphère scientifique puisque les enquêtés, s'ils se l'approprient (ce qui est fortement souhaité), ne peuvent le faire qu'en opérant un détachement de leurs propres implications et rôles dans ce qui a été observé et analysé.

Toutefois, Aude Béliard et Jean-Sébastien Eideliman (2008) ont montré que l'anonymisation des personnes enquêtées n'était pas nécessairement une évidence à laquelle recourir d'emblée dans la recherche. Il convient en effet, par exemple, de ne pas « dépersonnaliser » (Béliard & Eideliman, 2003 : 135) les enquêtés par ce processus d'anonymisation qui se doit donc d'être réfléchi en ce sens. Pour ma part, j'ai souhaité conserver les consonances des prénoms et noms, principalement en termes d'origines nationales. Leurs positions socioprofessionnelles sont également explicites, pour une compréhension fine des statuts et rôles professionnels ainsi que des jeux d'acteurs qui leur sont associés, comme on le verra. J'assume donc le fait que les enquêtés peuvent alors être amenés à se reconnaître dans leur milieu d'interconnaissance. Il me semble qu'aucune divulgation intempestive n'est ici effectuée, tous les propos rapportés et les situations observées faisant partie prenante de cette politique locale étudiée, et dès lors, peuvent être envisagés comme nécessitant d'être sus et connus par tous les acteurs, et même au-delà, en raison du caractère public de cette politique. Comme j'ai pu l'effleurer dans la partie méthodologique précédente en questionnant certaines situations ethnographiques, et comme je le montrerai plus avant dans le corps de la thèse, c'est précisément cette absence de communication entre les acteurs de l'arène rom locale qui constitue un des « nœuds » de l'action publique en question. Aussi, de la même façon que ma présence dans cette arène avec ce statut particulier de « tiers », la restitution écrite de cette recherche peut impliquer des réactions qui révèlent *in fine* la manière dont est menée cette politique par les acteurs, ainsi que les positionnements des uns par rapport aux autres.

Dans cette même volonté de ne pas « dépersonnaliser », j'ai pris le parti de conserver les vrais parcours de vie et expériences des migrants roms côtoyés, tout en modifiant leurs prénoms. J'ai ainsi inventé de nouveaux prénoms pour certains, et j'ai joué parfois, pour d'autres, sur leurs recours à divers prénoms²⁸ que peu d'acteurs de l'arène connaissent dans leur totalité, choisissant tantôt l'un, tantôt l'autre. L'idée est donc de brouiller les pistes pour des lecteurs qui chercheraient à les reconnaître et/ou pourraient en faire un usage détourné voire malveillant. Utilisant ainsi d'autres prénoms que ceux par lesquels ces personnes sont couramment identifiées de façon officielle et/ou par les acteurs de l'arène, j'ai pu conserver les singularités des expériences de chacun sans procéder à des recoupements de récits et de biographies visant la « création » de personnages fictifs garantissant la confidentialité. Ce faisant, il s'agit de leur permettre de recouvrer leur subjectivité qui est l'un des autres « nœuds » de cette recherche. Cela répond aussi à leur fierté largement partagée de figurer dans « un livre » – bien que cela peut être nuancé au regard de leur compréhension de mon travail. Ce

²⁸ Ce point est spécifiquement développé dans le chapitre 5.

choix concernant les enquêtés migrants s'inscrit donc dans une forme de visibilité, voire de reconnaissance, mais qui, pour être positive, nécessite d'être encadrée de précautions ; c'est aussi dans cette perspective que j'ai fait le choix d'anonymiser le lieu de l'enquête en France.

PREMIÈRE PARTIE

CATEGORISATIONS. LA « QUESTION ROM » EN FRANCE ET L'EFFACEMENT DU SUJET

Il s'agit dans cette partie de montrer ce qui préside à l'émergence d'une politique locale en direction des migrants roms dans l'agglomération. À quoi correspond concrètement cette « question rom » ? Comment a-t-elle vu le jour localement ? Quel est le problème social que cela recouvre ? Pour qui ? Comment et pourquoi est-ce devenu un problème politique ? Cette partie vise alors à détricoter cet objet afin de comprendre précisément comment des gens deviennent la cible des pouvoirs publics. Ou, en d'autres termes, comment des personnes identifiées comme « spécifiques » deviennent la cible de politiques locales également spécifiques ? Pour répondre à ces questionnements portant sur un terrain délimité dans une agglomération de province, je propose d'articuler différentes échelles d'analyse : locale, nationale et européenne. La prise en compte de cette multiplicité d'échelles, donnant à voir les multiples contextualisations qui s'imbriquent mais aussi les allers retours entre ces différents niveaux, est en effet indissociable de la construction de l'« objet rom » localement, comme je le montrerai.

En premier lieu, il convient donc d'interroger, pour la déconstruire, la catégorie de « migrant rom » telle qu'elle est utilisée par des acteurs différents. Si je fais le choix de commencer par questionner cette catégorie afin de comprendre les tenants et aboutissants de ce qui fait de la « question rom » un problème public, c'est en me situant dans la lignée de Daniel Cefaï (1996) concernant les modalités de construction d'un problème public. Il explique ainsi que « *le problème public est stabilisé, thématisé et interprété dans les cadres ou les trames de pertinence qui ont cours dans un horizon d'interactions et d'interlocutions.* » et que « *son existence se joue dans une dynamique de production et de réception de récits descriptifs et interprétatifs (...) [qui] campent les protagonistes et les intrigues qui le constituent (...), engagent des connaissances de sens commun, préjugés et stéréotypes entre autres* » (Cefaï, 1996 : 47). C'est précisément ce que Daniel Cefaï appelle ces « récits » que je propose d'analyser dans cette partie, en partant de la catégorie « rom » ou « migrant rom » comme point de départ de ces récits. Ceux que je vais présenter émanent d'acteurs très divers : citoyens, passants, voisins, associatifs, institutionnels, politiques, étatiques... autant de typologies d'acteurs qui ont une voix qui porte au sujet des migrants roms et/ou un rôle d'accueil ou de prise en charge de ces migrants, et qui participent donc de la construction de l'« objet rom ».

Mon analyse partira de ces discours *sur* pour en arriver aux façons de *faire avec* les migrants roms. J'interrogerai donc les représentations des citoyens et des voisins des squats puis les actions politiques menées en direction de ces personnes, en passant par les productions discursives et de prise en charge venant des acteurs associatifs et

institutionnels. Ma démarche se calque sur le cheminement classique des migrants roms lors de leur arrivée dans l'agglomération avec les acteurs locaux : en s'installant dans un squat, ils s'exposent aux regards, donc à une certaine appréhension de leurs voisins, et plus largement, de tout citoyen. Puis, c'est le secteur de l'aide sociale qui rencontre ces migrants. Enfin, comme on le verra, ce sont les acteurs politiques qui vont alors réagir en conséquence de tous ces « *récits descriptifs et interprétatifs* » et en produire à leur tour, en amont et au sein d'une politique locale spécifique qu'ils mettent en place. Plus précisément, il ne s'agit pas ici d'analyser les interactions entre ces derniers et les migrants roms mais bien d'interroger la « réception » de ces migrants par tous les acteurs concernés, de près ou de loin, par leurs arrivées sur le territoire.

Il m'a semblé pertinent voire nécessaire de commencer par déterminer et analyser les représentations qui ont cours vis-à-vis des migrants roms car c'est ce qui joue sur les actions, prises de position, revendications de chacun, du citoyen au politicien en passant par les acteurs associatifs et institutionnels. Une responsable d'une association locale va même plus loin en précisant qu'il faut « *identifier les peurs de la société française à leur égard* », partant du principe que « *la présence des migrants roms pose la question des territoires urbains et de l'accueil (...) la question des gens qui vivent différemment et qui font peur* »²⁹. Il est intéressant de souligner que la peur serait, selon cette interlocutrice, à l'origine de l'appréhension de ce public et de la mise en œuvre des politiques qui leur sont destinées. Cette peur révèle la méconnaissance de l'Autre et les barrières dressées entre « eux » et « nous », comme on le verra dans cette première partie de laquelle les migrants roms sont clairement absents.

Dans le chapitre 1, je vais montrer que, bien souvent, le contenu des discours de ces divers acteurs prend appui sur des faits divers et sur la peur qui est alors suscitée et véhiculée par le biais des médias notamment. En retour, les discours, prises de position individuelles, associatives ou institutionnelles vis-à-vis des migrants roms et les actions politiques menées en leur direction s'appuient sur les discours médiatiques, notamment sur cette peur – qu'il s'agisse de « *politiciens "décomplexés" comme Sarkozy ou Berlusconi* » (Ditchev, 2011 : 38) comme des autres d'ailleurs. Au final, on verra que les discours médiatiques et politiques s'alimentent les uns les autres de façon étroite et les citoyens (dont les acteurs associatifs et institutionnels font partie) s'en font à la fois la source, le réceptacle et le relai. Tous ces discours, contenant de fait des représentations des migrants roms prennent cependant appui sur la visibilité de la présence récente de ces migrants dans l'espace public, du fait des bidonvilles et de la mendicité. Ces situations inquiètent, et l'imaginaire qui leur est associé alimente aussi les peurs sur la mafia et d'éventuels « réseaux » ou « trafics » européens. Mais cet imaginaire est beaucoup plus riche, et engendre la naissance et/ou la perpétuation d'autres représentations sociales, dont certaines sont induites par l'accueil effectif de ces migrants dans certaines structures. C'est ainsi qu'émerge et se construit la figure du migrant rom problématique, soit l'« objet rom ».

En examinant plus particulièrement dans le chapitre 2 la prise en charge politique de l'« objet rom » localement, je montrerai que d'autres logiques ainsi que

²⁹ Entretien avec Irène Buffière, AGV, 4 avril 2011. Cf. glossaire des associations locales (Annexe 2).

des enjeux plus larges jouent aussi un rôle important dans la production et reproduction de cet objet en tant que « problème ». Il s'agira ici de traiter en termes anthropologiques la controverse que recouvre la présence de personnes identifiées comme migrants roms sur le territoire, et les enjeux posés par leur présence. Pour cela, je propose donc une analyse du processus de construction dans la durée, qui permettra de dévoiler, en les positionnant, les différents intervenants dans ce « débat » que je matérialise par le terme d'arène rom locale. L'articulation entre les différentes échelles (locale, nationale, européenne) sera également au centre de l'analyse. Ces liens entre différents acteurs et différentes échelles déterminent et définissent la politique locale, comme je le montrerai. Ce cheminement nous mènera alors à poser le cadre permettant de répondre par la suite à une dernière question : qu'est-ce que cette controverse produit dans la société ?

CHAPITRE 1. GENESE DE LA CATEGORIE MIGRANT ROM COMME PUBLIC PROBLEMATIQUE

Qui sont ces migrants qui s'installent dans les marges de l'agglomération, sur les trottoirs des rues et se rendent en nombre dans les structures d'aide sociale ? Telle est la question que tous les habitants de l'agglomération se posent, tout en cherchant la plupart du temps des réponses accessibles et qui fassent sens pour eux. Cette lecture de la réalité correspond à un acte commun à tous, nécessaire pour comprendre le monde qui nous entoure, mais souvent inconscient : celui de catégoriser.

Ce chapitre s'intéresse à la catégorisation en tant qu'« *encadrement des populations dans des étiquettes sociales correspondant à des rôles et positions instituées* » (Martiniello et Simon, 2005 : 7). D'après ces auteurs, la catégorisation renferme en son sein des dimensions parallèles : une dimension technique, l'« *élaboration de catégories administratives ou statistiques par lesquelles les individus sont désignés ou décrits* », ainsi que des dimensions cognitive et pratique, « *par lesquelles les individus sont pensés et perçus* ». Dès lors, ce phénomène de catégorisation est opéré par de multiples instances dont les pouvoirs d'assignations sont variables. Celles-ci correspondent aux institutions de la société, mais aussi aux représentations sociales qui circulent dans l'espace public et jouent un rôle primordial dans la formation des identifications. En outre, comme l'a souligné Gérard Noiriel (1997), la faculté de classer et ordonner les populations constitue en soi une des ressources du pouvoir politique. Ainsi l'État joue un rôle dans la création, la reproduction et la mobilisation de l'ethnicité ou d'autres caractéristiques, d'abord par la mise en catégorie. Je propose d'interroger alors les formes et modalités de cette altérité réifiée, dans les discours des membres de la société civile, mais aussi dans les pratiques d'acteurs professionnels au contact de ces migrants roms. Il convient également d'aller au-delà de ces discours et pratiques « visibles », pour questionner ce que révèlent ces formes de catégorisation des migrants roms. De quoi les migrants roms sont-ils le nom ?

Je vais montrer dans ce chapitre que les migrants roms sont perçus, et plus largement appréhendés, comme un problème. Pour ceux qui les accueillent au sein de diverses structures, ils deviennent de fait un « public problématique ». On peut alors se questionner, dans la lignée de Ian Hacking (2001) sur « *ce que cela fait d'être un problème* » (W.E.B. Du Bois, 1897), mais également sur les logiques et les enjeux sous-jacents qui font que les migrants roms sont appréhendés comme un objet « problématique ». Qu'est-ce que cette rhétorique fabrique dans le réel ? Il s'agit d'analyser ce que nommer les Roms signifie pour eux-mêmes comme pour ceux qui ont ce « *pouvoir de nommer* », et donc plus largement pour la société. Cette discussion s'inscrit donc dans un objectif plus large qui revient à interroger les fondements, les logiques et les enjeux de la « question rom » dans cette agglomération. Le terme d'objet n'est pas utilisé au hasard. Les migrants roms, comme population, sont en fait un « prétexte » du « problème » qu'ils incarnent. Les Roms ne sont alors pas appréhendés comme des personnes, des sujets, mais au contraire comme des objets, et plus avant,

comme UN objet, perçu comme un tout homogène, une communauté. C'est précisément ce que je m'attache à démontrer dans ce chapitre.

Qu'est ce qui fait concrètement que tous les acteurs de la société civile (voisins, associations, institutions) pensent un public de la même manière ? Pourquoi les migrants roms sont-ils appréhendés comme un problème ? Quelles en sont les conséquences en termes d'interaction et d'accès aux services proposés (notamment dans le cadre de l'aide sociale) ? En d'autres termes, que fabrique cette catégorisation du migrant rom problématique, de part et d'autre de ces interactions ? Je vais montrer qu'à travers les multiples différences culturelles qui leur sont attribuées, ces migrants deviennent la figure archétypique de l'Autre dans le contexte actuel de l'ouverture des frontières de l'Union européenne. Dès lors, ils sont uniquement perçus à travers le prisme d'une « différence » aigüe et immuable signifiant « problème ». Ce faisant, ces migrants – dans leur construction en tant que catégorie spécifique – vont également révéler les dysfonctionnements de plusieurs structures, les « crises » existantes au sein d'un certain nombre d'institutions. Je soulignerai alors le processus social qui conduit les différents acteurs professionnels à engager implicitement une opération de transformation des migrants roms, d'un « problème » ingérable à un « problème » gérable, compris, connu et reconnu, donc potentiellement pris en charge. En effet, le glissement qui s'opère et qui va être mis à jour dans ce chapitre est fondamental : comment et pourquoi peut-on faire passer une population d'« illégitime » à « citoyenne », par le biais de l'« intégration » ?

Pour conduire l'analyse, je propose de retracer en quelque sorte le parcours de « rencontre » entre les migrants roms et la société française, et vice-versa. Lorsqu'ils s'installent en squat dans la ville, ce sont les voisins, les passants et les migrants qui se confrontent – si ce n'est frontalement ou physiquement, du moins du regard : les uns voient les autres. Puis, les premiers lieux dans lesquels se rendent les migrants sont les structures de l'aide sociale ; là, ce sont donc ces acteurs professionnels qui font face aux migrants roms. Je commencerai donc par questionner les représentations sociales partagées par grand nombre de citoyens français sur les migrants roms, afin de cerner comment ces nouveaux migrants sont perçus et quels sont les « problèmes » mis en avant (section 1). Ce faisant, je vais montrer comment se construit socialement l'illégitimité d'une population par sa disqualification morale. Puis, j'analyserai l'accueil (discours et pratiques) qui est fait à ces migrants dans les structures de l'aide sociale, associatives et institutionnelles (section 2). L'objectif est de montrer alors ce que révèle l'appréhension des migrants roms comme « public problématique » pour ces acteurs, ces structures mais aussi concernant les logiques d'hospitalité et de traitement de l'Autre. La focale est mise ici sur un pan de l'interaction, à savoir des acteurs de l'aide sociale *vers* les migrants en question. Ce parti pris ne reflète pas la complexité des interactions vécues, mais l'expérience que font les migrants des institutions comme des associations sera abordée et analysée dans la suite de la thèse.

1. Les représentations sociales des migrants roms : les nouveaux étrangers problématiques

« Il est vrai et terrible à la fois que, jusqu'à un certain point, l'idée ou la vue du malheur mobilise nos meilleurs sentiments, mais que, dans certains cas particuliers, au-delà de ce point elle ne les commande plus. »

Herman Melville

Les conditions d'émergence de la « question rom » prennent racine à l'échelle locale, et même très locale : celle du quartier, du voisinage, qui n'est évidemment pas neutre puisqu'il porte le regard et produit un certain type de discours sur les migrants roms comme nouveaux voisins – de près ou de loin, réels ou potentiels. Je propose donc de mettre ici la focale sur les représentations sociales ordinaires des migrants roms par les citoyens « ordinaires ». La notion de « *citoyenneté ordinaire* » est empruntée ici à Catherine Neveu (2014) qui l'utilise « *for highlighting the competences anyone draws from daily experiences, competences to perceive, practice and formulate judgments on the 'vivre-ensemble' and the common good, especially outside or at the margins of practices and sites 'branded' by classical approaches to citizenship* » (Neveu, 2014: 90). Par ce terme, j'entends donc toute personne qui fait partie de la société française (en l'occurrence) et qui, informée par ses pairs et/ou par son expérience (vécu, observations) comme par les médias, a son mot à dire sur ce phénomène que sont les migrations de personnes identifiées comme « roms » et leur présence sur le territoire. Ces perceptions s'apparentent alors à des représentations sociales, entendues au sens de François Laplantine (1989) comme « *un savoir que les individus d'une société donnée ou d'un groupe social élaborent au sujet d'un segment de leur existence ou de toute leur existence. C'est une interprétation qui s'organise en relation étroite au social et qui devient, pour ceux qui y adhèrent, la réalité elle-même.* » (Laplantine, 1989 : 298).

Si ces représentations ne sont évidemment pas partagées par tout un chacun dans la société, celles présentées ici sont analysées précisément parce qu'elles sont malgré tout récurrentes dans différents types et supports de discours. Tout en mettant à jour les caractéristiques que recouvrent pour eux cette catégorie, et qui vont avoir un rôle important dans la formation en problème public, il convient de souligner la rupture avec la doxa que présuppose ce travail scientifique : il ne s'agit pas de questionner la légitimité des discours produits par les acteurs mais de les restituer dans un contexte et une intentionnalité propres. Pour ce faire, les données ici utilisées proviennent principalement des observations effectuées lors de réunions de quartier, de commentaires d'internautes sur des sites web de presse³⁰ ainsi que du texte d'une pétition rédigée par les voisins d'un squat de l'agglomération. Les commentaires d'internautes me semblent intéressants à analyser, dans la mesure où la définition de ces derniers est entendue, de la même façon que Matthieu Mazzega (2012) comme étant « *produit par et pour une relation entre son auteur, le contenu de l'article commenté et les autres commentaires présents. L'expérience du commentateur consiste alors à*

³⁰ La plupart des commentaires analysés proviennent du site web du quotidien local, mais quelques autres émanent de sites web de presse nationale. Ces derniers ont été choisis en fonction du lien avec l'agglomération.

rédiger et ainsi à exprimer sa propre identification et interprétation de la question soulevée par l'article commenté, en se basant explicitement sur ce dernier ou en contestant ou appuyant la position d'un ou plusieurs commentaires préexistant. » (Mazzega, 2012 : 126). En outre, dans l'ouvrage sur les représentations sociales qu'elle a dirigé, Denise Jodelet (1989) insistait sur l'importance de la communication dans les phénomènes de représentations, pour plusieurs raisons : « *Tout d'abord, elle est le vecteur de transmission du langage, lui-même porteur de représentations. Ensuite, elle a une incidence sur les aspects structurels et formels de la pensée sociale, pour autant qu'elle engage des processus d'interaction sociale, influence, consensus ou dissensus et polémique. Enfin, elle concourt à forger des représentations qui, étayées sur une énergétique sociale, sont pertinentes pour la vie pratique et affective des groupes. Énergétique et pertinences sociales qui rendent compte, à côté du pouvoir performatif des mots et discours, de la force avec laquelle les représentations instaurent des versions de la réalité, communes et partagées.* » (Jodelet, 1989 : 66). Dans cette optique, les discours véhiculés par les médias, en tant qu'ils sont largement répandus et commentés par les citoyens-internautes, sont également pris en compte dans cette analyse.

À partir de l'étude des représentations sociales des migrants roms, il s'agit donc ici de comprendre, en filigrane, comment prend forme la condition d'étranger (qui plus est indésirable et/ou problématique) aux yeux des citoyens « ordinaires ». Je présenterai plusieurs discours récurrents tenus au sujet des migrants roms, sans procéder à une analyse complète du contenu d'articles de presse ou des représentations sociales « ordinaires » des migrants roms. L'objectif visé consiste plutôt à donner un aperçu des caractéristiques des migrants roms tels qu'ils sont appréhendés par les « citoyens ordinaires » et les médias – caractéristiques communément partagées.

1.1. Attention ! Un Rom peut en cacher un autre ! Du nomadisme présumé à une identité collective imposée

En premier lieu, le terme « Rom », comme celui de « Tsigane », qu'il remplace peu à peu dans les discours occidentaux (Olivera, 2011b) est associé à l'image du nomadisme. Cela peut s'expliquer par l'importance des recherches des tsiganologues des décennies précédentes qui ont mis l'accent sur cette caractéristique, mais aussi par le fait qu'en France, les « Roms/Tsiganes » nationaux sont identifiés par le terme « gens du Voyage ». Cette appellation recouvre une catégorie juridico-administrative datant d'une loi de 1969 visant à régler « *l'exercice des activités ambulantes et le régime applicable aux personnes circulant en France sans domicile ni résidence fixe* »³¹. Cette loi s'applique alors de fait aux personnes « Roms/Tsiganes », bien que cela ne soit pas mentionné officiellement en raison de la Constitution française qui ne reconnaît pas officiellement l'existence de minorités ethniques ou nationales. Or dans le langage courant, l'appellation de gens du Voyage est utilisée pour identifier des personnes

³¹ Loi n°69-3 du 3 janvier 1969 : <http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000000317526&categorieLien=cid>

Roms/Tsiganes. Dès lors, cela pourrait avoir largement contribué à la naissance de la représentation des Roms/Tsiganes comme étant itinérants, nomades voire errants. De plus, le fait de voir arriver en France des personnes identifiées comme Roms venant d'Europe de l'Est contribue largement à alimenter cet imaginaire de nomadisme, l'explication toute trouvée à leur présence ici étant leur mode de vie nomade, itinérant.

Cette caractéristique prend alors le pas, dans les représentations courantes, sur une inscription de ces personnes dans les sociétés contemporaines, et plus largement, dans le monde global et globalisé. Tout cela concourt à l'impossibilité de les penser comme sujets ordinaires, devant faire face eux aussi aux fluctuations économiques et sociales, et donc potentiellement migrants. Si cela est particulièrement flagrant au milieu et à la fin des années 2000, lorsque l'arrivée de ces personnes s'intensifie en visibilité sur le territoire français, donnant lieu à de multiples articles de presse parlant de « nomades » plutôt que de « migrants », cela s'est quelque peu atténué ces dernières années au sein de la presse notamment – mais pas forcément dans les discours des internautes commentant des articles par exemple. Leur lointaine origine indienne est également souvent mise en avant dans les discours comme étant leur seul point d'ancrage, leur référent géographique commun. Ces deux items, nomadisme ou errance et origine indienne sont alors couramment mobilisés pour asseoir d'autres propos concernant leurs places dans la société française et plus précisément la question de leur « intégration ». Ces confusions multiples entre nomadisme, errance et migrations créent donc la confusion et amènent une certaine controverse sur cette question de l'« intégration » dès lors envisagée très souvent comme « sédentarisation ».

L'extrait d'un débat sur ce point entre deux internautes d'un espace de discussion concernant les « Roms » en France sur le site de Rue89 en est un exemple intéressant :

« Yvon le zébulon »³² : *« A-t-on déjà tenté de faire un sondage auprès de ces gens, pour savoir quelle proportion d'entre eux accepteraient de se sédentariser de façon convenable. Je ne parle pas de « parcage » forcée des populations nomades mais d'une réelle volonté venant d'eux même, pour enfin en finir avec toutes ces tracasseries, partout dans le monde. »*

« Enki » : *« Ce n'est pas la « tsiganité » qui crée le nomadisme : Ce sont les saisons et la police. (...) C'est quand on le leur offre comme seul refuge qu'on se laisse croire qu'ils veulent se sédentariser dans des réserves. »*

(...)

« Yvon le zébulon » : *« L'avenir passera donc par la sédentarisation, mais il faudra éviter de commettre les mêmes erreurs du passé....à savoir les installer dans des guetthos (comme parqués).*

*Il ne s'agit pas de s'en débarrasser, les soustraire des regards du touriste, mais bien de les intégrer aux populations. »*³³

Guillaume Le Blanc revient dans ses travaux sur la distinction établie par les autorités au début du 19^{ème} siècle entre les mendiants et les habitants pauvres dont il faut

³² Les pseudonymes des internautes n'ont pas été modifiés (de même que la mise en page et l'orthographe de leurs propos), partant du principe que leurs commentaires sont publics et qu'ils ont choisi de fait des pseudonymes leur permettant de s'anonymiser selon leurs souhaits.

³³ Extrait de l'article participatif de Rue89, 17 août 2012, consulté en ligne le 19 août 2012.

s'occuper. En effet, ces derniers sont considérés comme étant de « *bons pauvres* », qui ne travaillent pas mais qui ne le peuvent pas, et qui sont de chez nous, contrairement aux mendiants qui, eux, sont des errants, viennent d'ailleurs. Il rappelle ainsi la logique de la charité chrétienne, qui revient à s'occuper des pauvres inscrits dans la paroisse. Ce petit détour historique semble important pour comprendre la genèse en France de la création et recréation de frontières entre ceux qui ont une place dans la cité et ceux qui n'en ont pas car ils sont des « errants ». C'est ainsi que l'on peut saisir certains discours refusant aux migrants roms une place dans la cité – cette place pouvant se matérialiser par un logement, un travail ou même plus « modestement » une aide matérielle quelconque ou une attention portée à l'autre. Ces représentations sont de plus à contextualiser dans la « crise » économique depuis 2008 qui enjoint les citoyens « ordinaires » à se demander : pourquoi viennent-ils ici alors que l'emploi est en déficit en France ? Une réponse largement répandue consiste à penser que c'est pour profiter des aides sociales. Nombreux sont en effet les citoyens qui méconnaissent entièrement le statut juridique et administratif auquel sont soumis les migrants roms en France et qui implique notamment qu'ils ne peuvent bénéficier d'aucune aide sociale sans titre de séjour.

Les tenants de ces discours déniaient aux migrants roms une place dans la cité mettent alors en avant l'« errance » de ces personnes, et qui plus est une errance presque éternelle et sans fin, comme le montre notamment cette remarque publique faite par un voisin d'un squat de l'agglomération lors d'une réunion de quartier :

« On devrait les déplacer chaque année dans chaque quartier de [la ville] et les communes de [l'agglomération], les faire bouger régulièrement. »³⁴

Le « nomadisme » présupposé de cette « population » est donc parfois aussi utilisé dans certains discours visant à éradiquer le « problème des squats » en le déplaçant, avec l'idée sous-jacente que chacun prenne sa part du « problème », du type NIMBY (Not In My Back Yard). Ces suggestions de citoyens « ordinaires » visant à « résoudre la question rom » sont largement empreintes de discriminations sous-jacentes voire apparentes (« *personne n'en veut* »). Si cela peut parfois choquer l'auditeur ou le lecteur (d'autant plus lorsque l'on sait que les commentaires d'internautes sont la plupart du temps soumis à un contrôle de modération), on peut comprendre que de tels propos soient tenus publiquement au vu de la teneur des discours politiques sur ce même sujet qui peuvent être, comme on l'a vu, tout aussi virulents. En outre, c'est le caractère largement partagé de ces représentations négatives qui semble pouvoir permettre également, par effet boule de neige, de se sentir « autorisé » à dire ce que l'on pense sans modérer ses propos.

À cette question de l'« intégration » des migrants roms largement débattue dans les espaces publics vient se greffer un autre aspect perçu comme inhérent à l'identité rom : leur mode de vie « en groupe », « en communauté ». Dans le même espace de discussion sur ce thème sur le site de Rue89, plusieurs internautes s'interrogent sur ce point. « Jeansanterre » pose ainsi la question : « *Au fond, est-ce qu'ils en veulent*

³⁴ Notes de terrain, Conseil de quartier de X, 9 décembre 2011.

vraiment de l'intégration ou préfèrent-ils préserver leur « identité » communautaire ? », quand les propos de « kolyse » sont encore plus précis : « *Comment ces ROMS envisagent-ils de se fondre dans le paysage (= intégration, = mariage mixte,...)* ». En analysant ces propos, il apparaît que le mode de vie communautaire est appréhendé comme un « problème » : le fait d'être incompatible avec les exigences d'intégration de la société française.

En creux, un autre « problème » se dessine à travers cette représentation de l'identité groupale attribuée d'emblée : il s'agit de l'idée que vivant en groupe, les Roms seraient donc tous plus ou moins liés les uns aux autres, ce qui aurait alors pour conséquence inévitable la création d'un appel d'air. Les réunions de quartier sont à ce titre un espace de discussion qui reflète fort bien ces craintes. En effet, le nombre de migrants roms jugé important dans certains squats fait peur, comme le révèlent les propos de cette voisine d'un squat demandant lors d'un Conseil de quartier : « *Ne sont-ils pas trop nombreux sur ce lieu ? Ne faudrait-il pas les séparer ?* »³⁵. Elle trouve un écho favorable dans la salle pleine de voisins du squat, ce qui se traduit par une augmentation de murmures d'approbation, et même de cris d'exclamation abondant dans son sens assortis de quelques applaudissements. En suivant, une autre personne dans la salle affirme à tue-tête : « *Ils sont 450 maintenant !!* », ce qui est énergiquement démenti par les médiateurs et les élus présents. L'adjointe au maire de ce quartier précise lorsque le calme revient qu'« *ils sont 200 en ce moment* ». Cela illustre l'impression de flou et de nombre important qui domine chez les voisins, ce qui semble soulever et étayer l'idée d'une invasion incontrôlable.

Effectivement, certains voisins des squats parlent de « *roulement des familles sur le site* », notamment lors de cette réunion de quartier. De manière sous-jacente, on trouve ici une autre représentation répandue concernant les migrants roms, à savoir l'organisation sociale en « clan » voire en « mafia ». L'internaute « méchante langue » donne un exemple de cette représentation, dans l'espace de discussion susnommé du site Rue89 : « *Les groupes roms sont organisés en familles, en clans provenant d'une même ville, très hiérarchisés avec un chef au sommet souvent resté en Roumanie ou Bulgarie.* »³⁶. Cet imaginaire est étayé par les discours médiatiques au niveau national qui relaient volontiers les histoires de mafias « de l'Est » : prenant systématiquement les mêmes cas de famille³⁷, des généralités sont effectuées, sciemment ou non, et parfois par le public réceptacle de ces discours lui-même, appréhendant alors toute personne qualifiée de « Rom » comme faisant nécessairement partie d'une sorte de mafia douteuse et encore mal identifiée (contrairement à la Camorra napolitaine ou la Cosa Nostra sicilienne par exemple). Des faits observés ou tirés d'expériences quotidiennes peuvent enjoindre des citoyens « ordinaires » à produire ou reproduire cette représentation. C'est notamment le cas d'une voisine d'un squat qui prend la parole lors d'un Conseil de quartier pour demander ce qu'il en est « *des grosses voitures immatriculées en Bulgarie, ce sont peut-être des passeurs ? Il*

³⁵ Notes de terrain, Conseil de quartier de X, 25 juin 2012.

³⁶ Extrait de l'article participatif de Rue89, 17 août 2012, consulté en ligne le 19 août 2012.

³⁷ Comme, la plus connue, la « famille » Hamidovic dont se réclament invariablement, lorsqu'ils se font arrêter, certaines personnes mendiannes, pickpockets et/ou cambrioleurs, qui se trouvent être des Roms de Serbie, dans la région parisienne principalement.

faudrait aller voir de plus près car ça doit pas être des miséreux ! »³⁸. Ici, le terme de « passeur » est utilisé à tort puisque ces migrants roms n'entrent pas clandestinement sur le territoire ; mais ce terme évoque assez clairement l'aspect organisé de leur séjour ici, tel qu'appréhendé par cette riveraine.

Les migrants roms constitueraient donc un « bloc », de par les caractéristiques collectives, communautaires voire claniques qui leur sont largement prêtées au fondement de leur identification. Cet aspect collectif induit donc nécessairement une certaine homogénéisation de ces migrants qui, ajoutée à l'imaginaire autour du nomadisme, fait qu'ils sont largement appréhendés comme porteurs de « différences culturelles » jugées immuables.

1.2. Construction de la disqualification morale des migrants roms

En quoi consistent précisément ces « différences culturelles » attribuées aux migrants roms, dans l'agglomération ? Je vais montrer ici qu'elles voient le jour à partir d'un savant mélange entre une lecture culturaliste de faits divers, d'observations ou expériences quotidiennes et de représentations comme des peurs variées. En donnant à voir concrètement l'essentialisation et la naturalisation de ces différences, il s'agit surtout d'analyser la production de la disqualification morale de ces dernières et, plus avant, des migrants roms eux-mêmes. Cette disqualification s'appuie sur deux grandes thématiques que je propose d'aborder séparément : l'habitat et l'économie. Ces deux « champs » se prêtent particulièrement à la mise en avant de stéréotypes négatifs, parfois ambivalents, mais qui se rejoignent autour de la question de l'immoralité de ces migrants.

1.2.1. L'habitat. De la juxtaposition des bidonvilles et des BMW à nos portes : peur, nuisances, dégoût et rejet

Florence Bouillon (2009), dans son ouvrage sur les « mondes du squat », ne s'attarde pas sur les représentations sociales de ces derniers ; néanmoins, on trouve au détour d'une phrase deux termes visant à qualifier ces appréhensions communes : il s'agit de « *visions catastrophistes et sécuritaires* » (Bouillon, 2009 : 9). Elle va plus loin en questionnant le squat comme « *problème social ou lieu d'émancipation ?* », faisant observer que « *l'hostilité des voisins à l'égard des habitants des squats est chose courante, en particulier lorsqu'il s'agit de "grands squats", qui rassemblent plusieurs dizaine de personnes. On peut distinguer quatre motifs de critique : l'atteinte à la quiétude quotidienne, l'insécurité, l'immoralité et la crainte du déclassement.* » (Bouillon, 2011 : 25). Ces caractéristiques des perceptions et représentations des squats se retrouvent toutes, de façon plus ou moins prononcée, dans les discours des voisins de

³⁸ Notes de terrain, Conseil de quartier de X, 9 septembre 2011.

squats de migrants roms dans l'agglomération, et plus largement, chez les citoyens « ordinaires ».

Ces squats sont en effet particulièrement décriés par ceux qui habitent à proximité : ils mettent en avant nombre de nuisances générées par l'irruption de ce lieu de vie spontané dans leur quartier ainsi que par le mode de vie des personnes qui y vivent. La mairie de quartier de X, où se trouve le squat le plus important de la ville (existant depuis 2008), a reçu en ce sens nombre de doléances de voisins du squat, comme me l'explique la maire adjointe du quartier³⁹. Ces doléances sont également exprimées lors des Conseils de quartier, au cours desquels les voisins les énumèrent allègrement. Concrètement, ces plaintes concernent des « *dégradations* », les « *difficultés du quotidien* »⁴⁰, mais aussi les problèmes causés par « *beaucoup de bruit, de musique forte et gênante* »⁴¹. Lors de ce Conseil de quartier, un homme âgé se plaint à son voisin dans la salle : « *Eux, ils arrivent et ils salissent tout, mais y a des gens qui habitaient là avant !* ». Un autre homme prend la parole en public : « *J'habite en face et j'ai des rats depuis qu'ils sont là, donc pour moi l'accueil des Roms, c'est non, pour moi c'est dehors !* ». D'autres parlent également d'« *infections respiratoires* » liées au brûlage de câbles en lien avec l'activité de ferrailage pratiquée par certains hommes dans le squat. De la même façon, Abdelmalek Sayad (1995), dans son analyse des bidonvilles de Nanterre dans les années 50-60, mettait en avant des perceptions similaires : « *Vivre dans le bidonville, dans l'imaginaire de tous, habitants et non-habitants, signifie : "vivre comme des rats".* » (Sayad, 1995 : 85). L'image des rats n'est donc pas récente, ni liée spécifiquement aux migrants roms, tout comme celle de la saleté associée à ces « non-lieux » (Augé, 1992), qui repousse de fait les voisins et contribue alors à alimenter toutes sortes de représentations négatives des habitants. Abdelmalek Sayad cite François Lefort (1980) en ce sens : « *il arrive que l'on s'entende rappeler que "le bidonville est le pays de la boue, le royaume de la saleté et de la crasse, et que l'on refuse de s'y rendre pour ne pas être contaminé, pour ne pas se salir"* » (1995 : 86). Il souligne également les « *nuisances* » qui en découlent aux yeux des voisins les plus proches, protestant contre celles-ci, et en conséquence, contre les « *"gens du bidonville", qui sont institués en parasites, en gêneurs, en pollueurs, en générateurs de troubles et d'insécurité* » (Sayad, 1995 : 106).

Au final, c'est avant tout la présence des migrants roms que les voisins des squats déplorent, comme le montre le discours d'une voisine du squat lors d'un Conseil de quartier :

« *Moi, j'habite à côté, c'est insupportable ! On en a ras-le-bol ! Les gamins sont pas tous scolarisés, y en a plein qui traînent dehors tout le temps, c'est vrai qu'il y a plein de grosses voitures, c'est insupportable ! Alors, ils partent quand ?!* » Là, elle est applaudie par la salle avant de poursuivre : « *Ils urinent devant nous, dans la rue ! Jusqu'à quand ? Ils se font pas à nous, je vois pas pourquoi on se ferait à eux !* »⁴²

³⁹ Entretien, 11 mai 2011.

⁴⁰ Notes de terrain, Conseil de quartier de X, 9 septembre 2011.

⁴¹ Notes de terrain, Conseil de quartier de X, 25 juin 2012.

⁴² *Ibid.*

Ce propos n'est pas isolé, au vu de l'adhésion qu'il rencontre sur le moment auprès d'autres voisins. Il convient de souligner par ailleurs que si les propos peuvent être aussi virulents, c'est en grande partie dû au fait que ces riverains expriment leurs plaintes depuis plusieurs années, et n'ont pas l'impression d'être entendus. Cela peut prendre des proportions non négligeables chez certains voisins dont la peur, l'angoisse sont grandissantes au fil du temps, jusqu'à rendre leur vie insupportable. Ainsi une femme d'âge mûr prend la parole au Conseil de quartier pour exprimer l'angoisse qu'elle ressent et qui l'empêche de vivre depuis que ce squat est à côté de chez elle et surtout depuis qu'elle s'est « *retrouvée nez à nez avec des Roms dans mon salon* »⁴³... On retrouve donc de façon très prégnante le paradigme sécuritaire, de nombreux riverains demandant en outre une présence plus forte des forces de l'ordre à proximité et à l'intérieur du squat en question⁴⁴, ce qui est la résultante non pas seulement des nuisances vécues mais également de la peur éprouvée par les voisins – peur générée par cet inconnu que représente l'univers du bidonville.

Avec le temps, les plaintes pour nuisances se multiplient auprès de la police comme de la mairie, et celle-ci prend donc différentes mesures qui vont dans le sens des demandes des riverains. Ainsi la maire adjointe du quartier, face aux plaintes exprimées par les riverains du squat en question, annonce lors d'un Conseil de quartier qu'« *un règlement de conduite va être signé par eux prochainement* »⁴⁵. Le terme « eux » concerne ici les migrants roms. Sur le document en question (qui m'a été fourni par le médiateur Damien), il est notamment précisé qu'« *un certain nombre d'incivilités* » a été « *constaté* » dans et aux abords de ce squat, d'où l'existence de cette « *charte de vie* ». Les caractéristiques qui sont reprochées en creux à ces migrants, en partant de l'analyse de ce qui leur est demandé, sont notamment les suivantes : baisser le volume sonore de la musique, cesser les activités de ferrailage, laisser le lieu propre.

On observe également parfois des glissements dans les discours de citoyens « ordinaires » entre l'illégalité de l'habitat (soit les squats) et l'illégalité de statut. Ainsi les migrants roms vivant en squat sont alors pensés comme étant aussi en situation illégale sur le territoire. Le dialogue suivant entre des internautes commentant un article de la presse locale signifiant l'expulsion prochaine d'« *une cinquantaine de Roms* » qui « *occupent illégalement un bâtiment* » s'en fait notamment l'écho :

« Titus » : « *Que l'on respecte les lois de la république et les renvoie chez eux! gratuitement, mais surtout sans compensation!*

De qui se moque-t-on!

La France ne peut devenir l'hôpital (la poire?) de la planète, finira-t-on par soigner les gueux de la terre? c'est une idée généreuse sans doute, mais en a-t-on les moyens... au détriment de qui?

« Nordine de Rotschild » : *Titus, êtes-vous raciste ?*

Remarquez, poser la question, c'est déjà y répondre...

« pascal et pat » : *sans être raciste Nordine, la loi est la même pour tous. Une situation illégale sur le territoire français et c'est le retour au pays, vous roulez à plus de 50km/h en*

⁴³ Notes de terrain, Conseil de quartier de X, 9 décembre 2011.

⁴⁴ *Ibid.*

⁴⁵ Notes de terrain, Conseil de quartier de X, 25 juin 2012. Ces propos sont intimement liés au statut de ce squat qui change en septembre 2011, la mairie se positionnant au sein du squat dorénavant considéré comme un « site » avec des règles de vie notamment, que font respecter les médiateurs de la Ville.

ville, la police vous verbalise ou retire votre permis, dans les deux cas vous enfreignez les lois et vous êtes sanctionné. Quoi de plus normal, non ? »⁴⁶

Le glissement apparaît ici très clairement entre la situation présentée dans l'article en question, soit l'occupation illégale d'un bâtiment par des personnes identifiées comme « Roms », et les propos de « Titus » et de « pascal et pat » qui suggèrent leur expulsion du territoire en raison de cette « *situation illégale* ». Un raccourci est rapidement effectué : avec une expulsion, plus de migrants roms, donc point de « question rom » à résoudre.

Abdelmalek Sayad (1995) mettait en lumière le lien entre ces représentations des bidonvilles partagées par une « *opinion publique* » et le contexte sociopolitique plus large qui y est associé : finalement, entre la guerre d'Algérie dans les années 50 et l'ouverture à l'Est de l'Union européenne dans les années 2000, c'est toujours l'immigration de l'Autre qui est pointée du doigt par le biais des critiques du bidonville. Si Abdelmalek Sayad souligne finement le glissement et les résonnances entre le « *contexte du bidonville* », le « *contexte de l'immigration algérienne* » et la montée du « *discours nationaliste* » (Sayad, 1995 : 108), on ne peut que constater, à travers l'analyse des discours des citoyens « ordinaires » concernant les squats de migrants roms, le même mouvement aujourd'hui.

Une autre caractéristique des squats qui paraît extrêmement dérangeante à nombre de citoyens « ordinaires » concerne les tailles et les marques des véhicules des habitants des squats – voire le fait qu'ils en possèdent, tout simplement⁴⁷. On se souvient de la riveraine qui s'exprima au Conseil de quartier sur les nuisances des squats et qui dit au détour d'une phrase : « *c'est vrai qu'il y a plein de grosses voitures, c'est insupportable !* ». Les propos d'un internaute, « Yvon le zébulon », sont beaucoup plus étoffés à ce sujet. Il poste ce commentaire dans la discussion sur le forum de Rue89 présentant le travail d'un « *médiateur scolaire* » auprès des migrants roms. Le principe de l'article étant que les internautes posent directement leurs questions à la personne dont le travail est expliqué en quelques lignes au début, « Yvon le zébulon » s'adresse alors au médiateur qui vient de préciser qu'il se rendait dans les squats pour faire le lien entre les écoles et les familles :

*« De quel véhicule disposez vous pour aller « à leur secours » ?
Et avez vous pensé à regarder de près les marques et modèles des véhicules qui
appartiennent aux gens que vous allez aider de votre plein gré, presque en les suppliant
d'accepter votre modeste contribution à leur « mieux être ».
Je le répète ; Je n'ai rien contre ces gens qui selon moi sont simplement un peu plus
« débrouillards » que le commun des mortels, mais ça me ferait chier de venir apporter
mon aide - pourquoi pas financière - en débarquant de ma Twingo, en direction d'un type
qui possède une Mercedes décapotable...
...dont parfois un seul pneu monté sur jante vaut un smic.*

⁴⁶ Extraits de commentaires suivant un article de presse locale, le 21 octobre 2010, consulté en ligne le 22 octobre 2010.

⁴⁷ Il est extrêmement intéressant de souligner que cette apparente contradiction entre vivre dans un bidonville et avoir un véhicule est déjà soulignée par Abdelmalek Sayad dans les bidonvilles du Nanterre des années 60 : « *Comme si l'on était conscient de l'espèce d'incongruité, d'indécence qu'il y avait à faire « marier » dans le même espace et au même moment automobile et baraquement...* » (1995 : 62). Même si l'on contextualise la place et l'importance de l'automobile à cette époque, il semble que la comparaison peut se faire entre le simple fait d'avoir une automobile dans les années 60 et d'avoir une « BM », une Mercedes ou un fourgon « neuf places » aujourd'hui. Nous en retiendrons donc que les migrants roms ne sont pas ici novateurs et ne font pas exception.

On veut bien être gentils : mais con, c'est une autre affaire ! »⁴⁸

Ce type de discours n'est pas sans rappeler les propos tenus par Brice Hortefeux, alors ministre de l'Intérieur, au sujet des « *grosses cylindrées* » des gens du Voyage⁴⁹ qu'il mettait en perspective, dans son discours, avec les « *camps* » de ces derniers. C'est donc bien la coexistence de ces deux faits, apparemment antithétiques, qui pose problème : avoir de gros véhicules ou identifiés comme étant « de luxe » serait incompatible avec un habitat identifié comme étant précaire (ou tout du moins « marginal » voire simplement « différent »). Le soupçon de fraude, d'arnaques ou de vols pour obtenir ces véhicules est donc présent. Nombre de commentaires d'internautes pointent ce fossé entre l'image de « misère » et quelques signes de « réussite » affichée chez ces migrants. L'internaute « Eagle 1 », dans le même article participatif sur les migrants roms de Rue89, s'en insurge :

« Pourquoi devrions nous scolariser des enfants dont les parents ne participent pas à la société ? Pourquoi dans les médias on nous parlent toujours de pauvres enfants Roms qui ne rêvent que d'être scolarisé, alors que dans la vie réelle les Roms que l'on voit se baladent avec Iphone et fringues de marque, prennent les trains sans jamais payer, débarquent quelque part et se comportent d'une telle manière que les gens « normaux » doivent quitter les lieux (vu à maintes reprises dans des lieux « touristiques ») »

Cette juxtaposition entre marqueurs de luxe et mendicité heurte et choque les citoyens. Le « Rom » ne peut être que misérable et pauvre pour être toléré. Ceux qui cumulent ces attributs du Rom misérable et les marqueurs de richesse ne peuvent être que des imposteurs qui leurrent et abusent les citoyens. La question de l'obtention des biens matériels est souvent soulevée en filigrane. Je propose donc de se pencher plus en profondeur sur les représentations existantes au sujet de l'économie des migrants roms.

1.2.2. Une économie de la délinquance ? Vol, mendicité et prostitution

Les thématiques ayant trait à l'économie des migrants roms, et plus particulièrement à leurs façons de gagner de l'argent ou des biens matériels, sont légion dans les espaces de discussion sur internet. Précisément, trois registres reviennent régulièrement dans les propos des internautes : la mendicité, le vol et la prostitution. Dans leurs discours, les citoyens oscillent bien souvent entre différentes postures à l'égard de ces trois activités économiques. Effectivement, concernant la mendicité, ils manifestent tantôt de la pitié, tantôt de l'agacement voire condamnent cette pratique. Cette dernière est considérée comme une forme de délinquance ou de déviance, de même que le vol. Quant à la pratique de la prostitution, c'est l'activité qui génère les représentations les plus complexes de l'extérieur, mêlant fascination, fantasme et délinquance. Il convient de préciser dans ce cas que ces différentes postures ou représentations ne sont pas propres à la prostitution des migrants roms, mais ces

⁴⁸ Extrait de l'article participatif de Rue89, 17 août 2012, consulté en ligne le 19 août 2012.

⁴⁹ Notes de terrain exploratoire, RTL, « L'invité politique », le 29 juillet 2010.

derniers semblent d'autant plus propices aux variations de discours et au développement de l'imaginaire (donc des représentations).

Le plus souvent, la pratique de la mendicité est citée dans les espaces de discussion non pas pour elle-même, mais pour critiquer la façon dont elle est menée. Cela signifierait que la mendicité en soi est alors tolérée par les riverains. Il convient alors de s'interroger là-dessus plus avant. Pourquoi cette « tolérance » à la mendicité ? Et à quelle mendicité ? En effet, il est possible de distinguer trois formes de mendicité : passive, semi-passive et active. La mendicité passive est, dans les discours des citoyens, la forme la mieux acceptée. Il s'agit de personnes qui mendent assises ou debout, sans bouger et sans dire un mot. Cela correspond alors à l'image du mendiant « classique », habituel dans notre société, et de plus, celui qui passe devant peut ainsi choisir de voir ou d'ignorer le mendiant, ce qui rend le « spectateur de la mendicité » complètement acteur – et, par effet miroir, rend le mendiant passif, secondaire voire parfois absent, inexistant, transparent.

La mendicité que l'on pourrait qualifier de semi-passive prend forme lorsque la personne qui mendie interpelle le passant, du type « s'il vous plaît, Monsieur... ». Un peu plus directe, cette forme de mendicité est néanmoins tolérée. Celle qui l'est donc beaucoup moins, voire pas du tout, est la forme active : la personne qui mendie est debout, souvent se déplace elle aussi comme les passants, vers qui elle vient directement pour demander de l'argent. Une autre modalité de mendicité active que l'on observe dans l'agglomération consiste à « proposer » quelque chose au passant avant de lui demander de l'argent : c'est le cas des personnes qui lavent les pare-brises aux feux rouges et demandent ensuite une pièce, ou de celles qui effectuent des trajets dans les tramways en donnant aux passagers des petits papiers du type « écriteau de manche » et qui reviennent ensuite pour demander l'argent. Cette forme-là est très souvent perçue comme étant « agressive », « frontale » par ceux qui disent la « subir », parfois au quotidien⁵⁰.

Très souvent, cette pratique jugée particulière de la mendicité chez les migrants roms est appréhendée par les citoyens « ordinaires » comme relevant d'un certain mode de vie considéré comme déviant, voire comme le signe d'un refus d'intégration. La pratique du vol semble s'inscrire également dans cette représentation courante. Voici ce qu'en dit « Elda » dans un commentaire, sur le site internet du quotidien local. Elle s'indigne que personne ne parle « *du mode de vie ni de la mentalité très différente des roms (bulgares ou roumains)* ».

« Qu'en est-il du respect des biens d'autrui ? (un internaute évoque à juste titre les vols de fils à linge et du cuivre, ce qui n'est un secret pour personne...). Même pauvres, ont-ils seulement cette notion en tête ? Qu'en est-il de la mendicité agressive (avec enfants) considérée probablement par eux comme un véritable métier ? Q'en est-il des erreurs répétées des adultes concernant le bidouillage des fils électriques qui ont provoqué 3

⁵⁰ Cependant, une autre modalité de mendicité que l'on pourrait aussi qualifier d'active en ce sens ne connaît pas les mêmes représentations négatives : il s'agit de la mendicité « en musique » lorsque des personnes jouent d'un instrument (dans les marchés ou aux terrasses de café par exemple) et font la quête par la suite. Cette modalité recouperait a priori celle du « lavage de pare-brises », l'idée étant la même : exécuter un service non-sollicité et demander sa rétribution. Pourtant elle est plus rarement critiquée dans les discours ordinaires, probablement en raison de la présence de l'activité musicale des migrants roms - caractéristique vue comme intrinsèque mais positive, voire la seule acceptée. C'est l'aspect folklorique, souvent identifié comme « traditionnel » qui, par ce biais, est alors toléré. Voir à ce sujet Lièvre, 2013.

incendies dans les squatts... Ces adultes là sont-ils vraiment idiots ? Je ne le crois pas ! Les assos qui les aident/éduquent (?) n'ont donc aucune influence sur leurs comportements déviants, risqués, et parfois dangereux ? Ont-ils seulement envie de faire cet effort d'intégration et de comportement ? C'est ça et seulement ça qui fait que les gens s'en méfient et les rejettent parfois. Pas un racisme primaire.»⁵¹

À travers ce commentaire apparaissent en filigrane les tensions existantes entre la dénonciation de ce qui ne semble pas « moral » (dont cette mendicité dite agressive) et la crainte d'être taxé de « raciste ».

D'autres représentations sont récurrentes en ce qui concerne la mendicité et le vol : elles ont trait à ce que l'on pourrait appeler le profit de la pauvreté ou l'« économie de la délinquance » (la mendicité étant considérée comme telle). Sont octroyées aux migrants roms des intentions qui dépasseraient de simples actions ponctuelles ou extraordinaires. Toute action des migrants roms est nécessairement perçue de l'extérieur comme étant rationalisée par eux dans un objectif de profit, quel qu'il soit. Dès lors, toute observation, expérience ou discours entendu concernant ces personnes est analysé comme étant une caractéristique propre aux migrants roms qui n'aurait d'autre cadre et contenu qu'un certain utilitarisme. Les représentations autour de l'économie des migrants roms sont donc toujours intimement reliées à leur « identité » - les deux n'étant pas dissociables dans les discours.

Ainsi l'internaute « Yvon le zébulon » s'exprime à ce sujet en partant d'une discussion sur la « socialisation » des enfants roms : « *Apprendre à se « sociabiliser »... tout le problème est là. Les parents sont eux-même en forte opposition avec tout ce qui ressemble à un règlement de vie commune, et incitent leurs enfants à en faire autant : A partir de là, point de solution pérenne à leur situation. (ceux qui sont honnêtes savent qu'ils ne veulent pas de discipline) Le problème dans une société, c'est qu'on en a besoin à minima !* »⁵². Plus tard dans la discussion, il définit ces migrants comme étant « à la recherche d'un bon boulot et d'une vie plus libre » et ajoute : « *Sauf que nous avons tous accepté les règles communes. Pas eux !* ». Cela renvoie alors à l'idée, communément partagée, selon laquelle les migrants roms ont nécessairement des activités économiques marginales non pas en raison de leur marginalisation socio-économique qui les cantonnerait alors à ce type d'activités, mais plutôt du fait de leur « mode de vie » qui induirait cette « économie de la délinquance », ce qui est alors lié, en conséquence, au refus de s'intégrer que nombre de personnes leur attribue volontiers.

Quant à la prostitution, dans ses formes visibles et/ou relatées dans les médias⁵³, elle est le plus souvent abordée par les citoyens « ordinaires » comme par la presse en l'inscrivant dans un contexte fantasmagorique digne du film « Le Temps des Gitans » réalisé par Emir Kusturica (1988). En effet, le rôle de la presse est ici non négligeable, au vu du nombre (et du contenu) d'articles produits sur la base d'un seul fait divers, à savoir l'arrestation de personnes identifiées comme « *Roms de Bulgarie* » et « *proxénètes* » à la tête d'un « réseau » dans l'agglomération en 2005 : pas moins de cinq articles, dans le même quotidien local, sont écrits sur le même sujet, sans donner

⁵¹ Extraits de commentaires suivant un article du quotidien local, le 3 mars 2011, consulté en ligne le 2 mai 2011

⁵² Extrait de l'article participatif de Rue89, 17 août 2012, consulté en ligne le 19 août 2012.

⁵³ Cela ne concerne donc pas la prostitution masculine, méconnue des citoyens « ordinaires ». À ce sujet, se référer au chapitre 5.

d'informations nouvelles, en l'espace de deux années. En outre, cette thématique de la prostitution peut être analysée comme étant la première caractéristique mise en avant dans les médias lorsqu'ils parlent des migrants roms au cours des trois premières années de traitement médiatique local (de 2003 à 2006). Les titres de ces articles sont parlants : « *Prostitution "familiale, voire conjugale"* » (18 janvier 2006) ; « *Un réseau bulgare démantelé* » (16 mars 2005) ; « *Prostituées et mendiants arrivaient par minibus. Neuf proxénètes bulgares présentés hier, à la juridiction interrégionale spécialisée* » (18 mars 2005), etc. Si la prostitution de migrant.e.s dans l'agglomération n'est pas un phénomène nouveau, ce qui l'est plus ici, et qui, dès lors, retient l'attention, concerne le « réseau » matérialisé dans les titres par l'arrivée des prostituées en « minibus », ainsi que le nombre de « proxénètes » qui peut paraître assez important. On retombe alors sur les représentations d'identité « groupale », de « réseau » voire de « mafia » caractérisant les migrants roms.

Un autre cas de prostitution impliquant des parents, tous originaires de la même ville bulgare, soupçonnés de prostituer leurs enfants a fait la une des journaux locaux en 2010. Pendant plusieurs mois, l'émergence de cette affaire a cristallisé tous les stéréotypes négatifs accolés à ces migrants : d'une part, la thématique des réseaux mafieux et d'autre part leur amoralité. Cette dernière est d'autant plus forte qu'il s'agit de mineurs. Cette affaire a joué un rôle important dans la construction des représentations des migrants roms, et plus avant, dans la construction ambivalente du « Rom » comme à la fois « coupable » et « victime », puisqu'à la fois subissant la coupe de proxénètes ou de réseaux qui lui échapperaient, mais dont les « têtes » ne sont autres que d'autres « roms », et, pire, de la famille, un conjoint, voire ses propres parents. Dès lors, les migrants roms semblent correspondre ici à la figure archétypique du délinquant immoral – voire amoral. En effet, on a analysé d'une part la teneur des représentations sociales concernant leur « économie de la délinquance », et d'autre part celles concernant leur statut identifié lui aussi comme délinquant, pour situation irrégulière ou même seulement par l'existence de cette idée, depuis Sangatte, qu'être migrant, c'est être délinquant. Finalement, on pourrait décaler cette représentation en l'appliquant aux migrants roms, et même aller plus loin en formulant ce que pensent nombre de citoyens : si on est « Rom », c'est qu'on est délinquant – pas besoin de faits.

À travers les différents propos analysés ici, une des représentations négatives sur les squats identifiée par Florence Bouillon (2011) est clairement perceptible : il s'agit de l'immoralité des habitants. Cette critique des citoyens « ordinaires » naît de l'habitat en squat lui-même, qui enjoint des critiques en termes de « parasitisme », d'abus, de profit ou d'oisiveté⁵⁴ mais elle est par la suite sans cesse réactualisée par le voisinage, en fonction des perceptions extérieures de bribes du quotidien. Plus avant, elle se mêle aux autres caractéristiques imputées aux migrants roms et perçues elles aussi comme fondamentalement immorales, ce qui appuie d'autant plus cette catégorisation. J'ai donc montré ici sur quels thèmes s'opère in fine la disqualification morale des migrants roms : ils ne travaillent pas, ne payent pas pour se loger, volent, abusent, sont dans des

⁵⁴ La caractéristique d'oisiveté est en outre attribuée aux enfants, comme on a pu le constater dans certains propos ci-dessus, ce qui renvoie dès lors à une certaine négligence des parents, et donc encore une fois à des jugements moraux pouvant servir de justifications politiques (voir notamment à ce sujet Sarcinelli, 2012).

réseaux mafieux, sont sales et prostituent leurs enfants. Les arguments rassemblés excluent alors les migrants roms de la communauté des citoyens ordinaires, mais, par la forte disqualification morale dont ils font l'objet, semblent repoussés derrière la frontière d'une commune humanité.

1.3. La « misère » ou le Rom comme victime

Pour parfaire cette typologie des représentations des migrants roms par les citoyens « ordinaires », il convient de souligner qu'un certain nombre de citoyens partagent en partie ces représentations mais en font d'autres analyses. En effet, ils développent un discours dans lequel ces migrants occupent la figure de victime par excellence – ce qui n'est pas non plus dénué de représentations ou de stéréotypes. Parfois, la frontière entre criminalisation et victimisation de ces migrants est floue, comme le montre cet extrait d'un article de presse locale :

« Sylvie, 47 ans (« de gauche », précise t-elle !), s'indigne, comme de nombreux riverains du squat de l'avenue X à [le quartier de la ville], « des conditions de vie inacceptables dans lesquelles vivent les occupants du squat ». Et dans le même temps, « ne supporte plus les comportements irrespectueux, la saleté, la musique toute la nuit... ». « Chaque jour, je fais un effort pour ne pas faire de généralisation....et ne pas devenir raciste. » Exaspérée par les nuisances et fatiguée, elle veut déménager. Son témoignage illustre parfaitement les sentiments ambivalents des citoyens, qu'ils soient directement concernés ou pas : on oscille entre « ils vivent des choses dramatiques au plan sanitaire et social (santé, éducation, logement, expulsions, accès limité au marché du travail,...) » et « c'est insupportable de vivre à côté d'eux, on est trop différents, ils sont incapables de s'intégrer, ils sont sales et volent... »⁵⁵

Les propos de citoyens allant à l'encontre de ceux qui montrent et vantent la criminalisation des migrants roms contiennent des représentations qui vont dans le sens d'une certaine victimisation de ces derniers : de la traite, des trafics, des proxénètes, de la misère, des politiques. L'internaute « caro337 » tient un discours typique à cet égard :

*« des gens ont besoin d aide et la il n est pas question de retraite messieurs dames donc si vous passez par [un quartier de la ville comptant plusieurs squats] pour ceux qui ont un coeur genereux emmenons leur des habits et des couvertures de quoi se nourrir et du reconford
il n y a rien de tel que la peur et la souffrance pour provoquer des maux et maladies graves »⁵⁶*

Face aux tenants de la criminalisation, les débats sont alors fréquents entre internautes et cristallisent ces deux positions : les partisans de la victimisation des migrants roms sont taxés de « naïfs » par les premiers, bien souvent. Mais ceux-ci n'en démordent pas, critiquant les premiers de « racistes ». On peut comprendre de cette façon les propos de l'internaute « A déménagé » adressés à un autre qui multiplie les exemples tirés de la presse concernant les « gangs », « mafias » et autres « trafics » de

⁵⁵ Magazine papier bimensuel de l'agglomération, n°14, janvier-février 2013, p. 20.

⁵⁶ Extrait des commentaires suivant un article du quotidien local, le 21 octobre 2010, consulté le 22 octobre 2010.

« Roms » en Europe : « *Ta représentation des roms est un fantasme. C'est surtout leur misère qui te fout la trouille.* »⁵⁷. Cette question de la peur qui est ici soulignée mérite de s'y attarder : par ce qu'ils perçoivent et ce qu'ils disent des migrants roms, les citoyens « ordinaires » laissent transparaître une certaine peur pour le futur, en lien avec l'ouverture des frontières européennes comme le délitement de l'État-providence français.

À l'instar de ce que soulève ce commentaire, c'est la « misère » des migrants roms (réelle, supposée ou feinte) qui est mise en avant par tous les citoyens « ordinaires », bien que les positions de chacun diffèrent concernant la pensée et l'action qu'il convient d'avoir à ce sujet. De plus, considérer les migrants roms comme victimes en raison de cette « misère » dans laquelle ils seraient revient aussi à appeler de leurs vœux une action publique visant à les « aider ». Or c'est précisément cette aide, cet accueil ou cette prise en charge, qu'ils soient associatifs, institutionnels ou politiques, qui sont aussi largement critiqués par les citoyens dont la perception de la criminalisation des migrants roms est dominante. C'est ce que montre cette prise de parole d'un homme d'âge mûr lors d'un Conseil de quartier : « *Le problème, c'est tout le confort qu'on leur apporte ici, et ils ont des téléphones portables fournis par la Ville, donc ils se passent le mot et y en a plus qui viennent...* ». La maire adjointe de quartier dément sur le moment cette affirmation, sans être surprise car elle ajoute qu'elle est au courant de ces « *rumeurs sur le quartier selon lesquelles la Ville a fourni des téléphones, des ordinateurs, et des vélos des écoles du quartier* »⁵⁸. Le directeur de cabinet du maire d'une autre commune de l'agglomération me relate pour sa part des propos similaires, qu'il nomme « *légende urbaine* », selon laquelle « *la mairie leur donne 60 euros par jour et par Rom* »⁵⁹.

Ainsi le fait que des citoyens « ordinaires » puissent se représenter les migrants roms comme des victimes intrinsèques nécessitant donc de l'aide accentue la peur existante dans l'ensemble de la population. C'est précisément parce que la France est connue et reconnue pour sa générosité et l'organisation de son État-providence que la peur naît et grandit : ces migrants seraient venus pour en profiter, et il se trouve précisément des personnes, des associations, des institutions pour les aider, alors que la société est en « crise » (du moins économique) et qu'il y a déjà beaucoup de « pauvres » en France. Dès lors, si cette logique du compassionnel-caritatif est effective chez quelques personnes, la plupart ne veulent pas reconnaître, dans les migrants roms, une nouvelle figure du pauvre comme victime, précisément pour ces raisons. Cela explique donc l'existence d'une telle ambivalence dans les représentations des Roms comme victimes : leur misère peut être reconnue, et déplorée, mais elle doit rester éloignée, soit par peur d'une contamination, soit par peur d'une forme de spoliation des acquis sociaux et autres aides de l'État par ces migrants si différents.

⁵⁷ Extrait de l'article participatif de Rue89, *Ibid.*

⁵⁸ Notes de terrain du Conseil de quartier de X le 09 décembre 2011.

⁵⁹ Entretien du 28 juin 2011.

Conclusion de la section 1

Les représentations sociales sur les migrants roms en France associent diverses caractéristiques tantôt jugées négatives et contribuant alors à les stigmatiser, tantôt jugées « exotiques » et contribuant à enfermer les Roms dans une identité misérabiliste, de victime, appelant à la pitié et la commisération. Souvent, ces deux registres se mêlent pour construire *in fine* la figure du migrant rom comme indésirable et illégitime. Cette construction s'appuie donc, comme je l'ai montré, sur une essentialisation et une naturalisation des « différences culturelles » imputées aux migrants roms, ainsi que de la disqualification morale de ces différences.

Quels que soient les stéréotypes accolés aux Roms, ces derniers contribuent à les enfermer dans une identité racialisante, celle-ci étant comprise comme une et immuable. Cette essentialisation de l'identité « rom » n'est pas sans conséquence dans et pour la société française : elle révèle bien des aspects de la vie sociale : du vivre ensemble, des hiérarchisations sociales et de l'ethnisation des rapports sociaux. Ainsi comme le rappelle avec malice Eric Fassin lors de son intervention au colloque « Tsiganes, nomades : un malentendu européen »⁶⁰, l'arrivée des migrants roms en France a permis à la minorité arabe, musulmans de France ou jeunes issus de l'immigration, de laisser la place de « bouc-émissaire » aux nouveaux venus⁶¹. Cela fait écho avec force à la forme et au contenu du modèle construit par Georg Simmel (1979) pour décrire la condition d'étranger comme bouc-émissaire. Plus avant, Colette Pétonnet (1985) insiste quant à elle sur le rôle de bouc-émissaire qu'elle juge nécessaire à toute société et la fonction sacrificielle des étrangers notamment. Une citation d'une de ses interlocutrices, Jeanine, est pertinente à reprendre ici : « *Si on supprimait tous les étrangers, les Français se tueraient entre eux, ils se déchireraient, parce qu'il faut toujours des plus faibles pour assouvir sur eux la vengeance. Il faut avoir des Etrangers pour les insulter.* » (Pétonnet, 1985 : 324). L'analyse que l'on peut en faire révèle alors la criminalisation (potentielle) du pauvre, du « nomade », du déviant, de l'étranger, bref de l'Autre, d'autant plus lorsqu'on lui attribue des caractéristiques jugées comme « problématiques » dans la société d'accueil. Le migrant rom, qui cumule ces multiples facettes fondant son identité aux yeux des « citoyens ordinaires », deviendrait donc la figure archétypique de l'étranger problématique, comme de l'étranger indésirable dans la France de la fin des années 2000.

Il est intéressant, pour finir, de rappeler que François Laplantine (1989) identifie les représentations en anthropologie comme étant « *à la jointure de l'individuel et du social* ». Il précise également que les représentations relèvent de « *trois domaines d'investigation : le champ de la connaissance : une représentation est un savoir qui ne doute pas de lui-même ; le champ de la valeur : une représentation n'est pas seulement un savoir tenu par celui qui y adhère pour totalement vrai, mais aussi pour totalement bon : c'est une évaluation ; le champ de l'action : une représentation n'est pas réductible à ses aspects cognitifs et évaluatifs. Simultanément expressive et constructive du social, elle consiste non seulement en un moyen de connaissance, mais en un* »

⁶⁰ Colloque organisé par le Mémorial de la Shoah et l'Université Paris 8, du 6 au 9 octobre 2011.

⁶¹ La petite histoire fait part d'un texte humoristique qui aurait circulé après le discours de Grenoble dans lequel les « Arabes » remercieraient les « Roms » de les remplacer dans ce rôle.

instrument d'action. » (Laplantine, 1989 : 298). Cette idée selon laquelle les représentations sont génératrices de comportements mérite d'être approfondie. En effet, on ne peut se limiter aux discours sur ces migrants, dans la perspective adoptée de construction sociale de la réalité (Hacking, 2001). Que fabriquent concrètement ces représentations ? Cela me conduit alors à interroger plus précisément les façons dont les acteurs de l'aide sociale agissent concrètement, dans le cadre de leurs activités, *avec* ces migrants roms. Comme je vais le montrer, c'est notamment par ce biais que ces derniers sont alors définis comme public problématique.

2. L'aide sociale face aux migrants roms : quelle production de l'hospitalité publique ?

Les propos qui suivent sont ceux d'un responsable d'une antenne des Restos du cœur au sujet de l'accueil des migrants roms dans cette structure :

*« Maintenant, on les prend quasi-systématiquement. On a reçu une consigne de [le siège régional] depuis le national pour donner le maximum, c'est-à-dire qu'ils rentrent dans la case "majoré". Mais on s'est rendus compte que les Roms ne voulaient afficher aucune ressource. Donc maintenant, ils ont fait une réunion au siège, et on a dit qu'on leur fera une dotation en "simple", soit le minimum, pour ceux qui ne justifient pas de ressource. Et ceux qui ne montrent pas de volonté d'intégration dans la société française, avec absence de certificat de scolarité, absence d'AME, ils restent en simple. Ceux qui montrent leur travail, les ressources, ils passent en majoré ou en médium. On fonctionne au feeling, c'est très subjectif. Mais ça, c'est que pour eux. Avec les autres, on n'a pas ces problèmes. Eux, ils essaient tout le temps de louvoyer, il faut être très vigilant. »*⁶²

Ces paroles sont assez représentatives du tableau des interactions entre acteurs de l'aide sociale et migrants roms localement. Plusieurs points peuvent être soulignés d'emblée. Il apparaît qu'il y a des directives nationales (cette association l'étant) spécifiques à ce public, mais dont l'application se discute et est remodelée au niveau local⁶³. On a un aperçu de ce que cet acteur comprend comme « *volonté d'intégration* » - et qui s'apparente plutôt à des documents permettant un contrôle social. En outre, il est clairement affirmé qu'il n'y a finalement pas de règles précises appliquées pour accueillir ce public, étant donné que ce dernier est considéré comme problématique. Je montrerai alors qu'un gouvernement par l'émotion et la morale est petit à petit institué vis-à-vis de ces migrants *à cause* de leurs caractéristiques mêmes, ce qui apparaît clairement à travers l'utilisation de termes comme le « *fonctionnement au feeling* » ou des contrôles « *intuitifs* ».

Comment et pourquoi les acteurs de l'aide sociale mettent en œuvre ce type de pratiques professionnelles en direction de ce public ? Si l'on sait que le jugement (émotionnel et moralisateur notamment) des « agents », conjugué à l'absence de directives claires, peut largement définir les « relations de guichet » (Lipsky, 1980), la question est de comprendre le processus et les logiques sous-jacentes de ces dernières,

⁶² Entretien, 2 décembre 2011.

⁶³ Le « siège » étant la centralisation des antennes de la région.

en se plaçant du côté de ces professionnels⁶⁴ de l'aide sociale. Je suis allée en rencontrer une trentaine au cours de l'année 2011 pour tenter de comprendre globalement leur appréhension de ce nouveau public et l'accueil qui lui était fait au sein des structures locales de l'aide sociale. J'ai recueilli leurs discours et effectué des observations d'interactions entre ces professionnels et des migrants en question.

Dans cette section 1, il s'agit donc d'analyser l'accueil des migrants roms dans le secteur de l'aide sociale « classique », associative et institutionnelle. C'est en effet le premier espace de rencontre entre ces migrants et des acteurs de la société française. A quoi correspond ce secteur ? Pourquoi le définir ainsi ? Comment les migrants roms sont-ils perçus en tant que nouveau public dans ces structures ? Comment sont-ils pris en charge ? Quelles sont les relations mises en place avec eux ? Je vais montrer ici que cette prise en charge dans ces structures est complexe, voire peu ou pas effective. Elle révèle alors ce qui s'apparente au « problème rom » tel qu'il est construit en actes par ces interactions dans les pratiques quotidiennes au sein de ces structures. Comment comprendre ce constat d'échec largement partagé ? Qu'en font les acteurs professionnels concernés ? Je mettrai à jour les différentes façons d'y faire face et leurs justifications. Tous partent de la reconnaissance d'une spécificité de ce public pour prendre globalement deux voies différentes : d'une part, la mise en place d'un accueil spécifique visant in fine la transformation des Roms en citoyens ; d'autre part, un certain rejet de ce public, donc leur exclusion.

2.1. Les structures de l'aide sociale : un même objectif d'hospitalité

Lorsqu'ils arrivent dans l'agglomération française, les premiers « Français » que les migrants roms rencontrent sont les acteurs de l'aide sociale de droit commun. Répondant à des besoins de première nécessité ou à des impératifs administratifs pour leur séjour sur le territoire, ces structures vers lesquelles s'orientent d'emblée ces migrants sont diverses. Je suggère d'en proposer ici une typologie, au sens où l'entend notamment Alain Tarrius (2001a), à savoir une « *commodité méthodologique pour rendre compte à un certain moment du parcours de recherche, de convergences de sens, de proximités de formes, à même d'articuler les nombreuses et microscopiques observations empiriques en unités de comportements collectifs comparables* ». Ce faisant, il s'agit donc de définir ce contexte local de prise en charge « première » des migrants roms, en mettant en exergue les différences et similitudes des caractéristiques de ces structures, au niveau de leurs profils et de leurs positionnements. Je monterai ainsi l'importance des points communs pour ces structures, ce qui permettra de comprendre les implications existantes dans les relations de ces acteurs aux migrants roms.

Les structures dont il est question sont celles qui sont pourvoyeuses d'une aide directe et dans le droit commun. Dès lors, le regard se porte uniquement ici sur les

⁶⁴ Comme je le préciserai, ce terme est à entendre dans cette partie au sens large, identifiant à la fois les acteurs institutionnels et associatifs.

professionnels rencontrant des migrants roms en dehors du cadre de la politique locale qui sera analysée ultérieurement⁶⁵. Certaines relèvent du domaine associatif, quand d'autres sont institutionnelles. Si le rapprochement pour l'analyse peut sembler hasardeux au premier abord, je l'assume entièrement pour deux raisons qui se rejoignent. D'une part, aux yeux des migrants roms, les différences entre association et institution ne sont pas nécessairement saisies, toutes ces structures qu'ils sollicitent étant identifiées sous un seul terme largement utilisé par tous les migrants : le « *sotsial* » (social)⁶⁶. D'autre part, les acteurs de ces structures se retrouvent tous autour de la même « *éthique du care* » (Laugier et Paperman, 2006) en donnant (plus ou moins) de leur temps aux « autres ». C'est ainsi qu'on peut comprendre que spontanément, les migrants regroupent sous un même terme et une même perception ces différentes structures. Quelles sont précisément ces structures et quelles sont leurs missions ? Sans procéder à une explication détaillée de chaque structure, ce qui n'est pas l'objet ici, il convient de questionner les facteurs que sont les domaines d'intervention, les fonctions et les positions idéologiques, confessionnelles et politiques de chacune, ainsi que leur structuration globale. Il s'agit donc ici de dessiner une cartographie des structures locales qui interviennent auprès de migrants roms⁶⁷.

Ces associations font donc toutes parties du domaine de l'aide sociale, ce qui comprend un large panel d'interventions : la fonction de permanence d'accueil et de solidarité est la plus largement partagée par les acteurs rencontrés. Selon leurs missions, elles se concentrent alors plus particulièrement sur la distribution de nourriture, de vêtements, l'écoute, l'orientation, l'accompagnement administratif et/ou juridique, l'offre d'un espace sanitaire (machines à laver et douches), la scolarisation des enfants, la vaccination ou l'alphabétisation. La plupart ne sont pas spécifiquement destinées aux étrangers. Certaines sont d'orientation confessionnelle catholique, d'autres protestante, quand d'autres encore sont laïques. En grande majorité, elles sont en partie financées par les municipalités de la communauté urbaine dans lesquelles elles sont implantées, étant des associations reconnues d'utilité publique. Si nombre d'entre elles sont à l'origine indépendantes, existant en dehors de la sphère politique, certaines œuvrent en concertation ou en partenariat avec les acteurs étatiques locaux. C'est à la fois le cas des associations nationales qui ont des « antennes » ou des ramifications locales et des associations qui sont des produits locaux, résultant directement de l'histoire locale (situations rencontrées, alliances d'acteurs, besoins spécifiques...), et parfois de volontés institutionnelles. À travers ces liens existants, les associations peuvent alors combler les lacunes de l'État en matière d'aide sociale. Toutes ces associations, aux missions diverses et variées, se retrouvent néanmoins autour de plusieurs caractéristiques : ce sont des associations à but non-lucratif, d'utilité publique, s'inscrivant de manière générale dans la lutte contre la pauvreté et l'exclusion.

Il en est de même pour les acteurs des structures institutionnelles rencontrés : certains travaillent dans des MDSI (Maison Départementale de la Solidarité et de

⁶⁵ Je reviendrai plus précisément dans le chapitre 2 sur les rôles et les places spécifiques occupées par deux associations (VALCO et MDM) ainsi que sur une autre association, le CSAP, occupant également une position particulière dans l'arène rom locale.

⁶⁶ Ce terme, ainsi que son utilisation qui en est faite par les migrants dans la société française, sera explicité plus avant dans la deuxième partie de la thèse, au regard notamment de leur expérience bulgare dans ce domaine.

⁶⁷ Pour plus de précisions sur chacune des associations citées, se référer au glossaire des associations locales, Annexe 2.

l'Insertion), qui sont régies par le Conseil Général, institution incontournable dans le domaine de l'accompagnement social. Une assistante sociale me rappelle les principales missions des MDSI, en précisant pour commencer qu'il s'agit d'une « *antenne territorialisée de la DGAS*⁶⁸ ». Les différentes missions d'une MDSI recouvrent selon elle l'« *accueil et information pour tout public avec orientation vers l'extérieur ou en interne pour différents services, l'aide à l'accès aux droits, mission de prévention de la maltraitance à l'enfant et lutte contre l'exclusion* »⁶⁹. Ces missions me sont précisées lors d'un entretien informel avec une travailleuse sociale, cadre spécialisée dans « *l'insertion des publics spécifiques (gens du Voyage, SDF, migrants, jeunes...)* » à la DATDS : « *mission d'accueil, d'information et d'orientation* »⁷⁰. D'autres acteurs rencontrés œuvrent dans des CCAS (Centre Communal d'Action Sociale), qui relèvent de la Ville, et rencontrent des migrants roms principalement pour la domiciliation administrative. Cette dernière leur est nécessaire afin d'ouvrir plusieurs droits, comme la scolarisation ou l'AME. Une autre structure qui a fait l'objet d'enquêtes est un dispositif sanitaire local spécifiquement dédié aux précaires et démunis : une PASS (Permanence d'Accès aux Soins de Santé). Les PASS sont définies comme « *des dispositifs médico-sociaux hospitaliers qui permettent l'accès à des soins de qualité aux personnes en situation de vulnérabilité. Véritables cellules d'appui de la prise en charge de la précarité, les PASS sont la pierre angulaire de la loi relative à la prévention et la lutte contre les exclusions qui les a fondées (loi du 20/07/1998).* »⁷¹. Il s'agit donc, de façon générale, de dispositifs de droit commun destinés globalement aux personnes identifiées comme précaires.

Tous ces acteurs de l'aide sociale perçoivent leurs actions comme étant sous-tendues par une logique de justice sociale, visant une société égalitaire dans l'accès aux droits. Cela se traduit par des termes différents pour qualifier leurs objectifs : dignité, solidarité, engagement social, service aux plus pauvres ou aux plus démunis, accueil, lutte contre l'exclusion. Je propose alors d'élargir l'utilisation d'une des caractéristiques utilisée par Manuel Boucher et Mohamed Belqasmi (2008) pour définir le travail social institutionnel en France aux acteurs associatifs de l'aide sociale : il s'agit des « *valeurs démocratiques et républicaines* » identifiées par une « *croyance en des actions de solidarité et de justice sociale facteurs de changement social* » (Boucher et Belqasmi, 2008 : 289). En d'autres termes, c'est l'hospitalité qu'incarnent de fait ces diverses structures. Anne Gotman (2004) explique cette logique d'hospitalité par les liens existants entre migration et pauvreté, certains individus étant identifiés en tant que « *migrants parce que pauvres* » et « *pauvres donc migrants* » : « *Les deux termes jusqu'à un certain point synonymes ont ainsi produit la figure métissée de l' "étranger de l'intérieur", également dans le besoin et justifiable lui aussi du régime de l'hospitalité.* » (Gotman, 2004 : 2). Cette analyse est particulièrement explicite et fondée dans le cas des migrants roms.

La posture qui prévaut chez la grande majorité de ces acteurs de l'aide sociale est donc une posture universaliste, mais qui est très souvent assortie de bémols, de

⁶⁸ La DGAS est l'une des directions sectorielles de services du Conseil Général, et comprend entre autres, en son sein, la DATDS.

⁶⁹ Entretien, 8 juin 2011.

⁷⁰ Entretien, 25 janvier 2012.

⁷¹ Extrait du *Journal d'information interne du CHU de [la Ville]*, octobre 2011, n° 62, p. 5.

nuances ou d'ajustements, en raison même d'une certaine prise en compte des spécificités des publics, comme je vais le montrer ici dans le cas des migrants roms. Dans ce contexte, les migrants roms sont alors à la fois appréhendés comme un public « comme les autres », qu'il faut accueillir, tout en reconnaissant leurs spécificités dans l'objectif de favoriser, d'améliorer leur accueil. Les propos d'un infirmier de la PASS traduisent bien cette posture complexe voire ambivalente :

« Le fait de choisir de travailler à la PASS, c'est...accueillir tout le monde de la même façon, c'est peut-être remplir une mission de service public qu'on remplit plus aux urgences ou ailleurs...parce qu'on a plus le temps, parce que... (...) Travailler à la PASS, c'est déjà avoir envie de rencontrer l'autre. C'est une approche globale de la personne. (...) On a affaire à une population qui parle pas forcément notre langue, qui attend pas forcément sagement sa feuille chacun son tour, c'est des gens qui...sont certainement anxieux aussi, qui ont besoin d'être pris en compte. Oui, c'est pas facile, hein ! Je crois que c'est peut-être ce qui est le plus difficile. »⁷²

De la même façon, on retrouve cette posture au sein du service du CG qui coordonne les MDSI. Pour la cadre de la DATDS, les MDSI s'inscrivent dans un « *accueil qu'on appelle inconditionnel, avec une réorientation si une problématique ne relève pas de la MDSI* ». Elle précise que le « *principe posé par la direction* » peut se résumer ainsi : « *quiconque est traité de la même manière* », en ajoutant qu'il s'agit d'une « *équité de traitement avec prise en compte des spécificités* »⁷³. Son discours est d'ailleurs très clair en ce sens : la reconnaissance de spécificités n'a lieu que dans l'objectif de viser l'équité.

Concernant toutes ces structures, cette égalité de traitement se traduit concrètement par différents fonctionnements visant à cerner les situations (sociales et économiques principalement) des potentiels bénéficiaires et à agir en fonction. Cela peut se « mesurer » avec le quotient familial dans certaines, avec le type de couverture maladie pour d'autres, ou encore des déclarations de ressources ou l'orientation par un travailleur social. C'est donc bien l'égalité de traitement qui motive les actions de ces professionnels de l'aide sociale. Toutefois, cette logique d'hospitalité et d'accueil en termes égalitaires connaît nécessairement des limites pratiques, émanant des interactions. On imagine notamment que la prise en compte des spécificités des migrants peut amener à une lecture in situ qui soit différentialiste. Sur quoi s'appuie concrètement cette approche ? Comment coexistent les deux approches, universaliste et différentialiste, dans le domaine du travail social ? C'est ce que je vais analyser dans la suite de cette section, en partant des discours des acteurs eux-mêmes sur leur accueil des migrants roms.

Auparavant, il convient de préciser un dernier aspect concernant le profil de ces structures, pouvant éclairer ce questionnement. Il s'agit des liens effectifs, entre différents domaines et différentes échelles, qui déterminent des postures de ces structures. En effet, ces dernières sont à appréhender non comme des entités isolées,

⁷² Entretien, 7 juin 2011.

⁷³ Entretien, 25 janvier 2012.

mais bien comme faisant partie d'un système plus large, qu'il faut donc comprendre aussi. C'est notamment le cas lorsqu'un acteur associatif de l'aide alimentaire explique :

*« L'accès aux tickets est déterminé par l'attitude. On essaie d'être humains mais fermes, avec des règles. »*⁷⁴

Au-delà de la place importante des valeurs morales dans l'accès à l'aide alimentaire, qui semble alors se mériter, la notion de « ferme humanité » est significative car elle est ici employée par un bénévole proche des services sociaux de la mairie de la Ville, qui deviendra quelques mois plus tard employé par la mairie sur un nouveau poste de « médiateur de rue » auprès des personnes en errance. Or comme on va le voir, la « ferme humanité » devient également le credo de nombreux acteurs de la Ville concernant les migrants roms. En cela, on peut d'ores et déjà remarquer que, de par leur proximité avec certains élus et acteurs institutionnels, des associations qui sont écoutées par des acteurs étatiques locaux se font en retour les porte-paroles de ces derniers au sein de l'arène locale. En tout cas, ces associations d'aide sociale ne se positionnent pas à contre-courant de la politique locale ; elles semblent même, au contraire, la justifier tout en la portant. Cela peut être analysé, pour la majorité de ces associations, en lien avec les moyens matériels permettant à ces associations de fonctionner, à savoir des subventions municipales, régionales ou étatiques. Il est donc clair que plus les associations dépendent financièrement et « politiquement » (concernant leur capital relationnel local) des acteurs étatiques locaux, plus leur positionnement critique vis-à-vis des politiques locales s'amoindrit.

Par ailleurs, les associations ayant un siège national ont une politique qui dépend, elle, de cette échelle. Si, dans les faits, on peut observer des allers retours entre les niveaux local et national, permettant de faire remonter les situations « de terrain » comme lorsqu'un responsable d'une antenne des Restos du Cœur me dit « *Paris a pris en compte nos problèmes et nos revendications* »⁷⁵, c'est bien souvent le national qui dicte les règles. Le discours d'une ancienne travailleuse sociale de la MOUS « Squats Roms » est, à cet égard, édifiant. Elle raconte son expérience lorsqu'elle accompagnait des migrants roms dans des associations d'aide sociale. Selon elle, les blocages des associations concernant l'accueil des migrants roms peuvent être compris en les mettant en perspective avec la politique associative à l'échelle nationale. Elle en parle avec une certaine animation qui traduit sa colère :

TS (travailleuse sociale) : « *Quand tu vois les coulisses de la MOUS tu vois aussi comment ça fonctionne aussi au niveau politique et au niveau des directions des associations indépendantes et je veux dire euh...c'est chaotique quoi. (...) Ça a été assez compliqué parce que euh...j'étais face à des murs même au niveau de l'aide alimentaire ou de tout ce que tu veux j'étais face à des murs et que finalement c'était plus du tout ce qui pouvait être de l'ordre de l'interpersonnel avec les personnes (...) Il y avait des murs qui étaient de l'ordre de l'incompréhensible que je ne pouvais pas comprendre.*

ACM (Alexandra Clavé-Mercier) : Ça se définissait comment ces murs ? Enfin concrètement ça donnait quoi ?

⁷⁴ Entretien, 13 octobre 2011.

⁷⁵ Entretien, 2 décembre 2011.

TS : *Bhé...concrètement t'as des assos qui font de l'aide alimentaire où les principes et les valeurs de l'asso c'est d'aider toute personne qui est en difficulté quel que soit son statut, ses origines, ses trucs machins. Et dans la réalité, moi je me voyais avec des refus répétés des associations qui refusaient de me recevoir et d'aider les familles. Et là si tu veux on est vraiment dans...euh...y a une opposition qui est claire, qui est nette, et qui pour moi au début était incompréhensible. Et que bon, après, en fouillant, tu t'aperçois que euh....non, parce que les directions des associations de ce type-là, elle sont quand même intégrées, en coulisse des coulisses hein, c'est pas en coulisse juste, c'est en coulisse des coulisses, elles sont intégrées à une dynamique avec une autorisation ou pas hé bé... là...euh...*

ACM : Dans le cas des Roms ?

TS : *Avec une interdiction d'aider ce public-là, quoi. Qui venait d'en haut.* »⁷⁶

Ces propos montrent donc que les sièges nationaux de ces mêmes associations donneraient des directives aux antennes locales concernant les conditions et les modalités de l'accueil de ces migrants. Il y a alors de fait une certaine traduction et réappropriation de la règle d'hospitalité et d'équité de traitement, entre différents acteurs et différentes échelles. Si les propos cités ci-dessus ne le sont qu'à titre d'exemple, il convient alors d'analyser comment cela se traduit globalement dans toutes ces structures.

Qu'est-ce que cela révèle de la production de l'hospitalité publique en France vis-à-vis de ces nouveaux migrants ? La notion d'hospitalité est mobilisée ici en référence à Anne Gotman (2004 : 3) « *comme un ensemble de pratiques plus ou moins codifiées destinées à encadrer l'arrivée et le séjour de l'étranger, régler ainsi les frontières de l'intégration* ». Soulignant que ces pratiques sont « *à la fois politiques, juridiques et sociales* », l'entrée par ces structures de l'aide sociale me paraît pertinente pour répondre à ce questionnement. Celles-ci sont en effet marquées par une homogénéité, à la fois dans la perception des migrants roms (le « *sotsial* ») traduisant l'unicité des acteurs du care et dans l'objectif d'hospitalité. Il s'agit donc d'analyser dans quelle mesure les interactions entre ces acteurs et les migrants roms traduisent le cadre national d'accueil de ces migrants.

2.2. Quelles perceptions du public rom ?

2.2.1. Appréhensions de l'arrivée d'un nouveau public

La rencontre et les angoisses qu'elle révèle

Chaque acteur de l'aide sociale date différemment les premières arrivées de ce nouveau public, ces différences pouvant se retrouver également au sein d'une même association. La date la plus lointaine qui m'est donnée en entretien remonte au début des années 2000 : « *Le début de l'arrivée des Bulgares, c'était il y a dix ans, tous de Peshtera. Je suis convaincu que c'est lié aux travaux du tram.* »⁷⁷. Si cette explication de l'arrivée de ce nouveau public reste bancale (on y reviendra dans la deuxième partie),

⁷⁶ Entretien, 3 février 2012.

⁷⁷ Entretien avec un responsable de la Cantine Solidaire, 12 octobre 2011.

cela correspond, dans les faits, aux premières installations de squats de migrants roms bulgares dans l'agglomération.

De nombreux acteurs situent plutôt la visibilité de ces nouvelles arrivées dans leurs structures vers 2007-2008. C'est le cas notamment d'une responsable de FemmeSolidaires : « *Le tout début de l'arrivée des Bulgares, c'était en 2007/2008, c'était la première vague.* »⁷⁸ ; d'une bénévole à l'ASTI (Association de Soutien aux Travailleurs Immigrés) : « *Je travaille ici depuis 2007 et j'ai toujours vu des Bulgares et des Roumains.* »⁷⁹ ; d'une travailleuse sociale de la Maison du Partage : « *À une époque, il y avait beaucoup de Roms, c'était il y a cinq ans.* »⁸⁰ ; d'une responsable du PAROE (Pôle d'Aide, de Ressources, d'Orientation et d'Ecoute) : « *On a des familles qui viennent depuis 2008, elles étaient dans des squats.* »⁸¹. Cette période, la plus souvent citée pour marquer l'arrivée des migrants roms, correspond à la date d'adhésion de la Roumanie et de la Bulgarie à l'Union européenne. Si l'on sait a contrario que certains de ces migrants sont venus dans l'agglomération bien avant cette date, on peut alors légitimement se demander pourquoi celle-ci est identifiée par tant d'acteurs associatifs comme étant « le début ». Deux hypothèses peuvent être évoquées : soit les migrants n'auraient pas eu accès aux associations d'aide sociale dès leurs arrivées, en raison d'une méconnaissance de leur existence ; soit les acteurs de l'aide sociale auraient incorporé le discours politico-médiatique de l'arrivée des migrants roms comme résultante de l'ouverture des frontières intra-européennes. Ce dernier point est intéressant à questionner.

En effet, à travers ces dates transparaît une certaine angoisse des acteurs de l'aide sociale (et qui se retrouve plus généralement dans la société) correspondant aux conséquences nécessairement subies à l'Ouest de l'entrée de nouveaux pays dans l'Union européenne à l'Est. Il s'agit donc d'angoisses liées au politique, ainsi qu'au domaine économique. Après le plombier polonais, ce sont les Roms qui semblent occuper de fait cette place de migrant pauvre se jouant de l'ouverture des frontières, attisant par là, à l'Ouest, la peur de la perte de ses privilèges. Les Roms sont donc ici appréhendés en tant que symboles ou symptômes des enjeux politiques et économiques perçus par la population comme des éléments sur lesquels ils ne peuvent pas agir. Dans ce contexte, les acteurs de l'aide sociale se positionnent alors comme subissant l'arrivée de ce nouveau public, ce qui n'est pas sans conséquence dans les interactions, comme je le montrerai. Cette analyse rejoint également le fait que certains acteurs précisent qu'ils ont observé une affluence particulière de ce public l'année de la mise en place de la politique locale d'accueil de ces migrants. C'est ce que souligne notamment une responsable du PAROE : « *C'est à partir de 2010 qu'il y a une population plus accrue au niveau des Bulgares.* »⁸². Cette fois, c'est la politique locale qui est mobilisée comme réceptacle des angoisses ressenties par les acteurs. Cela fait écho à une peur récurrente dans ce secteur de l'aide sociale, qui est celle de l'« appel d'air ». L'idée largement

⁷⁸ Entretien, 6 février 2011.

⁷⁹ Entretien, 2 février 2011.

⁸⁰ Entretien, 25 mai 2011.

⁸¹ Entretien, 28 novembre 2011.

⁸² *Ibid.*

partagée est qu'en accueillant des migrants roms, ces derniers arriveraient alors « *tous* », « *en masse* », dans les structures.

La question que se posent parfois les acteurs professionnels sur les raisons de cette arrivée des migrants roms peut également accentuer ces peurs et appuyer en creux cette idée de l'appel d'air. En effet, la compréhension des migrations des Roms bulgares s'effectue notamment par la difficulté de leurs vies « là-bas » et par la discrimination qu'ils subissent. D'où les pensées formulées par ce responsable d'antenne des Restos du Cœur : « *Même s'ils ont une vie difficile, ils nous disent toujours : "c'est quand même mieux ici que chez nous". Ils arrivent à s'en sortir, avec la nourriture et les vêtements. Ils sont plus à l'aise ici que chez eux, y a moins de tension.* »⁸³. Cela peut prendre une forme extrême dans les imaginaires de certains, comme un responsable du Mobilocafé⁸⁴ : « *Quelles conditions de vie ils doivent avoir au pays pour vivre comme ils vivent ici ? Comme des animaux...* »⁸⁵. Ces propos qui rationalisent l'arrivée de ces migrants la justifient en même temps ; ce faisant, ils réactivent les angoisses des acteurs de l'aide sociale quant à leur impossibilité d'agir dessus et au nombre potentiel de ces migrants à venir.

La « vague rom » : l'afflux comme première caractéristique

Le nombre, voire l'afflux important de ces migrants est la première caractéristique mise en avant par ces professionnels. Je propose de partir d'un cas de figure précis, concernant une MDSI, pour en rendre compte.

Chantal, assistante sociale dans une MDSI de la Ville, raconte : « *en 2005-2006, on a vu arriver des gens avec lesquels on pouvait pas parler. C'était merdique, les entretiens ! Le seul mot qu'ils savaient c'était "chèque"* »⁸⁶. Ce à quoi elle dit avoir pu répondre, « *mais systématiquement en dérogatoire pour que ces populations sans papier émergent* » sur les fichiers, dans l'objectif de les visibiliser afin qu'elles soient prises en compte, m'explique-t-elle (j'y reviendrai). La cadre de la DATDS me raconte « *l'afflux* » rencontré dans la MDSI du quartier de X⁸⁷ lors de l'été 2011 ; selon elle, cela a commencé par « *une famille [qui] est venue faire une demande d'aide financière accompagnée par une traductrice du squat* ». Elle parle alors de « *dépannage* », voulant signifier le caractère exceptionnel et ponctuel de cette aide financière. En outre, le fait de souligner qu'il ne s'agissait pas d'une interprète officielle montre également le caractère inhabituel de cette sollicitation à l'époque. Dans la suite de cette « *histoire* », et c'est là le nœud de l'affaire, la famille a obtenu l'aide sollicitée. Ultérieurement, dans un court laps de temps, d'autres personnes identifiées comme migrants roms sont venues la demander à leur tour. L'assistante sociale responsable de cette MDSI m'a alors explicité son point de vue sur cette situation quelques mois après, de façon informelle, en présence de certains de ses collègues qui approuvaient ses dires. Selon elle, c'est après cet événement (considérant comme tel le fait d'avoir aidé financièrement la première famille) qu'il y a eu un véritable « *afflux* » de familles

⁸³ Entretien, 12 octobre 2011.

⁸⁴ Cf. glossaire des associations, Annexe 2.

⁸⁵ Entretien, 13 octobre 2011.

⁸⁶ Entretien, 5 septembre 2011.

⁸⁷ Cette MDSI est implantée dans le quartier du squat de X, dont j'ai déjà parlé, qui est le plus important de la Ville.

venant « *réclamer leur chèque* » (elle prononce ce dernier mot de la même façon que les migrants, avec le son « tch »), « *débarquant* » dans ce but « *en minibus devant notre porte* »⁸⁸. Il est intéressant de souligner qu'à partir de cette perception de l'arrivée de ce public dans l'institution, les acteurs de celle-ci en déduisent unanimement et spontanément que ces migrants arrivaient alors directement de Bulgarie avec pour seul objectif d'obtenir cet argent. Il s'agissait en effet pour elle et ses collègues d'une relation de cause à effet évidente, qui est tout à fait intéressante à questionner. Ce fait révèle les caractéristiques de la peur de l'invasion et de l'hyper-utilitarisme que je montrerai plus loin. Les assistantes sociales présentes à cette période semblent avoir assez mal vécu cet « *afflux* » auquel elles ne pouvaient pas répondre favorablement (en raison du nombre), contrairement à la première famille. Elles en parlent avec des trémolos dans la voix, parfois comme quelque chose d'impensable auparavant, et dans tous les cas comme « *insupportable* » car « *impossible d'y faire face* »⁸⁹. Ce cas de figure montre des travailleurs sociaux qui se sont retrouvés dépassés par les conséquences de leurs actes, précisément en raison de cet « *afflux* » de migrants spécifiques : c'est la « *vague rom* ». Comment le comprendre ?

Une des premières caractéristiques du public « rom » soulignées par les acteurs de l'aide sociale est leur nombre jugé important. Ainsi, quand il me parle du nombre de ces migrants accueillis dans l'antenne de son association, un responsable des Restos du Cœur précise : « *Sur les inscriptions depuis novembre 2011, on a environ 180 Roms, soit pas loin de la moitié de Roms bulgares et roumains* ». À la Cantine Solidaire, un responsable me donne plusieurs chiffres concernant le nombre de « *Bulgares* » accueillis dans leur association à la journée : celle de la veille avait vu « *59 familles reçues, dont 37 Bulgares, avec deux enfants en moyenne* » et le comptage de la matinée lors de laquelle j'étais présente rendait compte de « *30 Bulgares environ sur 43 personnes* »⁹⁰. Il ajoute : « *il y a une montée en puissance des Bulgares depuis un an et demi. Il y a deux ans, ils étaient à 37% mais aujourd'hui, ils sont largement à 50%, et c'est pas rare d'avoir deux tiers de Bulgares par jour.* » Dans la progression du discours, comme dans les autres, l'idée qui transparaît est donc que ces migrants seraient de plus en plus nombreux dans un laps de temps assez court, ce qui fait écho à la crainte largement répandue de la « *vague rom* » qui n'en finirait plus et que les Roms « *grignoteraient* » petit à petit toutes les places dans les associations d'aide sociale. Cette rhétorique de l'invasion est reprise implicitement par deux bénévoles de cette association d'aide alimentaire locale qui me disent séparément : « *Depuis la rentrée, il y a un afflux important.* » et « *Il y a quand même beaucoup de Roms, hein...* ».

Cette caractéristique de l'invasion des migrants roms prenant trop de place dans ce secteur se retrouve chez beaucoup d'acteurs de l'aide sociale, qui l'expriment différemment. Ainsi lorsque je lui demande combien de « *Bulgares* » (pour reprendre ses termes) sont accueillis dans son association, la responsable d'une antenne des Restos du Cœur précise les chiffres sur la dernière période de comptage : « *420 familles* ».

⁸⁸ Notes de terrain, 16 mars 2012.

⁸⁹ *Ibid.*

⁹⁰ Entretien, 12 octobre 2011.

inscrites dont 163 familles françaises »⁹¹. Elle poursuit : « *Les Français râlent car ils nous disent : vous servez que les Bulgares !* ». Il est intéressant de remarquer qu'à la question du nombre de ce nouveau public accueilli dans l'association, la responsable donne une réponse inversée, correspondant au nombre de personnes accueillies qui n'en font pas partie : « *les Français* ». En les mettant ainsi en avant, tout en précisant que ces derniers se plaignent de l'invasion de « *Bulgares* » comme bénéficiaires de l'association, elle nous donne à voir les traits d'un racisme latent, qui se construit notamment sur cette rhétorique de l'invasion, celle-ci supposant un certain abandon des bénéficiaires identifiés comme légitimes, « *les Français* ».

Sans réfuter l'afflux important de ces migrants dans les associations d'aide sociale, cette question du nombre est parfois à relativiser, comme le démontre une observation effectuée au Secours Populaire. Lors de notre entretien, un responsable affirme : « *Sans stigmatiser ce public, ils sont surreprésentés par rapport aux autres.* »⁹². A l'inverse, les chiffres qu'il me donne montrent que pour l'année 2010, les « *Bulgares* » représentent 13,4 % des ménages reçus par l'association. Il s'agit donc ici clairement d'une *impression* de grand nombre plutôt que d'une réalité concrète. Néanmoins, il ne faut pas pour autant minimiser la portée de ce discours qui montre de façon très parlante l'expérience des Roms que fait cet acteur au sein de sa structure. Cette expérience, largement partagée, peut se résumer de la façon suivante : ces nouveaux migrants semblent prendre trop de place (nombre, attitudes) au regard de ce qu'il est possible d'offrir et/ou d'accepter, pour les acteurs de l'aide sociale.

Ces derniers se sentent dépassés par l'arrivée de ce nouveau public qui, d'une part matérialise leurs angoisses politiques et économiques dans le contexte de l'élargissement de l'Union européenne, et d'autre part se font le réceptacle des enjeux sociaux et économiques nationaux et des peurs de la déchéance vers cette figure du pauvre extrême. En outre, le fait que ces migrants ne sont pas isolés mais arrivent en nombre, dont les professionnels ont l'impression d'une progression sans fin, participe aussi largement de cette perception première. Les migrants roms imposent à ces acteurs leur présence inévitable et frontale, et une certaine puissance qui se dégage de leur nombre, d'où le terme de « vague » utilisé.

C'est ainsi que commence à se construire l'illégitimité qui caractérise les migrants roms en tant que bénéficiaires d'une aide sociale. D'autres caractéristiques participent également de cette construction, et plus largement, de la forte différenciation de ce public au sein de ces structures.

2.2.2. Une catégorisation fondée sur la fabrique de la suspicion

Je propose de souligner ici les caractéristiques qui fondent la catégorisation du public rom, soit ce qui s'apparente à une typologie de ce public par les professionnels de l'aide sociale. Il s'agit d'analyser l'utilisation de ces caractéristiques dans la

⁹¹ Entretien, 12 octobre 2011.

⁹² Entretien, 11 mai 2011.

perception qu'ont ces acteurs, pour montrer *in fine* quelles sont les conditions anthropologiques qui fabriquent la suspicion à l'égard des migrants roms.

Pratiques de nomination et identification : un flou majeur induisant une catégorisation et des soupçons

Chantal est une assistante sociale « *spécialisée dans l'accueil des Bulgares* » au sein d'une MDSI au centre de la Ville. Je lui demande dès le début de notre entretien si elle reçoit des migrants roms :

« Je ne demande jamais s'ils sont Roms ou pas, de toute façon ça n'a pas d'impact. Il y a des typologies physiques qui font penser qu'ils sont Roms, le teint très basané par exemple. Ici, dans le quartier, il y a une particularité, c'est la présence de Bulgares Turcs. Tous sont logés en appartement. Les propriétaires sont souvent Turcs, il y en a un qui a énormément d'apparts dans le coin ! Ils ont des quittances de loyer, tout... ça veut dire que même si la plupart travaillent au noir sur des chantiers, ils ont déjà eu quelques contrats... Certains ont un titre de séjour, mais pas la majorité. » Elle souligne en outre qu'il ne s'agit « *pas vraiment de familles multigénérationnelles ; par contre, ils hébergent souvent de temps en temps un cousin, un oncle, etc.* »⁹³

Il est intéressant de questionner ces caractéristiques mises en avant pour définir en creux les « Roms » : un phénotype particulier, habitant en squat et vivant à plusieurs générations sous le même toit notamment. Chantal les compare avec ceux qu'elle nomme les « *Bulgares turcs* » qui sont « *une minorité ici* » : « *Ce sont des gens qui viennent pour bosser, pour s'intégrer, pour l'éducation, pour se soigner. Ils sont très posés ici, ils ne veulent pas repartir, à part en vacances pour certains. Ce sont des retours très ponctuels, quand il y en a, par exemple quand quelqu'un de la famille est malade. (...) Ils viennent surtout, principalement de Peshtera, pour la grande majorité ; mais aussi de Pazardzhik, de Nova Zagora... Mais Peshtera, c'est impressionnant, on dirait que toute la ville a débarqué !* ». Elle précise également : « *La plupart veulent se noyer dans la masse, travailler, que les enfants aillent à l'école, se soigner, comme tout le monde quoi !* ». Aussitôt, elle fait la distinction avec « *les Roms* » :

« Les Roms, eux, ont un fonctionnement différent : ils viennent pas travailler, ils veulent pas bosser, seulement les aides sociales. L'école pour eux, ça dépend de l'enfant : si les enfants accrochent, ça marche super bien, si ils veulent pas, alors c'est pas possible, les parents n'insistent pas. »

Dans sa pratique d'identification de ce nouveau public, Chantal distingue donc les « Roms » des « Bulgares Turcs », les premiers étant globalement identifiés comme très éloignés de la « norme » pour toutes les raisons qu'elle cite. La nomination en tant que « Rom » reflète donc un certain flou puisque, comparé aux autres, elle ne comprend pas leurs logiques – ou les situe à l'opposé de celles de « *tout le monde* ». En opérant cette distinction dans ce nouveau public, les Roms sont de fait isolés et identifiés comme spécifiques.

⁹³ Entretien, 5 septembre 2011.

Dans les discours des acteurs rencontrés se retrouvent pêle-mêle plusieurs termes visant à définir ces personnes : « *les Roms* », « *les Roms bulgares* » et « *les Bulgares* » sont les plus souvent utilisés, par la majorité des acteurs, certains ne faisant pas de distinction comme Chantal. Identifier de la sorte un public sur une base ethnique (le terme « Bulgares » étant souvent entendu comme « Roms » puisqu'utilisé pour nommer les mêmes personnes) révèle, au-delà d'un besoin de catégoriser le monde pour agir dessus, une différenciation dans l'appréhension des différents publics de l'aide sociale, perçue comme allant de soi.

Aux acteurs associatifs qui isolent clairement un « public rom », j'ai souvent demandé comment ils parvenaient à les identifier concrètement. Une travailleuse sociale de la Maison du Partage me précise : « *Quand je reçois des Bulgares ou des Roumains, quand on demande une pièce d'identité et la nationalité, ils précisent qu'ils ne sont pas Roms. Alors que les deux familles [identifiées par elle comme « Roms », dont elle venait de me décrire les caractéristiques négatives] n'ont jamais dit qu'ils étaient Roms.* » Je lui demande alors comment elle le sait : « *Mais je le vois au physique, au comportement...* »⁹⁴. Une bénévole de la Cantine Solidaire, distribuant l'aide alimentaire, répond à la même question de façon spontanée : « *ben...au physique ! Ça se voit, quand même, à la tête !* »⁹⁵. Au Relai Citoyen⁹⁶, l'assistante sociale se questionne sur les nominations à employer pour qualifier ce public dès le début de notre entretien : « *Roumains, Bulgares, Roms ?... Je ne sais pas !* »⁹⁷. Le public n'est donc pas toujours catégorisé a priori, tout du moins est-ce le cas devant l'anthropologue...puisqu'un peu de temps après, mon interlocutrice s'exclame : « *Les Roms sont souvent typés quand même !* ». L'importance du phénotype apparaît donc ici flagrante pour catégoriser le public auquel sont dès lors associées des caractéristiques spécifiques se rejoignant autour d'un certain soupçon sur ces personnes. Cependant, certains acteurs n'en font jamais mention, quand d'autres sont assez nuancés dans leurs propos, ayant conscience des enjeux soulevés par ce type de discours, comme le montre cet extrait d'entretien avec une bénévole (« B ») de l'ASTI que j'emmène volontairement sur cette pente glissante :

ACM : « Et elle, par exemple, elle était Rom ou pas ? »

B : *Alors, évidemment, on pose pas la question, mais je pense qu'elle l'était...*

ACM : Oui...Comment vous arrivez à définir, à identifier... ?

B : *Hé bhé je sais pas. (Silence) Je sais pas...c'est difficile à analyser parce que ça va friser le racisme.*

ACM : Oui... ?

B : *Mais bon c'est vrai que des petits comportements, des modes de vie qui semblent euh... Mais bon on se trompe peut-être.*

ACM : À aucun moment eux le disent explicitement ?

B : *Oui, souvent. Et justement ils le disent pour expliquer qu'ils sont maltraités, que s'ils sont partis de la Roumanie c'est parce qu'ils sont maltraités en tant que Roms, etc. Oui oui beaucoup le disent et ils le revendiquent même.* »⁹⁸

⁹⁴ Entretien, 25 mai 2011.

⁹⁵ Notes de terrain, 12 octobre 2011.

⁹⁶ Cf. glossaire des associations locales, Annexe 2.

⁹⁷ Entretien, 18 octobre 2011.

⁹⁸ Entretien, 2 février 2011.

À la Cantine Solidaire, un responsable fait une distinction précise : « *Il y a deux catégories : les Bulgares en voie d'intégration et les Roms, population très migrante.* »⁹⁹. Son ton pédagogique s'atténue lorsqu'il me livre ses clés de compréhension lui permettant cette affirmation : « *On le voit dans les fiches, y a des trous !* ». Ces « trous » signifient, dans la pratique de l'association, que le bénéficiaire n'est pas venu pour l'aide alimentaire aux dates indiquées. Pour le responsable, il y a un lien évident entre ces absences et la « forte migration » de ceux identifiés comme « Roms ». Notons que si le terme n'est pas utilisé ici, il semble que ce soit le nomadisme présumé des Roms que le responsable évoque là. Or un peu plus tard lors de l'entretien, je le questionne précisément sur l'identité de ce public et il finit par me répondre, gêné : « *En fait on ne sait pas s'ils sont Roms ou Bulgares...* », en ajoutant « *beaucoup viennent des squats de [X] et de [un quartier de la Ville connu pour ses implantations de squats de migrants roms]* ». Ce flou sur l'identité de ce public est largement répandu chez les acteurs de l'aide sociale et fait écho à une interrogation lancinante et pourtant déterminante dans leur prise en charge, à savoir : qui sont-ils vraiment ?

Afin de pallier à ce flou majeur, les acteurs de l'aide sociale se saisissent du facteur ethnique pour développer une lecture culturaliste leur permettant de se fabriquer une grille de lecture pour ce nouveau public. Ainsi au début des deux entretiens menés avec les assistantes sociales de MDSI, on remarque l'absence de catégorisation ethnique au premier abord, qui paraît très forte et prégnante pour ces travailleuses sociales. Chantal dit « *Je ne demande jamais s'ils sont Roms ou pas, de toute façon ça n'a pas d'impact.* », quand Anne-Marie souligne la « *difficulté à identifier pour les travailleurs sociaux* ». Or la suite de leurs propos ne correspond pas du tout à cette posture « universaliste » puisque les assistantes sociales procèdent aisément à de multiples catégorisations, expliquant notamment ce que recouvre l'identité « rom » mais aussi ce qu'elle ne recouvre pas, créant par là des frontières dans l'appréhension de telle ou telle famille à partir de leurs caractéristiques visibles et/ou premières. Les soignants adoptent également, et ce de façon très « rapide » et spontanée, un discours culturaliste en procédant à des catégorisations qui deviennent des cadres de référence dans leurs pratiques (Kotobi, 2000 ; Fassin, 2001c ; Besson, 2010). C'est ce que Didier Fassin nomme très justement le « *culturalisme pratique de la santé publique* ». Ce culturalisme opéré par des professionnels peut être souvent critiqué, notamment par des chercheurs en sciences humaines et sociales ayant pour objectif de le mettre à jour en démontrant ses faiblesses voire ses effets pervers. Si mon propos ne vise pas ici à remettre en question les critiques que l'on peut effectivement faire d'une telle démarche, il consiste cependant à dépasser ces dernières afin de tenter de comprendre ce que cette démarche signifie concrètement, pour les acteurs concernés. Dans les cas présentés ici, il apparaît que c'est très clairement le besoin de comprendre, de connaître, qui peut donner lieu à un type de « culturalisme sauvage ». Sur quelles caractéristiques est-il fondé concrètement ?

⁹⁹ Entretien, 12 octobre 2011.

La famille, le groupe, le clan : « tous pareils ! » mais qui est qui ?

Lors d'un entretien, une travailleuse sociale de la Maison du Partage me parle d'un couple qui vient régulièrement ; l'homme s'appelle Asen : « *Asen râle, il veut passer devant tout le monde, demande de l'Orangina car il ne veut pas de l'eau ou du café, et là tout le monde a rigolé ! Il baragouine le français mais il comprend bien, hein !* »¹⁰⁰. Elle poursuit en étendant ces caractéristiques jugées comme négatives aux autres Roms : « *c'est la même chose que cette famille, ils parlent très fort, ils claquent les portes...* ». Cet élargissement des caractéristiques identifiées chez un homme à une famille puis à l'ensemble de ses « pairs » ou supposés semblables n'est pas sans conséquence puisque, de fait, tous ceux qui vont se présenter à l'association et dont le phénotype correspond à ceux que la travailleuse sociale identifie comme « Roms » se voient attribuer d'emblée une lourde charge stigmatisante. Ce cas de figure illustrant ce glissement de l'individu au « groupe » est très représentatif d'une attitude courante chez les professionnels recevant des migrants roms : leur observation d'un trait singulier chez l'un d'entre eux est systématiquement généralisée à l'ensemble de ces migrants. En outre, de par la communication existante entre les associations au niveau local (notamment dans le secteur de l'aide alimentaire qui est très coordonné), ces observations racontées et répétées vont prendre la forme de véritables caractéristiques de ce nouveau public, largement reconnues et partagées par bon nombre d'acteurs.

Au-delà de la nécessité de catégoriser un nouveau public dans la pratique des professionnels, cela fait écho aux représentations des migrants roms comme nécessairement reliés les uns aux autres, comme je l'ai montré dans la section précédente concernant le poids de l'identité collective qui leur est attribuée. La venue en groupe est dans ce cas interprétée comme la preuve de l'existence d'un réseau mafieux, ce qui suscite des attitudes stigmatisantes de la part d'acteurs associatifs, comme c'est le cas pour cette responsable d'une antenne des Restos du cœur : « *Les Roms ont des passeurs, ils arrivent en car. On est envahis je vous dis !* »¹⁰¹. Par ailleurs, cela participe à fonder une caractéristique prégnante dans les discours des professionnels : le flou autour de la famille en raison de l'importance du groupe.

La plupart des professionnels de l'aide sociale pense les migrants roms comme vivant « en groupe », « en communauté ». C'est ainsi qu'un responsable de la Cantine Solidaire le dit : « *ils arrivent en groupe* »¹⁰² ; le même jour, un des bénévoles m'interpelle également sur le fait qu'« *il y en a plein qui ont le même nom* » et ajoute : « *Ils vivent en tribu, hein, eux !* »¹⁰³. Une responsable du PAROE fait un constat similaire, bien qu'elle utilise d'autres termes : « *Pour le relogement après les évacuations [de squats], on me demande de mobiliser des chambres en hôtel. Il faut dire que les hôteliers ne veulent pas de ces publics-là car ils ont un fonctionnement communautaire, ils prennent une chambre pour deux et ils viennent à quinze !* »¹⁰⁴. Une travailleuse sociale de la Maison du Partage souligne quant à elle que « *Les bénévoles*

¹⁰⁰ Entretien, 25 mai 2011.

¹⁰¹ Entretien, 17 mai 2011.

¹⁰² Entretien, 12 octobre 2011.

¹⁰³ Notes de terrain.

¹⁰⁴ Entretien, 28 novembre 2011.

*avouent ne pas bien les accueillir, ils ne savent jamais qui est l'enfant de qui. »*¹⁰⁵. Le groupe, qu'il soit familial ou de pairs, peut en effet effrayer dans des structures habituées à une figure idéal-typique de la pauvreté caractérisée notamment par l'isolement et la solitude. Il convient toutefois de souligner ici la perception de la famille chez les migrants roms comme étant en dehors ou au-delà des normes.

Plusieurs responsables de structures font état de cette question de la « norme familiale » : *« Ce sont plutôt des familles qui viennent, avec des compositions qui ne rentrent pas dans la normalité. Avec plusieurs adultes et plusieurs enfants. »*¹⁰⁶ ; *« Les Roms foutent le bordel dans les dispositifs. C'est un problème de taille aussi : le concept de groupe familial n'est pas adapté à l'habitat dans notre société. »*¹⁰⁷. Il apparaît alors que les migrants roms manifesteraient un éloignement de la « norme », ici familiale, mais pouvant être étendue plus largement à d'autres aspects. Partant de la « norme » familiale, les acteurs professionnels touchent un point sensible, étant donné que la famille est entendue comme un élément fondateur de l'identité et comme le socle de ces migrations. Ainsi l'on comprend comment certains en viennent à considérer, en le démontrant ainsi avec force, l'inadéquation de cette population à notre société à cause de ses caractéristiques considérées comme intrinsèques et immuables.

Plus avant, ce soupçon sur la filiation inconnue ou incertaine des migrants roms renvoie aux analyses évolutionnistes de Lewis Henry Morgan (1877) sur les Iroquois. Ce même soupçon sur la filiation a justifié les conclusions de ses études sur la parenté et sa typologie de l'évolution humaine en caractérisant les « sauvages » notamment par une organisation sociopolitique basée sur la horde, la promiscuité primitive et la consanguinité. De la même façon, dire des migrants roms que l'identité des enfants n'est pas connue revient à nier chez eux le principe de filiation. Dans cette perspective, la proximité de ces attributs entre les migrants roms et les « sauvages » de Morgan participe à les extraire d'une communauté morale et d'une commune humanité par extension, en s'appuyant sur cette radicale différence. En ce sens, la question de la filiation est donc l'une des conditions anthropologiques qui fabrique la suspicion des acteurs professionnels envers les migrants roms.

L'habitat suspect et révélateur de la non-intégration

Une autre caractéristique est également centrale dans l'appréhension de ces migrants : il s'agit de la question de l'habitat. Cette caractéristique est notamment mobilisée dans l'unité de la PASS, chez certains acteurs. Ces derniers se centrent sur certaines informations qu'ils peuvent obtenir des migrants, comme le lieu de vie. L'assistante sociale (« AS ») fait ainsi une grosse différence entre les migrants roms habitant en appartement et ceux vivant en squat, dans son approche du public comme dans sa pratique professionnelle :

AS : « Après c'est vrai qu'on arrive pas à avoir le même suivi sur ceux qui vont être en squat en tout cas au niveau social parce que du coup ils suivent pas les papiers de la même manière. Alors en squat soit (...) l'AME est finie donc ils ont bien compris à quoi ça servait

¹⁰⁵ Entretien, 25 mai 2011.

¹⁰⁶ Entretien, 11 mai 2011.

¹⁰⁷ Entretien, 19 juillet 2011.

donc je vais les voir à ce moment-là ou euh je vais pas les voir pendant des mois et je profite d'une consultation pour remettre à jour leurs droits. J'ai l'impression qu'il y a pas la même continuité, qu'on n'arrive pas à avoir la même accroche.

ACM : Le même lien...

AS : Oui. J'ai l'impression.

ACM : C'est plus ponctuel du coup...

AS : *Oui après ils nous connaissent. Ils repèrent bien qui je suis, ils voient qui je suis. Je pense qu'après ils savent ce qu'on peut faire mais euh voilà après comme il y a pas la même intégration je trouve, je pense qu'ils maîtrisent moins les tenants et les aboutissants. Ils ont bien compris que l'AME permettait de se faire soigner mais voilà. Moi je trouve qu'il y a vraiment une grosse différence entre ceux qui sont sur les gros squats et ceux qui sont en appart. »*¹⁰⁸

À travers ces propos, il apparaît qu'une distinction nette est opérée entre ces migrants aux lieux de vie différents (squats et appartements en location), renvoyant par ailleurs à la notion d'intégration encore abordée ici. Selon cette travailleuse sociale, c'est cette différence d'habitat qui, de façon performative, se traduit en actes dans le type de prise en charge qu'il est possible d'effectuer pour les acteurs institutionnels. Cela peut être compris comme une rationalisation externe d'une prise en charge de certains de ces migrants jugée difficile, comme on va le voir ensuite. En d'autres termes, le fait d'habiter en squat est une caractéristique qui fonde la catégorisation en tant que migrant rom, avec tout ce que cela sous-tend pour les professionnels. Plus avant, cette distinction induit différentes prises en charge légitimées par la question de l'intégration de certains, ce qui n'est pas le cas des migrants roms. Dès lors, l'habitat est dans ce cadre une caractéristique les rendant « suspects ».

Abus et « hyper-utilitarisme » : trop de droits, pas assez de devoirs

Les acteurs de l'aide sociale présentent les migrants roms en mettant systématiquement en avant leurs sollicitations, leurs exigences en termes de revendications de droits, particulièrement pour les aides alimentaires et financières. Chantal, l'assistante sociale de MDSI, l'exprime ainsi : *« Ils demandent, ils quémament et ils re-quémament.... (...) ils viennent d'abord spontanément pour demander de l'argent et des lettres pour aller dans les assos d'aide alimentaire. »*¹⁰⁹.

C'est souvent une des premières données qui ressort en entretien afin d'expliquer ce qui a amené ces migrants à venir dans ces structures : *« Ils ont demandé à voir l'assistante sociale de l'asso, notamment pour avoir la lettre pour l'aide alimentaire. »*¹¹⁰; *« Ils sollicitent des aides financières pour la scolarité »*¹¹¹. Si le principe de sollicitation paraît logique lorsqu'on se tourne vers une structure d'aide sociale, il convient de remarquer que cette caractéristique est toutefois toujours soulignée concernant ce public. En effet, les professionnels ne perçoivent que cet aspect qui, selon eux, caractérise l'« identité rom » mais détermine également la présence de ces migrants sur le territoire. En effet, certains acteurs cherchent à comprendre les raisons de ces migrations en mettant la focale sur des éléments locaux, du pays

¹⁰⁸ Entretien, 23 juin 2011.

¹⁰⁹ Entretien, 5 septembre 2011.

¹¹⁰ Entretien avec une assistante sociale du Relai Citoyen, 18 octobre 2011.

¹¹¹ Entretien avec une responsable du PAROE, 28 novembre 2011.

d'accueil et non du pays d'origine. Ce responsable de MDM le dit en ces termes : « *Pourquoi ils sont là ? La phrase qu'ils utilisent c'est : "[la Ville], c'est bien pour le social" !* »¹¹². En outre, une responsable du PAROE fait part de sa compréhension du phénomène en mettant, elle, en avant la question de l'hébergement : « *C'est pas des gens qui sont à la recherche d'un accompagnement social. Ils sont juste à la recherche d'un hébergement.* »¹¹³. Les migrants roms sont donc perçus comme étant en demande, auprès des structures de l'aide sociale comme plus largement auprès de la société française.

Dans les institutions sociales, comme les MDSI, cet aspect de la sollicitation extrême est aussi soulevé, et peut-être ressenti plus fortement en raison des autres missions de ces structures qui se voient alors réduites au « don ». Anne-Marie l'exprime clairement : « *Ceux qui posent le plus de problèmes sont les Roms. (...) Les Roms, ils sont uniquement sur des demandes alimentaires. Ils viennent ici pour avoir des attestations pour aller dans les assos. C'est ce qui heurte les travailleurs sociaux.* »¹¹⁴. Ainsi cette demande et cette attente des migrants roms perçue comme une exigence de la part des professionnels de l'aide sociale est appréhendée comme un « problème » dans ces structures. Cela s'explique par le fait que les acteurs envisagent leurs missions comme relevant de droits pour les bénéficiaires, or ces derniers sont nécessairement accompagnés de devoirs, ce qui ne leur semble pas être le cas pour les migrants roms. C'est donc la question de la citoyenneté qui se pose pour ces migrants de façon cruciale, j'y reviendrai. Cela permet de comprendre également le glissement, dans ces discours, de la sollicitation à l'abus dont feraient preuve ces migrants.

*« C'est la population la plus exigeante, ils sont pas filous comme les Maghrébins. Beaucoup font semblant de ne pas savoir parler français. L'idée, c'est : je comprends pas donc je peux faire ce que je veux : ne pas faire la queue, pas payer, pas être poli. »*¹¹⁵

Ce qui s'apparente, pour les professionnels, à des abus de la part des migrants roms est souvent souligné et décrié, au sujet de divers faits ou principes. La responsable d'une antenne des Restos du Cœur parle ainsi des « *Roms qui râlent de l'attente* »¹¹⁶ quand son collègue, lui, soupire : « *Ils peuvent venir une fois par semaine. Certains essaient de venir deux fois par semaine, alors qu'ils n'ont pas le droit. (...) Un autre problème, c'est qu'ils vont dans plusieurs centres à la fois, alors quand on a un doute, c'est intuitif, on téléphone aux collègues des autres centres.* »¹¹⁷. Il est intéressant de souligner que cet acteur invoque clairement la question du droit ici. Effectivement, si tous ne le verbalisent pas, c'est bien cette question qui est mise en balance avec celle de l'exigence et de l'abus dont feraient preuve les migrants roms.

La question de l'abus de ces migrants trouve son apogée avec la rumeur existante dans le milieu associatif au sujet de la revente de l'aide alimentaire. C'est un responsable du Mobilocafé qui m'en parle le plus ouvertement :

¹¹² Entretien, 6 avril 2011.

¹¹³ Entretien, 28 octobre 2011.

¹¹⁴ Entretien, 8 juin 2011.

¹¹⁵ Entretien avec un responsable du Mobilocafé, 13 octobre 2011.

¹¹⁶ Entretien, 17 mai 2011.

¹¹⁷ Entretien, 13 octobre 2011.

« Je fais attention à ne pas leur donner des choses qu'ils peuvent revendre. Sinon c'est pas la même population qui vient. (...) Y en a, ils mettent à la poubelle tout ce qui ne se vend pas. Ils gardent que ce qui est conserve. »¹¹⁸

S'il n'y a jamais eu de preuve de cette activité de façon tangible (tout du moins aucun interlocuteur ne m'en a fait part de façon certaine), cette idée est bien ancrée : les Roms revendraient les aliments obtenus gratuitement dans les associations, ce qui contribue encore, aux yeux de celles-ci, à les construire comme public illégitime de l'aide sociale française. Bien que l'on ne trouve nulle part cette précision selon laquelle il est interdit de faire du commerce avec des acquisitions effectuées par le biais du don (d'autant plus un don qui se nomme une « aide »), il apparaît que l'idée même de ce phénomène (réel ou imaginé) relève d'une forme d'irrespect voire de l'amoralité par excellence pour les acteurs concernés. Dans l'optique où ces faits sont avérés, on pourrait les analyser, a contrario, comme une forme de ressource, créativité, inventivité et même *empowerment*, puisque ce faisant, les personnes identifiées par ailleurs comme « assistées » se posent là en « actrices » maîtrisant et influant leur quotidien.

Ce qui gêne donc ici les acteurs de l'aide sociale relève de deux aspects différents : d'une part, ce fait les empêche de penser les migrants roms comme des bénéficiaires légitimes de l'aide sociale puisque ces derniers ne se conforment pas au « modèle » du « bon pauvre ». Celui-ci est envisagé comme « *honnête, reconnaissant, respectueux et résigné (...)* Les bons pauvres en général sont ceux que l'on appelle les *pauvres honteux*. » (Marbeau, cité par Lautier et Salama, 1995). D'autre part, ces migrants ne se plient pas non plus à l'injonction perçue comme quasi-naturelle des droits et des devoirs que les professionnels ont incorporée comme allant de soi. Ce faisant, ils apparaissent comme d'extrêmes profiteurs. La même interprétation est effectuée par les acteurs associatifs lorsqu'ils apprennent que certains migrants font circuler la nourriture jusqu'en Bulgarie. Ainsi un responsable me raconte qu'il « *connaît un gars qui prenait la bouffe dans cinq endroits différents et envoyait tout en Bulgarie* » en camion. Il s'agit là encore d'une vision des Roms comme profiteurs, qui contribue à alimenter l'identification de ce public comme « *hyper-utilitariste* » (Le Marcis, 2010), en questionnant également le flou autour de leur citoyenneté dans le cadre de leur mobilité dans l'Union européenne.

Dans ce contexte, le rapport à l'économie des migrants roms relève d'une autre condition anthropologique qui fabrique la suspicion à l'égard de ce public. Hors norme, cette économie des migrants serait donc amoral sans le sens du devoir ou du respect qui fonde la citoyenneté et plus avant l'humanité aux yeux des acteurs de l'aide sociale.

Une homogénéité du public émerge donc dans la perception des migrants roms par les acteurs de l'aide sociale ayant une lecture commune de cette population qui implique un certain type d'interaction et d'action. Je propose d'examiner plus en détail comment ces peurs et ces soupçons au fondement de la catégorisation en tant que migrant rom pour les acteurs de l'aide sociale prennent forme dans leurs interactions professionnelles.

¹¹⁸ Entretien, 13 octobre 2011.

2.3. L'accueil effectif : l'émergence du « problème rom »

Le constat de l'existence de nouveaux publics, créés à la fois par les cadres juridico-administratifs et l'appréhension des professionnels, et les difficultés qu'ils peuvent poser au travail sanitaire et social n'est pas nouveau (Cohen-Emerique, 2006). Les acteurs rencontrés relèvent nombre de blocages et d'inadéquations qui fabriquent le « problème rom » dont ils proposent plusieurs grilles de lecture. En les analysant, puis en donnant à voir le positionnement général de ces structures face à cela, je vais montrer que ce « problème rom » tel qu'il est pensé et construit révèle *in fine* des dysfonctionnements plus larges.

2.3.1. Lectures des inadéquations entre public rom et structures de l'aide sociale

Blocages et malentendus : incompatibilités de logiques ?

Les acteurs de l'aide sociale soulignent nombre de problèmes rencontrés dans leur pratique professionnelle avec le public rom. Ils les identifient majoritairement comme relevant d'inadéquations entre les logiques de ce public et les logiques des structures d'aide sociale, ce qui donnerait lieu alors à des blocages.

Ainsi dans de nombreuses associations, l'aide alimentaire est conditionnée au quotient familial. Or le calcul de celui-ci est quasi impossible à effectuer pour les migrants roms, de par leur habitat en squat, l'absence de revenus déclarés (pour la plupart) et d'avis d'imposition. Cela peut alors complexifier le travail des acteurs associatifs, qui n'ont donc pas accès aux mêmes critères pour décider de l'aide et de ses modalités (fréquence notamment). Un responsable du Secours Populaire en parle en ces termes : « *On n'est pas dupes, on sait que la plupart sont en squat. Beaucoup habitent aussi en loyer mais ne le paient pas, car tous n'ont pas les prestations familiales.* »¹¹⁹. Un autre de la Cantine Solidaire l'évoque également : « *Le gros problème, c'est cerner la situation de la famille.* »¹²⁰. En outre, de façon générale, les migrants roms présentent pour les acteurs associatifs certaines caractéristiques qui entrent en inadéquation avec les cadres et/ou les règles des dispositifs associatifs, comme je l'ai montré en ce qui concerne la question de la filiation aux contours flous et/ou jugée « hors norme ».

En outre, selon un responsable du Mobilocafé, la « *difficulté pour les aider* » vient du fait que c'est un « *clan tellement fermé* »¹²¹. Cette « fermeture », opacité d'une population, revient à plusieurs reprises dans les discours des acteurs associatifs. Cela dénote une conception de l'aide sociale dans laquelle il faut se dire, se raconter, s'exposer, et si possible en des termes misérabilistes afin de convaincre les acteurs associatifs pour être bénéficiaire d'une aide¹²². Dans le cas contraire, comme on

¹¹⁹ Entretien, 11 mai 2011.

¹²⁰ Entretien, 12 octobre 2011.

¹²¹ Entretien, 13 octobre 2011.

¹²² Voir notamment sur ce sujet Didier Fassin (2000) ou Richard Rechtman (2002).

le perçoit ici avec ces migrants roms, la suspicion est de mise et rend alors plus difficiles les interactions entre les associations et les individus comme « public » de ces dernières.

S'interrogeant sur ces relations jugées « problématiques » entre ce public et l'institution, l'assistante sociale Anne-Marie revient sur le rapport aux institutions en mobilisant soudainement les connaissances acquises lors d'une récente formation : « *Ils ont la vision de l'institution qui donne tout pendant le communisme, en Bulgarie, comme étant pourvoyeur de biens matériels de première nécessité.* ». Elle se questionne alors : « *Qu'est ce qui a été intégré à ce moment-là par les populations comme image de l'institution ?* ». L'aspect récitatif de ces propos est assez palpable sur le moment : je ressens fortement qu'il s'agit d'un discours répété et que la travailleuse sociale ne fait pas sien véritablement, d'autant qu'il entre quelque peu en contradiction avec l'une de ses dernières phrases sur le rapport aux institutions, dont l'explication culturaliste prend le pas sur une explication plus sociale qui venait d'être abordée par elle : « *L'incidence de la scolarité obligatoire a eu pour résultat la perte de leur culture alors qu'ils ont un fonctionnement communautaire, les Roms. La méfiance de l'école est-elle liée à ça ?* ». L'analyse de ces propos montre donc que les difficultés rencontrées par cette assistante sociale dans l'accueil et la prise en charge de ce nouveau public sont rationalisées par une combinaison d'explications politiques (au sens large) d'une part et culturalistes d'autre part.

Des inadéquations aux dysfonctionnements

Dans le secteur sanitaire, au sein de la PASS notamment, mes premiers contacts avec les soignants révèlent fortement les problèmes d'« *incompréhension* » que ces derniers rencontrent dans leurs pratiques et pointent de façon très aiguë dans leurs discours. L'entretien avec un médecin du service en est assez révélateur. Il parle en premier lieu d'« *incompréhension de la part des soignants* », celle-ci se basant en partie sur le fait que « *visiblement, il y a une prise en charge de soins, notamment pour les pathologies graves* » dans le pays d'origine des migrants roms¹²³. Il donne ainsi l'exemple d'une femme qui est « *soignée d'un cancer depuis cinq ans et demande à être soignée ici* », ce que les professionnels de la PASS ont du mal à comprendre a priori. Cependant, ce médecin précise que ces migrants semblent partager « *l'idée qu'à [la Ville], "ils vont te guérir"* ». Il ajoute également qu'il « *pense que les Roms sont exclus du soin* ». Malgré ces éléments de compréhension de leurs sollicitations, des « problèmes » persistent dans les interactions :

« *Le problème c'est qu'avec eux, on n'arrive à rien. On est très mauvais. Ils sont beaucoup dans la plainte. Il y a une incompréhension totale dans les deux sens...un fossé entre eux et nous, un malentendu entre la demande et l'offre de soins.* »¹²⁴

Face à l'attitude désabusée de l'ensemble de l'équipe soignante qui en découle, je propose de réaliser une sorte de « focus group » avec tous les soignants du service¹²⁵,

¹²³ Entretien, 31 mai 2011.

¹²⁴ *Ibid.*

¹²⁵ Notes de terrain, réunion avec l'équipe de la PASS, 3 novembre 2011.

afin de leur permettre de prendre le temps d'en parler entre eux et ainsi de recueillir leurs propos et les questions qu'ils se posent sur ce public. Tous font état d'interrogations non pas sur le public en lui-même, isolément, mais sur l'accueil de ce public et les relations de soin expérimentées dans le service. Les soignants se posent nombre de questions dans leur pratique professionnelle auprès de ce nouveau public, ce qui fait largement écho aux observations effectuées par Rachel Besson (2010) dans le cadre de sa recherche menée dans ce service cinq ans plus tôt. Cependant, ses conclusions démontrant « *l'exclusion du soin* » des migrants roms dans ce service comme résultante directe d'un « *processus* » qui découlerait de la « *production de catégories* » à la fois subie et actée par les « *professionnels du soin* » (Besson, 2010 : 51) ne semblent pas tout à fait pertinentes en 2011. On peut souligner les propos de l'assistante sociale qui montrent que l'accueil et une certaine prise en charge des migrants roms est effective, au sujet des ouvertures de droits :

*« Ah j'en fais beaucoup. Oui j'en fais beaucoup, beaucoup. (...) J'en fais euh... j'sais plus combien j'en ai fait l'année dernière mais en tout je sais plus combien c'était CMU, AME, j'étais à trois cent et quelques ou quatre cents. (...) Oui je pense que 75% de mon temps est occupé par voilà, l'accès aux droits. »*¹²⁶

Cette prise en charge conséquente concerne le volet social du service. Or la PASS vise en premier lieu à permettre aux bénéficiaires d'accéder aux soins. Si l'ouverture de droits fait partie de cet accès, ce n'est donc pas la mission première de la PASS, ce qui révèle un certain dysfonctionnement de cette structure, précisément mise à mal par l'arrivée de ce nouveau public.

Certains acteurs de l'aide sociale axent donc particulièrement leur lecture de ces difficultés sur le public lui-même, quand d'autres orientent leur rationalisation sur des facteurs administratifs ou juridiques qui déterminent les modalités d'accueil du public dans ces structures. Les acteurs associatifs de Médecins du Monde se situent à la lisière, en utilisant ces deux grilles de lecture. Selon eux, il y a un « *problème très gros d'ouverture de droits car il n'y a pas de maîtrise de la langue, et il y a la nécessité de la domiciliation, le coût des 30 euros [coût de l'AME pour les bénéficiaires à cette période] et la peur du déplacement* »¹²⁷. Les blocages qu'ils mettent en avant sont de plusieurs ordres : propres aux individus eux-mêmes d'une part et administratifs d'autre part. Cette combinaison de ces deux types de facteurs se retrouve dans les discours d'autres acteurs associatifs. C'est notamment le cas d'un responsable de l'Entraide¹²⁸. Dans l'entretien, il explique d'abord : « *On a une mission d'accompagnement liée au logement. Mais on a besoin pour ça qu'ils parlent français. (...) Du coup on est obligés de faire avec les moyens du bord, c'est du bricolage.* »¹²⁹. Sous-entendant ici qu'il y a un blocage dans l'interaction en raison du problème de communication, le responsable met donc en avant cette caractéristique intrinsèque aux migrants en question. Mais dans un second temps, au fil de l'entretien, il élargit sa réflexion en se saisissant d'autres raisons pour mettre en avant ce qui pose problème à l'association pour prendre en

¹²⁶ Entretien, 23 juin 2011.

¹²⁷ Notes de terrain, intervention dans le cadre d'une soirée-débat sur les migrants roms dans un cinéma local, 12 avril 2012.

¹²⁸ Cf. glossaire des associations, Annexe 2.

¹²⁹ Entretien, 19 juillet 2011.

charge les migrants roms : « *Le problème est qu'ils n'ont pas de papier.* » ; « *problème des autorisations de travail* ». Selon lui, ces blocages d'ordre administratif (titre de séjour et autorisation d'emploi) sont ceux qui prévalent et qui font qu'il y a « *incompatibilité* » à un accompagnement social, soit à une prise en charge effective de ce public. Il ajoute : « *Ce sont des peuples qu'on ne veut pas.* » et conclut ensuite : « *On est dans un bricolage humanitaire* ». À partir de ces mots transparaît la vision de la « question rom » de cet acteur comme étant certes une « question », donc un « problème », mais un problème provenant d'en haut, si l'on peut dire, résultant des autorités et législations nationales et européennes. Ainsi, en suivant cette logique, le « bricolage » au niveau local serait la conséquence inexorable et également souhaitée, dans une certaine mesure (j'y reviendrai), des politiques nationales.

De la même façon, une responsable du PAROE, dès le début de notre entretien, cherche à me faire comprendre que la structure qu'elle dirige ne peut pas accueillir de migrants roms, à cause de leur encadrement législatif. Elle me parle surtout de l'hébergement : « *Quand ils arrivent, ils font le 115. Mais ça se traduit par une non prise en charge. Donc ça s'arrête là.* »¹³⁰. Après cette introduction qui se voulait certainement « choc », elle explique en rappelant la circulaire Besson de mai 2011 et sa « *réaffirmation de la non prise en charge : l'État ne doit pas pourvoir à leur hébergement.* ». Elle fait le lien avec le fait qu'ils doivent avoir des ressources suffisantes pour rester en France. Dans son optique, les blocages à un accueil de ce public résident donc dans la loi, et par là, il s'agit d'un facteur complètement extérieur aux structures d'aide sociale, qu'elles ne peuvent maîtriser et qui dès lors, leur permet de se distancier des réflexions sur les éventuelles « réponses » à cette « question rom ». C'est également ce que souligne Chantal, une assistante sociale de MDSI, en précisant que le fond du « problème » se situe en dehors de la structure : « *Il faut quand même dire que les dossiers des Bulgares (du type AAH) sont beaucoup plus longs que pour les autres... j'ai remarqué ! C'est pas forcément du racisme, c'est surtout qu'on les veut pas ici, on préférerait qu'ils soient ailleurs...* »¹³¹. Comme le résume bien une responsable de l'AGV (Association pour les Gens du Voyage, qui fera partie de l'arène rom locale), il s'agit d'une « *question à enjeux politiques forts* »¹³².

2.3.2. La solitude des structures face aux contraintes juridico-administratives

Les structures d'aide sociale s'accordent donc, pour la plupart, sur une lecture des blocages rencontrés avec le public rom comme relevant du public en soi (en fait, plutôt de la perception de ce public qu'en ont les professionnels) ainsi que des contraintes administratives, politiques et juridiques qui déterminent les modalités de leur présence sur le territoire. Ce dernier point est particulièrement souligné par les acteurs professionnels, précisément parce qu'il permet de définir ce « problème » comme dépassant les structures d'aide sociale. Ainsi après avoir parlé de ce nouveau

¹³⁰ Entretien, 28 novembre 2011.

¹³¹ Entretien, 5 septembre 2011.

¹³² Entretien, 7 septembre 2011.

public rencontré au sein des MDSI, Anne-Marie rebondit sur les « *problèmes pour les travailleurs sociaux : les Bulgares et les Roumains n'ont pas le même statut que les ressortissants européens* », ce qui rend « *l'accès aux droits pas possible* ». C'est selon elle « *la première difficulté* ». Face à ces enjeux, le rôle du politique local est alors mis en avant par nombre d'acteurs de l'aide sociale qui soulignent la nécessité de leur intervention pour l'accueil des migrants roms.

Ainsi Anne-Marie replace ce qui pose question au niveau de la MDSI dans une échelle plus large en plaçant d'autres acteurs locaux. Elle m'explique ainsi que la mairie a mis en place un Comité de Liaison Inter-Partenarial¹³³ « *pour parler des problématiques de territoire* ». Dans ce comité, « *il y a deux ans, quelqu'un avait abordé cette problématique car ils arrivaient en masse, ils exigent, ils font pression : c'est un problème !* ». Selon elle, il s'agit donc d'un « *véritable enjeu sur le territoire avec l'arrivée de ces populations : il faut se pencher sur la question pour que l'accueil de ces populations se fasse dans la paix sociale.* ». Elle poursuit : « *Je pense que les collectivités locales se soucient de cette question-là pour une meilleure intégration dans le quartier* », en citant tour à tour la mairie et le « *représentant de l'État sur le quartier à la Préfecture* ». Selon elle, « *ils essaient d'activer toute insertion par l'économie* », ce que la MDSI relaie grâce à des outils et actions dans ce sens, précise-t-elle. On voit donc, à travers ses propos, que les migrations des Roms sont perçues comme un « enjeu » politique localement en raison de caractéristiques intrinsèques, mais aussi en raison du cadre institutionnel et juridique auquel ils sont soumis. Ce cadre concerne certes le statut migratoire de ces personnes, mais également « l'intégration » souhaitée et visée par les acteurs de l'aide sociale comme une condition qui permettrait de lever les difficultés rencontrées dans leur pratique.

C'est une manière, pour les structures d'aide sociale, de souligner la solitude ressentie par ces acteurs dans la question de l'accueil et de la prise en charge de ces migrants, tout en déplorant le manque de coordination sur ce sujet. C'est ce qu'exprime clairement une autre assistante sociale dans une MDSI d'une petite commune de l'agglomération dans laquelle un squat d'environ 150 personnes est implanté :

« En cas d'expulsion, on doit chercher des solutions de relogement avec les gens, or avec ce public, c'est impossible : ils n'ont pas de titre de séjour donc nous on peut rien travailler avec eux... ». Elle met également en avant le « *problème sur la véracité de certaines choses, la réalité de leurs situations qu'on ne sait pas ou qu'on n'a pas d'entrée. C'est dommage car on aurait pu appréhender différemment la situation. (...) Au début, y avait une totale méconnaissance du public, on pataugeait. On a fait des demandes d'infos auprès des partenaires mais ils en savaient pas plus, auprès d'assos comme l'ASTI mais c'était des infos juridiques seulement. On a fini par avoir des infos par [la cadre de la DATDS] au CG. (...) Le fait qu'on n'ait pas de moyens pour ces familles a réglé les choses quelque part car on peut rien faire. Mais on aurait pu travailler sur de l'info sur les administrations. Ils sont dans un entre-deux entre autorisés au séjour et non. Et puis y a pas de demandes spécifiques donc pas d'aide à la parentalité ou autre. (...) On aurait dû solliciter bien plus tôt des éléments de compréhension. (...) Le CG n'a pas insufflé de*

¹³³ Il s'agit d'un des outils d'instance participative relevant des CUCS dans lesquels s'inscrivent certains territoires dits « prioritaires » de la Ville.

réflexion et d'action collective pour ce public car il y a cette législation spécifique pas stable. Leur situation fait qu'il n'y a rien à travailler derrière. »¹³⁴

Cette assistante sociale souligne ainsi que l'institution est complètement démunie face aux situations des migrants roms, bloquée juridiquement et institutionnellement. Elle regrette alors le fait que « *à aucun moment il n'y a des échanges directs entre partenaires concernant les Roms* ». Elle souligne plus tard dans l'entretien que son « *plus grand regret c'est de ne pas avoir de réunion avec les partenaires médico-sociaux tous les trimestres* ». L'absence de prise en charge collective, ou du moins d'espace de questionnement et de réflexion commun à l'ensemble des acteurs de l'aide sociale, est donc clairement déplorée.

2.3.3. Des bricolages éparés insuffisants

Dans ce contexte de définition du « problème rom » dont les contours dépassent clairement les structures d'aide sociale qui sont alors démunies et isolées, la question qui se pose alors aux acteurs concernés est : que faire ? Ou en d'autres termes, comment faire pour faire avec ?

Il est à souligner que ce problème rom pointe donc des dysfonctionnements des structures elles-mêmes, ce que soulignent clairement certains professionnels. Cependant, on ne note dans les faits aucune remise en question profonde du fonctionnement de ces structures d'aide sociale. Il s'agit là d'un point non négligeable, sur lequel je reviendrai par la suite. Dès lors, plusieurs structures (institutionnelles plutôt) se saisissent de certains de leurs outils professionnels pour « bricoler » un meilleur accueil, tout en se questionnant toujours sur cette relation entre acteurs de l'aide sociale et migrants roms.

Au sein de la PASS, une question lancinante revient régulièrement sur le tapis : « *qui doit s'adapter à l'autre ?* »¹³⁵. C'est parfois une question qui m'est directement posée et à laquelle je devrais donner des pistes de réponse – si tant est que je puisse en donner –, comme lors de cette autre réunion collective des soignants de la PASS à laquelle j'avais été conviée pour « *discuter des Bulgares* » après un de mes séjours en Bulgarie. Les soignants de cette unité sont globalement très ouverts, curieux, désireux de comprendre « à qui ils ont affaire ». Ainsi le chef de service (se) le demande : « *Comment améliorer leur santé et est-ce qu'eux sont contents de la prise en charge qu'ils ont ?* »¹³⁶. Plus précisément, les questions qu'un des médecins me pose sachant que je pars en Bulgarie sont les suivantes : « *Quelle conception de la santé, du médecin et des médicaments ? Quels sont leurs moyens de se soigner en tant que Roms dans le système de santé bulgare ? Quelle prise en charge ?* »¹³⁷. Ce type de rencontre sollicitée par les professionnels du service à deux reprises peut être compris comme une tentative de compréhension des migrants en question, mais aussi plus largement comme un espace de discussion permettant de mettre à jour certains points de blocage et de

¹³⁴ Entretien, 21 juin 2012.

¹³⁵ Notes de terrain, réunion avec l'équipe, 3 novembre 2011.

¹³⁶ Notes de terrain, réunion avec l'équipe, 21 juin 2012.

¹³⁷ Entretien, 31 mai 2011.

travailler dessus avec une aide, un regard extérieur. Il s'agit alors d'une forme improvisée et sans cadre défini d'une formation « interculturelle »¹³⁸ comme d'une analyse de pratiques que j'ai spontanément et brièvement mise en œuvre avec ces acteurs. Mais ce fut là une première expérience co-construite qui n'a pas été tenue dans la durée. Par ailleurs, les cadres du Conseil Général font également bénéficier les acteurs professionnels des MDSI de formations « interculturelles », mises en place de façon nouvelle pour ce public mais existant par ailleurs pour d'autres.

Cette volonté d'accueil passe pour eux par une meilleure compréhension de ces personnes, de leurs conditions de vie objectives dans leurs pays d'origine et en France (concernant notamment leur accès aux soins et leurs interactions avec les professionnels là-bas, mais pas seulement) et de leurs expériences subjectives de ces prises en charge sanitaires et sociales dans les deux pays. Les soignants cherchent donc à comprendre, mais aussi à améliorer leurs pratiques, ce que révèle également à demi-mots un des médecins du service lorsqu'il me précise que le fonctionnement d'interprétariat dans le service s'est modifié en raison de « *mauvaises pratiques* ». S'il ne donne pas plus d'explications, il convient de souligner que ce point était l'une des conclusions des analyses effectuées par Rachel Besson (2010 : 42). Cela montre donc en creux que, si elles sont décriées sur le moment, les conclusions perçues comme « négatives » de recherches menées dans le service sont par la suite entendues et prises en considération dans les pratiques, ce qui révèle de façon considérable la grande volonté de ces acteurs de s'adapter et d'adapter leur prise en charge de la meilleure façon possible.

De façon générale, il existe donc dans la plupart de ces structures une volonté d'accueil (plus ou moins forte) mais pas de conditions suffisantes pour permettre un accueil effectif de qualité en résolvant les « blocages » rencontrés. Les demandes de formations des professionnels ainsi que leurs sollicitations et/ou leur « écoute » de chercheurs ou spécialistes relèvent d'une forme de bricolage pour mieux accueillir. C'est finalement la seule « réponse » institutionnelle concrètement envisageable. Or essayer de mieux comprendre l'Autre n'est pas suffisant pour une bonne prise en charge en raison des autres aspects évoqués précédemment, notamment des logiques et contraintes institutionnelles règlementant la présence de ces migrants.

2.3.4. Le « problème rom », symptôme du problème de l'intégration ?

Les blocages dans la prise en charge et la solitude ressentie par les professionnels de ces structures persistant, c'est presque logiquement que les acteurs de l'aide sociale opèrent une sorte de « retour » sur le public rom lui-même pour rationaliser la perception de cet échec.

L'incompréhension de ce nouveau public est donc systématiquement réactualisée par les acteurs de l'aide sociale. C'est ce que souligne notamment l'édito du numéro 1290 de la revue *Hommes et Migrations* consacré à la thématique « Travailleurs

¹³⁸ Au sens de Margalit Cohen-Emerique (2011), soit une approche qui induit trois démarches : la décentration, la découverte et prise en compte du cadre de références de l'Autre, et la négociation-médiation (construire un cadre commun).

sociaux et migrations » : « *Les travailleurs sociaux se trouvent confrontés de plus en plus à de nouveaux publics – les sans-papiers, les jeunes mineurs étrangers, les femmes migrantes – dont ils ont du mal à identifier les situations juridiques et dont ils ne comprennent plus les demandes sociales, souvent complexes ou contradictoires, ni les codes culturels. De nouvelles frontières du travail social se dessinent avec ces catégories d’usagers, confrontant de fait les travailleurs sociaux à une “altérité indépassable”.* » (Poinsot, 2011 : 2). Précisément, cette « altérité indépassable » est donc mobilisée dans les discours des professionnels pour finalement expliquer ce « problème rom » qu’ils identifient dans leur pratique. La barrière de la langue favorise nettement cette incompréhension factuelle du public, ainsi que le fait qu’il s’agisse d’un public nouveau et par ailleurs sujet à de nombreuses représentations négatives. Ainsi le responsable d’une antenne des Restos du cœur est intarissable au sujet des problèmes que rencontre son équipe avec ce public :

*« Le principal problème, c’est le manque de compréhension mutuelle, ce qui pose beaucoup de problèmes de relationnel. Plus de la part des Bulgares que des Roumains, et plus que les autres catégories sociales comme les maghrébins ou les gens des pays de l’Est. Eux ont tendance à être assez vindicatifs dans leur attente. Ils pensent que les Restos c’est un dû. »*¹³⁹

Les bénévoles de la Cantine Solidaire me parlent avec entrain de leur « *impression de se faire rouler par les Roms* », toute difficulté de communication étant perçue comme une stratégie de la part des migrants¹⁴⁰. Ce faisant, c’est le public rom lui-même qui est en creux identifié comme étant responsable voire « coupable » de ces blocages dans la prise en charge et plus largement de l’échec d’accueil.

À travers ces propos, il apparaît également que le « problème rom » renvoie pour les acteurs de l’aide sociale à un symptôme d’un problème plus large et plus profond : celui de l’intégration des étrangers, des minorités, des différents « Autres » rencontrés. En effet, lorsque les professionnels évoquent leur incompréhension générale des migrants roms, ils précisent régulièrement l’absence d’efforts dont ils font preuve pour apprendre la langue française. Or cet apprentissage est perçu par eux comme une « preuve » d’une volonté d’intégration. En outre, de cette caractéristique s’opère un glissement puisque des acteurs en viennent à parler d’analphabétisme, tel ce responsable de Médecins du Monde : « *Ils ne parlent pas un mot de français, seulement quelques enfants grâce à l’école. Ils sont analphabètes pour la plupart.* »¹⁴¹. L’analphabétisme supposé des migrants roms renvoie concrètement à l’effort implicitement attendu des migrants par les acteurs de l’aide sociale. En d’autres termes apparaissent ainsi les prémisses d’une immigration choisie, à travers l’idée de volonté et/ou de mérite, qui émane des citoyens français les plus engagés sur le plan social.

Les structures de l’aide sociale font ainsi face à des nouvelles difficultés induisant des blocages et des questionnements concernant l’accueil et la prise en charge de ces nouveaux migrants : parce qu’ils sont catégorisés par eux comme étant très

¹³⁹ Entretien, 2 décembre 2011.

¹⁴⁰ Notes de terrain et entretien, 12 octobre 2011.

¹⁴¹ Entretien, 29 mars 2011.

différents et même problématiques, mais aussi parce que la réglementation de leur statut migratoire particulier contrevient aux logiques et au fonctionnement de l'aide sociale.

Le « problème rom », signifiant en premier lieu des inadéquations entre un public et les logiques structurelles de l'aide sociale, serait donc le révélateur de dysfonctionnements plus larges. En le soulevant, c'est au fond les crises au sein des institutions que soulèvent les acteurs de l'aide sociale. Parler des migrants roms revient alors à parler des problèmes rencontrés par les dispositifs de l'aide sociale, face aux nouveaux publics migrants, notamment les migrants roms. Plus avant, il apparaît que ces dysfonctionnements des structures de l'aide sociale s'incarneraient in fine dans un certain dysfonctionnement de l'intégration. En effet, comme on le voit clairement à travers les propos des acteurs, le « problème » concernant les migrants roms est qu'ils ne correspondent pas, à leurs yeux, à une figure-type de l'immigré intégré, ou en voie d'intégration. C'est précisément ce point qui contribue à dérouter les professionnels qui ne savent alors plus comment « faire avec ».

En outre, le fait que le « problème rom » soit perçu comme un problème qui dépasse clairement le champ d'actions et de compétences des structures de l'aide sociale induit alors que ces structures ne sont pas enclines à se remettre en question dans leur fonctionnement, à tenter de modifier ce dernier à partir de ces questionnements. Dès lors, ce sont les migrants roms que les acteurs vont alors chercher à transformer, afin qu'ils puissent se conformer, entrer dans les « cases » de ces structures « malades » ou « bancales ». Par ailleurs, certains acteurs insistent aussi sur la différenciation des migrants roms, mais pour pouvoir légitimement les en exclure d'emblée.

2.4. Aménagements et adaptations vers la transformation des Roms en citoyens

Sur la base d'une lecture commune de ce nouveau public, perçu comme intrinsèquement différent, les acteurs de l'aide sociale agissent de différentes façons sur les difficultés et blocages rencontrés par leur présence. Je vais montrer la gamme d'actions/réactions qui existe. Certains acteurs rejettent ce public, d'autres tentent des aménagements des règles variées (en faveur comme en défaveur des migrants roms). L'analyse de cet accueil spécifique me permettra de soulever ses logiques sous-jacentes concernant ce public en revenant sur la question de l'intégration fortement présente.

2.4.1. Exclusion des migrants roms de l'aide sociale

En effectuant le tour des associations d'aide sociale locales afin de recueillir leurs discours sur les migrants roms, j'ai été confrontée à un problème d'une forte charge heuristique : de nombreux interlocuteurs que j'avais au téléphone ou face à moi, quels que soient leurs statuts au sein de ces structures (secrétaire, bénévole, travailleur social, responsable) ne voulaient pas se prononcer sur ce public, voire me certifiaient que l'association ne s'en occupait pas. Je devais donc montrer que je savais par ailleurs que leur association recevait des migrants roms ou travaillait avec. Les premières

phrases qui m'étaient alors finalement livrées visaient à me faire comprendre que les Roms n'étaient pas un public cible pour l'association ou que l'association ne les prenait pas en charge de façon spécifique : « *Je ne vois pas vers qui vous orienter, on ne mène pas d'action spécifique* »¹⁴² ; « *Ce public ne représente pas une mission particulière pour nous.* »¹⁴³ ; « *La plupart des Roms viennent pour la douche, et on ne demande rien, donc on ne les connaît pas.* »¹⁴⁴ ; « *Ce n'est pas notre public, il ne peut pas s'adosser à notre dispositif.* »¹⁴⁵. Plusieurs de ces associations m'ont renvoyée d'emblée vers une autre association, VALCO (Valorisation et Communication)¹⁴⁶, en mettant en avant que celle-ci s'occupait précisément de ce public – la seule dans l'agglomération. Il est clair qu'avec tous les blocages rencontrés dans l'accueil de ce public, les migrants roms s'apparentent, pour quelques acteurs de l'aide sociale, à un public indésirable. Cela peut induire une attitude de rejet. Ainsi au sein du Secours Catholique, l'« *animatrice sur la thématique migrants/roms* » explique que sur les 43 équipes de la délégation départementale, « *une dizaine d'équipes est concernée par la problématique des migrants roms* » et seules deux équipes travaillent auprès des Roms¹⁴⁷. Elle précise clairement qu'« *il y en a qui ne veulent pas travailler avec les Roms* ». Elle peine à me donner les raisons de tels refus (ce qui est peut-être lié avec sa récente arrivée à ce poste comme dans la région), mais on peut néanmoins en tirer une conclusion limpide : les migrants roms sont indésirables, même pour des bénévoles d'une association caritative à orientation catholique. Dans ce cas-là, on imagine aisément que l'incompatibilité de ces migrants avec le système de l'aide sociale soit aussi en partie le fait des acteurs de ce même système. Ainsi, au-delà de toute justification ou rationalisation, certains acteurs se positionnent d'emblée en retrait face à ce public avec lequel ils ne souhaitent pas travailler.

Ce régime d'exception pour les migrants roms est largement répandu dans nombre d'associations. Si les acteurs sont souvent mal à l'aise avec ce fait-là, beaucoup le vivent cependant très bien dans le sens où cela leur permet de rendre « vivable » leur action au quotidien. Ainsi une de mes interlocutrices, travailleuse sociale au CCAS, fraîchement recrutée, me parle d'une antenne locale d'une association d'aide alimentaire nationale qui, selon elle, « *reçoit les non-Roms et refuse les autres* » à cause d'un « *ordre d'en haut pas officiel* »¹⁴⁸. Si les migrants roms sont ainsi parfois exclus « activement » de certaines structures, le rejet dont font preuve d'autres structures envers ce public est plutôt « subi » par les professionnels en raison de l'importance des blocages.

Jeanne, assistante sociale en MDSI, oscille en permanence entre le manque de compréhension du public et l'absence de moyens institutionnels permettant sa prise en charge, déplorant tantôt l'un et tantôt l'autre comme blocage à sa pratique professionnelle. Cela fait écho aux propos des autres assistantes sociales analysés précédemment, mais prend forme ici de façon plus radicale, concrète voire inévitable :

¹⁴² Entretien téléphonique avec une secrétaire du PAROE, 7 décembre 2010.

¹⁴³ Entretien téléphonique avec la « secrétaire générale » d'une association, 30 avril 2011.

¹⁴⁴ Entretien avec une assistante sociale employée dans une association, 18 octobre 2011.

¹⁴⁵ Entretien avec une responsable du PAROE, 28 novembre 2011.

¹⁴⁶ Cf. glossaire des associations locales, Annexe 2.

¹⁴⁷ Entretien, 22 septembre 2011.

¹⁴⁸ Entretien, 10 avril 2012.

« *on ne peut rien faire* ». Dès lors, on ressent bien la frustration éprouvée, comme nombre de ses collègues, qui se voient empêchés d'aider ces personnes en les accompagnants socialement, ce qui est normalement le cœur de la mission d'une assistante sociale en MDSI. Cela n'apparaît pas comme étant spécifique au travail social auprès des migrants roms, mais serait plutôt le fait d'une certaine évolution du travail social institutionnel aux prises avec les logiques politiques et sociétales actuelles concernant l'entrée des migrants sur le territoire français. C'est ainsi que l'analysent Brigitte Bouquet et Marcel Jaeger (2011) lorsqu'ils soulignent « *les tensions qui pèsent sur ces travailleurs sociaux, notamment parce qu'ils se trouvent à l'interface des missions de service public et de la réponse professionnelle personnalisée, pris en étau entre leur éthique professionnelle et l'actualité nationale et internationale de l'immigration, marqués par la mise en place d'un cadre politique et institutionnel toujours plus contraignant envers les migrants* » (Bouquet & Jaeger, 2011 : 11). Or comme ces acteurs professionnels ne peuvent agir sur ces domaines, cela donne lieu à une explication de l'exclusion qui peut être parfois justifiée par un argument culturaliste. Cette frustration de ne pouvoir rien faire avec ce public peut également donner lieu à un service minimal, comme le montre Rachel Besson (2010) concernant le service de la PASS également.

On note également un jeu d'acteur courant dans le domaine de l'aide sociale, qui prend appui sur les différences de fonctionnement et de statut entre associations et institutions. Ainsi certaines structures sociales institutionnelles, face à ces difficultés rencontrées dans la prise en charge des migrants roms, privilégient le recours aux associations qui pallient parfois le vide laissé par les institutions de droit commun, lorsque ces dernières n'accueillent pas de façon effective ou font montre d'un accueil qui ne convient pas aux « demandeurs ». C'est notamment le cas dans certains CCAS de l'agglomération qui, face aux difficultés rencontrées avec les migrants roms, refusent d'effectuer leur domiciliation administrative (qui amène l'ouverture de droits) en mettant en avant des critères présentés comme des contraintes administratives. Pourtant, les CCAS ayant une accréditation officielle pour faire les domiciliations, il s'agit officiellement d'une de leurs missions. Dès lors, le plus gros de la domiciliation pour les migrants roms s'effectue dans des associations qui le proposent, mais il ne s'agit plus du service public donc du droit commun.

Ce « recours » aux associations effectué de fait ou implicitement par des institutions est significatif d'un « *abandon institutionnel* » (Agier, 2003) de certaines populations. C'est ce que souligne une bénévole effectuant des permanences juridiques à l'ASTI lorsqu'elle précise qu'elle n'est pas dupe du rôle joué par l'association dans le système d'ensemble que l'on pourrait qualifier de droit commun. Lorsque je lui demande comment le public accueilli dans l'association y vient, elle me répond qu'au-delà du bouche à oreille ou de l'envoi par d'autres associations, c'est « *l'administration* » qui leur envoie les personnes, en citant notamment l'OFII et la Préfecture. Elle ajoute : « *probablement une personne sympa du guichet (...) qui leur conseille de venir ou s'en débarrasse. Ça dépend comment on veut voir les choses.* »¹⁴⁹.

¹⁴⁹ Entretien, 2 février 2011.

Ces diverses manifestations de rejet du public rom par différentes structures de l'aide sociale peuvent être analysées comme une forme d'abandon des acteurs professionnels qui lâchent prise face aux difficultés rencontrées. Ne pouvant pas agir concrètement pour modifier certains aspects du « problème », ils renvoient les migrants roms à cette « altérité indépassable » en les excluant complètement du système d'aide sociale français.

2.4.2. Accueil spécifique et adaptations des règles : arbitraire et valeurs morales

L'adaptation par les structures d'aide sociale de leur accueil d'un nouveau public soulevant des problèmes tant de « *saturation de ce dispositif de droit commun* » que « *de la concurrence des publics assistés* » (Zeneidi-Henry, 2001 : 182) n'est pas une nouveauté. En effet, Djemila Zeneidi-Henry rapporte des faits similaires dans la région lors de l'arrivée des anciens combattants marocains pour obtenir la revalorisation de leur pension militaire. Sur quelles bases s'effectuent ces adaptations en direction des migrants roms par les structures de l'aide sociale ? Qu'est-ce que cela révèle ?

Du flou administratif à l'application aléatoire des règles

Lorsqu'elle me raconte l'histoire symbolisant l'afflux des migrants roms dans la MDSI de X, la cadre de la DATDS précise que « *les Bulgares* » arrivant à la MDSI avaient tous un petit papier sur lequel était écrit le mot « *chèque* ». Elle m'explique que cette aide financière demandée ainsi se nomme l'« *aide CAPED* » ; pour elle, c'est « *un outil ponctuel pour travailler autre chose* »¹⁵⁰. Elle précise alors la « *consigne* » qui prévaut dans les MDSI : « *pour toutes les personnes en situation irrégulière sur le territoire, les demandes d'aide doivent être examinées donc passer en dérogatoire* ». Jeanne, assistante sociale d'une MDSI d'une commune voisine, évoque elle aussi ce « *problème avec la MDSI de X qui a fait passer les demandes d'aide financière sans passer par la case commission spéciale donc ça a marché. (...) C'est très opaque, avec la CAF aussi et les droits qu'ils peuvent avoir par exemple...* »¹⁵¹. Cette « opacité » dans les règles de prise en charge, liée au statut migratoire et juridique des bénéficiaires potentiels, peut être ici comprise comme étant à la source de ce micro-événement.

Cela montre bien que parfois, ce ne sont pas seulement les migrants eux-mêmes (comme on le verra dans la troisième partie de cette thèse) mais aussi les acteurs institutionnels et associatifs qui trouvent les règles peu claires voire opaques concernant la prise en charge de ces migrants. En effet, les acteurs associatifs sont aussi concernés, indirectement, par la prise en charge (ou non) institutionnelle de ces migrants, étant donné qu'ils se trouvent parfois à l'origine de leurs orientations vers les institutions, ou au contraire, réceptionnent les personnes dont la prise en charge a été refusée par les institutions. Dans cette veine, la position du Conseil Général face à ces migrants est alors largement commentée par ces acteurs associatifs, notamment en ce qui concerne

¹⁵⁰ Entretien, 25 janvier 2012.

¹⁵¹ Entretien, 21 juin 2012.

les aides financières ponctuelles (soit le fameux « chèque »). Plusieurs interlocuteurs ont différentes versions et/ou perceptions individuelles, en fonction de leur compréhension de ce dispositif mais aussi de leurs expériences concrètes de ce dernier avec ce public. Ainsi une assistante sociale du Relai Citoyen m'explique qu'il existe une « *aide alimentaire du Conseil Général cinq fois par ans, de 110 euros, ou 60 euros pour personne seule* », en m'expliquant les conditions d'accès liées aux ressources. Elle poursuit : « *Donc je fais le dossier, toujours ! Eh bien ça marche pour certains, et pas pour d'autres. Ça ne s'explique pas.* »¹⁵². Il ne s'agit pas, pour cette interlocutrice, de critiquer particulièrement cette institution, car elle me donne aussi un autre exemple en ce sens au sujet des bailleurs sociaux en m'expliquant qu'elle faisait régulièrement des demandes de logement pour des familles « *de Bulgares* » puisqu'« *apparemment, il y a des familles qui ont eu des apparts sans titre de séjour* ». Une autre interlocutrice, responsable au PAROE, souligne la même opacité de fonctionnement pour obtenir des aides sociales du Conseil Général : « *Les familles (...) demandaient des aides financières pour la scolarité [pour les assurances scolaires, me précise-t-elle ensuite]. On peut le faire en demandant au Conseil Général, mais ça marche pas toujours.* »¹⁵³. Jeanne revient sur sa compréhension de la politique du Conseil Général en ce domaine : « *Les premières familles ont commencé à venir pour l'aide alimentaire. Mais la politique du CG, c'est : pas de titre [de séjour], donc pas de demande. Donc on envoie vers les assos.* »¹⁵⁴. Elle explique en outre qu'il y a « *un grand débat d'équipe sur le fait de donner des aides alimentaires à certaines familles et pas à d'autres* » en se questionnant sur ce qui s'apparenterait alors selon elle à un « *pas-droit* ». Elle ajoute : « *Nous, on fonctionne en équité.* ».

A priori, les migrants roms ne rentrent donc pas dans les règles de droit commun pour une prise en charge institutionnelle. Or cette affirmation n'est pas en adéquation avec la complexité de la réalité observée : elle est fonction des situations, acteurs professionnels et décisions par des commissions perçues comme abstraites tant par les uns que par les autres. Ces migrants roms seraient donc à ce point « spécifiques » que les règles deviendraient floues et opaques en leur présence¹⁵⁵ ? Cela semble plutôt être la résultante d'une rencontre entre des politiques nationales restrictives encadrant le séjour de ces migrants sur le territoire, soit une question de droit, avec des postures professionnelles individuelles qui s'orientent plutôt vers l'accueil de l'Autre, en contournant parfois les règles, soit une question d'éthique. Des tentatives d'adaptation en ce sens sont alors expérimentées par certains de ces acteurs ou par certaines institutions elles-mêmes. Au-delà d'une opacité effective des règles pour les professionnels eux-mêmes, j'affirme plutôt que les règles officielles ne sont pas suivies, en raison des spécificités du contexte et du public. Cela favorise alors le développement de « *normes pratiques* » (Chauveau, Le Pape, Olivier de Sardan, 2001) chez les acteurs de l'aide sociale. Céline Gabarro (2012) souligne un fonctionnement similaire avec le même public concernant les pratiques des règles d'affiliation à la CPAM qui « *peuvent*

¹⁵² Entretien, 18 octobre 2011.

¹⁵³ Entretien, 28 novembre 2011.

¹⁵⁴ Entretien, 21 juin 2012.

¹⁵⁵ Ces biais ou effets pervers qui surgissent dans l'accueil et la prise en charge des migrants roms par cette institution sociale ne sont pas sans rappeler ce qui a été observé et analysé concernant l'institution scolaire. Voir à ce sujet Clavé-Mercier, 2014.

être influencées par l'illégitimité supposée de certaines populations et sont permises par un vacuum juridique qui laisse aux acteurs institutionnels la charge de distinguer, classer, ordonner leur public et ainsi de décider de leur octroyer ou non une prestation » (Gabarro, 2012 : 90).

Des règles spécifiques mêlant subjectivités et valeurs morales

Certaines structures adaptent leur accueil de façon spécifique aux migrants roms. Un responsable du Secours Populaire en donne un exemple : « *Maintenant, on les fait venir, les Bulgares, les Roms, les mardis et vendredis car on a un bénévole qui parle le serbe et tout ça... (...) Pour les Bulgares roms, en général, on fait [la distribution de l'aide alimentaire] deux mois ou un mois [de carence] pour ceux qui sont en squat car on sait qu'il faut être rigide sinon ça peut déraiper.* »¹⁵⁶. Concernant cet accueil spécifique qui est réservé à ce public dans cette association, il s'en défend presque ou essaie de le justifier en expliquant comment cela se passait auparavant : « *en 2000, 2002, il y avait une interprète spécifique avec un accueil spécifique* ». Il précise alors que les migrants roms recevaient un colis sans accéder au libre-service de l'association, ce qu'il nomme un « *traitement différencié* ». Il ajoute enfin : « *Mais on a voulu arrêter, y a pas de raison !* ». L'entretien se clôt sur ces paroles, non sans avoir ajouté que d'autres associations d'aide alimentaire « *ont aussi des problèmes avec les Bulgares* », en les nommant. Dans cette dernière phrase, il apparaît clairement que les adaptations spécifiques à ce public sont le résultat direct des « problèmes » rencontrés dans les interactions entre Roms et associatifs et du fait qu'« *ils ne rentrent pas dans les cases* ». C'est ce que met en avant notamment ce responsable de la Cantine Solidaire : « *Compte-tenu du flou dans lequel on est par rapport à leurs revenus, on les prend tous les quinze jours.* »¹⁵⁷.

Il y a donc de façon évidente une certaine adaptation des règles usuelles vis-à-vis de ce public, des spécificités dans son accueil qui incombent au « flou » persistant autour de cette population et à son manque de compréhension par les professionnels – qui sont, par ailleurs, largement exposés aux discours médiatiques alimentant cette attitude. Aussi, l'ajustement des règles pour les Roms, soit l'émergence de « *normes pratiques* » peut également se faire parfois en leur faveur, comme me l'indique ce même acteur : « *Pour eux, y a pas besoin d'être envoyés par une assistante sociale car c'est trop compliqué pour eux ; on demande juste les papiers d'identité et un certificat de scolarité.* »¹⁵⁸.

Dans ces cas de figure, la spécificité de l'accueil et de la prise en charge des migrants roms se traduit par un ajustement des règles officielles qui a pour conséquence de différencier ce nouveau public tant dans l'espace (les Roms viennent à part des autres bénéficiaires) que dans le fonctionnement de l'attribution de l'aide (ils n'ont pas les mêmes droits). Ainsi, ces aménagements pratiques visant, pour les professionnels, à s'adapter au mieux en fonction du contexte et du public qu'ils perçoivent, peuvent induire des effets pervers. D'une part, l'arbitraire qui oriente nécessairement ces

¹⁵⁶ Entretien, 11 mai 2011.

¹⁵⁷ Entretien, 12 octobre 2011.

¹⁵⁸ *Ibid.*

adaptations est à souligner puisqu'il crée des inégalités de traitement et de prise en charge, d'autre part, cet accueil spécifique participe à enraciner ces pratiques inégalitaires en renforçant la différenciation du public en question.

Les premières adaptations aux migrants roms concernant les MDSI sont ponctuelles, disparates et relèvent d'une adaptation sur mesure et dans l'instant. On peut citer en ce sens la « spécialisation » d'assistantes sociales « dans l'accueil des Bulgares », à l'image de Chantal. Concrètement, cette nomination décidée au sein de l'équipe de la MDSI signifie qu'une assistante sociale de l'équipe est dorénavant préposée à recevoir tous les « Bulgares » se présentant à la MDSI. Aucune formation spécifique n'est nécessaire, seuls la motivation et l'intérêt de l'AS en question semblent donc requis. Il s'agit donc d'une organisation interne que l'on peut qualifier de bricolage visant un meilleur fonctionnement de la structure. Chantal est la première assistante sociale à l'avoir expérimenté, et elle est très satisfaite de ce rôle qui lui convient et lui plaît. Cependant, un grand nombre de MDSI n'a pas défini de poste « spécialisé » de cette façon. Ainsi Anne-Marie, lorsque nous en parlons pendant l'entretien, m'explique que cela a été refusé par les assistantes sociales de la MDSI dont elle est responsable, car « elles n'ont pas voulu, ça a été jugé pas nécessaire »¹⁵⁹.

Le fait de mettre en place cet accueil spécifique à une population soulève donc des interrogations fondamentales. Cela peut visibiliser le public en question, et donc permettre une meilleure prise en charge. Or cela participe également d'une réification des caractéristiques fondant cette spécificité, pouvant entraîner des effets pervers comme le maintien de ces personnes dans une identité immuable prédéterminée par ces « spécialistes » lors de l'accueil dans l'institution. Dès lors, il peut y avoir une absence de changement profond de l'institution qui se repose alors sur ces « spécialistes ».

En outre, malgré cette adaptation spécifique de la structure, Chantal note les blocages et les limites qu'elle a pu constater par son expérience :

« Mais il y a des problèmes de racisme avec certains, comme l'antenne [A] des Restos du cœur... Là, c'est grave. Une fois, la responsable a même dit à une jeune femme, rom d'ailleurs, de retourner travailler plutôt que de venir pour l'aide alimentaire, alors que la jeune femme venait de quitter son emploi de... prostituée ! et elle le savait. Du coup, je n'envoie plus les Bulgares là-bas, je leur dit d'aller à l'antenne de [B]. Un jour, la responsable de [B] m'a appelé pour me demander comment ça se faisait que je lui envoyais tous les Bulgares du département. Je lui ai répondu que ce n'était que ceux du quartier, et que je les lui envoyais parce qu'elle, elle était gentille. Elle a compris, de toute façon, tout le monde connaît la situation avec l'antenne [A], elle m'a même dit que c'était remonté au niveau national. »

Un point qui transparaît de cet extrait d'entretien et qui mérite d'être souligné, pour le mettre en perspective avec l'objectif de « droit commun » concerne l'adaptation de l'assistante sociale elle-même lorsqu'elle oriente les personnes vers telle antenne d'association plutôt qu'une autre. Plus avant, c'est l'explication qu'elle donne de cette adaptation qui retient l'attention : « parce qu'elle, elle était gentille ». Ce recours à un jugement moral pour déterminer l'orientation des migrants dans leurs parcours de l'aide

¹⁵⁹ Entretien, 8 juin 2011.

sociale contredit d'emblée le principe de « droit commun » présenté plus tôt comme objectif à atteindre par l'interlocutrice en question. Une fois de plus, les acteurs de l'aide sociale semblent donc adapter leurs pratiques professionnelles en direction des migrants roms, de façon subjective, et dès lors, floue et aléatoire – bien que ce soit parfois, comme ici, pour le bien des migrants eux-mêmes.

Par ailleurs, l'émotion des acteurs de l'aide sociale peut également être un moteur pour l'action, et notamment en ce qui concerne la mise en place de spécificités dans la prise en charge. C'est particulièrement clair en partant d'une phrase d'une travailleuse sociale du Secours Catholique, qui évoque le « *manque cruel d'organisation des associations : il faudrait coordonner les actions pour interagir entre assos.* »¹⁶⁰. Ce faisant, elle souligne en creux une « réponse » aux problèmes (en l'occurrence, l'expulsion d'un squat) dans l'instant et par l'émotion des différents acteurs associatifs qui se sont investis sur le moment. Notons en outre que certains acteurs associatifs sont présents aux événements médiatiques telles les expulsions mais ne mènent aucune action au long cours auprès des migrants roms. Ainsi c'est l'émotion qui gouverne en grande partie les actions, et cela laisse peu de place à une réflexion globale et à une concertation. Dans ces diverses pratiques transparaissent donc l'importance des subjectivités et des valeurs morales des professionnels de l'aide sociale.

Ce caractère arbitraire, invoquant des « *sentiments moraux et même des réflexes émotionnels* » (Fassin, 2010 : 190), de l'accueil de l'étranger n'est pas sans rappeler le « *gouvernement humanitaire* » analysé par Didier Fassin (2010), notamment en ce qui concerne les procédures de régularisation des étrangers en France. Cela amène à se questionner sur le glissement des spécificités analysées dans l'accueil et le traitement des migrants roms, du niveau des structures de l'aide sociale à celui, plus large, de l'État. En effet, ces adaptations observées répondent à une question transversale à ces échelles, qui est celle de l'intégration des migrants roms. C'est ce que je propose de montrer, avant de répondre à cette interrogation au fil de la section.

2.4.3. Vers la transformation des Roms en citoyens, pour résoudre le « problème »

Si certaines structures de l'aide sociale mettent en place des aménagements pour accueillir le public rom, ces derniers sont toutefois envisagés implicitement comme étant temporaires. L'objectif n'est pas d'adapter complètement le fonctionnement des structures au public mais bien plutôt de parvenir ainsi à « accrocher » le public pour le faire entrer, *in fine*, dans le « droit commun ».

Dès lors, nombre de ces adaptations sont aléatoires, dans le temps comme dans l'espace, en fonction des contextes et des acteurs. C'est notamment le cas des « *permanences traduites* » effectuées dans certaines MDSI qui ont recours à des interprètes professionnels. Chantal m'explique l'évolution de son travail en donnant des chiffres : « *En 2007, j'ai eu 3h de permanence. On est à 70h aujourd'hui. Ça fait deux*

¹⁶⁰ Entretien, 22 septembre 2011.

ans et demi qu'il y a une permanence traduite en bulgare. L'objectif, c'est qu'ils n'y viennent plus. »¹⁶¹. À travers sa dernière phrase ressort l'idée communément partagée par les acteurs de l'aide sociale selon laquelle la mise en place de dispositifs spécifiques en direction des « Bulgares » doit tendre, *in fine*, vers le droit commun. Ainsi, étant donné qu'on l'a observé de la même façon au sein de l'institution scolaire, il semble que cet objectif soit largement partagé par toutes les institutions accueillant les migrants, ce qui renvoie clairement aux politiques d'intégration organisant l'accueil et la vie des étrangers en France. Chantal poursuit en disant : « *J'essaie de les pousser vers FemmeSolidaires, et le centre d'animation de [un quartier de la ville]....* ». L'aspect aléatoire de ces adaptations peut aussi prendre d'autres formes. Comme l'explicite ce responsable d'une antenne des Restos du Cœur : « *Les CCAS de X et Z [les communes en question] font des lettres qu'ils donnent aux familles pour dire qu'il faut les aider. Mais pas les Roms, eux n'ont besoin de personne pour venir.* »¹⁶². Il s'agit bien d'un régime d'exception pour les migrants roms, mais qui se dote quand même de certaines règles nouvelles puisque des documents sont demandés pour la prise en charge : « *trois papiers impératifs : la pièce d'identité, l'AME, pour qu'ils aient une couverture sociale et médicale, et le certificat de scolarité.* ». Lors de son explication, le responsable précise que l'année dernière, l'antenne des Restos donnait aux migrants roms une aide alimentaire malgré l'absence d'un de ces papiers. Il ajoute : « *Maintenant, c'est fini, pour avoir un semblant de parité avec les autres.* ». En effet, le « semblant » ressort bien de son discours qui montre en quelques mots l'élaboration d'un régime d'exception avec un semblant de règles et un aspect fortement aléatoire. L'analyse de ces cas de figure permet de souligner que la mise en place de règles ou de dispositifs nouveaux et spécifiques à ce public, qui sont envisagés sur du court terme et pas généralisés, s'inscrivent dans une logique de transformation graduelle des migrants roms en citoyens. Il s'agit, petit à petit, de les amener au duo « droits/devoirs » symbolisant, pour les professionnels, cette citoyenneté.

Cette transformation des migrants roms dans le cadre de leur prise en charge par des structures de l'aide sociale peut également prendre une forme plus nette et marquée. En effet, certains acteurs professionnels sont nombreux à mettre en avant la nécessité d'un volet éducatif dans l'accueil et l'accompagnement de ces migrants. Il est intéressant de souligner qu'ici, éducation et autorité se mêlent souvent dans les discours des acteurs. Par exemple, un responsable du Mobilocafé explique sa façon d'être et de faire avec ces migrants de la manière suivante : « *On a choisi de ne pas accepter les comportements pour lesquels beaucoup d'assos se plaignent. Et j'ai remarqué qu'ils acceptent l'autorité. Je suis le chef du bus, et ils acceptent facilement.* »¹⁶³. En même temps, cet acteur me dit un peu plus tard dans l'entretien : « *Ici, on est dans l'éducatif. Si on fait un peu de chemin vers eux, on peut leur demander de faire un peu de chemin vers nous.* ». On note la même idée sous-jacente lorsqu'un responsable d'Emmaüs affirme qu'« *avec eux, il faut régulièrement reposer le cadre* »¹⁶⁴ en parlant d'une famille accompagnée par cette association. Cette fermeté spécifique que certains

¹⁶¹ Entretien, 5 septembre 2011.

¹⁶² Entretien, 2 décembre 2011.

¹⁶³ Entretien, 13 octobre 2011.

¹⁶⁴ Entretien, 27 mai 2011.

professionnels pensent comme étant nécessaire à l'égard des migrants roms est à relier, pour la comprendre, avec les caractéristiques imputées à ce nouveau public, telles l'exigence, l'abus éventuel mais aussi l'impression de ne pas pouvoir « saisir » ces personnes. En réponse à cela, l'autorité dont font preuve les acteurs de l'aide sociale est à questionner, de même que ce vocabulaire utilisé qui infantilise les migrants en question.

Il convient de rappeler que les interactions entre les acteurs de l'aide sociale et les bénéficiaires ne sont pas neutres. Seule une interlocutrice, travailleuse sociale au Relai Citoyen, m'a fait part de ses réflexions sur ce point, plus précisément sur les perceptions des bénéficiaires de ce qu'elle nomme « le caritatif » : « *Le caritatif peut être hyper violent pour des personnes. Le fait d'aller quémander de la bouffe, avec un contrôle social à fond et se retrouver avec des personnes dans la même situation...tout ça pour ça ! C'est en gros de la mendicité.* »¹⁶⁵. Aussi, les acteurs associatifs qui appuient sur le « cadre », et plus avant sur une certaine hiérarchie dans la relation d'aide, renforcent explicitement cette asymétrie dans la relation. Ce faisant, ils réifient la distance supposée existante entre eux et ces migrants dotés de caractéristiques spécifiques. Dès lors, une adaptation de l'accueil de ce public de cette façon, c'est-à-dire en marquant particulièrement le cadre avec un objectif d'autorité et d'éducation à la fois, participe de l'établissement de la mise à distance sociale de ces personnes, dans l'objectif de pouvoir agir sur elles. Ainsi un responsable d'antenne des Restos du Cœur me dit avec fierté : « *On avait fait une affiche "vos droits / vos devoirs" en roumain et en bulgare, mais ça avait été jugé trop abrupt par le siège. Donc ils l'ont remodelée au siège et distribuée à tous les responsables d'antennes.* »¹⁶⁶. N'ayant pas pu avoir accès à cette affiche, je ne peux en analyser que la démarche. Celle-ci s'apparente clairement à une volonté de transformation des migrants roms en citoyens par leur incorporation de cette question des droits et devoirs. C'est précisément cette transformation qui est donc au fondement des spécificités d'accueil et de prise en charge des migrants roms par les acteurs de l'aide sociale. Plus avant, leur accueil n'est possible, ou permis, que si cette transformation est effective, soit maintenant pour certains acteurs, soit dans un avenir proche pour d'autres. Qu'est-ce que cette analyse révèle en termes de logiques sous-jacentes à un tel objectif implicite ?

Que ce soit par l'élaboration d'un régime d'exception ou par le refus d'accueillir ces personnes, ces positionnements d'acteurs de l'aide sociale participent grandement à construire l'image d'un public problématique, et plus avant, à poser les jalons de ce qui est en passe de devenir un problème public. En outre, cette construction des difficultés rencontrées en problème public, au-delà des différentes caractéristiques et raisons mobilisées qui ont été abordées précédemment, contient en son sein des premiers éléments de « réactions » ou de « réponses » de ces structures au « problème » rencontré. Celles-ci sont largement empreintes d'arbitraire, d'émotion et de morale – ce qui n'est pas sans conséquence par la suite, lors de la politisation du problème public en question. Plus avant, comme je l'ai souligné en filigrane de cette section, une

¹⁶⁵ Entretien, 18 octobre 2011.

¹⁶⁶ Entretien, 2 décembre 2011.

considération est particulièrement partagée par tous les acteurs associatifs : il s'agit de la question de l'intégration des migrants roms.

En effet, chaque professionnel a sa propre vision de l'intégration concernant ces migrants. Nombreux sont ceux qui m'ont livré leurs points de vue alors que la question n'était pas explicitement posée. Ce premier élément permet de comprendre les liens existants, aux yeux des acteurs de l'aide sociale, entre un phénomène de migration visible et une attente d'intégration de ces migrants qui en découle. Pour le responsable de la Cantine Solidaire par exemple, la maîtrise de la langue est le premier pas vers ce qu'il nomme indifféremment « *insertion* » ou « *intégration* ». Cela fonctionnerait également en sens inverse : le fait de parler un peu le français peut être compris comme un début d'intégration. C'est ce qu'il sous-entend lorsqu'il parle des difficultés de compréhension : « *Le problème, c'est la langue, on fait des gestes, et ceux qui sont en voie d'insertion font la traduction.* »¹⁶⁷. Bien souvent, les migrants roms sont globalement caractérisés, par les acteurs associatifs, comme n'ayant pas la volonté de s'intégrer. Un groupe de bénévoles âgés présents au pôle accueil de l'aide alimentaire de la Cantine Solidaire me disent ainsi d'une seule voix : « *Les Roms, eux, ne s'intègrent pas.* »¹⁶⁸. D'autres, comme un responsable du Mobilocafé, vont un peu plus loin dans leur réflexion sur cette intégration des migrants roms : « *Si on veut qu'ils s'intègrent, nous il faut qu'on les intègre. Mais avec de la fermeté : faut savoir ce qu'on veut et ce qu'on ne peut pas accepter.* »¹⁶⁹. On retrouve ici cette assertion selon laquelle ces migrants nécessiteraient un cadre, une certaine autorité, donc la question des « devoirs ». Il est intéressant de souligner que dans ces propos, la volonté d'intégration ne vient pas des migrants eux-mêmes mais bien des acteurs qui les accueillent (« on »).

Il ne s'agit donc pas d'une réflexion sur l'accueil de ce nouveau public à partir du public en soi, mais à partir de ce public comme « problème », parfois reconnu comme un symptôme de dysfonctionnements plus larges mais sur lesquels les professionnels en question ne peuvent agir. Dès lors, la transformation de ces migrants en « citoyens », notamment (voire uniquement) par l'apprentissage du duo « droits/devoirs » symbolisant ce statut, est la « solution » trouvée pour répondre au « problème » rencontré, celle-ci correspondant à la logique sous-jacente d'intégration conditionnant l'hospitalité.

Conclusion de la section 2

J'ai montré que dans ces structures de l'aide sociale, l'accueil effectif des migrants roms est conditionné par des spécificités dans l'appréhension du public en question et dans sa prise en charge. Cela fait écho à l'affirmation de Claire Schiff (2004) selon laquelle « *dans les faits, la prise en charge des nouveaux arrivants relève d'un mélange souvent contradictoire de convictions différentialistes ou assimilationnistes, de bonne ou de mauvaise volonté des personnels concernés.* » (Schiff, 2004 : 77). Ici les particularismes supposés des migrants roms font qu'ils ne « *rentrent pas dans les*

¹⁶⁷ Entretien, 12 octobre 2011.

¹⁶⁸ Notes de terrain, 12 octobre 2011.

¹⁶⁹ Entretien, 13 octobre 2011.

cases » communément établies pour l'accueil dans les dispositifs spécifiques de droit commun. Il convient de souligner que l'accueil est systématiquement relié à la notion d'intégration dans les discours des acteurs. Si l'on peut donc en déduire que l'objectif d'accueil dans le droit commun, ici dans les structures d'aide sociale, est l'intégration des migrants dans la société française, alors celle-ci est rendue difficile, voire impossible, en raison même de l'inadéquation de cette population à la société à cause de ses différences irréductibles premières.

J'ai souligné le poids de la catégorisation de ce nouveau public par les acteurs institutionnels sur l'accueil et la prise en charge des migrants, soit la gestion par l'État des populations étrangères par extension¹⁷⁰. Ce sont les réglementations et contraintes juridiques, politiques et administratives qui déterminent grandement la situation de ce public face aux structures de l'aide sociale et leurs interactions. Ces acteurs sont alors pris dans un étau entre d'une part les politiques nationales qui conditionnent le statut de ces migrants et le fonctionnement de leur institution, et d'autre part leur « raison » professionnelle (accueillir, aider). Celle-ci s'apparente, dans ce contexte, à ce que Didier Fassin (2010) nomme une « *raison humanitaire* », en décalant le terme de l'État aux acteurs de l'aide sociale. Il s'agit donc d'une véritable injonction contradictoire (« double bind ») entre la mission de travail social et les logiques macro-institutionnelles qui, au final, contraignent les acteurs à la mise en œuvre d'une politique ne réunissant pas les conditions nécessaires à une réelle hospitalité. Il s'agit donc d'une situation quasi anomique où chaque acteur se débrouille dans sa pratique.

Ainsi les acteurs finissent par faire avec une population pour laquelle un accueil exceptionnel, hors norme, hors cadre est possible et même non questionné. Au final, l'unique façon d'accueillir et de prendre en charge ces migrants tout en répondant aux logiques et objectifs qui encadrent ce domaine de l'aide sociale (associative ou institutionnelle) revient à transformer les migrants roms pour qu'ils s'intègrent, et correspondent par là à ce qui est attendu du public « classique » de ce secteur, et plus largement des résidents sur le territoire français. C'est précisément à cela que visent les spécificités mises en place dans l'accueil de ce public.

Conclusion du chapitre 1

À travers de multiples cas de figure démontrant les processus de catégorisation des migrants roms comme nouveaux étrangers problématiques, j'ai examiné dans ce chapitre ce que Didier Fassin (2012) nomme des « *opérations d'évaluation et de jugement [qui] permettent aussi de recomposer la communauté morale nationale* », ici par un « *processus d'altérisation radicale* » (Fassin, 2012 : 17). J'ai montré à quel point les migrants roms sont globalement sujets à une même appréhension de la part de tous les citoyens français, qu'ils soient des voisins, associatifs ou institutionnels. C'est précisément cette « altérisation radicale » qui les réunit dans un ensemble, au-delà même de caractéristiques supposées intrinsèques. Que les migrants roms soient alors

¹⁷⁰ Voir notamment à ce sujet Bernardot (2008), Kobelinsky et Makaremi (2009), Simon (1999).

effectivement accueillis ou non, plus ou moins bien, avec plus ou moins de volonté ou de « réussite » n'est pas vraiment la question centrale. Il s'agit plutôt, à partir de ces analyses, de s'interroger sur la fonction de cette catégorisation des migrants roms comme d'étranges étrangers, radicalement différents, éloignés. À ce propos, il est intéressant de reprendre la thèse de Mary Douglas (1967) sur la souillure, soutenant que des règles de pollution apparaissent nécessaires à la définition et au maintien d'un groupe social. Les migrants roms apparaissent clairement comme ayant cette fonction symbolique en incarnant cette « pollution » par excellence. En effet, c'est ce que semble réactiver la présence de migrants roms, identifiés par de multiples caractéristiques visant à fonder leur étrangeté et leur potentielle « pollution » (d'un quartier, d'une ville, d'un pays, de l'Europe) qui serait la conséquence de ces caractéristiques souvent négatives. Dès lors, à travers ces catégorisations transparaît l'idée selon laquelle la souillure, la pollution raciale mais aussi socio-économique (tout du moins la crainte de celles-ci) sert *in fine* à maintenir une certaine cohésion sociale, dans une société déjà fragilisée économiquement. Par ailleurs, on peut également y percevoir ce que Georg Simmel (1908) définissait comme relevant de la fonction sociologique de l'étranger, dans la dialectique du proche et du lointain. L'étranger étant considéré comme intrinsèquement différent d'un « nous », donc paraissant peu différent d'un autre étranger, ce qui induit que cette figure prête aux généralisations. De plus, Simmel envisage la fonction sociale particulière de l'étranger à la charnière de deux univers dont il assure la jonction. Cette analyse soulève des questions d'une acuité pertinente dans le contexte actuel de modification des frontières politiques de l'Europe entraînant des bouleversements dans la gradation de l'étrangéité.

Cela permet de comprendre l'existence construite mais aussi l'importance de la « question rom » pour différents acteurs de la société, soit l'économie morale de cette « question » dans le sens donné par Didier Fassin (2009 : 1257), à savoir « *la production, la répartition, la circulation et l'utilisation des émotions et des valeurs, des normes et des obligations dans l'espace social* ». C'est ainsi qu'il convient d'analyser la saturation et l'inadéquation des dispositifs de droit commun soulevées par les acteurs associatifs et institutionnels concernant les migrants roms. Ainsi, ces derniers, tels qu'ils sont perçus, cumulent plusieurs handicaps qui les rendent illégitimes. D'une part, ils sont nombreux, pauvres parmi les pauvres et parmi les migrants, et les acteurs du secteur de l'aide sociale (en crise budgétaire et soumis à une pression gestionnaire et mercantile qui pèse sur l'action sociale) peuvent préférer s'abstenir de s'occuper d'eux, d'autant que leur situation relève de problématiques jugées trop compliquées. D'où la « saturation » ressentie par ces acteurs. D'autre part, les migrants roms sont perçus comme radicalement différents, et le poids des stéréotypes que j'ai montré (notamment le fait qu'ils ne voudraient pas s'intégrer et qu'ils aient toujours vécu en marge et en communauté) ainsi que l'injonction à l'intégration quasi naturelle de la part de ces acteurs induit cette « inadéquation » entre les logiques associatives et institutionnelles et ces migrants.

En outre, j'ai montré que les principales modalités de catégorisation de ce public viennent à la fois de la sphère très locale, associative, citoyenne, politique, et à la fois de la sphère juridique en raison des lois qui amènent à des contraintes ou blocages juridico-

administratifs. Dès lors, les échelles se mélangent clairement sans qu'aucune ne prenne le dessus dans ce processus de catégorisation de ces personnes, participant ainsi de la confusion et du flou que génère pour tous la présence de ces migrants dans ces conditions sur le territoire. Les « difficultés » rencontrées par ces acteurs dans leurs interactions avec ce nouveau public sont également à replacer dans un questionnement plus large sur les modalités de construction des rapports entre public et institution. En effet, il existe clairement un lien entre la construction des relations de l'institution au public par celle-ci, à travers des modèles proposés (le chèque à la MDSI par exemple) ou imposés (le fait de conditionner les aides alimentaires à la scolarisation par exemple) et les conséquences que cela a sur les rapports existants entre le public et l'institution. Ces rapports dont se plaignent nombre d'acteurs professionnels sont imaginés, pensés puis mis en œuvre par le public en fonction même des modèles que leur propose l'institution. L'explication de la difficulté dans ces interactions n'est donc pas à rechercher dans le public en question, mais bien dans l'interaction elle-même. Dès lors, une rationalisation de l'expérience en termes d'ethnicité uniquement ne fait pas sens, et ne permet pas une lecture complexe de la réalité sociale observée. C'est en termes d'interactions qu'il convient d'effectuer cette lecture, ou de poser les cadres de l'expérience (Goffman, 1991).

Je propose donc d'effectuer un parallèle avec la « question juive » analysée par Jean-Paul Sartre (1946) et l'idée phare qu'il défend selon laquelle c'est l'antisémite qui fait le Juif. Par là, il explique ainsi qu'il n'y a pas de fait juif en soi. En d'autres termes, ce ne sont pas les caractéristiques des Juifs qui constituent la « question juive », mais c'est la société qui fait le juif puisque c'est la manière dont la société construit ce groupe en tant que tel en lui attribuant des caractéristiques propres qui donne naissance à cette catégorisation. Comme je l'ai montré précédemment, cela peut être aisément transposable aux migrants roms. Il apparaît donc clairement que la « question rom », en France comme dans l'agglomération, recouvre un problème public, en reprenant les termes donnés par Daniel Cefaï (1996 : 51) qui définit les problèmes publics comme des « *événements publics (...) qui occupent le devant de la scène médiatique, qui frappent les sensibilités et les imaginations, et parfois stimulent les jugements et les énergies politiques* » mais « *transcendent par leur durée et leur portée le statut d'événements publics* ». Au sujet des migrants roms, on a vu que ce qui pose concrètement « problème » est l'appréhension d'une extrême pauvreté étrangère, qui soulève alors les questions de responsabilité, de justice, de morale voire d'engagement de chacun ; cela est par ailleurs couplé à une certaine « réputation » (représentations, stéréotypes et caractéristiques jugées intrinsèques à la « population » en question). C'est l'agencement de ces deux facteurs qui fait émerger le problème public.

Celui-ci, comme je l'ai montré, semble induire à la fois des attitudes compassionnelles et des actions sécuritaires. Ces dernières sont à mettre en perspective avec un certain « *abandon institutionnel* » que Michel Agier (2003 : 74) identifie comme étant ce qui amène une « *humanitarisation* » de la question, en précisant que celle-ci peut tout à fait être très organisée voire d'une certaine façon institutionnalisée. Dès lors, il convient d'examiner maintenant comment le politique s'organise pour « répondre » à ce problème public. Quelle est la « pensée » des institutions politiques au

sujet de ce qui est communément appelé la « question rom », tant à l'échelle locale que nationale ? Quels enjeux sociaux et politiques sont posés par la présence des migrants roms ? Que révèle leur présence et leur mobilité sur le politique ? En d'autres termes, que font les migrants roms à l'État et comment l'État y répond ?

En partant de la naturalisation des « différences culturelles » imputées aux migrants roms et la disqualification morale de ces différences, j'ai montré la théorisation et la production du migrant rom comme « corps d'exception » encadré par des dispositifs spécifiques dans le domaine de l'aide sociale. Quels sont les liens précis avec la « question rom » au niveau politique, soit la politisation du « problème » ? Deux hypothèses émergent : soit cette politisation peut être une « réponse » au problème rencontré et formulé par les professionnels, soit le régime de l'exceptionnalité visant l'intégration des migrants roms prépare en quelque sorte le terrain politique, en s'y transposant au final. D'autres questionnements concernant les liens entre ces différentes sphères voient le jour : la mise en place d'une politique locale en direction des migrants roms change-t-elle quelque chose dans l'accueil de ces migrants au sein des structures de l'aide sociale ? Y a-t-il transformation radicale des pratiques et du regard dans le cadre d'un projet coordonné à l'échelle locale ? Ou bien, au contraire, y a-t-il systématisation du processus de transformation du Rom en citoyen ?

CHAPITRE 2. LA POLITIQUE DU MIGRANT ROM, CONSTRUCTION D'UNE SPECIFICITE LOCALE

L'examen de la construction de l'immigration des Roms en problème public dans l'agglomération a mis en relief plusieurs éléments. D'abord, celle-ci repose sur la mobilisation d'acteurs publics et sur la définition d'une population cible. Enfin, elle est posée comme sujet d'attention et de controverse, fortement médiatisée et de ce fait inscrite dans l'espace public. En d'autres termes, j'ai montré dans le chapitre 1 les conditions de la fabrique d'un public problématique car illégitime et caractérisé par une certaine immoralité, dans la société civile et le domaine de l'aide sociale. Comment ce processus se traduit-il dans le domaine politique ? Ce chapitre se veut donc l'aboutissement d'un questionnement, d'une réflexion explicitée par Evelyne Ritaine (2005 : 2) : « *observer comment un processus social nouveau, qui s'est longtemps déroulé à bas bruit, devient peu à peu une question collective, puis un problème public, un enjeu politique enfin : quelles configurations d'acteurs, quelles conjonctures politiques, quels ensembles de représentations y contribuent ?* » J'analyserai donc ce que je propose d'appeler la politique du migrant rom, en reprenant l'objectif principal d'Evelyne Ritaine : « *découvrir ce que ces modes de construction nous révèlent des processus sociopolitiques à l'œuvre dans cette société* » (*Ibid.*).

Dans ce chapitre sera observée la co-construction d'un public cible par les acteurs de l'arène rom. Dès le début de la présence de ces migrants aux caractéristiques spécifiques dans l'agglomération, la nécessité de définir cette population s'impose à tous. Avec la prise en charge politique de la « question rom », les acteurs concernés se multiplient. Autant d'acteurs que d'identifications possibles, qui sont, comme je vais le montrer, toujours en lien avec les lectures des situations ou des « problèmes ». On assiste alors à l'émergence d'une multitude de termes visant à qualifier ces individus, avec un glissement assez visible d'une désignation axée sur la nationalité à une désignation focalisée sur l'ethnicité, mais aussi une oscillation quasi constante entre des caractéristiques nationales (Bulgares), ethniques (Roms), urbaines (habitat en squat) et sociales (précaires) pour définir le public cible. Ces questions de catégorisation, d'identification et de typification d'un problème seront donc largement abordées dans ce chapitre.

En outre, c'est précisément en analysant l'agir politique sur la « question rom » que je vais pouvoir montrer ce que recouvre la construction de la catégorie « migrant rom » par et pour le politique, en prenant en considération la multiplicité d'échelles dans laquelle s'inscrit cette question. Il s'agit alors d'interroger ce que recouvre l'« objet rom » comme problème politique. Quelle construction (et donc quel traitement) de cette question sociale (la « question rom ») par le politique ? Comment est-ce traduit par la mise en œuvre de politiques locales ? Globalement, il s'agit de montrer comment d'une réalité concrète, objectivable, soit la présence de personnes identifiées comme Roms sur un territoire donné, on passe à la construction d'un problème politique, d'une question légitime aux yeux des acteurs publics.

Pour répondre à ces questions, il est nécessaire de présenter et d'analyser dans une perspective diachronique l'appréhension, la redéfinition et la prise en charge de l'« objet rom » au niveau politique, en montrant l'imbrication de différentes échelles (locale, nationale, européenne). Cela permettra ainsi de comprendre les logiques et les enjeux sous-jacents qui ont accompagné la mise en place d'une politique locale en direction des migrants roms.

À ce titre, l'agglomération étudiée connaît des spécificités, à la fois en ce qui concerne la nationalité des migrants roms présents localement (la grande majorité des migrants étant Bulgares, contrairement aux autres communes de France), et en termes de réponses politiques. En effet, la politique menée en direction de ces migrants va s'orienter vers la construction de deux dispositifs politiques spécifiques : la MOUS (Maîtrise d'œuvre Urbaine et Sociale) « Squats roms » et la « médiation sociale » envers les « Roms en squat ». Je vais donc analyser le cheminement local, en effectuant une archéologie de ces dispositifs, afin de montrer dans quels contextes ils s'inscrivent et quelles appréhensions des migrants roms les sous-tendent. Je montrerai ainsi les logiques et les enjeux qui fondent la spécificité de cette politique.

Ce chapitre s'achèvera par une plongée dans le fonctionnement de ces dispositifs locaux : il s'agira de questionner la sélection des migrants roms sur laquelle s'appuie la politique locale. Après avoir mis en évidence les logiques qui sous-tendent le fonctionnement de l'État social en termes de politiques migratoires, seront analysés l'identité des acteurs qui participent à la sélection des migrants roms, ainsi que leur cadre professionnel d'intervention et plus largement tout ce qui constitue leurs contraintes et leurs ressources.

Ce faisant, l'analyse proposée dans ce chapitre s'appuie en filigrane sur une interrogation globale : Qu'est-ce que cette politique locale nous apprend sur les logiques de l'État ou la « *pensée d'État* » (Bourdieu, repris par Sayad, 1999) concernant l'immigration et plus particulièrement la façon de penser les étrangers sur son territoire, mais aussi concernant le traitement de la pauvreté ? En effet, à travers le cas des migrants roms, deux registres politiques étatiques se mêlent dans le fonctionnement de ces dispositifs : d'une part, la question du traitement de la pauvreté et des pauvres, d'autre part la question du traitement des migrants. Ce dernier point rejoint, je le montrerai, celui de l'intégration qui est d'emblée au cœur de ces dispositifs, et plus avant, des logiques qui sous-tendent cette politique spécifique.

1. Construction de l'arène rom locale

Cette première section constitue une mise en intrigue de la prise en charge de la « question rom » par le politique. En effet, les différents acteurs (parfois en concurrence), les négociations à l'œuvre, les positionnements de chacun en fonction de différents enjeux et logiques au cœur de ce que j'appelle l'arène rom locale¹⁷¹. Il s'agit donc d'effectuer une plongée dans la constitution de celle-ci, en la contextualisant toujours avec la conjoncture politique ambiante à multi-échelles. Je montrerai alors

¹⁷¹ Cf. section 3 de la partie « Terrains et méthodologies d'enquête » de l'introduction générale.

précisément de quoi et de qui est constituée cette arène, en insistant particulièrement sur les discours et les configurations des acteurs, leur épaisseur sociale, leurs liens entre eux, le rôle de leurs couleurs politiques ou de leurs valeurs. En parallèle seront également considérées de façon précise les interactions entre l'échelle locale et celles nationale et européenne en ce qui concerne la « question rom » puisque ces multiples liens mènent à des productions de discours spécifiques mais révèlent également des enjeux qui dépassent le seul cadre local sur cette « question ».

1.1. Des acteurs associatifs qui précèdent et motivent l'action publique

1.1.1. Des associations et des Roms. Rencontre sur les squats dans une logique humanitaire

Comme je l'ai montré dans le chapitre précédent, au début des années 2000, les associations de la Ville intervenant dans le champ sanitaire et social remarquent les premières arrivées de migrants qu'elles identifient alors comme « *Bulgares* ». À cette période-là, ces personnes dites Bulgares occupent notamment un hangar désaffecté sur les quais du fleuve, non-loin du centre-ville de l'agglomération. Ces quais, le long desquels se succèdent plusieurs anciens hangars abandonnés datant de l'époque de l'activité maritime de la ville, sont laissés en friche depuis 1986. Il s'agit alors d'un endroit peu fréquenté – à part la nuit, pour quelques discothèques. D'autres lieux d'habitation tout aussi informels et illégaux sont recensés par les acteurs associatifs, situés en périphérie de la ville, dans des zones industrielles ou des sous-bois des marges urbaines. Ils ne sont pas aussi visibles et retiennent moins l'attention. L'occupation du hangar est médiatisée par la presse locale qui se fait l'écho des interrogations et inquiétudes des riverains et des associations et relate les interventions de ces dernières.

En effet, des actions ponctuelles d'urgence sont menées par différentes associations s'adressant habituellement à un public précaire et marginalisé, comme Médecins du Monde (MDM), le Samu Social, la Croix Rouge ou les Restos du Cœur. Ces acteurs associatifs constatent alors les « *conditions d'hygiène déplorables* » dans lesquelles vivent les personnes squattant les hangars. Ils décident donc de couvrir leurs « *besoins basiques* » en apportant des soins, de la nourriture, du matériel de cuisine et des couvertures. Une logique d'assistance prévaut dans le rapport de ces associations aux migrants roms. La déléguée régionale de MDM à cette période, lorsqu'elle évoque l'action de son association dans les squats, explique : « *On a dit on ne peut pas les laisser comme ça.* »¹⁷². Un médecin de cette même association qui intervenait beaucoup auprès de ce public au début des années 2000 le confirme, tout en ajoutant quelques précisions intéressantes :

« *Nous on leur donnait des sacs de couchage, qu'ils revendaient, qu'ils bricolaient... Les médicaments...tu leur prescris des médicaments et tu leur donnes, à Médecins du Monde.*

¹⁷² Entretien du 20 mai 2008, propos recueillis par Alice Gilloire (2008).

Alors tu donnes la boîte de médicaments et puis tu dis je vais t'écrire dessus deux comprimés...Et ils disaient écris rien sur la boîte ! Écris rien ! Tu sais pourquoi ? Ben c'est pour revendre ! »¹⁷³

On voit ici la manière dont les migrants roms sont perçus, pensés, en tant que nouveau public de ces associations humanitaires. Ces propos n'identifient pas nommément le public en question, seulement symbolisé par le pronom « ils » - ce qui montre que l'identification ne va pas de soi (on y reviendra plus loin) mais révèle aussi une certaine généralisation, ce pronom englobant toutes les personnes qui peuvent être rattachées au public en question. C'est seulement en ces termes que le médecin me parle du public dont il est question à cette période, ce qui contribue à mettre en avant une des caractéristiques qui lui est souvent imputée pour le définir : la débrouille, voire le trafic – en fonction des points de vue. Ajoutée à l'origine commune et à « *la vie en groupe* » que cite la responsable (Gilloire, 2008), ces caractéristiques participent donc de l'identification première des migrants roms par ces associations intervenant sur le terrain. En outre, il apparaît comme une évidence que ces années-là marquent la découverte de ce nouveau public perçu comme précaire, et comme connaissant un dénuement qui choque les acteurs associatifs. Ces derniers dépassent en effet le cadre de leurs missions habituelles pour porter assistance à ces personnes, à travers de multiples dons de biens très divers.

Ces acteurs notent en quelques semaines une augmentation du nombre de migrants dans ce lieu, puis dans les hangars mitoyens : ce sont alors les hangars 16 et 17 qui sont occupés par « *150 Bulgares* », certains d'entre eux ayant été expulsés d'autres lieux d'habitation¹⁷⁴ dans l'agglomération. À la même période, cette « population nouvelle » est de plus en plus médiatisée, les médias locaux soulignant également d'autres traits jugés caractéristiques comme la mendicité et la prostitution¹⁷⁵. Bien évidemment, c'est la visibilité imposée par ces deux types de pratiques qui font que celles-ci sont placées sur le devant de la scène pour définir les migrants roms, en outre toujours identifiés, en parallèle, par leur « extrême précarité ».

Rapidement, la Préfecture de Région décide d'intervenir sur ce squat devenu symptomatique de ce nouveau « problème » : la présence d'individus « d'Europe de l'Est » vivant en habitat précaire et illégal en pleine ville. Une grande opération de contrôle de police est alors organisée dans les hangars, en novembre 2002. Trente-huit personnes sont mises en garde à vue pour irrégularité de papiers, puis reconduits à la frontière : c'est la première opération de ce type sur l'agglomération. Les associations manifestent leur mécontentement et se positionnent alors concrètement dans cette action politique, comme me le raconte le même médecin :

« Alors cette expulsion s'est passée sauvagement, brutalement... On tolère des choses et puis tout d'un coup paf on fait appliquer la loi, c'était Sarkozy qui était ministre de l'intérieur ! (...) Et alors tous ces gens-là, ils veulent les mettre en centre de rétention. Y avait des femmes, des enfants, des papas, des mamans, des grands-parents... Alors avec le Secours Catholique, on a discuté avec les flics, qui ont accepté qu'on les prenne en charge,

¹⁷³ Entretien, 8 décembre 2010.

¹⁷⁴ Comme le site occupé pendant plusieurs mois cette année-là dans les bois autour du lac, au Nord de la Ville.

¹⁷⁵ Cf. chapitre 1, sous-partie 1.2.2.

au lieu de les mettre en centre de rétention donc ils se sont retrouvés hébergés au Secours Catholique. Donc on s'est retrouvés dans les quatre étages du Secours avec cent et quelques bulgares de tous âges. Et on les avait en charge, on les nourrissait, on les surveillait, entre guillemet, puisque s'ils faisaient des conneries ou s'ils s'échappaient on aurait des problèmes ! (...) ça a duré huit jours. »¹⁷⁶

Les années suivantes sont marquées par la banalisation des interventions de différents acteurs qui répondent à des logiques différentes, voire contradictoires : elles oscillent entre assistance humanitaire et rejet - du lieu de vie comme du territoire national. Pour les acteurs associatifs, il est donc très clair que la posture dominante relève de l'action humanitaire, dans l'idée de « sauver les pauvres bulgares » en les portant presque littéralement, comme on le voit à travers les propos du médecin ci-dessus.

Dès lors, les associations d'aide sociale intervenant *in situ* auprès des « Bulgares qui campent dehors » dans la Ville de l'agglomération, tentent d'interpeller les acteurs politiques, jugeant leurs propres moyens insuffisants pour subvenir aux besoins de cette population, comme le titre clairement le quotidien local en 2003 : « Les associations demandent de l'aide à l'État »¹⁷⁷. D'après les statistiques associatives, il y a en effet, depuis cette date, une augmentation nette et constante du nombre de ressortissants bulgares dans l'agglomération, mais aussi dans une moindre mesure, de ressortissants roumains habitant également dans des squats et/ou bidonvilles. La multiplication de leurs expulsions mises en place par l'Agence Nationale d'Accueil des Étrangers et des Migrations¹⁷⁸ à la demande de la Préfecture, puis leur retour quasi systématique dans des squats de l'agglomération, donne aux intervenants humanitaires l'impression que « leur action n'a pas de sens »¹⁷⁹.

1.1.2. L'expérience du « quai Mazarin », un premier « bricolage » entre associations et institutions

En mai 2007, les acteurs de Médecins du Monde rencontrent un groupe de « Roms d'origine roumaine », d'une quinzaine de personnes, venu de Grenoble. Ces personnes s'installent dans un squat dans lequel MDM vient à plusieurs reprises à leur rencontre, pour assurer leur suivi médical, à la demande de MDM Grenoble. Les acteurs de MDM créent des liens assez forts avec un jeune couple, que je propose d'appeler Ion et Roxana. Au bout de quelques mois, l'État, à travers les services de Préfecture, avertit la Ville que l'expulsion de ce site va être demandée, suite à des transactions immobilières en cours. En parallèle, la mairie demande au CCAS (Centre Communal d'Action Sociale) de prendre connaissance de cette situation, ce que fait une petite équipe de travailleurs sociaux et de responsables en se rendant sur les lieux. Ces derniers rencontrent les migrants et amorcent une réflexion sur « ces conditions de vie qu'on

¹⁷⁶ Entretien, 8 décembre 2010.

¹⁷⁷ Article de presse du quotidien local, 24 octobre 2003.

¹⁷⁸ ANAEM, devenue OFII - Office Français d'Immigration et de l'Intégration - en 2009.

¹⁷⁹ Entretien réalisé avec le médecin précédemment cité, 8 décembre 2010.

découvrait et qui étaient difficilement supportables »¹⁸⁰. L'expulsion du squat a finalement lieu en décembre 2007. C'est à cette période qu'institutions et associations se rapprochent et communiquent sur cette situation. Antoine, un médecin très engagé auprès des habitants de ce squat et responsable au sein de MDM, met en avant le rôle de son association en parlant de « *deal avec les institutionnels* »¹⁸¹.

Une vingtaine de personnes souhaitant « *rester en France et s'intégrer* »¹⁸² recensées « *un peu au hasard* »¹⁸³ par des travailleurs sociaux du CCAS font l'objet d'un relogement exceptionnel suite à une négociation entre la Préfecture et la Ville¹⁸⁴. Les six familles sélectionnées sont donc relogées dans un immeuble du quai Mazarin longeant le fleuve, au cœur du centre-ville. L'immeuble, qui appartient à un bailleur privé, est mis à disposition du CCAS sur demande de la Préfecture, qui prend en charge les coûts du logement en finançant le CCAS dans le cadre d'une convention ALT (Allocation Logement Temporaire). Le paiement du loyer et des charges est donc assuré par le CCAS.

Ces acteurs voient en cette opération une façon de montrer leur volonté de trouver à la fois une solution alternative aux expulsions tant décriées et une solution pérenne à ce qui est désormais considéré comme une « situation problématique ». Quatre acteurs sont présents : la mairie de la Ville (via le CCAS), la DDASS (Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales), MDM et Joël Veloso, président d'une petite association et engagé à cette période en politique dans le parti de l'opposition (cf. 1.1.3.). Ce dispositif expérimental s'appuie sur le même principe humanitaire qui prévalait précédemment pour les associations : la situation actuelle de ces familles n'est pas acceptable et cela doit changer. Or le positionnement des différents acteurs (associatifs et institutionnels) est questionné par les uns et les autres, ce qui reflète un manque de coordination entre eux au sein de ce dispositif. Cette intervention a été effectuée dans l'urgence, ce qui mérite d'être souligné : d'une part, cela permet de comprendre les balbutiements qui vont alors avoir lieu dans ce projet au long cours, et d'autre part car c'est l'urgence qui est à l'origine de chaque mobilisation institutionnelle ou étatique qui va avoir lieu localement – j'y reviendrai. La coordination des actions auprès des « familles du quai Mazarin », comme on les appelle localement pendant des années, se fait donc sous la forme de « *bricolage* » et d'« *expérimentation* »¹⁸⁵, ainsi qu'en conviennent aujourd'hui tous les acteurs alors investis. Antoine, de MDM, évoque cette opération comme « *un début de négociation avec les politiques en leur expliquant que mieux valait construire une transition (...) donc ils l'ont bien compris, ils ont mis les mecs quai Mazarin, ça s'est fait quand même vachement à l'arrache. A l'arrache hein ! Ça s'est fait n'importe comment ! Aucune réflexion... Y a les politiques qui se sont engagés derrière mais c'était...y avait aucun travail social...n'importe quoi.* »¹⁸⁶.

¹⁸⁰ Entretien réalisé avec une responsable de l'insertion au CCAS, le 31 mai 2011.

¹⁸¹ Entretien, 30 septembre 2011.

¹⁸² Entretien réalisé avec un travailleur social du CCAS, 20 décembre 2010.

¹⁸³ Entretien réalisé avec une responsable de l'insertion au CCAS, 31 mai 2011.

¹⁸⁴ Le contexte politique doit être souligné puisque cette période correspond à la campagne électorale pour les législatives et précède de quelques mois celle des municipales.

¹⁸⁵ Entretien avec un responsable du CCAS, 30 décembre 2010.

¹⁸⁶ Entretien, 30 septembre 2011.

Je propose de décrire maintenant en quoi ces actions ont consisté, pour montrer qu'il s'agissait plutôt d'une politique humanitaire portée par les institutions, qui a perduré dans le temps. Ce dispositif contribue à maintenir les personnes qui en bénéficient dans une situation inconfortable, parce que relogées mais sans titre de séjour, ce qui relève donc d'une situation illégale. Il s'agit dès lors d'une position également inconfortable pour l'État, qui s'en dédouane cependant en s'engageant sur la seule question de l'hébergement.

S'il s'agit au début, pour tous les acteurs de cette opération, de mettre ces personnes à l'abri, une fois les personnes relogées et installées dans cet immeuble, les acteurs semblent prendre conscience que leur situation matérielle est toujours la même. Ils cherchent alors à mettre en place un « accompagnement social » pour ces « familles », tout en étant assuré, à l'origine, de l'appui de l'État :

« L'État nous avait dit à l'époque « écoutez, c'est un projet novateur » (...) euh c'est un projet assez novateur, nous on va essayer de mobiliser des moyens pour accompagner ces familles, donc notamment des cours de français langue étrangère, peut-être des stages de formation... »¹⁸⁷

Dans les faits, le seul appui de l'État a concerné le renouvellement de la convention avec la Ville permettant l'hébergement de ces personnes dans cet immeuble. La convention a été renouvelée plusieurs fois, ce qui fait de ce projet un véritable dispositif d'exception : habituellement, la convention ALT est signée pour une durée de six mois avec les mêmes locataires, qui doivent de plus verser 40 euros mensuels comme redevance. Les personnes en question bénéficient toujours, lorsque je commence mon terrain en 2010, de ce dispositif, mais les acteurs du CCAS ne manquent pas de relever les freins et difficultés liés à ce relogement expérimental : *« L'État n'a pas mis en place de leviers concrets permettant réellement l'accompagnement social »¹⁸⁸, « Il y avait une position ambiguë des institutions car les familles sont relogés dans un cadre institutionnel mais quand la CCAS a fait une demande de cartes de séjour, la Préfecture a dit non, soit disant car ils avaient des casiers judiciaires. »¹⁸⁹*. Après une pression constante du CCAS sur la Préfecture, c'est finalement au mois de mai 2011 que toutes les « familles du quai Mazarin » finissent par être régularisées, la Préfecture ayant délivrée des APS (autorisations provisoires de séjour) de six mois, accompagnées d'autorisations de travail, avec une demande d'évaluation à terme¹⁹⁰. La période qui s'est écoulée entre le relogement et la régularisation de ces personnes doit être soulignée : pendant trois ans et demi, ces familles ont vécu en France dans une situation juridique, administrative, sociale et économique bancal.

Concrètement, à part ce relogement, la situation de ces familles n'a pas beaucoup changé au cours de ces années. Le CCAS, face au manque de moyens, s'est retranché derrière une intervention à minima, comme l'explique à demi-mots la travailleuse sociale qui s'en chargeait pendant plusieurs années :

¹⁸⁷ Entretien avec Eliane Bauduin, responsable au CCAS, 31 mai 2011.

¹⁸⁸ *Ibid.*

¹⁸⁹ Entretien avec un responsable du CCAS, 20 décembre 2010.

¹⁹⁰ Notes de terrain lors d'un comité de pilotage de la Ville, mai 2011.

« Pour ces familles, on fait un accompagnement social lié au logement. Mais dans les faits, il n'y avait rien d'effectif... (...) C'est maintenant qu'on peut véritablement commencer le travail social. »¹⁹¹

De la mise en place de cours de français à l'accompagnement vers l'emploi et le logement, en passant par la scolarisation des enfants et le suivi administratif, les personnes relogées quai Mazarin ont malgré tout bénéficié d'un accompagnement social, bien que tardif, ce qui leur a permis de quitter ce dispositif d'exception les uns après les autres entre 2012 et 2013. C'est en effet ce que souhaitait notamment la Ville, en raison de l'objectif d'intégration de ces personnes. La question de l'intégration, que je discuterai largement tout au long de cette thèse concernant ces migrants, apparaît donc dès maintenant. On l'a déjà senti avec le choix, bien que rapide et bancal, des personnes pouvant prétendre à ce relogement : il fallait alors vouloir rester en France, mais pas seulement. En effet, lorsqu'en entretien avec un responsable du CCAS qui était engagé dans cette opération de relogement depuis le début, j'aborde le fait que ces personnes sont donc relogées gratuitement et sans contrepartie, il répond : *« La contrepartie, c'est s'intégrer. »¹⁹²*. L'injonction à l'intégration est bien présente du point de vue des acteurs institutionnels, bien qu'ils n'aient pas les moyens de mettre en œuvre l'atteinte de cet objectif, au-delà du relogement.

Dans ce contexte, les acteurs professionnels impliqués dans cette opération s'étonnent que ce relogement se soit « bien passé ». Les relogés du quai Mazarin sont donc appréhendés de façon positive. Une comparaison des publics est effectuée de fait par les institutions, comme par les associations, qui les catégorisent souvent en dessinant inconsciemment une hiérarchie entre bon et mauvais public, ceux avec lesquels l'action est compliquée, et ceux *« avec qui il est facile de travailler comparé à d'autres, au niveau du relationnel. »¹⁹³*. Antoine, le médecin de MDM, en a une lecture assez fine, plusieurs années après :

« Ce qui était vachement intéressant pour la mairie, le CCAS, c'est que à quai Mazarin ils avaient logés les Enfants de Don Quichotte. Donc c'étaient des jeunes travailleurs sous tente. Ça a été un bordel monstre ! Et en fait en logeant la communauté rom roumaine, nickel. L'immeuble n'a pas été squatté, ils s'auto-géraient, c'était propre, vachement convivial. (...) donc les professionnels du travail social étaient rassurés Ça a rassuré tout le monde »¹⁹⁴

Les migrants roms, en l'occurrence roumains, sont donc identifiés comme un « bon public » de par cette expérience du « quai Mazarin ». Cependant, le responsable ayant suivi toute l'opération au CCAS apporte quelques nuances au tableau, qui permettent également de révéler un peu de complexité à cette réécriture très lisse de l'histoire : *« Au début, beaucoup de gens, de la famille, des amis, se sont greffés dans l'immeuble, les mettaient mal par rapport à leur parenté. C'était difficile à entendre et*

¹⁹¹ Entretien, 16 juin 2011.

¹⁹² Entretien, 20 décembre 2010.

¹⁹³ *Ibid.*

¹⁹⁴ Entretien, 30 septembre 2011.

à gérer pour eux le fait qu'il faille refuser des installations en plus dans l'immeuble. (...) Puis, un des couples a pris le dessus, [Ion et Roxana]. Au bout d'un an, le problème s'est tassé, beaucoup grâce à [Ion] qui a fait que ça s'est stabilisé. »¹⁹⁵. Si en effet, on peut imaginer qu'Ion ait joué un rôle dans la bonne marche du relogement aux yeux des acteurs institutionnels, il convient ici de se rappeler les relations étroites qui s'étaient nouées en amont de cette opération entre lui et MDM. En mettant ce fait en perspective avec ce qu'en dit alors Antoine, le bon déroulement de cette opération s'explique autrement : « Nous et Joël on a eu une fonction de régulation là-bas, en disant les gars c'est une opportunité ce truc-là, et ils ont hyper bien saisi le sens politique de ce truc là ; en leur disant ne nous plombez pas le projet, et ils l'ont hyper bien compris. ». On comprend alors clairement qu'au-delà de la contractualisation effectuée par la Préfecture avec le CCAS pour suivre l'opération et en assurer la gestion, ces deux associations, ici à travers Antoine et Joël, ont été fortement présentes auprès des migrants roms. Il s'agissait non seulement d'apporter une assistance humanitaire, mais également d'assurer une certaine forme de contrôle social sur ces personnes.

L'opération dite du quai Mazarin s'apparente donc à une première expérience de travail partenarial entre acteurs associatifs et institutionnels, avec le concours de l'État. De l'avis de tous les acteurs en présence, il s'agit d'« une expérience intéressante et positive »¹⁹⁶, malgré les points négatifs soulignés précédemment. Si cette première expérience auprès des migrants roms a participé à convaincre les politiques de s'emparer de la question et d'agir, comme je vais le montrer, il n'en demeure pas moins que se posent de façon aiguë les questions des modalités d'intervention et de coordination des actions sur cette situation des migrants roms que les acteurs découvrent à tâtons. C'est notamment le cas lorsqu'ils s'aperçoivent que le squat qui avait été « fermé » au moment du relogement au quai Mazarin est de nouveau occupé par des migrants. S'appuyant notamment là-dessus, les deux associations présentes dans l'opération du quai Mazarin, à travers Antoine et Joël au début, vont saisir les pouvoirs publics pour une prise en charge durable de cette situation.

1.1.3. VALCO et MDM, deux associations « de terrain » qui prennent la main et font pression sur l'État local pour prendre en charge la « question rom »

C'est début 2008 qu'émerge une prise de conscience de la nécessité d'une action à long terme pour faire face aux occupations illicites se développant sur des terrains et des bâtiments qui appartiennent majoritairement à la communauté urbaine et/ou faisant l'objet de projets d'aménagement urbain¹⁹⁷. Les acteurs associatifs intervenant le plus « sur le terrain » mettent en œuvre une véritable pression sur les acteurs politiques locaux. Pour cela, ils se saisissent des prémices d'une mobilisation de certains d'entre

¹⁹⁵ Entretien, 20 décembre 2010.

¹⁹⁶ *Ibid.*

¹⁹⁷ Comme ce fut le cas des hangars longeant les quais où l'expulsion des squatteurs a coïncidé avec le début des travaux visant à en faire une zone commerciale.

eux suite à l'expérience « du quai Mazarin », dans certains services de la mairie notamment (CCAS, DSU) : « *Y a jamais eu de problème quai Mazarin donc ça n'a fait que valider l'intérêt du dispositif. Et de se dire finalement on peut faire des trucs. Y a des trucs à faire.* »¹⁹⁸. Les associations en question sont principalement, à partir de cette période et jusqu'à aujourd'hui, MDM et VALCO. Je propose donc maintenant d'effectuer une plongée dans ce microcosme associatif pour comprendre les perceptions des migrants roms par ces acteurs et leurs logiques d'actions. Il s'agira de saisir précisément l'impact que ces associations ont eu dans la construction de l'« objet rom » et des politiques sur ce sujet menées localement.

Ces deux associations présentent plusieurs différences. La première, on le verra, concerne leur taille et leur ancrage national pour l'une, local pour l'autre. Cependant, elles se rejoignent sur différents points, tant à l'échelle de la Ville où elles interviennent dans les squats, que dans le cadre de leur inscription dans le « Collectif national Droits de l'Homme Romeurope ». Ce réseau, créé en 2000 mais actif depuis 2007, regroupe de nombreuses associations, locales et nationales, qui se rejoignent autour de la lutte « *pour l'accès aux droits fondamentaux des Roms migrants en France* »¹⁹⁹. Enfin, les différences entre ces deux associations fondent leur complémentarité et vont leur permettre, dans le cadre d'une action concertée, d'avoir un poids localement dans l'arène rom.

Acteurs et logiques de MDM

À travers les toutes premières actions des associations auprès des migrants roms ainsi qu'au cours de l'opération de relogement du quai Mazarin, on a pu constater la présence et le fort investissement de MDM, dont les acteurs se positionnent alors comme légitimes dans leur connaissance de ce public auprès des acteurs institutionnels et étatiques en raison de leur « ancienneté ». Cette légitimité peut également s'expliquer par le statut de cette association²⁰⁰ qui présente des ramifications locales et une centralité nationale, ce qui induit des échanges réguliers entre les membres de l'association. Dès lors, ces derniers peuvent être amenés à développer une connaissance et une compréhension de nouvelles situations, comme c'est le cas de l'installation de migrants roms en habitat dit précaire, ce qui leur permet d'être plus réactifs localement. Antoine le précise en entretien : « *On n'est pas dans un coup ! On est là depuis quinze ans auprès de cette population. Et nous, c'est n'importe qui, c'est M.*²⁰¹, *je veux dire c'est plein de gens qui ont créé des liens...* » C'est ainsi qu'on peut comprendre aussi la création de l'Action Roms en 2007/2008 par cette antenne locale de MDM, Antoine y jouant un rôle majeur et devenant alors le responsable jusqu'en 2009. Pour lui, cela fait suite à une « *réflexion sur l'insatisfaction de prise en charge* » des migrants roms en question. Deux médecins reprennent ensuite la tête de cette Action Roms jusqu'en 2013²⁰² : Luc et Tristan. Le premier, Luc, âgé d'une quarantaine d'années, est un médecin qui a vécu en Roumanie et exerce en libéral parallèlement à son engagement à

¹⁹⁸ Entretien avec Antoine de MDM, 30 septembre 2011.

¹⁹⁹ <http://www.romeurope.org/index.php>

²⁰⁰ Se référer au glossaire des associations locales (Annexe 2) pour plus de précisions sur MDM.

²⁰¹ Il s'agit d'un médecin, fondatrice de Romeurope, bénévole à la Mission Roms de Médecins du Monde de Saint-Denis.

²⁰² Cette date correspondant à la fin de mon enquête de terrain.

MDM. Le second, Tristan, est un jeune formé en pédiatrie, très militant et engagé dans son travail de thèse²⁰³ qu'il soutient fin 2012. Dans cette action spécifique, une équipe de médecins, sages-femmes, travailleurs sociaux et interprètes fait des tournées régulières dans les squats de l'agglomération afin d'informer les habitants sur leurs accès aux droits (notamment en termes de santé), les orienter, et parfois, selon les périodes, proposer des consultations et donner des médicaments *in situ*, et dans tous les cas, permettre un suivi médical de ces personnes²⁰⁴.

Les migrants roms sont clairement reconnus par les acteurs de MDM comme étant un public particulièrement précaire et exclu, en outre victime de discriminations dans son accès aux droits. On peut alors comprendre de ce fait la nécessité de la mise en place d'une action spécifique telle l'Action Roms. Néanmoins, il convient de souligner que Luc et Tristan, qui portent le discours de l'association concernant ce public, insistent régulièrement sur l'objectif qu'ils visent, à savoir l'inscription des migrants roms dans le droit commun : « *Le but c'est qu'ils aillent dans le droit commun* »²⁰⁵. Ceci est également souligné lors de toutes les interventions publiques de MDM localement, comme ici dans le cadre d'une projection-débat dans un cinéma de la Ville : « *Faire les premiers soins puis l'ouverture de droits et renvoyer vers le droit commun* »²⁰⁶, tel est le but affiché par MDM concernant les migrants roms.

C'est dans cet objectif que ces acteurs associatifs interpellent sans relâche l'État comme les institutions locales pour prendre en considération ces nouveaux migrants et leur situation jugée « problématique » à plus d'un titre par MDM. Pour ce faire, plusieurs stratégies sont alors déployées, définies comme étant des « *stratégies de plaidoyer* » par Antoine qui ajoute : « *et on est très forts à MDM là-dessus !* »²⁰⁷. Il précise alors à quoi cela renvoie concrètement :

« Donc on a toujours joué le double jeu, mais c'est le jeu de MDM, hein. D'un côté, travail, proximité, structurer une action. Et à la fois, sans être dans le vous êtes des vilains qui faites pas, mais plutôt attendez, y a une forme d'incohérence, ça va pas, et si on met du sens à ça, élargissons le sujet, arrêtez de regarder que machin, regardez ce qui se passe au niveau national...ouvrir le champ de la réflexion quoi. »

Dans cet état d'esprit, il décide avec Joël de VALCO d'accueillir en 2009 la rencontre nationale annuelle du Collectif Romeurope. Antoine m'explique alors que celle-ci a eu lieu « *dans les salons dorés de la Mairie* » et ajoute : « *ils nous ont offert la bouffe et tout quoi ! La totale !* ». Il raconte la surprise des membres du Collectif Romeurope qui s'étonnent de cette ouverture de la part de la Ville (« *Ils nous ont dit : mais comment vous faites ça ?* »). L'explication qu'il en donne est très intéressante : elle en dit long à la fois sur le positionnement de MDM sur cette « question rom » et sur les stratégies mises en œuvre par ses membres auprès des pouvoirs publics :

Antoine : « moi je m'entends bien avec un certain nombre d'acteurs et puis quand même, ça avait tellement été le bordel politiquement qu'ensuite ils ont été rassurés du quai

²⁰³ Sa thèse porte sur les difficultés d'accès aux soins des enfants en situation de grande précarité.

²⁰⁴ Pour plus de précisions sur les actions entreprises par l'Action Roms, se référer au glossaire des associations locales, Annexe 2.

²⁰⁵ Entretien réalisé avec Luc, 6 mai 2011.

²⁰⁶ Notes de terrain, 12 avril 2012.

²⁰⁷ Entretien, 30 septembre 2011.

Mazarin ils se sont dit y a un truc à jouer, nous on leur a mis beaucoup la pression en leur expliquant on leur a dit attendez, c'est pas un problème [local] c'est un problème national...

ACM : Ça a été aux assos de rassurer les institutionnels sur ce point-là ?

Antoine : *Oui !!! Ah oui ! Nous, quoi ! De leur dire regardez, nous on était sur le projet de médiation sanitaire et sociale, on leur a dit regardez les [ressortissants d'une autre agglomération], ils ont fait des trucs, pourquoi vous vous feriez pas des trucs ?... Finalement, quai Mazarin, c'est un super truc ! Pourquoi vous valorisez pas cette affaire ? ça s'est super bien passé ! »*

Selon lui, c'est donc cette pression mise par MDM sur les acteurs institutionnels locaux qui, couplée à leur action de terrain auprès des migrants roms et à leur « expertise » au niveau national, contribuerait grandement à faire avancer la prise en charge politique de cette « question rom ».

Dans quel sens ces acteurs associatifs poussent les acteurs politiques à agir ? D'une part, il apparaît clairement que l'association se positionne contre les évacuations de squats et les expulsions des migrants – position commune à tous les membres du Collectif Romeurope qui les dénoncent dans une perspective « droit de l'homme ». Si ces acteurs associatifs, qui interviennent principalement dans le domaine sanitaire et social, dénoncent surtout ces évacuations en ce qu'elles induisent une rupture dans le suivi médical des personnes et contribuent dès lors à les précariser un peu plus, ils savent cependant adapter leurs discours et leur combat pour qu'ils fassent sens dans le monde institutionnel et politique. Antoine dit ainsi notamment : « *Et puis y a eu des évacuations.... (...) nous on a dénoncé des approches comme ça, en disant regardez, ça n'a pas de sens, vous dépensez un fric fou pour ne rien faire !* ». Cet argument, mobilisé comme un argument d'autorité, doit néanmoins être accompagné de propositions concrètes ou tout du moins doit montrer qu'une autre vision est possible, pour amorcer une réflexion au-delà des seules expulsions. Ainsi les soirées-débats et autres événements de ce type se situent dans la logique d'action de MDM qu'Antoine qualifie ainsi : « *essayer de décaler le propos, sortir de l'évènement, qu'on parle un peu du fond, qu'on mette les acteurs politiques un peu en tension tout ça ça a été la stratégie (de MDM) en plus de structurer la tournée, faire évoluer la pratique du machin, faire un peu de recueil de données....voilà.* ». Selon lui, « *ça a hyper bien fonctionné !* ». C'est dire que les acteurs institutionnels et étatiques locaux ont commencé à les écouter et à s'intéresser d'un peu plus près à ce public.

Les bénévoles de l'Action Roms à MDM mettent donc une forme de pression sur les acteurs politiques locaux qui sont réceptifs, en fonction de ce qui leur semble judicieux et nécessaire comme type d'action. L'idée centrale et incontournable aux yeux des acteurs de MDM concerne la mise en place d'une médiation sanitaire et sociale, celle-ci s'appuyant en amont sur une reconnaissance de l'importance fondamentale des acteurs associatifs de terrain comme base de toute réflexion et de toute action des pouvoirs publics. C'est donc une façon de se positionner comme référent incontournable localement. Quelques années après, en 2011, Luc l'exprime en ces termes :

*« Je crois qu'il faut vraiment effectivement que sur la situation de la médiation et de l'accompagnement on retravaille ensemble pour défendre un peu l'idée commune, parce qu'on voit bien que c'est le dernier des soucis des politiciens. Ils veulent du concret, du logement, du truc, du machin. Et ça pour eux c'est pas concret. (...) Ils mettent pas les moyens. »*²⁰⁸

Cela montre bien à la fois l'écart qu'il perçoit entre les logiques d'action des acteurs politiques et celles de MDM notamment. Cela renvoie aussi à leur positionnement en tant que « *gens de terrain* », comme le dit Tristan. Ce dernier exprime leur volonté d'assurer une médiation au sein de l'association, comme c'est le cas ailleurs en France : « *Il manque un médiateur sanitaire et social, comme il y a à [une autre agglomération française] par exemple ou comme ce qui a été mis en place avec Unis-Cité et MDM* », qu'il présente comme étant un « *partenariat d'accompagnement pour faire le lien avec les institutions* »²⁰⁹.

Mais il est intéressant de souligner que les discours des acteurs de MDM diffèrent (selon les personnes et dans le temps) concernant ce rôle de pression à mettre sur les acteurs étatiques pour qu'ils agissent auprès des migrants roms. Des divergences verront également le jour avec Joël Veloso, de l'association VALCO, pourtant très proche de ces bénévoles de MDM ainsi que de leurs positions auprès des migrants roms.

VALCO, les particularités d'une petite association « de terrain »

Joël Veloso découvre les migrants roms en 2007, lors d'une première évacuation du squat de X, qui a donné lieu au relogement de certaines personnes dans l'immeuble du quai Mazarin. À cette période, il est assistant parlementaire d'une élue locale du Parti Socialiste, soit l'opposition politique de la Ville. Luc explique l'entrée en scène de Joël sur ce terrain, ce qui les a immédiatement reliés :

Antoine : « *Je sais pas si vous connaissez un peu l'origine du partenariat entre Joël et Médecins du Monde et l'origine du travail de Joël auprès des Roms. En fait ça s'est joué dans une campagne électorale sur le squat de X.*

ACM : Avec [l'élue en question] ?

Antoine : *Oui voilà. Ils se sont fait murer. Ils étaient dans le squat pendant que la préfecture faisait murer le squat. Médecins du Monde et VALCO étaient à l'intérieur en signe de protestation. Ils ont dû arrêter. Et ça a bloqué. Ça a été le point de départ pour Joël de son intérêt vis-à-vis des Roms, et de sa mission qu'il s'est fixée et de notre travail on va dire en bonne entente plutôt qu'en partenariat »*²¹⁰

On remarque ici dans les dires de Luc l'utilisation indifférenciée du prénom de Joël et du nom de l'association VALCO. Effectivement, cette association est représentée par Joël qui en est le Président et seul membre actif visible. Créée en 2005 et déclarée sous la thématique « intervention sociale », VALCO s'attache à intervenir auprès et pour les immigrés²¹¹. Cette association fait rapidement partie du Collectif

²⁰⁸ Entretien, 6 mai 2011.

²⁰⁹ Entretien réalisé avec Tristan, 3 mai 2011.

²¹⁰ Entretien, 6 mai 2011.

²¹¹ Extrait du site web du Journal Officiel concernant les associations. Cf. Annexe 2 pour plus de précisions sur les objectifs.

Romeurope jusqu'à devenir en son sein le porte-voix de la situation concernant les migrants roms de l'agglomération.

Lorsqu'il prend connaissance du squat de X dans la Ville, Joël s'engage en effet à temps plein dans cette cause en interpellant les pouvoirs publics sur les conditions de vie dans les squats et l'« attentisme » des collectivités territoriales et de l'État local. Il utilise pour cela un blog anonyme connu de tous les acteurs politiques locaux²¹² et un fort relai des médias. Il quitte le monde politique d'un point de vue professionnel et passe beaucoup de temps auprès des migrants.

Sa perception de ces personnes est déterminée par un ensemble de représentations des migrants comme victimes, laissés-pour-compte, à qui il faudrait alors venir en aide. Cela est visible dans les nombreux commentaires qu'il poste sur internet après les articles de presse concernant les migrants roms dans l'agglomération, comme celui-ci :

« L'association VALCO intervient dans les squats rroms de l'agglomération (...) depuis le 13 juin 2007. Nous connaissons bien la situation des rroms et des squats (...) »

Les rroms, en général, n'ont pas le style de vie que vous décrivez et vivent surtout de la manche parce que les conditions d'accès au travail son discriminatoires à leur rencontre. Après, comme dans toute société, il y a des gens qui respectent plus ou moins les lois mais dans ce cas, où va-t-on envoyer les français qui commettent des délits ou des crimes ? Ils sont européens (Roumanie et Bulgarie) mais sont les seuls en Europe qui ont des restrictions de séjour dans le reste de l'UE tout comme pour l'accès au travail. Ils ne bénéficient d'aucune aide sociale (CAF, CMU, etc) même lorsque les enfants sont scolarisés.

Alors, à tous ceux qui distillent leur venin sur cette population, je voudrais leur rappeler que Hitler aussi les a chassés et en a même exterminé un grand nombre. Au lieu d'en avoir peur, chercher à les connaître et à vivre ensemble. Comme des Hommes.

Arrêtons de fantasmer sur les rroms et laissons les vivre dans le pays qu'ils veulent comme n'importe quel autre européen. »

Rédigé par: Association VALCO | 30/03/2009 à 18:25 »²¹³

En outre, cela est également clair au regard du refus qu'il oppose depuis 2009 à toute demande de contact de la part de personnes qui, selon lui, n'ont rien à apporter aux migrants roms, comme il l'explique très clairement dans cet email qu'il m'a envoyé : *« Malheureusement, je n'ai pas de temps à vous consacrer car je suis très occupé. D'autre part, j'ai décidé de ne pas donner suite à ce type de demande car tous les chercheurs et étudiants que j'ai vu passer n'ont pris que ce qui les intéressait et n'ont jamais manifesté un quelconque intérêt pour les rroms en dehors de leurs recherches. »²¹⁴*. Mon cas n'a donc pas fait exception : je n'ai pas pu réaliser d'entretien avec lui, bien que nous nous sommes régulièrement croisés et avons échangé quelques politesses d'usage à plusieurs reprises dans des réunions ou des squats.

²¹² Ce blog étant anonyme, je dois préciser que je peux néanmoins utiliser les propos qui y sont écrits en étant sûre de l'identité de leur auteur : d'une part, il a déjà dit explicitement à des acteurs institutionnels et étatiques locaux qu'il s'agissait bien de son blog, comme on me l'a souvent rapporté en entretien, d'autre part il se dévoile dans un billet daté du 29 septembre 2012 en précisant son statut professionnel permettant de l'identifier.

²¹³ Site d'un blog portant sur l'actualité de l'agglomération écrit par une correspondante locale d'un grand quotidien national, article du 24 mars 2009, consulté le 9 août 2010.

²¹⁴ Email du 6 décembre 2010.

Sa vision des migrants roms paraît donc, au premier abord, assez misérabiliste : pour les approcher, il faudrait nécessairement leur donner, de son temps, de son argent, de ses compétences, afin de répondre à ce qu'il comprend comme étant l'attente de ces « *familles venues en France avec l'espoir de donner une vie meilleure à leurs enfants* »²¹⁵. Ses propos ne sont pas non plus exempts d'une certaine appréhension culturaliste de ce public, comme lorsqu'il parle de « *jeunes, souvent illettrés, n'ayant aucun sens de la discipline ou du respect d'un horaire* »²¹⁶ ou lorsqu'il parle des obstacles existants pour « *intégrer le monde du travail* » pour « *les rroms* », en précisant que « *pour les femmes, souvent courageuses, l'obstacle sera aussi linguistique mais surtout « culturel » comme pour leurs tenues vestimentaires* »²¹⁷. Etant en contact avec de nombreux acteurs institutionnels, au regard des multiples démarches administratives qu'il effectue pour des migrants roms, il diffuse alors considérablement son appréhension du public. Les propos d'un enseignant en CLIN d'une commune de l'agglomération le démontrent, lorsqu'il parle de ses élèves « *roumains* » : « *Ils ne disent pas qu'ils sont Roms ou Tsiganes.* » Il m'explique alors qu'il ne « *savait pas trop s'ils étaient Roms ou quoi, jusqu'à ce que Joël me le dise* »²¹⁸.

Plus avant, Joël institue au fil du temps le doute sur l'« identité rom ». Sans se contenter de « révéler » (sans le montrer concrètement) l'hétérogénéité des migrants identifiés comme roms dans l'agglomération, arguant du fait qu'« *il y a dans ces squats une importante population non rrom surtout dans la communauté bulgare* », il va jusqu'à déconstruire sauvagement cette « identité rom », prenant le contrepied d'une explication scientifique, reprenant la théorie du « Rom » comme imposteur²¹⁹ :

« *Chez nous, les bulgares non rroms se mélangent aux rroms dans les squats car ils ne paient pas de loyer, pas d'électricité ou d'eau (quand il y en a). Il y a même des bulgares avec des titres de séjour qui ont abandonné leurs appartements pour s'installer dans les squats. Alors, ces rroms qui vous dérangent dans le tramway, qui font la manche, qui nettoient les pare-brises des voitures, qui font commerce de la ferraille, sont-ils vraiment des rroms ?* »²²⁰

Précisons qu'il ne donne pas de réponse, se contentant de semer le doute chez ses lecteurs (nombreux)... Ce type de commentaires permet de faire germer l'idée qu'on aurait donc besoin de lui pour reconnaître le vrai du faux, ou, plus généralement, pour comprendre le fonctionnement de ce nouveau public inconnu de tous (dont des pouvoirs publics locaux) mais qu'il semble lui, très bien connaître.

En effet, cette présentation de soi comme personne de terrain, proche des migrants roms donc incontournable sur la question, est largement utilisée par Joël. Néanmoins, il se situe également en marge des réflexions collectives institutionnelles et étatiques locales qui commencent à émerger en 2009, comme il se plaît à le souligner, cultivant ainsi une certaine posture de victime : « *je n'ai pas été invité à cette réunion.*

²¹⁵ Extrait d'un billet écrit dans son blog, le 18 août 2011.

²¹⁶ Extrait d'un billet écrit dans son blog, le 3 novembre 2010.

²¹⁷ *Ibid.*

²¹⁸ Entretien avec Pascal, 1^{er} juin 2011.

²¹⁹ Comme cela a été précédemment analysé dans le chapitre 1, partie 1.2.

²²⁰ Extrait d'un billet écrit dans son blog, le 15 août 2011.

Mais j'ai l'habitude. »²²¹. Cela peut s'expliquer par ses critiques acerbes de l'attentisme des pouvoirs publics, dans le fond comme dans la forme.

Ces critiques s'exprimant principalement sur son blog, c'est donc ce qui permet de réaliser à quel point celui-ci est « suivi » par les acteurs politiques locaux qui, régulièrement, en parlent entre eux. En effet, Joël a une fonction d'agitateur politique très claire : il souligne sans cesse les supposées erreurs d'appréciation sur les migrants roms, l'inaction politique les concernant, la mauvaise volonté des uns et des autres, et plus tard l'inefficacité des politiques mises en œuvre. Sans jamais donner de noms, mais en s'assurant qu'ils puissent être aisément reconnaissables, il critique ouvertement des élus de tout bord, parfois en les insultant (« *plus bête que méchant* », « *vieux cons d'adjoints* »²²²). Il semble donc s'être émancipé de toute attache politique. Toutefois, c'est précisément sa fonction passée qui lui permet de s'attaquer à ce domaine, en raison de sa connaissance des rouages, des logiques et des enjeux politiques locaux. Ses paroles paraissent mues par une certaine colère, dont la force laisse à penser que sa source ne se situe pas seulement dans son indignation devant les conditions de vie des migrants roms... Dans nombre de ses billets, il s'adresse directement aux « *pouvoirs publics* »²²³, parfois en utilisant la menace : « *Si un certain nombre de familles que je considère parfaitement en situation d'être accompagnées dans le processus d'intégration n'ont pas été prises en charge (...) je peux vous garantir que des actions seront menées.* »²²⁴. Ses menaces ou ses colères, récurrentes, de toutes sortes et auprès de plusieurs personnes, ne sont pas anodines au vu de sa façon d'être, de son attitude très autoritaire et surtout de son passé « *trouble* », selon certains, ou simplement « *inconnu* » par d'autres²²⁵. Il entretient lui-même le flou à son sujet, tout en distillant parfois quelques informations. Ainsi, lors de notre première rencontre par hasard, il me dit qu'il a fait sa « *petite enquête* » sur moi tout en précisant avoir des « *contacts aux RG* ».

Depuis 2009, il critique aussi ouvertement toutes les personnes (membres d'association, chercheurs, étudiants...) qui selon lui, « *s'intéressent aux rroms* » mais plus avant « *se servent des rroms* » alors qu'ils ne les connaissent pas et surtout « *ne font rien pour les rroms* »²²⁶. Les seuls qu'il ne critique pas – ce qui peut sembler étrange au regard de sa logique apparente – sont les journalistes. Cela se comprend par le fait qu'il semble avoir des entrées dans le milieu de la presse locale, qui le relaie à sa demande à travers des articles de presse ou des passages à l'écran sur les chaînes locales. Cette mise à distance de nombreuses personnes²²⁷, notamment d'acteurs associatifs à qui il reproche régulièrement l'inutilité de leurs actions comme leur

²²¹ Extrait d'un billet écrit dans son blog, le 3 novembre 2010.

²²² Extrait d'un billet écrit dans son blog, le 6 février 2011.

²²³ Comme dans le billet écrit dans son blog le 13 juin 2010, et beaucoup d'autres.

²²⁴ Extrait d'un billet écrit dans son blog, le 4 mars 2011.

²²⁵ Au cours de nombreux entretiens avec des acteurs institutionnels et politiques, la question de son « identité », de ses activités professionnelles passées et présentes est abordée. Si des interrogations subsistent à ce sujet, le fait qu'il ait été engagé auparavant dans la Légion Étrangère et qu'il ait rencontré l'élue pour laquelle il est devenu assistant parlementaire en assurant sa sécurité dans un pays du Moyen-Orient ne fait aucun doute. Des acteurs m'ont assuré qu'il le leur avait dit. Cette information est également rendue publique alors qu'il était assistant parlementaire, par un blog du PS local, qui met l'accent sur son « *parcours atypique* » et le fait qu'il n'ait « *pas fait d'études* », en le comparant aux autres assistants parlementaires.

²²⁶ Extraits des billets de blog du 8 février 2011, du 15 août 2011, du 10 septembre 2011.

²²⁷ Comme des étudiants ou des personnes cherchant à entrer en contact avec des habitants de squats qui m'ont rapporté l'avoir rencontré *in situ* par hasard et à qui il aurait systématiquement demandé qui ils étaient et ce qu'ils venaient faire là, avant de les décourager dans leurs tentatives de rencontres avec les migrants roms (parfois très clairement, parfois insidieusement).

manque de compréhension du public en question, a pour conséquence une sorte de mainmise sur les squats – ce qui implique également que personne ne connaisse précisément ses modalités d'intervention auprès des migrants roms, à part certains acteurs de MDM. Voici ce qu'en dit Antoine, qui le connaît donc depuis 2007, lorsque je lui demande assez évasivement ce qu'il pense de Joël :

« Joël c'est un vrai militant ! (...) Je me suis bien entendu avec lui. Je vais te dire un truc. Les gens heu... Faut se bouger le cul, hein, pour faire des trucs ! Faut y aller régulièrement, se taper une fois par semaine à aller voir les Roms. Et se dire faut que j'y aille, faut que j'y aille, parce que si t'y vas pas, tu perds le fil du truc. Faut des gens motivés un peu ! Donc y a des gens un peu barjots. Donc si tu commences à éliminer tous les barjots, tous ceux qui sont un peu fluctuants, tu vois ce que je veux dire....tu vas rien faire ! (...) En plus les Roms c'est pas le monde des bisounours. D'accord ? Donc les acteurs...donc Joël, c'est un mec fiable, il a des valeurs, après heu... tu dérapes pas, toi, de temps en temps ? (...) Après, la question c'est quand tu bosses avec des populations à la marge, fragiles c'est comment tu gardes un cap éthique, une position juste, tu réévalues ce que tu es en train de faire, tu valides pas certaines choses... »²²⁸

Au fil des ans, Joël développe une analyse plutôt pertinente des dysfonctionnements de la politique locale telle qu'elle existe, mais sa façon de le dire porte parfois à confusion et bien souvent, c'est le ton virulent employé qui retient le plus l'attention. Par ailleurs, lorsque la politique locale prend une tournure qui lui convient, il ne peut s'empêcher de préciser que cela correspond en tout point à ce qu'il avait déjà dit et préconisé il y a longtemps. Dès lors, il parsème son blog de commentaires de ce type : « *Franchement, si on m'avait écouté il y a un an, ils auraient gagné beaucoup de temps !* »²²⁹. En dépit de sa posture marginale par rapport aux acteurs associatifs, institutionnels et politiques locaux, il affirme donc de façon ostentatoire à la fois sa « bonne connaissance » des migrants roms, son jugement des acteurs et des actions auprès d'eux.

Cela conduit Joël à solliciter les acteurs politiques locaux afin qu'ils l'écoutent et qu'ils aillent dans la direction qu'il suggère. Ainsi dès 2010, il préconise de « *mettre en place un médiateur, qui connaisse cette population ainsi que les institutions* »²³⁰ et définit les missions qui lui reviendraient ainsi que l'autonomie qui serait nécessaire à celui qui occuperait ce rôle. Il fait d'ailleurs des appels du pied très clairs dans certains de ses billets, comme « *je suis disponible !* »²³¹. Il revient à la charge régulièrement toujours en critiquant la situation actuelle et en laissant entrevoir que la politique locale menée auprès des migrants roms serait nécessairement mieux, plus fonctionnelle avec lui comme acteur central, comme dans son billet du 18 août 2011 : « *Mais l'administration fait peu de cas de l'avis des gens qui côtoient les rroms, même quand leur avis est des plus intéressants.* ». C'est précisément ce qui va voir le jour une année plus tard, avec la mise en place de la médiation auprès des migrants roms. Les acteurs politiques ont donc été atteints par ses actions et ses propos.

²²⁸ Entretien, 30 septembre 2011.

²²⁹ Extrait d'un billet écrit sur son blog le 19 février 2011, reproduit quasiment à l'identique le 4 mars 2011, le 18 août 2011 et le 10 septembre 2011 notamment.

²³⁰ Extrait d'un billet écrit sur son blog le 3 novembre 2010.

²³¹ Extrait d'un billet écrit sur son blog, le 26 mars 2011.

Plusieurs éléments sont à souligner pour permettre de comprendre en quoi les acteurs politiques locaux lui prêtent une oreille attentive d'abord, puis se reposent sur lui pour définir certaines orientations ou modalités d'interventions des pouvoirs publics, malgré sa posture marginale et ses multiples critiques. C'est notamment le contenu de son discours nuancé sur les migrants roms qui trouve un écho favorable chez les élus qui, dès lors, ne le perçoivent pas comme un simple militant défenseur de la cause des migrants roms ou simple agitateur politique. En effet, il parle très souvent de « *l'intérêt des rroms mais aussi de la société française* »²³², ce qui lui vaut une écoute attentive des acteurs politiques. S'il reconnaît, comme on l'a vu, certains traits qu'il qualifie de « culturels » à ces migrants et qu'il perçoit de façon négative, au fil du temps, il semble affiner son appréhension et ses jugements. Ainsi en 2010, il se positionne clairement contre les expulsions²³³ alors qu'il est le premier à les réclamer à voix haute un an plus tard, prétextant de sa « connaissance des familles » et arguant que certains squats « *posaient vraiment problème non seulement en raison de l'amiante mais aussi de par le fonctionnement d'une partie des bulgares qui y vivaient* »²³⁴.

De plus, si les acteurs politiques l'écoutent attentivement, c'est aussi en raison d'un positionnement similaire concernant la question de l'intégration. Pour Joël, il convient de viser l'intégration comme objectif à atteindre pour certains migrants roms, mais pas pour tous, opérant un tri entre ceux qui pourraient y prétendre et les autres – tri toujours justifié par sa « *bonne connaissance des familles* ». On verra que ce type de discours est très proche de ceux qui vont se développer et prendre le dessus dans la sphère politique et étatique locale. Mais ce tri effectué prend chez lui une autre dimension qui au départ est inexistante chez les acteurs institutionnels et politiques : il s'agit des distinctions qu'il opère entre « bons » et « mauvais » migrants en les couplant avec les nationalités de ces derniers. Par les multiples contacts qu'il crée avec des acteurs divers, il diffuse alors très rapidement cette idée. Cette distinction entre les « bons » Roms roumains et les « mauvais » Roms bulgares va s'étendre assez largement localement auprès d'acteurs associatifs, institutionnels et politiques. Pour appuyer ses propos tel un argument d'autorité, il met souvent en avant sa propre histoire, en tant que fils d'immigrants portugais, d'une part pour montrer que « l'intégration est possible » et d'autre part pour expliquer comment parvenir à cette intégration, qui, pour lui, semble plutôt s'apparenter à une forme d'assimilation, comme on le verra. Cette vision de l'intégration est, elle aussi, largement diffusée et devient souvent partagée par d'autres acteurs.

À partir du mois de mars 2011, on observe clairement dans ses billets de blog un soutien voire une prise de parti de sa part pour la mairie de la Ville. Il critique alors les maires des autres communes de l'agglomération qui, selon lui, ne font rien ou pas assez en direction des migrants roms, comme la communauté urbaine qui demeure sa cible favorite.

Joël a donc de façon très claire un poids localement, surtout auprès des acteurs de la Ville, mais auprès de nombreux autres également, et ce malgré certaines

²³² Extrait d'un billet écrit sur son blog, le 3 novembre 2010.

²³³ Comme on peut le voir dans son billet écrit sur son blog le 3 novembre 2010, mais aussi dans de multiples articles de presse.

²³⁴ Extrait du billet écrit sur son blog le 10 septembre 2011.

ambivalences concernant ses modalités de fonctionnement « sur le terrain » auprès des migrants roms comme des acteurs associatifs, institutionnels ou politiques. Pour comprendre cela en profondeur, il faut bien insister sur l'ampleur du flou, du vide, qu'occasionne la présence de ces migrants roms pour ces acteurs. En effet, Joël Veloso bénéficie donc d'une arène peu structurée avec des acteurs isolés. Par son blog et ses interventions médiatiques comme sur le terrain, il participe avec d'autres à l'émergence du sujet dans le débat public, tout en devenant un interlocuteur indispensable sur le sujet. Dans un tel contexte, il est évident que Joël n'a pu que jouer un rôle décisif localement et avoir ainsi un poids non négligeable dans l'accueil de ces personnes dans l'agglomération, et plus particulièrement dans la politique locale. Il n'en demeure pas moins que les discours des acteurs locaux à son sujet sont assez contrastés. Il existe des positions ambivalentes des uns et des autres concernant Joël, et plus particulièrement ses façons de faire, que ce soit avec les acteurs politiques comme avec les migrants roms. Avec ces derniers, nombreux sont les acteurs qui ignorent totalement comment Joël procède avec eux, sachant notamment qu'il ne parle pas leurs langues. Mais certains qui l'ont vu à l'œuvre, notamment dans le cadre de l'opération de relogement du quai Mazarin, sont clairs, comme ce responsable au CCAS de la Ville : « *il instrumentalise parfois les familles* »²³⁵. Néanmoins, ce dernier nuance son avis sur Joël, précisant également qu'ils échangent régulièrement au sujet des personnes relogées et que ce dernier est « *efficace* ». L'élue de quartier de X parle elle aussi de « *tensions* » qu'il peut y avoir dans les rapports avec lui mais précise : « *Joël Veloso est comme il est, il est grande gueule il est ci il est là, mais comme je dis toujours, je le disais à [une élue] pour moi il a une connaissance complémentaire des autres.* »²³⁶. Il convient de souligner que Joël l'a épaulée dans sa découverte des migrants roms dans le quartier (celui au sein duquel il a commencé son action dans le squat de X), ce qui crée de fait ces liens forts et permet de comprendre ce qu'elle en dit.

Joël Veloso, à travers son association, a donc clairement une mainmise non seulement sur les migrants roms dans les squats de l'agglomération, mais plus avant sur la construction de l'« objet rom » local. Lui et son association sont partout là où il y a des migrants roms, s'immisçant dans tous les secteurs : social, éducatif, sanitaire, politique, policier. C'est pourquoi, au début de mon terrain, toutes les associations et institutions que je contactai me renvoyaient quasiment systématiquement vers lui. On peut donc affirmer que les migrants roms sont le public captif de Joël²³⁷.

VALCO et MDM s'imposent donc clairement dans le paysage politique local comme étant les associations référentes au sujet des migrants roms, de par leurs positions, leurs discours et leurs actions, leurs fortes personnalités et/ou leur réseau dans le milieu politique, leur légitimité nationale sur le sujet et le relai des médias qu'ils saisissent régulièrement. Ils poussent les élus à réfléchir à la question, à réagir et à se positionner. C'est donc ainsi que la « question rom » passe localement des acteurs associatifs aux acteurs politiques et étatiques. En ayant mis en lumière le rôle de ces

²³⁵ Entretien, 20 décembre 2010.

²³⁶ Entretien, 11 mai 2011.

²³⁷ Il est alors intéressant d'interroger ce que les migrants roms pensent et disent de lui. Cet aspect sera soulevé dans le chapitre 6.

acteurs associatifs ainsi que le premier projet institutionnel relatif au logement, il s'agit donc de comprendre maintenant comment ce problème public devient politique et s'institutionnalise. En d'autres termes, cela revient à analyser comment les acteurs politiques locaux se saisissent du « problème », le redéfinissent et le rendent apte à faire l'objet de « politiques ».

1.2. Des élus face à des bidonvilles de migrants roms

Lorsque les associations MDM et VALCO commencent à intervenir dans les squats de migrants roms, les acteurs politiques locaux sont donc en retrait, ne considérant pas encore ces situations d'installations précaires de ces migrants aux marges des villes comme un « problème » politique. Cela perdure jusqu'à l'expérience du relogement quai Mazarin, comme le souligne après-coup un responsable du CCAS qui était partie prenante : « ça a pu se faire car c'était le début, la population n'était pas encore repérée comme un problème, donc c'était plus facile. »²³⁸. Les acteurs de MDM et VALCO jouent donc un rôle qui consiste à interpeller les acteurs politiques locaux pour qu'ils se saisissent de cette expérience, comme le souligne Antoine :

*« Ce qu'on a dit auprès de la mairie c'est finalement on vous vend un truc, on vous a fait un truc gratos....Gratos ! Ça vous a rien coûté ! Les docteurs, les machins, les anthropos, les bidules, les psychologues, la sage-femme, les interprètes qui viennent...tout ce travail un peu bordélique mais n'empêche qu'il a été fait...et maintenant vous avez qu'à...un peu arroser ça, mettre un peu de structure et vous allez peut-être faire des choses qui ont un impact. Pour la population, et qui ont un impact sur la population environnante. Sur la [communauté urbaine]. C'est pas rien, c'est quand même mieux de trouver des outils de médiation et de construction commune que d'évacuer des gens qui reviennent trois mois après. Donc je pense que tout ça les élus ils l'ont compris... »*²³⁹

Il s'agit alors de comprendre ici quels sont les autres acteurs qui vont se saisir de la « question rom » et d'analyser comment celle-ci se construit politiquement. Cette construction n'est évidemment pas lisse et linéaire, et s'effectue par la mobilisation de différentes échelles, qu'il faudra donc prendre en considération. Je montrerai aussi les typologies et jeux d'acteurs dans ce qui va former l'arène rom locale : quels termes emploient-ils ? Quelles idées portent-ils ? Comment se positionnent-ils sur le sujet publiquement ? Quelles sont les fractures existantes parmi ceux qui se saisissent de cette « question » ? Quels sont les blocages auxquels ils font face, et pourquoi ? En quoi les niveaux national et européen sont-ils pertinents à analyser pour comprendre ces positionnements locaux des acteurs politiques ?

1.2.1. Premières appréhensions politiques des migrants roms

Je propose de questionner les premiers propos des acteurs politiques locaux au sujet des migrants roms en les analysant comme prémices des politiques locales mises

²³⁸ Entretien, 20 décembre 2010.

²³⁹ Entretien, 30 septembre 2011.

en œuvre à partir de 2010. En examinant qui parle, de qui ils parlent et comment ils en parlent, je vais montrer comment prend corps, politiquement, la « question rom » au niveau local, en interrogeant ce qui transparaît de cette catégorie.

Comme je l'ai souligné précédemment, le caractère fluide de cette identification des migrants roms renferme, pour les acteurs associatifs « de terrain », des caractéristiques précises (différence exacerbée, victimisation, pauvreté, communauté...) dont certaines prennent ancrage dans les représentations ordinaires analysées dans le chapitre 1. Par la pression que ces acteurs exercent auprès des pouvoirs publics locaux afin qu'ils se positionnent et agissent sur ce sujet, leur appréhension du public se transmet de fait aux acteurs politiques. En effet, on retrouve globalement ces mêmes appellations chez les élus et autres acteurs politiques / étatiques, qui prennent tous connaissance du sujet par le biais des acteurs associatifs. Néanmoins, il convient de souligner qu'en 2009, la mairie de la Ville comme la Préfecture parlent de « *Roms sans abris* » ou de « *sans abris roms* ». Le terme « roms » est alors utilisé entre guillemets, comme on peut l'observer sur le communiqué de presse de la Ville (19 octobre 2009) et dans celui de la Préfecture (22 octobre 2009), deux textes qui font référence à la première réunion étatique et multi-partenariale sur le sujet, marquant le début de la politique locale. Cela permet alors de cerner l'angle sous lequel ces migrants sont en premier lieu appréhendés par les pouvoirs publics locaux, ce qui n'est pas anodin. S'il est évident que les élus locaux sont en lien avec la politique nationale et aux prises avec les médias, l'analyse des termes utilisés met en exergue le « *poids du local* » (Frigoli, 2010) dans la production de ces catégories puisque la dénomination de Rom migrant, largement employée en région parisienne à cette période²⁴⁰, n'est pas utilisée localement.

Comme on l'a vu en analysant l'expérience du quai Mazarin comme premier projet local réunissant différents acteurs autour des migrants roms, ce sont les services sociaux de la Ville (CCAS) qui se saisissent d'abord de la « question ». Est également présent un autre service de la Ville, le DSU – Développement Social Urbain –, en raison de ses domaines d'activités et compétences. Ce service gère la politique de la ville, donc s'inscrit également dans la lutte contre l'exclusion et l'amélioration du lien social sur un territoire²⁴¹. Comme l'explique un responsable du DSU que je nommerai Yves Necken, c'est en raison des « problèmes » que cette « question rom » pose sur le territoire que ce service est saisi :

« Ça a commencé à poser vraiment des gros soucis à partir de 2005. Parce que à partir de 2005 (...) on commençait à avoir des problèmes liés à l'occupation au fait que les groupes étaient importants, que du coup ça faisait péter tout. Et là de 2005 à 2010 il y a eu qu'une augmentation des problèmes, donc qui revenaient à la Ville. Et c'est euh j'allais dire

²⁴⁰ Voir sur ce point Grégoire Cousin, 2009.

²⁴¹ Voici un extrait des missions du DSU qui nous intéresse ici, telles qu'elles sont définies sur la page internet de présentation des services municipaux de la Ville : « *Les interventions de la direction du Développement Social Urbain s'appuient principalement sur le dispositif contractuel de la politique de la ville afin de développer la cohérence territoriale et de privilégier la participation. Dans le cadre du Contrat Urbain de Cohésion Sociale (CUCS), elle coordonne des actions mises en œuvre dans les sept quartiers prioritaires de la ville en mobilisant les acteurs de terrain, le milieu associatif et les partenaires institutionnels. Au titre du Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (CLSPD), elle assure veille et intervention dans le cadre des situations de crise.* »

vraiment depuis deux ans, un an ou deux ans, non on va dater de deux ans, une prise en compte un peu plus importante par la Ville. »²⁴²

Plusieurs points sont à souligner dans ces propos. Le fait que ce service de la Ville soit interpellé, ainsi que « *la police municipale* », est assez significatif de l'appréhension de ce nouveau « sujet » dans la Ville. Celui-ci est d'abord perçu comme posant « *des gros soucis* » et de multiples « *problèmes* » qui augmentent avec le nombre de migrants et justifient une intervention sécuritaire des autorités locales. La convocation de ce service ainsi que des forces de l'ordre est en effet justifiée par l'illégalité des « occupations » qui, d'après Yves Necken, sont le point central duquel découlent ces « problèmes ». Il précise dans l'entretien la nature de ces « problèmes » en mentionnant la dimension de « l'accueil » de cette population sur le territoire (j'y reviendrai dans la section 2 suivante) :

« Le problème c'est que le flux important et le nombre important a fait que c'était ingérable quoi. C'est ingérable en termes de... c'est-à-dire que déjà on pouvait pas, législativement, réglementairement on n'avait pas à accueillir les gens, à travailler sur du euh, enfin je vois pas bien comment faire. Et on avait de plus en plus de remontées de problèmes. Voilà ! Par rapport aux... par rapport aux fluides, par rapport au euh voilà. Voilà c'est l'utilisation de l'eau euh... qui coulait partout, le gymnase X, ils se prenaient sur le gymnase, enfin on a eu des euh, voilà, ils faisaient tout sauter euh c'est venu de tout ça quoi. Donc là moi j'ai dit au CCAS, ce serait quand même, il faut absolument, enfin il faut faire quelque chose, j'ai appelé au secours, parce que les services espaces verts m'appelaient, les services propreté, le service machin. Qu'est-ce qu'on peut faire, t'as pas des gens ? Personne je dis. Moi je me retourne je suis tout seul ! Sur cette problématique là je suis tout seul ! J'ai pas de réponse aux squats roms, j'ai pas de réponse. »²⁴³

Les problèmes soulevés ici sont donc tous en lien avec ce type d'habitat précaire et illégal que sont les squats et/ou bidonvilles. Le premier « problème » concerne le nombre de squats qui augmenterait au fil du temps et des conséquences que les acteurs politiques et étatiques identifient au regard de leurs missions et de leur rôles. Ces conséquences sont de plusieurs ordres : d'une part, elles concernent directement les habitants des squats et sont d'ordre sécuritaire et sanitaire (en lien avec leur logement) mais aussi humanitaire au sens large (en lien avec leurs conditions de vie pouvant inspirer de la pitié). D'autre part, des conséquences sur le voisinage, et plus globalement, l'électorat potentiel, sont également envisagées par les élus et les acteurs publics locaux (nuisances, sécurité). Je propose donc d'aborder ces différents aspects ici en montrant notamment qu'ils sont largement partagés par tous les acteurs locaux.

Concernant l'augmentation du nombre de squats, il est difficile de démontrer précisément ce qu'il en est, les squats s'ouvrant et se fermant très régulièrement en fonction des évacuations²⁴⁴. La maire adjointe du quartier de X, que j'appellerai Danièle Furestier, en donne un aperçu concernant le squat de X dans la Ville :

²⁴² Entretien, 9 mars 2011.

²⁴³ *Ibid.*

²⁴⁴ En outre, mon travail de terrain n'a pas consisté en un recensement de ces lieux d'habitation (Cf. partie méthodologique 1.2.1.).

*« En 2006 y'avait déjà squat avenue X dans ce bâtiment. Y'avait un squat qui a été évacué quelques mois après, muré mais à nouveau réoccupé. Et même avant vers 2005, y'avait squat aussi mais y'avait moins de personnes. Y'avait moins de personnes. 2007 évacuation, muré, réoccupé et après on continue depuis 2008, 2009 avec une population qui a grandi. »*²⁴⁵

La comptabilisation des migrants roms dans l'agglomération connaît la même difficulté, mais de nombreux acteurs s'y essaient cependant régulièrement, tantôt pour justifier le besoin de politiques spécifiques, tantôt pour se rassurer et rassurer les riverains en démontrant une baisse du nombre de migrants. C'est ce que fait notamment l'adjointe au maire de la Ville, que j'appellerai ici Dominique Lafaye, élue en charge des politiques de solidarité, santé et seniors, qui est la première élue de la Ville à prendre en charge le « dossier Roms », sous l'impulsion et aux côtés du DSU et du CCAS. Elle me donne les résultats d'un « *mini recensement effectué les 20 et 21 janvier derniers [2011]* » : il y aurait alors « *250 Roms bulgares ou roumains à [la Ville] dans les trois squats, sur 700 sans domiciles* » et « *approximativement, sur la [communauté urbaine] de 400 à 500 Roms* »²⁴⁶. D'après elle, et les conditions de ce « mini recensement » qui me sont inconnues, il y aurait donc trois squats de migrants roms à cette période dans la Ville. On peut ajouter à cela deux autres squats dont j'ai eu connaissance dans deux communes de l'agglomération. Or le nombre d'habitants dans un squat est extrêmement variable, ce qui ne permet pas d'obtenir un comptage suffisamment précis ici.

Ce qu'il est intéressant d'observer cependant, dans une perspective diachronique, est ce recours, même bancal, des élus aux chiffres. Sans présenter les données recueillies de façon exhaustive, on peut en relever ici plusieurs. En janvier 2012, soit une année après, lors d'une réunion sur le sujet à la Ville, Yves Necken précise ainsi : « *au niveau des effectifs sur [la Ville], on n'est plus à 300 on est à beaucoup moins.* »²⁴⁷. Cela permet de comprendre que d'après les élus, il y avait eu une légère augmentation du nombre de ces migrants dans les squats, passant en un an de 250 à 300, mais suffisamment « inquiétante » à leurs yeux pour souligner la baisse lorsqu'elle a lieu. Néanmoins, ces chiffres semblent extrêmement fluctuants puisqu'en juin 2012, l'adjointe au maire du quartier de X précise en réunion de quartier qu'« *ils sont 200 en ce moment* »²⁴⁸ dans le squat du quartier – le plus important de la Ville numériquement. Sachant qu'à cette période, on peut répertorier au moins cinq autres squats de migrants roms dans la Ville même, on peut alors estimer qu'il y a eu une nette augmentation du nombre total de ces migrants en squat, que l'on pourrait situer autour de 500. Or cela ne recoupe pas du tout les chiffres de la police à cette période qui situent autour de 450 le nombre de « *personnes en squat dans l'agglomération* »²⁴⁹, puisque la différence est de taille entre la Ville et l'agglomération. Ces derniers chiffres sont repris (voire brandis) par les acteurs de la MOUS « Squats Roms », ce que l'on peut comprendre comme une certaine justification de la « réussite » de leur dispositif, comme on le verra. Cependant, quelques mois plus tard, un schéma qui viendrait

²⁴⁵ Entretien, 11 mai 2011.

²⁴⁶ Entretien, 14 février 2011.

²⁴⁷ Notes de terrain, 23 janvier 2012.

²⁴⁸ Notes de terrain, 25 juin 2012.

²⁴⁹ Entretien avec le coordonnateur de la MOUS, 26 juin 2012.

également des « statistiques de police » circule entre divers acteurs institutionnels et politiques, faisant état de la répartition de 600 migrants roms dans la Ville²⁵⁰. Ces chiffres sont donc extrêmement fluctuants en raison des stratégies des différents acteurs qui les mobilisent toujours dans leur intérêt et plus avant en tant qu'instrument de gouvernement à part entière (Desrosières, 2008).

Pour les acteurs politiques locaux, les conséquences de ces augmentations de squats et d'habitants sont formulées comme des « problèmes », à la fois pour les habitants des squats, pour le voisinage, donc l'électorat potentiel. La question de la salubrité liée à ce type d'habitat commence ainsi à être soulevée et identifiée comme un « problème » : il s'agit d'« une urgence sanitaire », comme le titrait le quotidien local le 16 avril 2008. Yves Necken le précise également, tout en montrant que c'est un « problème » crucial étant donné que c'est précisément cette dimension qu'il souligne comme intéressant les pouvoirs publics : *« il y avait du coup un hangar qui au niveau santé publique c'était euh l'horreur, c'est comme ça que c'est revenu vraiment sur la place publique. »*²⁵¹. En outre, les collectivités territoriales locales (mairie, communauté urbaine) et la Préfecture, qui vont porter par la suite la politique locale en direction des migrants roms, s'accordent à souligner cet aspect pour justifier cette prise en charge (on y reviendra plus profondément dans le 2.1. qui suit). On peut ainsi trouver des propos comme ceux-ci, provenant de la délibération publique du Conseil de la communauté urbaine, lors de la séance du 24 septembre 2010 : *« La [communauté urbaine] est confrontée depuis quelques années à l'installation de squats occupés par des populations Roms squats dont l'insalubrité et le danger sont avérés. »*. Une dimension nouvelle, également partagée par tous ces acteurs, apparaît ici : celle de danger. Mobilisée de façon suffisamment floue pour que l'on ne sache pas si les habitants des squats seraient les victimes potentielles ou au contraire seraient à l'origine de ce danger, il n'en reste pas moins que celui-ci semble avéré pour les pouvoirs publics, et invoqué comme un problème qui deviendra alors une des raisons d'agir. Cela pourrait donc aussi être relié aux « problèmes » que sont les nuisances pour les voisins des squats, que j'ai déjà évoqués dans le chapitre 1. Ces dernières, et les plaintes formulées à ce sujet par les riverains, sont considérées de façon extrêmement sérieuse par les élus, ce qui peut être compris comme relevant d'un enjeu électoral qui n'est pas négligeable à garder à l'esprit pour analyser la prise en charge de cette « question rom » au niveau politique.

Un autre aspect également considéré comme un « problème » découlant de la multiplication de ces situations que sont les squats de ces migrants dans l'agglomération relève d'une logique humanitaire. En 2009, Joël Veloso rapporte ainsi que de nombreux élus disent *« humainement, on ne peut pas laisser ces gens dans de telles conditions »*²⁵². En effet, pour la plupart des acteurs politiques, il s'agit de situations jamais vues auparavant, ou en tout cas considérées comme étant « extrêmes », amenant certains à considérer alors la « dignité humaine » de ces personnes, comme cette chargée de mission auprès du directeur de cabinet du maire de la Ville : *« le vrai point*

²⁵⁰ Notes de terrain, octobre 2012.

²⁵¹ Entretien, 9 mars 2011.

²⁵² Extrait d'un billet écrit sur son blog le 19 juin 2009.

de départ c'est la dignité de l'accueil. »²⁵³. On peut d'ores et déjà faire un lien entre ses propos et ceux d'Yves Necken au sujet de l'accueil de ces migrants sur le territoire.

Il s'agit donc en premier lieu de « problèmes » locaux ou tout du moins assez localisés, en fonction des lieux d'implantations de squats. C'est pourquoi les maires adjoints de quartiers se trouvent alors mobilisés de fait, comme c'est le cas de celle du quartier X où est implanté le squat le plus important de la Ville depuis plusieurs années. Dès lors, les élus sont « contraints » de se confronter à ces « problèmes » et ils contribuent à les définir, à l'échelle de l'agglomération. Il est fondamental de souligner que lorsqu'ils se rendent dans les squats, c'est l'identification de « problèmes » qui guide clairement leur rencontre. Cela n'est pas neutre ni anodin dans l'appréhension qui va être la leur de ces personnes, ce qui aura des conséquences de taille dans l'orientation politique et la définition d'axes d'intervention en direction de ces migrants.

Ainsi l'adjointe au maire de la Ville chargée de la lutte contre les nouvelles précarités est celle qui, au niveau de la mairie, va prendre le relai de l'adjointe en charge des politiques de solidarité sur le « dossier Roms », en 2011. Je propose de l'appeler ici Cécilia Talbi. En entretien, elle revient sur sa première rencontre avec les migrants roms. Elle explique avoir tout d'abord « *mis du temps* » à se rendre dans un squat, alors qu'elle en connaissait l'existence à travers les « problèmes » posés en conséquence. Lorsqu'elle s'est décidée à le faire, pour les raisons qu'elle évoque et analyse ci-dessous, elle précise avoir contacté des membres de MDM pour qu'ils l'emmènent « *visiter les squats* ». Elle ajoute : « *Là j'ai fait la connaissance de Joël Veloso, l'association VALCO heu...Et donc là j'ai commencé à être au courant d'un certain nombre de choses.* ». Elle revient sur les raisons pour lesquelles du temps s'est écoulé avant qu'elle n'entreprenne cette première démarche en tant qu'élue de la Ville :

« Moi je n'ai pas l'impression du tout d'avoir vis-à-vis de la population rom de la peur ou du jugement. Je n'avais pas cette impression. Bon. Mais je dis je n'avais pas cette impression, mais si tu veux...donc j'ai pas l'impression heu...que j'ai mis du temps pour y aller parce que ça me faisait peur ou que ça m'inquiétait ou que je pensais que c'était pas important. J'ai pensé que...j'ai mis du temps pour y aller parce que je me suis dit si ta voix doit porter sur les Roms, il faut d'abord que tu sois crédible sur la question du logement et du travailleur social. Sinon on te dira que t'es compassionnelle et que tu sais pas comment ça fonctionne. Tu vois donc heu non, je pense que c'était plutôt construit dans mon esprit. Par contre, mais j'en reviens pas quand même d'avoir mis autant de temps ! Malgré tout. Parce que j'aurais pu quand même y aller, avant. (...) Voilà, bon, je l'ai pas fait. Bon. Ensuite, aller sur place, quand j'ai vu... Et que j'ai vu comment ils vivaient... (Silence) Je me suis dit mais t'es une grande malade en fait...puisqu'en fait, finalement quand même j'ai été étonnée de mon étonnement de les voir vivre heu... normalement quoi...je veux dire, avec des papis des mamies des enfants...tapisser la pièce même si c'est fait avec du carton...heu... heu... manger, vivre...bonjour madame...enfin je veux dire un truc complètement normal... Donc je me suis dit...heu...Qu'est-ce que tu t'imaginais ? Parce que le problème c'est que quand on les voit nous, ils font la quête. (Silence) Ce que nous ne ferions jamais, parce que nous, j'ai bien été élevée dans le catholicisme, donc nous, ça non ! (...) Donc je me suis dit... mais tu t'étais même pas demandée heu...qu'est-ce qu'il y avait au-delà ! D'accord ? Donc j'avais même pas gratté sur la question ! Alors je me suis

²⁵³ Entretien, 16 décembre 2010.

*dit, putain, si t'es élue, au logement, à la ville de [...], tu viens d'être nommée adjointe aux nouvelles précarités, tu t'es même pas posé de question...gravum, quoi ! Gravum !! »*²⁵⁴

En précisant d'abord que pour se rendre dans ces squats, elle sollicite MDM et Joël Veloso, elle confirme ici l'importance du rôle joué par ces acteurs. On peut donc en conclure que les élus et autres acteurs politiques et étatiques locaux ont appréhendé les migrants roms d'une part comme une population posant divers « problèmes » sur le territoire et d'autre part à travers l'intermédiaire de ces acteurs associatifs identifiés comme « ayant une bonne connaissance du terrain », et reprenant donc à leur compte leurs propres appréhensions de ces migrants.

Mais avec cet extrait de discours de Cécilia Talbi, une autre dimension apparaît comme étant tout aussi centrale dans la définition de ce public par les acteurs politiques. Il s'agit de l'image que renvoient ces personnes à celles et ceux qui ne les côtoient pas nécessairement mais qui sont, à des niveaux divers, des représentants de l'État et/ou des décideurs locaux, mettant en œuvre des politiques. Cette image produite sur les migrants roms est multiforme : à la fois floue chez certains, caricaturale chez d'autres ou encore réductrice. C'est ainsi que l'on peut comprendre la « découverte » faite par cette élue : les migrants roms sont finalement des personnes comme les autres, qui ont une famille, mangent, vivent et disent bonjour... en d'autres termes, des personnes « normales ». Cette reconnaissance de l'humanité des migrants roms par certains acteurs politiques (ceux qui font le choix d'aller « sur le terrain ») est à contextualiser dans l'atmosphère publique nationale concernant ces migrants, entre 2007 et 2013. Il convient de se rappeler du chapitre 1, mais aussi de préciser que l'image des migrants roms telle qu'elle est co-construite par les discours médiatiques et politiques ambiants est celle d'une population qui vit en marge de la légalité, en raison de son mode d'habiter (squat, bidonville, occupation illégale voire nomadisme) et de son mode d'existence (communauté, mendicité, vols, prostitution, réseaux, etc.). Cela enjoint donc les élus à appréhender les migrants roms comme irréductiblement différents certes, mais dont la différence pose problème. À partir de ce constat largement partagé par ces acteurs politiques, deux options s'offrent à eux : soit ils s'attaquent à ces faits sociaux visibles (mendicité, squat, prostitution) pour éradiquer cette différence et par là cette « population » qui n'est alors envisagée que comme « support » de ces caractéristiques, donc de cette différence. Soit ils dépassent cette vision première des faits qui, pour eux, posent problème en se demandant ce qu'il y a « au-delà » comme le dit Cécilia Talbi (« gratter la question »), ce qui peut être effectué en allant effectivement à la rencontre des personnes en question, sans volonté de juger mais plutôt avec la seule (ou tout du moins première) volonté de comprendre. C'est ce qui a eu lieu pour cette élue et pour quelques autres acteurs politiques et étatiques locaux, bien qu'ils ne disposent évidemment pas du même temps d'imprégnation et de compréhension qu'un anthropologue. Mais il faut préciser cependant que dans la politique locale qui va se construire, ces deux options seront suivies de façon conjointe, en fonction des périodes, des événements et des jeux d'acteurs. L'occasion sera donnée de revenir sur ce point assez largement dans la sous-partie qui suit. Il convient de retenir que cette

²⁵⁴ Entretien, 6 avril 2011.

appréhension naissante des migrants roms comme personnes ne s'accompagne pas d'une redéfinition des problèmes auxquels ils sont associés.

1.2.2. Balbutiements des modalités d'action

Les acteurs associatifs réclament une concertation globale avec les acteurs institutionnels et politiques. Pour ces derniers qui commencent à se mobiliser sur le sujet, il s'agit alors de réfléchir à une réponse globale au-delà de la « *gestion à la petite semaine* »²⁵⁵ des squats. Néanmoins, ils restent dans le flou face à cette question de la responsabilité de ces migrants en squat. En outre, ils se renvoient les uns les autres la prise d'initiative concernant la mise en place d'actions concrètes en direction de ces personnes. Pour comprendre les raisons de ces ambivalences politiques, je propose de mobiliser (comme vont le faire ces acteurs également, à leur façon) les échelles nationale et européenne afin de saisir les rôles que joue cette multiplicité d'échelles sur ce sujet.

L'émergence locale de la « question rom » dans le contexte national

En premier lieu, ce qui apparaît aux yeux de ces acteurs locaux est la position bancale, ambivalente voire « schizophrène » de l'État concernant les migrants roms, comme le souligne Yves Necken du DSU :

« L'État était dans une double euh... l'État est schizophrène un peu là-dessus, dans un double paradoxe de dire effectivement faut qu'on puisse euh voilà, ces gens sont dans une condition humanitaire déplorable, y'a des enfants, y'a ci, y'a ça, y'a des bébés, et puis d'un côté il faut virer tout le monde. Parce que la politique c'est quand même davantage de... ils n'ont pas vocation à rester sur le territoire français euh... le statut vous le connaissez mieux que moi, bon, transitoire qui dure ! [rire] »²⁵⁶

Ce qu'Yves Necken souligne ici est bien la position dominante de l'État qui consiste à expulser ces migrants en prenant appui sur leur statut migratoire.

Celui-ci nécessite quelques explications rapides afin d'en comprendre les conséquences d'une part pour les migrants eux-mêmes et d'autre part pour la mise en œuvre (ou non, et lesquelles) de politiques locales en leur direction. D'abord, il convient de rappeler que le « migrant rom » est un étranger, perçu et catégorisé comme tel, ce qui n'est pas anodin dans la France des années 2000. En effet, la période qui recouvre localement le début d'une amorce de réflexion institutionnelle et politique au sujet des migrants roms se situe aux alentours de 2008 et 2010, période caractérisée notamment par une « crise » économique, un contexte social délétère et incertain, mais aussi à la création, en 2007, du ministère de l'Immigration, de l'Intégration et de l'Identité Nationale par le gouvernement Fillon sous la présidence de Nicolas Sarkozy. Ce ministère sera supprimé fin 2010, après avoir essuyé de multiples critiques, notamment de la part de chercheurs en sciences humaines et sociales pour lesquels la création de ce ministère donne chair à ce qui s'apparente à une « xénophobie d'État » ou « xénophobie

²⁵⁵ Entretien avec Yves Necken, 9 mars 2011.

²⁵⁶ *Ibid.*

de gouvernement » exprimée par les discours et les actes d'autorités publiques stigmatisant l'étranger comme un problème, une menace ou un risque, ce qui conduit alors à de nouvelles formes de xénophobie au sein de la société²⁵⁷. Outre ce contexte politique et sociétal ambiant qui stigmatise les étrangers, les migrants roms connaissent en France un statut migratoire particulier en tant que ressortissants bulgares et roumains. En effet, la Roumanie et la Bulgarie adhèrent à l'Union européenne qui s'élargit alors en 2007, mais leurs ressortissants peuvent être placés, par les pays de l'Union qui le souhaitent, sous ce qui est communément appelé un « régime transitoire ». C'est notamment le cas pour la France qui n'abrogera ce statut migratoire spécifique que le 1^{er} janvier 2014, à la date ultime fixée par l'UE. Ce régime transitoire limite notamment l'accès à l'emploi pour ces ressortissants, en dehors de la liste des métiers dit « en tension » (autour de 150 métiers jusqu'en 2012, puis élargie ensuite à 291). La procédure à suivre pour se faire employer est extrêmement lourde et compliquée, nécessitant d'abord de trouver un employeur acceptant de faire la demande auprès de la Préfecture de Région. En outre, les ressortissants bulgares et roumains sont également soumis au dispositif de libre circulation et de séjour « classique » mis en œuvre par la France en direction de tout ressortissant d'un pays de l'Union européenne. Ainsi, s'ils n'ont pas besoin de visa, les ressortissants bulgares et roumains, comme tout Européen en France, ne peuvent pas rester plus de trois mois sur le territoire sans apporter la preuve qu'ils ne sont pas une « charge déraisonnable pour le système d'assistance sociale français »²⁵⁸. Comme on le verra plus précisément dans la deuxième partie de cette thèse, vivre en squat, bidonville ou tout habitat illégal les place de fait dans cette catégorie. C'est en s'appuyant sur cette loi que les pouvoirs publics peuvent donc expulser les migrants roms du territoire, en délivrant des OQTF, mesure administrative d'éloignement des étrangers²⁵⁹. Par ailleurs, le discours de Grenoble prononcé le 31 juillet 2010 par Nicolas Sarkozy, alors Président de la République, participe du renforcement idéologique et politique de cette stigmatisation de l'étranger en mêlant politique migratoire et politique sécuritaire, appuyant alors ces mesures de reconduites à la frontière²⁶⁰.

Au regard de ce contexte national, l'État ne se positionne donc pas autrement que par le biais de mesures sécuritaires sur le sujet des migrants roms. Dès lors, l'« accueil » de ces migrants sur le territoire ne fait pas l'objet de directive nationale, alors que les acteurs locaux commencent à se poser cette question. Ces derniers sont donc en proie à une absence de ligne directrice ou de cadre national sur ce sujet qui devient alors une « *patate chaude* », les différents acteurs ne sachant ou ne voulant pas se positionner. C'est ainsi que de « sujet » posant plusieurs problèmes, on passe à une véritable « question », personne n'ayant a priori de solutions : il s'agit là de la naissance de la « question rom ».

Une interrogation centrale qui se pose en filigrane au sujet des migrants roms dans l'agglomération est celle de savoir qui doit agir : c'est le fameux « qui fait quoi ? »

²⁵⁷ Voir notamment sur ce sujet Jérôme Valluy, 2008.

²⁵⁸ Article L 121-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile.

²⁵⁹ Article L 511-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile.

²⁶⁰ Il convient de souligner aussi que les expulsions de migrants roms, comptabilisées comme expulsions de sans-papiers, ont permis à Brice Hortefeux, alors ministre de l'Immigration, d'atteindre les objectifs chiffrés en matière d'expulsion du territoire.

à l'origine des politiques locales, et qui, comme on le verra par la suite, perdure même une fois celles-ci lancées. Yves Necken, peut-être parce qu'à travers son service il a été le premier à se confronter à cette question, en parle de façon très claire sans dissimuler son agacement :

« C'est-à-dire que là on se pose la question de pourquoi c'est pas la MDSI qui s'occupe de tout ça ? Bhé non, pourtant c'est des familles, c'est des machins. Euh oui mais ben, euh ben.... Ah ? Et pourtant c'est du travail social, alors qui est-ce qui fait le travail social ? C'est juste Médecins du monde, bhé non ils font de la santé, ils sont pas... Donc ils font un peu, mais il nous manque quand même des rouages là. (...) Ah oui mais c'est des gens qui sont sans papiers donc c'est compliqué aussi pour nous parce que nos critères, nous, c'est là, et vous, vous demandez d'être là. Enfin voilà je crois qu'il y a...on peut se dire ça hein, cric crac hop, c'est pas chez moi. Patate chaude. Et oui c'est ce qu'il se passe, la patate chaude, sauf que y'a une prégnance d'un phénomène de problèmes qui fait qu'on est obligé d'y venir un peu. »²⁶¹

Il montre précisément l'inertie des différents acteurs dans un premier temps : ces derniers se renvoient la balle en prétextant des divers domaines d'action donc de compétences qui seraient nécessaires auprès de ces migrants roms. Mais le véritable « problème » pour ces acteurs avec ce public est que précisément, ce dernier cumule plusieurs caractéristiques qui pourraient en faire un public-cible pour différentes structures, mais sans que cela ne permette d'agir concrètement sur l'ensemble de leur situation. C'est pourquoi Yves Necken utilise judicieusement ce terme de « *phénomène de problèmes* » qu'il juge par ailleurs prégnant. Paradoxalement, c'est cela qui, en premier lieu, « empêche » les acteurs de se positionner et d'agir auprès de ce public, mais qui dans un second temps, sera le moteur d'une prise en main globale et collective du « dossier Roms » localement. Pour le moment, « *personne n'ose aller dans un sens ou dans l'autre* »²⁶² comme dit Cécilia Talbi.

La quête de « bonnes pratiques » d'accueil

Dès lors, cette « question rom », par l'absence de directives nationales strictes, laisse libre cours à un certain jeu de ping-pong entre les acteurs politiques au niveau local. Emerge alors un espace où les acteurs peuvent bricoler. Ces derniers tentent de se raccrocher à « quelque chose » pour identifier ce qu'il est possible de faire des migrants roms et déplacent leurs regards vers d'autres horizons pouvant les éclairer. À cette période, les médias relatent de plus en plus le fait que de nombreuses villes en France et dans différents pays d'Europe de l'Ouest sont confrontées à ces mêmes installations « sauvages » de migrants roms. C'est donc vers d'autres communes et vers l'Europe que les acteurs locaux vont se tourner pour obtenir des éléments de réponse.

Dès le premier entretien que j'effectue à la mairie de la Ville, avec la chargée de mission du cabinet du maire vers laquelle on m'oriente d'emblée, le « dossier » des migrants roms est volontairement replacé dans un contexte plus large que le seul contexte local : je repars avec les contacts de deux personnes susceptibles de m'éclairer sur la « question rom » en France, l'une de l'association des maires de France et l'autre

²⁶¹ Entretien, 9 mars 2011.

²⁶² Entretien, 7 septembre 2011.

de celle des maires d'Ile de France. Mon interlocutrice me donne une brochure intitulée « L'Union européenne et les Roms », sur laquelle sont précisés le positionnement de l'Union européenne prônant l'inclusion des Roms, la législation de l'Union en matière de lutte contre les discriminations ainsi que les possibilités de financement. Il est alors souligné ici que, bien que *« l'approche de la question Rom par la Commission Européenne est explicite mais pas exclusive (...) une attention spéciale est accordée à la situation particulière des Roms dans l'ensemble des politiques et instruments de l'UE visant à l'amélioration de la situation économique, de la santé, des conditions de vie, des possibilités d'emploi, de la compréhension culturelle et de l'éducation pour tous les Européens »*. Plusieurs fonds et programmes d'action de l'UE, pouvant être saisis par les collectivités territoriales notamment, y sont ensuite listés, ce qui intéresse fortement les acteurs locaux. Mais au-delà des possibilités de financement de l'Union européenne sur le sujet, ils se confrontent alors aux discours et aux positions portés par l'Europe sur la « question rom ». Quels sont-ils ?

Au niveau de l'Europe, les « Roms » sont globalement appréhendés comme une minorité transnationale victime de discriminations²⁶³. La « question rom » a également une existence à l'échelle européenne, ce qui semble relever d'une construction spécifique, non sans lien avec les travaux de Sciences Humaines et Sociales commandités par des grosses organisations proches de l'Union, comme le souligne judicieusement Martin Olivera (2011b). Depuis la fin des années 90 jusqu'à 2007, l'Union européenne se focalise sur la question des discriminations. Dès 2007, date d'entrée de la Bulgarie et de la Roumanie dans l'Union, la focale reste portée sur les discriminations mais se répercute aussi sur les questions de la libre circulation et des migrations intra-européennes, questions posées par l'entrée de nouveaux États membres. Dès lors, selon Nando Sigona (2011), il y a eu un glissement dans la perception des Roms par les institutions européennes : ces derniers seraient ainsi *« devenus du jour au lendemain, avec l'élargissement, des citoyens communautaires plutôt que des migrants potentiels »* (Sigona, 2011 : 221). Effectivement, la commission européenne considère les « Roms » (entendus ici dans leur ensemble) comme *« la plus importante minorité ethnique de notre continent »* tout en précisant que *« la plupart des Roms sont citoyens de l'UE. »*. Nando Sigona explique ainsi le changement de stratégie globale des institutions européennes dont la position dominante depuis l'élargissement jusqu'en 2011 était de combattre les discriminations des Roms dans l'objectif de permettre leur intégration. Néanmoins, du fait du régime transitoire, on peut se demander si les migrants roms sont réellement appréhendés comme des citoyens communautaires par les États membres, surtout par la France. Par la suite, reconnaissant l'inadéquation de cette approche au regard de l'évolution de la situation (accroissement des migrations vers les pays d'Europe de l'Ouest qui donnent à voir un certain enracinement des discriminations envers les Roms, notamment au niveau institutionnel), les institutions européennes adoptent une approche complémentaire à celle antidiscriminatoire : il s'agit de mesures spécifiques dédiées à cette population, les discours des institutions européennes se focalisant sur les Roms en tant que migrants et

²⁶³ Pour plus de précisions sur la catégorisation des Roms par les institutions européennes, se reporter à ce qui est dit dans l'introduction de la thèse.

sur l'accueil qui doit leur être réservé dans les pays de l'UE. C'est dans ce cadre que va naître notamment la coordination européenne pour les stratégies nationales d'intégration des Roms.

La position de la commission européenne concernant les droits de circulation et de séjour est explicite : tout citoyen européen a le droit de circuler ou de séjourner dans un État membre à condition de disposer des ressources suffisantes et de ne pas menacer la sécurité publique. Précisons cependant que la commission prône l'examen des situations au cas par cas par les différents États. Concernant les « Roms », cela peut alors faire écho au Conseil de l'Europe qui pointe les discriminations et préjugés existants envers les Roms : « *Pour l'opinion publique, être rom et être migrant signifie généralement avoir un mode de vie itinérant et se trouver en situation irrégulière.* »²⁶⁴. Reconnaisant l'ampleur des discriminations envers les Roms, alors constatées aussi fortes et ancrées à l'Est comme à l'Ouest de l'Europe, les institutions européennes proposent donc plusieurs mesures. La commission européenne, en tant que principale institution de l'Union européenne qui met en œuvre les politiques communautaires, affirme la « *responsabilité conjointe en termes d'amélioration de l'intégration et de l'inclusion sociales des Roms* » entre les institutions européennes et les États membres²⁶⁵. Dès lors, les États ne peuvent se reposer entièrement sur l'Europe sous prétexte que le « phénomène » l'est ou que le sujet concerne les politiques migratoires européennes. Cependant, l'Europe peut aider. Ainsi en 2008, la commission européenne a créé une « plateforme européenne pour l'inclusion des Roms », afin d'aider à « *coordonner et développer les politiques pour l'intégration des Roms et stimuler les échanges entre les États-membres, les organisations internationales et la société civile rom* »²⁶⁶. L'encouragement de la commission envers les États membres comme les villes européennes à mener des politiques spécifiques « d'intégration » envers cette population est très clair, et l'adoption d'un cadre de l'UE pour les stratégies nationales d'intégration des Roms va dans ce sens en donnant une ligne directrice aux conduites et aux contenus de ces politiques. Concrètement, l'UE a demandé aux États membres de proposer leurs stratégies nationales « pour l'intégration des Roms » avant fin 2011, celles-ci étant ensuite évaluées par la Commission européenne qui produit alors un rapport à ce sujet au printemps 2012.

Concernant l'échelle nationale, une plateforme semble prendre en charge la « question rom » : il s'agit du Forum Français pour la Sécurité Urbaine (FFSU). Dès le début de mon enquête, mes interlocuteurs à la mairie me renvoient vers eux pour en savoir plus. S'agissant de « sécurité urbaine », on peut comprendre ce recours par le fait que localement, le DSU ait joué un rôle pionnier et central dans la prise en main de cette « question rom ». En outre, ce service travaille déjà au sein de ce forum sur d'autres sujets (comme la prise en charge des jeunes en errance par exemple). La Ville s'inscrit en effet pleinement dans ce Forum en tant que membre parmi 130 collectivités locales. Le FFSU, créé en 1992 et issu du Forum Européen pour la Sécurité Urbaine, a pour objectif de « *renforcer les politiques de sécurité et de prévention de la délinquance et de*

²⁶⁴ Extrait du rapport « La situation des Roms en Europe : circulation et migrations » adopté par la commission de l'Assemblée Parlementaire le 1er juin 2012.

²⁶⁵ ec.europa.eu/justice/discrimination/roma/index_fr.htm

²⁶⁶ http://europa.eu/rapid/press-release_MEMO-11-795_en.htm

promouvoir le rôle de l'élu dans les politiques locales et nationales. » Plusieurs thématiques de travail sont abordées par le biais de différents groupes de travail, comme celui créé en juin 2010 au sein du « *Sécutopic* » sur l'inclusion sociale et s'intitulant « les gens du voyage, les Roms, les villes ». La création de ce groupe part du constat d'un problème rencontré par les villes françaises face aux « Roms » :

*« Les Villes et Départements, dont les élus et les services de première ligne, ont en responsabilité l'accueil, la veille sociale et sanitaire, la prévention et la sécurité de l'ensemble du public résidant ou passant sur leur territoire sont en difficulté pour mener à bien leurs missions à l'égard de ces populations. Les élus et agents locaux expriment le sentiment que leurs missions se sont densifiées et complexifiées. Les activités, menées souvent dans l'urgence et le « bricolage », sont mal identifiées, peu qualifiées et valorisées, leur quantification et la normalisation des plans de charge voire leur maîtrise sont à ce jour très aléatoires. Les associations locales proposent parfois des prestations de première urgence sans que la question de l'articulation des réponses n'ait été traitée en amont ce qui génère a minima de l'incompréhension. »*²⁶⁷

On comprend donc que les acteurs locaux se tournent vers ce Forum soulevant les questions et les problèmes auxquels ces acteurs se confrontent, seuls, au quotidien, au sujet des migrants roms. Yves Necken souligne l'intérêt que trouve la Ville dans les échanges de pratiques avec d'autres communes, en capitalisant les expériences.

Si ce Forum travaille en interne à la recherche d'outils, de « bonnes pratiques » à travers des échanges d'expériences, le Forum Européen pour la Sécurité Urbaine (EFUS) s'est, lui, positionné publiquement sur « *les Roms et l'Europe* » par le biais d'une Résolution adoptée par le Comité exécutif en novembre 2010. Rappelant que l'EFUS travaille depuis plusieurs années sur « *l'intégration des Roms dans nos villes européennes* », celui-ci prend position contre les expulsions « *de citoyens d'origine rom* » en plaçant pour « *des villes d'accueil et défendre la multi-culturalité qui les caractérise* » tout en déplorant les « *réels problèmes d'insertion et d'inclusion des populations roms* »²⁶⁸ auxquelles sont confrontées les villes européennes. Mais dans le même temps, un appel est lancé à l'Union européenne pour obtenir du soutien, tant dans les villes d'accueil que d'origine, dans le but que « *soient créés les conditions sociales et culturelles rendant inutiles de nouveaux départs* ». Le communiqué de presse se solde par une demande de reconnaissance et de soutien de l'Union européenne ainsi que par l'expression d'une volonté de coopération entre les États membres comme entre les villes. À travers cette position de l'EFUS, réappropriée par les acteurs locaux de la Ville, on voit apparaître plusieurs points significatifs : tout d'abord, la « question rom » se pose à la fois en termes de « sécurité urbaine » puisqu'elle est à l'ordre du jour dans ce forum, mais aussi en termes d'« inclusion », d'« insertion » et d'« intégration » dans les villes françaises, ces trois termes étant utilisés de façon aléatoire. En outre, la participation de la Ville à ce Forum semble également relever d'une stratégie de positionnement sur ce sujet, et par là, de demande de financement auprès de l'Europe, qui n'aboutira pas pour des raisons qui n'ont jamais été explicitées localement.

²⁶⁷ <http://www.ffsu.org/index.php?id=31707&L=ofswqbyj>

²⁶⁸ Extrait du communiqué de presse de l'EFUS le 27 septembre 2010, rédigé par son Président, Guilherme Pinto.

En déplaçant le regard à toutes les échelles, comme le font les acteurs institutionnels et politiques locaux, on retrouve toujours de façon prégnante la question des responsabilités posées par la « question rom » en tant que problème politique. À qui revient la responsabilité de gérer cette « question » ? On a pu constater les recommandations des institutions européennes préconisant l'intégration des migrants roms, mais sans donner de précisions sur les façons de procéder, laissant au contraire les Etats-membres y réfléchir. Cela n'est donc pas vraiment d'un grand secours pour les acteurs locaux qui, eux, sont relativement « pressés » de trouver des réponses à leur « question rom » locale. Dès lors, les élus locaux portent le regard sur d'autres communes de France pour observer ce que les autres font avec / des migrants roms. La participation de la Ville au FFSU est dans cette optique utile, comme on l'a vu, mais les échanges s'effectuent également par d'autres biais, moins formels. C'est ce que rapporte ainsi Eliane Bauduin, une responsable de l'insertion au CCAS de la Ville, concernant le moment où l'idée de MOUS (Maîtrise d'Œuvre Urbaine et Sociale) comme outil de politique locale commence à émerger (on y reviendra par la suite) :

« À l'issue de cet aval politique au niveau du CCAS nous rencontrons à nouveau la DDCS qui est en passe... enfin la DDAS qui est en train de devenir DDCS, et puis donc à la directrice on évoque une MOUS. On sait pas bien ce que c'est mais pourquoi pas effectivement faut voir, faudrait nous aider dans l'élaboration d'un cahier des charges et puis est-ce que vous avez des expériences similaires. Donc euh le directeur délégué avait en tête une MOUS sur [une autre agglomération française] donc... ils nous adressent des documents, quelles méthodes ils avaient utilisées. Voilà. »²⁶⁹

Lors d'un autre entretien, elle revient sur ce point, ce qui montre son importance à ses yeux, en précisant cette fois que les échanges se sont effectués de façon directe, de visu, mais également de façon très précise. Elle évoque ainsi « en décembre 2009, le responsable de [cette agglomération] qui est venu nous dire tout l'intérêt de travailler pas seulement sur le logement mais aussi sur les papiers. »²⁷⁰. Sans entrer dès maintenant dans la question des orientations des politiques locales en direction des migrants roms, il convient de retenir ici que des échanges²⁷¹ avec d'autres villes de France permettent aux acteurs institutionnels et politiques locaux d'y voir un peu plus clair dans ce qu'ils peuvent faire, mais aussi dans ce qu'ils veulent faire et ne pas faire. Ce regard éloigné vers d'autres horizons va alors pouvoir se recentrer sur le local.

Des positionnements marqués par l'urgence et par des jeux d'acteurs

L'idée de travailler sur « l'accueil » des migrants roms dans l'agglomération fait ainsi son chemin chez l'ensemble des acteurs locaux qui commencent à se positionner. Quels sont les moments et événements particuliers qui vont déclencher une concertation et une action entre différents acteurs ? Qu'est-ce qui détermine les positionnements de chacun des acteurs au sein de l'arène « rom » locale ?

²⁶⁹ Entretien, 31 mai 2011.

²⁷⁰ Entretien, 27 mai 2013.

²⁷¹ Notons cependant, pour être tout à fait précis, qu'il n'y aura pas d'échanges réguliers et soutenus entre la Ville et d'autres communes, ce qui montre qu'il ne s'agit pas là de chemins déjà balisés que va emprunter la Ville mais bien plutôt d'exemples qui vont permettre aux acteurs locaux de s'inspirer et d'impulser une action.

Dès le début des années 2000 qui sont marquées par les premières implantations de squats de migrants roms dans l'agglomération, et principalement dans la Ville elle-même à cette période, la mairie se positionne à minima dans une posture d'accueil vis-à-vis de ces migrants, en mettant notamment à disposition des poubelles et en assurant leur ramassage. Ensuite, à partir de 2008, sous l'impulsion de l'opération du quai Mazarin comme sous la pression des acteurs associatifs MDM et VALCO, la Ville va un peu plus loin dans l'accueil des migrants roms. Danièle Furestier, la maire adjointe du quartier de X, l'explique ainsi :

« Le départ, la position c'est celle-ci : les familles avec enfants notamment qui ont une envie de rester là dans la durée...euh ceux-là on va mettre les moyens nécessaires pour les accueillir, ça veut dire école, ça veut dire centre de loisirs, ça veut dire les repas à midi à la cantine, etc. euh, dans le cadre de nos compétences. Ce qu'on peut faire à l'échelle d'une ville. Et donc parallèlement c'était accompagner au mieux en accédant à l'eau et après c'était la question de mettre l'électricité dans le gymnase, enfin pas dans le gymnase mais amener l'électricité à proximité. »²⁷²

Il est intéressant de noter qu'elle souligne clairement que ces actions relèvent selon elles des possibilités d'action de la Ville (« *ce qu'on peut faire* »), ce qui renvoie encore une fois à l'idée que les acteurs municipaux (politiques et techniciens) ne peuvent pas tout résoudre tout seuls. En parallèle, quelques responsables et travailleurs sociaux du CCAS de la Ville réfléchissent à des réponses concrètes et plus pérennes dans cette même perspective d'accueil de ces migrants. Comme le dit Eliane Bauduin, leur volonté est de « *proposer un mode d'accompagnement et puis de règlement de ces situations. On avait bien à l'esprit...euh... différents aspects, le squat, l'occupation illicite d'un bâtiment, les questions sanitaires, les questions d'apprentissage de la langue, d'accès à l'emploi et puis de statut.* »²⁷³. C'est donc en ces termes que l'action est alors envisagée, mais celle-ci se confronte aux questions vues précédemment, à savoir les responsabilités et les rôles des différents acteurs et échelles.

Finalement, c'est dans l'urgence qu'une politique locale est mise en place. Cette urgence est symbolisée par des incendies dans les squats (particulièrement en octobre 2009, dans le squat de X, symbolique de l'ensemble du déroulement de cette politique, comme on le verra), ce qui relève donc du domaine sécuritaire. Danièle Furestier l'explique de façon très claire :

« Les choses se sont accélérées... (...) Et ceci a bousculé quand même les choses parce qu'on réclamait, la ville réclamait (...) depuis un moment, que se mette en place une MOUS pour cette question-là et la décision avait été prise par le préfet de le faire mais le fait qu'il y ait cet incident a accéléré enfin les choses et c'est comme ça que quinze jours après l'incendie tout le monde s'est retrouvé autour de la table et la MOUS a été lancé officiellement à ce moment-là. »²⁷⁴

Ce point est intéressant à souligner pour deux raisons. D'une part, cela peut paraître a priori étonnant que l'action publique soit concrètement suscitée par des angoisses

²⁷² Entretien, 11 mai 2011.

²⁷³ Entretien, 31 mai 2011.

²⁷⁴ Entretien, 11 mai 2011.

sécuritaires (accidents, décès...) alors que ces situations perduraient depuis plusieurs années et que nombre d'acteurs réfléchissaient à des possibilités d'action quand d'autres sollicitaient des concertations multi-partenariales pour mettre en place une politique locale. D'autre part, il ne s'agit pas d'une exception, ni en ce qui concerne les migrants roms (Legros, 2010a), ni au sujet de la mise en œuvre de politiques locales dans le domaine social (Thoenig & Duran, 1996) et encore moins en ce qui concerne la destruction de l'habitat insalubre (Pétonnet, 1982b ; Gastaut, 2004). Dans d'autres communes de France aussi, le début d'une réelle prise en charge de la « question rom » est clairement marqué par des incendies, donc par une certaine « urgence » d'un point de vue sécuritaire, comme c'est notamment le cas de la ville de Montreuil en août 2008²⁷⁵.

En analysant cette urgence comme moteur de l'action publique, on retrouve la question de la responsabilité des pouvoirs publics, non en termes d'accueil cette fois mais bien en termes sécuritaires. C'est très clair dans les propos de Danièle Furestier qui parle de « *grande inquiétude* » du directeur de cabinet du préfet suite à cet incendie, se rappelant que celui-ci évoquait alors « *sa seule responsabilité* » pour réclamer l'évacuation de squat²⁷⁶. Cette urgence, ayant lieu à la croisée des chemins de différents acteurs aux positionnements divers, soit entre accueil des migrants roms et évacuation de squats / expulsions des migrants roms, va donc permettre à ces acteurs de se réunir pour se concerter sur ce sujet. Une première réunion multi-partenariale a lieu le 22 octobre 2009. Celle-ci a été réclamée par la Ville, le maire ayant « *saisi le préfet* » suite à l'incendie du squat de X pour demander :

« - la mise en œuvre par anticipation du plan hiver, déclenchant l'ouverture immédiate de nouvelles places d'accueil pour les sans abris ou occupants de squats.
- la suspension de toute mesure d'évacuation administrative des squats dans ce secteur.
- la tenue avant la fin de cette semaine d'une réunion de crise avec les services de l'État, du Conseil général, de la [communauté urbaine], les représentants des maires [du département] et les associations, pour examiner précisément les modalités d'accueil et de suivi de ces populations. »²⁷⁷

Cependant, des positionnements différents émergent chez les acteurs concernés, révélant notamment leurs intérêts politiques ainsi que des jeux d'acteurs divers. C'est particulièrement le cas au moment de la mise en place de cette politique locale, à cette réunion au cours de laquelle le préfet de Région se positionne au cœur de l'action à venir. Eliane Bauduin, du CCAS de la Ville, qui négociait avec la DDASS comme interlocuteur étatique depuis l'opération du quai Mazarin, souligne ce changement : « *Au début, c'était pas la Pref, c'était la DDASS, donc pas le côté sécuritaire. C'est venu après, et du coup il y a eu moins de marge de manœuvre des acteurs.* »²⁷⁸. Elle parle également d'« *opportunité de l'État* » pour intervenir à ce moment-là. La perspective sécuritaire se couple donc ici avec la notion d'« opportunité » qui renvoie

²⁷⁵ Cf. intervention de Claude Reznik, l'adjoint au maire de Montreuil, lors de son intervention au colloque « Roms en France. Quelles conditions d'accueil et d'accès aux droits ? » qui s'est tenu à Aubervilliers le 8 avril 2011, organisé par la Ville d'Aubervilliers en partenariat avec l'Association Logement Jeunes 93, et le soutien de la Fondation Abbé Pierre.

²⁷⁶ Entretien, 11 mai 2011.

²⁷⁷ Communiqué de presse du 18 octobre 2009 s'intitulant « situation d'accueil des sans abris "roms" ».

²⁷⁸ Entretien, 27 mai 2013.

très clairement aux jeux d'acteurs qui ont notamment été analysés par Crozier et Friedberg (1977). En effet, dès la naissance de cette politique, des jeux d'acteurs se matérialisant par des stratégies diverses relevant d'intérêts individuels voient le jour, et vont cimenter toute la politique locale au long cours – comme on le verra. Des enjeux existent notamment autour de la différence de couleurs politiques des acteurs de l'arène locale. C'est le cas de la Ville, qui, avec un maire étiqueté UMP, mène une politique de droite (bien que des nuances puissent être apportées comme on va le voir), et de la communauté urbaine, dont le président se situe résolument au sein du PS, même si les conseillers se répartissent les sièges du Conseil de communauté de façon équitable entre la droite et la gauche. Le Conseil Général et le Conseil Régional sont, eux, tous deux orientés à gauche. Quant aux autres communes de l'agglomération, leurs municipalités sont tantôt marquées à gauche, tantôt à droite – et ces distinctions vont avoir leur importance aux yeux de certains acteurs au sujet de la « question rom ». Concernant sa couleur politique, la Ville est souvent citée au niveau national comme « *faisant bon accueil* » aux migrants roms alors qu'il s'agit d'une ville de droite²⁷⁹, ainsi que le souligne par exemple Malik Salemkour, vice-président de la Ligue des Droits de l'Homme et animateur du Collectif Romeurope. Ces propos sont souvent utilisés, comme ici, dans l'objectif de montrer le fait que « *sur les Roms, on n'est pas sur un regard gauche / droite* ». Cela révèle donc une idée centrale : la « question rom » transcende les clivages politiques.

Or localement, les acteurs de la Ville revendiquent le fait de s'être emparé du sujet, à l'opposé de la lignée politique nationale mais aussi contrairement à d'autres collectivités territoriales locales « de gauche ». C'est ce qu'exprime Cécilia Talbi :

« Je n'aime pas dire qu'il y a, heu... et je ne le dis pas, de mauvaise foi ou de malveillance de l'État, de la [communauté urbaine] ou de la Ville ou de quelque acteur que ce soit. Je dis en revanche que il y a un sujet et ce sont des sujets qui sont tabous (...). Que ça dépendra de notre capacité à nous, de monter au créneau (...) avec un vrai débat sur la question. Et là je suis curieuse de savoir qui quand même va s'exprimer là-dessus. J'aimerais bien savoir qui va s'exprimer là-dessus parce qu'on va voir...quel genre d'acteurs va monter au créneau, hein ! Voilà quoi ! (Silence) »

Ces différents positionnements, dont certains relèveraient de l'absence de positionnement (« qui va monter au créneau ? », « qui va s'exprimer ? ») sont alors perçus et justifiés par la couleur politique et non par les domaines de compétences de chacun. Cela donne lieu notamment à la tenue d'un propos de façon récurrente selon lequel on peut être à droite et « faire du social », de la part des acteurs de la Ville. Si cela peut, en conséquence, activer la prise en charge de la « question rom » par la Ville, il en découle cependant des difficultés voire des blocages dans la coordination des différents acteurs de l'arène et dans la concertation pour une politique locale multi-partenariale. Les acteurs associatifs de l'arène le déplorent (bien qu'ils se positionnent eux aussi dans ce jeu d'acteurs politique au fil du temps, on le verra). Luc, de MDM, en parle en ces termes :

²⁷⁹ Propos tenus lors de son intervention au colloque « Roms en France. Quelles conditions d'accueil et d'accès aux droits ? » à Aubervilliers le 8 avril 2011, organisé par la Ville d'Aubervilliers en partenariat avec l'Association Logement Jeunes 93, et le soutien de la Fondation Abbé Pierre.

« Comment aller à l'encontre de leurs problèmes politiques entre eux...(...) On est obligé de fonctionner avec ça (...) les différents acteurs politiques qui n'ont pas la spontanéité de travailler ensemble du fait de leurs couleurs politiques différentes pour se mettre autour d'une table pour parler du problème. »²⁸⁰

Le sujet des migrants roms installés dans des squats de l'agglomération relève donc, pour les élus et autres acteurs institutionnels, d'une question complexe et sensible. Cette « question rom » se situant au cœur d'enjeux politiques locaux (qu'elle contribue parfois à révéler) induit des positionnements politiques hésitants, fragiles, mais aussi opportunistes et stratégiques. Différents types de discours émergent et se mélangent alors à l'échelle locale : humanitaire, sécuritaire, mais aussi de « welfare » et de justice sociale. C'est sur ce fond-là que se met en place fin 2009 une politique locale en direction des migrants roms réunissant divers acteurs associatifs, institutionnels, politiques et étatiques.

Conclusion de la section 1

La prise en charge politique de la « question rom » se fonde sur une appréhension commune, globalement partagée par tous les acteurs concernés, qui s'accordent sur la nécessité d'identifier les migrants roms comme un nouveau public cible aux caractéristiques spécifiques. On a vu comment on passe d'une zone d'incertitude, d'indétermination, à une forme de réification d'une population construite, fantasmée, appréhendée seulement en fonction des « problèmes » qui sont posés par sa présence. C'est ce processus qui permet le développement de l'action. J'ai également montré qui sont les acteurs qui se saisissent de cette « question rom ». Ils constituent l'arène rom locale : il s'agit autant d'acteurs associatifs que politiques (élus et techniciens), dont le nombre va augmenter avec la mise en place concrète d'une politique locale. Ces acteurs ont des statuts, des rôles, des positionnements idéologiques et politiques divers, mais se rejoignent autour de la construction commune d'une volonté ou nécessité d'action ainsi qu'à travers des jeux d'acteurs.

On comprend donc comment et pourquoi ces acteurs de l'arène rom locale sont amenés à conduire une politique locale spécifique en direction des migrants roms dans l'agglomération. Il convient à présent d'analyser l'implication des autorités politiques ainsi que les orientations qu'ils choisissent dans leurs « réponses » à cette « question ».

2. Logiques et enjeux du traitement politique de l'objet rom

C'est dans le courant de l'année 2009 que s'institutionnalise la prise en charge de cette « question rom ». La Préfecture de Région décide la mise en œuvre d'une MOUS visant précisément à la « *résorption de l'habitat précaire (squats occupés par les Roms,*

²⁸⁰ Entretien, 6 mai 2011.

*ressortissants Bulgares ou Roumains) sur l'agglomération »*²⁸¹. Cette politique locale est menée conjointement par l'État local, la Ville et la communauté urbaine, en y associant des acteurs associatifs. Ce faisant, l'agglomération s'inscrit dans la lignée d'autres communes de France ayant déjà eu recours à cet outil pour résoudre la « question rom »²⁸². L'objectif d'un tel dispositif est d' « *éradiquer l'habitat indigne* » en favorisant un « *repérage fin et l'accompagnement des habitants* »²⁸³, ce qui implique une sélection entre ces migrants. Si le recours à ce dispositif peut s'expliquer en partie par les possibilités de financement qui lui sont inhérentes, l'aide de l'État pouvant généralement aller jusqu'à 50% de la dépense subventionnable, on peut se demander quelles en sont les logiques sous-jacentes. L'aspect financier, révélant la question de la responsabilité des acteurs déjà abordée, est à prendre en compte de même que les jeux d'acteurs, les enjeux politiques et les logiques étatiques et idéologiques concernant l'appréhension des migrants roms comme problème.

Cette section vise donc à répondre à la question suivante : quelles sont les logiques et les enjeux qui sous-tendent cette orientation politique pour traiter la « question rom » localement ? Pour ce faire, je propose d'analyser différents aspects de la politique locale dans une perspective diachronique, de la question du relogement à la tension entre rejet et accueil de ces migrants qui accompagne *in fine* ce traitement politique.

2.1. Une focalisation sur l'habitat

C'est en premier lieu sur les squats que se focalise l'attention de tous : citoyens, associations, médias, institutions. La politique locale s'oriente aussi sur l'éradication des squats comme objectif premier. Dans cette agglomération, comme dans d'autres grandes villes de France connaissant ce même phénomène migratoire²⁸⁴, ce sont les squats qui sont définis comme le nœud du problème pour les institutions. En analysant cette orientation, notamment les justifications sous-jacentes à celle-ci, je vais montrer que la prise en charge politique de cette « question rom » s'accompagne dès lors d'une redéfinition du problème tel qu'il est saisi par les acteurs politiques. On assiste en effet ici à un passage du problème construit par les acteurs associatifs à une réappropriation de celui-ci par les acteurs politiques. Cette définition du « problème » implique alors une réponse politique par le relogement. De multiples justifications coexistent et participent des logiques sous-jacentes de cette orientation.

2.1.1. Les squats comme nœud du problème politique

Avec l'objectif d'éradiquer les squats, c'est de façon évidente la question de l'habitat insalubre qui devient alors centrale. Les pouvoirs publics retrouvent donc ici une de leur prérogative historique : la gestion de l'hygiène publique et de la misère

²⁸¹ Site internet officiel du dispositif (ici anonymisé).

²⁸² Voir à ce sujet le rapport Romeurope, 2010.

²⁸³ Circulaire n°2001-89 du 18 décembre 2001 relative à la mise en œuvre de la politique du logement et à la programmation des financements aidés de l'État.

²⁸⁴ Voir la revue *Maires de France*, n°268, 2010 ; voir également le rapport annuel 2009-2010 du Collectif Romeurope.

sociale potentiellement porteuse de précarité et de maladie (Bertaux, 1996 ; Fassin, 2001b). Comme on l'a vu, les squats sont souvent qualifiés par les acteurs politiques de zones insalubres voire de bidonvilles qui « *ne pouvaient plus durer* ». C'est donc sur des questions de nuisance et de salubrité publique mise en cause par l'existence même de ces bidonvilles que s'appuient les politiques de résorption de l'habitat précaire, ce qui en fait donc des politiques de salubrité publique, comme l'ont notamment montré Jean-Paul Flamand (1989) et Marc Bernardot (2008). On note l'idée communément partagée par l'extérieur d'un manque d'hygiène évident en raison de l'absence de sanitaires. Ce facteur, conjugué à d'autres comme la taille importante des familles et la mendicité, conduit à définir ces personnes comme « précaires ». Dès lors, on comprend bien que la perception de ces lieux de vie spontanés est largement déterminée par une appréhension hygiéniste, qui tend à les considérer comme source potentielle de déviance pour la société dans son ensemble.

L'éradication des squats s'appuie également sur l'idée d'une « pollution » visuelle, ces espaces pouvant à la fois déranger les riverains et donner une mauvaise image de la ville. Ainsi, comme le dit un directeur de cabinet du maire d'une commune de l'agglomération, de façon inversée : « *Tant qu'ils sont comme ça, le squat ne sera pas démolì.* »²⁸⁵. Il précise pêle-mêle en parlant de la « *bonne situation sanitaire* », du fait qu'il n'a pas noté d'extension du squat, qu'il n'y a « *pas de problème de prostitution* », pour finir sur une remarque cruciale : « *En plus ils sont derrière un talus* ». Cela confirme donc le fait que ces bidonvilles ne poseraient pas nécessairement un « problème » politique fondamental tant que leur visibilité serait moindre. En cherchant à améliorer les conditions de vie des populations en les sortant des squats, il s'agit bien pour les institutions politiques locales de rétablir un ordre social disparu avec l'arrivée de ces migrants et leur installation dans ces conditions.

Cela fait largement écho aux représentations du squat analysées dans le chapitre 1, qui se retrouvent également en politique. L'analyse qu'en fait Colette Pétonnet (1982b), en y ajoutant le rôle joué par les pouvoirs publics, est tout à fait édifiante, pouvant être quasiment mot pour mot appliquée aux squats de migrants roms dans les années 2000-2010. Elle souligne le fait que « *le phénomène [des bidonvilles] est taxé d'anormalité. Ce qui est anormal fait peur. La meilleure solution est de supprimer la cause de la peur, ce qui, dans le cas de cabanes, est facile à réaliser. Mais, vers 1970, les bidonvilles détruits renaissent, et les journalistes commencent à parler d'une plaie. A cette époque, ils signifient surtout misère, ce terme sous-entendant la crainte informulée de ce que, parfois, la misère engendre. Deux ans plus tard, trop visibles à tous les yeux alertés, ils sont dénoncés comme le mal à abattre.* » (Pétonnet, 1982b : 76-77). Mettant en avant l'« anormalité », la « peur » qu'implique l'existence de ces bidonvilles (semblant par ailleurs indestructibles puisque renaissant toujours), ce n'est plus simplement d'hygiène publique dont il est ici question dans l'éradication de cet habitat. C'est précisément d'une certaine forme de désordre qu'il s'agit, non pas tant matériel, concret, que moral. Plus avant, il est à noter que Didier Fassin souligne la proximité voire le glissement entre les préoccupations liées à « *l'hygiène publique* » et un aspect sécuritaire : « *On y*

²⁸⁵ Notes de terrain, réunion entre la municipalité en question et des acteurs associatifs de l'agglomération (dont MDM, le Secours Catholique, Emmaüs), 30 août 2012.

retrouve l'esprit du "système de police médicale » de Johannes Peter Frank dans lequel Michel Foucault voyait l'émergence d'une "technologie politique des individus" inédite » (Fassin, 2001b : 48). Cela renvoie donc à l'idée que les choix moraux ne sont pas absents des décisions politiques visant à résoudre un problème public d'ordre sanitaire. En effet, éradiquer la précarité extrême que symbolisent ces squats / bidonvilles de migrants roms aux yeux des pouvoirs publics ne relève pas uniquement de simples préoccupations en termes d'hygiène publique. C'est aussi une façon de modeler le monde, en agissant directement sur les personnes concernées, et par là, sur l'ensemble de la société, les pouvoirs publics renforçant ainsi leur contrôle sécuritaire et moral.

Par ailleurs, cette focalisation de la politique locale en direction des migrants roms sur les squats révèle une autre dimension sous-jacente à cette politique. Il s'agit de l'identification nouvelle des migrants roms par les acteurs politiques comme population à laquelle sont accolées des caractéristiques urbaines et socio-économiques. En effet, c'est alors le squat ou le bidonville qui est utilisé comme caractéristique permettant d'identifier ces migrants. La focale est mise uniquement sur une partie de ces nouveaux migrants : ceux qui habitent en squat²⁸⁶. Dans l'arène locale, cela fait écho à l'actualité de la lutte contre les « nouvelles précarités », au sens large. Un poste d'adjointe au maire de la Ville intitulé « adjointe aux nouvelles précarités » est créé en janvier 2011. C'est Cécilia Talbi qui l'occupe, étant auparavant conseillère municipale déléguée au logement. Ainsi des caractéristiques ethniques, économiques, urbaines et sociales sont mobilisées pour définir l'« objet rom » localement. Cela recouvre une tension entre une qualification essentialisée du public (les Roms) et une qualification de celui-ci par les conditions de vie (le logement). Cela semblerait a priori nuancer l'analyse effectuée précédemment démontrant l'ethnisation du public qui semblait prégnante dans la catégorisation de celui-ci. Or je montrerai que cette nuance est subtile, puisque ces caractéristiques ethniques vont revenir sur le devant de la scène, couplée à celles concernant le logement.

2.1.2. Les enjeux d'une réponse politique en termes de relogement

Le préfet de Région présent à l'origine de la mise en place de la politique locale expliquait, dans un entretien au quotidien local²⁸⁷, que « l'idée est d'abord de proposer des logements transitoires dignes et sécurisés ». Si l'on constate que l'orientation politique concernant le relogement est ici explicitée en mobilisant les justifications vues précédemment, le terme « transitoire » apparaît là pour la première fois. Cette expression souligne en premier lieu que cette politique de relogement ne semble pas envisagée par les pouvoirs publics comme une seule mise à l'abri de la population en question. On ressent en effet à travers cette phrase l'idée d'outil, d'instrument, que serait cette politique dans une perspective plus large. Cela ne paraît pas surprenant,

²⁸⁶ Dès lors, cela recouvre la justification du choix effectué concernant mon « terrain » : les migrants roms qui ne sont pas en squat ne font pas l'objet de l'analyse dans cette thèse.

²⁸⁷ Article de presse du 20 novembre 2009.

puisque'au-delà de l'aspect purement sécuritaire et/ou hygiéniste (considérant que ces deux aspects s'imbriquent), il est aujourd'hui acquis, en accord avec Marc Bernardot (2008b) notamment, que pour les pouvoirs publics, « *le logement est envisagé en tant qu'instrument de sédentarisation, de séparation et de contrôle* » (Bernardot, 2008b : 9). Ce sont ces enjeux que je propose de soulever ici afin de les saisir dès l'orientation de la politique locale.

Le prisme politique de l'habitat dans les logiques classiques de l'insertion

L'éradication des squats est donc ici synonyme d'une politique de relogement, qui est mise en place par le biais de la MOUS « Squats Roms ». Ce dispositif étatique vise l'intégration par le relogement dans des lieux décents et salubres²⁸⁸. Pour les acteurs politiques, l'accès à un habitat de droit commun est donc pensé comme la clé de l'insertion qui donnerait donc aux migrants roms une place dans la cité. Le relogement dans une logique d'insertion de cette population identifiée comme étant en marge est donc le cœur de la politique locale.

Il s'agit là d'une logique classique de l'insertion par l'habitat existant dans toutes les politiques de logement menées en France, particulièrement en direction des populations migrantes et/ou en marge, exclues, vulnérables. Ainsi pour Marc Bernardot (2008c), l'« *étude des camps d'étrangers et des foyers de travailleurs migrants permet de mettre en évidence des éléments de continuité dans la perception et le traitement de certaines catégories d'étrangers minorisés* ». Il paraît clair que les migrants roms peuvent être envisagés en tant qu'« étrangers minorisés », ce qui m'amène à discuter ici des conclusions de Bernardot au regard du terrain et de l'analyse effectués concernant la politique locale en direction des migrants roms. Je le rejoins ainsi entièrement, pouvant dès lors confirmer l'existence d'une continuité, sur le « *refus constant des pouvoirs publics, en raison de grilles de lecture explicitement puis implicitement racisées mais aussi sécuritaires, de voir certaines populations développer un rapport autonome au territoire métropolitain* ». En effet, les migrants roms ne peuvent s'installer comme ils le souhaitent sur le territoire français, d'une part parce qu'ils sont étrangers et donc soumis à des contraintes juridico-administratives, et d'autre part parce que certaines de leurs modalités d'installation (les squats) ne sont pas tolérées par les pouvoirs publics. Les pouvoirs publics saisissent donc le relogement (dont tous les acteurs s'accordent sur les justifications) comme prisme pour agir sur les personnes dans leurs rapports à l'État, en les ramenant des marges au centre, d'une zone d'incertitude au contrôlable.

Depuis les premiers bidonvilles français se construisant après la Seconde Guerre Mondiale pour accueillir les pauvres et les sans-abris jusqu'aux migrants pauvres des anciennes colonies comme des pays limitrophes, les politiques de relogement sont pensées dans le sens d'une nécessaire insertion de ces populations (ou, a contrario, d'un rejet, comme on le verra dans la sous-partie ultérieure). Colette Pétonnet (1979), Jean-Paul Flamand (1989) ou encore Marc Bernardot (2008) analysent ces logiques dans leurs recherches respectives sur les politiques de relogement en France. Ils mettent notamment en exergue différentes étapes des processus de relogement, pouvant aller du

²⁸⁸ Site internet du dispositif.

bidonville à la cité de transit puis à l'HLM, cette dernière représentant alors l'archétype d'une insertion réussie aux yeux des pouvoirs publics. La prise en charge politique des « squats roms » s'inscrit donc pleinement dans l'histoire longue des bidonvilles et du relogement des migrants pauvres. C'est le cas au niveau national, comme à l'échelle locale. Les pouvoirs publics locaux ont été confrontés à la conduite de politiques de relogement d'« étrangers minorisés », pour reprendre l'expression de Marc Bernardot ou même de « nationaux étran­gisés », pourrait-on ajouter : les anciens combattants marocains (Zeneidi-Henry, 2001), les Gitans espagnols (Loiseau, 2005) ou encore les « gens du Voyage » (Clavé-Mercier, 2010a). L'orientation de la politique locale en direction des migrants roms s'inscrit donc dans une continuité locale avec des politiques de relogement visant l'insertion des populations en question. Il semble en effet exister un certain héritage dans la façon de traiter la pauvreté lorsqu'elle concerne les populations identifiées comme Roms, Gitans, Manouches, gens du Voyage. Le point commun serait donc la conception de ces personnes comme menaçant et nécessitant un contrôle particulier (mise en camp, sédentarisation,...).

Si de petites divergences apparaissent entre certains acteurs de l'arène rom locale, elles portent sur les modalités de cette politique de relogement, et non sur l'objectif d'insertion du public. Ainsi Eliane Bauduin, du CCAS de la Ville, explique que, pour elle, le logement « *c'est le prisme qui a été pris (...) et en méconnaissant les mécanismes qui permettraient une insertion durable* »²⁸⁹. Sous les devantures du logement, c'est donc une certaine politique visant l'insertion qui est clairement voulue et partagée par tous les acteurs.

Le logement vecteur d'une « cohésion sociale » : les prémices d'une normalisation ?

Colette Pétonnet (1982 : 9) ouvre son ouvrage *Espaces habités* en revenant sur la loi du 10 juillet 1970 qui institue la notion de « périmètre insalubre » afin de justifier les « destructions » des bidonvilles notamment : « *Le mot d'ordre d'alors, le mot clé était Résorption. On ne résorbe guère que des abcès. En induisant l'idée d'une purulence, le mot résorption dissimulait à l'opinion publique, unanimement conquise, la violence de l'opération rendue inéluctable. Il signifiait aussi l'absorption des coupables dûment délogés dans l'habitat normalisé, derrière le béton neutre.* » Au vu de la continuité entre les politiques de relogement qu'elle décrit et analyse au sujet des habitants des bidonvilles de la région parisienne des années 60 et celle qui fait l'objet de mon analyse ici, il paraît pertinent de s'interroger sur ce parallèle qu'elle effectue entre le bidonville et l'abcès, mais surtout entre l'éradication comme « résorption » et le relogement comme « absorption », et ce dans un « habitat normalisé ». Suivant cette idée, plus que l'insertion qui transparait des politiques de relogement, les pouvoirs publics mettent alors en œuvre, à travers cette politique, une véritable normalisation des personnes identifiées comme étant trop en marge. C'est ce que je questionnerai précisément par la suite. Dès le début de la politique locale, cette idée trouve déjà un écho concret dans le discours préfectoral. Je vais le montrer en analysant et en comparant les quelques lignes

²⁸⁹ Entretien, 31 mai 2011.

traitant de ce sujet au sein des Rapports d'Activité des Services de l'État de la Région²⁹⁰, qui pilotent officiellement cette politique.

En premier lieu, ces paragraphes portant sur le traitement politique de la « question rom » portent tous deux dans leur intitulé le terme d'« évacuation des squats » qui montre donc la primauté accordée à cette action. En outre, ils se trouvent tous deux dans la même partie du rapport d'activité (reproduit quasiment à l'identique d'une année sur l'autre dans sa structure). Celle-ci se nomme « La mobilisation pour le logement – traiter les situations d'urgence et l'accès au logement des personnes sans abri ou mal logées », se trouvant elle-même dans le chapitre « l'État garant de la cohésion sociale ». Par ce jeu de poupées russes, on remarque donc que la « question rom » (la population-cible étant identifiée en ces termes par la suite : « *les communautés marginalisées "sans abri" essentiellement en provenance de Roumanie ou Bulgarie, Roms principalement* ») est clairement replacée dans des politiques plus larges de relogement. Mais ce qui est particulièrement intéressant à souligner est que le relogement semble ici envisagé comme vecteur de « cohésion sociale ». Les termes « insertion » et « intégrabilité » sont utilisés pour préciser le but second de cette politique, au-delà de la seule résorption des squats : « *proposer des solutions pérennes pour les ménages pouvant s'inscrire dans un parcours d'insertion dans la société et l'emploi* », ce qui est à mettre en lien avec un nouvel objectif apparaissant dans le rapport d'activité de 2011 qui fait directement suite, dans le texte, à l'objectif retranscrit précédemment : « *procéder à l'éloignement des personnes en situation irrégulière* ». Cette politique vise donc une insertion des migrants roms répondant positivement à l'« évaluation de leur potentiel d'intégrabilité », celle-ci permettant d'assurer la cohésion sociale qui serait donc, en creux, l'objectif de ce relogement auquel seront accolés des actions normalisatrices.

2.1.3. Le choix d'un relogement en diffus, une spécificité de l'agglomération

C'est ainsi que l'on peut comprendre, pour répondre à cet objectif, le choix des acteurs de l'agglomération de procéder à un relogement des migrants roms qu'ils nomment communément « en diffus ». Il s'agit là d'une spécificité à l'échelle nationale, comme je vais le montrer.

La question des modalités et des lieux de relogement s'est rapidement posée aux acteurs politiques (élus, techniciens) et associatifs réunis autour de la Préfecture pour mettre en place cette MOUS « Squats roms ». Danièle Furestier comme Yves Necken se rappellent à ce sujet les multiples concertations et débats sur le choix des modalités de relogement²⁹¹. Le préfet de Région penche pour des sites collectifs : « *Il faut que nous trouvions de quoi héberger au moins 300 personnes réparties dans six sites de 50*

²⁹⁰ Seuls les rapports d'activité des années 2010 et 2011 ont pu être analysés, les suivants n'étant pas disponibles sur le site internet de la Préfecture. Il est à noter par ailleurs que ceux des années précédentes ne font pas mention des migrants ni des squats en question.

²⁹¹ Entretiens respectifs, 9 mars et 11 mai 2011.

places. Cela peut être des préfabriqués, des chalets ou des logements en dur.»²⁹². D'après différents entretiens menés avec les acteurs alors présents, il avait été d'abord question de réaliser le projet d'un bailleur social proposé par la Préfecture, qui correspondait à un site de relogement collectif temporaire pour les migrants roms existant dans d'autres communes. L'opérateur auquel l'État local avait initialement pensé est le bailleur social Adoma, ex-Sonacotra, qu'a largement étudié Marc Bernardot. Celui-ci rappelle qu'il s'agissait au début d'une « *Société nationale de construction pour les travailleurs originaires d'Algérie* » créé par l'État en 1956 dans le but de « *fournir des conditions résidentielles temporaires et au-dessous des normes de logement* » (Bernardot, 2008b : 15). Cette entreprise s'est au fil du temps spécialisée dans le logement social, tout en étant un acteur incontournable de la politique d'immigration par le biais du logement. Les acteurs de la MOUS ont refusé cette idée, décrivant des « jeux d'acteurs » ayant conduit le préfet à cette solution et préférant privilégier « *des lieux en diffus* » pour une meilleure insertion des migrants :

« Nous, on disait : cherchons plutôt des lieux en diffus dans la ville (...) parce qu'on voit bien, à travers l'exemple du quai Mazarin, qu'une petite unité de familles s'insère très rapidement dans leur environnement, c'est un bon levier d'insertion, on ne stigmatise pas »²⁹³

Ainsi, à l'inverse des pratiques institutionnelles ayant cours notamment en région parisienne, l'équipe locale de la MOUS a fait le choix de ne pas créer de « *village d'insertion de Roms* », c'est-à-dire un terrain fermé et surveillé, dans les marges de la ville, dont les logements sont des « *constructions modulaires* » (Legros, 2011 : 48). Les critiques que l'on peut apporter à ces derniers, qui ont été assez largement analysés (au regard du faible nombre de recherches portant sur les politiques en direction des migrants roms en France), d'après plusieurs chercheurs (Legros, 2010a ; Nacu, 2010 ; Costil, 2011 ; Roche, 2013 ; Lurbe I Puerto, 2013), relèvent notamment du danger de la pérennisation d'un habitat à bas coût pour un public-cible relégué spatialement dans un espace surveillé et par ailleurs ayant été préalablement sélectionné.

Après s'être informés des pratiques des autres grandes villes de France, les acteurs locaux insistent alors beaucoup sur leur volonté de ne pas créer de « *ghetto* »²⁹⁴. Ce positionnement s'appuie également sur l'expérience de la Ville concernant le relogement des populations immigrées, les acteurs institutionnels ayant encore à l'esprit « *la catastrophe du Village andalou* »²⁹⁵, cité de transit pour des « Gitans espagnols en bidonville » financée et mise en place par la mairie et la communauté urbaine en 1974 qui s'est « *enlisée dans une logique de ghetto jusqu'en 2000* » (Loiseau, 2005 : 80). Cette opération, sur laquelle je reviendrai plus précisément, est souvent citée par les acteurs locaux pour justifier le relogement des migrants roms dans des logements éparés. C'est le cas de cette élue : « *Nous, régulièrement, on le rappelle : plus de Village andalou !* »²⁹⁶. En outre, cette spécificité de la Ville s'explique par la pression première

²⁹² Article de presse du 20 novembre 2009.

²⁹³ Entretien avec Eliane Bauduin, 31 mai 2011.

²⁹⁴ *Ibid.*

²⁹⁵ Entretien avec Danièle Furestier, 11 mai 2011.

²⁹⁶ *Ibid.*

des associations (MDM, VALCO) qui s'est transformée en un véritable partenariat avec les acteurs institutionnels, ce qui leur a permis de partager leur « connaissance du terrain » avec ces derniers, comme l'explique ici Yves Necken :

« Dans ce qu'on comprenait notamment par nos discussions avec les associations de terrain, c'est qu'il fallait sortir de cette idée qu'ils veulent vivre en communauté. J'entends des habitants qui disent euh de toute façon ils veulent vivre regroupés. C'est pas vrai, bon c'est peut-être des grosses familles, on est d'accord, mais euh voilà c'est pas la communauté. Et que de toute façon l'intégration se fera d'autant mieux qu'ils seront dans du diffus plutôt que dans un village. Et avec aussi, alors on avait en tête, on a l'expérience à [la Ville] du Village andalou, et les gens du Voyage à [un quartier]. »²⁹⁷

Malgré cette volonté de relogement « en diffus » s'appuyant largement sur des discours posant la politique de relogement du Village andalou comme référence négative, soit comme l'exemple à ne pas suivre, il apparaît que des similitudes existent entre ces deux politiques locales. On retrouve ici l'assertion commune à la politique menée auparavant en direction des Gitans espagnols selon laquelle « *c'est par le biais du logement que cette insertion allait pouvoir se réaliser* » (Loiseau, 2005 : 83). Si certaines « erreurs » ont pu être identifiées et prises en compte par les acteurs en questions (dont certains ont joué un rôle dans la politique du Village andalou), d'autres aspects des modalités d'action s'inscrivent dans la continuité et sont particulièrement intéressants à souligner et à discuter.

Dans ses recherches, Gaëlla Loiseau (2005) rapporte que la politique sociale dite du « Village andalou » a débuté dès 1974, soit dix ans après l'arrivée et l'installation des familles gitanes dans la Ville. Si l'on peut comprendre cette date de début de prise en charge politique en la contextualisant au niveau national avec le début des préoccupations concernant l'intégration des populations immigrées, il convient cependant de souligner que cela correspond concrètement à une période de dix années d'inaction politique. En datant approximativement les premières installations de squats habités par des migrants roms au début des années 2000, on s'aperçoit qu'il aura fallu une période de cinq à dix ans pour qu'on observe une réactivité politique à ce sujet. Il est aussi intéressant de mettre en perspective l'orientation de la politique locale en direction des migrants roms et celle du Village andalou. La première phase de cette dernière est identifiée par Gaëlla Loiseau comme allant de 1974 à 1990. Cette phase est clairement marquée par une forte volonté de « sédentarisation » des familles, qui se matérialise par un relogement dans un habitat dit « temporaire » avant leur relogement définitif. Gaëlla Loiseau considère, en le démontrant précisément, qu'il s'agit alors d'une politique de normalisation, par le biais du logement. Comme je l'ai souligné, la politique locale en direction des migrants roms s'appuie en premier lieu et principalement sur le logement de la même façon. Bien que le terme de « sédentarisation » n'ait, à ma connaissance, jamais été employé au sein de l'arène rom locale (ce qui est à souligner au vu de l'ampleur des représentations sur le « nomadisme » souvent supposé de ce public), il s'agit également aujourd'hui de

²⁹⁷ Entretien, 9 mars 2011.

reloger en premier lieu les migrants roms comme pour les extraire des bidonvilles mais aussi de leur identité – ce que permet précisément le relogement « en diffus ».

La différence majeure entre les deux politiques, que nombre d'acteurs se plait à mettre en avant, concerne les modalités précises de relogement des personnes. Comme le souligne Gaëlla Loiseau au sujet de la politique du Village andalou (après 1990), « *la méthode choisie pour atteindre cet objectif d'insertion consistait ni plus ni moins à exclure, le temps de sa transformation (par le travailleur social), une population jugée inapte à entrer dans la cité* » (2005 : 79). Dès lors, l'allure de « camp » voire de « ghetto » selon elle, du site de relogement conçu par la Ville pour les Gitans espagnols implique bien cette volonté de regroupement, de mise à l'écart, pour des raisons qui ont trait à « l'identité » supposée de ces habitants comme pour des raisons d'ordre pratique (avec les questions de foncier disponible notamment). Au vu de cette analyse de la politique sociale visant paradoxalement une certaine intégration des Gitans espagnols installés sur la commune, on comprend donc la volonté forte et nette, dès le début de la réflexion sur les modalités de relogement des migrants roms, de ne pas refaire ce que d'aucuns nomment aujourd'hui cette « erreur » de reloger des personnes de façon groupée, sous forme de « camp ». Aussi le relogement « en diffus » est-il priorisé et largement poussé par les acteurs municipaux comme étant « la » solution quasi-parfaite de relogement.

Dans la politique locale mise en place en direction des migrants roms, les acteurs institutionnels, repérant les erreurs du passé, ne les reproduisent pas puisqu'ils changent les modalités de relogement, soit l'enveloppe de la politique mais pas le cœur : une politique de relogement spécifique à une population visant l'intégration.

2.1.4. Les limites du seul relogement : le cas de l'immeuble Montesquieu

Pour la Préfecture, qui pilote la MOUS, la question du logement est centrale, voire (du moins dans un premier temps) la seule digne d'intérêt. Danièle Furestier le montre assez précisément :

*« La MOUS, l'essentiel des comités de pilotage c'était l'hébergement, qu'est-ce qu'on fait, grand, petit euh à quel endroit etc, etc. (...) Oui leur préoccupation principale c'était leur problème de responsabilité déjà. (...) Au-delà du projet d'accompagnement que les acteurs de terrains, que nous aussi on essaie un peu de tricoter, pour que les enfants aillent à l'école, pour etc.... euh pour que ceux qui vont rester puissent avoir une carte de séjour pour pouvoir travailler, avoir une formation éventuellement voilà. Le Préfet, ça non, c'était sa responsabilité là. »*²⁹⁸

Ainsi pour la Préfecture, le seul enjeu au départ de la mise en place de cette politique est le relogement pour des raisons de « responsabilité ». Les acteurs de la Ville ont peu de poids et de marge de manœuvre sur cette MOUS dont le pilotage technique est confié au CSAP, une association qui a une expérience auprès des publics migrants et qui travaille

²⁹⁸ Entretien, 11 mai 2011.

étroitement avec les pouvoirs publics locaux²⁹⁹. Ce n'est pas sans soulever de problèmes aux yeux des autres acteurs de l'arène qui critiquent ce lien qu'ils jugent trop étroit entre la Préfecture et l'association, reprochant à celle-ci d'« être un opérateur de l'État et non pas de la MOUS »³⁰⁰. En outre, de nombreux acteurs critiquent l'orientation principale de la MOUS, notamment de la part des acteurs associatifs « de terrain », comme Luc de MDM qui déplore cette vision première voire unique du logement par les acteurs politiques : « comme on dit, si tu as les idées qui ne vont pas loin, tu verras les ennuis de près. Ça veut dire que si tu regardes le bout de ton nez, il faut qu'ils aient une maison. »³⁰¹. Pour appuyer ses propos, il prend le cas des familles du quai Mazarin en critiquant leur situation qui n'évolue pas depuis plusieurs années :

« Ça avance pas, ça avance pas. Ils ont toujours euh la famille sur les bras, le CCAS, donc c'est de l'argent euh... s'il se passe rien, c'est de l'argent perdu. Enfin perdu, à part que ça offre un toit à des gens. (...) Le problème c'est que (...) C'est que si on met pas le paquet sur l'accompagnement, tout ce qu'on met en place est vain. Tous les logements. »

Dès lors, les acteurs de la Ville vont se mobiliser pour agir eux-mêmes et directement sur cette « question rom ». Pour cela, ils utilisent eux aussi le biais du relogement mais en essayant d'y ajouter un volet « accompagnement ». La Ville met en place en solo une autre opération de seul relogement : l'immeuble Montesquieu.

Cette opération part de l'expulsion d'un petit squat sur un terrain privé, appartenant à une banque qui souhaite apporter une « dimension humaine » à cette expulsion « incontournable ». L'élue Dominique Lafaye en souligne les enjeux : « On a été visiter, c'est extrêmement dangereux. On propose que l'équipe Ville du CCAS fasse un diagnostic social pour proposer des relogements rapidement...peut-être à Montesquieu...pour fermer le squat rapidement. Car si ça brûle, c'est le maire de [la Ville] qui prend. »³⁰². La banque en question, qui « ne demande pas l'expulsion » propose à la mairie une enveloppe financière dans le but d'assurer un relogement « digne » de ces personnes, en prenant en charge loyer et fluides pendant six mois³⁰³. Cette opération se met en place début 2011, les élues Cécilia Talbi et Dominique Lafaye menant le dossier en partenariat avec les acteurs du CCAS ainsi que Joël Veloso au début. Après de multiples discussions sur les modalités de relogement et d'accompagnement social de ces quelques personnes (deux familles dont une avec enfants, et deux personnes isolées), ces dernières sont relogées en mai 2011 dans un vieil immeuble délabré aux abords du lycée d'un quartier périphérique de la Ville. Rien n'est très clair sur les fonctions de chaque partenaire concernant l'accompagnement, ces derniers se renvoyant la balle. Dès lors, ces migrants ont bénéficié d'un accompagnement social bancal et a minima, sans être régularisés. Les professionnels concernés l'expliquent de deux façons : par le statut des migrants qui « bloquait » nombre d'interventions, par un « manque de coordination »³⁰⁴ (« c'est pas clair, mes

²⁹⁹ Centre pour le Lien Social et l'Autonomie de la Personne. Cf. glossaire des associations locales, Annexe 2.

³⁰⁰ Entretien avec Eliane Bauduin, 31 mai 2011.

³⁰¹ Entretien, 6 mai 2011.

³⁰² Notes de terrain, réunion multi-partenariale à la mairie, 28 février 2011.

³⁰³ Notes de terrain, réunion multi-partenariale à la mairie, 4 avril 2011.

³⁰⁴ Entretien avec une travailleuse sociale du CCAS, 16 juin 2011.

missions sont floues ») et « *beaucoup d'incompréhension* »³⁰⁵. Au bout de six mois, ces migrants ont eu accès au processus de sélection pour tenter d'entrer dans le dispositif de MOUS. Seule une femme fut régularisée, autorisée à entrer en accompagnement dans la MOUS et relogée ailleurs, les autres furent refusés pour des motifs « policiers » plutôt opaques, et invités à quitter les lieux que le propriétaire souhaitait récupérer. Ces migrants sont donc repartis vivre en squat, après avoir un temps été relogés d'urgence à l'hôtel par la Ville.

L'opération de l'immeuble Montesquieu s'est donc, aux dires des acteurs impliqués, soldée par un « *échec* »³⁰⁶. L'engagement de la mairie dans le relogement de migrants roms s'est heurté aux impossibles régularisations de ces migrants. Si ces acteurs ne peuvent pas agir là-dessus, ce qu'ils mettent alors en avant pour rationaliser cet échec est le manque d'accompagnement social. Il est important de le souligner car la Ville va s'appuyer sur ce point pour se positionner quelques temps après en nommant deux médiateurs auprès des migrants roms. L'opération Montesquieu, ainsi que celle du quai Mazarin et les débuts de la MOUS, induisent donc les acteurs locaux à affirmer que le seul relogement n'est pas suffisant. C'est ce que montrent les propos de Cécilia Talbi :

*« Ce qui bloque, c'est les titres de séjour ! Nous on trouve des lieux mais il faut qu'ils aient des conditions de séjour. On peut faire un courrier à la Pref ! »*³⁰⁷

Or en parallèle, la Préfecture ne régularise que certains migrants sélectionnés dans le dispositif de MOUS, et cherche à étendre sa politique de relogement. Un nouvel acteur associatif est saisi par le préfet au sein de la MOUS pour répondre aux besoins de logements. Il s'agit d'Emmaüs qui « *arrive avec ses chalets en disant on a la solution* »³⁰⁸. Les chalets en question sont des petits logements modulables construits par le service habitat de l'association. La Préfecture en a acheté un certain nombre à la fois pour les SDF et pour les migrants roms, et demande donc aux communes de l'agglomération de décider de leurs implantations sur le territoire. Or ce nouveau projet relève d'une forme de relogement « collectif » et spécifique, ce qui contredit l'idée du relogement en diffus privilégiée jusqu'alors par la majorité des acteurs de l'arène. Les acteurs politiques de la Ville le soulignent avec insistance. Dominique Lafaye dit ainsi : « *En zone urbaine dense, les chalets font relégation, alors que les immeubles permettent plus l'insertion.* »³⁰⁹. Ces chalets voient cependant le jour.

Les acteurs politiques locaux semblent alors revenir sur l'idée première, en mettant à mal l'idée du relogement en diffus. Certains migrants sont en effet relogés ensemble, de façon communautaire, dans des zones que l'on peut identifier de l'extérieur comme « logeant des Roms » (les « chalets Emmaüs » mais aussi les immeubles quai Mazarin ou Montesquieu). Néanmoins, face à la multiplication des squats et à l'absence de résorption du « problème » via le relogement, ils perçoivent les limites du seul relogement. Cela va donner lieu au nouveau dispositif de médiation

³⁰⁵ Entretien avec un travailleur social de l'Entraide, 22 septembre 2011.

³⁰⁶ Entretien avec une travailleuse sociale du CCAS, 17 janvier 2013.

³⁰⁷ Notes de terrain, réunion multi-partenariale à la mairie, 2 mai 2011.

³⁰⁸ Entretien avec Eliane Bauduin, 31 mai 2011.

³⁰⁹ Entretien, 14 février 2011.

porté par la Ville visant un certain accompagnement, mais aussi, en parallèle, à des voix soulignant la « nécessité » d'expulsions de certains de ces migrants.

Les pouvoirs publics français ont donc déjà été confrontés à cette « problématique des bidonvilles » qui, « *placée au carrefour des politiques de logement et de l'immigration, a représenté un souci majeur pour les pouvoirs publics et plus largement l'opinion publique* » (Gastaut, 2004 : 223). Cependant, s'ils s'accordent de la même façon sur la nécessité d'éradiquer les bidonvilles de migrants roms dans les années 2000-2010, ils semblent tout aussi « *inquiets et démunis* » face à la croissance des bidonvilles et la mise en œuvre de cette politique. Ceci alors même que les derniers bidonvilles disparaissent dans les années 80, selon Yvan Gastaut, ce qui n'est pas si éloigné de notre époque – nombre d'acteurs politiques, que ce soit au niveau local comme national, évoluant alors déjà dans les sphères du pouvoir. Comment comprendre le fait qu'ils ne semblent pas prendre véritablement appui sur ces politiques passées et leurs expériences (réussites et échecs) ? La réponse me semble à chercher du côté de la population en question qui habite les bidonvilles actuels. En effet, la population des migrants roms renvoie, aux yeux des pouvoirs publics notamment, à une telle étrangeté qu'elle nécessite la mise en place d'une politique spécifique se traduisant, je vais le montrer, par une ambivalence permanente entre rejet et accueil.

2.2. Une politique faite d'ambivalences entre rejet et accueil de l'Autre

Que révèle cette politique locale émergente sur l'appréhension générale de la présence de ces nouveaux migrants sur le territoire ? Je propose d'effectuer un parallèle entre l'analyse de la politique en direction des migrants roms et l'analyse des politiques de relogement à travers les foyers pour travailleurs immigrés effectuée par Marc Bernardot (2008c). Selon lui, celle-ci est marquée dans les années 90 par une ambivalence entre un accueil, par le biais du logement, et des contraintes liées à cet accueil, relevant d'une courte temporalité, de la coercition et de la répulsion. Cette tension entre rejet et accueil se trouve aussi fondamentalement dans l'existence de « *dispositifs institutionnels spécifiques à l'immigré (...), qu'ils soient policiers ou socioculturels et urbains* » (Bernardot, 2008c). En quoi la politique locale en direction des migrants roms, qui se traduit par des dispositifs spécifiques, recouvre-t-elle ce type de tensions entre rejet et accueil ?

Pour répondre à cette question, il est nécessaire de recourir à plusieurs échelles d'analyse (le local et le national). Si je viens de montrer que la politique locale s'oriente vers le relogement de migrants roms, avec régularisation et accompagnement prévus dans le cadre de la MOUS, il convient de ne pas occulter le contexte national qui, comme on l'a vu, ne paraît pas favorable à l'accueil de ces migrants. Je propose de revenir là-dessus pour montrer de quelle façon les acteurs de la politique locale s'appuient en permanence sur ce contexte pour se positionner et agir. Mais il convient de dépasser l'idée trop simpliste selon laquelle l'accueil de ces migrants, mis en place

localement, viendrait contrer le rejet national. En effet, la réalité est beaucoup plus complexe, ces différentes échelles et positionnements s'imbriquant en permanence pour se nourrir l'un l'autre, au seul niveau local également.

2.2.1. Un certain rejet à l'échelle nationale

J'ai déjà abordé les deux orientations publiques et politiques françaises (reprises par les médias) en direction des migrants roms : la criminalisation et la victimisation. On voit donc d'ores et déjà apparaître dès le début des installations de ces migrants dans les villes françaises, des positionnements différents, voire opposés. Cependant, c'est bien une posture de criminalisation des migrants roms qui est clairement adoptée dès le début dans la politique nationale. Celle-ci se traduit en effet par des évacuations de squats/bidonvilles et destructions de ces habitations illégales, mais également par des expulsions du territoire de tous les migrants qui doivent l'être au regard de la loi. Ceci est concrètement rendu possible par une multiplication des contrôles de police et le concours motivé de l'OFII. En outre, le discours de Grenoble dont j'ai déjà parlé va précisément dans ce sens, appelant à renforcer cette posture. Il s'agit ici d'un tournant considérable dans l'appréhension politique, mais aussi sociétale, des migrants roms : en effet, ce discours peut être identifié comme un symptôme de la manière dont les pouvoirs publics ont créé de véritables crises sociétales à partir de faits divers, ce qui a eu pour conséquences une certaine instrumentalisation de la population (via les médias notamment) comme des acteurs politiques locaux, mais également la modification de lois³¹⁰. On peut parler de véritable violence symbolique qui s'est déchaînée à partir de ce discours, pendant tout l'été 2010, sur les migrants roms. Mais ses conséquences vont bien au-delà puisque de tels positionnements de la part du plus haut représentant de l'État viennent nécessairement légitimer des propos similaires. Jean-Loup Amselle (2011) l'explique par le fait que ce discours mêle des sentiments « anti-migrants » aux sentiments « *anti-gitans d'une bonne partie de la population française* » (Amselle, 2011 : 70). Dès lors, les migrants roms, pouvant être appréhendés comme un « mélange » des deux, deviennent donc une cible parfaite, prêtant le flan à des discours de rejet parfois extrêmes, occupant ainsi la position de boucs-émissaires.

Malgré le changement de gouvernement en 2012, les mêmes types de discours d'acteurs politiques subsistent. Sont ainsi rappelés, notamment par le Ministre de l'Intérieur Manuel Valls, l'étrangéité des migrants roms³¹¹ qui, dès lors, auraient « *vocation à rester dans leurs pays* »³¹². De multiples circulaires émanant du Ministère de l'Intérieur ou interministérielles voient ainsi le jour, en 2010 puis 2012, affirmant dans la continuité la nécessaire éradication des bidonvilles appréhendés comme « *campements illicites* », bien que des changements de positionnement émergent dans la

³¹⁰ Il est intéressant de souligner que Grégoire Cousin (2011) montre qu'en Italie, les pouvoirs publics ont agi exactement sur le même mode opératoire, quelques années plus tôt, à partir d'un fait divers concernant le viol d'une femme italienne par une personne étant identifiée comme un « Rom roumain » en 2007.

³¹¹ Notes de terrain, France Inter, 24 septembre 2013.

³¹² Extraits de propos tenus sur BFM TV, 25 septembre 2013. Voir à ce sujet l'analyse de discours qu'en fait Eric Fassin dans Le Monde des Idées : http://www.lemonde.fr/idees/article/2013/09/25/roms-la-vocation-de-manuel-valls_3484429_3232.html (consulté le 26 septembre 2013).

dernière circulaire. Celle-ci préconise notamment, en parallèle des actions sécuritaires à mener envers ces « campements », un « *travail coopératif afin de dégager pour les personnes présentes dans ces campements des solutions alternatives* »³¹³. Les termes d'accompagnement et d'insertion sont alors employés, on y reviendra par la suite.

Il est donc intéressant de mettre en perspective les discours politiques des années 60 et ceux des années 2000-2010 sur les bidonvilles en France. En effet, à partir de la recension de quelques déclarations gouvernementales effectuée par Yvan Gastaut (2004), une différence majeure dans le contenu des discours à ces deux époques apparaît de façon flagrante. Dans les années 60, il était question de « honte » morale ressentie par les représentants de l'État pour justifier l'éradication de ces bidonvilles de migrants et de nationaux : « *il fallait supprimer ces zones de marginalité pour des raisons avant tout morales, afin d'éviter l'exclusion* » (Gastaut, 2004). Ces idées sous-jacentes à la prise en compte des bidonvilles comme problème politique diffèrent de celles que j'ai pu souligner concernant les bidonvilles actuels de migrants roms. Les évacuations actuelles de squats de migrants roms ne semblent pas motivées par la honte mais bien par le rejet d'une population pensée comme illégitime sur le territoire français.

2.2.2. De l'accueil pour contrer ce rejet ?

À l'échelle de l'agglomération, comme je l'ai montré, c'est au regard de ce contexte national autour de l'année 2010 qu'a émergé l'idée, chez les acteurs associatifs et politiques, d'élaborer une politique locale permettant l'accueil des migrants roms. Même une fois la MOUS « Squats Roms » décidée, la posture de rejet des migrants roms au niveau national inquiète des acteurs politiques locaux qui se mobilisent contre les expulsions, comme l'explique Danièle Furestier :

*« Moi j'ai écrit, c'était en juillet 2010, quand il était beaucoup question d'évacuation de squats etc, moi j'ai écrit au préfet, au directeur du cabinet lui indiquant que avant toute évacuation pour moi il y avait un certain nombre de familles qui, soit parce qu'elles avaient un projet de vie, soit parce que y'avait des problèmes de santé nécessitaient une étude particulière et notamment un diagnostic. »*³¹⁴

Elle raconte ensuite, amusée, que c'est finalement peut-être par ce biais que le maire de la Ville s'est vu attribué une posture d'accueil envers les migrants roms, ou tout du moins une posture réfutant le rejet traduit par les évacuations de squats. Elle me confie que même le maire s'en est dit étonné, lui précisant ne s'être jamais positionné ni n'avoir jamais rien demandé lui-même au préfet en ce sens. Cet étonnement fut partagé par les acteurs politiques locaux et nationaux ainsi que la presse, qui a largement relayé l'information en ce sens³¹⁵. Finalement, comprenant la posture de ses élus plus proche que lui du terrain, il assume alors clairement cette position et va même plus loin en mettant en place les réunions multi-partenariales en mairie, dans l'objectif d'améliorer

³¹³ Extrait de la « circulaire interministérielle NOR INTK 1233053C du 26 août 2012 relative à l'anticipation et à l'accompagnement des opérations d'évacuations de campements illicites ».

³¹⁴ Entretien, 11 mai 2011.

³¹⁵ Articles de presse du quotidien local les 13, 14 et 21 septembre 2010.

la coordination des actions allant dans le sens d'un certain accueil des migrants. Les élus de la Ville souhaitent également « *avancer* » avec des « *familles non diagnostiquées* » dans le cadre de la MOUS³¹⁶, ce qui correspond donc à une volonté d'accueil grandissante. La première de ces réunions eut lieu en septembre 2010, et les autres se poursuivirent à raison d'une réunion par mois, jusqu'en janvier 2012 (date de fin que l'on peut comprendre en raison de la mise en place, peu de temps avant, de la médiation par la Ville notamment, j'y reviendrai).

Ce positionnement de la Ville contre les évacuations de squats trouve un écho favorable en Préfecture dès le début de l'émergence de la politique locale. Le préfet de Région ayant mis en œuvre la MOUS annonce ainsi fin 2009 dans un entretien au quotidien local : « *Il est important de trouver une solution pérenne à ces squats. Je ne procéderai pas à des expulsions sans solution.* »³¹⁷. Comme je l'ai montré, c'est donc une politique d'accueil spécifique aux migrants roms qui est alors esquissée, prenant très rapidement la forme d'une politique d'intégration. Ainsi, la Ville décide d'organiser une soirée débat dans un cinéma pour présenter cette politique, le 8 avril 2010. À cette occasion, le directeur de l'association chargée par la Préfecture de piloter techniquement la MOUS préconise publiquement d'« *imaginer un dispositif pour le passage des familles quand il ne s'agit que d'un passage, ou de l'intégration quand elles veulent rester.* »³¹⁸. La réflexion semble avoir été amorcée sur les logiques migratoires des Roms, mais ne fut pas approfondie par la suite. Il s'agit là cependant de la naissance de la question du tri, du discernement à effectuer entre ces migrants, comme je le montrerai dans la sous-partie suivante. Cette manifestation publique fut très forte symboliquement en raison du message d'accueil, de volonté politique de prise en charge de cette population, de volonté d'agir politique sur cette « question rom ».

Dès lors, les acteurs locaux tentent dans un premier temps de mettre en avant le fait qu'ils œuvrent pour une politique d'intégration en la présentant comme le versant « humain » des politiques de rejet des migrants roms à travers les expulsions. Cette politique d'accueil mise en place semble ainsi permettre une justification des évacuations et expulsions, des squats comme du territoire national. Cette posture observable dans l'agglomération l'est également dans d'autres villes en France, notamment des communes de la région parisienne (Legros et Vitale, 2011).

Les élus de la ville, comme les opérateurs techniques de la MOUS, s'inscrivent dans cette logique. Tous ces acteurs justifient ce positionnement d'accueil en termes humanitaires mais aussi moraux, non sans dissimuler leur fierté (mais aussi leurs difficultés) découlant de ce positionnement de l'agglomération identifié comme « précurseur ». Si la Préfecture, par le biais de la MOUS qu'elle pilote, semble ouverte à cette posture d'accueil, les acteurs politiques n'en oublient pas moins que cette administration relève des services de l'État. Le positionnement entre ces différentes institutions politiques n'est pas toujours évident en raison des divergences entre le local et le national concernant l'accueil des migrants roms. Malgré ces difficultés, les acteurs de l'arène rom locale maintiennent ce positionnement leur permettant de valoriser leur

³¹⁶ Entretien avec Danièle Furestier, 11 mai 2011.

³¹⁷ Extrait d'un article de presse, 20 novembre 2009.

³¹⁸ Notes de terrain exploratoire, 8 avril 2010.

agglomération et/ou leur Ville, très sûrs de l'idée selon laquelle « ce qu'on fait, c'est bien ».

Puis, en 2012, cette auto-valorisation connaît son apogée lorsque le changement de gouvernement et la pression d'associations au niveau national³¹⁹ donnent lieu à une concertation informelle entre différents niveaux et domaines de l'État afin de mettre en place une politique plus « humaine » en parallèle des expulsions. Ainsi les propos qui vont dans ce sens au sein de la circulaire d'août 2012 viennent alors renforcer l'idée partagée par nombre d'acteurs locaux selon laquelle, par la politique à laquelle ils œuvrent, ils se situent bien comme des précurseurs, voire des modèles à suivre. Les opérateurs techniques de la MOUS se montrent les plus enthousiastes à cet endroit. Ainsi le coordonnateur de la MOUS, en me faisant un compte-rendu d'une réunion en Préfecture, m'annonce que le dispositif est reconduit pour trois ans, « *dans l'esprit de la circulaire* »³²⁰, précise-t-il. Il ajoute une petite blague en disant : « *d'ailleurs, c'est nous qui l'avons rédigé, cette circulaire du mois d'août !* », pour montrer à quel point la MOUS colle aux volontés du nouveau gouvernement.

À partir de ce moment-là, les acteurs de la Ville, Cécilia Talbi en tête, mettent en avant la politique de l'agglomération et ses modalités au niveau national et même européen, en s'appuyant sur le nouveau dispositif en direction des migrants roms mis en place par la Ville : la médiation sociale, que je propose de présenter ici en interrogeant ses fondements et ses logiques.

La mise en place de la médiation se fait dans l'urgence, suite à l'évacuation le premier septembre 2011 d'une partie du squat de X décidée par la Préfecture sans concertation préalable avec les autorités de la Ville. Pour la mairie, établir la médiation à ce moment-là semble être une façon de se réapproprier l'« objet rom » en menant une action spécifique et propre à la Ville. Par ailleurs, les acteurs municipaux souhaitent la « *stabilisation* » de ce plus gros squat de la ville, le présentant comme « *une volonté politique de la part du cabinet du maire* »³²¹. Les enjeux politiques sont donc très présents : la Ville décide d'interrompre sa part de financement de la MOUS en raison du nouveau portage de la médiation, comme l'affirme à demi-mots le directeur Général de la Vie Sociale et Citoyenneté de la Ville : « *La mairie s'engage donc pour les six prochains mois. Donc on sera prudent sur l'investissement financier par la suite.* »³²². C'est à ce service de la mairie que sont rattachés les deux « médiateurs sociaux » travaillant au sein du pôle du Développement Social Urbain, supervisés par Yves Necken. Ces deux emplois contractuels sont spécifiquement tournés vers les migrants roms en squat, le terme « *médiateur roms* » se trouvant entre parenthèse dans l'intitulé de ces contrats de travail³²³.

Les personnes choisies pour effectuer la médiation n'ont pas été recrutées par un appel à candidatures : elles proviennent toutes deux des associations locales. Ce « recrutement » s'est effectué en quelques jours. Il s'agit de Damien³²⁴, un jeune

³¹⁹ Principalement par le biais du Collectif Romeurope qui demande individuellement à chaque candidat à l'élection présidentielle comment il compte se positionner sur la « question rom ».

³²⁰ Entretien, 7 décembre 2012.

³²¹ Entretien avec le médiateur Damien, 7 décembre 2012.

³²² Notes de terrain, comité technique de la MOUS à la communauté urbaine, 13 septembre 2011.

³²³ Un de ces contrats m'a été montré et commenté par Damien, un des médiateurs, lors d'un entretien le 31 janvier 2012.

³²⁴ Pour plus de précisions sur le profil de Damien, cf. glossaire des acteurs de l'arène rom locale, Annexe 4.

bénévole de MDM très actif dans les squats, et de Joël de l'association VALCO. L'emploi de ce dernier peut être compris par la combinaison de ses critiques de la MOUS et son absence d'angélisme concernant les migrants roms. Ces deux médiateurs sont donc issus du milieu associatif de terrain, venant des deux seules associations présentes sur les squats de migrants roms. C'est là un de leurs atouts majeurs, puisqu'ils n'ont pas les compétences habituellement requises en termes de médiation sociale et/ou interculturelle, comme la connaissance de la langue majoritairement utilisée (ici, le bulgare)³²⁵.

La fonction de médiateur s'exerce en direction des « Roms en squat », mais aussi en lien avec les institutions. Ainsi, les médiateurs représentent la mairie sur le « dossier rom » auprès des autres acteurs politiques et institutionnels, comme auprès des habitants des squats. On note la volonté de la mairie d'associer clairement les médiateurs à la Ville en mettant en place des « *permanences à la mairie de quartier* », ce qui apparaît aux yeux d'Yves Necken comme « *important symboliquement* »³²⁶ pour les habitants. Cécilia Talbi souligne régulièrement que l'un des objectifs de la médiation est de « *favoriser la connaissance mutuelle des uns et des autres* »³²⁷, auprès des différentes structures institutionnelles et associatives qui rencontrent ce public comme des voisins de squats. Dès lors, la médiation a un rôle éminemment politique, situant les médiateurs au cœur d'enjeux politiques locaux. C'est le cas lorsque l'élue précise que les médiateurs servent d'interface entre différentes institutions qui auraient tendance à « *se refiler la patate chaude* » sur ce sujet « *sensible* », et qu'ils interviennent avec leur connaissance du terrain et font le lien, « *créent du dialogue* » afin que « *rien ne dérape* » au final. Ceci explique également le fait que la compétence requise pour l'emploi de ces médiateurs était à la fois, selon l'élue, la « *connaissance du public et des acteurs, pour pouvoir être réactif* »³²⁸.

Un paradoxe apparaît en ce qui concerne l'objectif de cette médiation. Lorsqu'elle la présente, Cécilia Talbi explique en premier lieu que la médiation envers les migrants roms est mise en place « *pour accompagner ceux qui veulent rester* ». Puis, au cours d'une prise de parole suivant des plaintes de riverains au sujet des nuisances liées au squat, elle ajoute : « *Je suis d'accord avec vous, c'est pas acceptable ces comportements. C'est pour ça qu'on a besoin des médiateurs pour discerner ceux qui posent problème.* »³²⁹. Lorsque j'en parle avec Damien, ce paradoxe entre un objectif d'accueil et un objectif de rejet (qui ne dit pas son nom) est également frappant, bien qu'il tente toujours de souligner l'aspect d'accueil. Cependant, il m'explique dès le début que la mission qu'il occupe, « *c'est de la médiation de fin de squat !* »³³⁰. Ces ambivalences apparentes sont révélatrices d'un aspect non négligeable de la médiation : le flou autour de ses missions et objectifs, matérialisé par l'absence de « *fiche de poste* »

³²⁵ Notons que le profil correspondant à une offre d'emploi comme « médiateur sanitaire auprès des populations roms vivant en habitat précaire » diffusée par MDM Lyon exige notamment une « *formation générale Bac + 2 et une formation en médiation* », une « *connaissance du milieu associatif et des partenaires institutionnels* », une « *résistance au stress et dynamisme* », un « *sens du travail en équipe, sens de l'écoute et de l'observation, capacité d'adaptation* », et concernant les langues, un « *français et roumain courants (écrit, parlé) obligatoires* » (<http://www.rhone-alpesolidaires.org/offres-emploi/mdm-recrute-un-fh-mediateur-sanitaire-lyon>). Consulté le 23 janvier 2014).

³²⁶ Notes de terrain, réunion « partenaires MOUS », 9 septembre 2011.

³²⁷ Entretien, 26 avril 2012.

³²⁸ *Ibid.*

³²⁹ *Ibid.*

³³⁰ Entretien, 31 janvier 2012.

lorsque les médiateurs prennent leur fonction. Cette absence perdure pendant plusieurs mois. Les médiateurs connaissent alors des difficultés de positionnement auprès des migrants roms, des différentes structures, des acteurs de l'arène rom locale mais aussi entre eux. Cécilia Talbi elle-même le reconnaît dès les premiers mois de médiation :

*« Les médiateurs sont en souffrance : seuls, sans moyen de pression, sans encadrement. »*³³¹

Cette orientation aléatoire et fluctuante de la médiation a des impacts au sein de l'arène rom locale, puisque des enjeux de positionnements et d'interventions apparaissent, principalement avec l'équipe de la MOUS, chacun se disputant la légitimité d'intervention auprès des migrants roms. Le déroulement de cette médiation a ainsi pour effet de mettre à distance les quelques acteurs la portant et la soutenant (soit Yves Necken, Cécilia Talbi et Danièle Furestier) d'avec ceux de la MOUS comme d'autres – dont certains de la municipalité même (comme Eliane Bauduin). Le flou qui entoure la médiation représente aussi un atout pour certains, comme pour Joël qui ne modifie pas sa posture³³². Il jouit d'une grande liberté d'action et de mouvement, ce qui tend à rendre sa mission difficilement repérable, à la fois par les migrants roms et par ses supérieurs hiérarchiques, mais aussi parfois par son collègue.

J'ai montré, en analysant la définition des objectifs de cette médiation, le caractère ambivalent que celle-ci recèle dès sa mise en place. L'idée d'accompagnement des migrants roms fait l'unanimité dans l'arène, et même au-delà. En effet, Cécilia Talbi se déplace régulièrement avec les deux médiateurs, de colloque en colloque, de meeting européen en journée nationale, pour présenter ce dispositif comme exemplaire. De plus, le maire de la Ville brandit lui aussi fièrement l'orientation de la politique locale, comme ici lors d'un passage sur une radio nationale : *« J'ai sous les yeux un papier [du quotidien local] de ce matin qui rend hommage à la façon dont la ville de [X] est en train de traiter cette question des Roms, parce que nous, nous essayons de mettre en place un véritable accompagnement médico-social pour essayer de régler les situations individuelles de ces populations très difficiles. »*³³³. Cependant, l'orientation floue et fluctuante de cette médiation amène à s'interroger : s'agit-il d'un accompagnement pour les migrants ? Avec les migrants ? Dans quel but ? En fonction de quels cadrages ? C'est ce que j'examinerai dans la troisième partie de la thèse en analysant des actions concrètes des médiateurs et leurs interactions avec les migrants.

2.2.3. Expulsions et « humanité » mises en perspective, ou le modèle ambigu de la « ferme humanité »

En effectuant une analyse dans la diachronie, ce tableau paraissant jusque-là presque idyllique en termes d'accueil des migrants roms peut donc être nuancé. En effet,

³³¹ Entretien, 16 novembre 2011.

³³² Une anecdote le démontre très clairement lorsqu'en comité technique de la MOUS, le 13 septembre 2011, il se présente lors du tour de table comme « militant associatif VALCO ». Il est alors rappelé à sa fonction institutionnelle actuelle par Yves Necken après la réunion, qui lui demande de ne plus s'identifier de cette façon publiquement.

³³³ Notes de terrain, France Inter, 28 août 2012.

la position d'accueil qu'adoptent délibérément les acteurs de l'arène locale est d'une part atténuée par des discours et des actes de rejet de ces migrants, émanant de riverains et citoyens « ordinaires », mais également d'autres acteurs politiques et institutionnels locaux (certains réclamant et d'autres mettant en œuvre des expulsions). D'autre part, l'accueil mis en place est également soumis à certaines restrictions, comme la sélection des migrants dans le cadre du dispositif de MOUS. Malgré cela, les acteurs de l'arène locale revendiquent en parallèle une posture accueillante. Plus avant, je vais montrer qu'accueil et rejet fonctionnent alors comme les deux faces de Janus, l'une et l'autre étant indissociables dans la politique locale en direction des migrants roms.

D'abord, ce sont les expulsions que les acteurs politiques de l'arène locale tentent de justifier, car ces dernières entrent a priori en contradiction avec la politique affichée qui se veut clairement en opposition avec celle du gouvernement. A ce sujet, ce sont encore des raisons sécuritaires ou hygiénistes qui sont mises en avant. Mais une certaine impression de « débordement » transparaît aussi, celle-ci renvoyant directement à la peur de « l'appel d'air » qu'ont les acteurs politiques depuis le début de la mise en place de la politique locale. Cet extrait d'entretien avec Danièle Furestier en est un exemple frappant :

DF : « *Y a un changement là maintenant avec ces nouvelles populations qui arrivent.*

ACM : Ah ouais ? Sachant que pourtant ils arrivent des mêmes villages...

DF : *Oui oui, mais là il y a plus d'hommes seuls, euh... Et de toute façon ils font des allers retours, ils font des allers retours, maintenant il y a ces grosses voitures qui n'existaient pas, avant c'était les fourgons. (...) Il y a une vraie évolution. (...) Bon ceux-là encore on peut discuter mais y'en a d'autres avec qui on peut pas du tout, dans les nouveaux là. Bon la situation là maintenant se dégrade vraiment, vraiment, vraiment.* »³³⁴

Il faut rappeler ici le poids de Joël Veloso dans ce quartier et auprès de cette adjointe au maire notamment, qui permet de comprendre d'où elle tire ces informations. Cette position ambiguë se généralise cependant rapidement chez nombre d'acteurs locaux. La poursuite des évacuations de squat et des expulsions de migrants roms dans d'autres villes de France ainsi que dans d'autres pays européens, par ailleurs fortement médiatisée au cours de ces années (2010-2013), permet également aux acteurs politiques locaux de trouver une légitimation par ce biais. C'est ce qui correspond à la posture que l'on pourrait appeler « *d'autres l'ont fait* » ou « *la double évidence comparatiste* », en référence à l'analyse de Vincent Dubois (2007 : 88) sur la mise en place des politiques publiques de contrôle des chômeurs en France.

Cette nouvelle posture sécuritaire et répressive gagne alors du terrain, petit à petit, non sans lien avec la mise en place par la Ville des deux postes de médiateurs sociaux auprès des migrants roms. En outre, le fait que le dispositif de MOUS accompagne, au fil des années, un nombre de plus en plus élevé de migrants devient également un facteur favorable à une posture de rejet des autres. Mais aussi, les changements de préfets peuvent modifier l'orientation de la politique locale, au-delà du dispositif de MOUS. En janvier 2012 arrive ainsi un nouveau préfet délégué pour la défense et la sécurité qui prend rapidement la main sur la conduite de la MOUS. Dès

³³⁴ Entretien, 11 mai 2011.

lors, l'aspect sécuritaire est clairement remis au centre de la gestion politique de la « question rom » : plusieurs évacuations de squats et expulsions du territoire sont alors menées. De plus, cibler les migrants roms en politique, c'est aussi, dans l'agglomération, faire venir deux policiers bulgares pendant deux mois, de juin à août 2013, « *pour travailler avec les autorités françaises sur les dossiers des personnes "non-intégrables"* »³³⁵. Cette décision prise par ce nouveau préfet délégué pour la défense et la sécurité en dit long sur l'orientation que prend alors la politique locale : s'appuyant sur les discours de ras-le-bol des riverains (par le biais d'une pétition réunissant deux cents signatures notamment), son discours et ses actions, sécuritaires pour les uns, fermes pour d'autres, trouvent un écho largement favorable dans la population.

Si les acteurs politiques et associatifs de l'arène rom locale semblent plutôt méfiants au début de sa prise de fonction, ils s'en saisissent assez rapidement comme d'un tremplin et d'une justification pour adopter eux aussi une posture plus répressive et de rejet, tout en maintenant officiellement leur posture d'accueil. Le contexte a son importance : c'est à ce moment-là que se prépare l'expulsion du plus gros squat de la Ville, celui de X, que tous les acteurs concernés (Préfecture, Ville, communauté urbaine, associations) s'accordent à fermer, pour des raisons relevant à la fois de l'appréciation négative des faits et gestes des habitants du squat, et de la restructuration urbaine de la zone concernée. C'est ainsi que naît localement la notion de « ferme humanité », très révélatrice de l'ambiguïté croissante de la politique locale. Cette idée semble principalement diffusée par Cécilia Talbi, qui a donné au fil du temps de la consistance à ses propos de 2011 que l'on pourrait résumer par sa phrase : « *On a tort d'envisager les choses que sous l'angle de l'expulsion.* »³³⁶. En effet, deux ans après, elle martèle partout et auprès de tous sa vision de « ferme humanité » en ce qui concerne la gestion de la « question rom ». C'est ce qu'on peut voir notamment dans les propos qu'elle tient sur les réseaux sociaux en ligne³³⁷, comme ici sur son « mur » Facebook où elle poste une photo d'une réunion avec les migrants assortie de ce commentaire : « *réunion sur le squat de l'avenue [X] avec les habitants Ferme humanité* »³³⁸. Juste en-dessous, elle donne plus d'explication à l'une de ses « amies » :

*« Nous leur avons dit que nous continuerions à aider les familles qui veulent s'intégrer (MOUS 3) et que parallèlement ceux qui ne respectent pas les règles (bruit déchets câbles brûlés...) ne pourront plus rester sur ce site qui de toute façon devra être libéré en 2013 et qu'ils occupent illégalement. C'est un sujet violent en tension permanente il éprouve notre humanité mais il fait avancer aussi ...des bonds de géant qui permettent de gagner en humanité et en efficacité publique. Des interventions ciblées sont en cours tout comme l'amélioration des conditions de vie et l'accompagnement des plus motivés : [le maire] l'a souhaité nous le mettons en œuvre dans le respect des fragilités des uns et des autres : des riverains et des habitants FERME HUMANITE »*³³⁹

³³⁵ Extrait d'un article de presse du quotidien local, 8 juin 2013.

³³⁶ Notes de terrain, réunion multi-partenariale à la mairie, 23 mai 2011.

³³⁷ Il convient de préciser que je n'ai pas cherché, dans mon terrain, à y avoir accès. C'est elle qui m'a « invitée » à suivre ses propos de cette façon.

³³⁸ Extrait du mur Facebook de Cécilia Talbi, 7 janvier 2013.

³³⁹ *Ibid.*

Les recherches en sciences humaines et sociales sur la régulation conjointe de la pauvreté et de la différence culturelle ont permis de mettre en avant une certaine gestion politique ambiguë, comme je l'ai montré à travers les analyses de Marc Bernardot notamment. Cela semble d'autant plus prégnant lorsqu'il s'agit de squats ou bidonvilles, comme le souligne Yvan Gastaut (2004) en montrant la rémanence de la gestion du « problème des bidonvilles » en France depuis la fin de la Seconde Guerre Mondiale en termes de postures politiques binaires avec éradication d'une part et « solidarité », équivalent ici à une politique d'accueil ou d'intégration, d'autre part.

Dès lors, la politique d'accueil qui est mise en place localement en direction des migrants roms renvoie à ce que Michel Agier (2003) nomme « *la main gauche de l'Empire* » - faisant ici référence à l'ouvrage éponyme de Michael Hardt et Antonio Negri (2000). Il utilise la métaphore de la main pour exprimer le lien indéfectible entre les deux aspects de cet « *Empire dont la domination économique, sociale et culturelle sur le monde serait totale* » (2003 : 70). En admettant que le gouvernement des États-Unis représenterait le « *commandement politique* » de cet Empire, Michel Agier dissocie deux types d'actions opposées qui pourtant sont décidées et mises en place par ce même gouvernement. Il donne notamment l'exemple du lâcher de bombes par la main droite concomitant avec le lâcher de médicaments et de vivres par la main gauche de ce même « corps ». Dès lors, il souligne que les agents humanitaires, soit les « *travailleurs sociaux de l'Empire* », doivent à la fois faire face à la main droite et en fonction de celle-ci. En ayant analysé les différentes positions et actions (parfois opposées) de l'État français et/ou de ses représentants à l'échelle locale, en direction des migrants roms, il paraît donc judicieux et pertinent de reprendre cette idée en l'appliquant à la question qui nous intéresse, sur le plan politique. La différence qui se manifeste alors concerne les acteurs impliqués. Dans le cas des situations présentées par Michel Agier, les acteurs des incarnations de la main droite et ceux de la main gauche sont différents : décideurs politiques, travailleurs sociaux,... Or dans le cas des migrants roms, ce sont les mêmes acteurs qui décident à la fois d'une forme de rejet et d'une forme d'accueil de ces personnes.

La politique spécifique menée en direction des migrants roms semble donc correspondre à ce que Didier Fassin (2010) appelle un « *gouvernement humanitaire* ». En effet, l'ambivalence entre compassion et répression est extrêmement présente et forte, bien que se situant en creux de cette politique – tout du moins de celle qui est officiellement présentée. Partant de cette définition donnée par Didier Fassin³⁴⁰, il est intéressant de s'orienter en complément vers ce qu'en dit Michel Agier (2003). Ce dernier considère en effet « l'humanitaire » comme un « *élément indispensable à l'édification sociale et morale du modèle de l'"Empire", ce monde unifié comme une seule "société de contrôle" à l'échelle planétaire* » (Agier, 2003 : 68). Une des trois composantes qu'il identifie alors comme permettant l'existence de l'humanitaire est particulièrement pertinente à relever ici : il s'agit de ce qu'il nomme le principe du « *care, cure and control* » (Agier, 2003 : 69). Ce principe correspond à une prise en

³⁴⁰ Discutée plus avant dans le chapitre 1.

charge (relevant clairement de l'humanitaire en l'occurrence) qui « *instaure autant le contrôle que les soins* ». En outre, une autre dimension qu'il isole comme composante du « *dispositif humanitaire mondial* » relève de la mise à distance : « *les sites humanitaires se trouvent aux marges, à l'écart de nos lieux de vie ordinaires* » (Ibid.). Si l'on a vu que cette dimension de ségrégation par un maintien dans les marges spatiales est absente de la politique locale étudiée, j'ai cependant insisté sur le caractère spécifique de cette politique déployant tout un arsenal opératoire (moyens humains et matériels) vis-à-vis d'une seule population, définie à la fois par des caractéristiques ethniques, sociales, économiques et urbaines. Cela conduit donc à penser ce dispositif politique existant comme constitué pour intervenir dans les marges de la société et se situant en même temps aux marges de l'État (par sa spécificité et son caractère temporaire notamment). Dès lors, il s'agit bien ici d'une mise à distance de cette action, non pas sur le plan spatial mais plutôt sur le plan politique et moral : on a affaire à une politique en marge pour les marges. Prenant en considération ces composantes que Michel Agier considère centrales dans le domaine de l'humanitaire, et que l'on retrouve quasiment à l'identique dans la politique analysée en direction des migrants roms, je peux donc affirmer maintenant qu'il s'agit bien d'une forme de « gouvernement humanitaire » : à double face et dans les marges.

Conclusion de la section 2

Cette section sur l'orientation du traitement politique de l'objet rom a été déclinée en deux points avec le relogement d'une part et l'ambivalence entre accueil et rejet qui s'impose d'autre part. J'ai montré que l'action publique en direction des migrants roms est clairement orientée par les solutions disponibles à l'instant T, ce qui conduit à l'hypothèse (qui sera confirmée à la fin de la première partie) selon laquelle les politiques en direction des migrants roms ne visent pas à les prendre en charge comme sujets mais seulement à les « traiter » comme objet.

J'ai mis à jour les liens forts, évidents, et lourds de conséquence, entre la lecture du « problème » et du public avec les solutions envisagées. En effet, le problème public de la « question rom » est donc devenu un problème politique à partir du moment où la solution envisagée a concerné la puissance publique, les acteurs associatifs faisant appel aux acteurs politiques et la Ville faisant appel à une intervention de l'État (Lascoumes & Le Galès, 2007 : 70). J'ai démontré que c'est la combinaison d'éléments tels que la mobilisation d'acteurs politiques, les soutiens associatifs et la médiatisation, qui a amené la politisation du problème et finalement sa prise en charge par les autorités publiques à travers sa mise sur agenda. Par ailleurs, celle-ci a nécessité une redéfinition du problème, qui s'est alors focalisé sur les squats. Ainsi la politique publique mise en place à destination de cette population désignée sous le terme de Roms est orientée sur la question du relogement. Mais c'est aussi plus complexe, comme on l'a vu, puisqu'il y a une tension perceptible entre accueil et rejet de ces migrants, dans leurs lieux de vie spontanés mais plus largement sur le territoire. Celle-ci mêle ainsi plusieurs niveaux de

lecture comme plusieurs échelles. Il s'agit d'une politique de gestion spécifique d'une population.

3. Une politique spécifique en actes

Maintenant que j'ai montré les logiques qui président à l'orientation du traitement politique de la « question rom », la mise en acte de cette politique nécessite d'être interrogée. L'ambivalence existante entre rejet et accueil des migrants roms sur le territoire local fait place à des dispositifs spécifiques qui se rejoignent autour d'une forme de sélection des migrants roms. Comment cette sélection est-elle concrètement mise en œuvre ? Celle-ci repose sur des logiques qu'il convient d'interroger mais aussi sur des acteurs, des cadres professionnels et politiques, une réglementation spécifique avec des critères de sélection qui encadrent ces dispositifs. Comment fonctionne précisément ce triage, au regard de ces différents éléments qui le constituent ? Plus avant, quels impacts ont ces conditions de fonctionnement des dispositifs sur le processus de triage en soi, donc sur la mise en œuvre de cette politique ?

Inscrivant son ouvrage dans la lignée de certains travaux récents sur l'histoire du contrôle des migrants internationaux et de la définition des migrants « indésirables » ou « illégaux » (notamment Lucassen, 2005), Philippe Rygiel (2006) affirme la continuité existante dans l'histoire longue de la gestion restrictive des migrants et plus largement dans le contrôle des mobilités, entre les pauvres ou les « sujets ennemis » hier et les migrants internationaux aujourd'hui. Il souligne néanmoins que le changement se situe dans « *les techniques, les cibles et l'administration du contrôle* », en précisant que « *l'ordonnateur du contrôle est désormais, en tendance, l'état central ou l'état fédéral – et non plus les autorités locales ou des instances privées – qui le confie à des bureaucraties spécialisées, qui décident, sur pièces, de l'appartenance des individus à des catégories centralement définies et non plus des agents locaux décidant, parfois assez librement, du sort de chacune des personnes qu'ils rencontrent.* » (Rygiel, 2006 : 8-9). Sans préjuger de l'ensemble du fonctionnement étatique de sélection des migrants, l'enquête ethnographique menée au sein des dispositifs spécifiques de l'agglomération me conduit à interroger ces propos : l'administration du contrôle semble s'inscrire dans une logique de continuité, comme je vais le montrer.

Je propose de questionner ici les logiques, la nature et les rationalités des actions qui participent à l'application de la règle des dispositifs, mais aussi à son dépassement. Il existe en effet, on va le voir, des traductions ou des négociations de la règle, mises en œuvre par les acteurs. Celles-ci reposent sur la reconnaissance de contraintes locales, sur l'application de projets politiques, sur des logiques étatiques et idéologiques, sur les itinéraires ou les engagements personnels des acteurs, sur leurs présupposés moraux ou sur des stéréotypes. L'analyse de ces éléments permettra de comprendre le fonctionnement effectif de cette politique locale spécifique en direction des migrants roms.

3.1. Sélection des migrants roms par la « volonté d'intégration »

Comme le rappellent Guillaume Lachenal, Céline Lefève et Vinh-Kim Nguyen (2014) en introduction de l'ouvrage qu'ils dirigent sur « la médecine du tri », la notion comme la pratique de triage trouvent leurs origines d'abord dans le domaine de la guerre, puis de l'humanitaire et de la médecine d'urgence (Lachenal, Lefève, Nguyen, 2014 : 7-8). Le contexte d'urgence et la consonance humanitaire de la politique menée dans l'agglomération en direction des migrants roms ont été démontrés précédemment. Ces auteurs soulignent également l'« *extension considérable* » du champ d'application du triage après 1945, pouvant alors relever tant de « *dispositif de rationalisation économique* » que de moyen de « *réguler l'accès à* » (Lachenal, Lefève, Nguyen, 2014 : 8). De ce fait, il ne paraît pas surprenant que la politique locale d'« accueil » des migrants roms s'oriente vers une pratique de triage dans son fonctionnement. Cette politique s'inscrit alors dans ce qu'ils nomment « *un continuum contemporain du tri* ».

La notion de triage soulève la question du choix des populations, des individus, et des critères décidés pour ce triage, donc tant des questions pratiques qu'éthiques. Si le triage est la plupart du temps « *implicite, euphémisé ou métaphorisé* » (2014 : 10) dans le domaine médical, ce n'est pas le cas ici, précisément parce que des logiques étatiques et sociétales sont en jeu. L'accueil de l'étranger sur le territoire est en effet un domaine étatique dont le traitement se veut public, puisqu'il s'agit, comme le montre Caroline Izambert (2014) dans sa recherche sur l'accès des étrangers en situation irrégulière à la couverture médicale, de « *produire un message politique* » (Lachenal, Lefève, Nguyen, 2014 : 13). Comment cela se traduit-il ?

Tous les acteurs de l'arène rom locale s'accordent sur un point : la nécessité d'un certain « discernement » entre les personnes qui « *souhaitent s'inscrire ou sont inscrites dans une dynamique d'intégration* »³⁴¹ d'une part et les personnes qui « *posent problème* » d'autre part. Les deux dispositifs spécifiques locaux de MOUS et de médiation portent donc cette logique en déployant des moyens différents pour le même objectif : accompagner dans leur accès aux droits les migrants qui manifestent une volonté de s'intégrer en France. Il s'agit donc d'opérer un triage entre les migrants roms pour sélectionner ceux qui vont pouvoir bénéficier d'un accompagnement dans le cadre de ces dispositifs, en s'appuyant sur leur « volonté d'intégration ». C'est précisément cet enchaînement entre volonté d'intégration demandée et sélection des migrants pour l'accès aux droits qu'il convient d'interroger ici. Plusieurs questions émergent d'emblée quant à cette logique première présidant au triage des migrants roms : que signifie, pour les pouvoirs publics, cette injonction à la volonté d'intégration ? Qu'est-ce que cela révèle en termes de logiques du traitement de l'objet rom ? Comment est-elle mesurée concrètement chez les Roms ?

³⁴¹ Extrait de « Note de point d'étape et de perspectives d'un travail partenarial concernant la question des ROMS dans l'agglomération X », rédigée collectivement par les participants au groupe de travail « Roms » (les services de la Ville, CSAP, MDM, AGV), juin 2011.

3.1.1. « Volonté d'intégration » et logiques étatiques du triage

« Moi on m'avait dit, vous allez diagnostiquer, les familles vont être sélectionnées, les familles sélectionnées qui sont censées quand même être euh... à un certain stade, si tu veux, de leur intégration... »³⁴²

Dans ces propos, l'ancienne travailleuse sociale de la MOUS, qui était la première à être employée dans ce dispositif, résume en quelques mots son fonctionnement en partant de la sélection et de la logique centrale qui la sous-tend : l'intégration des migrants roms. Cette intégration est à la fois l'objectif des dispositifs politiques locaux et la condition posée pour que les migrants en fassent partie.

La sélection des migrants par le dispositif de MOUS s'appuie donc très fortement sur la question de la volonté d'intégration des migrants roms, cette notion étant entendue par les acteurs professionnels comme constitutive d'un accompagnement sélectif à l'accès aux droits qui permettrait cette intégration effective des migrants. Dans ses recherches historiques sur les migrants indésirables dans plusieurs États d'immigration, Philippe Rygiel (2006) montre que *« l'âge des barrières (...) et les motifs que dessinent celles-ci varient fortement et cette diversité renvoie aux spécificités d'histoires nationales qui ne sont pas seulement celles de la construction des politiques migratoires elles-mêmes, mais également les histoires, enracinées dans le temps long, des structures socioéconomiques et des dispositifs institutionnels et idéologiques au sein desquels elles surgissent. »* (Rygiel, 2006 : 35). Ce sont précisément les logiques étatiques et idéologiques qui sous-tendent un tel fonctionnement qu'il est nécessaire d'analyser ici pour comprendre en profondeur la raison d'être de ces dispositifs.

Cette volonté d'intégration des migrants que martèlent comme une évidence tous les acteurs associatifs et politiques impliqués dans cette politique locale ne semble pas aller de soi lorsqu'on se penche sur le sens et les logiques de cette assertion. D'une part, l'injonction à l'intégration comme volonté n'est pas anodine pour des migrants récents. D'autre part, l'objectif de cette volonté d'intégration demandée est à questionner : les Roms doivent se montrer volontaires pour s'intégrer à la société française dans l'objectif précis de bénéficier d'un accompagnement à l'accès aux droits. Or il existe clairement un fossé entre l'intégration, entendue comme l'aboutissement d'une longue démarche impliquant à la fois les acteurs étrangers et accueillants en présence (Schnapper, 2007) et l'accès aux droits fondamentaux, qui doit logiquement être une première étape de l'accueil d'étrangers dans la société visant d'abord l'adaptation de ces derniers. Dans le fonctionnement des dispositifs en question, ces différentes étapes sont inexistantes puisqu'il est dans le même temps demandé aux migrants roms de manifester leur volonté de s'intégrer pour avoir accès à des droits.

Il est intéressant de faire un parallèle avec la politique française de naturalisation dans laquelle c'est aussi la volonté de la personne qui est à l'origine de la demande de la nationalité française (Belbah et Spire, 2004), donc de l'octroi d'un nouveau statut par l'État. Or cette comparaison a des limites, puisque dans le cas de cette politique locale

³⁴² Entretien, 3 février 2012.

en direction des migrants roms, il s'agit de faire les preuves de sa « volonté » pour obtenir des droits que l'on pourrait considérer comme fondamentaux (se déplacer, avoir l'autorisation de travailler, être hébergé, pouvoir se soigner,...), et non de devenir Français – ce qui apparaît là comme relevant d'une démarche seconde à celle de l'obtention de ces droits³⁴³. Ce qui est donc demandé aux migrants roms est bien de prouver leur volonté d'intégration pour bénéficier de ces droits *in fine*. Deux domaines différents, voire a priori contradictoires, sont alors mobilisés : celui du désir et celui du droit, reliés tout deux par le fil que constitue pour l'État la question de l'intégration. En d'autres termes, c'est en montrant son désir de s'intégrer qu'il est possible d'accéder aux droits sociaux. Cela signifie donc en creux que l'étranger est appréhendé comme étant sans droit sur le territoire lorsqu'il est soumis à des législations contraignantes en termes de séjour et d'emploi comme le sont les Roms ou encore les « sans-papiers » ou les demandeurs d'asile. Cela en dit long sur la façon politique d'envisager l'accueil de l'étranger dans la société française, en fonction des logiques idéologiques qui sous-tendent la construction et l'organisation de l'État-nation.

Cette injonction à l'intégration est en effet à questionner plus avant au regard de la tradition étatique concernant les politiques d'immigration : l'arrêt de l'immigration de travail en 1974 et l'installation des étrangers sur le territoire avant cette date a conduit à la mise en place d'une politique gouvernementale dirigée alors vers leur intégration. Ainsi c'est à travers le poids de cet héritage reliant très fortement (jusqu'à la fusion ou confusion) politique migratoire et politique d'intégration qu'est pensée la politique locale en direction des migrants roms. Cela révèle un paradoxe important que seul un acteur institutionnel du CCAS de la Ville exprime :

*« Ils ne viennent pas avec la volonté de s'intégrer, or on le leur demande. »*³⁴⁴

Effectivement, la politique locale existante à travers ces dispositifs se donne uniquement cet objectif précis, sans prendre en compte les migrants en tant qu'acteurs³⁴⁵.

Qu'entendent les acteurs politiques lorsqu'ils évoquent cette injonction à l'intégration concomitante à une sélection pour l'accès aux droits des migrants roms ? En premier lieu, l'idée de la sélection repose sur une logique sous-jacente évidente que j'ai mise en exergue précédemment et qui est constitutive de l'existence même de cette politique locale d'accueil : une prise en charge est mise en place pour certains migrants parce que cela permet de repousser les autres au-delà des frontières du territoire. Mais même si la prise en charge en question est spécifique, puisque reposant sur des dispositifs qui le sont, l'objectif est bien l'intégration de ces migrants qui ne devront alors plus montrer publiquement de signes différenciateurs. En outre, comme on l'a également vu précédemment, une logique humanitaire, soit une logique de la pitié, gouverne aussi cette politique, mais jusqu'à un certain point, puisqu'il ne s'agit pas d'améliorer les conditions de vie (donc d'habitat mais aussi plus largement d'accès aux droits et notamment à l'emploi) perçues communément comme très précaires, pour tous ces migrants. Le fait que seulement certains d'entre eux soient sélectionnés pour

³⁴³ Bien que la nationalité apporte également des droits supplémentaires, il ne s'agit pas du même type de droits.

³⁴⁴ Entretien, 20 décembre 2010.

³⁴⁵ On verra ce qu'il en est précisément dans les parties suivantes de la thèse.

bénéficier de cette politique, identifiée comme « sociale » ou « aidante », donc comme une chance (à saisir) pour les migrants roms, permet alors aux acteurs politiques de légitimer leur action face à l'ensemble de la population de l'agglomération, mais surtout face aux plus démunis, précaires, en attente de logement ou d'aides sociales diverses. En d'autres termes, les enjeux politiques et particulièrement électoraux sont aussi pris en compte, dans les deux sens, ce qui rejoint ainsi la théorie systémique du jeu politique de David Easton (1953) basée sur les logiques d'inputs/outputs. En opérant une sélection, les pouvoirs publics locaux peuvent d'un côté souligner qu'ils font quelque chose de positif pour ces migrants roms, et de l'autre, préciser qu'ils ne concentrent pas la totalité de leur action sociale sur cette population, au risque d'en oublier les autres, les « autochtones ».

Selon une autre logique étatique, l'intégration des migrants est donc également nécessaire pour leur donner le statut d'ayant droit. Cette logique est en France intimement liée à « *la formation d'un État social à vocation universelle et redistributive [qui] s'est accompagnée du remplacement progressif (bien que jamais total) d'une assistance distribuée en fonction d'un jugement porté sur les caractéristiques des demandeurs par un système attribuant des droits sociaux sur la base de la reconnaissance d'un statut.* » (Dubois, 2012 : 86). C'est principalement le fait de travailler qui permet d'obtenir ce statut d'ayant droit : « *Les allocations de retraite, de maladie, de chômage notamment forment dans cette logique la contrepartie assurantielle des cotisations sociales versées par les travailleurs, qui leur confèrent le statut d'ayant droit.* » (Dubois, 2012 : 86) Concernant les migrants, cela va de pair (du moins sur le papier) avec un statut migratoire en règle. Le lien est donc extrêmement fort entre travail déclaré et statut d'ayant droit, ce qui permet de comprendre le lien tout aussi fort entre statut d'étranger et volonté d'intégration pour accéder à ce statut d'ayant droit. Cela sous-tend et sous-entend une certaine volonté de travail notamment, ainsi que des caractéristiques personnelles qui s'accorderaient à celles attendues par l'État-nation pour en faire partie. Pour qu'ils puissent être acceptés sur le territoire français, il faut donc que les migrants roms parviennent à ce statut. C'est précisément ce que propose l'État local par le biais de ces dispositifs, ce qui n'est pas sans impliquer de contrepartie, la première étant l'impossibilité que tout le monde y accède.

Pour tenter de bénéficier de cet accompagnement, les migrants roms doivent donc faire preuve d'une volonté d'intégration, ce qui paraît logique au regard de la pensée des institutions que l'on vient d'examiner. En effet, il s'agit là de fabriquer une légitimité des futurs bénéficiaires de l'État social, comme de justifier l'expulsion ou du moins l'éloignement des autres (des dispositifs ou du pays) ainsi que la prise en charge de ceux-ci aux yeux des habitants de l'agglomération, et plus largement de l'État-nation. Dans d'autres communes en France qui mettent en place des projets visant l'insertion des migrants roms, la légitimité des bénéficiaires de ces projets est attestée par la durée de présence et de vie sur le territoire (Benarrosh-Orsoni, 2011 ; Costil, 2010), l'enjeu étant la représentation de ces personnes comme autochtones. On comprend encore plus précisément cette volonté des pouvoirs publics de légitimer leur action en direction des migrants roms en s'appuyant sur leur proximité des habitants « légitimes » de la commune en question. Cette proximité est fondée tantôt sur un trait qui se veut objectif,

le temps de présence sur le territoire, tantôt sur un trait plutôt subjectif, la volonté d'intégration. Cependant, les enjeux restent les mêmes : construire la légitimité de ces étrangers à qui les pouvoirs publics vont permettre de bénéficier des droits fondamentaux de la société française, et donc du système de l'État social. Dans un contexte de chômage massif et de délitement de l'État providence, opérer un triage entre les migrants roms qui peuvent rester sur le territoire à la condition de s'intégrer à la société permet donc à l'État local de renforcer son pouvoir et le système de l'État-nation tout en réaffirmant l'existence d'un État social fort et contrôlé.

La sélection des migrants sur la base première de leur volonté d'intégration a donc pour objectif de dégager des profils d'intégration qui correspondent aux logiques idéologiques de l'État concernant les personnes admises comme ayants droit sur le territoire national et plus avant, comme faisant partie prenante de l'État-nation. En d'autres termes, il s'agit donc à la fois d'une forme de contrôle du territoire (Legros, 2010b) et d'une façon de produire localement une interprétation de l'immigration choisie. Cela rejoint alors les analyses produites par Vinh-Kim Nguyen (2010) sur le triage thérapeutique des patients atteints du VIH, montrant comment l'inégalité d'accès aux soins a été pensée comme nécessaire et organisée par l'État. Ce type d'analyse rejoint celle proposée ici de la politique locale en direction des migrants roms, puisque l'étude des logiques étatiques de triage révèle alors « *comment des configurations politiques parfois consensuelles tracent une ligne de partage entre ceux qu'il s'agit de "faire vivre" et ceux qu'il s'agit de "laisser mourir"* » (Lachenal, Lefève, Nguyen, 2014 : 10).

3.1.2. De la volonté à la capacité : une politique qui se base sur l'image des Roms comme nomades européens ?

La question de la volonté d'intégration est particulièrement soulevée dans le cas des migrants roms, comme l'attestent nombre de discours politiques (locaux et nationaux) et d'articles de presse. Dans les propos des acteurs des dispositifs locaux, il est très souvent question des efforts que doivent fournir ces migrants dans cet objectif d'intégration. Si les questions de volonté et de capacité d'intégration, ainsi que des efforts considérés comme étant indispensables pour atteindre ce but, sont le lot d'une grande partie des discours et des politiques migratoires et d'intégration, les migrants roms semblent davantage être la cible de ce type de propos. Cela se matérialise dans l'agglomération par les dispositifs qui sont construits sur la base de ces notions de volonté et de capacité d'intégration. Comment comprendre cette acuité spécifique de la volonté et de la capacité des migrants roms dans la politique d'intégration ?

Des éléments de compréhension peuvent être apportés en analysant le regard commun et politique porté sur les migrants roms. Pensant les migrants roms non comme de véritables migrants mais plutôt comme des individus en errance, ou ayant repris une activité nomade pour survivre, les acteurs politiques sont d'abord tentés de nier ce qu'ils observent pourtant comme étant le « problème » des bidonvilles dans les agglomérations. Mais très vite, ils s'aperçoivent que le « problème » perdure et ne fait

que se déplacer lors des évacuations de squats. Les migrants roms deviennent alors des nomades urbains, par défaut. Bien que certaines personnes soient (régulièrement) présentes dans l'agglomération depuis plusieurs années³⁴⁶, lorsque les acteurs « de terrain » s'en aperçoivent, cela ne constitue pas une raison suffisante pour arrêter de les considérer comme des nomades, réels ou potentiels. Dès lors, leur volonté d'intégration est clairement à questionner dans le cadre de dispositifs visant cet objectif.

Par ailleurs, c'est la capacité d'intégration qui est également au cœur du débat, mais aussi au cœur de la logique de sélection de ces migrants. C'est alors une autre dimension de la catégorisation usuelle des migrants roms qui est mise en avant : les acteurs politiques considérant la marginalisation des Roms dans leurs pays d'origine, ils se questionnent alors sur leur volonté « réelle », voire leur capacité, de s'intégrer. La réflexion qui en découle peut donc être résumée ainsi : si les Roms ne sont pas « intégrés » en Bulgarie ou en Roumanie, peut-être est-ce parce qu'ils n'y parviennent pas ou ne le veulent pas, en raison précisément de leurs caractéristiques intrinsèques. Auquel cas, le risque est clairement mesuré pour les pouvoirs publics locaux de se retrouver dans une situation similaire, avec un « problème rom » qui deviendrait donc un problème de communautarisme indésirable, donc à éviter fortement dans notre société régie par les valeurs républicaines que l'on sait.

C'est par le prisme de cette analyse de la rencontre entre ces logiques étatiques et les catégorisations des migrants roms que l'on peut comprendre les propos tenus par Manuel Valls, alors Ministre de l'Intérieur, concernant ces nouveaux migrants : « *Il y a évidemment des solutions d'intégrations (...) mais (...) de toute façon, ils ne concernent que quelques familles* »³⁴⁷. Loin de critiquer ce faisant le faible nombre des bénéficiaires de ces projets dits d'intégration, Manuel Valls réaffirme ainsi la logique de sélection sur la base première de la volonté d'intégration des migrants roms :

*« Cela ne peut concerner qu'une minorité car, hélas, les occupants de campements ne souhaitent pas s'intégrer dans notre pays pour des raisons culturelles ou parce qu'ils sont entre les mains de réseaux versés dans la mendicité ou la prostitution. »*³⁴⁸

Ces propos font écho à ceux qui sont tenus depuis plusieurs années dans l'agglomération, par les acteurs politiques du dossier Roms, comme le montre Cécilia Talbi lorsqu'elle précise que le travail de discernement effectué par les médiateurs a permis de mettre en évidence un « *problème : quelques personnes n'avaient pas une réelle envie de s'installer ici...* »³⁴⁹. La question de la volonté d'intégration peut être en effet posée et débattue au regard des logiques et dynamiques migratoires de ces Roms bulgares, ce que je propose de faire dans la deuxième partie de cette thèse. Or lorsque ces acteurs soulèvent cette question, ce n'est pas en considérant les logiques et expériences des migrants, mais bien plutôt en mobilisant préjugés et stéréotypes qui font des Roms d'éternels errants ou victimes dénuées d'*agency*. De plus, ce sont

³⁴⁶ Ce point sera montré et largement étudié dans le chapitre 4.

³⁴⁷ Émission 7/9 sur France Inter, le 24 septembre 2013, <http://www.franceinter.fr/emission-le-79-la-question-rom-dans-le-debat-politique>.

³⁴⁸ Le Figaro, 14 mars 2013, <http://www.lefigaro.fr/actualite-france/2013/03/14/01016-20130314ARTFIG00647-roms-le-cri-d-alarme-et-le-message-de-fermete-de-valls.php>.

³⁴⁹ Notes de terrain, conseil de quartier de X, 9 décembre 2011.

systématiquement les logiques des Roms qui sont questionnées, et mises en cause, et non les logiques étatiques. Dans cette perspective, on pourrait notamment se demander si le fait de brandir l'absence de volonté d'intégration des migrants roms comme un rempart à leur accueil sur le territoire n'est pas révélateur d'une certaine réticence de l'État français d'accueillir ces migrants. En d'autres termes, puisqu'ils n'ont pas (ou pas vraiment) cette volonté, cela justifie à la fois les politiques d'expulsion ainsi que les procédures de sélection auxquelles ils doivent se soustraire pour demeurer sur le territoire légalement et pouvoir y travailler.

L'action des dispositifs spécifiques vise donc à permettre aux migrants roms qui en auraient la volonté d'acquérir la capacité, par un accompagnement renforcé, de s'intégrer dans la société française. Or les dispositifs permettent de donner en partie seulement cette capacité d'intégration aux migrants roms par le biais de certaines facilitations d'accès aux droits. La majeure partie de la capacité d'intégration des Roms se mesure à l'aune de leur volonté, si possible au moment de la sélection puis au cours de l'accompagnement. Ainsi Yves Necken raconte s'être étonné des premiers résultats « positifs » de l'accompagnement des premières familles par la MOUS :

« C'est rassurant aussi sur des capacités d'autonomie, des capacités de prise en compte de son groupe familial et d'un intérêt justement à vivre autrement que par des codes qui régissent euh... le monde tsigane. Donc ça c'est un peu étonnant par rapport à ce que l'on connaît de la culture tsigane et en même temps rassurant sur des capacités d'intégration. »³⁵⁰

Son étonnement quant aux capacités d'intégration des migrants roms renvoie aux propos très clairs de Manuel Valls concernant les « *modes de vie* » des Roms qui seraient « *extrêmement différents des nôtres et qui sont évidemment en confrontation* »³⁵¹. Manuel Valls questionne alors en creux la capacité d'intégration, et même en premier lieu de cohabitation, des Roms à partir de données culturelles on ne peut plus floues et vides de contenu (les « modes de vie »). Cela revient donc à identifier les Roms comme intrinsèquement différents de « nous », donc éloignés du mode de vie de la société française, ce qui permet d'affirmer de façon sous-jacente leur incapacité à s'adapter à notre société. Ce faisant, Manuel Valls, comme Yves Necken d'une façon quelque peu différente, pose des jalons politico-idéologiques pour border les projets visant l'intégration des migrants roms : une mesure de leur volonté est certes indispensable, mais se doit d'être suivie par une transformation profonde des individus et de leur « mode de vie » afin qu'ils parviennent à une certaine capacité d'intégration. Je reviendrai précisément sur cette question de transformation des Roms par le biais des dispositifs dans le chapitre 6.

Lorsqu'Yves Necken évoque la question de l'« intérêt » des migrants roms, il donne à voir une confusion existante entre la volonté et la capacité, en ce qui concerne l'intégration de cette population. En effet, parler de volonté permet, on le verra plus loin, de rendre les Roms acteurs de la démarche qui se présente comme un processus

³⁵⁰ Entretien, 9 mars 2011.

³⁵¹ Emission 7/9 sur France Inter, le 24 septembre 2013, <http://www.franceinter.fr/emission-le-79-la-question-rom-dans-le-debat-politique>.

d'accompagnement à l'autonomisation. Ce terme est donc préféré, la plupart du temps, à celui de capacité, qui fait mouche dans la sphère publique, comme l'ont clairement démontré les attaques et les plaintes émanant d'associations de défense des droits de l'Homme à l'encontre des propos de Manuel Valls³⁵². Cependant, dans tous les discours comme dans les logiques sous-jacentes des acteurs de ces dispositifs, les deux axiomes sont sans cesse mêlés voire confondus. En d'autres termes, il est attendu des migrants roms dans la société française qu'ils aient la volonté de s'intégrer, mais encore faut-il qu'ils en aient la capacité... Finalement, c'est parce que ces migrants sont appréhendés d'emblée comme dénués à la fois de volonté et de capacité, mais aussi d'ancrage territorial, que les acteurs de l'arène rom locale, faisant écho à ceux de l'échelle nationale, mettent en œuvre des dispositifs qui insistent tant sur ces assertions.

3.1.3. Un moyen de rendre les Roms seuls responsables de leur situation et du bon fonctionnement des dispositifs

La volonté d'intégration, et plus largement le fait d'être et de se montrer « volontaire », est également une logique centrale de l'accompagnement des migrants au sein des dispositifs locaux. Il s'agit d'un préalable à la sélection mais aussi d'une injonction employée dans la perspective d'intégration de chaque personne accompagnée. Les acteurs des dispositifs mettent en avant l'« autonomisation » des migrants qui selon eux est nécessaire à leur intégration individuelle. Les propos écrits du coordonnateur de la MOUS, que j'appellerai Pierre-Alain Dumont³⁵³, sont assez explicites :

*« L'équipe de travailleurs sociaux CSAP de la MOUS (...) accompagne (« avec » et non « pour ») des familles volontaires dans leur processus d'autonomisation et d'intégration à la société française par l'activité économique et l'emploi légal en tenant compte en les objectivant au maximum des facteurs et problématiques individuelles diverses qui peuvent être soit des atouts, soit des freins. Toujours avec respect, humanité et empathie, nous cherchons toujours à positiver tout ce qui peut l'être pour la réussite d'un projet de vie des familles volontaires et actives en évitant de répondre à toute recherche passive d'assistanat sans engagement actif des familles suivies... »*³⁵⁴

Les termes ici utilisés sont récurrents dans les discours des agents des deux dispositifs : « accompagner avec et non pour », « processus d'autonomisation et d'intégration », « facteurs et problématiques individuelles », « projet de vie », « familles volontaires et actives », éviter la passivité et l'assistanat au profit d'un engagement actif des familles... Il s'agit d'un leitmotiv de tous les acteurs participant aux dispositifs, qu'il convient donc d'interroger. La volonté, l'autonomie, l'action des migrants sont ici

³⁵² Le MRAP a ainsi porté plainte le 12 novembre 2013 contre Manuel Valls pour provocation à la haine, la violence et la discrimination raciste – plainte classée sans suite le 19 décembre 2013 par la commission des requêtes de la Cour de justice de la République, estimant que ces propos « s'insèrent dans un débat d'intérêt public » et concernent une réflexion sur une « politique permettant d'aboutir à des solutions acceptables et viables, dans le respect de ces populations et de leur mode de vie » (http://www.lemonde.fr/politique/article/2013/12/19/valls-et-les-roms-la-plainte-du-mrap-classee-sans-suite_4337736_823448.html, consulté le 26 mai 2014).

³⁵³ Pour plus de précisions sur cet acteur, Cf. glossaire des acteurs de l'arène rom locale, Annexe 4.

³⁵⁴ Email du 12 septembre 2012.

contrebalancées par des notions considérées négatives comme l'assistanat, la passivité et la communauté. Les migrants roms sont donc implicitement appréhendés au sein des dispositifs comme des individus dont la volonté, combinée à un accompagnement dont le bénéficiaire serait au cœur sans être passif, permettraient *in fine* la réussite de leur intégration. Ainsi les migrants roms, placés de cette façon au cœur des dispositifs en s'appuyant sur leur volonté et leur autonomie individuelles, seraient donc les moteurs du fonctionnement de ces dispositifs, comme de leur parcours vers l'intégration visée.

Une des premières étapes de l'entrée en accompagnement dans le dispositif de MOUS consiste en la signature d'un contrat d'accompagnement pour fixer cette volonté des migrants roms. Il s'agit par là de prouver le respect des engagements demandés dans le cadre de l'accompagnement au sein du dispositif. Comme je le montrerai ultérieurement plus en détail, nombre de ces engagements relèvent eux aussi d'une certaine volonté des migrants : il leur revient d'avoir la volonté de « *respecter les lois* », d'« *engager une démarche volontaire d'intégration à la société française* », de bien vouloir « *accepter les propositions négociées d'emploi, de formation, d'hébergement* » et de « *se présenter aux rendez-vous* »³⁵⁵. Ce sont donc précisément ces engagements de la part des migrants qui conditionnent l'hospitalité qui leur est accordée. Dès lors, le bon fonctionnement du dispositif de MOUS semble ne reposer, dans la façon dont il est présenté, que sur la seule volonté de ces derniers. Quelles en sont les conséquences lorsque des « échecs » du dispositif voient le jour ?

Ces échecs, comme je le montrerai, peuvent concerner globalement l'emploi des migrants, leur relogement dans le droit commun, ou leur progression dans l'apprentissage du français. Dans un petit article posant les bases d'un bilan des divers projets de relogement et/ou d'insertion des migrants roms en France, Martin Olivera (2013) souligne précisément l'existence de contraintes structurelles (notamment liées au « *délitement de l'État providence* ») qui ne permettent pas au « *parcours jugé idéal "logement provisoire/cours de français/entrée dans le salariat/obtention d'un logement social"* » de se réaliser à court terme (Olivera, 2013 : 9). Il note alors le paradoxe apparent entre la souscription des migrants à des engagements conditionnant leur accompagnement et l'absence de moyens nécessaires pour respecter ces conditions par les pouvoirs publics (notamment en raison du manque d'emploi et de logements sociaux). En allant plus loin, j'affirme donc que cette volonté (d'intégration donc de respect des engagements du contrat) demandée aux migrants roms et attendue d'eux est finalement un moyen de les rendre responsables des échecs potentiels que l'État ne reconnaît pas comme relevant de ses propres contraintes structurelles.

Certes, la démarche originelle justifiant ce positionnement des migrants roms au sein des dispositifs semble être de les rendre acteurs de leur processus d'accompagnement, comme le répète à de nombreuses reprises Pierre-Alain Dumont : « *ce n'est pas un dispositif d'assistance* »³⁵⁶. Cette injonction à l'autonomie et à l'émancipation des bénéficiaires est une logique centrale dans le secteur de l'action sociale (Boucher, 2004). Il s'agit globalement de rendre les bénéficiaires acteurs de leurs vies, en dépit ou au-delà de leur recours au système d'aide étatique. Mais dans le

³⁵⁵ Extraits de la plaquette de présentation du dispositif « Démarche, pré-requis et engagement nécessaires », septembre 2011.

³⁵⁶ Entretien, 3 mai 2012.

cas des migrants roms, cette logique sous-jacente qui prend la forme d'une injonction révèle plusieurs points. D'une part, c'est considérer fondamentalement que les Roms ne sont pas acteurs. D'autre part, il paraît paradoxal de vouloir rendre les Roms acteurs de leurs vies (dans la forme attendue par l'État) alors même qu'ils doivent souscrire à de multiples engagements dont ils ne maîtrisent pas nécessairement les logiques, les tenants et les aboutissants, puisqu'ils sont étrangers et tributaires de cadres et de contraintes qui les dépassent.

Les propos de Damien se font l'écho de la même importance d'autonomisation au cœur du dispositif de médiation et plus largement de l'intégration : il utilise de façon récurrente les notions de responsabilisation et de participation des migrants, et souligne les actions des médiateurs dans ce sens. Ainsi lorsque des problèmes d'insalubrité émergent sur un squat (présence de punaises et énormes flaques sous des cabanes), l'occasion est donnée aux médiateurs de responsabiliser les migrants sur leurs conditions de vie : « *on leur dit organisez-vous (...) on peut pas faire tout à la place d'eux* »³⁵⁷. Ces injonctions au volontarisme, à l'autonomie et à l'action, toutes centrées sur l'individu, sont au fondement de l'appréciation que les médiateurs vont avoir des migrants, donc de leur future prise en charge par les dispositifs.

Renvoyer la responsabilité du fonctionnement des dispositifs sur les Roms n'est pas anodin, ni dénué d'enjeux plus larges. D'une part, cela permet à l'État de continuer à faire du tri entre les bénéficiaires du dispositif, en ne « gardant » que ceux qui permettent de montrer un bon fonctionnement du dispositif en termes de « réussite ». D'autre part, cela soulève des questions concernant l'objectif des dispositifs en soi, puisqu'il en ressort que si les migrants échouent dans ce processus visant leur intégration, c'est qu'ils n'ont pas suffisamment de volonté. En d'autres termes, il s'agit donc ici d'une forme de « sacralisation » de l'individu³⁵⁸ (à travers cette notion de volonté individuelle) également répandue dans notre société, précisément parce que cela permet alors de rendre les personnes responsables de leurs propres malheurs ou échecs (Lahire, 2013). Or la réussite de l'intégration, ou en d'autres termes la « bonne intégration » dépend-elle uniquement de la volonté, réelle ou supposée, des « candidats » ? Cette question renvoie à la définition de l'intégration telle qu'elle est pensée, imaginée et attendue, par les acteurs du dispositif de MOUS. J'y reviendrai longuement dans le chapitre 6, mais ce qu'il convient de retenir ici est l'aspect unilatéral du processus d'intégration que reflète la centralité de la notion de volonté des migrants. Tout est d'emblée mis en place pour que le dispositif ne présente aucune faille visible concernant son fonctionnement, puisque sa présentation, centrée sur la volonté individuelle des migrants, balaie toutes les dimensions structurelles du dispositif dans la rationalisation de ses échecs potentiels.

Plus largement, il est intéressant d'élargir l'analyse de la volonté individuelle comme de la sélection des migrants lors d'entretiens individuels, en interrogeant les logiques étatiques qui sous-tendent les fonctionnements des dispositifs. Je propose pour cela de s'appuyer sur les travaux de Vincent Dubois (2012) concernant les

³⁵⁷ Entretien, 7 décembre 2012.

³⁵⁸ Je reviendrai dans la troisième partie de la thèse sur cette fabrique institutionnelle de l'individu.

transformations de l'État social. Dans la politique locale dite d'intégration des migrants roms, l'individu se situe clairement au centre (contrairement au pendant négatif que sont les politiques de rejet), ce qui amène à une « *individualisation des problèmes sociaux* ». Celle-ci est largement constitutive à la fois d'une reconnaissance des singularités individuelles se trouvant dans les « *nouvelles politiques sociales* » comme dans la critique de l'État providence « *classique supposé aveugle aux singularités individuelles* » (Dubois, 2012 : 87). Vincent Dubois affirme aussi que les conséquences de cette individualisation qui existe sous la forme de contractualisation, nécessitant le recours à l'engagement personnel comme à la formulation d'un « projet », en soulignant que cette forme « *tend bien souvent à faire passer la définition institutionnelle du possible et du souhaitable pour l'expression de désirs personnels* » (2012 : 88). Dans la même veine, il montre que les pratiques associées en termes de « suivi personnalisé » ou d'« accompagnement » relèvent au fond d'un « *renforcement de la contrainte institutionnelle en particulier pour ceux qui ne satisfont pas aux normes sociales qu'elle véhicule* » (Dubois, 2012 : 88). Dans cette logique de l'État social, il souligne également, à la suite de Serge Paugam et Nicolas Duvoux (2008) notamment, que ces instruments sont ceux de la responsabilisation des assistés, tout en montrant qu'ils relèvent dans la pratique d'une logique de coercition par les sanctions qu'ils prévoient en cas de non-respect des règles prévues.

Dans cette perspective, ces dispositifs pour les migrants roms représentent la forme extrême (comme si les Roms étaient eux-mêmes un symptôme) de cette nouvelle orientation de l'État social dans son traitement des pauvres. Le fondement de celle-ci peut être résumé, à la suite de Vincent Dubois, par le délitement de « *catégories stables liées à des statuts reconnus d'ayants droit* » au profit de l'appréciation au cas par cas de situations individuelles. Je montrerai ultérieurement comment ces nouvelles logiques et injonctions politiques de l'État social se traduisent dans les pratiques bureaucratiques de ces dispositifs spécifiques en direction des migrants roms. Mais il convient de souligner auparavant que cette individualisation révèle un autre aspect majeur des logiques de l'État social, particulièrement observable et pertinente dans la politique locale menée en direction des migrants roms. En partant de la base du fonctionnement étatique qu'est « *l'évaluation au cas par cas des situations individuelles* » (Dubois, 2012 : 86), ce dernier montre par une analyse fine des procédures de contrôle des chômeurs, que l'État se rapproche clairement d'une logique d'assistance, ce qui favorise un éloignement du droit collectif. Ce faisant, la frontière devient extrêmement mince et floue entre la logique de droits et la logique d'assistance au sein de l'État social actuel.

J'ai montré que la logique de sélection renvoie à la conception de l'intégration républicaine : c'est l'individu qui doit s'intégrer à l'ensemble que constitue la société. Cela rejoint l'une des pistes soulevées par Guillaume Lachenal, Céline Lefève et Vinh-Kim Nguyen (2014) concernant les critiques du tri en médecine, selon laquelle le tri reflète une certaine forme de tension entre intérêts collectifs et intérêts individuels. Cette analyse transcende le seul domaine de la médecine, puisqu'on a vu que le triage des migrants roms pour leur intégration s'appuie à la fois sur des considérations politiques, donc collectives (le fonctionnement de la société et de l'État social français

d'un côté et le refus de s'inscrire dans une logique populationnelle en accueillant tous les migrants roms de l'autre), et sur des considérations idéologiques relevant de l'individu (les valeurs sociales et morales accordées à l'individu). Ces auteurs vont plus loin en expliquant : « *Le tri n'oppose pas vraiment la prise en compte de l'individu à une logique populationnelle ; il est au contraire un processus de réindividualisation : il ne cesse de produire l'individualité, en la repérant dans l'exception à la règle* » (Lachenal, Lefève, Nguyen, 2014 : 23-24). C'est ainsi qu'il convient de comprendre les notions de volonté et de capacité au fondement du processus de triage, dont je montrerai plus loin les conséquences sur le fonctionnement et les destinataires des dispositifs.

3.2. Cadre et acteurs professionnels : une politique en marge pour les marges ?

3.2.1. Des dispositifs entre spécificités et droit commun

La MOUS « Squats roms » comme la médiation sont des dispositifs spécifiques à destination d'une population particulière : les migrants roms. Leur objectif est d'accompagner les migrants vers l'accès au droit commun. Un paradoxe existe alors dans ce fonctionnement, puisque l'accès au droit commun ne serait atteint que par une démarche d'accompagnement spécifique. Mais cet accompagnement dans le cadre de ces dispositifs induit alors une différence de traitement des usagers, qui n'est pas le même que dans les dispositifs de droit commun, et qu'il paraît pertinent d'analyser plus avant. L'existence même de ces dispositifs spécifiques induit de fait une certaine « captation » du public rom en question, au niveau institutionnel.

En effet, que ce soit au niveau de l'accueil au guichet pour des démarches de régularisation de séjour ou d'obtention d'autorisation de travail, comme pour n'importe quel accompagnement social de ces migrants, tous les acteurs institutionnels se tournent d'abord vers les dispositifs de MOUS et/ou de médiation avant de recevoir les migrants roms. Parfois, certaines structures ne les reçoivent pas du tout lorsque ces derniers sont pris en charge par le dispositif de MOUS, comme une cadre du Conseil Général l'explique : « *l'accompagnement social n'est pas fait par les MDSI lorsque les personnes sont dans la MOUS* »³⁵⁹. D'autres structures attendent d'obtenir plus d'informations sur les migrants qui se présentent, en faisant appel aux médiateurs, quand d'autres encore se mettent d'accord avec les médiateurs pour les recevoir – ou non – en fonction de diverses formes d'appréciation que je montrerai plus loin. Ces façons de faire découlent directement de l'appréhension des situations des migrants roms comme d'une problématique compliquée (Cf. chapitre 1) ainsi que de l'existence de dispositifs spécifiques pour ces migrants sur lesquels se reposent les acteurs et institutions locales. Cela induit donc une situation dans laquelle les Roms deviennent le public captif des dispositifs d'une part, et sont placés hors du droit commun d'autre part, alors même qu'il s'agit du but recherché.

³⁵⁹ Entretien, 25 janvier 2012.

Si l'on peut comprendre cette politique comme une forme de « discrimination positive » qui n'en dit pas son nom (Rea, 2005 ; Olivera, 2014) et qui se justifie par la combinaison de l'enlèvement de la situation de l'agglomération face aux « squats roms » et des contraintes juridico-administratives qui règlementent le séjour de ces migrants sur le territoire, il convient toutefois de se questionner sur les relations de guichet que cela induit. En effet, les migrants roms, on l'a vu, sont alors considérés comme des « usagers en quête de droits » et non pas comme des « usagers clients » ou des « ayants droit » à part entière. Ce statut qui leur est attribué engendre nécessairement des interactions différentes avec les acteurs des dispositifs.

Les migrants roms connaissent donc une prise en charge que l'on peut qualifier de spécifique et plus avant de communautaire, étant donné que la spécificité même réside en leur origine ethnique supposée que viendrait révéler leur habitat dans les squats. Cette ethnicisation de la politique en direction des migrants roms, rappelant ce qu'Eric Fassin (2014) définit quant à lui comme étant une « *politique de la race* », a des conséquences concrètes au-delà même de la mise en place de ces dispositifs dans l'agglomération. Certes, l'existence de ces dispositifs fait que les migrants roms se retrouvent entre eux et le restent dans leurs relations au guichet, donc à l'État français. Ces « retrouvailles » assorties de concurrence entre migrants roms en raison de la sélection, ne sont pas sans soulever des questions concernant leurs appréhensions de cet État qui s'organise localement de façon spécifique vis-à-vis d'eux, mais aussi plus largement concernant leurs perceptions de la société française de laquelle ils sont tenus à l'écart dans ces relations de guichet. Un paradoxe voit donc le jour puisque l'État demande dans le même temps à certains de ces migrants (ceux ayant été sélectionnés) de s' « intégrer » dans cette même société de laquelle ils sont tenus à distance par l'État.

De plus, cette ethnicisation de la politique transparaît par l'existence d'actions collectives, communautaires, qui sont menées en direction des migrants roms de façon plus ou moins implicite, alors même que l'individu est censé être au cœur de ces dispositifs. Ainsi Damien raconte un cas de figure qui est assez révélateur, concernant une famille avec deux enfants majeurs célibataires qu'il fait accéder à la sélection dans la MOUS :

Damien : « Si on a par exemple une famille, majeure bien sûr, avec trois enfants. On dit hé bien faites un diagnostic de la famille, sur ces trois enfants, deux sont majeurs. On ne va pas faire un diagnostic mais trois. Les parents plus l'enfant mineur et les deux enfants majeurs individuellement.

ACM : Oui.

Damien : Voilà le cas d'une famille. C'était le cas et où le père avait déjà un titre de séjour. On disait bhé proposez quelque chose pour l'ensemble de la famille c'est cool, le père travaille, il enchaîne des petits contrats mais ce serait bien de pouvoir l'accompagner. A ce moment-là les fils avaient leur passeport qui arrivait à échéance qui se terminait deux mois après. Leur diagnostic avait été fait courant du mois de décembre et en même temps en fait les jeunes sont repartis en Bulgarie avec un retour volontaire pour refaire leur passeport. On leur a dit attends, attends, comme à d'autres familles je leur ai expliqué clairement que attention si là tu prends le retour volontaire ça va bloquer au niveau de ton titre de séjour.

(...)

Damien : *Et pareil là sur ces jeunes, là j'ai dit attends euh là vous êtes en bonne phase, vous avez quand même un diag qui est plutôt bon, ton père a déjà un titre de séjour, vous deux vous parlez super bien français, partez pas maintenant.*

ACM : Et donc ils ont fait quoi ? Ils sont pas partis ?

Damien : *« Ah mais non Damien t'inquiète pas on prend l'argent. On prend les 300 euros et en même temps je refais mon passeport et je reviens ! » Ils sont revenus et là à ce moment-là alors qu'ils étaient partis pour avoir le titre de séjour, alors je sais pas si c'est au niveau de la DDCS ou au niveau de la Pref (...) où on a refusé, non pas les deux jeunes qui étaient des diagnostics individuels du coup, mais l'ensemble de la famille.*

ACM : Alors qu'ils avaient été diagnostiqués séparément...

Damien : *Voilà.* »³⁶⁰

Ce cas relaté par Damien montre donc comment les acteurs en haut de la pyramide de sélection peuvent attribuer à l'ensemble de la famille les conséquences d'une « erreur » commise par un seul membre ou des membres isolés. Or les acteurs des dispositifs au contact des migrants roms ne sont pas non plus exempts de ce « réflexe » communautariste ou collectif dans leurs appréhensions de certaines situations qui relèvent à l'origine d'un seul cas individuel. Cela peut se comprendre en grande partie par le fait que ces dispositifs soient spécifiques à une population particulière, qui est en outre appréhendée globalement comme une « communauté » : les règles sous-jacentes qui sont celles de l'État et de l'administration française en général peuvent alors déroger en ce sens sans que cela ne pose de problème à quiconque. Il s'agit là d'une des conséquences de la spécificité de ces dispositifs.

Comment se traduit alors concrètement cette spécificité dans le fonctionnement de ces dispositifs ? C'est ce que je propose d'examiner maintenant à partir des acteurs des dispositifs. Je nommerai ces derniers des agents de l'État, puisqu'ils sont les seuls en contact régulier avec les migrants dans la sélection que supposent ces dispositifs, comme dans l'accompagnement qui s'ensuit pour certains. Dès lors, ils s'apparentent à des « street-level bureaucrates » (Lipsky, 1980) ou des agents de guichet (Spire, 2008).

3.2.2. L'impossibilité d'un cadre professionnel global

Le processus de sélection des migrants roms s'appuie en premier lieu sur les agents de la MOUS, faisant partie de l'association CSAP qui en assure le pilotage technique en ayant été mandatée par la Préfecture. C'est donc bien la Préfecture qui occupe le rôle de pilote, décisionnaire et principal financeur de ce dispositif, et plus particulièrement le service de la Direction de l'Immigration sous l'égide du préfet. C'est en effet au sein de ce service que sont prises notamment les décisions finales de sélection des migrants candidats à la MOUS et que leur est délivrée une autorisation de séjour sur le territoire. À partir de la fin de l'année 2011, avec la mise en place de la médiation par la Ville qui finançait également jusque-là le dispositif de MOUS, les médiateurs entrent en jeu dans ce processus de sélection, comme d'accompagnement, des migrants. Ces différents agents au contact des migrants ainsi que les différents acteurs institutionnels et politiques qui définissent l'orientation de la politique

³⁶⁰ Entretien, 7 décembre 2012.

proviennent donc d'institutions différentes, mais qui se rejoignent toutes autour de la question de la sélection des migrants ainsi que de leur accompagnement vers l'accès aux droits. Comment ces différentes structures agissent et se coordonnent autour de ces dispositifs politiques ? Il s'agit alors de sonder le cadre professionnel global de ces acteurs au sein des dispositifs.

La structure étatique est donc celle qui a ici le plus de pouvoir et un rôle absolument central car tout le dispositif de MOUS est induit par le positionnement de la Préfecture dans cette politique locale. Financièrement, le dispositif en dépend clairement ; idéologiquement, l'orientation du dispositif est fonction des logiques qui sous-tendent l'appréciation de l'immigration et de l'intégration de l'État local ; politiquement, le fonctionnement du dispositif dépend des acteurs qui sont à sa tête (ce qui est fluctuant, on le verra dans la sous-partie suivante) ; matériellement donc, comme une conséquence de ces différents points, le dispositif de MOUS est entièrement tributaire de la Préfecture, notamment en ce qui concerne la durée de vie du dispositif, les critères de sélection des migrants, les modalités de l'autorisation de séjour délivrée, les moyens de leur relogement, mais aussi les procédures d'évacuation et d'expulsion.

C'est là que se situe l'ambiguïté de la position de la Préfecture : cette institution est à la fois chargée du contrôle du séjour, de l'évacuation des squats et des expulsions du territoire, comme de la décision de sélection pour la régularisation et l'accompagnement des migrants en vue de leur intégration dans la société française. Avec les travaux d'Alexis Spire, il apparaît que cette ambiguïté de positionnement des préfectures n'est pas spécifique aux fonctionnements des dispositifs en direction des migrants roms, mais se retrouve dans toute l'administration de l'immigration en France (Spire, 2005 et 2008). Ce paradoxe existant au sein d'une institution qui à la fois exerce une surveillance et permet l'intégration n'est pas sans lien avec les logiques étatiques examinées précédemment.

Le fonctionnement de la Préfecture est également intéressant en ce qui concerne les rapports avec les migrants. Comme le souligne également Alexis Spire (2008), les hauts décideurs n'ont jamais affaire au public directement, et ne voient des candidats que leurs dossiers. Cela va plus loin dans le cas des migrants roms. Ces derniers n'ont pas accès comme les autres migrants aux guichets de la Préfecture, mais connaissent une spécificité avec des guichets qui leur sont dédiés car mis en place spécifiquement pour eux. Les acteurs décideurs du sort des migrants roms en Préfecture ne voient donc pas les candidats. Cette position de la Préfecture dans son (non-)rapport aux migrants peut être compris comme une façon équitable de traiter toutes les demandes (Belbah et Spire, 2004). Or dans le cas des migrants roms de l'agglomération, cette justification mérite d'être questionnée au regard du contenu des dossiers des candidats, puisqu'il y a une appréciation des acteurs du CSAP (j'y reviendrai). C'est à questionner également en termes de considération des personnes candidates : cela peut être perçu comme une forme de négation du sujet au profit d'un numéro de dossier, ce qui sera intéressant à discuter au regard de l'objectif de « citoyennisation » des migrants roms dans le cadre de ces dispositifs (chapitre 6).

Par ailleurs, l'association qui assure la réalisation du dispositif de MOUS est aussi, d'une autre façon, dans un positionnement ambigu dans son rapport aux migrants,

par le rôle de guichet qu'elle assure et celui d'accompagnement qui s'ensuit pour les migrants sélectionnés. L'ancienne et première travailleuse sociale du dispositif le soulève :

« C'est pas sain d'être le seul professionnel qui est responsable et du diagnostic et de l'accompagnement... »³⁶¹

Lorsque j'effectue cette recherche, l'équipe de la MOUS est composée du responsable du CSAP qui chapeaute les actions, de Pierre-Alain Dumont, le coordonnateur présent à mi-temps, et par les agents que sont Milena et Lisimba³⁶². Le fait que Milena est, lors de mon terrain, l'unique agent qui parle la langue des migrants et qu'elle effectue seule les entretiens de diagnostic des familles, renforce ce positionnement particulier vis-à-vis des migrants. Si les acteurs de la MOUS (agents et responsables) n'ont jamais soulevé, à ma connaissance, cette ambiguïté, d'autres acteurs de l'arène, comme ceux de MDM, le soulignent, en appelant notamment de leurs vœux la création d'une « plateforme d'accueil » qui permettrait notamment de procéder à la sélection des migrants sans passer uniquement par le CSAP. C'est donc le fait que tous les acteurs de l'arène locale sont contraints de se reposer sur le jugement émis par les acteurs du CSAP au sujet de la sélection des migrants, qui pose question aux acteurs. La spécificité de la procédure de sélection des migrants roms est donc critiquée dans son aspect arbitraire, car relevant d'une seule structure, en outre non-étatique, et même d'une seule poignée d'acteurs.

Cette critique du hiatus entre les rôles de sélectionneur et d'accompagnateur tenus par une même structure se retrouve également dans la littérature à l'échelle nationale concernant les « *projets pour les migrants roms* » (Olivera, 2013). Au cours de l'année 2013 émerge aussi dans le débat national à ce sujet des discussions sur le fait que ce sont parfois les mêmes associations qui réalisent les diagnostics et sont gestionnaires ensuite³⁶³. Ce sont des problèmes de compétences et de rôles qui sont soulevés, certains acteurs se trouvant à la fois juges et parties auprès des migrants roms. Le rôle de sélection des bénéficiaires est particulièrement critiqué par nombre de professionnels du travail social comme manquant d'éthique et relevant de « *missions qui sont bien éloignées du travail social* »³⁶⁴. En outre, cet article rapporte également les propos d'une responsable de la DIHAL indiquant leur volonté de « *distinguer les structures qui font le diagnostic de celles qui mènent des projets d'accompagnement des Roms* »³⁶⁵. Si les travailleurs sociaux ont l'habitude, dans leur travail, d'effectuer des évaluations de situations, il faut cependant souligner que le code de déontologie de l'ANAS précise que les évaluations effectuées par des assistants de service social se doivent d'être suivies d'une proposition de « *réponse à la demande formulée* »³⁶⁶. Or dans le cas des diagnostics des migrants roms de l'agglomération, l'équipe de la MOUS qui les effectue s'en remet entièrement aux décisions de la Préfecture en termes de

³⁶¹ Entretien, 3 février 2012.

³⁶² Pour plus de précisions sur ces acteurs, cf. glossaire des acteurs de l'arène rom locale, Annexe 4. Des éléments biographiques sont également mobilisés pour l'analyse au cours de cette section.

³⁶³ <http://www.lecanardsocial.com/ArticleFil.aspx?i=1153>, Consulté le 29 juin 2013.

³⁶⁴ Christophe Daadouch, cité dans l'article du Canard social, 9 avril 2013.

³⁶⁵ *Ibid.*

³⁶⁶ Article 10, http://www.anas.fr/Le-code-de-deontologie_a735.html. Consulté le 25 mai 2014.

« réponse » - qui ne peut en outre prendre qu'une seule forme : la sélection s'il y a correspondance aux critères, impliquant un accompagnement balisé par l'association, ou le refus en cas inverse. On peut donc penser que ce fonctionnement fragilise clairement le cadre professionnel des agents, et plus largement, du dispositif de MOUS.

Au sein de l'arène rom locale, cette double casquette de l'association, ajoutée à sa forte proximité de la Préfecture, nourrit donc les critiques et les conflits latents entre les différentes structures en termes de positionnement et de légitimité sur la politique locale à mener en direction des migrants roms. C'est dans ce contexte que voit le jour le dispositif de médiation spécifique pour ces migrants, mis en place par la Ville. Si les médiateurs mènent seuls certaines missions en direction de ce public dans les squats, ils sont également amenés à travailler en partenariat avec nombre de structures, de droit commun mais aussi la MOUS. En outre, Cécilia Talbi, l'élue référente de la médiation comme de la « question rom » dans la Ville, cherche, par la création de ce dispositif, à se positionner clairement dans le jeu politique comme dans l'action concrète en direction des Roms, à la fois dans la sélection et dans l'accompagnement. Dès lors, les médiateurs tentent de s'intégrer dès le début dans le processus de sélection, ce qui n'est pas bien perçu par les responsables de la MOUS au sein du CSAP. Ces derniers craignent en effet que les médiateurs ne s'accaparent leur travail et prennent trop de place dans le processus. Des stratégies de travail partenarial mais aussi de mise à distance et de rétention d'informations sont donc adoptées de part et d'autre, dans un climat de diplomatie surjouée connaissant parfois des dérapages et des tirs mesquins dans un sens comme dans l'autre. Ceci s'explique également par les positions et les rapports institutionnels existants entre la Ville et le CSAP sur le sujet.

Les médiateurs font donc les frais de ces relations institutionnelles et enjeux politiques préexistants à leur arrivée, bien qu'ils participent également à alimenter les critiques par leurs façons de faire, comme je le montrerai plus loin. Mais plus avant, ce sont tous les agents des deux dispositifs qui subissent ces conséquences impactant clairement sur leur cadre professionnel global : leurs relations sont tantôt distendues, tantôt inexistantes, et le soupçon de part et d'autre semble être toujours de mise. Lorsque je questionne Damien sur ce qu'il identifie comme étant les points faibles de sa mission, ses propos montrent qu'il les situe comme relevant de son cadre de travail au sens large :

« Nous on est contraints de bricoler parce que, qu'est-ce que tu veux faire de la coordination (...) On n'est pas sur une forme de pacte républicain en disant voilà ça c'est nos compétences. C'est les compétences d'un tel. Comment, quel espace déjà d'échange on arrive entre les techniciens à mettre en place parce qu'on fait beaucoup de réunions politiques. Et on n'a pas d'espace d'échange technique, entre les techniciens de terrain sur ces situations là. »³⁶⁷

Il souligne également les enjeux inter-institutionnels existants dans le processus de sélection qui mêle différents acteurs de différentes institutions, en insistant sur les marges de manœuvre dont il tente de se saisir pour avoir une certaine prise sur le dispositif de MOUS. Il explique notamment que certains de ses propos ou de ses actes

³⁶⁷ Entretien, 7 décembre 2012.

pour faire en sorte qu'une famille soit accompagnée dans la MOUS relèvent parfois de la « *provocation* », ou qu'il s'agit pour lui d'une façon de montrer que « *ça merde* »³⁶⁸. Les médiateurs occupent donc tantôt une position d'outsiders puis d'intermédiaires dans le processus de sélection des migrants, sans que ce rôle soit cependant reconnu véritablement.

Si les enjeux politiques et plus largement de rapports inter-institutionnels sont donc extrêmement prégnants dans le fonctionnement des dispositifs, il convient de ne pas omettre que les agents de ces deux dispositifs ont tous comme mission une forme de travail social, principalement axé sur l'accompagnement des migrants roms. Or il faut rappeler avec force les conditions d'exercice de ces agents, au sens large, à savoir les conditions actuelles de réalisation du travail social en France. En effet, les espaces au sein desquels ils travaillent sont clairement des espaces sous pression, dont les logiques bureaucratiques, hiérarchiques et administratives, ajoutées aux logiques d'efficacité et de rendement qui gagnent tout le secteur dit social, sous-tendent leurs activités (Chauvière, 2007). Ainsi les acteurs sont chargés d'appliquer des directives de l'administration (en l'occurrence, l'administration étatique centrale s'agissant de la Préfecture) tout en étant pris dans des logiques contradictoires entre impératifs de rendement et exigences d'investissement pour la qualité du travail effectué.

Les contraintes structurelles et les rapports institutionnels sont reconnus et soulevés par les acteurs des dispositifs comme influant nécessairement sur le travail quotidien des agents. Au fond, le travail social effectif comme objectif est tributaire d'un cadre professionnel global malmené par les contraintes structurelles et les positionnements politiques. Dès lors, le fonctionnement de ces dispositifs est tributaire des relations existantes entre différents acteurs de différentes institutions. C'est notamment ce que souligne, et déplore, l'ancienne travailleuse sociale de la MOUS concernant le fonctionnement de ce dispositif :

*« ce qui est particulier et qui moi m'a... m'a choqué quoi au début parce que je pensais pas que ça puisse se passer comme ça avec des projets qui soient aussi officiels avec des financements publics où les institutions se mouillent quoi, c'est qu'il s'agit vraiment d'entités personnelles et individuelles... (...) ce qui s'est passé avec la MOUS où au final ça va être telle politique d'humeur qui change du jour au lendemain, tel conflit entre telle personne de la [communauté urbaine] et telle personne de la mairie ou telle personne de la Préfecture. Enfin moi la MOUS... les coulisses de la MOUS, t'as l'impression que c'est ... des quêtes, des quêtes personnelles qui se rencontrent ou pas, qui s'affrontent qui ... C'est trop le... y'a trop de personnel même dans les rapports, dans les négociations. »*³⁶⁹

Les conflits latents de positionnement et de pouvoir entre les différentes institutions, couplés à l'absence de directive nationale sur le sujet, créent un cadre professionnel global fragile et mouvant. Cela implique un certain morcellement de l'action menée, ainsi qu'une bonne part du fonctionnement des dispositifs reposant sur les agents eux-mêmes. En d'autres termes, il existe clairement un primat des acteurs sur le cadre global dans le fonctionnement des dispositifs en direction des migrants roms.

³⁶⁸ Entretien, 7 décembre 2012.

³⁶⁹ Entretien, 3 février 2012.

3.2.3. Contraintes et ressources des agents de l'État

Au regard de cette importance cruciale du rôle des agents des dispositifs dans le fonctionnement de ces derniers, il convient d'analyser alors sur quoi s'appuient précisément leurs actions en l'absence d'un cadre professionnel global solide et structurant. Je propose de questionner ici les contraintes et les ressources de ces agents, à la fois professionnelles et personnelles, qui forment la matrice de leurs interventions.

Vincent Dubois (2012) souligne l'effectivité des variations individuelles des pratiques bureaucratiques chez les agents de l'État qu'il a pu observer. Il précise que leurs pratiques professionnelles sont fonction des rapports des agents à l'institution qui les emploient. Ceux-ci sont en retour déterminés par plusieurs facteurs : des « *dispositions personnelles associées à des origines sociales* » et même « *ethniques* » pourrait-on ajouter concernant la majorité des agents au contact des migrants roms ; mais aussi « *la place qu'ils occupent dans l'institution* » ainsi que « *le système de relations dans lequel ils s'inscrivent qui les conduit à définir leur fonction en référence à une conception formaliste du droit* » (Dubois, 2012 : 93-94). Ce sont certains de ces éléments que je vais questionner ici concernant les agents des dispositifs de MOUS et de médiation.

Dans ce but, il s'agit en premier lieu d'aborder le cadre de travail (dans son sens restreint cette fois) des agents, en le mettant ensuite en perspective avec leurs statuts et leurs rapports à l'institution employeuse, ceux-ci s'expliquant largement par l'identité personnelle et le parcours des agents en question.

Cadre de travail : emplacement des locaux et isolement institutionnel

Les premiers locaux du dispositif de MOUS – une salle qui était partagée avec d'autres travailleurs sociaux de l'association – étaient situés au siège local de celle-ci, soit à l'extrême périphérie de l'agglomération, près de la rocade. Dans ces locaux, l'association comprend, outre les bureaux de la direction, le CADA qu'elle gère ainsi qu'une MECS. Peu indiqués, difficiles à trouver, mais néanmoins desservis par une ligne de transport en commun, ces locaux sont ceux de la MOUS jusqu'au milieu de l'année 2011 environ. A ce moment-là, un déménagement du dispositif a lieu dans le centre de la Ville, au cœur d'autres bâtiments appartenant à l'association. Dans ces locaux se trouvent la PADA, un centre d'hébergement d'urgence, ainsi que le pôle insertion et formation de l'association. L'équipe de la MOUS y occupe une salle passante de taille moyenne dans laquelle se trouvent les bureaux de Milena et de Lisimba, ainsi qu'une petite pièce dans laquelle se trouve le bureau de Pierre-Alain Dumont. Avant que Lisimba n'arrive, la travailleuse sociale qui la précédait s'était aménagé un bureau dans un préfabriqué adjacent. Pour entrer dans l'ensemble des locaux, il faut sonner au portail dans la rue et se diriger ensuite vers le bâtiment recherché, celui de la PADA ou l'autre qui héberge les autres services. Quelques travailleurs sociaux de l'association, comme des bénéficiaires de cet hébergement d'urgence, passent donc régulièrement dans la salle occupée par les deux agents de la MOUS – dans laquelle se trouve le photocopieur pour ce bâtiment. L'éloignement se fait sentir avec la direction : le responsable de l'association, s'il vient régulièrement

dans cette annexe, est cependant régulièrement cité par les agents pour son « invisibilité ».

Milena et Lisimba, les agents de la MOUS, ont très peu de liens avec leurs collègues des autres services ; elles échangent parfois rapidement, mais jamais concernant leur travail. Elles sont donc en face à face permanent, le coordonnateur de la MOUS n'étant pas à temps plein sur son poste. Celui-ci fait venir régulièrement des stagiaires étudiantes, qui occupent alors le troisième bureau de la pièce laissé vacant. Les travailleuses sociales de la MOUS sont donc la plupart du temps entre elles, mais seulement à deux, et face aux migrants roms sélectionnés qu'elles reçoivent régulièrement.

La situation des locaux comme la place des agents dans l'institution employeuse est très similaire pour les médiateurs de la Ville. Ils se sont vus très rapidement attribuer des bureaux dans la mairie de quartier afin d'y effectuer des « *permanences* », ce qu'Yves Necken, leur supérieur, considère comme « *important symboliquement* » pour les habitants³⁷⁰. Au vu de la situation et de l'état de ces bureaux, l'aspect symbolique semble avoir pris le pas sur la fonctionnalité et le cadre de travail des médiateurs. Cependant, le fait que les bureaux se situent dans une partie abandonnée du bâtiment de la mairie de quartier (presqu'abandonnée et parsemée de crottes de rongeurs) et qu'ils ne sont quasiment pas investis par les agents ne relève pas uniquement de l'institution. Les médiateurs co-construisent nécessairement cette situation, parce que la majorité de leur travail quotidien se situe dehors, dans les squats. Ils sont donc eux aussi isolés de leurs collègues de la mairie de quartier, avec lesquels ils semblent très peu (voire pas) échanger. Globalement, concernant les deux dispositifs, la situation des locaux, du cadre de travail matériel des agents et de leur place isolée dans l'institution qui les emploient semblent relever d'une certaine forme d'abandon institutionnel, cantonnant les dispositifs dans un univers à part, en marge, à l'image de leur public.

L'ancienne et première travailleuse sociale de la MOUS souligne la solitude qu'elle ressent lors des six premiers mois de son emploi en tant qu'unique agent du dispositif, où elle travaillait avec des interprètes différentes qui n'y étaient pas spécifiquement rattachées. Pour elle, sa solitude relève aussi d'un certain isolement construit par ses supérieurs hiérarchiques au sein même du dispositif :

*« Dès le début j'étais complètement heu...on n'a pas du tout voulu m'intégrer aux réunions institutionnelles et on n'a pas voulu du tout me mettre en contact avec les représentants de la mairie ou de la Préfecture. »*³⁷¹

Ce positionnement de mise à distance institutionnelle et politique des « street level bureaucrats » de la MOUS se poursuit avec tous les agents qui y sont employés. Pourtant en prise directe avec les réalités du terrain et les migrants, les agents de la MOUS ne sont jamais conviés aux réunions institutionnelles et politiques globales concernant l'ensemble de la politique locale. Tous les bilans et prises de parole publics pour présenter l'association sont centralisés par Pierre-Alain Dumont, ainsi que par le directeur de l'association. Cependant, une toute autre posture existe chez les médiateurs

³⁷⁰ Notes de terrain, réunion « partenaires MOUS », 9 septembre 2011.

³⁷¹ Entretien, 3 février 2012.

de la Ville qui, eux, s'imposent d'emblée dans les cercles institutionnels et politiques – dans lesquels ils avaient déjà tous deux un pied auparavant. Ils apparaissent très régulièrement aux côtés de leur élue référente ou d'Yves Necken. Ils connaissent également une grande liberté dans leurs actions quotidiennes ainsi que dans leurs propres prises de parole publiques sur le sujet, comme en témoignent le nombre d'articles de presse locale, de participations à des colloques, tables rondes et interventions diverses des médiateurs – tant au niveau local que national.

Le dispositif de MOUS apparaît donc beaucoup plus verrouillé aux regards extérieurs, peut-être parce qu'il est porté par la Préfecture et que Pierre-Alain Dumont, en ancien politicien, se montre très enclin aux questions de diplomatie, de négociations en coulisse donc de silences qui entourent les partenariats sur des sujets sensibles. Cette différence n'empêche pas les quatre agents des dispositifs dont il est question d'avoir un positionnement similaire au sein de leur structure comme dans leur cadre de travail restreint, que je résumerais en quelques mots : isolement et/ou solitude, mais aussi, en conséquence, une grande autonomie et une certaine liberté dans leurs relations professionnelles avec les migrants roms.

Rapports à l'institution : loyauté professionnelle et légitimités personnelles

L'isolement des agents au sein de l'institution à laquelle ils sont rattachés ainsi que la marginalité de leur travail sont à mettre en perspective avec leurs rapports à l'institution, matérialisés par leurs relations entretenues avec leurs supérieurs hiérarchiques. Ces agents font preuve d'une loyauté institutionnelle très forte, incorporant les logiques et les valeurs de leurs supérieurs qui guident leur travail. Ce rapport à l'institution employeuse transparaît dans les propos de Damien :

« Alors voilà tu vois, on bricole. Et on arrive à des résultats quand même en dehors euh... qui sont pas dégueu quoi sur certaines situations. (...) Tu te rends compte que c'est hyper frustrant de se dire quand tu regardes d'autres situations en France, tu te rends compte que les mairies se bougent pas (...) et ici merde c'est la mairie de droite qui se bouge d'une certaine manière, et je pense qu'ils se bougent bien. »³⁷²

Ne portant jamais une parole critique sur les positions de la Ville qui l'emploie concernant la politique locale en direction des migrants roms, il va même plus loin en érigeant celle-ci en modèle au niveau national. Lors de nos échanges, il se positionne toujours en défenseur des actions et discours des acteurs municipaux, reprenant souvent les mêmes propos que Cécilia Talbi ou d'Yves Necken, desquels il paraît très proche. Il semble alors faire corps avec son institution. Les agents de la MOUS, Milena et Lisimba, sont également très proches de Pierre-Alain Dumont. Les rapports de genre et la différence d'âge entre eux paraissent jouer un rôle important dans cette proximité professionnelle, ainsi que leur bonne entente et l'atmosphère détendue qui règne dans ce service de taille restreinte. Plus avant, ces agents adhèrent fortement aux critères de sélection de la MOUS, reprenant à leur compte la vision de l'intégration de la Préfecture. Pierre-Alain Dumont est très écouté et respecté, Milena et Lisimba ne questionnant jamais ses propos, façons de faire ou idées.

³⁷² Entretien, 7 décembre 2012.

Comment comprendre cette forte loyauté à l'égard des responsables et de l'institution employeuse chez ces agents des dispositifs de MOUS et de médiation ? Si l'on peut en premier lieu souligner que le fait d'être très peu nombreux et dans un cadre professionnel à la fois marginal et fragile au niveau global sont des éléments qui renforcent cette proximité avec les responsables des dispositifs, la loyauté institutionnelle existante s'explique aussi par l'identité professionnelle et personnelle de ces agents.

Concernant leur statut et identité professionnelle, il s'agit d'abord de rappeler que ces agents occupent des positions cruciales dans le processus de sélection des migrants. Leurs avis sur les migrants, en amont (pour l'accès au diagnostic) et en aval (pour la synthèse de diagnostic), sont à la base de la chaîne de décision. Cette responsabilité importante est atténuée par une relation forte de proximité et de loyauté avec leurs responsables. Cette loyauté est également alimentée par les statuts des agents de l'État en termes de postes qu'ils occupent. Il s'agit de postes nouveaux, perçus alors comme une chance qui a été saisie par les agents. Ces derniers n'ont pour la plupart pas de qualification correspondant précisément à leurs emplois occupés dans les dispositifs. Dès lors, la question de la légitimité semble se poser pour ces agents, la majorité ne le verbalisant pas, comme Lisimba :

Dit qu'elle « *essaie d'être sympa, d'être à l'écoute d'eux mais en même temps de poser les limites* » ; reconnaît que « *c'est pas facile* » pour elle, qui ne vient pas du travail social. »³⁷³

Ce manque de légitimité professionnelle ressenti par les agents implique alors une plus forte loyauté envers les responsables comme une façon de combler ce vide et de se raccrocher, si ce n'est à sa formation, à son supérieur, pour essayer de « bien faire » - objectif réellement partagé par tous ces agents. C'est donc le maintien de leurs postes ainsi qu'une légitimité et une reconnaissance qui sont recherchés implicitement par les agents dans leur loyauté professionnelle.

En outre, ces agents sont pris dans une forme de loyauté en chaîne, dans les différentes ramifications verticales composant l'arène rom locale. Ils sont au pied de pyramides dans lesquelles tous les acteurs font montre d'une adhésion totale aux valeurs et fonctionnements de l'institution qui les emploient, ce qui se matérialise par des liens forts et privilégiés avec les responsables. Cela existe aux différents niveaux : des médiateurs à l'élue référente et au directeur de cabinet du maire, de ces derniers au maire ; des travailleurs sociaux de la MOUS au chef de projet, du chef de projet au directeur de l'association, de ces derniers aux « pilotes » de la MOUS, en Préfecture comme à la DDSCS, voire au politique au sens large. C'est toute la politique locale qui est *in fine* construite sur ces fondations pyramidales de relations interindividuelles.

Par ailleurs, la loyauté des agents envers leurs supérieurs ainsi que la forte adhésion aux valeurs idéologiques transmises par ces derniers et par les institutions est également à questionner en partant de l'identité personnelle et du parcours de ces agents. Cela permet aussi de comprendre leurs positions dans la sélection en termes d'expériences et de vécus personnels.

³⁷³ Notes de terrain, 26 juin 2012.

Ces agents trouvent, par le biais de ces emplois, une forme de légitimité et de reconnaissance, pour des raisons différentes : soit parce qu'ils étaient déjà pleinement dans l'arène rom locale, mais isolés ou n'ayant que peu de marge de manœuvre auparavant (c'est le cas de Damien et de Joël), soit parce qu'ils sont étrangers, et que leur statut d'immigrés fragilise nécessairement leurs places dans la société – sauf à occuper un emploi en lien direct avec le service de la direction de l'Immigration en Préfecture. C'est là le cas de Milena comme de Lisimba, la première venant de Bulgarie et la seconde de Côte d'Ivoire. Si la question de leur droit au séjour ne se pose pas de façon cruciale au cours de leur emploi à la MOUS, elles sont néanmoins toutes deux soumises à l'obtention d'une carte de séjour. C'est donc la Préfecture qui d'une part les fait vivre, en finançant la MOUS donc leurs emplois, et d'autre part les accepte sur le territoire. Dès lors, le fait qu'elles doivent une partie considérable de leur situation (personnelle et professionnelle) à la Préfecture alimente indubitablement leur loyauté, tant à l'égard de leurs supérieurs que de l'institution pilotant le dispositif.

Les conséquences de cette identité personnelle des agents de la MOUS en tant qu'étrangères sont à interroger, dans les relations professionnelles existantes avec leurs supérieurs et d'autres professionnels de l'arène comme dans leurs relations avec les migrants. Pierre-Alain Dumont, s'il explique en riant que « *Milena ne peut pas écrire de la grande littérature en français* »³⁷⁴, se dit extrêmement satisfait du travail accompli par ses agents. Leur forte loyauté avec les responsables qui les considèrent, ainsi que l'adhésion sans faille aux valeurs idéologiques portées par le dispositif de MOUS permet alors en retour aux agents de se valoriser elles-mêmes dans leur travail, au-delà de leur absence de formation professionnelle dans ce domaine. Ainsi Lisimba et Milena perçoivent ce parcours éloigné du travail social comme un atout, d'après leurs propos :

Lisimba : « *Après je pense aussi que le fait que... [l'ancienne travailleuse sociale chargée de l'insertion] bossait bien, hein, franchement...mais le fait que moi je sois arrivée avec une nouvelle...intégration...*

Milena : *Ouais, ouais !*

Lisimba : *ya une nouvelle façon de travailler, qui est complètement différente.*

ACM : T'as des compétences aussi qui sont différentes...

Milena : *Eh oui !*

Lisimba : *Voilà ! Peut-être que les autres vont me trouver heu...moins dans le social...peut-être ! Après je travaille là-dessus mais...je m'auto-critique. Peut-être que les premières familles qui ont été accompagnées par [l'ancienne travailleuse sociale] ont trouvé heu....ma méthode un peu différente...*

Milena : *Mais non, écoute !* »³⁷⁵

S'il est clair qu'identité personnelle et professionnelle se mêlent nécessairement dans les pratiques professionnelles quotidiennes des agents, c'est également le cas en amont de leur emploi, dans le choix de les recruter. Certains agents ont été choisis parce qu'ils sont travailleurs sociaux (Damien), d'autres parce qu'ils ont une connaissance de la langue (Milena), d'autres parce qu'ils ont un certain savoir-faire professionnel ou personnel en lien avec leur fonction (Lisimba, Joël). De fortes disparités existent donc

³⁷⁴ Notes de terrain, 13 décembre 2011.

³⁷⁵ Entretien collectif, 5 juillet 2012.

dans les compétences qui prévalent aux yeux des institutions employeuses, ce qui rappelle la faiblesse du cadre professionnel global de cette politique.

Ainsi Milena a été recrutée en premier lieu en tant qu'interprète, puis a basculé sur un emploi de travailleuse sociale au sein de la MOUS, ce qui n'est pas sans soulever de questions à la fois en ce qui concerne son absence de formation professionnelle comme son statut d'interprète (qu'elle continue à avoir de fait) en tant que Bulgare « non-rom ». En effet, ce dernier point est assez sensible en raison du positionnement de ces interprètes par rapport au public en question. L'ancienne travailleuse sociale de la MOUS explique ainsi qu'elle a travaillé avec de nombreux interprètes en raison de leurs positionnements « *problématiques* », peinant à trouver « *quelqu'un qui soit neutre* ». Sans exprimer ce qu'elle pense de Milena, elle donne néanmoins des précisions sur les difficultés rencontrées avec les interprètes dans ce dispositif :

« Toutes les personnes avec qui j'ai travaillé au niveau traducteurs, il y a toujours, toujours eu la difficulté sans exception à un moment donné euh... une forme de haine quoi ou de... Voilà, ça je l'ai retrouvé avec toutes les traductrices sans exception aucune, après avec des formes différentes quoi en fonction des personnalités puisque on n'exprime pas tous ses ressentis de la même manière (...) plus softs ou plus gérables ou moins handicapantes chez certains traducteurs. »³⁷⁶

Dans sa pratique professionnelle, Milena s'applique à mettre de côté ce qu'elle pense des Roms. Néanmoins, cela ressort parfois nécessairement, comme on le verra dans le chapitre 6. Pierre-Alain Dumont, mal à l'aise avec cette question, mentionne tantôt le fait que Milena fait du très bon travail en précisant qu'elle n'a pas de problèmes avec les Roms, tantôt le fait que les médiateurs pensent et surtout disent l'inverse.

Pour tous les agents des dispositifs, leurs parcours et identités personnelles jouent un rôle dans leurs façons d'agir avec les migrants roms, d'autant qu'ils jouissent sur ce point d'une grande liberté et autonomie. Le fait d'avoir aussi un statut d'étranger (dans le cas de Lisimba et Milena), une origine étrangère (dans le cas de Joël) ou de parler leurs langues (dans le cas de Milena et de Damien) entre en résonance avec l'identité du public cible, ce qui impacte sur leurs comportements avec les Roms³⁷⁷.

Puisqu'il n'y a pas de cadre professionnel global fort, d'autres logiques participent du fonctionnement des dispositifs : politiques, relationnelles, personnelles. Ces derniers reposent sur les contraintes et ressources disponibles des « *street-level bureaucrats* » principalement. L'autonomie et la liberté qu'ils connaissent dans leurs relations aux migrants roms sont conditionnées par un fort partage ad hoc des valeurs et objectifs des institutions concernant ces migrants. Cette labilité du cadre professionnel montre bien qu'il s'agit de dispositifs à part, en marge et pour les marges, ce qui implique l'existence de libertés d'actions importantes dans la façon d'être des agents avec les migrants roms. Cela peut aller d'une certaine souplesse dans l'intervention (permettant des ajustements) jusqu'à une extrême rigidité des postures en fonction de facteurs officieux car sous-jacents, propres aux agents de l'État. Les appréciations

³⁷⁶ Entretien, 3 février 2012.

³⁷⁷ Cf. chapitre 6.

subjectives et jugements moraux des agents des dispositifs trouvent donc ici un terrain favorable pour voir le jour et se déployer au contact des migrants roms, ce qu'il conviendra d'analyser. Mais auparavant, il est nécessaire d'interroger les conséquences de ce fonctionnement sur le processus de sélection des migrants roms, au niveau de la chaîne institutionnelle.

3.3. Des registres de triage opaques et aléatoires

La sélection des migrants « désirables » sur un territoire n'est pas nouvelle. Philippe Rygiel rappelle notamment que cette question de la sélection « *constitue, dans plusieurs grands pays d'immigration, une question politique majeure de la fin du XIX^{ème} siècle à la Seconde Guerre mondiale* » (2006 : 27), ce qu'il explique notamment par la naissance des États-nations « *et son corollaire, l'édification d'une citoyenneté moderne* » (Rygiel, 2006 : 35). En outre, « *La figure de l'immigré et la question de l'immigration sont aptes depuis plus d'un siècle, particulièrement en période de crise, à cristalliser les peurs et les anxiétés sociales de toute nature, au point de pousser de larges secteurs de l'opinion à réclamer un strict contrôle de l'immigration ou le renvoi de tout ou partie de la population immigrée.* » (Rygiel, 2006 : 27). Il est alors intéressant de se questionner sur le fonctionnement de la sélection des migrants aujourd'hui, qui s'incarne dans la rhétorique de l'« immigration choisie » (Weil, 1995 ; Morice, 2000 ; Spire, 2005 ; Lochak, 2006 ; Noiriel, 2006 ; Izambert, 2014). La plupart des recherches effectuées montre l'importance cruciale des orientations politiques dans les critères de cette sélection. Cependant, comme le souligne Alexis Spire (2005), les pratiques administratives ne sont pas à négliger dans cette analyse, en ce qu'elles participent pleinement du fonctionnement de la sélection, pouvant même modifier, en actes, l'orientation politique de départ.

Par ailleurs, les migrants roms ne sont pas que des étrangers ; ils sont également appréhendés comme « très précaires », on l'a vu. Traitement des étrangers et traitement des pauvres se mêlent alors nécessairement dans la politique menée, mais aussi dans ce processus de triage. Vincent Dubois (2012) soulève deux caractéristiques qui sont d'après lui intrinsèques au « *nouveau gouvernement des pauvres* » : d'une part « *le caractère très incertain des catégories institutionnelles mobilisées pour traiter les assistés* » et d'autre part « *la grande variation des pratiques en la matière* », la seconde étant nécessairement le corollaire de la première (Dubois, 2012 : 90).

Qu'en est-il au sein des dispositifs locaux destinés aux migrants roms ? C'est précisément ce fonctionnement du triage des migrants roms qu'il s'agit de questionner maintenant, en portant la focale sur les registres de triage ainsi que sur la façon dont ces registres sont mobilisés dans les pratiques *in situ* des acteurs professionnels qui prennent part à ce processus. Après avoir analysé la pyramide institutionnelle qui régit le circuit des dossiers des migrants roms en vue de leur sélection (3.3.1.), je questionnerai la teneur des critères de sélection (3.3.2.). C'est au regard de ces deux pans d'analyse que je montrerai et expliquerai finalement la prégnance de pouvoirs discrétionnaires dans ce processus (3.3.3.).

3.3.1. L'opacité des circuits des dossiers

Ce processus de sélection, sur lequel repose tout le dispositif, met en jeu différents acteurs de différentes institutions : les travailleuses sociales de l'association, le coordonnateur de la MOUS ainsi que le directeur de l'association, la directrice de la DDCS, la chef de service de l'Immigration et l'Intégration à la Préfecture de Région et la sous-préfète, qui est la secrétaire générale de la Préfecture de Région. Si l'on sait que la décision de sélection des migrants roms est prise en Préfecture, on peut néanmoins s'interroger sur le parcours des dossiers, et le rôle joué par les autres acteurs.

Le processus commence par un entretien entre la famille « *volontaire pour intégrer le dispositif* » et Milena. Cet entretien, présenté comme « *durant deux heures* » aux partenaires mais beaucoup plus court dans mes observations, vise à établir un « *diagnostic social de la famille* » qui est « *consigné dans un dossier d'une dizaine de pages* »³⁷⁸. Le directeur de l'association précise que l'équipe de la MOUS va « *travailler sur ces éléments* », et en faire une synthèse qui sera envoyée dans le circuit. Il convient alors de s'interroger sur le rôle joué par l'association dans la sélection – qui se défend pourtant vivement de n'en jouer aucun si ce n'est le rôle de passeur d'informations. Que signifie « retravailler » les éléments ? Pierre-Alain Dumont, lorsque la question lui est posée, répond : « *On envoie tous les diagnostics, avec des avis positifs et négatifs* »³⁷⁹. Le rôle de l'équipe technique de la MOUS n'est donc ni neutre, ni anodin, dans le processus de sélection des migrants, puisqu'elle oriente nécessairement le choix final. Le circuit est opaque, à l'image du pilotage de ce dispositif. Celui-ci a oscillé dans le temps entre les directrices de la DDCS et du Service de l'Immigration et de l'Intégration en Préfecture, sans que ce soit clairement affiché. Seule l'association en est avertie, puisque ses interlocuteurs dépendent de ces jeux d'acteurs. Dès lors, le circuit des dossiers suit cette mouvance, l'association se contentant officiellement du rôle de passeur. Or le directeur de l'association s'exclame un jour en réunion :

*« Je ne veux plus revivre le fait d'être devant [la directrice de la DDCS] et de devoir choisir trois familles sur dix. »*³⁸⁰

On se demande alors qui ordonne véritablement cette politique dont dépend le futur (en termes de droits sur le territoire) de ces migrants. L'association, mandatée par la Préfecture, paraît jouer de cette opacité du circuit en sa faveur, et finalement, a un rôle qui dépasse celui de passeur. À plusieurs reprises, Pierre-Alain Dumont me donne des éléments confirmant ce rôle de l'association, en me rapportant avec fierté nombre de « *négociations* » qu'il mène la plupart du temps entre l'association et la Préfecture. Celles-ci portent sur les modalités législatives d'accompagnement (l'obtention d'autorisations de travail ou de titre de séjour plus longs) comme sur la régularisation de

³⁷⁸ Notes de terrain, propos du directeur de l'association, comité technique de la MOUS, communauté urbaine, 13 septembre 2011.

³⁷⁹ Notes de terrain, réunion multi-partenariale à la Ville, 23 janvier 2012.

³⁸⁰ Notes de terrain, réunion « partenaires MOUS », 9 septembre 2011.

familles ne correspondant pas aux critères de sélection. La marge de manœuvre de l'équipe technique de la MOUS est donc plus importante que ce que les acteurs de la MOUS ne reconnaissent et présentent aux migrants :

« Il ne faut pas râler ou être agressif envers les médiateurs ou Milena car c'est le préfet qui décide. Et nous on est obligés de dire la vérité. »³⁸¹

Un hiatus apparaît donc entre la mise en scène du rôle de l'équipe de la MOUS pour les migrants roms (comme pour les autres partenaires ou pour des observateurs extérieurs) et les réalités des pratiques observées : les agents de la MOUS échangent entre eux au sujet des candidats après les entretiens de diagnostics, puis avec Pierre-Alain Dumont. Ils devancent alors nécessairement ce qu'ils interprètent comme allant être la décision de la Préfecture en appuyant certaines familles plutôt que d'autres, de façon implicite ou inconsciente, en rédigeant les rapports des dossiers³⁸². Comme je le montrerai plus loin, ces logiques de facilitations ou de refus d'accès s'appuient sur de multiples facteurs.

Dans la pyramide institutionnelle qui régit le circuit des dossiers des migrants roms pour leur sélection, d'autres acteurs de l'arène locale interviennent également, en amont de l'étape de diagnostic des migrants. Au début de mon enquête sur la politique locale en direction des migrants roms, le processus de sélection des personnes était plutôt fermé puisqu'il se tramait entre l'équipe de travailleurs sociaux de la MOUS, la DDCS et la Préfecture (Service de l'Immigration et sous-préfète). Mais cela a évolué par la suite, à l'occasion de la mise en place de la phase 3 du dispositif (la « MOUS 3 ») en septembre 2011, avec l'arrivée des médiateurs³⁸³. Le coordonnateur de la MOUS explique que leur mission première est d'« envoyer les gens à diagnostiquer au CSAP », en ajoutant « mais ils ne doivent pas mettre leur nez dans les diagnostics et les accompagnements »³⁸⁴. L'arrivée des médiateurs au bas de la pyramide institutionnelle de sélection soulève des questionnements sur leur impact dans le processus de sélection. Les propos de Damien sont éloquentes lorsqu'il me dit « On a mis notre veto pour le diag des familles de Montesquieu, il faut qu'on règle deux-trois choses avant avec Elena. ». Il en est de même lorsqu'il m'apprend être également « en négociation pour qu'ils [les acteurs de la MOUS] prennent les quatre familles de [des Roms roumains] »³⁸⁵. À travers ces énoncés tous deux assortis d'un même aplomb, on comprend que les médiateurs jouent un rôle non négligeable dans le processus de sélection des personnes pour entrer dans la MOUS, leur pouvoir se situant au premier niveau du processus : celui de l'accès au diagnostic.

Le poids des médiateurs en amont de la sélection est à la fois très fort mais peu considéré par les acteurs de l'équipe de la MOUS qui tentent de minimiser leurs pouvoirs. Ces derniers mettent alors en avant le fait que la Préfecture demande de

³⁸¹ Notes de terrain, réunion de présentation de la MOUS aux habitants du squat de X, 28 novembre 2012.

³⁸² Des limites méthodologiques sont ici à prendre en compte puisque je n'ai pas obtenu l'autorisation d'accès à ces dossiers des candidats pour analyser le contenu des écrits ; néanmoins, ce que j'affirme ici se base sur de nombreux échanges informels avec les acteurs de l'équipe de la MOUS.

³⁸³ Cette MOUS a été divisée en différentes phases dans le temps, correspondant aux reconductions officielles du dispositif. Des modifications peuvent exister entre chaque phase. Dans les MOUS 1 et 2 (jusqu'en mai 2011), des APS de trois mois sans AT sont délivrées aux migrants sélectionnés, alors qu'à partir de la MOUS 3, des APS de six mois avec AT sont délivrées.

³⁸⁴ Entretien téléphonique, le 7 septembre 2011.

³⁸⁵ Entretien téléphonique, le 21 novembre 2011.

donner la priorité sur tel ou tel squat, ce qui leur permet de différer le passage des migrants proposés par les médiateurs au diagnostic. En outre, la Préfecture fonctionnant par périodes (aléatoires) pour sélectionner les migrants, cela ne donne pas non plus la possibilité aux médiateurs de faire passer tous ceux qu'ils souhaitent en entretien. Damien et Joël, comme leurs supérieurs, se montrent très rapidement mécontents de leur faible marge de manœuvre dans la sélection des migrants au sein de la MOUS. Comme le souligne Damien, le point culminant est pour eux atteint lorsqu'au cours de la première période de diagnostic qu'ils connaissent en tant que médiateurs, ils proposent soixante familles sur lesquelles seules six sont sélectionnées dans le cadre de la MOUS³⁸⁶. Face à ce qu'il considère comme un « *échec total* » sur lequel « *on peut pas rester comme ça* », c'est finalement une négociation entre cadres de la Ville et de la Préfecture, avec une « *pression des associations* » précise-t-il, qui se trame au sujet des candidats déboutés. Cela aboutit en août 2012 à l'obtention de titres de séjours (APS de six mois) pour onze familles proposées et diagnostiquées par les médiateurs eux-mêmes (certaines ayant déjà été proposées pour la MOUS auparavant, d'autres non). Ces migrants sélectionnés n'entrent pas en accompagnement dans le dispositif de MOUS, mais dans celui de médiation.

Damien souligne son malaise concernant son rôle dans cette procédure de proposition de familles pour la sélection – rôle qu'il présente comme subi d'une certaine façon :

*« C'est une posture hyper complexe de dire nous on va prioriser les familles qu'on vous envoie. (...) une posture qui n'est pas celle de la médiation théoriquement. (...) parce que on se retrouve juge et partie tu vois à distribuer les bons points, c'est une posture qui n'est pas euh... »*³⁸⁷

Il précise malgré tout qu'il considère que les médiateurs sont cependant « *les mieux placés sur la situation des familles* ». Les médiateurs participent donc activement au processus de sélection des migrants roms, en dépassant parfois leur propre mission de départ en opérant des choix qui sont par la suite déterminants.

Officiellement, seule la Préfecture prend une décision sur la base des éléments qui lui sont transmis dans les dossiers suite aux diagnostics réalisés par l'équipe de la MOUS, mais on voit en réalité que c'est loin d'être seulement le cas. Certains acteurs interviennent en amont des diagnostics pour orienter des migrants vers la sélection (ce qui implique déjà une première forme de sélection non négligeable). D'autres, tels les médiateurs, tentent d'avoir un poids plus conséquent sur le processus de sélection, allant jusqu'à diagnostiquer eux-mêmes des migrants en court-circuitant la procédure classique via la MOUS, en accord avec la Préfecture. Cependant, tous se défendent de jouer un rôle qui aurait un impact sur le choix des migrants sélectionnés, soit en le minimisant, soit en le niant, soit en le présentant comme contraint. Émerge alors un véritable paradoxe de l'attribution des rôles au sein de ce processus de sélection, avec une mise en scène de l'impuissance des acteurs de la MOUS et des médiateurs face à une Préfecture présentée comme toute-puissante. Il semblerait donc que ces deux

³⁸⁶ Entretien, 7 décembre 2012.

³⁸⁷ *Ibid.*

dispositifs spécifiques de MOUS et de médiation s'apparentent à ce que Didier Fassin et Dominique Memmi (2004) nomment un « *espace intermédiaire de la régulation sociale et politique* ». En effet, comme ils le rappellent, « *les acteurs évoqués entrent en relation avec l'État, metteur en scène plutôt que producteur du théâtre des biopolitiques* » (Fassin et Memmi, 2004 : 24).

3.3.2. Critères opératoires fluctuants et manquant d'épaisseur

Sur quels critères précis repose la sélection des migrants roms ? Comment ces critères sont-ils définis puis mobilisés concrètement dans le processus de triage ? Cette sous-partie vise à analyser d'une part ces critères au fondement de la légitimité des bénéficiaires du dispositif de MOUS, telle qu'elle est définie par les responsables. D'autre part, il s'agit aussi de questionner la teneur de ces critères, en analysant leurs mobilisations effectives dans le processus de sélection. Lors de la mise en place du dispositif de MOUS comme des présentations publiques qui en sont faites, il est clairement annoncé que les critères de sélection sont fixés par la Préfecture : cette institution est présentée comme celle qui effectue le choix final. Cependant, les réalités observées se révèlent plus complexes que cette assertion.

Le premier critère, avant même celui de la volonté d'intégration, concerne l'identité ethnique des candidats au dispositif de MOUS. Ce dispositif, comme l'ensemble de la politique locale, s'adresse uniquement aux migrants bulgares et roumains identifiés comme « roms ». Si ce terme est ainsi précisé dans les propos mais aussi dans les documents officiels qui circulent localement au début de la mise en place du dispositif, il laisse rapidement la place à un effacement du critère ethnique au profit de celui national couplé à l'habitat en squat (comme je l'ai montré dans la section 2). Quels que soient les termes usités, le public-cible visé est bien les migrants roms uniquement. Or ce critère est difficilement mesurable, au-delà de l'effectivité de l'habitat en squat, ce qui revient à sous-entendre que ces migrants qui vivent en squat sont nécessairement roms, et donc que tous les migrants roms vivent en squat. Il apparaît alors que l'ethnicité fondant le « droit » de candidater est ici supposée. Dès lors, les acteurs des dispositifs s'appuient sur le seul fait qu'est l'habitat en squat ou sur le phénotype des migrants, ce qui pose question. En fait état notamment le cas d'une personne d'origine roumaine qui est entrée en accompagnement dans le dispositif de MOUS en suscitant, par la suite, des questionnements sur son « ethnicité », tant de la part des agents de la MOUS que d'autres migrants sélectionnés. Il s'agit d'un homme d'une cinquantaine d'années, bourlingueur des villes accompagné de son chien et de sa guitare, vivant avec sa femme malade dans un squat qu'ils sont les seuls à occuper. Les notes de terrain prises à son sujet reflètent bien la suspicion identitaire qu'il suscite au sein du dispositif :

Yanko parle avec le Roumain et lui demande s'il est « *Rom* », en français. L'autre répond, visiblement mal à l'aise, que « *moitié/moitié* » car il a un grand-père roumain et l'autre rom, mais ajoute que sa femme est « *100% rom* »³⁸⁸.

La première fois que Milena me parle de lui, vendredi dernier, elle me dit « *moi, je pense que lui, il est vrai roumain, pas rom* ». Aujourd'hui, elle me le redit après avoir précisé qu'elle ne l'avait « *jamais entendu parler en rom avec les Bulgares de la MOUS* », comme elle avait pu l'entendre pour d'autres familles roumaines, dit-elle en comparaison.³⁸⁹

L'attribution du critère que serait « l'ethnicité rom » est donc extrêmement fragile bien qu'au fondement du processus de sélection.

La volonté d'intégration des migrants roms, mise en avant comme logique première du processus de sélection, est soumise à des initiatives de contrôle de la part des acteurs des dispositifs. Ces initiatives (implicites ou explicites) révèlent le rôle important de ces acteurs dans la mesure de la volonté des migrants : « *il ne suffit pas de vouloir, encore faut-il le pouvoir* »³⁹⁰, comme le dit Pierre-Alain Dumont. Encore une fois, la volonté se mêle donc ici à la capacité, les deux tendant à se confondre dans les discours des acteurs des dispositifs, jusqu'à former un amalgame qui se trouve à l'origine du processus de triage des migrants. Pour mesurer cette volonté/capacité d'intégration, les deux dispositifs de MOUS et de médiation connaissent des divergences qui sont liées à leur nature et fonctionnement. En effet, si le dispositif de MOUS est clairement construit sur un processus de sélection des familles en vue de faire bénéficier certaines d'entre elles d'un accompagnement social visant l'intégration, le dispositif de médiation n'a pas les mêmes objectifs, a priori. Celui-ci s'adresse à l'ensemble des personnes vivant dans les squats identifiés comme roms sur le territoire de la Ville. Les médiateurs occupent une fonction d'accompagnement des migrants et une fonction relationnelle, en créant des liens entre les migrants, les institutions et les riverains. En outre, comme le précise Damien en lisant son contrat de travail, l'un des points importants de la médiation est « *d'inciter les familles à adopter des comportements de nature à favoriser leur intégration dans le cadre du dispositif de la MOUS, en lien avec la Préfecture.* »³⁹¹. Il ajoute lors d'une réunion que « *l'entretien MOUS, c'est à la fois la carotte et la motivation, pour faire des démarches.* »³⁹².

Dès lors, ces deux dispositifs se rejoignent finalement autour de cette injonction à l'intégration dans l'accompagnement et dans le rôle des agents concernant la mesure de cette volonté/capacité. Plusieurs conséquences sont à souligner : d'une part, le dispositif de MOUS est perçu par tous les acteurs locaux comme étant la voie royale concernant le futur des migrants roms, ce qui implique que s'accordent implicitement sur l'existence, et l'importance, du critère de volonté/capacité d'intégration attendu chez ces migrants. D'autre part, les médiateurs ont un rôle non négligeable dans cet objectif puisqu'il leur revient d'aider les migrants à construire cette volonté/capacité d'intégration par le biais de divers actes qu'ils considèrent eux-mêmes comme relevant de l'intégration. Interviennent alors ici leurs propres définitions de l'intégration (qui

³⁸⁸ Notes de terrain, 3 mai 2012.

³⁸⁹ Notes de terrain, 7 mai 2012.

³⁹⁰ Notes de terrain, réunion de présentation de la MOUS aux habitants du squat de X, 28 novembre 2011.

³⁹¹ Entretien, 31 janvier 2012.

³⁹² Notes de terrain, réunion partenariale, Ville, 23 janvier 2012.

n'ont jamais été explicitées) comme les critères officiels de la MOUS sur lesquels ils s'appuient³⁹³. En parcourant régulièrement les différents squats et en échangeant avec les habitants, les médiateurs distillent auprès des migrants roms ce qu'ils attendent d'eux, concernant les comportements, au regard de l'objectif de volonté d'intégration qu'il leur faut montrer pour entrer dans la MOUS. Concrètement, les médiateurs se basent sur les réponses des migrants à leurs injonctions plus ou moins tacites et formelles pour identifier et donc mesurer leur volonté d'intégration. C'est donc au « feeling » que les médiateurs repèrent les personnes qui manifestent, selon leurs propres jugements, une volonté d'intégration assortie d'une capacité. Dès lors, on comprend que la volonté d'intégration unanimement demandée aux migrants roms pour être considérés par les dispositifs politiques relève de ce qu'ils donnent à voir ainsi que de leur appétence à répondre aux attentes qui leur sont signifiées. Plus avant, la volonté d'intégration mesurée par le biais de ces dispositifs serait donc au fond non pas une volonté réelle ou préexistante mais bien une volonté construite par les agents de l'État eux-mêmes qui cherchent à la mesurer, ou plus précisément d'une co-construction entre les acteurs des dispositifs et les Roms candidats (j'y reviendrai dans le chapitre 6).

Le fonctionnement du dispositif de MOUS est construit sur la base de cette mesure de la volonté des migrants roms. Au tout début du dispositif, c'est l'équipe de la MOUS qui se rendait dans les squats pour rencontrer les habitants, présenter le dispositif et réaliser les entretiens individuels. Après quelques mois, le fonctionnement est modifié. Ce ne sont plus les agents qui vont à la rencontre des migrants, mais l'inverse, pour une raison principale que souligne Milena :

« [Le directeur du CSAP] avait déjà pris une décision que si la famille a vraiment envie de s'intégrer donc c'est eux qui doivent se présenter nous voir, pas à nous d'aller faire les diagnostics sur le squat. »³⁹⁴

La volonté des migrants est donc mesurée en premier lieu par leur capacité à entrer eux-mêmes en contact avec les agents de la MOUS et à se rendre au rendez-vous fixé dans les locaux du dispositif. Il s'agit d'une manière de mesurer la motivation des candidats – terme qui coexiste bien souvent avec celui de volonté. Une fois les migrants parvenus dans les locaux du dispositif de MOUS, la mesure de leur volonté d'intégration se poursuit de façon plus formelle, lors de l'entretien de « diagnostic » effectué par Milena. Celle-ci, qui l'effectue seule en langue bulgare, pose ainsi les jalons de la sélection future de ces candidats à l'accompagnement vers l'intégration.

Le terme de diagnostic ou de diagnostic social est bien celui largement utilisé par tous les acteurs de l'arène rom locale. Il est intéressant de souligner que ce mot vient du grec « diagnostikos », qui signifie « capable de discerner » ou « apte à reconnaître »³⁹⁵. On retrouve donc ici la notion de discernement dont il est question depuis le début de la mise en place de cette politique en direction des migrants roms. Dans la langue française, l'utilisation principale de ce terme réside dans le domaine médical : le diagnostic est l'action de distinguer telle ou telle maladie par ses

³⁹³ Ce point sera largement développé et discuté dans la troisième partie.

³⁹⁴ Entretien, 5 juillet 2012.

³⁹⁵ Selon le dictionnaire Larousse en ligne, consulté le 27 mai 2014.

symptômes – définis eux-mêmes comme des signes révélateurs d'une situation matérielle ou d'un état d'esprit. Au-delà du domaine médical, le terme de diagnostic peut aussi être utilisé pour signifier la conclusion d'une étude technique. À partir de ce détour linguistique, le contenu et le déroulement de ces entretiens de diagnostic des migrants roms censés statuer sur leur volonté d'intégration sont particulièrement pertinents à analyser. Quels sont donc les « symptômes », soit les signes révélateurs, permettant de discerner la volonté d'intégration des migrants roms ?

Lors des entretiens, une même trame est suivie par la travailleuse sociale qui aborde différents points en prenant des notes³⁹⁶. En leur demandant leurs pièces d'identité, elle les questionne d'abord de façon générale (lieu de vie, situation matrimoniale, nombre d'enfants). Ensuite, leur parcours migratoire et leur trajectoire résidentielle sont questionnés (maison et famille dans le pays d'origine, choix de la France, date d'arrivée dans le pays et la ville). Le point suivant porte sur leur inscription territoriale dans la ville (famille, aide matérielle ou immatérielle, ressources économiques, provenance). Des questions diverses sont ensuite posées individuellement (problèmes de santé, lieu de soins, faculté à lire et écrire dans la langue du pays d'origine, niveau d'études, permis de conduire). La question du travail est longuement abordée (expériences détaillées, souhait de travail, recherche d'emploi, démarches). Puis la maîtrise de la langue française est interrogée (compréhension, expression, cours). Le diagnostic se termine avec ces dernières questions : Envisagent-ils de retourner dans leur pays d'origine, de façon temporaire ou définitive ? Ont-ils déjà bénéficié d'une aide au retour ? Qu'est-ce qu'ils font si le squat est démolì ? Rentrent-ils au pays ?

L'agent qui conduit les diagnostics insiste sur ces dernières questions censées déterminer la « *motivation* » et la « *volonté* » des candidats à s'intégrer en France. Cette volonté d'intégration apparaît finalement difficilement mesurable par ce seul entretien durant maximum cinquante minutes. Les questions sont orientées comme déterminant, aux yeux des acteurs étatiques, la présence ou l'absence de volonté d'intégration. Cela relève donc d'une production de sens unilatérale, fondamentalement ethnocentrée de la définition même de l'intégration. En outre, cette définition n'est jamais explicitée, ni aux agents, ni aux migrants. Dès lors, les agents des dispositifs se basent sur d'autres éléments qu'eux seuls jugent comme allant dans ce sens-là (j'y reviendrai).

La candidature des migrants est également soumise à un autre critère apparaissant comme fondamental : l'absence de « problèmes avec la police », ce qui est dans les faits jugé par l'inscription des migrants roms au fichier STIC (ou « fichier police »). La CNIL présente succinctement ce fichier en s'appuyant sur les textes

³⁹⁶ Quelques précisions concernant le contexte de la conduite de ces observations s'imposent : je n'ai été autorisée à réaliser ces observations qu'à une seule période de mon terrain (ce qui peut s'expliquer par le contexte politique moins tendu à ce moment-là). Cela a donné lieu à deux demi-journées d'observation de ces entretiens de sélection, ce qui m'a permis de constituer un échantillon de six entretiens avec six familles différentes – certaines que je connaissais, d'autres non. Lors des observations mais aussi dans le moment de pause entre chacune d'elles, je me positionnais clairement « du côté » des familles, restant avec elles durant les pauses et assise non loin d'elles dans la salle. Néanmoins, je gardais le silence pendant les entretiens au cours desquels je notais tout ce qu'il se disait sans rien laisser paraître, même lorsque j'étais implicitement ou explicitement sollicitée en ce sens, soit par la travailleuse sociale, soit par les migrants.

législatifs réglementaires³⁹⁷ : « *Le STIC est un fichier d'antécédent, qui enregistre les informations recueillies à partir des procédures établies par les services de police dans le cadre de leurs missions de police judiciaire. Il recense à la fois les personnes mises en cause dans ces procédures et les victimes des infractions concernées. Il facilite la constatation des infractions à la loi pénale, le rassemblement des preuves de ces infractions et la recherche de leurs auteurs. Depuis 2001, le STIC peut être consulté dans le cadre des enquêtes administratives devant précéder les décisions d'habilitation des personnes en ce qui concerne l'exercice de missions de sécurité et de défense, les autorisations d'accès à des zones protégées en raison de l'activité qui s'y exerce et les autorisations concernant les matériels ou produits présentant un caractère dangereux.* »³⁹⁸. De façon exceptionnelle semble-t-il, les noms des migrants roms de l'agglomération souhaitant entrer dans le dispositif sont donc individuellement contrôlés afin de vérifier qu'ils ne sont pas « fichés » dans ce cadre, la plupart du temps avant l'entretien de diagnostic.

Pierre-Alain Dumont en parle comme étant une « *patate chaude* » : « *ça fout le bazar dans les services de la Préfecture* »³⁹⁹, pour des raisons de légalité de la procédure de vérification de l'inscription des migrants à ce fichier. Les acteurs de la MOUS ne sont pas à l'aise avec cette question du STIC. Ainsi Pierre-Alain Dumont me dit qu'il ne peut pas me donner de documents sur lesquels apparaît ce terme de STIC, selon les consignes de la Préfecture, ajoute-t-il, me suggérant alors de ne pas utiliser ce terme dans mes travaux mais de procéder plutôt comme la Préfecture en parlant du fait d'« *être connu défavorablement des services de police* »⁴⁰⁰. L'opacité qui entoure le sujet du STIC soulève alors la question de la légalité de cette procédure. Les acteurs des dispositifs sont toutefois contraints de se plier à cette exigence préfectorale concernant la sélection des migrants roms.

Par ailleurs, certains critères opératoires apparaissent parfois prioritaires par rapport à d'autres, selon les discours des responsables du dispositif. Tantôt l'employabilité, tantôt la maîtrise du français, en passant par le fameux « STIC ». Le contexte politique et économique joue un rôle extrêmement important dans cette priorisation, ce qui explique que la définition d'une priorité soit fluctuante dans le temps et en fonction des interlocuteurs. Ainsi, la troisième période de sélection, entre septembre 2011 et mars 2012, voit s'affronter une lutte entre les partisans des « *deux principaux critères de sélection par le préfet : le fichier police (je ne parle pas du casier judiciaire, il peut être vierge) et la maîtrise du français* »⁴⁰¹. Le premier a longtemps été jugé comme « *assoupli par la sous-préfète* », jusqu'à l'arrivée d'un nouveau préfet de Région à l'été 2011, qui joua par ailleurs un rôle important pendant plusieurs années au sein du ministère de l'immigration. Celui-ci replace alors le STIC comme critère principal de la sélection, ce qui fait dire au coordonnateur de la MOUS que c'est parce

³⁹⁷ Décret n°2001-583 du 5 juillet 2001 pris pour l'application des dispositions du troisième alinéa de l'article 31 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés et portant création du système de traitement des infractions constatées. Consulté le 30 mai 2014.

³⁹⁸ <http://www.cnil.fr/documentation/fichiers-en-fiche/fichier/article/stic-systeme-de-traitement-des-infractions-constatees/> Consulté le 30 mai 2014.

³⁹⁹ Entretien, 13 décembre 2011.

⁴⁰⁰ Entretien, 5 juin 2012.

⁴⁰¹ Notes de terrain, propos de Pierre-Alain Dumont, réunion multi-partenaire à la Ville, 2 mai 2011.

qu' « *il est anti-immigration, donc il se retranche derrière le STIC en sachant très bien qu'il y aura moins de régularisation comme ça* »⁴⁰².

L'importance du STIC et la zone de tolérance concernant ce critère sont donc fluctuantes, en fonction des prises de pouvoir des hauts fonctionnaires à la tête de la MOUS, au Service de l'Immigration de la Préfecture comme à la DDCS. Pierre-Alain Dumont fait très clairement état de cette fluctuation dans le temps, en récapitulant les changements intervenus sur ce critère en fonction des cadres de la Préfecture :

Selon lui, voici la version officielle du « *STIC du préfet* » : Pour la MOUS 1, « *ne pas avoir de problème de police, mais les petits délits ne sont pas pris en compte* ». (...) Puis il met en corrélation l' « *arrivée de [la sous-préfète] pendant la MOUS 1* » et « *l'augmentation du taux de tolérance par le CSAP* » : « *à la fin de la MOUS 1 et pour la MOUS 2, le vol de fluides n'est pas pris en compte* ». Puis « *arrivée de [nouveau préfet] l'été dernier* » : « *il se sert d'une décision du préfet de Police* » : « *Depuis le début de la MOUS, il y avait le contrôle des fichiers police. Une policière assermentée regardait le STIC pour chaque famille avec une liste de consignes pour laisser passer les petits délits.* »⁴⁰³

Le critère du STIC relève donc clairement d'enjeux politiques. Lors de la campagne présidentielle de 2012, les acteurs de la MOUS font nombre de pronostics et de négociations sur ce critère du STIC : Pierre-Alain Dumont me dit envisager « *un assouplissement du STIC si Hollande est élu, car beaucoup de familles se sont faites balader à cause du STIC. [La directrice de la DDCS] n'a pas voulu voir les diagnostics de ceux qui étaient "stickés" alors qu'il y avait de bons profils.* »⁴⁰⁴. Si lui ne le fait pas ouvertement, j'ai pu observer que de nombreux partenaires de la MOUS se questionnent, voire s'insurgent contre le STIC comme critère de sélection, comme les médiateurs. Lorsque des voix s'élèvent en ce sens lors d'un comité technique de la MOUS, la représentante de l'État demande aux personnes de se taire car « *le comité technique n'est pas mandaté pour ça* » et ajoute « *Déjà on a de la chance de donner des autorisations de travail à des gens qui pour l'instant n'en ont pas le droit.* »⁴⁰⁵. Prendre ce qu'il y a à prendre, et surtout ne pas émettre de réserve, voilà la ligne de conduite à adopter lorsque l'État reprend activement la main sur le dossier.

Lorsque le STIC passe sur le devant de la scène comme critère principal, les migrants roms sont préalablement sélectionnés sur cette base-là, avant de passer l'entretien de diagnostic. Après cette première étape, d'autres critères entrent en jeu. Là aussi, la priorisation de ces critères est fluctuante dans le temps. Ainsi Cécilia Talbi rapporte en réunion que la sous-préfète lui aurait dit que « *ce qui allait faire toute la différence, c'est la langue française* »⁴⁰⁶, alors que cette dernière présente trois mois plus tard la MOUS comme étant « *un dispositif d'accompagnement sur critères d'employabilité* »⁴⁰⁷. Ce critère-ci est très controversé car il apparaît comme étant opérationnel uniquement dans la troisième phase de la MOUS, correspondant à une troisième période de sélection de migrants roms, et non dans les deux précédentes. C'est

⁴⁰² Entretien, 5 juin 2012.

⁴⁰³ Notes de terrain, 5 juin 2012.

⁴⁰⁴ Entretien, 3 mai 2012.

⁴⁰⁵ Notes de terrain, comité technique de la MOUS, communauté urbaine, 13 septembre 2011.

⁴⁰⁶ Notes de terrain, réunion multi-partenariale à la Ville, 23 janvier 2012.

⁴⁰⁷ Entretien avec Pierre-Alain Dumont, 3 mai 2012.

précisément ce que nombre d'acteurs de l'arène (dont les médiateurs) critiquaient ouvertement depuis le début, arguant qu'il valait mieux prioriser l'emploi que l'habitat. Or les responsables de la MOUS (tant à la Préfecture, qu'à la DDCS ou au CSAP) nient catégoriquement la survenue tardive de ce critère d'employabilité : « *L'objectif au début était de retenir des familles qui sont rapidement insérables, d'où le filtre de l'employabilité* »⁴⁰⁸. Il semble ici y avoir un flou entre les critères posés pour la sélection et les critères orientant l'action d'accompagnement des migrants par l'équipe de la MOUS, une fois sélectionnés.

Quant au critère de la maîtrise de la langue française, il s'agit d'un critère subjectif dont l'appréciation est demandée aux médiateurs ou à l'agent de la MOUS effectuant l'entretien de diagnostic. Lors de mes observations de ces entretiens, qui se déroulent dans la langue nationale officielle des pays d'origine des migrants, seule était posée cette question : « *Le français, tu comprends ? Tu parles bien ? Ou un peu, ou pas du tout ?* »⁴⁰⁹. Étonnée de me rendre compte qu'il n'était pas demandé aux candidats de s'exprimer un peu en français, j'en fais part à Pierre-Alain Dumont⁴¹⁰. Dans les entretiens suivants, un échange de phrases en français a lieu entre Milena et les candidats, soit entre Bulgares... Le paradoxe de l'évaluation de la maîtrise de la langue ne tient pas uniquement à l'origine étrangère de l'évaluateur. Christophe Daadouch (2013) explique que toute évaluation de la maîtrise de la langue devrait être effectuée par des organismes agréés, afin de pallier à cette subjectivité que recouvre la capacité d'écoute comme l'habitude de l'oreille de l'évaluateur. Ce point renvoie plus largement à la question de l'évaluation de la conduite des entretiens de diagnostic, qui est ici inexistante.

Ces différents critères ne sont pas sans rappeler les critères de sélection mis en place pour identifier puis accompagner (de la protection juridique à la régularisation) les victimes de la traite par une association, qu'analyse Milena Jaksic (2013). Il est frappant de remarquer que les critères établis pour effectuer ce tri sont assez similaires (l'aspect juridique de la plainte et du témoignage mis à part) : « *l'assiduité aux cours de français, dispensés deux fois par semaine par les bénévoles de l'association et visant à évaluer la volonté des personnes à "s'intégrer dans la société française" ; la recherche active d'un "travail décent" appuyée par une promesse d'embauche ou un contrat de travail* » (Jaksic, 2013 : 43). On perçoit alors, comme le souligne en creux Milena Jaksic, une certaine forme de rigidité dans les choix effectués par l'État pour déterminer qui peut être accepté sur le territoire. Cependant, en questionnant les critères qui fondent la mise en œuvre du processus de sélection, on remarque un flou dans les termes de ces critères et dans leur signification : qu'est-ce que l'employabilité ? La volonté et la capacité d'intégration ? Quel degré de maîtrise de la langue ? Ces questions de définition n'ont jamais été posées par les différents acteurs de l'arène rom locale. Ce flou est aussi généré par la fluctuation des contextes politiques et des jeux d'acteurs qui sous-tendent ces dispositifs locaux.

⁴⁰⁸ Notes de terrain, table ronde « Roms » à la Préfecture de Région, propos de la directrice de la DDCS qui est à cette période à la tête du pilotage de la MOUS, 11 juillet 2011.

⁴⁰⁹ Notes de terrain, 29 novembre 2011.

⁴¹⁰ Celui-ci souhaitant des « retours » de mes observations.

Ce manque de clarté et d'épaisseur dans les critères opératoires conduit les acteurs institutionnels à des redéfinitions en interne de ces critères et de leur priorité. Comme je vais le montrer, ces ajustements s'effectuent en fonction du contexte de diagnostic, des situations familiales, du déroulement des entretiens, du « feeling » avec les individus lors de l'entretien, bref des subjectivités individuelles, à la fois des acteurs des dispositifs et des candidats.

3.3.3. Ajustements et contournements de la règle : prégnance de pouvoirs discrétionnaires

La labilité des critères de sélection des migrants roms, résonnant avec celle des acteurs intervenant dans la chaîne du triage, donne alors lieu à l'émergence de petites zones grises en ce qui concerne les choix effectués. En d'autres termes, c'est bien d'un pouvoir discrétionnaire dont il est question, au sens où l'entend Alexis Spire (2008), à savoir « *une marge d'appréciation pour adapter la réglementation à chaque cas singulier* » (Spire, 2008 : 65). D'après ses recherches, celui-ci note en effet que de plus en plus d'agents intermédiaires peuvent, en matière d'immigration, fixer leurs propres critères d'appréciation. Les dispositifs politiques locaux en direction des migrants roms n'échappent pas à cette nouvelle dynamique, les pouvoirs discrétionnaires ayant cours étant fonction des acteurs et des situations. Néanmoins, ces derniers ne sont pas le seul fait d'agents « intermédiaires », comme je le montrerai, puisqu'ils relèvent aussi parfois directement des cadres de l'administration préfectorale.

Le flou des critères laisse place aux appréciations subjectives de certains acteurs du triage, ce qui peut conduire au contournement des règles préétablies. Cela est particulièrement visible en partant du pendant négatif de la sélection, à savoir les migrants qui sont a priori exclus d'emblée du dispositif, et même du processus de sélection sur ordre de la Préfecture sous prétexte que « *la MOUS n'est pas un dispositif d'assistance* » donc « *on ne peut pas intégrer des personnes de plus de 60 ans, des gens malades, dialysés, etc.* »⁴¹¹. Or plusieurs personnes ont été diagnostiquées et régularisées malgré leur âge avancé ou malgré leur problème de santé, la plupart du temps en les « rattachant » au foyer de membres de leur famille. Ce fut notamment le cas de Petre, un homme de 68 ans, malade, un « *grand-père qui a été considéré par Mme [la sous-préfète] comme un enfant au sein de la même famille* »⁴¹² m'explique Pierre-Alain Dumont. Dans un autre cas, ce sont deux grands-parents d'une famille de la MOUS, une famille « modèle » selon l'association (on y reviendra), qui, m'explique Milena, « *ont été diagnostiqués pour rendre service à Albena pour garder les enfants et qu'elle puisse travailler* »⁴¹³. Ce cas-là est compliqué, semé d'embûches étant donné que les grands-parents étaient « *connus défavorablement des services de police* » en raison d'une OQTF qu'ils avaient reçue auparavant. Cela aurait dû rendre leur régularisation auprès de la Préfecture impossible, d'après la logique des critères de sélection. Or l'association est parvenue à convaincre les décideurs en Préfecture du

⁴¹¹ Entretien avec Pierre-Alain Dumont qui rapporte les propos de la sous-préfète avec lesquels il se dit en total accord, 3 mai 2012.

⁴¹² Entretien, 16 mai 2011.

⁴¹³ Entretien, 29 mars 2012.

bien-fondé de leur demande. Les grands-parents ont obtenu en premier lieu une APS de six mois, mais sans autorisation de travail, avant de recevoir des cartes de séjour d'un an suite aux démarches effectuées par l'équipe de la MOUS, sans que ces personnes ne soient accompagnées dans le dispositif, comme me l'explique en ces termes Milena⁴¹⁴. Cependant, si Pierre-Alain Dumont parvient à faire passer ainsi ces personnes à travers le filtre du STIC, ce n'est pas le cas de nombreuses autres qui n'auraient commis, pour seul délit, qu'une irrégularité du séjour impliquant une OQTF. Le fait que cet acteur s'insurge (du moins auprès de moi) de la considération de l'OQTF comme délit⁴¹⁵ n'a pas d'impact sur ce critère de sélection.

Ces petites exceptions, entorses au règlement de départ, mettent à mal le socle du dispositif qui considère uniquement les familles dans leur forme nucléaire de façon très stricte. Le fait d'introduire des membres considérés comme relevant de la famille éloignée revient à élargir la vision de la famille qu'a l'institution. Pour autant, ce n'est pas le cas pour toutes les familles du dispositif, notamment dans un autre cas de figure : celui des jeunes majeurs célibataires. En fonction des critères de la MOUS, chaque migrant majeur célibataire est considéré comme un « adulte isolé » et ne peut en aucun cas candidater en étant rattaché à ses parents, alors même qu'il vit avec eux et non en autonomie. Ce fonctionnement peut être un frein important à la candidature de certains d'une part, et à la « réussite » de l'accompagnement des personnes ayant ce profil qui ont été sélectionnées d'autre part, comme je le montrerai dans la troisième partie de la thèse. On ne peut donc pas parler de véritable prise en compte des réalités familiales et d'organisation sociale de la part des porteurs de projet, mais simplement d'un pouvoir discrétionnaire qui s'exerce dans certaines situations uniquement, en fonction des appréciations subjectives des acteurs ainsi que des périodes.

Le fait qu'il y ait un nombre assez important d'agents au bas de la chaîne de triage des migrants et qu'ils relèvent d'institutions différentes (qui parfois s'opposent) joue également un rôle important dans la labilité de l'agir politique concernant les migrants roms. On note précisément une multiplication des critères en conséquence. En effet, les critères donnés par la Préfecture sont en partie différents (puisque réappropriés en fonction des identités personnelles et du cadre professionnel des agents) des critères mis en acte au début du processus de sélection, par les agents de la MOUS et par les médiateurs. Si les premiers reprennent clairement et unanimement ceux de la Préfecture pour les raisons vues précédemment (concernant la forte loyauté envers la Préfecture), les pratiques des seconds laissent apparaître des critères plus officieux qui leur permettent de juger personnellement des critères officiels ou de proposer d'autres profils que ceux attendus dans le cadre de la MOUS.

Cela est visible notamment lorsque les médiateurs peuvent proposer des migrants à régulariser directement à la Préfecture, au cours de l'été 2012. Si Damien me dit en premier lieu que les migrants proposés sont ceux qui avaient déjà été diagnostiqués par la MOUS (et refusés par la Préfecture), il finit par préciser que d'autres critères entrent en jeu également. Il souligne avec force le fait d'avoir proposé certains migrants en priorité, en fonction de « *l'effectivité des évacuations* [des squats] à

⁴¹⁴ Entretien, 5 juillet 2012.

⁴¹⁵ Entretien, 5 juin 2012.

venir »⁴¹⁶, ce qui lui permet de mettre en avant une certaine objectivité dans les choix effectués. Mais il précise également qu'il y a « *certaines familles qu'on n'avait pas reproposées parce qu'entre-temps y a eu euh...des comportements moins-moins sur des activités illégales, sur des comportements, sur des accrochages. Sur tout un tas de situations.* ». Il répond par l'affirmative lorsque je lui demande s'il s'agissait d'« accrochages » avec eux, les médiateurs. Les critères utilisés par les médiateurs pour proposer la régularisation de certains migrants roms sont alors fonction de leurs propres appréciations et interactions, donc de leurs subjectivités. Damien finit donc par reconnaître qu'ils se sont distingués des critères officiels (« *on était sur d'autres critères que la MOUS* »). Toutefois, il fait montre d'une certaine réticence dans l'utilisation de ce terme : « *c'est pas une notion de critères (...) c'est euh...à la fois, y a des critères, y a des indicateurs, et à la fois c'est pas une question de feeling mais aussi une cohérence...* ». Répondant à mon insistance, la partie de l'entretien sur ce sujet s'achève ainsi :

Damien : « *Ouais, non y'a des critères, y'a des critères c'est clair sur le comportement de la famille, sur les...ça va au-delà du travail euh...* »

ACM : Ça va au-delà des caractéristiques objectives hum.

Damien : *Y'a des choses bon, l'attention des parents sur le suivi de la scolarité de leurs gamins c'est pas juste une question d'assiduité scolaire. Tu vois l'implication, ben tiens là t'as rendez-vous avec tel centre d'animation, putain le gamin ça va le, ça marche bien là-dessus, tu vois le fait que les gamins aient traversé tout [la Ville] pour euh...*

ACM : Oui c'est sûr, pour continuer à aller à l'école.

Damien : *Voilà, que les parents achètent des cartes [de cantine scolaire] quand ils pouvaient aussi. Tu vois, ça c'est des choses que tu peux pas critériser non plus mais à la fois tu te dis, y'a du gâchis énorme, ces familles là ouais.* »⁴¹⁷

Ces éléments qui émanent des propres appréciations des médiateurs sur les comportements des migrants roms deviennent donc des critères à la base du processus de sélection. Damien précise qu'il a pu « *faire un rendu oral* » pour chaque famille en donnant ces précisions directement au « *chef du bureau de l'immigration* », soit l'adjoint de la directrice. Ces critères peuvent donc être pris en compte dans le choix effectué en Préfecture. Ils le sont aussi dans le choix des médiateurs de ne pas proposer certains migrants : le fait même de ne pas permettre à des migrants de candidater relève d'une forme de punition effectuée par les médiateurs sur la base de leurs propres appréciations.

En outre, cette régularisation hors MOUS entre les médiateurs de la Ville et la Préfecture donne lieu à l'observation d'une nette différence de critères concernant quelques personnes sélectionnées. En effet, des migrants malades et/ou dont l'âge est plus élevé que ceux acceptés dans la MOUS bénéficient d'une régularisation dans ce cadre. Pourtant, le mot d'ordre officiel en provenance de la Préfecture est notamment le refus de régularisation pour des raisons de santé, comme le souligne Pierre-Alain Dumont tout en expliquant l'existence d'une dérogation à ce critère pour une famille et ce qu'il définit comme en étant les conséquences :

⁴¹⁶ Entretien, 7 décembre 2012.

⁴¹⁷ Ibid.

*« Le préfet a bien dit qu'il n'y aurait pas de régularisation pour des problèmes de santé ». Puis il ajoute qu'ils l'ont fait une fois « pour Monsieur Z dont la femme a un cancer mais c'est pas une réussite », et que c'était décidé par [la chef de service de l'Immigration en Préfecture] et le CSAP. Selon lui, le « problème » est maintenant que « l'épouse a guéri et lui veut pas trouver de travail, il continue à faire la manche, à l'État comme aux passants ».*⁴¹⁸

Lorsque ce sujet est soulevé en entretien, Damien s'en explique non pas en raison des profils de ces migrants (dont l'âge ou la santé seraient secondaires par rapport aux autres critères remplis) mais comme relevant d'une stratégie des médiateurs pour un meilleur fonctionnement de l'ensemble des dispositifs. En effet, Damien précise qu'il s'agit de *« gens dont on savait que la question de l'employabilité ne pourrait pas être présente. Donc on évoquait davantage une raison médicale. Et à la fois on leur disait clairement aussi qu'on ne pouvait pas faire de la résorption de squat si on laissait toujours le haut de l'arbre généalogique au sein du squat avec un squat toujours présent ! »*⁴¹⁹. L'idée des médiateurs est donc de favoriser l'intégration familiale pour ce qu'ils jugent être la réussite de l'ensemble du dispositif, et plus précisément pour *« déconstruire ce système d'occupation des espaces vacants sur les squats »*. Cela se comprend clairement au regard de leur logique de résorption des squats (logique qui est plus importante pour les médiateurs et les acteurs de la Ville que pour les autres acteurs de l'arène), mais qui apparaît cependant contradictoire avec la logique d'intégration individuelle prônée par tous.

Les critères de sélection donnés par la Préfecture se révèlent donc changeants en fonction des périodes et des acteurs qui demandent les régularisations : d'un côté, au sein du dispositif de MOUS (soit logiquement le seul moyen de régulariser localement ces migrants), les régularisations ne peuvent se faire pour des raisons de santé. De l'autre côté, la Préfecture régularise, via les médiateurs, des migrants roms qui ont des problèmes de santé et/ou ne pourraient pas entrer dans la MOUS car ne correspondent pas au critère de l'employabilité, celui-ci étant défini à cette période, fin 2012, comme prioritaire et unique. On est alors amené à se demander si l'existence même du dispositif de MOUS n'a pas pour seul objectif de donner une certaine visibilité officielle de la prise en charge des migrants roms dans l'agglomération comme étant très stricte et encadrée, alors que derrière celui-ci, plusieurs actions coexistent qui ne répondent pas du tout aux mêmes exigences mais plutôt à des registres de justifications très subjectifs, aléatoires et opaques.

3.4. De l'objet rom aux Roms objets : la place des migrants roms dans la politique locale

En retraçant la mise en œuvre de cette politique locale, j'ai montré les rôles de différents acteurs qui l'ont notamment impulsée. Si je n'ai pas parlé des migrants roms

⁴¹⁸ Entretien, 13 décembre 2011.

⁴¹⁹ Entretien, 7 décembre 2012.

dans ce contexte, c'est qu'ils n'étaient pas envisagés comme des « acteurs ». En effet, l'absence des migrants roms dans l'élaboration de la politique publique locale qui les concerne est flagrante. Aucun migrant rom n'est interlocuteur des acteurs politiques ; ce sont les associations « de terrain » MDM et VALCO qui s'y substituent clairement. Cela induit que la politique mise en œuvre ne s'est pas appuyée sur des négociations préalables, ou tout du moins sur une certaine écoute des migrants en question, de leurs logiques et dynamiques migratoires et de leurs volontés et attentes au regard de leurs séjours sur le territoire français. L'absence de la voix des migrants roms dans cette politique est d'autant plus troublante que cette dernière se traduit par la mise en place de dispositifs spécifiques à cette population, orientés vers l'accueil et l'accompagnement (bien que le rejet de ces migrants soit toujours, comme on l'a vu, le pendant négatif de cet accueil).

La place des migrants roms dans la définition et dans la mise en œuvre de la politique locale mérite d'être interrogée plus avant : comment la comprendre ? Cette question est à soulever dans le contexte actuel prônant le principe de participation dans la définition et la conduite de l'action publique (Blondiaux et Sintomer, 2002). Cependant, la plupart du temps, les décideurs ne cherchent pas directement à entendre les voix du public concerné – d'autant plus en ce qui concerne les politiques migratoires. Il ne s'agit donc pas ici de verser dans un angélisme trop facile qui consisterait à décrire le fonctionnement de cette politique locale comme s'étant conçue et déroulée sans demander leurs avis à ces derniers. Toutefois, il est pertinent de se questionner sur la façon dont les acteurs de l'arène considèrent concrètement ces migrants. Cela renvoie clairement à la figure du Rom telle qu'elle est construite par le biais de ces dispositifs : c'est précisément parce que les acteurs de l'arène pensent savoir comment « le Rom » pense et agit qu'ils n'ont pas besoin de l'entendre au final. On écoute un sujet, et non une population, or je vais montrer l'absence des sujets aux yeux des acteurs de cette politique locale. L'analyse de quelques interstices ouverts par des acteurs de l'arène souhaitant donner une place aux migrants roms va confirmer cette thèse.

Il faut se rappeler en premier lieu le caractère d'urgence qui a précédé les mises en place de chaque dispositif en direction des migrants roms dans l'agglomération (MOUS et médiation). Cela peut expliquer en partie l'absence de prise en considération des migrants, de leurs voix, de leurs désirs et réflexions, soit de leur être en tant que sujets, en s'accordant sur la définition du sujet proposée par exemple par Robert Misrahi (1983). C'est ce que dénonce, à première vue, Joël Veloso : « *on ne peut que regretter le manque de communication, en amont, avec les rroms et les associations qui les accompagnent* »⁴²⁰. Sur son blog, il raconte ainsi avoir emmené « *un Rom que j'avais invité* » à un Conseil de la communauté urbaine « *pour qu'il comprenne où et quelles décisions les politiques prenaient pour améliorer leurs conditions de vie* »⁴²¹. Il s'agit de Ion, un Rom roumain, plus précisément celui qui avait suscité l'attention première d'Antoine de MDM, quelques temps avant l'opération de relogement du quai Mazarin (Cf. 1.1.2.). Par leur proximité d'intervention dans les squats à cette période,

⁴²⁰ Extrait d'un billet écrit sur son blog, le 26 mars 2011.

⁴²¹ Extrait d'un billet écrit sur son blog, le 24 septembre 2010.

Joël est devenu très proche de Ion. Celui-ci devient alors une « figure » pour ces acteurs associatifs qui le prennent en charge de façon presque personnelle, avec l'objectif d'en faire un « modèle », comme le montrent ces propos de Luc :

« Mais en tout cas c'était le gars qui sort du lot. Donc ça a été poussé, lui et sa famille ont été relogés. Et Médecins du Monde a dit c'est des gens comme ça qu'il faut aider à l'intégration. Si on prend les plus aptes, on aura quelques cas, ça va marcher. Eux-mêmes véhiculeront une autre image vis-à-vis des Roms et c'est ça qu'il faut pousser. »⁴²²

Après s'être assuré du relogement de Ion et sa famille dans l'immeuble du quai Mazarin, Joël, soutenu par les acteurs de MDM, s'est occupé de lui trouver un emploi en faisant jouer ses relations. Il lui a également obtenu un logement dans le parc immobilier relevant du droit commun. En parallèle, Ion a appris très rapidement la langue française. Ces acteurs associatifs l'ont amené dans plusieurs événements publics, le poussant à prendre la parole pour parler des migrants roms. Plus tard, en 2011, un autre jeune Rom roumain attire l'attention de ces acteurs. Il s'agit de Mihai, qui se présente comme ayant une formation professionnelle, en parlant bien français et adoptant une attitude d'aisance et de proximité avec les acteurs associatifs et politiques qu'il est amené à rencontrer. Entrant dans le dispositif de MOUS très rapidement, dans lequel il exerce quelques temps la fonction d'interprète pour les Roumains, il obtient un logement autonome et un emploi en CDI en quelques mois. Il est lui aussi « capté » par ces associations pour témoigner régulièrement de la situation de ses « compatriotes », avec lesquels il a pourtant des relations assez distantes.

La posture des acteurs associatifs à l'égard de Mihai et de Ion relève donc d'une certaine instrumentalisation. Celle-ci est visible lorsque ces deux jeunes sont appelés à participer à des soirées-débats et autres conférences, servant ainsi de faire-valoir aux acteurs locaux et à la politique qu'ils défendent. De plus, MDM a utilisé Ion pendant un temps pour entrer dans des squats de migrants roms (notamment des squats dans lesquels vivaient des Roms bulgares alors que Ion est Roumain). Pour Antoine, qui dirigeait l'Actions Roms de MDM à cette période, Ion était « *un médiateur vachement intéressant* ». Il explique ainsi sa posture et celle de Joël à son égard :

« Après on l'a poussé, on l'a amené à Bruxelles, nous on l'a fait venir à Paris, on a fait venir des Roms à Paris, dans des réunions, pour leur faire comprendre qu'il fallait qu'ils soient porteurs de leurs projets...d'essayer de les impliquer, que ce soit pas que nous qui soyons porteurs du truc, qu'ils soient bien partenaires du projet. »⁴²³

Ces propos montrent bien l'objectif d'Antoine : permettre aux migrants roms de s'approprier leurs expériences de migrants et de « cibles » de projets politiques en leur donnant une place de « *partenaires* ». A priori, cela reviendrait donc à les appréhender comme acteurs à part entière. Or cet objectif est clairement sous-tendu par une vision des migrants roms comme sujets passifs qu'il conviendrait de « conscientiser », de guider pas à pas vers une sphère et des enjeux qui leur sont étrangers. L'idée véhiculée ainsi consiste à dire qu'étant les cibles des discours et des actions, il leur faut prendre

⁴²² Entretien, 6 mai 2011.

⁴²³ Entretien, 30 septembre 2011.

part, prendre voix. Dès lors, cela ne revient pas nécessairement, dans les faits, à prendre position mais plutôt à porter des voix.

Or Antoine poursuit ses propos en mettant en avant les différences de positionnement qui émergent rapidement entre les acteurs de MDM et Joël sur ce point :

« Mais de temps en temps, comme Joël avait des postures de.....comment dire ? Il acceptait pas trop cette...comment dire ça ?... (Silence) Il avait des messages contradictoires, voilà. Nous on était plutôt dans des discours d'autonomisation, saisissez-vous des trucs, nous on vous offre notre histoire de militantisme, appropriez-vous les questions d'éducation à la santé, ouvrez vos droits à la sécu, vous avez le droit au droit commun, et vous êtes des militants politiques, utilisez votre espace de militance. Et dès fois, Joël, en bon vieux militant, savait recanaliser la militance des gens dans des objectifs qui n'étaient pas les leurs. »⁴²⁴

Effectivement, le malaise d'Antoine est ici palpable dans ses hésitations et sa difficulté à trouver les mots, car il est amené à verbaliser, et peut-être dès lors à réaliser, que la posture de Joël vis-à-vis de ces jeunes migrants roms érigés en modèle se révèle problématique. Il s'agit d'une instrumentalisation qui est en quelque sorte plus obscure. En effet, ce dernier semble manipuler ces jeunes, qu'il utilise de diverses façons, soit pour son compte personnel (comme porter sa mallette, ce que me rapporte un acteur de la Ville l'ayant observé), soit pour légitimer sa pensée et son action par le biais associatif (en organisant lui-même des « *manifestations de rroms* »). Si la posture de Joël est assez spécifique, cela ne doit pas faire oublier que les migrants roms sont plus largement instrumentalisés par d'autres acteurs de l'arène rom locale.

Par ailleurs, nombre d'acteurs cherchent en premier lieu à identifier le « représentant » ou le « chef » de squat, lorsqu'ils veulent entrer en contact avec les habitants d'un squat. Cela revient donc à penser qu'ils sont face à une communauté soudée, voire qui obéit comme un seul homme. J'ai été plusieurs fois amenée à répéter qu'il n'y en avait pas, les squats existants dans l'agglomération n'étant pas structurés de façon hiérarchique, comme je le montrerai dans le chapitre 4. Ce besoin de recours à un porte-parole qu'est le « représentant » s'explique de façon très pragmatique, lorsqu'un acteur cherche à s'adresser à un ensemble de personnes sans vouloir (ou pouvoir) néanmoins prendre le temps de s'adresser à chacun. Mais cela est également fonction de l'appréhension de ces migrants roms comme une communauté, formant une totalité et non des individualités, ce que j'ai déjà montré précédemment. C'est cet aspect qui est particulièrement intéressant à considérer. D'autant que ce « besoin de chef » propre aux acteurs politiques notamment en a conduit certains à créer de toute pièce cette figure de représentant. Deux cas de figure apparaissent ainsi dans l'arène locale.

Une petite commune de l'agglomération, parmi celles dans lesquelles des squats se sont implantés, a ainsi une particularité : un des hommes du squat est devenu le « représentant » officieux du squat auprès de la mairie. Le directeur de cabinet l'explique ainsi : « *Je suis copain avec Stefan dans le squat, car il parle espagnol.* »⁴²⁵. Au-delà, il semble que le contact soit bien passé entre eux deux. C'est une aubaine pour

⁴²⁴ Entretien, 30 septembre 2011.

⁴²⁵ Entretien, 28 juin 2011.

le directeur de cabinet, qui, dès lors, passe par lui pour tout ce qui concerne le squat. Il le dit d'ailleurs ainsi : « *Il est adorable, quand j'ai des messages à faire passer, je le fais par lui.* ». Quant à Stefan, il prend ce rôle au sérieux, et le directeur de cabinet le sait bien : « *Stefan appelle quand il y a une fête, un baptême ou autre, pour prévenir qu'il y aura un peu de bruit.* » Cette implication de Stefan dans cette relation mérite d'être analysée en profondeur : il cultive cette relation pour les bénéfices personnels qu'il est susceptible d'en retirer. Il a l'impression de devoir parfois endosser un rôle qui le met mal à l'aise vis-à-vis de ses pairs, mais il le fait pour donner bonne impression, et parce qu'il s'est en quelque sorte « engagé » dans cette modalité de relation avec le directeur de cabinet. Ce fut ainsi le cas lorsqu'il a été sollicité par le directeur de cabinet pour réclamer les impayés de cantine scolaire aux habitants du squat. Stefan arpente le squat en faisant du porte à porte, sa liste fournie par la mairie à la main, l'air dépité, se dédouanant sans cesse auprès de tous d'une telle tâche. Il mettait alors en avant que s'ils voulaient rester dans ce squat, il fallait s'acquitter de ces sommes dues. En contrepartie, dès qu'il y a un problème dans le squat, Stefan téléphone au directeur de cabinet ou se rend directement dans son bureau pour tenter de le résoudre au plus vite. Les problèmes traités concernent le non-ramassage des ordures ménagères, l'encombrement des sanitaires, l'électricité défectueuse, etc. Cela permet aux autres habitants du squat d'accepter peut-être plus aisément cette ingérence dans leurs vies quotidiennes. L'analyse en termes de profit personnel est cependant la plus pertinente : Stefan a été régularisé de façon exceptionnelle par le directeur de cabinet, à un moment qui coïncide avec l'abandon progressif de ce rôle d'intermédiaire.

L'autre cas de figure concerne le squat de X de la Ville, dans lequel les médiateurs ont voulu mettre en place, en novembre 2011, au début de leur fonction, des « représentants » de squat. Damien m'explique que ce sont les habitants (estimés alors à 250 environ) qui ont choisi leurs représentants, au nombre de six. Or ce choix s'appuie sur un découpage effectué par les médiateurs sur la base des différents lieux de vie à l'intérieur du squat (« *Deux représentants des bâtiments, trois des cabanes, un pour les caravanes.* »⁴²⁶) et des « groupes familiaux », « groupes villageois » ou de l'« ethnicité » (« *les Turcs* » ou « *les musulmans* », « *les Roms* ») que les médiateurs identifient. Les fonctions de ces représentants sont notamment « *la régulation du squat* » et la « *gestion du quotidien* ». Ainsi les « *règles de vie* » mises en place sur ce squat auraient été « travaillées » avec les représentants. C'est cela qui a été mis en avant dans la présentation de ce projet aux habitants afin qu'ils effectuent leurs choix. Par cette fonction de régulation du squat, les représentants apparaissent donc comme les « relais » des médiateurs dans ce squat mais aussi à l'extérieur, en ce qui concerne les relations de voisinage notamment. En raison du refus de Joël, je n'ai pas pu réaliser d'observations des réunions avec ces représentants, mais des échos me sont parvenus de la part des migrants roms, ainsi que de Damien. J'ai ainsi pu constater que les habitants du squat ne semblent pas faire grand cas de leurs représentants, certains ne sachant les identifier. D'autres, arguant de leur ancienneté sur le squat, se plaignent de ne pas savoir comment ont été choisis ces représentants⁴²⁷. Damien, lui, reconnaît qu'il « *y a des*

⁴²⁶ Entretien, 21 novembre 2011.

⁴²⁷ Notes de terrain, 12 mars 2012.

carences » dans ce fonctionnement, sans plus d'explication. La présence de représentants ne semble pas utilisée par les médiateurs ni par les acteurs politiques de la Ville pour faire passer des messages auprès de l'ensemble des habitants, puisqu'ils voient régulièrement les familles de façon individuelle et organisent souvent des réunions pour tous les habitants. Cette tentative de la part des médiateurs de constituer des représentants de squat n'est pas anodine puisqu'elle révèle une volonté de rendre les migrants acteurs de leurs vies en ce lieu. Or dans les faits, cette démarche prend la forme d'une certaine instrumentalisation de ces représentants permettant à la Ville ou aux médiateurs d'imposer des règles et des injonctions spécifiques, parfois en dehors du droit commun (on le verra dans le chapitre 6)⁴²⁸.

Quant à la MOUS, j'ai montré précédemment que la place des migrants roms dans ce dispositif est une place de bénéficiaire de cette politique, ou de « candidat » pour en bénéficier. Ils n'ont pas eu de place ni de voix en amont de la définition du dispositif. S'ils sont « au cœur du projet », c'est d'une part a posteriori, et d'autre part dans une posture individuelle et d'une certaine façon contrainte. En outre, il apparaît parfois une certaine infantilisation de la part des acteurs des dispositifs qui tentent de leur faire adopter certains comportements afin de leur « *apprendre les codes de la société française* »⁴²⁹. C'est cela que je propose d'approfondir dans la troisième partie de la thèse. Je montrerai qu'en conséquence de cette absence de place d'acteurs pour les migrants roms dans cette politique apparaissent des dissensions entre leurs désirs, leurs volontés, leurs logiques et modalités de vie et ce qui leur est proposé dans ce cadre, perçu comme une imposition. La question sera alors de savoir si les migrants roms ont tenté de faire entendre leurs voix. Si oui, comment ? Est-ce qu'ils ont par ailleurs résisté au « labelling effect » produit par ces dispositifs politiques qui fabriquent des Roms-objets ? Comment, et avec quel succès ?

Conclusion de la section 3

C'est sur l'ambivalence politique fondamentale entre accueil et rejet des migrants roms sur le territoire que s'appuie la politique locale pour mettre en place une sélection des migrants conditionnant leur accès aux dispositifs et plus largement aux droits. Pour prétendre à être sélectionnés, les migrants doivent montrer leur volonté d'intégration. Mais paradoxalement, les injonctions à la volonté d'intégration et à l'empowerment général des migrants roms révèlent, au regard des logiques étatiques qui les sous-tendent et à l'individualisation existante dans ces dispositifs, le passage d'une politique ciblant des groupes au contrôle direct des individus. Ainsi les dispositifs locaux visant l'intégration des migrants roms sont, dans leur fonctionnement, de parfaites illustrations du biopouvoir tel que Michel Foucault (1979) l'a mis à jour et analysé.

J'ai montré dans cette section la forte labilité des registres de triage dans la politique de sélection des migrants roms. Le circuit de sélection, donc l'identification

⁴²⁸ De plus, les représentants en question trouvent aussi un intérêt à leur nomination, par leur proximité (réelle ou souhaitée) avec les médiateurs, pensée comme pouvant leur apporter des bénéfices. Je le montrerai plus largement dans le chapitre 6.

⁴²⁹ Notes de terrain, réunion de présentation de la MOUS aux habitants du squat de X, 28 novembre 2011.

effective des acteurs jouant un rôle dans ce triage, est opaque, tant il y a d'acteurs qui interviennent à différentes étapes du processus, sans que ces interventions soient explicites et claires pour tous (et surtout pour les migrants). Quant aux critères de sélection, ils sont soit flous, soit aléatoires en fonction des acteurs et des périodes. Ce fonctionnement induit alors des multiplicités de contournements des règles, et plus largement, du fonctionnement officiel de cette sélection, ce qui est révélateur des ambivalences et de la situation en marge de cette politique. Dans cette perspective, Vincent Dubois (2012) souligne clairement le rapport de domination consécutif à ces pratiques bureaucratiques : « *Les rapports de domination socio-économique s'y rejouent sur les scènes du "micro-pouvoir" (Foucault, 1975), où le maniement du passe-droit et de l'arrangement (Bourdieu, 1990) conduit à renforcer la dépendance économique par une dépendance à l'égard des street-level bureaucrats.* » (Dubois, 2012 : 91). Si ces registres opaques et aléatoires de triage conduisent à renforcer ainsi le contrôle des migrants roms, ils font naître aussi une forme de dépendance des migrants aux agents et plus largement à l'État. Comme le précise Caroline Izambert (2014), « *Le tri est toujours la mise en scène de celui qui a le pouvoir d'édicter les critères de tri sur ceux qui en font l'objet.* » (Izambert, 2014 : 214-215).

En outre, la question de la sélection des personnes pouvant entrer dans le dispositif de MOUS donne lieu, *in fine*, à des controverses morales. Le « problème » sous-jacent à la sélection n'est pas, pour les acteurs professionnels, celui des migrants qu'il faut choisir, mais relève plutôt d'un problème d'ordre moral. En d'autres termes, la sélection, dont les migrants qui en font directement l'expérience sont les premiers à pâtir, vient comme « réponse » à un problème qui n'est pas le problème des migrants eux-mêmes (tels qu'ils auraient pu le définir si on leur avait demandé) mais bel et bien le problème des institutions : celui de l'ordre moral, dont le processus de sélection se fait garant. La vie des bénéficiaires de l'action publique est ici mise de côté, voire entachée d'une manière ou d'une autre, par cet impératif d'ordre moral qui assoit ainsi ce rapport de domination.

Conclusion du chapitre 2

La présence de personnes identifiées comme migrants roms d'Europe de l'Est vivant en habitat qualifié de « précaire » voire « très précaire », squats ou bidonvilles dans l'agglomération, est appréhendée par les acteurs associatifs, institutionnels, puis politiques comme un « problème » spécifique auquel il conviendrait alors de trouver, politiquement, des solutions également spécifiques. C'est pourquoi le terme d'« objet rom », montrant à la fois son caractère construit et particulier, est utilisé pour en rendre compte.

Au début des années 2000, la construction de l'« objet rom » débute avec les seuls acteurs associatifs de l'aide sociale intervenant dans les squats. Il s'agit principalement des associations MDM et VALCO. Ces acteurs exercent une pression sur la sphère politique locale pour prendre en charge la « question rom ». Cette pression

première des associations s'est transformée en un véritable partenariat avec les acteurs politiques locaux, ce qui leur a permis de partager leur connaissance du terrain. C'est d'ailleurs par leur seul intermédiaire que les acteurs politiques se forgent une idée de la situation dans les squats, ainsi que de l'identification du public, ce qui contribue à donner un rôle majeur à ces associations dans la co-construction de l'« objet rom » comme des actions à mener dans cette arène. Ainsi le fonctionnement de cette arène rom locale incarne clairement la théorie de la sociologie de la traduction développée par Michel Callon (1986) avec le concept de l'acteur-réseau. On retrouve en effet les quatre étapes de l'opération de traduction (problématisation, intéressement, enrôlement et mobilisation des alliés) par lesquelles s'établissent les relations entre différents acteurs traduisant la volonté de collectifs divers et enrôlant d'autres acteurs. Il y a ainsi une adaptation permanente de l'identification du problème comme du public en fonction des acteurs, des périodes et des événements qui participe du dynamisme de cette arène rom locale.

Dès lors, la politique locale qui se construit s'oriente principalement sur le (re)logement, l'objectif premier des acteurs politiques de l'arène rom locale étant l'éradication des squats de migrants roms. Plusieurs actions sont menées en ce sens, dont un dispositif étatique qui constitue le cœur de cette politique locale : la MOUS « squats roms ». L'analyse de la mise en place de ce dispositif a permis de montrer les liens forts existant entre construction du problème, du public et des solutions envisagées. Ainsi la politique menée dans l'agglomération en direction de ces migrants oscille clairement entre rejet et accueil de l'Autre qu'incarne le « migrant rom ». C'est le cas dans les positionnements ambivalents de certains acteurs et de la Préfecture, mais aussi dans les deux dispositifs qui ont été mis en place en direction de ces migrants : la MOUS et la médiation sociale. En outre, il apparaît que l'objectif politique premier d'éradication des squats relève d'une lutte sans fin (l'objectif n'a de fait jamais pu être atteint) mais avec beaucoup de moyens. J'ai en effet montré le nombre d'acteurs constituant l'arène rom locale, celle-ci mobilisant beaucoup d'énergie, d'idées, de positions et d'actions diverses. Les migrants roms sont exclus de cette arène, alors même qu'ils constituent le public cible et pour certains, les bénéficiaires de ces dispositifs. Cibler les migrants roms en politique relève donc d'une double spécificité, construite à la fois sur l'identification du public et du « problème » qui lui est accolé, et sur une tension permanente entre expulsion et intégration.

La spécificité centrale de cette politique s'incarne particulièrement dans le processus de sélection de ces migrants, qui a à la fois pour condition et objectif l'intégration, tant au regard de la « volonté » que de la « capacité » des migrants à y parvenir. Ces dispositifs ont en effet pour fonction d'intégrer ceux qui peuvent, voire méritent de l'être. Les logiques étatiques et idéologiques sous-jacentes à cette question et traversant le processus de sélection ont été mises à jour ; elles s'enracinent au final dans ce que Didier Fassin (2012) nomme la « *recomposition de la communauté morale nationale* », mais dans un double mouvement : dans ce cas coexistent « *des processus d'inclusion sélective* » ainsi que des processus « *d'altération radicale* » (Fassin, 2012 : 17).

J'ai montré que la sélection sociale des migrants s'appuie sur une multiplicité d'acteurs et des positions de chacun dans le processus de sélection. Cette multiplicité ne renvoie pas à une opération neutre, puisqu'il s'agit, à chaque niveau, de repérer les « intégrables ». J'ai montré que le cadre professionnel qui sous-tend les dispositifs de MOUS et de médiation est assez fluctuant. Cela soulève alors la question de l'arbitraire dans bien des domaines d'interactions, qui finit par devenir la norme dans ce processus de sélection au sein duquel les valeurs morales ont une place et un rôle non négligeables. Vincent Dubois (2012) va plus loin en affirmant que la frontière est aujourd'hui très mince entre le « contrôle bureaucratique » et le « contrôle social ». Il montre que la production de jugements, les injonctions pratiques, les décisions de sanction sont « *désormais les fonctions mêmes* » du traitement bureaucratique des pauvres (et des migrants, peut-on ajouter), celui-ci étant « *tourné de manière croissante vers le redressement des comportements* », ce qui fait largement écho aux conclusions de Loïc Wacquant (2004) sur le sujet. Vincent Dubois souligne alors que « *le contrôle (bureaucratique) tend à devenir un moyen du contrôle (social) des pauvres que l'on attribuait traditionnellement aux travailleurs sociaux, et qui s'exerce désormais de manière plus directement coercitive* » (Dubois, 2012 : 98). Tel que j'ai pu les analyser dans ce chapitre, les dispositifs mis en place en direction des migrants roms incarnent tout à fait, dans leurs fonctionnements, ce contrôle des migrants – à la fois ferme et opaque.

L'exceptionnalité de cette politique locale mise en place en direction des migrants roms dans l'agglomération repose également sur l'appréhension de ces migrants non pas comme des sujets, mais bien comme des objets : objets de peurs, objets de fantasmes, objets de dysfonctionnements structurels, objets politiques. C'est précisément sur cette base que se construit cette politique. C'est ce que montre l'analyse sémantique de l'utilisation des termes pour identifier le public-cible des actions politiques menées dans l'arène. Dans les documents officiels des acteurs prenant part à la politique locale en direction de ces migrants se trouvent différentes appellations pour désigner le dispositif de MOUS. Ces dernières mettent tantôt l'accent sur les caractéristiques ethniques de la population concernée, tantôt sur la question de l'habitat, tantôt sur les deux : on trouve ainsi le terme de « *MOUS Squats Rroms* », de « *MOUS Roms* », de « *MOUS à destination des ressortissants bulgares et roumains de l'Union européenne occupant des squats sur la communauté urbaine* ». Avec le temps, le terme « rom » disparaît peu à peu des intitulés officiels. Les plaquettes visant à présenter la MOUS à la fin de l'année 2011 sont ainsi exemptes de toute caractéristique ethnique dans l'identification du public cible. Une idée largement répandue alors consiste à affirmer le fait qu'« *ils ne sont pas tous Roms !* ».

Au final, avec cette catégorie mêlant caractéristiques ethniques, socio-économiques et urbaines, ou au contraire l'absence de toute caractéristique ethnique, le résultat est le même : c'est ainsi qu'est finalement créée l'« identité rom » telle qu'appréhendée par les pouvoirs publics locaux, de façon sous-jacente puisque sans la nommer. Ces oscillations renvoient au flou du public et à sa difficile appréhension par les acteurs politiques, et révèlent aussi l'absence de prise en compte de « *ce qui compte vraiment pour eux* » (Kleinman, 2008) voire l'absence de *leur* prise en compte. A

contrario, on remarque la mise en avant des institutions elles-mêmes, de leurs points de vues donc de leurs logiques : par leur lecture du « problème » donc du public et des « solutions » qu'il est possible de mettre en œuvre. Celles-ci contribuent alors également à construire l'« objet » politique en question, soit l'« objet rom ». Cela vient corroborer l'affirmation de Vincent Dubois (2010) selon lequel « *les catégories d'intervention publique (...) forment également les matrices de la construction des problèmes, qui sont pré-cadrés dans les structures et la « pensée » des institutions* (Douglas, 1989) ». Il apparaît alors clairement que les migrants roms n'ont pas de place dans la politique locale qui les concerne. En analysant ce qui semble être des exceptions, j'ai montré que la place qui est faite à certains dans la politique locale relève d'une forme d'instrumentalisation des migrants ou d'une certaine éducation à la citoyenneté, qui participe alors du renforcement d'une domination symbolique déjà existante.

Cette labilité extrême de l'agir politique en direction des migrants roms n'en affaiblit pas moins la puissance et les effets sur les populations, constituant un véritable « *gouvernement des conduites* », pour reprendre l'expression de Michel Foucault (1978-1979). Le fait même que cette politique s'incarne dans des dispositifs spécifiques, donc qui mettent à part ces migrants sans pour autant les exclure (tous ou d'emblée), induit la fabrication d'une dépendance des migrants roms au pouvoir d'État. On peut alors effectuer un parallèle avec l'analyse de Caroline Izambert (2014) portant sur l'accès des étrangers en situation irrégulière à la couverture maladie en France : « *En accordant un accès aux soins aux personnes en situation irrégulière, le pouvoir politique s'assure une forme de gouvernement de cette population, tout en rendant solvable la demande de soins de ces personnes qui constituent ainsi une part non négligeable du public de certains établissements de santé.* » (Izambert, 2014 : 215). Ainsi les migrants roms sélectionnés dans les dispositifs font, comme on va le voir, l'expérience d'un « gouvernement des conduites » qui les enjoint d'une part à être redevable de leur sélection, et d'autre part à se plier à toutes les injonctions et exigences qui leur sont destinées.

CONCLUSION DE LA PREMIERE PARTIE

À travers cette analyse de l'« objet rom » comme problème public et politique construit, je rejoins évidemment Olivier Legros (2011) selon lequel « *la "question rom" [...] n'existe pas a priori ; en revanche elle se construit dans des situations d'interactions, probablement selon des processus différents, mais toujours au travers des discours et des pratiques des citoyens ordinaires, des organisations de la société dite « civile » et des institutions.* » (Legros, 2011 : 43). L'étude de cas à l'échelle d'une agglomération permet de comprendre la façon dont les acteurs se mobilisent, sur quels domaines et avec quelles légitimités, mais aussi quelle réponse est apportée au « problème » posé – en fonction de la formulation du « problème » ainsi que des acteurs impliqués dans cette arène. J'ai ainsi mis en lumière la construction de l'« objet rom » à travers la mobilisation de différents acteurs (associatifs, institutionnels, politiques) et différentes échelles (l'agglomération, le pays, l'Europe). On a vu que la construction de cette arène rom locale va de pair avec la construction de l'« objet rom », la catégorisation du public participant grandement à définir l'orientation de la politique locale et les interventions mises en place.

En analysant les discours et les actions des acteurs associatifs et institutionnels accueillant des migrants roms, j'ai montré ce qui caractérise précisément ce phénomène de « vague rom » dans l'agglomération, et qui va inciter quelques acteurs associatifs à se mobiliser pour faire pression sur l'État local afin de prendre en charge ce qui est désormais défini comme un problème public. La perception qu'ont les acteurs associatifs des migrants est déterminante puisqu'ils ont été les premiers à venir à leur rencontre. Au-delà même de toute catégorisation ethnique, les acteurs « accueillants » enferment ces nouveaux migrants dans des caractéristiques et des situations jugées problématiques voire illégitimes, qui font que ces personnes ne sont plus définies que comme cela. Apparaît alors une absence de prise en considération de la complexité des vies et des subjectivités individuelles, comme si le prisme de la précarité et plus largement du « problème » sous lequel est perçue et approchée la population en question induirait qu'il s'agit de « *vies perdues* » ou de « *vies redondantes* » (Bauman, 2006), soit des vies de trop ou des vies sans valeur. Ainsi, par la disqualification morale que j'ai mise à jour en direction des migrants roms s'opère une forme d'exclusion dont l'aboutissement est le retrait de la vie humaine. C'est précisément ce que Zygmunt Bauman (2006) analyse comme relevant de la production de l'homme jetable ou surnuméraire défini ainsi : « *être redondant signifie être en surnombre, indésirable, d'aucune utilité (...) Les autres n'ont pas besoin de vous ; ils peuvent faire aussi bien et mieux sans vous.* » (Bauman, 2006 : 28).

En se focalisant sur les identifications (par la nomination) du public comme du « problème » par les acteurs associatifs puis étatiques, j'ai montré alors en quoi il y a eu une évolution dans la catégorisation, reflétant les différences d'approches du « problème » entre le milieu associatif et l'État local. Il y a là un passage d'une « *politique de la pitié* » (Arendt, 1967) relevant d'une politique humanitaire, à une politique migratoire locale relevant de la gestion spécifique d'une population (entre

intégration et exclusion du territoire national). Par la spécificité des dispositifs politiques mis en place en direction des migrants roms qui se situent concrètement aux marges de l'État, ainsi que l'oscillation permanente entre accueil et rejet de ces derniers, on est donc loin d'un glissement vers une « *politique de la justice* » (Boltanski, 1993 : 16) qui donnerait à ces migrants une place dans la cité. Plus avant, avec la prise en charge de la « question rom » par les pouvoirs publics locaux, la « politique de la pitié » ne semble pas si loin. En effet, la mise à distance de la voix et plus largement des « *émotions et sentiments* » des personnes concernées font partie prenante de « *la pitié qui généralise et intègre cette dimension de distance* » (Boltanski, 1993 : 20) que Luc Boltanski, sur les traces d'Hannah Arendt, oppose à la compassion. En outre, d'après ce dernier, « *pour une politique de la pitié, l'urgence de l'action à mener pour faire cesser les souffrances invoquées l'emporte toujours sur la considération de la justice* » (1993 : 18). Cela n'est pas sans rappeler les conditions et les enjeux présidant à la mise en œuvre concrète des politiques analysées en direction des migrants roms.

J'ai ainsi montré une oscillation permanente entre spécificités et droit commun, ce dernier étant impossible à atteindre au regard des caractéristiques juridico-administratives du public dans sa relation à l'État. Cette population connaît en effet une réelle différenciation ethnique, culturelle, sociale, administrative, juridique, par les acteurs associatifs, institutionnels et étatiques. Ces migrants sont toujours confrontés, dans leurs expériences quotidiennes de rapports aux institutions, à une oscillation entre acceptation et rejet de leur présence, de leur être, sur le territoire. En ayant mis en perspective cette politique locale avec d'autres politiques migratoires et/ou de gestion de la pauvreté et de la différence culturelle, j'ai montré que malgré quelques différences, l'objectif et les grandes lignes des modalités mises en œuvre pour y parvenir connaissent des ressemblances flagrantes. Comme le souligne plus largement Didier Fassin (2010), « *cette tension entre humanité et sécurité, entre compassion et répression – telle qu'elle s'exprime autour de la question des réfugiés et plus largement des immigrés –, est une caractéristique majeure de la gestion des étrangers dans la France contemporaine* » (Fassin, 2010 : 174). Dès lors, on retrouve de façon quasi symbolique dans la politique nationale en direction des migrants roms, comme dans l'accueil de ces migrants par les institutions au niveau local, cette « *dialectique de l'hospitalité et de l'hostilité* » au fondement de « *la rhétorique des politiques de l'immigration* » (Fassin, 2010 : 175).

On soulignera également l'identification d'abord ethnique d'une population comme rom qui renvoie à une perception en tant que communauté, mais aussi dont les « membres » seraient intrinsèquement différents et marginaux. Cette mise en étrangeté a deux conséquences. D'une part, elle légitime une certaine ségrégation spatiale et/ou sociale. D'autre part elle participe alors de la définition d'une politique spécifique révélant la volonté institutionnelle et étatique de gérer une population « dérangeante ». Dans la lignée d'une anthropologie politique contemporaine ouverte en France par Didier Fassin (2008), je propose alors d'analyser par la suite plus en profondeur la « *chair* » de cette politique, soit sa mise en place au quotidien et dans les interactions avec les migrants roms qui en sont « bénéficiaires » ou « récipiendaires ».

Dans le cas des migrants roms au niveau national, cette coexistence entre hospitalité, raison sécuritaire et raison humanitaire induit l'émergence de dispositifs étatiques spécifiques. Cela peut être des MOUS tournées vers cette population, comme dans l'agglomération en question ou dans d'autres (Benarrosh-Orsoni, 2011 ; Lurbe I Puerto, 2013). Cela peut être aussi des villages d'insertion (Legros, 2010a ; Costil, 2011 ; Trouillet, 2013). Ces dispositifs sont créés dans l'objectif de répondre à l'ensemble des problèmes posés par la présence des migrants roms sur un territoire. À travers l'analyse du village d'insertion comme « *instrument d'exclusion autant que d'insertion, ce dispositif est issu de barrières d'ordres juridiques, économiques, sociaux et politiques destinées à régler les frontières de l'intégration de l'étranger qu'il accueille* » (Trouillet, 2013), on retrouve ici les mêmes caractéristiques « problématiques » qui prévalaient dans l'accueil au sein de l'institution scolaire, comme le même objectif d'intégration de l'étranger – mais une intégration sous condition, voire « qui se mérite ». Ce qu'il convient de retenir est cet extrême paradoxe de ces dispositifs qui à la fois fondent l'altérité du public et qui produit en même temps l'injonction à l'intégration, par la volonté demandée aux migrants pour être sélectionnés et bénéficier d'un accompagnement à l'accès aux droits dans le cadre des dispositifs spécifiques.

S'il conviendrait de creuser plus avant ici la rhétorique de l'intégration promue par l'État et ses institutions (comme je le ferai dans la troisième partie), il s'agit pour l'instant de retenir l'amalgame effectué sciemment entre « accueil » et « intégration ». Ainsi à l'hospitalité comme accueil sans conditions se substitue un accueil sous conditions, déterminé par l'acceptation de présence et par la « volonté d'intégration ». Dès lors, ces dispositifs étatiques spécifiquement dédiés aux migrants roms résultent d'une part de ces oscillations entre raison sécuritaire et raison humanitaire, jusqu'à en devenir le symbole même, mais participent également activement à une certaine régression du droit face à une montée de l'arbitraire, soit à définir une nouvelle forme de gouvernement humanitaire.

Ces constats m'amènent à la nécessité de re-donner leurs voix aux migrants roms, d'appréhender leurs expériences quotidiennes de l'intérieur. Ainsi, au regard des éléments apportés dans cette première partie, je rejoins Evelyne Ritaine (2005) lorsqu'elle affirme que « *dans l'analyse de la façon dont un système sociopolitique commence à construire une représentation de l'Autre, celui-ci est presque aussi absent qu'il est absent du débat politique qui l'enserme : il est une catégorie-objet, dont l'historicité propre disparaît, ce qui n'est pas le moindre paradoxe de ces débats.* » (Ritaine, 2005 : 2). Dans la logique de ma recherche, j'ai alors souhaité rencontrer ces Autres, aller au plus près d'eux, afin de proposer une sociologie de ces migrations qui tend plus ici vers une ethnographie de certains migrants roms dans leur quotidien défini par la migration. L'objectif est de les comprendre de l'intérieur, ce qui permettra d'analyser en troisième partie les enjeux existants dans les interactions qui se trament au sein des dispositifs spécifiques de l'agglomération. Plus avant, cela permettra de mieux saisir ce que l'État, dans ses marges locales que reflètent ces deux dispositifs, *fait* aux migrants roms, mais aussi ce que ces migrants *font* à l'État.

DEUXIÈME PARTIE

MIGRATIONS. LES SUJETS ROMS, DE L'ÉTAT BULGARE AU TERRITOIRE TRANSNATIONAL

En janvier 2011, je rencontre Yusuf dans un squat de l'agglomération. Âgé aujourd'hui d'une quarantaine d'années, son premier séjour en France date de 2007. C'est son père qui, le premier de la famille, a tenté l'expérience de la migration de façon temporaire, avec un cousin à lui. La famille de Yusuf est présente dans la petite commune de l'agglomération depuis quelques années, auparavant dans un autre squat duquel ils se sont fait expulser en 2010. Le squat actuel est un ancien bâtiment ayant servi à loger des ouvriers d'une entreprise d'État ; il y a donc plusieurs appartements, que les occupants ont divisé pour plusieurs familles, certaines vivant aussi dans les anciens garages. Les raccordements à l'eau et à l'électricité ont été faits par quelques hommes, on en voit les traces visibles avec de multiples fils électriques entremêlés, courants sur les murs extérieurs et intérieurs. Des salles de bains avec sanitaires existent donc dans ces appartements ; les familles se les partagent. Tout le monde (habitants, autres migrants en squat, acteurs professionnels) s'accorde à dire que c'est « *le squat 4 étoiles de l'agglomération* ». Quelques deux cents personnes y vivent régulièrement, toutes issues du même village bulgare. « *Ici, on est tous un peu cousins* » m'explique Yusuf qui s'efforce à me préciser les liens de parenté qui l'unissent avec ses voisins. Sa famille proche est bien représentée dans le squat : sa femme, son fils avec femme et enfants, son frère avec femme et enfants (dont certains sont eux-mêmes parents) sont ici actuellement. Yusuf est chauffeur de microbus et me dit faire de nombreux allers retours entre l'agglomération française et Pazardzhik en Bulgarie, région d'où viennent « *tous les Bulgares qui sont ici* » me dit-il. Il prend soin de son fourgon neuf places avec lequel il gagne maintenant sa vie, garé devant sa porte, au milieu de nombreuses voitures et fourgons immatriculés en Bulgarie, en plus ou moins bon état. Alignés dans l'allée qui longe le bâtiment, les véhicules font ainsi écho aux nombreuses paraboles permettant de capter la télévision bulgare, pour suivre le journal télévisé comme les dernières séries mélodramatiques turques en vogue.

Je le retrouve lors d'un de mes séjours dans le village d'Ivaylo, où je vis dans la famille de son frère, également chauffeur de microbus et rentré lui aussi « *pour quelques jours* », le temps de profiter un peu de la famille et du pays avant de repartir en France avec le microbus plein de candidats au séjour comme de marchandises diverses. Le contraste est saisissant entre leurs maisons en construction dans ce quartier rom et la précarité apparente des squats. Des membres de sa famille, comme ses parents, une de ses filles mariée dans le même village, et sa nièce « *restent maintenant en Bulgarie* » pour un temps indéfini. Les raisons en sont diverses, mais tous ont déjà vécu dans l'agglomération française en question et y retourneront clairement. Quant à la dernière fille de Yusuf, mariée à un homme d'un autre village, elle est en Espagne avec sa belle-famille depuis plusieurs mois. Yusuf n'a de cesse de me demander « *comment tu trouves la Bulgarie ?* », en donnant lui-même sa réponse : « *C'est la misère ici, pour nous les Roms, dans les mahala.* ». En effet, Yusuf se présente tantôt comme « Rom », tantôt comme « musulman », tantôt les deux. Il ajoute néanmoins qu'« *avec l'Europe, on peut maintenant faire quelque chose, et même devenir riche et puissant !* ». Pourtant, Yusuf dit qu'il n'est pas riche, « *seulement normal* », mais ses voisins le considèrent comme tel, et il en tire une certaine satisfaction, en pointant du doigt a contrario leur « *saleté et pauvreté* ». Il est fier aussi de dire à ses voisins restés en Bulgarie que sa femme ne mendie pas dans l'agglomération française, car elle « *s'occupe des enfants de [son fils]* ». Ce qui n'est pas le cas de sa belle-fille Aitena, qui mendie tous

les jours devant un supermarché de la commune, « *pour manger* ». Dans ce but, Aitena va aussi dans des associations prodiguant de l'aide alimentaire d'urgence, et s'étonne toujours de la « *gentillesse* » des « *gens qui nous aident ici* ». De l'autre côté du comptoir, l'étonnement est tout autre : « *une invasion de bulgares* », « *agressifs et non respectueux* ». Son mari Yanko, le fils de Yusuf, a fait plusieurs petits boulots au noir pour des particuliers, et aussi du « *business avec les Gitans espagnols* » raconte-t-il de façon énigmatique. Suivant une nouvelle idée, il s'est aussi improvisé DJ, allant de squat en squat dans son camion pour animer avec sa sono les mariages, les baptêmes et les anniversaires, « *parce qu'il y a de plus en plus de Bulgares qui ne rentrent plus pour se marier* ». Depuis quelques mois, Yanko et Aitena, avec leurs deux enfants, ont été sélectionnés par la Préfecture pour intégrer le dispositif de MOUS : ils sont donc, dans un premier temps, relogés temporairement dans une maison, tout en conservant leur pièce au squat, près de leur famille et de leurs pairs. Ils continuent à y dormir, cela facilitant leur organisation sociale et économique : la grand-mère peut ainsi garder les enfants, Aitena est plus proche de son lieu de mendicité, et le réseau relationnel dans son ensemble est ainsi conservé. Rapidement, un travail dans l'agriculture est proposé à Yanko au sein du dispositif. Pour cela, il doit faire une heure de trajet avec sa voiture tous les matins et tous les soirs. Lors d'une période où le besoin de main d'œuvre se fait ressentir chez ses employeurs, une travailleuse sociale de la MOUS propose à sa femme de le rejoindre dans cette activité, ce qu'ils acceptent tous deux. Depuis lors, ils ont obtenu un CDI, pour lequel ils exercent tout type de travail.⁴³⁰

Cette description ethnographique de l'univers de la famille de Yusuf a pour intérêt d'effleurer plusieurs éléments qui constituent le quotidien de ces migrants roms dans l'agglomération française, et plus avant dans leur expérience de la migration, tout en les resituant dans le cadre de leur pays d'origine, la Bulgarie. Les migrants roms ne sont pas en effet seulement des objets de représentations sociales et de politiques, comme j'ai montré que c'était le cas dans la première partie. Ce sont bien en premier lieu des sujets dont il convient de montrer les façons de vivre et de penser, les logiques et les dynamiques au fondement de leurs expériences migratoires et plus largement de leur inscription dans le monde. En mettant en lumière cet univers des Roms bulgares dans la migration, l'objectif est alors de les considérer comme des acteurs, au même titre que ceux associatifs, institutionnels et politiques que j'ai précédemment présentés, en analysant les logiques qui sous-tendent leurs discours et leurs modalités d'action. Cette considération des acteurs Roms bulgares en tant que sujets est précisément le cœur du propos de cette deuxième partie.

Il s'agit donc de proposer ici un questionnement sur l'expérience subjectivante des Roms, en Bulgarie, puis dans la migration. Cette notion d'expérience subjectivante est ici entendue comme le processus de construction de soi comme sujet prenant appui sur l'action, les expériences, donc sur les interactions quotidiennes. Il s'agit du processus qui permet de devenir un sujet. La notion de sujet doit être comprise au sens d'Alain Touraine (2007) et de Hans Joas (1999) : ce n'est pas l'acteur, mais bien la capacité d'être acteur. Dès lors la subjectivation est entendue comme la capacité d'agir d'une personne capable de se penser comme acteur mais surtout de « *trouver les modalités du passage à l'action* » (Wieviorka, 2012 : 6). En effet, comme le souligne très justement Michel Wieviorka, « *un sujet peut ne pas pouvoir être acteur* » : la

⁴³⁰ Se référer au schéma de parenté de cette famille (famille G.), Annexe 6.

subjectivation en tant que capacité à être sujet n'est pas une donnée partagée de la même façon par tous, en raison même des conditions concrètes d'existence. Dès lors, *« Que veut dire : construire son existence, être responsable, maîtriser son existence, agir, si on n'a accès à aucune des ressources nécessaires, si l'on est exclu, pauvre, confiné dans un ghetto, privé de droits ? »* (Wieviorka, 2012 : 5). Comme on le pressent à travers l'incipit ethnographique de cette partie, les Roms semblent connaître des conditions de vie et une place dans la société bulgare qui se rapprocheraient de ces éléments donnés ici par Michel Wieviorka. En Bulgarie, les Roms sont identifiés officiellement comme une « ethnie minoritaire », statut qu'il convient de questionner. En reprenant la définition donnée par Patrick Williams de l'ethnie minoritaire, Jean-Louis Olive (2004) souligne que *« le statut de la minorité ou de l'ethnie minorée n'offre d'intérêt que dans la mesure où il soulève le problème de la minorisation (...). C'est un processus idéologique et politique qui s'inscrit dans les arcanes de la relation à l'autre, dès lors qu'elle est instituée. L'autre n'est jamais minoritaire en soi, ni le résultat ou l'expression "pure" d'une minorité, il est minorisé ou rendu minoritaire. »* (Olive, 2004 : 6). Il convient donc d'entamer cette réflexion sur l'expérience subjectivante des Roms bulgares en questionnant ce statut : peut-on parler de sujet minoritaire ou de sujet minorisé ?

Dans ce contexte et dans ce but, l'expérience subjectivante des personnes nécessite d'être interrogée en tant que processus. Plus précisément, *« ce qu'il importe de comprendre est l'aboutissement de processus au fil desquels se façonne le sujet, qui de là, à un instant donné, passera, ou non à l'action. Le sujet est alors, simultanément, ce que l'expérience ou l'action a fait, mais aussi d'ailleurs l'éducation et autres facteurs, et ce qu'il pourra faire, il est à la fois déterminé et déterminant. Le plus important n'est pas alors dans un concept nécessairement mouvant de sujet, il est dans la compréhension des processus qui conduisent à des états de sujet, comme ceux évoqués plus tôt (sujet flottant, anti-sujet, non-sujet, etc.). »* (Wieviorka, 2012 : 6). La distinction effectuée par Michel Wieviorka est la suivante : *« le non-sujet renvoie à cette dimension de l'action dans laquelle l'acteur n'est pas responsable de ce qu'il fait »,* quand *« l'anti-sujet va de pair avec la déshumanisation de l'Autre, sa naturalisation, son animalisation »* (Wieviorka, 2012 : 5). Le concept de « sujet flottant » est quant à lui utilisé pour définir l'individu qui *« n'a accès à aucune des ressources nécessaires, [qui] est exclu, pauvre, confiné dans un ghetto, privé de droit »* (Ibid.). C'est cette compréhension de ce processus conduisant à une expérience subjectivante particulière dans le cas des Roms bulgares que je propose d'effectuer. Aurait-on affaire, concernant les Roms, à ce que Michel Wieviorka nomme un « sujet flottant » ? Il s'agira donc de questionner la notion de minorité et de prendre en considération les conditions de vie des Roms en Bulgarie pour répondre à cette question en discutant empiriquement ce concept.

Dans cette deuxième partie, la focale est alors portée sur ces personnes désignées comme migrants roms en France, comme Tsiganes ou Roms en Bulgarie, qui font, je vais le montrer, l'expérience de la mise en altérité au sein de leur propre société. Dès lors, il s'agit de questionner leurs dynamiques identitaires et leurs expériences

subjectivantes produites d'abord en Bulgarie, puis dans et par ce contexte migratoire particulier que je vais analyser.

Pour examiner finement la dynamique migratoire de ces Roms bulgares, je propose de partir d'un large éventail de micro études de cas et d'éléments ethnographiques. On peut déjà appréhender, avec l'exemple de la famille de Yusuf, certaines questions concernant l'organisation des vies quotidiennes, des interactions, et des ramifications familiales transnationales de ces migrants entre la France et la Bulgarie. Il s'agit ici d'ethnographier les expériences migratoires des Roms bulgares, afin de les penser au regard des apports croisés de la littérature sur les Roms en Europe de l'Est et sur les migrations, dans le contexte actuel d'élargissement de l'Union européenne par l'ouverture des frontières. La question des frontières est centrale dans cette partie qui interroge tant les frontières physiques, terrestres, géographiques, que les frontières économiques, sociales, ethniques et symboliques. Comment se situent les Roms bulgares face à cette multiplicité de frontières qui régissent leurs vies quotidiennes ? Le lien entre frontières et identité, mais plus avant entre frontières et sujet, sera ici largement discuté. L'hypothèse que je formule à l'aune de cette partie concerne les « *capabilities* » (Sen, 2010) éventuelles des Roms bulgares prenant appui sur un certain bricolage avec ces frontières. En d'autres termes, je propose d'appréhender les migrants roms comme des « *hommes frontières* » (Agier, 2013) et je postule alors que les nouvelles dynamiques migratoires des Roms bulgares pourraient signifier un certain dépassement de leurs vies bulgares fortement marquées par des frontières. Les Roms bulgares, par le dépassement des frontières terrestres et plus largement par un jeu multiple sur toutes les frontières précitées, connaîtraient-ils une nouvelle expérience subjectivante, et plus précisément un processus de subjectivation ?

Le questionnement construisant le fil rouge de cette partie peut donc être formulé ainsi : est-ce que la nouvelle dynamique migratoire des Roms bulgares modifie leur expérience subjectivante ? Si oui, comment ? C'est donc la question des identités, des subjectivités et des expériences européennes des Roms bulgares, entre « ici » et « là-bas » qui sont ici interrogées, à partir du lien entre expériences migratoires et expériences subjectivantes. Quid de l'expérience des sujets dans la migration ? Quelles sont les modalités d'inscription des Roms dans les deux sociétés (bulgare et française) ? Quels impacts de l'expérience migratoire des Roms peut-on mettre à jour sur leur auto-identification, leur sentiment d'appartenance ?

Pour ce faire, je propose de se pencher d'abord sur la vie quotidienne bulgare des Roms, en examinant leur identification et la place qu'ils occupent dans la société, questionnant ainsi le rapport entre les Roms et l'État au fondement de l'expérience de construction du sujet (chapitre 3). Puis, il s'agira de comprendre, par une ethnographie fine, leur dynamique migratoire, dans le but de saisir le sens que revêt pour eux la migration, ses logiques et ses enjeux (chapitre 4). Enfin, en partant de leurs façons de faire et de ce qu'ils en disent, j'analyserai ce qui se joue pour eux à travers cette nouvelle inscription transnationale au niveau identitaire et concernant leurs subjectivités, soit les enjeux existants autour d'un nouveau processus de subjectivation (chapitre 5).

CHAPITRE 3. ÊTRE ROM/TSIGANE À PAZARDZHİK : DES SUJETS MINORISÉS

Les Roms seraient présents en Bulgarie depuis le Moyen-âge. D'après le dernier recensement (qui prend en compte l'« ethnicité », j'y reviendrai) datant de 2011, les « Roms » seraient au nombre de 325 343, ce qui en ferait le troisième « groupe ethnique » du pays, représentant 3,9 % de la population globale⁴³¹. Or, selon nombre de chercheurs locaux, comme Elena Marushiakova et Vesselin Popov, ces données sont extrêmement basses et s'expliquent précisément par cette auto-déclaration de l'ethnicité qui est très variable et dépend de nombreux facteurs, le principal étant les discriminations subies par les intéressés, comme je le montrerai. Selon ces chercheurs spécialistes des « Tsiganes » balkaniques, en 1997, ces derniers seraient entre 600 000 et 800 000 en Bulgarie ; et il n'y a aucune raison pour que leur nombre ait baissé, tout du moins de façon considérable. Ils représenteraient alors, d'après les estimations « hautes », près de 10% de la population bulgare.

Sans chercher à établir un panorama des données objectives concernant les Roms en Bulgarie, qui nécessiterait de débattre de certaines approches et méthodes employées pour ce faire, il s'agit cependant, dans ce chapitre, de poser un certain cadre permettant de comprendre ce que signifie être Rom/Tsigane en Bulgarie aujourd'hui. Dans ce but, les approches « bottom up » et « top down » seront entrecroisées, afin de saisir les complexités des expériences quotidiennes dans leur totalité, celles-ci étant envisagées comme la somme de conditions objectives et subjectives (Turner et Bruner, 1986). Ce que je propose d'aborder ici en filigrane concerne donc la question des identités, au sens large : de façon objective et subjective, en questionnant les grosses catégories tout en déconstruisant les catégories « micro », pour faire place *in fine* aux expériences subjectives de vies de ces personnes dénommées et/ou identifiées comme « roms ». Ce faisant, je m'inscris dans la lignée ouverte par Martina Avanza et Gilles Laferté (2005) suggérant d'opérer une distinction précise entre la catégorisation et l'image sociale, induisant une posture homogénéisante, et les appartenances qui révèlent les multiplicités. Ces différents « aspects » de la construction de l'identité seront donc ici abordés.

Dans un pays au sein duquel il n'est pas rare d'entendre parler de la « *question tsigane* » et où je vais montrer que les individus ainsi identifiés sont géographiquement, socialement, économiquement et politiquement « en marge », leur hétéro-identification en tant que « rom/tsigane » ne semble pas anodine, assignant à ces individus une identité lourde de sens et de conséquences, en les considérant dès lors comme des « endo-étrangers » au sein de la société (Le Marcis, 2013). En effet, l'identité et la place de ces individus dans la société bulgare paraît en grande part déterminée par la désignation de leur appartenance à ce qui est identifié comme une « minorité » définie sur la base de caractéristiques ethniques, la « population rom/tsigane ». Dès lors, le

⁴³¹ http://www.nsi.bg/census2011/PDOCS2/Census2011final_en.pdf. Consulté le 4 mars 2014.

questionnement central qui m'a rapidement préoccupé – et auquel je tenterai de donner ici des éléments de réponse – concerne le sens donné à cette « identité » et ses implications : qu'est-ce que l'« identité rom » ? Que signifie « être tsigane /rom » en Bulgarie, à la fois pour eux dans leurs interactions quotidiennes et entre eux ?

Dans cette recherche s'inscrivant clairement dans une perspective interactionniste, en s'intéressant aux relations interindividuelles, l'identité est appréhendée comme une construction, donc un processus, et non comme une chose figée, qui serait inhérente aux individus *en eux-mêmes*. En ce sens, dans la lignée de Fredrik Barth (1969) et de Jean-Loup Amselle (1985) notamment, l'identité est appréhendée comme dynamique, en mouvement, construite dans et par les interactions sociales. Ainsi l'identité renvoie à la construction du « Soi » dans son rapport à l'autre et à la société. Dès lors, il s'agit de proposer ici en premier lieu une réflexion sur la « mise en altérité » de ces individus identifiés comme « Tsiganes », faisant écho au chapitre 1 dans lequel cette analyse est effectuée concernant le contexte français. Je questionnerai donc ce qui me paraît relever d'un processus de catégorisation identitaire basé sur une attribution raciale. Dans cette démarche constructiviste, anti-essentialiste, la « race » est envisagée dans sa dimension socialement construite. Il convient donc de s'inscrire explicitement dans la lignée des « *Race Relations* ». Les chercheurs de l'École de Chicago, particulièrement Robert Park (1923), se sont en effet intéressés aux interactions entre populations majoritaires et groupes minoritaires ou « groupes raciaux », c'est-à-dire « *socialement définis comme des "races"* » dans le sens où ils « *sont perçus ou se perçoivent comme différents, que ce soit par leur origine nationale, leur culture ou leur "race"* » (De Rudder, 2002 : 41-42). Cela fait écho à l'analyse de Pierre Bourdieu (1980) pour qui les identités doivent être comprises « *dans une lutte de pouvoir dont l'enjeu, par le contrôle d'une langue d'autant plus performative que son locuteur occupe une position d'autorité, est la définition et le contrôle des frontières et des groupes sociaux* » (Avanza & Laferté, 2005 : 136). Cette « capacité à faire et à défaire les groupes », induisant des réifications des « groupes » en question, donc des identités, sera précisément interrogée au sujet des Roms/Tsiganes, dans le contexte complexe (aux minorités plurielles et aux politiques très diverses sur le long terme) de la Bulgarie.

Les termes d'« ethnie » et de « minorité » contribuent, dans le langage courant comme souvent dans le langage scientifique, à identifier ces personnes. Cette assignation identitaire en termes « ethniques » correspond à un processus d'ethnisation, par lequel « *l'imputation ou la revendication d'appartenance ethnique devient un référent déterminant (fondamental, englobant, dominant, voire exclusif) de l'action et dans l'interaction* » (De Rudder, Poiret, Vourc'h, 2000 : 31). Pour Philippe Poutignat et Jocelyne Streiff-Fenart (1995 : 163), l'ethnisation « *ne se résume jamais à une pure imposition d'identité de dominant à dominé* », mais résulte d'un jeu complexe entre les uns et les autres. Elle est le produit d'interactions sociales. Dans ce modèle théorique de l'identité développé notamment par ces auteurs, la « différence » n'a de sens que dans la relation d'altérité. Son « objectif » est moins de spécifier ce que les groupes ethniques auraient de propre que de donner un contenu à ce qui *doit faire*

leur différence. Il est en effet entendu que ces distinctions sont destinées à référer chacun des groupes à des positions sociales déterminées.

Il s'agit donc dans ce chapitre d'analyser d'abord le traitement politique de la question « minoritaire » en Bulgarie, en interrogeant l'utilisation du terme de « minorité » pour identifier les Roms, ainsi que l'appréhension globale de ces derniers par le politique (section 1). Ensuite, je poserai quelques jalons pour cerner les conditions de vie des Roms dans ce pays, en faisant aussi la lumière sur les types d'interactions à l'œuvre entre Roms et « non-Roms » afin de déterminer comment les Roms vivent dans la société (section 2). Pour finir, place sera faite à leurs subjectivités, dans l'optique de questionner les conséquences de l'acception homogénéisante et de la réappropriation (ou non) par les citoyens (Roms et non-Roms) de cette catégorisation en tant que « rom/tsigane ». Les expériences de la vie ordinaire des Roms ainsi que leurs subjectivations feront donc l'objet de la dernière section (section 3).

1. Les politiques ethniques envers la « minorité rom » en Bulgarie, une analyse historique

Comment sont appréhendés les « Roms » en Bulgarie ? Afin de répondre à cette question pour comprendre plus loin les vies quotidiennes des Roms dans la région de Pazardzhik, il convient de contextualiser ces dernières. En cela, je propose d'examiner maintenant le traitement des Roms par l'État bulgare dans une perspective diachronique, en se basant sur l'idée selon laquelle les places et conditions de vie des Roms dans la société bulgare sont largement déterminées par les politiques publiques menées en leur direction. Cette analyse est nécessaire pour comprendre plus avant les migrations des « Roms » qui seront analysées dans le chapitre 4. En effet, l'analyse du contexte structurel du pays, et particulièrement concernant les « minorités ethniques », dans ses dimensions historiques, spatiales, socio-économiques et politiques, me paraît primordiale afin de saisir à la fois le cadre et les enjeux de cette partie de la recherche. Comme l'affirment Marco Martiniello et Patrick Simon (2005 : 12), *« le processus suivi par la production identitaire est étroitement dépendant des contextes historiques, sociaux et politiques dans lesquels il s'inscrit. »*

L'histoire de la Bulgarie depuis l'Empire Ottoman est à ce titre intéressante à souligner, au regard de l'enchevêtrement des minorités présentes dans les Balkans. Dès lors, cohabiter dans ces territoires avec, voire au-delà des différences ethniques, religieuses, culturelles a toujours été l'apanage de ces populations. Cette question est particulièrement intéressante en Bulgarie, comme le souligne Nadège Ragaru (1999) : *« Depuis l'époque des indépendances nationales au XIX^{ème} siècle, l'histoire des Balkans se caractérise en effet par une lente et douloureuse acclimatation de la logique stato-nationale dans un espace où cinq siècles d'empire ottoman ont conféré à la religion un poids déterminant dans la construction des identités. Au fur et à mesure que se consolidaient des États balkaniques au nationalisme d'autant plus virulent qu'il était jeune et fragile, le facteur ethnique a été appelé à jouer un rôle grandissant dans les*

rapports intercommunautaires. ». Dans ce contexte, je questionnerai ainsi le statut de « minorité ethnique » utilisé dans le langage officiel en Bulgarie pour parler des Roms, en interrogeant plus largement les diverses politiques menées à leur endroit dans une perspective diachronique. Cela permettra de saisir les modalités et les enjeux sous-jacents de la place des Roms dans ce pays, d'un point de vue social et politique principalement.

1.1. Les Roms au temps de l'Empire Ottoman et de la Bulgarie libérée

1.1.1. Les minorités bulgares sous le joug ottoman

La Bulgarie connut, de 1396 à 1878, cinq siècles de domination ottomane. D'après des sources historiques fiables, comme les registres d'impôts ottomans, les Roms sont présents en Bulgarie depuis le début du 15^{ème} siècle. A cette période existaient déjà des quartiers de Roms sédentarisés (Pamporov, 2008, Tomova, 2009), quand d'autres observaient un mode de vie nomade ou semi-nomade.

Cette période a été marquée par une véritable colonisation du pays accompagnée d'une islamisation. Les Bulgares, alors chrétiens, n'étaient pas juridiquement égaux avec les musulmans ottomans, ce qui se traduisait notamment par l'obligation de payer des taxes plus élevées. Comme le souligne Maria Todorova (2011 : 248) : « *Sous l'Empire, les chrétiens locaux n'étaient intégrés dans l'administration, quand ils l'étaient, qu'au niveau le plus bas* ». Dès lors, cela peut expliquer en partie l'islamisation d'une partie de la population, Roms y compris. Bien qu'ils n'aient pas soufferts de persécutions spécifiques, les Roms avaient le plus bas statut social et étaient beaucoup plus pauvres que les Bulgares et les Turcs (Crowe, 1996). Beaucoup de Roms (comme des Bulgares non Roms aussi) se déclarent alors musulmans pour payer moins de taxes et, plus globalement, être moins dérangés dans leur vie : « *Certains auraient très tôt embrassé l'Islam dans l'espoir d'améliorer leurs conditions de vie et de rehausser leur prestige social.* » (Ragaru, 1999). Ainsi à la fin de l'occupation ottomane, presque 80% des Roms étaient convertis à l'Islam (Tomova, 2009). Malgré cela, les Roms connaissent une marginalisation croissante d'année en année et restent toujours les plus pauvres. Il faut également souligner que cette période ottomane a été marquée, pour les Roms, par une sédentarisation forcée. Cependant, les « minorités » de l'Empire (les Bulgares compris puisqu'identifiés alors comme une minorité) sont reconnues en tant que telles et bénéficient du « *droit de gérer elles-mêmes leurs affaires culturelles* » (Jetchev, 2007 : 76).

S'il ne s'agit pas ici de s'étendre sur cette période (ce qui n'apporterait pas d'éléments particulièrement significatifs pour cette thèse), il convient cependant d'en retenir plusieurs points. D'une part, cela permet de souligner la présence des Roms, ainsi que leur adaptation à cette situation politique, qui aura des conséquences majeures par la suite en termes d'identification, j'y reviendrai. D'autre part, cela permet plus généralement de cerner un pan du tableau « ethnique » de la Bulgarie, car comme le

souligne Gueorgui Jetchev (2007 : 75), « *la société bulgare a hérité de son passé ottoman une tradition de plurilinguisme et de multiculturalisme* ». C'est en effet cette domination ottomane passée qui explique la présence, encore aujourd'hui, de turcophones et/ou de musulmans en Bulgarie. Deux thèses différentes, qui me semblent cependant pouvoir coexister (mais qui ont été instrumentalisées notamment par le régime communiste qui en a développé une lecture particulière, nécessairement partisane), en donnant l'explication : d'une part, il s'agirait du résultat de l'intégration de la Bulgarie à l'Empire Ottoman, donc les turcophones seraient des descendants de « colons ». D'autre part, il y aurait eu des conversions à partir du 17^{ème} siècle, qui constituent alors une seconde modalité de l'extension de l'Islam dans le pays (Ragaru, 1999).

1.1.2. Libération de la Bulgarie et entre-deux-guerres

Après la libération du pays en 1878, « *la politique de l'État bulgare reste caractérisée par un protectionnisme à l'égard des minorités, comme une tradition héritée de l'Empire Ottoman, qui entraîne parfois des effets ségrégationnistes* » (Jetchev, 2007 : 76). Concrètement, il apparaît que les conditions de vie des Roms n'ont pas beaucoup changé. Relégués à une place marginale, ils occupent toujours, à cette période, le statut social le plus bas. Il convient cependant de souligner, avec Ilona Tomova (2009) qu'à la libération, certains Roms se disent à nouveau chrétiens, pour des raisons évidentes de commodité et de volonté d'être accepté, étant donné que le christianisme revient sur le devant de la scène comme religion à nouveau tolérée et même valorisée.

Dans l'entre-deux-guerres, la majorité d'entre eux ont été séparés des autres membres de la population bulgare, sur des bases ethniques et religieuses ; ils vivaient alors dans des quartiers à part, et leur niveau d'éducation était très faible (81% d'illettrés en 1945 selon Tomova, 2009). L'État bulgare se concentre particulièrement sur la sédentarisation de groupes encore (ou redevenus) semi-nomades. Katerina Karabancheva-Lévy (2010 : 490), dans la thèse qu'elle a dédiée aux politiques publiques à l'égard des minorités ethniques et religieuses en Bulgarie et en Roumanie, résume cette période bulgare par un terme : celui de « *contradictoire* », montrant que les « minorités ethniques » sont d'un côté autorisées à parler leurs langues et pratiquer leurs religions, et de l'autre sont exclues de la vie politique. Cependant, Elena Marushiakova et Vesselin Popov (1997: 28-29) effectuent d'autres conclusions concernant les « Tsiganes » à cette période, soulignant fortement leur assimilation débutante : « *The Gypsies in Bulgaria (...) were affected during this period (1878-1944) by an important phenomenon – the search for their own place in the social and political structure of the macro-societies where they lived. Centuries of coexistence between Gypsies (this is true particularly for those who were sedentary) and the surrounding population brought about a gradual effacement of their particular ethnosocial structures, forms of life and self-government, and the borrowing of certain patterns of social organization from the macrosociety.* ». Il convient de souligner qu'il ne s'agit pas à ce moment-là d'une résultante de politiques spécifiques, mais ce qui s'apparente à une forme d'assimilation

est tout aussi important à considérer pour comprendre la place et les positions des Roms dans la société.

La conclusion effectuée par Katerina Karabancheva-Levy (2010 : 491) concernant le contenu des politiques publiques en direction de la « minorité tsigane » avant l'avènement de l'État communiste est parlante : « *En Bulgarie, les Tsiganes n'ont pas été l'objet de politiques concrètes sauf concernant leur conversion au christianisme. Cette conversion a été acceptée en tant qu'acte forcé, dans certains cas, ou comme un acte volontaire dans d'autres cas, et accompagnée par le changement de leurs patronymes arabo-turcs en patronymes bulgares. En ce qui concerne le contexte juridique, l'État bulgare moderne élabore une première loi qui interdit le nomadisme et une deuxième loi, la loi électorale, qui interdit le droit de vote aux Tsiganes musulmans et nomades. De cette manière, les Tsiganes sont complètement exclus de la vie politique bulgare. Deux raisons ont influencé l'élaboration de la loi électorale. D'un côté, au début du XX^e siècle, la quasi-majorité des Tsiganes est musulmane et, d'un autre côté, la loi vise l'empêchement d'une pratique largement répandue parmi les groupes minoritaires, et surtout parmi les Tsiganes, notamment l'achat de votes.* » .

Pendant la Seconde Guerre Mondiale, si les Roms de Roumanie sont l'objet de mesures discriminatoires suivies de déportation et d'extermination (ce qui a conduit à des dizaines de milliers de victimes), les Roms en Bulgarie, bien que discriminés également, n'ont pas connu un tel sort. Comme les autres groupes minoritaires, ils sont traités à part dans les politiques publiques afin de « protéger la nation ». Ainsi Alexandra Nacu et Milena Guest (2008 : 106) précisent que des Roms sont chassés des centres villes dans certaines agglomérations et ont interdiction d'utiliser les transports publics. Je reviendrai sur ce point dans le chapitre suivant, à partir de propos tenus en ce sens par certains intéressés.

1.2. Retour sur les périodes communiste et post-communiste

D'après le découpage historique que j'ai effectué (se retrouvant dans la majeure partie des recherches sur les politiques ethniques bulgares), deux autres grandes périodes sont particulièrement intéressantes à analyser : la période communiste et celle qui a suivi, qualifiée de post-communiste ou de période de transition.

1.2.1. L'État communiste et les minorités bulgares (1944-1989)

En s'appuyant sur les politiques menées en direction des « minorités », ou politiques ethniques, il est possible de diviser la période communiste en deux temps : la première période, qui correspond à la « République populaire », de 1944 à 1956, connaît une certaine tolérance (bien que sélective) à l'égard des minorités. La seconde, de 1956 à 1989, recoupe la période dite « de socialisme réel », avec de fortes tendances assimilatrices du Parti communiste bulgare (PCB). Comme le souligne ainsi Anna Krasteva (2001), « *il n'y a pas une politique ethnique communiste, mais plusieurs (...)* :

reconnaissance des différences culturelles, intégration, assimilation. » (Krasteva, 2001 : 158).

La courte période qualifiée de « reconnaissance culturelle » se traduit par une idéologie visant l'émancipation de chacun (« minoritaires » compris) ainsi que « *l'affranchissement de toutes les dominations* » (Krasteva, 2001 : 158). Les « cultures minoritaires », reconnues en tant que telles, ont la possibilité de se développer par le biais de la presse, d'institutions culturelles (comme les théâtres) et scolaires notamment. Cependant, il faut souligner ici que la religion, quelle qu'elle soit, est toujours niée par le pouvoir communiste. En outre, Katerina Karabancheva-Levy (2010) précise que les « Tsiganes » étaient considérés pendant le communisme comme « *une population arriérée et illettrée* ». Dès lors, elle montre que « *le régime communiste a investi dans le changement identitaire des Tsiganes afin de les "moderniser" et de les intégrer à la "nation socialiste bulgare"*. » (Karabancheva-Levy, 2010 : 492). C'est donc précisément en s'appuyant sur la politique première dite de « reconnaissance culturelle », dans laquelle les « Tsiganes » sont identifiés et reconnus par l'État comme une « minorité ethnique », aux caractéristiques spécifiques négatives, que le gouvernement communiste met ensuite en place une politique d'intégration. Celle-ci se transforme très rapidement en politique d'assimilation des « minorités ethniques ». En effet, si c'est le cas pour les « Tsiganes », les autres « minorités ethniques » sont également visées. Cette politique d'« intégration », qu'Anna Krasteva (2001) considère comme étant donc « *la seconde forme de la politique ethnique communiste* », se traduit par la volonté politique de « moderniser » les modes de vie de tous les « citoyens bulgares », impulsant ce qu'Anna Krasteva nomme un « *"deal" tradition contre modernité (...): promesses d'urbanisation, mobilité sociale verticale et horizontale, émancipation de la femme, arrachement de l'individu des rigides structures patriarcales, vie dans un espace social plus large – en "société", pas en "communauté"* » (Krasteva, 2001 : 158-159). Pour ce faire, il s'agissait donc notamment d'inclure les Roms, souvent sous la contrainte, à la fois à la société dans son ensemble, par la sédentarisation massive, mais aussi au système éducatif national ainsi qu'au travail organisé par l'État, qui était alors obligatoire. Il faut souligner ici qu'en conséquence, leurs revenus et leurs conditions de vie se sont alors nettement améliorés. Comme le note Ilona Tomova (2009), à la fin des années quatre-vingts, 84% des Roms avaient du travail, et le taux d'illettrisme était redescendu à 10%, bien que le niveau d'éducation des Roms soit toujours le plus bas, comparé à celui de la majorité et des autres minorités ethniques.

Il est intéressant de souligner qu'Anna Krasteva (2001) opère un parallèle entre cette politique menée à cette période et la conception républicaine de l'intégration à la française : « *Cette politique est la version communiste du projet républicain français aspirant à unir tous les citoyens indifféremment de leurs identités culturelles autour d'un idéal politique et social.* » (Krasteva, 2001 : 159). Je reviendrai sur cette comparaison intéressante à la fin de cette thèse, en la questionnant cette fois précisément au regard de l'analyse de la politique locale de l'agglomération menée en direction des migrants roms.

Le gouvernement communiste bulgare durcit ensuite, assez rapidement finalement, sa politique ethnique pour en faire une politique d'assimilation envers toutes les « minorités », en vue de l'unification d'une nation homogène. Les minorités turques et musulmanes sont particulièrement touchées de façon violente, voire brutale, par certaines mesures visant à l'élimination de toute présence turque / musulmane dans le pays. Sont alors également concernés de près les « Tsiganes musulmans ». On peut citer par exemple, à l'instar de Gueorgui Jetchev (2007), « *la fermeture d'écoles turques dans les villages mixtes et l'orientation des Tsiganes musulmans vers les écoles bulgares* » (Jetchev, 2007 : 76). Celui-ci précise aussi qu'à la même période, entre 1968 et 1978, le pays connaît une émigration de 130 000 Turcs de Bulgarie vers la Turquie selon un accord entre les deux gouvernements, ce qui permet au gouvernement communiste d'affirmer que « *la Bulgarie ne comptait plus de Turcs* » (Ragaru, 1999). Plus généralement, toute expression d'appartenance distinctive est réprimée (port de vêtements traditionnels, célébration des fêtes musulmanes, circoncision). Malgré cette politique volontariste d'assimilation des groupes ethniques (en interdisant aux individus de parler le turc et le romanès en public, dans les écoles notamment), visant à ce que chaque citoyen atteigne le modèle du « paysan bulgare », il est intéressant de noter que le pouvoir communiste a maintenu les Roms dans des quartiers ségrégués, afin de contenir et cibler ces populations minoritaires (comprenant les Roms et les Turcs, parfois avec des confusions). En outre, paradoxalement, mais toujours dans l'idée de « conformer son mode de vie à celui de la majorité », les politiques communistes mettent en place des législations très strictes concernant la « minorité tsigane », comme l'interdiction du mariage mixte entre Bulgares et Roms en 1957 (Tomova, 2009). On peut donc parler d'une volonté affichée d'intégration, mais qui se définit concrètement par des pratiques somme toute restreintes dans le cas des Roms, l'habitat et la famille faisant toujours l'objet de politiques ségrégationnistes.

En outre, ce qui est souvent considéré comme l'apogée de cette politique assimilationniste sont les campagnes de changement forcé des noms et des prénoms d'origine arabo-turque chez les citoyens bulgares appartenant à des minorités ethniques musulmanes. Nadège Ragaru (1999) montre que cette volonté politique est principalement justifiée par l'interprétation historique de Todor Zhivkov selon laquelle tous les musulmans de Bulgarie seraient des convertis (depuis plusieurs siècles), ce qui lui permet de diffuser l'idée selon laquelle ces Bulgares ont été islamisés et turcisés sous la contrainte, et que leurs descendants souhaiteraient redécouvrir leur « *appartenance bulgare* ». C'est ce que le gouvernement met donc en place à travers cette idée valorisée de retour à l'origine, aux sources ethniques « pures ». Plusieurs campagnes sont ainsi successivement menées, visant à chaque fois une « minorité ethnique » distincte (Jetchev, 2007) : d'abord les Pomaks (considérés comme une minorité formée par des Bulgares musulmans et slavophones), puis les « Roms musulmans » en 1981, pour en arriver à la plus grosse campagne, connue sous le nom de « *Processus de Renaissance* », ciblant les Turcs, de 1984 à 1985. Cette campagne connaît là une dimension extrême, notamment avec le renouvellement de pièces d'identité d'environ 800 000 Turcs, les modifications des noms sur leurs actes d'état civil mais également sur leurs sépultures. De plus, « *plusieurs mosquées sont détruites*

et des cimetières musulmans profanés » (Ragaru, 2008b : 56). Ces opérations étant menées avec le soutien de l'armée ainsi que des milices, « *ceux qui résistent sont envoyés en camp d'internement, leurs familles menacées de représailles* » précise Nadège Ragaru (2008b : 55-56), qui souligne que « *plusieurs dizaines de victimes* » sont répertoriées. Ces différentes politiques menées à l'égard des minorités sont également traduisibles dans l'analyse de la terminologie officielle employée par le pouvoir en place pour les identifier. Ainsi Elena Marushiakova et Vesselin Popov (1997) le soulignent clairement : « *Until the 70's Gypsies were called a minority in all documents. In 1974 they disappeared from all statistic data and were seldom mentioned. Euphemisms were usually used, such as "Bulgarian citizens of Gypsy origin" and the word minority was considered to be politically wrong. During the "process of Revival" there was no mention of Gypsies description like: "a swarthy citizen" or "children who cannot speak Bulgarian", were used instead.* » (Marushiakova et Popov, 1997: 40).

Cette politique ethnique assimilationniste envers les minorités bulgares a eu plusieurs conséquences. Je propose d'en mettre en avant trois éléments, correspondant à des directions différentes mais qui seront complémentaires pour la thèse défendue dans cette partie.

D'une part, Nadège Ragaru (2008b) souligne l'émergence d'une opposition turque qui s'organise, notamment par le biais de mouvements sociaux de contestation (avec grèves de la faim et manifestations organisées par de nouvelles ONG de droits de l'Homme qui commencent à apparaître dans le pays). Le régime répond d'abord par la répression, puis Todor Zhivkov propose aux « Bulgares musulmans » qui le souhaitent de quitter le pays. Dès lors, de juin à août 1989 a eu lieu un exode d'environ 320 000 Turcs vers la Turquie (qui décide alors de fermer ses frontières face au nombre de demandes). Il convient cependant de souligner ici que cette mesure est applicable aux seuls Turcs, ce qui implique que les « Tsiganes musulmans » n'y ont pas accès. Cet exode massif participe à provoquer la chute de Zhivkov, alors secrétaire du PCB depuis 30 ans. Plus tard, environ 150 000 Turcs reviendront en Bulgarie.

D'autre part, de façon moins concrète, Anna Krasteva (2001) propose une interprétation morale et en termes de pouvoir des conséquences de la politique ethnique communiste, en s'appuyant plus particulièrement sur le changement forcé des patronymes slaves. Son analyse porte sur la construction du citoyen comme sujet minoritaire par l'État qui, selon elle, s'attribue la responsabilité de la définition des identités : « *Les trois politiques – reconnaissance, intégration, assimilation – construisent le sujet minoritaire différemment. La première valorise l'identité culturelle et la promeut dans l'espace public. La seconde "oublie" les particularités minoritaires au nom d'un projet socialiste et invite Bulgares, Juifs, Turcs, Arméniens, Tsiganes à joindre l'élan modernisateur. Comme la première, l'assimilation "voit" les différences culturelles mais ne les apprécie pas. Comme la seconde, elle considère que ce qui unit les individus doit l'emporter sur ce qui les distingue. A la différence de l'intégration, cette vision n'est ni proposée, ni négociée, elle est imposée par tous les moyens – théoriques, symboliques, politiques, voire militaires.* » (Krasteva, 2001 : 160). Elle souligne en outre un point intéressant à retenir sur lequel je reviendrai en fin de section,

à savoir la non-participation des « minorités » aux conceptions de ces différentes politiques.

Enfin, une conséquence majeure du régime communiste est l’empreinte qu’il a eu sur les citoyens bulgares (minoritaires inclus) en termes de rapports aux institutions et plus globalement, à l’État. En prenant le cas de l’éducation par exemple, j’ai montré que dans les années cinquante et soixante, il y avait une volonté forte, de la part du gouvernement, d’éradication de l’illettrisme et de l’accès à l’enseignement pour toute la population, puisque l’éducation était pensée comme un instrument de diffusion des valeurs communistes et d’unification de la société. Pour ce faire, la scolarité était obligatoire jusqu’à la 8^{ème} classe⁴³², puis jusqu’à la 11^{ème}. Ilona Tomova (2009) précise que les enseignants avaient l’habitude d’aller dans les quartiers roms tous les matins pour chercher les enfants et les conduire à l’école. En outre, de nombreuses initiatives ont été prises par l’État bulgare pour encourager la scolarité : la cantine était payée par les municipalités, et les livres et cahiers étaient donnés aux enfants, ce jusqu’en 1992. L’État payait les frais de scolarité en maternelle, et de façon générale, toutes les dépenses pour les familles de plus de deux enfants. Si ces mesures favorisantes ont participé à former une certaine intelligentsia turque et rom notamment (qui va jouer un rôle important dans le pays par la suite, on va le voir), il convient surtout de retenir les liens forts et de proximité entre les citoyens et les institutions sanitaires et sociales (concernant l’école et la santé) avec des liens interpersonnels existants (avec le médecin comme l’instituteur notamment).

1.2.2. Fin du communisme : la période de « transition » (1989-2001)

En novembre 1989 a lieu l’avènement de la République Démocratique bulgare, dont les premières années (voire décennies) s’accompagnent d’une profonde transformation socio-économique ainsi que politique, induisant le terme de période dite de transition.

Dès la fin des années 90, la majeure partie des bases culturelles, linguistiques et religieuses des minorités ont été « restituées » aux groupes minoritaires, dont les droits sont à nouveau reconnus. Ainsi en décembre 1989, l’Assemblée Nationale prend la décision de permettre le « retour » aux anciens noms et prénoms qui avaient été modifiés. Les membres de « minorités ethniques » ont également le droit de s’associer, comme celui de communiquer publiquement (presse, radio, télévision) dans une autre langue que celle majoritaire. Mais il convient de souligner que cela s’est effectué sous la pression de représentants politiques de la minorité turque, et non pas directement de l’État qui, en l’absence de conflits interethniques, n’a pas urgemment pris de mesure en ce sens. Dès lors, les Roms n’ont pas connu, de fait, ces mêmes droits, en l’absence de représentation sur la scène politique nationale.

⁴³² Cette classe équivaut à la fin du collège en France, le système d’éducation bulgare comprenant des classes allant de 1 à 12, cette dernière équivalent à la fin du lycée.

Il est intéressant de s'arrêter brièvement sur la nouvelle visibilité politique des Turcs et/ou musulmans de Bulgarie permise par la fin du régime communiste, que montre bien Nadège Ragaru (2008b). Dès 1990, un parti politique est fondé par Ahmed Dogan, figure de proue de la résistance des Turcophones dans les années 80 : le MDL (Mouvement pour les Droits et la Liberté). Ce parti, soutenu par la « communauté turque », les Roms musulmans et les Pomaks, devient très vite un parti politique incontournable qui représente les intérêts de tous les musulmans de Bulgarie. L'émergence de cette formation politique *« constitue avant tout le produit d'une politisation de l'ethnicité provoquée par l'assimilation brutale des années 1980 : à l'opposé du projet initial, cette dernière réactive l'appartenance identitaire turque et lui confère le caractère d'un enjeu politique »* (Ragaru, 2008 : 60). Au regard du contexte national concernant les compositions identitaires des minorités bulgares, il paraît envisageable d'étendre ces propos aux musulmans, ce qui inclut certains Roms s'identifiant comme tels, et permettra de comprendre partiellement certains jeux identificatoires de ces derniers (section 2 de ce chapitre).

Mais le politique ne peut être analysé sans le relier aux dimensions sociales et économiques du pays à cette époque. Cette période de transition correspond concrètement à une grande crise économique sans précédent : la Bulgarie a perdu 1 300 000 emplois dans la période 1990 – 2003 (Tomova, 2009) sur une population totale de 8 millions d'habitants. Dès lors, la libéralisation du marché, donc des prix, une inflation à 4 chiffres, la suppression de presque tous les services sociaux ainsi qu'un taux de chômage très élevé ont conduit la majorité de la population à une pauvreté profonde et massive.

Dans ce contexte économique, les Roms ont été les plus affectés par cette transition sociale et économique, étant donné notamment qu'ils n'avaient aucune défense politique de leurs intérêts au niveau national et régional, et ce pendant plusieurs années. Concrètement, Ilona Tomova (2009) montre que cela signifie pour les Roms qu'ils ont été *« les premiers à être licenciés »*, entre les années 1990 et 1992, dans les secteurs de l'industrie, les secteurs publics (emplois peu qualifiés), les mines, le bâtiment, les coopératives agricoles, et se sont retrouvés sans travail ni perspective d'emploi. Considérant que la moitié des Roms bulgares vivait dans des villages en 1992, leur situation est devenue désastreuse car, étant donné qu'ils ne possédaient aucune terre ni aucun bétail au moment de la collectivisation, ils n'ont rien reçu lors de la redistribution des terres. Ils n'ont pas pu se faire employer dans les nouvelles coopératives agricoles, la loi l'autorisant seulement pour les anciens propriétaires. L'unique possibilité de travail pour les Roms dans les campagnes était donc d'être employé à la journée pour des travaux saisonniers. Quelques années après, dans de nombreux villages, les Roms se sont vus proposer des terres à louer pour les cultiver, mais cette opportunité n'a majoritairement pas été saisie par les Roms qui n'en avaient pas les moyens. En effet, après avoir été sans travail pendant des années, la plupart n'avait pas les moyens de payer la location, les semences et les machines agricoles, ni d'attendre les fruits de la récolte... Dès lors, les chiffres concernant l'emploi des Roms en Bulgarie sont parlants : durant la période 1992 – 2001, entre la moitié et 4/5^{èmes} des

Roms en âge de travailler étaient sans emploi (Tomova, 2009). De plus, en 2000, 66% des jeunes Roms (entre 17 et 29 ans) ont déclaré n'avoir jamais travaillé.

En outre, dans le cadre des nouvelles montées de tensions interethniques (inhérentes à la reconnaissance des minorités couplée à une situation de crise dans le pays), les représentations négatives, les stéréotypes et les attitudes discriminantes envers les Roms devinrent extrêmement forts. Au niveau politique, cette discrimination très prégnante dans la société bulgare a empêché la mise en place de politiques spéciales pour l'amélioration des conditions de vie des Roms et ce jusqu'à ce que des ONG, avec l'impulsion de l'Europe, se saisissent de ce problème à la fin des années 90. Si l'un des grands changements impulsés par la fin du communisme en Bulgarie s'opère donc dans le jeu politique, avec l'émergence de partis ethniques qui permettent aux minorités de se positionner dans la société, cela concerne surtout la minorité turque. Pour les Roms, l'avènement de la démocratie induit un changement non négligeable dans la société, ayant des répercussions quotidiennes, pouvant a contrario être considéré comme négatif. Il s'agit de la représentation et de la place qu'occupent les « Tsiganes » dans la société bulgare, comme le souligne ici Anna Krasteva (2001) : « *Le communisme pensait l'Autre en termes sociaux et politiques : "bourgeois" ou "ennemi interne déguisé en communiste". Pour personifier l'altérité, le post-communisme a choisi une figure ethnique – le Tsigane : bouc émissaire considéré comme responsable de tous les maux de la transition : insécurité, chômage, nouvelle pauvreté.* » (Krasteva, 2001 : 161). Il convient par ailleurs de coupler cette discrimination généralisée envers les Roms à l'émergence des turcophones sur la scène politique nationale, afin de comprendre une dimension nouvelle naissante à cette même période : l'institutionnalisation de la discrimination, avec l'introduction d'« *une rhétorique xénophobe* » (Njagulov, 2008 : 28). En effet, beaucoup de Bulgares voient d'un mauvais œil ce nouveau rôle ainsi que la place prise par les turcophones, dans ce contexte de crise économique et les difficultés dans le redressement du pays. Comme l'explique notamment Blagovest Njagulov (2008), le Parti MDL est notamment accusé d'être une « *corporation ethnique turque* » par ses opposants. Cela donne lieu à la naissance du parti politique Ataka en 2005, parti d'opposition ultranationaliste qui s'affirme sur la scène politique grâce à son credo anti-Roms et anti-Turcs, ainsi qu'au refus de l'adhésion à l'UE⁴³³. Si ce nouveau parti qui connaît très rapidement une adhésion importante s'impose clairement dans le jeu politique bulgare, jusqu'à maintenant en tout cas, la Bulgarie a réussi à éviter des confrontations interethniques, contrairement à d'autres pays des Balkans. Ce maintien de la « paix ethnique » est d'ailleurs souvent cité comme la meilleure réussite de la transition démocratique.

Dans la vie quotidienne des citoyens bulgares, Roms y compris, de profonds bouleversements ont lieu avec ce changement de régime politique. En premier lieu, la fin du communisme signifie, pour beaucoup, et les Roms sont les premiers à le déplorer aujourd'hui, la fin d'un emploi assuré, et donc d'une alimentation régulière assurée... Mais cela signifie également la perte de la proximité qui existait auparavant avec les services institutionnels, puisque d'une part le mode de relation entre acteur

⁴³³ Voir à ce sujet Ragaru, 2006.

institutionnel et bénéficiaire est complètement reconfiguré, et d'autre part nombre de services de proximité disparaissent effectivement. Cette situation sociopolitique induit alors un certain repli sur soi et sur son bien-être, ce qui est couplé à une forme de repli identitaire également. Si la « liberté » est le nouveau maître-mot de cette période, comme se plaisent à le répéter les Roms rencontrés, celle-ci apparaît dans un contexte socioéconomique précaire, sans perspective d'avenir.

1.3. La Bulgarie aujourd'hui, un pays des Balkans pauvre mais adhérent à l'UE : quelles appréhensions de la « minorité rom » ?

Bien que la situation économique du pays ne s'améliore que lentement et faiblement, la période de « transition » de la Bulgarie s'achève politiquement avec l'adhésion du pays à l'Union européenne, en 2007. Le « problème des minorités », notamment turques et roms, a été officiellement soulevé dans ce processus d'adhésion, la Bulgarie se devant d'améliorer leurs conditions de vie et leur place dans la société. Le rapport d'information⁴³⁴ sur le processus d'adhésion à l'Union européenne déposé par la délégation de l'Assemblée Nationale pour l'UE en 2001 fait ainsi état d'une certaine inquiétude concernant la « minorité rom » symbolisée par un chiffre : celui du taux de chômage dans les quartiers roms pouvant atteindre les 50% (contre 18% pour l'ensemble de la population). Ce rapport précise également que « *la Commission a réclamé à plusieurs reprises aux autorités gouvernementales bulgares des mesures positives d'aide à la communauté rom* ». Avant d'examiner la façon dont l'État bulgare répond à ces injonctions européennes, il convient de donner plus d'éléments permettant de comprendre le positionnement actuel du gouvernement face à ces minorités bulgares.

Comment sont perçues, et plus largement appréhendées politiquement, mais aussi dans la vie sociale quotidienne, les « minorités » en Bulgarie ? Gueorgui Jetchev (2010) donne des éléments de réponse intéressants dans son analyse des faits sociolinguistiques et des attitudes à l'égard des langues minoritaires en Bulgarie : « *Les minorités sont "les différents" qui créent des problèmes (au niveau du groupe ou de l'individu). Selon la majorité des Bulgares, les représentants des minorités se doivent d'atténuer leur différence et de s'intégrer dans la société bulgare, c'est-à-dire de devenir, dans la mesure du possible, « comme les Bulgares », mais sans oublier qu'ils restent inévitablement différents et qu'ils sont seulement « assimilés à des Bulgares* » (Grekova 2005:157-158). ». Cela pose le cadre structurel de la perception et de la place des minorités dans ce pays, à la fois socialement et politiquement : la différence, déniée sous le régime communiste, est aujourd'hui clairement marquée voire érigée de façon absolue car considérée comme « essentielle » dans les exo-identifications et dans les rapports interethniques. Il est intéressant de noter ce qu'il ajoute ensuite : « *Pourtant, la minorité en soi n'est pas un problème. Il y a des problèmes créés par telle ou telle minorité.* » (Jetchev, 2010). Cela fait écho aux « problèmes des Roms » ou « problèmes avec les Roms » largement mis en avant dans les discours des acteurs institutionnels

⁴³⁴ <http://www.assemblee-nationale.fr/europe/rap-info/i3417.pdf>

rencontrés (j'y reviendrai), lorsque le sujet de ces personnes est abordé. Cette idée de « problème » se retrouve aussi largement dans les discours politiques et gouvernementaux, en outre reprise telle quelle par des observateurs extérieurs, comme le rapport précité qui parle de la façon dont l'État « *traite ce problème* »⁴³⁵. Mais cela reflète également parfois les termes employés par des chercheurs en sciences humaines et sociales bulgares travaillant sur cette population : en anglais, les termes qui reviennent de façon quasi-systématique sont « *Gypsy problems* » ou « *Gypsy question* », et ce depuis le début du 20^{ème} siècle (Marushiakova et Popov, 1997 : 8). Si, comme je l'ai souligné, cette terminologie identificatoire est abandonnée pendant le communisme, puis pendant l'essor du folklorisme touchant les sciences humaines, elle ressurgit aujourd'hui, permettant alors de s'interroger sur les « problèmes ethniques » ou les « *problèmes des différentes minorités* ». Dans ce contexte, les Roms ne font pas exception et font même office de figure de proue à ce sujet. Ainsi Elena Marushiakova et Vesselin Popov dédient un de leurs ouvrages aux « Gypsies » de Bulgarie « *with the hope that it may assist their ethnic emancipation and the solution of their problems in contemporary Bulgaria* » (Marushiakova et Popov, 1997: 14). Qui dit problème dit donc solution à apporter, ou tout du moins à chercher. Si l'on peut à ce sujet tracer une frontière entre les appréhensions d'un côté des acteurs politiques, institutionnels, d'une large majorité des citoyens bulgares (pour qui c'est la population qui est problématique) et de l'autre des acteurs des ONG de droits de l'Homme et des chercheurs en SHS (pour qui la population en question subit des « problèmes »), tous se rejoignent finalement autour de cette acception : les Roms en Bulgarie, de par leurs « problèmes », posent « question » à l'État. Sous la pression de l'Europe, certains de ces différents acteurs vont alors tenter de se rejoindre afin d'apporter des éléments de réponse à cette « question rom » bulgare.

En effet, comme je l'ai expliqué, la protection des minorités est un principe fondamental de l'Union européenne, et l'une des conditions à remplir pour les pays candidats à l'adhésion. Cela conditionne donc un certain changement dans les politiques publiques en direction des minorités. Elles voient le jour sous l'impulsion d'ONG travaillant dans le domaine des Droits de l'Homme, qui sont de plus en plus présentes dans le pays à partir des années 90 (Ragaru, 2008a). Plusieurs changements faisant état d'une nouvelle prise en charge des « minorités » en Bulgarie apparaissent alors, comme le montre Katerina Karabencheva-Levy (2010) : « *Les années qui précèdent l'adhésion à l'UE ont été marquées par de nombreux changements législatifs : la mise en place de politiques publiques, la création d'institutions chargées des problèmes des minorités, l'élaboration d'une législation antidiscriminatoire et de protection des droits des minorités.* » (Karabencheva-Levy, 2010 : 495) Elle précise cependant que ce processus est très lent en Bulgarie.

À partir de ces années 90 est alors conduite une politique d'intégration « *avec éléments de multiculturalisme* », précise Anna Krasteva (2001 : 63). En ce sens, on peut citer la ratification en 1999 par la Bulgarie de la convention-cadre pour la protection des droits des minorités nationales, préconisant notamment de permettre un enseignement et

⁴³⁵ <http://www.assemblee-nationale.fr/europe/rap-info/i3417.pdf>

l'existence d'une presse nationale en langue minoritaire (Jetchev, 2010). Si cela est mis en place pour la « minorité turque », ce n'est cependant pas le cas pour les Roms. Plus généralement, il apparaît que si le gouvernement se focalise sur les droits des minorités du pays, les Roms se situent et surtout sont situés à part dans ces politiques publiques. Ainsi, la politique bulgare s'oriente vers le multiculturalisme mais également, en ce qui concerne les Roms, vers une politique d'intégration sociale en leur direction. Comme le souligne judicieusement Alexandra Nacu (2009b), le fait que les Roms, lors du processus d'adhésion à l'UE, soient ciblés comme population à prendre en compte et à « intégrer » ne fait pas diminuer « *le racisme de la population majoritaire* ». Au contraire même, puisque « *cet intérêt international est à double tranchant : il focalise l'intérêt sur les Roms eux-mêmes, et non pas sur les mécanismes de leur exclusion, prenant ainsi le risque de stigmatiser davantage cette population* » (Nacu, 2009b : 99). Dans cette même veine, on peut analyser la terminologie utilisée pour parler de cette « minorité ». Comme le souligne Katerina Karabancheva-Levy (2010), « *Chaque idéologie politique se reflète sur les minorités et cela se voit dans l'usage des termes qui sont adoptés pour désigner une population souvent non désirée ou problématique. Le choix de les reconnaître, de leur donner un statut et des droits ou de les ignorer se reflète immédiatement sur la manière de les définir.* » (Karabancheva-Lévy, 2010 : 503). En effet, c'est sous la pression européenne et des ONG de droits de l'Homme que le terme « Rom », politiquement correct, est impulsé dans le langage politique et médiatique en Bulgarie (de la même façon que dans d'autres pays d'Europe de l'Est) comme le terme à employer pour parler des « Tsiganes ». Néanmoins, le terme « Tsigane », comme je le monterai, continue à être largement utilisé dans le pays. Concernant l'usage de ces deux termes dans la Bulgarie contemporaine, Alexandra Nacu (2009b) formule en une phrase l'idée générale qui se vérifie quotidiennement : « *L'écart est grand entre le langage officiel de désignation égalitaire et celui de l'expérience ordinaire qui stigmatise.* » (Nacu, 2009b : 99).

La politique bulgare en direction de la « minorité rom » est donc marquée par une volonté « politiquement correcte » qui semble cependant se traduire par des pratiques assez restreintes. C'est ce que souligne notamment le rapport d'information sur le processus d'adhésion à l'Union européenne déposé par la délégation de l'Assemblée Nationale pour l'UE en 2001 : d'une part, en précisant que le plan-cadre pour les Roms défini par le gouvernement précédent et prévoyant « *la déségrégation scolaire, la consolidation du statut juridique de la propriété des roms, l'aide à l'emploi et un soutien culturel* » est « *resté lettre morte* » d'après des représentants d'ONG. D'autre part, en ajoutant que ces derniers « *disent ne pas avoir une idée précise des intentions du nouveau gouvernement au sujet de la minorité rom ; certaines ne sont pas loin de penser qu'il traite ce problème par préterition* »⁴³⁶. Plusieurs raisons peuvent expliquer cette absence d'avancées politiques concrètes. Katerina Karabancheva-Levy souligne par exemple la multiplicité d'acteurs institutionnels œuvrant au sein de divers organismes chargés de la « question des minorités ». Elle observe par ailleurs « *un manque de compétence et d'expérience parmi les experts qui sont chargés de la gestion*

⁴³⁶ Rapport de l'Assemblée Nationale, *Op. Cit.*

des problèmes des minorités, ainsi qu'un manque de dialogue entre les experts eux-mêmes et entre les experts et les représentants des ONG qui militent pour les droits de l'homme et des minorités. » (Karabancheva-Levy, 2010 : 496). Mais concernant les Roms, une autre dimension est clairement présente, comme je l'ai montré et souligné : il s'agit de la xénophobie ambiante régnant dans le pays envers ces personnes, du petit citoyen du bout de la rue aux ministres du gouvernement.

Pour analyser cela de façon plus ancrée, je propose d'effectuer maintenant une petite plongée dans cet univers politique des minorités des années 90 à nos jours, aux côtés de R. Russinov, un activiste rom rencontré à Sofia, dont Nadège Ragaru (2008a) précise qu'« *en Bulgarie, il est considéré comme l'un des représentants marquants de la nouvelle intelligentsia rom bulgare* » (Ragaru, 2008a : 48). Lors d'un entretien, il m'explique que dans les années 90 en Bulgarie, il y avait deux « *Roma organisations* », et que cette décennie a été marquée par une certaine émergence des ONG Roms⁴³⁷. Il explique avoir travaillé à cette période au sein de l'organisation Human Rights Project, « *to defend Roma* ». Le seul élément concret qu'il met en avant concernant cette époque est un programme qui a été adopté en 1998 par l'État bulgare après avoir été préparé et soutenu par l'organisation en question. La mise en place de ce programme, qui concernait « *many Roma problems* », a nécessité d'après lui la mobilisation de 75 organisations roms pour faire pression sur le gouvernement pour l'accepter. Il a finalement été adopté, mais sans réelle volonté politique, souligne R. Russinov. Le compte-rendu d'une conférence organisée sur ce sujet par l'ERRC fait état de ce programme intitulé the « *Framework Program for Equal Integration of Roma in Bulgarian Society* », en précisant notamment que ce programme « *envisages a long-term strategy of school desegregation* »⁴³⁸. J'y reviendrai dans la section suivante. Ce qu'il convient de retenir ici est l'intitulé de ce programme visant alors une « intégration égale » des Roms bulgares : la notion d'intégration est ainsi mobilisée pour parvenir à une certaine « égalité » des citoyens – minoritaires compris. C'est là le langage politique actuel concernant les minorités en Bulgarie, se voulant « multiculturaliste ». Il est également intéressant de souligner que dans ce compte-rendu rédigé par l'ERRC, les différentes positions des acteurs en présence dans cette table ronde (acteurs associatifs, ONG, activistes, acteurs institutionnels, gouvernementaux) sont bien montrées, et le dernier mot est donné au directeur de l'ERRC qui replace le débat dans le cadre législatif européen concernant les « obligations » de politiques publiques en direction des minorités.

Cependant, à l'heure actuelle, les constats établis par R. Russinov sur la volonté politique de l'État bulgare concernant la prise en compte des « Roms » sont parlants : il nomme ainsi la Décennie de l'inclusion des Roms, adoptée en 2005 par plusieurs pays d'Europe centrale et de l'Est, qui a pour objectif de « *travailler pour éliminer la discrimination et combler les écarts inacceptables entre les Roms et le reste de la société* »⁴³⁹. Si R. Russinov souligne cette avancée impulsée par plusieurs grosses organisations dans le domaine des droits de l'Homme (dont OSI), il soupire de dépit

⁴³⁷ Entretien, 10 février 2012.

⁴³⁸ <http://www.errc.org/article/conference-the-desegregation-of-the-romani-schools-in-bulgaria-%C4%91-a-condition-for-an-equal-start-of-roma/241>

⁴³⁹ Déclaration de la Décennie de l'inclusion des Roms 2005-2015 <http://www.romadecade.org/index.php?content=77>

néanmoins six ans après, considérant que « *ce n'est que sur le papier, le gouvernement n'a rien fait...* ». Il va même plus loin en précisant qu'avec l'entrée de la Bulgarie dans l'UE, il y a eu une baisse de la volonté politique du gouvernement envers les Roms, en prenant notamment l'exemple des baisses de fonds alloués à divers projets concernant cette minorité. Plus avant, il fait part de son inquiétude sur la situation actuelle des ONG roms en Bulgarie : selon lui, ce qui me sera également rapporté par ailleurs (j'y reviendrai), le gouvernement a commencé en octobre 2010 une grande campagne contre les ONG roms et les élites roms (visible notamment à la télévision). Dans son propos, R. Russinov fait un lien direct entre le positionnement de la France impulsé par son président de l'époque, N. Sarkozy, vis-à-vis des Roms : « *If even France can say and do things like this against Roma, so Bulgarian government is allowed to do the same, and even more !* ». Il explique ainsi que les onze ONG roms du pays ont commencé à être contrôlées. Celles qui l'ont été furent discréditées, présentées à la presse et aux citoyens comme étant corrompues, alors que ce n'est pas (toujours) vrai, précise-t-il. Comme je vais le montrer ultérieurement à travers le cas d'une ONG rom de Pazardzhik, cela va avoir pour conséquence, au-delà d'une baisse drastique des redistributions de subventions qui empêche les ONG de fonctionner, de renforcer les attitudes discriminantes envers les Roms dans leur ensemble. Mais plus avant, cela participe également de la mise à mal de l'image des ONG roms aux yeux des Roms eux-mêmes, et par là, annihile la seule brèche dans laquelle les Roms en Bulgarie pouvaient trouver des soutiens, de l'aide, ainsi qu'un certain lobbying au niveau national.

Conclusion de la section 1

Les personnes identifiées par le terme rom ou tsigane sont donc appréhendées par l'État bulgare comme appartenant à une « minorité ethnique ». Il convient évidemment de questionner l'homogénéité que présuppose cette désignation, ce qui sera effectué dans la section 3 de ce chapitre. Mais on peut dès maintenant affirmer que les Roms sont assignés dans une position ou situation minoritaire, au regard de cette catégorisation qu'ils connaissent. Par ailleurs, le fait même que les institutions leur attribuent cette étiquette « identitaire » démontre bien la domination symbolique qui sous-tend ce processus ; qui dit « minorité » dit alors nécessairement « dominé ». Cela rejoint la définition que donne Patrick Williams (2002) de l'« ethnie minoritaire » dont les notions amènent à s'interroger sur celles de « groupe » et de « relation ». En effet, selon lui, l'« ethnie minoritaire » pose son existence à travers sa relation à la société globale qui l'envisage « *comme porteuse de caractères qui l'éloignent de la norme définie en s'incarnant dans l'État-nation* » (Williams, 2002 : 244). Cette désignation d'« ethnie minoritaire » ou de « minorité ethnique » assigne donc le « groupe ethnique » comme différent de quelque chose qui n'est autre que la société globale, les deux « entités » étant séparées par une frontière. Cela implique de déterminer ce que Fredrik Barth (1969) nomme des *marqueurs identitaires* afin de signifier cette différence, car c'est le contact avec celle-ci qui crée le sentiment d'appartenance ethnique. Ces marqueurs identitaires mettent l'accent sur les processus de sélection des traits culturels

par les acteurs, traits qui ne sont pas nécessairement les plus différenciateurs. En défendant l'idée que considérer un groupe ethnique isolément n'a pas de sens, il fait reposer la notion d'ethnie sur une question d'organisation sociale, concevant que l'ethnie serait alors le résultat d'un phénomène fluctuant qui dépend des contacts avec les autres groupes. De cette façon, selon Jean-François Gossiaux (1997), il « *renverse totalement la perspective en prenant pour principe de ne pas définir a priori les groupes ethniques comme des entités culturelles* » (Gossiaux, 1997 : 332), ce qui correspond à un déplacement de l'étude de l'ethnie du plan substantiel (contenu) au plan interactionnel.

Il convient de rappeler que le terme de « minorité ethnique » renvoie communément à un groupe d'individus possédant une origine commune ainsi qu'un héritage socioculturel commun, notamment la langue, les institutions et les rites. Or dans le cas des Roms bulgares, l'appellation d' « ethnité minoritaire », comme nous le verrons plus en profondeur au fil de ce chapitre, n'est ni un constat empirique, ni une auto-désignation. Et pourtant, cette vision substantiviste à l'œuvre dans le quotidien correspond à une catégorisation des individus, les enfermant dans une identité « racialisée », celle de Rom / Tsigane, dont il convient de saisir les traductions dans la vie quotidienne. De plus, j'ai montré dans cette section que la catégorisation ethnique se double d'une catégorisation sociale, certes en termes de « minorité » mais qui est en outre considérée comme « problématique ». L'analyse du traitement des Roms/Tsiganes par l'État dans une perspective diachronique a permis de soulever la profondeur et l'ampleur de cette appréhension des Roms comme « posant problème », tant à l'échelle nationale qu'européenne dans le cadre de l'intégration de la Bulgarie à l'Union européenne. Les Roms sont donc traités comme une « minorité ethnique » dont le « problème » principal serait leur défaut d'intégration, nécessairement causé par leurs caractéristiques intrinsèques – assertion partagée par l'ensemble des acteurs étatiques et largement étayée par la continuité historique de ce supposé « problème tzigane ». Comment cette double catégorisation des Roms opérée en premier lieu par l'État à travers les politiques publiques se traduit-elle au quotidien dans la société ? Il s'agit d'interroger maintenant ce que signifie « être rom » dans la société bulgare en s'appuyant sur une dimension d'analyse complémentaire : la vie quotidienne et les interactions interethniques.

2. La fabrique d'une marge : conditions de vie des Roms et rapports interethniques

Au regard de l'appréhension et du traitement étatique des Roms en tant que « minorité problématique » en Bulgarie, je propose donc d'interroger maintenant les traductions ordinaires de ce statut spécifique. L'analyse portera sur la façon dont les Roms vivent au sein de la société bulgare, tant du point de vue matériel (conditions de vie) que du point de vue des interactions effectives avec leurs concitoyens (rapports interethniques). En effet, l'analyse de ces interactions est tout aussi déterminante pour

comprendre la place qu'occupent ces personnes identifiées comme Roms dans la société, et plus avant, leurs expériences de subjectivation.

Je présenterai donc d'une part les conditions de vie actuelles des Roms en Bulgarie, et dans la région de Pazardzhik⁴⁴⁰ particulièrement, à partir de plusieurs éléments objectifs (habitat, emploi, scolarité principalement) dans des domaines régissant le quotidien (2.1.). Dans un second temps, je m'intéresserai aux interactions ordinaires et extra-ordinaires entre des personnes « roms » et « non-roms » : quand, où et pourquoi surviennent ces interactions ? Quels sont les positionnements régulièrement adoptés de part et d'autre ? Quels types de Sujets sont produits dans et par ces interactions ? L'objectif de cette section est d'apporter des éléments permettant une analyse complémentaire de la section précédente afin d'analyser *in fine* quelle(s) place(s) occupent les personnes identifiées comme roms dans la société bulgare (2.2.). Pour finir, il s'agira de répondre à la question suivante : qu'est-ce que l'expérience de cette place produit précisément comme sujet (2.3.) ?

2.1. Contexte structurel du quotidien de Roms bulgares : une marginalisation multiple

Pour cerner les conditions de vie des Roms en Bulgarie, et dans la région de Pazardzhik, je propose de donner quelques éléments concrets concernant des aspects à la fois basiques et fondamentaux de toute vie ordinaire : l'habitat, tant dans ses lieux que dans ses formes ; l'emploi, ou les opportunités économiques ; l'inscription sociale, qui sera ici discutée principalement en partant de l'institution scolaire⁴⁴¹.

2.1.1. Spatialement à part

En Bulgarie, de façon générale, les Roms habitent dans des maisons ou des immeubles au sein de quartiers "à part", appelés « *mahala* », que ce soit dans les villes ou dans les villages. Ces *mahala* sont géographiquement séparées du village ou de la ville en question par différents symboles matériels : une route, un champ, une ligne de chemin de fer, voire un mur (comme c'est le cas à Sliven dans l'est du pays, mais aussi, plus proche, à Ihtiman, pour une partie de la *mahala* jouxtant un terrain de golf). La situation n'est guère différente dans la région de Pazardzhik. Ainsi la *mahala* de Pazardzhik regroupe environ 30 000 Roms⁴⁴², sur une population totale de 100 000 habitants. Il est intéressant de noter que la travailleuse sociale spécifique auprès des Roms de la mairie de Pazardzhik précise, lorsque je lui pose la question du nombre de Roms vivant dans cette *mahala*, qu'il y a « 40 000 Roms et Turcs à Pazardzhik et dans les villages autour »⁴⁴³. Cette réponse dans laquelle sont mélangés les « Roms » et les

⁴⁴⁰ Cf. carte de Bulgarie, Annexe 1.

⁴⁴¹ Ce choix répond aux réalités du terrain : il m'a été donné, en Bulgarie, de réaliser à maintes reprises observations et entretiens sur ce sujet, correspondant par ailleurs à un questionnement que j'ai déjà amorcé et développé dans ma recherche précédente auprès de Roms en Roumanie (Clavé-Mercier, 2010b ou 2012). En outre, j'ai également accentué ce sujet dans la partie précédente, concernant le régime communiste.

⁴⁴² Encore une fois, ces chiffres sont ici donnés comme ordre d'idées, en raison de leur fluctuation en fonction des modalités de comptage. Officiellement, il y aurait 26 000 habitants dans la *mahala*, d'après plusieurs sources institutionnelles.

⁴⁴³ Entretien, 3 août 2011.

« Turcs » n'est pas anodine puisqu'elle renvoie aux réalités d'identification (auto et hétéro) des personnes vivant dans les *mahala*, comme je vais le montrer dans la section 3 qui suit. Dans celle d'Ivaylo, un village voisin d'environ 3000 habitants, habitent 900 Roms, d'après les chiffres qui m'ont été donnés arbitrairement par les pouvoirs locaux. Quant aux deux *mahala* de Peshtera, une ville voisine⁴⁴⁴, elles regrouperaient, selon un responsable d'ONG rom, « 8000 Roms », sur une population totale de 20 000 personnes.

Selon Alexandra Nacu et Milena Guest (2008) « *l'appellation de "mahala", terme d'origine turque qui désigne le "quartier", "hameau", renvoie à une entité spatiale composée d'unités sociales mono-ethniques, qui est aujourd'hui souvent utilisée en bulgare pour désigner un quartier pauvre de mauvaise réputation, suggérant que les habitants sont des Roms* » (Nacu et Guest, 2008 : 107). Les *mahala* existeraient « *depuis toujours* » lorsqu'on pose la question aux habitants. Nadège Ragaru (1999) précise quant à elle que le pays doit en grande partie ses *mahala* au régime communiste : « *Désireux de sédentariser une population aux traditions semi-nomadiques, le régime communiste a commandé la construction de nouveaux quartiers tsiganes après 1958, généralement en marge des villes.* » Cependant, les discours recueillis localement font état d'une autre réalité, tout en démontrant le flou que génère la question de l'origine des créations des *mahala*. Celle de Pazardzhik, comme beaucoup d'autres, aurait été créée vers 1928, selon Plamen, responsable de la seule ONG rom locale « Napredak » (qui signifie espoir), par l'arrivée de nombreux Roms provenant des villages alentour où il n'y avait plus de travail. Les Roms vivaient alors dans des cabanes, à côté de familles bulgares. Ensuite, des immeubles ont été construits en 1970 par le gouvernement communiste. Au nom de l'assimilation, « *les familles roms et les autres étaient mélangées et tout le monde s'entendait bien* », précise-t-il. Après 1989, les familles bulgares sont parties du quartier, le déménagement de ces familles étant planifié par les mairies qui leur proposaient un appartement dans un autre quartier en échange de leur maison dans ce qui est donc devenu un « quartier rom ». Pour Plamen, très clairement, « *l'État a fait ça pour ségréguer le quartier* ».

Dans certaines localités, on assiste aussi dans les années 70 à l'expulsion des Roms vers des villages alentour orchestrée par le gouvernement local qui aurait détruit leurs maisons en ville, le but étant de « *ne plus avoir de Roms dans la ville* ». C'est ce que m'explique Papou Adem, le père de Yusuf, âgé de soixante-sept ans. Il ajoute que certains sont revenus par la suite en ville et sont alors « *devenus encore plus pauvres à cause de la mairie* », étant donné que les nouvelles constructions de maisons sont alors illégales, sans achat de terrain ni permis de construire. À l'heure actuelle, si les *mahala* citadines sont souvent assimilées à des « *ghettos insalubres et surpeuplés* » (Ragaru, 1999), toutes les *mahala* se caractérisent par un certain désengagement des pouvoirs publics que ce soit en matière d'urbanisme, d'éclairage public, de ramassage des ordures et/ou d'entretien des voiries. Ainsi Bobi⁴⁴⁵, le frère de Yusuf, se plaint à répéter qu'on sait quand on entre dans une *mahala* lorsqu'il n'y a plus de bitume.

Dans le village d'Ivaylo, le maire m'explique que les 900 Roms se répartissent entre « *la grande mahala* », où vivent 600 personnes, et deux autres plus petites, qui

⁴⁴⁴ Cf. Carte de Bulgarie, Annexe 1.

⁴⁴⁵ Cf. Schéma de parenté, Annexe 6.

sont dans le centre du village : l'une « *de deux rues* », et l'autre « *de trois ou quatre maisons* ». La grande *mahala* se trouve à l'une des extrémités du village, séparée de ce dernier par une route nationale. C'est donc la plus visible, mais aussi la plus marquée par la ségrégation de ses habitants, bien que le discours du maire révèle que le fait qu'il y ait d'autres familles roms vivant au sein même du village enjoint à qualifier ces micro ensembles de « *mahala* ». L'origine « ethnique » des habitants identifiés comme Roms est rapidement mise en avant pour les désigner eux-mêmes mais aussi pour désigner leurs lieux de vie. Cette catégorisation identitaire sous-tend des caractéristiques négatives et induit un agir en conséquence. De façon générale, à part les policiers, aucun habitant du village ne met – et n'a mis – les pieds dans la grande *mahala*. Quant aux deux autres, les habitants du village disent éviter de les traverser, certains préférant faire des détours plutôt que de « *passer par chez les Roms* ». On voit donc que même sans une situation géographique à la marge, la situation d'isolement est créée de fait par des pratiques d'évitement. En sens inverse, les Roms de ce village ne fréquentent pas les cafés qui se situent au centre (sauf cas exceptionnel, j'y reviendrai) ayant les commodités qui leur sont nécessaires dans la *mahala*, comme des magasins d'alimentation, des bars et un cybercafé.

De quels types d'habitations sont composées ces *mahala* ? Celles des villes et des villages sont très différentes, mais des différences existent également au sein d'une même *mahala*. En effet, dans la *mahala* de Pazardzhik coexistent des vieux immeubles délabrés et des maisons, recouvrant elles aussi des disparités importantes : de la grande maison à plusieurs étages et ornements architecturaux « *tape à l'œil* » aux petites cabanes en bois faites de bric et de broc, ces différentes constructions qui s'imbriquent de façon extrêmement étroite ne semblent répondre à aucun standard préétabli ni aucune logique prédéfinie – si ce n'est celle des opportunités économiques et du foncier disponible (par le biais relationnel) de chacun. Si les immeubles sont absents des *mahala* villageoises, celles-ci connaissent les mêmes disparités en termes de logement. Je reviendrai plus tard sur leurs significations qui sont à relier avec les migrations, mais on peut d'ores et déjà souligner que les *mahala* faisant partie de ce terrain de recherche ne sont pas particulièrement marquées, de l'extérieur, par des logements vétustes. Cela ne signifie pas que de tels logements n'existent pas, mais il faut dire que ce sont surtout les maisons en construction ou fraîchement (re)construites qui prédominent. En revanche, cela est à nuancer en fonction des « sous-quartiers » des *mahala* citadines. Ainsi la *mahala* de Pazardzhik donne par endroit une impression de grisaille avec ses immeubles communistes branlants, quant à d'autres endroits c'est une sensation d'étouffement qui prédomine, dans les ruelles étroites et boueuses dans lesquelles il faut se coller contre les parois des baraques pour laisser passer une charrette pleine de bois. Les odeurs sont très fortes, émanant tantôt des marmites bouillonnantes dans les logements, tantôt des eaux usées qui s'écoulent (ou stagnent) le long des ruelles, tantôt des étals de viande suspendus en devanture de certains commerces. Les animaux étant très présents dans les espaces « publics » de ces quartiers, comme les chiens errants, les poules et les chevaux, les odeurs qu'ils dégagent font également partie du quotidien. Parfois, ce sont les odeurs des ordures ménagères qui prennent le dessus. C'est particulièrement le cas dans la *mahala* prénommée « *Lukovitsa* » à Peshtera, construite

sur une colline au sommet de laquelle se trouve la déchetterie à ciel ouvert de la ville entière. Les habitants vivent alors, en fonction de l'orientation du vent, dans une fumée et une odeur pestilentielle, sans y prêter attention, malgré les maladies respiratoires particulièrement fréquentes chez certains d'entre eux⁴⁴⁶. Dans l'autre *mahala* de la ville, « Ediveren », se situant sur la colline d'en face, les constructions sont beaucoup plus précaires et les unes sur les autres. Le moindre espace ayant été utilisé en ce sens, toute la partie haute de la *mahala* est impraticable en voiture, que celle-ci soit à moteur ou à cheval. C'est seulement à pied ou montant à cheval que l'on peut accéder aux habitations « du haut », en empruntant des chemins tortueux faits de trous et de bosses, mais aussi de divers obstacles, comme des câbles électriques ou des fils à linge sous lesquels il convient de se glisser ou qu'il faut enjamber. Si pendant l'hiver, la difficulté consiste alors à ne pas glisser sur la neige souvent gelée, les moyennes saisons sont beaucoup plus rudes pour se déplacer dans les *mahala* : la neige ayant fait place à la boue, tout le monde s'organise de façon irrégulière et spontanée pour créer un chemin praticable, posant par exemple des bouts de planches çà et là qu'il faudra rejoindre par de grandes enjambées.

Les grandes *mahala*, soit celles des villes, ont donc toutes des « sous-quartiers » qui correspondent généralement à une certaine traduction des hiérarchies socio-économiques, des différences « ethniques » ou encore de « groupes » existants entre les habitants. Je reviendrai plus longuement sur cette hétérogénéité des habitants des *mahala*, dont il est important de retenir dès maintenant que si on la pressent déjà, elle ne se dévoile que par un regard fin, dense, approfondi et de l'intérieur. Cette hétérogénéité ne transparait pas dans les propos mettant en avant l'uniformité de la « communauté » ou de la « minorité » rom. Un point commun à toutes ces *mahala* citadines est cependant pertinent à souligner ici : il s'agit d'une certaine organisation de l'espace différenciant les habitants les plus pauvres des autres (que l'on ne peut a priori, de toute évidence, qualifier de riches, comme on va le voir ci-après). En fonction des *mahala*, c'est tantôt le « haut », comme à Peshtera, tantôt le cœur du centre, comme à Pazardzhik, qui réunissent les habitants les plus pauvres. Cela est nettement visible par les types de logements qui sont beaucoup plus précaires, délabrés voire démembrés dans ces zones-ci. Il est intéressant de noter que ces habitants se trouvent donc encore plus « en marge », car plus éloignés de la ville-même, puisque s'inscrivant alors dans les marges de la marge, si l'on peut dire.

2.1.2. Economiquement précaires

Comme lors de la période de transition marquée par la fin du régime communiste, les personnes identifiées comme « Roms » restent, en Bulgarie, globalement exclues du marché de l'emploi, pour différentes raisons que je vais ici montrer. Il s'agit, d'après les dernières statistiques nationales, de la minorité la plus pauvre du pays, la déclaration d'inactivité étant particulièrement élevée chez les Roms (Tomova, 2009). Mais il faut également rappeler que l'ensemble du pays connaît une

⁴⁴⁶ Rapport de mission du médecin de l'agglomération française anciennement bénévole à MDM, 2002.

économie en berne, et un taux d'emploi relativement faible au sein de l'UE⁴⁴⁷ : ainsi en 2011, le taux d'emploi des 15-64 ans était de 58,5 %. Quant aux salaires, ce sont les plus bas de l'Union : le salaire mensuel minimum en Bulgarie varie, d'après les statistiques d'Eurostat, entre 123 et 159 euros brut par mois, de 2010 à 2013⁴⁴⁸.

D'après Ilona Tomova (2009), les principaux secteurs où les Roms peuvent trouver du travail, de façon saisonnière ou temporaire, sont dans le bâtiment, les travaux agricoles, les industries de transformation de matériel, la maintenance des routes. Certains Roms sont aussi engagés dans des projets dans les ghettos roms. Beaucoup de familles améliorent leurs revenus grâce à la collecte de ferraille, de plastique, d'herbes et de champignons. De façon plus permanente, les entreprises de services communaux (entretien et nettoyage des rues, des toilettes publiques, des gares...) emploient majoritairement des Roms. Il faut noter que nombre de ces emplois s'inscrivent dans une politique étatique de l'emploi dans une logique de « workfare » : « *le versement de cette aide est conditionné à la participation du bénéficiaire à des programmes de travail municipaux* »⁴⁴⁹. Il s'agit généralement d'un dispositif de travaux d'intérêt collectif intitulé « des aides sociales à l'emploi ». Cependant, des profils spécifiques sont pour cela requis, et la durée est limitée à trois ans, si bien que seules quelques personnes par *mahala* bénéficient de ce type de programme. Beaucoup travaillent également dans les marchés, souvent hors réglementation, et vendent des fruits et légumes, des vêtements, des tapis et d'autres choses encore. Dans les quartiers roms, on trouve aussi beaucoup de Roms qui vendent diverses marchandises directement sur les trottoirs ou dans de petites boutiques (j'y reviendrai dans le chapitre suivant).

Ces activités économiques sont donc, pour la plupart, soit temporaires, soit informelles, en dehors de toute réglementation. Celles-ci n'étant pas, par définition, « mesurées », le taux de chômage des Roms est toujours très élevé – deux fois plus que le reste de la population. Comment expliquer ce fait ? On peut, avec Ilona Tomova (2009), soulever plusieurs types d'explications. D'une part, quand ils travaillent, les Roms sont objectivement moins bien payés que les Bulgares « non-roms », ce qui est un facteur démotivant. De plus, la forte présence de stéréotypes négatifs (les Roms sont paresseux, pas fiables, indisciplinés, etc.) enjoint les employeurs à préférer d'autres travailleurs. Par ailleurs, la distribution des rares emplois pendant la récession s'est faite à travers des réseaux de relation (de la famille, amis, des collègues de l'école ou de l'université, de partis politiques...), et la majorité des Roms ne possédaient pas de capital social leur permettant d'avoir accès à des personnes pouvant de cette façon les aider à trouver un emploi. Enfin, la ségrégation spatiale des Roms y est aussi pour beaucoup, les quartiers roms n'offrant que peu d'opportunités économiques et la qualité de l'éducation dans les écoles des ghettos étant très médiocre (j'y reviendrai). Ainsi nombreux sont ceux qui disent ressentir ce qu'ils appellent du « racisme ». C'est le cas d'Asen, 26 ans, m'expliquant qu'il n'a jamais pu trouver du travail :

⁴⁴⁷ Eurostat, statistiques sur l'emploi, données d'août 2012.

⁴⁴⁸ Eurostat, base de données (extraction du 20 août 2013), repris par l'INSEE en 2013.

⁴⁴⁹ « La protection sociale : un aperçu de la situation en Bulgarie et en Roumanie » (rapport collectif) *Dossiers Solidarité et Santé*, n°3, 2008, DREES (Direction de la Recherche des Etudes, de l'Evaluation et des Statistiques)..

*« Moi j'ai la peau blanche alors quand je vais dans les usines pour demander du travail, ils pensent pas que je suis Tsigane. Mais ils me demandent où j'habite, je suis obligé de leur dire que je viens de la mahala, et ils veulent plus de moi, ils me disent que finalement ils cherchent personne. Ils sont comme ça, les Bulgares, ils pensent qu'on va tout voler dans l'usine, ou qu'on va faire des scandales... »*⁴⁵⁰

Dès lors, rares sont les Roms rencontrés dans la région de Pazardzhik qui travaillaient régulièrement. Concrètement, les seuls emplois envisageables pour les habitants des *mahala* dans les villages sont les travaux saisonniers agricoles, réputés « difficiles » et « qui ne rapportent presque rien » selon plusieurs jeunes hommes qui ne veulent pas entendre parler de ce travail. Effectivement, les Roms qui trouvent du travail dans les champs sont généralement payés 20 leva par jour, soit environ 10 euros. Dans le secteur d'Ivaylo, tous les habitants de la *mahala* s'accordent à dire que le seul travail qui rapporte plus c'est faire les bottes de foin et les empiler : 50 leva par jour (soit 25 euros). « Mais c'est très difficile, il faut être costaud ! », précise Yanko, le fils de Yusuf. Par ailleurs, plusieurs personnes montent sur des périodes déterminées des commerces informels, comme Aitena, la femme de Yanko, qui s'occupe, pendant l'été, de vendre des glaces à l'eau dans le camion familial au cœur de la *mahala*. D'autres font les marchés, ou des fêtes foraines dans lesquelles ils tiennent des stands d'alimentation ou de petites attractions. Les mieux lotis sont ceux qui possèdent les petits commerces dans les *mahala*. Les plus précaires se font employer chez leurs voisins pour diverses aides (ponctuelles ou sur du long terme, ce qui s'apparente alors à une forme de domesticité) concernant le ménage et l'aide aux tâches quotidiennes. D'autres font des allers retours en forêt pour ramasser du bois, souvent à l'aide d'une poussette pour enfant, et tenter de le revendre dans la *mahala*. C'est la débrouille qui, dans tous les cas, est prédominante. Il convient aussi de préciser que ce tableau ici dressé à partir de personnes rencontrées sur ce terrain concerne des lieux et des gens qui sont des habitués des mobilités migratoires et qui, comme je le montrerai dans le chapitre suivant, conçoivent alors leurs séjours dans la *mahala* comme une « étape », une « transition » ou des « vacances », ayant gagné de l'argent ailleurs. Cela explique également le fait que la plupart d'entre eux se refusent à occuper des emplois jugés à la fois difficiles et pas intéressants en termes de rémunération.

Pour finir, il convient de faire un point sur les prestations sociales auxquelles les Roms pourraient prétendre, et qui sont dès lors à prendre en compte en tant qu'opportunité économique. Que ce soit lors de mes séjours en Bulgarie ou dans les squats français, l'absence de mention de ce type d'aide dans les propos de mes interlocuteurs roms m'avait paru frappante. Lorsque je les questionnais là-dessus, ils prétendaient n'avoir droit à rien (« *nikoy ne mi pomaga* », « *nyama pomosht* »⁴⁵¹), si ce n'est à l'« allocation pour enfants » (*pomoshti za detsa*) d'environ trente leva par mois et par enfant, soit l'équivalent approximatif d'une quinzaine d'euros. Pour nombre de familles en Bulgarie, c'est le seul apport financier régulier. Mais celui-ci étant conditionné à la scolarisation effective des enfants, d'après les dires des parents, cette aide est alors perdue lors des migrations. Concernant l'ensemble des prestations d'aide

⁴⁵⁰ Notes de terrain, 17 août 2011.

⁴⁵¹ Littéralement : « personne ne m'aide », « il n'y a pas d'aide ».

sociale existantes en Bulgarie, il est intéressant de se reporter à ce qu'en dit Alexandra Nacu (2006 : 133-140), notamment en ce qui concerne les critères d'attribution ainsi que le caractère fluctuant et arbitraire des délivrances des prestations sociales en général. On comprend alors que tout est mis en pratique pour diminuer le nombre des prestataires en décourageant les personnes, notamment en ce qui concerne le revenu minimum. Les principales prestations sociales, selon elle, attribuées sous condition de ressources, recouvrent cette allocation pour les enfants, mais aussi le revenu minimum, les aides saisonnières au chauffage ainsi que les allocations pour handicapé (Nacu, 2006 : 134). Alexandra Nacu précise également les conditions à remplir pour bénéficier du revenu minimum : il ne faut pas « *Etre propriétaire de son logement (ce qui est le cas d'environ 90% de la population dans les deux pays), avoir voyagé à l'étranger pendant l'année précédant la demande, mais aussi effectuer toute autre dépense considérée comme importante (par exemple, appareils électroménagers)* » (Nacu, 2006 : 139). Tous ces faits cités correspondent aux vies concrètes des Roms, ce qui peut en partie expliquer que ces derniers ont « abdiqué » devant l'aide sociale, ne cherchant plus à en bénéficier. Cela participe donc sensiblement à les exclure d'autant plus de l'économie formelle, et même des marges de celle-ci, symbolisées par ces prestations sociales.

2.1.3. Socialement exclus

Pour se pencher sur l'inscription sociale des Roms en Bulgarie afin de comprendre par là la place qu'ils occupent dans la société, je suggère d'analyser ici leurs rapports usuels avec les institutions sociales, en prenant le cas de l'école. Mais auparavant, quelques données s'imposent sur la question de l'accès aux soins et au système de santé.

Concernant la protection sociale en Bulgarie, il est nécessaire d'opérer un petit détour historique pour comprendre la situation actuelle ; c'est ce que souligne judicieusement Alexandra Nacu (2006) : « *Les réformes des systèmes de santé mises en place en Roumanie et en Bulgarie à la fin des années 1990 ont eu une conséquence importante en termes de couverture de la population par l'assurance-maladie : les systèmes sont passés d'une couverture (officiellement) universelle de la population à une couverture basée sur la cotisation. En conséquence, une fraction importante de la population perd son accès au système public de soins, se trouvant, pour diverses raisons, non couverte par les assurances-maladies étatiques : défaut de paiement des employeurs publics ou privés envers l'assurance-maladie, chute hors du marché du travail légal, périodes importantes de présence à l'étranger. Les non-inscrits sont estimés à 800 000 à 2 millions en Bulgarie, selon des enquêtes des caisses nationales d'assurance-maladie. Les pauvres sont largement surreprésentés parmi les non-inscrits.* » (Nacu, 2006 : 69). À l'heure actuelle, un rapport de la fondation Open Society Institute⁴⁵² donne des chiffres significatifs en ce sens : plus d'un million de Bulgares n'a pas d'assurance maladie, un tiers d'entre eux sont âgés de moins de 30 ans,

⁴⁵² « Health uninsured individuals and health insurance in Bulgaria », Rapport de l'Open Society Fondation, 14 mai 2009.

un grand nombre n'a pas de diplôme et la majorité sont Roms. La principale cause de ce renoncement à l'assurance maladie serait, de façon évidente, l'absence de revenus. Mais ce rapport va plus loin en signalant qu'en conséquence, 84% de ceux qui n'ont pas d'assurance n'ont pas effectué de visite médicale au cours des 12 derniers mois et 95% d'entre eux n'ont pas fréquenté un hôpital. Il apparaît donc que sans assurance, les Roms n'ont pas de possibilités de soins basiques. Dès lors, ils n'ont recours au système de santé qu'en cas de problème majeur et doivent payer. C'est ce que je montrerai dans la sous-partie 2.2 suivante à partir de cas concrets donnant à voir notamment les interactions entre Roms et soignants. À ce propos, il convient de souligner dès maintenant la discrimination existante envers les Roms lorsqu'ils font appel au système de santé. En effet, si les pratiques de pot-de-vin ou autres « bakchichs », appelés en Bulgarie généralement « *rushvet* », sont largement partagés par tous, et dont l'importance est démontrée et reconnue nationalement comme internationalement⁴⁵³, il n'en est pas de même pour les pratiques discriminatoires envers les Roms dont l'ampleur, dans les services publics, est tout aussi considérable. À titre d'exemple en ce qui concerne la ville de Pazardzhik, j'indiquerai seulement cette « réclamation » du Centre Européen des Droits des Roms (ERRC) datant de 2007 : « *À Pazardjik, ville située au sud-est de la Bulgarie, des activistes roms ont indiqué que la pratique consistant à séparer les femmes roms dans les services de maternité existait depuis vingt ans.* »⁴⁵⁴. Il est intéressant de noter que la comparaison rapide entre les pratiques de corruption et de discrimination envers les Roms n'est pas fortuite : les deux sont bien ancrées dans les façons de faire et de penser de chacun, soignant comme soigné, et plus largement, acteur institutionnel et bénéficiaire. Questionnant plusieurs personnes roms sur leurs visions de la pratique de *ruchvet*, la réponse systématiquement obtenue consistait à trouver cela « *normal* », empreint d'un certain fatalisme se retrouvant un peu partout : « *Taka e !* » (C'est comme ça), ou en version romanès : « *So te kerav ?* » (Qu'est-ce qu'on peut y faire ?). Je montrerai plus loin que les réactions aux attitudes et pratiques discriminatoires envers eux sont du même ordre, ce qui n'est pas sans induire de questionnements sur la production du sujet « rom » en conséquence.

Concernant le sujet des rapports entre l'institution scolaire et les Roms, Lilyana, une travailleuse sociale de la mairie de Pazardzhik âgée d'une cinquantaine d'année, spécialisée dans « *les problèmes avec les Roms* », souligne que « *le problème, c'est qu'il y a des écoles où il n'y a que des Roms, dans la mahala* », en me citant deux exemples⁴⁵⁵. En effet, selon Plamen, de l'ONG « Napredak », il y aurait environ 3 000 enfants dans la *mahala* de Pazardzhik, ce qui induirait, au vu du nombre, une certaine concentration dans les écoles de secteur. Lilyana poursuit en énumérant d'autres faits qu'elle apparente également à des « problèmes » : « *les enfants ne parlent pas bien bulgare* », « *ils ne comprennent pas* », « *ils trichent beaucoup* ». Cela l'amène à parler d'un projet qui est de répartir les enfants roms dans d'autres écoles « bulgares » de la ville, en assurant le transport à l'aide d'un autobus. Il s'agit d'un programme de déségrégation scolaire ayant cours dans plusieurs villes du pays en direction des enfants

⁴⁵³ http://www.lemonde.fr/europe/article/2012/09/24/la-corruption-en-bulgarie-un-probleme-endemique_1765058_3214.html

⁴⁵⁴ http://www.coe.int/t/dghl/monitoring/socialcharter/complaints/CC46CaseDoc1_fr.pdf

⁴⁵⁵ Notes de terrain, entretien du 3 août 2011.

roms, directement impulsé par de grosses organisations internationales œuvrant dans le domaine des droits de l'Homme et de l'anti-discrimination comme l'OSI (rapidement évoqué par R. Russinov précédemment). Lilyana souligne en creux le rôle joué par la Ville dans ce projet lorsqu'elle dit : « *On a mis en place ce projet avec une fondation depuis quatre ans.* ». Or les propos de Plamen, responsable de cette même fondation et donc opérateur du programme en question, entrent en contradiction avec ceux-ci concernant l'implication de la mairie, on le verra. Les conclusions de Lilyana sont intéressantes : « *ça marche bien, il y a même des enfants roms plus forts que les Bulgares.* » Plus tard, elle précise malgré tout l'existence, en conséquence, de « *problèmes avec les parents bulgares qui ne veulent pas des Roms dans leur école* ». Ces propos de Lilyana, qui parle de ce sujet aussi succinctement que retranscrit ici, amènent des questions plus profondes : Pourquoi et comment en est-on arrivé à mettre en place pareil projet pour les enfants roms ? À partir de quels constats précis ? Comment faire sens des constats en question ? Je propose de donner ici quelques éléments d'analyse en donnant également la voix à Plamen mais encore à R. Russinov sur ce sujet qui est un de leurs combats en tant qu'activistes roms.

Dans les *mahala*, les écoles n'ont que peu de moyens, le matériel est souvent vieux et les enseignants peu motivés puisque leurs élèves sont roms, et donc, par extension, « *pas intéressés par l'école* » comme l'affirment d'une seule voix les enseignants d'un village de ma recherche⁴⁵⁶. R. Russinov va même jusqu'à affirmer que « *les enseignants des écoles ségréguées détestent les Tsiganes* »⁴⁵⁷. Même dans les villages, l'école ne fait pas sens pour les mêmes raisons : les enfants roms, qu'ils soient majoritaires ou minoritaires en fonction des localités, sont moins considérés par les enseignants que les enfants bulgares « non-roms ». En effectuant des observations dans les classes de plusieurs écoles, j'ai pu en avoir un aperçu : les élèves roms sont systématiquement placés au fond de la classe ou éloignés du poêle à bois et les enseignants s'adressent principalement aux élèves « non-roms ». Lorsque j'en fais état à Plamen, de Napredak, il s'exclame, d'un air dépité : « *Mais c'est toujours comme ça ! Ils sont isolés !* ». En outre, certaines écoles sont également ségréguées de fait dans les villages où le nombre d'habitants roms est assez important, puisque la majorité des enfants bulgares est scolarisée en ville lorsque leurs parents le peuvent. Globalement, les enseignants se désintéressent des difficultés que rencontrent les Roms. Dans ces écoles, le taux d'abandon scolaire des Roms est alors très élevé (Tomova, 2009). Mis en perspective avec la qualité de l'éducation proposée aux enfants roms et le sens que revêt pour eux l'école, cela s'apparente à un cercle vicieux parce que, dans ces conditions, les enfants et les parents se désintéressent de la scolarité. Ils soulignent la discrimination qu'ils ressentent, le fait que l'école ne soit pas de bonne qualité, leur pauvreté et le désengagement de l'État (comparé à la période communiste) qui ne les aide plus pour les fournitures scolaires, les vêtements. L'école maternelle est payante, notamment pour financer les repas fournis aux enfants pour le déjeuner mais aussi lors des collations de la matinée et de l'après-midi, comme me l'explique une responsable de l'école maternelle d'Ivaylo. Rares sont donc les enfants roms qui y sont scolarisés. Cela

⁴⁵⁶ Notes de terrain, février 2012.

⁴⁵⁷ Entretien, 10 février 2012.

augmente leur difficulté et leur désintérêt à l'entrée en élémentaire, car la majorité de ces enfants ont le turc ou le romanès comme langue maternelle, et arrivent à l'école avec seulement quelques vagues notions de bulgare. En conclusion, les chiffres sont parlants : la majorité des Roms passent seulement quelques années à l'école (entre 4 et 8) et en sortent avec un faible niveau de lecture et d'écriture (Tomova, 2009).

C'est pour pallier à ces problèmes soulevés ainsi qu'aux conséquences qu'a été mis en place le projet de déségrégation scolaire pour des élèves roms. L'activiste R. Russinov revient sur la naissance de ce programme, en soulignant qu'il a fait partie de cette initiative pour toute l'Europe de l'Est lorsqu'il travaillait à Budapest dans la fondation Open Society Institute (OSI) « *to support Roma initiatives* »⁴⁵⁸. Il était alors directeur du « Roma Participation Program ». Selon lui, le postulat de départ qui a donné naissance à ce programme est l'isolement des enfants et la ségrégation des écoles dans les quartiers roms, qui a comme conséquence la mauvaise qualité de l'éducation. Il précise cependant que ces écoles dans les *mahala* ont été créées pendant la période communiste « *with good intentions* » : dans le début des années 50, les « *meilleurs enseignants* » étaient dans ces écoles, mais petit à petit, leurs attentes envers ces enfants baissèrent et la qualité de l'éducation aussi. Il résume par une phrase l'idée qui, selon lui, est alors aujourd'hui couramment répandue :

« *You're Gypsy, you're not going to be director!* »

Ces écoles sont ensuite devenues des « écoles techniques » jusqu'en 1991, date à laquelle le programme éducatif officiel a été appliqué, « *but only officially* », précise-t-il, « *because in reality, it became worse* ». Il souligne ainsi qu'il y a encore plus d'isolement dans ces quartiers en raison de l'absence soudaine d'emploi des parents notamment. Dès lors, il situe aux années 1995-1996 la prise en compte de ce qu'il nomme ce « *problème de ségrégation* » dans les « *centres activistes roms* », tout en précisant qu'au contraire, ce n'était pas une préoccupation de l'État bulgare, la position adoptée par ce dernier étant : « *there is no problem because Roma don't want* », ce qui permet de justifier que l'État ne mette rien en œuvre (« *so they don't do anything* »).

Il a donc fallu attendre le soutien de multiples ONG nées dans le contexte européen et sous l'impulsion d'activistes roms comme lui pour qu'un premier projet de déségrégation scolaire voie le jour en Bulgarie en 2000, dans la ville de Vidin. Face au succès de ce programme-test, reconnu ainsi à la fois par les ONG et par le gouvernement, un autre de plus grande ampleur fut lancé en 2001. Néanmoins, R. Russinov souligne que l'attitude du gouvernement est à nuancer, ce qu'il démontre en reprenant les termes généraux du débat existant alors entre ONG roms et acteurs étatiques : d'un côté, les ONG étaient portées par une réelle volonté de prouver au gouvernement que contrairement à la pensée majoritaire, « *Gypsies want education* » en montrant que c'est l'État qui entretient la ségrégation en question. De l'autre, après 2000, « *the State start to say that there were no segregation! And then they said, yes there is, but it was an heritage from last government* ». Sous l'égide (et avec le financement) du Roma Participation Program de l'OSI, ce programme de déségrégation

⁴⁵⁸ Entretien, 10 février 2012.

scolaire voit donc le jour dans une dizaine de villes du pays, sous la bannière « Strategy for romani school desegregation » en 2004. R. Russinov souligne des éléments qui sont au cœur de ce programme : la mobilisation des parents, l'idée que « *la mixité à sept ans est mieux que la mixité à dix-huit ans* », auquel cas « *il n'y aura pas d'intégration dans la société* », mais aussi ce qu'il nomme « *additional schooling* ». Il s'agit de soutien scolaire avec l'ONG rom locale qui met en place le programme (différente dans chaque ville), afin que les enfants « *ne se démotivent pas* ». Il précise également que dans chaque école, il y a un médiateur pour les relations interethniques, également financé par le Roma Participation Program, tout comme les enseignants assurant le soutien scolaire.

Malgré son rôle de pionnier dans la mise en œuvre de ce programme à l'échelle nationale et son enthousiasme à ce propos, les propos de R. Russinov ne sont pas sans soulever des critiques et des dysfonctionnements dudit programme. La principale critique qu'il émet concerne le financement, et plus avant, la question de la responsabilité et du portage gouvernemental du programme. Il dénonce ainsi le fait que depuis une dizaine d'années maintenant, l'État bulgare se repose sur ces ONG le finançant, sur ceux qu'il nomme les « *donneurs étrangers* », à la fois « *for ideology, for mechanism and for money* », ce qui renvoie à ce que j'ai montré des politiques publiques menées en direction de la « minorité rom » en Bulgarie. Par ailleurs, au regard de la campagne menée par le gouvernement contre les ONG roms (dont j'ai parlé précédemment), R. Russinov précise que ce programme de déségrégation scolaire se poursuit très difficilement, avec notamment une diminution des financements. Cela me sera concrètement démontré à Pazardzhik lorsque je retourne en février 2012 à la Fondation Napredak qui avait en charge ce programme. Lorsque je rencontre Plamen en août 2011, il est fier de cette mise en place depuis 2007 et des résultats qu'il vante. Or en 2012, je trouve les locaux fermés, et Plamen me confirme l'arrêt du programme pour ces raisons, critiquant ouvertement le manque d'implication de la mairie qui n'a pas poursuivi le programme alors même que le maire s'était engagé à le faire. Plamen m'explique que celui-ci s'est finalement rétracté au dernier moment, prétextant le manque de budget à la direction de l'éducation. Il déplore clairement le manque d'initiatives de l'État concernant les Roms. Il paraît clairement déprimé et désœuvré, tout en précisant qu'il se préoccupe cependant depuis la dernière rentrée scolaire de conduire à l'école, par d'autres moyens mêlant débrouille et réseaux d'interconnaissance, la dizaine d'enfants de la *mahala* qui bénéficiaient de ce programme et souhaitent poursuivre leur scolarité dans ces « écoles de Bulgares ».

Pour conclure, les Roms en Bulgarie connaissent donc objectivement une marginalisation à la fois spatiale, économique et sociale, quotidiennement vécue. Voyons alors maintenant, en analysant à la fois quelques situations d'interactions entre Roms et « non-roms » mais aussi leurs discours, comment cette marginalisation des Roms fait sens et est comprise, vécue et/ou rationalisée dans la société.

2.2. Des vies côte à côte marquées par une frontière sociale

Anna Krasteva (2001) résume les rapports interethniques entre « Bulgares » et « Roms » par une certaine prégnance de préjugés négatifs « *si nombreux et si forts* » envers ces derniers : « *Le rejet des Roma est partagé par tous. Les Tsiganes sont les exclus par excellence : rejetés physiquement (racisme), géographiquement (ghettos), matériellement (pauvreté). Ils sont exclus aussi symboliquement, leurs valeurs manquent de reconnaissance.* » (Krasteva, 2001 : 162). Pour approfondir cet aspect, je propose donc de partir du « bas », soit de l'analyse d'interactions, de rapports interethniques, entre citoyens bulgares (Roms et « non-Roms ») mais aussi particulièrement entre Roms et acteurs institutionnels perçus et appréhendés par les Roms comme des représentants de l'État. Des discours des « non-Roms » sur les Roms seront analysés, ainsi que ce que les Roms en disent (de ces interactions et plus largement de leur place dans la société), et comment ils le vivent au quotidien.

Lors d'une de mes observations au sein de l'école du village d'Ivaylo, une enseignante m'entraîne, lors d'une pause récréation, au café du village, situé de l'autre côté de la place centrale sur laquelle se trouve l'école. On s'attable avec un groupe d'une petite dizaine de mères bulgares, se retrouvant là quotidiennement, disent-elles. J'essaie de les amener à parler des Roms, afin de recueillir leurs propos à leur sujet de la façon la plus ouverte possible. Or ma présentation en tant qu'universitaire française qui mène une recherche sur les Roms en Bulgarie et qui est hébergée dans la *mahala* ne conduit pas à une grande éloquence de leur part – au contraire. De plus, je suis accompagnée d'une enseignante, sans avoir aucune idée des liens qu'elles peuvent avoir avec elle. Ces mères se contiennent visiblement, sont gênées et ne parlent plus alors qu'avant ma venue, leur tablée était secouée de rires et de discussions animées. Visiblement, elles ne sont pas à l'aise à l'idée de parler des Roms avec moi. J'en viens donc à leur poser quelques questions directes auxquelles je peine à obtenir des réponses, tant personne ne souhaite visiblement me parler de ça. De petits rires étouffés et des sourires moqueurs ponctuent cette tentative de conversation agrémentée de quelques paroles a priori plutôt vides (comme « je ne sais pas » ou « on n'a pas de problème avec les Roms »). Le propos le plus clair qui m'a été tenu et qui semblait partagé par toutes concernait les liens qu'elles avaient ou pouvaient avoir avec les Roms de la *mahala*. Je leur demandais cela en mettant en avant le fait que les enfants se côtoyaient dans l'école. Si toutes disent effectivement « connaître » (*poznavam*) des Roms, leur réponse à ma question sur des liens plus approfondis comme l'amitié, fut cinglante : « *des amis roms ? Ça, non, c'est pas possible !* ». Cependant, les propos (ou non-propos) tenus ainsi que tous les signes de communication non-verbale⁴⁵⁹ donnent à voir leurs positionnements dans une certaine complexité. En effet, ces femmes n'expriment aucune animosité, mettant en avant la mixité existante au sein de l'école par exemple. Or le malaise est palpable, que vient renforcer un signe de la main effectué par l'une des femmes présente lorsqu'elle juge que la conversation a assez tourné autour de ce sujet : ce signe de main pourrait se traduire par « laisse tomber », « on arrête », ou « on s'en

⁴⁵⁹ Je me réfère ici notamment aux analyses d'Erving Goffman (1973) dont les travaux ont participé à définir et à étudier la communication comme « *un processus social permanent intégrant de multiples modes de comportement : la parole, le geste, le regard, la mimique, l'espace interindividuel, etc.* » (Winkin, 1981 : 24).

fiche », accompagné du regard qui exprime à la fois une certaine lassitude et un énervement contenu.

Cette situation d'interaction entre ces femmes bulgares « non-roms » et moi pourrait être analysée en termes méthodologiques : comme on me l'a clairement dit, la meilleure façon de mener une recherche sur les Roms en Bulgarie est de la mener « undercover », sans jamais signifier l'intérêt pour ce sujet mais en attendant qu'il surgisse des communications « naturellement ». Ce ne fut pas ma posture, ni mon choix méthodologique. Dès lors, n'ayant pas séjourné en un même lieu ni pendant une longue période dans ce pays, je n'ai eu qu'un accès limité, souvent de ce type, aux discours des « non-Roms » sur les Roms. Cependant, au-delà de ce qui pourrait s'apparenter à une impasse méthodologique, il me semble qu'une autre analyse de cette communication non-verbale peut être développée sur ce point. Il s'agit d'une certaine indifférence que je comprends ici comme étant le marqueur de tous ces signes de communication. En effet, ces mères réagissant ainsi, à savoir sans parler vraiment des Roms, sans tenir clairement ni des propos discriminants ou racistes, ni des propos de « bonne entente » interethnique, manifestent une chose clairement sur ce sujet, du début à la fin : de l'indifférence. Mâtinée de perceptions ou de stéréotypes négatifs mais assez éloignés de soi, cette posture d'indifférence vis-à-vis des Roms est en Bulgarie l'attitude visible la plus largement partagée par la population.

Ainsi vivre auprès de Roms n'est pas un problème en soi pour les Bulgares étant donné que les Roms en question sont « éloignés » de leur quotidien : s'ils se voient et se côtoient, ils ne se rencontrent pas véritablement. Il s'agit donc de vies côte à côte, marquées par le sceau de l'indifférence. C'est notamment ce que montrent les propos d'une jeune interprète bulgare non-rom, vivant en France depuis qu'elle est adolescente et travaillant dans l'agglomération française uniquement auprès de Roms – suivant la logique de l'offre et de la demande :

« Je les connaissais pas, les Roms, en Bulgarie, il y avait un quartier dans ma ville mais on se croisait jamais...juste dès fois à la gare, et on protégeait les bagages. »⁴⁶⁰

Mais comme on le perçoit dans son discours, l'indifférence majoritaire chez les Bulgares non-roms se couple également de stéréotypes négatifs extrêmement prégnants vis-à-vis des Roms. Ainsi la jeune interprète en fait état comme quelque chose d'ancré, d'évident, alors même qu'elle n'a jamais été en contact avec des Roms. Cela montre bien, à titre d'exemple significatif, comment les Roms sont appréhendés par ceux qui les entourent : loin de soi ils sont perçus, loin de soi ils sont tenus. Il semble que toutes les caractéristiques négatives que les Bulgares leur attribuent de fait ont précisément cette fonction. De même, l'attitude de dédain qui existe également chez certaines personnes vis-à-vis des Roms paraît également servir à signifier cet éloignement pouvant alors justifier l'indifférence en question.

Ces stéréotypes négatifs et discriminants se retrouvent également chez les acteurs institutionnels, comme c'est clairement le cas dans les propos qui suivent. Une inspectrice francophone du rectorat de Pazardzhik m'explique ainsi qu' « *il n'y a pas de*

⁴⁶⁰ Notes de terrain, réunion avec les soignants de la PASS, 15 décembre 2011.

problème » avec les élèves roms en hiver : « *ils sont là parce qu'il fait froid* »⁴⁶¹. Cependant, dès le mois d'avril, poursuit-elle, beaucoup d'entre eux partent dans d'autres pays d'Europe : « *C'est leur esprit nomade* ». Elle précise ensuite qu'elle « *lit beaucoup la presse* » et que c'est uniquement de là qu'elle tient ce qu'elle sait des Roms, en citant tour à tour : « *prostitution, vente d'enfants, réseaux criminels,...* ». Lorsqu'elle me présente de façon très protocolaire au Recteur d'Académie, elle lui explique que dans l'agglomération française d'où je viens, le maire est très tolérant avec les Roms, par rapport à d'autres villes de France, soulignant cela avec une pointe de sarcasme nettement perceptible. Ce à quoi le Recteur, se tournant vers moi, répond en s'exclamant avec le sourire : « *Vous êtes très gentils, on vous les envoie tous !* », ce que l'inspectrice s'empresse de traduire en riant, s'assurant ainsi que j'ai bien compris. Ces propos contenant une violence froide à peine masquée par un sourire (mais qui ne participe *in fine* qu'à l'accentuer) ne sont pas rares en Bulgarie, même de la part d'acteurs institutionnels. Ces derniers sont comme tout citoyen bulgare véritablement pris dans cette pensée commune marquant les Roms comme Autres par excellence. Mais plus avant, cette frontière créée entre Roms et « non-Roms », ici par ces derniers (je montrerai plus loin comment elle est également co-construite par les Roms eux-mêmes) est sans cesse érigée par de multiples façons, et donc réactivée en permanence. Cela peut aller, comme c'est perceptible dans les propos du Recteur d'Académie, jusqu'à la volonté d'exclusion physique des Roms. Lui et d'autres, on le verra, utilisent encore des stéréotypes pour le justifier, étant donné qu'il n'est pas de bon ton d'affirmer (tout du moins à une étrangère) « avoir des problèmes avec les Roms » actuellement dans une Bulgarie européenne.

Par exemple, des rumeurs les plus folles circulent (voire ont pignon sur rue) en ce qui concerne la vie quotidienne des Roms, chez leurs concitoyens bulgares de la même ville. Ainsi le Recteur de Pazardzhik (par ailleurs conseiller municipal à la mairie et encarté à GERB⁴⁶²) est persuadé que tous les Roms vivent uniquement d'allocations sociales équivalent à 120 leva par mois et par enfant, alors que j'apprends plus tard que cette aide spéciale est uniquement attribuée sur la base de critères précis et que l'allocation que perçoivent toutes les familles ne dépasse pas 30 leva par mois et par enfant. Dans la même veine, il me certifie (et en est lui-même visiblement convaincu) que les Roms qui ramassent le plastique dans les *mahala* gagnent 800 leva par mois, ce qui, dit-il, correspond à son salaire en prétextant « *ce n'est pas normal !* ». Or visiblement, ceux qui exercent cette activité sont très pauvres, ce que me confirment également mes hôtes dans la *mahala* d'Ivaylo, prétextant, comme Yanko, qu'il s'agit là d'« *un travail de misère* ». Lorsque je rapporte les propos du Recteur à Plamen, de l'ONG « Napredak », il s'écrie : « *Alors pourquoi il le fait pas, lui, ce boulot ?!* » en démentant catégoriquement cette information erronée, avant d'ajouter : « *Toy e rasist ! Tova ne e normalno !* » (Lui, il est raciste ! Ce n'est pas normal). Il le considère en effet « très loin » (*mnogo dalech*) du système éducatif, en précisant son parcours qu'il

⁴⁶¹ Notes de terrain, 13 février 2012.

⁴⁶² Acronyme signifiant en français « Citoyens pour le développement européen de la Bulgarie », il s'agit du parti politique conservateur de centre-droit actuellement au pouvoir en Bulgarie, avec à sa tête, Boyko Borisov.

considère tout devoir à son adhésion au parti politique : « *Lui, il n'est rien, ni spécialiste, ni expert. Il est placé là parce qu'il a des relations avec GERB, c'est tout.* ».

Des appréhensions négatives des Roms se retrouvent aussi chez les travailleurs sociaux « *spécialistes des problèmes des Roms* » de la mairie de Pazardzhik. D'après eux, la *mahala* de Pazardzhik est la troisième plus grande *mahala* de Bulgarie, la première étant à Sofia et la seconde à Sliven⁴⁶³. Lors de mon premier séjour, je ne rencontre que Lilyana, l'une de ces travailleurs sociaux. Les « problèmes » soulevés par elle dès le début de l'entretien sont le fait qu'il n'y ait « *pas de travail pour les Roms* » et qu'« *ils ne vont pas beaucoup à l'école parce qu'ils pensent seulement à vivre et à manger, pas à l'éducation* ». On voit donc que coexistent dans son discours, et plus avant dans sa fonction, des « problèmes » que connaîtraient les Roms de façon objective et des « problèmes » qu'eux-mêmes participeraient à construire, de par leur façon d'être, soit de façon intrinsèque. De même, l'adjoint au maire de la ville de Pazardzhik ne souhaite pas s'entretenir avec moi plus avant au sujet des Roms. Lors de cet entretien demandé qui ne dura que quelques minutes, il me précise seulement qu'est en cours une « *réflexion sur les problèmes avec les Roms avec la fondation* ». Ces termes de « problèmes avec les Roms » ou de « problèmes des Roms » (*problemi s Romite* ou *problemite na Romite*) sont systématiquement employés par les acteurs institutionnels rencontrés qui abordent le sujet de ces personnes, comme sont d'ailleurs officiellement identifiés les travailleurs sociaux « spécifiques ». Il est donc intéressant de questionner cette terminologie dans laquelle transparait une certaine ambivalence. Celle-ci, qui semble bien partagée par nombre de Bulgares au sujet des Roms, consisterait à penser d'une part la « minorité rom » comme « problème », et d'autre part à identifier ces problèmes comme relevant d'une certaine identité rom essentialisée. Ce sont ainsi soit les Roms qui *posent* problème, soit les Roms qui *ont* effectivement des problèmes – mais qui ne le devraient alors qu'à eux-mêmes.

Cette idée est cependant à nuancer dans le sens où certains acteurs institutionnels reconnaissent également parfois l'aspect structurel de ces « problèmes », sans pour autant annuler les autres présupposés, ni tenter réellement de le combattre (comme c'est le cas par exemple à Pazardzhik concernant l'emploi des Roms). Dès lors, les personnes employées pour « gérer » cette « question rom » bulgare au niveau local sont en tension, et même en double tension si l'on peut dire : D'un côté, pris en étau entre une volonté politique affichée (et, comme je l'ai montré, en lien avec les injonctions de l'UE) et une absence de moyens et de motivations réels pour mener à bien leurs missions en faveur des Roms – missions qui, d'ailleurs, ne sont pas très claires. De l'autre, pris en étau entre cet emploi en direction des Roms qu'ils occupent de façon effective et leur rationalisation personnelle (mais largement partagée) de cette situation dans laquelle se trouvent les Roms, et qui peut se résumer en quelques mots : fainéantise, absence de volonté et même absence de morale et de raison au profit d'une vie quasi animale (« *ils pensent seulement à vivre et à manger* »). Ainsi les Roms, en Bulgarie, peuvent être, aux yeux de la plupart des Bulgares, si « loin » (des Bulgares non-roms eux-mêmes mais aussi de toute vie humaine par extension), tout en étant physiquement proches.

⁴⁶³ Notes de terrain, 3 août 2011.

Cela fait largement écho à la notion de frontière pensée par Etienne Balibar (2007) comme une expérience entre personnes étant « *très loin et tout près* ».

Lorsque cette pensée commune, qualifiée par une posture d'indifférence généralisée empreinte parfois de mépris, se traduit en actes dans le service public par exemple, c'est la violence symbolique contenue dans les propos précédemment analysés qui a un espace concret pour prendre forme. Si, comme je le montrerai dans la section suivante, les situations d'interactions des Roms avec des « non-Roms » sont loin d'être quotidiennes (l'école mise à part), j'ai cependant été amenée à provoquer certaines de ces situations, de par ma présence, mes séjours chez des familles roms et/ou ma volonté de rencontrer d'autres acteurs non-Roms. Arrivant en Bulgarie alors que je n'y avais jamais mis les pieds, et accueillie par et chez des Roms que j'avais rencontrés dans l'agglomération française, j'ai été particulièrement marquée par les situations d'interactions que je recherchais avec des Bulgares non-roms. J'ai expliqué précédemment le contenu « vide » de ma tentative d'entretien avec l'adjoint au maire de Pazardzhik : le sceau du stigmatisme qu'est l'identité rom, soit la « *tsiganité* » (Clavé-Mercier, 2010b) informent clairement certaines interactions.

À la fin de ce même séjour en période estivale, je tombai malade alors que je séjournais quelques temps à « Lukovitsa », une des *mahala* de Peshtera. Un repas fait de poisson, que j'appris par la suite avoir été pêché dans la rivière faisant office de décharge « de proximité » pour le bas de la *mahala*, me causa une grosse et douloureuse indigestion. Etant revenue à Ivaylo, je priai Papou Adem (le grand-père de Bobi et seul homme de la famille alors présent) de me conduire à l'hôpital de Pazardzhik. S'il refusa d'abord énergiquement, prétextant que sa femme allait me faire passer cela à l'aide de médecines maison, il finit par accepter, le lendemain, de m'amener au cabinet médical du village, d'où le médecin généraliste (« GP ») me renvoya sans ménagement en refusant ma carte européenne d'assurance maladie. C'est donc aux urgences de l'hôpital que Papou Adem m'amena en dernier recours. On me mit alors sous perfusion pendant environ quatre heures dans la salle commune des urgences – qui ressemblait plutôt à une véritable cour des miracles de par l'aspect hétéroclite et presque extraordinaire des situations traitées ainsi que l'aspect des soins et du lieu lui-même (promiscuité des patients, absence d'intimité, tâches de sang partout, traitement des patients comme des choses). Voyant ma douleur mais également mon désarroi dans ce lieu et cette situation, Papou Adem a cherché à rester à mes côtés dans la salle, d'où il fut renvoyé sans ménagement, un soignant lui criant de sortir de là. Par la suite, pendant tout ce temps, il est régulièrement revenu et s'est régulièrement fait littéralement chasser de la salle. S'il a, la première fois, essayé d'expliquer à l'une des soignantes que j'étais ici « perdue » et qu'il assurait ma traduction du bulgare en « *tsiganski* » (ce à quoi la soignante n'a répondu que par un regard suspicieux et dédaigneux), Papou Adem ne réitéra pas ensuite ses explications et sortit sans mot dire dès qu'on le lui ordonnait, tête baissée. Plus que de l'indifférence, c'est bien d'un rejet systématique de sa présence à mes côtés dont il s'agit ici. On pourrait penser en effet qu'une personne extérieure n'a rien à faire dans la salle de soin des urgences, mais cette raison n'a pas été exprimée par les soignants. Cette façon de le chasser sans ménagement était empreinte d'une violence symbolique particulière car dénuée de toute communication verbale. On chasse un Rom

comme on chasse une mouche, d'un geste de la main, presque automatiquement, sans réfléchir.

Cette indifférence qui peut glisser ainsi vers le rejet physique de l'Autre peut également avoir des conséquences majeures, en allant notamment jusqu'à la mort. C'est le cas d'un accouchement d'une femme rom qui a eu lieu dans ce même hôpital de Pazardzhik, dont les conditions et surtout l'accueil fait à cette femme, sont ici relatés par l'organisation ERRC :

*"On October 30, 2004, Mr [X] testified to the ERRC that his sister-in-law, Ms [Y], a Romani woman from the southern Bulgarian city of Pazardzhik, died on October 17, 2004, in the Pazardzhik Regional Hospital, after giving birth. The death was apparently due to loss of blood. At the beginning of October, Ms [Y]'s health insurance coverage was reportedly terminated as a result of unpaid dues. Mr [X] reported that Ms [Y] was admitted to the emergency ward of the hospital to deliver her baby and, following the delivery, doctors left her without any medical supervision for several hours. Mr [X] also informed the ERRC of his belief that Ms [Y]'s ethnicity also factored into her inadequate medical treatment. Several days after Ms [Y]'s death, her family filed a complaint with the local court. As of February 4, 2005, no further information on the case was available."*⁴⁶⁴

Dans la même veine, bien qu'avec un caractère extraordinaire, exceptionnel, eut lieu un mouvement d'émeutes anti-Roms qui secoua toute la Bulgarie en septembre-octobre 2011, partant du sud-est du pays. C'est la mort d'un jeune bulgare « non-rom », renversé par un microbus conduit par un homme rom à Katunista, un village proche de Plovdiv (ville située à une trentaine de kilomètres de Pazardzhik), qui fut à l'origine de ces émeutes. Cela peut s'expliquer d'une part par les liens qui unissaient le chauffeur et ses passagers avec un « baron » rom local, Kiril Rashkov, connu sous le nom de « Tsar Kiro », et d'autre part par des conflits latents existants entre le jeune décédé et les passagers du véhicule⁴⁶⁵. Le « Tsar » en question étant réputé faire sa loi dans la bourgade et avoir la mainmise sur nombre de commerces « frauduleux », ces deux faits pourraient bien être liés. C'est cette corruption et cette impunité que symbolise le « Tsar Kiro », ainsi que le soupçon de meurtre (et non d'accident) à l'origine du décès du jeune bulgare qui a embrasé d'abord les Bulgares de Katunitsa, rejoints rapidement par des renforts de tout le pays. Supporters de football ultranationalistes et sympathisants du parti Ataka viennent prêter main forte aux Bulgares prêts à en découdre à la fois avec la question de la corruption dans le pays et avec la « question rom »⁴⁶⁶. Défilant dans les rues du village, menaçant les habitants roms, détruisant ce qu'ils peuvent sur leur passage et mettant le feu à plusieurs maisons appartenant au « Tsar », ces violences peinent à être contenues par les policiers localement (qui sont en outre renforcés par des factions de l'armée).

Plus avant, ce sont les répercussions de cet événement localisé à l'ensemble du pays qui sont à interroger : dans une quinzaine de villes du pays (dont Pazardzhik), des Bulgares manifestent pendant plusieurs jours leur mécontentement et leur « ras-le-bol », à la fois de la corruption existante dans le pays, mais aussi de la présence des Roms. Intervenant dans un contexte préélectoral national, cet événement tragique a été en effet

⁴⁶⁴ http://www.errc.org/popup-article-view.php?article_id=2173

⁴⁶⁵ <http://balkans.blog.lemonde.fr/2011/09/30/les-flammes-de-katounitsa/>

⁴⁶⁶ http://www.lemonde.fr/europe/article/2011/10/10/les-roms-sur-la-defensive-en-bulgarie-apres-les-emeutes-contre-le-tzar-kiro_1585043_3214.html

utilisé par certains hommes politiques (notamment proches d'Ataka) mais aussi par des citoyens trouvant là une opportunité pour rendre dicible et visible leurs sentiments « anti-tsiganes ». Ainsi des slogans identifiés comme « nazis » par la presse (tant nationale qu'internationale) ont pu être largement diffusés – « *les Tsiganes en savon* » étant le plus parlant⁴⁶⁷. Globalement, les manifestants s'opposaient à « *l'impunité des Roms* », le parti Ataka allant jusqu'à demander le rétablissement de la peine de mort « *pour combattre la criminalité tsigane* »⁴⁶⁸. De telles émeutes à caractère raciste dans tout le pays sont sans précédent, dans un paysage social et politique dont les dirigeants, mais aussi les citoyens, prônent pourtant l'absence de tensions interethniques en Bulgarie.

Dans une communication en avril 2013⁴⁶⁹, Nadège Ragaru revient sur les émeutes dites « de Katunitsa » en posant une question cruciale : qu'est ce qui fait que des préjugés anti-roms qui ont une épaisseur historique sont devenus politisables ? Partant de la période communiste et déroulant le fil de l'évolution de la société en termes sociopolitiques et ethniques jusqu'à nos jours, elle démontre plusieurs points très intéressants. En premier lieu, elle met en avant le fait que la situation difficile du pays dans les années 90 correspondant à une sorte de déclassement social était vécue par la population bulgare comme une « *tsiganisation* ». D'après elle, la situation interethnique actuelle s'appuie sur cela mais aussi sur la racialisation des rapports entre Roms et « non-Roms » liée à l'effondrement social après 1989 et à la perception de soi comme en déclin social. Dès lors, si les Roms avaient clairement, dans la période communiste, une place institutionnalisée en bas de la hiérarchie sociale, aujourd'hui ils semblent faire office de marqueur symbolique ou de frontière : l'idée étant que tout citoyen bulgare peut tomber, socialement, aussi bas qu'un Rom. Aussi, l'explication de cette racialisation récente, du durcissement des frontières entre Roms et non-Roms seraient une forme de « réponse » quasi instinctive à cette idée largement répandue dans l'inconscient collectif. Il est intéressant de noter que cela renvoie sensiblement à l'analyse que propose Martin Olivera (2007) concernant la figure du « Tsigane » au sein de la société roumaine :

« Le Țigan devient l'alter ego réprouvé du Roumain moderne, celui-ci craignant que cette part intime de lui-même ne (re)prenne le dessus. Mais en le maintenant de toutes ses forces à distance, il concède un aveu d'identité profonde. Car românul a par ailleurs besoin du Țiganul : pour jouer sa musique et le faire danser à son mariage, pour lui raconter ces histoires d'antan qu'il a oubliées... pour le faire exister, simplement, en tant que moderne. Comme les deux visages d'un Janus qui serait la Roumanie moderne, românul et Țiganul vivent ainsi bien dans la même rue, et dans la même maison. La seule différence entre eux étant que Țiganul, lui, n'a pas de voisin lui renvoyant l'image angoissante de ce qu'il a pu être avant la Civilisation. Le Țigan n'aurait pas peur de lui-même, et voici peut-être ce

⁴⁶⁷ Ce slogan n'est pas nouveau, comme le montre notamment Cécile Canut (2006) ; ce qui l'est cependant, c'est sa publicisation et sa politisation.

⁴⁶⁸ http://www.lexpress.fr/actualite/monde/europe/la-question-rom-ressurgit-en-bulgarie_1037426.html

⁴⁶⁹ Séminaire de recherche « Mobilités européennes, trajectoires locales. Familles roms migrantes en France », CADIS / EHESS, 9 avril 2013.

que lui envie românul : cette « liberté naïve » qu'il aurait perdue en devenant un homme moderne.» (Olivera, 2007 : 110)

De plus, Nadège Ragaru développe en lien une autre idée concernant les rapports interethniques entre Roms et « non-Roms » en Bulgarie et la place des premiers dans la société, qui me semble tout à fait pertinente et intéressante à questionner ici. À partir des propos répandus en Bulgarie selon lesquels « *il y a des gens qui défendent les Roms parce qu'on leur donne de l'argent pour cela, et c'est tout* », elle questionne la perception et réception des financements européens pour les Roms ainsi que les approches ethnoculturelles qui fondent certaines politiques en direction des Roms. Est-ce que cette approche valorise, stigmatise ou exclut les Roms *in fine* ? En fonction de ce qui a été montré précédemment, elle conclut en s'appuyant sur un des aspects de la théorie du déni de racisme défendue par Dimitrina Petrova (2000), à savoir lorsque les problèmes concernant la race ou l'ethnicité sont appréhendés uniquement en termes de problèmes économiques et sociaux. Elle suggère alors que, dans une temporalité ordinaire, les attitudes envers les Roms en Bulgarie s'apparentent à une forme de « *racisme color-blind* » (Bonilla-Silva, 2006) : faire des choses pour les Roms créerait nécessairement de la différence et du racisme. Cécile Canut (2006) souligne elle aussi ce « *sentiment d'injustice* » partagé à ce titre par nombre de Bulgares « non-roms », ainsi que ce qui s'apparente selon elle à « *la question centrale* » pour les Bulgares, qui est de voir « *la nation bulgare "menacée" par l'expansion des "minorités" tsiganes ou turques* » (Canut, 2006 : 212).

Il convient alors de se demander comment les « Tsiganes » ainsi désignés le vivent au quotidien. Si, lorsque j'ai parlé du « Tsar Kiro » et des émeutes anti-Roms aux sœurs Andonova, venant d'un village voisin de Katunitsa, elles n'ont soufflé qu'un seul mot : « *mafiya !* »⁴⁷⁰, de nombreux Roms de Pazardzhik ont exprimé à cette période la peur (« *darav* ») qu'ils ressentaient. Cette peur pour la famille alors au pays mais aussi pour soi en tant que « cible » visée des manifestations, ressentie jusqu'en France par les migrants, a notamment renforcé l'isolement des Roms. En effet, les Roms de la région n'osaient plus ou disaient qu'il leur était impossible – impensable – de se montrer en ville, de se retrouver parfois dans des cafés « bulgares » dont ils jugeaient la fréquentation trop dangereuse pour eux à ce moment-là. Il faut souligner ici l'absence de révolte ou de sentiment d'injustice mis en avant dans leurs propos, comme c'est le cas dans les temporalités ordinaires du quotidien, ainsi que je l'ai montré auparavant. Cela renvoie à l'intériorisation de cette frontière entre eux et « les autres », les Roms paraissant trouver « normal » ces comportements envers eux. En discutant avec Plamen du fait que les Roms ne s'indignent jamais ou ne se plaignent pas de ces interactions, il répond d'une phrase qui me semble être partagée par nombre de Roms en Bulgarie et très significative de l'expérience qu'ils font de leur place dans la société : « *il vaut mieux ne rien dire pour ne pas que ce soit pire* »⁴⁷¹.

⁴⁷⁰ Notes de terrain, 17 novembre 2011.

⁴⁷¹ Entretien, février 2012.

Conclusion de la section 2

En Bulgarie, les Roms occupent donc clairement une place équivalente au bas de la hiérarchie sociale du pays, leurs conditions de vie étant marquées par la précarité et l'exclusion sociale, spatiale et économique. J'ai également montré dans cette section que les Roms paraissent accepter ce statut, cette condition qui informe nécessairement leurs interactions avec les Bulgares « non-roms » – ou tout du moins ils font avec. Se construit alors une expérience subjectivante particulière : en tant que sujets minoritaires mais plus avant, minorisés, toujours renvoyés à leur étrangeté et sans cesse repoussés derrière une frontière (symbolique comme matérielle, on l'a vu) qui est au fondement des rapports interethniques mais aussi de leurs vies quotidiennes dans ce pays.

Ce sont précisément ces interactions avec leurs concitoyens, comme dans les institutions de service public, qui participent de la fabrication de ces marges au sein desquelles se situent les Roms dans la société bulgare (Zoon, 2001). La pauvreté des Roms et leur marginalisation sociale, qui sont appréhendées par les représentants de l'État et les citoyens comme un problème minoritaire (donc intrinsèque à l'« ethnie » en question), relèvent donc plutôt d'un long processus social qui trouve son point d'ancrage dans une forte catégorisation homogénéisante et stigmatisante.

3. Au cœur de la marge. Subjectivations et expériences ordinaires de vies

Comme je l'ai montré, les vies quotidiennes des Roms en Bulgarie sont marquées par plusieurs caractéristiques négatives : marginalisation, chômage très important, analphabétisme résultant notamment d'une mauvaise prise en charge de ces personnes constamment mises à part et dévalorisées par le reste de la population. Cette forte discrimination n'est pas uniquement « subie » par les Roms, mais les pousse également, en conséquence, à s'exclure d'eux-mêmes de la société. C'est ainsi que se construit un certain type de sujet, dans les marges d'une société et donc dans un entre-soi correspondant à ce que l'on pourrait définir comme un « entre-minorisés ». Il s'agit donc de cerner plus précisément ces vies vécues sous une frontière multipolaire pour comprendre de l'intérieur qui sont ces personnes, comment elles se perçoivent et se définissent (3.1.), mais aussi à quoi ressemblent leurs quotidiens et quelles sont leurs aspirations générales communes (3.2.).

3.1. D'une catégorisation homogénéisante à la complexité des endo-identifications

Pour commencer, il convient de se pencher sur la question cruciale de l'identification, concernant à la fois les catégorisations de et par l'extérieur ainsi que les auto-identifications des dénommés Roms, soit leurs sentiments d'appartenance.

J'ai abordé au tout début de ce chapitre la question de la fluctuation des chiffres disponibles recouvrant le nombre de Roms en Bulgarie, lors des recensements par

exemple. Si la déclaration de son « ethnicité » est alors demandée aux citoyens, celle-ci peut effectivement différer de la catégorisation exogène en tant que Roms. Les raisons de ces variations sont clairement en lien avec les sentiments d'appartenances des premiers intéressés. C'est cela que je propose de mettre à jour ici, en commençant par questionner la dénomination même de « *Romi* » et celle de « *Tsigani* », la première étant celle officielle (donc des recensements) et la seconde celle usuelle dans le pays. Concrètement, dans les énoncés des personnes et dans la réception de ces énoncés par les intéressés ici visés, quelle différence recouvre l'utilisation de l'un ou l'autre de ces termes ?

Les personnes suivies dans le cadre de cette recherche oscillent souvent entre ces deux termes en fonction des contextes et des situations d'interlocution à l'œuvre. Ainsi Niki, un père de famille d'une trentaine d'années habitant le quartier « Lukovitsa » à Peshtera m'explique qu'il faut dire « *Romi* » maintenant, « *comme à la télé* », et fait mine de se fâcher lorsque j'emploie encore parfois le terme « *Tsigani* » auprès de lui par la suite⁴⁷². Il semble donc, à travers ses propos, que le terme « *Romi* » recouvre une certaine appréhension plus positive que celui de « *Tsigani* », comme on a pu le voir lors de l'analyse de l'évolution des politiques bulgares en direction des minorités. Cela rejoint les propos de Cécile Canut (2006) lorsqu'elle analyse le positionnement identitaire de la « *récente élite rom* » en tant que « *rom* ». Elle précise ainsi que ce positionnement résulte des « *catégories homogénéisantes extérieures imposées par les "Bulgares" vis-à-vis desquels ils se positionnent, avec la volonté toutefois d'infirmier la relation de domination en adoptant l'ethnonyme "Roms" à vocation internationale contre celui, plus dévalorisant, de "Tsiganes".* » (Canut, 2006 : 208). Cela peut également expliquer qu'au premier abord, les personnes côtoyées dans le cadre de ma recherche se présentaient à moi, lorsque le sujet était abordé, en tant que « Roms » (*Romi*) mais que par la suite, au fil du temps, il n'était pas rare de les entendre parler entre eux et à leur sujet de « *Tsigani* », voire de revenir sur ce terme dans leur identification auprès de moi.

Ce parallèle, et ce jeu dans l'utilisation de ces deux termes, sont intéressants à questionner, d'autant que celle de « Roms » résulte clairement de l'inscription de la Bulgarie, et donc de ses habitants, dans l'espace européen voire international (ce que viennent matérialiser dès les années 90, comme je l'ai précisé, l'importation des ONG travaillant sur les droits de l'Homme). Dès lors, l'utilisation de ce terme par les Roms eux-mêmes me permet de faire l'hypothèse selon laquelle se jouerait là une amorce de redéfinition de soi comme « nouveau » sujet, en sortant du seul espace national et en se positionnant dans une perspective européenne. Cette idée sera largement discutée dans le chapitre 5, où je montrerai que cette subjectivation des Roms semble se traduire ensuite en actes, par le biais des migrations vers l'Europe de l'Ouest notamment. De façon plus concrète, ce terme vient symboliser, dans les propos des intéressés, un certain rejet de la catégorie exogène en tant que « *Tsigani* », que l'on peut comprendre en raison des caractéristiques négatives qui lui sont associées, mais aussi en raison de son acception homogénéisante que traduit également le terme de minorité souvent accolé.

⁴⁷² Notes de terrain, août 2011.

Cependant, des nuances sont à apporter à ce propos, puisque de tels constats peuvent légitimement être effectués concernant le terme « *Romi* » également, celui-ci s'imposant en Bulgarie comme le terme « politiquement correct » pour désigner les Tsiganes. À ce sujet, l'activiste rom R. Russinov me précise, en anglais, que les termes « *Roma* » et « *Gypsies* » sont pour lui synonymes et qu'aucun n'est négatif⁴⁷³. Il souligne cependant que le terme « *Roma* » est un terme « *politically correct* », tout en ajoutant qu'en province, beaucoup disent qu'ils sont « *Tsigani* » et ne se reconnaissent pas dans le terme de « *Rom* » qui renvoie, selon lui, aux grosses ONG et aux politiques qui sont, bien souvent, déconnectées du terrain. La question est alors de savoir si les intéressés se reconnaissent plus (ou réellement) dans le terme de « *Tsigani* » ?

Comme je l'ai analysé pour des Tsiganes d'un village de Transylvanie dans une recherche précédente (Clavé-Mercier, 2010b), une catégorisation homogénéisante et stigmatisante a une double conséquence équivalent à une double réaction des intéressés : d'une part, concernant les vies quotidiennes des personnes concernées qui se déroulent dans un entre-soi, d'autre part en termes d'endo-identifications qui relèvent d'un processus permanent et multiforme de différenciation, de distinction ou encore d'« *hétérogénéisation* » (Canut, 2007). Ainsi les constructions identitaires (ou auto-identifications) des personnes identifiées comme roms ou tsiganes répondent autant à des facteurs exogènes qu'à des logiques et dynamiques internes, propres aux individus, mais aussi aux localités, aux situations, aux interactions, aux histoires de vie. Les facteurs exogènes influant sur l'auto-identification ne sont pas, dans cette idée, propres aux Roms. Ainsi, en parlant des « communautés musulmanes » de Bulgarie (j'y reviendrai), Nadège Ragaru (1999) souligne que « *deux principaux facteurs ont influé sur les constructions identitaires de ces populations extrêmement hétérogènes. La discrimination systématique pratiquée par le régime communiste* » et « *l'industrialisation et la modernisation induites par le régime communiste après 1944* ». Il apparaît tout à fait pertinent de transposer cette affirmation liée à ces mêmes faits aux Roms en Bulgarie.

Une plongée dans ces constructions identitaires des Roms implique de déconstruire la notion de « minorité rom » ou de « peuple tsigane », faisant voler son homogénéité sous-jacente présumée en éclats. Ainsi Alexei Pamporov (2008) met en avant six caractéristiques factuelles qui permettent de déconstruire l'idée d'homogénéité de la « population tsigane » en Bulgarie, et qui mettent donc à mal la notion de « minorité ethnique » qui leur est attribuée, en fonction des différentes définitions de l'ethnicité érigées par plusieurs chercheurs (Barth et Weber notamment). Il me semble intéressant d'énumérer brièvement ces différents points, dont certains seront analysés plus avant à partir de matériaux de terrain : l'absence de terme générique pour s'auto-désigner, l'absence d'origine unique mythique, l'absence de souvenirs d'un passé commun, la diversité des caractéristiques culturelles (langues, religions, pratiques...), l'absence « *d'attachement à un pays natal* » et l'absence de sentiment de solidarité (Pamporov, 2008 : 80-81). Il s'agit donc, déconstruction faite, de préciser maintenant de qui on parle et comment on peut en parler, en donnant à voir concrètement les

⁴⁷³ Entretien, 10 février 2012.

distinctions et, plus largement, les jeux et enjeux autour des auto-identifications des Roms en Bulgarie.

Pour commencer, je propose d'étudier les liens entre « Roms » et « Turcs », de façon observable comme dans certains sentiments d'appartenances de personnes catégorisées comme « Roms » ou « Tsiganes ». J'ai montré dans la première section de ce chapitre qu'il y avait eu, au temps de l'Empire Ottoman et de la période de l'entre-deux guerres, des fluctuations identificatoires de certains Roms jouant sur leur religion en tant que marqueur identitaire (se convertissant à l'Islam et s'en détachant selon les périodes). Cette dynamique d'adaptation se poursuit, avec des formes et des conséquences à prendre en considération aujourd'hui. Ainsi Ilona Tomova souligne que pendant le communisme, quand les Turcs ont été chassés de Bulgarie, les Roms qui s'étaient approchés des Turcs et de la religion musulmane auparavant ont d'abord joué sur leur étiquette de « Roms donc chrétiens » puis, au départ des Turcs, se sont présentés comme « les » Turcs du village ou de la ville⁴⁷⁴. La logique prévalente à ce changement dans la présentation de soi réside clairement dans le fait qu'il était alors mieux perçu d'être « Turc » que d'être Rom. Dans cette perspective, il apparaît que certains Roms auraient alors « oublié » la langue romanès (volontairement ou non) pour se faire pleinement accepter en tant que Turcs localement.

Ces adaptations dans la présentation de soi, qui entraînent des modifications plus profondes de l'identification également, font écho à la diversité ethnique et religieuse existante en Bulgarie. Nadège Ragaru (1999) souligne notamment la pluralité de ce qui est communément appelé la « minorité turque » (ou indifféremment, « musulmane » ou « turcophone »), qui est à considérer dans sa complexité afin d'en saisir finement les caractéristiques et les logiques. Ainsi il apparaît plus judicieux de parler de « communautés musulmanes » comme elle le suggère. En effet, dans le recensement national de 2001, on trouve environ 10% de personnes se déclarant musulmanes en Bulgarie. Cela dépasse les seules auto-identifications ethniques en tant que Turcs qui sont de 8% environ, ce qui démontre a priori une certaine complexité dans les identifications. Cela s'explique au regard de l'identification religieuse de certaines personnes appartenant à des minorités qui ne sont pas nécessairement la minorité turque. Si les « Turcs » représentent effectivement 75% des musulmans du pays, le recensement montre qu'une autre minorité, appelée communément les Pomaks, qui sont des Bulgares slavophones de confession musulmane, correspondent à 13% des musulmans du pays. Quant aux Roms, ils représenteraient 10% de l'ensemble des musulmans bulgares. Ainsi on peut légitimement parler des communautés musulmanes de Bulgarie, au pluriel.

Nadège Ragaru (1999) souligne les caractéristiques générales aux musulmans de Bulgarie d'après le recensement de 2002, formant un profil religieux particulier : d'une part, la croyance en Dieu n'équivaut pas à une stricte observance des règles religieuses, et d'autre part la foi ne signifie pas forcément connaissance du dogme. Dans cette perspective, on peut comprendre la religion comme un marqueur identitaire symbolique. Il convient de se rappeler les multiples décennies de propagande athéiste sous le régime communiste, pour comprendre le rôle du marqueur religieux : surtout pour marquer la

⁴⁷⁴ Entretien, 27 août 2011.

distinction dans les interactions entre musulmans et non-musulmans, pour se distinguer de la majorité orthodoxe, pour marquer les événements du cycle de vie (baptême, mariage, enterrement). Cependant les différences existantes entre les « minorités musulmanes » montrent la pluralité des repères identitaires et la différenciation des stratégies adoptées pour gérer les rapports avec la majorité chrétienne. Les Turcs ont été très paupérisés par l'évolution économique du pays (au sud surtout). Nadège Ragaru pointe le fait qu'ils n'ont pas les mêmes activités professionnelles en fonction des régions, ce qui induit des spécificités régionales fortement ressenties et mises en avant. Quant aux Roms musulmans, pour comprendre cette auto-identification, il faut revenir sur les réticences à se déclarer comme Roms lors des recensements nationaux, du fait de la précarité économique, de la marginalisation sociale et du racisme endémique qu'ils subissent. Cela explique qu'en Bulgarie, une partie des Roms musulmans s'identifie alors comme Turcs. En effet, comme je l'ai montré par le détour historique, on observe souvent, chez les Roms, en réaction au discrédit social qui leur est imputé, une oscillation « *entre la dissimulation de l'identité rom et l'assimilation à d'autres communautés* » ethniques ou religieuses. Par ailleurs, la minorité turque, dont l'identité et les intérêts sont représentés sur la scène politique nationale, est en quelque sorte protégée, ce qui peut aussi expliquer que des Roms turcophones et/ou musulmans, ou des familles mixtes, se disent plutôt Turcs. Ainsi Nadège Ragaru rappelle les données recueillies et analysées par Ilona Tomova selon lesquelles 22% des Roms auraient une « *conscience turque* ». Cette idée se retrouve également dans les conclusions de recherche d'Elena Marushiakova et Vesselin Popov (1997) qui parlent, eux, de « *Roma with preferred Turkish ethnic self-consciousness* » (Marushiakova et Popov, 1997 : 96). Tous ces chercheurs s'accordent à préciser que ces « Roms-turcs » se trouvent notamment dans la région de Pazardzhik, comme on va le voir. Il convient donc de retenir ici l'importante fluidité des identifications existante chez les Roms.

Il est possible de dégager quelques grandes caractéristiques des Roms-turcs, ou Roms musulmans. Notons d'abord qu'utilisant ces appellations de façon indifférenciée comme ils le font eux-mêmes, on voit bien que cette identification est un marqueur identitaire qui dépasse la seule appartenance religieuse ou ethnique. Ces derniers sont nombreux à être implantés dans la région de Pazardzhik / Plovdiv, d'où sont originaires la majorité des migrants venant dans l'agglomération française étudiée. Certains d'entre eux ont le turc pour langue maternelle, d'autres le bulgare, et d'autres le romanès. Tous ne sont pas pour autant acceptés par leur nouvelle communauté d'appartenance, les musulmans bulgares au sens large (stéréotypes qui perdurent, différences de modes de vie et non-maîtrise de la langue turque soulignées). Concrètement, dans les quartiers roms parcourus dans cette recherche, il y a également de nombreuses familles qui se disent turques et/ou musulmanes, certains parlent romanès, d'autres non, certains parlent turc, d'autres uniquement bulgare. D'après Plamen, de l'ONG « Napredak », « *il n'y a pas de différence mais si tu demandes au deux groupes, ils vont te dire que c'est très différent !* »⁴⁷⁵. Il fait la différence entre ceux qui ont envie de s'intégrer et ceux qui ont peur de l'intégration et préfèrent rester dans le groupe pour « être protégé ».

⁴⁷⁵ Notes de terrain, août 2011.

De façon classique, il ressort de ces analyses que l'ethnicité n'est pas une donnée biologique ou immuable, mais peut être travaillée, redéfinie, voire contournée, comme le montrent les Roms turcs ici. Mais de façon générale, il apparaît que ces « *entreprises de redéfinition des appartenances* » (Ragaru, 1999) peuvent être élargies à tous les Roms pour qui la langue et la religion, en tant que marqueurs identitaires, jouent un rôle particulier. Nadège Ragaru va plus loin en ce sens en déclarant : « *Ce travail sur l'"ethnicité" est également influencé par l'existence, chez les Tsiganes, d'une architecture identitaire où la langue et la religion jouent un rôle différent de celui observé parmi les Bulgares chrétiens ou les Turcs* ». Elle cite notamment les nombreux cas de bilinguisme ou trilinguisme courant chez les Roms, et le fait que concernant la religion, les Roms « *tendent à adopter la religion qui prévaut dans leur milieu environnant, en partie afin de s'y faire mieux accepter* ». C'est effectivement ce qu'on a pu observer concernant la religion musulmane depuis l'Empire Ottoman. Au sujet du rapport à la religion, il convient de préciser, avec elle, que « *c'est alors la nouvelle confession qui détermine l'appartenance ethnique. Pour autant, au quotidien le respect des préceptes religieux est rarement strict chez les Tsiganes, le niveau d'éducation religieuse est assez bas et les cas d'hybridation des cultes fréquents* » (Ragaru, 1999).

Un dernier point est à souligner afin de bien saisir la proximité entre Roms et Turcs ainsi que les enjeux et logiques de redéfinition des appartenances. Ces populations musulmanes ont été les premières touchées, avec les Roms chrétiens, par la transition à l'économie de marché. Nadège Ragaru rappelle notamment que les Turcs peuvent être assimilés à cette période à des « *paysans sans terre* », étant privés de la redistribution des terres étant donné qu'ils étaient moins propriétaires que les Bulgares orthodoxes. Dès lors, on comprend ainsi que certains Turcs, de par cette précarisation liée à la démocratisation du pays, aient vu leurs conditions de vie se dégrader et se soient ainsi, de fait, rapprochés des Roms (musulmans ou non), par des conditions de vie similaires surtout : possibilités économiques, habitat dans les mêmes *mahala*, mais aussi, comme je le montrerai dans le chapitre suivant, par les mêmes migrations.

À partir de cette première distinction entre Roms turcs et/ou musulmans et Roms chrétiens, on comprend donc l'hétérogénéité existante au sein de ce qui est pourtant communément appelé en Bulgarie la « *minorité rom* ». Mais d'autres distinctions correspondant à des endo-identifications différentes existent également. Dans ce pays, ce sont Elena Marushiakova et Vesselin Popov (1997) qui les ont mises à jour par un travail minutieux et de longue haleine auprès de nombreux Roms de toute la Bulgarie, recensant pas moins de dix « *groupes* » distincts, pouvant parfois se diviser aussi en sous-groupes. Si mon objectif n'est pas ici de se situer dans cette lignée de recherche en analysant précisément les appartenances à tel ou tel « *groupe* » en fonction de tel ou tel critère, il est cependant intéressant de se pencher sur les marqueurs identitaires des différents Roms présents dans la région de Pazardzhik, en mettant en perspective les analyses des chercheurs locaux et les discours des Roms eux-mêmes à ce sujet. Elena Marushiakova et Vesselin Popov (1997) recensent différents « *sous-groupes* » dans la région de Pazardzhik, correspondant principalement à différentes « *consciences de soi ethniques* » et à différentes langues parlées :

« The large ghetto in Pazardzhik includes several neighbourhoods, populated by Xoraxane Roma (most of them with preferred Turkish ethnic self-consciousness), by Kalajdzii, Gypsy speaking Muslims with Gypsy self-consciousness. (...) Members of this group can be found in some villages in the Pazardzhik district. In the same ghetto of Pazardzhik a large group of "Cucumani" live (they call themselves Tserovski Tsigani, i.e. Gypsies from Tserovo) who are "Bulgarian Gypsies", and also Christians, some of them with preferred Bulgarian ethnic self-consciousness (the so called "Kâkali"). The same group of Tserovski Tsigani can be found in many nearby villages. There are so called "Madžari" (i.e. Hungarians) in the villages of Pazardzhik region who speak Bulgarian and are almost no different in their lifestyle from the surrounding population, and yet the surrounding population sees them as Gypsies. » (Marushiakova et Popov, 1997: 96-97)

Concernant tous les Roms de Bulgarie, Alexei Pamporov (2008) comptabilise les « groupes » roms différemment, bien que certains points communs existent avec ses collègues : il relève *« cinq groupes principaux : les Rroms Daskane, les Rroms Horahane, les Kalderashya, les Kalaydjies (...) les Ludari ou Rudari »* (Pamporov, 2008 : 82). Les premiers sont les « Tsiganes-bulgares-chrétiens », quand les seconds sont a contrario les « Tsiganes turcs-musulmans ». Selon lui, comme pour Elena Marushiakova et Vesselin Popov, ce seraient les deux groupes les plus importants numériquement en Bulgarie, comportant chacun en leur sein entre 25 et 40 groupes *« parlant différents patois balkaniques de dialectes romanis, très influencés au plan lexical par les dialectes bulgares locaux »*. Mais Alexei Pamporov précise bien que cette appartenance n'est qu'une des composantes identificatoires des Roms eux-mêmes. Les autres étant en premier lieu la famille nucléaire, puis *« toute la parenté par descendance directe et la parenté jusqu'au 3^{ème} degré par les collatéraux »*, enfin la famille élargie, et aussi l'identité professionnelle.

Ces appartenances à ces différents « groupes » et « sous-groupes » revêtent une importance considérable pour les chercheurs spécialistes des Roms en Bulgarie, ce qui entraine clairement en contradiction avec les observations et recueils de discours que je faisais auprès des Roms au cours de mon terrain de recherche. En effet, côtoyant pourtant régulièrement certaines personnes identifiées et s'identifiant comme Tsiganes ou Roms, il a pu se passer de longs mois avant que je n'entende, au détour d'une conversation, l'un de ces termes supposés être endo-identificatoires. Si l'on peut comprendre cela comme un signe de l'intériorisation de ces endonymes qui régissent tellement le quotidien qu'ils ne nécessitent pas d'être verbalisés, je me questionnais néanmoins sur le sens, la signification et l'importance réelle de ces classifications dans les vies quotidiennes des Roms eux-mêmes. Ce besoin de se ranger dans des cases prédéfinies et bien délimitées serait-il propre aux Roms ou aux tsiganologues de l'Est ? Dans ce dernier cas, cela pourrait faire écho à une approche de la recherche anthropologique dans une perspective héritée du folklorisme et dès lors quelque peu essentialiste... Au lieu de m'orienter (et donc de délimiter ma vision et ma recherche) vers ces catégories, il m'a semblé plus judicieux de partir de ce qui fait sens pour les Roms (dans leurs quotidiens et dans leurs subjectivités), en présupposant que cela soit

observable ou du moins perceptible, d'une façon ou d'une autre, dans les faits comme dans les discours. Comme je vais le montrer, certaines données recueillies ne sont cependant pas exemptes de quelques-unes de ces endo-identifications précédemment citées par ces chercheurs bulgares.

Il s'agit donc plutôt, tout au long de cette thèse, de mettre en avant les positionnements subjectifs des Roms, notamment concernant leurs façons de s'identifier et donc d'interagir (en termes ethniques mais pas seulement) et concernant leurs places dans la société et plus largement dans le monde. Ce qui a émergé d'emblée avec force dans les propos des Roms côtoyés est une certaine opposition entre deux catégories : un « nous » (*nie*) identifié par une caractéristique principale, celle de « misère » (*mizeriya*), et « les politiques » (*politiki* ou *polititsi*) caractérisées par un autre terme, celui de « *mafiya* » (mafia). Il est à noter que le terme « *politiki* » renvoie en bulgare aux politiques quand celui de « *polititsi* » concerne les hommes politiques. Si je traduis l'ensemble de ces deux termes couramment et parfois indifféremment utilisés par les Roms par celui de « politiques » au sens large, il convient de comprendre que c'est bien ici *la* politique dont il est question, comme « *ce qui permet à la société de tenir ensemble* » (Gauchet, 2005). Quant au terme « *mafiya* », largement utilisé par mes locuteurs dès que les sujets de société sont abordés, il revêt un ensemble de significations négatives pouvant varier en fonction des situations d'interlocution et du sujet de discussion mais révélant un regard critique et souvent désabusé concernant cette thématique (que ce soit la société en général ou l'univers politique du pays) sur laquelle les Roms se perçoivent comme n'ayant pas de prise. Dès lors, cette opposition semble traduire le ressenti d'un fossé énorme entre deux univers, deux mondes parallèles puisque les Roms se positionnent comme étant en dehors, à l'extérieur de la société, ou plutôt dans ses marges sombres. Ce premier positionnement subjectif des Roms ne revêt donc, a priori, aucune caractéristique ethnique. On peut néanmoins se demander : Où sont situés les « Bulgares » (non-Roms) dans cette lecture de leurs positionnements, et plus avant, de la société en termes binaires ? Je me permets d'émettre ici deux hypothèses : soit ils sont absents, ce qui induirait qu'ils feraient partie du « paysage social quotidien » sans que leur soit accordée une importance particulière (l'idée étant : on fait avec, c'est comme ça, mais ce n'est pas notre monde). Soit ils sont du côté des « politiques », ce qui les positionne *de l'autre côté*, du côté du centre, du pouvoir, de la domination. Il faut souligner que le fait de se présenter comme ayant des vies régies par la « misère » n'apparaît pas comme une stratégie dans la présentation de soi qui viserait à se positionner comme victime afin d'en tirer un quelconque bénéfice. En effet, il ne s'agit pas là d'une première parole glanée lors de contacts rapides et fortuits, mais bel et bien d'un leitmotiv entêtant de la part de personnes desquelles je partageais depuis un moment le quotidien. En restreignant le sens du terme « politique » à *la* politique, on peut donc aussi en conclure, en accord avec Cécile Canut (2006) que « *leurs préoccupations sont bien moins politiques qu'économiques et sociales* », à partir de cette présentation de soi et du monde de façon dichotomique (Canut, 2006 : 208).

Les vies quotidiennes des Roms se déroulent donc dans un entre-soi qui, comme je l'ai montré auparavant, est construit par leurs conditions de vie les cantonnant aux marges de la société. Mais ces vies dans l'entre-soi sont également co-construites par les

Roms eux-mêmes puisqu'en conséquence, ils se replient sur eux et sur leurs vies quotidiennes, préoccupés plus par la (sur)vie ou par l'accès à une certaine « richesse » ou bonne vie que par un accès à la société bulgare dans son ensemble qui se traduirait par des revendications citoyennes en termes sociopolitiques. Il semblerait que l'on puisse voir en cela une certaine continuité avec la période communiste les ayant « habitués » à se réaliser plutôt dans l'*avoir* et non dans l'*être*, car, bien que ce précepte pourrait paraître contradictoire avec les idéaux communistes, j'ai montré qu'en tant que « minorité ethnique », leurs subjectivités étaient clairement gommées au profit des acquis de base : avoir une maison, avoir un emploi, avoir de quoi manger. De plus, le bond soudain qu'a effectué la société bulgare vers le capitalisme encourage également le fait de privilégier (parce que, quelque part, et malgré tout, plus accessible) l'acquisition matérielle à la (con)quête de droits civiques. Et même si l'acquisition n'est pas effective, il faut souligner que le désir est néanmoins présent. En d'autres termes, si les objectifs sont partagés également par les Roms, les moyens pour y accéder ne sont pas les mêmes. On pourrait donc affirmer que, comme Robert King Merton (1965), les Roms s'inscrivent dans une perspective fonctionnaliste de la société dont les institutions devraient répondre à certains besoins. Pour conclure, c'est donc la discrimination subie couplée à une inscription (même dans les marges) au système capitaliste faisant suite à un régime communiste qui enjoint les Roms à ce positionnement de retrait favorisant l'entre-soi.

Ce positionnement des Roms en Bulgarie me paraissait tout à fait nécessaire à présenter et analyser avant d'en arriver à la question de leurs endo-identifications, de leurs façons de se dire et de se percevoir, de se présenter et de se penser. Comme je l'ai précisé plus haut, le « nous » est nettement plus utilisé dans les propos des Roms que les endonymes présentés par les chercheurs – pouvant aussi exister pour les Roms par ailleurs. Bien souvent, pour mes locuteurs, il y a « nous » et « les autres ». En fonction des situations d'interlocution, ces « autres » peuvent recouvrir différentes réalités renvoyant à différentes identités : les voisins (hors de la famille restreinte), les autres familles roms (au sens de famille élargie), les autres roms ou encore les « Bulgares ». Ainsi il m'a été donné très souvent d'entendre des phrases du type « *nous, on fait comme ça* » ou « *chez nous, on dit pas ça* », sans pouvoir toujours être certaine d'identifier correctement qui se cachait derrière ce fameux « nous ». De même, nombre de personnes utilisent le terme « *nashi romi* » (littéralement : nos roms) lorsqu'ils parlent d'eux en s'inscrivant dans un ensemble plus large, bien que non précisé à mon égard. Quoi qu'il en soit, les endonymes renvoyant à des « groupes » ou « sous-groupes » ethniques n'ont jamais été spontanément utilisés par mes interlocuteurs, sauf à s'intéresser aux questions de langues parlées, de la même façon que l'a très justement souligné Cécile Canut (2013) : « *Alors que les mises en frontière discursives, de plus en plus excluantes, réifient les prétendues "composantes" de la société bulgare, la réalité des pratiques au quotidien ne reflète pas ces oppositions ethnicisées promues par certains acteurs politiques* » (Canut, 2013 : 149) et certains chercheurs, pourrait-on ajouter.

Ainsi, lorsque je vivais chez elle en février 2012, Baba Remzia⁴⁷⁶ me donna quelques précisions lorsque je l'interrogeais sur des termes de vocabulaire en romanès. Pour elle, c'était très clair : il y a le parler existant dans « *amari natja* » (littéralement : « notre nation » en romanès⁴⁷⁷) qu'elle définit en se nommant « *Xoraxane* » ou « *Turski tsigani* » (Tsiganes turcs) et il y a « *drugite* » (en bulgare, « les autres ») qui le parlent différemment. Elle explique ainsi des différences dans certains termes de vocabulaire en romanès, en me donnant l'exemple du mot chien, précisant que « *chez nous, on dit jukel, mais les autres disent rikono* » ou encore la façon de prononcer le terme « *manro* » (pain), accentuant le « n » ou le rendant muet. Au-delà des pratiques langagières, aucune caractéristique n'était mise en avant pour définir « les autres » ni même se définir, comme si cela allait de soi.

Il a fallu (parce que cela m'intéressait d'en faire l'expérience) que je creuse auprès de certaines personnes desquelles j'étais suffisamment proche pour que l'on me parle effectivement des « sous-groupes », divisions internes de la catégorie « rom » existantes aux yeux des Roms (du moins de mes locuteurs en question). Un extrait de mon carnet de terrain rapportant une « leçon » donnée par un jeune couple venant tous deux de la *mahala* de Pazardzhik en rend compte précisément, et permet de signifier encore une fois l'utilisation indifférenciée des termes Tsiganes et Roms ainsi que l'importance du langage dans ces distinctions les uns des autres :

Meliha m'explique, avec le concours de Krasi, les différents endonymes existants chez les « *Tsigani* » en Bulgarie : il y a les « *Romi* » qui comprennent plusieurs identités :

- Les « *Kaladji* » qui parlent « *tsiganski* » (exemple : eux ils disent *so kensa* ?)
- Les « *Lahovi* » qui parlent « *tsiganski* » (mais autre « dialecte », exemple : *so keres* ?)
- les « *Tsotsomani* » qui parlent « *samo balgarski ezik* » (seulement la langue bulgare)
- les « *Xoraxane* » qui sont pour eux les « *turski tsigani* »
- les « *Pomaci* » qu'ils ne définissent pas au final.

Meliha me précise qu'elle vient d'une famille de « *turski tsigani* » et que Krasi, lui, vient d'une famille mixte (« *smesen* ») puisque son père est « *Tsotsoman* », « *il ne parle pas romanès* », et sa mère est « *Kaladji* », ce qui explique selon elle que Krasi parle mal le romanès (ou un romanès « moche » = *grozno*, comparé à elle, dit-elle en rigolant) et presque pas le turc, dont il a cependant appris quelques bases depuis qu'il est marié avec elle, ce qui semble lui permettre de suivre les conversations se tramant dans sa belle-famille.⁴⁷⁸

Il convient de noter que d'autres personnes roms bulgares, en France, parlent de « *Yerlii* » pour identifier les « *Turski Tsigani* » - appellation que l'on retrouve chez les tsiganologues bulgares également (notamment Marushiakova et Popov, 1997 ; Pamporov, 2008). Dans le propos de Meliha, seuls les « *Turski Tsigani* » (dont le terme « *Xoraxane* » semble donné tel un terme savant qu'ils n'ont point l'habitude d'utiliser usuellement) ne sont pas caractérisés par un langage spécifique et/ou prédéterminé. Cela est intéressant à souligner, renvoyant clairement aux observations que j'ai effectuées auprès des personnes se présentant comme *Turski Tsigani* de la région de Pazardzhik. En effet, certains parlent entre eux le romanès, d'autres le turc. Certains locuteurs du

⁴⁷⁶ Cf. Schéma de parenté, Annexe 6.

⁴⁷⁷ Pour une discussion sur l'utilisation et la symbolique du terme « nation » en romanès, Cf. Olivera, 2008.

⁴⁷⁸ Notes de terrain, 15 décembre 2012.

romanès n'ont qu'une très faible connaissance du turc quand d'autres parlent aisément les deux langues. Point de règle sous-jacente à cette endo-identification qui semble connaître autant de fluctuations qu'il y a de personnes. Dès lors, on peut aisément imaginer qu'il en est de même pour tous les autres « groupes » ou « sous-groupes » dont il est question, mais que, d'un point de vue extérieur, Meliha catégorise nécessairement de façon homogène.

Cela révèle peut-être la raison de cette absence de mention, dans le langage ordinaire des intéressés, de ces « sous-groupes » ethniques ou de ces endonymes supposés. Au-delà d'une absence d'intérêt ou de signification de ces distinctions endogènes pour les Roms, il semble plutôt que ces dernières se situent dans un autre registre : d'une part, il apparaît que le « groupe » ou, a contrario, « les autres » n'ont pas besoin d'être nommés, puisque les intéressés savent pertinemment que le « nous » les inclut – ou les exclut. D'autre part, ces frontières ne sont pas figées, comme on le perçoit dans le cas de la famille de Krasi et de son mariage, puisque les personnes peuvent effectivement se mélanger, mais aussi parce que ces distinctions sont mouvantes et circonstanciées. C'est en ce sens que Cécile Canut (2013) parle de « *processus d'hétérogénéisation* » qui « *se réalise en fonction des discours antérieurs (le déjà-dit) et des intérêts du moment* » (Canut, 2013 : 160). Dans cette perspective, elle analyse également les « contacts de parole » effectifs dans le langage ordinaire des habitants de « Nadejda », une des *mahala* de la ville de Sliven, montrant ainsi qu'en considérant les langues parlées comme « *des catégories parmi d'autres face auxquelles les locuteurs se positionnent* » (2013 : 153), leurs fluctuations « *sont indissociables des positionnements subjectifs au sein des interactions et des relations de pouvoir qui s'établissent entre les interlocuteurs* » (Canut, 2013 : 160).

Les précisions que j'ai effectuées concernant les langues parlées et les termes utilisés par ces Roms, visibles également dans les citations retranscrites, me permettent de souligner également le caractère hétéroclite des langues parlées. En effet, dans les « parlers » des Roms côtoyés se trouvent des éléments de langue bulgare, turque et romanès, mais aussi des éléments qui seraient difficiles à identifier pour des linguistes, tant ils répondent à des logiques subjectives d'auto-identification (Canut, 2013). Il peut s'agir d'imprimer une marque turque sur un terme romanès ou bulgare, concernant une conjugaison de verbe, une tournure de phrase ou encore certains mots régulièrement utilisés dans une langue plus que dans une autre, même par des personnes ne parlant pas, a priori, cette langue-ci (comme « *ama* » pour dire « mais », qui est un terme turc pourtant utilisé par des Roms qui ne parlent pas turc et/ou ne s'identifient pas comme *Turski Tsigani*). En outre, les expériences des Roms se retrouvent aussi parfois matérialisées dans les langues parlées, par l'utilisation courante de termes serbes par exemple, ce qui s'explique par une mobilité passée que j'analyserai dans le chapitre 4. Dès lors, toutes les langues parlées par les Roms rencontrés, aussi diverses soient-elles, sont souvent un mélange de plusieurs langues – plus ou moins hybrides, plus ou moins

mélangées, mais renvoyant toujours à une endo-identification qui fait sens dans l'interaction en question⁴⁷⁹.

Il apparaît donc absolument pertinent de considérer (pour cette recherche notamment) non pas « les Roms », mais bien des personnes, parfois des familles qui se trouvent répondre aux caractéristiques générales que j'ai définies ici, en restituant toujours leurs singularités, leurs subjectivités, ainsi qu'en les resituant dans un ensemble plus large dans lequel ils s'inscrivent, que ce soit la famille proche, la famille élargie, la *mahala*, le squat français, la Bulgarie, la France ou même le monde, mais aussi dans un ensemble qui fasse sens pour eux, soit les fondements d'un « nous », ou d'un sentiment d'appartenance : les liens familiaux et le territoire de vie.

3.2. Des vies dans l'entre-soi : absence de l'État vs. Prénance de la famille comme institution

L'entre-soi dans lequel se déroulent les vies quotidiennes des Roms est circonscrit par le territoire de la *mahala*, ou par un territoire formé par plusieurs *mahala* géographiquement proches et donc aisément connectées. Ce territoire se caractérise, comme je l'ai montré, par une absence de l'État. Les conséquences pour les Roms en termes de positionnement dans la société et de rapport aux institutions, et plus globalement à l'État, sont alors indéniables. Cela favorise, par le jeu du cercle vicieux, une dénégation de l'État-nation et un fort repli sur soi.

Cela renvoie au premier type de discours que j'ai recueilli lors de mes séjours dans plusieurs *mahala* bulgares : « *Y en a pas de travail, c'est la misère...* ». Je n'ai plus compté le nombre de fois où cette phrase m'était formulée, lorsque je précisais que je m'intéressais aux vies des Roms ici. Mais cette assertion était aussi verbalisée lorsque je retrouvais dans les *mahala* des personnes rencontrées en France qui m'interpellaient systématiquement de la façon suivante : « *Obichash li Balgariya ?* » (Tu aimes la Bulgarie ?) Et sans vraiment attendre un début de réponse (qui me mettait plutôt en difficulté, en raison du contenu ambivalent que je pouvais donner), mes interlocuteurs enchaînaient : « *Tuk e miseriya, e krizata...nyama pari, nyama rabota, nyama nishto...* » (Ici c'est la misère, c'est la crise...y a pas d'argent, y a pas de travail, y a rien...). La comparaison (implicite ou explicite) avec les conditions de vie pendant la période communiste est bien présente, faisant ressortir l'opposition entre un État précédemment fortement présent et régulant le quotidien à un État délétère aujourd'hui, qui se traduit dans les discours par un sentiment d'abandon.

De façon générale, les Roms rencontrés se plaignent de la corruption des hommes politiques et de l'état du pays qui en découle, caractérisant alors, comme je l'ai montré précédemment, la politique et la société, soit l'État, comme « *mafija* ». Si les Roms profitent clairement de la corruption institutionnelle (pour l'obtention du diplôme de huitième classe, du permis de conduire ou le « règlement » d'infractions au code de

⁴⁷⁹ C'est d'ailleurs ainsi que j'apprends « la langue parlée » au contact des Roms, ce qui revient donc à une langue hybride et fluide, et qui a comme conséquence que je ne parle ni vraiment le bulgare, ni vraiment le « *tsiganski* » (le romanès tel qu'il est parlé en Bulgarie – si tant est qu'il existe...).

la route), ils la subissent aussi (à la douane particulièrement). Mais c'est la même chose pour tous les Bulgares, bien que de façon plus ou moins prononcée et plus ou moins visible en fonction des situations et places de chacun. Ainsi les Roms sont un public particulièrement visé en période électorale, étant considérés comme aisément manipulables et donc corruptibles (Nacu, 2006). Dans la région de Pazardzhik, les travailleurs sociaux « spécifiques » de la ville ainsi que Plamen me relatent les modalités de manipulation des Roms par divers partis politiques : achat des votes avec des concerts, des distributions de nourriture et même d'argent. Or les Roms ne sont pas passifs dans ces interactions avec des agents de l'État (potentiels ou effectifs). S'ils les subissent ou en tirent momentanément profit, cela n'annihile pas leurs regards critiques sur ce type de situation, leurs commentaires en faisant largement état, comme ici ceux de Yanko au sujet de l'achat des voix des « *Tsigani* » :

*« Les chefs politiques vont dans les mahala, ils donnent à boire et à manger à tout le monde, ils font des fêtes, ils donnent des billets. Les gens sont tellement bêtes qu'ils réfléchissent pas, et après ils votent pour eux. »*⁴⁸⁰

De la même façon, plusieurs personnes dans les *mahala* ont soulevé la question des fonds débloqués par l'Union européenne « pour les Roms » en Bulgarie. Ils accusent les ONG et les institutions de « conserver » cet argent, de l'utiliser pour se construire des maisons par exemple, les Roms au final n'en voyant jamais la couleur. Dans ce cas, c'est encore une fois une attitude désabusée qui l'emporte : « *Tuk kmetsvoto e mafiya ! Tova e zhivot...* » (ici la mairie c'est la mafia ! C'est comme ça la vie...). Un dernier type de situation de corruption nécessite d'être évoqué, à travers le cas de Nayden, que j'ai rencontré en France. Lors d'un séjour à Ivaylo, je le vois à son arrivée de France. Il m'explique que les douaniers à la frontière entre la Serbie et la Bulgarie lui ont « pris » 300 euros et ses cartouches de cigarettes achetées en Serbie. Il est dépité et le montre ostensiblement, tout en disant que c'est toujours la même histoire pour les Roms aux frontières. Alors je lui demande pourquoi il n'a rien dit et s'est laissé faire ainsi. Il se montre très surpris de ma question, et s'exclame : « *t'es fou !!! J'ai trop peur d'aller en prison, moi !* »⁴⁸¹.

Ainsi ces expériences négatives de la corruption, parce que stigmatisant particulièrement les Roms ou parce que considérant ces derniers comme dénués de toute réflexion au-delà d'une rationalité de survie, sont soulignées par certains Roms mais ne conduisent pas à des réactions visibles, publiques, de contestation de leur part. Or cela ne signifie pas que les Roms ne réagissent pas, d'une certaine façon. Cette lecture de l'expérience du rapport des Roms à l'État est à mettre en lien avec les interactions quotidiennes qu'ils ont au sein des institutions ou dans des rapports interindividuels interethniques – que j'ai montrés précédemment. Au-delà des différences de réactions qui sont fonction des personnes, il existe un effet commun : leur mise à distance maximale, dans leurs façons de concevoir leurs vies, de tout ce qui est « politique » et plus avant, de tout ce qui constitue l'armature de la société. L'État, en tant qu'instance régulatrice des vies quotidiennes, est clairement absent chez les Roms, qui subissent et

⁴⁸⁰ Notes de terrain, août 2011.

⁴⁸¹ *Ibid.*

construisent cette distance à la fois. Il faut préciser qu'il ne s'agit pas de renier leur pays, la Bulgarie, auquel tous les adultes se montrent très attachés, les hommes passant beaucoup de temps à commenter les actualités qu'ils suivent assidument à la télévision notamment. Ils se reconnaissent donc comme faisant partie de la société bulgare, tout en portant un regard extérieur, détaché de ce qu'il s'y trame, comme si cela ne les concernait pas vraiment, car pas directement. Cette posture est bien sûr à mettre en lien avec leur place dans la société, dont ils n'attendent plus rien, ce qui peut s'expliquer par leurs expériences de la scolarité et de l'emploi notamment.

On peut aussi comprendre cette lecture de l'État caractérisée par une mise à distance par un procédé de retournement de stigmat, en s'appuyant sur l'analyse anthropologique de la perception du pouvoir politique en Bulgarie effectuée par Ekaterina Anastassova (2002). Elle montre l'importance des critères ethniques, pour l'ensemble de la population, dans l'évaluation des personnes et actions politiques qui ne sont alors pas considérées dans le fond, mais uniquement dans leur « forme », soit leur identité ethnique. Ekaterina Anastassova explique ainsi le « *détachement des Bulgares du gouvernement en se servant de termes ethniques (plutôt de clichés ethniques) pour le qualifier* », reposant sur « *des idées stéréotypées dépréciant les minorités ethniques* » (Anastassova, 2002). Dès lors, on peut faire l'hypothèse que les Roms auraient alors deux fois plus de raisons que les Bulgares « non-roms » d'adopter une telle attitude face au gouvernement, et plus avant, face à l'État en général : ils font abstraction de l'existence de cet État délétère auquel ils sont associés par leurs concitoyens en raison de leurs caractéristiques négatives qui leurs sont associées (aux Roms comme à l'État).

Cela favorise alors le repli sur soi, ou plutôt le recentrement dans un entre-soi dessiné par les contours matériels de la *mahala* et les contours immatériels de la famille. À quoi ressemblent ces vies quotidiennes dans l'entre-soi ? Qu'est-ce qui est alors important ? Qu'est-ce qui fait sens pour les Roms ? Comment identifier, dans ce contexte, à quoi correspond une « *vie bonne* » (Butler, 2014) pour les Roms ?

Comme je l'ai précisé, l'importance de la famille au sens large est ici à souligner en premier lieu pour comprendre les façons de vivre et d'être des Roms au quotidien. Ce n'est pas surprenant au regard de l'analyse des marqueurs d'endo-identifications et d'appartenances des Roms, dans laquelle on a vu que la famille était un élément clé. En effet, il s'agit, plus largement, de l'institution centrale structurant et régissant les vies des Roms, de par les multiples liens familiaux et interfamiliaux sans cesse cultivés et réactivés. Le cadre et la dynamique migratoires se révèlent extrêmement riches et féconds pour analyser finement les manifestations et performances de ces liens, comme je le montrerai largement dans le chapitre 4. Le cas de Papou Adem et Baba Remzia m'expliquant ensemble les raisons de leur déménagement de la *mahala* de Pazardzhik à celle d'Ivaylo met clairement en évidence l'importance des liens familiaux dans le parcours de vie :

Papou Adem a 67 ans et Baba Remzia en a 64. Ils ont tous deux grandi dans la *mahala* de Pazardzhik, et ont déménagé il y a seize ans à Ivaylo avec les trois frères de Papou Adem. Celui-ci dit qu'il préfère la *mahala* de Pazardzhik car il y a plus de Roms, mais là-bas, il n'y a plus de place pour construire des pièces supplémentaires à la maison lorsque la famille s'agrandit, que les enfants se marient. C'est pourquoi ils sont venus ici. Ils rendent

souvent visite à son frère qui habite dans la même rue, à l'autre extrémité. Baba Remzia, elle n'a plus de frère et sœur, ils sont tous décédés. Papou Adem lui a tatoué sur le bras les initiales de leur famille : les leurs et celles de leurs fils (les initiales sont celles des prénoms officiels, en bulgare) Comme ça, s'ils sont loin, ils sont quand même là, dit-il en rigolant.⁴⁸²

La famille est donc au fondement du sentiment d'appartenance des Roms, de leur quotidien et aussi de l'organisation de l'espace dans les *mahala*. Mais c'est aussi la voie première de réalisation de soi en tant qu'adulte : chez les Roms, on devient un homme lorsque l'on est marié et que l'on a des enfants ; on devient une femme par le mariage et l'enfantement. Il s'agit là de l'objectif de réalisation de soi (ou en d'autres termes du but d'une vie) partagé par tous les Roms rencontrés. Les éléments concrets qui me permettent le plus de l'affirmer se situent dans les interactions que j'ai eues avec les femmes. Leur sujet de conversation favori avec moi, souvent à la limite de la raillerie, portait sur la vie en couple et les enfants. Couplant mon âge et ma situation conjugale avec le fait que je n'ai *toujours pas* d'enfant, les femmes se montraient tantôt surprises, tantôt outrées de me savoir dans une telle situation. L'incompréhension persistait malgré mes explications qui ne leur parlaient point. Outre leur insistance pour que je fasse des enfants rapidement (sinon je ne pourrais plus en avoir), j'étais ainsi fréquemment l'objet de moqueries visant à me signifier que je n'étais pas vraiment une femme et que je ne pouvais alors pas vraiment comprendre la vie. Malgré le fait que tous connaissent mon compagnon, j'étais alors la « *rakli* », en romanès la fille qui n'est pas encore femme, car n'a pas d'enfant. Ainsi, chez les Roms rencontrés, le célibat comme l'infertilité ne peuvent exister socialement : tout est mis en œuvre pour remédier à ces situations inimaginables, impensables, puisque c'est la famille qui permet d'exister socialement, et de se créer une place définie au sein de cet ensemble de relations interfamiliales qui correspond au cadre de vie⁴⁸³.

Si la famille est effectivement le socle de la vie quotidienne des Roms, les liens interfamiliaux sont également cruciaux en termes de vie sociale. Les alliances entre familles, par le biais des mariages, permettent d'assurer ces liens, de les renforcer, ou au contraire de les éviter. C'est ainsi que l'on doit comprendre l'arrangement de nombre de mariages contractés par les parents avec avis de la parentèle. Les enfants que l'alliance prévoit d'unir peuvent cependant refuser le mariage (avec de « bons » arguments concernant le statut social du futur conjoint ou sa réputation) ou, plus tard, se séparer. Mais les mariages arrangés ne sont pas nécessairement la règle, certains l'étant, d'autres non. Au vu de la diversité des situations existantes à ce sujet, il semble que cela soit fonction non pas des familles (donc des endo-identifications) mais plutôt des contextes de vie, des situations actuelles des familles ou de la position des parents à ce sujet (certains de mes interlocuteurs se prononcent absolument contre par exemple). La plupart des mariages ne sont pas contractés officiellement, mais uniquement célébrés dans l'entre-soi des *mahala*, ce qui est peut être compris comme un marqueur supplémentaire révélant le rapport des Roms à l'État, perçu ici comme inutile. L'union

⁴⁸² Notes de terrain, février 2012.

⁴⁸³ Le célibat est cependant toléré pour des femmes d'un certain âge qui ont déjà été mariées et ont déjà eu des enfants, et se retrouvent seules suite au décès du conjoint ou au départ de celui-ci. Quant à l'infertilité qui est parfois scientifiquement avérée au sein de certains couples, elle est souvent taboue et « réparée » par des « adoptions » d'enfants d'un autre couple de la famille ou d'un couple « extérieur », moyennant finance dans ce cas.

est matérialisée par le départ de la fille chez son mari et/ou par la preuve-épreuve du mouchoir rouge montrant la virginité de la nouvelle épouse⁴⁸⁴. Dans les familles qui ne pratiquent pas cela, la virginité de la fille est néanmoins toujours extrêmement importante, voire une condition nécessaire au mariage (sauf en cas de secondes noces). Cet impératif crucial permet de comprendre aussi que les mariages s'effectuent assez tôt dans la vie. Bien que les âges moyens de mariage diffèrent d'une famille à l'autre et même d'une personne à l'autre au sein d'une famille, ils se situent la plupart du temps entre 15 et 20 ans.

Cultiver les liens interfamiliaux (par les mariages, les relations de bon voisinage,...) est donc important dans les vies quotidiennes des Roms bulgares, comme l'est également l'inverse. En effet, les *mahala* fonctionnant comme un territoire au sein duquel se trame une vie sociale dense, des distinctions, des inimitiés voire des rivalités existent nécessairement. Certaines familles ne se côtoient pas particulièrement, quand d'autres ne se parlent pas (ou plus) volontairement, pour des raisons que seuls les premiers intéressés connaissent mais que tout le monde respecte. Ces raisons peuvent concerner des litiges fonciers ou économiques, un manque de respect à une parole donnée, un mauvais comportement d'une personne. Parfois, au sein d'une même famille élargie, des litiges existent aussi, ce qui peut mener aux mêmes conséquences – mais de façon moins durable. En outre, les distinctions entre familles sont nécessaires au positionnement de chacun dans ce territoire éminemment social. Il m'aurait fallu passer plus de temps dans une *mahala* pour parvenir à les comprendre de façon fine, mais les éléments que j'ai pu relever à la fois dans les squats et dans les *mahala* à ce sujet me permettent d'affirmer que nombre de ces distinctions sont basées sur les questions de prestige – éminemment lié au domaine économique chez les Roms. Le prestige s'affiche ostensiblement, par tout ce qui est visible par d'autres : la maison, la voiture, les vêtements, les bijoux, mais aussi les baffles des chaînes stéréo dans les cours des maisons, les fêtes pour les célébrations. Tous ces éléments permettent de montrer aux autres (qui renvoient l'image de) la réussite, et donc le prestige qui y est associé. Dans ce contexte de conditions de vie précaires et de marginalisation stigmatisante et homogénéisante, la stratification sociale, comme les multiples endo-identifications (Clavé-Mercier, 2010b) est d'autant plus importante. Le fait de « montrer » tout ce qui peut permettre de rehausser son prestige semble avoir pour fonction sous-jacente de tenter de se déjouer du stigmate, en donnant à voir des attributs relevant de la société de consommation (donc en se rapprochant, du moins en apparence, du mode de vie « moderne »). Il s'agit de signifier sa distance avec des semblables afin de se positionner dans l'entre-soi de la *mahala*. La distinction marquant l'existence d'un « plus pauvre » que soi, comme d'un « plus riche », permet de se situer socialement tout en rappelant implicitement à chacun les extrêmes : ne pas tomber aussi bas que les « plus pauvres » et tendre vers la vie des « plus riches ».

La « bonne vie », pour les Roms des *mahala* bulgares arpentées, prend donc appui sur de forts liens familiaux au fondement de la possibilité d'être, sur des liens interfamiliaux dans l'entre-soi permettant les échanges nécessaires à toute vie sociale,

⁴⁸⁴ D'après mes interlocuteurs, ce rite est surtout accompli chez les Roms s'identifiant comme *Turski tsigani*, mais tend à disparaître petit à petit.

mais également sur la possibilité de consommation (à des fins matérielles et immatérielles, comme je viens de le montrer), donc sur l'argent. Ainsi que je l'ai noté lors d'un séjour en Bulgarie, « l'argent est le sujet de TOUTES les conversations dans la *mahala*. »⁴⁸⁵. Effectivement, l'accès à la société de consommation semble être l'objectif le plus partagé par tous les Roms rencontrés – malgré quelques nuances subjectives dans les désirs évoqués.

Si je devais brosser en quelques mots le tableau de la vie quotidienne telle qu'envisagée par les Roms pour être acceptable⁴⁸⁶, je dirais alors qu'une « bonne vie », c'est avoir suffisamment d'argent pour manger tous les jours, ne pas être malade, être entouré de membres de sa famille, avoir sa maison et de quoi la chauffer en hiver. Pour une femme, c'est avoir un « bon mari » (qui lui donne des enfants et qui gagne de l'argent), avoir des enfants, mais aussi bien s'entendre avec sa belle-famille (j'y reviendrai dans le chapitre 5). Pour un homme, c'est avoir une femme qui s'occupe bien de la maison (ménage et repas principalement) et des enfants, qui lui laisse sa liberté, qui a de bonnes relations sociales et fait bonne figure dans la *mahala* (pas de scandale, être discrète). Une vie meilleure, c'est, en plus des conditions précédemment citées, avoir le confort de l'électroménager, une maison en bon état et « moderne », et « avoir plus d'argent » pour faire et surtout acheter ce que l'on veut. L'argent est donc au centre des préoccupations, en grande partie parce qu'il n'est pas suffisamment présent dans le quotidien des Roms, ce qui fait qu'il est perçu comme la clé d'une vie meilleure. Ces termes résumant succinctement les appréhensions qu'ont les Roms de la vie en général sont évidemment à replacer dans le contexte socioéconomique qui est le leur actuellement en Bulgarie et dans le contexte de vie quotidienne dans l'entre-soi.

En effet, les vies des Roms semblent cantonnées quotidiennement au territoire de la *mahala*. Selon les périodes et les personnes, il peut se passer plusieurs jours voire plusieurs semaines sans que l'on sorte de la *mahala*. Sachant que presque toutes les commodités de base y sont présentes (seul le bureau de poste, nécessaire à la réception des mandats de l'étranger notamment, est dans le centre), quelles sont concrètement les raisons pour en sortir ? Les hommes en sortent plus souvent pour « aller voir des amis » (terme qui peut aussi, pour certains, signifier des relations extraconjugales, de prostitution), dans d'autres *mahala* ou en ville. Sinon, les sorties de la *mahala* sont assez exceptionnelles pour la plupart des habitants. Il peut s'agir d'aller tous ensemble aux bains publics (« *na banya* »), environ une fois tous les quinze jours ou une fois par semaine en été pour la famille de Yusuf par exemple. Mais certaines familles ne s'offrent pas ce luxe. Plus communément, on sort de la *mahala* pour aller au marché en ville, ou rendre visite, en famille, à de la famille d'une *mahala* d'un village ou d'une ville voisine. Plus rarement, les sorties se font également pour les grandes occasions comme les invitations à des mariages, baptêmes, anniversaires ou circoncisions. Ces cérémonies sont l'occasion de sorties de la *mahala* à plusieurs reprises en peu de temps : le jour même mais aussi en amont afin de préparer le mariage : regarder les costumes et les robes, comparer leurs prix, en magasin mais aussi chez des

⁴⁸⁵ Notes de terrain, février 2012.

⁴⁸⁶ Ces éléments ici résumés ont parfois été explicitement dits, par des enfants principalement, mais relèvent surtout de l'immersion auprès de ces personnes qui m'a permis, avec le temps, de comprendre toutes ces choses qui ne sont que rarement verbalisées dans le quotidien.

connaissances, amies ou famille qui en ont et les louent pour l'occasion (ce qui peut prendre plusieurs semaines) puis, pour les femmes, aller chez le coiffeur le jour venu. Ces sorties de la *mahala* prennent alors bien souvent l'allure de véritables expéditions nécessitant une mobilisation de chaque personne de la famille sur toute la durée de la journée, le temps de préparer le véhicule, de se préparer, de ramasser ses affaires, d'organiser le repas en fonction et d'attendre les uns et les autres afin de pouvoir lancer l'appel du départ. Rien que dans l'organisation que nécessitent les sorties de la *mahala*, le caractère d'enclave de ces quartiers de Roms se perçoit nettement.

Conclusion de la section 3

Dans cette section, j'ai proposé une analyse des expériences ordinaires du quotidien des Roms bulgares et des constructions endogènes de leurs subjectivations. Il s'agissait de comprendre comment ils appréhendent leurs vies et se pensent au regard de leurs places dans la société et de leurs conditions objectives de vie. Plusieurs éléments complémentaires ont alors été soulevés, qu'il convient de considérer comme autant de pistes permettant de comprendre ce qui se produit au cœur de la marge « rom » bulgare. Ainsi les analyses micro effectuées sur l'identification, l'espace de vie, l'appréhension de l'État et plus largement sur tout « *ce qui compte vraiment pour eux* » (Kleinman, 2008) permet d'affirmer que les Roms, en tant qu'individus minorisés, font effectivement l'expérience d'un quotidien en marge de la société et développent alors des formes de vie sociale très denses dans un entre-soi quasi-permanent. La famille est en ce sens l'institution par excellence des Roms bulgares rencontrés. Ces derniers s'inscrivent cependant dans un certain paradoxe, mettant à distance tout ce qui existe autour de leur espace de vie en termes contraignant (l'État), tout en adoptant les mêmes buts que ceux valorisés par la société (avoir de l'argent et consommer).

Conclusion du chapitre 3

Au-delà de l'identification et du traitement des Roms par l'État bulgare comme une « minorité ethnique problématique », j'affirme *in fine* que les Roms sont des personnes hétérogènes, comme je l'ai montré avec la multiplicité des endo-identifications utilisées entre eux, mais qui se ressemblent par des conditions économiques et des expériences de subjectivation communes et stigmatisantes. En effet, avec les nouvelles montées de tensions interethniques inhérentes à la reconnaissance des minorités couplées à une situation de crise en Bulgarie après 1989, les représentations négatives, les stéréotypes et les attitudes discriminantes envers les Roms sont devenues extrêmement fortes dans le pays. Cette discrimination rejaillit dans tous les aspects de la vie quotidienne des Roms. Spatialement à part, économiquement précaires et socialement exclus, ces individus sont dévalorisés par le reste de la population qui leur attribue des caractéristiques négatives perçues comme immuables.

Dès lors, comme le souligne judicieusement Plamen à Pazardzhik, « *quand tu es Rom, pour qu'on te reconnaisse comme une personne à part entière, pour être égal aux autres, il faut être un pas devant les autres* »⁴⁸⁷. Mais cette attitude est difficilement envisageable pour la majorité des Roms que la discrimination ambiante exclut et pousse à s'exclure d'eux-mêmes de la société, de laquelle ils se sentent néanmoins faire partie, mais de façon liminale. Si les Roms, lors de situations d'interactions avec des acteurs institutionnels évoquant clairement le rejet ou le mépris, comme j'ai pu en observer à la mairie, à l'hôpital et à l'école, ne réagissent pas, c'est d'une part que leur place en tant qu'individus minorisés stigmatisés dans la société bulgare est bien intériorisée. D'autre part, cela peut aussi s'expliquer par leur appréhension de l'État et de ce qui leur apparaît être plus largement le « climat post-communiste ». En effet, en fonction de leurs expériences quotidiennes, ils ont développé une lecture critique de l'état de leur pays depuis 1989 qui se cristallise sous la notion de « démocratie » (*demokratsiya*). Celle-ci devient alors synonyme, de leurs points de vue, d'un désengagement de l'État, qui n'est plus là *pour* eux mais *face* à eux, comme de l'avènement de la « liberté » (*svoboda*) que nombre de personnes d'un certain âge déplorent puisque la conséquence en serait la misère et la corruption, ne leur permettant pas d'en profiter vraiment au quotidien. La vie quotidienne des Roms en Bulgarie se déroule donc dans une sorte d'enclave sociale, un ghetto dont les contours dépassent largement ceux géographiques.

Les Roms sont des sujets minorisés qui sont perçus comme étant passifs, éteints ou apathiques socialement. Cette perception potentielle est à comprendre en lien avec l'état des opportunités économiques quasi nulles qui sont les leurs dans la société bulgare actuelle, ainsi qu'avec l'état des interactions entre Roms et « non-Roms » marquées par le stigmate dont sont entachés les premiers, quand ils ne sont pas tout simplement invisibles car ignorés ostensiblement. Tout se passe donc, en Bulgarie, comme si les Roms étaient coincés, bloqués par cette frontière multidimensionnelle (physique, économique, politique, sociale, symbolique...) qui, en les définissant comme minorisés stigmatisés, les empêche de se construire et de se réaliser autrement.

Dès lors, on peut parler de véritable négation de l'individu « rom » en tant que sujet, ces individus n'étant pas reconnus dans leurs singularités mais figés dans une identité essentialisée qui les définit négativement. En effet, ils semblent être plus objets que sujets, assujettis plutôt que sujets d'humanité, au regard des différentes formes de discriminations dont ils sont victimes. Comment les individus ainsi catégorisés se positionnent face à cette étiquette ? Bien qu'elle soit d'une certaine façon imposée dans les interactions avec les institutions, il convient d'envisager ici l'individu comme porteur d'*agency*, d'une capacité de pensée et d'action, face à cette assignation⁴⁸⁸. En effet, bien que stigmatisé et relégué au bas de la hiérarchie sociale, celui-ci n'en demeure pas moins acteur de son quotidien et mobilise par là des ressources lui permettant de faire face, d'une façon ou d'une autre, à cette catégorisation racialisante.

L'expérience subjectivante en tant que minorisés commune aux Roms en Bulgarie est co-construite par leur place en marge dans la société bulgare et ses effets

⁴⁸⁷ Entretien, août 2011.

⁴⁸⁸ La notion d'*agency* est utilisée dans ce travail en référence à l'acception de Judith Butler (2002, 2006) dont la réflexion se situe dans la lignée des travaux de Michel Foucault, c'est-à-dire la capacité de l'humain à agir par-delà les déterminismes qui le constituent comme la capacité de se conformer, de résister et de transformer.

sur les intéressés. Cela a comme conséquences majeures la création d'une forme de repli dans l'entre-soi des *mahala*, ainsi qu'un rapport brouillé à l'État qui ne les reconnaît pas en tant que tels et qu'ils ne reconnaissent pas non plus. Mais d'une part, les vies quotidiennes dans l'entre-soi ne sont cependant pas suffisantes pour permettre la survie économique de l'ensemble des Roms, et d'autre part, ces derniers ne se contentent pas de subir, passivement, cette expérience subjectivante qui les minorise et les marginalise. En effet, les Roms bulgares, qui se sentent néanmoins faire entièrement partie de la société bulgare en cours d'européanisation, sont aux prises directes avec les nouveaux buts et valeurs de la société (en termes de consommation notamment). Les Roms s'inscrivent dans une forme de liminalité, puisqu'ils se situent dans un entre-deux, vivant dans les marges de la société bulgare. Ils ne sont pas tout à fait dans la société, de par le processus de marginalisation qu'ils connaissent, ni tout à fait en dehors étant donné qu'ils en partagent largement les buts, les difficultés et les espoirs.

Dans ce contexte, l'ouverture des frontières est donc celle des possibles pour les Roms bulgares, à la fois en vue d'agir concrètement sur leur quotidien défini par cette subjectivation mais aussi pour prendre place dans le monde global et globalisé (Appadurai, 2005). C'est ainsi que l'on peut envisager l'expérience migratoire, en tant qu'acte possible pour « *changer quelque chose* ». On comprend alors maintenant que cette expérience migratoire va recouvrir un vécu et un sens particulier pour les Roms, de par cette condition liminale qui est la leur en Bulgarie. Leur migration prenant appui sur la figure du Rom comme inassimilable et leur expérience de cette subjectivation, ils peuvent en effet mettre en œuvre une certaine aptitude (par habitude) à la liminalité, entendue comme capacité à se situer à la frontière entre plusieurs espaces sociaux, avec la possibilité d'en tirer profit (Tarrius, 1992 ; Peraldi, 2003).

CHAPITRE 4. DYNAMIQUES MIGRATOIRES DES ROMS BULGARES : UNE INSCRIPTION TRANSNATIONALE SPECIFIQUE

En Bulgarie, les Roms côtoyés dans le cadre de cette recherche vivent donc en marge de la société, sans grande opportunité socio-économique dans une économie nationale en berne. Leur précarité et la fragilité de leur place dans la société, croisées à l'allègement des contraintes migratoires dans la zone européenne, font d'eux un groupe propice aux migrations.

Selon les dires des habitants de la *mahala* du village d'Ivaylo, la première personne à être partie en France et à s'être rendue dans l'agglomération en question est Papou Adem. C'est Yanko, son petit-fils, qui me l'annonce fièrement, en ajoutant : « *c'est lui qui a trouvé le travail de faire la manche* ». Lors des multiples conversations à ce sujet, personne n'est en mesure de retrouver l'année correspondante, des débats sans fin se nouant entre les hommes. Une chose est sûre, tous les membres de la famille s'accordent là-dessus : c'était après 2000, puisque jusqu'à cette date, les hommes effectuaient des séjours en Serbie, pour travailler dans l'agriculture ou « les légumes » (*rabotyat sas zelenchutsi*). Baba Remzia, la femme de Papou Adem, me raconte être allée une seule fois en France depuis, alors que son mari et tous les membres de sa famille y séjournent régulièrement au sein du même squat. C'était en 2001, elle y est restée pendant un mois. Ils vivaient alors dans une tente (*palatka*), dans une petite forêt à la lisière de la Ville. Si elle ajoute que c'était super (*shukar*), elle martèle cependant depuis lors qu'elle ne veut plus y retourner, le visage renfrogné, sans plus d'explication. Il semble que Baba Remzia soit obligée de le rappeler régulièrement (tout du moins lors de ma présence), car son arrière-petite-fille de huit ans, Ramona, qu'elle élève, exprime à grands cris sa volonté d'y aller et sa tristesse de se retrouver souvent seule ici. Sans néanmoins jamais poser aucune question sur les squats et les conditions de vie, elle rêve de la ville en question, des étoiles dans les yeux dès que son nom est prononcé. Et cela arrive bien souvent, d'autant que dans la famille, son grand-père et son grand-oncle sont « chauffeurs de microbus » (*mikrobus shofaori*) : munis chacun d'un fourgon neuf places, ils effectuent régulièrement des allers-retours entre la Bulgarie et la France, transportant objets, marchandises et personnes, dans un sens comme dans l'autre, moyennant finance. Ancrées maintenant depuis quelques années dans leur quotidien, ces allées et venues intra-européennes ne manquent pas de susciter le désir de Ramona. Elle sollicite alors Papou Adem pour lui apprendre à compter en français et à dire quelques mots, dans l'espoir de s'y rendre elle aussi un jour. Sa « leçon » favorite, que j'ai pu maintes fois observer, concerne les termes employés par Papou Adem pour faire la manche : « *Bonjour Monsieur, bonjour Madame, s'il vous plaît, pour manger...* », avec une intonation bien particulière que Ramona apprend à reproduire, après s'être tordue de rire avec la complicité de son Papou.

Ces éléments permettant un premier aperçu de l'univers migratoire de cette famille peuvent être, comme on va le voir, largement transposés à nombre de Roms côtoyés. Les nouveautés que sont ces séjours migratoires, les squats, la mendicité, le microbus, la famille dispersée entre un ici et un là-bas, participent à définir aujourd'hui le quotidien des Roms bulgares au cœur de cette recherche. Ce quotidien est donc indéniablement marqué par des mobilités transnationales qu'il est intéressant de

questionner. Comment qualifier ces nouvelles dynamiques migratoires des Roms bulgares ?

Cette étude de cas nous montre que des allers-retours sont effectués entre les deux pays, de façon régulière semble-t-il, sans quoi les chauffeurs de microbus n'auraient pas de raison d'être. Dès lors, je fais l'hypothèse que ces mobilités des Roms vers l'Europe de l'Ouest s'apparentent, à l'heure actuelle, à des circulations migratoires transnationales. Cette notion permet de rendre compte et d'interroger la complexité croissante des phénomènes de mobilité internationale (Ma Mung, Hilly, 1998) qui marquent considérablement notre monde contemporain. Elle peut être comprise, à l'instar de Mihaela Nedelcu (2010 : 34), comme la « *version française* » de l'approche transnationale qui marque les études sur la mobilité internationale dans les milieux anglo-saxons depuis une vingtaine d'années (Glick-Schiller et al., 1994 ; Portes et al., 1999). L'acception que je fais ici de cette notion s'ancre dans les travaux de Linda Basch, Nina Glick-Schiller et Cristina Blanc-Szanton (1994) : « *Nous définissons le transnationalisme comme les procédés par lesquels les migrants forgent et maintiennent des relations sociales multiples et créent de la sorte des liens entre la société d'origine et la société où ils s'installent. Nous appelons ces procédés "transnationalisme" pour insister sur le fait que de nombreux immigrants construisent aujourd'hui des sphères sociales qui traversent les frontières géographiques, culturelles et politiques traditionnelles.* »⁴⁸⁹. Dès lors, les notions de circulation migratoire et de transnationalisme seront discutées dans ce chapitre au regard des éléments ethnographiques concernant les mobilités des Roms bulgares. Comment comprendre à la fois l'inscription des migrants roms dans l'agglomération française et leurs circulations entre la Bulgarie et la France ? À quoi ressemblent leurs vies dans la migration en France ? Comment ces circulations prennent-elles forme concrètement ? Dans quelles logiques s'inscrivent-elles ? En quoi répondent-elles à une nouvelle dynamique pour les Roms ? Est-ce uniquement économique ? Ces dynamiques migratoires peuvent-elles être définies comme une forme de transnationalisme ?

Ces interrogations, auxquelles je vais donner ici des éléments de réponse, sont nécessairement à mettre en regard avec les conclusions du chapitre 3, montrant la construction des Roms en Bulgarie comme sujets minorisés et stigmatisés, vivant entre eux dans les marges de la société. C'est précisément en partant de leurs expériences de vie en Bulgarie qu'il est nécessaire, me semble-t-il, de comprendre les dynamiques migratoires des Roms. Ainsi les questions de marge, de frontières et de situation liminale, définissant le quotidien des Roms en Bulgarie (donc constituant le fil rouge de cette partie) seront ici éclairées par un nouveau phénomène que sont ces mobilités transnationales.

Il s'agira d'abord d'appréhender les mobilités économiques des Roms bulgares en les replaçant dans un continuum d'expériences, nécessairement co-construites par des caractéristiques objectives (situations économiques, politiques, nationales et européennes...) et subjectives (façons d'agir, rapports à l'économie...) qui façonnent les vies quotidiennes (section 1). J'analyserai ensuite les conditions et modalités de vie

⁴⁸⁹ Traduction de Jean-Michel Lafleur (2005 : 11).

des Roms en tant que migrants en France, en interrogeant la marginalisation qui semble constituer une continuité dans leurs vies, de la *mahala* au squat, du statut d'étranger de l'intérieur à celui d'étranger indésirable (section 2). Je montrerai que ces mobilités ne semblent pas être portées par un désir d'émigration, ce qui semble alors, d'une certaine façon, renforcer la situation liminale des Roms, existante en Bulgarie mais également sur le plan transnational, puisqu'on va voir qu'ils s'inscrivent concrètement dans un entre-deux transnational (section 3).

Si le transnationalisme concernant les Roms bulgares va faire l'objet du questionnement central de ce chapitre, il convient d'apporter des précisions quant au postulat de départ concernant l'approche de ces migrants. En effet, c'est en tant que migrants que ces derniers sont ici considérés, et non en tant que minorité ou communauté transnationale a priori. La nuance est de taille, car comme le soulignent Hassan Bousetta et Marco Martiniello (2008), « *Aucune population immigrée n'est par nature une communauté transnationale. Le prétendre revient, d'une part, à endosser une approche inappropriée et essentialiste du transnationalisme et, d'autre part, à réifier les "communautés transnationales".* » (Bousetta et Martiniello, 2008 : 46). Dans le cas des Roms particulièrement, cette précision est nécessaire pour déjouer les raccourcis scientifiques présentant ces individus comme constituant une « minorité », qui serait d'emblée « transnationale » en raison de la dispersion de ses « membres » au sein de plusieurs pays (européens notamment) ou qui pourrait devenir actuellement « transnationale », au regard des migrations actuelles. En se positionnant contre une approche essentialiste expliquant les phénomènes sociaux contemporains uniquement sur une base ethnique, il convient donc de considérer ici les mobilités de ces personnes en les replaçant dans une perspective historique, sociale, nécessairement dynamique, en demeurant cependant ouvert et attentif à tout élément « culturel » ou spécificité qui les caractériseraient sans pour autant les déterminer.

1. La mobilité économique : un continuum d'expériences

Dana Diminescu (2003) a largement montré que les mobilités des Roumains en Europe s'inscrivent dans une dynamique plus large correspondant à la fin du communisme, la construction européenne et l'adhésion des pays de l'Est à l'UE. Dès lors, ce sont tous ces ressortissants des pays anciennement communistes d'Europe de l'Est qui expérimentent différentes formes, selon les périodes et les opportunités, de mobilités économiques (Morokvasic, Rudolph, 1996 ; De Tinguy, 2003). Dans ce contexte, les Roms ne font pas exception. Comment expliquer alors les différences existantes dans l'opinion, pointant toujours les Roms comme seuls migrants, qui plus est, tellement « différents » qu'aisément « repoussables » ? Existe-t-il une « spécificité » quelconque dans les migrations des Roms par rapport à leurs concitoyens ? Les causes, les modalités migratoires ou les objectifs seraient-ils différents de ceux des Bulgares « non-roms » ? Ce sont ces questions auxquelles je vais tenter de répondre ici, en

mobilisant à la fois de nombreux matériaux ethnographiques qui permettront de comprendre au plus près l'univers migratoire des Roms bulgares et des arguments théoriques dont la pertinence pour les mobilités des Roms bulgares sera discutée au regard des apports empiriques.

Pour comprendre finement ces migrations de Roms bulgares, il convient de les contextualiser au regard de leurs conditions de vie dans un contexte sociopolitique singulier, comme je l'ai fait dans le chapitre précédent, mais également au regard du rapport des Roms à l'économie et à la mobilité. Je vais montrer que les Roms bulgares dont il est ici question ne s'inscrivent pas en marge des pratiques de mobilité économique passées et présentes en Bulgarie. Leur expérience est à envisager sous l'angle de la continuité dans les Balkans (Michalon, 2003 ; Potot, 2003). Il s'agit donc dans cette section de permettre une compréhension de la migration de façon diachronique et de mettre en perspective les mobilités des Roms avec celle des Bulgares « non-roms », afin d'en dégager les principales caractéristiques.

1.1. Une flexibilité nécessaire à l'économie des Roms

Alain Reyniers (1998) analyse ce qu'il nomme « l'économie tsigane » de nos jours comme étant marquée par « *une série de comportements profondément ancrés comme, par exemple, le souci de s'engager, sans souci de la continuité, dans les activités momentanément les mieux rémunérées* » (Reyniers, 1998 : 14). Il l'explique par une conjugaison de facteurs sociohistoriques qui me semble tout à fait pertinente à considérer. Ces derniers relèvent à la fois de l'hétérogénéité existante chez les Roms, de leur absence de formation professionnelle comme de la discrimination ethnique qu'ils connaissent. En outre, il prend en compte d'autres facteurs, comme le nomadisme et le maintien des activités traditionnelles, qui ne seront pas retenues ni discutées dans cette recherche puisque ces éléments ne font pas sens pour les Roms dont il est ici question. En effet, ces derniers ne sont ni nomades, ni exerçant des activités potentiellement définissables comme « traditionnelles » (comme le travail du métal ou du bois, par exemple). Je souhaite discuter ici plusieurs de ces facteurs dans l'objectif de cerner précisément le rapport à l'économie des Roms bulgares de cette recherche, tant dans leurs perceptions, leurs logiques que dans leurs modalités d'exercice.

J'ai brossé, dans le chapitre précédent, les grands traits de la situation économique des Roms en Bulgarie, ce qui m'a permis de mettre en exergue la place importante de l'économie informelle, en lien avec leurs conditions de vie dans une perspective à la fois sociale, économique mais aussi spatiale. D'après le rapport pour l'OCDE établi par Alain Reyniers en 1995, les chiffres concernant la situation économique des « Tsiganes » en Bulgarie sont parlants, et directement corrélés à leurs vies dans les *mahala* : « *In Bulgaria, the unemployment rate is 60 per cent for Gypsies in the urban ghettos, and even higher in country districts.* » (Reyniers, 1995 : 28). En effet, les vies quotidiennes (d'autant qu'elles se trament, on l'a vu, dans un entre-soi restreint) au sein des *mahala*, ainsi que les discriminations existantes à l'encontre des Roms ont des conséquences de fait sur leur rapport à l'économie. Si l'on reprend les

analyses de William Wilson (1997) sur la pauvreté urbaine dans les ghettos d'Afro-Américains, l'attraction des Roms bulgares pour l'économie informelle peut s'expliquer de façon structurelle : baignant dans un environnement où les adultes sont « exclus » du marché de l'emploi, les enfants ne se représentent pas un futur qui soit en lien avec l'économie formelle, n'ayant pas de perspective d'avenir. Les jeunes grandissent dans cet environnement qui a perdu l'idée du travail comme l'expérience centrale de la vie d'adulte. Cela augmente alors la possibilité que les habitants de ces quartiers comptent plutôt sur des sources informelles ou illégales de revenus, ce qui affaiblit encore plus leur attachement au marché du travail officiel. Il s'agirait donc là des conséquences directes avec le fait d'habiter dans un ghetto et d'avoir une place en marge de la société. Ilona Tomova (1999) affirme ce lien de cause à effet de façon très claire : « *Such type of ghetto-related behaviour and attitudes could be observed in all big urban Roma ghettos in Bulgaria.* ». Dans cette perspective, Alain Reyniers (1995) conclut son chapitre sur la situation économique des Tsiganes de la façon suivante : « *The high inflation all over eastern and central Europe compounds the difficulties of those who have to live on fixed benefits, and as time goes on the number of those being left aside may rise. Delinquency could also get much worse. It is already on the increase in the Czech, Slovak and Bulgarian urban ghettos.* » (Reyniers, 1995 : 29). L'économie informelle peut donc parfois, dans ce contexte, laisser place à l'économie illégale et à la délinquance. Mais il s'agit là d'une extrémité qui n'a pas été rencontrée (ou plutôt montrée) sur le terrain, contrairement à d'autres pratiques économiques. Voyons donc maintenant sur quels principes et valeurs sous-jacents ces dernières reposent.

Il faut d'abord souligner un aspect central du rapport à l'économie qu'ont globalement les Roms, en partant d'une analyse lexicale à partir des termes utilisés pour parler de l'économie, du rapport à l'emploi. En romanès, le terme le plus courant, tel que je l'ai entendu et compris, pour signifier l'acte de travailler est « *kerel buti* ». « Kerel » signifie faire, quand « buti » est plus complexe à traduire. On trouve plusieurs traductions possibles en fonction des contextes et situations d'interlocution : problème, ouvrage, chose ou encore travail. Il s'agirait donc plutôt d'une activité au sens large que du travail comme nous l'entendons par exemple dans la société française. Mes interlocuteurs roms bulgares l'utilisent parfois, mais c'est plus souvent le terme « *napravi neshto* » qui est utilisé, ce qui signifie en bulgare « faire quelque chose ». C'est clairement l'économie qui est sous-entendu par ce terme, qui peut englober alors celui de « travailler » (« *rabota* ») mais pas seulement. Ce dernier terme renvoie au travail de type salarié, c'est-à-dire encadré par des règles déjà établies voire des personnes. Il apparaît donc que la perception du domaine économique des Roms bulgares est plus large que celle du seul travail salarié. L'idée partagée est plutôt celle de faire quelque chose qui produit de l'argent, ou plus largement, un bénéfice matériel. Cette largesse dans la représentation de l'activité économique n'est pas sans renvoyer aux contextes structurels contraignants en termes d'emploi, comme je l'ai souligné précédemment. Dès lors les activités économiques des Roms sont induites par une certaine adaptabilité, une certaine fluidité, comme le souligne Alain Reyniers (1998) dans son article sur l'économie tsigane.

Il tente d'identifier plusieurs caractéristiques de celle-ci, sans pour autant la réifier puisqu'il précise bien son aspect hétérogène et les liens forts existants toujours avec l'économie environnante. C'est justement ce dynamisme et l'adaptabilité des Tsiganes aux situations dans lesquelles ils se trouvent qui seraient au fondement même de cette tentative de définition d'une certaine « économie tsigane ». Il précise ainsi que « *sont valorisés les emplois qui demandent un moindre effort et dont la rentabilité est immédiate* » (Reyniers, 1998 : 18), caractérisant alors les comportements économiques des Roms comme étant marqués par une certaine flexibilité, une indépendance, mais aussi une polyvalence qui serait « *la clé de gains élevés (ou tout du moins assurés) et gage d'une bonne adaptation aux situations conjoncturelles* » (1998 : 9-10). Il s'agit alors moins de trouver un travail fixe permettant un revenu assuré et régulier que de s'assurer une certaine réussite matérielle, celle-ci étant « *subordonnée à la capacité de cerner les affaires opportunes et à la maîtrise d'un jeu relationnel* » (Reyniers, 1998 : 10). Cela fait donc écho à un proverbe romanès retranscrit par Marcel Courthiade (2006 : 119) : « O xer so but buti kerel, but sig pharravel pe simira. ». Ce qui signifie « L'âne qui travaille beaucoup rompt vite ses brides. ». Les éléments avancés précédemment permettent maintenant de comprendre notamment ce proverbe non pas comme un refus du travail en soi (ce qui est souvent une représentation exogène des Roms, comme je l'ai montré précédemment, en France comme en Bulgarie) mais comme une vision du travail sous-tendue par d'autres facteurs que le temps qui y est passé ou les efforts fournis.

La réussite économique peut également être question de « chance », ce terme revenant souvent dans les propos des Roms côtoyés : « *Bonne chance !* » est ainsi largement utilisé par les migrants roms en France lorsque des personnes qui ne se côtoient pas quotidiennement se quittent pour un temps (cette locution pouvant être un mélange de français et de bulgare puisque la « chance » se dit de la même façon en bulgare et en français). De même, j'ai pu observer des Roms utiliser cette expression lorsqu'ils rencontrent des connaissances qui sont en train de mendier. Pour Alain Reyniers (1998), ce terme est intimement lié aux activités de négoce, très répandues chez les Roms, ce qui correspond donc aux observations effectuées et permet d'en tirer du sens. Il en parle en ce qui concerne la « *phase du démarchage* » dans les activités économiques, « *qui met en œuvre les qualités de sollicitation de la clientèle, de finesse psychologique dans l'acte de négociation.* » (Reyniers, 1998 : 10). Mais il apparaît que l'on peut aisément transposer ces caractéristiques à la pratique de la mendicité. C'est donc, selon Alain Reyniers, « *dans ce contexte que joue la "chance", d'autant plus souhaitée que les difficultés sont grandes dans l'exercice des activités économiques* » (*Ibid.*). Or l'expression de la chance est loin de se résumer au domaine économique (Olivera, 2008). Je reviendrai au cours de la troisième partie sur cette mobilisation de la « chance » (*baxt* en romanès) dans les discours des migrants roms, souvent utilisée pour rationaliser leurs expériences positives ou négatives résultant de leurs « négociations » au sein des dispositifs politiques locaux en France. Mais il convient, pour terminer là-dessus, de mettre en avant tous ceux qui « tentent leur chance ailleurs » en mettant en pratique des formes de mobilité économique.

La mobilité économique est abordée par Alain Reyniers à la fois comme une caractéristique fondamentale de l'économie tsigane et comme une conséquence des « *conditions politiques actuelles (depuis la fin de la Guerre Froide) et [de] la pénurie d'emplois stables* » (Reyniers, 1998 : 22), ces dernières venant donc activer ou réactiver une pratique de la mobilité – chez les Roms comme chez les « non-Roms », j'y reviendrai. Concernant les Roms, il faut ici être extrêmement clair pour ne pas confondre ces mobilités avec du nomadisme, étant donné que la majorité des Roms sont sédentaires (et tous ceux dont il est question ici le sont). Mais c'est pourtant cette modalité d'activité qui conduit l'œil extérieur à les qualifier de nomades, comme le souligne Alain Reyniers : s'il rappelle que « *nombre d'entre eux ont tendance à pratiquer des activités qui ne nécessitent pas un attachement irrémédiable à la terre* » (Reyniers, 1998 : 9), il précise également que la mobilité économique ne concerne pas tous les Roms aujourd'hui. Revenant sur l'hétérogénéité existante chez les Roms, que ce soit au niveau de leurs conditions de vie (stratifications sociales à l'œuvre) ou de leurs façons d'envisager l'obtention de ressources économiques, il va même plus loin en associant la mobilité économique à une certaine réussite, ou du moins à une forte tentative d'adaptation de ceux qui la mettent en place : « *Les groupes qui tirent le mieux parti des ressources disponibles et font preuve d'un esprit d'entreprise sont précisément ceux qui, comme à l'époque communiste, sont parvenus à maintenir et à réactiver une dynamique adaptative axée notamment sur la mobilité et le négoce.* » (Reyniers, 1998 : 19-20). Le lien semble donc fort entre mobilité et négoce et, comme j'ai pu rapidement l'évoquer en ce qui concerne la mendicité par exemple, de multiples modalités économiques mêlant les deux sont ainsi investies ou mises en pratique par des Roms bulgares. En quoi consistent-elles précisément et comment les Roms s'approprient ces façons de faire ?

1.2. « Commerce de la valise » et gurbet : des pratiques du passé balkanique revisitées par les Roms

Slavka, née en 1995, raconte que quand elle était petite, c'est Baba Remzia, sa grand-mère, qui s'occupait d'elle car ses parents étaient souvent absents : « *ils partaient tout le temps, pendant longtemps, des fois plusieurs jours, ou des semaines, pour faire les marchés. Ils allaient loin, ils allaient partout ! Ils vendaient des trucs comme ça* » dit-elle en montrant du doigt le petit tabouret en bois de Baba Remzia, « *et aussi des tables, des choses en bois. Après ils sont partis en Serbie, donc je les ai pas beaucoup vus... C'est pour ça j'étais contente de venir en France moi aussi avec eux !* »⁴⁹⁰

Les propos de Slavka⁴⁹¹ nous ramènent à la période dite de transition démocratique de la Bulgarie, période au cours de laquelle, comme je l'ai montré dans le chapitre précédent, la situation économique du pays était désastreuse, et celle des Roms particulièrement. La fin de l'époque communiste a vu la disparition, pour les Roms, de l'emploi salarié. Il a donc fallu faire preuve d'innovation en termes économiques, ce qui est allé de pair avec diverses formes de mobilité. Ainsi Alain Reyniers (1998) écrit à

⁴⁹⁰ Notes de terrain, 22 février 2013.

⁴⁹¹ Cf. Schéma de parenté, Annexe 6.

cette période : « *À côté de ces occupations [informelles ou illégales] qui, par leur caractère aléatoire, n'autorisent que l'organisation de la survie, il en est d'autres, liées au négoce, qui se développent autant sur le plan national qu'à l'échelle internationale. Des biens sont achetés en grande quantité dans un pays et revendus dans l'autre ; des devises sont proposées par des ressortissants d'un pays dans un pays voisin. Tout un réseau d'échanges est mis en place entre la Roumanie et la Hongrie, la Roumanie, la Bulgarie et la Turquie, la Bulgarie et l'ex-Yougoslavie.* » (Reyniers, 1998 : 22). Avec le recul que permettent les années qui se sont écoulées depuis cette analyse, il apparaît en effet que certains « réseaux commerciaux » ont pris de l'importance et se sont développés chez les Roms bulgares entre les pays cités : le commerce informel avec la Turquie est ainsi devenu une institution pour les Roms de la région de Pazardzhik, dont les « gains » sont visibles dans les *mahala*, à la fois sur les trottoirs ou dans les magasins, mais aussi, par conséquent, dans les maisons en construction (où se situe le bénéfice). Par ailleurs, la mobilité invoquée ici comme une « solution » ou une « réponse » à la situation économique difficile des Tsiganes peut être aussi analysée à partir du terrain actuel : si les Roms rencontrés ne sont pas devenus nomades, ils effectuent néanmoins des migrations régulières, au gré des relations et des opportunités, depuis plusieurs décennies maintenant. Pour les comprendre, il convient donc de replacer ces mobilités actuelles vers l'Europe de l'Ouest dans une perspective diachronique. En effet, cette logique du départ pour un ailleurs porteur de ressources n'est pas nouvelle, comme l'indiquent notamment les propos de Slavka, ni proprement spécifique aux seuls Roms.

Ralitz Soultanova (2005) rappelle ainsi que la population bulgare jouissait, sous l'Empire ottoman, d'une liberté de mouvements au sein de l'Empire que l'on peut peut-être analyser aujourd'hui comme ayant marqué la façon de penser l'économie, ce qui en ferait un moyen de comprendre autrement les pratiques actuelles. Elle précise notamment que « *Des liens de ressemblance forts existent entre ces mouvements pendulaires de la fin du XIX^e-début du XX^e siècle et certains des mouvements contemporains à partir de la Bulgarie.* ». La caractérisation de ces mobilités comme « pendulaires » est très intéressante, je propose de la retenir ici et d'y revenir par la suite.

Plus concrètement, dans la Bulgarie communiste (comme dans d'autres pays des Balkans également) avait cours une pratique économique nécessitant une certaine mobilité, appelée communément le « commerce de la valise ». Il s'agissait de traverser les frontières limitrophes afin de rapporter et revendre en Bulgarie des objets ou des vivres qui manquaient au pays. Cette pratique se poursuit à la chute du Mur et gagne même une autre intensité en raison de la précarisation économique du pays, comme le souligne notamment Yulian Konstantinov (1994). L'existence de ce type d'activité économique au début des années 90 en Bulgarie est soulignée par Nadège Ragaru (2008c) comme une pratique qui concerne les « minorités ethniques » du pays :

« *En ces années de dépression, des Turcs, des Roms et des Bulgares musulmans pratiquent le « commerce de la valise », mettant à profit les différentiels de prix et d'accessibilité de biens de consommation (vêtements,*

alimentation, cigarettes et alcool) entre la Bulgarie et la Turquie, la Pologne et la Bulgarie, la Bulgarie et la Yougoslavie, etc. »

En outre, Yulian Konstantinov (1994) l'analyse très finement, particulièrement en ce qui concerne les Roms bulgares, montrant qu'il s'agit là, selon lui, d'une tactique pour la survie économique qu'ils ne pratiquaient pas nécessairement auparavant. Si certains Roms s'engouffrent donc dans cette niche économique au sortir du communisme, cette pratique est encore réactualisée aujourd'hui, dans une autre ampleur. Le mode d'énonciation discursive de cette pratique a également connu des modifications, les Roms parlant actuellement de « *faire du business à l'étranger* ». Concrètement, la forme actuelle, très répandue chez des Roms vivant dans les ghettos urbains, consiste à aller en Turquie ou en Roumanie chercher des vêtements ou de la lessive notamment, pour les revendre sur les trottoirs des *mahala*. On peut donc parler ici de continuité avec une pratique courante du passé, revisitée par les Roms pour les Roms, puisque les ventes s'effectuent dans l'entre-soi des *mahala*.

Par ailleurs, nombre de Roms m'ont raconté se déplacer sur plusieurs centaines de kilomètres à l'intérieur du pays à partir de la fin de la période communiste, dans l'optique d'aller voir ailleurs s'ils pouvaient « *faire quelque chose* », avec l'espoir de trouver de meilleures ressources économiques chez un parent d'une autre ville ou d'une autre région. En outre, plusieurs familles, à l'instar des parents de Slavka, ont commencé à ce moment-là une activité dans les marchés et se déplaçaient alors d'un bout à l'autre du pays. Cela fait écho à la situation économique de ceux que Nadège Ragaru (1999) identifie comme faisant partie des « communautés musulmanes » bulgares lors de cette période de transition démocratique : « *Afin de subvenir aux besoins de leurs familles, il n'est pas rare que les hommes partent chercher du travail dans les grandes villes (à Bourgas, Plovdiv, Sofia ou Varna pour le secteur de la construction, par exemple) ou à l'étranger (Turquie, Allemagne...). Dans l'interlude, Turcs, Pomaks et Tsiganes vivent d'aides sociales ou d'expédients.* ». Là encore, les compétences nécessaires sont celles de la mobilité et du négoce, tout du moins dans la première phase d'approche consistant à se faire employer, ce qui nécessite de faire jouer ses réseaux et son sens relationnel. Ainsi les Roms, au vu de leur situation économique difficile incluant une absence de perspectives économiques dans l'emploi salarié, ainsi qu'au vu de leurs rapports à l'économie, s'inscrivent dans cette activité économique mobile.

Concernant les départs à l'étranger que relève Nadège Ragaru et qui se développent pendant la période de transition en Bulgarie, il convient de donner des précisions. Ces mobilités économiques à l'étranger sur des périodes déterminées relèvent de ce que nombre de chercheurs s'accordent à nommer la pratique du « *gurbet* », à l'instar d'Elena Marushiakova et Vesselin Popov (2008a). Le *gurbet* est une pratique ancienne dans les Balkans qui remonte au temps de l'Empire Ottoman et qui correspond à une migration temporaire de travail, comme l'expliquent ces chercheurs : « *Il ne s'agit pas d'une émigration économique au sens classique, mais plutôt d'une reprise de formes traditionnelles de main-d'œuvre mobile déjà présentes dans les Balkans à l'époque de l'Empire ottoman. Cette main-d'œuvre mobile est alors connue sous le nom de « gurbet ». L'administration ottomane désigne par ce terme une*

catégorie spécifique de population, aux affiliations ethniques très diverses, qui vit et travaille de façon périodique – en général le temps d’une saison, en fonction du type d’activité – loin de son foyer d’origine où elle a laissé sa famille. » (Marushiakova et Popov, 2008a : 101). Ce terme de *gurbet* paraît en effet approprié pour caractériser ce type de mobilités qui répondent à une nécessité économique, en raison de traits similaires : durée déterminée, famille au pays et lien maintenu avec le pays d’origine. De plus, son utilisation est ici significative pour plusieurs raisons : cela permet de replacer les mobilités des Roms bulgares à la fois dans une continuité d’expérience et d’en dégager leur caractère non-spécifique en termes ethniques, puisque c’est « *toute la population de l’Europe de l’Est* » qui, selon Elena Marushiakova et Vesselin Popov (2008a), est concernée par ces mobilités :

« Ces phénomènes de main-d’œuvre mobile commencent au milieu des années quatre-vingt-dix, quand une part non négligeable de la population de l’Europe de l’Est se disperse dans divers pays d’Europe occidentale, incluant dans ce cas la Grèce. (...) A la différence des années 70, ceux qui migrent à l’Ouest travaillent désormais dans l’illégalité ou la semi-légalité, comblant les déficits de main-d’œuvre bon marché dans différentes sphères – agriculture, bâtiment et certains types de services locaux, etc. Dans cette première phase de migration, ces formes illégales ou semi-légales de main d’œuvre mobile reprennent les modèles historiques bien connus du gurbet de l’époque de l’Empire ottoman. » (Marushiakova et Popov, 2008a : 107)

Alain Reyniers (1998) souligne également ce type d’activités prisé par les Roms dans cette période de transition : « *Dans plusieurs pays, les migrations saisonnières, qui se perpétuaient déjà à l’époque communiste, subsistent et connaissent même des prolongements. Des Roms entreprennent maintenant des déplacements temporaires vers le Moyen-Orient ou vers le Sud de l’Occident pour louer leur force de travail dans l’agriculture ou la construction. »* (Reyniers, 1998 : 21). Il va plus loin, d’une part en soulignant que cela procède d’une logique de « *quitter le pays* » (ce qui ne recouvre pas seulement la recherche d’un emploi mais aussi des logiques de demandes d’asile effectives à cette période en Allemagne par exemple), et d’autre part en identifiant des différences de destination et de logiques de mobilité en fonction des « *groupes* » d’appartenance des Roms :

“Other Bulgarian Gypsies (the Yerlii, for instance) took undeclared seasonal jobs, mostly in the construction industry, in neighbouring countries - Greece, Cyprus and Turkey. Turkey is a particularly attractive destination for the Xoraxane Roma, who speak Turkish and often, even when they live in Bulgaria, still think of themselves as a Turkish ethnic group. The Yerlii also set up trading links with the former Yugoslavia (before the outbreak of war) and with eastern Germany (before reunification), exporting Bulgarian products in large quantities for payment in foreign currency.” (Reyniers, 1995: 11-12)

Les Roms dont il est question dans cette recherche étant soit Xoraxane, soit plus largement Yerlii (ce qui correspondrait à deux principales subdivisions : les Daskane,

les Roms chrétiens, et les Xoraxane, les Roms turcs et/ou musulmans⁴⁹²), il est intéressant de comparer ces indications données par Alain Reyniers avec celles que j'ai pu recueillir sur le terrain, auprès des Roms eux-mêmes. La Turquie est effectivement mentionnée par quelques personnes, comme destination de choix pour ceux qui se sont impliqués dans le petit commerce. Ces personnes s'identifient comme *Turski Tsigani* et sont surtout citadins. D'autres font état de mobilités en Allemagne ou en République Tchèque, comme Meliha et Krasi qui ont travaillé pendant deux ans au sein d'une usine d'ordinateurs (*kompyutar fabrika*) de ce pays. Mais c'est surtout la Serbie qui semble être, dans les années 90, la destination de choix pour la majorité des Roms de la région de Pazardzhik, quels que soient leurs groupes d'appartenance. Contrairement à ce qu'avance dans cet extrait Alain Reyniers, l'objet de ces mobilités en Serbie n'était pas le petit commerce mais plutôt ce qu'Elena Marushiakova et Vesselin Popov (*Ibid.*) identifient comme une forme de « *main d'œuvre mobile* » que représente donc le *gurbet*. Cependant, aucun de ces chercheurs ne fait particulièrement mention de la Serbie comme pays de destination pour des mobilités économiques des Roms dans la période post-communiste, et plus largement, aucune mention de ce pays n'a été trouvée dans la littérature concernant les mobilités des Bulgares à cette période. Pourtant, les Roms de la région de Pazardzhik (autant ceux qui vivent à Pazardzhik même que dans les villages alentour, que ceux de Peshtera) semblent tous avoir fait l'expérience de ces mobilités économiques temporaires, et ce principalement en Serbie. Des jeunes comme Yanko, ou encore Shefket, s'en font l'écho de façon identique, en utilisant les mêmes mots :

« Avant l'Europe, on allait tous travailler en Serbie dans l'agriculture, on gagnait dix euros par jour, c'était beaucoup pour l'époque. »⁴⁹³

Comme il s'agit là de jeunes qui ont autour de vingt-cinq ans, on comprend donc qu'ils étaient du voyage également, bien qu'ayant alors une dizaine d'années. En effet, ils aidaient leurs parents dans les champs, ce qui était un surplus de main d'œuvre et donc de gains, comparé à d'autres types d'emplois dans lesquels les enfants ne pouvaient trouver place, comme dans les usines. Peut-être est-ce une raison expliquant que ces mobilités de travail agricole en Serbie ont été privilégiées. Une autre hypothèse pouvant l'expliquer concerne la proximité de la région avec la frontière serbe, qui n'est qu'à 300 kilomètres environ.

Cela correspond néanmoins à ce qu'identifie Alain Reyniers comme étant des « *migrations saisonnières* », puisque ce travail agricole nécessite de suivre le rythme des saisons. Or pour Elena Marushiakova et Vesselin Popov (2008a : 107), cette pratique du *gurbet* s'inscrit dans une vague plus large qui relève selon eux d'une « *émigration des Tsiganes* » en Europe entamée dans les années 60 (quand l'ex-Yougoslavie ouvre ses frontières), bien qu'ils effectuent une distinction entre deux périodes correspondant à des types de mobilités différentes pour les ressortissants des pays d'Europe de l'Est, le phénomène de « *main d'œuvre mobile* » des années 90 faisant place, avec le temps, à ce qu'ils nomment des « *migrations réelles* ». Cette terminologie

⁴⁹² Cf. Elena Marushiakova et Vesselin Popov, 2000.

⁴⁹³ Notes de terrain, août 2011.

pour qualifier ces mobilités va donc faire l'objet d'une discussion dans la sous-partie qui suit.

1.3. Les migrations circulatoires des années 2000 en Europe de l'Ouest

Un changement législatif qui a un impact sur ces mobilités intervient en 2001, date à laquelle les ressortissants bulgares n'ont plus besoin de visas pour circuler et séjourner (officiellement de façon touristique) moins de trois mois dans les pays de l'espace Schengen. Cela induit alors d'autres possibilités en termes de mobilités, comme je vais le montrer, notamment pour du travail irrégulier dans un cadre légal, dans les pays d'Europe de l'Ouest. Comment ces nouvelles mobilités prennent-elles forme ? Quels sont les changements qui ont lieu entre celles-ci et les mobilités précédentes ?

La question de savoir comment caractériser ces nouvelles mobilités des Roms de l'Est vers l'Ouest de l'Europe est cruciale pour leurs compréhensions, à la fois pour tout observateur souhaitant les analyser comme pour les acteurs étatiques des sociétés accueillant alors ces personnes identifiées comme de « nouveaux migrants ». Deux thèses existent aujourd'hui sur les causes de ces mobilités des Roms de l'Est : la première relève de la recherche de nouvelles niches économiques et la seconde prend appui sur les multiples discriminations des Roms.

La thèse économique a pour intérêt d'englober tous les ressortissants de pays d'Europe de l'Est anciennement communistes et/ou ayant connu une transition difficile, en termes économiques, vers la démocratie. C'est ce que souligne notamment Mirjana Morokvasic-Muller (1999) : « *Les migrants circulant pour faire du commerce ou pour travailler sont au cœur des transformations qui marquent les PECO après la chute du système communiste.* » (Morokvasic-Muller, 1999 : 5). Les ethnologues spécialistes des Roms reprennent eux aussi cette théorie économique pour expliquer ces mobilités, tout en émettant des critiques concernant la seconde thèse qui semble alors être plutôt le fait des ONG et autres organisations internationales œuvrant dans le domaine des droits de l'Homme et particulièrement dans la défense des Roms. Ainsi, pour Elena Marushiakova & Vesselin Popov (2008a) : « *Il ne fait quasiment pas de doute que, lorsqu'on parle de l'émigration ou des tentatives d'émigration d'Est vers l'Ouest des Tsiganes dans les années quatre-vingt-dix, il s'agit, dans la majorité des cas, d'une émigration économique vers le "riche occident", liée à l'ampleur de la crise et à la pénurie qui frappent l'Europe de l'Est au cours de la période de transition, dissimulée sous des raisons politiques et idéologiques étayées par une phraséologie des droits de l'homme.* » (Marushiakova et Popov, 2008a : 106). Alain Reyniers (1998) avance également la même idée, en replaçant les mobilités des Roms de l'Est vers l'Ouest dans le contexte économique de transition des pays anciennement communistes, dont les Roms seraient parvenus à « *tirer parti de la tradition et des opportunités politiques, économiques, symboliques, qui s'ouvrent aujourd'hui. Dans ce contexte, le départ de milliers de Tsiganes vers l'Occident est compréhensible. Les médias européens et*

plusieurs associations de défense des droits de l'Homme ont surtout caractérisé ce mouvement comme une fuite devant les menaces qui pèsent sur l'intégrité physique et morale de ceux qui s'y engagent. En cela, ils n'ont fait que relayer les idées de ceux qui se présentent comme réfugiés politiques. En fait, sans nier l'évidence des menaces, il faut également lier ce déploiement de population à une importante reprise de la mobilité économique chez les Tsiganes de la région. Car ceux-ci ne restent pas inertes face aux conditions pénibles d'existence qui les frappent. » (Reyniers, 1998 : 22). Il est à noter que, tout en minimisant (sans la nier), comme ses collègues bulgares, le facteur « discriminations », présenté plutôt comme une stratégie pour demander l'asile (et/ou comme une lecture un peu rapide par des yeux occidentaux) que comme une raison des déplacements en soi, il ne s'arrête pas non plus au seul contexte économique de cette période pour analyser ces mobilités des Roms. En effet, il met également en avant leur dynamisme et leur adaptation à des situations pouvant relever d'opportunités, en soulignant bien le caractère actif de ces mobilités, sur lequel je reviendrai amplement par la suite. En outre, Alain Reyniers reprend ici certains traits du rapport des Roms à l'économie, comme il le fait de façon plus nette dans un autre texte dont voici un extrait : « *D'autres activités de sollicitation (comme la mendicité) se sont transformées en quête des avantages sociaux, poussant parfois à un nomadisme singulier, à la recherche des services sociaux les plus généreux.* » (Reyniers, 1998 : 18). Avec cette théorie des causes de ces nouvelles mobilités vers l'Ouest – mais qui n'auraient de nouveau que la destination puisqu'elles s'inscrivent dans un continuum d'expériences – ce sont donc les Roms qui sont replacés au cœur du phénomène en tant qu'acteurs, plus que leurs discriminations. Cela a donc le mérite de déconstruire l'idée communément partagée dans les pays d'Europe de l'Ouest, par nombre d'acteurs politiques, de médias mais aussi de chercheurs⁴⁹⁴, selon laquelle les Roms seraient en fuite ou en errance, et dès lors subiraient ces mobilités de façon passive puisqu'inexorables.

Pour analyser plus en profondeur cette théorie, il convient de questionner maintenant les formes de ces mobilités actuelles telles qu'elles sont mises en œuvre par les Roms. S'agit-il d'émigration ou de mobilités / migrations circulatoires ou pendulaires ?

Comme je l'ai brièvement souligné à la fin de la sous-partie précédente, pour Elena Marushiakova et Vesselin Popov (2008b), les mobilités des Roms d'Europe de l'Est dans les années 2000 relèvent d'une pratique qu'ils identifient comme étant une émigration, utilisant très souvent les termes « *émigration réelle* » ou « *émigration définitive* ». Selon eux, l'installation permanente de familles ainsi que leur régularisation dans des pays de l'Ouest sont les marqueurs de cette évolution d'une mobilité temporaire à une « migration réelle », marquant alors le passage de statut de travailleurs mobiles à migrants. En outre, ils précisent d'autres marqueurs de cette « *émigration définitive* » des Roms bulgares : « *La transition de la mobilité de travail transfrontalière vers l'émigration définitive intervient au moment où naissent des enfants à l'étranger ou lorsque sont emmenés les enfants très jeunes qui iront à l'école*

⁴⁹⁴ Voir notamment Delépine et Lucas, 2008 qui, comme de nombreux autres chercheurs, affirment que « *ce phénomène migratoire tient sa spécificité dans la fuite des discriminations* » (2008 : 74) et parlent de « *reprise contrainte d'une mobilité* » (2008 : 76). Ce faisant, ils participent plus largement de la qualification des migrants roms en tant que victimes uniquement, en leur ôtant toute dimension active, critique et réfléchie.

et se socialiseront dans le pays d'accueil. Les migrants entament alors un processus de légalisation de leur séjour qui s'amplifie peu à peu. ». Il est intéressant de souligner que ces chercheurs reconnaissent pourtant, mais seulement pour certains Roms roumains aujourd'hui, cet aspect de mobilités toujours temporaires ou plutôt circulatoires : « *Les migrants de ce groupe continuent à mener une vie communautaire entre eux en Europe occidentale, en liaison avec les personnes demeurées au pays ou rentrées pour une brève période. Pour le moment, on ne saurait parler de migrations roms définitives, parce que les parents des populations migrantes restent en Roumanie, que des contacts réguliers sont maintenus avec le pays et que le statut d'ordinaire incertain des migrants au-delà des frontières (avec la menace omniprésente d'une expulsion) ne leur permet pas de s'installer de façon permanente dans leur nouveau lieu de vie.* » (Marushiakova et Popov, 2008b.).

Il me paraît nécessaire de discuter plus avant cette caractérisation des mobilités des Roms bulgares comme « émigration » dans les pays d'Europe de l'Ouest en fonction des critères avancés. D'une part, les facteurs mis en avant pour arguer d'une émigration dans le pays de destination me semblent plutôt faire état d'une certaine installation, mais qui ne présage en rien une émigration, en prenant en compte la définition de l'émigration comme un processus visant, pour une personne, à quitter l'endroit où elle se trouvait pour un autre endroit, en l'occurrence un autre État, afin de s'y installer durablement. Autrement dit, l'installation n'est pas nécessairement envisagée sur du long terme. Il convient donc de questionner celle-ci, et donc les vies quotidiennes telles qu'elles sont menées concrètement par les Roms, dans ces situations de mobilités, afin de déterminer plus précisément leurs caractéristiques et leurs logiques. D'autre part, une telle typologie des formes de mobilités des Roms de l'Est me paraît relever d'un découpage du réel assez arbitraire. Celui-ci ne correspond pas, en tout cas, aux réalités de terrain observables auprès des Roms suivis pour cette recherche. En effet, il est d'abord difficile d'opérer une catégorisation globale pour l'ensemble de ces migrants, tant il y a de différences dans les façons de vivre et de penser ces mobilités. Ensuite, il faut quand même préciser dès maintenant, bien que j'y reviendrai de façon beaucoup plus approfondie tout au long de ce chapitre, que la majorité de ces migrants recoupe à la fois les caractéristiques énoncées par Elena Marushiakova et Vesselin Popov pour arguer d'une « *émigration définitive* » comme celles pour identifier en tant que « *temporaires* » les mobilités de Roms roumains. Si l'on doit reconnaître à ces chercheurs qu'avancer la thèse d'une émigration définitive de Roms permet de battre en brèche, par l'extrême opposition, celle trop souvent entendue de « nomadisme », il faut cependant en admettre les limites évidentes à l'aune de mon analyse des mobilités des Roms de la région de Pazardzhik. Je montrerai plus précisément leurs caractéristiques par la suite, ce qui permettra de mettre à mal cette idée d'émigration, mais auparavant il convient de s'attarder sur une autre définition de ces mobilités, en tant que migrations circulatoires ou pendulaires.

Comme l'a démontré Dana Diminescu (2003), les migrants des Balkans, comme ceux de l'Europe de l'Est en général, se révèlent être plutôt des migrants temporaires que des candidats à l'immigration définitive, principalement du fait de la fermeture du marché du travail depuis la fin des années 70. Ainsi, je le répète, ces mobilités à

l'étranger ne sont pas le seul fait des Roms, mais concernent au contraire nombre de ressortissants de ces pays. Dans ce contexte, se pose alors en creux la question, lorsqu'on cherche à définir les formes de mobilités des Roms, de leur ressemblance ou au contraire de leur différence en comparaison à celles des autres migrants en provenance d'Europe de l'Est.

Swanie Potot (2003, 2009) montre aussi clairement qu'il s'agit donc plutôt de circulations migratoires, avec sa thèse sur les circulations migratoires roumaines, mais aussi plus largement en ce qui concerne les ressortissants des pays d'Europe de l'Est, comme dans cet extrait mettant en exergue le fonctionnement de ces mobilités, de façon collective et très souple : « *De nombreux travaux sur ces migrations montrent que celles-ci sont en phase avec une certaine gestion informelle de l'immigration de travail en Europe. Ce fonctionnement réticulaire pousse les migrants à ne s'orienter collectivement que vers des régions où ils sont tolérés et – l'un ne va pas sans l'autre – où ils trouvent du travail. La perte d'une occasion ou la mise en œuvre, à un moment donné, d'une répression accrue dans une région les conduit systématiquement à rechercher de nouvelles destinations et à abandonner progressivement l'ancienne. Une des particularités de ces migrations tient à cette capacité à se réorienter en fonction de la conjoncture. La possibilité d'effectuer des allers retours, même illégalement, entre des zones de travail à l'étranger et le foyer familial, cumulée à l'absence d'autorisation de s'installer durablement ont ainsi favorisé une circulation accrue au détriment d'une émigration durable.* » (Potot, 2009 : 21). Ce dynamisme et cette souplesse qu'elle décrit ainsi au sujet des circulations migratoires des ressortissants des pays de l'Est n'est pas sans rappeler le rapport des Roms à l'économie et à la mobilité que j'ai auparavant souligné avec l'analyse d'Alain Reyniers.

De fait, les mobilités des Roms d'Europe de l'Est, telles qu'elles sont analysées par la majorité des chercheurs à l'heure actuelle, sont également empreintes de ces dimensions qui enjoignent à les qualifier de migrations circulatoires ou pendulaires. Ainsi Alain Reyniers parle de « *parcours migratoires* » qui « *se complexifient* » (Reyniers, 2003 : 60) pour les Roms roumains qu'il étudie et qu'il replace dans une logique de circulation migratoire en s'inscrivant dans l'ouvrage collectif de Dana Diminescu (2003), tout en reconnaissant l'hétérogénéité des rapports à la mobilité existante : « *Plusieurs ont quitté la Roumanie après avoir détruit leurs documents d'identité et sans aucune volonté de retourner un jour au pays. D'autres, en revanche, entreprennent un troisième ou un quatrième voyage temporaire en Occident, investissant ici ce qu'ils ont gagné là-bas. Et beaucoup d'autres encore effectuent des mouvements pendulaires réguliers entre leur village, leur quartier et tel ou tel chantier, tel ou tel marché, hors des frontières, dans l'espoir de louer leur force de travail ou de vendre quelque marchandise.* » (Reyniers, 2003 : 51). Si les termes sont parfois quelque peu changeants, on retrouve par ailleurs cette même idée dans les qualifications des mobilités ou migrations des Roms d'Europe de l'Est, comme avec Benjamin Vanderlick (2004) qui étudie les « *circulations migratoires* » de Roms entre la Roumanie et la France, ou encore Vincent Maisongrande (2012 : 68-72) qui analyse les « *mobilités circulatoires* » de Roms roumains entre leur pays, la France et l'Espagne. Pour Alexandra Nacu (2010) qui s'intéresse à la situation des « *Roms migrants en région*

parisienne » (qu'ils soient roumains ou bulgares), il s'agit de « *migrations circulaires* », ajoutant parfois « *de travail* ». En les contextualisant dans les migrations circulaires de travail qui sont légion en Europe de l'Est (se référant ici aux travaux de Swanie Potot), elle précise cependant que ce sont « *en partie des migrations de travail ratées, les travailleurs potentiels échouant à intégrer les circuits de travail illégal et recourant à la mendicité comme une alternative viable* » (Nacu, 2010 : 142).

Cependant, si les travaux concernant les mobilités actuelles des Roms bulgares sont beaucoup moins nombreux que ceux qui ont pour objet les Roms roumains, il apparaît que les premiers, majoritairement menés par des Bulgares, insistent moins sur ce caractère dynamique des migrations en vigueur chez les Roms. En effet, dans la lignée de ce que j'ai souligné chez Marushiakova et Popov (2008), le terme utilisé pour qualifier ces nouveaux mouvements migratoires est souvent celui d'« *émigration* ». Ilona Tomova (2011) identifie ainsi les mobilités de Roms bulgares comme une « *émigration temporaire de travail* », ce qui a pour effet (et peut peut-être aussi se comprendre comme étant l'objectif visé) de mettre l'accent sur la ressemblance de ces mobilités avec celles des Bulgares « non-roms » (Tomova, 2011 : 104). Par ailleurs, Magdalena Slavkova (2008) qui analyse les migrations de Roms bulgares en Espagne, parle dans un premier temps de « *pendulum migration* » comme nouveau processus migratoire permis par la levée des visas. Mais tout au long de son article, elle utilise indifféremment les termes de « *labour migrations* » comme d'« *emigration* », ce qui ne semble pas tout à fait recouvrir les réalités circulatoires, ni la façon dont est intimement vécue le quotidien dans cette forme de mobilité.

Pour tenter de comprendre cette ambivalence voire cette réticence ressentie chez les chercheurs bulgares dans la qualification des mobilités de Roms vers l'Ouest de l'Europe, je propose une hypothèse sur la base des travaux de Magdalena Slavkova (2008), qui fait écho aux différentes conceptions des projets migratoires des Roms mais également aux modalités d'accueil et d'installation que ces migrants peuvent trouver dans le pays de destination. En effet, les Roms qu'elle étudie sont en Espagne et ne vivent pas dans des squats ou bidonvilles mais louent ou sous-louent à bas prix des chambres meublées (« *cheaper lodgings* ») la plupart du temps (Slavkova, 2008). En conséquence, ils n'ont pas la même visibilité dans l'espace public, ce qui me conduit à affirmer que d'un point de vue extérieur, il y aurait même plutôt un effet d'absorption dans la société (du moins en termes d'habitat) qui enjoint alors plus aisément à parler d'émigration. En outre, si l'on considère les mobilités des Roms sous l'angle de leurs projets migratoires, il apparaît, comme l'a souligné Alexandra Nacu (*op.cit*), que ces derniers ne se retrouvent qu'à la marge des migrations de travail, parce qu'ils n'ont pas le capital social nécessaire pour faire face au marché de l'emploi (même illégal) d'une part, et parce que celui-ci resserre ses mailles en restreignant les possibilités d'emploi de main d'œuvre d'autre part. Dès lors, si Alexandra Nacu parle ainsi de « *migrations de travail ratées* » (Nacu, 2010 : 142), on peut comprendre que d'autres chercheurs qualifient ces mobilités d'émigration, ce terme sous-entendant un futur à construire en faisant sa place dans la société de destination, contrairement au terme de migrations circulaires ou pendulaires dont l'architecture, telle qu'elle est construite sur la base

d'allers-retours, sous-entend des raisons, ou une organisation – dont les Roms seraient alors, a priori, dénués.

Comme on l'a vu, c'est un certain rapport à l'espace et au territoire, avec des pratiques plus ou moins régulières d'allers-retours entre la localité d'origine et celle(s) de destination qui est alors mis en exergue pour qualifier ainsi ces mobilités de circulatoires ou de pendulaires. Il me semble au contraire beaucoup plus judicieux d'inverser la perspective « négative » (puisque par défaut) des migrations circulatoires, en considérant ces dernières comme étant, pour reprendre les termes de Mirjana Morokvasic-Muller (1999), « *une alternative attrayante de l'émigration : elle leur épargne l'investissement psychologique et financier, ainsi que le choc culturel qu'impliquerait une tentative d'installation dans un autre pays, ne serait-ce que pour une durée limitée.* » (Morokvasic-Muller, 1999 : 6). Ce sont donc précisément ces questions de logiques et dynamiques migratoires des Roms bulgares, ainsi que les questions d'installation, de gestion du quotidien et de reconfigurations identitaires qui en découlent, qu'il convient d'interroger afin de déterminer concrètement les formes de mobilités actuelles des Roms concernés. Cela fera l'objet de la suite de cette partie. Or en se rappelant les éléments soulevés dans la mise en situation avec la famille de Yusuf au début de ce chapitre, comme les allers-retours effectués régulièrement à l'aide des microbus, il est possible d'affirmer dès maintenant que les Roms bulgares au cœur de cette recherche s'inscrivent dans des migrations circulatoires. Au regard des thèses avancées précédemment, un des objectifs sera donc de démontrer que ces mobilités de Roms bulgares vers la France répondent à des logiques migratoires rationnelles et à une dynamique précise.

De ce point de vue et dans le contexte européen actuel, il apparaît donc que les Roms ne font pas exception, s'inscrivant dans une dynamique déjà existante, ou tout du moins en construction. Ainsi Ilona Tomova (2011) souligne, en s'appuyant sur des enquêtes quantitatives, que les Roms bulgares ont été les derniers à tenter ces migrations vers l'Europe de l'Ouest, en comparaison avec la majorité ethnique bulgare et la minorité turque. Si, comme je l'ai montré, la ressemblance des mobilités des Roms avec celles de leurs compatriotes « non-roms » est souvent soulignée (notamment par les chercheurs bulgares en question), on peut néanmoins se poser la question de l'existence d'une spécificité (ou non) de leurs modes migratoires. Cette interrogation est importante et prend tout son sens au regard des pratiques individuelles, associatives, institutionnelles et politiques de mise en étrangeté des migrants roms que j'ai largement souligné dans la première partie. Martin Olivera (2011c) répond par la négative à cette question, assurant que rien, dans les pratiques et les logiques des migrants roms aujourd'hui (tel qu'il les a étudiés en région parisienne du moins) ne permet de conclure à une quelconque spécificité « rom » concernant ces mobilités. Il pose de cette façon un socle à la fois empirique et théorique lui permettant d'affirmer la nécessité de considérer les migrants roms comme n'importe quels autres migrants pauvres européens, dans le but de désethniciser le débat, et donc de mettre à mal la fameuse « question rom ». Si l'objectif est louable scientifiquement, et la conclusion tout à fait intéressante et pertinente, les arguments empiriques semblent plutôt légers. En effet, que répondre au fait premier qu'est la visibilité des Roms dans les agglomérations françaises, comparé

aux « non-Roms » qui sont, au contraire, complètement invisibles (Diminescu, 2003) ? Il semble qu'il s'agit ici d'une première spécificité des Roms dans leurs mobilités⁴⁹⁵. À tous ceux qui rétorquent à cela que les bidonvilles en question n'abritent pas uniquement des Roms, mais également des Turcs et/ou des Bulgares ou des Roumains par exemple, je renvoie au chapitre précédent, dans lequel j'ai montré à la fois la complexité des endo-identifications des Roms ainsi que la proximité, voire l'absorption, par des conditions de vie précaires similaires (dans les grandes *mahala* citadines particulièrement), de certains Turcs ou Bulgares « non-roms » par les Roms.

Je pense qu'il convient donc de souligner certaines différences existantes, dans l'objectif de mieux comprendre, de l'intérieur, les logiques et dynamiques que recouvrent ces mobilités de Roms. Cela demande d'être prudent sur plusieurs aspects (puisque mon but n'est pas de spécifier à tout prix ces mobilités des Roms), et très clair sur d'autres : ainsi je souhaite souligner encore une fois que, si spécificités il y a, celles-ci ne concernent en aucun cas la mobilité en elle-même. En d'autres termes, ces mobilités de Roms ne peuvent pas s'apparenter à du nomadisme, d'une part car les Roms bulgares qui n'ont pas connu une sédentarisation forcée pendant (voire avant) la période communiste sont extrêmement rares (Marushiakova et Popov, 1998), et d'autre part car cette logique de mobilité pour s'assurer une (sur)vie est loin de concerner les seuls Roms. Cependant, leurs pratiques économiques dans la migration sont à interroger en ce sens, en soulignant à la fois les continuités et les ruptures existantes avec leurs rapports à l'économie et avec les pratiques des autres migrants. De même, l'habitat en squat ou bidonville est également à questionner, au regard de leurs opportunités matérielles mais aussi de leurs logiques migratoires comme sociales et familiales, et plus avant, de leurs conditions de vie dans les *mahala* bulgares. Ce faisant, je souhaite inscrire ces questionnements dans une réflexion plus large concernant à la fois les négociations et productions des Sujets mais aussi de l'Europe, telle qu'elle est appréhendée et vécue par les personnes, à partir de l'analyse de ces migrations. Cela fait notamment écho aux réflexions amenées par Alain Reyniers (2003) pour conclure son chapitre sur les migrations tsiganes actuelles :

« Il faudrait enfin admettre que les mouvements qui poussent les Tsiganes d'un lieu à l'autre ne répondent pas uniquement au besoin de s'assurer des ressources, mais aussi, et plus profondément, à une dynamique éprouvée de production sociale par la circulation au sein des sociétés établies. (...) Aujourd'hui, il serait bien tentant de dire qu'ils contribuent (...) à la construction d'une Europe de la circulation effective des petites gens, loin des mouvements des grands capitaux. Mais est-on prêt à le leur reconnaître ? » (Reyniers, 2003 : 62)

En d'autres termes, il est intéressant d'examiner maintenant l'organisation des vies quotidiennes de ces migrants autour de ces circulations migratoires, pour comprendre les impacts sur eux de cette nouvelle forme de mobilité, sur leur économie, sur leur quotidien, sur leur identification, et plus largement sur leur inscription dans le monde, comme sur la construction d'une nouvelle Europe, par ses marges.

⁴⁹⁵ Toutefois, certaines personnes s'identifiant comme Roms ne vivent pas en squat dans les agglomérations françaises. Cela renvoie donc à l'importance du phénotype, qui sera discuté par la suite.

2. Du ghetto bulgare au bidonville français : migrer d'une marge à une autre ?

Quels migrants sont les Roms bulgares ? Au regard de leurs conditions de vie comme de leur place dans la société bulgare que j'ai précédemment données à voir, la question de l'organisation de leurs mobilités ainsi que de leurs modalités de vie en tant que migrants nécessite d'être posée. À quelles vies quotidiennes dans un autre pays peuvent prétendre des personnes pauvres et marginalisées dans leur pays d'origine ? Comment caractériser leurs conditions de vie en France, et plus avant, les vies qu'ils y mènent ? S'agit-il de quitter une certaine forme de précarité pour en retrouver une autre en France ? De migrer d'une marge à une autre ? En d'autres termes, il convient d'interroger cette précarité participant largement à définir le quotidien des migrants roms (Cf. chapitre 1), comme la marginalité dans laquelle ils vivraient, tant dans les *mahala* bulgares que dans les squats français. La question est finalement de savoir si cela fait sens de parler de vies en marge concernant les migrants roms dans l'agglomération française. En marge de quoi ? En fonction de quels critères ? Je montrerai que la réponse à cette question ne va pas de soi selon que l'on porte la focale sur des éléments objectifs et extérieurs sur leurs vies, marquées notamment par un habitat en squat et des pratiques économiques précaires qui les caractérisent comme étant « précaires », ou que la focale porte a contrario sur leurs propres logiques et dynamiques migratoires et sur leurs rationalités.

Dans cette perspective, je propose d'analyser ici plusieurs dimensions qui sont au fondement du quotidien des Roms bulgares dans ce nouvel espace migratoire : famille, habitat, économie seront alors particulièrement sondés, en se focalisant sur les façons dont les Roms le vivent et ce qu'ils en disent. Cela rejoint une analyse questionnant les termes de l'habiter, en s'appuyant sur la définition et les questionnements proposés par Florence Bouillon (2009) : « *L'habiter est ici envisagé comme la construction d'une relation matérielle et symbolique à l'espace, comme la production d'un lieu anthropologique, chargé d'histoire et d'identité, à partir duquel se construisent des attaches, de la stabilité, de la continuité (Augé, 1992). Et la question devient celle de savoir si, et comment, peut s'organiser un habiter dans un espace domestique caractérisé par la précarité matérielle et la stigmatisation sociale.* » (Bouillon, 2009 : 8-9). Cette question extrêmement signifiante concernant les Roms, et leurs vies dans les *mahala* comme dans les squats en France, est un point de départ pertinent pour le sujet de cette section. C'est en effet en déplaçant le regard du logement à l'habiter, donc en l'élargissant ainsi, qu'il sera possible de comprendre et analyser les vies quotidiennes de ces migrants au sein des squats notamment. Le faire suppose donc d'une part de « *redonner à des espaces assimilés à des non-villes une dimension citadine en ne cédant pas aux visions catastrophistes et sécuritaires* » et d'autre part de « *s'affranchir d'une vision purement urbanistique des villes pour revenir aux usages, réels ou imaginaires, qu'en font leurs habitants.* » (Bouillon, 2009 : 9). C'est donc en

tant que nouveaux habitants de l'agglomération que les migrants roms sont ici appréhendés.

2.1. Expériences quotidiennes de la vie en squat

Comment les migrants roms atterrissent-ils dans les squats de cette agglomération française ? Pourquoi et comment se regroupent-ils ? Comment vivent-ils à l'intérieur des squats ? À quoi ressemblent ces squats et la vie qui s'y trame – tout en se dérochant souvent aux regards extérieurs ? Comment comprendre l'importance de la taille et de la visibilité de ces squats, comparés aux autres squats existants par ailleurs dans les villes ? Quel impact a le caractère illégal de cet habitat sur les Roms dans leurs quotidiens ? Telles sont les questions auxquelles je vais répondre dans cette sous-partie, qui permettra d'assurer la compréhension de l'organisation du quotidien des Roms bulgares en migration, en se focalisant pour commencer sur les caractéristiques de l'habitat (en termes matériels comme immatériels en portant le regard sur les interactions à l'œuvre entre habitants notamment).

2.1.1. L'arrivée, un choix déterminé par les réseaux familiaux

Le nombre de Roms bulgares effectuant ces migrations vers l'Europe de l'Ouest a augmenté pendant dix ans depuis 2001, année où la Bulgarie enregistre un taux de chômage record pour l'ensemble de la population (Tomova, 2009). Il est intéressant de souligner que c'est à cette période que correspond la première arrivée « massive » de Roms bulgares dans l'agglomération faisant l'objet de cette recherche, comme je l'ai montré à partir des propos des acteurs associatifs dans la première partie. La majorité de ces migrants vient de la région de Pazardzhik (villes et villages), sauf certaines familles. Ces dernières ont cependant des liens de parenté qui les unit avec les premiers. De façon classique car généralement considéré ainsi dans les théories des migrations (Portes, 1998, De Jong, 2000), le capital social et les réseaux familiaux sont donc clairement des outils qui servent la migration et la mobilisation de ressources à disposition pour effectuer des séjours dans un autre pays européen.

On peut néanmoins se demander : pourquoi la France ? Pourquoi ces Roms ont-ils choisi de venir en France, alors que d'autres, en Bulgarie, se rendent en Espagne, en Grèce ou en Allemagne ? Si la théorie de la « chaîne migratoire »⁴⁹⁶ apporte des éléments de réponse concrets pour analyser le nombre de migrants se trouvant dans l'agglomération, il n'en demeure pas moins une interrogation persistante : celle concernant l'origine de ce mouvement de mobilité ayant cette agglomération, et ce pays, comme lieu de destination. Je me suis trouvée là face à une impasse méthodologique, dans l'impossibilité de retrouver les tout premiers migrants après quelques petites tentatives de recherche qui ont eu pour seule conséquence l'identification endogène de nombreux « premiers venus » dans l'agglomération, au sein de chaque *mahala* et de chaque famille – ce qui a conduit à des conflits entre certaines personnes souhaitant

⁴⁹⁶ Rapport de l'OCDE, 1978 « La chaîne migratoire », 53 p.

s'attribuer ce qui s'apparente à un mérite ou un honneur, comme j'ai pu m'en apercevoir. Il faut donc admettre que cette interrogation persiste sur l'origine et les modalités de construction de ce lien entre les deux agglomérations.

Cependant, plusieurs théories proposent des explications globales des canaux migratoires des Roms bulgares. Cette notion de canaux migratoires (*migration channels*) a notamment été théorisée par Allan Findlay (1990) pour mettre en avant la construction de trajectoires migratoires qui relient spécifiquement des lieux de départ et des lieux d'arrivée, en prenant appui sur les réseaux servant ces migrations. Je vais montrer que cette notion s'applique très judicieusement aux dynamiques migratoires des Roms bulgares, en partant du fait que j'ai déjà souligné, à savoir une mobilité « de masse » entre une même région d'origine et une même région de destination. Dans un entretien réalisé avec Ilona Tomova⁴⁹⁷, celle-ci distingue clairement les lieux de destination des Roms bulgares en fonction de leurs « groupes » d'appartenance. Ainsi, selon elle, les « *Xoraxane* » ou « *Turkish Gypsies* » ont une préférence pour les pays comme l'Allemagne, les Pays-Bas, l'Autriche, ou plus généralement tous les pays qui hébergent une importante diaspora turque. Quant aux « *Daskane Roma* », qui ne parlent pas turc, ils se déplaceraient plutôt vers l'Italie, l'Espagne, la Grèce ou les pays du centre de l'Europe. Ces indications me semblent pertinentes à considérer seulement comme de grandes orientations, puisque les Roms rencontrés en France font montre d'une diversité qui met à mal cette typologie. Cependant, il est intéressant d'observer que dans l'agglomération française en question existe une importante communauté turque, bien implantée dans certains quartiers et communes mais aussi dans certains secteurs d'activités (comme le bâtiment par exemple). Dès lors, il est possible de faire l'hypothèse selon laquelle la présence de ces immigrés turcs dans l'agglomération ne serait pas étrangère à celle des Roms bulgares, dont nombre d'entre eux sont turcophones. Ce faisant, cela apporterait une autre dimension aux réseaux migratoires, en s'appuyant cette fois non sur la famille ou les proches, mais sur une certaine communauté linguistique. Pour Elena Marushiakova et Vesselin Popov (2008b), les migrations des Roms s'inscrivent clairement dans des réseaux de migrants qui dépassent le seul cadre « tsigane » : ils montrent ainsi que dans certaines localités, les Roms partent dans tel pays en suivant les parcours des Bulgares non-roms locaux. En outre, ils précisent que « *parfois, d'autres réseaux sont utilisés, ainsi par les Roms turcophones qui épousent les trajectoires des Turcs bulgares employés dans les serres des Pays-Bas ou la construction en Allemagne et en Suède.* ». Si cela n'a pu être précisément déterminé dans le cadre de ma recherche, il convient de retenir que l'acte de migrer implique de fait, pour les Roms en question, la construction de nouvelles interactions, potentielles ou réelles, ce qui participe d'un premier élargissement du champ interactionnel, et donc du monde vécu. Si l'on se rappelle la vie quotidienne de ces Roms dans l'entre-soi des *mahala* bulgares, cela s'apparente alors à un véritable changement, faisant pleinement partie de la dynamique migratoire.

Poursuivant le questionnement sur les raisons premières qui auraient poussé nombre de Roms de la région de Pazardzhik vers cette agglomération française, il

⁴⁹⁷ Entretien, 27 août 2011.

convient de mentionner que, faute de certitudes, des bruits courent dans la Ville. Certaines personnes font des suppositions variées, mais au-delà de ces simples hypothèses (parfois farfelues), existe un véritable mythe correspondant à une nouvelle légende urbaine. Lors de mon terrain, j'ai beaucoup entendu, mais le plus souvent sous forme d'interrogation posée par mes interlocuteurs, la légende locale selon laquelle les migrants roms seraient arrivés dans l'agglomération pour travailler dans la construction des rails du tramway. Si le collectif de soutien aux travailleurs sans-papiers s'est insurgé contre le fait que ce travail a en effet été effectué par de nombreux migrants sans-papiers⁴⁹⁸, personne n'est en mesure de prouver actuellement que des Roms bulgares ou roumains aient effectivement participé à ce chantier, et encore moins qu'ils soient venus dans ce but. Certains interlocuteurs échafaudent pourtant des scénarii bien précis, comme cet ancien bénévole à MDM au début des années 2000 m'expliquant concrètement comment cela était envisageable, en déclinant les différents niveaux de responsabilité et de sous-traitance dans cet énorme chantier de l'agglomération. L'acteur associatif (puis médiateur institutionnel auprès des Roms en squat) Joël Veloso partage également cette idée avec aplomb, mais sans argument précis. On le remarque notamment dans ses propos cités dans un article de presse au sujet de « *cette population venue à [la Ville] depuis le début du chantier du tramway et qui s'est implantée dans des conditions de précarité extrême.* »⁴⁹⁹. Lors de sa parution sur le net, des internautes réagissent alors à cette assertion et demandent plus d'explications. Joël Veloso répond dans le fil de la discussion en ligne sous son pseudo habituel :

« Les premiers rroms bulgares arrivés sur [la Ville] au début des années 2000 sont venus travailler au noir sur le chantier du tramway. C'est pour cela que nous trouvons des bulgares en grand nombre à [la Ville] (en France, seule Bagnolet en région parisienne a une communauté aussi importante de Bulgares. C'est d'ailleurs aussi pour cette raisons que les bulgares présents à [la Ville] sont tous de la même région, originaires (en gros) de trois villages proches. Le chantier du tramway a pris fin mais les bulgares sont restés (...) »

Cependant, d'après un autre médecin qui s'investissait bénévolement auprès des « Bulgares » squattant sur les quais de la ville en 2001 et 2002 et côtoyait de près certaines familles jusqu'à se rendre chez elles en Bulgarie « *par curiosité* » : « *aucun de Peshtera n'a travaillé pour le tram* ». Selon lui, ces premiers migrants sont en effet originaires de cette ville et auraient été « *employés au noir dans le bâtiment* »⁵⁰⁰. De nombreux autres interlocuteurs ont également fait état de cette légende, certains dubitatifs, d'autres convaincus, mais aucun ne pouvant avancer d'arguments solides dans un sens ou dans l'autre. Ce mythe est intéressant à souligner parce qu'il est révélateur du flou et de l'incompréhension des citoyens générés par l'arrivée de tous ces migrants. Dès lors, tout se passe comme s'il fallait trouver une explication et la rabâcher pour s'en convaincre, cela permettant peut-être de donner du sens au phénomène... Cela montre donc encore une fois comment la présence de ces migrants roms est perçue comme dérangeante, anormale et suscitant le désordre parce qu'incompréhensible,

⁴⁹⁸ <http://cequilmfautdestruire.org/spip.php?article307>.

⁴⁹⁹ Extrait d'un article de presse du quotidien local, 3 mars 2011.

⁵⁰⁰ Entretien, 18 juillet 2011.

certaines essayant de combattre ces perceptions en brandissant une explication rationnelle et censée attiser la pitié.

D'après les propos tenus lors de nos fréquentations par la majorité des migrants au sujet du choix de cette agglomération, il apparaît que le principe d'hospitalité est au cœur du choix de l'agglomération – tout du moins de la décision de ne pas en partir pour en « essayer » une autre. En cela, je rejoins les conclusions de Djemila Zeneidi-Henry (2002) concernant les expériences des villes que font les SDF. Elle constate d'une part que les discours et opinions émis par « *les exclus* » sur les villes sont la résultante de comparaisons effectuées entre différentes villes. D'autre part, elle explique à partir de l'analyse des discours des SDF rencontrés que les critères qui fondent le jugement d'une « *bonne ville* » par les exclus sont « *plutôt hétéroclites et mêlent le climat, « l'humeur » de la police, les ressources alimentaires fournies par les associations ou les possibilités qu'offre l'espace urbain en matière d'abris (...). Les villes sont aussi associées aux possibilités ou non de trouver du travail.* » (Zeneidi-Henry, 2002 : 77). Comme je le montrerai en détail dans cette section, les mêmes caractéristiques sont mises en avant par les migrants roms pour identifier l'agglomération comme étant dotée de caractéristiques jugées positives pour y vivre. Si cela ne permet pas de comprendre le point de départ du choix de cette destination des mobilités des Roms, cela contribue néanmoins à éclairer les raisons premières qui font qu'ils y sont depuis une dizaine d'années maintenant.

Dans la logique des questionnements induits par ces mobilités de Roms bulgares vers l'agglomération française, il convient de se pencher maintenant sur les raisons de l'habitat en squat – type d'habitat qui est majoritaire pour ces migrants⁵⁰¹. Il est clair que les réseaux familiaux ou d'interconnaissance qui servent ces mobilités assurent également l'arrivée des nouveaux et leur installation dans l'agglomération, dans une logique sécurisante puisque aidante et/ou familière. Cela explique en partie le fait qu'autant de migrants habitent en squat – bien qu'il reste à déterminer pourquoi ils vivent en squat plutôt que dans d'autres types de logement. Avant de répondre précisément à cette question (2.2.), il est d'abord nécessaire de définir ce que sont les squats et surtout comment se déroulent les vies quotidiennes dans les squats.

2.1.2. Habiter le squat

Qu'est-ce qu'un squat ? Si l'on sait aujourd'hui, notamment avec les travaux minutieux de Florence Bouillon (2009), que le squat peut recouvrir des réalités extrêmement hétérogènes, il est possible de proposer une définition basique. Ainsi les termes utilisés dans le *Dictionnaire de l'habitat et du logement* pour identifier le squat sont précisément : « *le fait d'occuper illégalement un lieu privé* » (Marpsat, Firdion ; 2002 : 392). Cette illégalité, au centre de l'occupation d'un espace qu'est le squat, est déterminante pour comprendre, en termes matériels, l'expérience de la vie en squat.

⁵⁰¹ Certains migrants vivent en effet au sein d'appartements dans l'agglomération. Mais ils ne font pas l'objet de cette recherche puisqu'ils sont précisément exclus des représentations et de la politique locale que soulève la « question rom », de laquelle les squats sont indissociables, comme je l'ai montré dans la première partie.

Le fait que ce logement soit illégal a pour conséquence première une absence de commodités de base pour ses occupants, que je préfère appeler ici des habitants car c'est bien ainsi qu'ils se vivent, parlant du squat en disant « *chez moi* » ou « *à la maison* » (*vkashta*), rajoutant parfois « *na hangar* »⁵⁰² (au squat), pour signifier que c'est du squat (et non de la maison en Bulgarie) dont il s'agit. Cela signifie que la plupart du temps, ou tout du moins au début de l'ouverture d'un squat, il n'y a pas d'eau, pas d'électricité, ni de sanitaires. Généralement, des raccordements électriques sont effectués par quelques hommes dès les premiers jours d'installation dans le squat. Pour l'eau cependant, il n'est pas possible de tirer des fils, donc tout un système se met en place pour s'approvisionner en eau, soit par les bouches incendies les plus proches, soit par des fontaines publiques s'il en existe à proximité. Dès lors, bidons de plusieurs litres et poussettes cabossées sont de rigueur pour effectuer régulièrement ces trajets accomplis le plus souvent par les femmes, souvent plusieurs fois par jour. Abordant ainsi la question des commodités de base, je touche déjà du doigt l'hétérogénéité existante dans les squats de migrants roms au sein de l'agglomération. En effet, il y a autant de types de squats qu'il y a de squats.

Les différences tiennent d'abord au fait que les lieux que les Roms trouvent à squatter sont divers : terrains vagues dans des zones en friche à la périphérie des villes, ou même parfois en leur sein, dans des zones en voie d'urbanisation, immeubles à l'abandon, maisonnettes laissées vacantes, anciens entrepôts non utilisés. Ces espaces peuvent être publics ou privés. On comprend alors que les squats, en ces lieux si différents, ne se ressemblent pas⁵⁰³. D'autres distinctions existent aussi, concernant l'aspect matériel, en termes de grandeur (les squats pouvant aller d'une dizaine de personnes à 300 habitants) et de conditions de vie : certains ont un point d'eau – voire des douches et des sanitaires, d'autres non ; certaines pièces à vivre sont dans des appartements, quand d'autres sont des cabanes construites avec des matériaux de récupération, sous un hangar ayant tantôt un toit, tantôt des murs. Mais d'autres différences entre squats résident aussi dans un certain aspect immatériel en premier lieu, plus difficile à saisir d'emblée mais déterminant quant à la vie à l'intérieur : il s'agit du degré d'acceptation ou de tolérance du squat par la commune ou le quartier, des conflits existants ou non avec le voisinage en fonction du lieu où il se trouve (avec des voisins proches ou non).

J'ai décrit dans l'incipit de cette deuxième partie les caractéristiques du squat de F., au sein duquel habite notamment la famille de Yusuf, qui est l'un des plus gros squats de migrants roms de l'agglomération en raison du nombre d'habitants (fluctuant entre 150 et 300 de 2011 à 2013). Comme je l'ai aussi souligné, ce squat est par ailleurs identifié comme « *le squat quatre étoiles* », de par le confort matériel qu'il procure. C'est également un squat qui offre une certaine stabilité, puisque d'une durée de vie de trois ans, ce qui est assez remarquable. Cela tient notamment au fait qu'il soit

⁵⁰² Tous les Roms rencontrés utilisent ce terme « *hangar* » pour nommer un squat, quel qu'il soit. Certains d'entre eux parlent également parfois de « *sclat* », terme hybride dont on peut faire l'hypothèse qu'il est une émanation du terme français comportant un défaut de prononciation qui s'est enraciné dans le langage courant des migrants.

⁵⁰³ Malgré ces différences, le terme communément utilisé localement par les acteurs associatifs, institutionnels et politiques, par les riverains et les médias, est celui de squat, contrairement au vocabulaire usuel en région parisienne notamment qui distingue les « terrains », les « bidonvilles » et les « squats ».

situé en lisière du centre-ville de la commune, sans voisins très proches, mais s'explique aussi par la bienveillance du directeur du cabinet du maire, très ouvert et tolérant envers ces nouveaux migrants.

Un autre squat central dans l'agglomération est celui de X, que j'ai déjà mentionné (notamment dans le chapitre 1 concernant les propos tenus par les voisins de ce squat lors des Conseils de quartier). Celui-ci est situé dans la Ville, donc au cœur de l'agglomération, bien desservi par les transports en commun et proche de toutes commodités. L'histoire de ce squat est quelque peu particulière puisqu'il a été transformé en « site » géré par la Ville fin 2011, suite à une évacuation orchestrée par la Préfecture. Des conséquences non négligeables voient alors le jour en termes d'organisation de l'espace et plus avant des vies quotidiennes de ses habitants (j'y reviendrai dans le chapitre 6). Il convient de retenir ici son profil : les pièces à vivre relèvent de formes variées, puisque d'une part, un bâtiment à deux étages est squatté, et d'autre part des cabanes (*kolibi*) ont été construites dans ce qui s'apparente à une grande cour autour de ce bâtiment. De plus, des caravanes servent également de logements. Cette cour est bordée d'un côté par une avenue centrale de la ville, néanmoins invisible de par l'existence d'un grand mur tagué côté rue, d'un autre côté par une butte de terre donnant sur un parking, puis par un espace en friche où se trouvaient jusqu'en 2011 des grands hangars (squattés eux aussi par des Roms). Enfin, le dernier côté de ce grand espace qu'est ce squat donne sur un gymnase de la ville. Je reviendrai plus en détail sur les cabanes qui ont été construites, mais je peux déjà préciser que celles-ci abritent chacune une famille – la logique existante, que l'on retrouve dans chaque squat, étant que dans une même pièce vivent les personnes de la famille nucléaire. Ces cabanes sont alignées, comme souvent dans les squats, en tout cas aucune n'est vraiment isolée. Par ailleurs, de multiples squats, souvent plus petits (dont un de la même taille que celui-ci, soit regroupant environ 250 personnes) existaient pendant la période de mon terrain, disséminés dans l'agglomération, souvent moins visibles car situés dans des lieux laissés à l'abandon ou des quartiers de zones industrielles ou en friche. Quelques-uns ont été ouverts également en pleine ville, dans des immeubles laissés à l'abandon ; ceux-là sont habités par beaucoup moins de personnes.

Dans les gros squats, comme ceux de F. et de X, ce qui frappe d'emblée est l'occupation de tout l'espace. L'extérieur des cabanes ou des bâtiments est autant occupé que l'intérieur : bassines, poussettes, vélos, balais, canapés, sièges et moteurs de voitures, tables et chaises côtoient le linge qui sèche (été comme hiver) au-dessus des voitures, des microbus, parfois des chiens et toujours des enfants qui jouent dehors. Dans certains squats, des amoncellements d'objets et de matériel électroménager trônent également, résultant du travail de la ferraille, dont je parlerai dans la sous-partie suivante. Des fils électriques permettant le raccordement surplombent le tout, se croisant et s'entremêlant au-dessus des têtes et le long des murs, rejoignant alors les innombrables paraboles permettant de regarder la télévision bulgare. Tous ces éléments reflètent finalement la vie qui s'y trame, nettement visible puisque le squat est avant tout un espace de vie, et de vie dans l'entre-soi, comme je le montrerai plus loin.

Cependant, ce qui est moins observable, et pourtant bien présent, sont les contraintes matérielles inhérentes à la vie en squat ainsi que l'incertitude constante liée

à la pérennisation du logement en question, qui plane en permanence au-dessus des habitants mais ne semble pas pour autant marquer négativement les vies quotidiennes. Il s'agit plutôt, pour les migrants, de « faire avec », comme je vais le montrer. En effet, les contraintes matérielles répondent finalement aux façons d'investir ces lieux de vie qui sont devenus ces espaces qui n'étaient pas faits pour cela. De multiples petites organisations du quotidien sont donc nécessaires, pour faire à manger, pour se laver, pour se chauffer, pour évacuer les déchets ménagers. Là encore, les formes et possibilités d'organisation dépendent grandement du squat en question. Dans les squats dits « en dur », il y a parfois des sanitaires, ce qui est considéré comme un quasi luxe par les migrants ; lorsqu'il n'y en a pas, il s'agit finalement de faire comme chez soi en Bulgarie : faire chauffer de l'eau et se laver à la baignoire, et se rendre de façon régulière dans un lieu où il est possible de prendre une douche, afin d'assurer là un nettoyage plus complet et approfondi du corps – qui est, pour la plupart des personnes, toujours bien entretenu et soigné, dans l'aspect visible tout du moins. En France, il est ainsi possible de se rendre pour ce faire dans certaines associations d'aide sociale proposant des services d'hygiène, mais aussi dans les résidences universitaires. Le choix dépend des possibilités connues par certains autant que des expériences faites par d'autres. Faire chauffer de l'eau nécessite donc, là aussi, une organisation – qui sert également à cuisiner. Selon les squats, cela se fait par le biais de petites plaques électriques, lorsqu'il y a un raccordement électrique possible, ou bien en se servant du poêle à bois fabriqué et utilisé comme moyen de chauffage également. D'autres utilisent pour se chauffer des petits souffleurs électriques. Quant à la question cruciale (tant pour les habitants que pour les voisins des squats et pour les responsables politiques locaux) de l'évacuation des déchets, on trouve encore certains squats qui ne sont pas desservis par le ramassage collectif d'ordures ménagères mis en place par les communes, mais la plupart du temps, pour le bien-être de tous, les acteurs politiques mettent rapidement, lors de l'installation d'un squat, des bennes à proximité pour les déchets. Cependant se pose ensuite la question du ramassage effectif de ces bennes, ce qui révèle un des problèmes causés par la présence de ces squats roms aux yeux des riverains, comme de certains éboueurs, à savoir le fait que ces migrants ne paient pas d'impôts (au regard de leur situation illégale en termes d'habitat) et profitent malgré tout des services municipaux. Plus avant, il apparaît donc que la question sensible de la tolérance de leur présence dans les squats de l'agglomération peut s'appuyer sur des petits faits concrets du quotidien pour trouver une légitimation.

Cette question est en lien direct avec celle de l'illégalité du squat, qui se double parfois de celle de l'illégalité de la présence des migrants sur le territoire, puisque ces migrants n'ont pas d'autorisation de séjour et ne peuvent donc, par conséquent, rester plus de trois mois en France. Ce sont ces deux facteurs qui fondent l'aspect d'incertitude constante qui est concomitante à la vie quotidienne en squat, les migrants vivant avec la peur de se faire expulser à tout moment – du lieu de vie comme du territoire. Il faut néanmoins préciser ici que la crainte d'expulsion du squat est la plus vive, pour des raisons qui tiennent aux logiques migratoires et aux façons d'envisager le « retour » en Bulgarie que j'expliquerai plus loin dans ce chapitre. Dès lors, nombre de rumeurs persistantes circulent dans les squats au sujet d'une expulsion potentielle,

entendue ou imaginée, jusqu'à devenir la litanie des migrants, entre eux et au contact d'une personne extérieure identifiée comme potentiellement « aidante » (comme ce fut mon cas). Si expulsion il y a, il faudra alors tout recommencer : chercher un squat potentiel, l'ouvrir, le rendre habitable et tout déménager...ce qui arrive plus ou moins souvent en fonction des squats. Concrètement, la durée d'existence des squats est très variable, puisqu'elle est fonction des expulsions liées à des projets d'aménagement urbain, des décisions des propriétaires ou des mairies, voire parfois d'accidents. Dans ce contexte, la venue de personnes extérieures dans les squats est perçue au premier abord avec méfiance par les migrants, comme le souligne Yvan Gastaut (2004) en parlant de la visite des « *fonctionnaires* » dans les bidonvilles, interprétée tantôt comme un signe positif (relogement envisageable, ce qui peut être un espoir des Roms à travers le dispositif de MOUS, comme je le montrerai), tantôt comme un signe négatif (expulsion prochaine) : « *Cette tension continue crée une atmosphère d'incertitude permanente psychologiquement difficile à supporter.* ». Les habitants peuvent alors être particulièrement tendus par moment, attitudes qui débouchent souvent sur des conflits ouverts voire des bagarres entre eux.

Une organisation du quotidien propre aux conditions de vie dans les squats se développe donc, et comme dans toute forme de regroupement humain, celle-ci ne concerne pas uniquement les questions de vie basiques évoquées ci-dessus mais connaît une forme plus poussée en s'appuyant sur diverses ressources et sur les interactions entre les habitants. Effectivement, les squats ressemblent en cela à de petits quartiers avec des tâches propres à certaines personnes et, à défaut d'institutions, divers espaces collectifs et/ou de socialisation qui ne sont pas sans rappeler l'organisation du quotidien dans les *mahala* bulgares. Il ne s'agit pas là d'un phénomène nouveau ni propre à ces migrants, puisqu'on retrouve cette « fonctionnalisation des tâches » dans l'organisation quotidienne de tout bidonville de migrants, notamment en France après la Seconde Guerre Mondiale, comme l'attestent Abdelmalek Sayad (1995), Colette Pétonnet (1979) ou encore Marc Bernardot (2008) cité ici : « *Parmi les premiers occupants, certains deviennent des "marchands de sommeil", hébergeant leurs compatriotes contre de l'argent (...). D'autres deviennent commerçants, bouchers, épiciers, d'autres encore ferrailleurs et chiffonniers, tirent leur subsistance de la constitution de ces véritables quartiers en pratiquant la récupération.* » (Bernardot, 2008b : 66). Dans les squats de migrants roms de l'agglomération existent également des pratiques de location ou de vente de pièces à vivre ou de cabanes, lorsque les premiers occupants s'en vont du squat. Cela constitue en effet une ressource, ce qui se comprend tout à fait au vu de l'investissement et de l'effort fourni dans l'appropriation de l'espace (que ce soit la construction d'une cabane ou la « possession » d'une pièce), qui est une denrée rare et surtout de première nécessité pour pouvoir vivre en France.

En outre, il y a donc aussi dans les squats des espaces et des personnes qui participent à la dynamique du lien social et de la vie collective, celle-ci se déroulant presque uniquement à l'intérieur des squats ou dans le réseau social que forment plusieurs squats, reproduisant ainsi un quotidien dans l'entre-soi expérimenté (et le seul connu) dans les *mahala*. Ainsi existe toujours dans les squats (et d'autant plus dans ceux qui abritent le plus de personnes) un « bar » clandestin, dans lequel se vendent

beaucoup de cafés et de sodas. Ceux qui tiennent ces bars sont les personnes qui ont le plus de ressources, celles-ci leur permettant de se procurer une machine à café, des gobelets, du sucre et d'investir dans l'achat de café, de sodas et de bières dans les grandes surfaces avoisinantes. Les personnes qui ont une cabane à plusieurs pièces peuvent même dédier une pièce à la consommation des clients, quand d'autres vendent seulement. De même, certaines femmes sont des personnes ressources connues par leurs pairs pour vendre des vêtements rapportés des marchés bulgares (moins chers qu'en France) ainsi que diverses marchandises dont le prix et/ou la qualité est préférée en Bulgarie : des barres chocolatées, des biscuits, des chips, des teintures pour cheveux et des cigarettes (souvent achetées sur la route en Serbie où elles sont encore moins chères qu'en Bulgarie). Aux beaux jours, ce type de transaction devient plus visible, les personnes s'installant devant les bâtiments ou les cabanes, avec une petite table garnie de produits bulgares, attendant le client (qui n'est autre qu'un habitant du squat ou d'un autre squat) en discutant avec d'autres, commentant les derniers faits et gestes des voisins et répandant ainsi nombre de rumeurs, sur telle ou telle personne comme sur tout ce qui concerne le quotidien dans la migration et dans l'agglomération. Des vendeurs ambulants parcourent aussi les squats pour vendre leurs marchandises, comme c'est le cas pour les « *banitsa* », ces feuilletés à la feta, symbole culinaire traditionnel de la Bulgarie. Dans certains squats existent également des églises évangéliques, constituées d'une extension de cabane d'un pasteur et matérialisée parfois par une croix, mais aussi des coiffeuses et bien d'autres « métiers » encore.

L'organisation matérielle favorisant la débrouille qui prévaut dans les squats de migrants roms participe donc à reconstruire une vie collective basée sur des éléments rappelant le pays, donc les origines communes, mais aussi sur des liens entre personnes. Ces liens existent entre personnes du même squat mais aussi entre personnes des différents squats, afin de faire circuler les informations, les événements, tout ce qui fonde à la fois la vie dans des maillages très larges d'interconnaissance et la vie dans un espace inconnu, potentiellement dangereux puisque comportant des embûches (administratives, juridiques,...) qu'il convient de dompter. Si ce type de recreation d'un entre-soi dans le pays d'accueil est assez classique au début de la migration, comme l'ont notamment montré les chercheurs de l'École de Chicago (Park et *al.*, 1925), la persistance de cet espace de vie ainsi que sa ressemblance avec les *mahala* est à interroger. En effet, l'organisation des squats est assez similaire à celle existante dans les *mahala*. Ces deux espaces de vie en marge mais, dans une certaine mesure, spontanés sont révélateurs du rapport distancié des Roms à l'État et de l'importance qu'ils accordent à la vie dans l'entre-soi.

2.1.3. De la vie entre-soi dans les squats

Lorsqu'on est quelqu'un d'extérieur, il n'est pas aisé de pénétrer dans un squat de migrants roms : je l'ai moi-même ressenti, surtout au début, et j'ai reçu nombre de sollicitations de personnes diverses souhaitant que je les « introduise » dans des squats,

ce qui corrobore le partage de ce ressenti. Comment l'expliquer ? Qu'est-ce que cela révèle sur la vie dans les squats et le fonctionnement interne de ces derniers ?

D'une part, si les gros squats s'apparentent à des sortes de petits quartiers, il existe une différence de taille avec les quartiers que nous connaissons habituellement en France : la vie se déroule énormément dehors, à l'extérieur des pièces à vivre. D'autre part, les personnes semblent se connaître, ce qui donne lieu parfois à des petits regroupements (aux raisons diverses) de ci de là au sein des squats (comme à l'entrée du squat) et à des personnes qui en interpellent d'autres d'un bout à l'autre du squat. Des enfants qui jouent au milieu, des femmes qui font la lessive dans des bassines ou à manger sur des réchauds devant les cabanes, des personnes qui se déplacent d'une cabane à l'autre... Dans ce contexte, celui qui entre dans ce fourmillement de vie ne passe pas inaperçu, car il vient perturber un quotidien dans l'entre-soi. Traverser un squat relève de la même épreuve que traverser une *mahala* lorsqu'on est étranger : des regards, tantôt interrogateurs, tantôt méfiants, des mots lancés, des personnes qui viennent au-devant pour comprendre le but de la venue de cet Autre dans ce « *chez nous* ».

Effectivement, toute la vie des habitants s'organise autour d'un voire de plusieurs « nous », reconstituant ainsi dans le squat un espace de l'entre-soi, lui-même marqué par de nombreuses distinctions opérées par et entre les personnes en fonction des liens entre elles. Tout d'abord, ce sont les liens familiaux, qui marquent voire encadrent la vie quotidienne des Roms, comme je l'ai montré dans la dernière section du chapitre 3, qui sont ici aussi recherchés, valorisés dans le cadre de la vie en squat. Si quelques hommes sont venus seuls pour la première fois dans l'agglomération, de nombreux Roms ont fait le choix de venir directement en famille, tout du moins lorsque le « terrain » est suffisamment débroussaillé et assuré par des proches et que les interactions locales avec des connaissances (encore mieux, de la famille) sont possibles. L'isolement, pas seulement d'une personne, mais aussi d'une famille (même élargie) n'est clairement pas envisageable pour les Roms, que ce soit en Bulgarie ou dans le cadre des mobilités transnationales. Dans cette perspective, l'installation sous un toit (de béton, de tuile, de tôle comme de carton) s'effectue logiquement auprès de ces pairs, représentés en premier lieu par des membres de la famille puis par des voisins ou des membres de la famille lointaine (qui peuvent être les mêmes personnes). Il existe ainsi des squats entiers dans lesquels tous les habitants viennent de la même *mahala* villageoise, comme c'est le cas du squat de F. par exemple, quand d'autres mélangent des personnes qui ne se connaissent pas.

Dès lors, une organisation spatiale du lieu est clairement mise en place, en fonction des logiques interactionnelles, consistant à réunir dans un nouvel entre-soi secondaire (par rapport à celui premier du squat) les personnes proches, par des liens de parenté ou par des liens géographiques. Dans ce dernier cas, il s'agit donc du voisinage, qu'il faut entendre ici au sens bulgare de « *komsiluk* » (bon voisinage), terme d'origine turque désignant un droit coutumier des Balkans. Comme le souligne notamment Milena Guest (2003), cette notion est centrale dans la vie quotidienne bulgare, et semble l'être tout autant voire peut-être plus encore pour les Roms, au regard de la définition qu'en propose Xavier Bougarel, reprise par Milena Guest dans son analyse de la

structuration des sociétés balkaniques contemporaines qui s'appuient fortement sur des « *modes de fonctionnement de sociétés traditionnelles* » (Guest, 2003 : 128). Dans ce cadre, elle affirme clairement que le *komsiluk* est au cœur des pratiques de vie quotidiennes des Bulgares, à la campagne comme à la ville. Voici comment est définie cette notion balkanique :

« *Le *komsiluk* est « une institution civilisationnelle sur laquelle on peut s'appuyer dans les moments de crise et de faiblesse, et avec laquelle on peut se réjouir dans les moments de prospérité et d'insouciance ».* Citation du journaliste Alija Piric dans l'hebdomadaire sarajévien *Ljiljan* (juin 1994) in Bougarel (Xavier), *Bosnie. Anatomie d'un conflit*, Paris : La Découverte, 1996. Xavier Bougarel insiste sur le fait que la *komsiluk* se constitue « dans un espace de proximité et de quotidienneté dont l'État est absent », mais que le caractère stable et pacifique des relations quotidiennes dans le *komsiluk* « passe par un « chacun chez soi, chacun à sa place » (...). » (Guest, 2003 : 138)

Si ce terme est aussi usuellement utilisé pour définir la bonne entente, les relations de bon voisinage entre les différentes communautés, il semble possible de déplacer son utilisation aux interactions entre voisins qui ne sont pas identifiés comme des semblables par les Roms, mais dont le statut de voisins (*komshi*) rend compte à lui seul d'une relation particulière et d'un respect et d'une entraide réciproque. Ainsi la mère de Meliha, d'une cinquantaine d'années, m'explique, un jour où elle a besoin de clous pour fixer un pan de sa cabane dans le squat de X, qu'elle va demander à la « *komshiya* » (voisine) parce que « *elle doit me donner, chez nous, c'est comme ça, c'est pas pareil que chez vous, chez nous les voisins, on leur demande et on se donne des choses quand il faut, t'as vu l'autre jour, quand Sonya est venue pour le piper [poivre], chez nous c'est comme ça, entre voisins on s'aide un peu.* »⁵⁰⁴. En outre, une autre dimension inhérente à la notion de *komsiluk* me semble extrêmement importante à souligner concernant les Roms particulièrement : il s'agit de l'absence de l'État dans l'appréhension de la vie quotidienne. Ce que j'ai montré précédemment concernant l'ordinaire des vies dans les *mahala* semble clairement en faire état, et se retrouve quasiment à l'identique dans les squats de l'agglomération. Ainsi, si je n'ai pas remarqué l'utilisation de ce terme *komsiluk* par les Roms bulgares côtoyés, ils semblent cependant s'inscrire pleinement dans ce cadre de vie quotidienne, en utilisant, eux, le terme « *kvartal* » (voisinage). En effet, dans leurs propos, il est plus souvent fait référence au *kvartal* qu'à la *mahala* ou qu'au *hangar*, ce qui me paraît être tout à fait significatif concernant l'importance des liens, des relations, des interactions dans l'espace habité, plus que l'espace lui-même.

La vie qui se trame dans les squats, entre les habitants mais également avec les habitants d'autres squats qui se reconnaissent entre eux comme des « semblables » (au-delà des différences de famille, de langue, de village,...) est donc centrale dans l'expérience quotidienne des migrants roms. Cette dynamique d'interactions est visible par des multitudes de petits faits qui fondent le quotidien : discussions, apéritifs et jeux

⁵⁰⁴ Notes de terrain, 14 septembre 2012.

(cartes, poker...) pour les hommes, ventes, mais aussi disputes, bagarres et autres conflits ouverts. Elle l'est également dans les événements extraordinaires visant à se positionner, en se montrant, dans ces écheveaux interactionnels : fêtes d'anniversaire, de circoncision, de mariage et cérémonies funéraires (qui se matérialisent, elles, différemment). Il convient en effet de célébrer ces passages dans l'entre-soi sous le regard des autres « semblables » afin de signifier son existence, sa valeur et si possible sa richesse, ce qui se traduit par des mises en scène ostentatoires en termes d'apparat, de musique, de danse, d'offrandes de nourriture aux autres notamment⁵⁰⁵. Mais existent également des aspects moins visibles (donc moins saisissables au premier abord) de cette dynamique interactionnelle au fondement de la vie quotidienne des Roms, qui consistent en des transactions diverses, matérielles et immatérielles. Ces dernières peuvent être des alliances entre familles par le biais de mariages arrangés, des prêts voire des dons de divers objets obligeant un contre-don, des dettes matérielles (dans le cas de vente par exemple, elles peuvent être consignées dans des carnets par les vendeurs réguliers) ou immatérielles (impliquant alors une tierce personne, voire plusieurs, en tant que témoin et mémoire de la dette).

En cela, le squat, pour les migrants roms, est donc à envisager comme un espace pour soi, dans l'entre soi, un espace de repli, de reconnaissance, contrairement à l'extérieur. Il semble donc s'agir là d'une reproduction de la seule forme de vie expérimentée par les Roms dans les *mahala*, en considérant que l'espace extérieur, en Bulgarie comme en France, est de fait étranger, bien que différent en termes d'opportunités matérielles mais aussi d'interactions et donc de possibilités de reconnaissance, comme je le montrerai.

Au regard de ces aspects matériels et immatériels des vies quotidiennes des migrants roms au sein des squats, il apparaît donc qu'à travers la vie en squat, ce sont les espaces de vie comme les *mahala* qui sont recréés. Au-delà du simple logement, c'est la dynamique de l'habiter, intimement liée aux liens interpersonnels pour les Roms, qui est en jeu ici. Si les squats permettent une organisation spontanée, répondant aux besoins et aux façons de faire et de vivre des Roms, ils favorisent aussi une vie dans l'entre-soi, aux marges de la société, dans laquelle l'État est clairement absent.

2.2. De la perception extérieure d'une grande précarité aux réalités quotidiennes des logiques migratoires

Dans l'agglomération française, ces migrants roms s'inscrivent, vu de l'extérieur, dans les marges, que ce soit au regard de leur statut administratif en France qui les contraint à quitter le territoire après trois mois de séjour s'ils ne disposent pas de « ressources suffisantes », comme de leurs conditions de vie quotidiennes dans les squats que je viens de montrer. La qualité de vie dans ces lieux est clairement perçue de et par l'extérieur comme étant précaire, qu'il s'agisse des voisins, des acteurs associatifs, institutionnels ou politiques. La situation concernant l'emploi pour les Roms

⁵⁰⁵ Ainsi les Roms bulgares rencontrés dépensent entre 1000 et 7000 euros pour de pareilles festivités, sommes que tous justifient en disant « chez nous, c'est très important » (*mnogo vazhno*).

bulgares est également considérée comme étant précaire par ces acteurs, puisqu'en arrivant sur le territoire français, ils sont exclus du marché de l'emploi formel, ayant seulement accès aux métiers dits « en tension ». Or dans les faits, il est très difficile de se faire employer, cela nécessitant de trouver un employeur qui accepte de faire des démarches lourdes en Préfecture et de payer une taxe d'environ 900 euros. Dès lors, les Roms bulgares n'ont accès (sauf quelques exceptions) qu'au marché de l'emploi informel ou illégal.

Ces caractéristiques d'emploi et d'habitat font que les Roms sont donc unanimement et catégoriquement perçus comme étant « précaires » dans la société d'accueil, d'autant qu'en tant que migrants, la barrière de la langue française est appréhendée de l'extérieur comme un « handicap » supplémentaire les confortant dans cette précarité – ou participant, de la même façon que le feraient les cadres ou contraintes juridico-administratifs, à les précariser plus avant. C'est ainsi également que nombre de chercheurs envisagent la situation des migrants roms en France (notamment Delépine & Lucas, 2008 ; Legros & Vitale, 2011). Dans cette perspective, on serait donc amené à penser que les Roms quittent une vie dans les marges en Bulgarie pour en retrouver une autre en France, n'ayant finalement que peu de différences notables en termes de conditions de vie. Or, en analysant finement leurs logiques migratoires ainsi que ce qu'ils disent de leurs expériences quotidiennes dans l'agglomération française, je vais montrer ici que, même s'ils font le choix de quitter leur maison en Bulgarie pour habiter en squat en France, on ne peut pas pour autant réduire cette expérience migratoire à une inscription dans les marges du pays d'accueil. Cette notion de précarité nécessite donc d'être questionnée au regard des expériences et des propos des migrants eux-mêmes.

2.2.1. Une vie économique « meilleure » ici que là-bas

Du point de vue des Roms, les migrations vers l'agglomération de province permettent des opportunités économiques plus nombreuses. Sur place, les activités qu'ils peuvent exercer sont variées : la mendicité, la ferraille, le travail au noir sur les chantiers, sur les marchés ou chez des particuliers rencontrés sur les lieux de mendicité, la prostitution, la musique,... Il est également possible de faire « du business » ou « des affaires » (*pravya biznes*) ici, de façon informelle et plus ou moins légale, de vêtements (grâce aux dons dans le cadre de la mendicité), de téléphones portables ou de voitures. Plus largement, ces migrants semblent être dans une logique de captation des ressources disponibles, ce qui n'est pas sans faire écho au rapport à l'économie qu'ont les Roms tel qu'analysé par Alain Reyniers (1998), comme je l'ai montré précédemment. Dans ce contexte, le recours aux aides sociales diverses proposées par des associations et des institutions en France (contrairement à la Bulgarie où ce type d'aide n'existe pas) est un moyen de subsistance parmi d'autres, qu'il convient donc d'essayer de « capter » du mieux possible.

Le récit de Nayden est significatif des différentes formes que prend cette logique économique de captation des ressources pour les migrants roms, en ce qui concerne le

travail de la ferraille particulièrement, tout en étant assez révélateur du quotidien en migration.

Nayden, 38 ans, fait la ferraille. Il va la ramasser avec son vélo ou loue un camion à d'autres hommes du squat (pour 10-15 euros). Son fils d'une quinzaine d'années l'aide en travaillant avec lui. Ils arpentent les rues de l'agglomération et prennent ce qui leur convient sur les trottoirs. Ensuite, ils brûlent les câbles pour récupérer le cuivre. Pour cela, un feu brûle quasiment en continu près de leur cabane sous le hangar et ils vivent dans un nuage de fumée permanent et dans l'odeur de brûlé. Nayden a les yeux tout rouges et douloureux, en raison d'éclats de ferraille qu'il a reçus en travaillant. Il ajoute qu'il n'a pas de bonnes lunettes, mais lorsque je le vois faire, il n'en porte jamais. Il dit que tous les ferrailleurs de Bulgarie revendent à un même homme, dans une commune de l'agglomération. Avec la ferraille, il peut gagner 200 à 300 euros par semaine, mais « *c'est difficile comme travail* ». Avant d'être ici dans l'agglomération, il n'était pas ferrailleur. Il travaillait au noir dans le bâtiment, entre autres à Toulouse « *avec les Turcs* », où il gagnait environ 60 euros par jour, dit-il. Nayden parle quelques mots de turc, mais il dit comprendre plus qu'il ne parle. Il précise qu'il n'est pas musulman et se définit comme « *Tsigan* ». Il refuse de faire la manche comme d'aller faire de la récupération dans les déchetteries, en raison de sa mauvaise expérience : il y allait lorsqu'il vivait dans le squat de F. (avant que celui-ci ne soit évacué) mais il a eu « *trop de problèmes avec police* ». Néanmoins, ces problèmes avec la police sont son lot quotidien de par son activité de ferrailleur. Il explique que régulièrement la police vient leur demander d'arrêter de brûler les câbles ici « *parce que la fumée c'est toxique* » et « *pas bon pour les voisins* ». Nayden dit ne pas comprendre car dans ce squat, il n'y a pas de voisins proches comme dans celui dans lequel il était avant... Il raconte que dans ce squat, beaucoup de camions viennent décharger des déchets devant les hangars, soit au milieu du squat. Il rit en disant « *on est la poubelle, nous, ici !* » mais ne semble pas se formaliser en raison des bénéfices que cela peut lui apporter : en effet, il précise qu'à chaque fois que vient un camion, des disputes éclatent entre eux au sujet de la récupération. Il me montre un câble « *de 20 mètres* » qu'il a réussi à obtenir comme ça, précisant que le mètre revient à 4 euros, ce qui lui fera donc 80 euros pour une journée de travail. Il est très content.

Nayden vient d'un village près de Pazardzhik. Il est en France depuis sept ans. Il a habité à [une grande ville], à Paris « *à côté de l'aéroport* » et à [une autre grande ville], mais c'est ici qu'il préfère, même s'il trouve ses conditions de vie de plus en plus difficiles avec le temps : il n'a plus de voiture (elle a rendu l'âme), il vient d'arriver dans ce squat sans eau ni électricité, à part un groupe électrogène « *mais le gazole coûte cher* ». Pourtant, des fils électriques sauvages sont visibles entre certaines cabanes des hangars. Il me précise alors qu'effectivement, d'autres ont l'électricité mais il faut tirer les fils jusqu'à lui, qui vit à l'extrémité du squat, or selon lui, les autres ne veulent pas partager par peur qu'on la leur coupe après. Il compte donc demander à Joël Veloso de l'aider, tout en précisant que ce dernier ne vient pas les voir ici, qu'il va seulement dans le squat de X, de l'autre côté. Il leur aurait dit « *je m'en fous de vous* ». Malgré ça, Nayden comme sa famille continue à compter sur lui, l'appréhendant comme celui qui peut leur apporter eau et électricité. La famille de Nayden ici présente comprend son fils, sa femme qui était en Bulgarie ces derniers mois pour aider leur fille avec son bébé, sa mère à lui, sa sœur et sa famille, des cousins et leurs familles et aussi sa nièce qu'il élève. Il m'explique ainsi qu'il a un frère en prison depuis quinze ans en Bulgarie pour une sombre histoire de vol de vélo avec agression, qui s'est soldée par la perte de l'œil de l'homme agressé. C'est depuis qu'il a pris en charge sa nièce de onze ans maintenant.⁵⁰⁶

⁵⁰⁶ Notes de terrain, 10 mai 2011.

Si le travail de la ferraille est le fait de quelques hommes chez les migrants roms, une autre pratique économique est encore plus répandue, en ce qu'elle est notamment partagée par des hommes autant que par des femmes : il s'agit de la mendicité. Pour les femmes, c'est d'ailleurs une des rares opportunités économiques qui peut leur incomber, avec la pratique de la « chine », à la fois dans les poubelles, au marché ou, presque de la même façon, dans les associations d'aide sociale. L'objectif, et l'enjeu, est toujours de rapporter quelque chose d'utile pour la famille. Cependant, si les femmes n'ont aucune difficulté à reconnaître qu'elles mendient (*prosyä*) et à en parler, il n'en est pas de même pour les hommes, comme le montre cet extrait :

J'essaie de demander à Papou Adem où il « travaille » lorsqu'il vient en France, en mimant le geste de faire la manche, comme tous le font lorsqu'ils en parlent. D'abord il répond en bulgare « *ici ou là, là où il y a du travail* », puis il s'écrie soudainement « *Ne, ne !!!* », en refaisant mon geste et en disant que lui ne fait pas ça, d'un ton énergiquement catégorique. Je lui montre que je ne suis pas dupe, mais il n'en démord pas et finit quand même par me dire que quand il ne trouve pas de travail, il fait la manche. Vu son âge et sa condition physique, ça m'étonnerait qu'il fasse autre chose. En plus, Yusuf nous a dit aujourd'hui très clairement que Papou Adem faisait la manche, et en août dernier, Yanko nous avait même dit que c'était lui qui avait trouvé ce métier en premier à Ivaylo... Et pour couronner le tout, hier devant moi, Papou Adem jouait encore avec Ramona à lui apprendre les termes de mendicité... Néanmoins, Papou Adem s'obstine à ne pas vouloir le reconnaître clairement devant nous. A-t-il honte ? Certainement, car ça ne semble pas très bien vu ici, que ce soit par les Roms eux-mêmes et par les Bulgares qui, dès qu'ils parlent de migration, se moquent des Roms qui font le manche – systématiquement. Comme si c'était l'apanage de leur identité et correspondait, pour les Bulgares, à une altérité profonde, extrême. On dirait que c'est d'autant plus honteux pour les hommes, car ils sont très peu nombreux à reconnaître qu'ils mendient, contrairement aux femmes. Ainsi Slavka en parle sans tabou, en regrettant le fait qu'à l'époque où elle a commencé, en France, quand elle avait 13 ans, elle gagnait 50 ou 60 euros par jour. Maintenant, tout le monde lui dit qu'on ne peut faire que 10 euros environ. Comme les autres, elle l'explique en disant que maintenant, il y a « *beaucoup de Bulgares à [la Ville] et les Français en ont marre alors ils donnent plus, ou moins* ». ⁵⁰⁷

À travers l'attitude de Papou Adem et les propos de Slavka, il apparaît que la mendicité recouvre des réalités différentes, dans la façon dont cette pratique est vécue par les acteurs. Cela semble s'expliquer à la fois par des différences de genre comme par un écart de génération. En effet, Slavka n'a connu que cette activité après ses premières années à l'école, quand Papou Adem, lui, a travaillé notamment dans une usine pendant des dizaines d'années sous le régime communiste et ensuite dans l'agriculture. Cependant, sa « pension » étant dérisoire, il doit trouver d'autres sources de financement pour faire vivre sa famille composée de Baba Remzia et de Ramona : la mendicité est alors l'activité économique trouvée et occupée clairement *par défaut*, à la fois à ses yeux et aussi aux yeux de ceux qui l'entourent et le côtoient. Le fait d'être un homme, même d'âge mûr, ne semble pas « convenir » à cette activité économique qui, dès lors, est entachée de honte pour ceux qui s'y livrent. J'ai eu l'occasion de m'en rendre compte chaque fois que je croisais, par hasard, des hommes que je connaissais

⁵⁰⁷ Notes de terrain, février 2012.

qui étaient en train de faire la manche dans la rue. Ils se montraient gênés que je les voie ainsi, que je sois seule ou accompagnée d'autres roms (qu'ils se connaissent ou non). Les plus jeunes (des hommes mariés ayant une vingtaine d'années) préfèrent ainsi se déplacer dans des zones commerçantes et/ou passantes pour mendier au lieu de rester sur un même lieu dans une posture clairement identifiable, ce qui leur permet de se défaire du stigmate en étant moins aisément identifiés comme mendiants.

Par ailleurs, le cas de Vasilka est intéressant à questionner en ce qui concerne un autre aspect de la pratique de la mendicité. Vasilka est une femme seule d'une cinquantaine d'années (divorcée, mais pas remariée) et a des enfants adultes en Bulgarie. Elle est venue dans l'agglomération en s'appuyant sur des réseaux relationnels constitués d'autres Roms de sa *mahala* villageoise. En 2012, Vasilka entre en accompagnement dans le dispositif de MOUS et malgré l'interdiction des acteurs de la MOUS, continue de faire la manche les jours où elle ne travaille pas dans les champs par l'intermédiaire du dispositif. Cela amène à réfléchir sur cette activité. Est-elle seulement pratiquée pour des raisons économiques ? Si cela permet évidemment à Vasilka de gagner un peu plus d'argent (sachant qu'elle perçoit par ailleurs le RSA), ses propos à ce sujet permettent d'éclairer une autre facette de cette activité. En effet, Vasilka, que je croise régulièrement sur son lieu de mendicité, ne se montre absolument pas gênée par cette situation, ainsi que par le fait qu'elle sache très bien qu'elle n'a plus le droit de mendier une fois dans la MOUS. Par contre, elle m'explique sans cesse qu'elle s'ennuie, comme pour justifier son activité. Dès lors, je me questionne sur la fonction de cette activité : au-delà de l'économique, celle-ci pourrait s'apparenter également à une action occupationnelle et relationnelle, permettant aux femmes de sortir du squat et de rencontrer des gens. Cela s'explique par l'organisation autogérée de la mendicité telle qu'elle est pratiquée par les migrants roms : chaque personne qui mendie régulièrement définit son propre lieu de mendicité. Ainsi chaque matin, on peut voir des femmes ou des hommes âgés s'installer sur leur lieu, parfois après avoir traversé l'agglomération en transport en commun depuis leur squat. Ils y restent une bonne partie de la journée, voire la journée entière, en faisant parfois une pause aux heures « creuses ». Contrairement à ce qui est souvent perçu comme tel de l'extérieur, cette organisation ne correspond pas, dans l'agglomération, à une obligation pour les mendiants qui feraient partie d'un réseau criminel. Il s'agit néanmoins d'une organisation tacite qui veut que lorsqu'une personne se trouve un lieu de mendicité qui lui convienne, personne n'ira à sa place, sauf si c'est proposé par le mendiant en question pour diverses raisons. Dès lors, étant régulièrement à la même place pendant plusieurs heures, on comprend que les lieux de mendicité sont propices aux rencontres, dont les migrants roms peuvent tirer des bénéfices, comme je le montrerai dans la sous-partie 2.3.2.

Certaines femmes, plus rares, font commerce de leurs corps en se prostituant. Si je n'en ai pas côtoyée de près et ne suis donc pas en mesure de fournir des données conséquentes sur ces dernières, je peux cependant affirmer que celles qui se prostituent le font sous la coupe de petits proxénètes rencontrés en Bulgarie, qui sont parfois leurs conjoints. Ainsi des hommes prostituent leur femme, quand d'autres choisissent de faire travailler d'autres femmes de cette façon. Cette pratique semble tolérée au sein des

squats, la figure de la prostituée étant acceptée, en ce qu'elle représente l'Autre – que l'on peut comprendre mais que l'on ne voudrait pas devenir... Le positionnement des Roms semble ainsi très complexe vis-à-vis de la prostitution, comme le montre cet extrait de carnet de terrain rapportant des propos de Slavka en Bulgarie, entre deux séjours en France :

Mais elle aimerait quand même y retourner, à [la Ville], pour faire la manche, car « *ici, j'ai rien, y a rien* ». Sa situation avec son mari Rachko, avec lequel elle est depuis six mois à peine, est bancal financièrement puisqu'ils dépendent tous deux de l'argent que leur envoient leurs parents : les siens à [la Ville] et ceux de son mari actuellement en Autriche. Elle explique que seule la belle-mère de Rachko travaille en tant que prostituée là-bas. Elle parle de la prostitution avec tellement de naturel que je finis par lui demander pourquoi elle ne va pas avec ses beaux-parents en Autriche pour gagner de l'argent comme ça elle aussi. Elle est choquée par ma question et répond que son père la tuerait si elle faisait ça, en riant de mon idée. Elle s'empresse alors de traduire à Baba Remzia, qui cuisine dans la pièce, ce que je viens de lui dire, en se tordant de rire. Baba Remzia est aussi choquée, et passe la journée à me regarder de travers.⁵⁰⁸

Quant aux hommes, certains pratiquent également la prostitution, mais d'une façon tout à fait différente, et qui est extrêmement intéressante à analyser. J'y reviendrai largement dans une sous-partie dédiée à cette question à la fin du chapitre 5.

La plupart des hommes rencontrés essaient surtout de se faire employer dans le secteur du bâtiment, soit par l'intermédiaire de connaissances, soit par un système d'organisation informel qui consiste à se réunir tôt le matin (aux alentours de 5h ou 6h) à un endroit précis de la Ville, où passeront des employeurs ayant besoin de main d'œuvre journalière. Les populations migrantes sont clairement surreprésentées (voire quasiment les seules) dans cette organisation, tant comme ouvriers potentiels que comme chefs de chantiers en demande. Nombre de Roms bulgares se sont adonnés à ces activités, travaillant ainsi beaucoup avec des migrants turcs de Turquie, ce qui était donc une opportunité particulière pour les turcophones qui avaient là un atout en termes de langue, donc d'employabilité. Néanmoins, cette organisation semble avoir été désertée au fil des années en raison des expériences négatives vécues et largement narrées par les migrants roms dans l'entre-soi. En effet, beaucoup d'hommes n'ont ainsi jamais été payés pour leur travail effectué, quand d'autres parlent plus énigmatiquement de la « méchanceté » de certains Turcs envers eux. Sont donc préférées des activités dans le bâtiment par l'intermédiaire de connaissances en chaîne (dont l'origine remonte souvent à une rencontre sur le lieu de mendicité), et surtout de « Français ».

Ceux qui ont le plus de ressources (néanmoins très rares au sein des squats) s'établissent en auto-entrepreneurs dans le secteur du bâtiment⁵⁰⁹ ; mais, au-delà des rudiments de français indispensables, cela nécessite d'effectuer un parcours administratif assez complexe, ce qui n'est envisageable qu'en étant « initié » et « chapeauté » par une connaissance solidement installée dans l'agglomération. En outre,

⁵⁰⁸ Notes de terrain, février 2012.

⁵⁰⁹ Jusqu'en 2012 approximativement, l'existence d'un flou dans la législation concernant le statut d'auto-entrepreneur pour les étrangers a permis en effet à de nombreux Bulgares de créer des auto-entreprises dans l'agglomération, ce qui induisait de fait une régularisation de leur présence sur le territoire par l'attribution d'une carte de séjour d'un an renouvelable. Cette « combine », largement partagée surtout par des Roms turcophones vivant en appartement, a cependant été découverte par la Préfecture de Région qui a dès lors pris des mesures en conséquence, ce qui a mis fin à cette opportunité.

il convient aussi d'avoir un réseau de connaissances et de relations professionnelles suffisamment étendu pour s'installer à son compte tout en ayant du travail par la suite. Cela est principalement le fait des turcophones, en raison du monopole des Turcs dans ce secteur, au sein de l'agglomération.

Une autre activité économique assez courante chez les hommes migrants roms consiste à se faire employer à la journée sur des marchés de l'agglomération vendant fruits et légumes ainsi que vêtements, bijoux et tissus divers. Les Roms employés ne le sont pas (ou rarement) en tant que vendeurs, mais plutôt comme « manœuvres » pour déballer et remballer la marchandise, et parfois même assurer la surveillance des stands. Il est à noter que dans ce cas, les Roms bulgares travaillent alors avec, et plus avant pour, des Gitans espagnols ou des Manouches français. Certains s'en sont étonnés auprès de moi par la suite : « *Mais alors, en France aussi y a des Tsiganes ?* » ou encore « *Il parlait un peu bizarre, mais y a des mots pareils que nous !* ». Ce faisant, les Roms bulgares semblent reconnaître ainsi en ces Gitans et Manouches non des semblables en termes ethniques, puisqu'ils ne l'envisagent pas comme tel, mais plutôt des personnes qui, comme eux, s'inscrivent dans les marges d'une société et, à leurs yeux, y « réussissent ». Il est intéressant de noter que ces accointances perçues par les Roms bulgares, qui semblent relever de certaines similitudes quant aux façons d'envisager des modalités économiques, peuvent avoir un impact à la fois sur leurs possibilités de tisser des interactions avec ces locaux (qui, même étant en marge, possèdent des connaissances et des réseaux qui peuvent s'avérer utiles) et sur leurs façons de s'identifier et d'envisager leurs places dans la société. En d'autres termes, bien que procédant toujours à des distinctions d'avec ces « mêmes Autres », ils ne sont plus seuls à se situer en marge, ce qui est une différence notable avec leur situation en Bulgarie. Du point de vue des Gitans et des Manouches cependant, ceux avec lesquels j'ai pu en discuter soulignent clairement à quel point les Roms bulgares font ici figure de « pauvres » à leurs yeux, tout en leur reconnaissant également non une parenté lointaine mais plutôt des accointances en termes de rapport au monde. Certains développent alors des liens, mais uniquement pour le « *business* ». C'est notamment le cas de Yanko, qui fait de façon régulière « *du business avec les Gitans de [Z]* ». Mais je n'ai jamais pu en apprendre plus sur ce point, car Yanko a toujours louvoyé lorsque je le relançais sur ce sujet comme il l'a également fait lorsque je lui ai demandé de l'accompagner « *chez les Gitans de [Z]* ». Stefan, un autre homme du squat de F., a développé quant à lui des liens de proximité avec un Gitan espagnol rencontré sur le marché, jusqu'à devenir son vendeur sur les stands. Cela peut s'expliquer notamment par un facteur supplémentaire qu'est le partage de la langue espagnole, Stefan ayant passé quelques temps en Espagne avant de venir en France.

D'autres migrants roms, femmes et hommes, investissent aussi des espaces de marché informel de type brocante permanente, pour vendre ce qu'ils ont pu glaner de ci de là, par le biais de dons, de fouilles de poubelles et de business divers. Ainsi Elena m'explique qu'elle vend des vêtements au marché-brocante (biffe) du quartier populaire de la Ville tous les jours. Elle dit gagner entre 15 et 20 euros par jour, et précise que le prix de l'emplacement pour le stand (à même le sol) est de 24 euros le dimanche, jour

où ce marché est plus important, et de 12 euros les autres jours⁵¹⁰. Pour ce faire, elle transporte quotidiennement, du squat au marché, de multiples poussettes et cabas remplis de marchandise à vendre, avec l'aide de son mari et d'autres personnes de son squat qui exercent cette activité. Il s'agit donc d'une fonction qui demande une organisation particulière et des ressources permettant notamment de payer le prix de la place.

Au-delà des fouilles de poubelles et de containers de récupération de vêtements qui sont une source non négligeable de ressources matérielles (que ce soit pour soi ou pour en faire commerce), une autre source existe aussi, bien que plus occasionnelle. Ce sont des personnes extérieures aux squats, soit des « Français », qui se rendent directement dans un squat pour donner quelque chose. J'ai ainsi pu observer ces personnes venant décharger leurs voitures en plein milieu d'un squat (le plus proche de chez eux ou devant lequel ils passent souvent), posant à même le sol des vêtements, des appareils électroménagers ou des meubles. Ils repartent ensuite, quelques minutes après, comme ils sont venus, avec une bonne conscience mais sans un merci de la part des Roms qui, passé l'étonnement, se disputent allègrement pour savoir à qui reviendront ces dons inattendus. Il convient de rappeler que les personnes extérieures sont rares à se rendre dans les squats, y compris les acteurs associatifs. Seules quelques associations (MDM, VALCO) et quelques personnes militantes (chapeautées par de petites antennes associatives ou non) y vont régulièrement pour apporter une aide spécifique à leur domaine de compétences.

Les associations d'aide sociale qui ont été évoquées dans le chapitre 1 ne se délocalisent jamais dans les squats. Néanmoins, elles représentent pour les migrants roms une opportunité non négligeable, malgré les procédures administratives qui sont nécessaires pour y accéder. Nourriture, produits de première nécessité, douches, produits pour bébé sont ainsi perçus par les Roms comme des bénéfices auxquels ils ont droit, au regard de leur compréhension du système d'aide français. Il s'agit là d'un domaine auparavant inconnu et même insoupçonné, puisqu'inexistant en Bulgarie (ou, comme je l'ai montré, dont la complexité et l'arbitraire qui le régissent le rendent inaccessible). Dès lors, ils se saisissent de ces opportunités, tout en les appréhendant comme une activité économique à part entière. Effectivement, cela demande de la curiosité (pour connaître les lieux et les horaires d'ouverture), de l'énergie (pour comprendre comment cela fonctionne), des ressources en termes de capital social (pour se faire aider, se faire accompagner, se faire comprendre), du temps (pour s'y rendre et attendre)... Pensant souvent qu'il s'agit d'un droit de fait pour tous ceux qui sont en France, certains Roms bulgares le transforment donc en véritable système dans la logique de captation des ressources, en faisant ainsi leur « travail ». Mais comme on l'a vu dans les discours des acteurs associatifs, ce qui est perçu par eux comme une forme d'hyper-utilitarisme est souvent contré par des renforcements de contrôles. Ces derniers participent donc à sanctionner aussi ceux qui ne sont pas nécessairement dans cette logique de cumul de ce type de bénéfices. Ce sont la majorité des personnes – certains

⁵¹⁰ Notes de terrain, 11 janvier 2013.

Roms pouvant même passer plusieurs années sans mettre les pieds dans une association, en raison d'un faible capital social global.

Dans cet éventail de ressources économiques envisageables pour les migrants roms en France, il existe donc une certaine diversité en fonction des désirs et des possibilités de chacun. De façon générale, il apparaît clairement que les opportunités économiques sont beaucoup plus nombreuses, pour les Roms, dans l'agglomération française qu'en Bulgarie, bien que de l'extérieur, celles-ci soient perçues comme étant maigres ou précaires, faites d'expédients ou de rapines. Dans les faits, il s'agit plutôt de modalités économiques relevant d'une certaine débrouille, comme dans les *mahala* bulgares, mais avec une différence notable qui est l'élargissement du champ des possibles dans l'agglomération française.

2.2.2. Précarité ou débrouille ? Des actions rationnelles en lien avec la logique migratoire

Comme je l'ai montré tout au long de la première partie, la perception des modalités économiques des migrants roms et de leurs conditions de vie dans les squats de l'agglomération française sont les caractéristiques principales qui participent à les définir comme « précaires », « très précaires », « en grande précarité ». Dès lors, il est possible d'affirmer que ces individus vivent dans la précarité, et peuvent alors être définis comme « pauvres ». En outre, le recours jugé très important des migrants roms aux associations d'aide sociale est également perçu comme signifiant leur précarité extrême. En effet, *« celui qui ne peut subvenir à ses besoins sans secours publics ou privés s'y voit communément considéré en inférieur, relégué au rang de citoyen de seconde zone quand il n'est pas tout simplement rejeté dans une sorte de hors-jeu social. »* (Vidal, 1999 : 2). La perception extérieure de la précarité qui gouvernerait leurs vies quotidiennes induit donc plusieurs types d'appréhensions des Roms et d'attitudes à leur égard. Certains acteurs de la société d'accueil en concluent la nécessité de les aider, de les accompagner pour les sortir de la misère et atténuer la souffrance qui serait la leur, indubitablement. D'autres, au contraire, prennent appui sur ce constat d'extrême précarité pour construire leur rejet, fondé sur la rhétorique de l'impossibilité pour la société française d'« accueillir toute la misère du monde ». Ce qui découle de ces deux postures est l'appréhension largement partagée des migrants roms comme victimes intrinsèques, de leurs vies, voire d'eux-mêmes, ce qui n'est pas incompatible avec les discours des tenants de la criminalisation. En effet, les migrants roms, bien que parfois perçus comme ayant des caractéristiques négatives et critiquées (comme l'hyper-utilitarisme par exemple) n'en sont pas moins catégorisés en creux comme des « victimes », ce terme recouvrant l'idée de passivité, de vies subies qui leur seraient inhérentes. Dès lors, tout ce qu'ils donnent à voir, tout ce qu'ils ont et ce qu'ils font, est perçu sous ce prisme de l'extérieur.

Dans son cours au Collège de France, Ian Hacking (2004-2005) montre que la définition précise de la pauvreté reflète l'impératif d'adapter les classifications aux besoins de l'administration. Son propos est intéressant à considérer au sujet de ladite

précarité des migrants roms. Il convient en effet de souligner, en accord avec Ian Hacking, que la perception de la pauvreté comme de la précarité est indissociable du contexte, du cadre sociopolitique qui la définit. C'est donc une approche biaisée pour rendre compte des expériences des personnes définies comme pauvres ou précaires. Dans ce but qui est celui de cette thèse, il convient donc de dépasser cette lecture que l'on peut qualifier d'ethnocentrée. Je propose de le faire par le biais d'une approche « par le bas », en replaçant au cœur de l'analyse les personnes dont il est question, leurs logiques et leurs désirs.

En effet, pour comprendre de l'intérieur la dynamique migratoire des Roms bulgares, ce déplacement du regard doit pouvoir s'effectuer dans l'appréhension de leurs vies quotidiennes au sein de la société d'accueil. On peut faire ici un parallèle avec les vies quotidiennes des réfugiés dans les camps qu'analyse Michel Agier (2003), dont les caractéristiques objectives qu'il nomme sont assez similaires : « *La précarité et les conditions de vie et d'habitat, l'interdiction officielle de travailler (...) ont pour conséquence que la vie des réfugiés eux-mêmes – et même s'ils ne sont pas a priori clandestins – ne peut que se construire dans l'alternative entre l'accoutumance passible à l'assistance humanitaire et l'initiative clandestine* » (Agier, 2003 : 75). Si les réfugiés en camps ou les migrants roms en squat ont en commun que leurs vies quotidiennes soient perçues de l'extérieur comme étant « limitées » car contraintes, Michel Agier, sans nier cette réalité, nous amène à considérer les possibilités de subjectivation qui existent en dépit de, ou par, ces espaces de vie contraints. Ainsi l'assistance humanitaire qu'il évoque ne doit pas être considérée comme un symptôme de passivité mais plutôt comme une tactique parmi d'autres, prenant appui sur les conditions objectives de vie quotidienne. J'ai montré que cette « alternative » est assez réduite pour les migrants roms au sein des squats, en raison de l'absence d'acteurs prodiguant une assistance humanitaire qui permettrait de survivre en s'y adossant. Il leur faut en effet sortir du squat, donc mettre en œuvre des ressources pour aller chercher cette assistance – qui n'est alors pas totale. En conséquence, la construction de la vie des migrants roms dans l'agglomération française s'appuierait plus sur « l'initiative clandestine » évoquée par Michel Agier (2003), que je qualifierai plutôt d'informelle dans le cas des Roms. Le squat est ainsi l'espace propice à de multiples initiatives informelles et à un quotidien de débrouille, permettant et favorisant des actions quotidiennes relevant d'une certaine addition entre des contraintes exogènes et des rationalités endogènes. Plus avant, les Roms bulgares peuvent même envisager le squat comme espace de vie *parce qu'il* permet de mettre en œuvre ces initiatives, de par son caractère de marge et la vie dans l'entre-soi. Dès lors, ce que l'œil extérieur perçoit comme extrême précarité peut être au contraire appréhendé par les intéressés comme une multiplicité d'initiatives informelles, donc comme débrouille.

La frontière entre précarité et débrouille est à comprendre en la mettant en perspective avec un hiatus existant entre d'une part l'appréhension de ces faits dans le seul cadre (et du seul point de vue) de la société d'accueil, qui enjoint alors inévitablement à identifier ce phénomène de vie des migrants roms comme étant précaire, puisqu'en marge, et d'autre part l'appréhension de ces faits dans une perspective qui dépasse celle de la société d'accueil pour se situer à un niveau plus

macro, que l'on peut qualifier de transnational. En d'autres termes, le cadre restreint de l'État-nation ne semble pas permettre de comprendre la complexité du phénomène de ces mobilités de Roms et leur « installation » aux marges des villes d'Europe de l'Ouest. Cela renvoie intimement à la différence d'appréhension des migrants roms tantôt comme victimes passives, dont la migration serait une fuite voire une errance, tantôt comme acteurs de cette migration envisagée comme une action rationnelle, une stratégie. C'est, à l'évidence, cette dernière voie qui me semble recouvrir au plus près la réalité des expériences migratoires effectuées et verbalisées par les Roms eux-mêmes.

Pourquoi ces installations dans des squats en France ? Les opinions communément émises par les acteurs des sociétés d'accueil comme par certains chercheurs s'orientent vers deux assertions. Tantôt l'explication réside dans la précarité des migrants en question, tantôt elle se fonde sur leur encadrement juridico-administratif sur le territoire, identifié comme contraignant. Parfois, c'est aussi la combinaison des deux idées qui est soulignée (Legros & Vitale, 2011), la seconde étant souvent décriée comme induisant la première, comme le martèlent par exemple les acteurs de MDM dans l'agglomération. Or ces arguments n'épuisent pas l'expérience des vies en squats que font les Roms, comme je l'ai montré en soulevant plusieurs éléments en ce sens précédemment. En posant directement cette question aux Roms, les réponses ne sont pas exploitables tant elles sont évasives ou absentes. Cependant, l'immersion et l'observation de leur quotidien, en France comme en Bulgarie, permet de comprendre ces vies en squat comme relevant de rationalités propres.

Elena Marushiakova et Vesselin Popov (2008a) soutiennent ainsi que la vie des migrants roms dans des habitats précaires, soit des squats ou bidonvilles (parfois appelés « camps ») répondent à des logiques rationnelles économiques : « *Leur installation en camps ne relève pas d'un souci de préserver leur mode de vie nomade. En fait, ils ne voyagent pas, mais vivent de façon permanente dans un endroit de leur choix, déterminé par des raisons économiques. Cette situation leur permet d'économiser davantage d'argent, destiné à construire plus tard des maisons dans leur pays d'origine.* » (Marushiakova et Popov, 2008a : 108-109). Sans faire non plus abstraction des cadres juridiques, économiques et sociaux dans les pays d'accueil ni du statut socio-économique des migrants qui déterminent nécessairement ces installations en habitat précaire, cet argument est à considérer. L'habitat en squat serait-il alors une condition d'épargne s'inscrivant dans la logique migratoire des Roms bulgares ?

À l'heure actuelle, dans les discours des Roms bulgares, l'objectif initial de cette migration, pour la majorité, n'est pas l'installation en France mais revient à « *faire de l'argent* », comme ils le disent. Ainsi la logique migratoire consiste à quitter son pays temporairement en faisant le choix de vivre dans des conditions plus difficiles, avec moins de confort et une instabilité précaire, dans le but de « *faire de l'argent* » pour améliorer les conditions de vie, pour soi et sa famille (même des membres restés là-bas). Cela peut prendre différentes formes en Bulgarie comme la construction ou l'agrandissement de maisons, et d'autres que j'analyserai dans la section suivante. Dès lors, la stratégie économique mise en place consiste à dépenser le moins possible en France. Ainsi le fait d'habiter en squat de façon temporaire relève d'une forme de « choix » guidé par une certaine rationalité, ou tout du moins correspond à une

condition d'épargne qui s'inscrit pleinement dans cette logique migratoire, en aucun cas quelque chose qu'ils déplorent d'emblée – si ce n'est à cause des expulsions potentielles et de l'insalubrité, en fonction des différents squats.

En discutant au sujet de la vie dans les *mahala* lors d'un séjour en Bulgarie, Yanko me dit : « *Le principal pour nous, c'est d'avoir une maison. Si t'as pas de maison, tu meurs ici !* »⁵¹¹. Ces propos signifiant l'importance de la maison à soi sont intéressants à considérer au regard de l'expérience migratoire en question et de la vie en squat en France. Concernant la Bulgarie qui était le contexte de cette phrase, cela montre deux points : d'une part, la survivance du communisme dans les mentalités, et d'autre part l'importance d'avoir au moins un toit contrebalancée avec le peu de cas que fait Yanko, comme beaucoup d'autres, de l'aspect « ghetto » des *mahala*. En effet, comme je l'ai montré dans la section précédente, l'espace de vie contraint des *mahala* est construit en norme dont les contraintes sont détournées et érigées en valeurs (concernant l'absence de l'État et la vie dans l'entre-soi), en opérant une forme de retournement du stigmat. Les propos de Yanko ne sont pas non plus antinomiques avec les migrations des Roms puisque ce sont précisément ces migrations qui permettent de conserver (au sens de restaurer et de garder) la maison en Bulgarie. Et inversement, c'est cet « acquis », ce lieu envisagé comme un pied-à-terre (certes souvent non souhaité pour y vivre mais toujours un refuge potentiel) qu'est la maison bulgare qui permet aussi de migrer en acceptant des conditions de vie objectivement plus précaires mais dans le fond non ressenties comme telles par les Roms, au regard de cette logique.

De la même façon que pour les *mahala*, l'expérience de la vie en squat en France doit être replacée dans une logique sous-jacente qui est de transformer la contrainte en ressource. J'ai montré en effet, à travers l'analyse de la vie en squat, en quoi cette forme d'habiter, envisagée dans sa totalité (sous un angle matériel et immatériel) permet aux migrants roms de se réaliser dans leur quotidien, au regard des vies fondées sur les liens et interactions dans cet entre-soi permis par le squat, et plus largement par le maillage des différents squats sur l'agglomération, soit le territoire que forment les squats de migrants roms. J'ai également montré l'étendue des opportunités économiques liées à cette présence dans l'agglomération qui, si elles sont de l'extérieur considérées comme précaires voire quasiment inexistantes car insuffisantes au regard du standard de l'État français, représentent aux yeux des Roms un champ des possibles en termes de débrouille presque inespéré en fonction de ce qu'ils connaissent en Bulgarie. Ainsi, les vies en squat en France participent d'une certaine rationalité qui s'inscrit dans des logiques migratoires particulières sur les ressources (matérielles et immatérielles) disponibles ici et là.

Dès lors, « *il faut admettre ce qui a l'apparence d'un paradoxe. La destruction des bidonvilles (...) est une entreprise de prolétarianisation.* » (Pétonnet, 1982 : 86). Comme elle le démontre concrètement en analysant les parcours résidentiels des habitants de bidonvilles une fois le leur détruit, je l'analyserai au sujet des migrants roms en observant les effets de la sortie de squat sur leurs subjectivités, dans le cadre des relogements induits par la politique locale spécifique de l'agglomération.

⁵¹¹ Notes de terrain, août 2011.

Conclusion de la section 2

Objectivement, il est donc envisageable de qualifier les conditions de vie des migrants roms dans l'agglomération comme étant précaires, de même que leur inscription dans la société française ne peut qu'être appréhendée comme étant dans les marges, en termes de statut juridico-administratif, de logement, de ressources. Cependant, cette inscription dans les marges du pays de destination permet de nombreuses opportunités (matérielles, comme je l'ai montré, mais aussi immatérielles, on le verra) inexistantes pour les Roms en Bulgarie. En outre, la précarité et la marginalité définissant l'inscription de ces nouveaux migrants dans la société française sont à replacer dans leurs dynamiques migratoires pour les interroger. J'ai montré ici notamment les logiques rationnelles des Roms en tant que migrants qui permettent de comprendre leurs expériences de vie en squat. Mais leurs dynamiques migratoires sont à questionner plus avant.

Ces dernières prennent forme dans des circulations migratoires entre la France et la Bulgarie. Dès lors, on ne peut isoler la seule inscription de ces migrants dans la société dite d'accueil. Il convient de prendre en compte leurs expériences dans ce qui s'apparenterait à un « *territoire circulatoire* » (Tarrius, 1993), dont les allers-retours effectifs seraient la composante centrale. Ainsi, « *la tension permanente entre le nomadisme et la sédentarité précarise en effet l'inscription, massive parfois, dans tel ou tel lieu de la ville ou de ses périphéries, mais favorise en même temps la capacité à en investir de nouveaux, à se jouer des injonctions publiques et générales à la stabilité résidentielle urbaine.* » (Tarrius, 2001a). Comment comprendre ces circulations migratoires ? Qu'est-ce que l'analyse de ces circulations (dans leurs modalités et dans leurs vécus par les intéressés) nous apprend sur les dynamiques migratoires de ces Roms bulgares ? Rien qu'en les considérant comme étant centrales dans la vie des migrants, ces circulations nous amènent à dépasser l'idée première d'inscription dans une marge uniquement.

3. Une inscription transnationale en actes

J'ai montré précédemment l'importance et l'intérêt d'analyser les dynamiques migratoires des Roms bulgares afin de comprendre le sens et la logique que revêt pour eux cette installation jugée « précaire » dans l'agglomération française. L'objectif est alors de dépasser une lecture en termes de marginalisation qui serait inhérente aux vies quotidiennes des Roms, en Bulgarie comme en France – lecture qui participe de la définition des Roms comme sujets passifs et ne faisant que subir leurs conditions de vie, contre laquelle je m'inscris. Pour parvenir à saisir ces dynamiques migratoires en profondeur, il convient donc d'appréhender ces mobilités de l'intérieur, en prenant en considération les liens des migrants avec leur société d'origine (avant et pendant l'expérience migratoire). D'après ce que préconisait en ce sens Abdelmalek Sayad

(1999), les Roms bulgares devraient alors être appréhendés non uniquement en tant qu'« *immigrés* » mais aussi en tant qu'« *émigrés* ». Mais cette terminologie correspond-elle aux réalités des expériences des Roms ?

Déplaçant ainsi le regard, ce qui frappe d'emblée n'est pas anodin : les migrants roms, au-delà (ou à partir) d'une installation souvent précaire en France, effectuent de nombreuses circulations entre la Bulgarie et la France. De plus, leur statut juridico-administratif ne leur permet pas, a priori, de s'intégrer dans la société française, au regard des difficultés inhérentes à leur statut concernant l'emploi et le droit au séjour particulièrement. Dès lors, les termes d'immigrés et d'émigrés ne paraissent pas convenir aux situations vécues par les Roms bulgares. Il est plus judicieux de les appréhender dans un premier temps comme migrants, en précisant que ce terme est ici entendu au sens de « *migrant-sujet de son déplacement* » et non au sens « classique » de « *migrant-objet* » (Tarrius, 2012). C'est donc bien dans une perspective transnationale, examinant les vies des migrants dans ce processus migratoire, qu'il convient de positionner le questionnement.

Cependant, la définition du transnationalisme de Nina Glick-Schiller et *al.* (1994), retranscrite en introduction de ce chapitre, contenait la notion d'« installation » des migrants dans la société dite d'accueil. Dans le cas des migrants roms, il convient d'interroger ce point au regard de la teneur (dans la forme comme dans le fond) de leurs circulations migratoires. On peut effectivement parler d'installation pour certaines familles de migrants roms dans l'agglomération, ce qui se traduit concrètement par un certain type d'établissement dans la société d'accueil, matérialisé par différentes modalités d'adaptation (multiplicité des liens, élargissement des réseaux sociaux notamment). Or dans les cas étudiés ici (qui sont majoritaires à l'heure actuelle), ce terme d'« installation » paraît quelque peu exagéré, à moins d'y ajouter l'adjectif « temporaire ». En effet, au regard de l'absence de cette logique d'émigration-immigration, ainsi que de la prégnance des circulations entre les deux pays, j'émet alors l'hypothèse selon laquelle ces migrants roms s'inscrivent pleinement dans un certain transnationalisme plutôt que dans une société. Un des apports de la littérature sur le transnationalisme, notamment celui d'Alejandro Portes (1999), consiste à montrer que des phénomènes sociaux (au sens large) se déroulent dans un nouvel espace qui n'est ni celui de la société d'origine, ni celui de la société d'accueil. C'est ce qu'Alain Tarrius (1993) définit par la notion de « *territoire circulatoire* ».

Afin de saisir la construction (ou non) d'un nouvel espace de vie émergent par et pour les migrants roms, je propose de partir de ces phénomènes concrets que sont les mobilités et plus largement, le quotidien des Roms induit par ces mobilités. Il s'agit donc d'interroger précisément ces circulations migratoires, leurs modalités et leurs logiques, à partir de l'expérience qu'en font les Roms bulgares. Pour ce faire, j'analyserai alors ce qui forme et informe ces mobilités, comment elles sont construites et quel type d'ordinaire elles produisent. Plus avant, les différentes matérialisations des liens qu'entretiennent les migrants roms avec la Bulgarie seront étudiées. Ce faisant, il s'agit donc de questionner les expériences migratoires des Roms bulgares : « *double absence* » (Sayad, 1999) ou double présence ? Telle est la question à laquelle cette section s'attache globalement à répondre.

3.1. Les raisons des circulations entre la Bulgarie et la France

Je cherche le squat de Nadrie, rencontrée à Ivaylo le mois dernier et revue dans la Ville il y a deux jours. Par hasard, à l'arrêt de tram indiqué par elle, je rencontre son fils qui revient avec sa mamie et d'autres. Ils me conduisent au squat. Huit familles habitent dans un grand hangar, dans des « *kolibi* » construites par eux. Il y a des douches et des toilettes. C'est une sorte d'entrepôt désaffecté, avec une partie hangar et une partie bureau. Ça semble assez sain, avant que je ne m'aperçoive du plafond en amiante. Les enfants de Nadrie sont très différents d'en Bulgarie, ils sont plus éteints. Il faut dire que la police est venue les voir la veille, à 5h du matin, pour un contrôle, et a confisqué leurs passeports. Ils sont convoqués aujourd'hui au commissariat, inquiets. Nadrie n'arrête pas de répéter qu'elle n'est là que depuis dix jours, ce qui est vrai puisque je l'ai vue avant en Bulgarie. Elle ne comprend pas ce qu'il se passe, son mari non plus. Elle n'a pas de preuve de son entrée sur le territoire, et n'a peur que d'une chose : devoir retourner dès maintenant en Bulgarie où « *nyama nishto, nyama pari za hrana, nyama rabota, nyama sotsial* » (il n'y a rien, il n'y a pas d'argent pour la nourriture, il n'y a pas de travail, il n'y a pas de social). Elle vient d'y passer huit mois avec ses enfants, sa belle-sœur et les siens, son mari étant en France avec son frère. Les deux femmes ont des enfants en bas âge, et elles expliquaient ainsi leur choix de passer l'hiver en Bulgarie, où « *au moins, les enfants sont au chaud* ». Ça fait trois ans que sa famille vient régulièrement dans l'agglomération en fonction de leurs propres motivations, et circulant de squat en squat en fonction des expulsions.⁵¹²

Cet extrait de carnet de terrain retraçant dans les grandes lignes et dans l'instant les circulations de la famille de Nadrie entre la Bulgarie et la France pose le cadre de la dynamique migratoire de cette famille, et plus globalement, de la majorité des Roms bulgares rencontrés. Comme je l'ai montré à travers certains éléments relevés sur le terrain (les microbus, le travail de chauffeur occupé notamment par Yusuf, des personnes rencontrées « ici » puis retrouvées « là-bas » et qui reviendront « ici »), les mobilités des Roms bulgares relèvent d'une migration circulatoire, les migrants effectuant de nombreux allers-retours entre le pays d'origine et le pays d'accueil. Comment comprendre ces allers-retours ?

Je vais montrer ici que ces circulations, variables selon les personnes, les familles, les situations privées, les contextes politiques, relèvent de différentes logiques. Pour les migrants roms, il existe plusieurs types de circulations possibles : il y a le « *deport* » (l'expulsion) le retour contraint signifié par les autorités avec une OQTF. Celui-ci peut être « *sas samolet* » (en avion) ou « *sas mikrobus* » (en microbus), mais aussi « *sas pari* » ou « *bez pari* » (avec argent ou sans argent), en référence à l'ARH à laquelle ont droit les migrants lors de leur premier « rapatriement humanitaire » dans leur pays d'origine⁵¹³. Et puis, il y a tous les trajets effectués qui sont motivés par des

⁵¹² Extrait du carnet de terrain, 15 mars 2012.

⁵¹³ Cette « aide au retour humanitaire », versée aux étrangers ayant la nationalité d'un État membre de l'UE présents en France depuis plus de trois mois et en situation de « grande précarité », était de 300 Euros par adulte et de 100 Euros par enfant jusqu'en février 2013. A cette date le Ministre de l'Intérieur, M. Valls, a réduit son montant à 50 Euros par adulte et 30 Euros par enfant, cherchant ainsi à réduire l'inefficacité d'un tel dispositif ou du moins d'annuler « l'effet pervers » que représentait à ses yeux les retours en France par la suite. Voir à ce sujet les articles de presse nationale suivants : http://www.lemonde.fr/societe/article/2012/12/07/manuel-valls-annonce-la-fin-de-l-aide-au-retour-pour-les-roms_1801840_3224.html?xtmc=aide_au_retour&xtcr=14 (consulté le 6 février 2013) ; <http://www.lemonde.fr/societe/article/2012/09/14/aide-au->

raisons propres aux Roms. Si les premières circulations, qu'on pourrait qualifier de subies, sont nécessaires à considérer, il est d'autant plus important de souligner que les secondes, celles choisies, existent et font sens pour les personnes, puisqu'elles permettent d'affirmer que les Roms en question s'inscrivent en tant qu'acteurs dans une vie transnationale.

3.1.1. Modalités de contrôles de police et obligations de quitter le territoire

De par leur statut juridico-administratif en tant que migrants ressortissants de Bulgarie sur le territoire français, les Roms sont soumis à des restrictions en termes d'emploi et de durée de séjour en France, comme je l'ai déjà souligné. C'est à partir de cette législation que des contrôles sont donc mis en place pour s'assurer que les migrants roms ne séjournent pas en France depuis plus de trois mois. La question de savoir si ces migrants peuvent apporter la preuve de ressources nécessaires au maintien sur le territoire au-delà de trois mois ne se pose clairement pas pour les forces de l'ordre, en ce qui concerne les personnes qui sont en habitat précaire, squats ou bidonvilles : le fait même de vivre en squat constitue en effet, aux yeux des agents de l'État et de la loi, la preuve a contrario de l'absence de ressources nécessaires. C'est donc dans les squats que ces opérations de contrôle sont réalisées, par la Police nationale et/ou la Police aux Frontières (PAF), dont les agents sont accompagnés d'interprètes assermentés.

Comme le soulignent très judicieusement Pierre Cabrol et David Dumeau (2012) dans leur article sur la législation et les pratiques policières concernant le séjour des Roms bulgares et roumains sur le sol français, il existe un vide juridique concernant les moyens d'apporter les preuves d'un séjour de plus de trois mois sur le territoire. En effet, comment contrôler par exemple la date d'arrivée en France pour des Européens bénéficiant de la liberté de circulation, s'ils ne transitent que par des pays de l'UE ? Dans les faits, deux cas de figure voient le jour, correspondant tous deux à des initiatives pratiques des policiers et comportant tous deux des imperfections, voire des failles, comme l'ont clairement démontré ces auteurs. Sans s'attarder plus avant sur ces contrôles en soi, je vais les présenter rapidement avant de montrer les façons dont ces contrôles sont vécus par les Roms ainsi que leurs conséquences concrètes en ce qui les concerne.

Pierre Cabrol et David Dumeau notent que ce « vide » juridique concernant l'apport de cette preuve du séjour implique alors, comme le veut la règle générale, que la preuve peut être rapportée « *par tous les moyens : écrits, témoignages, aveux, constatations, ou autres* » (2012 : 47). Dans les faits, ces moyens sont soit un contrôle policier précédent, avec un intervalle de temps supérieur à trois mois entre les deux, soit diverses preuves apportées par le migrant pour attester de sa présence à l'étranger

[retour-des-roms-queles-sont-les-effets-pervers-du-dispositif_1760651_3224.html](http://www.liberation.fr/societe/2013/01/21/les-aides-au-retour-des-sans-papiers-fortement-reduites-au-1er-fevrier_875534) (consulté le 17 mars 2013) ; http://www.liberation.fr/societe/2013/01/21/les-aides-au-retour-des-sans-papiers-fortement-reduites-au-1er-fevrier_875534 (consulté le 6 février 2013).

dernièrement (des factures nominatives voire des photos montrant la personne à l'étranger avec une preuve de date). Un autre moyen apporté par le migrant peut être un tampon de douane sur son passeport. En effet, pour venir en France, la plupart des Roms bulgares passent par la Serbie, où le passeport est parfois tamponné. La date de sortie de Serbie fait alors office de date d'entrée sur le territoire français, ce qui correspond à une déduction de fait approximative. Il en est de même pour les autres moyens cités auparavant, qui, soulignent Pierre Cabrol et David Dumeau, attestent une présence à un instant et non du séjour : « *La difficulté tenait au fait que la présence, événement ponctuel, ne peut être assimilée au séjour.* » (2012 :47). Mises en cause devant le tribunal dans quelques affaires de ce type soulevées par des associations, ces pratiques policières ont alors laissé leur place à des nouvelles, cherchant toujours à apporter cette preuve de façon plus précise et irréfutable. C'est ainsi qu'est apparue une procédure policière de rétention des papiers d'identité, comme c'est le cas pour la famille de Nadrie ci-dessus. Lors de contrôles, les agents retiennent alors les papiers des migrants, leur remettant en échange un document qui s'intitule « *récépissé contre remise de documents de voyage* ». Ce document, précisant une date de rendez-vous au commissariat de police, a aussi une date de validité précise, puisqu'il devient le nouveau document d'identité des migrants – ce qui n'est pas sans compliquer (voire rendre impossible) certaines démarches administratives ni sans renforcer une stigmatisation potentielle. Il leur faut alors se rendre à ce rendez-vous individuel au commissariat, où les migrants se voient remettre leurs papiers d'identité et notifier une OQTF ou donner un autre rendez-vous un mois après, tout en ne récupérant pas leurs papiers d'identité. Dans ce dernier cas, l'objectif est alors d'arriver ainsi jusqu'au terme des trois mois de séjour sur le territoire, afin de signifier à ce moment-là aux migrants leur obligation de le quitter. Cette pratique, qui est donc assortie d'une obligation de « pointer » tous les mois au commissariat, s'apparenterait, selon Cabrol et Dumeau (2012 : 48), à un « *contrôle administratif* » comparable au contrôle judiciaire, par ailleurs à la limite de la légalité⁵¹⁴.

Au-delà de la crainte de ces contrôles que peuvent avoir les migrants roms, c'est surtout l'impossibilité de circuler librement en Europe qui est redoutée, et importante à souligner. Dans tous les cas, cette législation ainsi que les pratiques policières mises en œuvre participent clairement d'un sentiment d'insécurité et d'incompréhension des Roms face à ces contrôles, et plus avant, face à ce qui peut leur advenir. Contrairement à une attitude passive et victimaire qui pourrait en découler, ces sentiments conduisent alors les migrants à adopter, lorsqu'ils le peuvent, diverses stratégies visant à minimiser l'aspect subi de ces contrôles de police et de leurs retours éventuels en Bulgarie.

Ainsi lors des contrôles policiers dans les squats, certains prennent le parti de se cacher pour éviter de se voir délivrer une OQTF, comme en fait état cet extrait du carnet de terrain :

La police est arrivée en force à 5h ce matin sur le squat de X, a pris les passeports de tous ceux présents. Nadezhda me raconte s'être cachée dans une cabane (celle de sa sœur) pour ne pas se faire contrôler. Selon elle et sa sœur, avec qui j'en discute, il y a plusieurs

⁵¹⁴ Il serait intéressant de creuser le parallèle avec le contrôle des gens du Voyage en France permis par les « carnets de circulation ».

personnes qui se sont cachées ou sont parties en cachette, rapidement, dans ce but. Elles en rigolent avec bonne humeur.⁵¹⁵

Il convient de noter que ce sont l'heure de ces contrôles, tôt le matin, ainsi que le dispositif policier déployé en ce sens et l'aspect contraignant de ces contrôles dont l'issue est incertaine (rétention des papiers d'identité ou non, délivrance d'OQTF de suite ou non) qui enjoignent les migrants roms à les fuir autant que possible, bien que ce phénomène fasse partie intégrante de leur quotidien. Pour la plupart en effet, le seul fait de devoir aller en Bulgarie n'est pas un problème en soi, et l'obligation officielle de quitter le territoire français peut même parfois être perçue comme une des raisons parmi d'autres d'effectuer le voyage à ce moment-là. C'est ainsi qu'on peut comprendre l'attitude flegmatique parfois observée chez certains Roms lorsque ce sujet était abordé, comme en témoigne l'extrait suivant :

Avec Papou Adem, Yusuf et Bobi, je discute du contrôle de police qu'il y a eu à X. Je leur demande s'il y en a eu un aussi ici dernièrement. Ils disent non, et le gendre de Bobi, qui arrive dans la conversation, ajoute qu'il va y en avoir un dans dix jours – c'est ce qu'on lui aurait dit à X... Je suis plus anxieuse qu'eux pour eux. Cela semble être un événement du quotidien, ils trouvent ça « *normalno* » (normal), utilisent le mot « *kontrol* » en bulgare pour en parler. J'essaie de savoir s'ils vont être inquiétés lors d'un prochain contrôle, Bobi me répond que lui non, ça fait pas trois mois qu'il est resté là, avec Papou Adem. Je demande ce qu'il en est de Yusuf, mais ni lui ni personne ne me répond, comme s'ils n'avaient pas entendu ou compris...ou comme s'ils préféreraient ne pas se poser la question peut-être...⁵¹⁶

Parfois, les stratégies mises en place par les Roms peuvent aussi consister à tenter de retourner la situation en leur faveur, comme c'est le cas de ceux qui se présentent spontanément au commissariat de police ou dans les locaux de l'OFII lorsqu'ils veulent rentrer en Bulgarie mais n'ont pas les moyens matériels de le faire : ils apportent alors, si possible, des preuves de leur séjour de plus de trois mois sur le territoire et demandent à être expulsé par le prochain avion affrété par l'OFII.

Comme je l'ai précisé, la mise en application des OQTF se fait de différentes façons, en fonction des situations et/ou des agents de police qui verbalisent les migrants. Le système (que je n'ai pas analysé de l'intérieur) semble alors assez opaque, d'après mes observations et aux yeux des migrants également, comme pour Pierre Cabrol et David Dumeau (2012) qui l'ont, eux, sondé précisément. Ainsi le cas de Nadrie rapporté brièvement plus haut est significatif de cette opacité, puisque revenue en France au début du mois de mars 2012, elle est formellement contrainte, par le biais d'une OQTF, de quitter le territoire avant le 15 avril 2012, ce qui ne correspond pas à la période de trois mois pourtant normalement autorisée. Ce document qui lui est remis par des agents de la Police Nationale, malgré ses protestations traduites par une interprète alors présente, justifie ainsi cette opération, après avoir rappelé les articles de loi référents et présenté l'identité de Nadrie :

⁵¹⁵ Notes de terrain, 17 novembre 2011.

⁵¹⁶ Notes de terrain, 20 novembre 2011.

« Considérant qu'elle a déclaré effectuer deux ou trois allers retours par an entre la France et la Bulgarie depuis 2007 et qu'elle est entrée en France pour la dernière fois le 7 mars 2012 ;

Qu'elle renouvelle ainsi volontairement des séjours en France de moins de trois mois dans le but de se maintenir sur le territoire alors que les conditions requises pour un séjour d'une durée supérieure à trois mois ne sont pas réunies ;

Qu'elle séjourne en France dans le but essentiel de bénéficier du système d'assurance maladie alors qu'elle se consacre à la mendicité ;

Qu'elle vit en France avec son compagnon [XX] qui fait l'objet d'une obligation de quitter le territoire par décision de ce jour ;

Qu'elle n'établit pas être démunie d'attaches familiales dans le pays dont elle est ressortissante et où résident ses parents et son frère.

Arrêté : Article 1 : Elle est obligée de quitter le territoire dans le délai de trente jours à compter de la notification de cette décision.

Article 2 : Si elle se maintient au-delà, elle pourra être reconduite d'office dans son pays. »⁵¹⁷

Malgré l'incompréhension de cette situation, c'est finalement l'article 2 cité dans l'OQTF qui fut mis en exécution, étant donné que Nadrie, son mari et ses enfants ne sont pas repartis d'eux-mêmes à la date dite en Bulgarie, arguant à qui voulait bien l'entendre qu'ils venaient à peine d'arriver. Ainsi, ils ont laissé le temps passer, attendu de voir ce qui allait leur arriver (ou non). Cela les mena à une reconduction à la frontière pour toute la famille en avion, lors de la prochaine date prévue pour un « convoi » vers la Bulgarie par l'OFII, en l'occurrence le 25 avril, ce qui leur a été notifié début avril. Dans ce cas, si Nadrie et son mari ne voulaient pas rentrer car effectivement elle était arrivée avec les trois enfants en France il y a peu de temps, c'est également en raison des frais qu'impliquait ce voyage. Dès lors, la solution d'attendre, tout en espérant se faire oublier, qui a conduit à un « *deport* », est à leurs yeux préférable (même sans ARH) parce qu'ils n'ont pas à déboursier l'argent du voyage aller, mais seulement celui du prochain retour.

Néanmoins, d'autres migrants roms font le choix d'éviter autant que possible le retour en avion, certains n'ayant alors jamais perçu l'ARH dans cette logique. C'est le cas de Nayden qui m'explique le « *deport, sas ili bez pari* » n'est pas rentable puisqu'il faut payer 150 euros pour revenir en France en microbus après, et qu'en plus, c'est une façon d'être fiché par la police⁵¹⁸. Pour d'autres raisons, c'est également le cas d'Adem, le fils de Bobi, qui refuse de prendre l'avion, d'une part parce qu'il est employé au noir dans une boulangerie et craint de perdre ainsi son travail, et d'autre part car il est accompagné de sa femme enceinte et leur enfant de quatre ans qui a des troubles du comportement avérés. Un « deal » est alors passé avec la police qui le contraint à se rendre en Bulgarie de n'importe quelle autre façon et de poster de là-bas une enveloppe cachetée à l'adresse de l'hôtel de police de la Ville. Lorsqu'il arrive à Ivaylo après deux jours de voyage dans sa voiture après avoir annoncé sa venue au moment du départ à ses grands-parents en Bulgarie, Adem semble fatigué et dépit, de même que sa femme. Il vient vers moi de suite avec son enveloppe à la main pour me montrer les raisons de ce voyage imprévu et non souhaité, et m'explique ce qu'il a compris : les policiers lui ont

⁵¹⁷ Extrait de l'OQTF qui lui est délivrée en date du 15 mars 2012, recopiée sur mon carnet de terrain.

⁵¹⁸ Notes de terrain, 10 mai 2011.

dit qu'il doit poster l'enveloppe depuis chez lui en Bulgarie pour prouver qu'il a bien quitté le territoire à la date indiquée. Malgré le fait qu'il répète sans cesse « *naj normalno* » (ce n'est pas normal) et qu'il attend ma confirmation à ce sujet, râlant d'avoir effectué tout le trajet avec sa famille pour cela, il refuse catégoriquement d'ouvrir l'enveloppe cachetée, ce que j'avais suggéré, et s'empresse d'aller lui-même à la poste le jour même.

Ces types de retours contraints en Bulgarie sont donc tantôt uniquement subis par les intéressés, tantôt appréhendés par eux comme une motivation pour effectuer un trajet à ce moment-là. De façon générale, comme je l'ai montré, c'est surtout le contrôle et son lot d'incertitudes et d'incompréhension concernant les conséquences de celui-ci sur la vie quotidienne des Roms qui font l'objet d'une crainte particulière, voire d'une angoisse permanente, au regard de la fréquence de ce sujet de conversation dans les squats.

3.1.2. Des allers-retours déterminés par des raisons endogènes

Ces retours contraints par la législation ne représentent qu'une partie des allers-retours effectués globalement par les migrants roms entre la France et la Bulgarie. En effet, il n'est pas rare qu'une personne ou une famille (au sens restreint du couple et des enfants), après quelques mois voire quelques semaines passées en France, reparte en Bulgarie pour une durée tout aussi indéterminée. Il existe alors un va et vient permanent de personnes entre les deux régions, les migrants ne rentrant, comme ils ne reviennent, pas tous au même moment ni tous ensemble. C'est pour répondre à cette dynamique migratoire que des personnes comme Yusuf ou Bobi se sont institués chauffeurs de microbus, dont je montrerai l'organisation plus en détail dans la sous-partie suivante.

Ce qu'il importe de considérer ici sont les raisons de ces allers-retours, en partant des « retours » en Bulgarie. Du point de vue des acteurs associatifs et institutionnels, comme on l'a vu dans la première partie, ces multiples circulations sont considérées comme des « problèmes », car mettant à mal un suivi social, éducatif ou sanitaire enclenché en France. Mais plus avant, la première difficulté réside en l'incompréhension de ces retours réguliers en Bulgarie, de leurs logiques, des raisons qui les motivent – et qui sont rarement explicitées par les Roms, en tout cas auprès des acteurs associatifs et institutionnels. Je propose de prendre rapidement le cas de l'école pour comprendre comment se traduit cette dynamique migratoire au sein d'une institution, et surtout comment elle est amenée par les migrants et perçue par les professionnels.

À de multiples reprises, lors d'entretiens, des enseignants d'école élémentaire m'ont rapporté les cas de parents qui leur demandent régulièrement des « papiers » prouvant la scolarité de leurs enfants : « *ils demandent des papiers pour dire dans quelle classe ils sont et s'ils travaillent bien* »⁵¹⁹ m'explique ainsi une enseignante de CLIN. Les enseignants ne comprennent pas le sens de ces demandes, observant

⁵¹⁹ Entretien, 1^{er} avril 2011.

seulement qu'elles sont suivies de départs en Bulgarie pour un temps. Mes séjours en Bulgarie ainsi que mes entretiens avec des enseignants des villages et quartiers d'origine des migrants en question m'ont permis de comprendre qu'il s'agit là de tentatives, de la part des parents, de prouver la scolarité des enfants dans l'agglomération française dans le but que ceux-ci réintègrent l'école bulgare sans redoubler de classe⁵²⁰. Cette demande des parents aux enseignants français dénote donc une stratégie qui s'enracine dans la vie transnationale des familles, dont les enfants sont scolarisés un temps en Bulgarie, puis un temps en France, ces allers-retours s'effectuant sur des périodes plus ou moins longues en fonction des conditions objectives de vie et des désirs subjectifs de chacun – qui peuvent en outre se modifier dans le temps. Ces raisons d'arrivée, de départ et de retour ne sont jamais explicitées aux acteurs institutionnels, en l'occurrence les enseignants. Ces derniers s'interrogent alors sur ce qu'ils appellent « *l'histoire de la grand-mère malade* », après en avoir discuté entre eux et s'être aperçus qu'il s'agissait de la raison « officielle », donnée quasiment par toutes les familles à tous les enseignants⁵²¹. J'affirme donc que « *l'histoire de la grand-mère malade* » s'apparente ici à un symptôme des vies transnationales des migrants roms, car représentant un aspect de leurs dynamiques migratoires visible par les acteurs institutionnels, auquel les Roms ont alors donné un nom afin de tenter de restituer de la cohérence, de la logique au sein de leur organisation qui n'en a pas aux yeux des professionnels.

De l'intérieur, il apparaît que ces allers-retours sont fonction de multiples faits considérés par les Roms comme des événements dans leur quotidien : problème de santé, décès, mariage, accouchement, visite à la famille, problème de maison,... Tous ces événements peuvent être effectivement des motivations au départ ou au retour, en fonction des lieux de présence des membres de la famille dont il est question à l'instant T, mais aussi au regard des désirs, des rationalités et des choix de chacun. En d'autres termes, les raisons de ces circulations sont aussi variables que les situations et les personnes. Tantôt on rentre parce qu'il fait trop froid dans la cabane au squat, tantôt parce qu'il y a un problème à régler dans la maison en Bulgarie... Tantôt on doit rentrer pour refaire faire un document administratif, tantôt pour aller voir un nouveau-né ou un défunt... Tantôt on rentre pour fuir une situation dans l'« ici », tantôt on rentre au contraire parce que l'ici le permet... Tantôt on rentre pour se faire soigner, tantôt on rentre parce qu'on a été soigné... La liste pourrait se poursuivre en prenant en considération tous les aspects de la vie quotidienne importants pour les migrants roms. Cette diversité qui peut presque se décliner à l'infini est significative : cela montre bien que ces circulations effectuées par les Roms bulgares entre la France et la Bulgarie sont multiples et variées pour la seule raison qu'elles s'inscrivent pleinement dans leurs vies quotidiennes, et plus avant, fondent ce quotidien. Dès lors, les raisons de ces mobilités

⁵²⁰ Ce type de requête est cependant vain, l'école bulgare ne reconnaissant pas la scolarité des enfants en France, prétextant qu'il est impossible de suivre les apprentissages des enfants de cette façon et qu'ils méconnaissent le programme français. Dès lors, ces documents, rapportés parfois par des familles qui ont pu les obtenir, ne sont pas pris en considération et les enfants sont de nouveau inscrits dans la classe dans laquelle ils étaient avant qu'ils ne partent en France.

⁵²¹ Notons que les enseignants me rapportant ces pratiques précisent que certaines de ces familles habitent « *en appartement* » et non en squat, ce qui démontre des similitudes en termes de comportement dans le pays de destination. Plus avant, cet élément permet d'affirmer que de nombreux migrants roms semblent se retrouver autour de cette dynamique de vie transnationale, qu'ils soient en squat ou en appartement.

ne sont presque pas nécessaires, ou n'en sont pas vraiment, puisqu'il s'agit en fait de permettre aux Roms d'être à la fois ici et là-bas.

C'est ainsi que l'on peut comprendre la mise en perspective de l'extrait de carnet de terrain qui suit, écrit lors d'un séjour en Bulgarie, avec des notes de terrain rédigées quelques semaines plus tard en France sur le même sujet :

Reni⁵²² habite chez ses beaux-parents, avec son mari et ses enfants. Son beau-père a l'air dur, sévère. Je lui demande ce qu'il en est, elle me répond d'un air entendu que c'est le « chef de la maison » (*o chef na kashtata*), en acquiesçant en silence. Elle ajoute qu'elle aimerait avoir sa propre maison avec son mari et ses enfants, mais qu'ils n'ont pas d'argent. Elle dit qu'en France ils ne font pas beaucoup d'argent, seulement avec la manche et « le social, à manger » (*o sotsial, da yade*), « mais c'est pas beaucoup » (*ama ne e mnogo*). Elle dit qu'ils vont y aller après l'école des enfants, en mai jusqu'en septembre. Je lui demande pourquoi ils n'y sont pas en ce moment alors que les deux sœurs et le frère de son mari y sont. Elle répond que son mari passe son permis de conduire en ce moment.⁵²³

Mais par la suite, de retour en France, je vois un jour Reni au squat avec sa famille (beaux-parents compris), dès le mois d'avril. Je ne réussis pas à comprendre ce qui les a concrètement incité à revenir plus tôt qu'elle ne l'avait prévu, d'autant que son mari n'a toujours pas son permis de conduire.

Ainsi les raisons du départ ou du retour qui me sont avancées me semblent alors l'être parce qu'il faut bien répondre quelque chose à mes interrogations, comme à celles, plus largement, des « Français » rencontrés (dans tout cadre interactionnel). De fait, à l'instar de l'observation ci-dessus concernant la raison du retour en France de Reni et sa famille, plusieurs situations montrent que d'autres éléments interviennent dans ces décisions, qui ne sont pas explicités – tout du moins pas à moi. Non que je ne sois pas suffisamment proche pour avoir accès à ces informations, il s'agit plutôt de comprendre le silence qui les entoure comme le silence qui entoure toute chose, acte, pensée, du quotidien. Il n'est pas besoin d'en faire des discours, comme il n'est pas nécessaire de se justifier pour passer du temps « *tuk* » (ici) et « *tam* » (là-bas), de même que pour rendre visite à sa sœur à l'autre bout de la *mahala*. Finalement, le seul critère déterminant ces circulations transnationales est l'argent disponible pour effectuer le trajet et, concernant les trajets vers la Bulgarie, pour vivre un temps là-bas. Mais même sur ce point, des aménagements sont possibles avec les chauffeurs de microbus, comme je le montrerai ultérieurement. Ces mobilités plus ou moins régulières sont alors envisagées comme des expériences quasiment ordinaires, tout du moins pas extraordinaires.

Dès lors, si le terme de « vacances » (*na vakantsiya*), signifiant une rupture avec l'ordinaire, est parfois utilisé par certains Roms pour parler de leurs séjours en Bulgarie, il faut l'entendre au sens économique uniquement – sauf pour ceux qui sont pleinement (et uniquement) ancrés dans la société française, ayant un emploi fixe et des enfants scolarisés depuis plusieurs années, et qui repartent passer un mois par an, de façon habituelle, en Bulgarie pendant l'été (mais il n'est pas question ici de ceux-là, qui ne vivent pas en squat). Des « vacances » du point de vue économique signifient que les

⁵²² Reni est l'une des petites-filles de Baba Remzia et Papou Adem. Voir le schéma de parenté, Annexe 6.

⁵²³ Notes de terrain, février 2012.

séjours en Bulgarie ne permettent pas un apport économique, ce qui fait écho aux faibles opportunités que j'ai précédemment décrites. C'est aussi un terme qui permet de rationaliser les séjours « là-bas », notamment auprès des divers « Français ». L'analyse de la situation suivante avec Papou Adem enjoint à questionner ce terme et son utilisation dans l'entre-soi, ainsi que sa perception de l'extérieur (par moi en l'occurrence) tout en démontrant ce que cette utilisation révèle de l'identification des personnes et de leur expérience transnationale.

Lorsque je vivais chez Baba Remzia et Papou Adem à Ivaylo pendant le mois de février 2012, ce dernier avait une marotte qui me semblait assez originale au regard de tout ce que j'avais pu entendre, vivre et comprendre auprès des Roms. Il répétait sans cesse à Ramona qu'ils iraient bientôt en voyage (*na ekskurziya*) en Turquie, m'expliquant, lorsque je le questionnais, qu'il y était déjà allé et qu'il voulait maintenant faire visiter ce pays magnifique (*mnogo hubavo*) à Baba Remzia et Ramona. Celle-ci en parlait alors tout le temps, interrogeant quotidiennement Papou Adem sur le pays et les modalités du voyage – questions auxquelles il répondait avec de multiples détails, tout en restant évasif sur la date du voyage. Baba Remzia, elle, ne participait que peu à ces conversations, prenant un air désintéressé mais ayant cependant parfois les yeux qui brillaient lorsque ce sujet revenait sur le tapis. Au final, à ce jour, ils n'y sont jamais partis... Il me semble que l'on peut tirer plusieurs fils à partir de cette observation. D'une part, cela montre que si la mobilité est effective, elle ne l'est cependant pas pour le simple plaisir que serait un voyage pour des « vacances » - ces termes (*na ekskurziya* ; *na vakantsiya*) semblant étrangers aux vies quotidiennes de ces Roms qui n'en ont jamais fait l'expérience, sauf à la journée (pour aller à la mer par exemple en France, ou aux bains publics des montagnes en Bulgarie) ou par procuration par le biais de la télévision... D'autre part, il convient d'analyser ma propre perception de cette situation observée en s'interrogeant sur qui y a vraiment cru : Ramona ou moi ?... Baba Remzia et Papou Adem faisaient finalement peut-être semblant d'y croire, tout simplement parce que ça fait du bien de rêver et que cela participe à cimenter la famille autour de cette origine mythique de la Turquie et de cette endo-identification comme *Turski tsigani*. A travers ces propos, il s'agirait donc peut-être ici d'une forme de verbalisation d'une vie transnationale rêvée, en élargissant le territoire circulatoire existant entre la Bulgarie et la France à la Turquie, ce qui correspondrait alors à une inscription transnationale fantasmée pour certains *Turski tsigani* comme s'identifient les membres de cette famille.

Entre la Bulgarie et la France, il ne s'agit donc pas, pour les Roms rencontrés, de « partir » ou de « voyager » mais seulement « *da otiva tam* », d'aller là-bas, d'y aller. Dans tous les cas, ceux qui partent précisent qu'ils vont revenir « bientôt » (*skoro*), et ceux qui restent s'en font également écho. Une fois « là-bas » (« *tam* », que ce soit en France ou en Bulgarie) ce « bientôt » incertain se transforme inexorablement en avenir encore plus incertain dont on ne se préoccupe guère puisqu'il dépendra de ces facteurs relatifs aux interactions avec ceux qui entourent, aux situations vécues dans l'entre-soi et à l'extérieur, comme aux conditions de vies. Il suffit finalement de savoir que cela se fera, et que tout sera mis en œuvre pour que cela advienne.

L'examen des raisons des circulations des Roms entre la Bulgarie et la France me permet d'affirmer que ces dernières s'inscrivent clairement dans leurs vies quotidiennes, vies qui se trament alors dans un entre-deux, entre ici et là-bas, et qui s'apparentent donc à des vies transnationales. Cela permet également de comprendre que la frontière semble assez mince entre ce que l'on pourrait appeler les circulations contraintes et les circulations choisies, comme le montrent avec limpidité les propos qui me sont tenus par Donka, d'une quinzaine d'années :

Elle m'explique qu'elle va partir samedi car elle s'est fait « contrôler » par la police qui est venue dans son squat. Dans la même phrase, elle me dit qu'elle va rester six mois en Bulgarie. Quand je lui demande pourquoi, elle me répond que sa sœur va accoucher, donc elle va rester un peu avec elle pour voir le bébé, s'en occuper, l'aider.⁵²⁴

Avec ces quelques mots, il est clair que la contrainte et le choix s'entremêlent dans les vies migratoires des Roms, au point d'ailleurs que cette terminologie ne soit pas vraiment pertinente pour rendre compte au plus près de leurs expériences.

3.2. Ce(ux) qui circule(nt) et ce(ux) qui ne circule(nt) pas

Comment s'effectuent ces circulations, lorsque les Roms viennent en France mais aussi lorsqu'ils ne partent pas en Bulgarie avec un avion affrété par l'OFII ? Qu'est-ce qui circule et qu'est-ce qui ne circule pas ? Peut-on seulement parler de circulation matérielle ? Ce sont les modalités de circulation mises en place par les Roms pour les Roms que je vais présenter ici. Il s'agit donc de sonder l'« économie de la mobilité » que sont les circulations effectives de biens et de personnes entre la Bulgarie et la France, en l'inscrivant dans la littérature sur l'économie des transports en lien avec les circulations migratoires transnationales (Tarrius, 1992 ; De Tapia, 1996). Je montrerai *in fine* que ces circulations, s'inscrivant dans l'ordinaire des Roms, participent pleinement de la construction des vies transnationales, entre ces deux espaces de vie. Plus avant, je montrerai à partir d'éléments concrets recueillis sur le terrain et concernant les expériences et les vécus de ces circulations par les Roms que le nouvel espace de vie des personnes rencontrées semble être maintenant cet espace transnational.

3.2.1. Organisation, modalités et contenus des circulations en microbus

Je propose de décrire d'abord ici l'organisation de ce système de transport informel que sont les microbus, afin de comprendre comment se font concrètement les déplacements et d'identifier ce et ceux qui circulent. L'analyse de ces éléments, avec celle précédente concernant les « raisons » de ces circulations, permettra de saisir ce qui enjoint les migrants roms à favoriser ce mode de transport informel que sont les microbus en donnant à voir ce que cela leur apporte.

⁵²⁴ Notes de terrain, 25 novembre 2011.

Les bons rapports entretenus avec Yusuf et Bobi, tous deux chauffeurs de microbus, m'ont permis d'avoir accès à certaines de ces données, faute d'avoir moi-même effectué ce trajet avec eux.

Pour les trajets entre la Bulgarie et la France, Yusuf ne passe pas par les autoroutes, car c'est « moins cher » (*po evtin*) ainsi, m'explique-t-il. Dans cette logique de rentabilité (de temps et d'argent), il ne dort pas de tout le trajet, qui dure deux jours, sauf quelques micro-siestes de temps en temps, « *ama ne mnogo* » (mais pas beaucoup). Lorsque je m'étonne ouvertement de sa capacité à rester éveillé et surtout concentré sur la route, il rigole en m'expliquant, visiblement pour me rassurer, qu'il boit plein de cafés et de Redbull...⁵²⁵

Ces modalités de trajet, qui sont sensiblement les mêmes pour tous les chauffeurs auto-déclarés, sont en effet assez extrêmes en termes de sécurité – ce qui m'a conduit à m'abstenir de cette expérience, après beaucoup d'hésitations. Cependant, aucun des Roms avec qui j'en ai discuté n'a manifesté de crainte particulière en lien avec les modalités de trajet. Au contraire, lorsque je me renseignais auprès d'eux pour effectuer mon trajet vers la Bulgarie, tous m'ont assuré que le microbus était le meilleur moyen de s'y rendre et que je *devais* moi aussi y aller ainsi. Aucun argument en faveur du microbus n'était précisément avancé à part celui du prix, mais qui ne tenait plus en comparaison des prix de l'avion. Les autres moyens de transport étaient très décriés. Je m'aperçus ainsi à quel point ce mode de transport qui était le leur était valorisé, pour des raisons qui me restaient à éclaircir, ce que je vais faire ici en explorant l'organisation et les expériences de ces trajets en microbus pour les Roms.

Ces liaisons informelles de microbus sont effectuées par des hommes qui ont le capital économique à peine nécessaire pour avoir un microbus en bon état de marche et pour assurer le coût de chaque transport grâce à leurs économies. Le coût d'un voyage en microbus varie selon les chauffeurs entre 100 et 150 euros, et varie aussi selon le pays de destination. Ainsi le trajet de la France vers la Bulgarie coûte moins cher que le trajet de la Bulgarie vers la France, Yusuf l'expliquant par le nombre plus élevé de personnes qui veulent aller dans l'agglomération française plutôt que l'inverse, ainsi que la différence d'opportunités économiques entre les deux pays. Dans cette perspective, le paiement du voyage vers la France peut s'effectuer en différé, le temps pour le migrant de réunir la somme grâce aux possibilités économiques locales, qui sont jugées inexistantes en Bulgarie. Les chauffeurs (ou leurs femmes) tiennent alors des cahiers de comptes⁵²⁶ et s'affairent régulièrement à savoir si la personne est en mesure de rembourser, auprès d'elle comme auprès d'autres qui peuvent donner cette information. Mais contrairement à ce qui est communément avancé dans la littérature concernant les migrants roms roumains (Peyroux, 2013, Lièvre, 2013), il ne semble pas exister de taux d'intérêts dans ces remboursements. Cela pourrait s'expliquer par le fait que la pratique de la « *camatarie* » (prêt sur gage) roumaine s'effectue entre des personnes qui sont « étrangères » entre elles, ou du moins non tenues par des liens interfamiliaux ou par un

⁵²⁵ Notes de terrain, 5 mai 2011.

⁵²⁶ De la même façon que ceux qui font du commerce dans l'entre-soi, au sein des squats ou de façon itinérante entre les squats : tous ont des cahiers récupérés ou des vieux agendas trouvés ou donnés sur lesquels sont uniquement inscrits des listes entières de prénoms et des montants d'argent correspondant, barrées au fur et à mesure des remboursements. Seuls les intéressés peuvent savoir de quoi il s'agit précisément.

certain entre-soi, ce qui est le cas des migrants roms bulgares rencontrés. Cette organisation s'explique par le fait que les migrants qui font un séjour en Bulgarie le conçoivent comme des « vacances » économiques : ce séjour est envisageable si la personne ou la famille a réuni assez d'argent pour vivre quelque temps en Bulgarie. Lorsque cette somme est épuisée, l'idéal est alors de repartir en France.

Dans l'agglomération, il y a une dizaine de personnes qui exercent cette fonction de « chauffeurs de microbus », venant de villes et de villages différents. Dès lors, au regard de ces caractéristiques géographiques mais aussi des liens interindividuels et interfamiliaux existants, chaque famille s'adresse à un chauffeur spécifique pour tous ses trajets. Cela n'empêche pas non plus les chauffeurs de procéder à des tournées dans les squats afin de recruter des candidats au départ, négociant alors avec chacune des personnes intéressées les questions de date, de paiement, de nombre de personnes qui souhaitent circuler et, comme je le montrerai plus loin, des modalités de transport de diverses marchandises ou objets. Dans ces négociations se situe tout l'art du chauffeur, ce qui fait que certains sont également privilégiés sur cette base par rapport à d'autres, en fonction des critères mis en avant par les personnes souhaitant partir. Ces critères peuvent être contextuels (la date de départ) ou plus pérenne, concernant le chauffeur lui-même (la vitesse, la bonne conduite,...) et participant à identifier ce dernier comme étant un « bon chauffeur ».

Les dates de trajet ne sont pas fixées à l'avance, ni arbitrairement par les chauffeurs. Ce sont les passagers accumulés pour remplir le microbus qui déterminent finalement la date de départ. En d'autres termes, les chauffeurs ne partent que si les microbus sont pleins – de personnes et/ou de marchandises. Cela demande alors une certaine flexibilité aux différentes personnes qui souhaitent partir, devant patienter jusqu'à ce que cette condition soit remplie. C'est en dernier lieu le chauffeur qui déterminera la date et la communiquera aux personnes intéressées, validant ainsi avec eux une dernière fois leur trajet. Si certains se désistent alors, il faut tout recommencer jusqu'à remplir de nouveau le microbus. L'adaptation et la flexibilité inhérentes à ces trajets en microbus se doivent donc d'être le fait des passagers mais aussi des chauffeurs. Ainsi ces derniers peuvent également organiser leurs trajets en fonction de la conjoncture politique se répercutant dans les squats, soit précisément en fonction des vagues de contrôle de police et d'évacuation de squats. En effet, dans ces moments-là, les candidats au départ sont de fait plus nombreux, ce dont profitent alors les chauffeurs qui annoncent qu'ils sont à disposition. Concernant les trajets depuis la Bulgarie vers la France, les modalités d'organisations sont sensiblement les mêmes : les chauffeurs aperçus dans les *mahala* sont régulièrement interpellés par les Roms qui souhaitent s'enquérir du prochain trajet en vue et amorcent ainsi les négociations nécessaires. Il arrive également, surtout lorsqu'il faut « boucher » un petit trou dans un microbus (d'une place ou deux vacantes par exemple), que les chauffeurs prospectent au sein des *mahala* des villages et villes environnants, ou bien auprès des familles qui sont des clients habituels. Il apparaît donc que ce travail de chauffeur de microbus peut être considéré comme un emploi à plein temps, au regard de l'investissement multiforme (matériel, financier, relationnel,...) que cela nécessite comme au regard des besoins incessants de circulations éprouvés par ces Roms bulgares.

Divers objets et marchandises circulent donc aussi, parfois en compagnie des personnes, parfois séparément. Il apparaît que ces circulations d'objets s'effectuent principalement de la France vers la Bulgarie, ce qui peut se comprendre en raison des opportunités économiques et matérielles plus importantes dans le premier pays. Dès lors, comme tout migrant de tout pays, il s'agit de faire bénéficier son pays, sa famille au pays, ou sa maison, des fruits de la mobilité. Ainsi l'argent circule, au gré des possibilités d'un côté et des besoins de l'autre, par les canaux classiques en migration des entreprises financières internationales comme Western Union ou d'autres de ce type. Mais l'organisation informelle de circulation avec les microbus permet également de faire circuler des biens matériels, plus importants et/ou de façon plus soutenue. C'est notamment le cas de vêtements, qui sont récupérés dans l'agglomération française de diverses manières (dons de personnes ou d'associations, fouilles de containers de récupération,...) et acheminés en Bulgarie pour vêtir les proches. Il n'est donc pas rare de croiser au fin fond des *mahala* bulgares des personnes qui n'ont jamais mis les pieds en France portant des T-shirt à l'effigie d'une entreprise de l'agglomération française... De cette façon, on peut comprendre aussi que des personnes, profitant de ma présence en tant que Française dans la *mahala*, accouraient vers moi en me voyant passer, des boîtes de conserve à la main : on me demandait que contenaient ces boîtes et comment on cuisinait ce qu'il y avait dedans... Un membre de la famille avait rapporté ou fait venir avec le dernier microbus ces aliments français glanés dans les associations d'aide sociale, afin de participer à la subsistance de ceux restés, pour l'heure, en Bulgarie. De même, des médicaments étaient parfois acheminés, soit résultant d'un traitement en France, soit (r)achetés dans les squats pour ceux en Bulgarie.

Si la présence de ces vêtements, aliments et autres petits objets français dans les *mahala* bulgares a naïvement suscité mon étonnement lors des premiers temps de terrain, quelle ne fut pas ma surprise lorsque je constatai que des objets bien plus gros comme des appareils électroménagers circulaient aussi ! C'est la première famille de migrants roms que je rencontre et côtoie au tout début de ma thèse qui m'a initié à ce type de circulations, d'une façon bien étrange que rapporte en l'état l'extrait de mon carnet de terrain qui suit.

Fani me montre une feuille de la CAF⁵²⁷ qu'elle a reçu et qu'elle ne comprenait pas. En fait, l'assistante sociale qui la suit lui avait proposé de faire une demande d'aide financière pour des appareils électroménagers, ce qu'elle a fait. Elle m'explique être allée faire des devis à Auchan pour un frigo et une machine à laver, qu'elle a donnés à la CAF. La lettre en question disait que l'aide est refusée en raison des prix « *trop onéreux* » des appareils « *qui se doivent d'être de première nécessité* ». J'ai traduit ça à Fani et lui ai demandé combien coûtait ce qu'elle avait choisi. Réponse : 700 euros le frigo et même chose pour la machine ! J'hallucine et je lui dis en rigolant qu'elle a dû prendre des appareils super beaux, genre gris métallisés ! Au début, elle feint l'étonnement, puis voyant que je me marre, sans jugement, elle se détend et rigole aussi, reconnaissant qu'elle a choisi des appareils « *classe* ». Je lui suggère de refaire faire des devis en prenant le moins cher pour que ce soit accepté, lui expliquant que normalement, ces aides sont faites pour ceux qui n'ont même pas de frigo. Puis je lui demande pourquoi, d'ailleurs, elle veut en changer, car franchement

⁵²⁷ À noter que Fani a un « *récépissé* » (AS de trois mois) grâce à son mari qui s'est monté en auto-entrepreneur. Cela lui a donc permis (car c'était le cas à l'époque) d'ouvrir ses droits sociaux, à la CAF notamment.

le sien est simple, mais toujours mieux que celui que j'ai chez moi actuellement ! Elle me dit alors tout naturellement que non, c'était pas pour elle mais pour sa mère. Je bloque. Quoi ? Pour la Bulgarie ? « *Bien sûr* », me répond-elle. J'insiste en lui demandant si elle comptait alors l'apporter là-bas et elle me dit que les microbus peuvent le prendre, pour 100 euros. Elle m'explique qu'elle veut que ce soit joli dans sa maison à elle, en Bulgarie (dans laquelle vit sa mère actuellement). Finalement, ça semble être le plus important...⁵²⁸

J'ai eu effectivement l'occasion de vérifier par la suite, à de multiples reprises, que ceux qui parviennent à acheminer du matériel électroménager dans leurs maisons en Bulgarie en sont fiers, cette acquisition par la circulation étant considérée comme une réussite aux yeux de tous (famille, voisins, amis). C'est ainsi avec fierté et malice que l'on me signifiait, à chacune de mes premières visites dans les maisons des *mahala*, que telle machine à laver, telle télévision, tel four, ou tel frigo venait de France. Parfois, plusieurs de ces mêmes appareils coexistaient dans la maison, l'un, basique, en fonctionnement, et l'autre, neuf et rutilant, que personne n'utilisait – soit en attendant que le premier rende l'âme, soit parce qu'il est finalement aussi important de montrer que l'on possède que d'utiliser. Ces appareils-là trônaient ainsi, bien visibles, dans les pièces à vivre, époussetés chaque jour et décorés d'un petit napperon ou d'un cadre posé au-dessus.

D'autres biens matériels de taille régulièrement utilisés circulent également de la France vers la Bulgarie : il peut s'agir de vélos, de poussettes, d'ordinateurs, de chaînes stéréo, de jouets ou de peluches pour les enfants, de téléphones portables et même parfois de meubles. Dans les cas où ces biens sont acheminés par un microbus qui ne transporte personne de la famille, ni de voisins proches, c'est au chauffeur de prendre en charge la livraison de ces objets au lieu indiqué par les propriétaires. Le prix négocié pour le transport des marchandises inclut alors, nécessairement, cette livraison à bon port. Mais dans ce cas, la date n'est pas précisée : les propriétaires savent quand leurs biens partent, mais pas quand ils arrivent. Aussi cela donne lieu bien souvent à des querelles intestines, lorsque l'on apprend que le microbus est arrivé dans la région de Pazardzhik, mais qu'une semaine après, les marchandises n'ont toujours pas été apportées à destination. Néanmoins, aucune histoire de vol ou de « perte » de biens durant un trajet en microbus ne m'a été rapportée.

Concernant les circulations effectives de biens divers, il convient de ne pas omettre tout ce qui est acheminé dans l'autre sens également, de la Bulgarie vers la France. Comme je l'ai montré au sujet des vies quotidiennes dans les squats, les multiples transactions et ventes existantes nécessitent de transporter ces biens qui sont vendus dans l'entre-soi. Dès lors, les microbus effectuant ce trajet vers la France sont bien souvent chargés de produits divers comme des vêtements, des produits alimentaires, des teintures pour cheveux,... Certaines personnes circulent donc en vue d'acheter ces produits et de les revendre « là-bas », quand d'autres demandent à des proches de rapporter certaines marchandises à chacun de leur trajet, que ce soit pour vendre ou pour soi.

Il y a aussi circulation des images, puisqu'on retrouve « là-bas » des photos prises « ici », comme c'est le cas des portraits pris dans les squats par quelques photographes

⁵²⁸ Extrait du carnet de terrain, 3 février 2011.

amateurs, qui se retrouvent dans les maisons bulgares ou chez des membres de la famille qui n'ont jamais été en France, encadrés, rangés dans des boîtes ou, plus rare, des albums photos. Certaines photos (anciennes ou récentes) sont acheminées au gré de l'envie à un moment donné. On peut ainsi prendre l'exemple de Meliha. Un jour, elle me parle de sa vidéo de mariage (*svatbata video klip*), et lorsque je demande à la voir, elle me répond : « *Tu veux le voir ? Attends un peu, je vais demander à Nadezhda [sa sœur qui devait partir prochainement en Bulgarie] d'aller le chercher et de l'envoyer ici* »⁵²⁹. Comme si le DVD en question était dans la pièce à côté....comme si j'allais l'avoir sous peu... Effectivement, quelques semaines après, Meliha me tendit le DVD un jour où je venais la voir. Celui-ci avait été récupéré par Nadezhda au domicile des beaux-parents de Meliha, et le mari de Nadezhda, revenu quelques jours après dans l'agglomération, le rapporta avec lui en microbus. Il était alors frappant d'imaginer que cet objet avait parcouru tous ces kilomètres en si peu de temps, à la demande finalement...

Les microbus occupent donc une place centrale dans les vies quotidiennes des migrants roms, permettant la circulation des biens et des personnes entre la Bulgarie et la France, et entre la France et la Bulgarie. Il s'agit en effet du moyen de circulation nettement privilégié par les Roms, en comparaison avec les compagnies officielles de bus (Eurolines ou Union Ivkoni) ou d'avions effectuant ces trajets. À travers la description de l'organisation du système de microbus, on peut comprendre en quoi les Roms bulgares préfèrent les microbus aux autres moyens de transport. D'une part, on peut faire l'hypothèse que les Roms qui circulent en microbus n'ont pas à effectuer tout le trajet sous les regards hostiles ou d'une froide indifférence des passagers bulgares qui circulent, eux, avec ces autres moyens de transport. Cependant, certaines personnes choisissent parfois de rentrer en France avec ces compagnies, soit parce que c'est considéré plus confortable avec des enfants en bas-âge, soit parce que cela permet d'avoir un billet de bus, ce qui est parfois perçu par les Roms comme pouvant prouver la date de leur entrée sur le territoire français. D'autre part, les microbus apparaissent comme le moyen de circulation privilégié par les Roms car il s'agit d'une organisation des migrants roms pour les migrants roms, qui permet donc d'être, encore une fois, dans l'entre-soi. Cet entre-soi concerne ici la durée de trajet, le choix et la connaissance du chauffeur, la conduite de ce dernier, mais aussi les modalités de paiement et d'acheminement des marchandises dans les familles directement.

À partir de cette organisation des vies quotidiennes fondées sur ces circulations permises par les microbus entre ici et là-bas, tout se passe comme si ces deux pôles étaient finalement très proches, voire n'en faisaient qu'un. Dans cette perspective, les temps de trajets ne sont jamais verbalisés, on ne raconte pas ce qu'il s'y passe ou comment on le vit (sauf en cas d'accident ou de panne majeure du microbus). J'analyserais donc ces silences comme des significations de l'insignifiant, comme une façon de faire en sorte que ces temps de trajet ne laissent pas de trace, voire n'existent pas, comme pour effacer les traces de la distance géographique, mettant en avant

⁵²⁹ Notes de terrain, 18 mars 2013.

quotidiennement ce qui rapproche plutôt que ce qui sépare, au sein de ce nouvel espace de vie transnational.

Ainsi la mobilité physique des Roms bulgares, permettant une présence régulière à la fois « ici » et « là-bas », constitue le cœur et le moteur de l'inscription transnationale de ces migrants.

3.2.2. Les outils et facteurs d'une vie transnationale

Au-delà des circulations effectives de biens comme de personnes, ainsi que de l'envoi de fonds vers la Bulgarie, qui sont les marqueurs les plus significatifs d'une inscription transnationale des Roms, d'autres éléments permettent concrètement aux migrants roms de vivre au quotidien dans l'espace transnational entre la Bulgarie et la France. Celui-ci, constitué par des formes de liens, de pensées, voire de présences à la fois « ici » et « là-bas », est matérialisé et/ou médié par différents moyens concrets.

Ce sont notamment certains outils qui rendent possible cette vie transnationale, comme ceux qui relèvent des nouvelles technologies. Là encore, les Roms ne font pas exception puisque ces moyens de communication, et plus avant de mise en présence malgré la distance, sont extrêmement utilisés par les migrants qui le peuvent (Nedelcu, 2009 ; Diminescu, 2010). Ainsi les taxiphones permettant de passer des appels à l'international à moindre frais, comme Skype pour ceux qui ont un ordinateur ou les téléphones portables sont très utilisés par les migrants roms.

Certains taxiphones, traditionnellement implantés dans les quartiers populaires des villes, sont littéralement pris d'assaut par les Roms qui en font quasiment leurs quartiers généraux. Il s'agit de ceux qui se trouvent à des endroits stratégiques au regard de l'utilisation de la Ville qui est effectuée par les migrants (jouxant un pôle d'échanges de transports en commun important par exemple), mais aussi de ceux dont les employés et les patrons sont considérés comme étant accueillants par les Roms – ce qui est loin d'être le cas de tous, malgré l'aspect lucratif qu'implique la présence des Roms. Les taxiphones prisés sont aussi ceux qui vendent des cafés et qui possèdent ainsi quelques tables et chaises sur lesquelles on peut alors attendre que l'autre, « là-bas », soit disponible, ou encore discuter avec ceux que l'on croise ici, ressasser les informations que l'on vient d'apprendre depuis « là-bas » ou s'échanger des nouvelles fraîches mêlant l'ici et le là-bas... En outre, la majorité des taxiphones sont maintenant équipés d'ordinateurs, dont les migrants se servent principalement pour converser via Skype avec l'étranger. Dans les *mahala* bulgares existent également des cybercafés permettant ces échanges avec ceux qui ne sont pas là.

Mais l'utilisation de Skype est privilégiée dans l'espace intime des lieux de vie (en France comme en Bulgarie), pour ceux, assez nombreux maintenant, qui possèdent des ordinateurs. Cela peut se comprendre au regard de l'intimité souhaitée pour ces conversations mais aussi, et surtout, en raison de l'utilisation particulière de cet outil. En effet, il ne s'agit pas seulement de communiquer pour se dire quelque chose ou se donner des nouvelles, comme j'ai pu l'observer quotidiennement dans les squats. Bien souvent, lorsque Skype est allumé et qu'une personne est en communication avec une

autre, que l'on peut voir en vidéo (ce qui est recherché et apprécié), ce n'est pas nécessairement pour avoir une conversation sur un sujet précis ou seulement entre deux personnes. L'utilisation qui en est faite révèle effectivement le désir d'« être avec » malgré la distance : l'autre, à travers l'écran, est présent, comme s'il était dans la pièce, et peut « suivre » la vie quotidienne en train de se dérouler. Ainsi la personne dans la cabane ici n'est pas littéralement occupée par cette conversation et peut faire plusieurs choses en même temps qu'elle discute, de temps en temps, avec le proche au loin. De cette façon, il n'est pas rare d'observer des personnes qui entrent et sortent de la cabane, disent un mot à la personne en vidéo, et font leurs affaires avec celle qui est devant eux. Bien souvent, on peut aussi observer toute la famille de l'autre côté de l'écran, ainsi que la vie « là-bas » en train de se dérouler. Parfois, Skype reste allumé mais l'écran ne montre qu'un décor vide, l'autre est allé faire quelque chose, il reviendra plus tard, ou bien une autre personne, ou alors on éteindra Skype ici pour une raison ou une autre – des courses à faire, un ami à qui rendre visite, un rendez-vous médical. Dès lors, aucun signe de début ou de fin de conversation n'est utilisé : pas de « bonjour », pas d'« au revoir », l'autre est là presque en permanence, donc ce n'est pas nécessaire.

Cette utilisation de Skype telle qu'elle est effectuée par les migrants roms au quotidien est donc significative de ce désir de présence malgré l'absence géographique, et plus avant d'une continuité effective de la vie dans l'entre-soi au-delà des frontières, soit de façon transnationale. Ainsi ces pratiques « virtuelles » ne sont pas dissociables des autres pratiques construisant la vie quotidienne des personnes aujourd'hui (Vertovec, 2003). Mihaela Nedelcu (2009 : 13) en fait également état en ouverture de son ouvrage à travers l'exemple édifiant du baby-sitting à distance. D'autres éléments dans l'ordinaire des migrants permettent également cette vie transnationale et en font clairement état. On peut citer le boîtier d'antenne télévisée bulgare qui accompagne les personnes dans leurs circulations, leur permettant de se tenir informé de l'actualité en Bulgarie mais aussi de suivre les séries turques ou indiennes en vogue et de voir les derniers vidéoclips musicaux des stars de *chalga*⁵³⁰. Mais cela est à mettre en perspective avec l'intérêt qu'ont les Roms pour les façons de faire, la politique et la culture française en effectuant des comparaisons avec la Bulgarie. Un autre élément non négligeable qui reflète cette vie dans l'entre-deux est la nécessité de l'aide d'un proche pour payer les factures régulières concernant l'eau, l'électricité ou la redevance mensuelle de l'antenne télévisée en Bulgarie. Pour finir, il ne faut pas négliger l'importance de la vie transnationale de ces Roms bulgares concernant les relations sexuelles ou amoureuses qui peuvent exister chez les hommes, plus ou moins en cachette, dans chaque pays.

En outre, au-delà des réseaux informels de circulation de marchandises bulgares au sein des squats, se développent depuis quelques années des activités économiques transnationales plus formelles qui visent également à répondre à la demande de produits de consommation en provenance du pays d'origine. On trouve ainsi à l'heure actuelle un bar, deux magasins d'alimentation bulgare et une boulangerie « mixte » implantés pour

⁵³⁰ La *chalga* est une musique populaire de Bulgarie, qui s'est développée à partir du milieu des années 90. Mêlant rythmes orientaux et musique pop, c'est un style musical associant musique et danse, qui est principalement effectué par des Roms et s'apparente à une véritable « culture ». Voir à ce sujet Ditchiev, 2009 ou Kurkela, 2007.

certaines dans les quartiers populaires à forte population immigrée, et pour d'autres à proximité d'un squat. Seul un de ces lieux existait en 2010, lorsque j'ai commencé mon terrain, ce qui fait état du dynamisme de cette économie – en dépit du fait qu'elle soit supplantée par l'économie informelle que préfèrent les migrants roms, pour des raisons de prix et de sociabilité.

3.2.3. L'imperméabilité, pendant négatif des circulations ?

Cependant, tous et tout ne circule(nt) pas. Ces circulations entre la Bulgarie et la France, comme d'autres existent entre la Bulgarie et certains pays européens, sont devenues un phénomène social au sein des *mahala*. Dès lors, comme dans tout phénomène social, certaines personnes sont à la pointe du changement quand d'autres en sont exclues de fait. Aborder ces circulations migratoires comme un phénomène social permet de restituer ici la complexité qui lui est inhérente. Il s'agit alors d'essayer de comprendre pourquoi, pour certains, les frontières paraissent imperméables ? Pourquoi, pour d'autres, elles le sont pendant un temps uniquement ? Pourquoi certaines choses immatérielles circulent et d'autres non, dans les discours notamment ? Il semble que les frontières, tant matérielles qu'immatérielles, jouent un rôle particulier et central dans les circulations des Roms, mais aussi dans leurs vies envisagées de façon transnationale. C'est ce point que je propose d'aborder ici en partant de la question de l'imperméabilité, et qui sera repris et largement discuté par la suite (chapitre 5), au regard des implications sur les constructions des subjectivités.

Qui sont les Roms qui n'effectuent pas ces migrations circulatoires ? Plusieurs cas de figure apparaissent : certaines personnes n'ont jamais été en France (ou dans un autre pays de l'Ouest) ; certaines veulent y aller, d'autres non ; certaines y sont allées et ne veulent pas y retourner, quand d'autres comptent repartir. Il peut donc s'agir d'un choix ou d'un empêchement pour les personnes qui n'ont jamais été « là-bas » mais le souhaitent ardemment. Ces dernières sont clairement les plus nombreuses.

En effet, rares sont ceux qui ne cherchent pas à « aller là-bas ». Mais les familles les plus « pauvres », apparaissant comme au bas de l'échelle économique et sociale existante au sein des *mahala*, ont plus de difficultés à réunir les moyens nécessaires au départ. Ces moyens sont économiques mais aussi relationnels pour le trajet comme pour l'arrivée et l'installation en France. Ces dernières conditions sont de plus en plus difficiles à remplir pour des personnes n'étant jamais venues dans l'agglomération auparavant, en raison du durcissement des conditions de vie liées aux évacuations multiples de squat. Dans la *mahala* d'Ivaylo, c'est notamment le cas de Zumbiola, une jeune femme qui vit seule dans une petite cabane avec sa fille de huit ans, son mari étant en prison depuis quelques années. En tant que femme, donc ayant déménagé pour aller vivre avec son mari, elle ne bénéficie pas du soutien de sa famille qui est loin. Alors plusieurs femmes alentours (sa belle-famille et ses voisines) lui demandent de l'aide dans certaines tâches, pour laver les tapis, faire les conserves de légumes, aller chercher du bois,... La plupart du temps, Zumbiola n'est pas rémunérée monétairement mais en nature : avec du bois, des aliments, quelques vêtements et autres objets du quotidien.

Elle partage en outre leurs repas et cafés, parfois en se tenant en retrait, parfois de façon proche. Lors de notre rencontre, elle m'avoue rêver d'aller dans l'agglomération française elle aussi, mais précise qu'elle ne peut pas y aller toute seule, sans mari. Elle doit donc se greffer à l'une des familles qui l'aide à subvenir à ses besoins, en reproduisant là-bas cette relation spécifique de dépendance, mêlant grâce et asservissement. C'est ce qu'elle finit par faire au cours de l'année 2013 pendant trois mois seulement – mois pendant lesquels elle dit trouver ce quotidien plus difficile encore, en raison de l'incertitude qui domine sa vie et des contraintes concernant sa fille qui ne peut évoluer aussi librement dans l'agglomération que dans la *mahala*. Retournée en Bulgarie par avion en percevant l'ARH, elle n'est pas revenue depuis lors en France. Ainsi pour Zumbiola, cette vie transnationale n'est pas accessible, car elle n'a pas le capital socio-économique qui lui permettrait de s'affranchir.

Dans les *mahala*, d'autres personnes ne manifestent pas l'envie d'effectuer ces migrations circulatoires, soit parce qu'ils ont un emploi qui leur convienne, soit parce qu'ils sont réticents à vivre « là-bas », par peur de l'inconnu et/ou par peur de ce qu'ils en entendent et comprennent à travers les propos des migrants. Ce sont la plupart du temps des personnes d'une cinquantaine d'années, ce qui s'explique par leurs trajectoires biographiques : ayant réussi, par chance, à trouver un emploi après la chute du communisme, ou ne voulant pas se lancer, encore une fois, dans l'inconnu, ni dans une nouvelle forme de vie qui induirait trop de changements. C'est par exemple le cas d'Asen, un ami de Yusuf. Ce dernier m'emmène chez lui, dans une sorte d'ancien bar clandestin qu'il tient dans le sous-sol de sa maison dans la *mahala*.

Personne n'y vient plus, les deux hommes l'expliquent en rigolant par le fait qu'il soit un fan invétéré de Todor Zhivkov qui est présent partout dans le bar, en portraits et même en porte-clés. Pendant plusieurs heures passées là-bas, à les observer descendre des bouteilles de *rakiya* faites ensemble, en mangeant de la *shopska salata* préparée sur le tas par la femme d'Asen qui descend régulièrement en apporter, les langues se délient. Asen n'a de cesse de répéter qu'il adore Zhivkov et la période communiste de laquelle il est très nostalgique, puisqu'à cette époque il était « riche » (*barvalo*) parce qu'il faisait du business en plus avec l'alcool. Alors que, rajoute-t-il, Yusuf, lui, était « pauvre » à cette époque. Il dit que maintenant, ça s'est inversé depuis que Yusuf est parti en France. Lui ne veut pas partir là-bas, car « *je veux pas que ma femme devienne une prostituée* », dit-il en riant - jaune. Et puis, il a son boulot régulier dans les fêtes foraines, avec son fils qui tient un manège et lui un stand de jeux. Je finis par comprendre qu'il continue à faire un peu de business, revendant divers objets comme des recharges de crédit pour les portables – seule chose que je peux observer et qu'il voudra bien me dire...⁵³¹

S'il apparaît qu'Asen a des ressources économiques dans sa vie en Bulgarie, son unique phrase (et sa façon de l'exprimer) sur le devenir des femmes en migration est à considérer plus avant. Cela reflète une crainte exprimée par d'autres également, qui sont, comme Asen, nostalgiques de la période communiste et réfractaires à la « débauche » imaginée comme allant de pair avec le libéralisme, idée largement relayée par les clips de *chalga*. Dès lors, Asen, comme les autres, profite de certaines possibilités ouvertes par la nouvelle société, tout en tenant à distance ce qu'il juge en

⁵³¹ Notes de terrain, février 2012.

être des travers. Il se contente de ce qu'il a, portant un regard critique sur ses pairs qui ont surfé sur la vague du changement, alors que lui reste « coincé », mais considérant qu'il peut être fier de lui et de ce qu'il fait.

Le cas d'Asen pose aussi la question de la perméabilité des modalités économiques en migration, lorsqu'il soulève amèrement la prostitution comme nouvelle opportunité économique en France. En effet, la façon dont l'argent a été gagné en France est parfois passée sous silence, non pas au sein de la famille mais dans le cadre interfamilial. L'important est de montrer, de retour dans la *mahala*, sa « réussite », sans s'appesantir cependant sur les moyens d'y être parvenu. C'est notamment le cas de la mendicité et de la prostitution (on le verra dans le chapitre 5), mais également des formes de services à la personne informels qui peuvent voir le jour suite aux rencontres sur les lieux de mendicité. Cela explique que ces « employeurs » sont désignés sous le terme d'« amis » (*priyateni*) par les Roms, préférant ainsi mettre en avant une relation horizontale plutôt que le service impliquant une relation hiérarchique. Certaines modalités économiques ainsi que certaines difficultés rencontrées dans la vie quotidienne française sont donc soumises à des tentatives de dissimulation, les migrants ayant la volonté qu'elles ne circulent pas – du moins pas de façon visible puisque n'étant pas verbalisées. Il s'agit donc plutôt de circulations masquées dans l'espace public des *mahala* mais néanmoins effectives au regard des propos tenus à voix basse par les Roms, qui se propagent rapidement dans l'entre-soi.

D'autres personnes se sont arrêtées pour un temps dans leur circulation. Comme pour ceux qui ne migrent pas, les raisons peuvent être économiques, mais pas seulement. Ainsi le fait de « laisser » quelqu'un de la famille en Bulgarie alors que d'autres membres proches sont en France peut relever d'une stratégie interne à l'organisation ou à la dynamique familiale. C'est le cas d'enfants (entre six et douze ans) confiés à leurs grands-parents qui restent pour un temps, ou tout le temps, en Bulgarie. Ce fut aussi le cas de Slavka pendant l'année de ses dix-sept ans, ce qui s'apparente pour elle à une forme de punition, et pour la famille à un devoir pour maintenir les liens interfamiliaux. Cela fait écho à ce qu'Alain Tarrius (2001a) identifie comme une « sortie » du territoire circulatoire, qui « *sanctionne l'écart à la parole donnée (...) discrédite immédiatement et définitivement celui qui a "mal agi", mis en danger la cohésion du collectif* ». Dans les faits, le père de Slavka l'a renvoyée pour un temps en Bulgarie suite à une relation avec un homme marié, du même village et du même squat, lors d'un séjour dans l'agglomération. Cela posait d'autant problème dans et pour la famille car Slavka a déjà été mariée (pendant quelques jours), avant de rentrer chez ses parents en refusant cette union, ce que son père a accepté. De fait, il va être plus difficile de trouver un second mari pour Slavka, tâche que celle-ci complique en ayant des relations extraconjugales, qui plus est avec un homme marié et père de famille. L'enjeu étant donc de taille, Slavka fut contrainte de rester en Bulgarie jusqu'à nouvel ordre, où elle vivait avec Baba Remzia. Elle finit par se marier avec Rachko, un jeune de la *mahala* sur lequel elle disait avoir des vues depuis un moment, et ne revint pas en France avant d'être enceinte. Si Slavka a l'impression d'être bloquée en Bulgarie, comme elle le dit, ce n'est pas le cas de tous ceux qui y restent pendant une période de quelques mois.

Ces séjours temporaires en Bulgarie sont envisagés comme ils viennent, c'est-à-dire en fonction des divers critères que j'ai analysés précédemment qui sont déterminants dans les vies quotidiennes, qu'elles se trament ici ou là-bas – ou plutôt entre ici et là-bas. Les personnes qui sont pour un temps en Bulgarie, comme ceux qui ne partent pas du tout, sont alors nécessairement pris dans cette dynamique de migrations circulatoires et plus avant de vie transnationale : ils ont tous quelqu'un qui fait cette expérience dans leurs familles, en parlent avec tous ceux qui les entourent, donc le vivent, si ce n'est eux directement, du moins par procuration. Ils voient notamment la *mahala* changer (des améliorations aux maisons sont apportées, de nouvelles choses apparaissent dans leurs vies, parfois le quartier est presque vide,...). J'analyserai les effets de cette différence d'expérience sur les relations sociales familiales et interfamiliales dans le chapitre 5.

En abordant le sujet des Roms qui ne sont pas mobiles, il apparaît donc que l'on ne peut pas pour autant les qualifier de « non migrants », ce terme n'étant pas dans le cas des Roms bulgares une catégorie fixe. En effet, tout le monde peut devenir « non migrant » pour un temps, comme tout le monde peut faire l'expérience de la migration – même les plus pauvres, pour lesquels cette expérience est certes plus difficile en raison du capital nécessaire, mais néanmoins envisageable, ne serait-ce que pour un temps limité. Les frontières physiques, terrestres, sont donc bien perméables pour tous les Roms vivant dans des *mahala* où ont lieu suffisamment de départs pour constituer des réseaux qui rendent ces mobilités accessibles.

Conclusion de la section 3

À travers plusieurs petites études de cas, j'ai mis à jour une extrême variété dans les profils et les raisons des séjours en Bulgarie de migrants ou migrants potentiels que sont les Roms dans ces *mahala*. Cette multiplicité existante, démontrant qu'il n'y a pas un profil spécifique ni une raison particulière pour effectuer ces mobilités circulatoires, me permet d'affirmer que les Roms bulgares vivant dans les *mahala* étudiées s'inscrivent dans des vies transnationales. En effet, les personnes, les objets, les actes, les paroles et même les secrets ou les tabous sont toujours en mouvement, souhaité ou non, effectif ou par procuration, entre deux espaces de vie que sont les squats français et les *mahala* bulgares. L'importance, tant numériquement que symboliquement, de ces mobilités circulatoires dorénavant inscrites dans l'ordinaire démontre que les vies quotidiennes de ces Roms bulgares se trament dans l'entre-deux, et non seulement *soit* ici, *soit* là-bas.

Les données présentées dans cette section permettent de discuter l'analyse des mobilités roms d'Europe de l'Est comme relevant de simples migrations pendulaires ou circulatoires (Slavkova, 2008 ; Maisongrande, 2012). Il ne s'agit pas uniquement, dans le cas des Roms étudiés, d'aller chercher des opportunités ailleurs pour vivre en Bulgarie. Cette théorie semble en effet réductrice au regard des arguments avancés grâce à l'analyse du quotidien des Roms dans l'espace migratoire. Les liens, les contacts, l'abolition de la distance spatiale, les échanges sont tellement nombreux et

forts entre les deux pays qu'il apparaît que ces personnes touchées par la mobilité s'inscrivent alors dans un nouvel espace de vie. Cet espace, formé initialement par la création d'un territoire circulatoire, est d'abord arpenté par le biais de circulations régulières, puis devient l'espace de vie en soi des migrants roms. Ces derniers ne vivent ni vraiment en Bulgarie, ni vraiment en France, mais bien dans l'entre-deux qu'est cet espace transnational.

Cette transformation subtile de l'expérience de la mobilité des Roms s'opère sur le long terme. Le cas de Yanko qui décide en 2012 de s'improviser DJ pour animer les mariages dans les squats de l'agglomération française en l'argumentant par le constat qu'il y a de plus en plus de mariages qui s'effectuent ici maintenant, est assez significatif de cette transformation, qu'il convient d'analyser finement. Il est intéressant de le discuter en mettant ces propos en perspective avec un argument de Magdalena Slavkova (2008) qui lui permet d'identifier les migrations de Roms bulgares en Espagne comme étant des migrations pendulaires : « *The real nice celebrations and occasions are held in Bulgaria. Spain is for work, whereas Bulgaria is the place to live "in the Spanish manner"* ». Effectivement, d'après les propos tenus par Yanko et mes observations, les mariages étaient plutôt fêtés en Bulgarie lors des premières années de mobilités vers la France, mais cela semble avoir changé avec le temps. L'analyse que l'on peut faire de ce changement n'est pas que les migrants roms s'installent de façon plus durable en France, dans une volonté d'émigration. Au contraire, cette transformation des pratiques familiales doit être envisagée comme un signe d'une installation dans l'entre-deux, nécessitant des compromis et des arrangements pour vivre de façon transnationale, en fonction des besoins, du temps, de l'argent, des désirs, soit en fonction des subjectivités. Ainsi les migrants roms prennent appui sur ces circulations transnationales multiples et variées pour élargir leur espace de vie auparavant confiné aux contours de la *mahala*. Finalement, la ressource est la migration en elle-même (Morokvasic-Muller, 1999), puisque les Roms, en dépassant les frontières géographiques nationales, s'inscrivent dans un espace transnational qui leur ouvre de nombreuses opportunités.

Conclusion du chapitre 4

J'ai proposé dans ce chapitre une analyse des dynamiques migratoires actuelles des Roms bulgares de la région de Pazardzhik, qu'il était nécessaire de replacer à la fois dans une perspective diachronique informant leur place dans la société bulgare et dans une perspective sociétale globale concernant les pratiques de la mobilité dans les Balkans. Ces orientations de l'analyse ont permis de comprendre que les Roms s'inscrivent dans une dynamique existante de mobilité dans la période post-communiste qui transcende les frontières ethniques et qui sont synonymes de départ pour un ailleurs porteur de ressources.

Cependant, la spécificité de la dynamique migratoire des Roms bulgares a été démontrée, ces derniers ne se situant ni dans une logique d'émigration/immigration ni

dans une logique de migrations pendulaires, telles que celles-ci ont été analysées au sujet de leurs concitoyens, roms, bulgares « non-roms » ou autres populations balkaniques. Les Roms suivis dans le cadre de cette recherche se situent plutôt dans une troisième voie, dont les modalités analysées ici permettent d'affirmer qu'il s'agit d'une forme de transnationalisme. Il s'agit cependant d'un transnationalisme spécifique, au regard des conditions de vie des Roms dans l'agglomération française et de l'importance et la régularité des circulations effectives de biens et de personnes entre les deux pays. Cette spécificité du transnationalisme de ces migrants peut être comprise précisément par celle qui définit leurs vies dans la société bulgare. En d'autres termes, ce sont leurs conditions de vie, leur hétéro-identification, leurs place dans la société bulgare, induisant une certaine expérience subjectivante des Roms qui mettent l'État à distance et vivent quotidiennement dans l'entre-soi, qui permettent d'expliquer ces spécificités de leur inscription transnationale.

La particularité des Roms en tant que migrants tient d'abord dans leurs modalités d'inscription dans l'agglomération française. Leur habitat en squat et leurs pratiques économiques informelles induisent une lecture de leur inscription dans l'espace migratoire comme étant dans les marges. Or comme je l'ai montré, il s'agit là d'une lecture qui n'épuise pas l'expérience migratoire des Roms bulgares. Ce qui apparaît comme une nouvelle forme de marginalisation dans ce nouvel espace de vie qu'est l'agglomération française correspond à un élargissement de leur champ des possibles. Cet espace est appréhendé par les Roms non comme nouveau cadre de vie en soi, considéré isolément, mais plutôt comme un tremplin vers une ouverture de l'espace de vie, dorénavant transnational, qui permet de multiples opportunités. Leur inscription transnationale leur permet donc de dépasser les marges économiques (et plus avant la vie dans une marge) en construisant un nouvel espace de vie, un territoire circulatoire qui est pleinement un espace socialisé par des pratiques de mobilité. Comme le souligne Alain Tarrius (2001a), le lien social « fort » est un préalable à la réussite économique, ce phénomène renvoyant alors « *d'avantage à une nouvelle forme d'être collectivement au monde qu'à une façon d'exprimer "à la marge" un processus économique universel* ». C'est bien le cas des migrants roms étudiés ici.

Souvent, la littérature sur les migrations envisage le squat ou le bidonville comme un lieu de vie transitoire, permettant d'assurer une certaine stabilité première lors de l'arrivée dans le pays d'accueil. Colette Pétonnet identifie ainsi le bidonville comme ayant une « *fonction de passage entre deux mondes* » (1982 : 56). Or cette analyse paraît étiquée en ce qui concerne les migrants roms dont certains vivent en squat, lorsqu'ils sont en France, depuis plusieurs années. Pour reprendre les termes de Colette Pétonnet, je dirais alors que cet aspect transitoire du bidonville ou du squat semble recherché par les Roms en raison même de leurs vies entre deux mondes. Si certains migrants roms aspireraient à plus de confort avec un habitat « en dur », le pendant négatif de ce désir qu'est la charge économique induite par la location d'un appartement fait du squat un lieu de vie tout à fait accepté et bien vécu par nombre de migrants. De plus, comme je l'ai montré, au-delà de l'aspect économique se joue aussi dans les squats une question de sociabilité cruciale que ne semble pas permettre autant l'habitat en appartement. Je le montrerai précisément dans le chapitre 7.

Les études sur le transnationalisme des migrants se focalisent principalement sur les pratiques économiques, culturelles ou politiques qui s'inscrivent dans l'espace public en ce qu'elles mobilisent un certain nombre d'acteurs – définis comme transnationaux et nationaux (Martiniello et Boussetta, 2008 ; Fibbi et D'Amato, 2008). Cela induit une acception fréquemment partagée du transnationalisme des migrants en Europe comme nécessitant un capital social et économique important voire une intégration à la société d'accueil permettant aux migrants de s'engager dans diverses activités transnationales (Fibbi et D'Amato, 2008 ; Loch et Barou, 2012). J'ai montré dans ce chapitre les usages de l'espace, du territoire que font les migrants roms observés autour de leurs multiples circulations entre la France et la Bulgarie. Marco Martiniello (2007 : 78) a différencié les « *pratiques transnationales* » et la « *condition transnationale* », les premières informant habituellement la seconde. Dans le cas des migrants roms, j'ai montré ce qui fonde concrètement leur « condition transnationale » et ce qui l'alimente, ainsi que le vécu quotidien dans ce territoire transnational. Il ne s'agit pas précisément de « pratiques transnationales » aux aspects économiques, socioculturels, religieux ou autres, telles que les ont notamment identifiées Marco Martiniello et Hassan Boussetta (2008) pour les immigrés chinois et marocains en Belgique. Les migrants roms ici étudiés ne connaissent pas, pour la plupart, de telles organisations de pratiques, ce qui peut se comprendre en premier lieu par leur niveau économique – un « bon » niveau étant le préalable, selon ces auteurs, à l'instauration de pratiques transnationales. La seule organisation qui prévaut concerne la circulation sur ce territoire entre la Bulgarie et la France, véritable fondement d'une nouvelle forme de vie informée par des pratiques micros, dans l'entre-soi, familiales et interfamiliales. Ces façons de vivre, en s'appuyant sur des moyens variés réduisant la distance physique et s'inscrivant dans la durée, révèlent la « *condition transnationale* » que vivent ces migrants en dépassant les frontières nationales, régulièrement et fréquemment.

Le transnationalisme des migrants roms s'inscrit donc principalement dans l'institution familiale, et de ce fait, a un caractère informel et privé. Mais j'affirme cependant qu'il s'agit bel et bien d'une forme de transnationalisme, contrairement à ce qu'avancent Fibbi et D'Amato (2008) en le définissant comme s'appuyant sur des actions publiques ou formelles. En observant le cas des nouveaux migrants marocains et roumains en Italie, ces auteurs font l'hypothèse que le statut juridique incertain et la précarité économique des migrants ne permettraient pas de développer des activités transnationales, ces derniers étant « *absorbés par la tâche de consolider leur présence, voire leur survie* » (2008 : 11). Or les éléments ethnographiques que j'ai récoltés auprès des migrants roms me permettent d'invalidier cette hypothèse, en m'appuyant aussi sur les résultats des recherches menées par Alain Tarrius (1996) qui montrent au contraire le dynamisme transnational des « migrants pauvres », véritables « *fourmis d'Europe* ». Le cas des Roms permet de souligner que c'est précisément par une inscription transnationale qu'ils consolident leur survie, celle-ci s'effectuant par une co-présence simultanée, et non une seule « présence » dans la société d'accueil. Je rejoins donc de façon évidente les arguments d'Alejandro Portes (1999) considérant que le développement des activités transnationales répond directement à l'incertitude que caractérise la situation migratoire. En d'autres termes, il s'agit donc d'une forme de

« mondialisation par le bas » (*Ibid.*) ou de « *transnationalism from below* » (Vertovec, 2004).

Certes, les migrants roms ne développent pas, à l'heure actuelle du moins, des pratiques ou des activités transnationales de grande ampleur, comme c'est le cas des transmigrants engagés dans des activités « souterraines » de commerce illégal ou illicite analysés par Alain Tarrius. Mais en s'appuyant sur l'analyse effectuée à partir des matériaux ethnographiques présentés dans ce chapitre, j'affirme qu'ils s'inscrivent néanmoins dans une dynamique transnationale. S'il faut nécessairement identifier des pratiques pour confirmer le transnationalisme des migrants (Portes, 1999), je propose donc de prendre en compte leurs pratiques de mobilité au fondement même de l'inscription transnationale, qui croisent également leurs pratiques familiales. D'après la typologie des acceptions du transnationalisme effectuée par Steven Vertovec (2004), je dirais donc qu'il s'agit, pour les migrants roms, de pratiques transnationales d'un degré d'institutionnalisation moindre (en considérant ce terme dans une perspective étatique, et non des personnes elles-mêmes – pour lesquelles la famille est l'institution par excellence) et d'une intensité importante, au regard des éléments ethnographiques montrant l'économie de la mobilité comme centrale dans les vies quotidiennes. Il convient alors d'analyser l'impact de ces « pratiques transnationales », ce que je propose de faire dans le chapitre suivant. Or Nina Glick-Schiller et *al.* (1994) définissent cependant le transnationalisme comme s'appuyant non particulièrement sur des pratiques, mais sur des « relations » qui, en outre, peuvent n'être que familiales, si tant est qu'elles sont à cheval sur des frontières nationales. Aussi c'est ce que je propose de prendre en considération pour identifier cette inscription des migrants roms dans un territoire transnational, en couplant cet élément à un autre qui me paraît nettement plus approprié que celui d'« activités » ou de « pratiques » : les initiatives des migrants dans leurs vies. Parler d'initiatives me semble en effet plus pertinent au regard de cette ethnographie des migrants roms, d'autant que leur caractère régulier voire quotidien a été clairement souligné dans ce chapitre, ce qui en fait une forme de transnationalisme informel et dans l'entre-soi.

Dans la lignée de Roger Waldinger (2006) qui rappelle que le transnationalisme n'est pas en soi un phénomène nouveau mais qui s'inscrit plutôt dans un continuum d'expériences de mobilité, je propose d'en saisir les spécificités découlant de la période actuelle, dans le cas des Roms bulgares, en mobilisant une échelle d'analyse plus large. Waldinger insiste particulièrement sur le figement nouveau des statuts de citoyen et d'étranger au cœur des États-nations, qui redéfinissent inexorablement les expériences transnationales des migrants. Je propose donc de questionner le positionnement des Roms vis-à-vis de ces deux statuts par le transnationalisme, en analysant d'abord les implications de cette inscription dans leurs expériences subjectivantes construites par leurs nouvelles vies quotidiennes.

CHAPITRE 5. JOUER SUR LES FRONTIERES : VERS UN NOUVEAU PROCESSUS DE SUBJECTIVATION

J'ai montré dans le chapitre 4 que le transnationalisme permet aux migrants roms, dans une perspective matérielle, de dépasser la vie dans des marges, précisément en se situant volontairement dans plusieurs marges au lieu d'une, tout en bénéficiant des ressources qu'apporte ce positionnement. C'est donc une nouvelle inscription dans une situation liminale, dorénavant transnationale, qui est le moteur de nouvelles opportunités, tout en permettant de dépasser l'incertitude migratoire classique. Si cette nouvelle expérience transnationale est concrète, matérialisée par les allers-retours et les autres supports et outils de ces vies transnationales, elle connaît aussi nécessairement des répercussions en termes de construction identitaire et plus globalement, de construction de soi en tant que sujet.

L'impact d'une inscription transnationale des migrants roms sur eux-mêmes est particulièrement intéressante à questionner au regard de leurs expériences subjectivantes en tant qu'individus minorisés et stigmatisés en Bulgarie, mais également en France (comme je l'ai montré dans le chapitre 1). Steven Vertovec (2004) distingue précisément une forme de transnationalisme qu'il nomme « *reactive transnationalism* » pour identifier ce qui serait une réponse à la discrimination dans le pays d'accueil. Cette inscription transnationale serait dans ce cas une forme de réaction à la discrimination des personnes migrantes. Interrogeons cette notion à partir du cas des Roms bulgares : on peut alors émettre l'hypothèse que leur expérience transnationale, si elle correspond à cette notion dans le cas de la France, la dépasse nécessairement en prenant en considération leur situation en Bulgarie. En effet l'analyse de l'appréhension globale les migrants roms dans l'agglomération me permet d'affirmer que l'on peut parler de discrimination. Mais j'ai également montré que tel était aussi le cas en Bulgarie (chapitre 3). Cette situation de personnes discriminées à la fois dans leur pays d'origine et leur pays d'accueil ne fait pas l'objet de recherches particulières, à ma connaissance, dans le cadre d'une approche du transnationalisme. Mais en se basant sur la notion proposée par Steven Vertovec, on peut donc faire l'hypothèse que les Roms s'inscrivent dans ce que l'on pourrait appeler un « double transnationalisme réactif » ou un « transnationalisme doublement réactif ». C'est donc ce qu'il convient d'analyser en profondeur dans ce chapitre, en identifiant les impacts de cette nouvelle forme de vie sur les migrants eux-mêmes, donc sur leurs rapports sociaux, ainsi que sur leurs façons d'être au monde.

La réflexion proposée ici prend alors appui, en filigrane, sur les expériences des multiples frontières que connaissent les migrants roms et qui ont été soulevées dans les deux chapitres précédents : frontières géographiques, nationales et locales, frontières économiques, frontières sociales, frontières symboliques... Les différentes formes de marginalisation des Roms bulgares en fonction de ces frontières ont largement été démontrées. Mais, envisageant les Roms comme acteurs, il s'agit maintenant de penser la frontière comme passerelle en ce qui les concerne. Si la frontière, très forte, prégnante

et sans cesse réactivée entre Bulgares « non-roms » et Roms bulgares ne semble pas pouvoir être une passerelle pour les Roms tant elle fait figure de mur, ce sont les frontières terrestres, administratives et politiques qui apparaissent toutefois pouvoir être passées et dépassées, comme c'est le cas en migration. Ce dépassement des frontières géographiques, et plus avant ce jeu sur les frontières matérialisé par leurs multiples allers-retours et leur inscription dans un territoire transcendant ces frontières physiques, leur permettrait-il alors de déplacer ou de dépasser les frontières sociales et symboliques qui apparaissent infranchissables dans leur vie en Bulgarie ? En d'autres termes, y a-t-il une coexistence des jeux sur les frontières territoriales avec des jeux sur les frontières identitaires ? Que modifie, en termes de rapports sociaux, de catégorisations et donc d'expériences subjectivantes, la condition transnationale des migrants roms ?

Dans ce chapitre, ce sont donc les effets de l'inscription transnationale des migrants roms qui font l'objet de l'analyse. Plus précisément, je me focaliserai ici sur les reconfigurations identitaires et sur les constructions des Roms comme sujets par le biais de cette expérience. Dans un premier temps, j'interrogerai les espaces de possibilité et les formes construites de subjectivations des migrants roms en situation migratoire, d'une part dans la dynamique de migration en elle-même et d'autre part précisément dans l'espace de vie en France. Il est pertinent de considérer cet espace de façon isolée pour l'analyse, parce que les Roms bulgares, en tant que nouveaux migrants, ne connaissent pas la même « *disqualification sociale* » (Paugam, 2009) qu'en Bulgarie. Qu'est-ce que ce nouveau territoire, constitué d'une recomposition de la vie dans l'entre-soi, de nouvelles opportunités économiques, mais aussi, comme je vais le montrer, d'une ouverture non négligeable dans les interactions avec des « non-roms », permet comme expériences de subjectivations (section 1) ? Dans un second temps, il s'agit de considérer l'espace transnational, et les façons de vivre et de s'identifier dans cet espace, comme cadre de référence pour analyser d'éventuelles nouvelles dynamiques dans la construction de soi, dans les recompositions identitaires, familiales voire peut-être culturelles. Plusieurs cas ethnographiques seront alors analysés afin de signifier les liens existants entre les réagencements des frontières spatiales, physiques, et les frontières sociales, symboliques et morales (section 2).

1. Subjectivations en migration

Il s'agit de questionner l'expérience de la migration que font les Roms bulgares, envisagée ici comme une expérience partagée de « *confrontation à l'altérité* » (Cognet : 2004 : 101). S'inscrivant dans le courant dynamique de l'identité, il s'agit d'analyser ce qui ressort de cette expérience d'un point de vue « identitaire », ce qui comprend à la fois les modalités d'identification des migrants par les acteurs « accueillants », et le processus d'endo-identification des migrants, influé par ce nouvel espace de vie et ces nouveaux rapports sociaux. Le premier point ayant déjà été traité dans le chapitre 1, il convient de se pencher maintenant sur le second. C'est donc globalement un questionnement sur les continuités et ruptures concernant l'expérience que font les

Roms de leur assignation identitaire et leur identification qui m'intéresse. Une mise en perspective entre ces assignations identitaires et leurs vécus « ici » et « là-bas » me semble intéressante afin d'interroger le sens que recouvre l'expérience migratoire pour ces personnes.

Ces interrogations prennent un sens spécifique dans le cas des migrants roms, au regard de leurs statuts en Bulgarie : les Roms bulgares seraient en quelque sorte des « étrangers » dans ces deux sociétés. Or Alain Tarrius et Lamia Missaoui (2013) posent clairement la question de l'étranger à travers la notion et la pratique de transmigration, les transmigrants étant à la fois d'ici et de là-bas, et de l'entre-deux. Dès lors, il convient de questionner plus avant le statut social des migrants roms en le reliant à leurs expériences de mobilités investies dans cet espace transnational entre la Bulgarie et la France.

Quelles expériences subjectivantes émergent par l'expérience migratoire des Roms bulgares ? Tel est le questionnement auquel il s'agit de donner, dans cette section, des éléments de réponse. Dans cette perspective, j'examinerai d'abord cette question sous l'angle des mobilités des Roms en elles-mêmes, afin de comprendre dans quelle mesure l'expérience de ces mobilités et de cette vie dans l'entre-deux participe à mettre en place un processus de subjectivation des Roms bulgares (1.1). Puis, je m'intéresserai ensuite à un élément que je définis comme étant central dans la subjectivation des migrants roms : leurs expériences d'interactions avec les « Français », qui consistent en de nouveaux rapports sociaux dans lesquels les migrants roms trouvent une place différente (1.2). Enfin, en analysant différentes modalités de présentation de soi des Roms dans l'espace migratoire, je montrerai leurs rôles actifs dans ce processus de subjectivation qui s'appuie sur une certaine flexibilité identitaire (1.3).

1.1. Transnationalisme, *agency* et subjectivation

À travers ces nouvelles dynamiques migratoires, il s'agit non seulement pour les Roms bulgares de partir pour « *faire quelque chose* » mais bien, comme plusieurs personnes l'affirment, à l'instar de Yusuf, de « *changer quelque chose* » dans leurs vies. C'est ainsi que l'on peut comprendre l'inscription transnationale en premier lieu : les allers-retours des migrants vivant au fond tant ici que là-bas leur permettent concrètement un changement de vie global amorcé par pleins de petits changements. Ces derniers sont matériels, concernant l'organisation des vies quotidiennes, mais pas uniquement, comme je vais le montrer.

C'est tout d'abord cet acte de changement, du moins de volonté de changement de ce « *quelque chose* » qu'il convient de considérer puisqu'il est à l'origine de cette nouvelle dynamique des Roms bulgares côtoyés. L'acte de migrer est donc, en soi, une manifestation de l'*agency* des Roms qui se positionnent de ce fait comme acteurs de leurs vies, en faisant le choix de dépasser ainsi un certain immobilisme (au sens propre comme figuré) qui caractérisait ces dernières années leurs vies en Bulgarie. Je propose donc d'appréhender ces nouvelles mobilités comme une forme concrète de matérialisation de la capacité d'agir des Roms bulgares. Dès lors, il me semble qu'un

travail de subjectivation voit le jour par l'acte de migrer, les Roms effectuant par là une action pour être maîtres de leurs destins et ainsi, se positionner comme sujets agissant, et non seulement « flottants ».

1.1.1. Une inscription transnationale porteuse d'*agency*

Plus avant, c'est dans la forme que prend cette dynamique migratoire qu'il convient d'interroger, et de replacer, l'*agency* des Roms bulgares. En effet, comme on l'a vu, il ne s'agit pas seulement de partir d'ici pour aller là-bas chercher une vie meilleure. Au-delà d'une émigration, les Roms s'inscrivent dans un espace transnational, matérialisé par ces nombreux allers-retours entre la Bulgarie et la France ainsi que par de multiples circulations immatérielles qui ancrent leurs vies quotidiennes à cheval sur les frontières terrestres. Ce « *savoir-circuler* » (Tarrius, 1992) des Roms bulgares est alors nécessairement porteur de diverses ressources, ce qui m'amène à le qualifier comme étant porteur d'*agency*. Dès lors, la capacité d'action des Roms, avec tout ce qu'elle engendre et que l'on va examiner, ne se situe pas seulement dans la migration mais plutôt pleinement dans ce « *savoir-circuler* » et cette inscription transnationale.

Un exemple concret de cette *agency* créée par l'inscription transnationale concerne les opportunités économiques qui sont construites par les allers-retours fréquents des migrants roms et leurs vies dans l'entre-deux. En effet, certains migrants saisissent l'inscription transnationale comme une nouvelle opportunité économique en faisant du business dans la translocalité, comme je l'ai montré avec les achats de biens en Bulgarie pour les revendre en France ou encore avec ce nouveau « métier » qu'occupent les chauffeurs de microbus. Ces derniers créent de toute pièce leur emploi grâce à cette dynamique de vie quotidienne dans l'entre-deux. Yusuf me fait part de la rationalité à l'origine de son activité :

Il précise qu'il passe « *cinq jours ici, cinq jours là-bas* ». Il dit dépenser 500 euros pour un trajet, pas plus car lui ne prend pas les autoroutes. Il fait payer à chaque personne 120 euros. Je fais donc le calcul mentalement : 120 multiplié par 8 personnes fait 960 euros pour le trajet, donc en enlevant le coût réel de celui-ci, soit 500 euros, ça fait qu'il gagne donc la somme de 460 euros par trajet.⁵³²

C'est donc par le biais du transnationalisme qu'émergent des pratiques quotidiennes empreintes d'*agency*, de capacités d'actions rationnelles non négligeables pour les migrants roms. Celles-ci demeurent certes dans l'entre-soi, mais sont à considérer plus largement puisqu'elles permettent aux migrants de se positionner différemment dans le monde, à partir d'une « réussite » économique dont ils sont les seuls acteurs, de l'idée à la mise en place.

L'*agency* produite par l'inscription transnationale des migrants roms n'est donc pas uniquement à envisager de façon matérielle ou économique. Si la migration est donc, dans le cas des Roms bulgares, une ressource (Morokvasic-Muller, 1999), j'ai

⁵³² Notes de terrain, février 2012.

montré, dans la lignée des travaux d'Alain Tarrius (2002) que l'avantage de la position des migrants se situe non seulement dans un ailleurs mais dans l'entre-deux dans lequel ils se situent. Michael Piore (1986) souligne que le transnationalisme ne doit pas être compris uniquement en termes d'avantage consistant en un différentiel de richesse pour les migrants, mais réside également dans la distance sociale. Celle-ci correspondrait au fait que le statut social dévalorisé dont font l'objet les migrants en général, dans la société d'accueil, constitue un certain sacrifice qui peut être dépassé par ces derniers parce qu'il n'a pas d'impact sur la société d'origine. Concernant les migrants roms, on a vu qu'ils sont perçus comme précaires et certaines de leurs conditions de vie ainsi qu'un statut social clairement bas les précarisent dans la société française. Or ce dernier ne correspond pas à un statut social dévalorisé, au regard de celui qu'ils connaissent globalement en Bulgarie. La distance sociale existant fortement entre les Roms et les « non-Roms » dans le pays d'origine ne serait donc que conservée, voire atténuée en France (comme je le montrerai dans la sous-partie suivante). Ce cas des migrants roms nous enjoint donc à inverser cette perspective, tout en considérant l'importance centrale d'une analyse de l'inscription transnationale en termes sociaux et non uniquement économiques.

Que révèle l'inscription transnationale des Roms bulgares en termes de rapports sociaux et de statut social ? Plus avant, en quoi l'expérience du transnationalisme des Roms les transforme ? Comment comprendre ce transnationalisme sous l'angle du rapport entre des sujets et un État, et donc de l'expérience subjectivante des Roms bulgares ? Des chercheurs affirment aujourd'hui que les migrations peuvent être comprises comme une forme de lutte de classe, où les demandes d'autonomie et d'autodétermination se manifestent d'elles-mêmes (Bojadzjev, Karakayali et Tsianos, 2004). Considérant ainsi les migrations comme étant porteuses d'*agency*, je propose d'aller plus loin en discutant la condition transnationale pour des personnes qui sont minoritaires et minorisées, ainsi que marginalisées et stigmatisées, dans leur pays d'origine.

1.1.2. Dépasser l'incertitude migratoire et la stigmatisation : vers la subjectivation des Roms

En premier lieu, il apparaît que l'inscription transnationale des migrants roms leur permet de dépasser l'incertitude migratoire. Cette dernière est induite de façon classique par la situation migratoire en elle-même, comme le soulignent Giulia Fabbiano et Monika Salzbrunn : *« La "situation migratoire" est - entre autres - informée par l'expérience de la rupture : spatiale, mémorielle, identitaire, religieuse, dans le même temps qu'elle y contribue et œuvre pour son dépassement, dans le réagencement des frontières et de leurs significations. Véritable situation liminale, la situation migratoire ne saurait ne pas se confronter à l'incertitude et l'inquiétude que ces ruptures produisent au niveau de l'individu, de ses proches, de ses groupes d'appartenance et des contextes sociaux de référence. Dans le même temps, les reconfigurations des sentiments d'appartenance grâce à l'expérience de la circulation*

ou de la sédentarisation permettent de dépasser la sensation de rupture, et d'inscrire l'inédit dans une expérience nouvelle. »⁵³³. Dans le cas des migrants roms, l'inscription transnationale est donc synonyme de vies quotidiennes dans un entre-deux, qui peuvent donc être caractérisées par une condition liminale également : entre ici et là-bas. J'ai montré en effet en quoi la liminalité pouvait dans ce cadre être une ressource en migration. Ce faisant, les Roms bulgares dépassent l'incertitude migratoire en actant une liminalité spatiale transnationale, qui dépasse et donc annule la liminalité induite par l'incertitude de la situation migratoire. Dès lors, l'inscription transnationale des migrants roms peut être envisagée comme une liminalité choisie qui serait une forme de résistance et d'*agency* venant contrer l'abus et l'exploitation, ou en d'autres termes, une expérience subjectivante en termes négatifs et réducteurs. De plus, ce mouvement s'opère ici de façon double, en raison du statut des Roms et de leurs places tant en Bulgarie qu'en France : l'expérience du transnationalisme transcende à la fois les expériences subjectivantes que connaissent les Roms dans leur société d'origine, et celles que connaît tout migrant dans la société d'accueil, de par leur statut fragile et en marge. C'est ainsi que l'on peut comprendre en premier lieu l'inscription transnationale des Roms bulgares comme point d'ancrage d'un processus de subjectivation à l'œuvre par l'expérience migratoire.

Le transnationalisme des migrants roms leur permet donc de dépasser l'incertitude migratoire d'une part, mais aussi la stigmatisation dont ils font l'objet, tant « ici » que « là-bas » d'autre part. En effet, leur cadre de vie quotidien n'est plus cantonné à l'espace de la société bulgare, mais ne l'est pas non plus à celui de la société française. J'ai montré que le fait que les Roms bulgares se posent toujours en marge de ces sociétés peut être compris comme une réaction, par cette forme de repli dans l'entre-soi et dans l'informel, face à cette assignation identitaire négative. Cependant, il s'agit là d'une forme de « réponse » nécessairement limitée en raison des contraintes structurelles. Mais aujourd'hui, de par l'ouverture des frontières européennes, une autre dynamique semble être à l'œuvre. L'émergence de la liminalité transnationale induite par leur inscription dans l'entre-deux leur permet d'échapper d'une certaine façon à la violence symbolique d'une stigmatisation spatialement située. C'est donc le mouvement, sur des bases matérielles mais prenant corps dans l'imaginaire et le symbolique, qui permet aux migrants roms de s'émanciper d'une expérience subjectivante contraignante. Cela rejoint alors la réflexion de Michel Agier (2013) concernant l'émergence du sujet politique comme étant, selon lui, nécessairement « *dans le mouvement* ». Il précise ainsi :

« Le réfugié qui mène des actions politiques dans le camp où il est établi durablement, comme le migrant, le « clandestin » ou l'« aventurier » en déplacement, est tout à l'opposé de la « victime » qui est la forme première et imposée de l'assujettissement, figure caricaturée de l'individu « négatif », désocialisé, survivant. » (Agier, 2013 : 203)

⁵³³ Extrait d'un appel à communications pour un panel de l'EASA (European Association of Social Anthropologists) Conference, 10-13 juillet 2012, à Nanterre, dans le cadre duquel j'ai effectué une communication consistant en une première réflexion sur ces questions (<http://www.nomadit.co.uk/easa/easa2012/panels.php5?PanelID=1250>).

Peut-on pour autant parler de subjectivation politique concernant les migrants roms ? À ce stade de la réflexion, la question reste à approfondir, mais il apparaît clairement qu'un processus de subjectivation est à l'œuvre chez ces migrants, ne serait-ce que par cette nouvelle dynamique de vie dans le mouvement qu'est l'inscription transnationale. Celle-ci peut en effet permettre de sauver la face (Goffman, 1974), soit d'apporter ou de rendre une certaine estime de soi en dépassant des assignations identitaires stigmatisantes par le dépassement même des frontières physiques.

On revient alors sur la question de la multiplicité des frontières expérimentées par les Roms bulgares. C'est précisément dans ces jeux de franchissement de frontières terrestres induisant en conséquence des franchissements de frontières économiques, sociales et symboliques, que se situe l'*agency* des migrants roms, et plus avant, une forme de subjectivation. Concrètement, il s'agit de reconnaître ici que plusieurs mouvements physiques d'aller-retour entre les deux sociétés, comprenant des expériences d'interactions vécues de part et d'autre, donnent naissance à de nouveaux sujets. Ainsi, en accord avec ce qu'avance Michael Piore (1986), ces mouvements transnationaux peuvent par exemple permettre aux migrants roms de se laver des souillures vécues dans le pays d'accueil, comme cela peut être le cas de l'expérience de la mendicité, voire de la prostitution masculine (on y reviendra dans la sous-partie 2.3. de ce chapitre), ou également des expulsions dont ils font régulièrement l'objet. Mais la dynamique de subjectivation que connaissent les Roms bulgares par le biais de cette inscription transnationale s'ancre également dans les mouvements qui vont du pays d'origine au pays d'accueil. Ces mouvements permettent de franchir d'une autre façon certaines frontières, notamment les frontières de la reconnaissance (Lamont et Bail, 2005). Je montrerai plus loin dans cette section 1 qu'en faisant l'expérience de rapports sociaux inédits dans le cadre de leurs interactions avec les acteurs de la société française et en s'octroyant des marges de manœuvre en termes de présentation de soi envisageables dans cette autre société, les migrants roms parviennent à dépasser la place et les conditions qui sont les leurs dans la société bulgare. Cependant, aucune de ces deux sociétés n'est privilégiée en soi dans l'expérience des migrants roms. Cela peut se comprendre puisqu'ils ne sont, en Bulgarie, « que » des Roms, et en France « que » des migrants – en outre, appréhendés comme problématiques donc indésirables. Considérées de façon isolées, leurs expériences d'assignation identitaire ne sont pas a priori positives – bien que je soulignerai la complexité des rapports sociaux en France et ce qu'en « retirent » les migrants.

C'est donc précisément par leur inscription à cheval sur ces deux États, donc ces deux sociétés, que les Roms déjouent les pièges de l'enfermement à la fois spatial, identitaire, économique, et en termes de statut social. Se positionnant ni tout à fait en dehors de ces deux sociétés, ni tout à fait (ou uniquement) à l'intérieur de celles-ci, les migrants roms font alors l'expérience d'une nouvelle subjectivation. En effet, ils s'affirment comme sujets, porteurs de désirs, de rationalité et surtout de capacité d'agir, par cette redéfinition des règles du jeu qu'ils ont mis en œuvre avec la migration. Il convient cependant de souligner que ce processus de subjectivation semble demeurer, comme la forme de transnationalisme qu'ils mettent en œuvre, dans la sphère de l'informel, sans s'appuyer sur des structures ou des facteurs étatiques. Ce maintien à

distance de l'État (qu'il soit français ou bulgare) dans la subjectivation des migrants roms n'est pas anodin en termes de conséquences, j'y reviendrai dans la troisième partie de la thèse.

1.1.3. L'inscription transnationale comme tentative d'exister autrement : précisions utiles

Dans cette perspective, l'inscription transnationale des Roms bulgares entre la France et la Bulgarie révèle une tentative d'exister autrement, en se positionnant comme sujets prenant appui sur les contours de l'Europe. Il ne s'agit pas de dire ici que les Roms seraient les « premiers européens » – appellation qui me semble trop simpliste, et encore une fois, homogénéisante, pour rendre compte de la complexité des expériences vécues – ni de renvoyer ce faisant à l'idée d'un supposé « peuple rom » dont les contours seraient ceux de l'Europe. Comme je l'ai montré, le phénomène étudié ici consiste seulement en des déplacements de Roms d'une région de Bulgarie à une agglomération française, et à l'émergence, par cette voie, d'un processus de subjectivation inédit. Si les personnes côtoyées dans le cadre de cette recherche prennent effectivement appui, pour ce faire, sur la possibilité de circulation dans la zone européenne ainsi que sur l'ancrage dans plusieurs marges européennes, ce n'est absolument pas le cas de tous les individus identifiés ou qui s'identifient comme Roms ou Tsiganes. En outre, je réfute d'emblée la théorie selon laquelle c'est l'élargissement européen qui induirait la « *tentation d'exister* » (Cioran, 1956), en tant que nation transnationale ou diaspora, pour ce qui serait alors la « communauté rom européenne ». Cette théorie, largement relayée par les activistes roms comme Nicolae Gheorghe ainsi que par tout un pan de la littérature actuelle sur les Roms (Garo, 2009) prend appui sur des convictions, mais pas sur des arguments scientifiques empiriques.

Afin d'étayer mon positionnement, deux points sont à souligner : d'une part, j'affirme qu'il ne s'agit pas de « tentation » d'exister mais bien de « tentative » d'exister autrement, considérant les Roms comme des acteurs, des sujets, certes « flottants » au vu de leurs conditions et de leurs places dans leur société d'origine, mais, au-delà, des sujets agissants. Les Roms existent en Bulgarie avant même la dynamique migratoire, je l'ai largement montré dans cette partie. C'est précisément en considérant leurs conditions d'existence et l'expérience qu'ils en font qu'il est intéressant d'examiner alors, non pas leur envie d'exister, qui est déjà là, mais plutôt les modalités et les moyens dont ils se saisissent pour exister différemment, pour connaître d'autres expériences subjectivantes. L'Europe est donc une opportunité qui est saisie par les personnes.

D'autre part, il me faut donner ici des précisions sur la question de la qualification des Roms comme nation ou non. En premier lieu, je renvoie d'abord à l'analyse de l'appréhension des Roms/Tsiganes dans le milieu académique effectuée dans l'introduction de cette thèse, et à mon positionnement situé dans la perspective individualiste et non communautariste des Roms. L'identité est selon moi à considérer comme étant socialement et spatialement située, puisque résultante des expériences

d'interactions. Dès lors, en parlant de transnationalisme des migrants roms, c'est uniquement les Roms bulgares côtoyés qui sont ici concernés. Il convient bien de distinguer cette approche du transnationalisme (largement étayée dans la conclusion du chapitre précédent) de la notion de diaspora, qui selon moi ne peut pas s'appliquer à ces Roms bulgares pour plusieurs raisons. Robin Cohen (2008 : 161-162) met en avant des traits qui permettent de qualifier une diaspora. Ces derniers sont :

- « 1. *dispersal from an original homeland, often traumatically;*
- 2. *alternatively, the expansion from a homeland in search of work, in pursuit of trade or to further colonial ambitions;*
- 3. *a collective memory and myth about the homeland;*
- 4. *an idealization of the supposed ancestral home;*
- 5. *a return movement or at least a continuing connection;*
- 6. *a strong ethnic group consciousness sustained over a long time;*
- 7. *a troubled relationship with host societies;*
- 8. *a sense of co-responsibility with co-ethnic members in other countries;*
- and*
- 9. *the possibility of a distinctive creative, enriching life in tolerant host countries. »*

J'ai montré en filigrane tout au long de cette partie la complexité, la multiplicité et la fluidité qui caractérisent les endo-identifications des Roms bulgares, leurs sentiments d'appartenance ainsi que leurs rapports à l'État. En outre, dans leur cas, point de « retour » au pays d'origine, point de mythe collectif, et encore moins de « *sentiment de solidarité avec les membres du même groupe ethnique vivant dans d'autres pays* ». La réalité des expériences de mobilité vécues par les Roms bulgares en question est à la fois plus complexe et plus ancrée sur les seuls liens familiaux (certes très étendus mais néanmoins familiaux, et non « ethniques »). Par ailleurs, il ne s'agit pas non plus de diaspora dans le cas des migrants roms au regard de l'acception contemporaine de cette notion. En effet, d'après Dominique Schnapper (2001), celle-ci nécessite une certaine « *stabilité dans les relations avec la société d'installation* » (Schnapper, 2001 : 31), voire une forme d'intégration dans le pays d'accueil. Or, comme je l'ai montré précédemment, les migrants roms effectuent de multiples allers-retours entre la France et la Bulgarie et ne semblent pas chercher à demeurer et/ou à s'intégrer en France.

En d'autres termes, l'inscription transnationale des Roms dont il est ici question est à appréhender en des termes familiaux et informels, et est alors de ce fait extrêmement éloignée des revendications idéologiques des activistes ou de certains chercheurs participant à construire une diaspora ou une « nation rom européenne » - empiriquement inexistante pour les intéressés eux-mêmes. Ces précisions effectuées, je peux maintenant affirmer que j'envisage le transnationalisme de ces Roms bulgares comme une tentative d'exister autrement, par le processus de subjectivation mis en œuvre de pair avec cette dynamique migratoire particulière. Cette subjectivation prend appui sur une construction de soi dans les marges européennes, mais ne s'effectue pas de façon collective ; elle est intime, informelle et diluée dans les subjectivités individuelles.

1.1.4. Les impacts du « territoire circulatoire » sur la subjectivité

J'ai montré dans le chapitre précédent que les vies quotidiennes des migrants roms, s'effectuant dans l'entre-deux, consistent en un nouvel espace de liminalité porteur de ressources pour vivre mieux. Plus avant, j'affirme maintenant, au vu des réflexions précédentes dans cette sous-partie, que ces vies dans l'entre-deux s'apparentent à une nouvelle ressource permettant un processus de subjectivation des Roms bulgares concernés.

Pour qualifier ce nouvel espace de vie, j'ai déjà utilisé dans cette partie la notion de territoire circulatoire introduite par Alain Tarrius (1993), notion qui me paraît tout à fait appropriée pour définir cet espace transnational parcouru et vécu par ces migrants roms. Mais l'appréhension d'une autre dimension connexe à cette notion est également centrale : reliant identité et territoire, elle concerne la question du statut social des personnes s'inscrivant dans un territoire circulatoire. Pour questionner ce point au sujet des migrants roms, je suggère de partir de la définition proposée par Alain Tarrius (2001a) du territoire comme « *construction consubstantielle de la venue à forme puis à visibilité sociale d'un groupe, d'une communauté ou de tout autre collectif dont les membres peuvent employer un "nous" identifiant* ». Il apparaît alors, comme je l'ai montré dans le chapitre 3, que cette identification collective ne fait pas sens pour les Roms en considérant la Bulgarie comme territoire. Dès lors, par la migration, et plus avant, la construction d'un territoire circulatoire entre ces deux régions d'Europe, ces derniers parviennent à construire une nouvelle forme de territoire qui fait sens pour eux, tout en élargissant ainsi les opportunités matérielles par rapport à la *mahala* – forme de territoire restreint.

Ainsi la notion de territoire circulatoire, qui consiste à « *investir de sens social le mouvement spatial* » (Tarrius, 2011a), est à appréhender dans sa construction par les migrants eux-mêmes. Cette construction permet aux Roms bulgares de redéfinir un « nous » identifiant qui se dépouille d'une hétéro-identification stigmatisante. Cependant, comme dans les *mahala* ou les squats, dans ce territoire circulatoire transnational, les Roms bulgares sont finalement seuls, dans le sens où les États et les sociétés n'en font pas partie. Dès lors, comment comprendre le sens de la formation de ce territoire transnational pour les Roms ? Forme de repli extrême ou au contraire forme de subjectivation ? L'un ne semble pas aller sans l'autre dans ce cas particulier, puisque c'est en se détachant de leur expérience subjectivante ancrée dans la société bulgare, et sans reproduire une expérience qui pourrait être similaire en France (puisque les Roms ne s'y ancrent pas) que les migrants roms amorcent un processus de subjectivation. En ce sens, cette dynamique migratoire, et plus avant existentielle, est donc empreinte d'*agency* puisque marquée par une forme de résistance, voire de résilience, dans la société d'origine.

On comprend donc que le rapport des Roms à l'État (au sens large) est nécessairement questionné par leur inscription dans ce territoire circulatoire transnational. Pour Alain Tarrius et Lamia Missaoui (2013), la figure même des

transmigrants interroge ainsi les raisons d'être des États-nations, comme le pouvoir inhérent à tout découpage territorial :

« Pour certains, les plus riches comme les plus pauvres, les contours et les idéologies de la nation s'éteignent lentement. Le renversement des puissants maîtres de parcelles territoriales et des pouvoirs qui leur sont attachés par leurs assujettis sans places, sans légitimités, s'effectue sous nos yeux, renversement de la dialectique du maître et de l'esclave par inconsistance du lien : ne rien posséder et se soustraire à la dépendance des pouvoirs dans leur expression locale, en déployant un savoir-circuler, confère une puissance nouvelle. » (Tarrius et Missaoui, 2013 : 182)

Mais peut-on dire des Roms qu'ils ne possèdent rien ? J'ai souligné l'importance que revêtent pour eux leurs maisons en Bulgarie, ainsi qu'un certain attachement à leur pays d'origine qui semble mis en exergue par la migration. Mais il faut rappeler que ces maisons sont construites la plupart du temps sans permis de construire, ce qui révèle une forme d'indépendance face à l'État. Cependant, les migrants roms semblent donner une importance particulière, dans leurs vies transnationales au quotidien, aux biens matériels qui les permettent : les véhicules, les ordinateurs et les téléphones sont autant de biens au fondement du transnationalisme qui font l'objet de multiples transactions révélant leur importance puisque permettant le « savoir-circuler » des Roms. Dès lors, si les migrants roms sont quelque peu différents de la plupart des transmigrants étudiés par Alain Tarrius et Lamia Missaoui de par leurs (maigres) possessions matérielles ou leur rapport à la possession, il n'en demeure pas moins que leur rapport à l'État, au pouvoir local, semble être similaire. Les Roms bulgares mettaient déjà en pratique une certaine distance avec l'État, comme je l'ai montré dans le chapitre 3. Mais par leur inscription dans ce territoire circulatoire, ils renforcent cette distance, cette indépendance vis-à-vis du pouvoir étatique, ce qui a des conséquences concrètes en termes de subjectivation : *« Il s'agit d'un constat heureux : le nouveau maître, avide de richesses, libère des pauvres des confinements locaux, des répétitions des stigmates de l'enclavement ou de la malédiction d'une errance sans but. »* (Tarrius et Missaoui, 2013 : 183). Ainsi « libérés » des espaces de vie confinés et de leur stigmatisation par la configuration d'un territoire circulatoire qui leur est propre, les migrants roms mettent en œuvre un processus de subjectivation singulier. Il conviendra pour approfondir cette réflexion d'analyser leur rapport au pouvoir local dans l'agglomération française : est-il également mis à distance ? Comment ? Peut-on parler de non-dépendance à ce pouvoir ?

Cette inscription transnationale des Roms bulgares permet donc l'émergence d'un processus de subjectivation, dont la forme et le contenu restent à identifier précisément. Cette nouvelle dynamique est nécessairement informée, en grande partie, par les expériences d'interactions des migrants roms dans la société française. Qu'est-ce qui induit cette nouvelle expérience subjectivante, et plus avant, cette affirmation de soi comme sujet libre, autonome, pensant et agissant ?

1.2. Être considéré dans les interactions quotidiennes avec les « Français »

On se souvient, dans l'incipit ethnographique de cette deuxième partie, du hiatus soulevé entre les propos d'Aitena concernant les associations d'aide alimentaire et ceux, généralisés et analysés dans le chapitre 1, de ces acteurs associatifs en question concernant les migrants roms. Ces derniers mettent en avant leur « débordement » face à la « vague » de migrants roms dont les caractéristiques qui leur sont attribuées participent à les repousser derrière la frontière d'une humanité commune. Aitena, elle, comme beaucoup d'autres Roms bulgares dans l'agglomération, souligne au contraire la « gentillesse » et l'« aide » qui leur est apportée dans ces mêmes associations. Plus largement, ce type de propos émis par les migrants roms concerne également les institutions sanitaires, sociales, scolaires, ainsi que tous les « Français » rencontrés.

Il paraît donc intéressant de questionner en profondeur le rapport des Roms bulgares aux institutions, aux associations et aux « Français » rencontrés, en proposant de rassembler ici pour l'analyse ces acteurs aux profils, aux statuts et aux fonctions diverses. En effet, comme je le montrerai, tous ces acteurs sont perçus et appréhendés de façon assez similaire par les migrants : qu'ils soient agents de l'État, bénévoles hebdomadaires, voisins du squat ou passants réguliers sur le lieu de mendicité, tous participent de la construction de liens aussi importants les uns que les autres avec « la France ». Dès lors, toutes les interactions avec ces personnes que les Roms bulgares sont amenées à rencontrer lors d'un séjour dans l'agglomération représentent, à leurs yeux, une pièce du puzzle de leur expérience migratoire mais plus avant, de leur expérience subjectivante qui se construit en migration.

Selon Serge Paugam (2008), pour se sentir pleinement intégré au système social, tout le monde a besoin de protection et de reconnaissance, ce qu'il propose de traduire par deux dimensions : « *compter sur* » et « *compter pour* ». S'il pointe, comme d'autres (Ricoeur, 2004 ; Honneth, 2006 ; Butler, 2007) que le travers des sociétés modernes s'incarne justement dans ce déficit et déni de protection et de reconnaissance, il apparaît d'autant plus nécessaire de souligner que les migrants roms parviennent, dans l'espace migratoire, à se glisser dans des interstices leur permettant de « compter sur » un accès aux soins, à l'éducation, à l'économie, aux aides alimentaires, et de « compter pour » des travailleurs sociaux, des enseignants, des militants associatifs, des personnes rencontrées sur le chemin. Cela va donc à l'encontre des affirmations communes et classiques (dans le milieu universitaire également) selon lesquelles les migrants roms souffriraient précisément de tout cela en France. Si tel était le cas, il conviendrait alors de se demander : pourquoi y resteraient-ils malgré tout ce qu'ils subissent ? Beaucoup de personnes font alors l'hypothèse que « ça doit être encore pire pour eux là-bas ». D'après les données présentées précédemment concernant les conditions de vie des Roms en Bulgarie, ce type de propos, largement répandu et entendu dans le cadre de cette recherche, peut être a priori approuvé. Cependant, il semble réducteur puisque cette appréhension en termes uniquement négatifs de la vie quotidienne des migrants roms ne prend pas en considération tous les aspects qui fondent leurs expériences dans l'agglomération française, replacées dans une perspective transnationale. En d'autres

termes, c'est précisément parce que les Roms font l'expérience d'interactions qui participent à les définir comme des « sujets flottants » dans la société bulgare que leurs relations à autrui dans la société française constituent pour eux une expérience de subjectivation nouvelle et positive – et ce en dépit de la façon dont ils sont appréhendés par ces acteurs.

Certes, les Roms bulgares vivent beaucoup dans l'entre-soi, que ce soit en Bulgarie ou en France, comme je l'ai montré dans les chapitres précédents. Or leurs vies quotidiennes en France sont cependant considérablement marquées par la possibilité d'interagir avec ceux qui les entourent – interactions d'une teneur bien différente de celles qu'ils peuvent avoir en Bulgarie. Comme le souligne judicieusement l'ancien médecin de MDM qui avait effectué une mission dans les *mahala* de Pazardzhik et Peshtera en 2002, « *Ces gens-là sont de toute façon beaucoup mieux considérés à [la Ville] que dans leur pays. Il sont beaucoup plus mal vus par les Bulgares, plus mal vus que par nous les Français.* »⁵³⁴. Plusieurs migrants roms soulignent en effet avec force cette différence qu'ils perçoivent et ressentent au quotidien. Les propos que j'ai pu recueillir à ce sujet sont tous assez similaires et ne rentrent pas vraiment dans la profondeur du ressenti, mais leur récurrence me semble néanmoins significative. Nombre de mes notes de terrain en font état, comme celle-ci :

 Todorka, maman de Metodi, est au squat de F. avec son mari, son fils et beaucoup de membres de la famille élargie, mais sa fille est actuellement à Ivaylo car « *pas de passeport* ». Fait la manche dans une commune voisine. Dit que les Français sont « *gentils* », car ici on les aide (*pomaga*). Elle énumère : « *Nicolas pour l'école, les docteurs...* » Alors qu'en Bulgarie, rajoute-t-elle, « *ils sont mauvais* » (*losho*).⁵³⁵

L'entretien mené en français avec Albena et Dimitar fait ressortir également cette impression qui est la leur, concernant la différence existante, pour « les Roms », entre les deux pays :

 Albena : « *Même nous en France, si on veut faire monter l'étage plus en haut, on peut faire ! C'est juste un peu de patience dans la tête !* »

 Dimitar : *Parce que en France, il y a des personnes heu...c'est vrai, ils sont très gentils ! Ils donnent la chance, en France !*

 Albena : *Oui !*

 ACM : En Bulgarie, non ?

 A & D : *Non !*

 Dimitar : *Parce que toujours, toujours, en Bulgarie, ils regardent et ils disent « ah ça c'est Rom ! », et t'as rien ! Roms n'ont rien ! En France, pas pareil, en France, toujours ils donnent la chance. C'est pour ça moi je veux rester en France.*

 Albena : *Eh oui !*

 ACM : Ouais...

 Dimitar : *Parce qu'en France les personnes sont gentilles.* »⁵³⁶

Si des propos comme ceux-ci sont légion, d'autres ont également émergé suite à un engagement de ma part, au cours de certains accompagnements de migrantes avec

⁵³⁴ Entretien, 8 décembre 2010.

⁵³⁵ Notes de terrain, 1^{er} juin 2011.

⁵³⁶ Entretien, 26 juillet 2012.

lesquelles je suis devenue proche. C'est notamment le cas d'Anka que j'ai accompagné à plusieurs reprises à l'hôpital pour se faire avorter :

Elle connaît tout là-bas, c'est elle qui me guide. Son mari nous suit. Elle est déjà venue avant avec une « *priyatelka* » (amie) bulgare qui parle français », c'est son troisième avortement dans l'agglomération et son quinzième au total dans sa vie. Elle me raconte qu'elle ne veut plus avorter en Bulgarie car la dernière fois, le médecin lui a dit : « *Ti, oshte abort, oshte abort !* » (toi, encore un avortement, encore un avortement), phrase qu'elle rapporte en prenant un air menaçant. Elle dit qu'il a fait exprès de lui faire mal avec la prise de sang. Le temps de montrer qu'elle s'en plaint et qu'elle en souffre, elle rebondit de suite sur la comparaison entre ici et là-bas : « *Tuk ne e taka ! Tuk horata sa mnogo dobri. Tuk horata ni pomagat.* » (ici, c'est pas comme ça ! ici, les gens sont très bons. Ici les gens nous aident).⁵³⁷

Anka ne verbalise pas plus avant ce qui reste de l'ordre de l'impression et du vécu intime, mais cela ne réduit pas pour autant la teneur de ses propos en raison de sa façon d'en parler et de ses mimiques : lorsqu'elle parle de ce médecin bulgare, elle prend une grosse voix, fronce les sourcils et pointe son index menaçant vers moi, mimant ainsi avec moi l'attitude de ce médecin face à elle. Sa façon de le percevoir est ainsi très claire, de même que l'expérience qu'elle fait de cette interaction : si elle n'a pas de mots pour le dire, elle s'arrête un temps dans son propos en composant sur son visage une expression de douleur, de peine et de souffrance visible, les yeux pleins de larmes. Puis l'expression de son visage se transforme lorsqu'elle compare avec son expérience française : son ton solennel accompagne une lueur qui brille dans ses yeux, son visage s'illumine d'un sourire – un sourire fatigué, timide et incertain, mais bien présent.

Il convient donc de souligner l'importance que revêt, pour les migrants roms, ce qu'ils appellent communément le « *sotsial* » (social) : les aides alimentaires, les soins à moindre coût et, plus largement, tous les services publics ou associatifs dans les domaines de la scolarité, de la santé et du social qui leur permettent un « accès à » avec une prise en considération de leurs situations économiques d'une part, mais aussi de leurs individualités, ou tout du moins de leur être, en tant que personnes. En effet, il ne s'agit pas seulement de « saisir une opportunité ». C'est ce que révèlent notamment les différences de logiques dans les recours aux soins des migrants roms, tantôt en France et tantôt en Bulgarie. Certaines personnes préfèrent par exemple accoucher en Bulgarie, quand d'autres découvrent (et apprécient) en France le confort de la péridurale. De même, certaines maladies sont jugées par les migrants comme étant mieux soignées en Bulgarie : c'est le cas de ce que les Roms identifient comme une « pneumopathie » par exemple. On comprend donc que ce qui prime n'est pas l'accès, ni l'opportunité, mais bien ce que les personnes placent comme étant central dans leurs expériences (ce qui peut varier d'une situation à l'autre et/ou d'une personne à l'autre). Cela peut être le soin ou l'acte en lui-même, ou bien la relation, l'interaction qui entoure cet acte.

De façon générale, les interactions avec les acteurs accueillants, qu'ils soient dans une logique d'aide (institutionnelle ou personnelle) ou représentants des forces de l'ordre, sont perçues par les Roms comme étant « agréables ». Lorsqu'ils me parlent de

⁵³⁷ Notes de terrain, 15 janvier 2013.

leurs interactions avec ces « Français », les migrants mettent en avant deux caractéristiques : l'aide et le sourire. Ce qui est bien souvent, pour eux, source d'étonnement au début. Ainsi, de retour dans la *mahala* de Pazardzhik après un premier séjour dans l'agglomération française, Rosa, une « cousine » éloignée de Bobi venue rendre visite à mes hôtes, me dit :

*« Ce qui est vraiment bien, là-bas, c'est que les gens ils sont gentils. Même les policiers, ils sont gentils avec nous ! Ils arrivent au hangar, même pour nous dire de partir, ils nous disent bonjour... et avec le sourire ! »*⁵³⁸

Si cela peut paraître surprenant lorsqu'on connaît la violence (même uniquement symbolique) qui peut exister dans certaines interactions avec les forces de l'ordre lors des évacuations de squat ou lors des contrôles d'identité, il est cependant possible de comprendre ces propos en les mettant en perspective avec les types d'interactions vécues par les Roms en Bulgarie dans le cadre institutionnel et/ou avec des représentants de l'État (chapitre 3). En effet, en France, les Roms sont dans ce cadre regardés, on leur parle et on les écoute (certes, tant bien que mal au niveau linguistique). Ils sont donc, dans certaines situations d'interaction ordinaires avec les « Français », globalement considérés en tant que personnes et reconnus en tant que sujets. Affirmant cela, il convient cependant d'apporter quelques précisions. Cela ne signifie pas que toutes les interactions que les migrants peuvent avoir avec des personnes de la société d'accueil sont idylliques, ni même « bonnes » ou pouvant leur apporter quelque chose de « positif » - des biens, un soulagement ou simplement de la gentillesse (malgré leur utilisation récurrente de ce terme en français). En effet, il n'y a que des logiques individuelles qui président à ces interactions.

J'ai souligné, en outre, dans le chapitre 1, l'appréhension des migrants roms en termes négatifs qui domine dans les propos des acteurs associatifs et institutionnels, soit parce qu'ils n'y « arrivent pas », soit parce qu'ils considèrent les Roms comme « trop différents ». Dès lors, certains actes et interactions sont clairement empreints de ces appréhensions, et les migrants peuvent alors faire l'expérience de rapports difficiles à certaines institutions, associations ou à certains acteurs. Ils l'expriment en des termes qui mettent en cause le lieu ou la personne en soi, et non par rapport à eux : « là-bas, ils sont méchants », « ce docteur est bête » ou « cette assistante sociale ne comprend rien ». Leur rationalisation de ces expériences négatives par des causes qui leur seraient extérieures peut être comprise au regard de leur expériences d'interactions habituelles en Bulgarie. En effet, les Roms sont habitués à vivre des rapports difficiles avec les acteurs institutionnels de la société bulgare, mais comme je l'ai précisé, paraissent l'accepter comme un fait intangible et presque considéré comme normal. Ce qui est inhabituel pour eux, en revanche, c'est être visible, en tant que personne, face aux acteurs institutionnels. Dès lors, on comprend que les migrants roms ne soulignent pas (comme en Bulgarie) ces expériences « négatives » avec des « Français », et préfèrent mettre en avant leur expérience jugée globalement positive de ces interactions. Il s'agit là, en effet, pour eux d'une rupture considérable.

⁵³⁸ Notes de terrain, août 2011.

Ce changement dans leurs expériences d'interactions ne consiste pas seulement en l'obtention d'aide, de soutien ou d'accompagnement. Autre chose passe à travers les interactions existantes en France entre les migrants roms et ceux qui les entourent. C'est précisément cela qui participe à qualifier positivement leurs interactions avec les « Français », y compris ceux qui ne sont pas rencontrés *pour* apporter quelque chose. Ainsi, partir en France, c'est déjà « *avoir de la chance* », comme le résume Slavka lorsqu'elle est contrainte de rester en Bulgarie : « *Tu passes pas tes journées à rien faire, là-bas, tu peux gagner de l'argent et rencontrer des gens, c'est pas comme ici.* »⁵³⁹. En effet, comme je l'ai souligné, par la mendicité ou le travail au noir, des liens se nouent avec des « locaux », des réseaux de sociabilité se forment. Ces interactions participent à l'ouverture d'un « champ des possibles » inexistant pour les Roms dans la société bulgare, le premier « possible » résidant en l'interaction même.

Slavka souligne ainsi, avec ses termes d'une jeune fille de quatorze ans, comment son expérience de rencontres avec des « Français » l'a modifiée, d'abord concrètement puis, comme je le soulignerai dans la section 2 suivante, de façon plus intime car concernant ses façons de se penser et de se présenter aux autres.

Elle avait treize ans quand elle est arrivée à [l'agglomération] pour la première fois, au squat de F. centre. Elle n'a jamais voulu aller à l'école, elle le dit tel quel aujourd'hui mais ne donne pas de raison : « *je voulais pas y aller, c'est tout.* » Elle a commencé à faire la manche rapidement, alternant entre deux communes de l'agglomération, devant les supermarchés. Lorsque je lui parle de sa scolarité, elle compare avec sa sœur Fanka, de deux ans plus jeune qu'elle, qui est toujours allée à l'école, mais de façon très irrégulière : « *Regarde, Fanka, elle y va à l'école, et depuis longtemps maintenant, mais ça sert à quoi ? Elle sait même pas parler français, juste quelques mots...alors que moi, t'as vu ? T'as vu comment je parle ? J'ai appris dans la rue, comme ça, en discutant avec les gens ! C'est vrai !! Au début c'était dur, je comprenais rien, mais après je me suis fait des copains, des vieux qui venaient tous les jours au Liddle, qui me parlaient, et moi je demandais ça veut dire quoi ça, et voilà maintenant je parle bien, tout le monde le dit.* »⁵⁴⁰

Finalement, le quotidien des migrants roms dans l'espace migratoire permet donc de rencontrer et d'échanger avec des « Français », ce qui consiste en des rapports interethniques qui n'ont pas lieu dans la société bulgare pour les Roms côtoyés dans cette recherche. Le rapport des Roms aux institutions est alors également modifié, de par leurs expériences d'interactions avec ces acteurs. Dès lors, ces derniers, à partir de ces différentes relations interethniques et institutionnelles, font une expérience subjectivante différente dans l'espace migratoire. Celle-ci est indubitablement considérée comme positive en soi par et pour les Roms.

1.3. Être migrant rom dans l'agglomération : jeux et enjeux autour de la présentation de soi

La fluidité des identités convoquées par les migrants est aujourd'hui un des traits dominants de la migration en général. Je m'attacherai ici à mettre en exergue différentes

⁵³⁹ Notes de terrain, août 2011.

⁵⁴⁰ Notes de terrain, 22 février 2012.

typologies et modalités de « bricolage identitaire » ayant lieu dans la société d'accueil, en analysant les modalités de présentation de soi des migrants roms bulgares. La notion de bricolage identitaire dont je vais présenter les modalités concrètes pour les migrants roms doit être comprise comme principalement sociale, ayant cours dans l'interaction avec « les Français ».

Ces bricolages identitaires sont uniquement construits dans les situations de présentation de soi, et ne font pas sens pour les migrants dans l'entre-soi. Si des études ont pu mettre en évidence différents processus de bricolages identitaires de migrants dans leur construction de soi, donc dans leur auto-identification, les Roms bulgares dont il est ici question ne semblent pas connaître de tels bouleversements dans leurs logiques d'identification qui nécessiteraient une certaine réaffiliation⁵⁴¹. Cela peut s'expliquer en partie par la dynamique migratoire des Roms bulgares étudiés qui est assez récente d'une part et définie par le mouvement, la circulation (et non l'immigration) d'autre part. J'analyserai donc ici la construction d'une identité « pour autrui » et non « pour soi ». S'il s'agit de deux facettes du processus d'identification qui interagissent nécessairement en permanence (Juteau, 1999), des distinctions nettes apparaissent ici dans le cas des Roms. Ces dernières peuvent s'expliquer par leur situation dans la société bulgare qui induit, comme je l'ai souligné, une partition assez nette entre les propos, les interactions et les actes dans l'entre-soi et ceux avec « les autres », les *gadje*, qu'ils soient Bulgares ou Français. En d'autres termes, il existe un mouvement sous-jacent visant à préserver, à protéger son endo-identification du stigmatisme nécessairement attaché à l'hétéro-identification.

Ces bricolages identitaires mis en œuvre par certains migrants roms dans des interactions situées sont extrêmement intéressants à analyser en vertu de leur portée heuristique concernant l'*agency* des Roms en migration et leurs propres rôles dans leur processus de subjectivation. Dans l'agglomération française, face à une hétéro-identification des Roms bulgares qui prend globalement deux directions, à savoir la criminalisation ou la victimisation, il est intéressant de souligner que le fait d'être Rom est rarement mis en avant par ces migrants en situation précaire, qui insistent davantage sur leur nationalité. J'ai choisi d'analyser les modalités de présentation de soi des Roms bulgares dans ce contexte particulier où, étant dans une société autre, de nouveaux rapports sociaux se mettent en place, ce qui donne une nouvelle marge de manœuvre aux individus dans leur identification face aux acteurs accueillants. La présentation de soi est ici comprise comme un espace dans lequel les individus *dealent* avec la catégorisation et l'hétéro-identification qu'ils connaissent en Bulgarie et en France. Cette analyse permet aussi de saisir les modalités d'appréhension de soi des individus dans leurs interactions, mettant à jour un processus de subjectivation.

Plusieurs modalités de bricolages identitaires dans les espaces de présentation de soi des migrants roms peuvent être relevées. Il convient de noter que les migrants sont amenés à jongler d'une modalité à l'autre en fonction des interactions, des situations, des personnes et des périodes.

⁵⁴¹ De tels « bricolages » peuvent être en effet la conséquence de paradoxes et d'inadéquation entre des modèles parentaux ou familiaux d'une part, et ceux de la société d'accueil d'autre part. En outre, ils peuvent également voir le jour sous des pressions médiatiques, politiques et sociétales de stigmatisation et de discrimination des migrants ou de leurs descendants. Si c'est le cas ici, il est intéressant de souligner que l'inscription transnationale permet aux Roms de s'y soustraire en partie actuellement.

1.3.1. Je suis un Bulgare dans la misère

La grande majorité des migrants roms se présente spontanément à autrui comme étant des « Bulgares ». J'ai pu noter à de nombreuses reprises, dans le cadre d'interactions avec des travailleurs sociaux et des acteurs de l'Éducation Nationale notamment, l'ajout rapide, dans la présentation de soi, de caractéristiques économiques dévalorisantes s'étendant par extension à l'ensemble de leur société d'origine : « *je suis un Bulgare dans la misère* » ou « *je suis Bulgare, alors vous voyez, c'est très difficile, chez nous c'est la misère, y a pas d'argent* ». La facette « rom » de leur identification est ainsi gommée dans ces interactions.

On peut comprendre cette disparition de l'identification en tant que Rom au profit d'une identification en tant qu'étranger pauvre comme simplifiant, en quelque sorte, le portrait de soi. Mais cette modalité de présentation de soi face aux institutions permet aussi d'échapper à ce que les Roms bulgares connaissent dans leur société d'origine, à savoir la violence d'une identification imposée de l'extérieur porteuse de caractéristiques négatives concernant le sujet en lui-même, et non seulement la situation économique et sociale de l'individu. Ils semblent ainsi tenter de conserver pour eux un sentiment d'appartenance plus intime qui leur soit propre, en le soustrayant au jugement des autres. Cela rend possible, dès lors, la mise à distance du stigmat, voire la revalorisation du sentiment d'appartenance. Cela fait largement écho aux multiples auto-identifications des Roms observées en Bulgarie. Or leur situation en tant que nouveaux migrants dans la société française ne recouvre pas les mêmes réalités ni les mêmes enjeux.

D'après mes investigations, en arrivant en France, les Roms bulgares ne semblent pas avoir connaissance de l'existence de « Tsiganes français » que sont notamment les gens du Voyage. Ils pensent donc, dans un premier temps, que pour les « Français », la notion même d'identité rom/tsigane ne fait pas sens de manière empirique, voire ne veut rien dire du tout pour certains. Ma rencontre avec la famille de Bobi en est un exemple frappant. Je fais leur connaissance au squat de F., conviée à prendre un café dans leur pièce, en étant introduite par Nicolas, effectuant la médiation entre les familles de ce squat et les écoles⁵⁴². Il connaît donc la famille depuis plusieurs mois. J'écoute alors Bobi, Ginka et leurs filles, Slavka et Fanka, se parler entre eux en reconnaissant des termes de romanès (appris lors d'une recherche précédente), ce que je me garde de montrer dans un premier temps. À cette période, je parle seulement quelques mots de bulgare que nous échangeons tant bien que mal en plus du français que parle Slavka, effectuant la traduction en romanès pour son père. Après une heure passée à discuter un peu de leurs vies ici et beaucoup de l'école, du fait de la présence de Nicolas, les termes « roms » ou « tsiganes » n'ont jamais été mentionnés. J'attends, en vain, que cela vienne d'eux. Alors je me décide à demander, d'une façon faussement naïve, si c'est du romanès qu'ils parlent, en utilisant ce terme et celui de « *tsigan* ». Un court silence chargé s'ensuit ; Bobi se tourne vers Slavka, les sourcils froncés, et lui

⁵⁴² Notes de terrain, 2 février 2011.

demande ce que j'ai dit. Après sa traduction, Bobi m'assure pendant quinze minutes qu'ils parlent bulgare, que c'est bulgare qu'ils parlent entre eux, répétant ses mêmes phrases plusieurs fois. Je repars donc dans une ambiance étrange, pesante bien que cordiale, que j'ai visiblement fait naître avec ma question. Ce n'est qu'après plusieurs entrevues, quand, habitués à me voir au squat d'une part et avertis des raisons de ma présence et de mon intérêt pour « les Roms » d'autre part, que Bobi, d'un premier abord très distant, froid et réservé (voire impressionnant), se montre très enclin à parler des Roms avec moi. Il se met même en tête de m'apprendre le romanès « *de chez nous* », et devient intarissable sur la vie des Roms en Bulgarie, acceptant fièrement de devenir mon hôte lors de mon premier séjour. Il me questionne aussi régulièrement sur ceux qu'il appelle les « Gitans » de France, curieux de connaître leurs vies et la façon dont ils sont appréhendés dans notre société.

L'analyse de cette observation montre bien qu'aux yeux de certains migrants roms, la présentation de soi comme Rom ou Tsigane n'est pas évidente : les migrants préfèrent largement s'y soustraire, du moins dans un premier temps et face à des acteurs qu'ils pensent comme représentant une institution (ce qui est ici le cas de Nicolas), pour ne pas mettre en péril l'accompagnement ou le suivi dont ils bénéficient, effectivement ou potentiellement. Aux yeux des migrants roms, mieux vaut se présenter comme Bulgares, donc comme faisant partie de la majorité, se positionnant ainsi du « bon côté » de la frontière existante en Bulgarie⁵⁴³. Si cela n'est pas dit explicitement, on peut faire l'hypothèse que les raisons de ce bricolage identitaire sont dues à la fois à leurs expériences subjectivantes découlant de leurs catégorisations en tant que Roms en Bulgarie et à leur nouveau statut d'étranger en France.

En outre, comme le souligne aussi Magdalena Slavkova (2008) concernant l'Espagne, cette façon de se présenter aux autorités du pays d'accueil et aux représentants des institutions, est également la même que la façon officielle dont les autorités identifient les Roms bulgares de fait. Il ne peut s'agir, officiellement du moins, que de ressortissants bulgares. Les migrants roms se saisissent donc de l'absence de catégorisations ethniques officielles en France pour se présenter simplement comme Bulgares, ce qui va avoir comme conséquence de faire naître un attachement valorisé au pays d'origine dans la migration (Slavkova, 2008).

Mettant en perspective ces deux cadres d'expériences (l'un connu, l'autre nouveau), les migrants roms s'essaient alors, dans la migration, à une nouvelle configuration identitaire qui pourrait modifier leurs quotidiens et leurs interactions dans la société d'accueil. Cette forme de bricolage identitaire leur permet donc, au fond, de poser les conditions d'une expérience subjectivante différente, et nécessairement plus positive.

1.3.2. Je suis Bulgare, pas un Arabe

Nombreux sont les migrants roms qui s'identifient et/ou souhaitent être identifiés, dans l'agglomération française, en opposition aux « Arabes » (*Arabi*) : ne pas

⁵⁴³ À ce titre, il est intéressant de souligner également que Bobi ne fait aucune mention, lors de la rencontre, de sa connaissance de la langue turque ni de son identification comme « musulman » à laquelle il se réfère parfois par la suite.

fréquenter des Arabes, ne pas avoir l'air d'un Arabe, ne pas s'habiller comme une Arabe (pour les femmes) sont ainsi des préceptes sous-jacents à la vie quotidienne en France. Ginka, la mère de Slavka, me rapporte ainsi qu'un cousin de la famille a été pris pour un Arabe dans les transports en communs, ce qui semble avoir soulevé l'indignation générale dans la famille. Elle ajoute que cela arrive souvent à certains hommes, à qui on demande régulièrement s'ils sont Arabes, « *zashtoto tyah te sa malko cherni kato nas* » (parce qu'eux ils sont un peu noirs/foncés comme nous)⁵⁴⁴. Ces derniers sont clairement mis à distance par les migrants roms, qui soulignent leurs différences de comportement ou d'habillement, leur pauvreté, ou le fait que « les Français n'aiment pas les Arabes », comme me le répètent plusieurs Roms. Ces propos s'ancrent dans des expériences de rencontres ou des observations effectuées au marché, à l'école, ou dans les quartiers populaires immigrés de l'agglomération.

Ce faisant, les Roms reprennent ainsi tous les stéréotypes par lesquels les *gadje* les identifient en Bulgarie, en les attribuant à d'autres. Ici, ils renversent la tendance en se positionnant dans une hiérarchie pas tant ethnique que sociale, ce qu'ils ne pouvaient faire en Bulgarie en étant compris par les non-Roms, puisque les distinctions se font entre différents « groupes » ou différentes familles – et sont donc étrangères car incompréhensibles, aux yeux des Bulgares.

Une autre dimension est à prendre en considération pour appréhender cette mise à distance des Arabes dans les espaces de présentation de soi ou d'hétéro-identification des migrants roms. En effet, au-delà d'une distinction par le phénotype qu'ils pensent avoir en commun par rapport aux « Français » qui seraient nécessairement « blancs » (*byalo*)⁵⁴⁵, ils reconnaissent aux Arabes une expérience commune, qui prend forme dans une même identification : celle de migrants en France. En outre, il faut souligner qu'ils découvrent aussi une société multiculturelle et postcoloniale, où la diversité visible dans l'espace public, engendrée par une histoire longue des migrations en France est pour eux absolument inédite (sauf pour ceux qui ont séjourné en Espagne auparavant). Nombreux sont les Roms qui m'ont alors confié leur étonnement, voire leur stupeur, face à cette découverte. En d'autres termes, ils ne sont plus les seuls à être marqués du sceau de la différence ni, comme ils s'en aperçoivent rapidement, à être stigmatisés.

Il s'agit là d'un aspect central de leur appréhension de la société française, qui a des conséquences importantes sur leur expérience subjectivante dans ce nouvel espace de vie. Se positionnant alors sur une même échelle que les Arabes, concernant tant leurs hétéro-identifications comme migrants que leurs expériences stigmatisantes, les migrants roms deviennent finalement une composante d'un ensemble plus large dont les contours définiraient pour eux l'altérité en France. Dès lors, il s'agit pour eux de se placer, socialement dans ce nouvel espace, par rapport à ces Autres semblables. C'est ce qu'ils font en premier lieu par l'utilisation du terme « Arabe » comme désignant la figure de l'altérité en France (comprenant en ce sens à la fois les immigrés et les nationaux d'origine maghrébine, sans distinction). En signifiant la différence entre eux et les Arabes, et en tenant ces derniers à distance, ils tentent donc d'occuper une place

⁵⁴⁴ Notes de terrain, 14 juin 2011.

⁵⁴⁵ La couleur de peau est un sujet récurrent des conversations des Roms rencontrés, en ce qu'elle constitue un critère de beauté : plus on est blanc, plus on est beau. Ainsi les mères enceintes souhaitent en priorité que leurs bébés soient en bonne santé, et blancs – du moins le plus blanc possible.

différente, de ne pas connaître les mêmes expériences subjectivantes – qu'ils ne connaissent que trop bien dans leur propre pays.

Il s'agit donc d'une stratégie identificatoire qui vise à mettre en avant des spécificités au fondement d'une certaine identité, dans l'objectif de ne pas être amalgamé à ce qu'ils perçoivent être la figure de l'exclu dans la société française, comme ils le sont en Bulgarie. En ce sens, se différencier des Arabes est pour les migrants roms un acte qui révèle leur volonté d'être accepté dans la société française, en se rangeant du côté de l'opinion majoritaire, et ce d'autant plus qu'ils se reconnaissent des similitudes d'expériences.

1.3.3. Je suis Rom, donc une victime

Certains migrants roms choisissent, dans l'espace migratoire, de mettre en avant une identification en termes de « Rom », contrairement à ce qu'ils faisaient en Bulgarie. J'ai montré en effet qu'en Bulgarie, les « non-Roms » n'avaient pas besoin que les personnes se présentent comme telles pour les catégoriser en tant que Roms ou Tsiganes, mais j'ai souligné aussi l'importance de la complexité des endo-identifications comme forme de réponse au stigmatisme homogénéisant. Ainsi, certains *Turski tsigani* essaient d'accentuer leur « côté turc » pour se faire mieux accepter.

Cette fluidité identitaire semble alors prendre parfois une tournure inverse pour certains migrants dans l'agglomération française. Borislava, une femme d'une trentaine d'années vivant dans le squat de F., qui a comme langues maternelles à la fois le romanès et le turc, me dit, sur le trajet pour un rendez-vous administratif où je l'accompagne :

*« Moi, je suis une tsigane turque, chez moi c'est comme ça, tout le monde sait que je suis turque, mais ici en France, j'ai compris que c'est pas bon de dire que t'es turc, que t'es musulman, les Français ils n'aiment pas les musulmans, alors je dis que je suis tsigane. Ici, c'est mieux, ils font des choses pour les Roms. »*⁵⁴⁶

En effet, au vu notamment du projet politique visant à régulariser et intégrer certaines familles identifiées comme « Roms vivant en squat » dans l'agglomération, Borislava montre ici comment elle joue sur sa présentation de soi. Pour ce faire, elle met en œuvre une stratégie identificatoire qui, selon elle, vise d'une part à se faire mieux accepter dans la société française, et d'autre part, à mettre toutes les chances de son côté pour tenter de bénéficier d'un certain statut de victime qui lui semble associé à l'identification en tant que Rom aux yeux des acteurs accueillants. De fait, comme je l'ai montré dans la première partie, si les migrants roms sont identifiés de l'extérieur comme « problématiques », nombre d'acteurs (comme le montre aussi l'orientation politique ambivalente) les considèrent également comme des victimes ou comme des personnes extrêmement précaires nécessitant une aide extérieure.

Dans cette perspective, nombre de Roms essaient d'apitoyer ceux qui entrent dans les squats, et notamment les journalistes. Ainsi ceux qui souhaitent s'exprimer

⁵⁴⁶ Notes de terrain, 2 mars 2011.

devant des caméras ou parler à des journalistes de presse écrite (qui parlent donc un minimum français) prennent un ton de voix particulier, et finalement spécifique à ces rapports-ci (bien qu'on le retrouve presque à l'identique dans les interactions avec les agents de l'État que représentent les acteurs de la MOUS). Ton faible donc, comme pour signifier ainsi le corps menacé par la difficulté de survivre, et face aux journalistes, des plaintes permanentes, des complaints, concernant leurs conditions de vie et autres choses du quotidien. La rengaine est toujours la même : « pour nous c'est la misère, on n'a rien... ». Il est intéressant de se rappeler que ce type de propos m'a été également systématiquement tenu à chaque nouvelle rencontre avec une personne. Mais très rapidement, je coupai court à ces propos en signifiant que j'avais « dormi » dans les *mahala* en Bulgarie (argument d'autorité de la part d'une étrangère comme moi), et même en renvoyant certaines personnes à leurs contradictions entre la « misère » dont ils se plaignaient alors ici en France et la réalité des opportunités qui étaient ici les leurs et que j'avais compris comme telles. Dans ce cas, les Roms se montraient plutôt coincés, et choisissaient la plupart du temps d'en rire avec moi – façon de reconnaître sans le dire qu'ils s'étaient mis en scène comme victimes face à quelqu'un qui s'intéressait suffisamment au sujet pour comprendre que cette présentation était largement réductrice.

En ce sens, Bobi et Yanko m'ont tenu des propos significatifs lors de mon premier séjour chez eux en Bulgarie. Ils me demandaient explicitement, et malicieusement, de ne pas montrer en France les photos de leurs maisons en construction dans la *mahala* d'Ivaylo, de peur qu'on ne les aide plus. Ainsi, à chaque fois que l'on passait ensemble devant une maison qu'ils identifiaient comme étant une maison « de pauvres » dans la *mahala*, ils me disaient en riant que je devrais prendre des photos ici, « pour montrer aux Français » (*da pokazhe na frenski*). Ils sous-entendaient donc par là que la vision de la pauvreté présentée comme étant la leur en Bulgarie ne pourrait leur être que bénéfique en France.

On peut comprendre cette stratégie précisément par l'orientation politique en œuvre dans l'agglomération. En effet, si j'ai montré l'ambiguïté de celle-ci dans les faits, il n'en demeure pas moins que lorsqu'il s'agit de parler publiquement des positions des acteurs politiques et de l'orientation de l'agglomération sur cette question, c'est toujours en termes « humanistes » que le sujet est abordé. L'idée est alors globalement de présenter les migrants roms comme des personnes qu'il faut prendre en charge, de par les caractéristiques qui leur seraient inhérentes. C'est donc la voie – comme la voix – qui est portée en public, ainsi que le montrent les propos tenus par Ion et par Mihai, que j'ai présentés à la fin du chapitre 2 dans le questionnaire sur la place des migrants roms dans l'arène locale. En tant que migrants roms mis sur le devant de la scène, ces deux jeunes qui sont alors amenés à prendre la parole en public utilisent ce type de propos en présentant « les Roms » comme pauvres et victimes. Ainsi Mihai annonce solennellement lors d'une soirée-débat publique : « On a besoin de votre aide, parce qu'on est très discriminés, pour s'intégrer. »⁵⁴⁷. Le fait que ce soient les migrants roms eux-mêmes qui mettent en avant leur besoin d'aide et de soutien ne manque

⁵⁴⁷ Notes de terrain, soirée projection- débat « Roms », cinéma de la Ville, 12 avril 2012.

jamais de susciter des vocations humanitaires pleines de bons sentiments chez une poignée de retraités ou de jeunes gens attirés à la fois par l'exotisme et l'héroïsme.

En outre, pour les acteurs politiques locaux, cette identification des migrants roms comme victimes nécessitant une prise en charge permet d'une part de justifier à la fois les politiques d'accueil comme d'expulsion, l'idée étant en substance que l'agglomération « *ne peut pas héberger toute la misère du monde, mais elle doit en prendre sa part* »⁵⁴⁸. Cela enjoint donc des migrants roms à essayer de coller le plus possible à l'image de la victime dans certaines interactions, dans l'espoir de faire partie de la « part » accueillie (pour des raisons que j'examinerai dans le chapitre 6). D'autre part, cette identification est en quelque sorte permise précisément par l'absence de prise en considération, par les acteurs de l'arène locale, des logiques et dynamiques migratoires des Roms bulgares, qui auraient, comme je l'ai montré dans le chapitre 4, nécessairement conduit à un dépassement de cette identification extérieure.

1.3.4. Je me suis pris un autre nom

J'ai rencontré plusieurs migrants roms qui modifient leurs prénoms lorsqu'ils se présentent à quelqu'un en France. Ce phénomène va toujours de pair avec une certaine maîtrise de la langue française ou d'une langue d'Europe de l'Ouest. C'est notamment le cas de Slavka, comme en témoignent ses propos :

*« Les gens ils me demandaient comment tu t'appelles, et je leur disais Slavka, ils arrivaient jamais à le dire, ils s'en rappelaient pas... Alors j'ai réfléchi pour me trouver un autre nom, pour que ce soit plus facile pour eux, et j'ai réfléchi, j'ai réfléchi... Et un jour je regardais la télé, y avait un film espagnol avec une fille qui s'appelait Paolina, je me suis dit oui ! C'est ça, c'est joli ça, alors je me suis pris ce nom. C'est pour ça ils me connaissaient tous comme ça, Paolina... Et après j'ai eu des problèmes à cause de ça, à la police. Ils comprenaient pas là-bas, ils me disaient que je mentais, que pourquoi je disais que je m'appelais comme ça, Paolina, si c'était pas vrai... »*⁵⁴⁹

Elle montre ainsi une volonté d'être acceptée, rien qu'en permettant aux « Français », qu'elle identifie globalement par « les gens », de pouvoir prononcer son prénom, soit la nommer et donc d'une certaine façon la reconnaître en tant que personne.

Fanka, elle, se présente oralement aux « Français » sous le nom de « Fani » parce que, m'explique-t-elle, « *j'ai pas envie que les Français pensent tout de suite des mauvaises choses de moi, je suis nouvelle ici, les gens me connaissent pas, alors je peux changer, et ils savent pas que je suis Tsigane.* »⁵⁵⁰. D'autres choisissent de mettre en avant leur phénotype qui les caractérise en Bulgarie d'emblée comme « Roms », mais en le détournant. Ainsi, lors d'un séjour en Bulgarie où j'ai retrouvé un jeune d'une vingtaine d'années que je connaissais sous le nom de Roberto puisqu'il se présentait comme ça, je me suis étonnée auprès de lui que tous les habitants de la *mahala* le connaissaient uniquement sous le nom de Shefket. Il me dit alors en riant que « *Roberto*

⁵⁴⁸ Allocution de Michel Rocard en 1989 lorsqu'il était Premier Ministre.

⁵⁴⁹ Notes de terrain, 22 février 2012.

⁵⁵⁰ Notes de terrain, 3 février 2011.

ça fait italien et comme je suis foncé avec les cheveux noirs, les gens peuvent croire que je suis italien », et ajoute que « *c'est mieux avec les filles françaises* »⁵⁵¹. Le changement de prénom peut dans ce cas révéler une tentative d'échapper à un phénotype considéré comme stigmatisant, dans l'objectif d'élargir le champ des possibles qui devient le leur en migration – ce qui comprend, entre autres, la drague et la recherche de relations avec des « Françaises » pour beaucoup d'hommes.

Par ailleurs, avant d'arriver en France, beaucoup de Roms ont effectué des séjours en Espagne, où ils travaillaient dans l'agriculture, et certains maîtrisent la langue espagnole mieux que le français. Ceux-là n'hésitent pas à se présenter à des rendez-vous en parlant espagnol d'emblée et parfois en se présentant comme tels, comme me le rapportent à la fois des migrants et des acteurs institutionnels – comme dans le domaine sanitaire par exemple, où les professionnels apprécient cette communication possible a minima avec une langue commune et ne cherchent donc pas à en savoir davantage. Certains acteurs institutionnels qui ont eu accès aux documents d'identité des migrants m'expliquent alors qu'il y a aussi des « Bulgares » ou des « Roms bulgares » hispanophones, en les comparant aux turcophones : « *ça doit être un autre groupe* »⁵⁵². Lors des interactions (assez brèves surtout) au cours desquelles les migrants ne doivent pas montrer leurs documents d'identité, il est même possible de se défaire ainsi de l'étiquette de « Rom » ou de « Bulgare ». C'est ce qu'expérimente souvent Simeon, qui se justifie ainsi auprès de moi :

*« Tu sais, j'ai plus de chance si les gens ils pensent que je suis espagnol, parce que plus de gens me comprennent et ils se disent pas ah, lui c'est encore un Bulgare... »*⁵⁵³

Dans cette logique, ce dernier se présente parfois sous le nom de Simon – prononcé non pas à la française mais en accentuant le « n » final. Ces différents registres de nomination mobilisables s'apparentent donc à des « *marges de manœuvres disponibles pour une réinvention subjective de l'individu* », comme l'a démontré Frédéric Le Marcis (2006 : 282) à partir du contexte sud-africain.

Claude Lévi-Strauss (1962) avait montré que le nom propre servait tout autant à identifier qu'à classer les individus et les groupes les uns par rapport aux autres. L'analyse des noms propres, agencés alors en système, fournirait « *des indications précieuses sur la façon dont les groupes sociaux agencent le réel* » (Zonabend, 1980 : 9). Pour Françoise Zonabend (1980), il est dans ce cas indispensable de restituer les prénoms dans leurs contextes (d'attribution ou d'énonciation) pour en comprendre véritablement la signification. Sans prétendre ici à une analyse aussi profonde que celles effectuées par ces chercheurs, il paraît donc intéressant de s'interroger sur la multiplicité fonctionnelle révélée par ces modifications de prénoms pour les migrants roms. Il s'agit donc clairement de les appréhender dans une perspective sociologique de « classement » en fonction de leur façon de concevoir le monde et leur inscription en son sein.

D'après les données présentées ici, ce type de bricolage identitaire dans la présentation de soi en contexte migratoire révèle donc une certaine stratégie pour

⁵⁵¹ Notes de terrain, août 2011.

⁵⁵² Entretien avec un soignant, 7 juin 2011.

⁵⁵³ Notes de terrain, 19 novembre 2011.

participer à rendre sa présence invisible dans le nouvel environnement. Cela peut être aussi lié à la stigmatisation des migrants, pouvant les enjoindre à choisir de modifier leurs prénoms dans le cadre d'interactions avec des acteurs de la société d'accueil. Enfin, Georgia Kretsi (2005), dans son analyse des changements de prénoms des migrants albanais en Grèce, souligne un autre aspect non négligeable permettant de comprendre ce phénomène, en le replaçant dans les rapports qu'entretiennent les Albanais à l'État, que ce soit en Albanie ou en Grèce :

« Les institutions étatiques ne sont pratiquement plus prises en considération par les citoyennes et les citoyens albanais (...) L'État n'a pas été en mesure d'intégrer les individus. Il a donc non seulement perdu le contrôle sur ses citoyennes et citoyens – à l'intérieur du pays comme à l'étranger – mais a modelé leur rapport général aux institutions publiques. A leurs yeux, l'État incarne plutôt une menace pour leurs propres intérêts personnels. » (Kretsi, 2005 : 135)

Si Georgia Kretsi en conclut que le changement de prénom révèle dans ce contexte un manque d'identification à l'État, l'analyse du rapport des Roms bulgares à l'État que j'ai proposé précédemment enjoint à aller dans le même sens.

Cela est d'autant plus pertinent que les Roms bulgares font déjà, en Bulgarie, l'utilisation de plusieurs prénoms : il existe le prénom officiel, « pour les Bulgares » et pour les institutions, ainsi que le prénom usuel dans l'entre-soi, souvent rom et/ou turc, et enfin le surnom, qui correspond à l'identification familiale de la personne. Certaines personnes en ont seulement deux, les deux dernières formes pouvant n'en former qu'une au quotidien. Ces dénominations, n'étant connues et comprises que dans l'entre-soi (large ou restreint) participent clairement à délimiter un espace relationnel (Zonabend, 1980). Ainsi Shefket (qui est son surnom familial) s'appelle officiellement Slavcho, couramment Slavey dans l'entre-soi et maintenant Roberto en France ; la femme de Yanko se nomme officiellement Zlatka, mais tous les membres de sa famille l'appellent Aitena ; Rayna, est appelée couramment Remzia, et Reni dans la famille ; Zlatka a pour surnom Zlata en famille et Paolina en France ; Fanka mais est appelée Patosh dans la famille. Nombre des surnoms familiaux peuvent se comprendre d'une part pour des soucis de distinction entre des membres d'une même famille qui se nomment de la même façon (le surnom vise donc à donner une identité propre et à permettre une identification aisée), et d'autre part par la volonté de « *dégadjisation* » des prénoms, donc des personnes, en reprenant le concept proposé par Leonardo Piasere (2011) au sujet de multiples faits et objets du quotidien (Piasere, 2011 : 179-181). Certaines de ces modifications du prénom usuel dans la sphère de l'entre-soi semblent faire écho aux campagnes de changement forcé des noms et prénoms d'origine arabo-turque chez les citoyens bulgares appartenant à des minorités ethniques musulmanes, qui a eu lieu entre 1971 et 1985 en Bulgarie (Bates, 1994). Les Roms musulmans et/ou turcophones ont donc été également visés par cette campagne, au cours de l'année 1981 particulièrement. Si le gouvernement bulgare post-communiste prend la décision, en décembre 1989, de permettre le retour aux anciens noms et prénoms de ces personnes, il n'en demeure pas moins que cette mesure assimilationniste semble être toujours présente d'une certaine façon chez les Roms rencontrés, mais pas seulement. Nadège

Ragaru (1999) relève, concernant les « communautés musulmanes » de Bulgarie, la volonté de certains jeunes Turcs de conserver leurs patronymes bulgares attribués par le régime communiste pour ne pas « être inquiétés ». De même, elle rapporte que certains Pomaks font également le choix d'utiliser leurs patronymes bulgares afin de chercher des emplois saisonniers en Grèce. Elle en conclut donc que « *face à la crise, le désir de maximiser les opportunités professionnelles suscite des choix identitaires contrastés.* » (Ragaru, 1999). Ce sont ces « fluctuations » ou « choix » en termes identitaires, et plutôt de présentation de soi que de sentiment d'appartenances que l'on retrouve donc chez les Roms. Cela pourrait en effet expliquer que nombre de personnes qui s'identifient comme *Turski tsigani* ont un prénom officiel d'origine slave (qui n'est utilisé qu'administrativement) et un prénom courant d'origine turque. C'est notamment le cas de tous les Mladen, qui sont appelés Adem, mais aussi des Iosif qui sont appelés Yusuf, des Simeon qui sont appelés Sunaï, des Georgi qui sont appelés Goshe,... Les personnes concernées sont toutes adultes, approximativement nées avant ou pendant les années 80. On note en effet maintenant chez les enfants une nomination officielle qui peut être d'origine turque, mais la multiplicité de prénoms est néanmoins conservée dans l'entre-soi.

Dans ce contexte, on comprend que le choix d'un nouveau prénom pour se présenter en France participe également d'une certaine perception de soi qui ne prend pas ancrage dans un État mais joue au contraire sur la flexibilité constante, qui peut être entendue comme une capacité à se mouvoir dans différents cadres sociétaux et politiques. Ainsi l'auto-attribution de prénoms *gadjé*, perçus comme ayant une consonance ouest-européenne en France, n'a pas pour les Roms de signification ethnique mais bien sociale, comme le montre également les utilisations multiples de langues parlées ou à peine connues. Il s'agit avant tout de faire accepter sa présence en minimisant les potentielles difficultés rencontrées dans les interactions.

1.3.5. Je suis un Bulgare turc, pas rom

Une autre modalité de bricolage identitaire dans les présentations de soi de certains migrants roms s'appuie sur les complexités de leurs auto-identifications (examinées dans la troisième section du chapitre 3). Les personnes s'identifiant comme *Turski tsigani* se saisissent par exemple de la facette « turque » de leur identification pour l'accentuer dans le contexte migratoire au détriment de l'identification en tant que Rom, en raison des opportunités que cela peut engendrer. En ce sens, certains se présentent alors en France comme étant des Turcs de Bulgarie, notamment face aux Turcs de Turquie – ce qui correspond à une tentative d'acceptation ancienne, comme je l'ai montré dans l'analyse historique, mais qui est contrainte en Bulgarie par certains turcophones et/ou musulmans « non-roms » leur reprochant de se présenter comme Turcs « alors qu'ils sont Roms ».

Cette distinction est d'autant plus effective dans l'agglomération française puisque les *Turski tsigani* se regroupent entre eux au sein des gros squats. Ce regroupement est fonction, comme pour les autres, des liens familiaux, mais se

remarque plus par la pratique de la langue turque qui donne à voir aux observateurs extérieurs une distinction. Dès lors, certaines de ces personnes jouent sur cette identification en tant que « Turcs, pas Roms » que les acteurs « de terrain » se rendant régulièrement dans les squats ont largement participé à construire. C'est ce qui explique notamment que les médiateurs de la Ville, les acteurs de Médecins du Monde ou encore de la MOUS par exemple insistent sur le fait que tous les habitants des squats de migrants roms ne sont pas roms. Les intéressés ne les contredisent pas, bien au contraire parfois en abondant dans leur sens.

C'est ce que montre une observation effectuée dans le squat de X d'une discussion improvisée avec l'un des médiateurs et trois femmes parlant turc entre elles⁵⁵⁴. Au cours de cette conversation, le médiateur me prend à témoin en soulignant qu'elles ne sont pas roms, mais turques, du fait de la langue qu'elles parlent. Pour confirmer sa pensée, il se tourne vers elles et leur dit quelques mots en romanès. Elles restent un temps interdites, et lui font comprendre, gênées, qu'elles ne parlent pas romanès. L'une d'elle s'exclame « *Nie, turski ! Ne tsiganski !* » (Nous, turcs ! pas tsiganes !), ce qui est repris en cœur par les autres immédiatement. Le médiateur s'en saisit comme d'une preuve supplémentaire pour en conclure que dans les squats de ressortissants bulgares, il n'y a pas que des Roms (ce qui participe d'une logique plus profonde consistant à combattre la discrimination institutionnelle notamment en désethnicisant le « problème »). Plusieurs semaines plus tard, j'accompagne l'une de ces femmes, Todorka, à la mairie pour inscrire son enfant à l'école⁵⁵⁵. Avec moi, elle ne parle et ne comprend alors que les mots bulgares. Devant l'ascenseur, on croise d'autres migrantes bulgares qu'elle connaît, et qui s'adressent à elle dans une langue majoritairement composée de termes romanès. Lorsque ces personnes s'en vont, je l'interroge donc sur sa connaissance du romanès en lui signifiant que j'en ai reconnu les termes dans sa conversation. Visiblement mal à l'aise, elle me dit dans un premier temps qu'elle comprend un peu le tsigane (*razbiram malko tsiganski*), qu'elle a appris avec ses voisins dans la *mahala*. Après un changement de sujet soudain dans notre conversation et plusieurs heures passées dans la mairie (à faire donc mutuellement connaissance), Todorka revient sur ce sujet lors du retour au squat en m'expliquant qu'elle s'identifie aux *Turski tsigani* (dont je n'avais à cette période jamais entendue parler sur le terrain en tant que tels) en précisant qu'elle se considère donc « *polovina turski, polovina tsiganski* » (moitié turc, moitié tsigane). « *Ama az sam myusyulmanin !* » (mais je suis musulmane), rajoute-t-elle. Elle explique ensuite qu'elle préfère ne pas dire qu'elle est « *tsiganka* » en France « *zashtoto ne e dobre, horata ne iska tsiganski. Tuk, na Frantsiya e po dobre sas myusyulmani, tuk ima mnogo.* » (parce que c'est pas bien, les gens n'aiment pas les Tsiganes. Ici, en France c'est mieux avec les musulmans, ici il y en a beaucoup.).

En se présentant ainsi comme Turcs de Bulgarie, ces personnes bénéficient d'une identification qu'ils jugent comme étant plus positive, ce qui participe encore une fois de la volonté d'acceptation de leur présence par autrui. Mais se défaire de l'étiquette identitaire en tant que Rom ou Tsigane en s'attribuant une autre identification

⁵⁵⁴ Notes de terrain, 18 octobre 2011.

⁵⁵⁵ Notes de terrain, 25 novembre 2011.

ethnique dans l'espace migratoire recouvre aussi une autre stratégie qui prend place dans la dynamique déjà éprouvée en Bulgarie de distinction sociale, et plus précisément familiale. Cela fonctionne assez bien comme je le montrerai dans le chapitre 6 puisque les médiateurs de la Ville et les acteurs de la MOUS s'accordent à trouver des différences de comportement et d'attitude chez ces « Turcs » qu'ils évaluent globalement de façon plus positive.

En outre, lorsque les migrants en question mobilisent auprès des migrants de Turquie les caractéristiques liées à cette identification en tant que « Turcs de Bulgarie », comme la langue ou la religion, ils peuvent en tirer des opportunités concrètes. Ce point commun leur permet en effet de bénéficier d'un réseau de sociabilité plus large (qui prend forme surtout dans les cafés turcs des quartiers populaires immigrés de l'agglomération) pouvant ensuite les conduire à un emploi, voire un logement⁵⁵⁶.

Forts de l'imaginaire développé en termes positifs autour de cette hétéro-identification, les migrants qui l'utilisent avec peu de discernement peuvent parfois voir cette tactique de présentation de soi leur jouer des tours. C'est notamment le cas lors d'interactions qui ont lieu dans des institutions, où des interprètes peuvent être appelés pour faciliter la communication (dans les écoles, les hôpitaux,...). Ainsi plusieurs acteurs institutionnels pensent avoir affaire à des Turcs bulgares ou des Bulgares turcs, puisque les personnes se présentent de cette façon, mais certains professionnels notent des paradoxes relevés in situ, pouvant conduire à des situations d'incompréhension totale. L'exemple relaté par une enseignante de CLIN au sujet d'une réunion avec des parents bulgares habitant en squat est à cet égard édifiant. Elle explique que l'école a mis en place « *une équipe éducative pour que les parents disent leur projet de vie, avec une interprète turque. Mais l'interprète s'est aperçue que les parents parlaient mal. Et c'est vrai que les enfants discutaient souvent avec Asi, qui ne parle que rom, mais les parents disaient qu'ils étaient Turcs. Le père est employé par des Turcs sur les chantiers.* »⁵⁵⁷.

Cette flexibilité identitaire des migrants roms va donc de pair avec une constante adaptation aux situations rencontrées. Loin de réifier une forme de sujet qui se construit dans ces interactions, on comprend au contraire en quoi cela participe de la construction d'un sujet mouvant, labile, fluide, aux contours mouvants. En analysant ces multiples modalités de présentation de soi des migrants roms dans l'espace migratoire, j'ai mis à jour une certaine flexibilité identitaire de ces migrants à l'œuvre dans le pays de destination, d'accueil. Comme je l'ai montré dans le chapitre 3, cela fait écho ou s'appuie parfois sur les multiples sentiments d'appartenance ainsi que sur la fluidité des identifications observées en Bulgarie. Ces bricolages identitaires doivent être entendus comme des tactiques (de Certeau, 1980) que sont plusieurs modes d'identification à autrui possibles, permettant de passer rapidement d'un cadre de référence à un autre. Il ne s'agit pas là d'un trait de comportement qui serait propre aux Roms, puisqu'on le retrouve de façon prononcée « *au sein de groupes marginalisés qui ont intérêt à être intégrés dans la société majoritaire et cherchent ainsi à échapper à l'exclusion dont ils*

⁵⁵⁶ De telles possibilités permises par des caractéristiques communes ou un sentiment d'appartenance commun peuvent également voir le jour chez d'autres migrants roms qui se convertissent à la religion évangélique en migration, ou l'étaient déjà auparavant.

⁵⁵⁷ Entretien, 20 juin 2011.

sont l'objet » (Kretsi, 2005 : 144). Pour les Roms bulgares étudiés cependant, il semble plus approprié de parler non pas d'intégration dans la société majoritaire, mais plutôt d'acceptation, dans l'objectif de pouvoir mener leurs vies quotidiennes comme ils l'entendent.

Conclusion de la section 1

La migration est clairement porteuse d'*agency* pour les Roms bulgares, en ce qu'elle leur permet en premier lieu de recouvrer une possibilité d'agir, par l'acte de migrer. Mais plus avant, les migrants se confrontent avec les membres de la société d'accueil, ce qui donne lieu à de nouveaux rapports sociaux qui se mettent en place. Ces derniers sont perçus par les Roms comme radicalement différents de ceux qu'ils connaissent habituellement en Bulgarie (que ce soit avec des acteurs institutionnels ou avec des « Bulgares », entendus ici en tant que membres individuels de la société « majoritaire »). J'ai montré qu'en effet, les Roms se sentent en France considérés en tant que personnes, ce qui peut paraître surprenant au regard des discours analysés dans le chapitre 1. En outre, (et cela peut être compris comme en lien, voire comme un objectif) en analysant les catégories utilisées dans divers espaces de présentation de soi, j'ai montré que les migrants roms font montre d'une flexibilité identitaire qui révèle un désir d'adaptation, ou plutôt un désir d'invisibilité « identitaire ». Cela peut être compris comme un acte pour déjouer le stigmate et permettant plus avant la mise en œuvre d'un processus de subjectivation des migrants roms.

En effet, l'*agency* des migrants roms dans leur présentation de soi en contexte migratoire est significative. La restitution d'extraits de leurs « voix » a permis de révéler les formes de réactions des personnes face à l'assignation d'une identité racialisante et homogénéisante – réelle et/ou potentielle, dans l'espace bulgare et français. Bien que transparaisse parfois une certaine validation de la catégorie identificatoire de « Tsigane » ou de « Rom » en la reprenant parfois à leur compte, ceux ainsi définis semblent tenter, individuellement, de se défaire du discrédit qui s'y rattache en élaborant des catégories qui se veulent être socialement positives. Les stratégies de démarcation et les identifications multiples démontrent alors l'importance des subjectivités individuelles, que l'on peut comprendre en premier lieu comme une conséquence du processus de catégorisation à l'œuvre dans le rapport aux institutions en Bulgarie.

Le contexte migratoire enjoint donc les Roms bulgares à mettre en avant leur individualité (une image, une voix, une histoire, bref une vie), leur offrant un espace d'expression qui leur permet de s'affirmer comme porteurs de subjectivité et non plus seulement comme étant définis par leur condition stigmatisante de « Rom ». Cela rejoint la thèse de Michel Agier selon laquelle le fait que des personnes se détachent de leur condition sociale et d'une identité assignée leur permet d'« *exister comme sujet dans un espace et dans une situation donnée* » (Agier, 2013 : 201). Ces bricolages identitaires me paraissent donc s'inscrire dans une « *recherche de repossession de soi* » (Cossée, Lada, Rigoni, 2004 : 228) de la part d'individus auxquels le droit à s'auto-définir tend à

être nié, comme, plus largement le droit à « être sujet » en s'inscrivant pleinement *dans* le jeu social – dont ils définissent eux-mêmes les contours. Plus largement, c'est bien l'expérience migratoire, prenant la forme d'une inscription transnationale dans des situations liminales, qui permet aux Roms bulgares d'être acteurs de leurs vies et de se libérer du poids de la catégorisation en tant que « Roms ».

2. Du réagencement des frontières spatiales à la redéfinition du sujet

Après avoir interrogé l'émergence, pour les migrants roms, d'un processus de subjectivation dans cette inscription transnationale, je propose ici d'observer les transformations concrètes dans la construction de soi à partir de l'analyse des rapports sociaux faisant suite à cette expérience migratoire spécifique. J'ai montré « *combien les mobilités ont été peu à peu incorporées à des définitions individuelles et collectives de l'existence "normale"* » (Ragaru, 2008c). Se pose alors la question du rapport aux frontières multiples (terrestres, sociales, économiques, symboliques...) pour les migrants roms : qu'est-ce que ça change pour eux ? Quel type de sujet émerge alors ? Quelles transformations voient le jour ? Par l'articulation des rapports entre territoire et identité, comme entre appartenance et migrations, je vais montrer concrètement quels sont les changements intervenant par cette mobilité des migrants roms sur leurs identifications.

Les questions des liens entre migrations et identités, et plus particulièrement entre migrations et négociations identitaires sont au cœur de nombreuses recherches (Agier, 2000 ; Bertoncello & Bredeloup, 2004 ; Rea & Tripier, 2003) En outre, certains travaux concernant les migrants de Bulgarie « *suggèrent l'existence de mécanismes complexes d'ajustement aux va-et-vient à la faveur desquels sont remodelés tant les lieux de résidence que les terroirs d'origine. L'accent est ici placé sur le caractère éminemment dynamique des identifications.* » (Ragaru, 2008c). Ces questionnements sont notamment au cœur des recherches récentes sur les dynamiques migratoires des minorités bulgares, comme les « Bulgares musulmans », les Pomaks ou les Roms (Slavkova, 2008 ; Karamihova, 2008, Deneva, 2008). Cela n'est pas anodin : si la pertinence des questionnements concernant les rapports entre territoire et identité est clairement établie (Jolivet, 2000), il apparaît d'autant plus intéressant de questionner les expériences de populations minoritaires, et particulièrement en les replaçant dans le contexte de globalisation actuel dont les multiples mouvements migratoires sont une émanation.

Il s'agit donc de comprendre les effets de l'expérience migratoire (incluant les logiques sous-jacentes du vécu du départ et de déterritorialisation qui lui sont inhérentes) dans les processus de construction identitaire de ces personnes : « *faut-il considérer que les expériences migratoires accentuent les identifications antérieures et renforcent les frontières entre « groupes », qu'elles s'accompagnent d'un processus d'hybridation des appartenances ou encore qu'elles sont gérées à travers des*

basculements (switching) entre répertoires identitaires en fonction des situations ? » (Ragaru, 2008c). J'ai montré dans la section précédente de ce chapitre que les migrants roms connaissaient par la migration une autre expérience subjectivante, semblant a priori plus positive. Ils sont globalement considérés comme des personnes à part entière, pouvant en outre échapper aux catégorisations identificatoires qu'ils connaissent en Bulgarie, en jouant notamment sur une gamme d'auto-identification pour autrui extrêmement flexible. Cette expérience s'apparente en effet à un processus de subjectivation. Plus avant, il s'agit alors maintenant de questionner concrètement les conséquences de l'expérience migratoire et de l'inscription transnationale sur les identifications, exogènes et endogènes, des migrants roms. Quelles transformations peut-on analyser sur leurs relations sociales en Bulgarie, avec les Roms comme avec les « non-Roms » ? Sur leurs rapports à l'État bulgare ? Mais aussi, quelles transformations voient le jour concernant l'endo-identification des Roms bulgares ? À partir de l'analyse de ces différentes interactions que sont les rapports sociaux et étatiques, je tenterai donc de répondre à la question de savoir quel type de sujet se construit alors par le biais de cette expérience d'inscription transnationale.

2.1. Les « retours » en Bulgarie : performances d'une nouvelle subjectivité acquise dans la translocalité ?

Je propose d'examiner ici les transformations existantes des interactions entre les migrants roms et leurs concitoyens, tant roms que « non-roms », ainsi que leur rapport à l'État bulgare, qui découleraient directement de leurs expériences migratoires.

Lorsque les migrants roms reviennent en Bulgarie, il ne s'agit pas de « migration de retour » ni même de « retour » dans un sens définitif, comme je l'ai montré dans le chapitre 4. Par leur inscription transnationale, je suggère de qualifier plutôt ces « retours » comme des moments de présence, de même qu'en France. Le fait que les migrants roms en question ont la nationalité bulgare, donc sont officiellement des citoyens bulgares, est à considérer. En effet, leurs périodes de présence en Bulgarie ne sont donc pas appréhendées de la même façon que celles en France par les membres de la société. Si la présence des migrants roms bulgares en France est en quelque sorte nouvelle, ce n'est pas le cas dans le cadre de leurs « retours » en Bulgarie. Néanmoins, les migrants roms qui reviennent, pour quelques jours ou quelques mois, dans leur pays d'origine, ne sont pas non plus appréhendés de la même façon qu'avant leur expérience migratoire, comme ils n'appréhendent pas eux-mêmes pareillement les interactions qu'ils ont dans la société bulgare, ni ne s'appréhendent, eux, comme auparavant. L'expérience relationnelle et l'expérience d'identification des migrants roms dans leur société d'origine est nécessairement transformée par leur expérience migratoire, à la fois de façon exogène et endogène.

Lors des retours en Bulgarie, les Roms sont empreints de leurs expériences de vie migratoire et de leurs nouvelles possibilités d'identification en tant que migrants. Quel impact a ce réagencement des frontières, donc, comme on l'a vu, de leurs dynamiques identitaires, une fois revenus dans leur pays d'origine, pour un temps plus

ou moins long ? Qu'est-ce qui se joue dans ces retours concernant la place des Roms, devenus migrants à l'étranger, dans leur propre société ? À travers certaines situations observées, je vais montrer qu'on assiste à des performances d'une nouvelle subjectivité qui a pu voir le jour par cette nouvelle inscription transnationale.

En premier lieu, il faut souligner que l'expérience migratoire fait naître, chez les migrants roms comme chez la plupart des migrants, un certain attachement au pays d'origine. Ce sentiment qui vient à la fois de l'absence du pays et de la découverte de l'inconnu (un autre pays, une autre société, d'autres façons de vivre) est assez ambivalent dans le cas des Roms : d'une part ces derniers s'aperçoivent qu'ils s'identifient fortement à leur pays à travers de multiples petits facteurs culturels et sociaux (façons de faire en société, alimentation, célébrations des fêtes nationales,...), et ce malgré ou au-delà de leur place en marge dans cette société. Cela les enjoint à apprécier différemment leur pays, qu'ils considèrent toujours comme étant le leur, et peut-être d'autant plus. Ce point est intéressant à souligner puisqu'il prend le contrepied de la « déconnexion » territoriale dont seraient de fait affublés les transmigrants. Plus avant, cela montre également que les Roms bulgares ne quittent pas leur pays parce qu'ils ne se sentent pas en faire partie, mais bien pour des raisons d'ordre économique, auxquelles viennent se greffer, ce faisant, des questions de place dans la société et d'expérience subjectivante négative en découlant. Leur attachement à la Bulgarie en tant que pays, comme leur attachement au cadre de vie local qui est le leur n'est donc pas mis à défaut, comme le montrent notamment les propos suivants :

Une des premières choses que me dit Dimitar, le mari d'Albena, lorsqu'on se voit à Ivaylo, c'est : « ah ! Ça me fait quelque chose ici [montrant son cœur] à chaque fois que je reviens...c'est normal, c'est chez moi ici, mon village... ». Il ajoute : « Mais y a rien ici, c'est la misère, pas de travail...alors il faut partir. »⁵⁵⁸

D'autre part, les migrants roms approfondissent aussi, par leurs expériences de vie dans d'autres sociétés, leur appréhension négative de l'État bulgare, en le comparant avec l'État français par exemple. Ils soulignent alors plus précisément ce qui ne va pas dans leur société, et qui est directement, à leurs yeux, imputable à l'État : la corruption, la misère, le manque de travail, la mauvaise qualité des infrastructures publiques et des relations de guichet, et surtout la manière dont ils sont appréhendés et traités quotidiennement dans les interactions avec des acteurs institutionnels. Leur expérience migratoire participe donc à exacerber la distance critique qui existait déjà dans le rapport des Roms à l'État bulgare, tout en recréant une distance similaire dans leur rapport à l'État français. Bien que leur appréhension de l'État français soit au premier abord plus positive, il n'en demeure pas moins une certaine ambivalence, comme je le montrerai dans la troisième partie.

Il est aujourd'hui largement admis que les migrants constituent un nouveau statut social dans leur société d'origine, en comparaison aux « sédentaires », soit aux « non-migrants » de leurs lieux de vie d'origine, par le prestige qui est associé à cette « réussite » permise par la migration (Potot, 2002, Quiminal, 2000). Dans le cas des

⁵⁵⁸ Notes de terrain, février 2012.

migrants roms, il ne s'agit pas seulement d'un unique retour qui permettrait de montrer cette réussite. Dès lors, s'il y a création d'un nouveau statut social, celui-ci est régulièrement confronté à l'absence au pays des intéressés, donc nécessairement mis à mal. Comment comprendre alors ce qui se joue, en termes sociaux, dans le cadre de ces « retours » ? Concernant les Roms bulgares, Nadège Ragaru (2010) analyse ces retours réguliers au pays d'origine comme une possibilité d'afficher la « réussite » : « *les Roms, comme les autres migrants bulgares, sont appelés à énoncer dans les termes de la consommation ostentatoire ou de la prodigalité une « réussite » à l'Ouest toute relative* ». Les allers-retours réguliers, ou du moins fréquents, des Roms ne sont alors pas considérés comme modifiant ces comportements d'énonciation de la « réussite ». Rossitza Guentcheva (2008), dans l'étude croisée des migrations internes et transnationales des ressortissants bulgares qu'elle propose, souligne que les migrations temporaires ou circulatoires conduisent à une certaine dichotomie entre les deux espaces que sont le pays de destination et la Bulgarie. Elle met en avant l'existence d'une dichotomie entre l'étranger, qui devient le lieu de multiples mobilités et d'emploi, et la Bulgarie actuelle qui serait vouée à une certaine immobilité consommatrice : les migrants ne souhaitent plus y travailler à cause du différentiel de rémunération qu'ils connaissent avec leur expérience à l'étranger, et y privilégient alors la dépense par une consommation effrénée. Comme le note ainsi à ce propos Nadège Ragaru (2008c) : « *Ils élaborent alors des modes d'existence bipolaires dans lesquels les séjours dans la terre d'origine s'égrènent dans l'épuisement progressif de l'épargne accumulée grâce au détour par l'international avant de nouveaux départs au-delà des frontières. Mobilités transnationales et immobilités bulgares deviendraient ainsi les deux faces d'une même réalité sociale.* ».

Plus avant, les allers retours des migrants roms vers le pays d'origine peuvent être considérés comme une pratique permettant *in fine* aux individus d'affirmer leur subjectivité qui a vu le jour grâce à l'expérience transnationale. Tout en reconnaissant effectivement la mise en œuvre concrète de leur « réussite » (néanmoins vraiment relative), on peut aller plus loin et considérer que ces retours rendent possible la confrontation aux autres semblables qui ne sont pas partis, de mesurer la distance entre eux, et permettent alors aux migrants de s'affirmer comme étant porteurs d'une nouvelle expérience qui leur confère une nouvelle subjectivité.

Ainsi Yusuf est regardé avec respect par son ami de longue date, Asen, qui n'a jamais voulu partir : « *il est devenu quelqu'un, avant c'était un pauvre Tsigane, lui il a gagné avec la démocratie !* »⁵⁵⁹. Mais qui est devenu Yusuf ? Qu'est-il devenu précisément, puisque lui-même se défend d'être « riche » face aux autres Roms de la *mahala* ? La distinction ne semble donc pas seulement économique : Yusuf, comme les autres migrants roms, s'est transformé dans sa subjectivité, donc dans sa façon d'être au monde, et nécessairement dans son identification au sein de l'entre-soi des *mahala*. C'est en ce sens qu'Alain Tarrius, citant en partie Lamia Missaoui (1995), souligne cette transformation, à la fois sociale, territoriale, et identitaire, se traduisant par « *l'apparition concomitante d'individus, isolés ou regroupés, souvent étrangers aux*

⁵⁵⁹ Notes de terrain, février 2012.

nations qui les hébergent, qui bricolent, précisément à partir de leurs expériences circulatoires, des identités métisses entre univers proches et lointains, transnationaux souvent, "imposant à la classique opposition ente les nôtres et les leurs, entre être d'ici ou de là-bas, une autre forme, triadique, c'est-à-dire hautement processuelle : l'être d'ici, l'être de là-bas, l'être d'ici et de là-bas à la fois". » (Tarrius, 2001a). Les migrants roms ne s'identifient alors plus seulement comme des Roms bulgares, au même titre que ceux qui ne font pas dans leur chair l'expérience migratoire en question ; ils ne s'identifient pas non plus comme des Roms bulgares vivant en France, comme je l'ai montré par la complexité de leur inscription transnationale déjouant les catégorisations nationales. Ils sont alors plutôt des Roms bulgares de l'agglomération française, puisqu'étant nécessairement des Roms bulgares transformés par leurs expériences effectuées dans cette agglomération mais ne cherchant pas non plus à s'y cantonner. Les migrants roms sont donc, en ce sens, des Roms de la circulation, des Roms de l'entre-deux, entre la Bulgarie et la France.

Dès lors, cette nouvelle auto-identification et identification dans l'entre-soi dessine de nouvelles distinctions sociales au sein des *mahala* : les familles qui ne partent pas sont souvent dévalorisées par les migrants. Concrètement, la différence entre ces familles et les familles migrantes est visible par l'état de leurs maisons qui sont très sommaires et parfois en piteux état, et par l'absence de machine à laver notamment. Leurs voisins migrants disent de certains d'entre eux qu'« *ils sont sales, ils aiment vivre dans la misère, eux* », comme le souligne notamment Yusuf. Cela montre la démarcation d'avec l'autre semblable, le voisin de la *mahala* qui ne part pas.

Les transformations des rapports sociaux des Roms lors de leurs « retours » en Bulgarie ne s'appuient donc pas uniquement sur la transformation classique d'un certain « déclassement » vécu dans la société d'accueil, induit par la migration (ou plutôt ici de l'expérience d'une précarité extrême dans l'agglomération française) en réussite sociale en Bulgarie. En effet, il est difficile, du moins pour la grande majorité des Roms bulgares, de parler à l'heure actuelle de réelle réussite sociale liée à la migration. Aucun marqueur ne montre cette réussite, si ce n'est la construction de maisons ou la réparation de certaines. Les Roms n'ouvrent pas de commerce, n'achètent pas de maisons qui se situeraient en dehors des quartiers roms, comme cela peut être le cas ailleurs, pour d'autres Roms, notamment roumains (Benarrosh-Orsoni, 2015). Au-delà donc de la réussite sociale, l'expérience de vie transnationale des migrants roms semble avoir pour conséquence une certaine « réussite de subjectivation » ou « réussite du sujet ». En effet, par le jeu stratégique sur deux espaces, ils ont contribué à construire une expérience subjectivante inédite leur permettant de se réinventer en tant que sujet rom. En partant de l'idée que l'espace est un révélateur des positions sociales, on peut comprendre que le fait de dépasser l'inscription dans un seul espace en s'inscrivant dans le transnationalisme permet alors de transcender des positions sociales imposées, et plus avant, l'identification construite par le biais de toutes les catégorisations, et de s'en affranchir pour se dire autrement.

Si les autres Roms, qui font l'expérience de l'inscription transnationale ou pas, sont les premiers à percevoir et recevoir cette transformation du sujet, il convient

d'analyser si cette forme de subjectivation des migrants roms conduit à un réglage relationnel différent dans leurs interactions avec les « non-Roms » bulgares.

Concernant les rapports sociaux avec les Bulgares « non-roms », certains éléments observés semblent aller dans le sens d'une certaine atténuation de la frontière identitaire entre Rom et Bulgare « non-rom » par un acte qu'ils ont maintenant en commun : celui de migrer. Par exemple, Nadrie me raconte comment elle a tenté d'en convaincre une interprète bulgare (« non-rom », comme toutes les interprètes bulgares de l'agglomération) accompagnant la police aux frontières venue lui signifier son expulsion prochaine :

« La traductrice, je lui ai dit : toi, tu sais, tu viens comme moi de Bulgarie, tu sais que là-bas je peux rien faire, tu me comprends, explique leur aux policiers ! Pourquoi tu veux que je retourne là-bas, je suis comme toi, moi, j'ai besoin de faire vivre ma famille, mes enfants. »⁵⁶⁰

En lui tenant ce discours, Nadrie, qui prend les rênes de la négociation avec les autorités, essaie clairement de susciter la compassion chez son interlocutrice en rapprochant leurs expériences de femmes migrantes en tant que mères se préoccupant de la survie et de l'avenir de leurs enfants. Il s'agit donc d'une stratégie qui s'ancre dans l'instrumentalisation des attributs sexués féminins en migration (Catarino et Morokvasic, 2005), ce qui peut ici être compris comme une façon de mettre en avant leur humanité commune, et donc de transcender la seule identification de Nadrie en tant que Rom.

Par ailleurs, lors de la venue des deux policiers bulgares « non-roms » dans l'agglomération en 2013 pour prêter main forte aux forces de l'ordre françaises, les interactions que j'ai pu observer entre eux et certains migrants roms révèlent également ce type de stratégie. Les policiers bulgares passent parfois plusieurs heures dans le squat de X lors de contrôles de police ou d'évacuation partielle du squat. Les habitants du squat étant donc amenés à les côtoyer régulièrement, des échanges sont alors engagés par certains hommes du squat, qui donnent à voir aux policiers le fait qu'ils sont des hommes « comme eux » :

« Regarde, on fait rien de mal ici, on est seulement comme toi, on veut juste manger et travailler, toi tu sais comment est la vie en Bulgarie, tu comprends. » (Vish, nie pravim nishto losho tuk, nie sme samo kato teb, iskame samo da yade, da rabota, tu znaesh kak e zhivotat vav Balgariya, razbirash)⁵⁶¹

Dans ce cas, comme dans le cas de Nadrie, ces propos ne sont pas dénués d'intention de la part des migrants : il ne s'agit pas, de la part des Roms, de minimiser leurs spécificités culturelles (Deneva, 2008). Il s'agit plutôt de tenter de convaincre les Bulgares « non-roms » de leur ressemblance, de leur humanité, au-delà des spécificités de chacun (culturelles et autres), dans le seul objectif de modifier leur regard et leurs interactions. Les Roms essaient par là de s'attirer les bonnes grâces de leurs interlocuteurs en pensant que ces derniers pourront peut-être intervenir en leur faveur,

⁵⁶⁰ Notes de terrain, 7 avril 2012.

⁵⁶¹ Notes de terrain, 2 mai 2013.

pour leur permettre de limiter les obstacles rencontrés concernant leur présence en France. Cependant, il est intéressant de souligner que c'est les arguments utilisés par les migrants roms sont ceux de la reconnaissance d'une humanité commune, qu'ils puisent dans leurs interactions avec les « Français ». Si de telles tentatives de dépassement du stigmatisme existent chez les migrants roms auprès des Bulgares « non-roms », elles ont toutefois lieu uniquement dans la société française. En effet, les « retours » en Bulgarie sont en quelque sorte des retours à la vie d'avant en ce qui concerne les rapports avec les « non-Roms ». Les Roms ne montrent pas trace de l'expérience subjectivante acquise en France. Ce serait donc le cadre d'expérience qui a une importance cruciale dans les interactions, ce qui m'amène à voir ici une limite dans la subjectivation en actes des migrants roms dans une perspective transnationale.

Néanmoins, ce sont parfois des Bulgares « non-roms » qui vont dans ce sens, mais seulement en Bulgarie. En effet, en France, ces derniers mettent en œuvre leurs propres stratégies en tant que migrants de Bulgarie, qui visent globalement à se rapprocher des « Français » tout en mettant à distance les Roms de leur propre pays, à la fois en raison de leurs propres représentations négatives, bien ancrées dans les mentalités, mais aussi en raison de ce qu'ils perçoivent et entendent concernant l'appréhension commune des Roms bulgares dans l'agglomération. La démarcation d'avec ce que les Français pourraient appréhender comme « l'Autre semblable » est ainsi cruciale pour les migrants bulgares « non-roms ». Cela n'est d'ailleurs pas sans poser de questions pour une grande partie d'entre eux qui ont trouvé en migration une nouvelle niche économique dans l'interprétariat, dans les domaines de la justice, de la police, du social et de l'éducation. Or leurs interventions sont principalement effectuées auprès des migrants roms, avec lesquels ils sont donc de fait en contact. Cela a comme conséquences d'une part de renforcer leur sentiment de distance sociale en comparant leurs vies dans la migration, d'autre part de créer un besoin de signifier leurs différences aux « Français » (notamment ceux en présence dans ces interactions) par des attitudes ou des propos qui visent à dévaloriser les migrants roms. On comprend donc que dans le cadre professionnel, ces valeurs morales sous-jacentes peuvent avoir un impact non négligeable à la fois sur le travail lui-même et sur les façons d'être des Roms. J'y reviendrai en analysant les interactions entre les migrants roms et Milena, la travailleuse sociale bulgare de la MOUS, dans le chapitre 6.

Toutefois, en Bulgarie, il peut exister des transformations dans les relations entre Roms et « non-Roms », suite à l'expérience migratoire. Ainsi le maire d'Ivaylo, lorsque je lui demande de me parler des relations existantes entre les Roms et les autres habitants du village, me répond :

*« Maintenant, il n'y a pas de problème entre Roms et Bulgares, les deux partent à l'étranger pour travailler, car ici il n'y a rien. »*⁵⁶²

L'expérience commune de la nécessité de quitter son pays pour s'assurer un avenir, voire un présent, peut donc jouer en faveur d'une hétéro-identification des Roms qui dépasserait leurs seules caractéristiques ethniques, avec tout ce qu'elles impliquent de

⁵⁶² Notes de terrain, février 2012.

négalif et de stigmalisant. Or c'est loin d'être un propos tenu par une majorité de Bulgares, d'autant plus lorsque ces derniers sont en contact régulier avec des Roms dans le cadre professionnel, comme les enseignants.

À l'école d'Ivaylo par exemple, les discours sont tout autres : globalement, les Roms sont maintenant décriés par les enseignants en raison même de leurs mobilités transnationales jugées « sauvages » parce qu'irrégulières et irréflechies. Il s'agit là de l'interprétation la plus répandue des allers-retours des Roms bulgares, que les « non-Roms » ne parviennent pas à rationaliser autrement, mettant en avant qu'ils ne travaillent pas à l'étranger, ce qui rend à leurs yeux ces allers-retours incompréhensibles parce que non motivés. De plus, les enseignants critiquent ces mobilités en famille, qui déracineraient les enfants et les mettraient en situation de danger. Ils déplorent dans le même temps le fait que certains enfants restent dans le village sans leurs parents, à la charge des grands-parents, ce qui induirait selon eux des ruptures affectives jouant sur leurs façons d'être. L'enseignante de Ramona a ainsi passé beaucoup de temps à rationaliser l'absence scolaire fréquente de cette dernière qui était pourtant dans le village, par l'absence de ses parents partis en France. Il faut cependant souligner ici que Ramona, depuis ses quatre ans, est élevée par ses arrières grands-parents, en raison de la séparation de ses parents. Selon l'enseignante (qui ne semble pas avertie de cette situation éducative), le rapport « négatif » de Ramona à l'école s'expliquerait donc par sa propre situation familiale liée maintenant à la migration et jugée tout autant négativement, alors que les observations effectuées en classe lorsque l'enfant y venait donnaient plutôt à voir un ennui profond de Ramona à qui l'enseignante ne s'adressait quasiment jamais⁵⁶³. Quelles que soient donc les modalités migratoires mises en œuvre par les Roms, les enseignants s'en saisissent comme d'une nouvelle caractéristique catégorisant les Roms et rationalisant ainsi les « problèmes » d'interactions avec ces derniers. En ce sens, l'expérience migratoire des Roms bulgares peut donc venir renforcer, par ce nouvel élément, les rapports sociaux difficiles, jugés problématiques, avec les acteurs institutionnels qui, il faut le souligner, restent en Bulgarie – avec l'immobilisme et les contraintes économiques du pays que cette position de « non-migrant » induit.

Les Roms bulgares dans une dynamique migratoire transnationale sont aussi plus profondément stigmatisés par les Bulgares « non-roms » pour deux raisons : d'une part, parce que leur présence à l'étranger donnerait une mauvaise image des citoyens bulgares, les « non-roms » décriant souvent le fait qu'on les amalgame aux Roms dans les autres pays ; d'autre part, parce que les Bulgares « non-roms » interprètent ces mobilités des Roms comme un marqueur de leur absence de volonté de travailler en Bulgarie, donc de leur supposée fainéantise, ce qui accentue clairement la catégorisation stigmatisante des Roms. Ainsi un professeur de travail manuel d'une école de la *mahala* de Pazardzhik essaie de me convaincre à ce sujet pendant près d'une heure d'entretien, au cours duquel il m'explique que si les Roms le voulaient, ils pourraient travailler en Bulgarie, mais le problème est qu'ils n'ont pas envie, et ce d'autant plus à cause des migrations vers l'Europe de l'Ouest où ils préfèrent aller mendier et profiter des aides

⁵⁶³ Notes de terrain, février 2012.

qui leur sont attribuées. En outre, ce professeur s'indigne également ouvertement des gains (visibles surtout dans les maisons) obtenus par les Roms en migration sur la base de ce qu'il juge être de la passivité ainsi que du profit. On peut alors faire l'hypothèse d'une forme de jalousie naissante de la part des « non-Roms » vis-à-vis des Roms, concernant certains aspects de leurs vies – bien que cela ne soit jamais dit explicitement de cette façon. Cette attitude vis-à-vis des migrants roms semble alors faire écho aux expériences migratoires des Bulgares « non-roms », vécues directement ou par procuration, révélant ainsi une certaine souffrance des Bulgares liée à la migration. En effet, lorsque la mobilité transnationale est synonyme de déclassement social, voire d'humiliations, comme c'est le cas pour les Bulgares « non-roms » (et non aussi clairement pour les Roms), la souffrance vécue en conséquence est elle aussi mobile et impossible à atténuer par le mécanisme compensatoire de la consommation ostentatoire (Ditchev, 2007). C'est précisément cette différence d'avec les migrants roms, ces derniers ne vivant de la même façon ni la migration, ni le retour, qui est dorénavant au cœur des rapports sociaux entre eux et les Bulgares « non-roms ».

Il existe donc une certaine continuité dans la catégorisation des Roms et les rapports sociaux entretenus avec les Bulgares « non-roms » dans ce pays, au-delà de leur expérience migratoire et de leur inscription transnationale nouvelle. Si leur expérience subjectivante française n'est pas visible dans leurs interactions avec les « non-roms » en Bulgarie, il faut toutefois souligner que cet « immobilisme » identificatoire ne les enjoint pas néanmoins à rester en France (pour la plupart) ou à cesser pour autant ces « retours » en Bulgarie. Finalement, lors de ces périodes de présence bulgares, leur expérience subjectivante « classique » est réactivée.

Cependant, suite à l'expérience subjectivante liée à la migration, des transformations apparaissent mais ne se manifestent quasiment que dans l'entre-soi, voire dans la perception subjective que les Roms ont d'eux-mêmes. En effet, de retour en Bulgarie, les migrants roms semblent s'affirmer en tant que personnes à part entière, moins « soumis » à une assignation identitaire stigmatisante dont ils ne pouvaient s'extraire auparavant. L'expérience subjectivante effectuée en France est déterminante dans leur appréhension d'eux-mêmes en tant que sujets actifs comme dans leur appréhension de leur place dans la société bulgare. Ils ont en effet, par leur inscription transnationale, redéfini leur place dans le monde et recouvré une autre subjectivité. C'est ce qu'on peut comprendre notamment à travers des phrases qui semblent à première vue anodines, comme celle de Yanko, lors d'un séjour à Pazardzhik : « *Maintenant, nous aussi, on a des vacances !* ». Et c'est ce que signifient également les discours des migrants qui révèlent le regard porté sur leur propre pays, ici celui de Shefket :

*« En France, les gens sont tous gentils avec nous ! Maintenant, quand je reviens ici et je vois comment les gens nous parlent, je veux déjà repartir ! Mais quand même, c'est mon pays, et je l'aime. Le problème ici, c'est les gens, avec les Roms. »*⁵⁶⁴

⁵⁶⁴ Notes de terrain, août 2011.

Finalement, c'est plutôt dans l'inscription transnationale et dans l'entre-soi que les transformations réelles des identifications par l'expérience migratoire, et surtout l'expérience subjectivante acquise dans le contexte migratoire, se font jour. Cela fait nettement écho à la vie dans l'entre-soi des Roms, que ce soit en Bulgarie ou en France : pour eux, l'importance réside en ces liens familiaux proches et étendus, en ce qui fonde leur identité commune et les distingue à la fois, ce qui se fait et ce qui ne se fait pas. C'est en cela précisément que des transformations apparaissent plus concrètement et plus profondément, et peuvent être comprises comme des formes de reconfiguration identitaire.

Je propose d'examiner plus finement ces formes de reconfiguration identitaire, pouvant transformer les modalités et les valeurs de la vie quotidienne des Roms dans l'entre-soi transnational (et peut-être plus largement), au travers de deux domaines différents : l'organisation de la vie familiale du point de vue des femmes (belle-famille, éducation, aspirations) ainsi que les rapports de genre, ou plutôt le rapport au genre, à partir de l'expérience de la prostitution masculine.

2.2. Transformations du modèle familial et des rapports sociaux de genre

J'ai montré que l'organisation du quotidien des Roms dans une dimension transnationale, entre la France et la Bulgarie (avec parfois d'autres pays), permet de conserver les liens interpersonnels forts (familiaux et interfamiliaux). En effet, les migrants se retrouvent ensemble, entre eux, au sein des squats, préservant ainsi les liens entre parents et enfants, mais aussi avec les grands-parents paternels, comme c'est le cas en Bulgarie au regard de la patrilocalité à l'œuvre chez les Roms rencontrés. De la même façon, les fratries des adultes hommes tendent à se reconstituer dans la migration. Des liens forts se maintiennent également, grâce aux moyens matériels du transnationalisme, avec les autres membres de la famille plus éloignés dans la logique du système de parenté qui prévaut, comme par exemple pour les parents et les frères et sœurs des femmes mariées. En outre, le cas du retour de Slavka montre également que l'espace de vie transnational peut aider au maintien des liens interfamiliaux, comme dans ce cas en éloignant « là-bas » celle qui les menace « ici » par un comportement individuel jugé non-adéquat et plus avant, potentiellement dangereux pour les liens en question. On peut donc maintenant éloigner, physiquement et symboliquement, la menace, jusqu'à calmer les esprits et les ardeurs, ce qui a pour objectif premier de conserver les « bons liens » entre familles et entre personnes.

2.2.1. Possibilités d'échapper à sa (belle-) famille en migration

Cependant, au-delà du maintien des liens familiaux, la vie dans cet espace transnational peut aussi permettre la mise à jour de liens nouveaux ou prenant forme

différemment, que ce soit au sein de la famille au sens large ou à l'extérieur de celle-ci. J'en présenterai ici quelques-uns.

J'ai pu noter la possibilité d'un renforcement de certains liens familiaux, qui ne pouvaient être vécus de la même façon dans la vie quotidienne en Bulgarie. Ce sont surtout les femmes qui sont alors concernées par ces potentiels changements. C'est notamment le cas de Meliha, qui est venue dans l'agglomération accompagnée de ses deux sœurs, après un premier séjour effectué par leur père. Je les rencontre ainsi toutes trois dans les anciens hangars du squat de X, ayant chacune une cabane côte à côte. Si leurs maris et leurs enfants sont bien évidemment présents avec elles, il faut comprendre que c'est la migration qui leur a permis de vivre côte à côte, partageant chaque tâche et chaque moment du quotidien. En effet, les parents de Meliha viennent de la *mahala* de Pazardzhik, où celle-ci s'est mariée. Mais Nadezdha et Mihaela, ses deux sœurs, se sont mariées dans deux villages éloignés d'une centaine de kilomètres de Pazardzhik, ce qui induisait qu'elles ne se voyaient qu'occasionnellement. En outre, quelques mois après qu'elles se soient installées dans ce squat, leurs parents les ont rejoints en ajoutant une pièce annexe à la cabane de Meliha. Les parents des maris, eux, n'ont jamais mis les pieds dans l'agglomération et cela ne semble pas être d'actualité, d'après les conversations sur ce sujet.

Cette organisation dans et par la migration bouleverse alors complètement la vie quotidienne de ces couples, et plus largement de la famille, telle qu'elle était établie en Bulgarie, c'est-à-dire comme *elle se devait d'être*. En effet d'une part les trois sœurs sont ensemble et auprès de leurs parents, comme seuls des frères peuvent le faire, de fait, dans les *mahala* bulgares. D'autre part, elles ne vivent plus (ou du moins plus uniquement, pendant les périodes en France) auprès de leurs beaux-parents et plus largement, auprès de leurs belles-familles, comprenant les frères des maris, leurs belles-sœurs,... Cela ne signifie pas que les liens se soient distendus avec tous ces derniers, cela étant de l'ordre de l'impossible voire de l'impensable chez les Roms. Comme je l'ai explicité précédemment, ces liens sont maintenus grâce aux outils quotidiens et occasionnels (comme les retours) de la vie transnationale, Skype étant par exemple allumé presque en permanence pour communiquer avec la (belle-) famille. Néanmoins, cette nouvelle organisation familiale induite par la migration et l'installation dans cet entre-deux, a une conséquence majeure pour ces femmes en tant que belles-filles. En effet, cela leur permet de s'échapper, du moins matériellement, du rôle de *bori* (belle-fille) tel qu'il est vécu quotidiennement chez les Roms, soit en d'autres termes, d'échapper aux obligations et aux remarques qui en découlent nécessairement⁵⁶⁵. Meliha me l'a fait remarquer à de nombreuses reprises, faisant des remarques pleines de malice comme « *aujourd'hui, j'ai pas fait le ménage, mais je m'en fous, ma belle-mère le sait pas !* », « *ici, je suis tranquille, elle me fait pas de remarques sur ma vie, sauf quand je lui parle, mais je peux éteindre l'ordinateur !* ».

Mais il faut nuancer ce changement qui n'est ni total ni définitif, comme Meliha, une fois enceinte, l'a démontré lorsqu'il s'est agi de déterminer quel prénom sera donné

⁵⁶⁵ Sur le statut de *bori*, Cf. Iulia Hasdeu, 2008. De nombreuses similitudes ont été observées à ce sujet entre les Roms Căldărari qu'elle a étudiés en Roumanie et les Roms bulgares dont il est ici question : le rôle, le statut, les obligations et l'appréhension des *bori* sont globalement les mêmes.

à son bébé. À chaque fois que je la voyais pendant la dernière moitié de sa période de grossesse, elle plaçait systématiquement ce sujet dans notre conversation, signifiant son importance symbolique ainsi que le désaccord existant entre son souhait et celui de son mari, comme plus largement, de sa famille. Elle voulait appeler son bébé avec un prénom qu'elle avait elle-même choisi en fonction de ses goûts et de ses aspirations : les prénoms imaginés puis le prénom voulu étaient considérés comme « passe-partout », ne faisant ni trop bulgare, ni trop français, et surtout « *moderen* » (moderne). Mais elle m'expliquait dans le même temps qu'elle se devait de lui donner le prénom de sa belle-mère, car « c'est comme ça chez nous, pour le premier bébé ». Ainsi Krasi, son mari, lui mettait la pression en coupant court à ses rêves à voix haute. Elle savait sa belle-mère attendre cette annonce, et ses sœurs comme sa mère la traitaient de « folle » (*dili* ou *luda*) lorsqu'elles s'apercevaient que Meliha se posait trop de questions sur sa marge de manœuvre, lui signifiant clairement qu'elle n'avait pas le choix. Quelques jours avant la naissance du bébé, je m'aperçus que la décision de Meliha était prise, en m'étonnant auprès d'elle du fait qu'elle ne m'en parlait plus. En fait de décision, Meliha s'était surtout rendue à la raison, m'expliquant à regret que sa fille s'appellerait donc Zhivka, du nom de sa belle-mère, comme il se devait, en ajoutant :

« *Déjà qu'elle [la belle-mère] est pas là avec nous, je peux pas faire de problème* »⁵⁶⁶

Cet élément qu'est la controverse (du moins pour Meliha) autour du choix du prénom de son enfant me permet de relativiser ainsi l'analyse de redéfinition des liens familiaux. Même si ces derniers peuvent effectivement connaître certains changements en conséquence de ces nouvelles vies transnationales, ils ne sont pas complètement ni définitivement modifiés, étant donné que ces liens semblent toujours à la base de l'identification des Roms et de la définition de leur place dans un ensemble plus large qu'est l'entre-soi. Si ces liens sont modifiés de façon concrète, matérielle, ils sont par ailleurs toujours très présents, voire renforcés s'il le faut, de façon symbolique.

En outre, il convient de souligner, comme c'est en partie le cas de Meliha, que tous les petits faits que l'on peut comprendre comme des symptômes de reconfiguration du modèle ou de l'organisation de la famille sont également fonction des personnes dont il est question. Ainsi Meliha réagit comme cela parce qu'elle est Meliha, qu'elle n'est pas encore vraiment *adulte* (considérée ainsi à 23 ans parce qu'elle n'a pas encore d'enfant) et qu'elle est également la dernière de la fratrie. Il s'agit donc de positionnements et de réactions, engendrant parfois des actions plus déterminantes sur du long terme, qui sont intimement subjectives, et dont on ne peut vraisemblablement tirer de conséquences générales concernant l'ensemble de ces migrants roms.

De cette façon, on peut comprendre le cas d'Albena qui, après plusieurs années passées entre la France et la Bulgarie, prend seule des décisions qui la concernent mais qui concernent aussi sa famille, comme le montre cet extrait de carnet de terrain :

Lorsque je la questionne sur le nombre d'enfants qu'elle désire, elle s'exclame en français : « *deux, ça suffit !* ». Puis, elle ajoute à voix basse, en jetant un regard furtif à ses beaux-

⁵⁶⁶ Notes de terrain, 18 avril 2013.

parents qui sont présents dans la pièce (dont elle semble redouter qu'ils comprennent de quoi on parle bien qu'ils ne parlent pas français) : « *maintenant je prends la pilule, comme ça y a plus de problème ; mais il faut pas le dire, mon mari le sait pas.* »⁵⁶⁷

Si Albena parvient, elle, à se détacher ainsi de ses beaux-parents et du poids du modèle familial qui va jusqu'à régir la (non) contraception des femmes, c'est d'une part parce qu'elle a une forte personnalité et qu'elle est considérée comme « différente », voire « étrangère » par son entourage en raison de ses origines, comme on le verra plus en détail dans une étude de cas la concernant dans le chapitre 7. Mais c'est aussi, d'autre part, en acceptant de se cacher et de cacher, en vivant avec la crainte que ses proches découvrent son secret – qu'elle peut cependant partager avec des « étrangères », comme c'est le cas de ses collègues de travail dans le cadre de la MOUS. Cependant, je montrerai qu'elle vit avec ses beaux-parents, et que ce choix individuel de contraception n'est pas synonyme pour autant d'« émancipation » dans sa vie quotidienne.

Un autre facteur est à considérer comme venant modifier le modèle familial classique, en ce qui concerne par exemple le choix du conjoint. Il est clair que l'endogamie est de règle chez les Roms en général (Williams, 1984 ; Reyniers, 1992), comme chez les Roms bulgares rencontrés dans le cadre de cette recherche. Mais les mobilités transnationales existantes vers l'Europe de l'Ouest, avec des séjours en famille de plusieurs mois qui sont le fait de nombreux Roms de Bulgarie, induisent des nouvelles rencontres entre familles dans les espaces migratoires. Dès lors, des couples dont les familles ne se connaissaient pas auparavant peuvent se former à l'étranger, puis se marier, ici, là-bas ou encore ailleurs, alors qu'ils ne se seraient jamais rencontrés en Bulgarie. C'est notamment le cas de Stefan, du squat de F., dont la famille vient d'Ivaylo : il a rencontré sa femme en Espagne qui, elle, vient d'un village près de la frontière turque au sein duquel la famille de Stefan n'a aucun contact ou connaissance. Plus rare, Krazimir a, quant à lui, épousé une Française rencontrée dans l'agglomération, qui a alors appris la langue et s'est « fondue » dans la vie du squat et dans l'entre-soi des migrants roms.

2.2.2. Vers une redéfinition des rapports sociaux de sexe ?

Par ailleurs, il faut également considérer ici les transformations concernant la vie des femmes, leurs statuts et leurs aspirations qui peuvent être modifiés par l'expérience migratoire. Si l'on reconnaît aujourd'hui l'existence de changements dans les rapports sociaux de sexe en lien avec les mobilités traduisant le passage d'un statut ou d'une position sociale à une autre (Catarino et Morokvasic, 2005), l'analyse du cas des femmes migrantes roms de Bulgarie invite toutefois à une certaine prudence dans cette affirmation.

En effet, en démontrant en quoi les mobilités transnationales des migrants roms ne sont pas réductibles à une analyse en termes de mobilité sociale mais dépassent beaucoup plus largement ce seul cadre, les conclusions que l'on peut tirer concernant ce type de transformations sont nécessairement plus mitigées. En d'autres termes, je n'ai

⁵⁶⁷ Notes de terrain, 1^{er} février 2012.

pas observé, à l'heure actuelle, de modifications substantielles dans les rapports sociaux de sexe chez les migrants roms, ce qui peut s'expliquer en premier lieu par l'aspect relativement récent de ces migrations, mais aussi par l'entre-soi dont sont fortement marquées les vies quotidiennes de ces migrants.

Cependant, il existe quelques changements, soit qui commencent à poindre, soit qui sont pour l'instant à l'état de discours. Ces derniers, s'ils ne sont pas encore traduits en actes, sont néanmoins à souligner dans certains propos tenus par des jeunes filles. C'est notamment le cas de Gaetana, une des filles d'Anka, âgée d'une dizaine d'années. Gaetana est scolarisée en France depuis qu'elle a cinq ans, en pointillé au regard des multiples allers-retours de la famille, mais de façon plus effective qu'en Bulgarie. Sa mère me rapporte ses propos concernant la façon dont Gaetana envisage sa vie « quand elle sera grande » :

Elle dit que son rêve, c'est de ne pas se marier, et de ne pas avoir d'enfants, pour faire des études afin de tenir un magasin en France ou en Bulgarie, « *ako imam kartezhur* ⁵⁶⁸ *ili ne* » (qu'on ait la carte de séjour ou non).⁵⁶⁹

À travers ses dires, on voit que de nouveaux modèles sociaux de genre apparaissent envisageables pour les Roms, et surtout pour les femmes. Ce sont dans ce cas des possibilités qui sont envisagées en France et par l'expérience de vie dans cette société. De plus, certains changements commencent à voir le jour de façon sensible, sur le long terme, par la fréquentation de l'école et plus largement, par ce qui ressort des interactions avec les « Français », ainsi que la perception quotidienne que se forgent les migrants de la vie possible en France. Il apparaît alors un léger report de l'âge des unions, qui tendent à s'effectuer plutôt après seize ans.

Cela semble pouvoir s'expliquer par le champ des possibles offert dans l'agglomération française, ainsi que par l'intérêt que manifestent nombre de Roms envers une scolarité qui leur apporte quelque chose (une certaine considération et la connaissance de la langue française). De plus en plus de jeunes sont scolarisés dans l'agglomération jusqu'à la fin du collège et/ou jusqu'à leurs seize ans, âge auquel la scolarité n'est plus obligatoire. Dès lors, l'âge des mariages recule, comme les cas de mariages arrangés. En outre, la scolarisation des enfants en maternelle, qui reste assez timide, est cependant beaucoup plus fréquente qu'en Bulgarie en raison de l'absence de coût comme de la libération de temps pour les mères.

Celles-ci peuvent en effet, par ce biais, être actrices de l'économie familiale, ce qui se traduit jusqu'à maintenant par une pratique active et quotidienne de la mendicité, de la chine dans les associations d'aide sociale, de la revente de produits bulgares et/ou de la recherche active (bien que sur un mode informel) de travaux ménagers à effectuer chez des particuliers. Ces activités économiques portées par nombre de femmes chez les migrants roms constituent pour elles de nouvelles opportunités concrètes leur permettant, plus avant, de redéfinir leur place et leur statut dans les rapports sociaux de sexe.

⁵⁶⁸ Je transcris ainsi ce terme couramment utilisé par les migrants, qui vient du français « carte de séjour » et signifie cela.

⁵⁶⁹ Notes de terrain, 15 janvier 2013.

2.3. La prostitution masculine en migration : un exemple de reconfiguration sociale et identitaire

J'ai abordé dans le chapitre 1 l'une des modalités de catégorisation locale des migrants roms à partir de la question de la prostitution, notamment de garçons mineurs, ayant défrayé les chroniques en 2010. Si cette image reste collée à la peau des Roms bulgares dans l'agglomération, elle n'en masque pas moins une certaine réalité beaucoup moins visible et pourtant plus largement partagée. Il s'agit de pratiques de prostitution masculine, qu'il m'a été possible d'approcher par le biais de deux situations (observées et relatées) qui correspondent à deux statuts différents donc des façons d'envisager la prostitution différemment. Je vais en proposer ici des pistes d'analyse, qui seront nécessairement limitées au regard du tabou de ce phénomène qui aurait nécessité plus de temps et de concentration sur ce point particulier pour l'approfondir. Cependant, il m'apparaît intéressant de se pencher sur ce point en l'abordant sous l'angle des reconfigurations identitaires à l'œuvre chez les Roms bulgares dans le cadre de leurs migrations⁵⁷⁰.

De façon paradoxale, c'est lors de mon premier séjour en Bulgarie que je découvre l'existence de la prostitution masculine chez les Roms bulgares, qui n'a pourtant cours que dans l'agglomération française, comme l'affirment notamment tous les acteurs associatifs et institutionnels rencontrés dans la région de Pazardzhik⁵⁷¹. Cette découverte s'est effectuée sur le long terme, en partant d'un ressenti étrange, que je ne parvenais pas à définir, lorsque certaines personnes côtoyées me parlaient de leurs « amis » rencontrés sur les lieux de mendicité, en me montrant les bénéfices qu'ils tiraient de ces relations. C'est précisément la nature de ces relations que je n'arrivais pas à cerner dans un premier temps, mais que des propos et des observations effectuées dans les *mahala* m'ont finalement permis d'éclaircir.

Après plusieurs semaines passées dans la *mahala* d'Ivaylo, je retrouve Nayden qui arrive à peine de France. Il a en main un téléphone portable énorme (type I Phone), dont il semble très fier. Il m'explique tout de suite que c'est « son ami » qui lui a donné. Je le questionne alors sur cet ami. « *C'est Jean-Paul, il m'aide des fois à revendre le cuivre.* » Il me raconte en rigolant comment il avait dû le persuader dans le magasin et « *faire une crise pour qu'il me l'achète* ». Il ajoute que sur le chemin pour venir en Bulgarie, il est tombé en panne avec son microbus et que Jean-Paul a envoyé de l'argent pour le dépanner⁵⁷². Nayden ne semble pas vouloir en dire davantage sur son ami, préférant amener la conversation sur mon séjour en Bulgarie. Assis sur deux chaises en plastique traînant dans l'une des ruelles de la *mahala*, on boit un café acheté au magasin du coin, fumant des cigarettes et discutant de choses et d'autres, quand tout d'un coup, son super portable sonne de façon tonitruante. Nayden se lève pour répondre, et entame la conversation par un tonitruant « *salut, bébé !* », tout en me faisant un clin d'œil et de grands sourires. Il poursuit sa conversation (qui porte sur son arrivée en Bulgarie) en

⁵⁷⁰ L'analyse proposée ici ne porte pas sur les mineurs, ce qui relève d'un parti pris méthodologique.

⁵⁷¹ J'ai abordé ce sujet lors des entretiens réalisés avec Plamen (ONG Napredak), les travailleurs sociaux de la mairie de Pazardzhik, les directeurs d'ONG roms à Peshtera et à Plovdiv, et au cours de mes échanges avec des chercheurs de Plovdiv et de Sofia effectuant des recherches auprès des Roms. Tous ont affirmé que la prostitution masculine n'est pas une pratique dont ils ont connaissance concernant les Roms en Bulgarie, n'en ayant jamais entendu parler d'une façon ou d'une autre à leur sujet.

⁵⁷² À partir de notes de terrain d'août 2011.

français, ce qui me laisse interloquée concernant l'identité de l'interlocuteur et les liens entre eux. Ce faisant, il marche devant moi, en prenant des pauses qui ne sont pas habituelles aux hommes ici, comme s'il se donnait en spectacle. Après avoir parlé de ma présence au téléphone, et demandé – en vain – à son interlocuteur de discuter avec moi, Nayden raccroche. Il se rassoit à côté de moi, et me dit : « *C'était Jean-Paul ! Je lui manque déjà ! T'as vu le téléphone qu'il m'a acheté, il est beau hein ? !* ». Il rigole alors à plein poumons, et avant que j'aie eu le temps de digérer ma surprise, il s'éloigne en prétextant des visites à la famille⁵⁷³.

Par la suite, je ne revois pas Nayden seul, ce qui m'empêche de revenir sur cette conversation téléphonique. Mais quelques mois plus tard, de retour en France, je fais la rencontre inopinée de Jean-Paul au squat de X, allant rendre visite à Nayden :

Je rencontre Jean-Paul, « l'ami » de Nayden. C'est un Français d'une cinquantaine d'années, légèrement bedonnant, un peu dégarni, affable bien que réservé. Il arrive en portant des parpaings, puis tourne autour de la cabane de Nayden, examinant des choses sur la cabane. La femme de Nayden, qui pelait des patates dehors, s'est arrêtée. Elle le regarde faire, impassible. Nayden nous a présenté rapidement en donnant nos prénoms, mais Jean-Paul ne semble pas enclin à me parler, il est sans cesse en mouvement. Je ressens un certain malaise, je ne sais pas si c'est moi qui le provoque ou pas seulement. Donc je décide de partir.⁵⁷⁴

Un jour où je le revois, plusieurs mois après, Nayden est en train de brûler des câbles derrière sa cabane, très énervé : il est très en colère contre Jean-Paul.

Nayden me raconte que « *c'est fini avec Jean-Paul* » car « *il voulait que je laisse ma famille, et ça c'est pas possible. Il voulait plus que je vienne dormir une fois ou deux par semaine au squat, il voulait plus que je donne de l'argent à mon fils, ma mère... Et il m'a plus payé la revente de ma ferraille !* » Les lois ont changé : le ferrailleur achète la ferraille par chèque uniquement, donc problème pour ceux qui n'ont pas de compte en banque. Nayden y allait avec Jean-Paul qui encaissait le chèque et lui donnait du liquide, m'explique-t-il. Problème à la dernière transaction où Nayden n'a rien reçu de Jean-Paul.

Il ne parle que de ça pendant un bon moment avec moi. C'est la première fois qu'il est si explicite, même si avant il l'appelait « bébé » devant moi, sans gêne apparente. Il me dit en français : « *Excuse-moi de te parler comme ça, mais tu comprends lui il voulait qu'on couche ensemble, seulement ça....moi je dis, si il me donne plus d'argent et qu'en plus il veut pas que moi je vois ma famille, ça c'est pas possible, il croit quoi lui ? Il veut que je reste là à l'attendre, enfermé dans son appartement avec ses deux chats, non mais quoi ? Il me donne même pas 10 euros en me disant allez chéri, tu peux aller au café en bas ! Tout le temps je dois rester chez lui comme ça ! C'est pas possible. Il comprend rien lui ou quoi ? Moi je dis si c'est comme ça, je peux aller sur le trottoir vendre mon cul, comme ça je suis sûr d'avoir l'argent !* ».

Il précise qu'au début c'était différent avec Jean-Paul : « *il m'achetait des choses, des téléphones, du matériel pour la ferraille, des habits...maintenant, regarde ce qu'il me fait ! Je vais aller à la police dire qu'il me donne pas mon argent.* » Il parle là de l'argent du dernier dépôt de ferraille. J'essaie de lui expliquer que sans contrat, ça va être difficile de prouver quoi que ce soit, mais il ne démord pas de cette idée.⁵⁷⁵

⁵⁷³ Notes de terrain, août 2011.

⁵⁷⁴ Notes de terrain, 17 novembre 2011.

⁵⁷⁵ Notes de terrain, 20 janvier 2012.

Nayden ne m'avait jamais parlé de la relation qu'il entretient avec Jean-Paul, mais à travers ces propos, on peut en déduire qu'il avait jugé que j'étais avertie. Ces confidences au sujet de sa relation avec Jean-Paul, qui s'étend sur plusieurs années (puisque Nayden en parle encore en signifiant qu'ils se côtoient toujours jusqu'à la fin de mon terrain en 2013) ne se répéteront pas par la suite. Elles semblent donc devoir être comprises par la colère qui animait Nayden alors, et son besoin de verbaliser – en français, donc à un Français peut-être, et qui plus est à une femme. En outre, il ne parle jamais de Jean-Paul aux membres de sa famille qui pourtant le connaissent nécessairement, au moins de vue. Ces derniers n'en font jamais mention non plus, du moins dans le cadre de conversations auxquelles j'assiste.

D'après les éléments présentés ici, Nayden entretient donc une relation extraconjugale suivie et d'une certaine façon tarifée, avec un homme français. Cela s'apparenterait donc à une pratique prostitutionnelle homosexuelle, se déployant dans l'espace migratoire. Or si Nayden ne semble pas cacher cette relation, il fait clairement figure d'exception chez les migrants roms rencontrés, au point que l'on pourrait s'imaginer, d'un œil extérieur, qu'il est le seul à s'engager dans cette pratique relationnelle – ou relation pratique. C'est loin d'être le cas, comme me le confirme à voix basse Slavka lorsque nous sommes toutes les deux : il y a des hommes « d'ici » qui sont « *prostitutki* » (prostitués) dans l'agglomération française, pour « *faire de l'argent* ». Elle n'en dit pas plus, visiblement gênée de parler de cela, mais précise que personne de sa famille ne « fait ça » et qu'il ne faut pas que j'en parle « *avec les gens dans la mahala* »⁵⁷⁶.

Cela s'apparenterait donc en premier lieu à une pratique économique, comme le souligne très concrètement l'ancien médecin bénévole à MDM : « *La prostitution ? Mais, quand t'as pas de ronds, ben qu'est qu'il te reste ? Ton cul, pour gagner ta vie !* »⁵⁷⁷. Effectivement, la prostitution est bien souvent le fait de personnes précarisées et marginalisées. Mais comme le suggère l'attitude et les propos de Slavka à ce sujet, cette pratique semble faire l'objet d'un relatif « secret », voire d'un tabou. Or il faut souligner que cela n'est pas le cas des femmes qui se prostituent, ce que chacun commente allègrement dans les espaces de vie des squats et des *mahala*. Comment comprendre alors ce qui se joue pour les migrants roms autour de cette pratique masculine ?

L'étude de cas de Shefket permet d'apporter d'autres éléments de compréhension, tout en contextualisant cette pratique dans la vie quotidienne de l'entre-soi des Roms bulgares.

Shefket a 20 ans. Il est avec sa mère au squat de F., son père est décédé il y a quelques années. Pas de frère ni de sœur. Il est rentré seul en Bulgarie pour quelques mois le temps de passer son permis de conduire. Vivant seul dans sa petite maison de deux pièces, il mange dans la maison d'en face, dans la famille de son oncle.

Slavka me dit qu'il se prostitue avec des hommes à [la Ville]. Elle explique ainsi qu'il ne peut pas avoir d'enfants pour cette raison. Car il était marié à sa cousine, Mina, et ils ont divorcé plusieurs mois après car il ne pouvait pas avoir d'enfant à cause de ses pratiques

⁵⁷⁶ Notes de terrain, août 2011.

⁵⁷⁷ Entretien du 8 décembre 2010.

homosexuelles. Elle précise que maintenant tout le monde sait que c'était sa faute à lui car Mina est enceinte de son nouveau mari.

Shefket me raconte son histoire de mariage, en me montrant des photos de son mariage : Il dit qu'un soir, il rentre chez lui, dans sa maison à Ivaylo, et que sa mère n'était pas là. Il trouvait ça étrange qu'elle ne soit pas rentrée à cette heure-ci. En fait, elle était chez les parents de Mina pour demander, pour son fils, la main de celle-ci qui avait 15 ans. Au début, il ne voulait pas, il a râlé contre sa mère, puis, pas le choix, a fini par accepter l'idée. Avant de se marier il a été boire un café avec Mina à Pazardzhik pour discuter. Lui a demandé si elle avait envie de se marier avec lui ou si elle voulait refuser, elle a dit qu'elle voulait. Ils ont alors fait le mariage, mais très vite il y a eu un problème : elle saignait beaucoup à chaque rapport sexuel. Une fois, elle a même saigné sans arrêt pendant une semaine. Il en a parlé à sa mère qui les a amenés à l'hôpital. Les docteurs ont dit qu'il n'y aurait pas de problème pour avoir des enfants mais qu'il ne fallait pas qu'elle ait de rapports sexuels pendant trois ans. Il dit qu'elle pleurait beaucoup, tout le temps, après. Pour lui, la prescription des médecins était insoutenable (« *c'est pas possible, ça* »), il a donc voulu la quitter. Ils en ont parlé, elle était d'accord, et finalement c'est elle qui l'a quitté en premier. Il dit avoir eu beaucoup de mal à s'en remettre car il l'aimait beaucoup, il pleurait tout le temps, en France il avait toujours son téléphone à côté de lui, même la nuit, au cas où elle appellerait. Lui se retenait de l'appeler mais pensait à elle tout le temps. Puis a fini par l'oublier en suivant les conseils de ses copains : sortir avec d'autres filles, des Françaises.⁵⁷⁸

L'histoire de Shefket (dont la pratique prostitutionnelle avec des hommes m'a été confirmée par d'autres personnes du squat) est intéressante en ce qu'elle mêle finalement deux tabous existants chez les Roms bulgares : la prostitution masculine et la stérilité. Si les médecins n'ont décelé aucun problème de fertilité chez Mina, avançant seulement son jeune âge et le temps nécessaire comme explication, la peur de la stérilité est bien présente. Le fait que Shefket ait lui aussi subi des contrôles médicaux assurant sa fertilité n'est pas pris en considération par les proches de Mina. Ils ne sont pas du même avis que les médecins (ces derniers étant *gadjé*). Le seul intérêt qu'ils en retirent est les examens que font les médecins et qui permettent de s'assurer de la fertilité de Mina.

Comme le dit Slavka sans donner plus de précisions, le problème de fertilité du couple s'expliquerait par les pratiques homosexuelles de Shefket en France. C'est une autre cousine de Mina, plus âgée que Slavka, qui m'explique, toujours en Bulgarie, que Shefket n'était plus « pur » à cause de cela : son sperme est souillé par le fait qu'il soit « *pederas* » (qu'il ait des pratiques homosexuelles)⁵⁷⁹. C'est ce qui explique alors, selon elle et toute sa famille, son incapacité de donner des enfants à sa femme. Cela aurait pu être démenti par les examens médicaux qu'a subi Shefket, or ce n'est pas le cas, les membres de la famille de sa femme semblant faire abstraction des conclusions médicales, persuadés de savoir de quoi il en retourne. Dès lors, Mina a demandé le divorce (de façon non officielle, puisque le couple n'était pas marié à l'état civil), ce que la famille de Shefket s'est vue obligée d'accepter, en raison du déshonneur causé par le soupçon d'infertilité lié aux pratiques de Shefket (qui n'ont certainement pas été

⁵⁷⁸ Extrait du carnet de terrain, 24 août 2011.

⁵⁷⁹ Terme le plus souvent utilisé par les Roms bulgares à la fois pour parler des hommes qui ont des pratiques homosexuelles tarifées et pour injurier un homme, ce qui montre bien que l'aspect économique est indissociable de cette pratique, mais aussi qu'il s'agit d'une activité taboue, puisqu'elle est utilisée comme insulte.

mentionnées alors dans les pourparlers, mais que chacun avait en tête, y compris la mère de ce dernier).

Le fait que Shefket ait perdu son père peu de temps avant joue un rôle non négligeable dans cette histoire. D'une part, cela peut expliquer qu'il ait été « traîné dans la boue » de cette façon par son ancienne belle-famille : l'absence de père, donc de figure d'autorité familiale, peut enjoindre les autres à ne pas tempérer leurs propos et leurs attitudes. Les membres de la famille de Mina n'hésitaient pas à répandre ces propos qui le discréditaient (notamment pour trouver une autre femme) – allant jusqu'à me le dire lors de mon premier séjour, alors qu'ils ne me connaissaient que peu et que j'étais, et je suis encore, une étrangère à leurs yeux. D'autre part, l'« isolement » de Shefket causé par la mort de son père et le fait qu'il n'ait pas de frères peut également expliquer en partie ses pratiques homosexuelles tarifées. En effet, d'un point de vue économique, c'est lui qui a alors en charge la subsistance de la famille (composée de sa mère et lui), et il n'a plus de modèle familial proche auquel se référer pour « faire de l'argent » - concernant les possibilités (trouver des niches économiques) comme les modalités (faire en famille). La prostitution apparaît alors comme étant un moyen pour lui, en tant que personne n'ayant pas de fort capital familial donc social dans l'entre-soi, d'accéder aux mêmes buts valorisés dans l'entre-soi des migrants roms, concernant la consommation principalement.

Il est intéressant de souligner également que Shefket se donne l'image d'un dragueur invétéré de filles françaises (comme on l'a vu précédemment avec les raisons qu'il donne de son identification en tant que « Roberto »). Devant les autres jeunes du squat, il parle beaucoup de ses différentes conquêtes effectuées principalement dans les villages universitaires où il va officiellement pour se doucher. Toute son attitude s'oriente vers la mise en scène d'une certaine virilité : il roule des mécaniques, prend des postures qui font viriles, accorde une grande attention à son corps, en faisant de la musculation notamment, ce qu'il donne à voir en s'habillant avec des vêtements près du corps. Ses relations avec des jeunes Françaises ne sont pas fantasmées, puisque je suis amenée, sur sa volonté, à parler avec l'une au téléphone, et à en rencontrer une autre par hasard, dans la rue. Il en est clairement fier, comme le montre notamment son insistance à me passer sa « *copine française* » au téléphone alors qu'on est en Bulgarie. Cependant, Shefket souffre de ne s'être toujours pas remarié. Il l'exprime devant moi en répétant régulièrement qu'il faudrait qu'il cherche une femme et que sa mère insiste pour qu'il se marie, tout en soufflant pour montrer que ça l'agace et en disant que lui, il est « *tranquille* » (*spokoyno*) avec ses copines françaises. Plus le temps passe au fil de ces quelques années de terrain, plus Shefket parle de cette nécessité du mariage et semble vraiment sous pression à ce sujet. J'apprends récemment qu'il s'est finalement marié à la fin de l'année 2013 avec une jeune fille rom bulgare d'un autre village.

Jamais Shefket n'a laissé entendre ou n'a donné de signes qui auraient pu me faire comprendre explicitement qu'il mettait en œuvre des pratiques prostitutionnelles avec des hommes. Mais lui aussi parle de ses « *amis français* », grâce auxquels il connaît tel restaurant, telle boîte de nuit, a passé l'après-midi à se baigner dans une piscine privée ou possède (régulièrement) un nouveau téléphone portable dernier cri. J'ai parfois essayé des approches du sujet en soulignant notamment combien il avait de

la chance, lui, de rencontrer comme ça des « amis français » qui lui faisaient autant de cadeau, et que personnellement je n'en connaissais pas, moi. Ce à quoi il répondait invariablement quelques phrases que je résumerais ainsi : « *oui, oui moi j'ai des amis très gentils, et surtout très riches hein ! J'ai un ami grand médecin à l'hôpital, et un autre professeur à l'université. Ah oui c'est comme ça, moi j'ai de la chance !* ».

Dans le cas de Shefket, la pratique de prostitution masculine est donc volontairement maintenue secrète en apparence, puisque tous les Roms qui l'entourent (au squat du moins, donc les membres de sa famille élargie) semblent connaître cette situation. C'est Niki, un des rares hommes du squat de F. qui ne vient pas de la *mahala* d'Ivaylo (mais d'où vient néanmoins sa femme, ce qui explique sa présence dans ce squat) qui m'en parle ouvertement lorsque nous sommes hébergés chez lui à Peshtera avec Nicolas, mon compagnon :

Il parle spontanément des mineurs prostitués à [la Ville], nous demandant si on savait. Il dit que les parents étaient forcément au courant, car ils ne peuvent pas ne pas savoir ce font leurs enfants ni où. Selon lui, tous les jeunes migrants qui ont des beaux habits, qui font du « *fitnes* » (muscultation), qui ne travaillent pas et se lèvent tard, sont prostitués (« *prostitutki* »). Il donne alors l'exemple de deux jeunes hommes (dont l'un est marié) vivant au squat et venant d'Ivaylo. L'un d'eux est Shefket. À ma question de savoir comment ils sont perçus au sein du squat, il me fait comprendre que c'est tabou (« *on n'en parle pas* ») mais que « *tout le monde le sait* », tout en insistant sur le fait que personne ne leur en parle directement, par respect et/ou par pudeur semble-t-il : « *parce que c'est la famille* ». ⁵⁸⁰

À travers ces propos, mais aussi l'attitude et les grimaces de Niki lors de cette conversation, visant à signifier qu'il désapprouve cette pratique, il est clair que ceux qui se prostituent doivent composer avec le « stigmate de putain » (« *whore stigma* » : Pheterson, 1996) qui entache nécessairement ceux qui tirent un bénéfice de leur sexualité.

Ce tabou familial et plus avant sociétal, puisque partagé par tous les Roms bulgares rencontrés, coexiste alors avec un certain bricolage autour de la confiance à l'intérieur de la sphère familiale. Finalement, on peut alors se demander où réside précisément le tabou en question ? Dans la pratique elle-même ou dans le fait de savoir mais de ne rien dire, donc quelque part de tolérer, malgré la condamnation morale partagée par tous les Roms autour de cette pratique ? Cela peut se comprendre au regard du rôle économique qui semble premier dans cette pratique : c'est toute la famille qui bénéficie des gains de la prostitution masculine en dépit de sa désapprobation commune. C'est le cas de la mère de Shefket, mais aussi de la femme, de la mère et des enfants de Nayden. Mais peut-on comprendre uniquement par le prisme économique la « tolérance taboue » qui existe chez les migrants roms autour de cette pratique de prostitution masculine ?

Ce qui semble intéressant à souligner concernant ces pratiques relève non pas de l'économique mais de tout ce qui se joue au-delà, à la fois pour l'intéressé comme pour son entourage. En effet, dans les cas rapportés ici, l'activité de prostitution est plus

⁵⁸⁰ Notes de terrain, août 2011.

qu'une activité économique en ce qu'elle met en jeu nécessairement des choses de soi. Le fait qu'il s'agisse de relations suivies, au-delà de la tarification, est nécessaire à considérer : en tant qu'interaction sur la durée avec un étranger (car « non-rom »), ce type de relation apporte autre chose que de l'argent ou des biens matériels à celui qui s'y engage. Il s'agit donc d'une forme de sexualité homosexuelle transactionnelle⁵⁸¹.

D'une part, la pratique prostitutionnelle telle qu'elle prend forme ici permet une sociabilité nouvelle, un lien effectif avec un « Français », qui peut engendrer d'autres opportunités concrètes (comme je l'ai précédemment montré) pouvant bénéficier à d'autres personnes dans l'entre-soi : des informations utiles, des réseaux,... C'est ainsi que l'on peut comprendre la réaction de Shefket à la remarque de l'un de ses cousins éloignés, en présence d'une travailleuse sociale d'Emmaüs leur présentant leur logement et faisant connaissance avec eux :

[La travailleuse sociale] semble profiter de ma présence pour leur poser des questions sur leurs parcours et leur vie quotidienne. Leurs dates d'arrivée en France tournent autour de 2004 et 2006. Shefket dit qu'il avait 15 ans quand il est arrivé, qu'il a fait un peu de cours de français et puis c'est tout. Trayko souligne le fait qu'il aurait pu aller à l'école et avoir un métier maintenant, Shefket balaie d'un revers de main cette remarque en disant qu'il connaît beaucoup de gens de toute façon.⁵⁸²

D'autre part, ce type d'interaction peut également donner lieu à une expérience subjectivante nouvelle appréciée par les intéressés. Cette hypothèse est à entendre ici comme complémentaire de l'aspect économique, et même comme une conséquence de celui-ci. Elle est également à replacer à la fois dans le continuum d'expériences subjectivantes négatives des Roms et dans le contexte migratoire permettant la construction d'autres expériences de construction de soi. Dans cette perspective, la pratique prostitutionnelle masculine pourrait-elle receler une forme d'*agency* pour les migrants roms ?

Pour tenter de donner quelques éléments de réflexion sur cette question, je propose de partir des travaux de Sébastien Roux (2012) qui portent sur les expériences et les discours de prostituées ainsi que sur les représentations du « tourisme sexuel » à Patpong, en Thaïlande. Préconisant de penser la prostitution comme expérience qui fait sens pour les prostitués en la replaçant dans son contexte, un des questionnements qu'il soulève est : « *comment rendre compte simultanément d'un rapport de domination et d'une capacité d'agir (agency), qui, loin de s'opposer, fonctionnent ensemble ?* » (Roux, 2012 : 116). C'est précisément cette question concernant ce lien ténu qui me semble intéressante à poser de la même façon concernant les migrants roms qui se prostituent.

Sans se prononcer sur le « libre arbitre » ou le « choix » d'une sexualité commerciale (Roux, 2012), il convient de rappeler en premier lieu que les personnes ayant une activité prostitutionnelle dont il est ici question ne sont pas forcées par un tiers. C'est ce qu'il est effectivement possible de conclure au regard de l'analyse des formes concrètes d'exercice de la prostitution examinées à travers les cas de Nayden et

⁵⁸¹ Voir à ce sujet Broqua (2009) et plus précisément sur le lien entre prostitution masculine et migration : Awondo (2012).

⁵⁸² Notes de terrain, 3 avril 2012.

de Shefket. Dès lors, il est souhaitable d'appréhender ces personnes comme des acteurs à qui l'on reconnaît une forme d'*agency*, et non de les considérer comme des « victimes » (Guillemaut, 2006). Sur cette base, Sébastien Roux propose alors d'envisager la pratique de la prostitution à partir des valeurs, des rationalités et plus largement de la façon d'envisager la vie des intéressés. Il utilise en ce sens le terme d'« éthique de la réussite » permettant de comprendre la prostitution comme un moyen « *certaines relativement illégitime mais toléré tant que les bénéfices sont utilisés dans le respect du système local de normes et de valeurs* » (Roux, 2012 : 123). Dans ce cas, « *contrairement aux discours moraux (...) l'échange ne se réduit pas à une forme d'exploitation* » mais permet « *la possibilité offerte aux prostitué-e-s de satisfaire à certaines exigences morales, et notamment dans les milieux populaires dont ils/elles sont issu-e-s pour la plupart* » (Roux, 2012 : 122). Qu'en est-il pour les Roms bulgares migrant en France ?

Pour les Roms rencontrés, la réussite sociale passe avant tout par un « bon mariage », à savoir en premier lieu, comme je l'ai montré dans le chapitre 3, un mariage permettant d'avoir des enfants. Cela semble bannir alors en conséquence tout imaginaire de l'homosexualité ou de rapports homosexuels. Dès lors, l'homosexualité « n'existe pas », puisqu'elle est de fait impensable. Mais les cas étudiés ci-dessus montrent qu'au-delà de leurs pratiques homosexuelles tarifées, les hommes sont effectivement mariés ou vont l'être, à moins d'avoir coupé tout lien avec ses pairs, ce qui n'est pas le cas ici. Il faut cependant noter que cela peut arriver chez les Roms bulgares, comme me le rapporte une psychologue d'une association de psychiatrie interculturelle locale : elle a reçu en consultation un jeune homme qui se dit homosexuel et se travestit dans le cadre de soirées « alternatives » dans l'agglomération française. Lorsqu'elle l'évoque, la psychologue met en avant sa « *grande souffrance* » liée à sa « *difficulté de vivre son homosexualité* » et de la rupture opérée par sa famille⁵⁸³. Sans savoir si ce jeune homme pratique la prostitution, il est cependant intéressant de s'arrêter un instant sur le lien qu'il peut y avoir, chez les migrants roms, entre pratiques homosexuelles et travestissement, ou du moins hétéro-identification en tant que personne « efféminée ». C'est notamment le cas de Nayden ici, contrairement à Shefket.

D'après l'utilisation des termes employés par les migrants roms pour qualifier ces personnes, il semble que toutes ces réalités se mélangent, soient confondues : on nomme de la même façon (*pederas* ou *prostitutki*) un homme qui est identifié comme n'étant pas « viril », étant « efféminé » (jusqu'à se travestir en femme dans certaines situations), un homme qui se prostitue, un homme qui a des relations sexuelles avec d'autres hommes, et même un pédophile (comme on le verra dans la troisième partie). Il est alors bien délicat de faire, pour l'analyse, des distinctions claires entre certaines de ces pratiques qui sont, en outre, indicibles, donc difficiles à recueillir. Comment comprendre alors, au regard de ce background socioculturel et du contexte migratoire spécifique, l'existence effective de ces pratiques homosexuelles tarifées ? Que révèlent-elles ? Plusieurs pistes peuvent être proposées, et mériteraient d'être approfondies plus avant dans le cadre d'une autre recherche.

⁵⁸³ Notes de terrain, échanges dans le cadre d'une formation sur le public « migrant rom », décembre 2013.

Pour les migrants roms qui se travestissent en soirée et/ou qui ont une attitude identifiée par leurs pairs comme étant « efféminée » (qui sont de plus en plus nombreuses dans l'agglomération selon la psychologue, ce qui est en outre visible dans certains lieux festifs « alternatifs »), on peut faire alors l'hypothèse d'un lien avec une grande star de *chalga* renommée dans tout le pays : Aziz. Il s'agit du chanteur rom par excellence, dont les vidéo-clips donnent à voir de façon très claire un univers où l'homosexualité et le travestissement sont de mise. Bien que controversé en Bulgarie pour son positionnement se voulant choquant, Aziz connaît un énorme succès chez les Roms du pays qui vantent sa « réussite ». Les petits garçons l'imitent en le regardant à la télévision de la même façon que les petites filles imitent les mouvements des chanteuses. Cela me conduit à proposer l'hypothèse selon laquelle cette popularité pourrait expliquer en partie une certaine identification, ou du moins le fait de pouvoir envisager que certains Roms puissent s'identifier.

La prostitution, en tant qu'activité économique certes peu appréciée par l'ensemble des migrants roms mais néanmoins secrètement tolérée, pourrait donc permettre à certains hommes de mettre en acte une part de leur identité, ou du moins de leurs désirs d'avoir des pratiques homosexuelles. Plus avant, comme cela semble être le cas de Nayden, des hommes pourraient faire l'expérience d'un processus de subjectivation individuel, voire se réaliser en partie, dans ces relations tarifées mais suivies avec un homme étranger. Il est clair que ce type de pratiques n'est pas envisageable entre deux hommes roms bulgares, en tout cas à ma connaissance et à l'heure actuelle.

Ainsi cette pratique semble être associée à la migration : d'une part car elle voit le jour dans ce contexte, d'autre part car elle est tolérée du fait même du contexte et de l'aspect économique. On pourrait donc comprendre la pratique homosexuelle tarifée comme porteuse d'une forme d'*agency* inédite pour certaines personnes, qui modifierait alors leurs subjectivités, leurs façons de se percevoir et d'être appréhendés par les autres (qu'ils soient Roms ou Français). En outre, l'inscription transnationale des migrants roms semble jouer un rôle majeur dans l'acceptation de ces pratiques par les pairs : le fait que les intéressés et leurs familles vivent dans l'entre-deux a pour conséquence qu'une pratique et/ou une part d'identification d'une personne « ici » n'est pas nécessairement existante ou connue « là-bas » (comme je l'ai montré dans la sous-partie du chapitre 4 sur l'imperméabilité).

Dans cette perspective, Sébastien Roux met en avant la dignité comme condition d'acceptation de ces pratiques, notamment en montrant une certaine mobilisation du vocabulaire relationnel et affectif dans les relations tarifées, dans l'objectif de s'écarter du stigmate de prostitué (Roux, 2012 : 125). On retrouve cela très clairement dans les termes employés par les hommes qui ont une pratique prostitutionnelle, parlant de leurs « amis ». Par ailleurs, dans le cas des migrants roms qui doivent déjà gérer au quotidien le stigmate de « Rom » ou « Tsigane » dont ils sont marqués, celui de « prostitué » ne semble pas faire le poids face au premier. Le « *stigma de putain* » (Pheterson, 2003), existant chez les Roms bulgares, semble alors moindre par rapport à celui de « Rom », dans les interactions se déroulant à l'étranger du moins. De surcroît, la « *face* » (Goffman, 1974) est quelque part conservée par le biais du mariage (soit effectif, soit

en vue) qui permet aux hommes de faire preuve de leur virilité. À partir des éléments qu'elle a recueillis sur ce sujet dans le cadre de ses recherches auprès de migrants roms roumains, Iulia Hasdeu parle alors de « *continuum* » entre les relations maritales et les relations économiques sexuelles tarifées⁵⁸⁴.

Comme je l'ai précisé, les études de cas concernant la pratique de prostitution masculine de migrants roms présentées dans cette sous-partie me semblent intéressantes à analyser au prisme des nouvelles constructions du sujet émergentes par l'inscription transnationale. Qu'est-ce que la pratique homosexuelle tarifée donne à voir et à comprendre ? Si les analyses évoquées restent pour l'instant à l'état de pistes, je propose de retenir deux dimensions importantes. D'une part, cette pratique semble démontrer une certaine ouverture, individuelle d'abord, mais également familiale au regard de la « tolérance taboue » dont fait l'objet cette pratique dans l'entre-soi. Dès lors, on s'approche ici d'une forme de transformation éthique émergeant dans l'univers des Roms bulgares – du moins dans l'espace de vie transnational car permis par ce contexte. D'autre part, une autre conséquence majeure peut être soulignée : cette pratique semble permettre, pour certains des migrants concernés, un passage à un statut de sujet auparavant inexistant (hétérosexuel, avec une pratique prostitutionnelle et maritale). En effet, on peut comprendre ce fait comme impulsant, d'une façon particulière, un processus de subjectivation individuel puisque le statut d'« objet » existant dans les hétéro-identifications en tant que migrant rom comme en tant que « prostitué » est ainsi dépassé.

Cette pratique (et plus avant le caractère transgenre naissant chez certains jeunes roms) s'inscrit clairement dans le même franchissement de frontières sur lequel repose le transnationalisme et la subjectivation. Mais il conviendrait d'approfondir dans une autre recherche la réflexion sur la prostitution comme possibilité de se penser et de se construire autrement : s'il s'agit bien d'une opportunité, d'une ressource à saisir, cette pratique interroge fondamentalement le rapport au corps et l'intégrité physique de chacun. Comment ces derniers sont-ils pensés par les hommes migrants roms qui s'engagent dans une forme de sexualité transactionnelle ?

Conclusion de la section 2

L'analyse des transformations des rapports sociaux et des identifications des migrants roms comme conséquences de leur expérience transnationale a permis de soulever plusieurs éléments. À partir de l'observation de leurs périodes de présence en Bulgarie, j'ai montré d'une part que si les migrants roms eux-mêmes s'appréhendent, individuellement et collectivement, de façon différente, ils connaissent la même expérience subjectivante qu'auparavant dans cette société, puisque les interactions avec les Bulgares « non-roms » sont toujours autant empreintes des mêmes processus de catégorisations stigmatisantes. Cependant, l'expérience migratoire a renforcé leur

⁵⁸⁴ Notes de terrain, communication dans le cadre des journées d'études intitulées « Analyse pluridisciplinaire de l'exploitation sexuelle dans des parcours de traite des êtres humains », 1^{er}-2 juillet 2013, COMPTRASEC, Université Montesquieu Bordeaux IV.

sentiment d'indépendance et d'autonomie, à la fois pratique et idéologique, par rapport à l'État bulgare. C'est principalement dans l'entre-soi « rom » que des transformations apparaissent, en termes de statut social, de rapports sociaux et d'identifications, non plus seulement en tant que Roms bulgares mais dorénavant en tant que Roms bulgares de l'entre-deux. L'expérience subjectivante connue en France transcende les frontières géographiques, les migrants roms la rapportant nécessairement avec eux lors de leurs mobilités, jusque dans l'entre-soi. Globalement, les migrants roms, qui ont fait alors l'expérience d'une subjectivation nouvelle, expérimentent différemment ces périodes de retour en Bulgarie, comprenant les interactions avec les Roms comme avec les Bulgares « non-roms ». Échappant d'une certaine façon à l'enfermement dans des marges spatiales, économiques et identitaires qui définissent leur place dans la société bulgare, ils doivent donc se réinventer à partir de leur condition transnationale, en incorporant nécessairement des expériences subjectivantes effectuées dans le pays d'accueil.

S'il est trop tôt pour acter de façon stable et certaine les reconfigurations identitaires, familiales et culturelles qui en découlent, j'ai pu néanmoins mettre à jour certaines modifications dans la sphère familiale. Il apparaît en effet, de façon assez sensible, que cette expérience migratoire induit des prémices de changement dans les rapports familiaux, dans le rapport au genre et dans les aspirations des femmes. En outre, le rapport des Roms bulgares à l'État nécessite également d'être interrogé plus avant, au regard de leurs expériences d'interactions avec des acteurs institutionnels comme avec les « représentants de l'État » dont font figure à leurs yeux les acteurs des dispositifs spécifiques mis en place dans l'agglomération française.

Conclusion du chapitre 5

Les mobilités des Roms bulgares, en cette forme particulièrement dynamique que j'ai précédemment décrite, ne répondent donc pas uniquement à une logique économique, mais également à des besoins subjectifs largement partagés. Cela recouvre précisément l'ouverture, l'élargissement de l'espace de vie / du territoire, tant dans ses aspects géographiques que sociaux, relationnels. En effet, la vie quotidienne et les interactions à l'œuvre dans l'agglomération française permettent aux migrants roms de réaliser qu'un autre monde est possible, ou plus précisément, de reconsidérer leurs expériences de subjectivations en Bulgarie à la lumière de leurs expériences françaises.

Ainsi le quotidien en France est pour eux source de nouveaux types d'interactions au cours desquelles les migrants roms sont appréhendés comme des personnes à part entière. En effet, globalement, bien qu'ils soient souvent considérés comme intrinsèquement différents et indésirables, il n'en demeure pas moins qu'ils sont pris en considération, même en tant que « problème », dans une forme qui transcende la catégorisation bulgare en tant que Roms (avec tout ce que cela sous-tend). Les Roms se saisissent en effet de ces nouveaux rapports sociaux pour tenter de s'extraire activement de cette catégorisation stigmatisante, homogénéisante et excluante qu'ils connaissent en

Bulgarie, pour tendre vers une autre forme d'identification, donc une autre place dans la société – en s'appuyant sur leur nouveau statut de migrant européen. Les migrants roms font alors une expérience subjectivante inédite.

À partir de la réflexion sur la question de la reconnaissance telle que conduite par Axel Honneth (2000), il est admis aujourd'hui que sans la reconnaissance, l'individu ne peut se penser en sujet de sa propre vie. Dans le cas des migrants roms, c'est précisément l'acte de migrer, correspondant à une prémice de subjectivation par l'*agency* qu'il recouvre, qui permet *in fine* une certaine forme de reconnaissance à travers l'expérience migratoire. En outre, leur inscription transnationale, accompagnée d'une forme de reconnaissance des Roms comme personnes à part entière dans les interactions avec les « Français » ainsi que par des bricolages identitaires multiples révélant un désir d'adaptation, s'apparente aussi à un processus de subjectivation pour les migrants roms. Plus avant, c'est donc la condition transnationale nouvelle des migrants roms qui est le point d'ancrage concret de cette forme de subjectivation, par les bricolages et jeux effectués sur les différentes frontières que les Roms bulgares dépassent alors – soit matériellement, soit par la circulation, soit par l'entre-deux.

Cela fait sensiblement écho à l'orientation de recherche d'Alain Tarrius (1996) privilégiant dans l'analyse le couple migration/territoire puisque celui-ci « *fait aujourd'hui autrement sens* » que le couple immigration/insertion. D'après lui, le terme d'immigrant renvoie nécessairement à celui d'insertion, alors que celui de migrant renvoie à celui de territoire, et donc au mouvement : « *Le premier circulerait sur nos espaces juridiques, éthiques, jusqu'à nous rejoindre en ce point consensuel des identités collectives appelé "citoyenneté" (...) le second apparaît comme plus libre de projet, sa référence est le territoire qu'il construit, parcourt, traverse, conquiert parfois, sans se soucier outre mesure des valeurs ou usages des lieux.* » (Tarrius, 1996 : 93). On comprend bien alors que le processus de subjectivation des migrants roms prend racine dans cette nouvelle identité de transmigrants (Basch, Glick-Schiller et Blanc-Szanton, 1994 ; Tarrius, 2012), traduite en actes par une inscription transnationale qui « *remet ainsi en cause l'ordonnement républicain de l'espace et de ses frontières* » (Boubeker, 2013 : 5), mais aussi, en conséquence, les frontières sociales et symboliques au fondement des appartenances et des identifications.

Ce processus de subjectivation des migrants roms n'est pas évident à cerner concrètement à partir d'observations, puisqu'il est à l'heure actuelle, à l'image de leur inscription transnationale, de l'ordre de l'intime, de l'entre-soi. Au regard des analyses effectuées en fin de chapitre (sur les reconfigurations familiales et la prostitution masculine), je peux néanmoins souligner que cette nouvelle dynamique migratoire pour les Roms se traduit aussi par des modifications concernant l'institution familiale, dont les contours sont redessinés, faisant plus de place au sujet individuel que collectif – bien que la famille soit toujours au centre des préoccupations et au cœur de la vie sociale quotidienne. Je fais donc l'hypothèse que ces éléments sont à considérer comme des prémices de modifications des vies quotidiennes des Roms bulgares, en ce qui concerne l'espace de l'entre-soi particulièrement, donc de leurs auto-identifications. Des modifications paraissent en effet inéluctables au regard du bouleversement que représente cette dynamique migratoire pour des Roms qui, du jour au lendemain,

passent d'un quotidien limité dans une enclave à un quotidien surfant sur les frontières terrestres, sociales, identitaires, symboliques qui les enfermaient auparavant.

CONCLUSION DE LA DEUXIEME PARTIE

Cette partie s'est attachée à montrer comment les expériences migratoires modifient, dans le cas des Roms bulgares, leurs expériences subjectivantes. J'ai souligné que les Roms connaissent une forte marginalisation dans la société bulgare qui, couplée à un sentiment d'absence de l'État dans leurs vies quotidiennes et des interactions discriminantes avec les autres membres de la société, les enjoignent à vivre dans l'entre-soi des *mahala*. C'est le rapport entre les Roms et l'État dans l'expérience de la construction du sujet qui a été discuté. Il est intéressant de rappeler notamment l'absence de participation des Roms (comme les autres minorités bulgares) dans la conception des politiques ethniques les concernant, pendant la période communiste. Or, cela se poursuit pour les migrants roms, contrairement aux autres minorités qui s'organisent politiquement, comme les Turcs (Ragaru, 2008b) qui peuvent jouer un rôle dans la vie politique nationale et revendiquer des droits. Les Roms, eux, de par leurs multiples endo-identifications donc leur impossibilité de s'organiser de façon « représentative », subissent alors ces politiques à leur endroit – ou plutôt l'absence de politique effective sur le terrain⁵⁸⁵. Les Roms bulgares sont ainsi construits en tant que sujets minoritaires mais aussi et surtout sujets minorisés, au regard des différentes politiques ethniques comme des interactions quotidiennes avec les Bulgares « non-roms » qui fondent leurs expériences subjectivantes.

En se basant sur ce constat, on peut comprendre dans toute leur complexité les migrations de Roms bulgares vers les pays d'Europe de l'Ouest et les modalités migratoires qu'ils mettent en œuvre entre ici et là-bas. Il s'agit pour eux de construire une nouvelle vie quotidienne dans le mouvement, afin de transcender à la fois les frontières multiples, tout en se situant résolument dans une situation liminale, mais transnationale. L'inscription transnationale des migrants roms bulgares que j'ai démontrée dans cette partie leur permet clairement d'élargir leur champ des possibles, notamment au niveau économique. Mais l'analyse ne peut s'arrêter là. En se mettant en mouvement, les Roms bulgares se détachent de leurs conditions de vie socioéconomiques mais aussi de l'expérience subjectivante négative, essentialisante et contraignante qu'ils connaissent en Bulgarie. Ce mouvement leur permet de recouvrir une identité en tant que sujet-acteur, agissant, maîtrisant et donnant un sens à sa vie.

Il est intéressant de souligner qu'Anna Krasteva met en perspective, en les opposant radicalement, le sujet minoritaire construit par le pouvoir communiste et l'avènement ultérieur de la considération des « *individus comme citoyens* » (Krasteva, 2001 : 160). Les mobilités transnationales des Roms sont à comprendre de la même façon, comme une modalité leur permettant de se positionner en tant que citoyens, en dépassant la place de sujet minorisé qui était la leur en Bulgarie. Concernant les Roms bulgares, ce n'est pas le politique qui permet la citoyenneté, mais les pratiques micros

⁵⁸⁵ On pourrait nuancer ce propos en soulignant l'implication politique d'élites roms dans le cadre d'ONG (roms ou de droits de l'Homme), or ces derniers ont une portée limitée en ce qu'ils ne sont pas vraiment représentatifs de la majorité des Roms, mais plutôt d'une vision « acceptable » donc folklorisante au niveau national, ou représentent des enjeux des organisations européennes (Lièvre, 2013).

que sont les mobilités transnationales, dans leur existence même comme dans leurs vécus. Il ne s'agit pas ici d'une citoyenneté comme statut, mais plutôt entendue en tant qu'actes (Isin, 2009b ; Neveu, 2014), et non dans un contexte national mais bien transnational. Cette forme de « citoyenneté transnationale » comme expression d'une demande de légitimité est l'une des caractéristiques que souligne Michel Agier (2012, 2013) pour identifier le processus de subjectivation.

Ainsi plus que la migration en elle-même, c'est l'inscription transnationale qui est clairement une ressource pour ces Roms bulgares. Dès lors, comme je l'ai montré, on comprend bien que ces mobilités n'appellent pas un désir ou une logique d'émigration / immigration. Il n'y a pas, pour le moment, d'intégration vraiment souhaitée dans la société française, comme dans tout autre pays dans lequel se rendent ces migrants. Cela se justifie par la préférence d'une liminalité transnationale plutôt que nationale, qui permet d'échapper d'autant plus aux contrôles et à la surveillance comme à l'identification plus largement des États-nations. Ceci explique aussi que les espaces parcourus dans ces mobilités ne sont pas nécessairement bipolaires ni motivés par des particularismes du pays de destination. Ces mobilités, potentiellement multipolaires, s'effectuent en s'appuyant sur les mouvements de la famille élargie, qui est la seule institution qui compte vraiment pour les Roms bulgares. Par la suite, évidemment, les Roms s'adaptent aux contextes locaux. Ainsi, comme on l'a vu à travers certains cas ethnographiques, certaines personnes multiplient des séjours migratoires dans différents pays d'Europe⁵⁸⁶. En ce sens, ces déplacements, donc les pratiques et logiques individuelles, sont à contextualiser avec l'échelle européenne, qui les permet. En d'autres termes, cette inscription transnationale est clairement en lien avec l'élargissement de l'Europe et l'ouverture des frontières, ce qu'il est fondamental de rappeler dans le cas des migrants roms pour déjouer les explications culturalistes envisageant ces mobilités comme une forme de nomadisme qui leur serait intrinsèque.

Le transnationalisme prend alors en compte la chute du Mur et l'élargissement de l'UE, contrairement à la logique de l'intégration systématiquement associée à la perception des migrations (comme immigrations) dans ses réceptions par l'État-nation français. Pour les migrants roms, l'inscription transnationale constitue de fait une alternative à l'immigration, donc à l'intégration telle qu'elle est pensée par le pouvoir dans la société de destination. Plus avant, la littérature en anthropologie culturelle décrit le transnationalisme comme une alternative à l'assimilation (Mazzella, 2004), en insistant sur le maintien des liens forts avec la société d'origine. Je propose d'aller plus loin dans le cas des migrants roms bulgares en situant le transnationalisme comme troisième voie entre expulsion et intégration. Or cela doit être questionné plus avant en considérant la politique mise en place en direction de cette population dans l'agglomération française, ce qui sera effectué dans la troisième partie.

⁵⁸⁶ En effet, il n'est pas rare que les Roms bulgares actuellement en France aient de la famille, ou se soient rendus eux-mêmes, en Espagne, en Grèce, en Allemagne, au Royaume-Uni, au Portugal, en République Tchèque, à Malte,... Concernant l'Espagne et la Grèce, la temporalité de l'enquête a permis de mettre en évidence le lien entre la destination migratoire et la situation économique des pays, puisque les migrations se sont nettement tarées au fil du temps, de nombreuses personnes arrivant d'Espagne par exemple dès 2011.

J'ai donc montré dans cette partie que la migration des Roms bulgares ne peut pas être réduite à un simple déplacement, ni à des causes économiques (pourtant bien présentes, on l'a vu). La migration est plutôt une situation dans laquelle se produit quelque chose : une production ou une reproduction de l'identité et du sentiment d'appartenance des personnes en question. Dès lors, cela participe de la construction nouvelle et/ou encore plus affirmée des distinctions « nous / eux » qui n'avaient pas d'existence performative pour les Roms eux-mêmes, cette distinction étant dépassée voire supplantée par de multiples distinctions dans l'entre-soi. On peut comprendre ainsi également les multiples formes de présentation de soi dans l'espace migratoire, de même que le fait d'avoir plusieurs identifications et de ne pas choisir l'une parmi elles, comme une forme de libération. La migration, dans ce qu'elle produit au niveau identificatoire pour les personnes (migrantes et non-migrantes), accentue nettement ce caractère multiple des endo-identifications, puisque des grammaires de l'altérité se mettent en place au sein même du « nous » auparavant existant. Ce sont alors les subjectivités individuelles qui émergent de façon positive et potentiellement émancipatrices. C'est en ce sens que j'affirme que cette dynamique transnationale induit des processus de subjectivation permettant aux Roms d'être reconnus comme des sujets qui ne soient plus uniquement « flottants » (Wieviorka, 2012).

Si cette partie s'est focalisée sur les expériences migratoires et de subjectivation des Roms bulgares dans leurs vies quotidiennes transnationales, il convient d'inscrire maintenant ces réflexions et analyses dans le politique, plus précisément dans les rapports mis en œuvre entre l'État français et ces nouveaux migrants. Cela revient à saisir au plus près les négociations effectives entre ces migrants Roms bulgares et les politiques qui leur sont destinées dans l'agglomération française faisant l'objet de la recherche. Comment se rencontrent les logiques des migrants, que l'on vient d'analyser, et les logiques de l'État français à leur égard ? Que produit cette rencontre ?

La spécificité du transnationalisme des migrants roms bulgares est ici fondamentale à prendre en compte pour cette analyse : il s'agit d'activités et de pratiques transnationales qui s'effectuent au niveau familial, quotidien, micro, presque exclusivement dans l'entre-soi. La particularité est de ne pas du tout se situer à un niveau institutionnel, avec une absence de considération des États-nations. J'ai montré que l'expérience de l'État en Bulgarie permet d'expliquer ce transnationalisme spécifique des Roms, soit une expérience de vie de laquelle l'État est complètement absent. Les migrants roms font sans car ils peuvent faire sans, ce qui n'exclut pas, comme en Bulgarie, de prendre ce que la société peut apporter et l'État offrir : des ressources économiques liées aux activités diverses, y compris la chine dans les associations et les aides des institutions (scolarité, aide financière ponctuelle, hébergement parfois). Cette mise à distance de l'État (qu'il soit bulgare ou français) permet peut-être d'éviter de retomber dans le piège des attentes insatisfaites vis-à-vis de l'État post-communiste, ou démontre que les Roms bulgares ne croient plus du tout en l'État et surtout s'en passent pour leur survie, bien qu'ils profitent de ce que les États peuvent (ou veulent) parfois faire pour eux.

Il s'agit alors d'analyser l'expérience que font les migrants roms des dispositifs politiques mis en place spécifiquement pour eux dans l'agglomération. Comment, dans

cette perspective, ces dispositifs sont-ils appréhendés par eux ? Comment s'en saisissent-ils ? Comment cela se combine avec leur inscription transnationale ? De plus, cette expérience va nécessairement informer leurs modalités de subjectivation : qu'est-ce que l'existence même de ces dispositifs et l'inscription de certains migrants roms dans la MOUS modifie concrètement dans les vies et les subjectivités des Roms ? Ces questionnements qui émergent après l'analyse effectuée précédemment recouvrent l'objet de la troisième partie.

TROISIÈME PARTIE

NEGOCIATIONS. LES MIGRANTS ROMS FACE A L'ÉTAT FRANÇAIS

Réunion dans la salle de conférence de la mairie annexe du quartier de X avec les deux médiateurs Joël et Damien et l'équipe MOUS du CSAP : Pierre-Alain Dumont, Milena et sa collègue⁵⁸⁷. Le but est de « *présenter la MOUS aux familles du squat* » de X. La salle d'environ 150 places est quasi pleine, avec hommes, femmes et enfants.

Dumont prend la parole et présente toute l'équipe, puis commence : « *On va être en relation avec certains d'entre vous quand ils seront prêts à intégrer la MOUS du préfet. Malheureusement, qu'une petite partie d'entre vous. C'est une très bonne idée que la Ville (...) ait décidé d'embaucher deux médiateurs pour vous aider tous les jours.* » Traduction de Milena. Dumont fait la différence entre les employeurs de Damien et Joël, la Mairie, et ceux de Milena et sa collègue, « *une association à qui le préfet a demandé de travailler* ».

Dumont : « *Vous êtes des citoyens européens, bulgares et roumains, et il y en a d'autres dans d'autres villes en France. À [la Ville], on essaie d'être un peu plus imaginatif, de travailler ensemble.* » Traduction.

Puis il fait un aparté car deux étudiantes viennent d'arriver et de s'asseoir au fond de la salle, il les présente comme celles « *qui vont aider pour ceux qui veulent apprendre le français* » dans le cadre de la MOUS. Elles sont applaudies chaleureusement par les habitants.

Dumont parle des diagnostics, du circuit : les médiateurs envoient des familles à Milena pour diagnostic puis décision de la Pref. Il précise : « *Il ne faut pas râler ou être agressif envers les médiateurs ou Milena car c'est le préfet qui décide. Et nous on est obligés de dire la vérité.* »

Dumont : « *C'est une réunion qui a été demandée par les médiateurs, c'est une bonne idée, pour discuter, répondre aux questions, même si vous avez déjà eu le papier parce qu'on comprend peut-être pas tout.* » Il demande à Damien « *Y a pas de Roumains dans la salle, hein, y a que des Bulgares ?* ». Confirmation. « *Bon !* » Dumont présente la MOUS : « *Le but c'est de s'intégrer à la société française par l'économie, l'emploi, le travail. Si la famille n'est pas prête à ça, elle pourra pas s'intégrer. Le préfet prend pas tout le monde.* »

Distribution de papiers qui présentent la MOUS en bulgare, tout le monde s'excite, ils en veulent tous. Dumont ne comprend pas, dit qu'il en a pourtant donné 200 aux médiateurs...

Il présente les étapes en commençant par le diagnostic : « *Une fois qu'une famille a eu un entretien avec Milena, l'équipe, nous trois, nous retrouvons pour lire ce que Milena a écrit, on en rediscute, je le réécris et l'envoie au préfet.* » « *J'ai oublié de préciser qu'avant l'envoi, on fera une réunion de professionnels avec les médiateurs pour améliorer le diagnostic, et non pas pour refaire notre travail, hein !* » Il rit. Traduction. « *Le préfet met du temps à répondre, d'une à trois semaines, et nous dit sa décision : j'en garde trois, cinq, peut-être huit et celles-là peuvent rentrer dans la MOUS.* » Traduction de Milena qui parle en bulgare de « *mois plus que de semaines comme a dit Pierre-Alain* ».

Celui-ci poursuit : « *après, la deuxième partie : l'accompagnement autour de problèmes sociaux, de l'école, la santé, etc. Mais d'abord, ceux qui vont vous aider à savoir si vous êtes prêts maintenant ou plus tard, ce sont ceux qui vous connaissent le mieux, ce sont les médiateurs. Alors, comment il faut faire quand on est Bulgare pour comprendre ce qu'il y a dans la tête du préfet pour savoir si on va être pris ?* » Traduction de Milena qui modifie

⁵⁸⁷ Extrait du carnet de terrain, réunion de présentation de la MOUS avec médiateurs aux habitants du squat de X, 28 novembre 2011.

par « Bulgares et Roms ». *« Il faut d'abord le vouloir, mais il faut respecter les engagements, et là souvent, il y a de la distance. (...) Vous n'êtes obligés à rien ! La question est : est ce que je veux m'intégrer à la société française par le travail ? Car bien sûr que vous voulez tous améliorer vos conditions de vie, votre logement, l'argent. Et je pense bien que oui, pour beaucoup, car la plupart vous travaillez au noir, en étant mal payés ou pas payés du tout. Donc vous voulez, mais peut-être vous ne pouvez pas car il vous manque des choses. Il faut aussi accepter les codes de la culture française, il ne s'agit pas de vous enlever votre culture car la culture rom est très riche. Mais il faut pas vous présenter à l'employeur comme le rom traditionnel avec les grandes jupes qui mendent au feu rouge ! C'est ça, adopter les codes. »*

Dans la traduction, Milena parle de « caricature ». Quelques habitants rient dans la salle.

Dumont : *« J'ai oublié de vous parler d'un élément : ceux qui ont eu des problèmes avec la police ne seront pas acceptés par le préfet. »* Traduction. Puis un homme fait un geste de la main genre « laisse tomber, c'est pas la peine ». Je sens une tension perceptible dans la salle, tout le monde est soudainement très attentif. Dumont modère : *« Depuis le début de la MOUS on a fait évaluer les choses sur ce sujet avec la police, c'est pas grave si vous avez pas payé le tram ou volé de l'eau ou de l'électricité. Par contre s'il y a eu dégradation de biens publics, agression ou violence publique ou privée, sur des biens ou des personnes, le préfet nous autorisera même pas à discuter avec la famille. »* Traduction de Milena qui précise le dernier point en parlant en bulgare de « vandalism » et du travail de ferrailage. Là, un groupe de cinq hommes seuls se lève et s'en va sans mot dire. Dumont parle du vol en détail. D'autres hommes s'en vont. Puis parle de la mendicité agressive. J'ai l'impression que les gens commencent à décrocher.

Nayden sort de la salle, avec d'autres (ils reviendront plus tard). D'autres arrivent. Les enfants qui jouent devant la porte ouverte de la salle et font beaucoup de bruits. Les gens parlent entre eux, l'attention n'est plus la même. Dumont poursuit en précisant *« il n'y a pas de lien entre la MOUS et la police »*. Nayden revient, me fait la bise et prend rapidement de mes nouvelles.

Dumont : *« Le préfet a baissé ses exigences sur les problèmes de police mais les a augmenté sur la connaissance du français. (...) On va parler aussi de vos compétences professionnelles. Il faudra pas attendre que le travail vous tombe dessus, sans vous, on peut rien faire, on fait pas pour vous, on fait avec vous ! Si vous venez pas nous voir ou si vous venez pas au rendez-vous, on arrêtera l'accompagnement. »* Il s'arrête pour la traduction et tout d'un coup, il précise : *« La famille, c'est Monsieur, Madame et les enfants, pas les autres ! »*.

Je vois Meliha et Krasî qui arrivent. Ils viennent me dire bonjour et s'installent devant.

« Jusqu'à présent, la famille avait une APS sans autorisation de travail. C'était pas facile pour les emplois. Maintenant, on espère qu'en janvier, ce sera avec autorisation de travail. » (...) *« Vous signerez un contrat d'accompagnement où vous vous engagerez à respecter tout ça. »* Traduction de Milena : *« Il faut aller au cours de français ! Et s'il y a un petit peu de travail, le préfet donnera une carte de séjour d'un an. »*

Pendant la traduction, Dumont semble « fricoter » avec Veloso, il lui glisse que cette semaine ils vont livrer la maison à (A) pour la famille qui attendait encore au squat de Y. Veloso semble satisfait. Il prend la parole pour parler du travail : *« c'est beaucoup plus important que le logement, regardez l'exemple de quelques familles qui ont été prises dans la MOUS et qui sont tout le temps au squat, car ils boivent, car il y a quelques problèmes, et ils ne cherchent pas de travail, et peut-être un jour ils retourneront au squat au lieu d'avoir un appart ! »* Traduction de Milena. Dumont ajoute : *« Nous sommes tout à fait d'accord avec ce qu'a dit Joël. »*

Des hommes sortent régulièrement pour calmer les enfants qui jouent dehors quand on entend trop de bruit.

Dumont : *« On a deux systèmes d'hébergement provisoire : les chalets Emmaüs et quelques maisons que nous a donné la [communauté urbaine]. Dans tous les cas, les loyers sont*

gratuits, vous participez aux charges. Mais attention c'est provisoire, en attendant de vous trouver le travail. » Traduction et applaudissements des habitants.

Damien vient me voir, très sérieux et impliqué, il me dit que toutes les familles sont représentées, qu'il y a eu un passage de 90 personnes environ.

Pour finir, la parole est aux médiateurs qui profitent de la présence de Milena comme interprète pour rappeler le duo « *droits/devoirs* », Damien insistant sur la scolarisation. Joël aussi, puis il embraye sur les « *conneries* » de revente de maison ou d'un coin de maison, « *de 60 à 650 euros* », qui « *dessert* » les habitants de X alors que ceux de Y l'ont compris et n'acceptent pas de nouveaux. Après la traduction, Joël est applaudi.

Joël Veloso poursuit : « *Faut faire très attention à pas faire venir d'autres personnes car après s'il y en a des nouveaux à qui on propose un rendez-vous, vous allez dire ah là là mais pourquoi pas moi ? Il faut que vous jouiez le jeu de votre côté, squat propre, enfants à l'école, et nous on s'engage à vous aider. C'est bien que vous soyez venus là aujourd'hui. (...) Comme vous avez bien travaillé ce weekend, vous avez bien nettoyé, maintenant on va commencer à vous faire des lettres pour les associations, le social, pour que vous puissiez aller chercher à manger.* »

Peu de temps restant pour les questions à la fin, alors que de nombreux habitants ont des choses à dire et/ou à demander ; ils se pressent devant vers les travailleurs sociaux, certains sortent en râlant de n'avoir pas pu s'exprimer.

Dans cet extrait de carnet de terrain relatant les propos tenus aux migrants roms du squat de X par les acteurs des deux dispositifs spécifiques mis en place en leur direction (MOUS et médiation), de nombreux éléments retiennent l'attention : la sélection des migrants, les modalités d'accompagnement, le ton employé par les professionnels, l'intégration et de la citoyenneté mise en avant. Ils sont significatifs tant du contenu que de la conduite de cette politique locale. En prenant un peu de hauteur, les questions soulevées à la fois par cet incipit ethnographique et par les analyses effectuées dans les deux parties précédentes nous mènent clairement vers une discussion des liens entre migration, intégration et citoyenneté.

Il s'agit donc de replacer cette politique dans les politiques nationales d'immigration et d'intégration en France, pour en comprendre les logiques et les enjeux, ainsi qu'éventuellement les ruptures ou les continuités. Catherine Wihtol de Wenden (2008) rappelle que la politique française d'immigration se caractérise par une tradition d'accueil, d'assimilation puis d'intégration des étrangers, tout en soulignant une ambivalence concernant l'ouverture et la fermeture des frontières nationales, révélant selon elle une certaine « *frilosité* ». La loi du 24 juillet 2006, relative à l'immigration et à l'intégration, dite « loi Sarkozy », a notamment pour objectif de « *mieux adapter l'immigration aux capacités d'accueil de la France et à ses besoins économiques en luttant contre "l'immigration subie" au profit d'une "immigration choisie"* »⁵⁸⁸. On voit déjà l'importance de la rhétorique de l'« immigration choisie » qui est en France au cœur des politiques actuelles d'immigration et d'intégration. Le maintien de la maîtrise des flux migratoires paraît donc primordial, précisément avec la création de la mesure d'OQTF en 2006, matérialisé par le retour à une politique sélective de main d'œuvre

⁵⁸⁸ <http://www.ladocumentationfrancaise.fr/dossiers/d000073-immigration-et-politique-migratoire-en-france/quelle-politique-de-l-immigration> Consulté le 3 juillet 2014.

étrangère jugée utile et ayant une volonté d'intégration (notamment par la création de la liste des métiers dits « en tension » auxquels peuvent prétendre les étrangers).

Par ailleurs, l'échelle européenne joue également un rôle important dans ces politiques, bien que l'État demeure souverain sur son territoire. Ainsi le Traité de Maastricht en 1992 définit la citoyenneté européenne par la liberté de circulation, d'installation et de travail, ainsi que la participation à la vie électorale. C'est un texte fondateur en raison de la dissociation nouvelle qu'il implique entre citoyenneté et nationalité. Or les États membres, comme on l'a vu, ont la possibilité de maintenir les nouveaux États membres dans un statut transitoire pendant quelques années : c'est précisément ce qui a eu lieu en France pour la Roumanie et la Bulgarie depuis leur adhésion jusqu'en janvier 2014, en restreignant leur liberté de circulation et d'emploi sur le territoire. On se questionne alors sur le statut de citoyen européen des migrants roms bulgares, auxquels il semble dénié.

C'est dans ce contexte qu'émerge la politique locale en direction des migrants roms. Se voulant une politique d'accueil, elle est donc a priori en rupture avec la ligne nationale des politiques migratoires concernant ces migrants. Or qu'en est-il de cet accueil, en termes de politiques d'intégration ? Si les Roms bulgares ne sont pas reconnus comme étant pleinement des citoyens européens, comment, avec quelle logique et au nom de quoi les accueillir sur le territoire en légitimant leur place ? Il s'agit donc ici de reprendre la formule d'Abdelmalek Sayad (1999) selon lequel « *Réfléchir sur l'immigration revient au fond à interroger l'État, à interroger ses fondements, à interroger ses mécanismes internes de structuration et de fonctionnement* » (Sayad, 1999 : 398). Je propose donc d'analyser en profondeur la « *chair* » du politique, ou en d'autres termes d'interroger l'État en tant qu'« *opérateur concret qui intervient dans la manière dont vivent les individus* » (Fassin, 2008 : 180). La politique en direction des migrants roms, mêlant politique d'immigration et d'intégration, se prête bien à cette lecture, donc à ce type d'analyse. J'interrogerai ici ses objectifs et ses modalités de fonctionnement, de mise en œuvre au quotidien, à partir de l'ordinaire, soit des interactions entre agents de l'État et migrants.

Dans cette partie, je propose donc une ethnographie d'une action publique spécifique à travers les deux dispositifs mis en œuvre localement : la MOUS et la médiation sociale envers les Roms. C'est au fond l'arène rom locale qui est ici décortiquée dans une perspective interactionniste, en l'élargissant aux migrants roms en tant que destinataires de cette politique. Cela implique donc des négociations et des acteurs en concurrence (Bierschenk, Chauveau, Olivier de Sardan, 2000) qu'il convient de questionner. Qu'est-ce qui se joue dans les rencontres entre les différents acteurs réunis par cette politique locale (migrants et acteurs des dispositifs) ? Comment cela se joue concernant les fonctionnements des dispositifs, les catégorisations à l'œuvre, les différentes logiques des acteurs et leurs attentes (implicites et explicites) les uns envers les autres ?

Pour répondre à ces questions, la démarche adoptée se situe dans la lignée de Michael Lipsky (1980), portant un regard à la fois sociologique et politique sur le travail des agents publics en contact direct avec les bénéficiaires, faisant de ces agents des « *policy-makers* » et questionnant les logiques de fabrication et de mise en œuvre de

l'action publique à partir d'une échelle d'analyse micro, mais nécessairement combinée à des échelles plus macros comme celles nationale et européenne. Il s'agit donc dans cette partie de croiser dans l'analyse différents niveaux d'étude d'une action publique, étudiés par l'ethnographie : ceux des destinataires de cette action, des « *street-level bureaucrats* » (Lipsky, 1980), des intermédiaires multiples, et de ses concepteurs. Cette approche ethnographique résolument micro et interactionniste est notamment préconisée par Vincent Dubois (2012) en tant que mode de connaissance particulièrement propice de l'action publique.

Questionnant ainsi l'État, il s'agit particulièrement de montrer l'exercice du pouvoir d'une autre façon que dans la violence factuelle, soit dans les rapports sociaux ordinaires, mais également dans ses contradictions et dans sa complexité. Dans les dispositifs politiques spécifiquement destinés aux migrants roms coexistent en effet plusieurs objectifs, qui peuvent paraître contradictoires puisque cela revient à une politique visant à la fois à « juger, réprimer, accompagner » (Fassin, 2013). Comment cette coexistence se traduit-elle en actes ? Comment les Roms le vivent-ils ? Cette analyse va permettre de saisir la fabrique politique de l'inclusion et de l'exclusion dans les petites interactions quotidiennes au sein de la société, notamment avec les « *street level bureaucrats* » que sont les agents des deux dispositifs, quotidiennement au contact des migrant roms.

L'idée est donc d'interroger les logiques et les productions de ces négociations au sein de cette politique locale, tant du point de vue de l'État (questionnement sur les migrations intra-européennes, la notion de citoyenneté européenne, l'État-nation, les politiques migratoires, l'assimilabilité revendiquée par l'État français républicain) que du point de vue des sujets (les vies quotidiennes et les subjectivités qui résultent de ces négociations avec l'État français via ces dispositifs). La notion d'intégration sera particulièrement questionnée au vu des observations et discours recueillis qui en font un objectif indiscutable pour les migrants roms. Or qu'en est-il de leurs propres points de vue ? En analysant les modalités de fonctionnement de ces dispositifs, je souhaite apporter un éclairage sur les logiques de définition de l'« assimilabilité » par l'État. Je montrerai également les formes d'impact de cette politique à travers les dispositifs (MOUS et médiation) sur les vies quotidiennes des migrants, et plus particulièrement, sur leurs subjectivités. En outre, il s'agira aussi de questionner l'ambiguïté voire la schizophrénie des politiques publiques envers les Roms, pour montrer qu'au final, il y a une oscillation constante entre politique d'exclusion et politique d'assimilation. Cela m'amènera à la question de la citoyenneté concernant cette population : citoyenneté à la fois déniée et obligée à travers cette politique locale (pas d'entre deux ni de choix des migrants).

Je vais commencer par analyser l'accompagnement des migrants dans ces dispositifs et les catégories produites par les acteurs des dispositifs pour appréhender ces personnes. On verra que les migrants sélectionnés sont soumis à un certain processus de normalisation en vue de leur intégration (Chapitre 6). Comment les migrants roms vivent-ils ces rencontres et négociations avec l'État français, à travers leurs expériences des dispositifs locaux ? J'analyserai pour finir leurs expériences subjectivantes construites dans leurs rapports à l'État français (Chapitre 7).

CHAPITRE 6. LES ROMS AU GUICHET : FAIRE L'EXPERIENCE DES DISPOSITIFS

J'ai montré dans le chapitre 2 en quoi la sélection des migrants roms dans le cadre politique local relève d'une forme de contrôle et de « gouvernement des conduites » dans une perspective étatique ambivalente entre intégration et exclusion. Comment sont alors appréhendés les migrants roms au sein des dispositifs qui leur sont dédiés ? En quoi consiste concrètement l'accompagnement dont ils font l'objet ? Quelles sont les logiques sous-jacentes aux pratiques et discours des agents envers eux ?

Ces dispositifs, comme le processus de sélection des migrants qui leur est inhérent, contiennent des logiques et des intérêts différents de part et d'autre, dans leur mise en œuvre. Les intérêts de l'État sont clairement centraux, au vu du rôle de la Préfecture dans ce processus. L'analyse des interactions existantes entre les acteurs des dispositifs qui sont au contact des migrants et ces derniers va permettre de souligner ces divergences, et plus avant, les profondes incompréhensions et malentendus qui s'y trament. Comment les acteurs des dispositifs se positionnent face à cela ? En analysant leurs actions, je vais montrer qu'ils opèrent un choix net, bien qu'inconscient, entre les logiques de l'État et leur compréhension des migrants. En effet, leur loyauté vis-à-vis de l'État est telle qu'ils reprennent à leur compte, dans leurs pratiques professionnelles quotidiennes, les logiques de l'État et la défense de ses intérêts.

À la fin de l'année 2012, soit après trois ans de fonctionnement de la MOUS « Squats Roms », la Préfecture et la DDCS présentent un bilan chiffré sur la base des chiffres fournis par le CSAP. Plusieurs données sont à relever : 169 familles (soit 467 personnes) ont été diagnostiquées ; parmi elles, 40 familles (soit 129 personnes) ont été sélectionnées et sont accompagnées. Une précision de taille est apportée : « *Sur ces 40 familles retenues, 31 familles [sont] intégrées ou en voie de l'être* »⁵⁸⁹. En analysant l'accompagnement mis en place et les catégories produites pour appréhender ces migrants, je vais montrer que les personnes sélectionnées sont soumises à un certain processus de normalisation. Les agents des dispositifs développent des attentes vis-à-vis d'elles. Certaines de ces attentes correspondent au contrat d'accompagnement quand d'autres vont clairement au-delà. De la même façon, je soulignerai l'existence de règles spécifiques à ces migrants dans le cadre de leur prise en charge par les dispositifs : quelles sont leurs caractéristiques ? Comment les comprendre ? L'objectif visé est toujours l'intégration de ces migrants roms dans la société française, allant de l'injonction à « *intégrer les codes* » à une injonction à la ressemblance. En d'autres termes, c'est précisément pour faire de ces migrants des « *citoyens* » (dans le sens où ce terme est utilisé par les professionnels des dispositifs, comme on le verra) qu'il leur est demandé de se transformer, avec le concours des agents des dispositifs. Cela fait largement écho à la classique représentation de la citoyenneté à la française qui a beaucoup de mal à reconnaître les affirmations identitaires minoritaires.

⁵⁸⁹ Extrait du document de présentation type Power Point présenté par la Préfecture de Région et la DDCS dans le cadre de la Table ronde MOUS « squats » du 12 novembre 2012.

Il convient de replacer ce questionnement sur le processus de normalisation imposé aux migrants roms par le biais de ces dispositifs dans l'histoire de la politique d'immigration de la France. Rappelant les travaux de Gérard Noiriel (1991), Philippe Rygiel (2006) souligne les enjeux de la question de la « *ressemblance* » des migrants aux « *nationaux* », cruciale dans les politiques d'accueil mises en œuvre historiquement : « *Parce qu'une partie au moins des immigrés est appelée à se fondre dans la communauté nationale, la "question immigrée" rejoint par ailleurs le problème de la définition de la nation et de la délimitation de ses contours (...) Et de fait les défenseurs d'une politique migratoire restrictive la justifient parfois par les nécessités d'une construction nationale qui exigerait que la population appelée à rejoindre le corps national soit homogène, liant ainsi étroitement les deux termes.* » (Rygiel, 2006 : 28). Ainsi la politique locale en direction des migrants roms ne fait pas exception, se situant dans une continuité historique justifiée traditionnellement par l'existence même de l'État-nation.

En outre, l'absence de politique migratoire d'accueil de ces nouveaux migrants au niveau national est également à considérer pour comprendre cette injonction à la « *citoyenneté* » envers les Roms sélectionnés masquant un processus de normalisation, pouvant prendre les traits, en creux, d'une politique d'assimilation. C'est ce que souligne Riva Kastoryano (1989) lorsqu'elle montre les faiblesses de l'organisation de la politique d'immigration française depuis la Seconde Guerre Mondiale, en comparaison avec l'Allemagne notamment : « *L'absence de formulation claire d'une politique d'immigration aboutit implicitement à pratiquer une politique dite d' "assimilation" des populations étrangères dans la société française que confirment les régularisations ex-post des travailleurs clandestins.* » (Kastoryano, 1989 : 11). L'analyse proposée dans ce chapitre montrera notamment si l'on peut, dans le cas des migrants roms, parvenir à une telle conclusion en affirmant la volonté politique d'assimilation de ces migrants sélectionnés.

Plus précisément, l'objectif de ce chapitre est de faire parler les interactions existantes entre agents et migrants roms au sein des dispositifs de MOUS et de médiation. Il s'agira donc d'analyser les « *politiques de guichet* » (Dubois, 2008) en questionnant le rôle et les actes des professionnels d'une part, et leurs réceptions par les migrants d'autre part. Je montrerai que c'est à partir du constat de différences perçues comme irréductibles des migrants roms et des incompréhensions multiples entre eux et les agents des dispositifs (section 1), que naît dans la pratique de ces derniers (en tant que « *représentants* » de l'État) une certaine nécessité de transformer ces migrants par l'accompagnement, pour atteindre le statut de « *citoyen* », mais plus avant pour nous ressembler (section 2). Dans cette logique, les migrants roms sélectionnés sont ensuite implicitement appréhendés en fonction de leurs réponses à ces attentes et injonctions, et d'une certaine façon « *hiérarchisés* » en conséquence sur une échelle de valeurs qui conditionne leur accompagnement, leur citoyenneté en devenir et plus avant leur place dans la société française.

1. Une politique de mésentente ? Interactions entre agents des dispositifs et migrants roms

Comment se déroulent, au quotidien, les interactions entre les agents des dispositifs et les migrants roms ? Je propose dans cette section de se focaliser sur ce que donnent à voir et ce qui est en jeu de part et d'autre pour ces différents acteurs en présence, en partant des interactions quotidiennes entre les agents des dispositifs et les migrants roms, qu'ils soient ou non en accompagnement dans ces dispositifs.

Je vais montrer qu'entre ces migrants et ces agents se mêlent des formes d'incompréhension, de méfiance, d'utilitarisme et de blocages juridico-administratifs. Ces interactions peuvent être qualifiées de « mésentente », selon la définition de Jacques Rancière (1995) :

« La mésentente suppose une relation entre deux interlocuteurs, une relation d'interlocution entre deux êtres dont l'enjeu n'est pas ce qui est discuté, le contenu de la discussion, mais s'il y a discussion, si celui qui parle, parle ou ne parle pas, s'il y a bien un logos et un être de pensée chez celui qui parle. « Par mésentente, écrit Rancière, on entendra un type déterminé de situation de parole : celle où l'un des interlocuteurs à la fois entend et n'entend pas ce que dit l'autre. » (Rancière, 1995 : 12) La mésentente est cette situation de parole où celui qui parle est à la fois entendu et non entendu par son interlocuteur. Cette interlocution-limite dans la mesure où l'enjeu du locuteur dont la parole est à la fois entendue et non entendue sera de se faire entendre tandis que celui du locuteur qui entend et n'entend pas sera, à l'extrême, de ne rien entendre du tout. La mésentente met au jour une étrange logique communicationnelle, une logique paradoxale dans laquelle l'objet du litige ressortit moins à la communication proprement dite, ce qui s'échange sous forme de mots, qu'à la communicabilité qui la rend possible ou impossible. » (Mannet, 2013 : 31)

En d'autres termes, la mésentente « concerne moins l'argument que l'argumentable », comme le précise Jacques Rancière (1995 : 14). Cela entre particulièrement en résonnance avec le cas des migrants roms dans les dispositifs locaux. Le fait que ces migrants sont, dans la mise en place de cette politique, appréhendés non pas en tant que sujets (parlants notamment) mais en tant qu'objets (Cf. première partie) ne prédispose donc pas les agents des dispositifs à les considérer comme des interlocuteurs légitimes voire entendables. La communicabilité est alors le premier enjeu de cette « rencontre » entre les migrants roms et ces représentants de l'État que sont les agents des dispositifs. Comment cela se traduit-il dans les faits ?

1.1. Adhérer au triage. Perception et compréhension des dispositifs par les migrants roms

J'ai montré dans la première partie les différentes logiques qui présidaient à la mise en place de cette politique locale spécifique, ainsi que dans la deuxième partie, les

logiques migratoires des Roms bulgares. À ce sujet, j'ai précisément souligné qu'ils s'inscrivent dans une dynamique de vie transnationale plutôt que dans un désir d'émigration, et donc d'intégration dans la société française. On pourrait donc penser que la logique première de cette politique locale visant à cibler les migrants désireux de s'intégrer pour leur faire bénéficier d'un accompagnement social et/ou d'un relogement et d'une régularisation n'est pas en adéquation avec les logiques des acteurs roms. Auquel cas ces dispositifs ne fonctionneraient pas, puisque les migrants ne souhaiteraient pas y participer. Pourtant, les migrants roms sont nombreux dans l'agglomération à tenter d'entrer en accompagnement dans le dispositif de MOUS qui leur est spécifiquement dédié, ou à s'attirer les bonnes grâces des médiateurs dont le travail consiste à les conduire vers l'accès au droit commun. Comment comprendre cet apparent paradoxe ? Je propose ici de répondre à cette question en analysant les logiques des migrants concernant leur adhésion à ces dispositifs. Pourquoi les migrants roms répondent-ils positivement à l'appel de la sélection en cherchant à adhérer aux dispositifs. Comment et qu'est-ce qu'ils comprennent de la MOUS et de la médiation ? Pourquoi ils cherchent à être sélectionnés ou à s'attirer les bonnes grâces des médiateurs ? Que signifie pour eux être volontaire pour la sélection ? Quid de leur « volonté d'intégration » au regard de leurs dynamiques migratoires analysées dans la partie précédente ?

1.1.1. Une adhésion en adéquation avec leurs propres logiques

Lorsque je commence mon terrain auprès des migrants début 2011, quasiment tous ceux rencontrés connaissent ou du moins ont déjà entendu parler de la MOUS (la médiation n'existe alors pas encore). Cependant, sans présentation globale et généralisée auprès de tous les migrants roms en squat dans l'agglomération, c'est principalement le bouche à oreille qui fonctionne dans la définition de ce dispositif. En d'autres termes, c'est par la rumeur que s'effectue en grande part la compréhension de la MOUS par les premiers concernés. Des acteurs associatifs ajoutent parfois leur touche de compréhension en distillant quelques informations auprès de certains migrants, or il ne s'agit pas toujours de données fiables, étant donné l'opacité du fonctionnement du dispositif. De plus, la barrière de la langue peut également jouer des tours et creuser un fossé parfois énorme entre ce qui a été dit par les acteurs associatifs et ce qui a été compris en retour par les migrants.

La compréhension du dispositif de MOUS s'effectue alors sur la base de leurs propres interprétations, supputations, logiques, rationalités – ou celles du frère ou du voisin que l'on croit et que l'on se réapproprie. C'est ainsi qu'il convient de comprendre ces notes de terrain :

Discussion avec Yusuf autour de la carte de séjour puisque son fils Yanko vient d'être sélectionné par la MOUS. Yusuf n'a pas l'air très satisfait, pour deux raisons : d'une part, il dit que Yanko n'a toujours rien eu comme papier, donc il doute de la véracité de l'annonce. D'autre part, il a compris que Yanko doit maintenant trouver un travail. Aussi, il ne saisit

pas pourquoi la carte de séjour n'est que pour trois mois. Je lui dis que ça commence par trois mois, puis s'il trouve du travail et que tout se passe « bien » (scolarisation des enfants, apprentissage du français...) ce sera renouvelé par une carte d'un an. Il demande de suite ce qu'il va se passer s'il ne trouve pas de travail. Je lui explique alors ce qu'est le CSAP, ce que font les gens de l'équipe de la MOUS, qu'ils vont l'aider à trouver du travail. Il est extrêmement surpris, il ne le savait pas. Il me dit qu'il pensait que « *MOUS e samo za kartezhur* » (la MOUS c'est seulement pour la carte de séjour).⁵⁹⁰

Cet extrait de carnet de terrain est très intéressant, étant donné que les propos de Yusuf, révélant une certaine représentation de la MOUS comme intimement liée à l'obtention d'une carte de séjour uniquement, sont largement partagés par nombre de migrants roms dans l'agglomération.

Certains migrants voient aussi dans ce dispositif la possibilité d'obtenir de l'aide pour avoir un emploi, et d'autres pour avoir un logement. Cependant, beaucoup de migrants ne découvrent précisément le fonctionnement et les objectifs du dispositif qu'une fois sélectionnés. Ainsi en témoignent les propos de Shefket :

Shefket a eu sa carte de séjour. Quand j'arrive au squat, il vient vers moi pour me le dire, tout sourire. Il semble vraiment content. Il me dit qu'il va avoir bientôt un RV avec « *une autre fille du CSAP qui s'occupe de chercher du travail* ». Je lui demande s'il va avoir un appartement. Il me répond que d'abord, il faut trouver du travail, ensuite, quand il aura « *une autre carte de six mois* », il pourra avoir un appartement. Cela semble très clair pour lui. Il ajoute que si le squat est détruit avant, « *vite vite il doit aller au CSAP et ils vont me trouver une place pour dormir* ». Il me raconte qu'il va « *à l'école* » maintenant. Il parle en fait des cours de français. Tout en disant qu'il en a pas trop besoin car il sait parler français, lui, il me dit que « *c'est bien cette école* », les filles sont gentilles.. Il précise que c'est deux fois par semaine, le mardi et le jeudi, « *avec d'autres Bulgares* ». Je lui demande s'il y a des Roumains aussi, il s'écrie que non, en faisant la grimace. Il m'explique que seuls ceux qui ont eu la carte de séjour ont le droit d'y aller, les autres non. Je lui demande s'il s' imagine habiter tout seul dans un appartement. Il paraît ne pas comprendre ma question, je précise en lui disant « *ça va être bizarre pour toi, non, sans ta mère, tout seul... ?* ». Il est gêné, sourit, me dit qu'il va falloir qu'il se trouve une femme pour se marier.⁵⁹¹

Dès lors, la plupart du temps, les candidats au dispositif ont en ligne de mire l'autorisation de travail et de séjour qu'ils pourraient ainsi obtenir par cette sélection, et pas nécessairement – pour ne pas dire pas du tout – la possibilité de s'intégrer dans la société française. La lecture de ces dispositifs s'effectue donc de façon logique et rationnelle pour les migrants, en fonction des opportunités envisagées au regard de l'équation entre leurs situations et leurs désirs d'une part, et ce qui est mis en place pour eux d'autre part.

Par ailleurs, les perceptions des dispositifs de politique locale par les migrants roms sont largement déterminées par les relations qu'ils entretiennent ou les façons dont ils appréhendent les agents de l'État concernés. Il existe notamment une confusion certaine entre les acteurs de la médiation et ceux de la MOUS, puisque Joël « recrutait » pour la MOUS avant d'être médiateur, en présentant (à sa façon) le dispositif et en incitant les personnes qu'il jugeait aptes à candidater. De la même façon, Damien,

⁵⁹⁰ Notes de terrain, février 2012.

⁵⁹¹ Notes de terrain, 8 mars 2012.

lorsqu'il intervenait dans les squats aux côtés de MDM était également amené à parler de la MOUS aux habitants. Dès lors, quand ils sont tous deux devenus médiateurs pour la Ville, les migrants n'ayant pas nécessairement compris ce changement de casquette se tournaient unanimement vers les médiateurs pour candidater à la MOUS. De plus, tous leurs comportements sont passés au filtre du « discernement » par les médiateurs, qui le disent explicitement. En conséquence, les migrants essaient d'être en bons termes avec eux. Toutes leurs interactions avec ces derniers sont soit tournées vers leur entrée dans le dispositif de MOUS, soit orientées vers des actions ou des sujets dont ils savent pertinemment que cela alimentera la grille de lecture des médiateurs les concernant.

Plus avant, les dispositifs de MOUS et de médiation sont également considérés par les migrants roms comme pouvant servir leurs propres logiques, ou tout du moins sont appréhendés en adéquation avec celles-ci. Ainsi lorsque la question des raisons de leur candidature pour la MOUS leur est posée en dehors du cadre institutionnel, les motivations invoquées sont d'ordre pratique : circuler plus librement, accéder à d'autres possibilités d'emploi et à d'autres droits (la régularisation du séjour impliquant des ouvertures de droit à la CAF notamment). En ce qui concerne la médiation, il s'agit d'être en bons termes avec les médiateurs pour les mêmes objectifs, ces derniers étant perçus et pensés par les migrants roms comme pouvant leur permettre d'accéder à des droits supplémentaires et/ou des statuts différents et plus avantageux. En d'autres termes, l'adhésion à ces dispositifs s'effectue par les migrants presque naturellement : ces dispositifs représentent une ouverture des possibles et donc une amélioration potentielle de leurs vies quotidiennes, en des domaines divers et variés. Il s'agit donc pour eux de ne pas se fermer des portes.

Par ailleurs, les contrôles de police et les évacuations des squats constituent les moteurs d'une certaine volonté d'intégration pour les migrants. J'ai montré dans le chapitre 4 leurs conditions de vie dans l'agglomération, en grande part soumises au cadre juridique réglementant leur séjour sur le territoire français. Les contrôles de police sont fréquents, et on a vu la crainte que cela génère quotidiennement chez les migrants. De la même façon, les évacuations de squat, bien que faisant partie de ce quotidien migratoire, demeurent des expériences difficiles et parfois douloureuses pour eux, en ce qu'elles bouleversent leur organisation du quotidien et favorisent l'incertitude de leur situation. Ces deux obstacles dans la vie quotidienne en migration se rejoignent dans l'imaginaire des migrants roms autour de la question de la carte de séjour. En outre, cette légalisation du séjour sur le territoire est également perçue par les migrants comme apportant nombre d'opportunités, que ce soit en termes d'emploi, d'accès aux droits sociaux ou de logement. En effet, nombre de migrants sont persuadés que s'ils avaient une carte de séjour, ils n'auraient plus à affronter ces problèmes et donc, en quelque sorte, qu'on les laisserait tranquilles. Dès lors, la carte de séjour est perçue par les Roms comme un dépassement du statut de discriminé au sens d'expulsable. Il y a chez eux, à partir de leurs vécus, une confusion entre le statut de « précaire » ou même simplement d'étranger et celui d'« infracteur », ce qui n'est pas sans soulever la question de la criminalisation de l'immigration en France (Poiret, 2003 ; Nagels et Réa, 2010) et en Europe (Palidda, 1999 et 2009). Dans ce contexte, les dispositifs mis en place en direction des migrants roms sont appréhendés par ces derniers comme une possibilité

d'échapper aux contraintes de ces conditions de vie – et non pas à leurs conditions de vie en tant que migrants dans l'agglomération française, en général. La nuance est de taille : en effet, pour eux, comme je l'ai souligné dans le chapitre 4, il ne s'agit pas de transformer en profondeur leurs vies quotidiennes en passant du statut de migrant perçu comme « très précaire » au statut d'immigré dont on améliore les conditions de vie pour atteindre le standard de la société française en vue de l'intégration. Pour la plupart, la dynamique migratoire expérimentée prend la forme d'une inscription transnationale entre la Bulgarie et la France. A priori, les dispositifs ne viennent pas contrecarrer ces logiques migratoires, du moins dans un premier temps.

Cela montre encore que les migrants roms perçoivent les dispositifs à travers le prisme qui est le leur, en fonction de leurs expériences et de leurs aspirations, donc de ce qui fait sens pour eux. Il ne s'agit pas d'opportunisme mais plutôt d'une conséquence de la compréhension qu'ils ont des dispositifs, pour lesquels leurs voix n'ont pas été prises en considération et qui ne leur ont pas été présentés formellement, dans l'ensemble. Les dispositifs mis en place en direction des migrants roms sont alors perçus par eux comme une forme d'assurance ou de protection leur permettant de mener leurs vies comme ils l'entendent, c'est-à-dire sans subir ce qu'ils déplorent dans leurs conditions de vie – que ce soit en France comme en Bulgarie, dans une perspective transnationale. Finalement, ce sont les contraintes juridico-administratives qui encadrent le séjour des Roms bulgares sur le territoire, ainsi que leur mise en application par les forces de l'ordre, qui participent grandement à créer cette apparente volonté d'intégration que traduit l'adhésion des migrants au processus de sélection des dispositifs. Cette démarche d'adhésion constitue en effet aux yeux des Roms l'unique possibilité d'échapper à ces contraintes structurelles vécues quotidiennement.

1.1.2. Dimensions collective et « identitaire » de la démarche

Un autre facteur est également central pour comprendre l'adhésion des migrants roms à ces dispositifs, malgré l'apparente contradiction entre les objectifs qui sont les leurs et ceux de ce cadre institutionnel. Il s'agit de la nature même de ces dispositifs qui sont spécifiquement dédiés aux migrants roms. En effet, l'existence de la MOUS et de la médiation directement corrélée à la présence nouvelle des migrants roms sur le territoire local n'a pas échappé aux migrants. Ces derniers perçoivent ces dispositifs comme leur étant directement destinés, voire comme étant les leurs, puisque pour eux.

Les migrants roms se tournent donc presque naturellement vers ces dispositifs, ce qui est également favorisé par les médiateurs (comme par d'autres acteurs associatifs ou individuels menant des actions ponctuelles ou diffuses dans les squats) présentant l'accompagnement dans la MOUS comme étant l'objectif à atteindre pour tous les migrants roms. Si ces derniers ne sont pas tous convaincus du bien-fondé de cette démarche, que ce soit par ignorance (à quoi ça sert ?), par crainte (que vont-ils nous faire ?) ou par désintérêt (on n'a pas besoin de l'État), la grande majorité des migrants roms vivant en squat, par cette incitation de l'extérieur et cette dynamique collective qui en découle, adhère néanmoins à la démarche de candidater à la MOUS.

Concrètement, il suffit que dans un squat comme dans une famille élargie, l'une des personnes souhaite candidater, donc entrer dans ce processus de sélection, pour que tous les autres autour adoptent la même démarche. Cette dynamique collective s'explique par l'importance des liens familiaux et interfamiliaux que j'ai largement soulignés. Il s'agit d'une part de prendre exemple sur ses pairs, le bouche à oreille dans l'entre-soi étant pour ces migrants un moyen très important (parfois le seul) de comprendre le fonctionnement de la société d'accueil ainsi que les démarches à effectuer pour « réussir ». D'autre part, cette dimension collective de la démarche peut également s'entendre comme la démonstration du poids du collectif dans la prise de décision individuelle : en d'autres termes, il s'agit de faire comme son oncle, ou de ne pas se laisser distancier socialement par un frère, un cousin... C'est précisément cette dimension collective, qui prévaut chez les Roms bulgares en ce qui concerne globalement leur rapport à l'État (et d'autant plus en migration), qui permet d'expliquer l'engouement de ces migrants pour ce processus de sélection, au-delà de la volonté d'intégration qui est attendue d'eux. Il est intéressant de souligner dès maintenant que cette dynamique collective de la démarche entre en contradiction avec le sens de l'intégration à la française, dont la démarche demandée et attendue vis-à-vis des étrangers ne peut qu'être individuelle et résultant d'une volonté personnelle et réfléchie (Belbah et Spire, 2004).

Finalement, c'est parce que ces dispositifs sont mis en place de façon spécifique en direction de ces migrants que ces derniers y adhèrent en masse. Plus précisément, la spécificité « identitaire » des dispositifs conduit les migrants roms à s'y tourner telle une évidence : « c'est pour nous, donc on y va ». Cette perception des dispositifs s'apparente donc pour les migrants à une incitation tacite à candidater pour entrer dans la MOUS et/ou être « suivi » au plus près par les médiateurs, puisqu'il s'agit là des uniques propositions institutionnelles qui leur sont faites. En d'autres termes, la question cruciale de la volonté qui prime aux yeux des agents de l'État se traduit de fait chez les migrants par un passage obligé de leur parcours migratoire. De la même façon qu'ils cherchent, en tant que Roms bulgares en France dont le statut migratoire est régi par de multiples contraintes, une activité économique, ils tentent de se rapprocher de ces dispositifs conçus pour eux. L'objectif est au fond le même : améliorer la qualité et la rentabilité de son séjour dans l'agglomération française.

Pour mieux comprendre ces perceptions des dispositifs spécifiques par les migrants roms bulgares, il convient de replacer cette appréhension commune dans les expériences subjectivantes qu'ils connaissent en Bulgarie. J'ai montré comment les Roms mettent à distance l'État, par des rapports moindres avec les institutions et surtout en n'attendant plus rien de l'État concernant leurs vies quotidiennes. En arrivant dans la société française, les migrants sont porteurs de cette expérience qui les a en quelque sorte façonnés, mais ne savent pas vraiment à quoi s'attendre avec l'État français. Rapidement, ils s'aperçoivent des difficultés concernant les activités économiques, mais aussi et surtout le droit au séjour. Cependant, comme je l'ai souligné dans le chapitre 5, ils font également des expériences jugées positives dans leurs interactions avec les « Français », ce qui participe à créer chez eux un sentiment d'apaisement des relations interethniques et plus largement d'acceptation dans cette société. C'est dans ce

contexte-ci d'expériences et de ressentis que les migrants roms sont amenés à découvrir les dispositifs qui leur sont spécifiquement destinés, ce qui relève pour eux d'une découverte inédite. C'est bien la première fois que les Roms bulgares de la région de Pazardzhik font l'expérience de dispositifs étatiques qui leur sont dédiés. En Bulgarie, seuls les travailleurs sociaux « pour les Roms » de la mairie de Pazardzhik pourraient se rapprocher de cela, or comme je l'ai précisé, il s'agit là d'emplois qui n'ont de consistance que sur le papier et sont même ignorés par la plupart des Roms de la *mahala*. Seules quelques rares ONG « roms » sont localement présentes auprès et pour les Roms, mais il ne s'agit ni de « non-Roms », ni d'une initiative étatique, ce qui fait une différence majeure avec les dispositifs de l'agglomération française. En outre, ces derniers ne sont pas sans rappeler, à première vue, certaines politiques de la période communiste bulgare qui ciblaient les Roms pour les inclure dans la société. Comme on l'a vu, ces politiques spécifiques visaient à permettre aux Roms d'accéder à ce qui était le « droit commun » bulgare de l'époque. Cela était perçu en premier lieu par les intéressés comme la possibilité d'accéder à des droits, d'être pris en compte et pris en charge, donc d'en tirer des bénéfices. C'est aujourd'hui en ces termes que les Roms côtoyés se souviennent du communisme et déplorent l'absence de reconnaissance qu'ils subissent actuellement dans la société bulgare.

Ce détour (ici succinct, mais développé dans la deuxième partie de la thèse) par le rapport à l'État et la place des Roms dans la société bulgare, hier et aujourd'hui, permet de saisir plus finement les logiques sous-jacentes de leurs appréhensions des dispositifs de l'agglomération française. Depuis la fin du communisme bulgare, les Roms de la région de Pazardzhik regrettent largement l'absence de politiques qui leur soient destinées, pas nécessairement au sens identitaire, en les traitant différemment des autres citoyens, mais plutôt au sens économique et social, soit qui prendraient en compte leurs situations et conditions de vie pour tendre vers une amélioration⁵⁹². Avec la mise en place de ces dispositifs dans l'agglomération française, les migrants roms bulgares appréhendent alors en premier lieu de façon positive cette politique spécifiquement tournée vers eux et pour eux en fonction de leur statut juridico-administratif et de leur habitat en squat. Dans la continuité de leurs expériences et impressions des relations avec les « Français » rencontrés, les migrants roms perçoivent ces dispositifs comme des marqueurs de l'accueil qu'ils perçoivent localement, et plus avant comme une marque de reconnaissance et d'acceptation de leurs personnes. L'aspect collectif ou communautaire de la politique locale spécifique est saisi par les migrants roms comme un signe de bienveillance qu'ils imaginent exister en conséquence. En d'autres termes, l'ethnisation de la « réponse » politique locale à la « question rom » est appréhendée par les Roms plutôt de façon positive, comme si cela ne pouvait que signifier le bien-fondé de cette entreprise les concernant. En outre, l'ethnisation de ces politiques contribue à les rassurer dans une société inconnue. C'est donc avec plein d'espoir que, majoritairement, les migrants roms s'orientent vers ces dispositifs.

⁵⁹² Comme c'était le cas de la politique communiste, en laissant de côté l'aspect idéologique de telles initiatives.

Toutes les logiques politiques et idéologiques qui prennent corps à travers ces dispositifs⁵⁹³ ne sont pas perçues par les Roms bulgares – du moins dans un premier temps, lorsqu'ils abordent ces dispositifs. C'est précisément parce qu'ils perçoivent les dispositifs en fonction de leurs propres expériences, logiques et désirs, qu'ils détournent de fait la question de leur volonté d'intégration censée être, pour l'État français, un préalable à leur candidature pour l'intégration dans la société française. Il existe donc très clairement un hiatus à la base même de la définition de ces dispositifs par les différents acteurs qui s'y retrouvent, Roms bulgares et agents de l'État. Cependant, nombre de migrants ont pu saisir certaines des attentes de l'État envers eux concernant leur légitimité à être accompagné dans ce cadre : les expériences des anciens (les premiers à avoir participé au processus de sélection) ou les relations de proximité avec des acteurs associatifs forgent ainsi les rationalités individuelles concernant la compréhension du fonctionnement de ces dispositifs. Les Roms bulgares tentent donc leur possible, par différents moyens, pour essayer de répondre aux attentes étatiques en donnant à voir ce qu'ils pensent relever de la volonté d'intégration attendue d'eux.

Pour être sélectionné, il s'agit alors de se conformer aux contraintes des dispositifs que sont en premier lieu les critères de sélection. C'est ce que souligne Milena Jaksic (2003) dans son étude sur l'identification des « victimes » de la traite : *« accéder au statut d'ayant droit, c'est donc arriver à jouer le rôle prescrit par l'institution »* (Jaksic, 2003 : 46). Concernant les migrants roms, l'objectif est le même puisque les dispositifs permettent ce statut d'ayant droit. Pour « jouer le rôle prescrit par l'institution » quand l'institution elle-même ne le clarifie pas directement auprès des migrants, ces derniers font alors appel à leurs propres interprétations des dispositifs, et donc plus largement de l'État et de la société française. En observant quelques entretiens de sélection menés par Milena, j'ai pu noter certaines pratiques spécifiques des migrants. Il faut souligner que c'est par ma connaissance de certaines personnes en dehors de la sphère politique, associative ou des dispositifs que je suis en mesure de soulever ces façons de faire qui s'apparentent à des ajustements de la réalité, des petits mensonges ou des omissions dans les récits des candidats.

Ainsi une femme dit à Milena qu'elle souhaite vraiment travailler malgré son bébé en jeune âge, alors qu'elle me précise, juste avant d'entrer dans la salle, qu'elle n'envisage pas de laisser son bébé pour l'instant. Ou bien un homme dit qu'il a exercé plusieurs emplois au noir en Bulgarie dans des domaines divers et variés mais toujours en condition de salariat, alors qu'il n'a jamais travaillé qu'avec son père, son oncle ou ses cousins. À la question des relations entretenues avec des « Français », les migrants expliquent en grande majorité n'avoir aucun contact avec personne à part leurs pairs, ce qui n'est pas le cas de ceux que je connais. Ce faisant, c'est bien le rôle de victimes qu'ils jouent ici, pensant que cela leur donnerait une chance d'être sélectionné pour être accompagné, précisément parce qu'ils ne le sont pas par ailleurs. De façon générale, lors de ces entretiens, les migrants roms sont dans une posture que, faute d'expression émique utilisée, je propose de résumer par l'idée qu'ils auraient une heure pour convaincre de leur motivation. Ils semblent alors prêts à tout, comme l'ont montré

⁵⁹³ Développées dans le chapitre 2.

certains traits soulevés dans les observations de ces entretiens. La caractéristique la plus significative est cette parole presque jurée qui émerge telle une supplique (Fassin, 2000) lors de chaque entretien de sélection : « *Je veux rester toute ma vie en France* ».

1.1.3. « *Pourquoi j'y ai pas droit ?* »

Comment se positionnent les migrants roms face aux résultats de la sélection qui sont fonction des fluctuations des critères et des appréciations des acteurs professionnels ? Comme je l'ai précédemment montré en mobilisant différentes données de terrain, les dispositifs ont pu être effectivement présentés à certains migrants roms de façon officielle et collective. Toutefois, il ne s'agit pas d'une action systématique de la part des institutions concernées. Le CSAP a confectionné et diffusé (par le biais des médiateurs notamment) une plaquette de présentation du dispositif traduit en roumain et en bulgare à l'automne 2011, de même que les médiateurs ont réuni les habitants du squat de X (et non les autres, à ma connaissance) pour leur présenter leur mission de médiation au début de celle-ci. Or au regard des multiples fluctuations existantes dans le fonctionnement de ces deux dispositifs, ces présentations ne suffisent pas à épuiser le sens que les migrants peuvent donner au processus et au résultat de la sélection.

Pour les migrants roms, il existe globalement un énorme flou autour des logiques de fonctionnement des dispositifs. Mes carnets de terrain sont ainsi remplis de propos tenus par des personnes qui ne comprennent pas : pourquoi ils ont eu une APS mais sans autorisation de travail ? Pourquoi untel a obtenu un titre de séjour et pas un autre qui est pourtant plus proche des critères ? Pourquoi une famille relogée par la MOUS peut héberger le couple de grands-parents alors qu'une autre en a l'interdiction formelle ? Pourquoi untel a été retenu dans la MOUS alors qu'il a eu des problèmes avec la police contrairement à untel qui n'a pas été pris ? Pourquoi un emploi a été proposé à cette femme et pas à une autre ? Pourquoi les médiateurs passent plus de temps avec certaines familles plutôt qu'avec d'autres ?

Ce type de questions commençant par ce terme « pourquoi » (*zashto* ou *soske*) est légion, en ce qui concerne tous les aspects de leurs vies quotidiennes mêlant la présence des agents ou le processus de sélection. Personne n'ayant de réponse claire à apporter, le fatalisme habituel concernant les rapports des Roms à l'État (Cf. chapitre 3) prend souvent le dessus, ce que matérialise la ponctuation de leurs propos par des phrases de type : « c'est comme ça », « c'est la vie », « mais ce n'est pas normal », « qu'est-ce qu'on peut y faire ?... » (*taka e, tova e zhivota, ama naj normalno, so te kerav ?*). Il s'agit donc d'une forme de fatalisme qui montre que les Roms se questionnent sur ce qui les entoure et identifient ces expériences comme n'étant pas rationnelles. D'autres éléments qui font sens pour eux sont alors mobilisés pour combler ce déficit de rationalisation, comme cela se perçoit dans l'extrait qui suit :

Selon Slavka, Albena a eu une carte de séjour dans la MOUS « *parce qu'elle a passé beaucoup de temps à faire des papiers* ». Elle ajoute qu'elle aussi, elle pourrait le faire pour

en avoir une quand elle aura dix-huit ans, parce qu'elle parle français aussi bien qu'elle, mais le problème est qu'elle n'aime pas « *faire des papiers* ». ⁵⁹⁴

D'autres types de rationalisation existent aussi face à des incompréhensions de refus de diagnostic ou de refus d'accompagnement par la MOUS. Ces derniers sont tellement déconnectés des enjeux politiques (inconnus voire insoupçonnés des migrants) qu'ils peuvent paraître presque fantaisistes à une oreille extérieure. Aussi les migrants ne divulguent pas, ou le moins possible, leurs propres interprétations aux acteurs institutionnels. J'en propose une analyse en partant d'une petite étude de cas concernant Ivanka et son mari, qui font partie des migrants ayant été relogés par la Ville au cours de l'opération Montesquieu ⁵⁹⁵.

Lorsque les habitants de Montesquieu ont été sommés de quitter les lieux après avoir été diagnostiqués et refusés pour l'accompagnement dans la MOUS, l'incompréhension et la stupeur des migrants résidant là depuis une année sont totales. Environ deux mois s'écoulent entre la première annonce du départ et l'évacuation effective, qui a finalement lieu fin juin 2012. Dans ce laps de temps, les tentatives de compréhensions de ce qui est perçu par les Roms comme un échec (pour le logement et pour la carte de séjour) vont bon train. Ivanka et son mari sont les seuls à ne pas avoir été reçus en entretien par l'équipe de MOUS et ne comprennent pas pourquoi. Les autres se demandent quant à eux pourquoi leurs dossiers ont été refusés en Préfecture, suite aux entretiens. Seule une habitante, Vasilka, d'une cinquantaine d'années, est alors régularisée et accompagnée par la MOUS. À ces interrogations quotidiennes et lancinantes se mêlent alors celles autour de l'annonce de l'évacuation de l'immeuble Montesquieu. En effet, cette première annonce a été effectuée non pas de façon officielle (soit par les travailleurs sociaux du CCAS qui régissent l'habitat de Montesquieu et avec lesquels les migrants sont en contact régulier) mais par Joël Veloso. Celui-ci s'était beaucoup investi sur l'ancien squat duquel ont été « sortis » ces migrants et les connaît bien. Devenu entre-temps médiateur pour la Ville, il continue à les suivre comme il l'entend, tantôt collaborant, tantôt s'interposant avec les services du CCAS qui assurent officiellement le suivi de ces familles. Elena, une habitante de l'immeuble Montesquieu qui parle le mieux français et a de ce fait plus de relations avec les acteurs professionnels, est celle à qui Joël s'adresse pour faire passer cette annonce de façon informelle. Je note ce qu'elle me relate :

Il y a trois jours, au marché, Joël a dit à Elena qu'ils allaient devoir partir de Montesquieu dans 15 jours ; ils ont peur. Mais elle précise que [leur référente au CCAS] ne leur a rien dit... Ne savent pas à quoi (et à qui) s'en tenir. Un peu plus tard, Elena m'explique les conditions dans lesquelles Joël le lui a annoncé : « *il voulait qu'Angel [son fils aîné de 16ans] va avec lui, juste tous les deux, il a pas dit pour quoi faire. Et Angel a dit non je veux pas. C'est pour ça après, Joël fâché, et me dit ça. Mais moi je sais pourquoi il voulait ça, hein.... Joël pédé !* [elle crache par terre] *Au début, Joël toujours gentil avec moi, avec Angel, quand lui petit, Joël nous aide beaucoup, et puis maintenant Angel plus grand, et regarde Joël qu'est-ce qu'il veut...ça c'est pas bon, hein...* ». ⁵⁹⁶

⁵⁹⁴ Notes de terrain, février 2012.

⁵⁹⁵ Cf. chapitre 2, section 2.

⁵⁹⁶ Notes de terrain, 4 avril 2012.

Les propos d'Elena font écho à des rumeurs qui circulent de façon accrue à cette période entre les migrants roms et qui sont parfois relatées (comme ici) à des acteurs extérieurs. N'ayant pas observé ce type de situation entre Joël et de jeunes Roms, il est m'est impossible de considérer ici ces éléments comme ayant réellement eu lieu, de façon scientifique. Cependant, ce qu'il est intéressant de soulever à partir de ces propos replacés dans leur contexte d'énonciation concerne la façon dont Elena ici, mais plus largement d'autres migrants avec lesquels elle partage ces propos, se saisissent de certaines caractéristiques (réelles ou supposées, explicites ou implicites) des agents des dispositifs pour rationaliser le fonctionnement de ces derniers.

Dans le cas cité ci-dessus, c'est précisément parce qu'aux yeux des migrants roms leur expulsion de ce lieu dans lequel ils ont été relogés par la Ville ne fait pas sens (puisque ce n'est pas un squat), qu'ils vont rechercher des explications dans les interactions qu'ils entretiennent avec les agents. Il est effectivement plus aisé de se raccrocher à des expériences vécues en termes d'interactions ou à des caractéristiques et éléments concrets qu'à des suppositions concernant des logiques sous-jacentes, des jeux d'acteurs ou des enjeux politiques – dont les migrants sont tenus à l'écart. Le fait de ne pas impliquer les migrants roms dans le fonctionnement de ces dispositifs, à travers les multiples réunions, comités et discussions qui les régulent, laisse alors la place à des supputations qui peuvent mener assez loin (angoisse, paranoïa) et à des formes de leaderships qui se fondent sur une certaine « supériorité ». C'est ici le cas d'Elena : sa maîtrise du français, son caractère bien trempé et ses facultés de débrouille la conduisent à adopter une attitude dirigiste avec ses pairs⁵⁹⁷ dans l'espace migratoire. On peut alors comprendre ce qui suit :

Vasilka est persuadée qu'Ivanka n'a pas passé le diagnostic au CSAP parce qu'Elena aurait dit à l'équipe de la MOUS qu'elle était « sale » (*melali*). Ce qu'elle corrobore, puisqu'elle me dit : « T'as vu chez elle, comment c'est, hein ? », alors qu'Ivanka a été stickée [positive au critère du STIC] à la Pref en réalité, mais personne ne veut l'entendre car les raisons précises n'ont pas été données et tous s'accordent à dire qu'Ivanka et son mari n'ont jamais eu de problèmes avec la police...⁵⁹⁸

Cette rationalisation de l'absence d'entretien de diagnostic pour Ivanka montre d'une part le « pouvoir » que prêtent les autres à Elena et d'autre part le fait que face au flou de fonctionnement des dispositifs, la compréhension des migrants roms est biaisée et effectuée en fonction de leurs propres cadres de références. Or parfois, toute rationalisation paraît impossible : il en est ainsi pour Ivanka et son mari eux-mêmes, qui passent plusieurs semaines à solliciter nombre d'acteurs institutionnels et associatifs pour tenter de comprendre leur situation – sans succès. À cette incompréhension persistante s'ajoute dans ce cas l'impossibilité de s'expliquer, de débattre, en d'autres termes de se dire, puisque tous leurs interlocuteurs ne sont pas responsables directs de la décision et disent ne pouvoir la modifier. C'est ce qui ressort de l'échange entre l'équipe du CCAS de la Ville et le couple, lors d'un rendez-vous individuel visant à leur

⁵⁹⁷ Sont ici considérés les habitants de l'immeuble Montesquieu, qui viennent tous du même village bulgare.

⁵⁹⁸ Notes de terrain, 8 avril 2012.

signifier la fin de leur relogement. Je les accompagne au rendez-vous, en assurant de façon imprévue l'interprétariat et en prenant quelques notes :

La PAF est venue à Montesquieu hier pour des aides au retour, avec l'OFII. Ivanka et son mari n'étaient pas là. Le CCAS leur signifie leur obligation de quitter le territoire, comme les autres de Montesquieu sauf Vasilka. Les passeports ont été confisqués, et ils ont tous un rdv pour le 25 avril au commissariat. Eliane Bauduin les enjoint à y aller eux aussi pour savoir ce qui les attend, car de tout façon la PAF reviendra pour les trouver eux, dit-elle.

Ivanka a les larmes aux yeux pendant tout l'entretien, qui dure une demi-heure.

Heureusement que je suis là pour traduire car ils comprennent rien, comme me le fait remarquer [leur référente au CCAS] à la fin.

Ivanka et son mari cherchent à comprendre pourquoi ils n'ont pas eu de rdv au CSAP, je le leur avait déjà expliqué mais ils semblent vouloir l'entendre de la bouche de [leur référente]. Elle leur réexplique donc qu'ils ont été stickés, et eux démentent avoir quelque problème que ce soit avec la police, à part l'histoire du marché qui ne leur paraît pas être grand-chose. Mais [la référente] précise que ça peut être ça, comme ça peut être simplement le fait de s'être fait contrôler en faisant la manche. Ivanka venait de me dire quelques heures avant que son spot était à la poste de la gare. Ça les énerve beaucoup, ils s'agitent, lui essaie de s'expliquer, de dire qu'ils n'ont rien en Bulgarie, pas de maison, dit qu'il a le RSI, sa « *firma* » [auto-entreprise], tous les documents, qu'il a attendu qu'on l'appelle pour le CSAP avant d'essayer sa demande de carte de séjour directement à la Pref, contrairement à Elena...Mais rien n'y fait, et il le comprend vite, les femmes du CCAS répétant froidement « *nous, on décide pas, on n'est pas la police, ni la Préfecture.* »

Ivanka, dans la suite de l'entretien, tout en pleurant en silence, ne cesse de secouer la tête en répétant tout en souriant tristement « *ne moga da razbira* » (je ne peux pas comprendre).⁵⁹⁹

Malgré la contradiction apparente des logiques et des objectifs des migrants et de l'État français (dans son croisement du niveau national et local), ces dispositifs fonctionnent, dans le sens où les migrants roms y adhèrent de fait puisqu'ils tentent, dans la grande majorité, de participer au processus de sélection pour y entrer. J'ai montré que les tentatives de conformité aux attentes des dispositifs sont fortement présentes chez les migrants roms, pour diverses raisons tenant au contexte de vie en tant que migrant en France, à leurs propres logiques migratoires mais aussi à la spécificité des dispositifs eux-mêmes en termes de public-cible. Cela a pour conséquence de renforcer la légitimité des logiques et orientations politiques existantes à travers ces dispositifs, sans que les acteurs professionnels y prenant part ne se questionnent sur ces fondements ou sur d'autres façons de faire. C'est donc un certain cercle vicieux qui relie migrants et agents de l'État dans des mêmes dispositifs alors qu'ils n'en ont pas les mêmes attentes ni les mêmes logiques rationnelles concernant leurs implications et leurs objectifs. Comment ces dispositifs sont-ils alors amenés à fonctionner concrètement malgré, ou à partir de, ce hiatus premier ? C'est ce que je propose d'analyser maintenant.

⁵⁹⁹ Notes de terrain, CCAS de la Ville, 19 avril 2012.

1.2. Politiques de guichet, des locaux de la MOUS aux squats

Ces dispositifs mis en place spécifiquement en direction des migrants roms font office de « guichet » pour ces derniers, puisque les agents des dispositifs sont les seuls que côtoient les migrants roms pour tout ce qui concerne les modalités législatives de leur séjour sur le territoire. Le terme de guichet est ici repris avec le sens qu'en donne Vincent Dubois (2010b) : « *Matérialisation des relations directes avec l'administration au travers de ses agents subalternes, le guichet constitue de longue date un symbole (souvent négatif) des rapports entre les institutions publiques et les populations qu'elles administrent* » (Dubois, 2010b : 265). La MOUS est clairement identifiable comme un guichet, notamment dans le cadre des entretiens de diagnostic qui sont réalisés dans ce dispositif. D'autre part, la médiation s'apparente aussi, par la fonction des agents au sein de la politique locale, à un « guichet » à ciel ouvert. Il s'agit alors de sonder les spécificités de ces guichets, résonnant avec les façons dont s'impliquent les pouvoirs publics vis-à-vis de ces migrants. Comment se traduit la combinaison entre la labilité de l'agir politique et la spécificité des dispositifs, en termes de relations quotidiennes entre les agents et les migrants dans les squats ? Comme dans toute administration spécifique aux étrangers, les migrants roms perçoivent nécessairement une différence de traitement dans ces guichets spécifiques, en comparaison avec ceux des dispositifs de droit commun qu'ils expérimentent par ailleurs. Quelles sont précisément ces différences ? Comment se matérialisent-elles ?

1.2.1. Postures des agents et interactions traduisant une forme de domination

Quand le Rom est perçu comme incompréhensible ou ayant des codes trop différents

Discussion avec Ani, qui est hébergée pendant deux-trois semaines au CSAP depuis une dizaine de jours, me dit-elle, parce que son squat a été détruit. Du coup les autres de la famille sont au squat de K [dans le même quartier que son ancien squat]. Son fils va à la maternelle à côté, donc il dort toujours au squat avec mamie, finit-elle par me dire.

Avant que j'aie passé un peu de temps avec Ani dans leur chambre (et sans savoir que j'irai), Milena se plaint à moi d'Ani : elle me dit avoir trouvé la veille plein d'habits sur les arbustes de la cour intérieure du CSAP, mis là par Ani, alors qu'elle n'a jamais vu aucun autre habitant (demandeurs d'asile) le faire. Lorsque je lui demande pourquoi Ani avait mis ces habits là dehors, elle répond qu'elle ne sait pas et ne cherche apparemment pas à comprendre ce geste, tout en le critiquant ouvertement (« *ça fait pas propre* », « *c'est pas bien* ») – mais pas auprès d'elle. Je fais mon enquête auprès d'Ani parce que je veux comprendre cette situation : il se trouve qu'Ani ne sait pas où mettre le linge à sécher, et se montre très surprise et un peu inquiète lorsque je lui signifie que Milena ne semble pas apprécier...⁶⁰⁰

⁶⁰⁰ Notes de terrain, 26 juin 2012.

Ani et son mari (ainsi que son frère, avant que celui-ci ne soit exclu du dispositif sans en comprendre clairement les raisons) semblent être appréhendés par les agents de la MOUS comme des personnes impossibles à comprendre – et plus avant que l'on ne cherche même plus à comprendre. En effet, un autre évènement les concernant va dans ce sens. Cela se passe quelques mois plus tard, lorsque l'équipe de la MOUS propose à la famille un relogement dans une maison mise à disposition par la communauté urbaine pour la MOUS. Cette maison se situe dans une commune en moyenne périphérie de l'agglomération, donc assez éloignée des squats dans lesquels se trouvent encore les membres de la famille du couple. Des agents de la MOUS s'aperçoivent assez rapidement qu'Ani et son mari n'y habitent pas, la maison étant tout le temps fermée lorsqu'un des techniciens du CSAP se rend à proximité pour des interventions. Un jour où je suis dans les locaux de la MOUS, celui-ci remet ce sujet sur la table. Se trace alors une longue partie de rigolade entre lui, Milena et Lisimba autour de l'explication avancée par Ani à Milena sur la raison de son « impossibilité » à vivre dans cette maison. Milena raconte qu'Ani lui aurait longuement expliqué que cette maison était « *habitée par des fantômes* » et qu'elle ressentait alors une atmosphère mauvaise qui les empêchait d'y habiter. Ani aurait dit être persuadée que quelqu'un était décédé dans cette maison, et que cela pouvait être la raison de son ressenti. Dès lors, le couple vit dans un autre squat, avec la famille. Ani s'est excusée auprès de Milena du fait qu' « *elle ne peut pas* » habiter dans cette maison.

Une fois ces propos rapportés par Milena, les acteurs de l'association prennent le parti d'en rire, se moquant de ces dires jugés fantaisistes. Je tente alors d'orienter la conversation vers des tentatives de compréhension de ce qu'a pu vouloir dire Ani ou de ses craintes quant à l'inconnu potentiellement « chargé » que peut représenter pour elle cette maison éloignée de ses pairs. Or mes tentatives se soldent par un échec : il n'y a pas, à ce moment-là, de volonté de compréhension de la part des agents du dispositif. Si ce cas de figure est extrême, en ce qu'il mobilise des éléments qui apparaissent trop déconnectés de la réalité aux yeux des agents, il signifie tout de même un certain manque de volonté de compréhension des logiques des migrants roms. Cette analyse n'occulte pas le besoin de « soupapes de décompression » des agents, comme chez tout professionnel, auquel peut s'apparenter ce cas de figure. Cependant, il est impossible de ne considérer cette situation que sous cet angle : ce type de réactions des agents s'inscrit dans l'ordinaire du dispositif, de multiples situations se déclinant sur le même mode ayant lieu.

Cette perception des migrants roms comme étant incompréhensibles n'est pas le seul fait des agents travaillant quotidiennement à leur contact. Leurs supérieurs hiérarchiques émettent eux aussi ce type de constats à partir de leurs expériences d'interactions avec les Roms. Etant donné que la reconnaissance de son incompréhension de l'autre n'est pas aisée, les agents pensent souvent comprendre les migrants à partir de leurs propres stéréotypes, bien qu'ils n'en soient pas conscients et aient des difficultés à l'envisager. C'est le cas d'une situation dans laquelle Pierre-Alain Dumont doit faire face à un dossier particulier qui est celui de Stefan, ayant réussi à être

régularisé par l'intermédiaire du directeur de cabinet de la petite commune où se situe son squat⁶⁰¹ :

Je demande ce qu'il en est de Stefan, du squat de F, qui vient d'avoir une APS hors MOUS par le biais du directeur de cabinet de la commune. Dumont me répond : « *On a fait un entretien avec lui non pas pour entrer dans la MOUS mais pour la suite de son APS, l'accompagner.* » Maintenant, attente de la réponse de la Pref. Il parle alors d'un « *problème car a déjà été diagnostiqué l'an dernier, mais sous un autre nom, celui de son père ou de son grand-père* » : donc « *a grugé* » selon Dumont. J'essaie de lui expliquer qu'avec les deux noms de familles, peut-être que c'était plutôt involontaire...⁶⁰²

En effet, la transmission du nom en Bulgarie comporte trois éléments : le prénom (*ime*), le patronyme (*familiya*)⁶⁰³ et le nom de famille (*prezime*). Dès lors, en France, les confusions sont nombreuses dans tous les services administratifs – et les dispositifs spécifiques ne font pas exception. Cette multiplicité des termes de filiation participe grandement à complexifier l'identification des migrants roms pour les professionnels, et favorise parfois le soupçon d'instrumentalisation ou d'usurpation effectuée par les Roms. C'est bien le cas ici, Pierre-Alain Dumont faisant preuve de méfiance vis-à-vis de Stefan, le percevant a priori comme quelqu'un qui cherche à tirer profit en « magouillant ». Si cette question patronymique peut toucher tous les migrants roms, le cas de Stefan semble être particulièrement empreint d'incompréhensions aux yeux des agents de la MOUS et plus particulièrement du coordonnateur, comme le montrent encore ses propos tenus environ six mois plus tard :

Il me raconte quelle fut sa surprise, comme celle [du responsable du CSAP], lorsque Stefan a dit qu'il en voulait pas de la maison à B. « *parce qu'il préférerait rester au squat, il trouvait ça mieux* ». Dumont poursuit : « [Le responsable] *a ouvert des yeux comme ça quand je lui ai dit ! Ça, on comprend pas quand même !* ». M'appuyant sur leurs critères, je rebondis sur l'inscription dans la commune comme un point positif, il réagit en rigolant, sans le prendre au sérieux, en disant que « *oui, il a dit des choses comme ça, qu'il voulait rester avec son frère... !* », en balayant l'idée d'un revers de la main, comme si ça lui semblait fantaisiste.⁶⁰⁴

D'après ce qu'il dit, Pierre-Alain Dumont (comme son supérieur) n'est pas en mesure de comprendre que Stefan préfère rester vivre au squat, après de sa famille, plutôt que d'être relogé dans une commune à l'autre extrémité de la communauté urbaine (ce qui est précisément le cas ici). D'une part, cette incompréhension doit être replacée dans son contexte : c'est la première fois que cette explication est formulée explicitement par un migrant auprès d'un agent du dispositif. Étant donné que ces derniers perçoivent l'action de relogement qu'ils mettent en œuvre comme une forme d'action humanitaire, il paraît donc logique qu'ils aient des difficultés à envisager une forme de réticence de la part des bénéficiaires. D'autre part, on voit à travers ces propos rapportés que ce n'est pas l'argument qui prime mais bien le fait en soi : on peut alors faire l'hypothèse selon

⁶⁰¹ Cf. chapitre 2, sous-partie 3.4.

⁶⁰² Entretien, 13 décembre 2011.

⁶⁰³ Le patronyme, dont le système est courant dans les pays slaves, est tiré du nom du père avec un suffixe patronymique qui se modifie selon le genre (si le père se prénomme Ivan, le patronyme de son fils sera Ivanov et celui de sa fille Ivanova).

⁶⁰⁴ Entretien, 26 juin 2012.

laquelle Stefan a fait preuve de méfiance vis-à-vis des acteurs de la MOUS et n'a pas osé se livrer en argumentant son choix, du moins dans un premier temps. On peut aussi émettre une autre hypothèse : les responsables de la MOUS, en mobilisant dans un second temps seulement l'argument de Stefan, montrent ainsi qu'il leur importe peu de saisir les logiques sous-jacentes des migrants, se focalisant plus volontiers sur les résultats escomptés.

Cette incompréhension des migrants roms partagée par nombre d'agents est justifiée par le fait que les Roms n'auraient pas les mêmes « codes », qu'ils seraient trop différents. Si l'incompréhension n'est jamais reconnue en tant que telle par les acteurs professionnels, il n'en est pas de même pour la notion de « codes différents », officiellement définie comme une des « *tâches d'accompagnement des travailleurs sociaux de la MOUS* » parmi l'emploi, l'habitat, la scolarité et la santé⁶⁰⁵. Ce terme est utilisé régulièrement par Pierre-Alain Dumont (comme on peut le noter dans l'incipit ethnographique de cette troisième partie), et largement repris par Lisimba également :

*« Les ateliers ont été faits pour ça. Justement pour leur donner les bases, en tout cas les codes, parce qu'ils ont leur façon de vivre, et leurs codes qui ne sont pas pareils que les nôtres... »*⁶⁰⁶

Il apparaît donc plus aisé aux acteurs du dispositif de MOUS de rationaliser leurs difficultés (ou leurs volontés) de comprendre les migrants roms en arguant de la différence intrinsèque de ces derniers (leurs codes) plutôt qu'en se questionnant eux-mêmes sur leurs positions, leurs logiques et plus largement leur ethnocentrisme qui transparaît dans leurs pratiques professionnelles.

Les méfiances et les incompréhensions des acteurs professionnels du dispositif vis-à-vis des migrants roms sont telles qu'ils construisent *in fine* un certain type de rapport avec un public qui est plutôt imaginaire, dont les différences seraient fondamentales. Il semble exister une incapacité ou une absence de volonté de la part des agents, et plus largement du Politique, de dépasser cela et d'essayer de comprendre les logiques des Roms. Leurs postures vis-à-vis de ces derniers s'en ressentent donc nécessairement.

Postures ambivalentes, de l'aide à la répression en passant par la sélection

À la mise en place de la médiation, les migrants en squat dans la Ville (et certains qui habitent dans l'agglomération et connaissent les médiateurs) rencontrent les médiateurs avant de faire l'expérience du guichet de la MOUS. Le fait que la première rencontre entre les migrants roms et les institutions publiques s'effectue en premier lieu au travers de guichets qui sont dématérialisés et se situent au sein même des squats n'est pas anodin. C'est bien le squat qui fait office de guichet, lieu de triage à ciel ouvert et aux modalités fluctuantes. Si j'ai souligné que la spécificité des dispositifs démontre notamment que ces migrants sont appréhendés comme des ayants droit potentiels (ayant le droit d'essayer d'être en quête de droits), analyser le squat comme guichet permet

⁶⁰⁵ Notes de terrain, bilan des différentes phases de la MOUS, document montré par Pierre-Alain Dumont dans le cadre d'un entretien, 26 juin 2012.

⁶⁰⁶ Entretien, 5 juillet 2012.

d'aller plus loin dans l'étude des frontières entre politique et humanitaire. Que se passe-t-il concrètement lorsque ce sont les agents de l'État qui se déplacent chez les ayants droit potentiels (certains le devenant, d'autres non), comme c'est le cas des médiateurs ? Ces derniers, qui n'ont pas de fiche de poste clairement définie en commençant leur mission, oscillent entre différentes actions : du recensement des migrants à leur accompagnement vers des structures sociales, de la gestion sanitaire des lieux de vie au recours aux forces de l'ordre. Quelles postures adoptent ces médiateurs dans leurs interactions avec les migrants roms et quels types d'interactions sont à l'œuvre ?

L'incipit ethnographique en début de partie donne un aperçu des propos tenus par les médiateurs aux habitants du squat de X. Au-delà des injonctions répétées et du ton paternaliste employé, on remarque un lien de cause à effet entre le fait de « jouer le jeu » de l'institution, donc d'exécuter ce qui est demandé, et l'aide sociale apportée par celle-ci en retour – ce qui apparaît comme relevant d'un mécanisme de chantage. Par ailleurs, on observe également la mise en compétition des migrants entre eux, tout du moins entre différents squats. En outre, on comprend entre les lignes que les orientations vers les associations d'aide sociale sont réalisées par les médiateurs de façon discontinue. Concrètement, cela signifie que tous les habitants ne bénéficient pas de ces orientations en même temps (qu'elles concernent l'obtention d'une aide alimentaire, l'inscription à des cours de français, la demande de domiciliation administrative ou de l'AME) : celles-ci se font ainsi au cas par cas selon l'investissement de chaque famille dans la gestion quotidienne du squat et/ou selon la qualité des relations entre la famille et les médiateurs, ce qui crée des tensions dans le squat. Par ailleurs, il convient de souligner la présence et l'importance des valeurs morales qui caractérisent les pratiques des migrants roms aux yeux de Joël : ils font des « conneries » lorsqu'ils monnaient leur habitat, comme « *c'est bien* » qu'ils se soient déplacés à la réunion organisée par des institutions.

Les médiateurs jouent un véritable rôle d'agents de guichet en opérant des choix pour l'orientation de telle ou telle personne vers tel ou tel service et à tel ou tel moment. Lorsqu'il s'agit de comprendre la rationalité de ces choix, et donc les critères qui les sous-tendent, Damien fait preuve en premier lieu d'un certain silence, de difficulté à verbaliser. Il explicite ensuite :

Damien : « *Maintenant on a une orientation qui se fait. (...) Si une famille veut rencontrer la MDSI ou un autre acteur, elle vient voir les médiateurs. C'est validé par les médiateurs, pour être orienté.*

ACM : D'accord. Et donc, vous, vous orientez ou pas, en fonction de quoi ?

Damien : (Silence) *Ahhhhhhh ! Ah...*

ACM : Dis-moi.

Damien : *Heu....là-dessus heu...* (Silence)

ACM : Quels sont vos critères concrets ?

Damien : *Alors malheureusement heu...on est sur quelque chose de très subjectif...et y a des situations sur lesquelles on refuse l'orientation ou on la met sous condition.*

ACM : Par exemple ?

Damien : *Heu....lors de pratiques abusives. Des pratiques abusives de certaines familles, ou de certaines personnes.*

ACM : C'est quoi une pratique abusive ?

Damien : *ça peut être plein de choses, tu vois, quand tu sais qu'une famille sort beaucoup beaucoup d'argent d'une économie informelle ou illicite et qu'elle vient te demander une orientation, tu lui dis attends, et qu'en plus les enfants vont pas à l'école et qu'elle gère mal ses déchets sur le squat, tu lui dis hola ! Déjà tes enfants vont aller à l'école et on en reparle.* »⁶⁰⁷

Cette subjectivité dans l'appréciation des migrants effectuée par les médiateurs peut aboutir à un refus ou à un conditionnement de l'orientation. Il s'agit donc d'une forme d'aide au mérite, qui se retrouve dans l'ensemble du fonctionnement de la médiation en direction des migrants roms. Damien montre clairement que cette aide au mérite passe par des jugements moraux des médiateurs sur les comportements, façons d'être ou pratiques des migrants. Les « *pratiques abusives* » qui déterminent l'orientation vers certains services de droit commun sont identifiées par les médiateurs soit par des observations directes lorsqu'il s'agit de faits visibles par eux, soit par « *du témoignage de la personne ou d'une autre personne* »⁶⁰⁸. Ce terme de témoignage relevant du vocabulaire policier, ainsi que les jugements moraux à l'origine de l'orientation, démontrent que l'action des médiateurs au guichet relève d'une certaine mise en acte de pleins pouvoirs. Si l'on retrouve ce qui s'apparente ici à des pouvoirs discrétionnaires chez nombre d'agents de guichet (Dubois, 2010a ; Spire, 2008), ceux existants chez ces médiateurs sont en quelque sorte redoublés par le fait qu'il s'agit de guichets spécifiques à une population et que les agents en question ne sont que deux pour plusieurs centaines de personnes.

La prégnance de ces valeurs morales dans la fonction de médiation est telle que les médiateurs ont parfois directement recours aux forces de l'ordre lorsqu'ils jugent de l'existence de nuisances dans le squat (comme le volume de la musique jugé trop fort, la pratique du ferrailage interdite). Mais la plupart du temps, ils se font juges et parties de leurs observations en établissant eux-mêmes les règles de vie pour les habitants du squat, ces règles pouvant varier dans le temps. Ainsi, j'ai constaté en novembre 2011 dans le squat de X que Joël détruisait lui-même (ou que les médiateurs faisaient détruire par les services de la mairie) des pièces de cabanes construites par les habitants dans le but d'agrandir leur lieu de vie – donc d'accueillir d'autres membres de la famille, d'après les médiateurs. Six mois après, il n'en est plus rien : de nouvelles familles se sont installées sur le squat sans que leurs cabanes connaissent un tel sort. Les médiateurs semblent avoir capitulé devant la pression des habitants mais restent maîtres de la situation malgré tout en refusant tout accompagnement de ces nouveaux venus, ignorant leurs présences jusque dans leurs corps – parfois souffrants.

Dans l'autre sens, quand il s'agit de personnes ou de familles appréciées par les médiateurs (ou l'un des deux, qui ne sont pas nécessairement en accord là-dessus, ce qui démontre encore l'arbitraire de ces appréciations), le vocabulaire utilisé par ces derniers révèle l'utilisation de catégories identitaires empreintes de valeurs morales : « *ils sont bien* », « *elle est motivée* », « *c'est une bonne famille* », « *ils sont méritants* »,... En s'appuyant sur les différences de nationalité également, Joël opère des distinctions entre

⁶⁰⁷ Entretien, 31 janvier 2012.

⁶⁰⁸ *Ibid.*

les migrants et en joue auprès d'eux en les mettant en concurrence, dans l'idée de les faire réagir :

*« La mairie a mis l'électricité chez les Roumains, et on leur a dit de mettre des ampoules faible consommation, ils l'ont fait. On vous l'avait dit à vous, ici, y a personne qui l'a fait ! »*⁶⁰⁹

Il s'agit donc bien de valeurs morales subjectives qui guident et orientent l'ensemble des actions des médiateurs vis-à-vis des migrants roms. Cela peut aller jusqu'à des formes de favoritisme avec certaines personnes, comme de rejet d'autres. Ainsi à peine quelques mois après la prise de fonction des médiateurs, des migrants se plaignent aux agents de la MOUS, à d'autres acteurs intervenant dans les squats et à moi-même de la façon dont ils sont traités par les médiateurs. Certains disent notamment, comme me le rapporte Milena, que *« les médiateurs ne leur adressent pas la parole »*⁶¹⁰.

Lorsque les médiateurs s'investissent auprès des migrants, ils s'immiscent dans de nombreux aspects de leurs vies, soit directement, soit par l'intermédiaire d'autres acteurs associatifs ou institutionnels. Travaillant en partenariat avec ces structures, elles leur délivrent des informations parfois confidentielles et/ou pouvant venir heurter l'intimité des migrants concernés, et au-delà, avoir des conséquences sur leurs vies en termes de séjour, d'habitat ou de soins. Deux cas concernant des habitants du squat de X peuvent illustrer cela. Le premier est celui de Meliha, une jeune femme mariée de vingt-cinq ans, qui est enceinte et vit dans une cabane du squat de X. Ayant réussi à créer un lien de confiance avec Meliha, elle s'est confiée à moi depuis l'annonce de sa grossesse, ayant été d'elle-même consulter son médecin traitant qui l'a orientée vers un gynécologue exerçant dans l'établissement hospitalier le plus proche. Je l'accompagne à toutes ses consultations pendant sa grossesse. Damien s'aperçoit de sa grossesse au bout de cinq mois, lorsque le ventre de Meliha ne laisse plus place au doute. Il s'étonne auprès d'elle qu'elle ne l'en ait pas informé plus tôt, et lui organise une prise en charge avec une association de santé reproductive, pour des consultations médicales et des tables rondes avec d'autres femmes migrantes. Meliha y va une seule fois et n'y retourne pas, sans explication verbalisée. Damien ne comprend pas, passe du temps à essayer de la convaincre, et m'appelle pour vérifier ce qu'elle lui dit au sujet de son suivi, ce que je confirme. Visiblement, il est agacé de n'avoir pas la maîtrise de cette prise en charge dont il n'a rien orchestré, ne connaît pas les acteurs sanitaires en question et n'a donc aucun contrôle (bien qu'il tente d'obtenir des informations auprès de moi). Il s'agit donc bien ici d'une volonté de maîtrise des situations en préférant une orientation vers un partenaire, ce qui révèle, si on va plus loin, une volonté de maîtrise des corps – soit une forme de *« gouvernement des corps »* (Fassin et Memmi, 2004).

Le second cas concerne une famille de quatre personnes (les parents et deux enfants de neuf et cinq ans) partie en Bulgarie pour fêter Noël et la nouvelle année, en accord avec les médiateurs du squat⁶¹¹. Deux jours après leur départ, leur cabane est

⁶⁰⁹ Notes de terrain, réunion avec les habitants du squat de X, 12 mars 2012.

⁶¹⁰ Entretien, 26 novembre 2011.

⁶¹¹ Sur ce point, cf. section 2 suivante, 2.1.2.

détruite par les services de la Police Aux Frontières. Ces policiers sont venus dans le squat sur ordre du préfet de Police ayant eu vent de plusieurs départs à cette occasion, en concertation avec les médiateurs pour l'obtention des informations sur les familles. Si la destruction de cabanes est monnaie courante dans le squat, la question est de savoir ce qui a motivé précisément les médiateurs à la destruction de la cabane de cette famille-là. Ceci d'autant plus qu'à la même période, d'autres familles ont pu passer les fêtes en Bulgarie et revenir sous leur toit dans le squat. Damien m'en donne les raisons lors d'un entretien téléphonique : la famille tient un petit commerce informel de cafés, barres chocolatées et cigarettes dans sa cabane, ce qui est interdit ; Kiro, le père, « *s'est fait remarquer sur le squat en faisant des conneries* », et les enfants connaissent une période d'absentéisme à l'école de « *36 demi-journées* »⁶¹². Au-delà de l'appréciation des raisons invoquées, c'est la dernière qui est à interroger : il y a eu une passation d'informations de la part de l'Inspection Académique (enseignants) à la mairie (médiateurs), au sujet d'informations propres à l'institution scolaire. Ce constat n'est pas sans soulever de questions quand on observe les conséquences que cela peut avoir sur le quotidien de la famille. La proximité des médiateurs avec les acteurs associatifs et institutionnels locaux, permettant à l'origine un travail partenarial pour un meilleur accompagnement des familles, se transforme alors potentiellement en un partenariat relevant du *Surveiller et Punir* foucauldien⁶¹³.

La punition a en effet un rôle non-négligeable dans cette médiation, ce qui n'est pas surprenant puisque celle-ci s'apparente à une forme d'« éducation » des migrants (comme le montre l'utilisation récurrente de la notion de responsabilisation). Ainsi, à plusieurs reprises, l'électricité a été coupée sur l'ensemble du squat de X, la coupure allant de 24h à trois jours, en raison de « *problèmes* » en lien avec les questions de « *salubrité* » et de « *nuisance sonore* » créés par certains habitants selon les médiateurs pour lesquels la situation devenait « *vraiment n'importe quoi* »⁶¹⁴. On a clairement affaire ici à une sanction collective, ce que reconnaît Damien lors d'un entretien en précisant que « *c'est pas optimal, mais c'est un des seuls outils, vraiment, dont on dispose* »⁶¹⁵. Il ajoute que ces sanctions collectives sont une forme de « *prévention* », pour montrer aux habitants qu'ils sont responsables de la fermeture éventuelle du squat en raison de leurs comportements. En d'autres termes, « *ils se tirent une balle dans le pied* » s'ils n'adoptent pas les comportements qui leur sont demandés par l'institution dans leurs vies quotidiennes. L'existence même de ces sanctions collectives en direction des migrants roms peut être mise en perspective avec les figures des gardiens de camp qu'on peut trouver dans les villages d'insertion pour les migrants roms, visant à assurer la gestion du site et le respect des règles de vie (Legros, 2010a). Cela rappelle également ce qui a été mis en place au Village andalou, même si les gardiens en question avaient également une fonction de représentation, en étant issus des habitants eux-mêmes (Loiseau, 2005). Or dans le cas des migrants roms de l'agglomération, il faut rappeler d'une part que les médiateurs sont extérieurs à la population, et d'autre part qu'ils interviennent ainsi non pas dans des lieux de relogement mais bien dans des

⁶¹² Entretien téléphonique, 18 décembre 2012.

⁶¹³ Foucault, 1975.

⁶¹⁴ Entretien, 7 décembre 2012.

⁶¹⁵ *Ibid.*

squats. Cela n'est donc pas sans rappeler la mention que fait Abdelmalek Sayad sur « *"les bleus", ainsi appelait-on les harkis et autres supplétifs chargés de la répression contre l'extension de l'habitat illégal et de la politique de "pacification" dans le bidonville.* » (Sayad, 1995 : 82).

De fait, la figure de ces médiateurs, façonnée par leurs pratiques, est clairement ambivalente. Entre des interactions arbitraires avec les migrants et une forte prégnance de valeurs morales, les pratiques des médiateurs couplées à l'absence de reconnaissance des migrants en termes de sujets de droits, font des squats une scène clairement humanitaire et non politique (Rancière, 1995). Cette situation éloigne donc en pratique les migrants roms de l'expérience du droit, qu'ils sont censés cependant effectuer s'ils entrent en accompagnement dans le dispositif de MOUS. Or les postures adoptées par les agents de ce dispositif vis-à-vis des migrants ayant été sélectionnés sont également ambivalentes.

Auprès des migrants sélectionnés, les agents des dispositifs ont un positionnement qui s'apparente à celui des travailleurs sociaux : ils fondent et participent, à des degrés différents et de diverses manières, à leur accompagnement social, au logement et vers l'emploi, ainsi que, plus largement, vers l'intégration. Leur rôle est donc celui de l'accompagnateur dans cette voie, s'agissant de « *faire avec* » et non « *faire pour* » comme le rappelle souvent Pierre-Alain Dumont. Or bien souvent, plus que « *faire avec* », les actions des agents sont telles que les migrants dépendent d'eux pour nombre de choses (le courrier, l'ouverture de droits, l'obtention d'un emploi ou d'un logement,...). Cela en fait donc une forme d'accompagnement social qui place les agents dans une posture dominante et les migrants dans une posture de redevance. En outre, plus que tout autre travail social ordinaire, celui-ci, qui est clairement spécifique, est corrélé à un contrôle accru ainsi qu'à des implications importantes en termes de résultats. En effet, les migrants peuvent se retrouver exclus du dispositif de MOUS s'ils ne respectent pas les engagements initiaux, mais aussi si les agents ne sont pas satisfaits de leur investissement, en fonction de leurs différentes attentes vis-à-vis des migrants (que j'analyserai dans la section 2). Dès lors, les migrants accompagnés ont face à eux des agents qui ont globalement une double posture, pouvant tant aider que réprimer, ce qui les place d'emblée dans une relation de domination indéniable.

Les agents jouent clairement de cette double posture et de la position inconfortable que cela engendre chez les migrants roms, comme on le voit lorsque Milena conclut la discussion avec Lisimba portant sur leur travail par cette phrase : « *Il faut être dur pour avoir après un résultat* »⁶¹⁶. Cette posture de domination permet donc largement aux agents d'asseoir leur autorité auprès des migrants roms, ce qui ne les empêche pas d'adopter également des postures aidantes et bienveillantes, soit en fonction des migrants, soit en fonction des situations.

⁶¹⁶ Entretien, 5 juillet 2012.

1.2.2. Perceptions des agents et réactions des Roms

Cette spécificité des guichets se traduit donc particulièrement dans les postures ambivalentes des agents des dispositifs vis-à-vis des migrants roms. Qu'est-ce que cela implique en termes de pratiques mais aussi de représentations, d'appréhensions de la part des migrants ?

Des agents perçus comme des interlocuteurs contraignants mais aidants

J'ai montré précédemment la nature des interactions existantes dans les squats entre médiateurs et habitants. Le « tout-pouvoir » des médiateurs est à relever, au vu du contrôle qu'ils exercent sur de nombreux aspects de la vie de ces migrants. Le fond et la forme de ces rapports sont en grande part construits par les médiateurs, par la position hiérarchique qu'ils occupent par rapport aux Roms dans cet espace social. Que comprennent les migrants roms de la médiation en elle-même et de la figure des médiateurs ?

Par les interactions que les médiateurs mettent en place, ils sont perçus comme étant ou jouant les « chefs ». Il faut souligner que les squats n'ont pas de chef ou de représentant, mais ne sont pas non plus dénués de toute hiérarchie ou stratification sociale. Cependant, comme on l'a vu dans le chapitre 4, l'organisation qui prévaut relève de logiques familiales avec des accointances et des inimitiés en fonction des personnalités, des liens familiaux et interfamiliaux (liés aux mariages), de différents « groupes » de personnes parlant la même langue (les turcophones par exemple), exerçant la même activité (les ferrailleurs, les prostituées), et/ou provenant des mêmes villages d'origine. Dans cette organisation sociale complexe, les deux médiateurs font clairement figures d'autorité. Une autorité au départ reconnue par certains des habitants qui avaient déjà été en contact avec l'un ou l'autre : ainsi, à leur début de mission de médiation, il n'était pas rare d'entendre des habitants du squat dire « *Joël, lui, il nous aide* » ou bien « *Damien, il nous connaît, c'est bien qu'il soit là* »⁶¹⁷. Mais l'aide sociale pour laquelle les médiateurs étaient repérés avant leur entrée en fonction s'est doublée d'un volet contraignant, voire répressif, dans la médiation. C'est à partir de leurs premières actions en ce sens (comme l'interdiction du ferrailage, la réglementation de l'habitat ou l'obligation de nettoyage du squat avec des sanctions à la clé) qu'ils ont commencé à être appréhendés par les Roms du squat comme des « *chefs* », titulaires de pouvoirs qui ne leur étaient pas prêtés auparavant. Au début, certains s'indignaient de cette nouvelle position : « *Mais qu'est-ce qu'il croit, lui ?* », « *Il croit qu'il peut faire le commandant avec moi ?* », « *Joël, le chef des Bulgares !* ». Avec le temps, et les diverses réunions organisées par les médiateurs, les migrants semblent avoir compris ainsi cette double casquette de la médiation qui leur est destinée : aider, mais aussi gérer et surveiller, ainsi pourrait être résumé le cadre institutionnel posé par la mairie pour cette médiation.

Les appréhensions que font les migrants roms des agents sont donc, en retour, tout aussi ambivalentes. Dans le même temps, on note l'existence d'un sentiment de

⁶¹⁷ Notes de terrain, 17 novembre 2011.

toute-puissance des médiateurs, donc une certaine reconnaissance de leurs pouvoirs, concomitante avec la volonté de s'en défaire, de passer outre ou de louvoyer avec ces pouvoirs qui ne sont ni véritablement compris, ni véritablement acceptés par les migrants, ou qui, plus largement, sont bel et bien perçus pour ce qu'ils sont : des pouvoirs labiles, aléatoires et fluctuants. Dans les propos des migrants, cela peut prendre la forme de véritables plaintes auprès d'un agent faisant état de rancœurs nourries envers un autre agent. Les motifs de critiques des agents sont divers et variés, s'appuyant tantôt sur des expériences personnelles (qui peuvent se fonder elles-mêmes sur un terreau d'incompréhension), tantôt sur des expériences d'autrui relatées, tantôt sur de véritables rumeurs pour lesquelles il est impossible de remonter à la source. Dès lors, la question de savoir si ces critiques sont fondées, en d'autres termes si elles sont vraies et/ou rationnelles, n'est pas celle qui doit se poser. Ce qui importe ici pour cette analyse est de comprendre ce que ces critiques signifient pour ceux qui les émettent, soit ce qu'elles révèlent en termes de rationalisation des expériences effectuées par les migrants.

Les migrants roms jouent parfois des différences de personnalité et/ou d'affinité qui existent chez les médiateurs dans leurs rapports avec eux. Ainsi Meliha martèle pendant plusieurs mois à qui veut l'entendre qu'elle ne parle qu'à Damien qui, lui, est « bon », « gentil » (*dobar, hubavo*), contrairement à Joël. Or après une longue attente pour accéder au diagnostic de la MOUS (promesse que Damien lui réitère) ainsi que par l'analyse qu'elle fait de plusieurs propos et comportements de ce médiateur auprès de migrants dans le squat, elle change complètement d'avis sur Damien. Ce faisant, elle redéfinit son appréciation de la médiation en général :

Meliha dit qu'elle n'a plus confiance ni en Damien ni en Joël maintenant. Elle dit que le premier est hypocrite, sourit toujours mais ne fait rien après. Et que Joël fait toujours des blagues par devant, mais est méchant en vrai. Dans sa perception, c'est Joël qui est le « commandant » de Damien.⁶¹⁸

Cette nouvelle appréciation, qu'elle diffuse autour d'elle, participe à véhiculer certains jugements sur les médiateurs et à convaincre d'autres habitants. Ces jugements se situent donc entre l'expérience et la rumeur finalement. Or cela ne l'empêche pas pour autant de tenter de s'attirer les bonnes grâces de Damien et même de Joël pour arriver à son but qu'est sa candidature à la MOUS. Cette alternance entre la recherche de reconnaissance par les médiateurs (ou par l'un d'eux) et le rejet (de l'un ou des deux) s'apparente alors à une forme de jeu sur tous les tableaux qui est largement expérimenté par tous les migrants pour atteindre les objectifs divers qui sont les leurs. D'aucuns analyseraient cela comme la matérialisation d'un certain opportunisme communément prêté aux migrants roms ; j'affirme plutôt, au regard de l'analyse effectuée dans cette thèse, que cette réaction résulte directement du ressenti des migrants de la labilité de l'agir politique qui repose largement sur les interactions existantes entre eux et les agents.

⁶¹⁸ Notes de terrain, 3 décembre 2012.

Quand ils sont sélectionnés et accompagnés dans le cadre de la MOUS, cette ambivalence dans la perception des agents se maintient chez les migrants. Elle est en outre couplée à une absence de compréhension du fonctionnement du dispositif, des enjeux sous-jacents et des jeux d'acteurs qui lui sont inhérents. Leur appréhension des agents est liée à la posture de ces derniers, à la fois juges et parties dans l'accompagnement des migrants. Les Roms oscillent donc entre une perception de ces agents qui soit positive, puisqu'aidante, et négative, puisque contraignante. L'extrait de carnet de terrain qui suit permet de comprendre comment cette posture des agents est vécue par les migrants ou, en d'autres termes, la domination en actes.

Yanko m'interpelle en venant vers notre petit groupe de femmes, et me demande si je peux venir une minute. Il veut savoir s'il y a cours de français aujourd'hui au CSAP, parce que c'est férié. Il est inquiet, très stressé, me dit qu'il est prêt à partir tout de suite parce qu'il vient de voir l'heure. Je lui réponds qu'il n'y en a pas aujourd'hui, ayant entendu Milena le dire hier. Il insiste pour savoir si j'en suis absolument certaine, il prend ça très au sérieux. Il ajoute : « *parce que si j'y vais pas juste une fois, après j'ai des problèmes moi, avec CSAP...* ». ⁶¹⁹

Connaissant bien Yanko, habituellement assez flegmatique, ses propos montrent à quel point il est angoissé par certaines obligations liées à son accompagnement dans la MOUS. Il craint fortement la sanction qu'il pense lui être infligée s'il ne respecte pas une part de son contrat (en l'occurrence, ne pas aller à un cours de français). On comprend donc la pression mise par les agents du dispositif sur les migrants accompagnés et la crainte ressentie par eux qui en découle. Les Roms perçoivent donc les agents comme des accompagnants, mais qui les jugent aussi sur cet accompagnement – jugement qui a des conséquences non négligeables (poursuite de l'accompagnement mais surtout du droit au séjour).

Un autre exemple de situation donnant à voir la perception qu'ont les migrants sélectionnés des agents du dispositif de MOUS concerne Vasilka. Celle-ci est très proche de Milena, la sollicitant souvent pour différentes choses, jusqu'à prendre des cafés en terrasse. Vasilka se sent seule, surtout depuis son relogement. Milena l'apprécie dès le début, en raison de son « *calme* », de son « *sérieux* » ⁶²⁰, trouvant qu'« *elle s'exprime très bien* » ⁶²¹. Lorsque Suleyman, le conjoint de Vasilka qui effectue régulièrement des trajets entre la Bulgarie, la France et le Portugal, est incarcéré dans l'agglomération en mars 2013, Vasilka est dans tous ses états. Elle me sollicite quasiment quotidiennement pour que je l'aide, d'abord pour comprendre ce qui lui est reproché précisément, puis pour savoir où il est incarcéré, pour combien de temps, comment entrer en relation avec lui (permis de visite, envoi de colis). Après nombre de démarches lourdes et compliquées, je lui signifie que Milena serait plus en mesure que moi de l'aider pour tout cela. Elle réagit vivement : ce n'est pas possible, il ne faut surtout pas en parler à Milena. Celle-ci est pourtant au courant de l'évènement, comme le sait Vasilka. Il s'agit donc de ne pas lui en dire davantage sur les démarches effectuées par Vasilka en ce qui concerne Suleyman. Elle finit par me dire qu'elle a peur

⁶¹⁹ Notes de terrain, 8 mai 2012.

⁶²⁰ Entretien, 11 septembre 2012.

⁶²¹ Entretien, 5 juillet 2012.

que Milena l'exclue de la MOUS si elle apprend qu'elle passe son temps libre à penser à quelqu'un qui est en prison. Elle ajoute : « *Tova e po dobre sas teb. Ti me razbirash.* »⁶²² (C'est mieux avec toi. Toi, tu me comprends.). Dans cette perspective, elle se refuse finalement à rendre visite à Suleyman en prison alors qu'elle aimerait beaucoup le voir et lui parler, parce qu'elle craint que Milena l'apprenne et qu'elle pense que ce geste signerait la fin de son accompagnement. Malgré les liens forts d'aide et d'affinités que Vasilka entretient avec Milena, il apparaît donc que la confiance est loin d'être ressentie par elle : la méfiance l'emporte lorsqu'elle fait face à une situation qui lui importe et qu'elle perçoit comme ne pouvant être comprise par Milena.

De la part des migrants roms, les perceptions des agents des dispositifs sont donc empreintes de représentations diverses et d'incompréhensions, résultant d'une part de leurs expériences d'interactions avec les représentants de l'État en Bulgarie et d'autre part du flou qu'ils ressentent dans le fonctionnement de ces dispositifs. Cette analyse interactionnelle des (in)compréhensions des dispositifs par les migrants roms montre que ces agents révèlent les ambivalences de l'État à leur égard. Ils apparaissent en effet comme les représentants directs de l'État local, oscillant entre politique d'accueil et politique d'expulsion. Plus avant, ils incarnent cette double posture, cette ambiguïté politique voire morale ressentie par les personnes qui sont dans le flou au sujet de ce à quoi ils peuvent prétendre, ce qu'ils peuvent attendre, et surtout ce qui préfigure telle ou telle action, de l'obtention d'une carte de séjour à l'expulsion du territoire.

Des migrants dans l'incertitude constante : de la victime au « braconnier »

Après des agents des dispositifs, les migrants roms sélectionnés observent la plupart du temps un comportement placide, voire passif, traduisant leurs façons de vivre ces rapports de domination que sont pour eux ces interactions. À de nombreuses reprises, j'ai été fortement surprise en découvrant sous un autre jour, dans les locaux de la MOUS, des personnes que j'avais rencontrées chez elles, dans les squats ou les *mahala* : elles étaient globalement plus « éteintes ». Tout semblait leur glisser dessus comme s'ils ne ressentaient rien. J'avais l'impression d'observer des corps plus que des sujets. Ni dans la plainte, ni dans la revendication, ni dans la spontanéité de leurs vies quotidiennes, les migrants roms accompagnés interagissant avec les acteurs des dispositifs me semblaient vidés de toute substance de vie. En fait, c'est la figure de la victime passive, en retrait, recroquevillée sur elle-même, qui les définit le mieux dans ces situations. C'est bien ainsi qu'ils se donnent à voir aux agents des dispositifs, comme je le note sur le moment :

Au CSAP je rencontre par hasard Mihaela [sœur de Meliha] venue pour faire des papiers. Elle ne souffle pas mot des problèmes rencontrés par ses sœurs⁶²³ au squat de X à Milena. Ne parle pas non plus du fait qu'elle va héberger la famille de Nadezhda [une de ses sœurs]. Pourtant sa relation avec Milena semble fluide, mais empreinte de mise à distance : il y a le monde du CSAP et le monde du squat, ou alors il y a ses propres opportunités d'un côté, et la vie de ses sœurs de l'autre. Ou les deux. Preuve qu'à aucun moment elle n'a parlé de Meliha à Milena, ni essayé de la faire venir pour qu'elle rencontre Milena – alors qu'elle dit

⁶²² Notes de terrain, 15 avril 2013.

⁶²³ Ses sœurs ne sont pas sélectionnées et accompagnées dans le cadre de la MOUS, contrairement à elle.

depuis longtemps qu'elle va le faire. Je m'en aperçois quand je réponds à Meliha quelques minutes après, lorsqu'elle m'appelle pour me poser une question administrative ; je lui passe Milena pour l'aider, et celle-ci lui propose de venir au CSAP pour l'aider sur un papier pour les droits CAF en lien avec l'accouchement. À cela, Mihaela sourit discrètement, elle ne bronche pas et ne dit rien à Milena concernant cela – impossible de savoir si elle est contente ou pas de cette proposition pour sa sœur.⁶²⁴

Cela semble pouvoir s'expliquer en grande partie par leurs expériences du rapport aux institutions en Bulgarie : ces rapports, comme je l'ai montré dans le chapitre 3, sont largement conditionnés par une assignation identitaire en termes dévalorisants et une certaine passivité qui en découle dans les interactions concrètes. Dans le cadre de ce dispositif de MOUS dont ils bénéficient en France, les Roms semblent reproduire ce même type de comportement participant à construire d'une certaine façon les interactions à l'œuvre avec les agents de l'État. Comment le comprendre, au-delà d'une simple logique de reproduction et de continuité ? Dans quelle mesure s'agit-il d'une posture construite par les Roms eux-mêmes, ou au contraire, subie par eux ?

Ce rôle de victime passive dans lequel se positionnent les migrants sélectionnés est à mettre en perspective avec l'orientation politique ambivalente à l'origine de la construction de l'agir politique ayant cours dans ces dispositifs. En effet, l'ambivalence qui a été mise à jour dans l'analyse (chapitre 2), entre raison humanitaire et raison sécuritaire, se retrouve nécessairement dans le dispositif de MOUS qui, en outre, recouvre la question du droit, donc de la justice, puisque les Roms sélectionnés deviennent des ayants droit. Ce dispositif est donc fortement marqué et traversé par des logiques très différentes, et même potentiellement contradictoires. De plus, les migrants qui parviennent à l'accompagnement ont aussi été d'une certaine façon marqués par la labilité des critères de sélection ainsi que les pouvoirs arbitraires des agents. Tout cela participe de la création d'une atmosphère floue et incertaine pour les migrants au sein de la MOUS qui, en optant pour la figure de la victime passive, s'arrangent ainsi avec ce qu'ils ressentent comme une incertitude constante concernant plusieurs aspects de leurs vies dorénavant entre les mains des agents des dispositifs. Dans cette perspective, cela fait écho à l'analyse de la figure de la victime telle que l'effectue Milena Jaksic (2013) :

« Plus qu'un sujet de droit, la figure de la victime apparaît avant tout comme une catégorie morale qui, de fait, soulève la question de l'articulation entre une "politique de la pitié" définie comme une "politique qui s'empare de la souffrance pour en faire l'argument politique par excellence" [Boltanski, 1993 : 57], et une politique de la justice dont la vocation serait de traduire cette souffrance en droit. » (Jaksic, 2013 : 47)

Dans notre cas, les migrants roms n'auraient donc d'autre alternative que de se conformer au rôle de victime dans leur accompagnement au sein de la MOUS, du fait même de leur prise en charge dans ce dispositif spécifique alliant la pitié (existence de la sélection) au droit (existence de l'accompagnement vers le droit commun).

Dans cette situation d'incertitude constante et d'incompréhension des logiques des dispositifs comme des rôles des agents, les migrants s'arrangent pour faire avec, au-

⁶²⁴ Notes de terrain, 11 janvier 2013.

delà de la figure de victime passive qu'ils donnent à voir aux agents lorsqu'ils sont en accompagnement.

C'est par exemple le cas de Meliha qui, quelques mois après avoir été sélectionnée dans la MOUS et après avoir accouché de son premier enfant, me raconte avoir demandé à Milena des lettres pour l'aide alimentaire – particulièrement pour le bébé (couches, lait en poudre, vêtements...). À cette période, elle vit toujours au squat de X avec son mari, et aucun des deux ne travaille (son mari effectuant quelques journées de travail au noir de façon sporadique). Or Milena ne lui fait qu'une seule lettre adressée à l'antenne « bébé » d'une association d'aide sociale locale. Meliha est déçue car en s'y rendant pour la première fois, elle apprend qu'elle ne peut s'y rendre qu'une fois par mois – ce qui lui paraît trop peu, au vu des nécessités de l'enfant corrélées à l'absence de revenus dans la famille. Elle en veut à Lisimba comme à Milena de n'avoir pas aidé Krasi, son mari, à trouver un travail tout en sachant qu'elle était enceinte et allait avoir besoin d'argent pour le bébé. Lorsqu'elle m'expose cette situation, je lui suggère d'en parler à Milena et de lui demander exceptionnellement qu'elle lui fasse une lettre pour une autre association d'aide sociale pour bébé. Elle refuse énergiquement :

« T'es fou, t'es fou ! Tya ne se interesuva ot nego ! Ne moga, Aleksandra ! » (Ça ne l'intéresse pas. Je ne peux pas !) ⁶²⁵

Transparaît de ses propos une crainte de Milena en raison de son pouvoir. Mais Meliha a une autre idée dont elle me fait part : puisqu'elle vit encore au squat de X, elle veut demander à Damien qu'il lui fasse une lettre pour une autre association, sans préciser qu'elle a déjà été orientée vers une autre par Milena. Ce faisant, Meliha joue sur plusieurs tableaux en s'appuyant sur l'absence de travail en partenariat entre les médiateurs et les agents de la MOUS. Elle met en scène malicieusement son incompréhension du fonctionnement des dispositifs si besoin :

« Ako tova ne raboti, az kazva taka na Milena ili Damien : "oh ! izvinyavay, az ne znam tova, ne znaeh, che ne moga"... » (Si ça ne marche pas, je dis comme ça à Milena ou à Damien : "oh ! Désolée, je ne savais pas ça, je ne savais pas que je ne pouvais pas...")

Il est intéressant de souligner que Meliha se saisit de l'incompréhension habituelle et répandue des migrants roms (qui est également la sienne par ailleurs) pour justifier son action. Ce cas de figure fait état d'une façon de déjouer les contraintes intrinsèques à l'accompagnement dans le cadre des dispositifs. Les migrants roms s'apparentent alors à des « *braconniers* » (de Certeau, 1990) dans ce contexte de pouvoir et de domination. Cette marge de manœuvre qui s'appuie sur la multiplicité des agents est également saisie en amont de l'accompagnement par des migrants. Certains tentent en effet de court-circuiter les médiateurs en contactant directement les agents de la MOUS pour obtenir un entretien de diagnostic, ce que Milena rapporte de la façon suivante :

⁶²⁵ Notes de terrain, 22 mai 2013.

Milena me dit avoir beaucoup de demandes pour intégrer la MOUS de façon directe, d'habitants de X ou de Y qui ne passent pas par les médiateurs, « *pour des raisons d'affinité* », « *ignorance de la part des médiateurs* » et « *manque de contact* ». « *Mais la consigne officielle est de passer par les médiateurs quand les personnes habitent à [la Ville]* », me dit-elle. Or, elle m'explique le cas d'une famille de X pour laquelle Pierre-Alain Dumont a donné son accord pour ne pas passer par les médiateurs, « *exceptionnellement* » : le couple est venu parler à Milena en se plaignant de la façon dont ils étaient traités au squat, en disant notamment que « *les médiateurs ne leur adressent pas la parole* ». Depuis quelques semaines, Milena est très remontée contre Joël Veloso, me dit qu'elle entend beaucoup de mal de lui et ne comprend pas pourquoi personne ne lui dit rien. Elle entend qu'il va avec des prostituées, qu'il donne de l'argent à certaines familles, etc. Ce sont des Roms qui lui disent.⁶²⁶

Le fait de mettre d'une certaine façon en concurrence ces différents agents (soit d'une même institution, entre Joël et Damien, soit entre ceux de la MOUS et les médiateurs) est une façon de tester ces pouvoirs chez les différents agents. Les migrants roms appréhendent donc ceux-ci de façon ambivalente, à la fois recherchant leur contact et leur approbation mais aussi les mettant à distance par de multiples critiques, de leurs personnalités comme de leurs pouvoirs.

La méfiance et l'incompréhension (réelle ou supposée) des agents enjoignent donc les migrants roms à les mettre à distance. Ce faisant, ils conservent une part de libre arbitre et d'intimité dans certains aspects de leurs vies comme dans leurs façons d'être en tant que migrants accompagnés – dont la vie est largement régie par cet accompagnement, comme on va le voir.

Conclusion de la section 1

J'ai montré comment se déroulent les interactions, en termes d'échanges, donc de « *situations de parole* » (Rancière, 1995), entre migrants roms et agents des dispositifs. En analysant conjointement les postures des agents et des migrants, ainsi que leurs perceptions réciproques, plusieurs points ont été soulevés qui font émerger un hiatus fondamental entre les deux « groupes » d'acteurs. En effet, ces interactions font état, en surface, d'une double catégorisation de part et d'autre en ce qui concerne la mise en scène de soi dans des postures rigides (l'arbitraire vs. la victime), alors qu'au fond, les interactions se trament sur un fond d'incompréhensions, de méfiance, de logiques différentes qui ne sont pas nécessairement explicitées, donc de non-dits tantôt volontaires, tantôt subis de part et d'autre.

La « communicabilité » que questionne Jacques Rancière (1995) n'est donc clairement pas effective, d'un côté comme de l'autre. Néanmoins, cette forme de partage de la mésentente ne doit pas masquer les différents enjeux qui sont au fondement de ces interactions. En effet, ce sont les migrants roms qui « jouent » leurs vies dans ces interactions, ce qui en fait nécessairement des rapports de pouvoir et de domination évidents. C'est dans cette perspective, comme le souligne James Scott (2009), qu'il convient de comprendre la rigidité des rôles joués par les uns et les autres :

⁶²⁶ Entretien, 26 novembre 2011.

« Si la subordination rend nécessaire une interprétation crédible d'humilité et de déférence, la domination exige ainsi, de son côté, une interprétation crédible de supériorité et de grandeur. » (Scott, 2009 : 25). C'est ce que James Scott nomme le « *texte public* » dans lequel se rejoignent dominants et dominés dans des positions sociales différentes, produites par ces prises de rôles performatifs.

Au regard de cette « mésentente » constitutive des interactions asymétriques entre les migrants roms et les agents de l'État, il s'avère nécessaire d'analyser plus en profondeur le contenu de ces interactions, en partant du pouvoir des agents sur ces migrants. En effet, les dispositifs fonctionnent malgré ce hiatus à la fois au fondement de l'adhésion des migrants aux dispositifs et dans les interactions entre eux et les agents. Que révèle ce fonctionnement ? En quoi consiste alors l'accompagnement des migrants sélectionnés ?

2. Une injonction à la « citoyenneté » masquant un processus de normalisation

Les migrants roms qui entrent en accompagnement dans les dispositifs font l'expérience du droit, donc d'une forme de citoyenneté, tout en étant soumis à un cadre spécifique. Leur accompagnement recèle nombre de caractéristiques pertinentes à analyser pour comprendre le fonctionnement des dispositifs et leur projet concernant les migrants roms. Je vais montrer qu'il s'agit d'accepter d'accueillir ces migrants sous de multiples conditions, pour qu'ils puissent recevoir les transformations nécessaires à leur intégration dans la société française.

Le fil rouge de cette section consiste en une discussion sur la normalisation : comment se décline-t-elle en pensée et en actes au sein des dispositifs politiques dédiés aux migrants roms ? Avec quel étalon de valeur ? Est-il objectivement défini par les acteurs professionnels ? J'émetts donc ici l'hypothèse selon laquelle le dispositif de MOUS peut être pensé comme un dispositif par lequel il s'agit de transformer les migrants roms en citoyens. Il s'agit donc de vérifier cette hypothèse par l'analyse des discours et des pratiques des agents envers les migrants roms sélectionnés.

2.1. Des individus à éduquer et à normaliser

Les acteurs professionnels de l'arène rom locale développent des attentes vis-à-vis des migrants sélectionnés qui vont de l'injonction à « *intégrer les codes* » à une injonction à la ressemblance au final, celle-ci étant comprise comme la clé d'une intégration réussie. Cet accompagnement prenant la forme d'une éducation des migrants roms s'appuie également sur des règles spécifiques au sein du dispositif de MOUS. Ces dernières participent aussi largement à façonner ces migrants en « citoyens » désirés.

Cette logique de normalisation des migrants est présente et ancrée dans l'arène dès la mise en place de la MOUS, comme le montrent les propos d'Yves Necken tenus un an après le début du dispositif :

« [Il y en a] d'autres qui sont dans la demande d'intégration. Donc effectivement on a dépassé je pense un peu les caricatures, les représentations là-dessus. Donc je trouve que enfin on l'a vérifié même, j'ai posé la question au CSAP l'autre fois avec la DDCS, je voulais savoir précisément comment ça se passait parce que nous on a eu quelques soucis par contre avec des familles gitanes qui, quand ils ont été relogés en dehors du village andalou, ont reproduit euh... des regroupements familiaux importants et du coup ça posait vraiment problème. C'était pas des communautés on est d'accord, c'était le groupe familial, mais comme le groupe familial est important, ça posait vraiment problème. Y'en a un qui était relogé, ils étaient tous là. Donc là c'était galère. Et il me dit non, de ce qu'ils ont vu, des premières, non ils retournent même pas au squat. Y'en a certains qui y vont, d'autres pas du tout. Quand le groupe familial ils savent qu'ils sont en dehors du truc, tout va bien, c'est bon, les autres à la limite n'existent plus. »⁶²⁷

Comment les agents des dispositifs traduisent concrètement ces objectifs dans leurs pratiques et interactions avec les migrants ?

2.1.1. Attentes formelles et informelles des professionnels vis-à-vis des migrants roms

Si les migrants sélectionnés sont la cible privilégiée des actions et injonctions visant à les intégrer en transformant plusieurs aspects de leurs vies et de leurs êtres, celles-ci concernent idéalement (et implicitement) tous les migrants roms présents dans les squats sur le territoire local. Cela est lié à l'idée partagée par tous les professionnels de l'arène selon laquelle ces migrants doivent faire des efforts pour être mieux acceptés, mais cela relève également de l'organisation pyramidale analysée précédemment (avec le rôle des médiateurs dans l'accès des migrants à la sélection notamment). Ces actions de transformation implicite prennent corps dans de multiples injonctions et attentes des agents des dispositifs vis-à-vis des migrants roms.

Le relogement comme socle de la transformation des migrants

Reloger les migrants roms sélectionnés est un des axes fondamentaux de l'accompagnement dans la MOUS. Pendant plusieurs mois après la mise en place de ce dispositif, le relogement consiste en l'action première de l'accompagnement, concomitante à la régularisation. Très rapidement cependant, le CSAP se confronte au manque crucial de logements identifiés comme « temporaires » (correspondant à un relogement un peu plus pérenne, suivant celui « d'urgence »). La situation se débloque en avril 2011 lorsque le dispositif accède à des logements mis à disposition par différentes communes de la communauté urbaine, ainsi qu'aux « chalets Emmaüs ». Or à l'été 2012, le problème se pose de nouveau au regard de l'augmentation importante du nombre de familles en accompagnement. Le coordonnateur de la MOUS décide alors de diviser les logements préemptés pour y loger plusieurs familles (j'y reviendrai). L'équipe essaie également d'accélérer la sortie du dispositif pour nombre de familles, afin qu'elles libèrent des logements. Néanmoins, la rotation a du mal à s'effectuer.

⁶²⁷ Entretien, 9 mars 2011.

De plus, à cette période, Pierre-Alain Dumont soulève un autre problème concernant l'hébergement d'urgence : « *L'État ne veut plus financer d'hôtel pour l'hébergement d'urgence car ça coûte trop cher.* »⁶²⁸. Le dispositif est alors confronté à un manque structurel de places d'hébergement d'urgence que connaissent toutes les municipalités du pays comme toutes les structures travaillant dans le domaine de l'hébergement social. Dès lors, il y a un changement de discours qui s'opère : « *La priorité n'est plus de sortir du squat tout de suite, tant que le squat n'est pas menacé* »⁶²⁹. À partir de ce moment-là, les migrants sélectionnés restent donc en squat jusqu'à ce que celui-ci soit évacué, ou jusqu'à ce que l'équipe de MOUS leur propose directement un logement temporaire. Le dispositif se confronte également au manque de logements dits « *autonomes* », qui correspondent à la période de fin d'accompagnement des migrants et à leur « *sortie par le haut du dispositif* ». Pierre-Alain Dumont souligne effectivement que « *les bailleurs sociaux ne sont pas obligés d'en donner* »⁶³⁰. Le CSAP active alors l'outil qu'est le « contingent prioritaire » de la Préfecture, que le coordonnateur définit ainsi : « *Le préfet oblige les bailleurs sociaux à prendre les familles* ».

Pour formaliser cette opération fondamentale qu'est le relogement, l'équipe de MOUS fait signer un « *contrat d'hébergement* » aux migrants relogés dès la fin de l'année 2011. En outre, Pierre-Alain Dumont m'explique que l'équipe fait également signer un papier aux migrants lorsqu'ils refusent un logement⁶³¹. L'idée est bien de sortir du squat au plus vite les Roms sélectionnés, comme s'il s'agissait d'un préalable à l'accompagnement social et vers l'emploi. C'est ce que montrent en creux ces propos tenus par Pierre-Alain Dumont à l'ensemble des migrants roms sélectionnés, dans une réunion visant à leur présenter les cours de français qu'ils doivent suivre :

« *Je vous rappelle que vous êtes volontaires pour rester en France et vous intégrer : c'est chercher du travail, scolariser les enfants et apprendre le français. Car on ne peut pas rester en France sans parler le français.* »⁶³²

Si le logement n'est pas mentionné ici parmi les éléments qui fondent selon lui l'intégration, c'est qu'il va de soi : l'intégration n'est pas pensée comme envisageable lorsque les migrants habitent en squat. Le relogement est donc le premier pas à effectuer par les Roms pour entrer dans la société en tant qu'ayants droit. En d'autres termes, c'est une opération qui participe pleinement de la transformation des migrants en « citoyens », selon la logique du dispositif, et plus avant, de l'État. En effet, le relogement des migrants permet aux acteurs de la MOUS de « travailler » certaines façons de faire, comportements, ou codes prêtés par eux aux migrants roms, lorsque ces façons de faire sont liées d'une certaine façon à l'habitat. C'est ce que montre l'extrait de carnet de terrain suivant, qui relate une bonne partie de l'observation d'une réunion entre l'équipe de MOUS et des migrants accompagnés auxquels est proposé un premier relogement temporaire.

⁶²⁸ Entretien, 26 juin 2012.

⁶²⁹ *Ibid.*

⁶³⁰ Entretien, 13 décembre 2011.

⁶³¹ *Ibid.*

⁶³² Notes de terrain, 20 mai 2011.

Pierre-Alain Dumont et le responsable de l'association mènent la réunion. Milena traduit régulièrement en bulgare et fait venir au début Mihai, un jeune rom roumain qui parle très bien français⁶³³, pour qu'il fasse de même en roumain. Il était assis avec les autres, donc concerné lui aussi par ce relogement.

Responsable CSAP : « Comme vous le savez, la [communauté urbaine], en accord avec le préfet, a décidé de trouver des maisons pour certaines familles. On va parler des conditions d'occupation de ces maisons. La [communauté urbaine] a donné des maisons pour deux ans à peu près : ces maisons vont servir d'abord pour vous, puis pour d'autres personnes.

Les migrants sont très attentifs, pas un bruit.

Responsable CSAP : Aujourd'hui, vous êtes ou à [l'hôtel], ou au foyer, ou dans le squat pour les Roumains, et vous allez avoir ces maisons le temps que vous trouviez un appart pour vous définitif. Par exemple, [Monsieur XX], vous avez un contrat de travail qui va vous permettre de trouver un logement très rapidement.

Dumont : Logement que vous allez devoir payer !

Responsable CSAP : Donc ce logement dans les maisons est temporaire, le temps que vous soyez autonome avec votre propre appart.

Dumont : Pour cela, pour avoir un logement autonome, il faut un salaire régulier, donc il faut du temps.

Responsable CSAP : Vous avez beaucoup de chance, et tant mieux, car ce qui vous est proposé aujourd'hui ce sont des maisons individuelles, et non des appartements. Les conditions sont les suivantes ; premièrement nous allons signer, vous et nous, un contrat. Comme tout contrat, vous avez des droits mais aussi des obligations. Vos droits, c'est d'utiliser le logement, comme vous devez utiliser tout logement.

Traduction de Mihai en roumain : « sans détruire » !

Tout le monde s'écrie : « normal ! »

Dumont : Il s'agit d'un contrat de trois mois renouvelable. Il n'y aura pas de loyer à payer, puisque le CSAP ne paye pas mais bénéficie gratuitement de cela de la part de la CUB. Par contre, vous allez payer l'électricité, l'eau, le gaz.

Un homme roumain, habillé en costume-cravate, s'écrie : « Mais c'est normal ! »

Responsable CSAP : Deuxième chose très importante : Une maison donnée par la [communauté urbaine], ce n'est pas un squat pour loger tous les Roumains et Bulgares qui sont sur [la Ville] ! Nous passons un contrat pour loger une famille, pas d'autres. Seulement Monsieur, Madame, et les enfants. Les autres, même qui font partie de la famille, ne sont pas régularisés, donc c'est pas possible. Si ce n'est pas le cas, ce sera une condition d'arrêt du contrat immédiat.

Un homme demande s'il peut faire venir quelqu'un de Roumanie pour s'occuper de ses enfants.

Responsable CSAP : La règle, c'est non. (...) Ensuite, le CSAP a pris une assurance qui couvre la famille qui est présente mais pas les autres, et ça c'est important. Bien sûr vous avez le droit d'avoir des visiteurs, c'est pas un problème, sauf si les visiteurs ça veut dire des voitures et des camions toute la journée. Mais on va en reparler.

(...)

Responsable CSAP : Il faut respecter quelques consignes. Par exemple, la maison n'est pas un lieu pour faire la ferraille.

Un Bulgare demande en rigolant : « mais alors comment je fais, moi ?! ». On ne sait pas si c'est une blague ou non, mais c'est traduit comme tel par Milena. Pas si sûr...

Responsable CSAP : Les visiteurs doivent bien se comporter aussi. Et il faut éduquer (en insistant sur ce mot) vos enfants, il faut leur expliquer ce changement. Si les enfants sont dehors et font n'importe quoi, ça va pas être possible. Pas comme ce que j'ai vu dans les squats, comme les enfants qui sortent seuls dehors... Pour conclure sur ce sujet, vous n'êtes

⁶³³ Cf. chapitre 2, 3.4.

pas des Roumains ou des Bulgares de passage en France aujourd'hui, vous êtes en train de vous intégrer en France. Et l'intégration en France, c'est accepter et intégrer les règles de la France tout en respectant vos règles à vous.

Mal traduit par Mihai qui parle de « règles des maisons ».

Responsable CSAP : *Il n'y a pas de mobilier dans les maisons, vous devez vous débrouiller pour ça. Si quelqu'un a un problème précis, on va voir après pour vous aider. Moi j'ai pensé que dans les squats vous avez des choses, vous pouvez les prendre et les amener dans les maisons. Les logements sont rénovés, c'est neuf. Le chauffage y est, vous ne pouvez pas amener autre chose pour chauffer. Vous ne pouvez pas faire n'importe quoi, comme créer une porte dans un mur. Il faut nous demander, ne serait-ce que pour repeindre.*

Dumont : *Et vous ne démontez pas le cuivre pour le revendre !!* (En riant)

Tout le monde rigole. (...) »⁶³⁴

Je reviendrai plus longuement dans les sous-parties suivantes sur certaines de ces injonctions présentées comme des règles, des devoirs, dont le non-respect peut aboutir à la sortie du dispositif et à la fin de la régularisation pour les migrants roms. La pression effectuée par les acteurs de la MOUS sur le logement montre qu'il s'agit d'une opération préalable à la transformation des migrants dans une voie jugée bonne pour l'intégration. La pression sur le logement relève donc à la fois de la première démarche à effectuer pour intégrer les migrants roms et d'un outil permettant de les « éduquer », de les transformer et de les contrôler ainsi sur de multiples aspects de leurs vies et de leurs êtres.

L'injonction au travail, coûte que coûte

L'injonction au travail est au fondement du contrat d'accompagnement puisque celui-ci prône une « *intégration par l'emploi* ». Pierre-Alain Dumont se plaît alors à répéter sous différentes formes que « *notre problème et notre priorité, c'est l'emploi.* »⁶³⁵. Ce dernier m'explique ainsi que la « *règle fixée par le préfet est d'avoir minimum un contrat de travail par famille* »⁶³⁶ pour avoir un renouvellement du titre de séjour. Dès lors, les injonctions au travail sont multiples et répétées par les acteurs du dispositif lorsqu'ils s'adressent aux migrants souhaitant intégrer la MOUS (cf. incipit ethnographique). Ces injonctions se font encore plus pressantes en direction des personnes déjà en accompagnement : « *Le français c'est important pour s'intégrer, mais le plus important c'est le travail* »⁶³⁷ ou encore « *Le principal, c'est l'emploi, parce que vous payez le loyer avec le salaire que vous gagnez* »⁶³⁸. Les acteurs de la MOUS vont même jusqu'à féliciter devant les autres ceux qui travaillent, en les érigeant en exemple à suivre, apostrophant par exemple une personne au cours d'une réunion : « *C'est bien de travailler !* »⁶³⁹.

Ces répétitions d'injonction et de valorisation de l'emploi auprès de ce public spécifique sous-tendent des représentations selon lesquelles ces migrants seraient de fait éloignés du travail, dans leur mode de vie. Il s'agit donc au fond de les amener au

⁶³⁴ Notes de terrain, réunion MOUS de présentation du relogement aux migrants, locaux de la MOUS, 26 avril 2011. Il est à souligner que dans cette retranscription in situ des propos tenus, la traduction du français au bulgare effectuée par Milena n'a pas été prise en considération puisqu'à cette période, mon niveau de compréhension de la langue bulgare ne le permettait pas.

⁶³⁵ Entretien, 1^{er} août 2012.

⁶³⁶ Entretien, 16 mai 2011.

⁶³⁷ Notes de terrain, réunion de présentation des cours de français aux migrants accompagnés, locaux de la MOUS, 20 mai 2011.

⁶³⁸ Notes de terrain, réunion « atelier savoir-être, savoir-faire, métiers du bâtiment », locaux de la MOUS, 3 mai 2012.

⁶³⁹ Notes de terrain, réunion de présentation de relogement MOUS aux familles, locaux de la MOUS, 26 avril 2011.

travail, et pourrait-on ajouter, au « vrai » travail, à l'emploi salarié – ce qui exclut de fait, aux yeux des agents de la MOUS, le « business » (même légal) et la pratique de la mendicité. L'appréhension qu'ont les agents de la mendicité est visible à travers cet extrait de carnet de terrain rapportant un échange que j'ai eu avec Milena :

Yanko a déménagé du squat de F. à la maison de B. il y a deux semaines. Il a demandé à Milena si sa mère pouvait habiter avec eux pour s'occuper des enfants en précisant que c'est elle qui s'en occupe le plus, « *comme une maman* ». Milena me dit qu'elle a accepté en leur disant de ne « *pas trop le dire* », mais qu'elle ne comprend pas car la mère ne travaille pas, et donc a du temps. Je lui rétorque que si, elle travaille, en faisant le geste de la manche. Elle dit « *ah oui d'accord !* » en levant les yeux au ciel, et passe à un autre sujet.⁶⁴⁰

L'injonction à l'emploi envers les migrants roms accompagnés semble également révéler une crainte des professionnels du dispositif : il s'agit du fait que les migrants roms ne comprendraient pas vraiment la nécessité de travailler, et ce d'autant plus qu'ils sont pris en charge (régularisés, relogés, accompagnés socialement – ce qui ne signifie pas le fait de percevoir des aides financières) dans le cadre de la MOUS. C'est ce que souligne le coordonnateur lorsqu'il met en place les premiers relogements de migrants roms dans les maisons mises à disposition par la communauté urbaine (dans lesquelles les migrants ne paient pas de loyer mais les charges), « *le danger c'est que les familles refusent l'emploi fixe pour rester dans ces logements ; c'est la faille.* »⁶⁴¹. Il est donc sous-entendu dans ces propos la nécessité d'inciter fortement les migrants roms à travailler, en les aidant dans leur recherche d'emploi (voire en l'effectuant pour eux), en les motivant, et en leur donnant les codes qui leur manqueraient pour y parvenir.

Cette forte injonction à l'emploi finit par porter ses fruits en 2012 : à cette période, Pierre-Alain Dumont se félicite du fait que toutes les familles de la MOUS 3 (dernier contingent) ont un emploi. D'après le bilan chiffré qu'il a établi, il précise qu'il y a à l'heure actuelle « *21% d'échec de familles pour l'emploi sur les MOUS 1 et 2, alors qu'il y en a zéro % sur la MOUS 3* »⁶⁴². Cela est à mettre en perspective avec l'arrivée de Lisimba dans l'équipe de la MOUS, qui a un profil spécifique axé sur l'emploi, ayant travaillé dans le domaine de la recherche d'emploi en entreprise. Celle-ci met notamment en place plusieurs ateliers de « savoir-être, savoir-faire » pour « *expliquer les codes* »⁶⁴³ nécessaires dans des domaines d'emploi divers, mais aussi de façon générale, en ce qui concerne les façons d'être face aux employeurs. De plus, sous l'impulsion de Lisimba est créée une plaquette de vocabulaire bilingue à destination des migrants recherchant un emploi dans l'entretien et les services à la personne. Elle joue donc un rôle non négligeable dans cette injonction à l'emploi envers les migrants, mais presque malgré elle, comme on le voit dans ces notes de terrain :

Lisimba souligne à ce sujet la pression qu'elle ressent sur elle. Elle me dit que quand elle est arrivée, elle a été étonnée de voir que « *la plupart des MOUS 1 et 2 n'avaient jamais*

⁶⁴⁰ Notes de terrain, 4 mai 2012.

⁶⁴¹ Entretien, 9 mai 2011.

⁶⁴² Entretien, 26 juin 2012.

⁶⁴³ Notes de terrain, propos de Pierre-Alain Dumont, réunion « atelier savoir-être, savoir-faire, métiers du bâtiment », locaux de la MOUS, 3 mai 2012.

travaillé ». Dit qu'elle trouvait cela « *étrange* » quand on lui disait que le but c'était l'emploi, comme aussi le fait que ce soit une MOUS : car elle s'est renseignée, me dit-elle, et a vu que le but d'une MOUS c'était le logement, et trouvant que ça ne collait pas avec la réalité et l'objectif qu'on lui présentait, elle en a parlé à Pierre-Alain Dumont qui lui dit qu'ils allaient changer le nom et ne plus appeler ça une MOUS !⁶⁴⁴

Cette importance de l'emploi (notamment dans la production de bilans qui montrent la « réussite » du dispositif) accompagnée de l'injonction à travailler pour rester dans le dispositif a des effets pervers. Ces derniers concernent principalement la nature et les modalités des emplois qui sont acceptés par les agents de la MOUS : nombre d'emplois sont occupés dans le domaine agricole, donc le plus souvent saisonnier, ce qui signifie temporaire. Or ces emplois sont comptabilisés comme les autres, et ce d'autant plus lorsque les bilans statistiques sont effectués en haute saison. Seule Milena le note auprès de moi en ayant un regard critique sur ce point :

Milena dit que Lisimba n'est pas très efficace dans son travail malgré les dires de Pierre-Alain Dumont (qui dit l'inverse) : elle dit qu'« *elle a trouvé soi-disant du travail pour tous les hommes de la MOUS 3* » (comme il se plaît à le répéter avant l'été) mais seulement avec un employeur, et qui est plus est de l'emploi saisonnier, et qu'aujourd'hui ceux qui travaillent dans la MOUS sont rares. Pour preuve, elle m'en fait la liste.⁶⁴⁵

En outre, plusieurs personnes accompagnées dans le cadre de la MOUS travaillent sans avoir de contrat, ou avec des contrats qui ne sont plus valables, sans que cela ne semble inquiéter les agents outre mesure. Je le découvre au hasard des conversations informelles lors d'observations dans les locaux de la MOUS notamment. Ainsi, en novembre 2012, Milena m'apprend que Yanko, qui travaille dans l'agriculture chez le même patron depuis plusieurs mois, n'a plus de contrat depuis le mois d'août. Plus tard, elle me dit également que sa femme, employée avec lui pendant un temps, y travaille de nouveau mais sans contrat non plus. Lorsque je m'en inquiète, elle me fait comprendre que cela concerne Lisimba⁶⁴⁶. Dans la même veine, plusieurs femmes qui travaillent dans l'entretien d'hôtels, et dont l'emploi a été trouvé par la MOUS, semblent se faire exploitées par leurs employeurs, sans être payées pour leurs heures supplémentaires par exemple (ce qui fut le cas de Vasilka) ou en étant renvoyées puis reconduites après la période d'essai. Les agents du dispositif, mis au courant par la plupart de ces femmes (qui le font timidement et en aucun cas en criant à l'injustice), ne trouvent pas ça normal, mais leur discours dans ce cas consiste à dire globalement qu'elles ne peuvent rien faire, l'idée étant que « c'est déjà bien d'avoir un travail ».

Dans le cadre du dispositif de MOUS, le logement et l'emploi sont au même titre considérés comme étant incontournables pour l'intégration, ce qui en fait d'une part de réelles attentes concrètes et formelles de la part des agents envers les migrants sélectionnés, et d'autre part des outils permettant aux agents de transformer les Roms en « citoyens », et ce en fonction de règles et de devoirs qui leur sont spécifiques.

⁶⁴⁴ Entretien, 1^{er} août 2012.

⁶⁴⁵ Entretien, 26 novembre 2012.

⁶⁴⁶ Notes de terrain, 4 décembre 2012.

Apprendre à « bien se présenter » et « bien se comporter » : l'importance du visible

Au-delà des attentes formelles vis-à-vis des migrants roms accompagnés dans le cadre du dispositif de MOUS, il existe également d'autres attentes de la part des agents. Ces dernières sont plutôt informelles, en ce qu'elles ne sont pas verbalisées en tant que telles, et encore moins citées officiellement, dans les documents ou propos des acteurs du dispositif.

Comme on l'a déjà pressenti précédemment, ces autres attentes de la part des agents de la MOUS vont au-delà des modalités du contrat d'accompagnement de départ (scolariser les enfants, sortir du squat, apprendre le français et travailler). Ces attentes ne sont pas clairement présentées comme telles mais sont repérables dans les discours et les interactions avec le public du dispositif. Elles portent sur des aspects personnels voire intimes de la vie des personnes accompagnées dans la MOUS : la taille de la famille, le mode de vie, l'éducation des enfants, la tenue vestimentaire. Pour les agents du dispositif, il s'agit toujours au premier abord de « *leur donner les bases et les codes de notre société* »⁶⁴⁷. Or, comme on va le voir, la plupart de ces injonctions porte sur des aspects « visibles » des migrants, concernant leurs relations avec des acteurs de la société française, comme les employeurs, les voisins, ou plus généralement, les « Français ». Cela peut se comprendre par le fait qu'il s'agit au fond de transformer l'image de ces migrants pour correspondre à ce que les professionnels du dispositif attendent pour s'intégrer dans la société française.

Ainsi Lisimba m'explique par exemple qu'elle ne laisse pas passer une situation où une personne accompagnée par la MOUS n'appelle pas son patron pour lui dire qu'il sera absent au travail ce jour :

« Avant les prises de postes, on coache quand même pas mal, sur les comportements, ce qu'il faut absolument pas faire, ce que nous conseillons de faire, tu vois. À chaque fois ! Moi en tout cas je le fais systématiquement et je fais intervenir à chaque fois Milena. Mais là par exemple c'est quelqu'un qui n'avait jamais travaillé jusque-là. Et qui a eu un emploi, et qui a fait trois jours heu...sans prévenir l'employeur, sans rappeler l'employeur...le quatrième jour, qui s'est pas excusé et qui a même demandé...d'autres choses, notamment par rapport à son contrat etc...donc la question après c'est vraiment est-ce que ces personnes ont plutôt du mal à intégrer les codes ou est-ce que c'est du je m'en foutisme...bon, c'est intéressant quand même de savoir. »

Milena ajoute : « *C'est une chose qui est très importante. Etre ponctuel, ne pas parler juste comme ça pour "oui d'accord, je viens" et il vient dans une semaine ! Voilà ! Sans appeler, sans...voilà.* »⁶⁴⁸

Cela fait écho au sérieux attendu des migrants accompagnés par les acteurs de la MOUS, qui le leur répètent régulièrement, et même lorsque cela n'est pas a priori nécessaire. C'est ce que fait par exemple Pierre-Alain Dumont au début d'une réunion à laquelle tous les migrants roms sont arrivés à l'heure, et même en avance :

*« Je vous demande d'être ponctuels, de vous organiser pour arriver à l'heure car je sais que c'est très désagréable qu'il y ait des gens qui arrivent en retard. »*⁶⁴⁹

⁶⁴⁷ Entretien avec Lisimba, 5 juillet 2012.

⁶⁴⁸ *Ibid.*

S'il s'agit là d'une volonté d'éduquer les migrants roms, afin qu'ils acquièrent ces « codes » dont ils seraient démunis, les cadres de la MOUS vont plus loin en faisant des remarques qui s'apparentent à une injonction de normalisation. Plus que leur permettre de comprendre ces codes et de les incorporer, l'objectif est bien qu'ils se fondent dans la masse, qu'ils ne se fassent pas remarquer, qu'ils passent presque inaperçus, et donc qu'ils deviennent invisibles – car c'est à ce prix qu'ils sont finalement acceptés, et qu'ils sont définis alors comme intégrés en tant que « citoyens ».

Tel est le sens des multiples injonctions des acteurs du dispositif concernant le mode de vie que les migrants roms officiellement « accueillis » dans la société française doivent adopter. Ces injonctions sont clairement diffusées et voient le plus souvent le jour lors de réunions collectives plus que dans le cadre d'entretiens individuels, contrairement aux propos qui correspondent aux attentes formelles comme le logement ou le travail. En effet, on ne tient pas les mêmes propos, ni de la même façon, à un ensemble de personnes et à une seule personne. Dès lors, puisqu'ils agissent ainsi (consciemment ou non), on peut faire l'hypothèse que les cadres du dispositif savent ou pressentent qu'ils outrepassent leur fonction, d'une certaine manière. Or il ne s'agit pas pour eux de quelque chose qu'ils souhaiteraient dissimuler : soit ils envisagent ces propos tenus comme des conseils aux migrants, leur permettant de parvenir pleinement à leur intégration, donc comme un « bonus » qu'ils délivrent généreusement, soit ces attentes envers les migrants roms leur sont explicitées pour parvenir à une meilleure réussite dans la conduite du dispositif – ce qui est fonction pour eux, du fait que les migrants ne posent pas de problème auprès d'autres acteurs dans leur accompagnement. En effet, les migrants roms sélectionnés et accompagnés sont clairement envisagés comme étant sous la coupe du dispositif de MOUS, mais plus avant de la Préfecture qui leur a accordé ce privilège, donc de l'État. Les cadres de la MOUS pensent donc que les Roms ne doivent pas « faire honte » à l'État envers lequel ils se doivent d'être reconnaissants.

On se souvient par exemple de ces quelques phrases adressées aux Roms relogés par le responsable du CSAP et de la MOUS lors d'une réunion :

*« Vous avez le droit d'avoir des visiteurs, c'est pas un problème, sauf si les visiteurs ça veut dire des voitures et des camions toute la journée. Les visiteurs doivent bien se comporter. » (...) « Si les enfants sont dehors et font n'importe quoi, ça va pas être possible. Pas comme ce que j'ai vu dans les squats, comme les enfants qui sortent seuls dehors... »*⁶⁵⁰

Il est intéressant de souligner que lors de ces injonctions, plusieurs références au squat ou à la vie dans les squats comme aux façons d'être identifiées comme « habituelles » des Roms sont effectuées. Le fait que les acteurs professionnels font référence à ces caractéristiques réelles et/ou supposées, qui selon eux fondent l'identité et la culture rom, pour signifier ce qu'il ne faut pas faire, montre bien la véritable transformation qui est attendue des migrants accompagnés. En d'autres termes, il leur faut se dépouiller de

⁶⁴⁹ Notes de terrain, réunion de présentation des cours de français aux migrants accompagnés, 20 mai 2011.

⁶⁵⁰ Notes de terrain, réunion MOUS de présentation du relogement aux migrants, 26 avril 2011.

tout ce qu'ils étaient et qui fondait leurs comportements, afin de recouvrer une nouvelle identité plus acceptable en termes d'image.

Dans la même perspective, la question de leur tenue vestimentaire est régulièrement abordée dans les discours des cadres de la MOUS tenus aux Roms :

« Cette réunion, c'est pour se préparer aux entretiens d'embauche, expliquer les codes : faut pas s'habiller comme on veut, ça va pas le faire si une femme arrive avec de grands turbans, des tissus partout, etc... »⁶⁵¹

Ce sujet est toujours accompagné de rire et de mime, comme si le coordonnateur voulait faire passer ses remarques pour des blagues, permettant ainsi à son discours d'être entendu tout en minimisant sa portée normalisatrice pourtant extrêmement forte. Pour parler de certaines de leurs attentes vis-à-vis des migrants roms accompagnés, les professionnels du dispositif oscillent au final entre un ton léger et une extrême fermeté. C'est notamment le cas en ce qui concerne les comportements que les Roms doivent avoir avec leurs voisins lorsqu'ils sont relogés. D'emblée, il leur est clairement signifié qu'ils ne sont pas désirés et qu'en conséquence, il leur appartient de redoubler de vigilance et d'efforts pour que leur cohabitation avec leurs voisins se fasse dans la paix sociale, mais surtout sans gêne ni douleur pour ces derniers :

Responsable CSAP : (...) *« Encore une chose, qui est une condition d'arrêt du contrat : aujourd'hui, les voisins des maisons ne sont pas contents d'avoir des Roms, des Roumains ou des Bulgares à côté. »*

(...)

Dumont : *« Ce sera réussi si vous êtes acceptés par les voisins. Il faut être très gentil car au départ ils ne sont pas contents. Il faut être des bons voisins. »⁶⁵²*

En d'autres termes, il reviendrait aux migrants roms sélectionnés d'assumer le poids des représentations, des discriminations et du rejet existant globalement envers l'ensemble des migrants roms et/ou des Roms au sens générique du terme, tout en portant la responsabilité de modifier le regard que les voisins peuvent avoir sur eux. D'après ces propos, les cadres de la MOUS semblent affirmer que cela est possible d'une part, et doit être effectué par les Roms eux-mêmes d'autre part, précisément par la modification de leurs comportements. Il ne s'agit donc plus au final que les voisins acceptent les Roms, puisque les Roms en question se doivent de se transformer pour être acceptés par leurs voisins. En outre, mettre en balance cette question de l'acceptation de la différence et de la discrimination dans le voisinage avec l'« arrêt du contrat » pour les migrants roms s'ils ne parviennent pas à déjouer ce problème potentiel est extrêmement violent symboliquement pour ces migrants. Pourtant, les propos du responsable sont clairs et sont repris également par les agents du dispositif tout au long du parcours résidentiel des migrants en accompagnement. Ainsi Milena, lorsqu'elle m'explique les conditions de sortie de la MOUS « par le haut » en termes de logement, me dit :

⁶⁵¹ Notes de terrain, propos de Pierre-Alain Dumont, réunion « atelier savoir-être, savoir-faire, métiers du bâtiment », locaux de la MOUS, 3 mai 2012.

⁶⁵² Notes de terrain, réunion MOUS de présentation du relogement aux migrants, 26 avril 2011.

*« Pour aller sur un bail glissant après un logement en sous-location avec le CSAP, il faut avoir fait neuf mois de sous-loc, une bonne gestion du logement, et aussi pas avoir de problème avec le voisinage. »*⁶⁵³

L'arrêt du contrat d'accompagnement décidé unilatéralement par l'équipe de la MOUS et/ou la Préfecture équivaut à une forme d'exclusion du dispositif pour les migrants. On peut donc analyser comme une double peine le fait de se retrouver exclu du dispositif en raison de discriminations et/ou de plaintes effectuées par des voisins, ou par des employeurs. Or lorsque cela arrive, ce sont les migrants roms qui sont désignés d'emblée comme responsables, puisque cela signifierait qu'ils n'ont pas adapté voire modifié leur comportement comme ils le devaient.

De l'individualisation nécessaire pour désamorcer la « communauté » imaginée

Un autre élément observable dans l'accompagnement effectué transcende ces différents domaines et attentes : il s'agit de l'individualisation de ces migrants qui est appréhendée par les agents des dispositifs comme étant nécessaire à leur intégration. Ce point est tellement fondamental qu'il n'est que peu verbalisé, tout en étant partagé implicitement par tous les acteurs comme une évidence. De ce fait, il est plus aisé de saisir en creux des éléments permettant de l'analyser.

Si l'individualisation est pensée comme nécessaire pour l'intégration (ce qui renvoie évidemment aux logiques étatiques à ce sujet⁶⁵⁴), elle est d'autant plus cruciale dans le cas des migrants roms qui sont perçus et appréhendés dans une perspective communautaire ou collective, comme je l'ai montré dans la première partie. L'accompagnement des migrants dans le cadre des dispositifs a notamment pour objectif de désamorcer cette communauté imaginée, ou en d'autres termes, de désaffilier la personne accompagnée afin de déjouer l'emprise ou le poids de la famille qui pourrait contrecarrer les actions de l'État autour de l'objectif d'intégration. Comment les professionnels du dispositif de MOUS s'y prennent-ils concrètement pour ce faire ? La plupart des marges de manœuvres de ces acteurs se situe dans le domaine du logement, ce qui paraît logique au regard du lien entre les questions du logement et de la famille.

En premier lieu, de nombreux rappels explicites sur le fait que la MOUS s'adresse à des familles nucléaires sont effectués pendant les réunions. C'est le cas lorsque le responsable de l'association présente l'hébergement transitoire dans lequel vont entrer les migrants en disant :

*« Ce n'est pas un squat pour loger tous les Roumains et Bulgares qui sont dans la ville ! Nous passons un contrat pour loger une famille, pas d'autres. Seulement Monsieur, Madame, et les enfants. Les autres, même qui font partie de la famille, ne sont pas régularisés, donc c'est pas possible. Si ce n'est pas le cas, ce sera une condition d'arrêt du contrat immédiat. »*⁶⁵⁵

⁶⁵³ Entretien, 13 novembre 2012.

⁶⁵⁴ Cf. chapitre 2, 3.1.

⁶⁵⁵ Notes de terrain, réunion MOUS de présentation du relogement aux migrants, 26 avril 2011.

Son discours est sous-tendu par une représentation des migrants roms comme vivant en communauté ou ayant de forts liens de proximité au sein de leurs familles élargies. Il cherche à tout prix à les amener à un autre modèle de vie, celui de la famille nucléaire, qui correspond à ses yeux à la norme dans la société française.

Si les règles du dispositif concernant ces modalités de relogement défont donc les liens familiaux qui fondent effectivement l'ordinaire des Roms bulgares en question (comme je l'ai montré dans la deuxième partie concernant leurs organisations quotidiennes en Bulgarie comme en France), c'est également le cas du relogement en soi. Les multiples relogements que connaissent les migrants accompagnés sont effectués en fonction des places qui se libèrent ou que les acteurs de la MOUS parviennent à trouver et à négocier. Cela implique notamment qu'aucune réflexion sur les lieux de vie proposés aux familles ne précède les attributions, ce qui peut avoir des conséquences matérielles importantes. C'est par exemple le cas d'Albena qui emménage dans un logement définitif dans une commune qui se trouve à l'opposé de celle où se situe son travail (en CDI). Ces éloignements peuvent aussi concerner les membres de la famille, dont certains n'ont jamais vécus séparément, étant donné qu'ils étaient voisins dans leur *mahala* comme dans leur squat.

En outre, ces relogements potentiellement lointains du lieu de vie actuel des migrants (que ce soit un squat ou un premier relogement temporaire) mettent à mal les liens qui ont été tissés à partir de ce premier lieu de vie, que ce soit avec d'autres migrants (famille ou connaissances) et avec les acteurs associatifs et institutionnels, ainsi que les « amis » rencontrés sur les lieux de mendicité. Comme le souligne l'ancienne travailleuse sociale de la MOUS, cela peut alors mettre à mal le processus même d'intégration des familles sur le territoire, ce qui apparaît contraire aux objectifs du dispositif :

« Pour moi en plus c'était problématique parce y a des familles qui se retrouvaient relogées...sur le territoire où elles étaient intégrées enfin sur les squats, plus ou moins intégrées en fonction des familles... moi j'essayais vraiment de partir de ce territoire-là pour construire un petit peu la démarche d'intégration, donc ça veut dire au niveau de la scolarité, de l'implication du corps enseignant, des associations de proximité, des choses comme ça et quand on me faisait déménager une famille je sais pas où, t'avais six mois de boulot qui partait en sucette quoi euh... Donc euh avec toutes ces difficultés-là qui euh même au niveau relogement moi je euh... pfff... »⁶⁵⁶

Il y aurait donc un effet pervers à cette individualisation par le logement, puisque celle-ci est à la fois pensée comme étant nécessaire à l'intégration des migrants, mais peut avoir un effet contraire, si l'on considère l'intégration en termes de réseaux de sociabilité et de créations de liens sociaux divers. Dès lors, cela pose question sur les expériences qu'en font concrètement les migrants roms, leurs façons de vivre cette individualisation ; cela sera précisément interrogé dans le chapitre 7 suivant. Néanmoins, les acteurs des dispositifs ne se posent pas ces questions, étant donné que cette façon de vivre correspond à leur logique, et plus avant à la logique étatique qu'ils

⁶⁵⁶ Entretien, 3 février 2012.

considèrent comme étant bonne et dont l'application aux migrants roms est donc justifiée.

2.1.2 Des règles spécifiques pour un apprentissage de la « citoyenneté »

Au sein de ces dispositifs spécifiques ayant pour objectif l'intégration des migrants roms, qu'ils soient sélectionnés dans la MOUS ou tendent à l'être en adoptant les comportements attendus impulsés par les médiateurs, les migrants roms sont soumis à des obligations. Il s'agit de devoirs qui sont présentés comme étant la contrepartie de l'obtention de leurs droits dans la société. Or certaines de ces règles qui encadrent des aspects de la vie de ces migrants sont néanmoins clairement spécifiques. Elles ont plusieurs objectifs : certaines visent à parfaire l'éducation des Roms pour leur apprendre à « devenir des citoyens », d'autres consistent en des formes de résolution des contraintes structurelles rencontrées par les acteurs des dispositifs, quand d'autres encore sont établies pour mieux contrôler ces migrants tout en refusant de les « assister ». Mais toutes ces règles spécifiques pour les migrants roms se rejoignent autour d'une même finalité : montrer patte blanche et prouver sa docilité, ces éléments étant appréhendés comme constitutifs de l'intégration.

Faire payer l'électricité au squat : entre éducation et paix sociale

L'une de ces règles observables concerne non pas les migrants sélectionnés dans le dispositif de MOUS, mais tous les habitants du squat de X. Dans la logique de transformation de ce lieu de vie en « site » géré par la Ville, concomitante à la naissance de la médiation, il a été décidé dans le cadre de la convention établie entre la Ville et la communauté urbaine, propriétaire des lieux, d'y mettre en place un accès officiel aux fluides et des sanitaires pour les habitants. C'est en rappelant ce contexte qu'Yves Necken présente aux acteurs de l'arène la nouveauté qui en découle : faire payer l'électricité aux migrants qui y vivent :

« On a une convention avec la [communauté urbaine] pour X : eux s'engagent pour l'électricité, les latrines, les blocs douche, les travaux vont démarrer, la Convention a été signée le 19 janvier entre [le directeur général des services de la communauté urbaine] et [le secrétaire général, directeur des services de la Ville]. Il y aura une redevance de 50 euros par famille et par mois, ça comprend l'eau chaude aussi. On réfléchit à comment on récupère l'argent. »⁶⁵⁷

Aucune explication supplémentaire n'est fournie aux acteurs – qui, d'ailleurs, n'en réclament pas. Cela semble donc paraître logique à tout le monde, ce qui explique en outre la possibilité légale de cette démarche. En effet, le paiement de l'électricité est devenu effectif en octobre 2012, permis officiellement par un vote au Conseil Municipal donnant lieu à un arrêté municipal, d'après les explications fournies par Damien. Celui-ci précise que ce ne sont pas les médiateurs qui récoltent l'argent auprès des migrants :

⁶⁵⁷ Notes de terrain, réunion multi-partenariale à la Ville, 23 janvier 2012.

« Les placiers viennent, nous sommes présents, la police municipale est prévenue. Ils peuvent venir si ça chauffe. Donc là le premier tour, il y a un tour des cabanes qui avait été fait et les personnes n'ayant pas pu venir se voient remettre un papier d'orientation sur les placiers à la mairie où on a convenu avec eux qu'il y avait deux matinées sur lesquelles ils pouvaient se présenter chez les placiers pour payer les 50 euros. »⁶⁵⁸

Quel sont les modalités de fonctionnement de ce paiement d'électricité par les habitants « sans droits ni titres » du squat de X ? Comment est-il justifié par les acteurs institutionnels concernés ?

Le premier élément à questionner concerne la décision de ce montant qui s'élève mensuellement à cinquante euros, ainsi que le « découpage » effectué pour définir la « place » ou le nombre de personnes auquel correspond cette somme. Sur ce dernier point, Damien précise que la somme en question est demandée par famille nucléaire, et non par cabane, en raison des « extensions » de cabanes qui existent parfois et qui conduisent à l'existence de ce qu'il nomme des « *méga cabanes* » qui hébergent parfois une vingtaine de personnes. Cependant, lorsque je lui demande d'explicitier ce fonctionnement, on observe une différence entre les cabanes et les pièces en dur du bâtiment. Dans ces dernières, la somme est demandée par pièce, même si plusieurs générations cohabitent, alors que dans les cabanes, les médiateurs font payer séparément cette somme aux différentes générations, jusqu'à demander cinquante euros à une grand-mère qui a une petite pièce collée à la cabane de la famille de son fils, qui doit aussi payer le même montant. Mettant à jour ces contradictions au cours de l'entretien, Damien se renferme de plus en plus. Aussi je conclus ce sujet de façon explicite :

ACM : « D'accord. Donc là c'est pas très équitable... »

Damien : *Ouais mais c'est une forme aussi de dire euh...vous n'avez pas respecté la règle euh...de...d'expansion. Y a d'autres personnes qui arrivent. »⁶⁵⁹*

Il reconnaît donc qu'il n'y a pas d'équité dans les modalités de paiement (dans le nombre de personnes par paiement de la même somme), ce qu'il semble assumer et plus avant légitimer comme une forme de punition des migrants qui n'auraient pas respecté les règles de vie de ce lieu. Quant à la décision du montant, celui-ci a été fixé arbitrairement, sans que Damien ne précise qui a contribué à prendre cette décision, mais sans nier l'implication des médiateurs :

ACM : « Pourquoi 50 euros ? Comment vous en êtes arrivés au chiffre de 50 euros, comment ça a été décidé ou calculé ? »

Damien : *50 euros. Euh... pfff... Je pense qu'il y a la question d'un prix symbolique. Il y a vraiment cette question-là. On va pas demander 100 euros, on va pas demander 20 euros. Après si on totalise en faisant le nombre de personnes on arrive à un montant potentiel.*

ACM : Ouais. Qui est de combien du coup ce montant potentiel si on compte 50 euros par famille nucléaire ?

Damien : *Euh... On arrive à un peu moins de 4 000 euros. Ce qui représente la moitié des charges du site de X.*

ACM : Des charges globales : eau, électricité, ramassage... ?

⁶⁵⁸ Entretien, 7 décembre 2012.

⁶⁵⁹ *Ibid.*

Damien : *Sans compter euh... un amortissement de tout l'aménagement, de l'installation qui a été faite.*

ACM : Sanitaire ?

Damien : *Oui sanitaire plus l'installation électrique qui nous a coûté quand même près de 50 000 euros, avec le branchage de tout.* »⁶⁶⁰

Lorsque cette question de la décision du montant lui est posée, Damien n'est pas très à l'aise. Ses propos montrent que l'idée était (entre autres) de faire payer les habitants de ce lieu n'importe quelle somme afin d'amortir a minima, ou « *symboliquement* » (j'y reviendrai), le coût de l'accueil de ces migrants pour la Ville. Effectivement, c'est la Ville qui paie la facture EDF de ce lieu de vie. Les sommes récoltées auprès des habitants sont « *provisionnées* ». Damien précise que cet argent « *repart au DSU et il peut aussi nous servir par exemple euh... pour l'instant il n'a pas servi. Mais c'est aussi une cagnotte qui peut être réutilisée en cas de besoin. C'est-à-dire par exemple là, on veut refaire une installation sur les bacs, sur le point d'eau. (...) Et faire aussi un traitement contre les cafards et les punaises. Si au niveau des autres services ça bloque un peu, on peut dire voilà, nous avec la participation des personnes on peut peut-être participer à hauteur de 30 ou 50%.* ». À ma connaissance, cela n'a jamais été explicité aux migrants, à en juger par le fait que régulièrement, des personnes me demandaient à quoi servait cet argent quand d'autres émettaient des hypothèses selon lesquelles les médiateurs en profitaient bien, sous-entendant des pratiques de corruption qu'ils imaginent en fonction de leurs expériences en Bulgarie mais aussi de cette perception de « toute puissance » des médiateurs.

Selon Damien, les habitants auraient été avertis du paiement de l'électricité plusieurs mois avant son effectivité, notamment par le biais des « représentants du squat » avec lesquels il dit avoir « travaillé » cette question. Cependant, nombre d'habitants découvrent, officiellement du moins, ce projet lors d'une réunion avec les médiateurs qui le leur présentent ainsi :

Joël : « *Pour l'électricité, ça a été signé. Il faut attendre les travaux. Mais il y a un problème : vous allez devoir payer, chaque mois, il y a quelqu'un qui va venir.* »

Les gens disent « *normal* » et demandent combien.

Joël : « *Pour l'instant, vous allez tous payer la même chose, mais après ceux qui consomment plus vont payer plus. (...)* »

Les médiateurs précisent que ce sera « *50 euros par mois à payer, à partir de fin mars.* »

Damien : « *avec les représentants, on a travaillé sur les règles de vie, et si ça n'est pas respecté, la mairie va couper l'électricité.* »⁶⁶¹

Un paradoxe émerge dans ces propos : d'une part, il y a l'obligation de payer l'électricité qui était auparavant accessible à tous via des raccordements sauvages, donc gratuite, qui devient alors une des « règles » du lieu de vie, dans la logique des médiateurs du « donnant-donnant », ou du duo « droit/devoir » (avoir l'électricité mais devoir la payer). D'autre part, l'électricité devient aussi un instrument de pouvoir supplémentaire des médiateurs, et même de pouvoir extrême, puisque ces derniers

⁶⁶⁰ Entretien, 7 décembre 2012.

⁶⁶¹ Notes de terrain, réunion « sanitaires » avec les médiateurs et les habitants du squat de X, 12 mars 2012.

expliquent aux habitants qu'ils n'hésiteront pas à couper l'électricité en cas de non-respect des règles. Or il s'agit de cette même électricité que les habitants paient eux-mêmes... On voit donc bien la spécificité de cette règle particulière qui revient à faire payer l'électricité aux habitants d'un squat, en envisageant cela à la fois comme un droit et un devoir, dans la perspective d'intégration potentielle des migrants, et comme un outil de contrôle, voire de punition.

Cette action est justifiée par les professionnels concernés comme un moyen d'apprentissage, d'éducation, directement destiné aux migrants roms du squat de X (retenus par la MOUS ou pas encore diagnostiqués). En effet, cela recouvre l'un des aspects de transformation des Roms, puisque les médiateurs, comme on l'a vu, se chargent d'éduquer les migrants en amont de la sélection, pour qu'ils collent à ce qui est attendu d'eux. Damien justifie ce paiement demandé aux habitants en mobilisant différents arguments qui concernent ce travail vers l'intégration des migrants roms :

« Il y a vraiment une question de la symbolique. Il y a différents objectifs là-dessus, le fait de se dire à la fois aussi hé bhé... responsabilisez-vous aussi euh... sur votre consommation. C'est pas parce que c'est gratuit qu'il faut laisser l'eau couler, laisser les lumières allumées chez vous aussi. Il y a cette question-là aussi de... vous demandez, vous formulez le projet de pouvoir intégrer un logement, il faudra que vous payiez des factures si vous accédez à un logement. C'est une première démarche aussi de se dire bhé oui à la fin du mois il va falloir que je paye 50 euros pour mes charges. Et à la fois c'est aussi un argument à destination des riverains, de la société civile, qui s'exaspèrent de payer des impôts pour fournir de l'eau et de l'électricité aux squats des Bulgares ou aux camps des Roms comme ils les appellent. Donc y a vraiment cet argument là sur lequel euh... C'est aussi pour eux. Et quand les Français en général leur rentrent dedans et bien ils peuvent dire non je participe aussi à mes frais d'électricité. »⁶⁶²

Les registres de justification de cette règle inventée par les acteurs municipaux concernent donc aussi l'apprentissage du devoir entendu comme étant constitutif de la citoyenneté. Ce type de devoirs est en outre fondamental pour les médiateurs, puisque son application aux migrants roms pose ces derniers au même « niveau » que les « Français » (et notamment les voisins des squats). Cela aurait pour conséquence d'instaurer une certaine forme de paix sociale. Il faut néanmoins souligner la faiblesse de cet argument pour plusieurs raisons : d'une part on ne peut légitimement comparer ces migrants aux citoyens français « nationaux » uniquement en termes de devoirs (leurs droits étant, eux, incomparables car inéquitable). D'autre part, le processus vers la citoyenneté semble plus complexe qu'une simple attribution de droits et devoirs. En outre, le fait que les médiateurs puissent se saisir de cette nouvelle règle comme d'une punition potentielle envers les habitants montre bien que les migrants roms ne sont pas, de fait, appréhendés comme des « citoyens » en termes de droits alors qu'on leur demande de « faire leur part » en termes de devoirs.

Pour finir sur ce point, il est intéressant d'aborder rapidement la façon dont cela est compris et perçu par les habitants. La majorité des migrants râle énormément, pas tant sur le fait de payer l'électricité que sur les modalités de fonctionnement et le montant arbitraire de la redevance. Nombre d'entre eux ont passé du temps à comparer

⁶⁶² Entretien, 7 décembre 2012.

les appareils électroménagers qu'ils avaient ou n'avaient pas, par rapport à leurs voisins, pour (se) montrer qu'il n'était pas « juste » de fixer un montant similaire pour tous. Lorsqu'avec le temps et les premiers paiements, les habitants se sont aperçus de l'aléatoire existant quant au découpage des « familles », l'indignation est devenue plus forte et certaines personnes – les plus téméraires – ont commencé à dire tout haut qu'elles ne paieraient plus, à différer leur paiement ou à ne plus payer du tout. En outre, dans le contexte de sélection pour la MOUS qui était d'actualité à cette période sur le squat, la question du « pourquoi » circulait fortement chez les habitants qui ne comprenaient pas le fait de devoir payer maintenant et non avant, et y cherchaient un sens, en lien avec la sélection. C'est ce que montre notamment cet extrait de carnet de terrain :

Meliha me raconte la croyance, le mythe actuel au squat de X qui concerne les conséquences du paiement de l'électricité : ceux qui payent seraient relogés après, contrairement aux autres. Elle ne semble cependant pas y croire vraiment, plutôt dans une posture de doute constant et de passivité dans l'attente. Mais pas seulement car elle me dit avoir pris la décision de ne plus payer les 50 euros d'électricité mensuels si elle n'est pas sur la liste des familles qui vont se faire diagnostiquer au CSAP (liste établie par les médiateurs).⁶⁶³

Il est intéressant de souligner que, quelques semaines plus tard, Damien me précise que Meliha a été « sauvée » par les médiateurs pour ne pas que sa cabane soit détruite, précisément parce qu'entre autres, elle payait son électricité régulièrement : « *Les indicateurs qui ont sauvé Meliha et Krasi : Meliha est une des rares qui a payé l'électricité, une des rares qui va au cours de français, et ils sont en attente pour la MOUS.* »⁶⁶⁴. Les rumeurs ou les hypothèses émises par les habitants du squat n'étaient donc pas si éloignées de la réalité...

Au final, cette règle spécifique visant à faire payer l'électricité aux habitants d'un squat est un révélateur de la spécificité de ce lieu de vie transformé par les acteurs municipaux en prenant un statut équivoque, entre le squat et le « site » régi par la Ville. Dès lors, cette nouvelle règle peut être comprise comme une façon trouvée a posteriori par la mairie pour légitimer, auprès des contribuables, le fait d'avoir installé des commodités sur le squat et de s'y investir. Mais c'est également révélateur de la prise en charge ambivalente des migrants roms, auxquels il est demandé de tels devoirs dans l'optique de leur intégration (future ou potentielle), sans pour autant les considérer pleinement comme des « citoyens ».

Le cercle vicieux de la spécificité des dispositifs et du refus de l' « assistantat » face aux contraintes structurelles

Il existe également d'autres registres de justification de l'établissement de règles particulières pour les migrants roms dans le cadre des dispositifs locaux. Les propos de Cécilia Talbi en donnent un premier aperçu intéressant :

⁶⁶³ Notes de terrain, 3 décembre 2012.

⁶⁶⁴ Entretien téléphonique, 18 décembre 2012.

« Je veux dire on peut, nous, être extrêmement volontaire, y a des réalités de terrain. Donc ça mérite de systématiser des procédures, sans tomber dans le risque majeur des procédures qui seraient spéciales roms, quoi ! Il y aurait le spécial enlèvement des déchets roms, la spéciale scolarisation rom, et alors là d'une bonne intention, on aboutirait à quelque chose qui soit dramatique. (...) Alors là il faut juger de... pas être basé que sur la bonne volonté, ça c'est vrai pour ça, mais c'est vrai pour le gaz et l'électricité. Il faut qu'on mette l'électricité et l'eau parce qu'il faut qu'ils soient dans des conditions dignes. Ok, très bien alors on met l'eau et l'électricité. Qui paye ? Le contribuable. Sur la base de quoi ? Parce que dans d'autres cas les gens sont expulsés. Bon très bien alors on va trouver une solution, on va les faire payer. Faire payer, mais ils ont de l'argent ou pas ? Et comment ils ont cet argent, et d'où vient cet argent ? Alors non on va pas commencer à demander d'où vient cet argent parce qu'on le demande pas pour d'autres personnes. D'accord. Mais alors comment on définit le montant et qu'est-ce qu'on va mettre en place comme technique, une régie pour récupérer le budget ? Mais cet argent il va nous servir à quoi puisque c'est le millième de ce que ça coûte. Donc il faut faire une convention avec la [communauté urbaine], bon on fait une convention avec la [communauté urbaine], alors oui donc il faut se mettre autour de la table, parce que y a l'eau, y a l'électricité, y a les déchets, y a la présence des caravanes, bon, enfin. »⁶⁶⁵

C'est la question de la spécificité des diverses prises en charge des migrants roms et/ou des aspects concrets de leurs vies quotidiennes que pose ici Cécilia Talbi, et qu'elle renvoie au final à la question de l'assistanat de ces migrants. Si elle ne prononce pas ce terme, d'autres acteurs de l'arène, comme Pierre-Alain Dumont, le font largement et régulièrement. En effet, le fonctionnement des deux dispositifs, ainsi que les règles qui encadrent l'accompagnement des migrants par les différents agents sont, comme on l'a vu, nécessairement spécifiques, tout en visant le « droit commun ». Dans plusieurs situations, qui dépendent également des périodes et des acteurs, cette spécificité est décriée par les professionnels qui y perçoivent une forme d'assistanat. Dès lors, ils mettent en place de nouvelles règles qui leur paraissent briser ce cercle vicieux de la spécificité des dispositifs appelant cet assistanat qu'ils refusent. Or, comme on va le voir, cela fait émerger un certain paradoxe puisque ces règles érigées pour s'extraire d'une relation d'assistanat peuvent également le renforcer.

Pierre-Alain Dumont me parle d'une femme qui est en hébergement d'urgence et a refusé le chalet Emmaüs après l'avoir visité. Elle lui aurait dit que c'est trop petit car elle garde ses petits-enfants dans la journée, et « *le CSAP ferme les yeux dessus* ». Dumont lui a dit que si elle refuse le chalet, « *son hébergement transitoire, c'est fini* » car le CSAP a besoin de places, donc elle retourne en squat. Elle a alors finalement changé d'avis. Pierre-Alain Dumont en conclut : « *Il faut arriver à gérer cette relation d'assistanat* ». ⁶⁶⁶

Après ce cas de figure qui s'est présenté aux professionnels de la MOUS, l'équipe a décidé de ne plus faire qu'une seule proposition aux migrants accompagnés concernant leur relogement. C'est finalement le choix possible, la marge de manœuvre et l'expression de la volonté des migrants roms dans le dispositif qui semble déranger Pierre-Alain Dumont. En reprenant ses termes favoris, il apparaît pourtant dans cet exemple qu'il ne s'agit pas de « faire pour » mais bien de « faire avec » les migrants

⁶⁶⁵ Entretien, 26 avril 2012.

⁶⁶⁶ Entretien, 13 décembre 2011.

lorsque les agents sont à l'écoute de leurs logiques. Or ce n'est pas comme cela qu'il perçoit cette situation. Pour le comprendre, il faut rappeler qu'il appréhende ce dispositif spécifique comme une « chance » pour les migrants sélectionnés, en ce qu'ils peuvent alors bénéficier d'une régularisation exceptionnelle et d'un accompagnement qui l'est tout autant. En d'autres termes, cette spécificité du dispositif construit et destiné pour les migrants roms peut être alors considérée comme une forme d'assistanat, à l'origine, dans son fondement même. La logique du coordonnateur de la MOUS est donc la suivante : les Roms sélectionnés ont déjà cette chance d'être les bénéficiaires de ce dispositif, donc il ne faut pas trop en faire pour eux dans l'accompagnement, auquel cas ils deviendraient passifs en se reposant entièrement sur les agents, ce qui pourrait conduire à l'échec du dispositif. Il est loin d'être le seul à adopter cette logique qui est au fondement de différentes règles établies au fil du temps par divers acteurs professionnels des dispositifs, comme on l'a vu notamment avec les propos de Cécilia Talbi concernant le paiement de l'électricité par les habitants du squat de X.

Dans le cadre de la MOUS comme de la médiation, nombre de règles au fondement de ces dispositifs sont spécifiquement construites dans ce cadre et ne possèdent aucun cadre légal en dehors. En outre, ces règles, tout comme les critères de sélection pour entrer en accompagnement, sont fluctuantes, notamment en fonction des différentes phases du dispositif. Les migrants accompagnés ne connaissent donc pas tous les mêmes règles, ce qui accentue de fait leur caractère spécifique et aléatoire.

Ainsi lors de la phase 3 de la MOUS, Milena me rapporte que la directrice du service de l'immigration de la Préfecture, qui pilote à ce moment-là le dispositif, a décidé de ne plus faire bénéficier les familles accompagnées du RSA, ce qu'elle commente en précisant que la directrice « *s'est durcie* »⁶⁶⁷. Milena m'explique que les « *anciennes familles* » l'ont à l'heure actuelle, ce qui représente souvent, selon elle, « *1500 euros par mois pour un couple* ». En effet, les familles qui ont un titre de séjour d'un an peuvent légalement bénéficier des droits sociaux comme la CAF, lorsque les personnes ont un logement, et le RSA. Il est à souligner que les « *droits CAF* » sont conçus comme nécessaires par Milena, « *pour que les familles puissent payer les charges dans les logements quand ils sont relogés et n'ont pas encore de travail* »⁶⁶⁸. Cependant, quelques mois plus tard, un autre discours est tenu par Milena qui m'explique qu'elle vient de faire les demandes de RSA « *pour toutes les familles qui ont ou vont avoir une sous-location, pas les autres car sinon Lisimba m'accuse de faire de l'assistanat !* »⁶⁶⁹.

Or dans la logique du processus d'accompagnement de la MOUS, la sous-location consiste en la phase finale de l'accompagnement des familles, qui sont alors jugées suffisamment autonomes pour en bénéficier. L'autonomie, dans ce cas, apparaîtrait-elle donc compatible, pour les acteurs de la MOUS, à une dépendance vis-à-vis des aides sociales ? Cela s'expliquerait-il par le fait qu'à ce moment-là, les migrants roms sortent du dispositif pour entrer dans le droit commun – dans lequel l'assistanat (économique vis-à-vis de l'État) serait toléré, voire ici encouragé ? La question reste

⁶⁶⁷ Entretien, 29 mars 2012.

⁶⁶⁸ *Ibid.*

⁶⁶⁹ Entretien, 11 septembre 2012.

ouverte, mais il est clair que cette modification des règles se jouant des droits réels des personnes ne participe pas d'une bonne compréhension du fonctionnement de la société, ni donc de l'intégration visée par ces dispositifs.

En parallèle, d'autres actions sont menées : elles consistent en des façons de faire des agents de la MOUS, devenant donc des règles spécifiques, qui vont dans le sens contraire de ce refus de l'assistantat en le favorisant, ce qui paraît contradictoire. On peut citer en ce sens l'exonération des frais de cantine scolaire pour les migrants accompagnés dans le dispositif. Milena m'explique en faire systématiquement la demande auprès de toutes les communes où des familles sont relogées, que les parents aient un emploi ou non⁶⁷⁰. C'est une démarche administrative qu'elle effectue pour toute famille accompagnée, de la même façon que les demandes d'ouvertures de droits sociaux par exemple. Le fait que cela ne soit pas explicité aux personnes bénéficiaires et que leur avis ne leur soit pas non plus demandé est surprenant au regard de l'objectif d'intégration des migrants dans le droit commun.

Il existe donc un certain nombre de règles spécifiques, qui peuvent être perçues tant comme positives que négatives par et pour les migrants. La question du refus de l'assistantat par les acteurs des dispositifs ne permettant pas de comprendre l'établissement de toutes ces règles, on peut alors se demander sur quelles bases et selon quelles logiques celles-ci sont établies. Considérer d'autres règles spécifiques au sein des dispositifs de MOUS et de médiation permet d'apporter un éclairage quant aux logiques sous-jacentes qui leur sont communes. Comme je l'ai précisé, il s'agit de règles qui évoluent avec le temps, certaines apparaissant quand d'autres disparaissent, certaines s'établissant comme pilier du dispositif quand d'autres ne durent qu'un temps.

On a pu le percevoir dans la sous-partie concernant le relogement des migrants accompagnés dans la MOUS, il existe également des règles spécifiques à ce sujet. Par exemple, au regard du manque de logement disponible, les acteurs de la MOUS ont décidé de diviser les logements transitoires pour y loger plusieurs familles en même temps. Cette transformation intervient pour des familles qui occupaient déjà leur logement et doivent alors se rabattre sur une seule pièce en partageant les parties communes avec d'autres. C'est le cas pour Yanko, lorsqu'il vit avec sa famille dans une maison mise à disposition de la communauté urbaine, comme me l'apprend Milena :

C'est une idée et une décision de Milena qui me dit leur en avoir déjà un peu parlé. Quand je lui demande comment ils ont réagi, ce qu'ils ont dit, elle me répond « rien » et ajoute « ils ne peuvent pas dire non de toute façon ». L'autre famille en question est en hébergement d'urgence mais doit en partir rapidement car il faut que le CSAP libère la place. Et Milena justifie auprès de moi son idée en disant que « de toute façon, Yanko et Aitena ne sont pas souvent à la maison comme ils travaillent, et la maison est très grande, la famille n'occupera qu'une chambre. » Elle justifie beaucoup, je trouve, ajoutant que cette famille est « calme aussi ». Je lui demande s'ils se connaissent, elle me répond que non.⁶⁷¹

Pierre-Alain Dumont, lui, me présente « la nouvelle idée de la MOUS » qui consiste à ne plus appeler les « maisons communauté urbaine » ainsi mais plutôt « lieux

⁶⁷⁰ Entretien, 29 mars 2012.

⁶⁷¹ Entretien, 20 juillet 2012.

communauté urbaine », pour pouvoir « *les diviser en plusieurs lieux d'habitations pour plusieurs familles, par chambres.* » Sans un mot concernant les familles, il ajoute que cela permet de « *résoudre le problème de logement* » des familles accompagnées⁶⁷².

Cette nouvelle règle est clairement spécifique : aucun bailleur social ou aucune structure d'hébergement « ordinaire » n'imposerait aux personnes logées ou hébergées de partager leur lieu de vie pour résoudre des problèmes structurels de place liés soit à l'organisation de la structure en question, soit à des contraintes structurelles sociales qui la dépassent. On peut rapprocher cet exemple concernant le logement à un autre aspect déjà abordé au sujet de l'emploi au sein du dispositif : il s'agit du fait qu'il existe une certaine forme de « tolérance », ou plutôt une façon d'occulter l'absence de contrat de travail, ou des contrats qui ne sont plus valides pendant un temps, ou avec des employeurs peu scrupuleux. Le contexte est bien évidemment la rareté de l'emploi au niveau local comme national. Le fait que les agents ne disent rien, ne se lancent pas dans des procédures de plaintes que l'on sait lourdes et coûteuses se comprend par leur contentement d'avoir ces contrats et de pouvoir les mettre en avant pour présenter un bilan chiffré positif en termes d'emploi dans la MOUS. Finalement, c'est une logique similaire qui consiste en la création de nouvelles règles spécifiques (dont le fait de fermer les yeux sur certaines choses) lorsque le fonctionnement du dispositif est menacé ou mis à mal par des contraintes structurelles sur lesquelles les agents ne peuvent agir. Le dispositif de médiation n'est pas exempt de ce fonctionnement non plus, à certains endroits. On peut rappeler en ce sens les punitions collectives qui sont également spécifiques et légitimées par Damien comme étant la seule marge de manœuvre des médiateurs, et plus largement, des acteurs municipaux, en raison de la spécificité même du dispositif et plus avant de la situation des migrants roms en squat sur le territoire.

Certaines règles qui sont spécifiques à ces dispositifs eux aussi spécifiques aux migrants roms sont donc établies sur la base de logiques professionnelles qui font la part belle aux contraintes structurelles ou à des « blocages » des agents dans leur travail, relevant de déficit d'organisation ou de moyens. Bien souvent, cela évince d'emblée les migrants des modalités de fonctionnement : ils ne sont pas pris en considération en tant que sujets, ni en tant que « citoyens » (potentiels ou en devenir), au profit de l'image de « bon fonctionnement » des dispositifs. Mais parfois, dans plusieurs cas relevés ici notamment, les migrants sont instrumentalisés par les acteurs professionnels des dispositifs qui s'en saisissent pour légitimer leurs règles spécifiques : c'est alors le refus de l'assistanat et la mise en avant des devoirs de citoyens qui sont mobilisés pour établir des règles qui servent d'autres intérêts. Les migrants roms sont donc pris en étau dans ces multiples logiques et fonctionnements qui les dépassent, et n'ont pas d'autre possibilité que de les subir – du moins lorsqu'ils souhaitent fortement soit accéder à la MOUS, soit y « réussir ».

L'interdiction d'aller en Bulgarie et de mendier : le contrôle des migrants en actes

Lorsque je me rends dans le squat de X tout au long du mois de janvier 2012, un grand nombre d'habitants raconte la même histoire, qui suscite le désarroi chez

⁶⁷² Notes de terrain, 1^{er} août 2012.

beaucoup d'entre eux : un jeune homme a été évincé de la MOUS parce qu'il est parti en Bulgarie « avec l'avion » (soit dans le cadre d'un retour volontaire) pour les fêtes de fin d'année⁶⁷³. Les médiateurs et les agents de la MOUS ne l'avaient apparemment pas mis en garde sur le risque qu'il prenait alors quant à son accompagnement.

Cette situation, qui est peut-être aussi la conséquence d'une incompréhension ou d'un manque de communication des agents avec ce jeune homme, révèle le poids d'une logique spécifique aux acteurs des dispositifs : être en accompagnement dans la MOUS ne peut pas coïncider avec le fait de bénéficier d'un retour volontaire, puisque l'accompagnement en question signifie intégration et le retour en avion signifie expulsion, en suivant les logiques de l'État. Or les migrants roms n'ont pas du tout la même compréhension des implications de ces deux faits, comme je l'ai montré en analysant leur mobilité circulaire dans le chapitre 4.

C'est pourquoi, au sein des dispositifs, il est tantôt fortement déconseillé, tantôt formellement interdit aux Roms de se rendre en Bulgarie pour un temps court. Pierre-Alain Dumont le précise explicitement aux migrants présents lors d'une réunion sur la recherche d'emploi :

« Conseil » de Pierre-Alain Dumont : « ne pas aller en Bulgarie au mois d'août », « il faut pas, même si y a pas de travail ». Comparaison avec l'école et les vacances. « Sinon le préfet il va dire " s'il est parti, il cherche pas de travail, c'est pas sérieux" ». (...)

Il répète encore « surtout ceux qui ont une APS, ne partez pas en Bulgarie, parce que si le préfet le voit.... » Il secoue sa main en faisant une grimace, d'un air menaçant comme pour dire « ça va chauffer pour vous ». ⁶⁷⁴

L'argument alors mobilisé est celui du sérieux quant à la recherche d'emploi, que les migrants accompagnés se doivent de montrer en toute circonstance. Pour appuyer son injonction, il fait référence au Préfet comme étant la figure d'autorité par excellence pour les Roms. Si, au cours de l'année 2012, les acteurs de la MOUS verbalisent clairement cette interdiction du retour en Bulgarie, cela n'a pas toujours été le cas.

C'est ce que souligne notamment un responsable d'Emmaüs, qui participe à l'accompagnement d'une famille sélectionnée parmi les premières, celle de Zorka et Stefan, en les relogant. Il parle ici de cette famille qui effectue régulièrement des séjours en Bulgarie lorsqu'il n'y a pas de travail ou lorsque Zorka est entre deux petits contrats de CDD :

« Ils ne savent pas ce qu'ils risquent par rapport à leur insertion quand ils partent en Bulgarie pendant quelques mois. Personne ne leur a dit. » ⁶⁷⁵

Dans leur cas, Zorka et Simeon ont été en quelque sorte protégés par les acteurs d'Emmaüs (ce responsable et l'éducatrice spécialisée qui les suit concernant leur logement). Ces derniers n'ont pas toujours alerté l'équipe de MOUS de leurs séjours en Bulgarie, en raison de la spécificité de cet accompagnement pour eux, mais aussi de l'argument évoqué par le responsable ci-dessus – celui-ci pensant en outre que le

⁶⁷³ Notes de terrain, 20, 26 et 30 janvier 2012.

⁶⁷⁴ Notes de terrain, réunion « emploi » dans le cadre de la MOUS, 1^{er} août 2012.

⁶⁷⁵ Entretien, 20 octobre 2011.

dispositif de MOUS n'est pas forcément adapté à ces migrants. De plus, le fait que ce couple soit entré dans le dispositif avec le premier contingent (MOUS 1) rend également les agents de la MOUS, comme les responsables (Préfecture, DDCS et cadres du CSAP) moins exigeants vis-à-vis de ces migrants qui ont nécessairement subis les balbutiements du dispositif⁶⁷⁶. Il n'en est pas de même lorsque certaines personnes partent en Bulgarie au cours d'un contrat de travail. Pierre-Alain Dumont me fait part d'un cas de ce type un jour en entretien :

Problème d'une famille qui « *était en hébergement d'urgence et est partie 4 mois en Bulgarie en rompant le CDI et la scolarité de l'enfant* ». Conséquence : « *rupture unilatérale d'accompagnement et retour en squat à X* ». ⁶⁷⁷

Il se montre très en colère contre la famille en question, percevant ce fait comme un signe selon lequel « *ils se foutent de nous* ». Un an plus tard, Damien me parle de cette même famille qui est alors accompagnée par les médiateurs :

Damien : « *On a aussi une famille de X qui est sortie de la MOUS et pour qui on a accompagné le renouvellement du titre de séjour, qui habite toujours sur squat et pour qui on est vraiment sur une démarche d'accès au logement par le droit commun.*

ACM : Attends, attends... une famille de X qui a été éjectée de la MOUS ?

Damien : *Ouais, ouais. Qui est sur site et où euh... le mari n'a pas été repris à son emploi, il était parti trois mois en Bulgarie. Trois mois et demi. Le monsieur a réussi à récupérer son emploi, ils avaient toujours leur titre de séjour en cours de validité. Et hop il a réussi à avoir un contrat de dix mois alors que son APS se terminait un mois et demi après.*

ACM : Et donc vous, vous l'avez fait repasser en Préfecture ?

Damien : *Non, on a fait une démarche de droit commun.* » ⁶⁷⁸

L'issue en termes d'emploi pour cette famille montre alors qu'un contrôle accru des migrants roms par des règles spécifiques dans le cadre des dispositifs, telles que l'interdiction du séjour en Bulgarie, n'a pas donné raison au fonctionnement trop rigide de l'accompagnement puisque l'homme a retrouvé un emploi en France lorsqu'il le souhaitait. Cependant, il faut souligner que cette issue favorable a aussi probablement eu lieu en raison du conflit ouvert autour de cette famille entre l'équipe de MOUS et de médiation : la famille en question est devenue le symbole d'enjeux, de jeux d'acteurs qui n'ont plus rien à voir avec elle.

Effectivement, les médiateurs ne sont pas plus tolérants avec les migrants concernant cette question des séjours en Bulgarie, puisque malgré leur différence d'action, ils partagent clairement cette interdiction, sans la formuler clairement comme telle auprès des migrants. Ce que les acteurs municipaux mettent en avant concerne la destruction des cabanes du squat comme conséquence d'un séjour en Bulgarie (départ volontaire ou contraint) :

Cécilia Talbi : « *aujourd'hui on va rentrer dans ce type de relation avec eux : plus fermes !* » Concernant le chiffre des familles sur X, dit que « *c'est à peu près stable car de*

⁶⁷⁶ Je montrerai plus loin (sous-partie 2.2.2.) cependant que cette famille est largement perçue en termes négatifs par les acteurs de la MOUS.

⁶⁷⁷ Entretien, 13 décembre 2011.

⁶⁷⁸ Entretien, 7 décembre 2012.

*toute façon à chaque fois qu'une famille part en Bulgarie ou est expulsée, on détruit sa cabane. »*⁶⁷⁹

Dans le cas où les migrants roms effectuent ces déplacements en Bulgarie, les acteurs des dispositifs considèrent qu'ils apportent ainsi une preuve de leur absence de volonté d'intégration dans la société française. Ils agissent donc en conséquence avec ces personnes – soit en les excluant de la MOUS lorsqu'elles y sont, soit en les « *blacklisant* », c'est-à-dire en les appréhendant comme des personnes qui ne fournissent pas les efforts ou les preuves nécessaires pour être dignes d'intérêt des médiateurs dans leurs démarches d'accompagnement.

C'est exactement la même logique qui prévaut dans les deux dispositifs en ce qui concerne la pratique de la mendicité potentiellement effectuée par les migrants. Clairement interdite pour ceux qui sont dans la MOUS, il ne s'agit dans les faits que d'une interdiction officielle soumise à de multiples exceptions selon les migrants et les agents. Les agents des dispositifs ne reconnaissent pas la mendicité comme une pratique économique « *digne* ». Le fait de mendier est un comportement qui est globalement mal vu dans l'optique d'intégration des migrants : cela participerait à marquer les migrants roms de ce qui est devenu en France un stigmat identitaire, et donc mettrait à mal de ce fait le processus d'éducation et de normalisation de ces derniers.

Les dispositifs induisent donc des règles spécifiques envers les migrants roms, comme l'interdiction de partir en Bulgarie pour y effectuer un séjour et l'interdiction de la mendicité. Si ces interdictions ne sont pas nécessairement formelles et explicites, elles sont néanmoins fortement présentes dans une perspective de contrôle des migrants dans le cadre des dispositifs. En outre, comme les autres règles spécifiques, celles-ci n'ont aucune assise légale dans le droit commun, mais participent pleinement au gouvernement des migrants roms.

Est-ce que les prostitué.e.s sont intégrables ?

Une autre pratique de certains migrants roms pose, elle, cruellement question aux acteurs professionnels des dispositifs. Mal à l'aise avec ce sujet, ils hésitent quasiment tous dans la réaction à adopter face à cette pratique dans la logique d'intégration concernant ces migrants. Cela renvoie à la prégnance de l'appréhension ambivalente des migrants roms soit comme victimes, soit comme coupables : comment considérer ceux et celles qui se prostituent ? En soi et en termes d'intégration potentielle ?

Cécilia Talbi est la seule à m'en parler ouvertement, en montrant une certaine indécision sur ce sujet – qui en dit cependant déjà long :

Elle rebondit sur le sujet du positionnement de la mairie face aux expulsions des familles dont les enfants sont scolarisés. Affirme que ce positionnement est clair, que la mairie a transmis une liste de ces familles à la Pref et qu'il n'y a pas eu d'expulsion. Mais cela soulève « *un autre problème, car comment tu fais pour des enfants scolarisés dont les mamans sont prostituées avenue X ?* ». Elle ajoute : « *le préfet m'a demandé : On s'arrête où ? C'est quoi la limite ? Et moi je n'ai pas de réponse à ça...* ». Enchaîne en disant que

⁶⁷⁹ Notes de terrain, Conseil de quartier de X, 25 juin 2012.

« sur la MOUS y a plein de choses qui génèrent un niveau de difficulté énorme ! ». Donne un exemple apporté par les médiateurs : le cas d'une famille qui a été sélectionnée par la MOUS 3, « dont la fille de 12 ans a été donnée en mariage et dont la maman est obligée de se prostituer ». Se pose la question de ce qu'on accepte, jusqu'où, et comment on fait.⁶⁸⁰

D'après ces propos, la question concrète qui se pose entre la Ville et la Préfecture est de savoir si le discernement effectué entre les migrants pour définir qui mérite d'être expulsé s'applique également à ceux et celles qui se prostituent. Plus précisément, il s'agit de savoir de quel côté ces acteurs classent ces migrants-ci dont, par ailleurs, les enfants sont scolarisés – ce qui est reconnu et partagé par tous comme étant un critère positif (quel que soit l'enjeu). Ce sont clairement des valeurs morales qui sont en jeu ici, transparaissant notamment dans le terme utilisé par Cécilia Talbi de « *mamans prostituées* » : la coexistence de ces termes paraît choquante à nombre de personnes, et c'est bien dans ce sens et dans cette optique de partage d'une morale pensée comme étant commune que semble l'utiliser cette élue.

Le regard institutionnel sur les migrants roms qui se prostituent peut être résumé par les propos de Damien lorsqu'il évoque l'action des médiateurs en direction des « *prostituées* » du squat de X. Je cherche à comprendre comment ils appréhendent les personnes pratiquant cette activité :

Damien : « *Ah ben après heu...c'est un positionnement aussi tu vois heu, la prostitution n'est pas interdite en France !* »

ACM : Mais le proxénétisme oui !

Damien : *Et le proxénétisme, oui. Là, il est prévu une réunion de régulation avec les prostituées.*

(...)

ACM : Donc là votre rôle auprès des prostituées, ça va être de faire de la sensibilisation ?

(...)

Damien : *De la sensibilisation sur leurs droits, sur leurs possibilités, et aussi sur quelle association contacter si elles veulent bénéficier aussi d'un...heu...*

ACM : D'un accompagnement ?

Damien : *Oui on peut dire ça comme ça...*

ACM : Oui. Mais ça, ça veut dire qu'il faut qu'elles acceptent d'en sortir...

Damien : *Ben voilà ! Si elles acceptent d'en sortir ! »*⁶⁸¹

En d'autres termes, les migrants roms qui ont une activité prostitutionnelle peuvent être accompagnés, pris en charge, mais uniquement en arrêtant cette activité. Cette injonction n'est pas spécifique aux migrants roms, d'après les recherches de Milena Jaksic (2003) notamment, qui analyse le parcours et les procédures administratives et judiciaires de reconnaissance et de prise en charge des « victimes de la traite », des associations aux Préfectures. Elle explique par exemple que « *l'association partage avec la majorité des agents préfectoraux en charge de ce dossier la même vision abolitionniste de la prostitution* » tout en précisant que le critère officiel de l'arrêt de la prostitution pour obtenir une régularisation est largement partagé par ces acteurs alors même que « *rien dans la loi n'oblige les victimes de la traite à rompre avec cette*

⁶⁸⁰ Notes de terrain, entretien téléphonique, 5 avril 2012.

⁶⁸¹ Entretien, 31 janvier 2012.

activité pour obtenir leur régularisation » (Jaksic, 2003 : 43). On peut donc faire un parallèle important avec tout ce qui est demandé officieusement aux migrants roms localement pour être régularisé, notamment l'arrêt de la mendicité ou, ici, l'interrogation autour de la pratique de prostitution qui révèle bien, au fond, le problème moral que cela pose pour les professionnels et plus avant, pour l'État.

Or même dans le cas d'un arrêt de l'activité prostitutionnelle des migrants roms, il semble que le « *stigma de putain* » (Pheterson, 2003) qui les entache durablement est, aux yeux de l'État, un frein tel qu'il ne permet pas d'envisager, de façon souhaitée, leur intégration. C'est le constat que fait Damien après avoir essayé de faire régulariser les jeunes qui étaient impliqués dans l'affaire de prostitution infantile en 2010. Les médiateurs ont essayé de faire régulariser ces jeunes aujourd'hui majeurs lors de la régularisation exceptionnelle effectuée par la Préfecture à la demande de la Ville :

Damien : « *Et tous les mineurs vivant actuellement en squat et qui avaient été impliqués sur la prostitution. Ça c'était vraiment aussi un des critères où ceux-là on les a intégrés à la liste en disant attendez, ces jeunes-là c'est totalement inadmissible qu'il y ait rien du tout de fait, les familles sont bloquées en France, elles peuvent pas repartir en Bulgarie, elles sont en attente de jugement, y a pas d'AEMO, y a pas de présence d'éduc. Euh... et si on veut à la fois bhé qu'ils retombent pas dans le milieu de la prostitution, putain permettez à ces jeunes qui aujourd'hui sont majeurs pour la plupart d'accéder à un travail. Actuellement les jeunes de Y travaillent tous au marché, ils sont insérés sur une économie informelle qui est l'une des plus légales qu'on observe sur tous les squats. Chapeau à ces jeunes ! Ils parlent bien français, ils font partie des gens qui parlent bien français et si on ne euh... si on n'accompagne pas ces jeunes-là, vous allez vous retrouver avec à nouveau de la prostitution de mineurs. Ces jeunes risquent de se re prostituer.*

(...)

ACM : Et donc là vous avez proposé tous ces jeunes...

Damien : *Qui ont été refusés.*

ACM : Pour quelles raisons ?

Damien : ... (Silence)

ACM : Vous avez eu des retours ?

Damien : *Casserole, police.* »⁶⁸²

La Préfecture refuse donc clairement de régulariser ces jeunes migrants qui ont pourtant cessé leur pratique prostitutionnelle, qui ont en outre été reconnus par la justice comme des victimes et qui remplissent aujourd'hui, d'après Damien, tous les critères attendus par l'État pour prétendre à être sélectionné (maîtrise de la langue française, volonté d'intégration par l'emploi occupé). Par ailleurs, les arguments du médiateur concernant la protection que pourrait apporter leur régularisation et leur accompagnement dans l'un des dispositifs, afin que ces migrants aient d'autres perspectives que l'activité de prostitution, n'ont pas fonctionné non plus.

On peut alors en déduire que pour la Préfecture, donc pour l'État français, les étrangers qui ont ou ont eu une pratique prostitutionnelle sont d'emblée appréhendés comme indésirables. La logique sous-jacente consiste à penser que ces migrants se situent dans une forme de liminalité économique et sociale dont l'État ne veut pas sur son territoire. En d'autres termes, il s'agit, comme je l'ai montré jusqu'à maintenant

⁶⁸² Entretien, 7 décembre 2012.

dans ce chapitre, d'accepter d'accueillir les migrants roms sous de multiples conditions liées à leurs profils, afin que ces derniers soient les plus à même de recevoir les transformations nécessaires à l'intégration dans la société française.

Cette disqualification des migrants roms concernant leur intégration potentielle en raison d'une activité prostitutionnelle peut également avoir lieu en amont, lors d'un soupçon de prostitution porté par les agents de la MOUS sur des personnes accompagnées. Ce fut le cas pour Vasilka à un moment donné. On se rappelle la relation de proximité qu'entretient particulièrement Vasilka avec Milena, la première investissant beaucoup cette relation en raison de sa solitude. Ce lien entre Vasilka et cet agent de la MOUS a été clairement distendu après le soupçon de pratique prostitutionnelle qu'a été amenée à porter Milena sur Vasilka :

Milena me dit qu'elle a appris quelque chose qui l'a beaucoup remué hier, au sujet de Vasilka. Quelqu'un de la MOUS lui a dit qu'elle se prostituait sur les boulevards. Milena est tombée des nues – moi aussi, mais pas autant qu'elle, il semblerait. Elle ne veut pas me dire qui le lui a dit, même en insistant. Elle ne semble pas le prendre comme argent comptant, dit qu'elle va vérifier, en demandant à « *d'autres familles* ». Mais elle précise que « *si c'est vrai, ça va changer beaucoup de choses pour moi...* ». Après avoir guetté ma réaction (que j'essaie d'ajuster le plus possible à la sienne afin de créer une proximité) elle ajoute qu'il y a deux ans, Vasilka se prostituait déjà dans un hôtel de la gare et qu'elle aurait un mac qui ne peut être, selon Milena, que Suleyman [le copain de Vasilka qui ne vit pas avec elle car est marié en Bulgarie]. Milena dit plusieurs fois qu'elle fait confiance à la personne qui le lui a dit, « *pas à 100% mais quand même* ». ⁶⁸³

Milena se demande donc ce qu'elle va faire avec Vasilka, concernant son accompagnement dans la MOUS, si son activité de prostitution est avérée. Elle enquête sur ce point, discrètement envers ses collègues et ses supérieurs, en demandant aux autres personnes accompagnées dans la MOUS ce qu'elles savent de Vasilka à ce sujet. La réaction et les propos de Milena révèlent l'importance de l'enjeu existant dans le regard institutionnel porté sur cette activité lorsqu'elle est exercée par des étrangers au statut migratoire fragile, bien qu'elle ne soit pas interdite en France.

Au fond, la question sous-jacente à ces questionnements des acteurs locaux et aux positions de l'État local à ce sujet n'est pas de savoir si l'on peut légitimement chercher à intégrer des migrants qui se prostituent ou se sont prostitués. La question est plutôt celle de la volonté de l'État d'intégrer ces personnes, en raison même de leur pratique (passée ou présente) qui les définit alors entièrement aux yeux de ces acteurs. En d'autres termes, la question qui émerge à partir de ces éléments ethnographiques n'est que rhétorique : est-ce que les prostitué.e.s méritent vraiment d'être intégré.e.s ? Ce faisant, l'État fait porter les raisons de son refus d'accueillir ces migrants sur les épaules de ces migrants eux-mêmes : ceux-ci ne méritent pas d'être accueillis en France en raison de comportements moraux dont ils sont jugés les seuls responsables.

⁶⁸³ Notes de terrain, 11 janvier 2013.

2.2. La hiérarchisation des bénéficiaires

Maintenant que j'ai montré comment les dispositifs cherchent à transformer les migrants roms à partir de plusieurs attentes et règles qui encadrent et définissent leurs nouvelles vies en tant que migrants sélectionnés, je propose d'analyser la façon dont ces derniers sont individuellement appréhendés par les agents. Comment sont catégorisés, quotidiennement, ces migrants par les agents dans la pratique professionnelle de ces derniers ? Qu'est-ce que cela induit dans l'accompagnement des migrants en question ?

Cette dernière sous-partie se doit d'être introduite par le large extrait d'un email qui m'a été envoyé par Pierre-Alain Dumont, en copie au responsable du CSAP. Cet email fait suite à ma demande de consultation des dossiers des migrants accompagnés dans la MOUS – demande que j'explicite en précisant (bien trop naïvement !) ce que je souhaitais analyser :

« (...) Vous écrivez : « Il s'agirait également de cerner les différences entre les familles considérées comme "bonnes" et "mauvaises" par la MOUS. »

Ne vous offusquez pas mais je tiens cependant à préciser ma position par rapport à un problème de vocabulaire qui sans aucune gravité dans nos échanges personnels mais qui est pour moi lourd de sens dans la qualification de la mission de travail social de l'équipe de travailleurs sociaux CSAP de la MOUS dans un document de recherche du niveau supérieur que sera le vôtre.

Je préfère donc réagir immédiatement avec fermeté et précision :

En tant que responsable de cette mission, je réfute totalement la notion, même entre guillemets, de « « Bonnes » ou « mauvaises » familles considérées par la MOUS » : il est à mon sens primordial de comprendre que ce n'est pas la logique, la méthode et l'éthique d'un travailleur social. Et plus particulièrement, ce n'est pas celle qui prévaut au quotidien dans l'équipe que je pilote, je suis très attaché à ce point.

L'équipe de travailleurs sociaux CSAP de la MOUS ne décide pas de « délivrer des étoiles de qualité, bonnes ou mauvaises », mais accompagne (« avec » et non « pour ») des familles volontaires dans leur processus d'autonomisation et d'intégration à la société française par l'activité économique et l'emploi légal en tenant compte en les objectivant au maximum des facteurs et problématiques individuelles diverses qui peuvent être soit des atouts, soit des freins. Toujours avec respect, humanité et empathie, nous cherchons toujours à positiver tout ce qui peut l'être pour la réussite d'un projet de vie des familles volontaires et actives en évitant de répondre à toute recherche passive d'assistantat sans engagement actif des familles suivies...

L'équipe de travailleurs sociaux CSAP de la MOUS ne décide pas non plus ni des critères d'entrée dans ce dispositif (le « cahier des charges » est fixé par convention par l'État), ni de l'entrée en elle-même d'une famille, ni de l'octroi bien sûr d'un titre de séjour, tout cela étant décidé par monsieur le préfet, ni même de la sortie du dispositif, correspondant à des critères établis et aux étapes d'un parcours et validées elle aussi par la préfecture. (...) »⁶⁸⁴

Si Pierre-Alain Dumont réfute clairement l'utilisation des termes « bonnes » et « mauvaises » familles à partir des catégorisations effectuées par les agents du dispositif dans leur pratique quotidienne, il reconnaît cependant l'existence de « *facteurs et problématiques individuelles diverses* » des migrants accompagnés, qu'il appréhende soit comme des « *atouts* », soit comme des « *freins* » dans leur processus d'intégration. Je m'intéresse donc ici à ces divers critères (positifs ou négatifs) existant en interne au

⁶⁸⁴ Email de Pierre-Alain Dumont, 12 septembre 2012.

sein du dispositif, qui permettent aux professionnels de qualifier une famille accompagnée comme ayant plus ou moins d' « atouts », plus ou moins de « freins ». Par ailleurs, comme on va le voir, les agents de la MOUS auprès desquels a été effectué ce terrain mobilisent, dans leurs discours, d'autres termes pour identifier les migrants accompagnés et mieux agir avec eux.

Il s'agit donc de se situer dans la lignée des études des « relations de guichet » dans les « bureaux de l'immigration »⁶⁸⁵ (Spire, 2008 ; Kobelinsky, 2007 ; Frigoli & Jannot, 2004 ; Eberhard, 2001), pour analyser la construction de catégories identificatoires visant à appréhender les migrants sélectionnés en fonction des attentes des agents et de la vision partagée au sein du dispositif concernant l'intégration et les moyens d'y parvenir. Il est intéressant de préciser ce qu'entendent analyser Gilles Frigoli et Jessica Jannot (2004) en ce sens : « *Dans une perspective d'analyse de la "relation de service", il s'agit d'étudier la manière dont les "agents de comptoir" travaillent les catégories ou les nomenclatures officielles, dont ils adaptent au quotidien des principes généraux à des situations particulières* » (Frigoli & Jannot, 2004 : 10). Il s'agit donc d'abord d'observer sur quoi se fondent ces catégorisations identificatoires, avant de montrer en quoi celles-ci jouent un rôle dans le travail des agents auprès de ces migrants, et plus largement dans le processus de normalisation des migrants roms.

2.2.1. Catégorisations identificatoires

Deux types de catégorisations peuvent être distingués : d'une part, les agents mettent en œuvre des catégories pour qualifier les migrants qui se basent sur leurs comportements, et précisément sur leurs réactions à ce qui est attendu d'eux ; d'autre part, certaines catégorisations s'appuient sur des caractéristiques ethnoraciales identifiées par les agents. Il s'agit donc de catégories positives comme négatives, en fonction de la réponse des migrants à ces attentes, ainsi que des appréhensions des agents concernant les différences « ethnoraciales ». Du fait de leur contact direct et quotidien avec les migrants accompagnés, les agents de la MOUS sont en première ligne dans la construction de ces catégories.

Catégorisations sur la base des comportements

Dans leurs discours, elles mobilisent couramment de nombreux termes visant ainsi à qualifier les comportements et attitudes des migrants en accompagnement. La question de la « *motivation* » est par exemple centrale : « *hyper motivé pour travailler* », « *sa motivation pour s'intégrer* », « *il est motivé pour bien faire* »... C'est, avec la notion de « *sérieux* », ce que repèrent les travailleuses sociales et le mettent en avant pour définir ce qu'est une « *bonne famille* » :

Lisimba : « *Après y a d'autres personnes, on sent plus au bout d'une, deux propositions, que...que voilà, y a un petit jeu...voilà, c'est un manque de...je veux pas dire de sérieux, parce que c'est difficile à...* »

ACM : A évaluer, quoi...

⁶⁸⁵ Cf. dossier éponyme de la revue Plein Droit, 2012, Vol. 1, n° 92.

Lisimba : *A évaluer, comme dit Pierre-Alain, mais en tout cas on sent que y a moins de motivation que chez d'autres familles.* »⁶⁸⁶

Milena : *« Mais après heu...on n'est pas là pour les juger. Je suis d'accord avec Lisimba. Mais si quelqu'un a prouvé mille fois qu'il vient nous voir juste s'il a reçu un courrier, déclaration trimestrielle CAF par exemple...ou un courrier de la CPAM ou quelque chose qui ne va pas et qu'il a besoin d'une aide pour remplir quelque chose...Et il vient voir Lisimba s'il a un problème d'actualisation à la CAF... Qu'est-ce que tu peux dire après ? Qu'est-ce que tu penses de cette personne ? À ton avis ? (Silence) Hmm ?... Il est sérieux ? (Silence) Non. »*⁶⁸⁷

Comme le montrent ces propos, le sérieux et la motivation des migrants sont mis en balance avec leur opportunisme ou leur passivité perçus par les agents. L'identification de ces comportements a un poids considérable au regard de l'importance, pour les agents, de montrer aux migrants qu'ils ne sont pas là pour les assister. Dans cette perspective, repérer les personnes sérieuses et motivées permet de légitimer le fonctionnement du dispositif.

Par ailleurs, Milena utilise souvent le qualificatif « calme » pour identifier des migrants qu'elle perçoit de façon positive. Ainsi après que Vasilka lui ait présenté son conjoint, Suleyman, lors d'une de ses venues dans l'agglomération, elle me fait part de son impression en disant qu'elle l'a trouvé « bien », « calme, comme elle », et ajoute « de toute façon Vasilka elle est sérieuse ».⁶⁸⁸ Une autre situation amène Milena à utiliser le qualificatif de « calme » pour parler d'une famille : lorsqu'elle me dit que des contrats en CDI sont attendus pour Yanko et sa femme, elle précise que cela veut dire en conséquence qu'ils vont obtenir « un logement autonome bientôt, d'autant que pour moi, enfin pour tout le monde au CSAP, c'est vraiment une famille calme »⁶⁸⁹. À travers ces propos, on comprend donc que cette perception des migrants comme calmes est un critère positif leur permettant de bénéficier de plus de droits, et/ou d'avancer dans leur parcours d'accompagnement vers l'intégration. Il est intéressant de souligner que ces qualificatifs positifs semblent être à l'image de Milena, le comportement de celle-ci pouvant effectivement être qualifié de sérieux et calme. Dès lors, les migrants accompagnés qu'elle perçoit de façon positive sont ceux qui ont un comportement proche du sien, donc qui lui ressemblent.

A contrario, les migrants roms le plus souvent considérés négativement sont ceux dont les comportements et les attitudes sont à l'inverse de celles vues précédemment qui sont valorisées par les agents. Les agents de la MOUS les perçoivent différemment, comme le souligne Lisimba en riant : « comme dit Milena les moins sérieux, moi je dis les moins motivés ! »⁶⁹⁰. Si Lisimba appuie cette différence de vocabulaire entre elles, alors que ces deux termes sont utilisés pour signifier la même chose au final, on peut s'interroger sur cette distinction effectuée. Lisimba, arrivée depuis peu dans la MOUS, emploie le même terme que la Préfecture et tous les cadres du dispositif – terme qui, en outre, est utilisé comme premier critère de sélection.

⁶⁸⁶ Entretien, 5 juillet 2012.

⁶⁸⁷ *Ibid.*

⁶⁸⁸ Entretien, 11 septembre 2012.

⁶⁸⁹ Entretien, 20 juillet 2012.

⁶⁹⁰ Entretien, 5 juillet 2012.

Milena, elle, emploie le terme « sérieux » pour qualifier les migrants : il s'agit là de son propre vocabulaire pour définir son interprétation, ce qui montre qu'elle se sent tout à fait à l'aise dans son travail auprès des migrants, comme avec le fonctionnement et les objectifs du dispositif de MOUS, au point de s'en approprier ainsi les codes et d'en créer de nouveaux.

Les migrants accompagnés perçus négativement par les agents se voient alors accoler (en coulisse) les notions de « menteur » et de « non fiable ». Comme je vais le montrer à travers un extrait d'entretien collectif avec Milena et Lisimba, l'analyse de l'utilisation de ces catégories montre que cela découle souvent d'une forme d'incompréhension entre les migrants et les agents – que ces derniers ne veulent ou ne peuvent reconnaître. Bien souvent, l'incompréhension, qui n'est donc pas identifiée comme telle par les agents, se transforme alors presque instantanément en soupçon de mensonge, celui-ci impliquant également une forme de non fiabilité concernant ces personnes ainsi appréhendées.

ACM : « Et est-ce qu'il y a des familles que vous avez l'impression de pas comprendre, de pas arriver à comprendre ? Qu'est-ce qu'ils veulent vraiment, comment ils fonctionnent... ?
(Silence)

Lisimba : *C'est vrai qu'on a notre petite idée mais on peut dire qu'on ne comprend pas. Après on a forcément une opinion qu'on se fait au fur et à mesure de l'accompagnement. Sur chaque famille en fonction des comportements, et tout, tu te fais une opinion.*

Milena : *Bien sûr.*

Lisimba : *Après c'est vrai que...y a des familles avec lesquelles heu...voilà, on a du mal. Parce que...les arguments, les propos varient du jour au lendemain... Voilà, on ne sait pas, quand on trouve des emplois, on tient un discours face à nous par exemple qu'on ne tient pas face à l'employeur... (...) Ou quand on te dit je suis motivé, je suis motivé, tu trouves un emploi et puis la personne heu...voilà, ne garde pas l'emploi...*

Milena : *C'est ça !*

Lisimba : *Ça, on a du mal à comprendre !*

Milena : *Ouais...*

Lisimba : *Après ils ont leurs raisons qu'ils nous donnent, qu'on essaie de comprendre, voilà...*

Milena : *Mais là tu peux comprendre tout de suite que c'est...ils mentent ! Par exemple. Ça aussi.*

Lisimba : *Milena est très directe !*

(Rires des deux)

Milena : *Non ! Je suis un peu d'accord !*

ACM : Mais comment tu peux savoir ? Tu peux te douter mais...

Milena : *Parce que ça se voit !*

ACM : C'est vrai, à ce point-là ? Moi je suis trop naïve en fait...

Milena : *Quand je parle avec quelqu'un je regarde toujours les yeux*

Lisimba : *dans les yeux !*

Milena : *...ça se voit ! (...) Non c'est vrai ! Et après ils sont pas très...bon, on en a une qui dit n'importe quoi...mais c'est surtout quand je dis heu...bon par exemple quelqu'un me dit « j'étais en Bulgarie, j'ai fait ça et ça », bon, je vais téléphoner je vais vérifier, et tout de suite après « ah mais non c'était pas ça, c'était l'autre chose ! », tu comprends ? C'est...*

Lisimba : *Milena...procède comme dans le recrutement. Moi par exemple, dans le recrutement tu vois, on est habitué à faire des contrôles dans les carences, des choses comme ça...et c'est un peu ça en fait. Quand on fait le diagnostic emploi, moi je préfère les mettre en confiance, et Milena aussi le leur dit, leur dire si vous n'avez jamais travaillé,*

*même en Bulgarie, dites-le ! (...) Mais ne dites pas que vous savez faire ci ou ça, car lorsque vous allez arriver devant l'employeur, ça se saura que c'est pas vrai parce que vous aurez pas... même les bases quoi, par rapport à ça ! Mais en général on peut te dire oui moi j'ai fait ci, ça ! Bon après eux peut-être, c'est pour pouvoir avoir un emploi, hein, qu'ils le disent ! »*⁶⁹¹

D'après ces propos de Milena et Lisimba, il apparaît donc que déjouer le mensonge supposé des migrants fait partie prenante de leur travail : cela est jugé nécessaire pour mettre en place leur accompagnement. Comme on le verra, cela comporte des conséquences assez importantes pour les migrants puisque sur ces bases-là sont rédigés les bilans intermédiaires des accompagnements visant à renouveler ou non leur titre de séjour en Préfecture.

Catégorisations ethnoraciales

J'ai pu noter également la construction de catégories identificatoires sur des bases ethnoraciales, qui paraissent tout aussi prégnantes dans l'appréhension des migrants accompagnés au sein du dispositif. Les effets de ces catégorisations ethnoraciales s'apparentant à des stigmates (Goffman, 1975) sur les relations de guichet ont largement été démontrés, notamment par Mireille Eberhard (2001). C'est dans cette lignée que je propose de les analyser.

Milena, qui se présente comme étant Bulgare « *mais pas rom* », mobilise des stéréotypes ancrés dans la société bulgare pour catégoriser les personnes à partir de leurs caractéristiques ethnoraciales en les plaçant sur une échelle de valeur. Quant à Lisimba, au regard de sa moindre connaissance des Roms et plus largement des Bulgares, se tient assez en retrait de ce type de catégorisations, préférant mobiliser celles commentées précédemment sur lesquelles elle peut agir directement. Néanmoins, elle écoute attentivement Milena lorsque celle-ci en parle et tend à se ranger derrière son avis, car elle reconnaît ses compétences comme étant inhérentes à son expérience mais aussi à sa nationalité.

Dans le cadre de son travail dans la MOUS, Milena utilise couramment les identifications de « Bulgare », « Rom » et « Turc », chaque catégorie renvoyant pour elle à des identités distinctes et implicitement hiérarchisées. C'est observable dans ses propos visant à m'aider dans ma recherche à Pazardzhik en me donnant des éléments de connaissance qu'elle a glané chez des membres de sa famille originaires de la région :

*« Il n'y a pas de Turcs dans la mahala de Pazardzhik, que des Roms. Même s'ils te disent qu'ils sont Turcs, c'est pas vrai. » (...) Elle me dit qu'avant, pendant la période communiste, dans la mahala il y avait des cabanes, mais pas si nombreuses à l'époque : « Les Roms avaient les mêmes salaires que les Bulgares, mais ils ont préféré vivre dans cette situation, dans les cabanes. »*⁶⁹²

Outre son interprétation de la distinction existante entre l'identification en tant que « Rom » et celle en tant que « Turc », dont j'ai montré dans le chapitre 3 la complexité profonde si l'on considère les endo-identifications, on sent poindre dans la dernière

⁶⁹¹ Entretien, 5 juillet 2012.

⁶⁹² Entretien, 1^{er} juin 2012.

phrase une certaine mise en différence des Roms. Celle-ci est légitimée par la responsabilité imputée à ces derniers. Ce faisant, Milena sous-entend que si les Roms bulgares sont aujourd'hui pauvres et marginalisés, ils ne peuvent s'en prendre qu'à eux-mêmes. Cette appréhension se retrouve dans son rapport aux migrants accompagnés. Certaines familles de la MOUS s'identifient comme turques plutôt que roms. Pour Milena, il s'agit là d'une distinction fondamentale et lourde de conséquence dans son appréhension. Elle affirme notamment qu'il y a « *une grande différence* » entre les Turcs et les Roms en disant « *les Turcs, ils sont pas fainéants !* »⁶⁹³. Lorsque je le lui demande, Milena m'explique un jour concrètement pourquoi elle qualifie une famille accompagnée de « *très bonne famille* » en mettant en avant un premier point (revenant souvent dans son discours) : « *eux sont Turcs et pas Roms* »⁶⁹⁴. Les autres éléments sont pour elles liés à cette identification ethnoraciale :

« *Les enfants travaillent très bien à l'école* » ;
 « *Le monsieur a trouvé tout seul un emploi en CDI dans un garage, et avec un patron pas Turc mais Français* »
 « *Il a trouvé tout de suite et très vite un appartement* » ;
 « *Ils sont très gentils et ne manquent jamais un rendez-vous* »⁶⁹⁵

Ces caractéristiques fondent la catégorisation ethnoraciale en tant que Turc selon Milena. Pourtant, quand elle poursuit sa description de la famille en question, d'autres éléments qui pourraient par ailleurs être perçus négativement par les agents ne le sont pas dans ce cas-là :

Eux viennent solliciter le CSAP « *seulement pour lire leur courrier* », me dit-elle, car ne comprennent pas bien le français. Milena précise qu'avec les aides de la CAF, ils ne payent que 50 euros de loyer au final, celui-ci étant de 500 euros environ.⁶⁹⁶

Elle reprend alors clairement les éléments de comportements utilisés pour définir une « bonne famille » afin d'identifier les « Turcs », tout en mettant volontairement (mais peut-être inconsciemment) de côté les éléments qui pourraient, au contraire, nuire à cette catégorisation positive (comme l'assistanat, la dépendance envers le CSAP ou envers l'État). C'est donc parce qu'ils sont identifiés comme Turcs que les membres de cette famille, comme d'autres du dispositif, sont appréhendés positivement par l'équipe de professionnels mettant en valeur leurs caractéristiques jugées positives pour justifier l'identification ethnoraciale en question. On voit donc très clairement que ces catégorisations résultent d'une construction sociale, donc largement des agents.

À travers ces discours, on peut donc comprendre en creux ce que signifie « *être Rom* » pour Milena qui se comportera avec ceux identifiés ainsi en conséquence. Au regard de ces catégorisations identificatoires tant sur une base comportementale qu'ethnoraciale, il ne s'agit pas pour autant d'affirmer que les agents de la MOUS perçoivent positivement tous ceux qu'ils identifient comme Turcs et négativement tous ceux qu'ils identifient comme Roms. Dans les faits, des exceptions existent largement ;

⁶⁹³ Entretien, 5 juillet 2012.

⁶⁹⁴ Entretien, 25 mai 2012.

⁶⁹⁵ *Ibid.*

⁶⁹⁶ *Ibid.*

elles s'appuient sur les expériences quotidiennes qu'ont les agents avec les migrants. Les catégorisations analysées précédemment viennent informer les expériences d'interaction et permettent aux agents d'y donner un sens.

2.2.2. Les « bons » et les « mauvais » bénéficiaires : les conséquences en actes de l'injonction à la normalisation

Ces différentes caractéristiques visant à identifier de façon individuelle (la personne ou la famille nucléaire) les migrants sélectionnés induisent nécessairement des différences dans leur processus d'intégration. Plus qu'une conséquence logique, je vais montrer que les agents se saisissent de ces caractéristiques mesurées à l'aune de l'objectif de normalisation par l'accompagnement pour rationaliser la « réussite » ou l'« échec » de l'intégration des migrants – ou plutôt du dispositif lui-même.

Les familles modèles des dispositifs : une intégration permise par la normalisation

Cette normalisation prégnante dans les discours se traduit donc aussi en actes, en ce qu'elle est incorporée par certaines familles accompagnées, qui dès lors, sont définies comme étant de « *bonnes familles* » par les acteurs de la MOUS, ou des familles qui ont « *des bons profils* » comme le dit Pierre-Alain Dumont lorsqu'il signifie aux acteurs de l'arène les différences existantes dans les contingents du dispositif (MOUS 1, 2, 3).

C'est notamment le cas de la famille d'Albena et Dimitar, qui est clairement érigée en « *modèle* » dans le dispositif. Ce terme est en premier lieu utilisé par Pierre-Alain Dumont lorsqu'il revient, en entretien, sur le fait que l'équipe de la MOUS a voulu permettre à la belle-mère d'Albena, « *la famille modèle de la MOUS* » précise-t-il, d'être régularisée⁶⁹⁷. Tous les acteurs professionnels de la MOUS le rejoignent dans cette définition : « *elle est parmi les meilleures familles !* »⁶⁹⁸ dit ainsi Milena.

Le fait qu'Albena travaille au sein du CSAP (comme femme de ménage) fait qu'elle côtoie quotidiennement les acteurs de la MOUS et qu'elle est au plus près de leurs attentes à l'égard des migrants sélectionnés. À l'inverse, pour les acteurs de la MOUS, elle devient un symbole de ce qu'il faut faire et comment il faut être lorsqu'on est sélectionné. Ainsi le coordonnateur me dit d'Albena : « *elle est super ! S'ils pouvaient tous être comme elle !* »⁶⁹⁹. Les agents du dispositif sont du même avis ; j'ai pu noter, lors d'entretiens avec eux, de nombreux critères qui sont mis en avant et qui vont dans ce sens :

« Elle est beaucoup plus intelligente que les autres » ;
« C'est pas quelqu'un qui attend à la maison » ;
« Elle bouge tout le temps, elle réfléchit à qu'est-ce qu'il faut faire pour que ce soit mieux dans la famille, que la famille réussisse dans la vie » ;
« Elle travaille beaucoup, et elle travaille vite » ;
« Elle est très agréable avec tous » ;

⁶⁹⁷ Entretien, 5 juin 2012.

⁶⁹⁸ Entretien, 5 juillet 2012.

⁶⁹⁹ Entretien, 13 décembre 2011.

*« Ce sont des personnes sur lesquelles tu peux compter, s'ils disent je viens, ça veut dire que ils viennent »*⁷⁰⁰

Ces critères qui définissent Albena comme un modèle de réussite au sein de la MOUS sont d'une part liés aux attentes officielles de la Préfecture qui fondent cet accompagnement (avoir un emploi, parler français, s'investir dans l'accompagnement social) mais révèlent d'autre part toutes les attentes implicites vues précédemment.

Albena et Dimitar rationalisent cette expérience d'hétéro-identification émanant des acteurs de la MOUS par la mise en avant de leur différence, en se comparant aux autres migrants accompagnés, comme le font devant eux les agents du dispositif. Ils s'identifient avec les mêmes critères jugés positifs par la MOUS, ce que l'on peut comprendre comme une incorporation du discours attendu, comme lorsque Dimitar répète sans cesse *« On veut rester toute notre vie en France »*. Mais il semblerait aussi qu'ils reprennent à leur compte le processus de normalisation rencontré via la MOUS : *« On est intégrés, c'est comme ça quand on est intégrés », « on ne peut pas faire ça comme ça, si on veut s'intégrer »*⁷⁰¹...

Milena semble consciente de ce processus de normalisation, et va même jusqu'à expliquer concrètement la réussite de certaines familles dans la MOUS par leur degré d'incorporation des attentes des acteurs institutionnels envers elles :

*« Ils savent qu'il faut travailler pour avoir ça, ça, ça, ils savent qu'il faut se comporter bien, il faut faire telle chose, voilà. »*⁷⁰²

Ainsi Albena et Dimitar sont parmi les premiers migrants en accompagnement à « sortir par le haut » du dispositif de MOUS, ce qui signifie en principe qu'ils n'ont plus rien à faire avec l'équipe de la MOUS, étant devenus entièrement « autonomes ». Ils sont alors considérés comme étant pleinement intégrés, dans la logique politique du dispositif. Le cas de cette famille montre donc pleinement que pour les acteurs professionnels du dispositif, c'est la réussite du processus de normalisation qui permet alors l'intégration des migrants roms⁷⁰³.

Les familles-échecs des dispositifs : des inassimilables ?

Néanmoins, la MOUS rencontre aussi certaines formes de résistance face à ce processus de normalisation, dont la famille de Zorka et Simeon constitue un exemple intéressant. Ce couple d'une cinquantaine d'années fut l'un des premiers à intégrer la MOUS, en 2010, et fut par la suite hébergé de façon transitoire dans un dispositif ALT par une association partenaire, Emmaüs. Ce relogement eut lieu dès le début de l'activité professionnelle de Zorka comme femme de ménage dans un centre d'animation municipal voisin, avec de courts contrats renouvelés de façon aléatoire. Lorsqu'il parle de ce relogement, le responsable de l'action sociale d'Emmaüs précise d'abord qu'auparavant, *« Zorka était à [un hôtel servant d'hébergement d'urgence],*

⁷⁰⁰ Entretien avec Lisimba et Milena, 5 juillet 2012.

⁷⁰¹ Entretien avec Albena et Dimitar, 26 juillet 2012.

⁷⁰² Entretien, 5 juillet 2012.

⁷⁰³ Je reviendrai plus longuement sur le parcours de cette famille dans le chapitre 7, pour approfondir le sens et les conséquences de cette intégration tant valorisée par les acteurs de l'arène rom locale.

pendant longtemps » et que son association « *« Emmaüs a dit ok pour cette famille pendant une réunion avec la DDCS, car elle bossait à [quartier de X]* »⁷⁰⁴. C'est précisément dans ce quartier de la Ville que se trouve un site de logement de l'association, dont Zorka et Simeon ont bénéficié. Simeon, lui, « *n'a jamais travaillé depuis qu'il est dans la MOUS* » selon les agents du dispositif. Il occupe néanmoins une activité régulière puisqu'il est accordéoniste, et arpente les rues de la ville chaque jour pour essayer d'en vivre. Pour lui, c'est une passion, mais c'est surtout la seule chose qu'il ait envie de faire, dit-il lorsqu'on le lui demande. Aussi la travailleuse sociale d'Emmaüs « *détachée spécifiquement pour cette famille* »⁷⁰⁵ me confie un jour qu'elle trouve « *absurde de vouloir forcer Simeon à travailler alors qu'il est vieux et qu'il peut gagner sa vie avec la musique* »⁷⁰⁶. Dès que le sujet de sa musique est abordé, il fait le lien avec son identification en tant que « *Tsigane* », qu'il clame avec fierté, autant à moi qu'aux travailleurs sociaux d'Emmaüs qui me l'ont rapporté.

Leur logement se situe non loin du squat de X au sein duquel vivent tous les membres de leur famille, notamment leurs enfants mariés. Ils passent donc du temps dans le squat régulièrement. Parfois – souvent, selon les professionnels qui les accompagnent – Zorka et Simeon accueillent aussi des membres de leur famille chez eux. Ils vivent là avec Rayna, huit ans, qu'ils présentent comme étant leur dernière fille. Au regard de l'écart d'âge important entre Rayna et ses parents (environ quarante ans, ce qui est effectivement beaucoup par rapport aux autres familles), des soupçons sur cette filiation voient le jour et sont régulièrement réactivés par les acteurs professionnels qui les suivent.

Ces éléments sont à la base de leur catégorisation identitaire en tant que « *famille problématique* » par les professionnels de la MOUS comme par les autres acteurs de l'arène. Tous sont d'accord sur le fait que Zorka et Simeon « *ne sont pas les meilleurs de la MOUS* ». Ils déplorent la situation : « *on n'arrive à rien avec eux* » en leur en attribuant la responsabilité :

Joël Veloso : « *Beaucoup de gens qui sont dans la MOUS pensent que c'est définitif. Beaucoup sont tout le temps dans le squat, comme Zorka, à qui j'ai interdit de venir car y a des histoires tout le temps avec elle. Ou comme Todor.* »

Pierre-Alain Dumont : « *C'est pas les meilleures familles de la MOUS...* »

Joël Veloso : « *Le problème c'est que c'est ça que les familles voient et comprennent de la MOUS. (...) Ils croient qu'ils peuvent mener leur vie antérieure sans problème.* »

Pierre-Alain Dumont : « *Todor est sorti de la MOUS.* »⁷⁰⁷

Avec cette dernière phrase, le coordonnateur de la MOUS confirme implicitement les propos précédents de Joël Veloso. Il donne aussi à voir aux acteurs de l'arène rom locale ce qu'il peut advenir des migrants accompagnés perçus négativement en raison de caractéristiques que les professionnels de la MOUS estiment contrevenir à leur intégration : l'exclusion du dispositif. Il s'agit donc d'une façon de dire implicitement que c'est ce qui pourrait arriver à Zorka et Simeon par la suite.

⁷⁰⁴ Entretien, 27 mai 2011.

⁷⁰⁵ *Ibid.*

⁷⁰⁶ Entretien, 23 juin 2011.

⁷⁰⁷ Notes de terrain, réunion multi-partenariale, Ville, 23 janvier 2012.

En outre, les acteurs de la MOUS, comme ceux d'Emmaüs, disent avoir des difficultés avec eux en raison de leur mode de vie qu'ils n'ont pas changé : ainsi « *l'occupation de leur appartement toujours plein de monde* » et « *leurs fréquents allers-retours en Bulgarie n'importe quand* » sont considérés comme des problèmes dans leur accompagnement. Lorsque le responsable de l'action sociale d'Emmaüs en parle, il se montre cependant assez critique envers le fonctionnement de la MOUS et, plus largement, les politiques d'immigration / intégration dont relève ce dispositif :

*« Zorka et sa famille sont partis deux mois [en Bulgarie], ils viennent de rentrer. Ils ne comprennent rien. » (...) « Ça confirme ce que je pensais sur l'intégration, il ne suffit pas qu'une institution ait la volonté. Ça repose toute la problématique de l'insertion, l'intégration et tout ça : le problème c'est que c'est défini par les acteurs institutionnels, et sans aucune concertation avec les intéressés. »*⁷⁰⁸

En outre, Zorka est une femme énergique, qui n'a pas sa langue dans sa poche quand elle est en public, et ce même face aux agents de la MOUS, comme le montre par exemple son intervention à la fin d'une réunion visant à présenter les cours de français :

*Zorka prend la parole longuement en bulgare d'un ton posé mais que l'on sent vindicatif, s'adressant à Milena qui lui répond longuement, tout aussi calmement mais sèchement. Puis Milena résume ses propos aux bénévoles (en souriant d'un air désabusé) en disant que quand ils sont allés à la Pref pour obtenir leur titre de séjour, la directrice du service de l'immigration leur a dit qu'ils ont des devoirs mais aussi des droits, donc « ils réclament maintenant des aides sociales ! »*⁷⁰⁹

Les éléments qui sont reprochés à Zorka et Simeon sont donc les suivants : être entouré de membres de la famille dont les contours paraissent flous, jouer de la musique en mendiant dans les rues, faire des trajets en Bulgarie sans planification ni explication, revendiquer son identité de « tzigane », quémander dans une perspective d'assistanat. Il s'agit de caractéristiques que les agents de la MOUS attribuent implicitement à la figure du « Rom » par excellence, d'une part parce que ce sont les mêmes qui circulent dans l'espace public pour définir les migrants roms de façon générale, d'autre part parce que Milena, avec sa casquette de Bulgare « non-rom », appuie et confirme cette représentation. C'est alors un registre officiel de type ethnoracial qui informe les relations dans l'accompagnement social des personnes, mais aussi l'échec éventuel pour ces dernières.

J'ai montré que la famille de Zorka et Simeon cumule des caractéristiques ethnoraciales jugées négativement par les acteurs de la MOUS en fonction des attentes liées au dispositif (en termes d'emploi, d'individualisation, d'ancrage en France notamment). Ces caractéristiques sont trop prégnantes aux yeux des acteurs de la MOUS, ce qui induirait ces derniers à considérer la famille comme étant inassimilable, en partant du constat partagé implicitement par ces professionnels selon lequel l'assimilable est *in fine* celui qui nous ressemble (Hajjat, 2012).

⁷⁰⁸ Entretien, 20 octobre 2011.

⁷⁰⁹ Notes de terrain, réunion cours de français dans la MOUS, 20 mai 2011.

Conclusion de la section 2

Ces discours tenus aux Roms sélectionnés révèlent donc un certain nombre de choses qui sont attendues d'eux : des façons d'être, des comportements et attitudes leur sont ainsi demandés subrepticement, et/ou approuvés par les agents. Plus qu'une volonté d'éducation, l'accompagnement des migrants roms dans ces dispositifs s'apparente alors à un processus de normalisation. Transparaît en effet une réelle injonction à la ressemblance, une normalisation qui se décline dans la parole des acteurs institutionnels en prenant la forme d'éducation ou de moralisation selon les thématiques abordées. L'existence de règles spécifiques, comme je l'ai montré, vise également cette transformation des migrants, tout en assurant le contrôle par l'État sur ce processus d'intégration particulier.

Ces injonctions à l'intégration empreintes d'un processus de normalisation par le logement et plus largement par le « visible » (façons d'être et de faire, vêtements) rappellent celles qu'a notamment analysées Colette Pétonnet (1979) concernant les politiques d'intégration des migrants en bidonvilles dans les années 70. Plus récemment encore, Marc Bernardot (2000) fait état de cette volonté étatique d'« *invisibiliser par le logement* » les migrants, à partir de son analyse des politiques publiques de logement des immigrés. Il est également intéressant de revenir sur l'analyse du Village andalou effectuée par Gaëlla Loiseau (2005) pour montrer que cette normalisation s'inscrit aussi dans une forme de récurrence locale. Avec les « Gitans espagnols » comme avec les migrants roms, on note d'une part les mêmes objectifs d'intégration qui revient à une « *transformation lente des habitudes de vie* » (Loiseau, 2005 : 76-77). D'autre part, leur accompagnement est, de la même façon, concomitant à l'idée de faire reculer la « tsiganité », soit les « *signes ostensibles de cette appartenance* » une fois qu'ils sont « *incorporés à la société civile* » (Loiseau, 2005 : 86). On retrouve aussi cette injonction permanente de jouer le jeu qui « *n'est autre que celui qui consiste à se comporter conformément aux attentes du politique (...) vers l'assimilation* » (Loiseau, 2005 : 89).

J'ai donc montré le formatage des migrants dans les dispositifs, à travers les discours et les pratiques, et son résultat concernant leurs appréhensions individuelles par les agents. On rejoint ici plus largement les analyses de Michel Foucault (1975) montrant que la discipline a notamment pour effet de hiérarchiser les individus les uns par rapport aux autres. C'est précisément ce qu'il se passe pour les migrants roms au sein des dispositifs : la fabrique de leur individualisation permet un contrôle plus accru, effectué certes par les agents donc par l'État, mais aussi, potentiellement, par eux-mêmes. Cette hiérarchisation révèle également la logique de la définition de l'assimilabilité par l'État, allant de pair avec l'injonction à l'intégration.

Conclusion du chapitre 6 : devenir « citoyen » pour ne plus être « Rom » ?

À partir de l'analyse des interactions entre agents des dispositifs et migrants roms, j'ai montré que plus qu'un accompagnement des migrants vers l'accès aux droits,

les dispositifs visent au final à transformer les Roms en des « semblables ». Cette transformation fonctionne par un usage régulier de la normalisation au quotidien, dans les manières de faire (pratiques, vêtements), les valeurs (notion de solidarité, famille), sur les manières de se penser et de se dire, donc d'être des sujets. De plus, la mise en place de règles spécifiques vise à parfaire cette éducation des migrants roms qui s'apparente à une forme de resocialisation, l'objectif étant d'apprendre à « devenir citoyen ». Mais lequel ? Qu'est-ce que cela signifie concrètement ? En quoi consiste précisément cette utilisation du terme par les acteurs des dispositifs ?

Tous les acteurs professionnels de l'arène, associatifs, institutionnels ou étatiques, s'accordent autour de la dialectique des « droits et devoirs » concernant les migrants roms. L'idée communément partagée est la suivante : si des droits leurs sont donnés, il faut aussi qu'ils acceptent leurs devoirs. Cela renvoie à la question de la citoyenneté à laquelle est souvent accolée cette assertion des « droits et devoirs ». On a vu comment ce terme est utilisé dans les rencontres des agents avec les Roms et quels en sont les principes sous-jacents. En guise de résumé, je propose de rappeler cette phrase de Pierre-Alain Dumont tenue aux migrants roms sélectionnés : « *Et nous ne disons d'ailleurs pas "Roms", nous disons "citoyens européens bulgares ou roumains", aux voisins. Car si nous disons "Roms" aux voisins, ils ont peur.* »⁷¹⁰. Cependant, il est à noter que malgré cette assertion, le coordonnateur de la MOUS s'adresse souvent aux migrants accompagnés en disant « vous, les Roms »⁷¹¹. Comment comprendre ce paradoxe apparent ?

Le premier type de citation relève d'une forme de négation identitaire visant à servir ses propres intérêts, ceux du dispositif de MOUS et de l'association : il s'agit en effet de présenter les familles relogées au voisinage en gommant volontairement leur identité pour éviter les problèmes éventuels (qui viendraient des voisins). C'est donc une véritable négation du sujet au profit du « citoyen », tel que le dispositif cherche à le fabriquer, c'est-à-dire un « même », un semblable qui ne montrerait aucune différence. Le second type de propos fait au contraire état d'une assignation à différence qui s'appuie sur les représentations communes sur les migrants roms ainsi que sur les expériences des acteurs des dispositifs avec ces migrants. Ce différentialisme vient à la fois justifier le processus de normalisation mais tend dans le même temps à le repousser, à l'éloigner tel un objectif qui serait au fond impossible à atteindre pour les migrants roms. Le fait de ne pas avoir dit aux voisins des logements transitoires que les familles étaient « roms » participe aussi pleinement à la normalisation attendue des familles. Cette injonction qui englobe toutes les autres pourrait être résumée ainsi : vous êtes dans la MOUS, donc maintenant, vous n'êtes plus Roms car vous ne devez surtout pas vous comporter en tant que tels ; c'est pour cela qu'il n'est pas nécessaire que les voisins sachent que vous soyez Roms, car ils ne les aiment pas, de toute façon vous êtes maintenant des « citoyens européens ».

À partir de la lecture proposée des constructions et implications des catégories de l'action publique face aux migrants roms accompagnés par la MOUS, on peut donc comprendre cette logique individualisante comme étant constitutive de l'objectif de ce

⁷¹⁰ Notes de terrain, réunion MOUS de présentation du relogement aux migrants, 26 avril 2011.

⁷¹¹ Notes de terrain, réunion MOUS sur l'emploi, 1^{er} août 2012.

dispositif local : la MOUS apparaît en effet être un dispositif par lequel il s'agit de transformer les Roms en « citoyens ». Cela renvoie à une construction de la citoyenneté par l'action publique comme impliquant nécessairement, pour les migrants, de « *faire la preuve de leur individuation et de leur détachement de toute logique "communautaire"* » (Neveu, 2004). Ainsi on peut affirmer que la catégorie « rom » (existant à travers les multiples espaces, modalités et résultats des bricolages catégoriels) n'a lieu d'exister, pour l'action publique, que si cette dernière peut la faire disparaître – par l'exclusion du territoire ou par la négation de la différence, donc de la subjectivité au profit d'une pseudo-citoyenneté désincarnée.

On comprend donc le glissement existant dans cette politique entre ce processus de normalisation des migrants roms et l'assimilation demandée subrepticement, qui définit la vision étatique d'intégration en question. La question qui se pose donc derrière cela est finalement : Quelle place fait-on dans la cité pour ces migrants ? Cela renvoie clairement à la question de la volonté d'intégration ainsi que de l'assimilation visée à travers cette politique. La France, en tant qu'État-nation, s'est bâtie sur une homogénéité culturelle, un creuset (Noiriel, 1988) qui s'est constitué à partir de l'assimilation des étrangers. Traditionnellement, il n'y a donc pas de reconnaissance politique de l'interculturalité. L'identité nationale est ainsi fabriquée et préservée. C'est dans cette logique que doit être replacé le processus de normalisation des migrants roms qui vise au fond l'assimilation. Cela fait écho à l'analyse de Rogers Brubaker (2001b) montrant la dimension normalisatrice contenue dans l'assimilation. En effet, l'assimilation est finalement la seule forme ou voie d'intégration acceptée et acceptable pour ces migrants, d'après les discours et logiques analysés dans les dispositifs. D'après la position de l'administration française nationale sur les politiques migratoires en France, il convient de distinguer clairement l'assimilation, l'intégration et l'insertion qui « *ne sont pas neutres et reposent sur des philosophies politiques (très) différentes* »⁷¹² :

« L'assimilation se définit comme la pleine adhésion par les immigrés aux normes de la société d'accueil, l'expression de leur identité et leurs spécificités socioculturelles d'origine étant cantonnée à la seule sphère privée. (...) »

L'intégration exprime davantage une dynamique d'échange, dans laquelle chacun accepte de se constituer partie d'un tout où l'adhésion aux règles de fonctionnement et aux valeurs de la société d'accueil, et le respect de ce qui fait l'unité et l'intégrité de la communauté n'interdisent pas le maintien des différences.

Le processus d'insertion est le moins marqué. Tout en étant reconnu comme partie intégrante de la société d'accueil, l'étranger garde son identité d'origine, ses spécificités culturelles sont reconnues, celles-ci n'étant pas considérées comme un obstacle à son intégration dès lors qu'il respecte les règles et les valeurs de la société d'accueil. »

La politique locale en direction des migrants roms s'appuie donc clairement sur une politique d'assimilation, mais qui est dans ce cas unilatérale en ce qu'elle relève non pas de la « *pleine adhésion* » des migrants mais bel et bien de la seule volonté et injonction des agents de l'État. Les Roms, en intégrant le dispositif de MOUS, n'ont alors pas le choix et leur avis n'est pas demandé.

⁷¹² <http://www.ladocumentationfrancaise.fr/dossiers/immigration/definition.shtml>, consulté le 12 juin 2014.

Il faut noter que ces termes d'assimilation et de normalisation ne sont jamais utilisés par les acteurs de l'arène qui parlent tous d'intégration. Or les discours et les actes analysés précédemment montrent que l'utilisation qui est faite de cette notion ne correspond pas non plus à la définition proposée ci-dessus. Le Haut-Commissariat à l'Immigration précise en outre que « *L'intégration n'est pas l'assimilation : elle ne vise pas à réduire toutes ses différences. L'intégration n'est pas non plus l'insertion car elle ne se limite pas à aider les individus à atteindre des standards socio-économiques. L'intégration demande un effort réciproque, une ouverture à la diversité qui est un enrichissement mais aussi une adhésion.* »⁷¹³. Cette définition est très différente, voire à l'opposé de la politique d'intégration mise en acte dans les dispositifs pour les migrants roms. Cela appuie encore une fois le caractère spécifique et en marge de cette politique justifié par la spécificité du public cible, au sein des politiques migratoires et d'intégration françaises.

La sélection de ces migrants à la base de cette politique produit donc de nouvelles figures de l'assimilable et de l'inassimilable, ainsi qu'elle définit les frontières du « nous » et de la normalisation attendue pour y accéder. Dans son questionnement sur les logiques de définition de l'assimilabilité par l'État, Abdellali Hajjat (2012) explique d'abord que dans le langage politique, le terme « intégration » a pris le dessus sur celui d'« assimilation » en raison de l'échec des politiques d'immigration des dernières décennies. Cependant, il précise que l'intégration est alors entendue politiquement non pas au sens de Durkheim, mais au sens de « nous vous demandons de nous ressembler ». Tous les étrangers étant indésirables par extension, il explique que les étrangers désirables sont ceux qui vont se fondre. C'est ainsi que devient opérante politiquement la distinction entre « assimilables » et « inassimilables ». Abdellali Hajjat (2012) souligne également l'importance du contexte dans l'utilisation de ces termes, qui ont été forgés pour traiter les représentations, les préoccupations de la société selon les époques. Dès lors, s'il existe des logiques endogènes (comme les critères linguistiques, la fréquentation d'étrangers, la loyauté ou la bonne santé) pour définir l'assimilabilité aux yeux de l'État, d'autres facteurs jouent un rôle considérable. C'est aussi ce que précise Alexis Spire (2005) en soulignant que ces catégories n'étant pas fixistes en raison des reconfigurations temporelles de la hiérarchie des nationalités « désirables ». Au regard de l'analyse effectuée dans ce chapitre, les migrants roms semblent donc recouvrir aujourd'hui la figure de l'inassimilable par excellence, ce qui permet de comprendre la fabrique de ces injonctions et règles spécifiques pour tenter d'en amener certains à l'assimilabilité par la voie de la normalisation. Par ailleurs, cela amène à se questionner sur les logiques et dynamiques de la construction des frontières du « nous », en lien avec la construction européenne. En effet, si l'un des effets de l'Union européenne est d'élargir la définition d'un « nous », les Roms font alors figure d'exception européenne, en ce qu'ils sont toujours repoussés derrière ces frontières altérisantes. Je reviendrai sur ce point à la fin de la cette troisième partie.

Qu'est-ce-que cette politique de normalisation-assimilation fait concrètement aux migrants roms ? En premier lieu, il faut rappeler que depuis les analyses d'Erving

⁷¹³ <http://archives.hci.gouv.fr/-Mots-de-l-integration-.html>, consulté le 7 juillet 2014.

Goffman (1961), la normalisation institutionnelle peut être appréhendée comme une forme de violence institutionnelle : « *le personnel représente les normes, les mythes et les pouvoirs de la vie normale pour des sujets définis par l'abolition de tout privilège d'une existence libre* » (Goffman, 1961 : 14). Schématiquement, au sein de l'institution, il y a donc celui qui décide et « *détient une position sociale* », face à celui qui subit, connaissant « *l'absence de statut autonome* ». Dans ce contexte institutionnel, les migrants roms subissent donc clairement cette normalisation. Or toutes les transformations qui leur sont demandées impliquent donc de renoncer à ce qu'ils étaient, mais pour retrouver quoi ? La question se pose effectivement puisque j'ai souligné l'aspect superficiel (le visible uniquement) de ces transformations visant le « devenir citoyen », mais qui se révèle creux. Dans ces dispositifs en direction des migrants roms a donc lieu le processus inverse que celui analysé par Etienne Balibar (2011) selon lequel le « *devenir citoyen* » peut représenter l'une des figures du sujet. C'est également ainsi que le reprend dans son analyse Michel Agier (2013). En effet, les migrants roms sélectionnés subissent une opération de transformation qui les contraint plus que ne les autonomise, les éloignant considérablement d'une subjectivation potentielle par ce biais. Cela peut s'expliquer par le fait que dans les dispositifs en direction des migrants roms, la citoyenneté est envisagée uniquement comme un statut et non « *en actes* » (Isin, 2009b ; Neveu, 2014), d'où l'absence d'effectivité et de signification de cette citoyenneté qui est désincarnée, vide de sens et de toute substance.

Cette conception et mise en acte de l'intégration, de l'assimilabilité et de la citoyenneté émanant de l'État comme des acteurs des dispositifs locaux a en effet des conséquences sur les sujets roms, au-delà de leur sélection ou non. On peut alors s'interroger sur ce que deviennent et *qui* deviennent ces migrants roms ?

CHAPITRE 7. CONSÉQUENCES SUR LES SUBJECTIVITÉS

Mettant en place une politique spécifique en direction des migrants roms, matérialisée par la création de ces deux dispositifs, l'État (local mais plus largement national) institue un certain type de rapport avec ces migrants. J'ai montré précédemment les objectifs et finalités de l'État concernant les migrants roms. D'une part, ils se situent entre exclusion et intégration, de par le pilier de cette politique qu'est la sélection des migrants. D'autre part, ils s'apparentent à une normalisation des migrants sélectionnés afin de les assimiler, voire de les invisibiliser dans la société française, cela étant la condition nécessaire à leur acceptation sur le territoire en tant qu'ayants droit. En conséquence, comme le souligne Mustapha Belbah (2004), il convient de retenir ce point fondamental : *« On est dans une relation éminemment inégale entre l'État, ses agents, ses pratiques, ses normes, ses institutions, ses immeubles, ses frontières, et l'immigré qui est seul : une sorte de Don Quichotte moderne face à des moulins à vent. »* (Belbah, 2004 : 165).

J'ai également analysé dans le chapitre 6 pourquoi et comment les migrants roms adhèrent à ces dispositifs, en soulignant l'importance de leurs propres logiques à la fois dans la compréhension de la sélection et du fonctionnement des dispositifs. L'entrée dans la MOUS est perçue par les migrants roms comme une forme d'assurance de mener leurs vies comme ils le souhaitent, sans subir les contraintes qu'ils connaissent et qui impactent sur leurs conditions de vie quotidienne (contrôles, droit au séjour, droit au travail). Cependant, une fois qu'ils en font l'expérience, de près ou de loin (soit de la sélection, soit de l'accompagnement), la perception n'est évidemment plus la même en raison de toutes les implications (attentes, injonctions) qu'ils découvrent alors. Comment réagissent les migrants roms face à cela ? Quelles expériences en font-ils concrètement ? Dans ce chapitre final, il s'agit d'analyser ce que produisent ces dispositifs sur les migrants roms de l'agglomération. Seront questionnées leurs expériences concrètes sur leurs vies quotidiennes ainsi que leurs expériences subjectivantes qui en découlent nécessairement. Celles-ci paraissent particulièrement intéressantes à analyser puisqu'à travers ces rencontres et négociations avec les agents des dispositifs, les migrants roms font concrètement l'expérience de l'État français.

Plus largement, je propose de faire dialoguer ici les différents cadres au fondement de l'expérience totale des migrants roms en effectuant des liens entre expériences migratoires, expériences du rapport à l'État et expériences de subjectivation. Quid de l'expérience des sujets dans la MOUS et la migration ? Qu'est-ce que cette expérience implique concernant l'auto-identification, le sentiment d'appartenance ? Quelles sont les modalités d'inscription des migrants roms dans la société française, à partir du croisement entre les logiques des dispositifs et leurs logiques personnelles ?

J'ai montré que ces dispositifs consistent au fond à mettre en œuvre un processus de transformation des migrants roms qui s'apparente à une forme de normalisation. Si l'on a pu mettre à jour les tenants et les aboutissants de cette transformation telle qu'elle est envisagée implicitement par les agents des dispositifs et plus largement par l'État

français, il convient d'en analyser également la réception et les conséquences par et pour les migrants roms. Pour cela, je propose d'examiner le passage des formes de vies quotidiennes des Roms à des formes de reconnaissance sociale légitime. En effet, c'est a priori ce que permettent les dispositifs étatiques : la sélection des migrants induit une forme de légitimité donc de reconnaissance, comme leur intégration dans la société française. Qu'en est-il vraiment ? Qu'est-ce qui reste des Roms, après leur rencontre avec les dispositifs ? En d'autres termes, qu'est-ce que l'État français fait de ces sujets ? S'inspirant de l'influence de la philosophie sur l'anthropologie prenant la question de la vie comme objet de la politique (notamment Foucault, 1978-1979 et Agamben, 1997), c'est l'étude des effets du pouvoir sur la vie des gens et leurs pratiques que je propose de questionner ici à l'échelle des Roms bulgares de l'agglomération.

Malgré les efforts de l'État français, à travers la mise en place des deux dispositifs d'accompagnement spécifique en direction des migrants roms, une partie des migrants accompagnés n'entre pas dans la logique de l'intégration telle qu'elle est appréhendée et conçue par les pouvoirs publics. Comment le comprendre ? S'agit-il d'une conséquence de la marginalisation de la société d'accueil ou d'une forme de réaction aux expériences des dispositifs ? Il s'agira de questionner aussi les cas de migrants qui sont appréhendés comme réussissant leur intégration par les acteurs de l'arène rom locale. On verra ainsi que le bon fonctionnement de la MOUS, dans l'atteinte de son objectif d'intégration des migrants roms sélectionnés, n'est pas si évident dès lors qu'on se place du côté des subjectivités des premiers concernés. Cependant, il n'y a pas d'homogénéité dans les formes et les vécus des expériences des dispositifs par ces migrants, au-delà même du fait qu'ils soient ou non sélectionnés et/ou accompagnés dans le cadre de la MOUS et de la médiation. Plusieurs cas de figure existent et je propose de les donner à voir, pour l'analyse, sous forme de typologie.

Je commencerai par montrer en quoi les transformations de la vie quotidienne des migrants roms pris en charge dans les dispositifs ainsi que les conséquences de l'exclusion des autres migrants peuvent être analysées comme des formes de violences de l'État (section 1). Or mon propos n'est pas d'appréhender les migrants roms comme des victimes ou des « dominés » qui ne feraient que subir ce rapport de domination avec l'État français et ses agents ; il s'agit plutôt de prendre dans cette thèse le contrepied de ce type d'approches en considérant au contraire les Roms comme des acteurs. Aussi je propose dans un second temps d'analyser les différentes marges de manœuvre dont se saisissent des migrants roms face aux dispositifs : sous quelles formes et dans quels buts ont lieu ces « manœuvres » ? Qu'est-ce que cela nous apprend précisément en termes d'expériences subjectivantes des migrants roms dans ce contexte (section 2) ? Il s'agit enfin de questionner une dernière forme d'expérience, que l'on peut qualifier d'extrême dans le rapport des Roms à l'État : lorsque les migrants roms mettent celui-ci à distance dans leurs vies, en s'affranchissant des dispositifs, soit après y avoir été pris en charge, soit en les refusant d'emblée (de façon plus ou moins choisie et subie). Je questionnerai les manifestations de ces mises à distance, qui en révéleront aussi les raisons et les conséquences pour les sujets sur leurs rapports à l'État (section 3). Ces derniers sont analysés comme une co-construction entre leurs logiques et dynamiques migratoires et les propositions et injonctions de l'État français à leur égard.

1. Violences de l'État

« On dit d'un fleuve qu'il est violent parce qu'il emporte tout sur son passage, mais nul ne taxe de violence les rives qui l'enserrent. »

Bertolt Brecht

La première forme de violence émanant de l'État envers les migrants roms réside dans l'incompréhension générale ressentie par eux concernant la sélection, que j'ai déjà soulevée dans le chapitre 6. Quant au fonctionnement des dispositifs, au-delà de la fragilité des règles qui les gouvernent, sa compréhension par les migrants roms est effective de deux façons différentes, mais qui émergent toutes deux de l'incorporation générale de l'injonction d'intégration fortement et largement diffusée auprès du public. Cette injonction est telle qu'il s'agit également d'une certaine forme de violence institutionnelle. On peut la percevoir à travers les formes de compréhension des dispositifs par les migrants : d'une part, il existe une forme d'incorporation « active » de l'injonction à l'intégration et à la citoyenneté par la répétition du discours, l'idée pouvant être résumée par cette phrase : « si on fait tout ça, on est intégrés, on est citoyens français, et c'est le mieux pour nous ». D'autre part a lieu également une forme d'incorporation « passive » de la même injonction, que l'on pourrait traduire en ces termes : « il faut faire comme ils disent pour avoir la carte de séjour », l'objectif étant ici d'arriver à ses fins. La différence entre ces deux formes de compréhension, ou plutôt d'expérience des dispositifs, est claire. Néanmoins, il est nécessaire de souligner que dans les deux cas, on perçoit nettement le poids du politique, de l'État aux dispositifs, sur le gouvernement des vies de ces migrants, ce qui s'apparente donc à une certaine violence symbolique, en ce qu'elle « *provoque une souffrance dont le noyau central est l'atteinte portée au moi identitaire (par opposition au moi corporel ou physique)* » (Braud, 2003 : 36). La violence symbolique peut donc exister au-delà du fait que ces incorporations peuvent relever d'un choix, d'une opportunité de la part des migrants qui s'en saisissent alors.

La seconde forme de réaction des migrants roms face au fonctionnement des dispositifs, par l'incorporation « passive » de l'injonction dans un but personnel, semble laisser plus de place au sujet (ou au « moi identitaire ») qui demeure au centre de cette expérience en se positionnant passivement face à l'institution qui, dès lors, ne l'atteint pas – ou peu⁷¹⁴. Or dans la forme de réaction qui consiste en une incorporation « active » de l'injonction, les sujets semblent happés par les institutions, en l'occurrence les dispositifs, croyant fortement aux discours qui leur ont été tenus dans ce cadre et souhaitant se conformer entièrement à ce qui est attendu d'eux pour être (enfin) reconnu. Mais ce processus, déjà violent en soi dans l'imposition d'une façon d'être pour gagner la « grâce », comporte également de multiples formes de violence sous-jacente dans les transformations nécessaires et dans l'expérience qu'en font les migrants ayant suivi cette voie. C'est ce que je propose d'interroger, à partir d'une étude de cas

⁷¹⁴ C'est ce que j'analyserai précisément dans la section 2 suivante.

d'une famille dans un premier temps, pour identifier ensuite précisément les conséquences concrètes relevant de cette violence symbolique expérimentée par les migrants roms dans le cadre de leur rapport à l'État.

Si cette violence touche d'une certaine façon les migrants pris en charge dans les dispositifs, ceux qui en sont exclus en font également l'expérience, mais différemment. Il convient donc de questionner les façons de vivre cette exclusion des dispositifs, qui traduit une volonté étatique d'exclusion du territoire et une hétéro-identification en tant que migrant indésirable. Je propose d'interroger dans cette perspective ce que produit cette forme de violence sur les sujets concernés et ce que cela nous apprend sur l'État et les politiques migratoires. Je vais montrer que l'État produit, à travers les dispositifs en direction des migrants roms, de multiples frontières.

1.1. Transformations de la vie quotidienne et expériences subjectivantes des « inclus » aux dispositifs

Les migrants roms qui sont accompagnés, épaulés et/ou soutenus par le biais des dispositifs font alors l'expérience du changement que cela implique pour eux dans leurs vies quotidiennes. Je propose de m'intéresser précisément dans cette sous-partie aux conséquences de l'incorporation des attentes institutionnelles par les migrants. Quels sont les impacts de cette prise en charge sur les formes de vie quotidienne ? Qu'est-ce que cela produit, en conséquence, en termes d'expérience subjectivante ?

1.1.1. Le cas d'Albena et Dimitar dans la MOUS : quelles expériences subjectivantes ?

Albena a 28 ans. Elle s'est mariée « *jeune* », dit-elle, « *à seize ans* », avec Dimitar, 34 ans, qui parcourait la Bulgarie pour vendre des tapis sur les marchés avec sa famille. Elle ajoute : « *C'est comme ça chez les Roms, on se marie jeune, dès fois trop jeune, mais moi je voulais !* »⁷¹⁵. Dès son mariage, elle est venue vivre chez la famille de son mari, dans la *mahala* du village d'Ivaylo, à côté de Pazardzhik. Elle vit alors avec ses beaux-parents et deux des cinq sœurs de Dimitar qui n'étaient pas encore mariées. Un an plus tard, elle a son premier enfant. Le deuxième, et dernier, naît six ans après. En 2005, Albena et Dimitar arrivent dans l'agglomération française pour la première fois. Comme la loi l'implique, ils n'ont alors pas d'autorisation de séjour (au-delà de trois mois) ni d'autorisation de travail. Ils vivent donc en squat et mendient dans les rues en vendant des journaux pour SDF. Aujourd'hui, depuis le début de l'année 2012, Albena et Dimitar habitent dans un appartement qu'ils sous-louent au CSAP, l'association le louant à un bailleur social. Il s'agit d'un logement qui se situe dans une tour d'un quartier d'immigrés dans l'agglomération. Albena travaille comme femme de ménage avec un contrat de travail à durée indéterminée. Dimitar a monté son entreprise pour travailler dans le bâtiment. Leur premier garçon va à l'école primaire, et le second

⁷¹⁵ Entretien, 26 juillet 2012.

est gardé quotidiennement par sa grand-mère paternelle, qui vit avec eux et son mari. Albena et Dimitar ont tous les deux appris le français, tout en continuant à parler romanès entre eux, aux enfants et avec les grands-parents.

Cette étude de cas que je vais présenter ici consiste en l'analyse du parcours de vie en France de la famille d'Albena et Dimitar et les conséquences de sa rencontre avec le politique à travers l'adhésion au dispositif visant l'intégration. L'histoire d'Albena et Dimitar me semble exemplaire de la façon dont le traitement politique des migrants roms dans l'agglomération a un impact sur les identités et les modalités d'écriture de soi (Mbembe, 2000) des familles concernées, comme sur la famille élargie. Notons néanmoins que son cas n'est pas représentatif de toutes les familles dans la MOUS, mais les enjeux soulevés par l'expérience de la MOUS me semblent l'être, bien qu'ils se déclinent de différentes façons selon les familles. Cette réflexion s'inscrit dans une lignée de travaux développée par de jeunes chercheurs visant globalement à interroger l'impact de l'appréhension et de l'identification de ces migrants sur leurs dynamiques identitaires (Lièvre, 2013, 2014 ; Sarcinelli, 2014b). À travers cette étude de cas, je souhaite traiter un problème concret : quelles sont les logiques et les expériences subjectives de ce qui est nommé « l'intégration » pour les migrants roms pris en charge dans le dispositif de MOUS ?

Le parcours de la famille, de la *mahala* bulgare à l'habitat social français

Avant de connaître la France, Albena et Dimitar habitent donc dans la *mahala* d'Ivaylo, avec les parents de ce dernier, dans une maison récemment construite et encore en chantier. Albena et Dimitar arrivent dans l'agglomération en microbus, par l'intermédiaire d'un cousin de Dimitar. Leur fils d'un an reste alors à Pazardzhik, avec la mère de Dimitar. Ils vivent dans différents bâtiments squattés, toujours avec d'autres personnes de leur famille au sens large ou de leur voisinage bulgare, qui fait souvent partie de la famille. Ils sont fiers de me dire qu'ils n'ont jamais fait la manche car « ils ne font pas ça, eux » ; les premières années de leur présence en France, ils vendent aux feux rouges des journaux pour SDF, ce qui ne s'apparente pas, pour eux, à de la mendicité en raison du « travail » actif effectué par le biais de la vente. Par la suite, grâce aux connaissances établies petit à petit sur les lieux de vente des journaux, ils ont fait de petits travaux au noir chez des particuliers, elle dans les activités ménagères et lui dans le bâtiment. Albena me dit qu'ils gagnent alors 100 euros par jour à deux. C'est ainsi qu'au fil du temps, ils apprennent le français, en plus des cours qu'Albena prend pendant quelques mois dans une association. Chaque année, ils rentrent en Bulgarie à deux ou trois reprises, et finissent par revenir avec leur fils et la mère de Dimitar, le père effectuant régulièrement des allers-retours entre la Bulgarie et la France depuis des années.

Dans les squats, Albena et Dimitar sont entourés des membres de la famille de Dimitar (ses sœurs, ses cousins, ses oncles et tantes et leurs familles,...) ainsi que des voisins de la *mahala* bulgare. Albena fait la distinction entre famille « proche » et famille « élargie » : *« On est deuxième cousin, troisième cousin, on n'est pas très proches. Voilà. Très proches, c'est la sœur, le frère, c'est tout. Mais il [Dimitar] a pas de frère, c'est des sœurs. C'est ça. De mon côté y a personne ici, de ma famille. Moi je*

suis toute seule. »⁷¹⁶. Si chaque famille nucléaire a sa propre pièce à vivre, la vie quotidienne est largement partagée, en raison de l'importance fondamentale des interactions et des liens de parenté, comme on l'a vu dans le chapitre 3.

C'est par l'intermédiaire de Joël Veloso, très présent sur les squats à l'époque, qu'Albena a connaissance du dispositif de MOUS en 2010 comme étant « une association qui s'occupe avec les Roms dans les squats »⁷¹⁷. Elle décide alors d'appeler le responsable et présente sa situation pour essayer d'entrer dans le dispositif :

*« J'ai dit je veux parler à son chef. Même je connais pas. J'appelle je dis, je me présente "bonjour, bonjour, j'ai entendu que vous vous occupez avec votre association avec les Roms dans les squats. On fait partie de ces Roms. Je suis là en France depuis cinq ou six ans, mais j'arrive pas à avoir les papiers parce que toujours on travaille au black, au noir, on n'arrive pas à trouver le contrat pour gagner les papiers en France". Et lui il me dit "euh..." J'ai dit "mon mari il fait le bâtiment, il est maçon, et moi je fais le nettoyage, tout, hygiène, de l'entretien, propreté quoi." Et lui il me dit "ben écoute je vais appeler mon assistante qui va s'occuper avec vous"... »*⁷¹⁸

Après un entretien avec la travailleuse sociale visant à définir ses motivations et ses compétences, Albena et Dimitar sont sélectionnés par la Préfecture qui leur délivre une APS de trois mois, d'abord sans autorisation de travail. À partir de ce moment-là, ils sont pris en charge par le CSAP et bénéficient d'un accompagnement social et vers l'emploi. Lorsqu'Albena revient sur cette période-là, plusieurs années après, sa compréhension du dispositif est la suivante :

*« Ils m'avaient dit, les premiers temps vous commencez par vos papiers. Passé un peu de temps, on va vous chercher, c'est nous qui va vous chercher l'employeur, c'est nous qui va vous présenter, et après on va chercher un appartement et doucement doucement vous sortez de la MOUS, vous allez vous intégrer comme une normale famille, en France. Comme les Français. Voilà. »*⁷¹⁹

Les événements se sont en effet déroulés ainsi, de façon linéaire, pour la famille d'Albena et Dimitar. Très peu de temps après être entrés dans le dispositif, le responsable du CSAP et de la MOUS propose à Albena en tant que femme de ménage au sein même de la structure, par le biais d'une association d'insertion vers l'emploi. Cela lui permet d'obtenir une autorisation de travail, qui est également fournie à Dimitar. Lui travaille alors pendant un temps dans une entreprise de bâtiment, avant de s'installer à son compte en tant que commerçant ambulant sur les marchés. Quant à Albena, elle passe en moins d'un an d'un contrat à durée déterminée à temps partiel à un contrat à durée indéterminée à temps plein dans la même structure. Parallèlement à cela, leur trajectoire en termes de logement est également ascendante grâce à leur sélection dans la MOUS. Après trois mois dans un hébergement d'urgence (appart-hôtel pour demandeurs d'asile) afin de les sortir du squat, la famille accède rapidement à ce que l'association nomme un « hébergement transitoire » dans le cadre du dispositif : il

⁷¹⁶ Entretien, 26 juillet 2012.

⁷¹⁷ Ibid.

⁷¹⁸ Ibid.

⁷¹⁹ Ibid.

s'agit d'une maison qu'ils occupent gratuitement, tout en payant les charges (eau, gaz, électricité) et en ayant signé un état des lieux et un règlement à respecter. Dans la logique de la MOUS, c'est une première étape qui se veut temporaire en attendant l'accession à la location d'un logement social dans le droit commun. C'est précisément ce qui se passe pour Albena et Dimitar à qui la MOUS propose, un an après avoir vécu dans cette maison, un logement social en appartement par le biais d'un partenariat entre l'association et un bailleur social classique. Ils doivent alors payer le loyer et les charges, ainsi que tout ce qui incombe à tout locataire, en ayant droit à une aide financière de la CAF, puisqu'ils ont dorénavant un titre de séjour d'un an. Dès leur premier relogement, les parents de Dimitar sont, de façon exceptionnelle, autorisés par l'équipe de la MOUS à vivre avec Albena et Dimitar, afin de leur permettre la garde des enfants. L'équipe va plus loin en demandant ultérieurement à la Préfecture un titre de séjour pour les grands-parents, qui est accordé et leur est délivré dans le cadre de la MOUS, la condition étant de ne pas avoir d'autorisation de travail ni d'accompagnement social et de logement, puisqu'ils sont censés vivre avec le couple et ses enfants – ce qu'ils font jusqu'à maintenant.

Pour Albena, les changements principaux liés à la sélection de sa famille dans ce dispositif sont en premier lieu le changement de statut légal, soit la possibilité de travailler et l'obtention de papiers – ce qui éloigne la menace auparavant constante des contrôles de police. Ce sont ces critères, ainsi que celui de l'accession à la location d'un logement, qu'elle met en avant pour clamer, avec une fierté visible, qu'elle est « *maintenant intégrée en France* »⁷²⁰. En se basant sur ces éléments concrets et le discours officiel d'Albena là-dessus (en entretien enregistré et/ou devant son mari), on peut affirmer que le fait d'être sélectionnée dans la MOUS a des conséquences positives pour la famille et est vécu de manière positive par le couple. Or d'autres éléments assombrissent ce tableau et montrent à première vue qu'Albena balance entre l'appréciation et la dépréciation de sa sélection dans le dispositif et des conséquences que cela implique pour elle. Lors d'une conversation informelle en tête à tête, elle me dit « *avant, quand j'étais au squat, je me débrouillais bien* ». Elle ajoute que « *la vie était plus facile* » pour elle et Dimitar financièrement. En effet, elle doit aujourd'hui payer son loyer et les charges (eau, gaz, électricité) qui sont assez importantes étant donné qu'ils sont six à vivre dans l'appartement. En faisant référence à tous ces nouveaux coûts, elle ajoute :

« *La MOUS, ça m'a plombé, aujourd'hui je galère, il faut de l'argent pour tout et y en a plus pour moi. Avant, on vivait mieux quand même et on était tranquilles.* »⁷²¹

Par ailleurs, elle se dit aujourd'hui très fatiguée, et me confie : « *Je sais pas si je vais pouvoir continuer à travailler comme ça très longtemps...* »⁷²².

Au-delà de ces faits basés sur des éléments concrets, je propose maintenant une analyse de l'impact de cette sélection sur les subjectivités de la famille pour comprendre de façon fine le discours d'Albena qui peut paraître ambivalent. Il s'agit alors de saisir

⁷²⁰ Entretien, 26 juillet 2012.

⁷²¹ Entretien individuel, 6 juillet 2012.

⁷²² *Ibid.*

les changements induits sur l'identification (auto et hétéro), le sentiment d'appartenance, les relations avec les pairs, et les modalités d'inscription de la famille dans la société d'accueil. Cela permettra de mettre à jour l'expérience subjectivante qui découle de cette prise en charge institutionnelle.

Leur expérience d'intégration vue par les pairs (famille et voisins)

J'ai montré à la fin du chapitre précédent comment les acteurs de la MOUS érigent la famille d'Albena et Dimitar en modèle dans le dispositif, tant ces derniers se conforment à tout ce qui est attendu d'eux et se montrent particulièrement volontaires, motivés et autonomes. En outre, leur « différence » avec les autres migrants accompagnés est soulevée par les professionnels et a son importance dans leur façon de les considérer. Finalement, un changement crucial, pour Albena et Dimitar, réside en la reconnaissance que la famille acquiert au sein de la MOUS, au regard de son appréhension positive par les acteurs institutionnels. Il convient de souligner ici que le couple est passé, en quelques mois, d'une vie transparente dans les marges urbaines à un statut social valorisé et érigé en modèle par les représentants de la société d'accueil.

Lors de mes séjours en Bulgarie, dans le village d'Ivaylo, je suis hébergée par la famille de Yusuf, qui est marié à l'une des sœurs de Dimitar. Ils sont également voisins proches dans la *mahala*. Lorsque le sujet de la conversation concerne l'obtention d'un titre de séjour dans l'agglomération française, Albena et Dimitar sont systématiquement évoqués comme référence de ceux qui ont réussi dans ce but. Au début, il m'apparaît alors que la famille d'Albena fait figure de modèle, mais petit à petit, ce qui se dit dans la famille devient plus clair pour moi. Ainsi Slavka, qui parle aussi bien français qu'Albena, me disait régulièrement :

*« C'est normal qu'elle se débrouille avec les papiers, Albena, parce qu'elle est Bulgare, elle, elle est pas une vraie Rom. »*⁷²³

Décontenancée par cette affirmation que tous confirment sans pour autant vouloir m'en dire davantage, je cherche à en savoir plus auprès d'autres personnes de la famille, jusqu'à ce que Reni, la fille de Yusuf, me dise qu'Albena aurait été adoptée par des Roms quand elle était bébé, en ajoutant que c'est pour cette raison qu'« *elle parle romanès et n'a pas les cheveux foncés* » (*tya govori tsiganski i nyama cherni kosa*)⁷²⁴.

La rationalisation de l'expérience d'Albena s'effectue donc, par les pairs, par une mise à distance de cette dernière d'un point de vue « identitaire ». Finalement, si elle a réussi dans la société française, selon les critères de l'institution française, c'est bien qu'elle n'est pas vraiment Rom... Cette assertion partagée à voix basse par l'entourage révèle également que cette notion de réussite, au sens des institutions étatiques, leur est quelque part étrangère, puisque ceux qui y accèdent véritablement ne sont pas (ou plus) vraiment des leurs. Dès lors, ils semblent se tenir éloignés de ce « modèle », qu'ils admirent et critiquent à la fois, soit parce qu'ils n'ont pas ce même désir, soit parce qu'ils ne peuvent pas l'atteindre... En outre, ce rejet ou plutôt cette mise à distance du couple dans l'univers de l'entre-soi semble se matérialiser également

⁷²³ Notes de terrain, février 2012.

⁷²⁴ *Ibid.*

par une dénonciation de la famille aux autorités locales par des voisins, selon Albena, en raison de sombres histoires de revente de terrain non-constructibles à des familles qui disent aujourd'hui ne pas en avoir été avertis. Sans entrer dans les détails (qui ne sont pas nécessaires ici), il se trouve donc qu'Albena et Dimitar sont donc pris dans un tourbillon judiciaire avec de multiples procès, « *parce qu'y en a qui sont jaloux* »⁷²⁵, conclut Albena.

Au final, l'expérience d'intégration d'Albena et Dimitar, via leur sélection dans la MOUS, se révèle être à la fois incluante pour les professionnels des dispositifs de la société d'accueil et excluante pour leurs pairs de la société d'origine.

Conséquences subjectives sur l'identification et les modalités d'écriture de soi

J'ai montré dans le chapitre précédent que le couple met en avant les mêmes critères jugés positifs par les agents du dispositif pour s'identifier et expliquer leur parcours, ce qui révèle une forte incorporation de la normalisation demandée et plus largement du discours de la MOUS. On le voit dans ces propos d'Albena qui rappellent fortement ceux entendus chez les professionnels du dispositif :

*« Tu peux t'intégrer ! Si tu veux, tu peux trouver du travail. Si tu veux, tu peux t'intégrer. Comme tout le monde. Si tu veux. Ça dépend le choix, la tête, qu'est-ce qu'ils vont réfléchir, les gens, pour les bonnes questions. Voilà. »*⁷²⁶

D'autre part, Albena et Dimitar reprennent aussi à leur compte la différenciation établie maintenant par les membres de leur famille, mais en déplaçant l'explication d'un plan ethnique (elle a réussi parce qu'elle n'est pas vraiment Rom) à un plan social ou culturel, voire individuel, en mettant en avant leur différence de caractère et leur différences d'éducation familiale et scolaire. À chaque fois que je lui parle des autres familles qui sont dans les squats, Albena s'en démarque systématiquement en disant qu'elle est « à côté », ce qui revient à dire qu'elle n'est pas « avec eux », qu'elle est à part : « *On est toujours, avec mon mari, plus à côté ! Plus à côté !* »⁷²⁷. Dimitar rebondit à sa façon en précisant :

*« Parce que je suis...correct. C'est pas avec....Roms bulgares même façon de...même caractère. Moi je veux pas comme ça, boire, crier...moi rien comme ça... Moi je voulais droit en France. J'habite comme ça tranquille, avec les enfants, avec femme. Quand on sort, on fait promenades avec les enfants, comme ça, tranquilles. Comme tout le monde.... C'est pas avec Roms...ça je suis des Roms, c'est pas...c'est pas de souci de Roms....c'est parce que je suis de caractère, c'est pas même comme les Bulgares ! C'est correct ! »*⁷²⁸

On voit que Dimitar répète plusieurs fois le terme « correct » pour se définir ; il semble ainsi reprendre les termes en vigueur dans la MOUS pour s'identifier afin d'expliquer sa mise à distance tout en la retournant de façon positive selon les attentes de la société d'accueil. On peut comprendre cela comme une façon de ne pas « perdre la face »

⁷²⁵ Entretien individuel, 6 juillet 2012.

⁷²⁶ Entretien, 26 juillet 2012.

⁷²⁷ *Ibid.*

⁷²⁸ *Ibid.*

devant cette mise à distance imposée par les pairs, tout en réassurant leur proximité avec « les Français » et la société d'accueil par la réappropriation des discours entendus sur les migrants roms dont ils souhaitent se démarquer, aux yeux des « Français ».

Quelles sont les implications de ce nouveau statut social pour le couple, dans ses interactions avec la famille ? Si l'on ne peut pas dire que le fait de travailler par le biais de la MOUS soit un changement majeur dans la vie d'Albena, car elle travaillait déjà au noir auparavant dans le contexte migratoire, le fait d'être la seule à travailler dans son couple est un bouleversement important. En effet, son mari Dimitar n'a pas de travail stable et a toujours exercé par intermittence, lorsqu'il travaillait dans le bâtiment comme lorsqu'il vendait des vêtements sur les marchés. Il a dû arrêter cette dernière activité après avoir fait des calculs avec sa femme qui révélaient qu'il perdait plus d'argent qu'il n'en gagnait (coût de l'essence, des fournitures,...). Dès lors, depuis leur entrée dans le dispositif de MOUS, seule Albena supporte de façon stable et sur le long terme les frais de la famille (beaux-parents compris). Cette situation, où Dimitar, en tant qu'homme marié, ne « mène » pas la famille, s'apparente à un éloignement du modèle rom courant chez leurs pairs (que ce soit en Bulgarie ou encore dans la migration).

La famille cherche à restaurer ce modèle malgré la situation, de différentes manières. D'une part, en se préoccupant du travail de Dimitar : on peut comprendre ainsi le fait qu'il ait changé de travail plusieurs fois pour parvenir à une situation stable et correcte en termes de bénéfices et de statut social, comme le fait que sa femme et ses parents élaborent en permanence des projets pour lui permettre de travailler, le dernier étant de monter son auto-entreprise avec sa femme (elle travaillant dans les services à domicile et lui dans le bâtiment), ce qui permettrait d'équilibrer en quelque sorte leurs statuts sociaux, mais aussi, pour Albena, de sortir du milieu institutionnel qui la rattache quotidiennement à la MOUS via son emploi. D'autre part, le fait que les beaux-parents d'Albena aient insisté pour habiter avec eux et les enfants malgré l'interdiction de départ et de principe dans le cadre de la MOUS n'est pas anodin. Au-delà de l'aspect pratique et habituel dans la vie quotidienne de la famille, il s'agit aussi de restaurer le modèle de vie dont Albena et Dimitar, par leur nouvelle situation en France, tendent à s'éloigner, tout en profitant du confort permis par les rentrées d'argent et le logement.

En outre, que ce soit par les acteurs professionnels de la MOUS ou par les membres de la famille élargie, c'est toujours uniquement Albena qui est mise en avant et dont il est question lorsqu'il s'agit de parler de sa famille, ce qui n'est habituellement pas le cas avec d'autres familles (l'homme étant le plus souvent cité pour parler d'une famille). Ainsi les travailleurs sociaux disent « Albena » et non « la famille X », comme les pairs disent « Albena » et non « Dimitar ». Albena elle-même, lors d'un entretien réalisé avec elle et Dimitar ensemble, s'exprime systématiquement à la première personne pour raconter des événements qui les concernent tous les deux. Cela révèle donc l'importance de son nouveau statut social dans la société française, qui implique de fait une modification des rapports de sexe dans son couple et de sa propre perception de son statut au sein de la famille. Par ailleurs, le fait qu'Albena travaille à temps plein complique son rôle familial, principalement auprès et aux yeux de ses beaux-parents. Habitant avec eux dans l'agglomération française, comme en Bulgarie, elle n'échappe pas à son statut de belle-fille (*bori*) qui est lourd de sens et de conséquence dans

l'espace domestique, comme je l'ai précisé dans la section 2 du chapitre 5 : concernant les activités ménagères, Albena doit par exemple, en rentrant de sa journée de travail, préparer les repas, faire le ménage dans l'appartement et servir les uns et les autres. Lorsque je m'en suis étonnée auprès d'elle voyant cela la première fois, alors qu'elle tentait, à genoux sur le carrelage de la cuisine, d'accélérer la décongélation d'un poulet à l'aide d'un marteau pour préparer le repas du soir, tout en discutant avec moi qu'elle avait invitée à peine rentrée du travail, elle me dit :

*« Ça me fatigue, mais c'est comme ça ! Toi tu sais comment ça se passe chez les Roms. C'est comme ça, c'est tout. »*⁷²⁹

Albena se montre et se considère donc comme étant « *intégrée* », « *comme les Français* » à l'extérieur, mais au sein de l'espace familial, elle doit malgré tout conserver son statut de *bori*. Au travers de changements concrets dans sa vie (emploi, logement), elle chemine alors vers un statut social qui colle en apparence à la société d'accueil, mais qui, finalement, ne se substitue pas pour autant au modèle familial « classique » à l'œuvre chez les Roms bulgares en contexte migratoire. Cela la place donc dans une situation délicate, définie par un certain tiraillement entre deux modèles dans lesquels les valeurs élevées en normes ne sont pas les mêmes – voire peuvent être contradictoires. Comment cela se traduit-il dans les interactions d'Albena et Dimitar avec les autres migrants roms ?

En 2011, Albena me disait encore passer du temps à aider ses anciens voisins et des membres de sa famille dans l'agglomération pour leurs démarches administratives, parce qu'elle avait cette maîtrise du français qui pouvait leur être utile. Peut-être pouvait-on comprendre cette aide comme une façon de montrer à ses pairs que, malgré les changements dans sa vie qui l'ont éloigné des squats et finalement de la vie quotidienne des migrants roms, elle est toujours présente auprès d'eux, en lien avec eux en leur faisant bénéficier comme elle peut de ce que les professionnels de la MOUS appellent sa réussite. Mais depuis le printemps 2012, date correspondant à son relogement définitif dans la cité HLM, son discours a peu à peu changé : elle dit qu'elle ne va plus trop dans les squats, n'a plus de contacts directs avec les autres (« *drugite* »), et a arrêté de les aider pour les papiers car « *quand ça marche pas, les gens disent que c'est à cause de moi, que j'ai mal fait les choses* ». Elle ajoute que les autres familles dans les squats « *parlent mal de moi derrière mon dos* » et l'explique ainsi :

*« Peut-être ils ont un peu de jalousie qu'ils peuvent pas avoir les papiers, mais....on n'a pas de contact beaucoup, on dit « bonjour, ça va ? » et chacun a sa vie à côté. »*⁷³⁰

On voit donc que le parcours d'Albena, dans le temps, est marqué par une oscillation entre l'aide à ses pairs et la distance qui finit par s'imposer, même si le fait d'aider ses pairs est déjà, en soi, un marqueur de distanciation. Ce fossé entre sa famille et les autres créé à l'origine par sa sélection dans le dispositif de MOUS est un fait, mais celui-ci est d'abord subi par Albena, comme le montrent ses paroles et ses tentatives

⁷²⁹ Entretien individuel, 6 juillet 2012.

⁷³⁰ *Ibid.*

d'aider les autres Roms bulgares. Par la suite, son discours est empreint d'une tentative de renversement du stigmat, passant de la mise à distance subie à la distanciation choisie. Elle met en avant les différences de sa famille par rapport aux autres migrants : « *C'est différent les choix, nous dans la tête, comme les gens encore qui sont dans les squats. C'est pas la même tête.* »⁷³¹. Son mari Dimitar oppose également de façon systématique son mode de vie à celui dans les squats, en dépréciant ce dernier : « *C'est comme ça dans les squats, il y a toujours des personnes, toujours crier, toujours alcool, musique...* » en comparaison avec le sien : « *T'as ton loyer, t'es tranquille, personne te dérange pas. T'as ton travail à côté...* »⁷³².

Cette étude de cas retraçant les expériences du parcours d'intégration de la famille d'Albena et Dimitar démontre que le couple fait face à une certaine oscillation, entre la reconnaissance par les acteurs accueillants comme un modèle de migrants roms et le déni des pairs en tant que non-Roms résultant de cette réussite institutionnelle. C'est alors une forme de distance qui se crée entre la famille et les autres migrants roms dans l'agglomération. Face à cela, Albena et Dimitar se raccrochent alors au modèle positif de « famille intégrée » véhiculé par la MOUS en le reprenant à leur compte et le mettant en avant. Or le couple est également distant des sociabilités nouvelles avec des acteurs de la société d'accueil : ils n'ont pas noué de relations avec des « Français », en-dehors du cadre professionnel d'Albena, mais qui ne connaît pas de décroisement vers l'espace intime, privé. Il en est de même pour leurs enfants en dehors de l'école. La conséquence mise à jour relève donc d'un certain repli sur soi et son bien-être, mais dans une forme de solitude, ce qui est aussi l'un des effets du processus d'individualisation produit par la vision de l'intégration à l'œuvre dans le dispositif de MOUS notamment.

Finalement, le parcours de migrant de la famille d'Albena et Dimitar et ses conséquences en termes relationnels, de sociabilités, d'identifications et de sentiments d'appartenances révèlent avec force les caractéristiques communes des expériences identitaires des migrants en général, souvent tiraillés, dans l'espace migratoire, entre deux modèles, celui de la société d'origine et celui de la société d'accueil. En cela, et encore une fois, les Roms ne font pas exception. Mais le cas d'Albena et Dimitar, comme les autres migrants roms en accompagnement dans l'agglomération, a une particularité non négligeable, celle de la sélection à l'origine du processus, qui implique donc une certaine contrepartie à l'intégration de certains : l'exclusion des autres. Je propose donc d'approfondir certains de ces aspects qui sont autant de conséquences des expériences subjectivantes que font les migrants roms des dispositifs locaux, qu'ils soient ou non pris en charge par ces derniers.

1.1.2. L'individualisation via le dispositif de MOUS : solitudes, redéfinitions de la famille et des appartenances

⁷³¹ Entretien, 26 juillet 2012.

⁷³² *Ibid.*

L'étude de cas d'Albena et Dimitar a permis de mettre en exergue l'importance de l'individualisation dans les expériences que font les migrants roms des dispositifs. J'ai montré dans la section 2 du chapitre 6 que ce processus sous-jacent à l'accompagnement des migrants dans le cadre des dispositifs était central dans l'opération de transformation attendue. Il est donc intéressant d'analyser précisément comment se traduit, pour les migrants, cette individualisation dans les actes. Quelles en sont les conséquences concrètes pour eux ?

Pour les migrants inclus dans les dispositifs, l'expérience concrète de l'individualisation se matérialise de façon la plus évidente par le logement. En effet, lorsqu'ils sont relogés, les migrants passent donc d'un espace de vie spontané et dans une certaine mesure choisi (Cf. chapitre 4) qu'est le squat à un espace de vie contraint qu'est le relogement institutionnel. De multiples différences existent entre ces types de logement, mais la principale réside dans la solitude ressentie en s'éloignant des pairs et d'une vie quotidienne mêlant la personne au collectif. C'est notamment l'expérience que fait Shefket lorsqu'il est relogé par la MOUS dans un chalet Emmaüs. Pourtant, il s'agit d'un lieu de relogement qui est différent de ceux proposés habituellement puisque plusieurs migrants roms sont regroupés dans ces chalets, comme je l'ai déjà souligné. Ces derniers se situent près d'un petit bois, dans un quartier excentré de la Ville en voie de réhabilitation. Un peu plus loin, un vieux bâtiment en long correspond à un « foyer Emmaüs » dans lequel sont hébergées une vingtaine de personnes. Concrètement, six chalets côte à côte et distants de deux ou trois mètres sont occupés par des migrants de la MOUS. Lors de sa première visite du chalet avant d'y habiter, Shefket semble percevoir très clairement l'isolement que cela implique :

Dès notre arrivée, [la travailleuse sociale d'Emmaüs] me laisse avec eux un moment, car elle va saluer le concierge du foyer Emmaüs d'à côté. Très vite, Shefket me dit qu'il est mal à l'aise à cause du silence ambiant, ça semble le choquer vraiment.⁷³³

Cette première impression se révèle juste au regard de l'expérience que fait Shefket de ce relogement : il doit vivre seul, ce qui ne lui était jamais arrivé. Cela lui pose question à la fois pour sa vie quotidienne matérielle (faire à manger, le ménage,...) mais aussi en ce qui concerne sa vie sociale : personne à qui parler (à part quelques uns de ses voisins, mais avec lesquels il n'est pas très proche et qui ont en majorité l'âge de sa mère ou plus) ni avec qui vivre, plus simplement. C'est de la peur et de l'angoisse qui transparaît à travers les propos que tient Shefket chaque fois qu'il me parle de ce lieu de vie. Il y passe très peu de temps et me confie également ne pas y dormir souvent, ajoutant qu'il n'est pas le seul, comme pour se dédouaner de ce qu'il sait être une « faute » aux yeux des agents du dispositif :

« Y a rien, là-bas, rien ! Alors tout le monde il bouge, tout le temps au hangar, avec la famille ! » Je lui demande s'il y dort. Il me répond « oui oui » au début, puis finit par me dire qu'en fait, « pas souvent »... Il m'explique que c'est sa mère qui vient de temps en temps faire le ménage, et que lorsqu'il y dort, il ne fait que ça, il mange toujours au squat :

⁷³³ Notes de terrain, 3 avril 2012.

« Juste pour dormir, j'y vais, c'est tout ! ». En riant il ajoute que c'est quand même bien quand il veut amener des filles, il est « tranquille ». ⁷³⁴

Si Shefket accepte donc d'une certaine façon cette situation pour rester dans le dispositif de MOUS, il finit un jour par résumer ainsi son expérience de relogement : « *Les chalets Emmaüs, c'est la prison pour moi là-bas...* » ⁷³⁵.

Ce terme utilisé est fort, et peut paraître a priori surprenant lorsqu'on envisage la *mahala* et le squat comme des lieux de relégation ou d'exclusion, qui seraient donc négativement opposés aux lieux de relogement institutionnels pensés et présentés comme des lieux d'inclusion pour ces migrants. Or j'ai montré dans le chapitre 4 que le squat, comme la *mahala*, constituent pour les Roms des lieux de vie au sein desquels peuvent s'épanouir leurs liens de sociabilité et que le squat offre également de nombreuses opportunités pour une « *vie bonne* » (Butler, 2014). Dès lors, on peut affirmer que cet espace de vie permet une forme d'inclusion (pas dans la seule société française mais bien dans leur cadre de vie qu'est ce territoire transnational). Dans ce contexte, les propos de Shefket, ainsi que l'expérience d'Albena, impliquent donc un nécessaire renversement de perspective. Ce sont de façon générale les lieux de relogement institutionnels (ces chalets comme les lieux « en diffus ») qui relèvent d'espaces de vie contraints voire de relégation et de confinement pour les migrants roms, et non les squats. Cela rejoint en partie les conclusions de Marc Bernardot (2005) sur les différentes formes de logement contraint en direction des « *populations indésirables* » participant globalement à les contrôler, précisément en fabriquant de fait l'individualisation concomitante à ce type de logement.

En outre, c'est cette individualisation qui est à l'origine de la solitude ressentie par des migrants, notamment ceux qui ne sont pas mariés comme c'est le cas de Shefket ou de Vasilka. Ce relogement étant vecteur d'isolement, il y a donc un risque pour le mariage futur (dans le cas des jeunes majeurs célibataires relogés) comme pour le maintien des liens avec les pairs (pour Vasilka par exemple, mais aussi plus largement pour tous les relogés). Comme on l'a vu avec Albena, l'individualisation induite par la prise en charge de la MOUS a également des conséquences en termes de redéfinition de la famille et des appartenances. En d'autres termes, cette individualisation devient constitutive de l'identification des migrants roms.

En effet, ce dispositif est basé sur l'individualité, et ce dès le premier entretien de diagnostic, puisque c'est la famille nucléaire et l'individu lui-même qui sont appréhendés par les acteurs professionnels. Cela diffère des conclusions d'autres recherches portant sur l'appréhension des Roms d'Europe de l'Est en tant que migrants par les pouvoirs publics locaux d'Europe de l'Ouest et questionnant l'impact de ces appréhensions sur leurs propres dynamiques identitaires. Dans la MOUS de l'agglomération, il n'y a plus d'identification en termes de « groupe familial ». Mais plus largement dans l'arène rom locale, il n'y a pas non plus d'identification de ces migrants en termes de « groupe » autre, contrairement à la distinction qu'observe Alice-Sophie Sarcinelli (2014a) à Milan entre « *les méritants* » et les « *non-méritants* » et

⁷³⁴ Notes de terrain, 24 mai 2012.

⁷³⁵ Notes de terrain, 28 août 2012.

celle que note Marion Lièvre (2013) à Montpellier entre les Roms dits « *intégrés* » et ceux « *qui profitent du système* ». Dans l'agglomération étudiée, l'accent est mis, par les modalités de ce dispositif concernant des familles nucléaires, sur le couple et les enfants. Les différenciations se font alors, entre les migrants accompagnés, sur cette base de la famille nucléaire, telle famille (mais au sens nucléaire du terme) comparée à telle autre, en reprenant les catégories de la MOUS.

Or cela modifie beaucoup de choses dans leur propre appréhension de la famille, comme le montrent les difficultés relationnelles qu'a Albena avec ses beaux-parents par exemple. Il est intéressant de questionner alors les répercussions sur les subjectivités et les liens familiaux et interfamiliaux. Comme je le montrerai dans les sous-parties suivantes, cela peut induire notamment l'exclusion de membres de la famille, puisqu'il y a création de frontières au sein d'un même groupe familial.

C'est ainsi que l'on peut comprendre les tiraillements identitaires de certains migrants roms, directement en réaction à cette politique, et non à la migration elle-même. Il convient de souligner l'aspect fondamental de cette analyse qui dépasse donc la thèse classique des conflits identitaires induits par la situation migratoire même. En effet, la question ne se pose pas pour les migrants roms en dehors de leurs rapports à l'État en raison de leur inscription transnationale effective. C'est donc l'État, à travers les politiques mises en œuvre localement dans ces dispositifs, qui crée ces fractures, ces conflits, qui sont autant de frontières potentielles ou en devenir entre migrants. L'injonction à l'intégration à l'origine de cette politique implique donc pour les migrants roms la naissance de tiraillements identitaires ajoutés à la difficulté de trouver sa place aussi bien dans la société d'accueil (représentée ici par la MOUS) et parmi ses pairs (migrants roms). Une tension entre plusieurs modèles se fait jour puisque l'intégration en question, qui est un modèle d'assimilation, a comme condition une sorte de renoncement : à sa famille, à son organisation de vie quotidienne, et même à soi en tant que sujet. Ce fossé entre les enjeux et logiques institutionnels et familiaux se perçoit clairement lorsqu'Albena fait part de sa difficulté à tenir ce rôle dans ce nouveau modèle de famille intégrée. Cette logique individualisante est également à mettre en perspective avec l'injonction à la citoyenneté et la définition de la citoyenneté à la française, de façon individuelle puisqu'il s'agit d'une citoyenneté formelle, qui reconnaît l'individu mais ignore l'appartenance à une famille élargie, à un groupe.

Il apparaît donc, comme le montre de façon évidente le cas d'Albena et Dimitar, que cette individualisation ne favorise pas nécessairement l'intégration recherchée par l'État mais au contraire le repli sur soi. Ce repli sur soi peut prendre différentes formes en fonction des personnes et des périodes : soit en restant dans les dispositifs (repli « ouvert » dans le rapport à l'État mais ruptures avec les pairs et pas de nouvelles sociabilités ni de modèle d'identification), soit en s'en extrayant (de façon subie ou choisie), comme je vais le montrer dans la section 3 de ce chapitre (repli « fermé » dans le rapport à l'État en privilégiant l'entre-soi). Ce sera par exemple le cas de Shefket.

La prise en compte des subjectivités dans l'analyse de l'expérience d'individualisation que font les migrants roms remet donc en cause l'idée de progrès social et d'intégration avancée par les acteurs de l'arène pour définir la politique menée. De la même façon que les politiques de logement social ne relèvent pas nécessairement

de ce même progrès social souhaité (Bernardot, 2005), ces dispositifs ne semblent pas nécessairement permettre l'intégration recherchée pour ces migrants, et pourraient plutôt avoir comme conséquence une certaine « *désintégration* » des personnes. Dans cette perspective, il est intéressant de souligner que c'est précisément cette individualisation que Zygmunt Bauman (2007), en s'appuyant sur les travaux de Robert Castel (2003), identifie comme produisant une forme de « *liquéfaction* » de la société. Selon lui, ce processus d'individualisation, par lequel une société intégrée devient une société d'individus, se caractérise par deux phénomènes qui sont autant de ruptures : « *D'abord, pour reprendre la terminologie de Castel, la "survalorisation" des individus libérés des contraintes imposées par un réseau dense de liens sociaux* ». Le deuxième aspect concerne « *la fragilité, la vulnérabilité sans précédent de ces individus dépouillés de la protection jadis offerte de façon très naturelle* » (Bauman, 2007 : 78-79). C'est précisément ce dernier point qui est l'une des conséquences de la prise en charge des migrants roms dans le dispositif de MOUS : ces derniers passent d'une vie encadrée par l'entre-soi à une vie très différente dans le dispositif, faite d'injonctions, de règles et de contraintes nouvelles qui les éloigne de leurs pairs et de l'entre-soi. Dès lors, l'isolement des migrants induit cette vulnérabilité que souligne Zygmunt Bauman, puisque le dispositif politique ne peut remplacer l'entre-soi comme cadre protecteur, dans le sens d'espace créateur de sociabilités et de liens constitutifs.

C'est donc en ce sens que les migrants roms, et particulièrement ceux qui sont sélectionnés et accompagnés dans le cadre de ces dispositifs politiques, deviennent des « individus » puisqu'ils connaissent une forme d'individualisation résultant d'une logique qui leur est imposée par ce que Michel Foucault (1975) nomme des « *dispositifs de savoirs/pouvoirs* ». Bernard Lahire (2013) rappelle ainsi qu'il convient de « *prendre conscience du rôle majeur des institutions (...) [qui] ne cessent de forger des dispositions, et notamment des désirs, pour faire les individus à leur image, et à leur service* » (Lahire, 2013 : 154). Cela paraît tout à fait clair dans le cas des migrants roms sélectionnés desquels est attendue une réelle transformation en vue de l'intégration envisagée et mise en œuvre par l'État. Or que produit cette individualisation lorsque, précisément, l'injonction à l'intégration ne porte pas ses fruits, dans le sens où les migrants en question connaissent moins de bénéfices que de pertes et préjudices ? Bernard Lahire en apporte une clé de compréhension en précisant que « *Le fait d'être traité ou considéré par le monde social (l'État, l'entreprise, l'école, l'institution sportive, etc.) comme un individu séparé des autres individus et non comme membre d'une catégorie ou d'un groupe (...) ne fait qu'actualiser la vieille maxime du "diviser pour mieux régner"* » (Lahire, 2013 : 44).

Ces transformations des migrants inclus dans les dispositifs, et particulièrement l'individualisation qui en découle, mènent à la création de frontières entre les personnes. En effet, certains ont donc été sélectionnés parmi d'autres pour bénéficier d'un accompagnement visant l'intégration, celle-ci s'apparentant, on l'a vu, à une forme de normalisation. Cette sélection rime donc avec exclusion d'autres familles renvoyées dans leur « *étrangeté* ». Comme je vais le montrer, ces dernières sont maintenues, par les acteurs accueillants comme parfois par les migrants sélectionnés, dans une certaine

subjectivité, celle de « rom », alors que les migrants sélectionnés sont « priés » de s'en défaire pour devenir assimilables.

1.2. La double peine des « exclus » renvoyés à leur étrangeté

Comme je l'ai déjà montré, l'expérience de la sélection est une épreuve qui se révèle souvent douloureuse pour les migrants, qu'ils soient sélectionnés ou non, en raison de cette frontière que cela crée entre eux. C'est ce que montre bien cet extrait du carnet de terrain relatant l'atmosphère suivant une période de sélection au squat de F.

L'ambiance n'est pas la même au squat de F. La grande conversation porte sur les cartes de séjour que certains viennent d'avoir et d'autres non.

Shefket a eu sa carte de séjour, il vient vers moi pour me le dire, tout sourire. (...) Pendant notre discussion, d'autres hommes prennent Nicolas à part et lui demandent pourquoi eux n'ont pas eu la carte de séjour, alors qu'ils ont fait l'entretien préalable au CSAP. Seul un homme a reçu un appel du CSAP qui lui a signifié que la Préfecture avait refusé son dossier, apparemment sans autre explication ; il s'agit du mari de Ramona. Les autres n'ont eu aucun appel, ils le prennent aussi pour un refus. Je tente d'expliquer que ce n'en est pas forcément un et qu'il leur faut peut-être attendre un peu, sans savoir du tout ce qu'il en est. Le mari de Ramona est blasé, il refuse de continuer à mettre sa fille à l'école et dit que puisque c'est comme ça, il va rentrer en Bulgarie, chez lui, à Plovdiv, et qu'il y a du travail dans le bâtiment là-bas de toute façon. Ses parents, qui ont été présentés en même temps au CSAP et dont la mamie faisait de gros efforts pour apprendre le français en prenant des cours au Centre Social, et dont le père parle bien français et travaille régulièrement, ont également été refusés explicitement.

D'autres sont un peu plus énervés, comme Sounaï, que j'avais accompagné lors de l'entretien au CSAP. Lui n'a eu aucune nouvelle. Quant à Stefan, le « protégé » de la mairie de [la commune], il a eu une APS de 6 mois dans le cadre de la MOUS, qui vient donc en quelque sorte « renouveler » sa première APS qu'il avait eu par le biais de la mairie ; il est très content, et s'empresse de me dire que son frère, Nayden, en a eu une aussi via la MOUS. Du coup, une certaine tension est palpable entre ceux qui ont eu cette réponse positive et les autres, qui sont dans l'incertitude et l'inquiétude. Stefan dresse la liste à l'oral des familles de F. qui ont eu une carte de séjour (...)

Je demande à Shefket si ça pose des problèmes entre eux, ces cartes de séjour ; il me regarde droit dans les yeux et me répond « *oh oui....beaucoup de problèmes...* ». J'enchaîne : « *Il y a des bagarres ?* » Surpris de cette idée, il s'exclame que non et ajoute tout de suite « *Tout le monde c'est la même famille ici !* », argument qui semble alors rendre impossible l'idée de violence entre eux pour cette raison-là.⁷³⁶

Le fait de ne pas être sélectionné dans le dispositif de MOUS (comme, plus implicitement, de ne pas être accompagné par les médiateurs) relève donc d'une forme d'exclusion des migrants roms, d'autant plus difficile à vivre qu'elle n'est pas collective et met alors en concurrence les migrants entre eux. La résultante de ce processus d'exclusion peut donc être comprise comme une forme d'individualisation qui concernerait dès lors tous les migrants, qu'ils soient sélectionnés donc en voie d'intégration ou refusés donc exclus.

⁷³⁶ Notes de terrain, 8 mars 2012.

À partir de cet extrait de carnet de terrain, deux axes principaux concernant les migrants qui ont été refusés ou exclus du dispositif sont à interroger : d'une part, le fait que les candidats refusés ne se voient pas notifier de refus, ni d'explication peut s'apparenter à une forme de négation du sujet. D'autre part, le critère décidé par la Préfecture du passage au STIC de chaque candidat, lorsqu'il s'avère positif, s'apparente à un stigmate de l'exclusion irrévocable de la société dite d'accueil. Il faut également préciser qu'à partir de 2012, la Préfecture demande à l'équipe de MOUS de procéder aux entretiens de diagnostic pour des migrants d'un squat précis, afin que la Préfecture puisse régulariser et prendre en charge, via la MOUS, ceux qui sont alors sélectionnés, avant de procéder à l'évacuation du squat en question. Ces évacuations sont la plupart du temps assorties de contrôles de police, ce qui signifie que des OQTF sont alors délivrées au plus grand nombre de migrants possible. Dès lors, le triage des migrants est effectué à la fois dans une perspective d'inclusion (au dispositif donc à la société) et d'exclusion (du dispositif donc de la société). C'est en ce sens qu'au final, l'OQTF peut être envisagée comme le pendant négatif d'une politique publique locale d'intégration.

Qui sont ces migrants roms que l'État exclut ? Quelles en sont les raisons ? Pour celles et ceux qui n'ont pas été sélectionnés à l'entrée de la MOUS, ce sont les critères établis qui n'ont pas été jugés comme étant remplis à la fois lors de l'entretien de diagnostic et à la lecture du dossier de la famille par les décideurs de la MOUS (Préfecture et DDCS). Il ne m'a pas été possible d'en savoir plus, n'ayant pu rencontrer ces décideurs en question ni accéder aux dossiers des migrants. Cependant, Pierre-Alain Dumont précise régulièrement que le critère du STIC constitue selon lui une barrière importante à la sélection de nombreux migrants roms.

La famille d'Anka, dont j'ai déjà parlé précédemment, en a fait l'expérience. Le plus difficile pour elle est de ne pas savoir concrètement les raisons de ce refus, qui ne lui a d'ailleurs jamais été notifié directement – ou de ne pas parvenir à admettre qu'une petite effraction de son mari plusieurs années auparavant les empêche aujourd'hui, avec leurs trois enfants, d'obtenir ce sésame qui faciliterait, pense-t-elle, leurs vies. Nadrie, l'une des belles-sœurs d'Anka, est quant à elle dans une situation qui apparaît inextricable, depuis la condamnation de son mari pour un vol de ferraille, qu'il n'aurait en outre pas commis⁷³⁷. Cheminant de squat en squat et de Bulgarie en France, depuis leur exclusion du squat de X, la famille connaît des difficultés avec tout ce qui concerne l'administratif et les institutions (comme l'école). Nadrie et son mari se débrouillent financièrement, notamment en tenant un petit commerce informel de boissons à l'intérieur du squat et en fouillant les poubelles de la Ville. Ils ont sollicité autant que possible les médiateurs (principalement Damien) pour qu'il les aide et les envoie vers la MOUS, et ont essuyé en retour des refus de plus en plus nets de sa part. Ces refus leur étaient présentés comme relevant de leur mode de vie et de leur manque d'efforts et de volonté d'intégration. Plus généralement, ils semblent tenir au fait que la famille est appréhendée par Damien comme étant « *un bon exemple de stratégies migratoires* ».

⁷³⁷ Ayant assisté au procès en question au cours duquel comparaissaient quatre hommes bulgares vivant dans le même squat, j'ai pu constater que les preuves contre eux étaient considérées comme tellement minces que la défense parlait de « *discrimination au faciès* », basée sur une identification en tant qu'« *individus de type roumains* » reconnus au tapissage « *parce qu'ils sont Bulgares et en survêtement* ». Aucune empreinte n'a été prise, et la requête effectuée en ce sens par la défense a été refusée par le juge. (Notes de terrain, 19 juin 2012)

pendulaires »⁷³⁸, caractéristique qui, lorsqu'elle est soulignée chez certains migrants par les agents, implique alors une inadéquation avec les dispositifs, et plus avant avec la société française. La condamnation du mari de Nadrie ne fait que conforter le médiateur dans son opinion négative de cette famille qui lui apparaît beaucoup trop éloignée des attentes des acteurs politiques locaux à l'égard des migrants roms.

Malgré ces différentes formes d'exclusion que sont le refus ou l'impossibilité d'accès à la sélection du dispositif de MOUS, et qui tendraient alors, politiquement, vers une exclusion du territoire, nombreux sont les migrants roms, comme les familles de Nadrie et d'Anka, qui restent et/ou reviennent en France. Ils se situent alors dans des conditions de vie encore plus instables, précaires matériellement (ayant quitté un squat plus ou moins pérenne) et douloureuses psychologiquement, au vu d'un premier refus concernant le titre de séjour et donc du peu d'espoir restant pour une amélioration des conditions matérielles d'existence. Mais ces retours persistants malgré cela montrent encore une fois que dans leurs dynamiques migratoires, les Roms bulgares dont il est question accordent aux conditions d'hébergement une importance que l'on peut qualifier de secondaire, par rapport à tout ce que leur apportent, matériellement et immatériellement, leurs séjours en France.

Une autre forme d'exclusion, avec d'autres modalités et implications, concerne les migrants qui étaient en accompagnement dans la MOUS et en ont été sortis par les acteurs du dispositif. Lorsque je lui demande de me parler de ces migrants-ci, Pierre-Alain Dumont met en avant des chiffres, mais n'est pas enclin à expliciter les raisons précises de ces exclusions, « sorties » ou « sorties par le bas », comme il les nomme :

Il me dit qu'il y a eu « 8 sorties d'accompagnement » depuis le début des MOUS : 4 au squat de Q. (lié à l'affaire de prostitution infantile), « 1 ou 2 sont reparties en Bulgarie », 2 pour « délinquance », ne se rappelle plus très bien.⁷³⁹

Lors d'un bilan chiffré demandé un an plus tôt par les institutions pilotes du dispositif, le responsable du CSAP et de la MOUS ne s'étend pas plus sur les raisons de la sortie de certaines familles du dispositif. Les chiffres qu'il donne en ce sens, depuis le début de la MOUS, sont les mêmes que ceux avancés par Pierre-Alain Dumont, mais les raisons sont sensiblement différentes, bien que toujours aussi obscures :

[Le responsable] donne des chiffres : « 100 familles diagnostiquées, soit 266 personnes au total. 28% ont été retenues, soit 28 familles, dont 5 sont retournées en Bulgarie et 3 sont sorties de l'accompagnement ». Puis il rappelle « la situation administrative des personnes accompagnées : un cadre dérogatoire, et en contrepartie, des obligations ».⁷⁴⁰

Ici, les détails ne sont donc pas donnés... Il est intéressant de souligner que parmi tous les acteurs de l'arène rom locale présents lors de cette réunion (acteurs habituels et d'autres moins directement concernés comme les bailleurs et de nombreux maires de la communauté urbaine), aucun d'entre eux ne cherche à comprendre plus avant les logiques de l'exclusion de ces familles du dispositif. D'une certaine façon, le

⁷³⁸ Notes de terrain, conversation téléphonique, 14 mai 2012.

⁷³⁹ Entretien, 26 juin 2012.

⁷⁴⁰ Notes de terrain, table ronde « Roms » à la Préfecture de Région, 11 juillet 2011.

responsable technique de la MOUS a habilement déjoué ce type de questions potentielles en ajoutant cette phrase au sujet des obligations des migrants accompagnés dans la MOUS juste après avoir parlé des sorties d'accompagnement. C'est un moyen d'affirmer que si ces migrants ont été sortis, c'est qu'ils n'ont pas respecté les obligations intrinsèques au cadre. Par ailleurs, le fait de présenter comme des raisons d'exclusion les retours (temporaires) en Bulgarie de certaines familles à des acteurs de l'arène qui ne connaissent pas précisément les modalités d'accompagnement et les injonctions qui vont avec, peut leur laisser comprendre que ces familles ont souhaité rentrer définitivement en Bulgarie – et non qu'elles sont, comme c'est pourtant le cas, rentrées seulement pour y effectuer un séjour et que cela a été la raison de leur exclusion subie.

Ainsi les raisons précises sur lesquelles s'appuient concrètement les acteurs du dispositif (agents et responsables) pour extraire une famille de la MOUS ne sont pas vraiment explicites, ou du moins, pas verbalisées, que ce soit à d'autres acteurs de l'arène ou à moi-même. Que révèle cette façon de faire, ce silence sur les exclus ? Un détour par la présentation du cas de la famille d'Asen et Katerina permet d'apporter quelques éléments concrets pour faire la lumière sur ces interrogations.

Krazimir et sa femme vivent dans la *mahala* d'Ihtiman, dans une maison à un étage en construction (deux pièces sont utilisables, plus la « cuisine » dehors en terrasse abritée), il y a une cour intérieure qui donne sur la petite épicerie qu'ils tiennent. Dans la cour il y a une vieille caravane dans laquelle vivent Asen, leur fils de 25 ans, sa femme Katerina et leurs deux enfants (7 ans et 4 ans). Ils y dorment dans deux petits lits. Asen est marié avec Katerina depuis 7 ans ; il avait 18 ans et elle 14 ans.

Krazimir a travaillé pendant 10 ans en Serbie, c'est comme ça qu'il a pu construire sa maison. Il est allé à [la Ville] pour la 1^{ère} fois en 2006. Asen dit que c'est grâce aux liens familiaux qu'ils ont à Ivaylo qu'ils y sont allés. Krazimir raconte qu'ils ont habité différents squats, en nommant les communes de l'agglomération ou les quartiers de la Ville (au moins six endroits différents) puis dans les hangars à X, dans des tentes données par le Secours Catholique après leur expulsion de V.

Asen avait été sélectionné dans l'agglomération par le CSAP lors de la MOUS 1 en 2010. À l'époque, il vivait avec sa famille, ses parents, et la famille de sa sœur dans le squat de F. Il raconte : a dormi deux/trois mois dans un appartement avec sa femme et ses enfants, « *tout était gratuit* ». Mais n'aimait pas car il était sans ses parents, sa famille. Il ajoute que des fois, il restait au squat avec sa famille. A décidé de partir en Bulgarie au bout de trois mois pour aller voir sa sœur à l'hôpital quand elle a accouché d'un bébé handicapé. Les docteurs ne savent toujours pas ce qu'a le bébé. À son retour en France, il dit avoir préféré retourner en squat avec ses parents. Depuis, il a toujours sa carte de séjour d'un an, valable jusqu'au 1^{er} août [2011], qu'il me montre fièrement. Il parle de retourner à [la Ville] et d'aller à la Préfecture pour en demander une autre.⁷⁴¹

La version de l'équipe de la MOUS est tout autre quant au retour en squat d'Asen et Katerina suite à leur séjour en Bulgarie. Selon Pierre-Alain Dumont, il s'agit de la première famille sélectionnée dans le dispositif à avoir eu une APS avec autorisation de travail, ce qui ne semble pas avoir été suivi d'une recherche d'emploi effective (ou réussie) par les agents de la MOUS. Le coordonnateur passe très rapidement sur ce

⁷⁴¹ Notes de terrain, août 2011.

point, en poursuivant : « *la famille a été relogée provisoirement au CSAP, mais ils ont déconné* ». Je lui demande s'ils y dormaient vraiment ; Pierre-Alain Dumont, d'abord décontenancé par ma question, répond : « *non, en effet, c'est un autre problème* ». Sans plus d'explication, il finit par dire que « *de toute façon, cette famille est repartie avec une OQTF* », après avoir été « *évincée de la MOUS* »⁷⁴². Par ailleurs, Nicolas, en tant qu'enseignant bénévole sur le squat de F., avait inscrit leur fils à l'école et les voyait régulièrement lorsqu'ils étaient dans ce squat ; il précise avoir appris, par l'intermédiaire de l'ancienne travailleuse sociale de la MOUS qui suivait la famille à l'époque, qu'Asen avait démonté tous les sanitaires de l'appartement pour les revendre. En outre, la travailleuse sociale et Asen lui-même lui disaient qu'après quelques semaines passées dans ce logement, ils n'y dormaient plus du tout, préférant demeurer au squat avec leurs proches. On en déduit alors que ce sont ces éléments qui font dire au coordonnateur de la MOUS qu'« ils ont déconné ». Dans les propos qu'il me tient, Asen ne fait pas mention de son OQTF ni du fait qu'il a été « sorti » du dispositif. Cependant, il en est question de façon sous-jacente lorsqu'il précise qu'il a « préféré » revenir en squat plutôt que dans le logement proposé par la MOUS : c'est une façon de dire qu'il ne se reconnaît pas dans le cadre du dispositif, ou que le dispositif ne le reconnaît pas dans sa façon d'être...

En effet, c'est bien de l'étrangeté dont il est ici doublement question : étrangeté d'une société, des règles d'un dispositif pouvant apparaître comme contraignant, étrangeté de certains migrants pouvant apparaître comme étant trop « marqués » en tant que Roms, soit physiquement, soit culturellement, soit socialement. C'est ainsi le cas de Simeon et Zorka, que j'ai présenté à la fin du chapitre 6 et qui ne sont pas éloignés du risque d'exclusion pour ces mêmes raisons sous-jacentes. Mais c'est également le cas, plus concrètement, des familles dans lesquelles des mineurs se prostituent ainsi que de tous ceux qui sont exclus en raison de départs en Bulgarie non annoncés aux agents, voire de séjours effectués dans leur pays en passant outre l'interdiction. Le point commun de tous ces migrants ayant été exclus du dispositif, ou pour lesquels l'exclusion constitue une menace réelle, consiste en l'éloignement de la figure du migrant rom modelée par les dispositifs : il s'agit de personnes qui continuent sous certains aspects à être ce qu'elles sont, et à faire ce qu'elles font, sans chercher à se transformer pour adhérer aux logiques et aux injonctions des dispositifs – ou en refusant cette normalisation.

En d'autres termes, ceux qui sont exclus du dispositif de MOUS sont renvoyés en raison même de leur « étrangeté », parce qu'ils ne se conforment pas aux attentes du dispositif. Ces migrants sont appréhendés, et d'une certaine façon reconnus, par les acteurs de l'arène rom locale, comme étant des « sujets roms » et non des migrants au « *devenir citoyen* » (Balibar, 2011), donc inassimilables. Ils sont donc sommés de ne pas demeurer sur le territoire français dans lequel, dès lors, ils ne sont pas acceptés. C'est en cela qu'on peut utiliser le qualificatif de « double peine » afin d'analyser la façon dont ces migrants sont d'une part indésirables dans les dispositifs comme dans la société, et d'autre part, sont implicitement cantonnés, de la part des acteurs

⁷⁴² Entretien, 9 mai 2011.

professionnels, à cette étiquette identificatoire de « Roms » qui paraît dès lors très stigmatisante, voire repoussante puisque l'exclusion s'appuie dessus. Les migrants roms qui ne collent pas aux attentes et aux injonctions présentes dans le cadre des dispositifs sont alors renvoyés en raison de leur étrangeté, et plus avant, sont renvoyés à leur étrangeté.

1.3. La production par l'État de nouvelles frontières entre les sujets : diviser et contrôler

S'il paraît clair que les « inclus », à savoir ceux qui ont été admis positivement dans le dispositif étatique local, sont alors placés d'une certaine façon sous contrôle de l'État, cela est moins évident en ce qui concerne les personnes qui ne font pas partie prenante de ces dispositifs, et même, en ont été rejetées. Et pourtant, c'est également le cas pour elles aussi, en premier lieu avec l'existence du dispositif de médiation, comme je l'ai montré dans le chapitre précédent. En outre, les « exclus » le sont également en partie par les deux policiers bulgares que l'État local français a fait venir pour une période de trois mois dans l'objectif de contrôler les personnes en squat en fonction de crimes ou délits hypothétiquement réalisés en Bulgarie. Dès lors, dans certains cas, l'exclusion de personnes (des dispositifs comme du territoire français) peut se faire à la fois par les services de l'État français (comme la PAF qui a joué localement dans ce domaine un rôle de plus en plus important au fil des années, jusqu'à seconder les agents de la MOUS et les médiateurs dans leurs logiques de tri des migrants) et par les services de l'État bulgare en les personnes de ces deux policiers. Il convient de souligner ici que dans ces deux cas, c'est certes l'organe policier, soit l'organe contrôleur et répressif de l'État qui orchestre cette exclusion, mais en étant appuyé et même relayé par celles et ceux que tous identifient (eux y compris) comme des « travailleurs sociaux » localement. Ces exclus des dispositifs restent ainsi sous contrôle de l'État, même de retour en Bulgarie.

1.3.1. Quelle inclusion pour les « inclus » ? Un contrôle permanent

Quant au contrôle des personnes « incluses » dans la société à travers leur accompagnement dans le cadre du dispositif de MOUS, les modalités qui le permettent relèvent de pratiques micros, parfois même invisibles ou cachées – sauf aux yeux des migrants qui en font l'expérience. Globalement, cette forme de contrôle s'opère implicitement par les réponses des migrants aux multiples injonctions qui fondent l'accompagnement, comme je l'ai montré dans le chapitre 6. Mais il peut également s'agir de contrôles concrets des agents à l'intérieur des logements transitoires fournis par le dispositif. Dans ce cas, sont à la fois contrôlés les « inclus » au dispositif et les « exclus », dont les agents essaient de s'assurer qu'ils restent bien à leur place, à savoir en dehors du dispositif et loin de leurs pairs qui, eux, en bénéficient. Ces contrôles ont vu le jour non pas dans les deux premières années de la MOUS mais après, dès lors que

le nombre de familles accompagnées a considérablement augmenté, triplant quasiment en quelques mois. De nouveaux agents ont alors été employés pour renforcer l'équipe de MOUS, et l'une d'entre elles, chargée de l'accompagnement au logement, s'enquiert notamment de savoir si les personnes relogées dans ces logements n'en hébergeraient pas d'autres qui ne seraient pas prévues car non comprises dans la cellule familiale. Pour cela, elle se rend dans des logements en question le soir, par surprise, sans prévenir les habitants de sa venue. C'est ce que m'explique, comme beaucoup d'autres, Anka lorsqu'elle voit la date d'expulsion de son squat de fortune arriver, quelques semaines après la destruction du squat de X en juillet 2013. Son frère ayant été récemment sélectionné par la MOUS, et aussitôt relogé avec sa famille au vu de l'évacuation du squat, elle me raconte qu'elle a trop peur, pour elle comme pour eux, d'aller chez lui pour quelques nuits : ses filles y passent déjà la nuit de temps en temps, avec d'autres personnes de la famille élargie, et ont rapporté l'angoisse liée à la venue de l'agent de la MOUS « *za kontrol* » (pour le contrôle). Comme Anka, de façon générale, les migrants roms ont donc très rapidement compris quelle était la raison véritable de cette intrusion, bien que d'après leurs dires, l'agent en question ne l'explique pas sur le moment, se contentant de « *dire bonjour* » et de « *regarder partout* »⁷⁴³.

Une autre modalité de contrôle des personnes par le logement concerne les familles de la MOUS qui ont accédé à un logement qualifié d'autonome, à savoir un logement dans le parc locatif social de droit commun, bien que subsiste un accès spécifique à celui-ci par le biais d'un contrat de sous-location effectué avec une association qui se porte garante de la famille en question, comme le fait ici l'association pilotant la MOUS. Ces familles sont ensuite censées basculer dans le régime de droit commun par un bail glissant, l'association se désistant alors de son rôle de locataire afin que la famille puisse y accéder de plein droit. Le coordonnateur de la MOUS, dès février 2012, me précise qu'à cette période, « *un tiers des familles accompagnées peut sortir par le haut, avec un logement autonome* »⁷⁴⁴. Or encore en octobre 2013, Albena m'explique qu'elle ne parvient pas à se défaire du contrat de sous-location de l'association pour avoir la location de son appartement à son nom propre. Elle en a pourtant fait la demande à plusieurs reprises, auprès de différentes personnes de l'association qu'elle côtoie régulièrement dans son travail, comme Pierre-Alain Dumont. Partout, la réponse est sensiblement la même : pourquoi elle s'en fait ? Pourquoi elle veut changer ça ? Oui, ça va venir, mais ça n'est pas si important. Concrètement, elle me dit leur expliquer qu'avoir le contrat de location en son nom lui faciliterait les démarches administratives. Ce qu'elle ne leur précise pas, et qui semble important à ses yeux, c'est que cette simple modification du contrat lui permettrait, pense-t-elle, d'éliminer le soupçon qu'elle ressent et décrit à propos des agents de guichet qui regardent sa sous-location d'un mauvais œil, et par ricochet, la considèrent comme assistée. En outre, il s'agirait également pour elle de ne pas avoir à se déplacer chaque mois au siège de l'association pour régler le loyer ; elle me décrit à ce sujet la longue file d'attente de « *tous les Bulgares qui viennent pour ça le même jour* »⁷⁴⁵.

⁷⁴³ Notes de terrain, 2 août 2013.

⁷⁴⁴ Entretien, 1^{er} février 2012.

⁷⁴⁵ Entretien, 9 octobre 2013.

On peut donc penser que, volontairement ou pas, le fait de conserver ces familles sous la coupe de l'association mandatée par la Préfecture en ne leur permettant pas d'accéder à une certaine autonomie que l'on pourrait qualifier de totale, voire à une certaine capacité d'action ou « empowerment », pourtant prôné et mis en avant dans les objectifs mêmes de la MOUS, relève d'une forme de contrôle « continu » de ces familles. Le fait que ces dernières soient sous contrôle le temps de l'accompagnement dans le cadre du dispositif peut s'expliquer, au regard de ce que l'on a abordé précédemment ; mais lorsque ces familles sont sorties de la MOUS, plus rien alors ne justifie que l'État, via ses agents mandatés, exerce encore un certain contrôle, quel qu'il soit, sur ces personnes. Pourtant c'est bien le cas ici.

1.3.2. La division inclusion/exclusion, de l'État aux migrants

Le contrôle des migrants s'opère également de façon plus insidieuse par le biais de cette division des migrants roms effectuée par l'État via la sélection. Plus qu'une division, ce sont les critères usuels répondant aux logiques de la vie dans l'entre-soi des Roms et permettant la production d'une hiérarchie sociale qui sont alors mis à mal par les nouvelles frontières mises en place par l'État.

En effet, les logiques et les critères sur lesquels repose le processus de sélection et de hiérarchisation des migrants roms dans l'agglomération sont, comme je l'ai montré, complètement étrangers aux migrants puisqu'ils relèvent clairement de logiques politiques et idéologiques – qui plus est, étrangères car françaises et non bulgares. Chez les Roms bulgares existe également, comme dans tout regroupement humain inégalitaire, une forme de hiérarchie sociale au fondement de la vie sociale quotidienne. La comparaison entre les logiques étatiques françaises et celles des migrants roms bulgares en ce qui concerne la production de cette hiérarchisation ne tient pas a priori, tant il s'agit de logiques et de critères différents. Il convient néanmoins de souligner que dans les deux contextes (celui des politiques migratoires française et celui de l'entre-soi transnational des Roms bulgares) existent des personnes identifiées comme incluses et d'autres identifiées comme exclues (entièrement ou tendant vers ces statuts).

Or en analysant la production étatique locale de frontières entre les inclus et les exclus, notamment par le biais de la sélection puis de l'adhésion aux injonctions des dispositifs, il apparaît que globalement, les migrants qui sont exclus dans ce cadre sont plutôt inclus ou bien intégrés dans leur entre-soi transnational, et vice-versa. Dès lors, j'affirme que cette politique induit un renversement des frontières entre inclus et exclus, puisque les critères paraissent presque opposés entre les Roms et le politique. S'agit-il pour autant de dire que les derniers seront les premiers ?... Les « *outsiders* » chez les Roms deviendraient-ils des « *insiders* » (Becker, 1985) par le biais de la politique locale de l'agglomération ? La réalité observée n'est pas si simple. Comment comprendre ce lien entre l'inclusion des uns et l'exclusion des autres ? Plus avant, qu'est ce qui se joue dans l'inclusion des uns qui induit de fait l'exclusion des autres ?

Le responsable du service social d'Emmaüs est le seul acteur de l'arène à souligner et à questionner cette dualité inclusion/exclusion en parlant de la politique locale en direction des migrants roms :

« On bricole un truc à notre façon, donc c'est évident que ça peut pas marcher ! Sauf avec des jeunes dynamiques, mais qui sont à la marge, comme avec Mihai. C'est cette exclusion qui fait leur intégration ici ! »⁷⁴⁶

En d'autres termes, le cadre politique spécifiquement mis en place pour cette population aurait donc pour effet de construire une nouvelle frontière entre ces migrants, qui va complètement à contre-courant des frontières déjà existantes dans leur vie sociale (de l'entre-soi). S'il semble évident que le politique ne s'adapte pas aux bénéficiaires potentiels pour définir des règles et produire des structures, on peut toutefois s'interroger sur cette opposition dans la production de frontières entre les personnes.

Ce dispositif d'intégration qui, en quelque sorte, participe donc à une intégration des exclus là-bas et exclut d'ici les intégrés de là-bas est à comprendre en premier lieu comme l'espace de politiques (*policies*) qui produisent des « *insiders* » et des « *outsiders* ». On se souvient en effet de la production de « résidus » voire des « *déchets humains* » (Bauman, 2006) que sont au fond les exclus à la « double peine ». Cette production de hiérarchisation sociale à contre-courant n'est pas commune ou caractéristique de la prise en charge politique des migrants roms en France. En effet, Marion Lièvre (2014) a montré que la hiérarchie sociale des Roms roumains présents à Montpellier est renforcée par l'action des acteurs associatifs qui développent une plus grande empathie à l'égard des migrants qui ont un capital culturel, scolaire et économique plus élevé. Dès lors, ceux-là sont tirés vers le haut, et d'autres, déjà stigmatisés et marginalisés, vers le bas. Or sur le terrain dont il est ici question, il apparaît, d'après mon analyse, que c'est l'inverse qui se produit – ou tout du moins peut se produire.

Comme l'explique clairement l'acteur associatif précité, le processus d'intégration tel qu'il est pensé par les acteurs de la politique locale permet aux exclus ou *outsiders* de s'intégrer mais participe à une certaine forme d'exclusion des *insiders*. Plus avant, l'intégration des *outsiders* dans la société française peut également mener à une nouvelle forme d'exclusion de ces derniers dans l'entre-soi, en conséquence de leur intégration. Cette exclusion peut se traduire concrètement de deux façons en fonction de qui exclut et pourquoi : soit, comme le cas d'Albena et Dimitar que j'ai présenté, parce que la personne ou la famille se conforme aux règles implicites et explicites censées permettre son intégration. Son exclusion se fait alors par rapport à ses pairs (famille élargie, voisins du village et des squats habités qui sont aussi migrants dans l'agglomération), comme je l'ai montré précédemment. Soit, comme c'est le cas d'Asen par exemple, parce que la personne ou la famille met de la distance entre elle et le contrat d'accompagnement, restant alors plus proche de la vie, des normes et valeurs, des relations, bref de tout ce qui constitue son univers antérieur à l'accompagnement, et

⁷⁴⁶ Entretien, 20 octobre 2011.

se trouve alors exclue par les acteurs institutionnels (qui peuvent laisser « couler » ou renvoyer la famille du dispositif et du territoire français).

Finalement, tous ceux qui parviennent à approcher une forme d'intégration telle que définie par les acteurs de la politique locale sont des personnes qui ont pour point commun de se situer à la marge chez eux, dans l'entre-soi des Roms bulgares. Ils peuvent cependant avoir des profils et des « raisons » qui sont extrêmement variables : Albena et ses origines supposées, Vasilka et son divorce tardif impliquant son célibat, Mihai et sa volonté d'émancipation,... Parmi ces migrants, certains prennent précisément appui sur la logique individualisante des dispositifs soulignée précédemment comme un tremplin : d'une part, cela justifierait en quelque sorte leur exclusion par les pairs en permettant de s'en dédouaner (« je fais comme il faut faire dans la MOUS, j'ai pas le choix »). D'autre part, cela leur permet (du moins pendant un temps) de se raccrocher à une nouvelle possibilité d'inclusion, une nouvelle appartenance – comme on le leur fait miroiter dans les dispositifs. Il convient alors de souligner que ces migrants, qui peuvent souffrir de leur exclusion dans l'entre-soi des Roms bulgares, sont portés à croire très fort à leur nouvelle forme d'inclusion et d'appartenance par le biais des dispositifs ; je l'ai montré avec le cas d'Albena et Dimitar, la violence ressentie peut être d'autant plus rude lorsqu'ils s'aperçoivent que cette intégration n'est que superficielle, aucune socialisation nouvelle n'étant effective.

Conclusion de la section 1

À partir de l'étude de cas introduisant cette section sur l'expérience de la MOUS par Albena et Dimitar, j'ai soulevé plusieurs points qui sont autant de formes de violences produites par l'État sur les migrants roms. Les conséquences du processus de « sélection – normalisation – intégration » que connaissent les Roms à travers l'existence même de cette politique locale française ont ainsi été mises à jour. Celles-ci se rejoignent principalement autour de la question des multiples créations de frontières chez ces migrants par le politique, qui sont autant de divisions sociales induisant des hiérarchisations diverses.

D'une part, j'ai montré qu'émerge la création d'un fossé, d'une division sociale entre les migrants roms présents dans l'agglomération : d'un côté, cette politique produit des individus qui sont cantonnés à une identification en tant que « roms » qui les différentialise et naturalise leur place dans l'espace social (tolérée dans les squats mais préférée hors du territoire). De l'autre côté, ceux sélectionnés sont priés, par l'accompagnement mis en place, de s'éloigner de cette subjectivité et de ce qui est appréhendé par les acteurs des dispositifs comme allant de pair (soit le mode de vie, les façons d'être, la tenue vestimentaire). La production de cette nouvelle frontière n'est pas sans effets non plus sur les familles élargies comme sur les relations interfamiliales. D'autre part, de façon concomitante, cette politique produit un certain processus d'« écriture de soi » (Mbembe, 2000) basé sur l'individualité. Les dispositifs, et plus largement l'État, ne reconnaissant que des familles nucléaires sans les inscrire dans des ensembles familiaux plus larges, des divisions émergent entre cellules familiales voire

entre individus, en fonction des nouvelles places occupées dans la hiérarchisation de ces migrants par l'État. Certains sont sélectionnés, d'autres non ; certains sont appréhendés de façon positive par les agents, d'autres sont critiqués.

Cette individualisation fabriquée et impulsée par les dispositifs étatiques est donc au cœur de toute cette violence symbolique dont les migrants roms font l'expérience. En d'autres termes, ces diverses violences de l'État relèvent donc de l'individualisation sous différentes formes (dans l'inclusion comme dans l'exclusion) et de la création de frontières qui, *in fine*, isolent les migrants les uns des autres, même ceux qui sont exclus. Il s'agit donc clairement d'une forme de violence institutionnelle, une violence de l'État, et donc par extension une « *violence légitime* » (Weber, 1959). Or les migrants roms ne sont pas pour autant à appréhender, face à cela, comme étant uniquement passifs ou dans une posture de victimes.

2. Marges de manœuvre des migrants face aux dispositifs

Considérant la relation entre les migrants roms et les acteurs professionnels de l'arène locale comme relevant d'un rapport de domination, il convient alors de considérer, dans la lignée de James Scott (2008), les pratiques de micro-résistances que les « dominés », en l'occurrence les migrants roms, parviennent à mettre en œuvre.

James Scott montre que les dominés se comportent différemment avec les dominants et avec d'autres dominés. Avec les premiers, ils jouent un « *texte public* », dans le sens où ils accomplissent une performance pour être en adéquation avec le discours et les attentes des dominants. Dès lors, c'est en coulisse qu'ils développent un « *texte caché* » : « *il consiste en des propos, des gestes et des pratiques qui confirment, contredisent ou infléchissent, hors de la scène, ce qui transparaît dans le texte public* » (Scott, 2008 : 19). Ce « *texte caché* » a comme spécificité qu'il ne « *recouvre pas seulement des paroles, mais il est également constitué de tout un ensemble de gestes et de pratiques* » (Scott, 2008 : 28). Cela rejoint alors ce que Michel de Certeau (1990) nomme quant à lui les « *arts de faire* » ou « *arts du quotidien* » qui sont ceux des « *faibles* », dans leur capacité à déjouer un pouvoir en opérant notamment des retournements de sens à travers des ruses, des tours, des figures, des coups. C'est précisément ce qu'il définit comme relevant de la « *polémologie du faible* » (de Certeau, 1990 : 63) qu'il caractérise par un ensemble d'actes de résistance, de transformation et de détournement : il s'agit là des « *tactiques* », opérations effectuées par les dominés, les « *faibles* ».

Cependant, si James Scott (2008) insiste sur l'importance de cette résistance des dominés qui serait selon lui inhérente aux rapports de domination mêmes, et donc toujours présente chez les dominés en se matérialisant sous des formes variées, le risque est grand de relativiser le poids du pouvoir des rapports de domination sur les personnes. D'après ce que je viens de montrer dans la section 1 de ce chapitre, la violence des dominants, donc ici plus largement de l'État, n'est ni négligeable, ni

secondaire. En outre, toutes les personnes que l'on pourrait qualifier de « dominées » dans la logique de James Scott ne sont pas nécessairement dans la résistance, pour des raisons diverses qui tiennent principalement à leurs personnalités, à leurs intérêts ou encore à leurs possibilités d'action. C'est également pourquoi, dans cette perspective, différentes marges de manœuvre donc de résistance ou d'« *arts de faire* » (de Certeau, 1990), voient le jour chez les migrants roms. Cela semble relever de l'existence de différents degrés d'adhésion au « texte public », et donc de résistance, en fonction des personnes mais aussi des situations.

Je propose donc d'analyser quelles sont les différentes pratiques des migrants roms dans leur face à face avec les agents et les injonctions des dispositifs, pratiques qui peuvent être comprises comme des pratiques de résistance. Bien que ces marges de manœuvre ne soient jamais revendiquées ou explicitées en tant que telles, la résistance aux dispositifs qu'elles signifient est plus ou moins forte, plus ou moins repérable en soi. C'est pourquoi je propose une analyse allant crescendo, partant des formes de résistance détournées ou cachées (2.1.), puis examinant les négociations effectives de certains avec les agents (2.2.), pour aller jusqu'à l'analyse de l'affirmation, dans l'entre-soi des migrants roms, d'une certaine résistance par le maintien des logiques et dynamiques qui président à la « *vie bonne* » (Butler, 2014) des Roms (2.3.). Il s'agira enfin d'interroger ces pratiques afin de comprendre ce que révèle ce « texte caché » des migrants roms et sur quoi porte précisément la résistance en question.

Il faut souligner que les différentes marges de manœuvre des migrants roms face aux dispositifs étatiques que je vais analyser ci-après peuvent parfois se retrouver chez les mêmes personnes, voire au même moment de leurs vies. Cela est fonction des sujets abordés, ainsi que des interlocuteurs ou encore des contextes.

2.1. Jouer le jeu des institutions en faisant profil bas en apparence

Une première marge de manœuvre des migrants face aux dispositifs est clairement cachée, implicite ou sous-jacente. Elle se situe dans leurs pratiques discursives mais en étant déguisée, ne se présentent pas d'emblée comme une forme de résistance. Il est intéressant de les questionner en se plaçant dans la perspective de James Scott (2008) qui a analysé la rumeur et les ragots, considérant ces prises de parole sous la domination comme des pratiques de résistance quotidienne.

Les rumeurs et les ragots sont en effet extrêmement présents dans les vies quotidiennes des migrants roms dans l'agglomération et concernent particulièrement leurs expériences des dispositifs ainsi que des agents eux-mêmes. J'ai notamment donné à voir le rôle joué par ce type de propos, comme ceux concernant Joël Veloso⁷⁴⁷. Nombre de rumeurs et de ragots portent également sur les autres agents comme Lisimba, Milena et Damien. Ces multiples rumeurs qui, en apparence, visent à discréditer ces professionnels des dispositifs, sont principalement le fait de migrants qui sont sélectionnés par la MOUS et/ou suivis dans le cadre de la médiation. Plus que des

⁷⁴⁷ Cf. chapitre 6, sous-partie 1.2.2.

moqueries sur le physique ou les attitudes et façons de faire de ces agents, qui ne sont jamais effectuées en présence de ces derniers, ces éléments de langage semblent révéler un « texte caché » plus profond. En critiquant ces agents qui ont dorénavant du pouvoir sur leurs vies, les migrants roms mettent à distance les agents, les dispositifs, et plus largement, ces rapports de domination qu'ils vivent quotidiennement. Les rumeurs ou les critiques ont alors une fonction précise dans l'entre-soi des migrants roms : rester soudés face à l'État que représentent les agents des dispositifs, tout en se préservant, d'une certaine façon, de la domination exercée et ressentie.

Aussi certaines de ces formes discursives sont clairement un moyen de contestation dans des temps et des espaces de colère et/ou de revendications. L'analysant ainsi, je vais montrer qu'on peut y déceler une forme d'émergence du sujet. Le contexte de fonctionnement de la politique locale est favorable à de multiples tensions : la labilité de l'agir politique fait une place importante à l'incompréhension des migrants, celle-ci pouvant donner lieu à des rationalisations diverses potentiellement génératrices de tensions et de conflits, que ce soit entre migrants ou avec les agents des dispositifs. Ainsi lorsque les médiateurs parviennent à obtenir une carte de séjour pour une dizaine de familles du squat de X après une négociation directe entre la Ville et la Préfecture, nombre d'habitants du squat s'indignent du choix des familles qu'ils ne comprennent pas puisque les personnes retenues ne correspondent pas aux critères qui leur avaient été présentés. À cette période, les relations sont alors assez tendues entre les médiateurs et les migrants, au point que certains menacent les médiateurs ouvertement et physiquement, et que ces derniers choisissent alors de « se faire oublier » pendant un temps en évitant de se rendre dans ce squat. Mais la violence envers les médiateurs était déjà latente depuis plusieurs mois, comme le rapporte Albena, qui vient régulièrement rendre visite à des membres de sa famille dans le squat :

*« Beaucoup de personnes très en colère contre Joël. Peut-être qu'il va avoir gros problème....coup de couteau ou je sais pas, y en a très nerveux... Pas bon pour lui maintenant ici... »*⁷⁴⁸

La plupart des migrants roms n'opte pas pour des formes de revendication ou d'expression de leur colère de façon physique mais utilisent leurs mots, leurs paroles, les moments d'expression pour en faire part. Or ces possibilités sont rares auprès des acteurs associatifs ou institutionnels, la barrière de la langue rendant bien souvent impossible l'expression de soi. Les rares acteurs de l'arène connaissant une des langues parlées par les migrants se trouvent donc de fait régulièrement submergés, dans leurs interactions avec les Roms, par ce besoin de dire s'apparentant à des plaintes. C'est le cas de Damien, de Milena, du médiateur scolaire de l'IA, de certaines interprètes officielles travaillant avec diverses structures (PAF, médiateurs, MDSI...) comme de moi-même qui, en outre, n'a d'autres fonctions que d'écouter et d'échanger avec eux. Ces propos sont à comprendre comme des réactions des migrants roms au processus de sélection, mais aussi plus largement à divers éléments qu'ils subissent qui sont autant de rouages des dispositifs en question.

⁷⁴⁸ Notes de terrain, 13 décembre 2011.

Ces moments et espaces de prises de parole sont leurs seuls moyens pour exprimer leur colère ou leurs revendications auprès de ces acteurs. Or la plupart de ces propos émis par les migrants roms ne sont pas pris en considération de façon sérieuse, la majorité de leurs interlocuteurs ne percevant que ce qui transparaît au premier abord : des gens qui râlent et qui se plaignent, voire qui ne sont jamais satisfaits et qui en veulent toujours plus. C'est ce qu'il est possible d'analyser à partir de certains événements s'étant déroulés dans le squat de X. Les médiateurs ont coupé l'électricité sur le squat pendant trois jours, « *parce qu'ils étaient allés vraiment très très loin sur la question de la nuisance sonore et de la salubrité du site, c'était en train de devenir vraiment n'importe quoi. (...) on leur a dit remettez un minimum d'hygiène sur le site et on remet l'électricité.* »⁷⁴⁹. Lorsqu'il m'en parle, Damien s'attarde sur les réactions des habitants du squat à cette punition collective :

Damien : « *Alors les mecs qui en ont marre, ils pètent un câble, parce que là le chiffre d'affaires il s'effondre, parce qu'ils perdent aussi une source de revenus aussi. Et alors là on ressort vite l'argument de la scolarisation des enfants !*

ACM : Qui ressort ça ?

Damien : *Les habitants et les familles ! On a eu un super article avec un monsieur qui pose avec le bébé d'un autre devant le frigo avec tous les enfants d'autres familles en disant "et voilà nous on a des enfants, comment on fait ?" C'est même pas tes enfants avec qui tu poses en évoquant ta situation ! Alors peut-être que oui, tu vas faire pleurer euh...la larme à dix lecteurs, mais la coupure c'est vous qui l'avez provoquée aussi. (...) Tu vois, quand des familles évoquent leurs enfants sur ces situations là, elles en jouent, si on fait pas tout ce qu'ils veulent ils te disent bhé mes enfants ils iront plus à l'école !* »⁷⁵⁰

Face à cette punition arbitraire, que les habitants ne peuvent discuter et contre laquelle ils ne peuvent agir, leurs seuls moyens de réaction sont les propos qu'ils peuvent tenir pour signifier leur désapprobation de ce traitement. Plus avant, les seuls outils de contestation des migrants sur les dispositifs, et plus largement sur les aspects de leurs vies quotidiennes régies par ces dispositifs, se trouvent dans ce qu'ils savent être importants aux yeux des agents de l'État : d'où la mobilisation de l'argument de la scolarisation dans ce cas – ajouté à celui mettant en avant les valeurs morales autour de l'enfance reconnues pour attiser la pitié (Sarcinelli, 2014a). En effet, les médiateurs insistent fortement, comme on l'a vu, sur cette démarche à effectuer par les migrants. En d'autres termes, la mobilisation de cet argument a été impulsée et favorisée par les façons de faire des médiateurs, ce qui permet de comprendre d'autant plus que les migrants s'en saisissent à leur tour en retournant l'argument à leur compte.

Or étant donné que les médiateurs ne le perçoivent pas de cette façon, ces réactions des migrants roms ne sont pas comprises ainsi. Dès lors, ces formes de contestation se retournent au final contre les migrants eux-mêmes, puisque ces éléments viennent alimenter les appréhensions et compréhensions que font globalement les agents des migrants roms. Lorsque je lui affirme que la question du conditionnement de l'aide et de l'accompagnement par la scolarisation a été comprise de cette façon par nombre d'habitants du squat, Damien campe sur sa posture visant à le dédouaner en

⁷⁴⁹ Entretien avec Damien, 7 décembre 2012.

⁷⁵⁰ *Ibid.*

reportant la « faute » sur les migrants eux-mêmes, mettant en question leurs interprétations et leur « *non éducation* », tout en percevant leur expression comme étant des « stratégies » :

ACM : « ça a été compris comme ça en tout cas par certaines familles.

Damien : *Ah ! Ah ! Attends ! Elles digèrent aussi des choses quand euh...c'est vraiment ça aussi, nos choix, nos décisions, nos postures, nos...nos actes est digéré et va influencer les comportements. Je pense que les familles qui ont vu certaines familles accéder, rentrer dans la MOUS (...) phase 1, phase 2, avant notre arrivée, y'a un gros problème de non éducation des personnes non bénéficiaires du dispositif.*

ACM : Hum. En quoi il faudrait les éduquer ?

Damien : *En gros euh, ce n'est pas parce que tu scolarises tes enfants que tu vas obtenir un titre de séjour, un appartement, le RSA et euh la CAF. (...) Non parce que là on se trompe de suite. Si tu penses que voilà parce que ça y'é tu viens d'inscrire tes gamins à l'école que de fait tu vas être relogé et tu vas accéder à un mode de vie, mais euh...*

ACM : Tu penses qu'il y en a qui le pensent encore actuellement ?

Damien : *Alors ! Qui le pensent, pas, mais qui l'expriment, qui jouent. Y a une stratégie à tenir ce discours. Y en a qui vont tenir ce discours de manière stratégique avec nous. (...) en général [avec] un acteur à qui on peut gratter quelque chose il va dire mais attends moi je scolarise mes enfants depuis trois ans, pourquoi je suis encore en squat ? »⁷⁵¹*

Si Damien, à travers ces propos, analyse de façon pertinente les rapports que peuvent entretenir des migrants roms avec les agents des dispositifs, en termes de « stratégies », le fait que cette analyse ne soit pas replacée dans son contexte plus large ne permet pas de comprendre plus profondément le sens et les logiques que recouvrent ces positionnements. Dès lors, cela a une portée assez réductrice au final puisque les migrants sont présentés ainsi comme des opportunistes.

En réhabilitant d'une certaine façon les migrants roms comme sujets – ce terme étant ici entendu dans sa totalité (certes avec sa rationalité, mais aussi sa sensibilité, ses ressentis et réactions, ainsi que ses propres logiques qui ne sont pas toujours accessibles au prime abord) – on peut comprendre que ces propos tenus par les migrants roms ne sont pas seulement stratégiques et opportunistes. Ils révèlent aussi une certaine façon d'être au monde, une forme de présence en tant qu'acteur parlant et agissant. Si stratégie dans l'utilisation de ces propos il y a, elle concerne principalement le fait de réutiliser des arguments dont les agents se servent habituellement dans leurs interactions avec les migrants. Cette réutilisation viserait alors à faire réagir les acteurs professionnels, tout en exprimant par là leurs ressentis – en essayant de les rendre audibles à ces derniers. Dès lors, comme le souligne fortement Michel Agier (2012) en s'appuyant sur le cas des réfugiés qui protestent contre « *les principes de biopouvoir (...) comme moyen d'objectivation des populations à traiter* » (Agier, 2012 : 65) dans les camps, c'est l'émergence du sujet qui transparaît à travers ces moments de contestation. Michel Agier l'exprime très clairement au sujet des réfugiés, avec lesquels nombre de points communs semblent exister pour les migrants roms :

« D'une certaine façon ces personnes disent : "Nous ne sommes pas les réfugiés que vous croyez. Nous sommes d'autres sujets". Le sujet, dans ce

⁷⁵¹ Entretien, 7 décembre 2012.

cas, n'est pas un citoyen puisqu'aucun État ne lui reconnaît cette condition ; aucune loi de citoyenneté ne correspond à sa condition de « victime » faite de corps souffrant et silencieux. L'individu réfugié, détaché de ses contextes de socialisation et d'identification (laissés aux lieux de la « personne ») est stoppé dans un écart, en reste, selon une place assignée en dehors de tout espace de reconnaissance politique. Dans ce contexte biopolitique, son action est celle d'un « devenir citoyen » : il agit en politique (déclame, interpelle, manifeste son désaccord et sa demande) comme s'il était question de citoyenneté, mais dans un espace et un langage qui, eux, sont humanitaires et ne connaissent que le sujet / objet, image et corps silencieux du vulnérable/ indésirable. Il lui faut donc créer le moment politique (par un geste, une violence, une « imposition brutale », une interruption du cours normal des choses) qui permet de transformer la scène humanitaire dominante en une « scène démocratique » marginale et liminaire, occasionnelle et inattendue. Mais si le sujet est sans État à ce moment-là, ce qu'il exprime réclame un périmètre de légitimité politique au-delà ou en dehors de la sphère de l'État-nation reconnue mondialement comme périmètre du droit politique. Ce qui s'exprime est un citoyen supranational ou non national, et une inversion (pour le temps de cette subjectivation du rapport entre droits du citoyen et droits de l'homme.» (Agier, 2012 : 66).

Il souligne ainsi que le sujet peut être observé dans un agir, notamment comme c'est le cas ici lorsqu'on observe un changement qui s'opère entre les attentes envers la personne (le réfugié ou le migrant rom) « *dans l'ordre qui le pense* » et ce que fait ou dit effectivement la personne en question dans ce contexte. Dans cette perspective, lorsque les migrants roms expriment leur colère, réagissent à ce qui leur est arbitrairement imposé, ou se positionnent contre un aspect de cet « ordre », il convient de le comprendre comme un processus de subjectivation.

Lorsque les migrants utilisent ces formes discursives que sont les rumeurs et les ragots, ils sont protégés par une forme d'invisibilité qui est le fait même de ces formes de langage : on ne sait jamais d'où ça vient, qui a lancé la rumeur, elle n'appartient à personne et tout le monde peut s'en saisir sans être jamais incriminé pour cela car ce sont toujours des propos répétés donc déjà entendus. Dès lors, cela permet aussi à ceux qui sont sélectionnés et qui, s'ils veulent rester en accompagnement pour bénéficier des droits qui leur sont alors accordés, de prendre part à ces formes de contestation collective tout en jouant le jeu des institutions. Il s'agit donc d'une façon de s'approprier d'une part les contraintes des dispositifs en les critiquant donc en émettant un avis dessus, et d'autre part de se positionner comme sujet pensant et agissant dans et malgré ces rapports de domination.

Au-delà de ces formes discursives pouvant être appréhendées comme des outils de contestation, et plus avant, de résistance partielle aux injonctions qui peuvent être par ailleurs suivies, les migrants roms mettent également en œuvre d'autres moyens, plus personnels et situationnels, visant à s'aménager des marges de manœuvre au sein des

dispositifs, toujours de façon cachée, tout en donnant à voir aux agents une obéissance, voire une soumission aux règles et aux injonctions.

C'est notamment par le biais de silences, petits mensonges ou omissions, comme celles soulignées pour être sélectionné dans le dispositif de MOUS, que les migrants y parviennent, ce qui n'est pas sans conséquence pour eux si les agents ont des doutes ou s'en aperçoivent. Si cela est appréhendé et mis en œuvre par les migrants comme une façon de montrer qu'ils se conforment consciemment aux attentes des dispositifs, ou en tout cas comme ce qu'ils perçoivent comme tel, ces pratiques ne sont en effet pas comprises ainsi par les agents qui cherchent à débusquer les mensonges et le manque de sérieux. Il faut cependant noter que les migrants roms qui parviennent à ne pas se compromettre en se faisant démasquer par les agents sont ceux qui bénéficient déjà d'une bonne appréciation. Généralement, il s'agit de personnes qui se montrent fiables et volontaires, tout en se positionnant à distance raisonnable des agents des dispositifs, c'est-à-dire sans trop les solliciter et sans leur raconter leurs vies et leurs états d'âmes. Ce positionnement, revenant à faire « profil bas » face aux dispositifs, leur permet alors de s'extraire du soupçon éventuel puisqu'ils jouent clairement le jeu des institutions, donc paraissent répondre favorablement aux multiples injonctions, ce qui leur donne la possibilité de se jouer du dispositif de diverses manières sans en avoir l'air. Ainsi Yanko expérimente dès sa tentative d'entrée dans la MOUS ces façons de faire qui fonctionnent bien dans son cas :

Yusuf qui raconte comment son fils Yanko a réussi l'entretien au CSAP : parce que lui n'a pas dit qu'il pouvait travailler dans l'agriculture, comme les autres du squat. Ça le fait beaucoup rire, cette idée et le fait qu'ils ont tous dit ça. Il raconte que Yanko a dit qu'il était arrivé en France quand il était jeune, il avait 15 ans, et qu'il n'avait jamais travaillé, mais qu'il a une formation dans la plomberie. Alors les gens l'ont trouvé honnête, et c'est selon lui, les raisons de son succès. Yusuf en rigole beaucoup, et s'en montre fier.⁷⁵²

Il m'a fallu du temps pour recueillir ce type de propos, ce qui est clairement lié aux difficultés méthodologiques rencontrées sur ce terrain⁷⁵³. Ceux-ci ont été tenus devant moi lors de mon second séjour en Bulgarie, donc loin de la MOUS et de cet univers sociopolitique que les Roms ressentent fortement comme pesant sur leurs vies. En effet, s'ils font preuve de plus de méfiance (envers moi y compris) dans les squats, j'ai pu m'apercevoir qu'une fois en Bulgarie, les langues se délient plus facilement, ce qui permet l'émergence, devant moi et par le langage, de ces formes de résistance que peuvent être les petits mensonges comme celui de Yanko. En outre, le fait que son père fasse ce récit en l'absence de Yanko à d'autres membres de la famille assez proches (Papou Adem, Baba Remzia, Slavka, Ramona) tout en adoptant cette attitude de fierté mêlée à une forme de joie me semble révéler l'importance accordée à cette pratique, pour leurs vies dans la migration, tout en signifiant aux membres de la famille qu'il s'agit de la bonne façon de faire. Ce serait donc, ce faisant, une façon de cultiver le poids du collectif pour un positionnement éventuel face à l'État, ou en d'autres termes, une façon de transmettre une possibilité de marge de manœuvre en jouant le jeu des

⁷⁵² Notes de terrain, 27 février 2012.

⁷⁵³ Cf. partie méthodologique dans l'introduction générale.

institutions, donc un moyen de se protéger. Il faut toutefois souligner que pour cela, il faut déjà avoir confiance en soi et bénéficier d'un bon statut et d'un réseau de sociabilité fort dans l'espace migratoire : c'est ce qui permet l'assurance nécessaire à ce type de pratiques.

2.2. Négocier avec l'État en imposant ses propres logiques

Une autre marge de manœuvre observable chez certains migrants consiste à procéder à des négociations directes avec les agents, afin de concilier certaines de leurs propres logiques avec celles des dispositifs. Comme on va le voir, cela n'est pas envisageable ni pour tous les migrants (en raison des appréciations subjectives des agents), ni avec tous les agents (pour la même raison, mais de la part des migrants cette fois), ni sur n'importe quel sujet. Les thématiques sur lesquelles portent le plus souvent ces négociations concernent le logement (comme on l'a vu dans le cas de Stefan qui a refusé d'habiter dans la maison proposée par la MOUS en raison de son éloignement du squat) : le lieu de ces logements, la présence des grands-parents dans ces derniers (lorsqu'ils ne sont pas accompagnés dans le dispositif),...

Encore une fois, Yanko est concerné par ces pratiques⁷⁵⁴. Son accompagnement dans le cadre de la MOUS a été jalonné, comme ceux des autres, par plusieurs étapes qu'il est bon de rappeler ici. Yanko est sélectionné dans la MOUS avec sa femme et ses deux fils, de huit et quatre ans, en février 2012. En avril d'après, la famille est relogée dans un logement transitoire (maison de la communauté urbaine) au sein d'une commune voisine de celle où ils ont vécu dans différents squats depuis plusieurs années. Quelques mois plus tard, avant l'été, le couple commence à travailler dans une exploitation agricole ; ces emplois ont été trouvés par Lisimba, qui est parvenue à faire employer pour la saison une dizaine de migrants dans cette même structure. Dès le mois de juillet, Lisimba et Milena m'expliquent que Yanko est particulièrement apprécié du chef d'exploitation, parce qu'il travaille bien. Lisimba tente donc de négocier avec ce patron pour obtenir un CDI pour Yanko. À cette période, l'équipe de la MOUS commence à envisager le fait que la famille partage son logement transitoire avec une autre famille, qu'elle ne connaît pas. Cette organisation est effective quelques mois plus tard. En novembre, j'apprends de la part de Milena que Yanko et sa femme n'ont plus de contrats à l'exploitation mais qu'ils continuent à y travailler, sans être déclarés.

Il s'agit donc globalement d'un parcours assez linéaire et ascendant en ce qui concerne les piliers officiels de l'accompagnement des migrants dans le cadre du dispositif. Néanmoins, ce n'est pas sur cela que Yanko s'appuie pour effectuer des négociations avec les agents. En effet, il commence beaucoup plus tôt à s'octroyer des marges de manœuvre – en fait, comme je l'ai montré, dès l'entretien de diagnostic pour entrer dans le dispositif.

Yanko (...) a demandé à Milena si sa mère pouvait habiter avec eux pour s'occuper des enfants en précisant que c'est elle qui s'en occupe le plus, comme une maman. Milena me

⁷⁵⁴ Cela peut s'expliquer en grande partie par sa personnalité et sa façon d'être, mais le fait que son cas soit largement analysé ici s'explique également par la proximité et les nombreux échanges que j'ai pu avoir avec lui, que ce soit en France ou en Bulgarie.

dit qu'elle a accepté en leur disant de « *ne pas trop le dire* », mais qu'elle ne comprend pas car la mère ne travaille pas, et donc a du temps. Je lui rétorque que si, elle travaille, en faisant le geste de la manche. Elle dit « *ah oui d'accord !* » en levant les yeux, et passe à un autre sujet : Yanko a demandé également à Milena que ses enfants continuent à être inscrits à l'école de F. jusqu'à la fin de l'année. Cela, Milena l'a accepté de suite, en le comprenant comme étant dans l'intérêt des enfants, et plus avant, comme un signe de « volonté d'intégration ». ⁷⁵⁵

S'il impose, de cette façon, certaines de ses logiques en négociant les règles du dispositif, Yanko semble bénéficier d'un traitement de faveur de la part de Lisimba, en ce qui concerne son emploi mais aussi plus largement dans sa manière de l'appréhender. Il faut souligner qu'elle connaît les relations que j'entretiens avec lui, et plus largement toute sa famille élargie, étant donné que je lui ai notamment raconté que ce sont eux qui m'hébergeaient le plus lors de mes séjours en Bulgarie. Peut-être que cela joue donc sur son attitude envers lui, ainsi que sur les propos qu'elle lui tient au sujet de l'orientation de son accompagnement, faisant largement preuve d'une ouverture à ses souhaits, comme on le voit notamment dans cet extrait du carnet de terrain :

Lisimba me parle de Yanko et Aitena : « *leur employeur est très content d'eux* » (ils travaillent dans une exploitation agricole à une heure de l'agglomération), et pense faire un CDI à Yanko – peut-être à Aitena aussi mais Lisimba veut d'abord faire en fonction de son souhait à elle, à savoir si elle veut travailler tout le temps ou plus maintenant. « *Puisqu'elle a quand même deux enfants* ». Elle pense « *leur demander ce qu'ils veulent, eux, et faire en fonction* ». Lisimba trouve que « *ça fait loin pour eux pour y aller, depuis B.* » donc leur a proposé de leur trouver un logement dans le secteur où ils travaillent car, m'explique-t-elle, « *il y a moins de demandes là-bas donc plus de possibilité* », « *mais il a refusé en disant que pour le moment, il préfère rester à B. [dans son logement transitoire] car c'est plus simple pour les enfants et leur garde par les grands-parents* ». Donc elle pense leur proposer autre chose, dans une commune de l'agglomération sur la route de leur travail par exemple. ⁷⁵⁶

Cette attitude de Lisimba envers Yanko et sa femme (matérialisée ici par ses propos montrant une ouverture impensable dans le cadre habituel du dispositif vers le désir des migrants) correspond aussi peut-être au fait que Lisimba vient d'être recrutée dans le dispositif, et que Yanko est l'un des premiers migrants qu'elle accompagne vers l'emploi. Quoi qu'il en soit, Yanko en tire une certaine satisfaction, et cela l'enjoint d'autant plus à effectuer des tractations avec le dispositif, comme le montrent les propos qu'il a tenus à Milena concernant son relogement.

Une certaine proximité avec l'un des agents des dispositifs apparaît en effet être un préalable, une condition rendant possible une forme de négociation de la part des migrants en ce qui concerne leur accompagnement ⁷⁵⁷. Ce faisant, ils acquièrent en effet une certaine confiance en eux par la nature de leurs liens avec un agent de l'État. C'est aussi le cas de Vasilka, comme je l'ai déjà précisé dans le chapitre précédent. Lors de l'une de nos premières conversations en tête à tête, Vasilka me raconte sa vie ainsi :

⁷⁵⁵ Entretien, 4 mai 2012.

⁷⁵⁶ Entretien, 5 juillet 2012.

⁷⁵⁷ Cela fait écho à l'analyse développée par Yannick Jaffré et Jean-Pierre Olivier de Sardan (2003) concernant la façon dont les personnes accèdent aux pouvoirs publics en Afrique de l'Ouest, par le biais des « PAC » (Parents, Amis, Connaissances).

Me dit que son « *copain* », Suleyman, lui envoie 50 euros tous les mois. Lui est en Bulgarie, est chauffeur de microbus entre la Bulgarie et le Portugal. Ils se voient de temps en temps quand il passe par [l'agglomération], parfois quelques heures « *pour boire un café* », parfois « *une nuit à l'hôtel* ». Mais ils se téléphonent souvent, ajoute-t-elle.

Elle est séparée de son mari depuis 5 ans, et à [la Ville] depuis 4 ans. D'abord dans les hangars à X, puis au squat P., puis à Montesquieu dans le cadre du relogement hors MOUS par la Ville suite à l'expulsion. Vient du village Zvanichevo, à côté de Pazardzhik. Quand je parle d'Ivaylo, elle me dit que ses grands-parents y habitaient.

N'étant plus avec son mari (car il l'a chassé pour une autre femme) elle n'a plus de maison en Bulgarie. Tous ses espoirs sont en France, semble-t-il. Je lui demande pourquoi elle n'envisage pas de se marier et/ou d'habiter chez son « *copain* » à Pazardzhik. Elle me répond que c'est la honte, aux yeux de ses enfants elle ne « *peut pas faire ça* ». Elle en a trois, d'âge adulte, et des petits-enfants. Deux fils et une fille. L'un de ses fils est en prison pour plusieurs années en Bulgarie, l'autre a fait cinq années d'études à l'université (me dit-elle quand je lui dis ce que je fais) et travaille comme assistant dans une banque à Sofia. Sa fille était dans l'agglomération pendant quelques mois avec son mari et ses deux filles de 6 et 8 ans, dans « *les hangars à Y* » mais est rentrée et, a priori, ne reviendra pas.⁷⁵⁸

À cette période, elle vit donc dans l'immeuble Montesquieu, en pratiquant la mendicité devant un commerce du quartier, qu'elle a choisi en raison de la proximité d'un fleuriste, me dit-elle, son visage s'illuminant, car « *je t'aime beaucoup les fleurs, moi* »⁷⁵⁹. Le reste de sa vie actuelle ne la met pas autant en joie : elle souffre clairement de sa vie dans l'immeuble aux côtés d'Elena qui la considère comme une domestique, probablement en raison de son statut de femme divorcée et seule ainsi que de sa liaison avec un homme marié. Elle souffre aussi de l'éloignement de ses enfants et petits-enfants, ainsi que de celui de son « *copain* ». Sa solitude est cependant en partie compensée par les relations qu'elle entretient avec les autres migrants de son village (dont certains vivent dans l'immeuble Montesquieu avec elle) et ses « *amis* » français rencontrés régulièrement sur son lieu de mendicité.

Lorsqu'elle est sélectionnée dans le dispositif de MOUS, elle se réjouit donc fortement, dans un premier temps, d'être débarrassée de l'angoisse du droit au séjour qui la tenaillait fortement – même si les policiers qui la voyaient régulièrement faire la manche faisaient finalement partie aussi de ses « *amis* » (dans ses propos). Lorsque la question de son relogement se pose au moment de l'évacuation de l'immeuble Montesquieu, l'équipe de la MOUS s'appuie sur son profil familial, donc le fait qu'elle soit célibataire et sans enfant, pour l'orienter vers un certain type de logement : un chalet Emmaüs. Lorsque Milena le lui en parle, Vasilka refuse tout de suite ce relogement, parce que selon elle, ça pose problème pour faire venir son « *copain* » Suleyman⁷⁶⁰. Comme je l'ai précisé, ces chalets sont en premier lieu destinés à des majeurs célibataires, le public cible de l'association Emmaüs. Des exceptions ont cependant été faites pour les migrants roms, en logeant notamment des couples sans enfant dans les chalets – en raison du faible nombre de célibataires sélectionnés qui risquait de mettre à mal le partenariat possible (et fortement souhaité par la Préfecture)

⁷⁵⁸ Notes de terrain, 30 janvier 2012.

⁷⁵⁹ *Ibid.*

⁷⁶⁰ Notes de terrain, 24 avril 2012.

avec Emmaüs. Or pour les célibataires relogés dans ce cadre, il y a une interdiction formelle de faire venir d'autres personnes (conjoint compris) pour y dormir. Le sachant, Vasilka exprime donc son aversion pour ce relogement aux agents de la MOUS, et particulièrement à Milena de qui elle est suffisamment proche. Cette négociation aboutit finalement favorablement pour Vasilka, qui est par la suite relogée dans un studio d'un immeuble appartenant au CCAS de la Ville, via un dispositif ALT.

Ce relogement est concomitant à sa prise de fonction en tant que femme de ménage dans une chaîne hôtelière. Elle y travaille jusqu'à aujourd'hui, avec un contrat qui se transforme rapidement en CDI. Contente d'avoir obtenu cet emploi, elle se montre néanmoins déçue de ne pas travailler à temps plein et accepte alors toutes les heures supplémentaires qui lui sont proposées, en tenant un compte précis du nombre d'heures effectuées quotidiennement. Or elle s'aperçoit rapidement qu'elle n'est pas rémunérée comme il se devrait, la plupart de ses heures supplémentaires n'étant pas comptabilisées dans ses fiches de paie ni payées au noir. À de multiples reprises nous comparons, à sa demande, son carnet et ses fiches de paie ainsi que son contrat de travail, pour en arriver à la conclusion selon laquelle Vasilka n'est pas rémunérée pour la totalité de son travail accompli.

Il est intéressant de noter que contrairement à son logement, Vasilka ne tente pas de négociation avec les agents de la MOUS au sujet de son emploi et de cette injustice subie. Après l'avoir signifié à Milena une fois, elle semble en prendre son parti et accepter cette logique spécifique au dispositif qui revient en quelque sorte à se contenter de l'emploi acquis et à ne pas faire d'esclandre. Ce comportement de la part de Vasilka rejoint celui qu'elle adopte lorsque Suleyman est incarcéré dans l'agglomération, quand elle se refuse à en parler plus avant avec les agents du dispositif. Elle souhaite d'un côté entrer en contact avec lui, l'aider et l'accompagner dans son expérience d'incarcération mais elle ne sait pas comment procéder et vers qui se tourner. D'un autre côté, elle n'envisage pas de demander conseil aux agents de la MOUS, de peur que cela se retourne contre elle et son propre accompagnement au sein du dispositif, comme si elle pouvait être contaminée par le stigmat qui touche Suleyman. Elle ressent alors un véritable tiraillement entre lui, qui symbolise sa vie quotidienne dans l'entre-soi des migrants roms, et son engagement dans la MOUS, au point que cela s'apparente à ses yeux à des exigences contradictoires. Elle décide donc de faire tout ce qu'elle peut sans recourir au dispositif afin d'être là pour son conjoint, le temps de son incarcération. Cette attitude de Vasilka, en ce qui concerne cet événement et sa rémunération, peut se résumer dans cette phrase qu'elle exprime alors que j'insistais un peu pour qu'elle parle de tout cela à Milena :

« Déjà MOUS fait beaucoup pour moi, tout comme je voulais pour appartement, je peux pas demander beaucoup après, parce qu'après moi problème si MOUS fini... »⁷⁶¹

L'expérience que fait Vasilka de sa prise en charge dans le dispositif démontre donc une forte incorporation des injonctions et des attentes qui en émanent ; elle tente d'y répondre le mieux possible, tout en raisonnant stratégiquement sur la marge de

⁷⁶¹ Notes de terrain, 21 mai 2013.

manœuvre qu'elle peut s'octroyer en fonction des sujets et des temporalités. Il s'agit d'une forme de négociation extrêmement réfléchie puisqu'elle n'est pas systématique, ce qui permet alors sa réussite.

Ce sont précisément des « tactiques », au sens de Michel de Certeau (1990) que ces migrants mettent en œuvre dans leurs relations aux agents du dispositif. Il souligne la différence existante d'après son analyse entre les tactiques, qui sont l'« art des faibles », et les stratégies, qui relèvent des « puissants », et définit ainsi les « tactiques » :

« La tactique n'a pour lieu que celui de l'autre. Aussi doit-elle jouer avec le terrain qui lui est imposé, tel que l'organise la loi d'une force étrangère. (...) Elle fait du coup par coup. Elle profite des "occasions" et en dépend. (...) Ce qu'elle gagne ne se garde pas. (...) Il lui faut utiliser, vigilante, les failles que les conjonctures particulières ouvrent dans la surveillance du pouvoir propriétaire. Elle y braconne. Elle y crée des surprises. Il lui est possible d'être là où on ne l'attend pas. Elle est ruse. » (de Certeau, 1990 : 60-61)

Ces négociations des migrants roms avec les agents rejouent d'une certaine façon la forme de donnant-donnant, qu'ils ont connu directement ou entendu par d'autres migrants qui le vivent avec les médiateurs notamment. Cela révèle donc une certaine perception des dispositifs en fonction de leurs propres logiques concernant leurs vies. Plus avant, ces migrants tentent de maintenir ces logiques qui sont les leurs au cœur de leur existence, malgré ou au-delà de leur prise en charge par les dispositifs et des contraintes et injonctions que cela implique pour eux.

2.3. Mener une « double vie » pour concilier des exigences contradictoires

Dans l'agglomération, certains migrants roms qui sont, d'une façon ou d'une autre, pris en charge dans un dispositif de la politique locale mettent en place une organisation de leurs vies quotidiennes qui mêle les logiques de ces dispositifs et leurs propres logiques. En d'autres termes, ils mènent alors une « double vie » correspondant à la fois aux exigences étatiques et à celles de l'entre-soi. Deux cas de figure illustrent particulièrement cette marge de manœuvre mise en place par certains migrants.

Elena fait partie du contingent de migrants qui a été relogé par la Ville dans l'immeuble nommé Montesquieu. Sans rappeler ici tout le déroulé politique et les enjeux de cette opération⁷⁶², il convient toutefois de préciser que la dizaine de migrants alors relogés dans cet immeuble n'ont pas été régularisés, ni véritablement accompagnés socialement et vers l'emploi. À part quelques tentatives de la part des travailleurs sociaux de la petite association censée effectuer l'accompagnement et la gestion du logement assurée par le CCAS de la Ville, ces migrants roms ont été clairement délaissés par l'État, les institutions et les associations alors que tout le monde s'accordait sur le bien-fondé de ce relogement – qui a largement été discuté au cours de

⁷⁶² Cf. chapitre 2, section 2.

multiples réunions multi-partenariales menées par la Ville. Ce sont finalement tous les acteurs de l'arène rom locale qui ont laissé ces personnes vivre pendant plus d'un an dans ce no man's land institutionnel et politique, puisque la Préfecture, avertie du relogement, fermait les yeux en termes de contrôle de la durée de séjour sur le territoire sans pour autant vouloir donner d'autorisations de travail. Des visites régulières dans l'immeuble étaient assurés au début par deux travailleurs sociaux de l'association, ainsi que par une travailleuse sociale du CCAS tout du long, mais également par les médiateurs lorsque ceux-ci sont entrés en fonction.

Ce sont précisément ces derniers qui ont mis à jour une certaine « *combine* » effectuée par Elena dans l'immeuble : « *Elena a encaissé 300 euros par famille en sous-loc pour trois familles à Montesquieu. On s'en est aperçu, et on s'en occupe en off.* »⁷⁶³. Cécilia Talbi, lorsqu'elle en parle, semble faire le lien entre ces conditions de relogement et cette pratique de sous-location informelle et illégale, mais ce n'est pas explicite.

« *Alors là, avec Montesquieu, on touche le haut de la montagne sur ce dossier...* ». Me dit que ce n'est pas possible de présenter ces familles à la MOUS d'après les médiateurs car y en auraient d'autres à présenter avant avec de meilleurs profils. Dit que c'est un vrai problème, qu' « *on a sorti des familles d'un squat hyper dangereux mais à Montesquieu, y a pas de conditions de vie dignes* ». Parle d'Elena qui ne va pas au cours de français, qui « *ne met pas son grand à l'école, peut-être parce qu'elle n'y arrive pas* », et surtout qui « *soutire de l'argent* » aux autres de Montesquieu. Pour Cécilia Talbi, c'est « *une situation hyper complexe, qui bloque* ». ⁷⁶⁴

D'après ses propos, on comprend que son analyse du rapprochement entre ce type de pratiques et le contexte de relogement (pas d'explication aux migrants concernés, ni de modifications ou d'accompagnement dans leur quotidien) est sous-jacente mais elle ne souhaite pas l'approfondir ni même l'admettre. Cela mettrait à mal en effet l'action de la municipalité et plus largement la coordination des acteurs de l'arène sur cette opération.

Ces tractations économiques effectuées par Elena dans ce contexte particulier sont nécessairement à mettre en lien avec sa personnalité qui, ajoutée aux logiques migratoires communes explicitées dans le chapitre 4, fait qu'elle choisit de mettre en place cette stratégie économique aux dépens des acteurs institutionnels. Or ceci n'épuise pas la lecture que l'on peut faire de ce fait précis : d'autres logiques sous-jacentes peuvent être également soulignées. Elle utilise son relogement dans une perspective économique en transformant les contraintes (être relogé avec des obligations de paiement des charges sans avoir d'autorisation de travail notamment) en atouts, en ressources. En effet, l'immeuble en question est grand, et comporte plusieurs pièces à vivre, et même plusieurs appartements qui sont certes en très mauvais état mais peuvent « dépanner » nombre de migrants – moyennant finance pour elle (comme c'est le cas de la location de cabanes ou de pièces dans les squats). En outre, Vasilka qui vit aussi à Montesquieu, me racontera plus tard, une fois partie et relogée seule, qu'Elena louait

⁷⁶³ Entretien, 21 novembre 2011.

⁷⁶⁴ Notes de terrain, entretien téléphonique avec Damien, 5 avril 2012.

également l'adresse de ce relogement à d'autres migrants, ce qui leur permettait d'ouvrir des droits (pour l'AME, la scolarisation et les aides alimentaires associatives) sans avoir à s'adonner à un véritable parcours du combattant pour trouver une association ou un CCAS qui accepte de la leur délivrer.

Dans le cas d'Elena, la « double vie » qu'elle mène ne relève pas, a priori, de la combinaison d'exigences contradictoires, mais plutôt d'une certaine combinaison d'opportunités à partir de son relogement dans le cadre de cette opération Montesquieu : être relogée tout en tirant un bénéfice supplémentaire financier de cette opportunité première. Toutefois, cela peut paraître pour elle contradictoire de s'astreindre à des règles qui ne lui ont pas été clairement explicitées et surtout dont elle ne comprend pas pourquoi seulement elle et les quelques autres migrants relogés dans ce cadre peuvent en bénéficier, alors même qu'il y a des pièces libres dans cet immeuble. En outre, cette pratique peut aussi se comprendre comme stratégie face aux injonctions contradictoires que sont le relogement associé au paiement des charges d'un côté et l'absence d'autorisation de travail de l'autre.

Le cas de figure de Yanko, accompagné au sein du dispositif de MOUS, est également pertinent à analyser dans cette perspective. Les observations effectuées à son sujet montrent qu'il se positionne à la frontière entre un quotidien régi par le dispositif et un quotidien dans l'entre-soi des migrants roms, mû par d'autres logiques. Malgré son accompagnement dans la MOUS, son relogement transitoire et son emploi dans le secteur agricole qui, s'il n'est pas au début tout à fait stable car pas quotidien, perdure néanmoins dans le temps et concerne également sa femme, Yanko maintient de forts liens avec sa famille élargie et ses pairs. J'ai montré dans la sous-partie précédente qu'il négociait assez fortement avec les agents du dispositif pour imposer certaines de ses logiques. Mais au-delà de ces négociations, Yanko mène ce que l'on pourrait appeler une « double vie » pour concilier certaines injonctions du dispositif de MOUS (finalement, les injonctions dont les réponses sont visibles et repérables par les professionnels) avec certaines de ses propres logiques et ses désirs quant à l'organisation de sa vie quotidienne. Cela peut prendre de multiples formes.

Quelques jours après avoir appris qu'il est sélectionné dans la MOUS a lieu la fête de la journée des femmes, que les Roms rencontrés sont nombreux à célébrer. Face au malaise provoqué par les décisions de sélection ou de refus et à l'atmosphère tendue qui en découle, Yanko fait le choix de privilégier les liens familiaux en décidant et en supervisant l'organisation d'une fête avec nombre de victuailles, boissons et l'accompagnement musical comme il se doit :

Arrivée au squat de F. vers 14h, il y a la musique à plein volume. Yanko s'est improvisé DJ pour « *fêter la journée des femmes* ». Devant la sono, une table avec du champagne et des sodas, ainsi que des gâteaux ; une femme me propose un verre, « *c'est que pour les femmes* » dit-elle. À côté du DJ, des hommes sont regroupés (notamment Yusuf et Bobi, revenus d'Ivaylo il y a quelques jours), debout, autour d'une table sur laquelle trône une bouteille de whisky et des verres en plastique. Plus tard, les femmes et les jeunes filles, toutes très maquillées et très bien habillées pour l'occasion, se mettront à danser autour de « leur » table. Baba Fanka, qui n'est pas parmi elles car, me dit-elle, « *moi mamie !* », m'explique qu'en Bulgarie il y a beaucoup de fêtes pour le jour des femmes. Le son est vraiment très fort, on s'entend à grand peine au fond du squat. Dès l'arrivée, Stefan nous dit

que la mairie a été prévenue et qu'elle a donnée l'autorisation. Quelques hommes s'inquiètent néanmoins de savoir si le son n'est pas trop fort, ce à quoi j'acquiesce. La police municipale arrive quelques temps plus tard, lorsque je suis avec les femmes à côté de la sono. Trois policiers arrivent à pied vers le groupe en question, et l'un d'eux demande si quelqu'un sait parler français. Au début ils disent « *on comprend, vous voulez faire la fête parce que certains d'entre vous ont eu des cartes de séjour* ». Yanko s'explique avec eux, en mettant en avant que la mairie est au courant ; les policiers le savent, lui disent que [le directeur de cabinet du maire] les a prévenus, qu'il n'y a pas de problème jusqu'à 19h. Yanko s'écrit, « *non non jusqu'à 17h !* ». Mais le problème soulevé est bien évidemment le volume sonore ; Yanko dit « *oui oui on va mettre moins fort, pas de problème, pas de problème* ». L'échange est très cordial et dure moins de 5 minutes. Yusuf se moque un peu d'eux en leur disant avec un grand sourire « *merci, au revoir !* » en français et fait une grimace après, en rigolant. Le volume est alors baissé pendant deux minutes, et à peine la voiture de police repartie, la musique est remise à plein volume. À cette fête ne participent apparemment que les membres de la famille de Papou Adem, et la fratrie de la famille du mari de Ramona.⁷⁶⁵

Le fait que Yanko organise cette fête pour ses proches, sans mettre en avant sa sélection dans la MOUS mais la traditionnelle « journée des femmes », montre bien qu'il lui importe de se positionner plus dans l'entre-soi des migrants que dans la société française. En outre, son attitude lors de la venue des policiers est significative : parlant français et organisant la fête, il s'institue spontanément porte-parole en se montrant très cordial et bienveillant avec eux. Cependant, c'est lui qui monte de nouveau le volume de la musique lorsque les policiers sont partis, suivant son oncle qui lui ouvre la voie par ses moqueries des policiers. Il s'agit alors clairement d'une façon de montrer que dans ce contexte intime du squat, auprès de ses pairs, Yanko a choisi son camp si l'on peut dire en privilégiant les liens familiaux à son obéissance envers les représentants de l'État que sont ici les agents des forces de l'ordre.

Par ailleurs, dans un premier temps de son accompagnement, il demeure au squat de F. malgré le logement qu'il a obtenu dans le cadre du dispositif. Il ne le verbalise pas aux agents de la MOUS, leur cachant complètement cette situation, comme je m'en aperçois lors de situations où je peux l'observer et l'écouter interagir avec Milena. Cela lui permet de maintenir les liens avec ses pairs de façon quotidienne et de ne pas être déconnecté de la vie du squat, et plus largement, de la vie dans l'entre-soi des migrants roms bulgares de l'agglomération. Il passe ainsi quelques mois à faire des allers-retours entre la commune dans laquelle se trouve son logement transitoire et la commune sur laquelle se situe le squat, avec ses parents : tantôt une partie de la famille dort dans la maison, tantôt dans le squat, tantôt ils se retrouvent tous dans le squat, tantôt tous dans la maison.

En outre, peu de temps avant d'être sélectionné, Yanko me fait part de son nouveau projet : décide de devenir « DJ » « *parce qu'il y a de plus en plus de Bulgares qui rentrent plus pour se marier* »⁷⁶⁶. Il me montre fièrement le camion qu'il a acheté pour y mettre sa sono ainsi que tout le matériel hifi obtenu « *avec les Gitans* ». La raison qu'il donne alors n'est pas principalement économique, mais bien sociale : il s'agit de se positionner tout en étant utile dans l'entre-soi des migrants roms de

⁷⁶⁵ Notes de terrain, 8 mars 2012.

⁷⁶⁶ Notes de terrain, 20 janvier 2012.

l'agglomération. Ni son entrée dans la MOUS, ni son nouvel emploi ne modifient ses plans : je le croise régulièrement ayant installé ses enceintes sur d'autres squats de l'agglomération, lors de fêtes d'anniversaire, de mariage, ou pour diverses raisons. Il me dit que *« ça marche bien, les gens sont contents d'avoir un DJ ici, comme en Bulgarie ! »*. À plusieurs reprises, je lui demande s'il parvient à jongler facilement entre son travail agricole et celui de DJ sillonnant les squats de l'agglomération : il se dit *« fatigué, avec la route tous les jours, et puis entre la maison de B., puis à F., et toutes les places où je vais pour la musique, jamais je m'arrête, je bouge tout le temps ! Mais c'est bien comme ça. »*⁷⁶⁷.

Par ailleurs, Yanko effectue régulièrement dans les squats des visites au cours desquelles il vit, tout simplement, le temps de quelques heures, d'une soirée voire d'une journée entière, avec ses pairs. Ainsi il alimente les liens de sociabilité familiaux et interfamiliaux qui sont très importants, comme on l'a vu, et même considérés comme indispensables dans les vies des Roms bulgares. Dans cette logique, les fêtes habituellement célébrées par eux en Bulgarie sont un moment particulièrement important pour montrer que, malgré son accompagnement dans la MOUS, il est toujours là avec sa famille et toujours le premier partant pour ces célébrations, comme le montre par exemple cet extrait de carnet de terrain :

Squat de X. Yanko est là, avec Isif, son fils aîné de huit ans qui traîne à ses côtés. Ils sont autour d'une grillade avec deux hommes plus âgés que lui, et, disent-ils, continuent la fête d'Ederlezi⁷⁶⁸ en mangeant du mouton et buvant du whisky, qu'ils nous proposent. Je demande si ce n'était pas le 6 mai, et en riant, Yanko dit *« le 6, le 7, le 8... ! »* puis finit par me dire que *« normalement c'est seulement le 6 »*.⁷⁶⁹

Cela montre qu'il est important, pour lui, de continuer ainsi à avoir des interactions soutenues avec les autres migrants roms, qui plus est en rendant un service comme il le fait en proposant ses prestations de DJ – sans lesquelles une fête n'est pas une vraie fête... Ce faisant, Yanko s'inscrit pleinement dans la vie quotidienne de ses pairs comme dans les événements importants qui la jalonnent. En d'autres termes, il continue de « faire partie de », ce que l'on peut comprendre comme une forme de résistance face à la logique dominante d'individualisation portée par le dispositif de MOUS. C'est précisément ce que James Scott identifie comme étant alors une *« arme des faibles »* (Scott, 1985).

2.4. Le « texte caché » des migrants contestant la vision étatique de l'intégration

Que révèlent, au fond, ces diverses marges de manœuvre mises en place par les migrants roms face aux dispositifs, et plus largement, face à l'État français ?

⁷⁶⁷ Notes de terrain, 31 août 2012.

⁷⁶⁸ Ederlezi est le nom en romanès de la fête de la Saint Georges, célébrée dans les Balkans le 6 mai ; traditionnellement, il s'agit pour les Roms de marquer le début du printemps.

⁷⁶⁹ Notes de terrain, 8 mai 2012.

Les micros études de cas analysées dans cette section montrent que ces migrants aménagent plusieurs tactiques qui visent toutes à prendre une certaine distance (en fonction des situations) avec le dispositif de MOUS, et plus encore avec les injonctions, les normes, le contrôle qui émanent de ce dispositif et donc de l'État. C'est la question de l'intégration (avec tout ce que cette injonction implique dans le cadre de la prise en charge dans les dispositifs locaux) qui se révèle être le nœud de la rencontre entre les migrants roms et l'État français. Les blocages que matérialisent ces initiatives prises par les migrants pour s'aménager des marges de manœuvre portent en effet sur certains aspects de ces injonctions à l'intégration. Il faut rappeler que pour l'État, ces migrants ne sont acceptés sur le territoire que s'ils s'intègrent, au sens vu précédemment. Or les Roms n'adhèrent pas à cette injonction à l'intégration qui repose sur de multiples injonctions emboîtées les unes aux autres, comme l'ont montré ces différentes ruses déployées en-deçà des dispositifs pour échapper à leur contrôle total tout en bénéficiant de ce qui leur convient et en se pliant à certaines règles.

En premier lieu, on peut comprendre ces blocages, cette contestation sourde de l'intégration dans la perspective étatique, par les liens étroits entretenus avec le pays d'origine : la multi-présence des migrants roms complique l'injonction institutionnelle de l'intégration comme la conception française l'exige. Or on peut aller plus loin en ce sens, puisque j'ai montré que les nouvelles mobilités de ces Roms bulgares prenaient la forme d'une inscription dans un « territoire transnational » avec un quotidien envisagé par-delà les frontières. En se rappelant précisément des logiques propres aux migrants roms dans cette perspective transnationale (chapitre 4, sections 2 et 3), il apparaît en effet que nombre de ces injonctions entrent en contradiction avec leurs propres logiques migratoires. C'est notamment le cas en ce qui concerne le domaine de l'habitat.

Dès lors, la volonté d'intégration serait à questionner plus avant par les pouvoirs publics dans le cadre de cette politique : s'il est possible de sélectionner des migrants répondant favorablement à cette condition, c'est bien que ces derniers, comme je l'ai montré (chapitre 6, 1.1.) perçoivent avant tout la possibilité de travail qui va de pair et la protection apportée par cet accompagnement, et ne réalisent pas, bien souvent, le pendant de l'accompagnement en termes de coût lié au logement notamment. Ainsi les coûts engendrés par le relogement pour les migrants ne sont pas nécessairement pensés ou explicités auparavant. Au-delà du loyer en lui-même, les frais concernant l'eau, l'électricité et les charges paraissent importants aux familles qui n'avaient pas cette habitude. C'est ce que note et analyse judicieusement Mélanie Dupau (2009) dans son étude critique sur l'« habitat adapté » des « Roms migrants » en Ile-de-France :

« Ainsi, la mendicité, tolérée par les accompagnants associatifs ou institutionnels en ce qu'elle se présente très souvent comme la seule activité possible de ressource dans un cadre de vie qui ne le permet plus, tendrait de ce fait à être maintenue, si elle ne se voyait pas relayée par l'attribution d'aides sociales, compensant les nouvelles dépenses que connaissent ces migrants sur la voie de l'intégration. On peut noter à ce point que dans les deux cas, ces derniers tendent à devenir ce qu'on dit d'eux : des mendiants, ou des « charges déraisonnables pour le système social français », pleinement candidats aux aides sociales – soit une catégorie dépendant

définitivement de la charité, ou du système de solidarité nationale. Il faut voir de même que dans le sens contraire d'un but avoué d'autonomisation de ces migrants, leur éligibilité aux aides sociales semble parfaire la boucle de leur dépendance, comme ces populations ne parviennent pas à sortir des sites d'insertion, malgré les efforts engagés au sein de projets de prise en charge – et ces difficultés peuvent être tenues comme une preuve supplémentaire d'une réelle demande d'accompagnement dont relèverait ce groupe particulier. » (Dupau, 2009 : 63-64)

Un autre aspect qui fait que différentes logiques se heurtent ici, au sein de cette politique locale en direction des migrants roms, concerne la lecture de l'informel par les institutions. En effet, on peut s'interroger sur le fait que tout ce qui est informel est mal jugé, alors que ça pourrait être encadré comme un potentiel par les institutions. Il en est ainsi par exemple de la mendicité musicale, exercée quotidiennement et avec rigueur par Simeon (le mari de Zorka) comme par d'autres. Il aurait été envisageable de réfléchir à encadrer cette activité de façon à la valoriser aux yeux des intéressés comme aux yeux de tous. Or dans notre société, l'informel devient presque illégal, voire déviant.

Aussi, suivant l'argumentation impulsée par Mélanie Dupau (2009), ce traitement politique provoquerait alors le passage, le basculement d'un « problème » dans les marges (les « squats roms ») à un « problème » social (les Roms intégrés mais précaires et dépendants), mais qui rentre bien dans les cases institutionnelles françaises. En d'autres termes, il s'agirait donc d'une façon de reconnaître ainsi les Roms par l'État français, précisément en les transformant en ayants droit précaires et dépendants, mais dont les caractéristiques ethniques et problématiques ont été gommées. L'intégration promise consiste donc in fine à une forme d'exclusion de l'intérieur, ou d'une inclusion sous le signe de la dépendance aux aides sociales, avec toutes les contraintes qu'implique ce nouveau statut.

Il est donc légitime de se questionner sur cette intégration : à quel prix revient-elle pour les migrants roms ? Si certains tentent ce parcours proposé par l'État en se coulant dans le moule demandé en espérant en bénéficier au mieux, comme Albena et Dimitar, d'autres migrants aménagent donc des espaces et des situations qui leur permettent de s'extraire (soit un temps, soit concernant un aspect) de cette emprise étatique tout en assurant d'une certaine façon leur indépendance.

Martin Olivera (2013) montre que les « projets pour les Roms » en France dont l'objectif est un accès au droit commun « *prescriptif, suivant un schéma unique et normatif d'intégration sociale* » (Olivera, 2013 : 9) qu'il définit comme ayant « *une vision normative de l'accompagnement social (sélection des bénéficiaires, évaluation régulière de leur "projet de vie", nombreuses contraintes réglementaires limitant l'autonomie des familles, etc.)* » obtiennent des « *"résultats" mitigés* » (Olivera, 2013 : 10). C'est précisément cela que permet d'aborder l'analyse des marges de manœuvre des migrants roms. Les logiques des institutions et des migrants se heurtent autour de cette notion/injonction d'intégration. Il n'y a pas de point de convergence possible à part dans les « doubles vies » (donc pas officiel ni montré), car la transformation des migrants roms attendue d'eux revient à nier leurs logiques et leur être. Donc ces marges

de manœuvre sont à comprendre comme une contestation de cette vision de l'intégration.

Certains acteurs de l'arène semblent s'en apercevoir mais n'ont pas le poids qui permettrait d'être entendus à ce sujet, ou qui induirait des tentatives de changements. Ils soulignent les limites de la vision et de la mise en acte de l'intégration telle qu'elle est définie par l'État, donc reprise par les acteurs de la MOUS. C'est ce qu'on peut voir notamment à travers les propos de ce responsable du pôle social d'Emmaüs lorsqu'il parle d'« *oppositions de culture : une culture institutionnelle avec tout son déroulé, et à côté il y a des gens.* » Pour lui, il s'agit de « *deux chemins parallèles où chacun fait son truc. Le seul point de rencontre : ils sont en squat ici.* »⁷⁷⁰. Selon cet acteur, le « *premier problème* » viendrait du fait que, visant l'intégration, « *les institutions font un travail sur la personne mais eux sont basés sur le groupe.* ». Il déplore alors largement la tournure de cette politique locale axée sur l'intégration et imagine alors d'autres actions permettant plutôt d'accueillir, sans pour autant chercher de cette façon à intégrer : « *Je suis pour mettre des gens dans des tentes, et des conditions dignes, pour faire de l'accueil.* ». Au fond, il perçoit cette politique comme étant de surface : « *On est dans le cadre de la paix sociale.* »⁷⁷¹.

Par ailleurs, Tristan, de MDM, critique les tentatives d'intégration par le logement telles qu'elles sont effectuées via le dispositif local : « *Il faudrait mettre la priorité sur le travail et non sur le logement car les gens vont se reposer dessus et bénéficier des allocations familiales.* »⁷⁷². À travers ses propos, il paraît donc avoir conscience de cette forme de dépendance à l'État que crée le dispositif de MOUS envers les migrants roms. Un autre aspect critique de cette politique d'intégration envers ces migrants est abordé par une responsable du PAROE⁷⁷³, qui me donne son « *point de vue personnel* » à la fin de l'entretien :

« *On est dans un processus d'intégration à la française, sans prendre en compte le culturel. Mais ils ne recherchent pas l'hébergement par cellules familiales. Le problème, comme pour les autres migrants, c'est qu'on part du principe que notre mode de vie c'est le summum...* »⁷⁷⁴

Elle pense qu'« *il faut réfléchir leur intégration* », tout en exprimant qu'elle « *ne cautionne pas cette politique* ».

Ces divergences de points de vue (comparé à celui de l'État et des dispositifs) sur les modalités de parvenir à une intégration des migrants roms prend, dans le contexte de la mise en œuvre de la politique locale, la forme d'un débat sous-jacent, qui n'en dit pas son nom, voire d'un conflit latent entre des acteurs aux perspectives opposées. La question posée en filigrane est bel et bien celle de juger l'orientation de la politique locale, tantôt en fonction des directives de la Préfecture, tantôt en fonction des modalités de mise en œuvre par l'opérateur de la MOUS⁷⁷⁵. Mais aucun acteur ne

⁷⁷⁰ Entretien, 20 octobre 2011.

⁷⁷¹ *Ibid.*

⁷⁷² Entretien, 3 mai 2011.

⁷⁷³ Cf. Glossaire des associations locales, Annexe 2.

⁷⁷⁴ Entretien, 28 novembre 2011.

⁷⁷⁵ Notons qu'à la période à laquelle j'ai réalisé ces entretiens avec les acteurs associatifs (année 2011), le dispositif de MOUS mettait l'accent sur le logement comme vecteur d'intégration.

s'interroge concrètement sur les conséquences de cette politique pour et sur les migrants roms.

Concernant les acteurs des dispositifs (agents et cadres), cette réflexion n'est pas présente⁷⁷⁶. Il leur paraît globalement normal d'imposer la logique et les injonctions de l'État aux migrants roms, tout en ayant conscience de leurs différences à ce niveau. Plus avant, c'est même pour cela que les acteurs cherchent à transformer les migrants. De plus, il n'y a pas de place pour la réflexion ou la prise en compte de la critique par les Roms de ce modèle d'intégration puisque ceux qui en font part ou, d'une certaine façon, donnent à voir cette forme de contestation ou de réticence, sont exclus des dispositifs, et plus avant du territoire.

Conclusion de la section 2

Les migrants roms ne sont donc pas complètement enclins à cette transformation imposée par l'État via les dispositifs. S'ils ne l'expriment pas sur le mode du « texte public », pour reprendre l'expression de James Scott (2008), l'analyse des différentes marges de manœuvre qu'ils construisent face aux dispositifs permet d'affirmer que leur adhésion n'est pas totale, et plus avant, qu'elle n'est que volontairement partielle. Ce faisant, il s'agit en effet de conserver l'autonomie et le libre-arbitre, donc les logiques propres aux migrants roms analysées précédemment. Ces marges de manœuvre démontrent alors une forme de soumission rusée permettant de mettre à jour l'*agency* des migrants roms face à l'État français. Cela montre bien que l'autonomie de ces migrants, tant recherchée et valorisée par les agents dans le cadre même de ces dispositifs (pensant que les migrants ne peuvent l'atteindre seulement par ce biais) n'est pas effective, au contraire, puisque les migrants roms ont besoin de marges de manœuvre pour conserver leur autonomie face aux dispositifs. La vision de l'autonomie recouvre des réalités très différentes. Il s'agit d'une notion creuse, vide de sens, chez les acteurs de l'arène qui camoufle en réalité une forme de contrôle des migrants, de la même façon que l'utilisation de la notion d'« empowerment » envers les « pauvres » (Calvès, 2009). On comprend donc, dans leurs logiques et face à leurs expériences des dispositifs, comment et pourquoi certains migrants roms se tournent plutôt vers leurs réseaux de sociabilité et leurs moyens de subsistance qui viennent d'eux-mêmes, soit vers l'entre-soi transnational qu'ils connaissent, pour vivre en se réalisant pleinement.

3. Mise à distance de l'État : s'affirmer comme sujet plutôt que « citoyen » national

Il s'agit d'interroger ici une dernière forme d'expérience que font les migrants roms dans leur rapport à l'État français, lorsqu'ils mettent celui-ci à distance dans leurs

⁷⁷⁶ Mis à part chez l'ancienne travailleuse sociale, disant notamment : « *Après c'est aussi la définition de l'intégration qui pose problème, qui est problématique, qui est pas réfléchie ...* » (Entretien, 3 février 2012). Il est à noter que c'est ce qu'elle exprime là qui l'a conduite à démissionner de cet emploi.

vies, en s'affranchissant des dispositifs, soit après y avoir été pris en charge, soit en les refusant d'emblée (de façon plus ou moins choisie ou subie). Leurs rapports à l'État sont appréhendés comme une co-construction entre les logiques et dynamiques migratoires des Roms bulgares et les propositions et injonctions de l'État français à leur égard. Comment se manifestent ces mises à distance de l'État ? Comment les comprendre ? Quelles en sont les raisons et les conséquences pour les sujets concernés ?

Dans la section précédente j'ai mis à jour le « nœud » de la rencontre manquée entre l'État et les migrants au regard de la différence de vision de l'intégration en actes. Or la dynamique transnationale et l'expérience subjectivante positive qu'elle engendre (analysées dans la deuxième partie) sont également à considérer dans cette perspective. J'ai montré notamment tout ce que les migrants roms bulgares retirent de cette inscription transnationale, en termes matériels et immatériels. Dans ce contexte, l'intégration telle qu'entendue par l'État français, avec toutes les transformations qu'elle implique pour les migrants, ne fait pas le poids en raison même des bénéfices qu'ils peuvent en retirer. Comme on l'a vu, on leur fait miroiter un « devenir citoyen » qui, en plus d'être vide de sens (chapitre 6), contraint fortement la dynamique de subjectivation des migrants roms bulgares, à la fois en termes physiques (individualisation mal vécue car pas remplacée par d'autres liens effectifs avec des « Français ») et en termes identitaires (négation de l'endo-identification – en tant que Rom notamment – et plus avant, du sujet).

Comment les migrants roms procèdent-ils précisément pour s'affranchir des dispositifs ? Quelles en sont les conséquences sur leurs vies quotidiennes ? Que permet plus largement la mise à distance de l'État dans la perspective de construction du sujet ?

3.1. S'affranchir des dispositifs : repli ou ouverture ?

J'ai montré ce qui induit la mise à distance de l'État par les migrants roms, via leurs expériences des dispositifs vécues négativement : individualisme, solitude, délitement des liens sociaux, injonctions multiples et incomprises, contradictions avec leurs logiques. Qui sont les migrants roms bulgares dont on peut dire qu'ils s'affranchissent des dispositifs ? Qu'est-ce que cela signifie précisément ? Qu'est-ce qu'ils en disent ? À quoi ressemblent alors leurs vies ? Je propose d'analyser ce que produisent les dispositifs politiques à partir de quelques cas ethnographiques de migrants qui en sont éloignés, en montrant ainsi que cette mise à distance favorise leur autonomie, celle-ci n'étant vraiment perçue comme réelle qu'en dehors des dispositifs. Peut-on en conclure que la mise à distance de ces dispositifs et donc de l'État a pour conséquence une forme de repli dans l'entre-soi ?

En premier lieu, c'est l'incompréhension des dispositifs par les migrants roms (surtout en ce qui concerne le processus de sélection) qui donne lieu à une certaine forme de repli dans l'entre-soi. En effet, les migrants ne parviennent pas à rationaliser leur expérience de la sélection avec des éléments qui émanent de ce qui leur est présenté par les agents comme relevant du fonctionnement en soi, en raison de la faiblesse de ces arguments et surtout de leur extrême labilité (les agents étant en outre parfois en

difficulté qu'ils en viennent à dire aux migrants qu'eux-mêmes ne comprennent pas). Dès lors, ils mobilisent d'autres éléments qui font sens pour eux, soit qui leur sont propres, ainsi que je l'ai souligné dans le chapitre 6. C'est en ce sens qu'il convient de comprendre l'utilisation de la notion de « *baxt* » : la rationalisation de l'expérience de sélection par les migrants eux-mêmes se fait par la mobilisation d'une notion fréquemment utilisée dans ce contexte, celle de « *baxt* », la chance.

Ani et son mari me disent qu'ils ont passé deux ans dans la MOUS sans jamais travailler, et s'en plaignent en comparaison avec « *tous ceux qui viennent d'arriver et ont un titre de séjour et du travail alors qu'ils parlent pas français* ». Eux parlent bien. Je leur fais préciser de qui ils parlent : « *ceux de F.* », « *ceux d'Ivaylovo*⁷⁷⁷ ». J'essaie de dire qu'ils ne viennent pas d'arriver, mais le mari insiste en disant qu'ils sont là « *depuis un mois ou un an, beaucoup* ». Je leur demande pourquoi, à leur avis, ça a marché pour tous ceux-là alors, contrairement à eux. Les deux me répondent en même temps et en romanès : « *ils sont baxtale, eux, c'est comme ça !* », telle une évidence. Rien à rajouter, tout est dit.⁷⁷⁸

On peut comprendre que c'est l'explication qui prévaut, car c'est ce qui fait sens pour eux, ce processus de sélection et ses critères étant trop opaques pour y donner un autre sens. Dès lors, cette notion de « *baxt* » utilisée pour rationaliser l'expérience de l'échec ou de la réussite institutionnelle traduit un certain repli sur l'entre-soi, alors même que les dispositifs politiques mis en place en direction des migrants roms ont pour objectif de les amener vers l'apprentissage de la citoyenneté pour une certaine intégration.

Leur expérience de la sélection est donc cruciale pour comprendre cette réaction des migrants roms. Dès lors, ceux qui n'ont pas été retenus dans la MOUS ni pris en charge par les médiateurs sont les premiers à se tenir de fait à distance de l'État, par l'exclusion dont ils font l'objet. La question est alors de savoir si cela est complètement subi par ces migrants. Que produit l'exclusion des migrants refoulés des dispositifs car jugés in-intégrables et inassimilables ? Se trouvent-ils alors dans une « *zone de non-droit* » (Olivera, 2013) ? En effet, au regard de leur statut migratoire spécifique et de l'absence d'encadrement institutionnel, ce serait effectivement l'analyse que l'on pourrait faire de leur situation. Or il s'agit d'une lecture qui s'effectue sur la base des logiques étatiques. Comment le vivent ces migrants eux-mêmes ?

De façon générale, les migrants roms qui ne sont pas parvenus à tirer profit, d'une quelconque manière, des dispositifs politiques de l'agglomération, sont appréhendés par les autres négativement. La reconfiguration des hiérarchies sociales s'effectue en partie sur cette nouvelle donne. Pour ces migrants, les expulsions récurrentes de squats les poussent à une mobilité contrainte au sein de l'agglomération. Ils parviennent toujours à trouver des lieux de vie, or ces derniers sont nécessairement plus éloignés du centre : c'est un des résultats des politiques de « *contrôle spatial* » en direction des migrants roms en France que souligne Olivier Legros (2010b). C'est un fait : les squats des migrants roms se trouvent quasiment tous, depuis les expulsions de ceux de X et de F. en 2013, dans les communes les plus éloignées du cœur de l'agglomération. Malgré cela, ces migrants parviennent notamment à conserver leurs

⁷⁷⁷ Terme utilisé dans l'entre-soi pour désigner le village d'Ivaylo en romanès.

⁷⁷⁸ Notes de terrain, 26 juin 2012.

lieux de mendicité et/ou leurs relations sociales et économiques, ce qui nécessite une organisation dans laquelle les moyens et temporalités de déplacement sont centraux. Par rapport à ceux qui sont inclus dans les dispositifs, ils n'ont donc pas le même confort et la quiétude dans le quotidien en termes d'habitat et de droit au séjour, mais cela semble être au final les seules différences perçues et vécues négativement par eux.

En effet, la vie de ces migrants-ci est dénuée de tout rapport de pouvoir, de domination et de violence induits par l'engagement dans les dispositifs politiques. C'est ce que donne à entendre Bobi, lors d'une conversation qui a lieu peu de temps après que Yanko, le premier de la famille proche, ait obtenu une carte de séjour en étant sélectionné par la MOUS :

Bobi me demande ce qu'il faut pour avoir une carte de séjour dans la MOUS. Je lui dis qu'il faut surtout parler français, lui ne sait pas un mot, et être jeune pour pouvoir travailler – ce qui n'est pas son cas non plus... Il dit que c'est pas grave car lui, il sait comment il peut faire autrement. Il peut monter une entreprise, de DJ par exemple, dit-il en reprenant l'idée de son neveu Yanko. Ça signifie qu'il sait que se monter en auto-entrepreneur engendre l'obtention d'une carte de séjour – bien que maintenant, ce n'est plus tellement automatique, la Préfecture s'étant aperçue de la combine... Ou, deuxième solution, me dit-il, il en achète une ! Je le regarde, stupéfaite et lui dis naïvement que ce n'est pas possible, mais il affirme que si : il a entendu dire, dit-il d'une façon volontairement mystérieuse, qu'il faut seulement connaître les bonnes personnes et donner 3 000 euros. Ce sont des fausses, ajoute-t-il comme pour nuancer l'enthousiasme qu'il imagine provoquer, mais ça peut marcher. Il précise que c'est quand même « un peu d'argent » (*malko pari*) et conclut en disant « c'est pas grave, je m'en fous », car, ajoute-t-il en bulgare, « ça ne m'intéresse pas pour vivre » (*tova ne me interesuva da zhiveyat*).⁷⁷⁹

Plusieurs éléments peuvent être soulignés dans ses propos. D'une part, la possibilité de passer par d'autres voies que celles de l'État pour atteindre ses objectifs, en fonction de ses propres logiques. D'autre part, la conclusion de Bobi est très intéressante : ce qui importe vraiment est de « vivre ». Il semble ainsi considérer la carte de séjour comme un papier donnant certes des droits, mais dont le coût pour l'obtention est plus élevé que les bénéfices réels, soupesés à l'aune des besoins effectifs. Plus avant, ces propos montrent que l'accès aux bénéfices permis par les dispositifs n'est pas indispensable : ce n'est pas cela qui assure la « vie » ou plutôt, il est possible de vivre en s'en passant.

Il est alors intéressant de considérer plus précisément quelles sont les vies quotidiennes de ces exclus des dispositifs, et comment ces vies sont vécues subjectivement. On peut prendre par exemple le cas de Nadrie et Anka, deux belles-sœurs d'Ivaylo dont j'ai analysé les formes et modalités d'exclusion précédemment et qui sont de fait affranchies des dispositifs. À quoi ressemblent alors leurs vies quotidiennes ? En souffrent-elles ? Cette exclusion des dispositifs et les tentatives d'exclusion du territoire qu'elles connaissent les conduisent-elles à une vie d'errance et un statut de victime passive ? Au regard de leurs façons de vivre et de ce qu'en disent les premiers concernés, il est possible de répondre par la négative à ces dernières questions concernant ces deux familles.

⁷⁷⁹ Notes de terrain, février 2012.

Pour Nadrie et son mari, la condamnation de ce dernier et la compréhension qu'il leur serait alors impossible d'accéder aux dispositifs a été un élément déclencheur. En effet, à partir de ce moment-là, ils n'ont plus essayé de « coller » aux injonctions des dispositifs pour tenter d'y entrer, et ont mené leurs vies comme ils l'entendaient. Ils semblent finalement en avoir pris leur parti : ils n'ont de compte à rendre à personne. La famille organise ses activités économiques principalement autour d'un petit commerce de boissons au sein de leur squat et du travail de la ferraille. Ils effectuent beaucoup d'allers-retours en Bulgarie, où le père de Nadrie a un statut important du fait de son engagement religieux dans la communauté islamique. Ils bénéficient par ricochet eux aussi de ce statut et des privilèges dont ils peuvent jouir en conséquence. De plus, et c'est peut-être ce qui est le plus important, cela leur donne une certaine fierté découlant du prestige associé à cette famille identifiée par ses pairs comme ayant une bonne place dans l'entre-soi des *Turski Tsigani*, en raison du respect qu'impose la pratique de la religion musulmane dans l'entre-soi des Roms de Pazardzhik.

Quant à Anka, mariée au frère du mari de Nadrie, elle ne connaît pas la même expérience concernant la religion. Les membres de sa famille proche sont plus dans la plainte auprès des acteurs de la société française, en raison de leur impossibilité d'accéder aux bénéfices des dispositifs. Il s'agit d'une famille moins débrouillarde, mais qui parvient tout de même à vivre bien en se reposant sur son petit commerce au sein du squat également, comme sur les liens familiaux. Le frère d'Anka est par exemple accompagné dans le cadre de la MOUS, en étant relogé dans un appartement qu'il ouvre largement à sa famille proche.

Les familles de Nadrie et d'Anka font de nombreux séjours en Bulgarie, tantôt avec leurs trois enfants, tantôt avec certains seulement, les autres restant parfois en France avec le second parent. Régulièrement, ils en rapportent des choses qu'ils revendent (comme des vêtements) et dont ils me font cadeau parfois. Lorsque je parle d'argent avec Anka et Nadrie, elles se plaignent des difficultés auxquelles elles doivent faire face, tout en précisant les sommes correspondant aux économies de leurs familles respectives (qui peuvent varier de 400 à 2 000 euros selon les périodes), jugeant ainsi les réussites de chacune tout en s'entraidant lorsque cela est nécessaire. Ainsi, au-delà de leurs éventuelles plaintes et de leurs caractéristiques visibles qui induisent leur identification comme extrêmement précaires, ces familles ne vivent pas comme des parias ou des errants qui seraient complètement passifs en conséquence de leur exclusion des dispositifs politiques de l'agglomération.

Guillaume Le Blanc (2011) souligne dans cette perspective que « *les exclus ne sont pas des sujets négatifs qui attendent seulement d'être remis sur les rails. Ils portent une voix qui conteste le privilège de la loi qui inclut les uns pour exclure les autres.* » (Le Blanc, 2011 : 15). S'il part de ce postulat pour analyser les mouvements sociaux et politiques « *par lesquels des vies en viennent à reconsidérer ce qui les lie à la cité* » (*Ibid.*), je propose de transposer cette analyse aux migrants roms exclus des dispositifs, d'autant que Guillaume Le Blanc précise que ceux qu'il identifie comme des exclus peuvent être des étrangers qui ne veulent pas s'intégrer. Dans le cas des Roms bulgares, on peut s'interroger alors sur la relation de cause à effet concernant la dialectique d'exclusion/intégration : les Roms seraient-ils exclus parce qu'ils ne veulent pas

s'intégrer à la société française ou ne veulent pas s'intégrer parce qu'ils s'excluent ? L'absence d'intégration est-elle l'explication de l'exclusion ? Ou l'exclusion en question est-elle alors une conséquence du refus d'intégration ? À travers l'analyse effectuée dans toute cette troisième partie sur ce sujet, il paraît difficile de démêler la cause de la conséquence. Cependant, ce qui est clair est la façon dont les migrants roms qui ne sont pas dans les dispositifs « reconsidèrent ce qui les lie à la cité » : c'est l'inscription transnationale et les dynamiques quotidiennes en découlant qui prévalent nettement dans les liens qu'ont ces migrants à la cité. Plus avant, on peut se questionner sur le fait que cette exclusion renforce le transnationalisme des migrants roms, envisageant celui-ci comme une troisième voie entre exclusion et intégration.

Les migrants roms qui sont dans une posture d'exclus, puisque l'État les met à distance en les refoulant, semblent donc s'impliquer de façon plus active dans une vie transnationale. S'agit-il seulement d'une façon de se rassurer en tentant de se convaincre du caractère non essentiel de la prise en charge dans les dispositifs ? Est-ce que ce sont seulement les migrants roms exclus des dispositifs qui marquent clairement une mise à distance de l'État qui serait alors subie ? Un détour analytique par les propos des migrants roms qui font concrètement l'expérience de ces dispositifs va montrer que cette rationalisation a une portée plus profonde, révélant l'inadéquation centrale entre les logiques des migrants et celles de l'État.

Avec le temps, permettant aux migrants roms d'observer ou d'expérimenter ce que leur fait l'accompagnement dans les dispositifs, beaucoup de migrants m'expliquent qu'ils ne veulent pas être dans la MOUS, parce que « *c'est beaucoup de problèmes* ». Cette assertion est souvent répétée, et nombre d'explications s'arrêtent là, quand d'autres visent à énumérer, avec leurs propres mots, ce qui ne leur convient pas : ce sont alors les thématiques du travail, du logement et de la famille qui reviennent le plus fréquemment. Dans la famille de Papou Adem, Yanko est loué pour ses talents de débrouille (analysés dans la section précédente) : il arrive à jongler entre bénéfices et contraintes, en restant fortement présent dans l'entre-soi familial et plus largement des migrants roms. Plus tard, Slavka entre en accompagnement dans la MOUS également, avec Rachko, son nouveau mari, et leur enfant de quelques mois. Après quelques mois de travail en tant que femme de ménage dans un hôtel, je la retrouve par hasard en train de mendier avec Baba Remzia devant la Poste d'une petite commune de l'agglomération. Contente de me voir, elle ne manifeste aucune retenue en m'expliquant que son travail était très mal payé, et qu'elle préférerait « faire la manche, tranquille ». Elle me précise que c'est son premier jour ici, mais que « *ça marche pas* » : elle n'a quasiment aucune pièce dans son gobelet en plastique. Je lui explique alors qu'il s'agit d'un quartier d'immigrés assez défavorisé, ce qui permet peut-être de comprendre le mauvais choix de l'endroit. Elle me rétorque qu'elle a remarqué, mais qu'au moins ici, elle est sûre de ne voir personne de la MOUS, en parlant des professionnels.

Le cas de Shefket et de son expérience de la MOUS est révélateur d'une même mise à distance des dispositifs dans la vie quotidienne, quoique de façon différente. J'ai montré précédemment son isolement créé par son relogement dans le chalet ainsi que son expérience négative en termes d'emploi. Cependant, le partenariat entre la MOUS et Emmaüs pour son relogement lui permet de bénéficier aussi d'un emploi : Shefket

obtient un CDD de trois ans en tant qu'agent d'accueil par et pour Emmaüs. Il s'agit alors de le reloger en sous-location ; il refuse toutes les propositions en ce sens, expliquant aux agents (de la MOUS et d'Emmaüs) qu'il ne veut pas habiter trop loin du squat de F., où réside sa mère. Il précise également vouloir vivre avec sa mère. Il finit par retourner vivre dans le squat, jusqu'à son évacuation en septembre 2013. Le CSAP signifie alors sa sortie du dispositif, en raison de son contrat de travail et de sa possibilité de prétendre à un logement en sous-location. Il est alors pris en charge par Emmaüs qui lui trouve comme hébergement temporaire (ALT) un studio dans lequel il vit avec sa mère. Quelques temps plus tard, il se marie avec une jeune Bulgare de quinze ans qui est rapidement enceinte et vit avec lui. Pour les travailleurs sociaux d'Emmaüs se pose alors la question de la possibilité d'un relogement dans le droit commun pour Shefket et sa femme, les bailleurs sociaux refusant de considérer celle-ci comme locataire sans la présence de ses parents, précisément en raison de son âge. Ainsi l'histoire qui lie Shefket à ces structures via le dispositif de MOUS est sinieuse, mais principalement faite de distanciation comme de recours en cas de besoin. Satisfait de certaines choses que lui offrent ces liens aux associations, c'est cependant lorsqu'il sort de la MOUS qu'il se rattache plus fortement à l'entre-soi des Roms bulgares en se mariant. De plus, il s'agit d'une union avec une fille plus jeune, ce qui est mieux considéré par les Roms. Le fait qu'elle soit enceinte assez vite permet aussi à Shefket de réaffirmer sa place dans l'entre-soi interfamilial, en se lavant des soupçons liés à sa pratique homosexuelle et en devenant pleinement un homme (ce qui ne préjuge en rien de la poursuite de ses activités de prostitution masculine)⁷⁸⁰.

Dès lors, s'affranchir des dispositifs ne signifie pas nécessairement ne pas avoir pu y entrer ou y rester, soit en raison de l'échec de la sélection, soit en raison de l'échec de l'accompagnement. Pour certains migrants, c'est en sortant de la MOUS « par le haut » ou après avoir bénéficié de l'aide des médiateurs pour telle ou telle chose, qu'ils s'en affranchissent finalement, de façon plus ou moins réfléchie et/ou consciente. C'est notamment le cas d'Albena et Dimitar. En 2013, Albena, prétextant de problèmes de santé qui l'ont d'abord conduite à un arrêt maladie longue durée, a fini par abandonner son emploi de femme de ménage au sein du CSAP à la fin de l'année. Il s'agit là d'un acte conséquent aux propos qu'elle tenait précédemment, analysés dans la première section de ce chapitre. Aux dernières nouvelles, Dimitar et ses parents travaillent en revendant des vêtements et divers objets récupérés dans les vides-greniers de l'agglomération. Entourés d'autres vendeurs migrants roms qu'ils connaissent bien, les parents sont joyeux, ils semblent à l'aise avec les acheteurs potentiels qui s'approchent de leurs stands à même le sol, communiquant autant que possible avec les quelques termes de français qu'ils connaissent ainsi que par des gestes, ou parfois des termes turcs. Dimitar m'explique vouloir mettre en place un commerce ambulancier de vente de glaces et autres sucreries pour travailler sur les marchés estivaux de la côte atlantique. Or il ne parvient pas à obtenir d'autorisations officielles pour bénéficier de l'attribution d'une place sur ces marchés. Lorsque je lui demande des nouvelles d'Albena, il me dit qu'« *elle est tranquille, maintenant, avec la fin du travail, maintenant avec les*

⁷⁸⁰ Cf. chapitre 5, sous-partie 2.3.

enfants »⁷⁸¹. Cette famille, en outre identifiée comme la famille modèle de la MOUS, est donc sortie du dispositif « par le haut », ce qui signifie une réussite pour les acteurs professionnels. Elle serait donc maintenant pleinement intégrée à la société française en ayant « *adopté les codes* ». Or dans les faits, cette sortie du dispositif coïncide avec l'abandon de Dimitar et d'Albena de toute activité salariée, pour reprendre une activité économique familiale qui leur convient plus et qui les rapproche de leur famille et de leurs pairs. Ce n'est donc pas le rejet, l'exclusion des dispositifs, mais plutôt l'expérience que font les migrants des dispositifs qui favorise la mise à distance de ces derniers.

Peut-on analyser cette mise à distance de l'État comme une certaine forme de repli dans l'entre-soi des migrants roms ? S'agit-il alors d'une conséquence négative ? Il convient de revenir, pour y répondre, sur les logiques et les dynamiques des Roms bulgares lorsqu'ils arrivent en France, soit leur dynamique transnationale.

Les migrants roms qui ont fait, de près ou de loin, l'expérience des dispositifs se sont nécessairement confrontés à des négociations identitaires, comme je l'ai montré au début de ce chapitre. S'ils pensent qu'en entrant dans ces dispositifs, ils modifient seulement quelques faits dans leur quotidien, cela correspond au final à un bouleversement de tout leur être et de tout leur quotidien. En d'autres termes, comme on l'a vu, cette expérience transforme leur identité en profondeur, soit leur endo et hétéro identifications ainsi que leurs appartenances. Dès lors, des ruptures peuvent avoir lieu et provoquer une forme de retournement de la situation en ayant des conséquences inattendues sur l'appartenance sociale et l'identification (forme de crispation). Parfois, les migrants concernés opèrent un retour vers leurs pairs, vers l'entre-soi des migrants, ce que Mustapha Belbah et Alexis Spire (2004) identifient alors comme une « *adhésion à une autre fiction, celle d'une communauté imaginaire, qu'elle soit nationale, ethnique, religieuse ou sectaire.* » (Belbah et Spire, 2004 : 169). Dans le cas des migrants roms, il s'agit donc d'un retour vers cet entre-soi transnational qui fait office de « cadre » de vie comme de cadre de reconnaissance, d'une certaine façon.

Je ne présenterai donc pas cette dynamique comme un repli que d'aucuns identifieraient comme communautaire ou ethnique, donc nécessairement appréhendé en termes négatifs. Au contraire, l'expérience vécue de l'inscription transnationale traduit une forme d'ouverture pour les migrants roms, en raison principalement des processus de subjectivation que cela permet, comme je l'ai montré dans le chapitre 5 notamment. Identifier alors la mise à distance de l'État comme uniquement un repli dans l'entre-soi ne prend pas en considération l'inscription transnationale de ces migrants qui, elle, est enrichissante et porteuse de multiples ouvertures, dans des sphères et domaines différents.

Dans cette perspective, les migrants roms viennent donc questionner l'État-nation et les multiples logiques sous-jacentes à l'accueil de l'Autre sur le territoire analysées dans cette partie. Comme l'affirme plus largement Alain Tarrius (2001b), il s'agit d'un questionnement actuel auquel font face nombre d'États-nations : « *Les générosités constitutionnelles intégratives de nos États-nations, édifiées au cours de*

⁷⁸¹ Entrevue avec Dimitar, mars 2014.

deux ou trois siècles de rapports à l'étranger, à celui qui vient et à qui l'on offre le choix de « devenir nôtre » ou de repartir, portent de plus en plus à faux : bien des parcours actuels de l'intégration ne sont plus conformes aux modèles historiques ainsi définis. » (Tarrius, 2001b : 47). Cela nous enjoint alors à nous questionner sur les formes d'intégration, au sens large, qu'expérimentent les migrants roms sans le concours de l'État. Martin Olivera (2013) souligne qu'il est largement possible, pour les migrants qui le souhaitent, de mettre en œuvre une dynamique intégrative du moment qu'ils ont assez de marges de manœuvre – ce qui n'est clairement pas le cas, comme on l'a vu et comme il le précise aussi, des dispositifs visant un parcours d'intégration normatif : *« En conservant un pied dans l'informalité (par nécessité pratique) tout en participant à un projet institutionnel garantissant une certaine stabilité résidentielle, les familles peuvent développer leurs propres formes d'insertion locale et stratégies d'invisibilisation, sans s'en remettre intégralement au bon vouloir de la "puissance publique" et de l'action sociale. »* (Olivera, 2013 : 10).

Or en prenant en considération l'inscription transnationale de ces migrants, l'interrogation centrale revient alors à cerner si les migrants roms cherchent à s'intégrer, d'une façon ou d'une autre. Pour Michel Wieviorka (2008), *« une implication du "transnationalisme" est qu'il autorise l'absence de loyauté à l'égard de tout État. (...) Vue dans la perspective des migrants, [cette notion] implique un désir de mobilité, bien plus qu'un souci d'intégration. »* (Wieviorka, 2008 : 239). On pourrait ajouter au désir de mobilité un désir de vivre mieux qui est sous-jacent à celui de la mobilité. Avec cette analyse, on comprend alors la mise à distance de l'État comme une résultante du transnationalisme vécu par les migrants roms. S'ils n'ont pas ce souci de l'intégration, il n'en demeure pas moins qu'ils cherchent toutefois à passer inaperçu comme à créer de nouveaux liens sociaux, comme je l'ai démontré dans le chapitre 5. Dès lors, je propose un renversement de l'interrogation, passant des désirs et possibilités d'intégration aux désirs et possibilités de subjectivation. C'est bien là ce que j'ai analysé comme étant primordial pour ces migrants et au cœur de leurs expériences.

Ainsi ce retour dans l'entre-soi des migrants roms peut prendre appui sur des opportunités singulières dans l'espace migratoire qui permettent, d'une certaine façon, une forme de subjectivation respectant l'inscription transnationale. Je propose d'en présenter quelques exemples significatifs dans la sous-partie qui suit.

3.2. Se saisir d'opportunités singulières pour des vies transnationales ouvertes au monde

Les migrants roms peuvent donc passer par des voies détournées, souterraines, informelles ou simplement différentes de celles des États pour atteindre leurs objectifs selon leurs propres logiques. En d'autres termes, cela revient donc à faire sans l'État pour s'affirmer comme sujet. Comment procèdent ces migrants ? Quelles sont ces voies en question ? Si j'ai montré dans la sous-partie précédente que des migrants peuvent mener leurs vies quotidiennes et se réaliser dans l'inscription transnationale, je propose

de souligner ici que certaines rencontres individuelles ou collectives peuvent être aidantes à ce titre.

En effet, des rencontres avec des personnes ressources qui aident, orientent et/ou apportent quelque chose (qui n'est pas nécessairement matériel) peuvent être parfois déterminantes pour ces migrants. Cela peut par exemple être le cas de personnes (des « Français »), sans attache associative particulière, qui apportent à une famille avec laquelle ils se sont liés nombre de ressources : nourriture, argent, petits travaux au noir. Il existe également ce que je propose d'appeler des types de dispositifs informels qui permettent aux migrants roms des opportunités singulières : c'est le cas du réseau économique informel avec les « Gitans » d'une commune de l'agglomération, mais aussi de l'Église évangélique et de la constitution d'un groupe de musique dans le squat de X, par deux Français investis dans le domaine culturel. Je propose de présenter ces deux derniers dispositifs informels, dans le sens de non-étatique, afin de questionner ce qu'ils apportent précisément aux migrants roms. Permettent-ils une forme d'intégration ? Représentent-ils une voie vers la subjectivation ?

3.2.1. L'Orchestra Akana : un tremplin vers quoi ?

En 2011, deux acteurs culturels de lieux reconnus et influents dans ce domaine au sein de l'agglomération entrent en contact avec des habitants du squat de X pour tourner un documentaire sur ces migrants dans la ville : *« ils assistent à la destruction⁷⁸² et découvrent ces artistes d'exception. Ils décident de consacrer leur film à ce groupe et les encouragent à se structurer. L'Orchestra Akana naît. »⁷⁸³*. Ce nouveau groupe de musique que ces deux Français s'attachent à fabriquer puis à manager est typiquement présenté ainsi :

« Composé de musiciens d'exception issus de la communauté rom, l'Orchestra Akana (Bulgarie) enracine son énergie musicale dans les traditions festives villageoises et communautaires de leur région d'origine, au sud-est de Sofia. Au-delà de l'aspect artistique, cette programmation s'inscrit dans une démarche d'entraide et de solidarité : la misère et le racisme ont conduits ces musiciens à quitter leur pays et à s'installer avec leurs familles dans des conditions précaires à [la Ville]. »⁷⁸⁴

Il s'agit donc d'un groupe de musique présenté comme rom, ce qui s'inscrit alors dans le répertoire de la musique « ethnique ». Il est particulièrement intéressant de questionner ce dispositif musical en lien avec l'identité ethnique, celle de « Rom » : s'agit-il d'une forme d'essentialisation ou au contraire est-ce que cela permet un processus de subjectivation ? Il apparaît en effet que le seul espace où peut exister une légitimité à dire « je suis Rom » se trouve dans la pratique artistique, en France. Or cela s'apparente à un paradoxe, puisque d'après les travaux de Wittgenstein sur le langage, on peut affirmer que l'art est affranchi de toutes ces grammaires (identitaires, et plus largement de l'altérité). Je propose donc d'analyser quelques propos relevés dans les

⁷⁸² Il s'agit en fait de l'évacuation partielle du squat, qui a lieu le premier septembre 2011.

⁷⁸³ Extrait d'un article du quotidien local, 26 juillet 2012, consulté le 26 juillet 2012.

⁷⁸⁴ Extrait du site internet d'un festival de musique régional (<http://www.nuitsatypiques.org/fr>)

articles de presse concernant ce groupe de musique, en les confrontant aux expériences vécues par les membres du groupe en dehors de la scène.

Dans la presse et les espaces de communication des festivals ou des lieux dans lesquels se produit ce groupe de musique, les caractéristiques de ces musiciens atypiques sont toujours mises en avant : la vie en squat est systématiquement rappelée et associée à la précarité et la survie des habitants. Le parcours ascendant des musiciens, permis par la rencontre avec les deux Français, est très souvent souligné également :

« De nos rues à la scène du [grand lieu de concert de l'agglomération] c'est un grand premier pas que font ces musiciens roms qui survivent sur [la Ville]. Violon et accordéons, chants et percussions font vibrer le public à l'unisson. »⁷⁸⁵

En outre, un paradoxe émerge entre la qualification de la musique et des musiciens dont les talents voire l'« exception » sont souvent loués, et leur qualification en tant que personnes, en dehors de la scène musicale. En effet, ces membres du groupe sont souvent présentés de façon infantilisante, concernant par exemple l'intérêt des répétitions, les durées des morceaux ou la rigueur qui est attendue des musiciens professionnels. C'est ce qu'on perçoit dans cet extrait d'article en ligne :

« Mais tous les musiciens ne peuvent pas être présents à chaque rendez-vous. Parfois, il faut faire la manche ou aller travailler. Et il n'est pas toujours évident de se déplacer jusqu'à Y. *« Les orchestres roms jouent sur des moments festifs mais ne répètent jamais, détaille [un des deux Français]. Ils sont habitués à jouer en étant payés. Donc, pour eux, ce n'était pas facile de comprendre qu'il fallait répéter pour être meilleur et jouer dans de gros festivals. Les orchestres chez les gitans et les Roms se composent et se décomposent. On leur a dit qu'il était important qu'ils aient le même orchestre permanent pour qu'ils évoluent ensemble. En répétant à l'européenne, ils ont appris à travailler les uns avec les autres et ils ont progressé. »* »⁷⁸⁶

L'explication sous-jacente de ces comportements s'inscrit clairement dans le registre identitaire et précisément ethnique : c'est parce que les membres sont Roms que ce groupe a été constitué ; c'est aussi parce qu'ils sont Roms que le groupe se vend. Cela implique donc la fabrique d'une identité essentialisée, mais qui semble précisément faire recette dans le milieu culturel puisque l'étiquette ethnique, avec toutes ses caractéristiques jugées atypiques, devient l'argument vendeur du groupe.

Comme toute formation artistique, le groupe doit effectivement se vendre, donc faire de la publicité, tout d'abord pour se faire connaître puis pour avoir des dates, donc des cachets. Ce sont les deux Français qui ont monté le groupe qui s'occupent de toute cette partie managériale. Quelles sont les motivations de ces derniers ? Ils présentent leur action en mettant en avant l'aspect altruiste, dans une perspective de solidarité et de lutte contre l'exclusion qu'ils allient à leur domaine de compétence, dans le champ de la culture. Dans ce cas, quel serait l'objectif précis de la communication effectuée autour de ce groupe, au-delà des concerts en soi ? Il semble que l'argent, via les cachets perçus

⁷⁸⁵ Extrait d'un site internet d'informations sur les concerts ayant lieu dans la Ville, 25 juillet 2012.

⁷⁸⁶ Extrait d'un blog recensant divers événements du quartier de X, 8 août 2012, consulté le 23 novembre 2012.

par les musiciens, ne soit pas la seule motivation de ces deux managers spécifiques, qui ont d'autres objectifs en tête.

Ainsi le titre de cet article cité précédemment est : « *la musique pour exister* ». On peut alors se questionner sur cette affirmation : la musique serait-elle nécessaire pour exister en tant que Rom ? Ou en tant que sujet ? Aux yeux de qui ? Pour ces migrants eux-mêmes ou aux yeux des Français ? En d'autres termes, ce qui est sous-jacent à cette affirmation relève d'une forme d'essentialisation de ces migrants par leur ethnicité qui, appréciée dans la sphère artistique, y reste cantonnée de la même façon que les migrants roms restent cantonnés à une identification en tant que telle – avec toutes les représentations accolées que j'ai analysées dans le chapitre 1. Cela peut être en partie analysé comme une forme de reconnaissance, mais nécessairement associée à une forme d'essentialisme.

Quels sont alors les changements induits par l'engagement dans ce dispositif qu'est ce groupe musical, pour les migrants roms musiciens dont il est question ? Serait-ce une façon d'exister autrement ? Pour affirmer cela, il convient d'identifier les différences et les changements apportés par cet engagement musical. Il est clair que cela fait sortir les membres du groupe du squat et les fait rencontrer plus de « Français », dans le cadre des répétitions et des concerts. En outre, ils ont également une certaine assurance (quoique toute relative) d'un revenu tiré de la musique par le biais de leurs prestations scéniques. Mais plus avant, c'est l'idée d'intégration qui semble clairement sous-jacente à l'utilisation de ce terme « exister » concernant les migrants roms. Comme si les Roms ne pouvaient exister que par la musique d'une part, et comme s'ils ne pouvaient exister qu'en étant intégrés d'autre part. On retrouve donc ici la spécificité des dispositifs de la politique locale qui à la fois fondent la spécificité du public et produisent l'injonction à l'intégration, mais dans une forme non-institutionnelle donc plus informelle.

Cette idée que la musique peut servir à l'intégration est soulignée par les deux acteurs culturels qui ont monté ce groupe. Elle est reprise également par des journalistes :

« Au-delà de l'amitié qui rassemble les membres du groupe, la musique sert à s'intégrer. Le regard que portent les [citoyens de la Ville] sur le squat de [X] change peu à peu. La reconnaissance, aussi, du talent des musiciens leur permet de voir l'avenir différemment. Pour [un des deux Français], "*ce sont des musiciens qui, il y a un an, n'étaient absolument pas dans une optique de construction. Aujourd'hui, même s'ils vivent encore au jour le jour, ils sont différents : ils ont progressé en français, les enfants vont à l'école... Le fait d'avoir un projet, ça nous structure, ça nous construit. Et ils ont des amis français, c'est important, ils ne restent pas qu'entre eux. C'est tout ça qui fait qu'ils se construisent dans notre pays, à [la Ville]. Ils prennent aussi conscience que ce sont de bons musiciens, qu'ils ont une carte à jouer. Ils s'en sont rendus compte quand ils ont vu que 200 ou 300 personnes répondaient à leur musique.*" »⁷⁸⁷

Leurs conditions de vie dans les squats ainsi que leur statut migratoire sont également soulignés, l'objectif des deux managers du groupe étant de leur faire obtenir une

⁷⁸⁷ Ibid.

régularisation par le statut d'intermittent – ce qui nécessite un certain nombre de dates de concerts. Or cet objectif coexiste avec celui de la reconnaissance des migrants roms par la population locale, précisément en leur donnant à voir leur « culture », comme c'est clairement précisé ici :

« L'idée : sortir enfin des galères de la rue, constituer un groupe véritablement professionnel regroupant quelques-uns des meilleurs musiciens roms de la ville, pouvoir vivre de leur talent avec toutes les garanties légales... Et aussi, voire surtout, changer le regard de la population indigène sur la communauté rom, en lui faisant partager sa culture. »⁷⁸⁸

Une semaine après le premier passage sur scène du groupe dans un gros festival de musique régional, il est intéressant de souligner que les journalistes locaux reviennent dans le squat de X d'où sont issus les musiciens pour traiter des injustices subies (expulsion prochaine, coupure d'électricité par les médiateurs donc nourriture perdue dans les réfrigérateurs,...) – ce qui n'était que rarement effectué précédemment. La presse locale ne se cache pas de ce fil conducteur qu'elle met en avant, comme dans cet article, partant de ces musiciens que « tout le monde connaît » pour en arriver aux coulisses de leurs vies quotidiennes. C'est bien ce fossé entre la perception des migrants roms dans leur quotidien et celle d'eux dans leurs costumes de scène qui est mis en avant, sans être pour autant vraiment questionné :

« Et le contraste entre la reconnaissance, lors de l'ouverture de la 21e édition du festival, et la vie sur le camp de Roms est plus que saisissant. »⁷⁸⁹

Le but sous-jacent à ces propos journalistiques, qui reprennent largement les arguments développés par les deux fondateurs et managers du groupe, semble être de souligner avec force la transformation des migrants roms du groupe grâce au dispositif informel de « prise en charge culturelle ». Comment ces derniers se positionnent-ils à ce sujet ? On va voir que publiquement, ils se situent sur la même ligne, en portant la voix qui est attendue d'eux.

Lorsqu'ils communiquent sur leur groupe, les musiciens réécrivent entièrement leur histoire et leurs identités, comme c'est clairement le cas de Nayden, dont nombre d'éléments biographiques ont été développés dans cette thèse (chapitres 4 et 5) et qui ne correspondent pas à ce qui est mis en avant ici :

« Travailler ensemble, c'est aussi créer un esprit de groupe, se lier d'amitié, comme le décrit [Nayden] : "J'ai chanté avec un grand groupe en Bulgarie et, une fois arrivé en France, je me suis retrouvé tout seul. Je croyais que le chant, c'était fini pour moi. Après, [les deux Français] m'ont récupéré dans la rue alors que je faisais la manche. Aujourd'hui, si je dois repartir en Bulgarie, je pars avec mon groupe." »⁷⁹⁰

D'après ce que je sais de Nayden, par lui comme par ses voisins de la *mahala* d'Ivaylo, cette carrière de chanteur débutée en Bulgarie puis avortée à son arrivée en France,

⁷⁸⁸ Extrait d'un article du quotidien local, 8 juin 2012, consulté le 13 janvier 2013.

⁷⁸⁹ Extrait d'un article du quotidien local, 8 août 2012, consulté le 15 août 2012.

⁷⁹⁰ Extrait d'un blog du quartier de X,

comme sa pratique de la mendicité dans les rues de l'agglomération ne sont pas avérées. Il s'agit donc, de sa part, d'une présentation de soi misérabiliste et victimisante qui présente les deux managers comme des sauveurs à qui on doit tout – et dès lors, de qui on peut tout attendre... Il faut souligner qu'à l'époque de ces interviews journalistiques et parutions d'articles, les membres de l'Orchestra Akana sont en attente de cartes de séjour par le biais de leur nouvelle activité musicale et de l'intermittence, pouvant permettre une régularisation de leur présence sur le territoire. Les membres du groupe s'engouffrent donc dans cette voie, jouant le jeu des managers en faisant le maximum pour correspondre au profil et donc aux attentes qui sont les leurs et plus largement celles de la société à leur égard. Cela revient alors à se présenter comme des migrants pauvres, dénués de toute possibilité d'agir avant d'avoir rencontré ces deux Français ainsi que la sphère musicale dans laquelle ils peuvent avoir une place et un rôle.

Dès lors, à travers ce dispositif informel de prise en charge culturelle, c'est encore une fois l'intégration des migrants roms qui est visée – sans demander l'avis aux premiers intéressés, ni leur donner voix au chapitre. Par le biais de ce groupe, ses membres peuvent avoir accès à une forme d'intégration basée sur une certaine reconnaissance culturelle, les managers partant du principe qu'au regard de la situation de ces migrants dans les squats, les Roms ne peuvent que s'en réjouir et partager ces objectifs et désirs. En ce sens, ce dispositif est un tremplin vers cette intégration qui se décline certes d'une autre manière que dans le cadre des dispositifs étatiques (puisque l'étiquette « rom » est ici promue), mais partage au final avec eux l'absence de considération des Roms comme sujets au-delà de leur identification comme musiciens, migrants et Roms. C'est donc un essentialisme commun qui est sous-jacent à tous ces acteurs des dispositifs, quel que soit leur position idéologique ou leur projet politique (Le Marcis & Lurbe i Puerto, 2012).

En conséquence, les musiciens en question peuvent s'en saisir comme d'une opportunité permettant l'« accès à », mais on imagine aisément que cela ne constitue pas pleinement pour eux un espace de réalisation de soi en tant que sujets au-delà de l'appartenance ou de l'identification dont ils font l'objet. L'expérience subjectivante qu'ils effectuent alors par ce biais serait à analyser plus en profondeur ; mais j'affirme, au regard de ces éléments présentés et discutés ci-dessus, que s'il s'agit d'une expérience positive, elle demeure toutefois limitée. En effet, les migrants en question restent par là fortement catégorisés en tant que roms. Si cette catégorisation connaît une orientation positive à travers le domaine artistique, cela ne leur permet pas d'être appréhendés comme des sujets en se positionnant, se présentant et s'identifiant comme ils le souhaitent, sans être nécessairement rattachés à une étiquette ethnique leur permettant finalement soit d'être acceptés parce qu'ils présentent certaines caractéristiques folkloriques, comme ici, soit d'être exclus, comme c'est le cas habituellement.

Pour conclure, il convient de préciser que les membres du groupe ont effectivement reçu une carte de séjour d'un an. En 2013, ils sont toujours en squat et leurs vies, en-dehors de l'espace-temps musical professionnel qu'ils expérimentent de temps à autre, n'a pas beaucoup changé. Certains continuent à mendier, d'autres à faire la ferraille. Ils sont tous engagés dans d'autres activités économiques qui s'inscrivent

dans l'entre-soi des migrants roms de l'agglomération. La transformation attendue d'eux par le biais de ce dispositif de prise en charge culturelle n'a donc pas eu lieu, puisqu'on ne peut pas parler d'intégration effective avec seulement un changement de statut juridico-administratif. Toutefois, l'engagement de ces quelques migrants dans ce dispositif leur a permis de s'ouvrir plus avant à la société française, et donc de faire de nouvelles rencontres dans le cadre des concerts. Ils augmentent ainsi leur capital relationnel pouvant favoriser de nouvelles opportunités, tout en continuant de mener leurs vies quotidiennes dans l'entre-soi transnational des migrants roms. En effet, l'engagement dans le groupe musical ne les empêche pas, dans les faits, d'effectuer des allers-retours en Bulgarie, les dates de concerts n'étant pas nombreuses.

On peut donc affirmer que les Roms se saisissent de ce dispositif de prise en charge culturelle sans atteindre les objectifs qui ont été définis pour eux par ce biais, mais en les détournant, ce qui participe à asseoir un processus de subjectivation s'appuyant sur leur inscription transnationale basée sur la famille et la débrouille.

3.2.2. Rejoindre l'Église évangélique, nouvelle « famille » transnationale permettant d'être accepté autrement

Un certain nombre de migrants roms sont membres de l'Église évangélique, dont il existe dans l'agglomération deux lieux de culte spécifiquement destinés aux Roms bulgares et mis en place par eux. Qu'est-ce que l'engagement dans cette religion apporte aux migrants roms bulgares en termes de reconnaissance du sujet ? En l'appréhendant comme un dispositif religieux spécifiquement dédié aux migrants roms bulgares, je propose de questionner la place et la fonction de cet engagement dans la religion évangélique en la mettant en perspective avec les dispositifs de MOUS et de médiation : il s'agit d'interroger la place faite au sujet, ainsi que les questions d'intégration et d'inscription dans la (les) société(s) par cet intermédiaire.

Dans son questionnement sur la continuité entre intégration et ségrégation dans la société française, Didier Lapeyronnie (1992) analyse le recours à la religion comme à la communauté en partant de l'échec du modèle d'intégration à l'heure actuelle. Concernant la religion, il s'agirait alors d'une forme de fabrication d'une certaine identité permettant de se protéger : « *La "communauté" ou la "religion" offrent des espaces de "dignité" dans une logique de constitution de ghetto au sens de la recherche d'une enclave protégée du racisme par la rupture avec la culture dominante et la modernité.* » (Lapeyronnie, 1992 : 8). Dans cette perspective, l'engagement dans un dispositif religieux et qui plus est spécifique à une population s'apparente alors à une nouvelle « *communauté imaginée* » (Anderson, 1983). Cela est particulièrement pertinent dans le cas de la religion évangélique et des Roms.

D'inspiration protestante à l'origine, ce mouvement religieux est né en Amérique du Nord et s'est développé au cours du XX^{ème} siècle dans différentes régions du monde (Hervieu-Léger, 1993). Son caractère profondément charismatique ainsi qu'une lecture de l'Évangile selon laquelle « *dans chaque peuple et dans chaque nation, Dieu atteint les plus déshérités et les plus humiliés* » (Lange, 2004 : 135)

amènent à comprendre au premier abord le succès de l'évangélisation comme une entreprise misant sur l'espérance sociale et le respect mutuel. Ainsi, dans son article sur la conversion des « Tsiganes de Hongrie », Barbara Rose Lange (2004) cite les propos de Jozsef Gal, un « *informateur privilégié* » qui fait le récit de sa vie avant sa conversion : « *Je désirais être pris en compte* » (Lange, 2004 : 131). Ces mots, forts, sont particulièrement précieux pour la compréhension de l'engagement des Roms dans cette religion. Ils font par ailleurs écho à l'affirmation de Danièle Hervieu-Léger (1993) selon laquelle l'adhésion au mouvement évangélique aurait « *une signification directement sociale dans des groupes privés, de fait, de toute expression publique* ». Elle fait alors référence au « *pentecôtisme historique nord-américain* » au sein duquel « *les phénomènes de "parler en langues" [glossolalie] correspondaient, entre autres, à une mise en scène hautement suggestive de la privation du langage (et partant de reconnaissance sociale) dont étaient victimes des groupes sociaux exclus, de fait et de droit, des bénéfices de la modernisation rapide du pays.* » (Hervieu-Léger, 1993 : 90). De la même façon, Régis Laurent (2007) met en avant la « *capacité du mouvement pentecôtiste de savoir s'enraciner partout où la déliquescence sociale et la pauvreté s'installent, proposant à des populations disposant d'un faible capital scolaire, un dispositif simple à s'approprier* » (Laurent, 2007 : 106). Ainsi l'engouement des Roms pour les Églises évangéliques peut se comprendre, en premier lieu, au regard de l'intérêt que porte cette religion à la personne au-delà de l'origine et du statut. En effet, cette religion étant essentiellement basée sur « l'amour du Christ », ce mouvement aurait alors une signification particulière pour les Roms en tant qu'exclus. C'est ainsi que le comprend Patrick Williams (1991), pour lequel le Pentecôtisme permettrait de faire de l'exclu un élu.

Ce recours à la religion, dans l'espace migratoire en question, fait clairement sens dans le cas des migrants roms et de leur refus (et non échec) de l'intégration en tant qu'injonction de l'État français. De plus, cela s'inscrit également pour certains dans une logique de continuité de réaction à leurs expériences subjectivantes dans la société bulgare. En effet, les migrants roms adhérents à la religion évangélique peuvent être autant ceux qui échappent aux dispositifs que ceux qui y participent en bénéficiant d'un accompagnement. C'est notamment le cas de Stefan ou d'Albena. Pour ceux qui sont dans la MOUS par exemple, cet engagement religieux peut-il être analysé comme une manière d'asseoir leur inscription dans un certain entre-soi des migrants roms bulgares, celui des « chrétiens » ? Que leur apporte concrètement cet engagement dans ce dispositif ? S'agit-il d'une voie vers la subjectivation ?

Pour comprendre le cadre de ce dispositif religieux spécifique, je propose de commencer par rapporter les propos d'un pasteur évangélique de la Ville, qui explique comment sa rencontre avec les « *Bulgares* » a participé à mettre en place une « *Église évangélique bulgare* » localement. Ce pasteur français fait partie d'une petite association qui, par le biais de la religion, effectue des maraudes pour venir en aide aux plus démunis – l'aide étant largement entendue comme la conversion à la religion, au-delà de la distribution de colis alimentaires :

« En 2002, il y avait beaucoup de prostitution sur les quais à cette période, on a pas mal fréquenté les prostituées bulgares, lors des maraudes. Une est montée dans la voiture, et je lui ai parlé de Dieu. Ensuite, une dizaine sont venues régulièrement, et huit ont arrêté la prostitution et se sont converties. Elles venaient régulièrement ici. Elles demandaient la prière, de prier pour elles, et disaient qu'elles se sentaient bien après. Petit à petit, il y a eu un groupe de 20 / 25 personnes qui se réunissait toutes les semaines pour une réunion bulgare. Puis ça s'est disséminé vers 2005/2006, beaucoup de retours au pays, plus personne. Et vers 2006/2007, y a eu beaucoup de Bulgares qui sont venus, peut-être par bouche à oreille. Y a eu beaucoup d'aide alimentaire donnée aux Bulgares à ce moment-là, notamment à un couple qui est venu pendant un an sans dire que l'homme était pasteur. Puis j'ai appris qu'il faisait une réunion, un culte. Donc depuis deux ans, on a prêté la salle, deux fois par semaine, l'après-midi à 17h le dimanche et le mardi soir. Il y a aussi une autre Église évangélique bulgare au [quartier de Y], le pasteur les connaît. »⁷⁹¹

Comment ces nouveaux fidèles sont-ils perçus par ce pasteur ? Il est intéressant de souligner qu'il les présente comme étant caractérisés par le sérieux et la rigueur, qui vont de pair dans ses propos avec un habitat qui ne soit pas en squat et une identité qui ne soit pas celle de « rom ». Lorsque je demande plus de précisions sur le profil des personnes qui viennent à l'église évangélique bulgare, il me dit que Rachko, le pasteur, « se dit Bulgare, et pas Rom ». Il précise que « les Bulgares qui viennent au culte sont stables, ils habitent dans des maisons ou des appartements, pas en squat ». Ce dernier point est démenti par les faits au moment même où je sors de l'immeuble après l'entretien, alors que des fidèles arrivent pour le culte en bulgare. En effet, je croise Stefan, qui habite alors au squat de F. Il a traversé la communauté urbaine pour venir assister au culte, ce qu'il fait chaque semaine, m'explique-t-il, avec toute sa famille. Très surpris de me voir là, il me demande d'emblée si je suis « chrétienne » et un peu déçu de ma réponse négative, il prend le parti de faire des louanges sur le pasteur bulgare et la « communauté bulgare évangélique » dont les personnes qui en font partie sont « plus sérieuses, plus calmes » que les autres migrants bulgares⁷⁹². J'apprends quelques mois plus tard que Niki et sa femme, du squat de F., qui ont toujours mis en avant leur religion évangélique, se rendent aussi régulièrement à cette église qu'ils nomment comme beaucoup d'autres « l'église bulgare ». Niki se présente lui aussi comme nécessairement différent des autres migrants roms qui ne sont pas « chrétiens ». L'identification des migrants roms bulgares engagés dans ce dispositif religieux est intéressante : la religion transformerait d'emblée les fidèles, au point qu'ils ne peuvent plus être identifiés de l'extérieur comme des migrants roms, tant ils seraient éloignés des caractéristiques sur lesquelles s'appuie habituellement leur hétéro-identification. C'est ce que semble vouloir dire au fond le pasteur, puisqu'il oscille dans ses propos entre une identification en tant que Roms et en tant que Bulgares. Il précise ainsi :

« Les Tsiganes, en général, sont les plus extrêmes chez les évangéliques, car ils ont besoin d'un cadre plus fort. (...) Eux, ils sont retournés complètement quand ils sont touchés par le Christ. »⁷⁹³

⁷⁹¹ Entretien, 11 décembre 2011.

⁷⁹² Notes de terrain, 11 décembre 2011.

⁷⁹³ Entretien, 11 décembre 2011.

Ce « besoin d'un cadre plus fort » dont parle ce pasteur est à comprendre au regard des apports et transformations qu'impliquent l'adhésion à la religion évangélique.

Johannes Ries (2007), dans son étude sur le mouvement pentecôtiste auprès de « Tsiganes » d'un village de Transylvanie (Roumanie), affirme que la conversion offre aux Roms/Tsiganes l'accès à un « *new hyperspace defined by shifted ethnic boundaries and relocated discourses* » (Ries, 2007 : 132). Il part du postulat selon lequel la « mise en altérité » laïque des « Tsiganes » par les *gadjé* sert à maintenir la séparation *gadjé*/Tsiganes et à légitimer leur exclusion sociale. Il note alors qu'à l'inverse, les convertis veulent évangéliser les « Tsiganes » (comme les autres) dans le but d'assimiler les non-convertis en général. Ce faisant, ils opposent donc l'image stéréotypique des « Tsiganes » vivant dans le péché à leur propre représentation qui allie ces derniers aux *gadjé* convertis en tant que gens de Dieu purifiés par la repentance et la pénitence (Ries, 2007 : 134).

C'est en ce sens que Johannes Ries affirme que la religion pentecôtiste permettrait de redessiner les frontières ethniques : la nouvelle frontière – et seule qui prévaut – oppose d'un côté « *le peuple de Dieu* » et de l'autre les « *pêcheurs perdus* ». Aucun de ces deux « groupes » n'est alors identifié sur une base ethnique. Johannes Ries les qualifie de « *transethnic* ». D'après son étude, il affirme donc que cette conversion implique une certaine redéfinition de l'identité : le « Tsigane » (assignation ethnique) devient, par une « renaissance », enfant sacré de Dieu (assignation théologique). Au niveau local, cette religion ouvrirait alors un espace d'« *affiliation globale* ». Afin de saisir plus finement cette idée, il convient de souligner l'importance d'un radical changement de vie comme pré-condition à une véritable conversion, les « Tsiganes » convertis opérant une rupture totale dans leur biographie, passant d'un « *état végétatif* » (Gay y Blasco, 1999 : 120) à une « *vie éclairée* » (Ries, 2007 : 134). Ce faisant, la conversion des Roms est alors une façon de dépasser leur hétéro-identification, avec toutes les caractéristiques négatives qui lui sont inhérentes : ils se présentent en mettant en avant leur qualificatif de « chrétiens » plus que celui de « roms », le premier supplantant nécessairement le second.

Il convient de souligner l'importance, pour les convertis, de l'appartenance à un nouvel ensemble qu'ils nomment eux-mêmes « *le peuple de Dieu* ». Cette nouvelle définition d'un « nous » comme référent collectif fait ici office de cadre, certains Roms semblant avoir besoin, par l'expérience quotidienne qu'ils font de la stigmatisation et de l'exclusion, de se référer à une puissance extérieure et rassurante tout en donnant « *le sentiment de la maîtrise de chacun sur sa propre existence* » (Williams, 1991 : 90). Patrick Williams affirme en ce sens que « *la véritable nouveauté [qu'induit la conversion] est le passage d'un niveau d'affirmation ou d'appartenance à un autre* » (Williams, 1991 : 85). En ce qui concerne les migrants roms dont il est ici question, la thèse de cet auteur est à nuancer car le référent communautaire homogène, comme on l'a vu, paraît inexistant. Dès lors, il s'agit moins d'un « passage à un niveau d'appartenance à un autre » que de création d'une appartenance, puisque cette appartenance à la « *communauté des Chrétiens* » est choisie et affirmée par eux comme étant dénuée de toute caractéristique négative et permettant donc de se faire mieux accepter localement.

Que l'adhésion à cette religion soit donc analysée comme un « *mécanisme de défense* » (Laurent, 2007 : 13) ou une « *recharge des identités ethniques* » (Hervieu-Léger, 1993), c'est clairement en termes de réaction à l'expérience subjectivante des personnes au sein des sociétés que cette conversion doit être appréhendée. La force moralisatrice de cette religion ainsi que la nouvelle appartenance à une « communauté » ou « famille », qui plus est transnationale (ce qui fait sens pour ces migrants roms bulgares), permet donc aux Roms de reconquérir une certaine dignité en se bricolant une identité positive pour l'extérieur. Cela s'apparente alors à un processus spécifique de subjectivation qui passe par cette adhésion au dispositif religieux. Cette adhésion permet-elle ce qu'on pourrait identifier comme une forme d'intégration pour les migrants roms ? En d'autres termes, les migrants convertis connaissent-ils concrètement une insertion différente des non-convertis dans la société française ?

Concernant les « Tsiganes » roumains qu'il a étudiés, Johannes Ries montre qu'en choisissant d'adhérer au mouvement évangélique, ils entrent dans une « *communauté d'individus unis qui établit une anti-structure contrairement à la structure sociale laïque* » (Ries, 2007 : 139). L'emploi du terme « *anti-structure* » fait référence au dépassement des frontières ethniques en vigueur dans la société, et renvoie aussi à la forme de structure qui prévaut au sein de l'Église Évangélique (convertis / non-convertis) et qui n'est pas reconnue dans la société. Dès lors, il semblerait que les Roms évangéliques soient certes inclus au sein de leur Congrégation religieuse, mais restent toujours d'une certaine façon en marge de la société dans son ensemble, puisqu'appartenant à un mouvement spécifique qui n'est pas reconnu par les institutions. Le même constat peut être établi en France : l'adhésion à ce dispositif religieux qu'est l'Église évangélique bulgare (comme je l'ai montré, rom dans les faits) permet aux migrants de côtoyer d'autres évangéliques par le biais de l'association notamment et d'adopter des façons d'être qui correspondent à ce qui est attendu d'eux par la société dans son ensemble. En effet, les convertis prêchent un mode de vie dans lequel est interdit tout comportement jugé non vertueux. Ainsi dépenser de l'argent dans les cigarettes et l'alcool, passer son temps dans les bars, les discothèques ou devant la télévision, mais également des traits de comportement comme la paresse ou la violence ne doivent plus faire partie de la vie des convertis, contrairement au travail qui est recherché car valorisé. On pourrait même aller jusqu'à parler d'un certain « culte du travail » comme voie vertueuse pour les évangéliques. Cela ressemble alors fortement à ce qui est également considéré par vertueux et moral par les institutions en général. Plus avant, il s'agit donc d'une transformation du « Rom » en « chrétien » dont le processus est profondément similaire à celui engagé par l'État au sein des dispositifs de MOUS et de médiation, comme je l'ai analysé précédemment.

L'adhésion des migrants roms au dispositif religieux en question soulève alors plusieurs éléments. D'une part, cela implique également une transformation des migrants roms pour tendre *in fine* vers un profil « intégrable », comme pour tous les autres dispositifs (étatiques et informels). D'autre part, ceux qui s'y impliquent le font volontairement en pensant y trouver la chaleur d'une communauté de semblables, certes tous « chrétiens » mais aussi (surtout ?) tous migrants roms bulgares, dans le cas étudié ici. Si ces derniers peuvent donc connaître des facilités dans leur insertion dans

l'agglomération française (du fait d'être évangélique donc de côtoyer des Français par ce biais mais aussi du fait d'adopter des valeurs morales reconnues par l'État), cette prise en charge religieuse permet principalement à ces migrants de se retrouver dans un entre-soi au sein duquel l'auto-valorisation et la reconnaissance en tant que sujet est importante. Dans le cas des migrants roms qui sont par ailleurs accompagnés dans les dispositifs étatiques, le recours à la religion évangélique « entre migrants roms bulgares » peut être analysé comme un acte permettant de ne pas se dissoudre dans les injonctions étatiques de transformations de soi et d'individualisation. C'est alors finalement au sein de cette communauté religieuse de l'entre-soi que les migrants roms s'engagent dans un processus de subjectivation. Ce dispositif ne permet pas l'intégration telle qu'entendue par l'État, mais s'en rapproche néanmoins en transformant les comportements des convertis dans la même perspective. Cependant, c'est la valorisation de l'aspect religieux et identitaire qui est clairement inexistante dans les dispositifs étatiques. Or c'est précisément cette dimension qui semble séduire les migrants roms puisque leur permettant ainsi de faire partie d'une nouvelle « famille » transnationale plus facilement acceptée localement.

Conclusion de la section 3

J'ai montré ici que les migrants roms qui se tiennent à distance des dispositifs étatiques (MOUS et médiation) qui leur sont spécifiquement dédiés ne mettent pas en œuvre une forme de repli sur soi qui se révélerait stérile (socialement, économiquement et en termes de subjectivation). Ils se situent alors pleinement dans l'entre-soi transnational des migrants roms, en déjouant les « pièges » de l'État (voire des États) pour se construire eux-mêmes leurs expériences concrètes et subjectivantes. Ils ont ainsi parfois recours dans le quotidien à d'autres dispositifs plus informels dans le quotidien, permettant une autre forme de prise en charge en s'appuyant par exemple sur la culture (musicale) ou sur la religion. Ces dispositifs, rapidement analysés dans cette dernière sous-partie, sont prisés par certains migrants malgré des similitudes avec les dispositifs étatiques. En effet, les modalités et objectifs de fonctionnement se rejoignent autour d'opérations de transformation des migrants roms pour une certaine intégration dans la société française. Cependant, les différences de ces dispositifs de prise en charge non-étatiques sont fondamentales : la reconnaissance de l'identité et parfois du sujet est primordiale, ainsi que l'aspect collectif qui leur est inhérent, comme la compréhension des dynamiques transnationales.

Conclusion du chapitre 7

Ce chapitre porte donc sur la question des subjectivités des migrants roms bulgares produites par les dispositifs spécifiques de la politique locale. J'ai montré que la mise en place d'une politique locale spécifique aux migrants roms participe également au processus de subjectivation de ces derniers, mais par la négation ou à

l'envers. En effet, un espace de reconnaissance semble s'ouvrir pour les migrants roms, mais se referme rapidement en niant le sujet au profit de la communauté nationale : il doit y avoir intégration au sens d'assimilation à celle-ci, sinon rien – ou plutôt exclusion du territoire, et plus avant, de l'humanité commune.

J'ai souligné que le politique (dans une perspective de biopolitique, entendue comme la gestion sociale et collective de la population par le gouvernement) prend appui sur l'échelle européenne lorsqu'il s'agit de la « main droite » de l'Empire, soit pour contrôler, surveiller, et punir les migrants roms – comme le montrent aussi les discours politiques demandant à renvoyer et cantonner les Roms dans leurs pays d'origine. A contrario, on remarque l'absence totale de cette prise en compte politique du niveau européen en ce qui concerne les modalités d'accueil de ces migrants, dans leurs définitions comme dans leurs mises en œuvre. En d'autres termes, les Roms bulgares ont un droit de circulation dans l'espace européen mais qui, d'une part, tend à être mis à mal au niveau politique national, et d'autre part, est clairement dénié par la double orientation de la politique locale : accéder à, puis accepter cette injonction à l'intégration ou être exclu d'une certaine citoyenneté potentielle et du territoire.

Or la prise en charge des migrants roms dans ces dispositifs étatiques spécifiques que sont la MOUS et la médiation ont un coût pour eux, que j'ai mis à jour ici. Cette politique locale qui vise à transformer les Roms en « citoyens » passe en effet par plusieurs injonctions formelles ou informelles : l'individualisation, la négation identitaire induisant une nécessaire reconfiguration des appartenances qui, dans les faits, se trouvent brouillées voire dorénavant inexistantes. Basée sur la sélection des migrants, cette politique participe effectivement de la création de frontières entre les migrants roms bulgares, définissant ainsi des inclus et des exclus en s'appuyant sur des critères et logiques institutionnels. En ce sens, de nouvelles frontières sont produites par l'État à partir des formes d'inclusion et d'exclusion. Ces dernières ne font pas sens pour les migrants eux-mêmes, bien qu'ils en subissent nécessairement les conséquences. Elles sont cruciales, car déterminent les relations familiales et interfamiliales des migrants ainsi que leurs expériences subjectivantes dans leur rapport à l'État. Au final, l'inscription des migrants roms dans ces dispositifs relève d'une forme de violence étatique.

Par leurs expériences des dispositifs et de la mobilité, les migrants roms réagissent de différentes façons en mettant en œuvre des stratégies de positionnement face aux dispositifs politiques qui représentent l'État français. Ainsi l'analyse des diverses tactiques déployées par les migrants roms face aux dispositifs a permis de montrer, au final, comment ces migrants « *font avec* » l'État, ou quels en sont leur « *usages* » au sens de Michel de Certeau (1990), qui les définit comme un « *art très ancien* » (de Certeau, 1990 : 52). J'ai également montré par la suite comment les migrants roms « *font sans* », ce qui relève également d'une forme de tactique au regard du contexte contraignant qui est le leur à cette période dans la société (lois, contraintes multiples, pressions policières...). Dans ce cas, le positionnement des migrants roms a été questionné, afin de déterminer s'il s'agit d'une forme de repli dans l'entre-soi ou au contraire d'ouverture. J'ai conclu finalement que les deux coexistent, car d'une certaine façon ce repli dans l'entre-soi des migrants roms bulgares est porteur de multiples

opportunités qui s'enracinent dans une dynamique transnationale. C'est précisément cette inscription transnationale, permise par la mise à distance de l'État, dont se saisissent les Roms bulgares pour vivre comme ils l'entendent, et plus avant, entamer un processus de subjectivation.

Le transnationalisme des migrants roms ne peut donc pas correspondre avec la normalisation politique locale effectuée par le biais des dispositifs étatiques. Plus avant, cette inscription transnationale des Roms bulgares en question est à la fois la cause et la conséquence de l'échec de l'État français dans son entreprise de transformation des Roms en vue de leur assimilation dans la société française. C'est parce qu'ils ne souhaitent pas émigrer en France et s'y installer de façon durable que ces dispositifs n'ont qu'une portée limitée. C'est aussi parce que ces dispositifs traduisent la volonté étatique en matière d'immigration et d'intégration, correspondant à une normalisation violente pour le public-cible, que le transnationalisme est réactivé et saisi comme un espace d'ouverture et de subjectivation par ces migrants. Cette inscription transnationale ne signifie pas que les migrants roms ne cherchent pas à s'insérer au mieux, voire à « *être invisibles* » (Olivera, 2013) dans la société française, non pas dans une perspective d'assimilation mais pour vivre leurs vies comme ils l'entendent. À travers des exemples de leur implication dans d'autres dispositifs permettant une sorte de prise en charge informelle (culturelle et religieuse), j'ai montré que ce qui est au final recherché par les migrants roms correspond à une forme d'intégration, au sens de création de liens sociaux et de participation à la vie sociale, culturelle ou religieuse locale. C'est précisément parce qu'il s'agit alors pleinement d'un choix de la part des Roms, et qu'ils s'inscrivent alors dans ce cas dans une démarche collective et non individuelle qui n'entre pas en contradiction avec leurs propres logiques et dynamiques familiales transnationales, que ces dispositifs trouvent un écho plus favorable auprès d'eux. Cela enjoint à se questionner sur l'intégration en tant que démarche individuelle ou collective : en France, l'intégration est pensée et effectuée par les pouvoirs publics essentiellement en termes de démarches individuelles, d'où l'individualisation à l'œuvre envers les migrants roms dans les dispositifs politiques. Or les migrants roms, quant à eux, semblent plutôt favoriser ce qui leur permet une sorte d'intégration locale collective qui ne contrevient pas à leur inscription transnationale, mais au contraire la complète et l'enrichit.

CONCLUSION DE LA TROISIEME PARTIE

J'ai montré dans cette partie que l'Autre ne bénéficie pas de la même légitimité à être un sujet de droit et qu'il s'agit alors de le contraindre à adopter les standards de vie du groupe majoritaire, en l'occurrence de la société française. Cela correspond à l'impératif d'intégration mis en œuvre par l'État envers ceux qui ont l'autorisation de séjour sur le territoire. Cet impératif n'est donc pas le même pour tous et se décline en actes à partir d'une domination symbolique et politique qui prend corps dans les deux dispositifs politiques locaux que sont la MOUS et la médiation. C'est donc la question de l'intégration des migrants roms, dans le sens commun de la place qu'ils peuvent avoir dans la société française, qui est au cœur de la discussion effectuée dans cette partie. Cette réflexion s'appuie donc nécessairement sur la pratique de sélection des migrants, centrale dans cette politique spécifique.

On pourrait penser, à partir de la littérature sur les lieux et expériences de sélection sociale, dans notre monde contemporain, que ce type de triage est une condition de la reconnaissance par les autres, mais aussi une condition de reconnaissance de soi par soi (Boltanski et Thévenot, 1991). En d'autres termes, la question rhétorique que pose alors Luc Boltanski, et qui recouvre une signification toute particulière dans le cas des migrants roms face à l'État français, est celle de savoir si nous sommes « justifiés » si nous ne sommes pas sélectionnés⁷⁹⁴. L'analyse des expériences des dispositifs spécifiques que font les Roms nous mène à contre-courant du modèle social capitaliste positionnant la sélection comme condition et pilier de la reconnaissance, et plus avant, de la subjectivation. En effet, pour les migrants roms, leur sélection par l'État français et tout ce qui en découle n'est pas corrélée à une forme de reconnaissance mais au contraire à un déni du sujet en tant que personne rom bulgare particulière. J'ai montré que la sélection, dans ce contexte politique (à la fois lié au public en question et aux orientations idéologiques socio-politiques), ne peut avoir pour conséquence une forme de reconnaissance que si le sélectionné accepte une transformation sociale visant à le faire passer de « l'autre » au « même ». Dès lors, toute subjectivation est niée voire rendue impossible, puisqu'il s'agit certes d'acquérir des droits sociaux, mais en se conformant au moule, donc en perdant toute singularité. Dans le cas de cette politique en direction des migrants roms, la sélection apporte donc clairement une forme de justification – de leur présence ici, et plus avant de leur existence tout court – aux yeux de la société, des institutions, de l'État. Or de leur point de vue et en s'appuyant sur leurs expériences, cette sélection n'apporte finalement qu'une enveloppe matérielle dénuée de sens et de chair, de consistance. La subjectivation à laquelle ils tendent se situent clairement en dehors de la sélection – voire est plus aisée sans ce processus.

Ajoutant à cette logique sous-jacente des dispositifs des attitudes paternalistes et de multiples règles spécifiques qui, au final, participent du rejet des sujets roms bulgares en question, c'est tout un fonctionnement d'un système dédié à l'intégration des

⁷⁹⁴ Notes de terrain, 30 janvier 2013, conférence de Luc Boltanski, TNBA.

migrants roms qui ne favorise absolument pas celle-ci, et plus avant, l'empêche. Cette politique locale repose donc, comme je l'ai montré, sur une dimension morale très forte, ayant une fonction de transformation des sujets. Mais cette dimension n'est pas nécessairement perceptible aux acteurs politiques eux-mêmes, ils ne l'expriment pas en ces termes. Et pourtant, elle est présente. Ce que l'analyse effectuée dans cette partie a révélé, c'est que le coût de cette politique relève de la négation du sujet, la violence d'une transformation radicale imposée. Il s'agit là d'une violence impensée qui est globalement celle des politiques envers les pauvres, les Roms comme d'autres populations minorisées. Celle-ci se matérialise notamment par l'individualisation et la création de frontières entre les personnes. Il s'agit donc de dispositifs politiques qui sont certes novateurs et se veulent positifs, mais qui sont d'une part opaques (pas d'explication de la sélection ou du refus) et d'autre part violents (au-delà des tiraillements identitaires « classiques » en migration).

De multiples marges de manœuvre des migrants face à ces dispositifs et plus largement à l'État ont alors été présentés et analysés dans le dernier chapitre. Ce qui ressort de cette discussion est une certaine mise à distance de l'État, plus ou moins affirmée et plus ou moins revendiquée selon les personnes et les situations. Les migrants roms peuvent aller jusqu'à s'affranchir des dispositifs. J'ai montré que ces derniers contraignent largement l'inscription transnationale de ces migrants dans laquelle ils trouvent nombre d'opportunités mais aussi de possibilités de subjectivation. C'est donc le transnationalisme qui est préservé en tant qu'espace et condition d'ouverture donc de subjectivation des Roms. L'État français échoue donc à briser ce transnationalisme des migrants roms bulgares et à en faire des « citoyens ».

CONCLUSION GÉNÉRALE

« *La "question rom" est tout sauf rom* », a pour coutume de dire Martin Olivera⁷⁹⁵. C'est en effet plutôt une question qui met à jour des problématiques diverses au sujet desquelles les États doivent faire face : celles des migrants, des précaires, de la citoyenneté... Ces questions se rejoignent autour d'une interrogation centrale posée par cette thèse : Comment accueillir ? Avec quelles finalités et quelles compréhensions ? En d'autres termes, c'est la place des migrants roms en France qui est ainsi interrogée, d'abord entre rejet et accueil puis entre intégration, insertion et cohabitation. Plusieurs points sont alors soulevés : quelles sont les positions et actions des acteurs étatiques, au regard des logiques et volonté de l'État français ? Que peut-on viser au regard de la place que ces Roms ont dans leur société d'origine ? Que souhaitent-ils, eux ? Y a-t-il un « eux » ?

En se focalisant sur une agglomération de province française, j'ai d'abord mis à jour la construction des migrants roms comme indésirables et illégitimes par l'analyse de la réception et des processus de catégorisation effectués par divers acteurs de la société, du « citoyen ordinaire » à l' élu en passant par les voisins des squats, les acteurs associatifs et institutionnels. La construction de ce problème public que sont les squats de migrants roms sur le territoire français est, au mieux, concomitant à une hospitalité conditionnée par la nécessaire transformation des Roms en vue de leur intégration. C'est ainsi que s'en empare le politique au niveau local. Les migrants roms font alors l'objet d'une politique ambivalente entre rejet et accueil, avant d'être les objets d'une politique spécifique matérialisée par la mise en place de deux dispositifs politiques locaux en direction de cette population : la MOUS « Squats Roms » pilotée par la Préfecture et la médiation en direction des « Roms en squat » portée par la Ville. La justification de la spécificité de cette politique se trouve dans le public/problème, soit l' « objet rom », tel que défini par les acteurs de l'arène rom locale. Par son caractère de nouveauté et les caractéristiques administratives et juridiques transitoires qui définissent le séjour de ces migrants sur le territoire national, cet « objet » réclame des réponses spécifiques au niveau local. La spécificité en question s'enracine également dans les modalités de l'agir politique au sein de ces dispositifs, marqué par une forte liminalité. La politique locale en direction des migrants roms s'appuie notamment sur la notion de « volonté » et/ou de « capacité » d'intégration pour effectuer un tri entre ces migrants. J'ai mis à jour les politiques de guichet qui s'enracinent sur un cadre politique local faible et déstructuré de par les multiples institutions et acteurs y prenant part. L'apparition de zones grises (comme l'est en quelque sorte la médiation) laisse alors le champ libre au déploiement des logiques individuelles et aux *street-level bureaucrats*. La visibilité du phénomène migratoire contraste avec l'opacité des dispositifs mis en œuvre dans

⁷⁹⁵ Communication intitulée « La fonction de la "question rom" dans les villes françaises » au séminaire d'actualité de LAM du 4 décembre 2013 à Bordeaux.

l'agglomération, de même que les sujets de ces mobilités et installations dans des squats sont gommés au profit de l'objet politique que constitue la « question rom » à résoudre.

La deuxième partie de la thèse s'est intéressée de près à ces migrants, en replaçant le sujet au cœur de l'analyse. En questionnant, au niveau macro, le traitement des Roms par l'État bulgare, soit les politiques ethniques dans la diachronie, j'ai montré que ces derniers sont appréhendés comme une minorité, aux caractéristiques homogènes, identifiée globalement comme un « problème ». En analysant ensuite comment les Roms vivent dans la société, leur marginalisation, associant pauvreté et exclusion, est clairement ressortie – correspondant à une frontière physique, sociale et symbolique très forte et déterminante. À un niveau plus micro enfin, j'ai examiné, dans ce contexte, les vies quotidiennes des Roms, comment ils vivent et se pensent dans cette société. J'ai alors mis en évidence des vies dans un entre-soi valorisé, de multiples endo-identifications et une certaine fluidité identitaire (visible dans le langage notamment). En appréhendant cela comme une co-construction entre la société bulgare et les intéressés (les actions et pensées des uns sur les autres se nourrissant mutuellement), on peut comprendre ainsi le repli sur soi existant chez les Roms et matérialisé par l'espace des *mahala*, qui correspond à un territoire au sein duquel s'organise une forme de « microsociété » entre les Roms, de laquelle l'État est clairement absent. Cela leur permet à la fois de combattre la « disqualification sociale » (Paugam, 2009) qu'ils connaissent et de s'extraire d'un État-nation qui ne les reconnaît pas en tant que tels. Cette dynamique se retrouve à l'œuvre dans les mobilités de ces Roms entre la Bulgarie et la France, dont j'ai montré qu'elles transcendent la marginalisation (connue de fait dans les deux territoires). Il ne s'agit pas, en effet, de migrer d'une marge à l'autre, mais bien de vivre dans un entre-deux transnational permettant de nouvelles opportunités et plus largement une ouverture des possibles. Ainsi cette inscription transnationale s'appuyant sur les liens familiaux et interfamiliaux ainsi que sur l'informel permet un nouveau processus de subjectivation des Roms bulgares en question. Cette expérience subjectivante s'appuie sur une mise à distance de l'État, qu'il soit bulgare ou français, et la renforce, tout en saisissant les opportunités offertes par les territoires et les personnes rencontrées.

Par l'analyse des négociations effectives entre ces migrants roms et l'État français, à partir des deux dispositifs de l'agglomération, j'ai montré les enjeux qui prennent forme autour de la rencontre entre différentes logiques, contraintes et dynamiques. Sous l'apparence d'une efficacité sociale et même (surtout ?) politique, ces logiques (celles des migrants roms et celles des acteurs étatiques, celles des sujets et celles des États) ne se rencontrent jamais, malgré la coprésence des divers acteurs. Les positionnements des migrants roms face aux agents des dispositifs montrent notamment que ce qui est réclamé est bien un périmètre de légitimité politique au-delà de l'État-nation. Les actions des agents des dispositifs en direction des migrants roms visent globalement à instaurer une forme de contrôle des migrants ainsi que leur intégration par une forme d'éducation et de normalisation permettant l'assimilation. C'est à cela qu'est conditionnée leur acceptation sur le territoire.

La « réponse » apportée à la « question rom » vise ainsi l'intégration, alors que comme je l'ai montré dans la deuxième partie, la migration des Roms bulgares est une

migration circulaire, qui comprend donc de nombreux allers-retours entre le pays d'origine et le pays d'accueil. Par ailleurs, l'objectif de cette migration, pour la majorité des migrants, n'est pas l'installation en France mais revient à « *faire de l'argent* », dans le but d'améliorer leurs conditions de vie (construction de maison, équipement en électroménager, célébration des mariages, etc.), ce qui est lié à l'absence d'opportunités économiques dans leurs pays d'origine. Dès lors, la stratégie économique qu'ils mettent en place consiste à dépenser le moins possible dans le pays d'accueil. Ainsi le fait d'habiter en squat est une condition d'épargne qui s'inscrit pleinement dans cette logique migratoire. Leur volonté d'intégration est donc à questionner plus avant par les pouvoirs publics dans le cadre de cette politique locale. Or les acteurs de l'arène rom de l'agglomération n'ont pas manifesté de réel désir de compréhension des logiques de ces migrants. Plus avant, le fait de chercher à « éduquer » les migrants accompagnés dans ce processus d'intégration par la normalisation revient donc à nier leurs différences et leurs subjectivités.

Il convient alors de questionner les formes d'intégration, ou plutôt d'insertion efficiente que ces migrants connaissent dans l'agglomération française. Comme le souligne Michel Wieviorka (2008), « *l'idée d'intégration sort affaiblie des difficultés que rencontrent actuellement ceux qui voudraient la penser et la mettre en œuvre sur la base d'un quelconque modèle.* » (Wieviorka, 2008 : 234). Comment comprendre cet échec de l'État quant à l'intégration des migrants roms ? Il est intéressant de revenir ici sur la place et le rôle du conflit dans le processus d'intégration des étrangers dans une société. Georg Simmel (1995), à la suite de Max Weber, a largement souligné les liens entre conflit et socialisation, cette dernière étant pensée comme permettant l'intégration. Pour lui, le conflit est « *l'une des formes les plus vivantes d'interaction* » et peut alors résoudre « *les dualismes divergents* » comme manière de « *reconstruire une unité* ». Le conflit serait donc une première étape de la rencontre entre acteurs étrangers et accueillants, et permettrait une forme de reconnaissance de l'autre dans sa différence, pouvant ensuite conduire à l'intégration. En d'autres termes, « *le conflit, s'il implique la compétition, peut également être le révélateur d'une ségrégation, une singularisation de la différence comme phase paroxysmique précédant l'intégration sociale.* » (Khellil, 2005 : 103). C'est précisément cette phase, ou du moins, cette possibilité d'émergence de ce type de conflit (en tant que concept) qui n'a pas vu le jour dans le cas des migrants roms bulgares de l'agglomération : il n'y a pas eu de singularisation de la différence, puisque tout ce qui était perçu comme une différence a été travaillé pour être effacé, gommé, dans le cadre des dispositifs. En outre, le conflit ne pouvait exister car les migrants roms ne sont pas appréhendés comme des sujets mais en tant qu'objets uniquement. L'absence de cette phase peut donc être l'explication de l'échec de l'État cherchant à « intégrer » avant de « rencontrer ». C'est ce que Michel Anselme (2000) pointait et avait à cœur de restaurer et d'analyser dans les « *cités* », en créant des « *dispositifs* » permettant aux différents acteurs (en l'occurrence logeurs et logés) de s'écouter et d'entrer en tension, soit de « *restaurer le champ d'une conflictualité positive, portant en elle-même les capacités de son dépassement* » (Marié, 2000). Cela rejoint alors la nécessité de la socialisation comme étape intermédiaire entre l'arrivée, la rencontre et l'intégration de nouveaux venus sur un territoire. Dans cette perspective, si

l'on reprend les théories d'Anthony Giddens (1984) sur l'intégration, en distinguant comme il le fait l'intégration sociale de l'intégration systémique, il est possible de comprendre l'échec de l'intégration sociale des migrants roms malgré la forte injonction en ce sens. Pour lui, les mécanismes de l'intégration systémique (réciprocité des acteurs dans un espace-temps étendu) présupposent ceux de l'intégration sociale (réciprocité des acteurs dans un contexte de coprésence). Dès lors, l'intégration ne peut être que le résultat de la socialisation, soit d'un temps passé par les migrants dans la société d'accueil. Les Roms bulgares, eux, ont été la cible de dispositifs spécifiques visant à les intégrer (faute d'autre politique) alors qu'en tant que nouveaux migrants, ils n'avaient pas encore connu une forme de socialisation dans la société française. Si l'on ajoute à ces éléments théoriques d'analyse les logiques et les dynamiques migratoires telles qu'on les a appréhendées et analysées dans la deuxième partie, il apparaît donc que l'échec de l'État français dans son entreprise d'intégration des migrants roms s'éclaire de façon évidente.

La notion de conflit dans ce processus a pour mérite de mettre en avant l'*agency* des étrangers en situation de migration. Comment se positionnent alors les migrants roms au sein de la société française ? S'agit-il d'une forme de cohabitation ? Pour Mohand Khellil (2005), « *la situation de cohabitation a caractérisé l'immigration jusqu'à sa suspension par la France en 1974 ; si elle se retrouve de nos jours, ou perdure dans les années à venir, cela signifiera une évolution vers ce que l'on pourrait appeler un ghetto.* » (Khellil, 2005 : 101). Or cette analyse ne prend pas en considération les flux humains actuels, et encore moins le transnationalisme émergent par l'ouverture des frontières. Ces nouveaux migrants n'effectuent pas des migrations pour s'enfermer dans un nouveau ghetto. C'est plutôt un processus de subjectivation qui est au final à l'oeuvre par ce biais. Comme le précise Michel Wieviorka (2008), cela ne peut pas coexister avec la socialisation (trop) déterminée par le pouvoir des institutions. J'ai montré en effet les conséquences de ces rapports à l'État matérialisés par les rencontres des migrants avec les dispositifs : individualisation et création de frontières entre migrants relèvent d'une forme de violence étatique contraignant les sujets roms. Des marges de manœuvre ont malgré tout été soulignées et analysées comme des façons pour les migrants roms de conserver leur autonomie. Cependant, en mettant à distance les dispositifs et l'État, les migrants roms peuvent réellement tendre vers une forme de subjectivation. C'est donc en dehors et au-delà de l'État (Abélès, 2014) qu'une nouvelle forme d'intégration et de subjectivation transnationale prend forme, comme le montrent les migrants roms.

Dès lors, ce travail ouvre la voie à plusieurs axes de réflexion, se raccrochant à deux grands enjeux : l'un, clairement politique et l'autre, anthropologique – quoique le domaine de l'anthropologie politique dans lequel se situe cette recherche rend les frontières parfois poreuses. Je propose donc de conclure la thèse à partir de cet avènement de la réflexion sur les questions de l'État et de la citoyenneté, dans le contexte de l'émergence d'un nouveau pouvoir qu'est l'Europe.

L'anthropologie au risque du politique

Au stade de projet, ce travail de recherche avait pour ambition de produire une réflexion utile, soit une connaissance mobilisable par les acteurs. Il s'agissait ainsi d'une manière d'inscrire les sciences sociales dans la cité. Voici ce que j'écrivais alors : *« Au-delà de la prise en considération des acteurs professionnels en tant que sujets de la recherche, il s'agit de « faire » une science sociale en mesure de répondre à la demande sociale, donc de développer une posture réflexive sur le dispositif de MOUS qui soit partagée avec tous les acteurs. Dans ce sens, je pense apporter des éléments concrets pouvant aider à la réalisation du dispositif, en proposant notamment de mettre en place un espace de réflexion collective autour du dispositif. »*⁷⁹⁶. Cette posture, tendant vers une forme d'anthropologie appliquée, m'apparaît aujourd'hui bien naïve, tant d'un point de vue méthodologique que fondamental. Cette participation de l'anthropologue à l'objet d'étude n'a pas eu lieu pendant la période de recueil de données. Néanmoins, la question demeure, voire se pose avec une acuité particulière au crépuscule de cette recherche : que faire de ce travail en sachant que la responsabilité de la situation analysée est de l'ordre du politique ? Ou, en d'autres termes, que faire de ce travail de recherche dans une perspective politique ?

Les résultats mis à jour révèlent un décalage fondamental existant entre deux (sinon plus) logiques et dynamiques différentes : celles des migrants roms bulgares en question, à une échelle micro, humaine, individuelle et familiale, et celles des institutions, à une échelle macro, politique, économique. Aussi la politique locale mise en place en direction des migrants roms dans l'agglomération, qui se matérialise par les dispositifs de MOUS et de médiation, se situe-t-elle inéluctablement dans le domaine de la tragédie. En effet, on y retrouve l'unité de temps, l'unité de lieu et l'unité d'action – soit un évènement principal qu'est l'arrivée de Roms bulgares sur le territoire français. On y retrouve également une progression diachronique (non loin de la division en actes) autour d'un élément perturbateur faisant apparaître des divergences de rationalités entre les principaux protagonistes. Dans le cas de cette recherche, le dénouement n'est que scientifique : la politique en question se poursuit telle qu'elle avait commencé, donc telle que je la donne à voir ici. On pourrait cependant rapprocher le dénouement classique de la tragédie par la mort des personnages à la mort du sujet rom, pris dans les filets des logiques de l'État qui en fait des « citoyens-objets ». C'est donc bien la politique en question qui relève de la tragédie, et non l'ensemble de cette recherche qui a souligné les tactiques des Roms bulgares pour se (ré)inventer en se jouant des frontières et des États. Quelle serait alors la portée cathartique de cette tragédie contemporaine ? Que nous enseigne-t-elle au final sur le politique même, en l'occurrence sur l'État ?

Il faut, pour y répondre, revenir plus en détail sur les analyses proposées dans cette thèse. Les dispositifs de MOUS et de médiation sont des interfaces, en ce qu'ils sont le réceptacle du croisement de différentes logiques qui se heurtent en leur sein. Mais plus avant, la construction même de ces dispositifs ne révèle-t-elle pas la volonté étatique de basculer de logique dans la façon d'appréhender même, pour y répondre,

⁷⁹⁶ Extrait de mon projet de thèse déposé à l'École Doctorale SP2, juillet 2010.

cette « question rom » ? Sans revenir sur la définition du « problème » en question, je retiendrai ici un seul aspect : le passage du problème public, lors de sa politisation, d'un problème nouveau nécessitant une réflexion pour une compréhension à un problème social que l'on peut résoudre grâce à des outils préconçus. C'est bien ainsi qu'il convient de comprendre ce recours à l'intégration, jusqu'à la création de dispositifs visant à *fabriquer* des profils en ce sens.

Par ailleurs, j'ai montré qu'il y a un véritable fossé entre la flexibilité identitaire mise à jour chez ces migrants roms bulgares et la rigidification institutionnelle et étatique d'une certaine « identité rom » dans les politiques qui leur sont destinées, que ce soit en France ou en Bulgarie. Les analyses révèlent un écart considérable entre ces identifications de part et d'autre. Cela permet alors de comprendre pourquoi la prise en charge de ces migrants par cette politique locale pose un certain nombre de problèmes et pourrait à terme se révéler inefficace face aux objectifs initiaux, puisqu'inadaptée. Si, au regard de la faible vision sur du long terme et de mon rôle qui n'est en aucun cas celui de l'évaluateur, il convient de se montrer prudent sur cette hypothèse, je peux toutefois formuler ici le fait que l'arène locale aura nécessairement à souffrir d'une politique « autiste », qui ne fonctionne et n'est mise en place que selon ses propres critères et contraintes. Or cela n'est pas le fait des acteurs politiques, et encore moins des agents. Il s'agit plutôt d'un fait structurel : les institutions travaillent à un niveau local, régional, régi par les logiques de l'État-nation, alors que les migrants s'inscrivent dans un contexte transnational.

Dans ce contexte, on peut se questionner sur les pensées, marges de manœuvre et plus largement sur la foi des acteurs qui mettent en œuvre ces politiques : jusqu'à quel point croient-ils à ce qu'ils font ? J'ai montré au fond que l'objectif véritable – et véritablement atteignable – n'est pas vraiment d'intégrer les migrants roms, mais relève plutôt de la paix sociale. Il aurait été fort intéressant d'analyser plus précisément les positionnements de ces acteurs, en mobilisant les registres de l'intime (parcours biographiques, croyances, motivations, pensées...). On en sait peu en effet sur les acteurs de l'arène rom locale, au-delà de leur place dans l'institution. Cela aurait permis de saisir en quoi leurs identités, leurs biographies et leurs engagements influent sur leurs pratiques au sein de l'institution. Cela n'a pas été effectué, et c'est un des regrets de cette recherche. De façon générale, j'ai travaillé plus activement à être proche des migrants que des acteurs des dispositifs ; le statut de « tiers » que j'ai occupé connaît donc aussi des limites. On retiendra alors seulement à ce sujet les propos d'un des agents des dispositifs faisant le parallèle entre les politiques d'intégration des Roms en Bulgarie et celles de l'agglomération française, en soulignant le même aspect « politiquement correct » et « superficiel »⁷⁹⁷.

L'aspect structurel d'une politique étant évidemment reconnu et pris en compte, il n'en demeure pas moins que les acteurs, à l'échelle individuelle en premier lieu, peuvent s'aménager des espaces qui sont autant de marges de manœuvre permettant d'accommoder et de s'accommoder des contraintes. C'est du moins la perspective interactionniste qui prévaut notamment dans les travaux sur l'acteur et le système de

⁷⁹⁷ Notes de terrain, 7 mai 2012.

Crozier et Friedberg (1977), comme les recherches de Michael Lipsky (1980) et de ceux qui s'en réclament. Or localement, peu de ces espaces ont été observés, ou même saisis lorsqu'ils étaient disponibles. C'était notamment le cas lorsque je proposais avec Irène Buffière des sessions de formation aux acteurs de l'arène, leur permettant de comprendre les logiques et dynamiques migratoires des Roms bulgares. Pourquoi ce refus, et plus largement, cette absence d'initiatives personnelles profondes et durables au profit d'une installation dans une politique tragique ?

La réponse, complexe, ne se situe pas uniquement dans une logique économique, politique, d'efficacité et de rentabilité, ou encore de visibilité. Elle a trait à une question fondamentale, tant dans la société que dans le politique, question que cette thèse met à jour. Il s'agit de la réflexion aujourd'hui dans notre société sur la place faite au sujet, quel qu'il soit mais surtout lorsqu'il est autre, différent. Il s'agit des possibilités et des conditions de réalisation de soi dans un univers normatif, conditionné par le politique. En cela, cette thèse peut donc prétendre à alimenter la réflexion, si tant est que cette proposition trouve du répondant au-delà des critiques et des ego blessés. Plus qu'aidante, toute analyse me paraît nécessaire car ces hiatus mis à jour viennent du fait que les interrogations politiquement soulevées par la « question rom » n'ont pas été traitées avec suffisamment de réflexion. Là se trouve à la fois l'origine et la conséquence de la difficulté à « entendre » de la part des pouvoirs politiques.

En d'autres termes, ce travail a permis de mettre à jour de façon précise et originale ce que Guillaume Le Blanc (2011) identifie comme étant l'« *ambiguïté du traitement social, anthropologique et politique de l'exclusion* », à partir de l'analyse de deux considérations de l'exclusion : l'identification catégorisante négative des exclus (soit comme inutiles, soit comme dangereux) d'une part, et leur extrême invisibilité d'autre part : « *On ne les entend pas, on ne veut plus les voir.* » (Le Blanc, 2011: 18-19). Le fait que la politique locale n'appréhende pas les migrants à qui s'adressent les dispositifs mis en place en tant que sujets, révèle une absence de volonté de connaissance donc de reconnaissance de l'autre – les deux allant de pair. C'est donc en premier lieu la « *réduction identitaire* » (Mitchell, 1956) à l'œuvre (les migrants, parce que catégorisés comme roms, étant compris comme un problème transformé en un objet politique) qui caractérise cette situation tout en l'éclairant. Loin d'une forme de reconnaissance, les dispositifs politiques sont porteurs d'une forme d'altérisation des populations constituant au fond le seul mode de connaissance de l'autre. Couplé à l'imposition d'un pouvoir sur ce public-cible tel que je l'ai observé, cela se rapproche donc de ce qu'Achille Mbembe (2013) définit comme étant la pensée et la logique du pouvoir colonial. L'altérisation extrême et les outils déployés pour normaliser ces migrants, sans compréhension (ou tentatives) de leurs dynamiques migratoires montrent bien que l'autre n'a pas de place dans cette société définie par les logiques de l'État-nation, cherchant à rester une et indivisible. C'est donc significatif d'un certain refus de l'expérience de l'altérité de la part des acteurs mettant en œuvre les politiques publiques et plus largement le gouvernement des vies, comme le souligne Michel Agier (2013) : « *Dans chaque expérience concrète de l'altérité, il convient de redonner un nom à l'étranger, de le réinventer ici et maintenant, à la place et contre les croyances essentialistes qui veulent le faire disparaître.* » (Agier, 2013 : 207).

Enfin, cette situation révèle également en quoi la société française est engoncée dans un modèle de l'intégration idéologiquement rigide. Celui-ci ne convient plus aux situations générées par la globalisation, mais ces dernières ne sont pas pour autant réellement prises en compte par les pouvoirs publics. On comprend alors que ces derniers font face à des difficultés (mises à jour dans ce travail, mais pas toujours reconnues en tant que telles par les acteurs politiques). Michel Wieviorka (2008) le formule clairement : « *Ces difficultés doivent beaucoup au fait que les responsables politiques prétendent faire face à des phénomènes migratoires diversifiés et à des différences culturelles démultipliées avec des formules dont la rigidité idéologique constitue un obstacle pour l'action politique.* » (Wieviorka, 2008 : 234). Le modèle de l'intégration de l'État-nation est donc mis à mal par les nouvelles dynamiques migratoires notamment – et tout particulièrement celles des pauvres et des exclus. Si cela vaut à l'échelle nationale, le local est le réceptacle par excellence de cette incompatibilité, comme le note Engin Isin (2009a) : « *À l'évidence, la structure actuelle des domaines de la politique et du politique n'est guère en mesure de gérer les complexités des intersections du social et du politique avec les nouvelles propriétés de la ville en tant que lieu des relations sociales et translocales.* » (Isin, 2009a : 60).

Cette thèse s'est donc confrontée globalement à un traitement sociopolitique ambigu de l'exclusion, entre réduction identitaire et rigidité du modèle de l'intégration, qui participe *in fine* de sa fabrique plus que de son traitement. Le mettre à jour est-il suffisant pour capter l'attention des pouvoirs publics qui semblent se complaire dans cette voie leur permettant de minimiser autocritique et réflexion approfondie ? La recherche s'exposerait alors ici à un échec dans une perspective politique, ce qu'il me faut reconnaître comme étant fort probable mais également fort inquiétant pour le futur de la société, et plus largement, du monde.

Du transnationalisme à la citoyenneté : quelle reconnaissance possible du sujet au-delà des politiques identitaires ?

Ce travail a souligné l'inscription transnationale de personnes roms bulgares, dont les vies quotidiennes se situent à cheval sur les frontières entre la Bulgarie et la France. La définition que propose Georg Simmel (1908) de la frontière prend alors tout son sens : « *La frontière n'est pas un fait spatial avec des conséquences sociologiques, mais un fait sociologique qui prend une forme spatiale.* » (Simmel, 1999 : 607). En effet, ces migrants roms bulgares, en dépassant les frontières terrestres, se jouent aussi des frontières sociales, symboliques qui semblaient déterminer sociologiquement leurs vies précédemment. Ce transnationalisme, dont j'ai montré l'appui sur des dimensions familiales, interfamiliales et informelles, doit être envisagé prudemment dans une perspective diachronique : il est très récent, aussi ne constitue-t-il peut-être qu'une étape, une période de vie pour ces personnes. Ce caractère transitoire potentiel peut résulter tant des dynamiques institutionnelles (qui le contraignent), que des dynamiques migratoires elles-mêmes (pouvant évoluer). Quoi qu'il en soit, la situation actuelle doit

être analysée. En reprenant les termes de Michel Agier (2013) selon lequel les cas « *des personnes en mouvement, franchissant des frontières* » définissent la « *condition cosmopolite* » (Agier, 2013 : 206), j'affirme que les migrants roms bulgares dont il est question font donc l'expérience de cette condition cosmopolite.

Il convient de préciser encore une fois, afin d'éviter des confusions malheureuses, que le fait que les personnes suivies dans le cadre de cette recherche sont Roms n'est pas une donnée explicative en soi de ce phénomène. Comme je l'ai montré tout au long de ce travail, je ne pense pas que la « culture » soit ici déterminante, contrairement aux expériences sociales (déterminées historiquement, politiquement, économiquement et subjectivement) vécues par certaines personnes, mobilisant en outre certaines ressources pour construire leurs vies. Cela implique que l'inscription transnationale étudiée n'est pas le fait de tous ceux qui sont identifiés ou qui s'identifient en tant que Roms, ou plus largement Tsiganes, Gitans,... Par exemple, le transnationalisme observé ici ne concerne que des migrants qui vivent en squat à leur arrivée dans l'agglomération. Or d'autres migrants, qui s'identifient comme Roms également, ne vivent pas en squat mais en appartement. Dans cette perspective, il serait intéressant d'approfondir par la suite le questionnement autour de ceux-là. Qu'est-ce qui fait que certains migrants roms ne vont pas en squat ? Qu'est-ce que ça change ? Quid du transnationalisme pour eux ? L'absence de visibilité que permet cet habitat fait qu'ils ne constituent pas des cibles des politiques. Quelques pistes me permettent de faire l'hypothèse que ces migrants sont dans une démarche d'intégration dans la société française, n'allant en Bulgarie qu'une fois par an et cherchant à s'invisibiliser. Cela signifierait qu'ils atteignent seuls les objectifs des dispositifs, sans passer par ces derniers et contrairement à ceux qui en sont la cible. Ce paradoxe ouvre de nouvelles voies de recherche tout en démontrant que le caractère vain de toute généralisation. En d'autres termes, mon propos n'est absolument pas d'accréditer la thèse d'une quelconque « nation rom » transnationale au sein de l'Europe. J'ai largement montré le fantasme sous-jacent à une telle assertion, en soulignant notamment le caractère individuel, micro et subjectif des expériences et des pratiques analysées ici.

C'est le lien entre l'expérience transnationale et le « devenir sujet » que ce travail a contribué à mettre en lumière. Étienne Balibar (2011) propose une analyse de la condition de sujet en soulignant que le « *devenir citoyen* » peut permettre la réalisation d'un processus de subjectivation, soit un « devenir sujet ». Or dans le cas de ces migrants roms bulgares, c'est l'inscription transnationale qui leur permet d'entrer dans un processus de subjectivation inédit. L'analyse d'Étienne Balibar nous enjoint alors à se questionner sur la dimension de citoyenneté : quel est le rapport existant, pour ces Roms bulgares, entre être sujet et être citoyen ? Cette question mérite d'être posée tant du point de vue de ces personnes que du point de vue des États, du politique.

La question de la reconnaissance transparaît donc de ces interrogations. J'ai mis à jour le paradoxe selon lequel c'est finalement en dehors des frontières bulgares que les Roms bulgares parviennent véritablement à un statut de « Bulgares » et une reconnaissance en tant que Bulgares. Un certain détachement et une tactique de contournement de l'État bulgare sont développés par ces migrants pour aboutir à un transnationalisme qui dessine la carte de leurs lieux de subjectivation. La notion de

territoire circulatoire (Tarrius, 1993) a été largement mobilisée dans cette analyse. En la replaçant dans une perspective élargie et politique, au niveau européen, cela pose la question de la clôture des territoires au sein même de l'espace européen comme celle de la construction de « frontières » qui s'adressent à des populations spécifiques. Cette lentille transnationale posée sur les mobilités de ces Roms bulgares a permis de conceptualiser les réseaux établis entre les lieux d'origine et de destination des migrants comme un champ social continu. Ce faisant, j'ai pu étudier la façon dont les transmigrants deviennent le tissu de la vie quotidienne translocale tout en étant simultanément empêtrés dans deux contextes sociaux et institutionnels (Glick-Schiller & Levitt, 2004).

Ces contextes sont les cadres de reconnaissance de ces personnes : ils n'oscillent pas seulement entre nationaux et non-nationaux, mais aussi entre désirables ou pas, entre légitimes ou pas, entre ayants droit ou pas. Comme je l'ai montré à la fois concernant la France et la Bulgarie, les Roms en question se voient ainsi ballottés au gré des politiques et des idéologies des États, qui se rejoignent au fond autour d'une même schizophrénie politique concernant la place des Roms dans ces sociétés, et plus avant, leur citoyenneté. En Bulgarie, ils ont officiellement le statut de citoyen, mais il s'agit d'une citoyenneté qui leur est déniée en actes, les Roms souffrant d'un manque de légitimité et de reconnaissance en tant que semblables. L'adhésion du pays à l'Union européenne induit alors une tension permanente entre des politiques dites d'intégration et des pratiques de rejet, entre le registre officiel et le registre officieux. En France aussi j'ai souligné cette oscillation entre rejet et accueil sur le territoire. De façon générale, nombre de travaux ont souligné la fabrique permanente de la citoyenneté concernant les étrangers : la multiplication des statuts juridico-administratifs (extra-communautaire, communautaire, européen...) relève de stratégies de l'État-nation, dans le sens où nommer est un instrument de pouvoir. Il s'agit donc toujours, pour les pouvoirs publics, de réinventer la citoyenneté et l'altérité, pour un meilleur contrôle du territoire local (de ses richesses comme de ses valeurs).

Plus spécifiquement dans l'agglomération, on a vu que les notions de citoyenneté et de citoyen étaient largement mobilisées dans le cadre des dispositifs spécifiquement mis en place en direction des migrants roms. Mais quels sont précisément les projets de ces dispositifs vis-à-vis de ces migrants ? Faire des Roms des Français ? Des Bulgares qui recouvrent des droits ? Des Européens légitimes ? Si le flou autour de l'utilisation de cette notion de citoyen par les acteurs locaux a été démontré, il est cependant clair que les migrants accompagnés dans le cadre de ces dispositifs ne deviennent pas Français, et ne gagnent pas non plus de droits en Bulgarie. Ce serait donc une certaine construction du « citoyen européen » que visent ces dispositifs. Or si l'Europe est effectivement dans les discours, elle reste, comme on l'a vu, clairement absente localement : elle n'agit pas, ne donne pas d'ordre, contrairement à la mairie et à la Préfecture notamment.

En quoi consiste cette injonction à la citoyenneté envers les migrants roms ? Il s'agit officiellement de leur permettre d'acquérir des droits (comme des devoirs), mais ce projet est sous-tendu par une vision normative de la citoyenneté ainsi que de celui qui peut y prétendre. C'est ainsi que l'on comprend l'objectif de normalisation des migrants

en accompagnement dans ces dispositifs. Du point de vue des migrants en question, ces dispositifs équivalent donc à faire l'expérience du droit, par l'obtention de la carte de séjour ou d'autres opportunités institutionnelles. Leurs rapports au droit mériteraient d'être plus profondément questionnés : de façon générale, en Bulgarie comme en France, ils ne sont pas dans la revendication de droits. C'est ce qu'on a pu effleurer en observant une certaine passivité face aux injustices de la part des représentants de l'État qu'ils sont amenés à côtoyer. Cette question du rapport au droit est d'autant plus complexe que ce qu'on pourrait décrire alors comme une forme de discrimination n'est peut-être pas ressentie ainsi par ces Roms. En effet, la notion de discrimination sous-entend de s'accorder sur celle de norme afin de définir la première en rapport à la seconde. Or pour les Roms suivis dans cette recherche, c'est au fond la norme qui relève de la marge, en raison de l'enracinement de leurs expériences sociales vécues à la fois spatialement, socialement, économiquement. Dans quelle mesure l'idée de droit fait alors intimement, profondément sens pour eux ? S'il conviendrait d'approfondir la recherche dans cette voie, je peux néanmoins émettre l'hypothèse selon laquelle les Roms bulgares rencontrés sont résignés dans le fait de penser qu'ils n'ont aucun droit. Ils privilégient alors l'entre-soi et les interactions, qui ne relèvent pas du droit. L'expérience du droit qu'ils font dans les dispositifs de MOUS et de médiation s'apparente au fond à une expérience de citoyens, mais de citoyens sous contraintes : j'ai en effet souligné les implications à cet accompagnement, relevant d'une certaine négation des aspirations, des désirs, des expériences, des personnes elles-mêmes. En outre, j'ai mis à jour l'opacité du fonctionnement de ces dispositifs, opacité que les migrants ressentent fortement. Celle-ci révèle une application aléatoire du droit au profit des ajustements de l'ordre de l'individuel (comment s'attirer les grâces des agents). Dès lors, si le droit ne s'applique pas, c'est sur le réseau relationnel qu'il faut compter : c'est ainsi que peut être résumée, en l'état de la question, l'expérience, tant bulgare que française, du droit que font ces migrants roms.

La question du droit et celle de la citoyenneté sont extrêmement liées. Concernant les migrants plus anciennement présents dans la société française, Andrea Rea et Maryse Tripier (2003) font un constat sans équivoque : « *La difficile gestion de l'immigration permanente a contribué à l'édification de nouvelles frontières au sein des Etats européens, des frontières institutionnelles qui, en maintenant de nouveaux migrants dans l'irrégularité, les confinent en marge de la citoyenneté. À l'intégration par infériorisation des anciennes immigrations vient se substituer une politique de ségrégation produisant des exclus de l'intérieur.* » (Rea & Tripier, 2003 : 110). L'analyse que j'ai proposée de l'intégration des migrants roms par le biais des dispositifs spécifiques de l'agglomération fait état d'un processus différent (le contexte et la population l'étant) mais d'un résultat assez similaire au fond. L'État français échoue dans son entreprise d'intégration des migrants roms bulgares, de même qu'il faillit à son projet d'en faire des « citoyens » - en premier lieu en raison du flou autour de l'utilisation de ce terme. Les migrants roms bulgares ne deviennent pas des citoyens français, comme ils n'acquièrent pas plus de « citoyenneté » en actes, consistant à jouir d'un droit de cité et à prendre part à la vie de celle-ci. Cela s'explique par le fonctionnement de ces dispositifs et par les réactions des Roms : c'est précisément parce

qu'ils ne se conforment pas à l'image du « semblable » qui est attendue d'eux et qui conditionne cet accès à la citoyenneté que les migrants sont au final confinés dans de nouvelles marges. Ainsi sont édifiées par les institutions politiques de nouvelles frontières – alors même que ces migrants en dépassent d'autres pour tendre vers une forme de subjectivation permise par l'inscription transnationale.

On comprend donc que l'adéquation entre citoyenneté et transnationalisme fait défaut, à la fois pour les personnes en question comme pour les institutions. Cela est lié autant à l'enracinement national de la citoyenneté qu'à la perception commune du transnationalisme comme une absence de loyauté à l'égard de l'État. Dans ce contexte d'inscription transnationale, comme le souligne Michel Wieviorka (2008), « *les acteurs [migrants] attendent surtout des politiques de tolérance, ils ne demandent pas leur inscription dans des dispositifs institutionnels* » (Wieviorka, 2008 : 236). Comment peuvent alors se positionner les États face à ces nouvelles dynamiques ?

Le cas de ces migrants roms bulgares nous invite donc à réfléchir ces acceptions et à interroger les conditions d'émergence et de possibilité d'une citoyenneté transnationale ou sociale, au-delà des logiques des États-nations et des logiques identitaires. Au fond, cela revient à « *transformer l'étranger global, invisible et fantomatique, celui que les politiques identitaires laissent sans nom et sans voix, en une altérité plus proche et relative* » (Agier, 2013 : 206). Les logiques identitaires sont, comme on l'a vu, au fondement même du politique, de par la nécessité d'être un individu isolé ou appartenant à une communauté reconnue dans un État-nation. Comme le souligne Michel Agier (2013), il y a aujourd'hui une nécessité d'« *émanciper la recherche de l'obsession identitaire* » (Agier, 2013 : 8) – mais également le politique. Quid de la possibilité d'être alors reconnu pleinement comme un sujet transnational ? Dans quelle mesure peut-on envisager la traduction de cette forme de vie en termes politiques, soit de citoyenneté transnationale ? En d'autres termes, la question que posent Alain Tarrius et Lamia Missaoui (2013) est fondamentale : « *Peut-on penser à des identités continentales, supranationales, européennes par exemple, qui réconcilieraient le trans- avec la citoyenneté ?* » (Tarrius & Missaoui, 2013 : 183).

Ces interrogations ont été soulevées par nombre de chercheurs s'intéressant aux migrations et au transnationalisme. Ainsi Aïwa Ong (2010), dans ses travaux, remet en question la notion de citoyenneté liée au territoire et à l'État-nation, celui-ci étant entendu comme un concept imaginaire (Anderson, 1983). Ces migrants qui dessinent un autre rapport au monde, une autre manière d'être au monde, ou d'être du monde, nous invitent en effet à « *reconsidérer le rapport que la citoyenneté entretient avec le monde* » (Dayan-Herzbrun & Tassin, 2005 : 5). Pour ces chercheurs, il s'agit donc de « *découpler la citoyenneté de son enracinement national, en la renvoyant aux choix électifs d'une existence et d'une action civique déployées au sein de plusieurs espaces politiques nationaux distincts* » (2005 : 6). Ils définissent ainsi des citoyennetés cosmopolitiques plurielles, ou des formes singulières de pluricitoyenneté qui procèdent d'une « *composition de mondes culturellement et politiquement divers* » (2005 : 7). Ce faisant, chacun serait alors reconnu pour ce qu'il est, en premier lieu un sujet, tout en bénéficiant du droit à la différence et à la participation au monde. Ce sont donc les aspects non-normatifs de la citoyenneté qui sont ici au cœur de la réflexion sur les

implications du transnationalisme en termes de reconnaissance. Des concepts tels que la « *citoyenneté transnationale* » (Bauböck, 2003) et la « *citoyenneté postnationale* » (Soysal, 1994) mériteraient d'être interrogés à la lumière de ce cas d'étude, ce qui peut consister en un axe de recherche futur. Ils ont le mérite d'envisager la façon dont la migration transforme la structure et la signification de la citoyenneté à la fois dans les politiques migratoires et les politiques d'accueil, mettant davantage l'accent sur la personnalité universelle et les droits individuels, plutôt que sur le statut juridique. Par ailleurs, le concept de « *citoyenneté flexible* » proposé par Aïwa Ong (1999) met l'accent sur « *les agissements des sujets capables de se plier de manière opportuniste à des conditions de marché dynamiques et sans frontières* » (Ong, 2010 : 111), ce qui conduit à la désarticulation des composantes traditionnelles de la nationalité (droits, nation et territorialité).

Le contexte de globalisation constitue l'arrière-plan des nouveaux mouvements migratoires, qu'il faut prendre en compte dans ce questionnement. La déterritorialisation des personnes induit assez logiquement une déterritorialisation de la citoyenneté ; comment celle-ci peut-elle être mise en œuvre politiquement, dans la perspective d'une reconnaissance de l'autre comme sujet, comme un autre soi-même ? Cela nécessite en premier lieu un engagement des États vers un changement profond dans cette voie, ce qui ne relève pas d'une évidence, comme le soulignent Alain Tarrius et Lamia Missaoui (2013) : « *La "montée du trans" exige des résolutions concertées, entre nations européennes, qui ne peuvent être qu'autant d'accrocs à l'exercice total, discrétionnaire, des pouvoirs de chaque nation sur ceux qui foulent son sol.* » (Tarrius & Missaoui, 2013 : 183). On peut néanmoins amorcer la réflexion en partant de l'accueil de ces nouveaux transmigrants en proposant, dans la lignée de Guillaume Le Blanc (2011), de « *penser l'hospitalité au plus près de la possibilité de la vie cosmopolitique* » (Le Blanc, 2011 : 92).

Il serait également intéressant de s'interroger à propos des transformations opérées par le transnationalisme sur les migrants eux-mêmes, en termes de subjectivation politique. En analysant les transformations subjectives à l'œuvre dans le cadre de leurs « retours » en Bulgarie, j'ai montré chez ces migrants roms la capacité à dire « nous » en parlant des Bulgares « non-roms », soit en transcendant les frontières ethniques, mais aussi plus largement une certaine capacité de revendications et de prise de parole. Est-ce que ces migrants roms seront demain les moteurs d'une transformation de leur statut en Bulgarie ? Quelles peuvent-être les conséquences politiques de la transformation éthique mise à jour ? S'interroger plus avant sur ce qui s'apparente à des prémisses de subjectivation politique permettrait à la fois de poursuivre, d'élargir et d'enrichir la réflexion sur le « devenir sujet » de ces individus minorisés.

BIBLIOGRAPHIE

- ABÉLÈS Marc, 2014 *Penser au-delà de l'État*. Paris : Editions Belin – Maison des Sciences de l'Homme, 109 p.
- AGAMBEN Giorgio, 1997 *Homo Sacer : le pouvoir souverain et la vie nue*, I, Paris : Seuil, 214 p.
- AGIER Michel,
 2003 « La main gauche de l'Empire. Ordre et désordres de l'humanitaire », *Multitudes*, Vol. 1, n°11, pp. 67-77.
 2004, *La sagesse de l'ethnologue*, Paris : Ed. L'œil Neuf, 106 p.
 2008, *Gérer les indésirables. Des camps de réfugiés au gouvernement humanitaire*. Paris : Flammarion, 349 p.
 2012 « Penser le sujet, observer la frontière. Le décentrement de l'anthropologie », *L'Homme*, Vol. 3, n°203-204, pp. 51-75.
 2013, *La condition cosmopolite. L'anthropologie à l'épreuve du piège identitaire*, Paris : La Découverte, 211 p.
 2014 « Au cœur de la race », Recension de Mbembe A., *Critique de la raison nègre*, La vie des idées [en ligne] URL de référence : <http://www.laviedesidees.fr/Au-coeur-de-la-race.html> Consulté le 5 mai 2014.
- AMSELLE Jean-Loup,
 1999 (1985) « Ethnies et espaces : pour une anthropologie topologique », in Amselle J-L., M'Bokolo E. Dir., *Au cœur de l'ethnie. Ethnies, tribalisme et État en Afrique*, Paris : La Découverte pp. 11-48.
 2011 *L'ethnisation de la France*, Nouvelles Editions Lignes, 136 p.
- ANASTASSOVA Ekaterina, 2002 « Le code ethnique du pouvoir en Bulgarie », *Etudes Balkaniques* [En ligne], Vol. 9, mis en ligne le 23 avril 2008, consulté le 05 avril 2014. URL: <http://etudesbalkaniques.revues.org/334>
- ANDERSON Benedict, 1991 (1983) *Imagined communities. Reflections on the Origin and Spread of Nationalism*. London: Verso, 224 p.
- ANSELME Michel, 2000 *Du bruit à la parole. La scène politique des cités*. La Tour-d'Aigues : Editions de l'Aube, 279 p.
- APPADURAI Arjun, 2005 *Après le colonialisme. Les conséquences culturelles de la globalisation*. Paris : Payot, 326 p.
- ARENDT Hannah, 1967, *Essai sur la révolution*. Paris : Gallimard, 475 p.
- ASSÉO Henriette, 2010 « Le "nomadisme tsigane", une invention politique », *Le Monde*, 29.07.2010, http://www.lemonde.fr/idees/article/2010/07/29/le-nomadisme-tsigane-une-invention-politique_1393596_3232.html, Consulté en ligne le 14 août 2010.
- AUGÉ Marc, 1992, *Non-lieux. Introduction à une anthropologie de la surmodernité*, Paris : Seuil., 150 p.
- AVANZA Martina, LAFERTÉ Gilles, 2005 « Dépasser la "construction des identités" ? Identification, image sociale, appartenance », *Genèses*, 61, décembre, pp. 134-152.

- AWONGO Patrick, 2012 « Homosexualité, sida et constructions politiques. Ethnographie des trajectoires entre le Cameroun et la France », Thèse de doctorat en anthropologie, EHESS.
- BALANDIER Georges, 1957 *Afrique ambiguë*. Paris : Plon, 293 p.
- BALIBAR Etienne,
 2007 *Très loin et tout près*. Paris : Fayard, 93 p.
 2011 *Citoyen sujet et autres essais d'anthropologie philosophique*. Paris : PUF, 416 p.
- BARTH Fredrik, 1969 « Les groupes ethniques et leurs frontières » in Poutignat P., Streiff-Fenart J., 1995 *Théories de l'ethnicité*, Paris : P.U.F., pp. 205-249.
- BASCH Linda, GLICK-SCHILLER Nina, BLANC-SZANTON Cristina, 1994 *Nations unbound : transnational projects, postcolonial predicaments and deterritorialized nation-states*. Longhorn: Gordon & Breach Publishers, 344 p.
- BATES Daniel G., 1994 "What's in a Name ? Minorities, Identity, and Politics in Bulgaria", *Identities*, Vol. 1, n°2-3, pp. 201-225.
- BAUBOCK Rainer, 2003 « Towards a Political Theory of Migrant Transnationalism », *International Migration Review*, 37 (3), pp. 700-723.
- BAUMAN Zygmunt,
 2006 *Vies perdues. La modernité et ses exclus*. Paris : Payot, 254 p.
 2007 *Le présent liquide. Peurs sociales et obsession sécuritaire*. Paris : Seuil, 141 p.
- BEAUD Stéphane, 1996, « L'usage de l'entretien en sciences sociales. Plaidoyer pour l'«entretien ethnographique» », *Politix*, Vol. 9, n°35, pp. 226-257.
- BECKER Howard S., 1985 [1963] *Outsiders. Etudes de sociologie de la déviance*. Paris : Métailié, 248 p.
- BELBAH Mustapha, SPIRE Alexis, 2004 « Logiques d'État et logiques de l'immigré » Débat entre Alexis Spire et Mustpha Belbah sur la naturalisation (confrontations), *Terrains & Travaux*, Vol. 2, n°7, pp. 146-172.
- BÉLIARD Aude, EIDELIMAN Jean-Sébastien, 2008 « Au-delà de la déontologie. Anonymat et confidentialité dans le travail ethnographique », in Fassin D. et Bensa A. Dir, *Les Politiques de l'enquête. Epreuves ethnographiques*. Paris : La Découverte, pp. 123-141.
- BENARROSH-ORSONI Norah,
 2011 « Bricoler l'hospitalité publique. Réflexions autour du relogement des Roms roumains à Montreuil », *Geocarrefour*, Vol. 86, n°1, pp. 55-65.
 2015 « Bâtir la réussite familiale dans son village d'origine. Migrations et investissements immobiliers d'un groupe rom roumain », *New European College Yearbook 2013-2014*, à paraître.
- BERNARDOT Marc,
 2005 « Déplacer et loger les indésirables, sociologie du logement contraint » Recueil Alexandries, Collections Esquisses, septembre 2005, URL de référence: <http://www.reseau-terra.eu/article337.html>, consulté le 11 juillet 2014.
 2008a *Camps d'étrangers*, Ed. du Croquant, 223 p.
 2008b *Loger les immigrés. La Sonacotra 1956-2006*, Ed. du Croquant, 296 p.

2008c « Camps d'étrangers, foyers de travailleurs, centres d'expulsion : les lieux communs de l'immigré décolonisé », *Cultures et Conflits*, n°69, pp. 55-79.

2010 « Invisibiliser par le logement. De Sonacotra à Adoma (1996-2006) », in Fassin D. Dir., *Les nouvelles frontières de la société française*. Paris : La Découverte, pp. 79-100.

BERTAUX Roger, 1996 *Pauvres et marginaux dans la société française. Quelques figures historiques des rapports entre les pauvres, les marginaux et la société française*. Paris : L'Harmattan, 379 p.

BERTONCELLO Brigitte, BREDELOUP Sylvie, 2004 *Colporteurs africains à Marseille. Un siècle d'aventures*. Paris : Autrement, 167 p.

BESSON Rachel, 2010 « Roms bulgares et services de santé en France. Les configurations d'un échec », in Le Marcis F. Dir., *Configurations de l'exil et des pratiques d'accueil. Anthropologie de trois expériences migratoires en Aquitaine et de leur prise en charge*, Rapport de recherche, pp. 34-52.

BIERSCHENK Thomas, 1988 « Development projects as arenas of negotiation for strategic groups », *Sociologia Ruralis*, Vol. 28, pp. 146-160.

BIERSCHENK Thomas, CHAUVEAU Jean-Pierre, OLIVIER DE SARDAN Jean-Pierre, 2000 *Courtiers en développement. Les villages africains en quête de projets*. Paris : Karthala / APAD, 318 p.

BLONDIAUX Loïc, SINTOMER Yves, 2002 « L'impératif délibératif », *Politix*, Vol. 15, n°57, pp. 17-35.

BOJADZIJEV Manuela, KARAKAYALI, Serhat, TSIANOS Vassilis, 2004 « Le mystère de l'arrivée. Des camps et des spectres », *Multitudes*, Vol. 5, n°19, pp. 41-52.

BOLTANSKI Luc, 1993, *La souffrance à distance. Morale humanitaire, médias et politique*. Paris : Métailié, 282 p.

BOLTANSKI Luc, THÉVENOT Laurent, 1991 *De la justification. Les économies de la grandeur*. Paris : Gallimard, 483 p.

BONILLA-SILVA Eduardo, 2006 *Racism without racists. Color-blind racism and the persistence of racial inequality in the United States*. Rowman & Littlefield Publishers, 288 p.

BORDIGONI Marc, 2001 « "Terrain désigné", observation sous contrôle : quelques enjeux d'une ethnographie des Tsiganes », *Ethnologie française*, Vol. 31, n°1, pp. 117-126.

BOUBEKER Ahmed, 2013 Préface, in Tarrius A., Missaoui L., Qacha F., *Transmigrants et nouveaux étrangers*. Toulouse : Presses Universitaires du Mirail, pp. 9-16.

BOUCHER Manuel, 2004 « Travail social, intervention sociale et pacification sociale. D'un projet d'intégration et de contrôle à une action d'émancipation ? », *Recherches Sociologiques*, Vol. XXXV, n°3, pp. 137-151.

BOUCHER Manuel, BELQASMI Mohamed, 2008 « L'intervention sociale et la question ethnique », in Boucher M. Dir., *Le travail social face aux discriminations*. Montreuil : Aux lieux d'être, pp. 287-313.

- BOUILLON Florence, FRESIA Marion & TALLIO Virginie Dir., 2005 *Terrains sensibles. Expériences actuelles de l'anthropologie*, Centre d'études africaines, EHESS, 208 p.
- BOUILLON Florence,
 2005 « Pourquoi accepte-t-on d'être enquêté ? Le contre-don, au cœur de la relation ethnographique », in Bouillon, Fresia & Tallio Dir., *Terrains sensibles. Expériences actuelles de l'anthropologie*, Centre d'études africaines, EHESS, pp. 75-95.
 2009 *Les mondes du squat. Anthropologie d'un habitat précaire*, Paris : PUF, 244 p.
 2011 *Le squat : problème social ou lieu d'émancipation ?*, Paris : Editions Rue d'Ulm / Presses de l'école normale supérieure, 95 p.
- BOUQUET Brigitte, JAEGER Marcel, 2011 « Tensions entre mise en œuvre des politiques migratoires et questions éthiques du travail social », *Hommes et Migrations*, n°1290, pp. 10-20.
- BOURDIEU Pierre,
 1980 « L'identité et la représentation. Eléments pour une réflexion critique sur l'idée de région », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°35, pp. 63-72.
 1990 « Droit et passe-droit », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°81-82, pp. 86-96.
- BRAUD Philippe, 2003 « Violence symbolique et mal-être identitaire », *Raisons politiques*, n°9, pp. 33-47.
- BROQUA Christophe,
 2009a, « L'ethnographie comme engagement : enquêter en terrain militant », *Genèses*, n°75, pp. 109-124.
 2009b, « Observation ethnographique », in Filleule O., Mathieu L. & Péchu C., *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Les Presses de Sciences Po, pp. 379-386.
 2009c « Sur les rétributions des pratiques homosexuelles à Bamako », *Canadian Journal of African Studies*, Vol. 43, n°1, pp. 60-82.
- BRUBAKER Rogers
 2001a « Au-delà de l'"identité" », *Actes de la recherche en sciences sociales*, Vol. 3, n°139, pp. 66-85.
 2001b « The return of assimilation? », *Ethnic and racial studies*, Vol. 24, n°4, pp. 531-548.
- BUTLER Judith,
 2002 *La vie psychique du pouvoir*. Paris : Léo Scheer, 309 p.
 2006 *Trouble dans le genre. Le féminisme et la subversion de l'identité*. Paris : La Découverte, 283 p.
 2007 *Le récit de soi*. Paris : PUF, 140 p.
 2014 *Qu'est-ce qu'une vie bonne ?* Paris : Payot, 110 p.
- CABROL Pierre, DUMEAU David, 2012 « Le séjour des "Roms" bulgares et roumains sur le sol français. Des imperfections de la législation aux pratiques policières bordelaises », *Études Tsiganes*, n°46, pp. 46-55.

- CALLON Michel, 1986 « Éléments pour une sociologie de la traduction. La domestication des coquilles Saint-Jacques dans la baie de Saint-Brieuc », *L'Année Sociologique*, Vol. 26, pp. 169-208.
- CALVÈS Anne-Emmanuelle, 2009 « "Empowerment" : Généalogie d'un concept clé du discours contemporain sur le développement », *Revue Tiers-Monde*, Vol. 4, n°200, pp. 735-749.
- CANUT Cécile,
 2006 « "Tsiganite na sapun, Tsiganite na saturn". Quelques notes à propos du discours sur les Roms en Bulgarie », *Revue de Sociolinguistique Lengas*, Vol. 60, pp. 205-217.
 2007 *Une langue sans qualité*. Limoges : Lambert Lucas, 150 p.
 2013 « "C'est pas du romani, c'est du turc !" Contact de paroles et agencements discursifs dans le quartier Nadejda de Sliven (Bulgarie) », in Ouzonova-Maspero J., Eloy J.-M. (Dir.) *Langues collatérales en domaine slave, Carnets d'Atelier de Sociolinguistique*, Amiens : L'Harmattan, pp. 147-168
- CARATINI Sophie, 2004 *Les non-dits de l'anthropologie*, Paris : PUF, 128 p.
- CASTEL Robert, 2003 *L'insécurité sociale. Qu'est ce qu'être protégé ?* Paris : Seuil, 96 p.
- CATARINO Christine, MOROKVASIC Mirjana, 2005 « Femmes, genre, migration et mobilités », *Revue Européenne des Migrations Internationales*, Vol. 21, n°1, pp. 7-27.
- CEFAI Daniel,
 1996 « La construction des problèmes publics. Définitions de situations dans des arènes publiques », *Réseaux*, Vol. 14 n°75, pp. 43-66.
 2010 Dir., *L'engagement ethnographique*, Paris : Éditions de l'EHESS, 637 p.
- CHABROL Fanny et GIRARD Gabriel, 2010 « Introduction : Réflexivité et postures de recherche : de l'individuel au collectif », in Chabrol & Girard Dir., *VIH/Sida. Se confronter aux terrains*, Paris, ANRS, pp. XI- XIX.
- CHARTIER Anne-Marie, COTONNEC, Alain, 1989 « Tsiganes – Ecole : le malentendu », in Williams P. Dir. *Tsiganes : identité, évolution*. Paris : Syros Alternatives, pp. 257-267.
- CHAUVEAU J.-P., LE PAPE M., OLIVIER DE SARDAN J.-P., 2001 « La pluralité des normes et leurs dynamiques en Afrique. Implications pour les politiques publiques », in Winter G. Dir. *Inégalités et politiques publiques en Afrique : pluralité des normes et jeux d'acteurs*, Paris : IRD-Karthala, pp. 145-162.
- CHAUVIÈRE Michel, 2007 *Trop de gestion tue le social. Essai sur une discrète chalandisation*. Paris : La Découverte, 224 p.
- CLAVÉ-MERCIER Alexandra,
 2010a « Un projet d'habitat "adapté" pour les "gens du Voyage" du Petit Lacanau. D'une idée de *gadjé* à des expériences de Voyageurs », Rapport de recherche, Aquitanis – Université Bordeaux Segalen, 64 p.
 2010b « La "tsiganité" dans un village de Roumanie. Des logiques de catégorisation dans l'espace scolaire aux effets sur l'identification et l'inscription des individus dans la société », Recueil Alexandries, Collections Masters [en ligne], URL de référence: <http://www.reseau-terra.eu/article1199.html>

2012 « "Produire des Tsiganes". Les Tsiganes et l'école dans un village de Roumanie », in Le Marcis F. et Lurbe y Puerto K., *Les endo-étrangers en Europe. Catégorisations et expériences de subjectivation*. Louvain-la-Neuve : Academia – Bruylant, pp. 161-192.

2014 « Des spécificités au droit commun. L'institution scolaire face aux "migrants roms" entre hospitalité et raison humanitaire », *Migrations Société*, Vol. 26, n°152, pp. 119-130.

COGNET Marguerite, 2004 « L'identité à l'épreuve de l'expérience migratoire », in *Identité(s) : Actes du colloque "Identité(s)"*, 23, 24, 25 janvier 2002, Maison des Sciences de l'Homme et de la Société, Poitiers, Université de Poitiers – CNRS.

COHEN Robin, 2008 *Global Diasporas. An Introduction* (Second edition). New-York : Routledge, 219 p.

COHEN-EMERIQUE Margalit,

2006 « Menace à l'identité des professionnels en situations interculturelles et leurs ressources », in Prieur E., Jovelin E., Blanc M. Dir., *Travail social et immigration. Interculturalité et pratiques professionnelles*. Paris : L'Harmattan, pp. 263-276.

2011 *Pour une approche interculturelle en travail social : théories et pratiques*, Paris : Presses de l'Ecole des Hautes Etudes en Santé Publique, 470 p.

COSSÉE Claire, LADA Emmanuelle, RIGONI Isabelle Dir., 2004 *Faire figure d'étranger. Regards croisés sur la production de l'altérité*, Paris : Armand Colin, 319 p.

COURTHIADE Marcel, 2006 *Sagesse et humour du peuple rrom. Proverbes bilingues romani-français*. Paris : L'Harmattan, 208 p.

COUSIN Grégoire,

2009 « Roms migrants », *EspacesTemps.net*, Mensuelles, 16.04.2009, <http://espacestems.net/document7724.html>.

2011 « L'émergence en Italie d'une "politique tsigane" face aux mobilités roumaines à la fin des années 2000 », *Études Tsiganes*, n°46, pp. 28-45.

COSTIL Mathilde, 2011 « L'enjeu des bidonvilles roms et d'un projet de relogement : l'exemple du Hanul à Saint-Denis », Mémoire de Master 2, Institut Français de Géopolitique, Université Paris 8.

CROZIER Michel, FRIEDBERG Erhard, 1981 (1977) *L'acteur et le système. Les contraintes de l'action collective*. Paris: Seuil, 436 p.

CROWE David, 1995 *A History of the Gypsies of Eastern Europe and Russia*, Palgrave Macmillan, 336 p.

DAADOUCH Christophe, 2013 « Quand la maîtrise du français s'achète », *Plein Droit*, Vol. 3, n°98, pp. 8-11.

DAS Veena, POOLE Deborah Dir., 2004 *Anthropology in the margins of the State*. Santa Fe: School of American Research Press, 354 p.

DAYAN-HERZBRUN Sonia, TASSIN Étienne, 2005 « Citoyennetés cosmopolitiques. Présentation », *Tumultes*, Vol. 1, n°24, pp. 5-9.

DE CERTEAU Michel, 1990 (1980) *L'invention du quotidien*. t. I. *Arts de faire*. Paris : Gallimard, 349 p.

DE JONG, Gordon F., 2000 « Expectations, gender and norms in migration decision-making », *Population Studies*, vol. 54, n°3, pp. 307-319.

DE LA SOUDIERE Martin, 1988 « L'inconfort du terrain », *Terrain*, n°11, [En ligne], mis en ligne le 04 janvier 2012. URL de référence : <http://terrain.revues.org/3316>
Consulté le 11 juillet 2013.

DE RUDDER Véronique, POIRET Christian, VOUREC François, 2000 *L'inégalité raciste. L'universalité républicaine à l'épreuve*, Paris : PUF, 244 p.

DE RUDDER Véronique, 2002 « De l'urbain au social : le "cycle des relations raciales" » *Revue européenne des migrations internationales*, vol. 18, n°3, pp. 41-54.

DE TAPIA Stéphane, 1996 « Échanges, transports et communications : circulations et champs migratoires turcs », *Revue Européenne des Migrations Internationales*, Vol. 12, n°2, pp. 45-71.

DE TINGUY Anne, 2003 « Europe de l'Est : quelles migrations après l'élargissement ? », *Esprit*, Vol. 300, pp. 159-169.

DELEPINE Samuel, LUCAS Yannick, 2008 « Les Roms migrants en France ou comment faire d'une population en danger une "population dangereuse" », *Études Tsiganes*, n°31-32, pp. 70-85.

DENEVA Neda, 2008 "On the margins of two states : flexible self-identification strategies of Bulgarian Muslims in Spain", migrationonline.cz, Multicultural Center Prague, mis en ligne le 24 avril 2008, URL de référence : <http://www.migrationonline.cz/en/on-the-margins-of-two-states-flexible-self-identification-strategies-of-bulgarian-muslims-in-spain>. Consulté le 2 novembre 2010.

DESROSIERES Alain, 2008 *Gouverner par les nombres. L'argument statistique II*. Paris : Presses des Mines, 336 p.

DIMINESCU Dana Dir., 2003 *Visibles mais peu nombreux. Les circulations migratoires roumaines*. Paris : Éd. de la Maison des Sciences de l'Homme, 339 p.

DIMINESCU Dana, PASQUIER Dominique Dir., 2010 *Les migrants connectés. T.I.C., mobilités et migrations*. Paris : La Découverte, 273 p.

DITCHEV Ivaylo,

2007 « Le citoyen mobile et l'ombre de son identité », in Rautenberg Michel Dir., *La Bulgarie et l'Europe. Incertitudes et espoirs*. Paris : L'Harmattan, pp. 165-178.

2009 « Pop socialisme-pop transition : la culture chalgia en Bulgarie », in Gossiaux J.-F., Petric B., *Europa mon amour*, Paris : Éd. Autrement, pp. 147-159.

2011 « Les Roms comme symptôme, comme miroir, comme front de lutte », *Revue Lignes*, n°34, pp. 31-40.

DOUGLAS Mary

1989 *Ainsi pensent les institutions*. Paris : Usher, 130 p.

2001 [1967] *De la souillure. Essai sur les notions de pollution et de tabou*. Paris : La Découverte, 205 p.

DUBOIS Vincent,

2007 « État social actif et contrôle des chômeurs : un tournant rigoriste entre tendances européennes et logiques nationales », *Politique européenne*, Vol. 1, n°21, pp. 73-95.

2009 « L'action publique », in Cohen A., Lacroix B., Riutort P., *Nouveau manuel de science politique*. Paris : La Découverte, pp. 311-325.

- 2010a *La vie au guichet. Relation administrative et traitement de la misère*. Paris : Éditions Economica, 204 p.
- 2010b « Chapitre 10. Politiques au guichet, politiques du guichet », in *Politiques publiques 2*, Paris : Presses de Sciences Po, pp. 265-286.
- 2012 « Ethnographier l'action publique. Les transformations de l'État social au prisme de l'enquête de terrain », *Gouvernement et action publique*, n°1, pp. 83-101.
- DU BOIS William Edward Burghardt, 1897 "Strivings of the Negro People", in David Levering Lewis, 2009, *W.E.B. Du Bois: a biography*, Henry Olt & Co.
- DUCHESNE Sophie, 1996 « Entretien non préstructuré, stratégie de recherche et étude des représentations », *Politix*, 9 (35), pp. 189-206.
- DUPAU Mélanie, 2009 « "Quel est l'habitat adapté des Roms migrants ?" Les limites du mode d'appréhension et de traitement d'une population », Mémoire de Master 2 Professionnel en Anthropologie des mutations sociales et culturelles, Université Lumière Lyon 2, 112 p.
- EBERHARD Mireille, 2001 « Catégorisations ethnico-raciales au guichet ». *Cahiers du Cériem*, n°8, décembre, pp. 35-49.
- FASSIN Didier,
- 1999 « L'anthropologie entre engagement et distanciation. Essai de sociologie des recherches en sciences sociales sur le sida en Afrique », in Becker Charles, Dozon Jean-Pierre, Obbo Christian, Touré Moriba Dir., *Vivre et penser le Sida en Afrique*, Paris : Karthala, pp. 42-66.
- 2000 « La Supplique. Stratégies rhétoriques et constructions identitaires dans les demandes d'aide d'urgence », *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, Vol. 55, n°5, pp. 955-981.
- 2001a « The Biopolitics of Otherness. Undocumented Immigrants and Racial Discrimination in the French Public Debate », *Anthropology Today*, 17 (1), pp. 3-7.
- 2001b « Au cœur de la cité salubre. Entre les mots et les choses », in Dozon J.-P., Fassin D. Dir., *Critique de la santé publique. Une approche anthropologique*, Paris : Ballan, pp. 47-73.
- 2001c « Le culturalisme pratique de la santé publique », in Dozon J.-P., Fassin D. Dir., *Critique de la santé publique. Une approche anthropologique*, Paris : Ballan, pp. 181-209.
- 2005, « L'ordre moral du monde. Essai d'anthropologie de l'intolérable », in Bourdelais P., Fassin D., *Les constructions de l'intolérable*, Paris : La Découverte, pp. 17-50.
- 2008 « La politique des anthropologues », *L'Homme*, n°185-186, pp. 165-186.
- 2009 « Les économies morales revisitées », *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, vol. 64, n°6 (novembre-décembre), pp. 1237-1266.
- 2010 *La raison humanitaire. Une histoire morale du temps présent*, Paris : Seuil, 358 p.
- 2011 *La force de l'ordre. Une anthropologie de la police des quartiers*, Paris : Seuil, 408 p.
- FASSIN Didier, Bensa Alban Dir., 2008 *Les politiques de l'enquête. Épreuves ethnographiques*, Paris : La Découverte, 304 p.

- FASSIN Didier, MEMMI Dominique Dir., 2004 *Le gouvernement des corps*. Paris : Éd. de l'EHESS, 269 p.
- FASSIN Didier, MORICE Alain, QUIMINAL Catherine, 1997 *Les lois de l'inhospitalité. Les politiques de l'immigration à l'épreuve des sans-papiers*. Paris : La Découverte, 288 p.
- FASSIN Eric, FOUTEAU Carine, GUICHARD Serge, WINDELS Aurélie, 2014 *Roms et riverains. Une politique municipale de la race*. Paris : La Fabrique Editions, 227 p.
- FAVRET-SAADA Jeanne & CONTRERAS Josée, 1981 *Corps pour corps. Enquête sur la sorcellerie dans le Bocage*, Paris : Gallimard, 362 p.
- FINDLAY Allan, 1990 "A migration channels approach to the study of high level manpower movements: a theoretical perspective", *International Migration Review*, Vol. 28, n°1, pp. 15-23.
- FLAMAND Jean-Paul, 1989 *Loger le peuple. Essai sur l'histoire du logement social*. Paris : La Découverte, 369 p.
- FLAMANT Nicolas, 2005, « Observer, analyser, restituer. Conditions et contradictions de l'enquête ethnologique en entreprise », *Terrain*, n°44, pp. 137-152.
- FOUCAULT Michel,
 1975, *Surveiller et punir*. Paris : Gallimard, 318 p.
 1978-1979 (Ed. 2004) *Naissance de la biopolitique*. Cours au Collège de France. Paris : Gallimard, 355 p.
 1994 (1977) « Le jeu de Michel Foucault », *Dits et écrits II. 1976-1979*. Texte n° 206. Paris : Gallimard.
- FORMOSO Bernard, 1986 *Tsiganes et sédentaires : la reproduction culturelle d'une société*. Paris : L'Harmattan, 262 p.
- FRIGOLI Gilles, 2010 « Les usages locaux des catégories de l'action publique face aux situations migratoires », *Migrations Société* n°128, pp. 83-93.
- FRIGOLI Gilles, JANNOT Jessica, 2004 « Travail social et demande d'asile : les enseignements d'une étude sur l'accueil des demandeurs d'asile dans les Alpes-Maritimes ». *Revue Française des Affaires Sociales*, Vol. 4, n°4, pp. 223-242.
- GABARRO Céline, 2012 « Quand la Roumanie adhère à l'Union Européenne : quels changements dans l'accès à la couverture maladie universelle pour les ressortissants européens ? », in Le Marcis F. et Lurbe i Puerto K., *Les endo-étrangers en Europe. Catégorisations et expériences de subjectivation*. Louvain-la-Neuve : Academia – Bruylant, pp. 87-107.
- GARO Morgan, 2009 *Les Roms. Une nation en devenir ?* Paris : Syllepse, 235 p.
- GASTAUT Yvan, 2004 « Les bidonvilles, lieux d'exclusion et de marginalité en France durant les trente glorieuses », *Cahiers de la Méditerranée*, Vol. 64, pp. 233-250.
- GAUCHET Marcel, 2005 *La condition politique*. Paris : Gallimard, 560 p.
- GAY Y BLASCO Paloma, 1999 *Gypsies in Madrid. Sex, Gender and the Performance of Identity*, Oxford, Berg, 198 p.
- GHEORGHE Nicolae, HANCOCK Ian, COURTHIADE Marcel, 1995 « "Roms" ou "Tsiganes" ? Quelques commentaires sur l'ethnonyme du peuple romani », *Études Tsiganes*, Vol. 1, n°5, pp. 135-140.
- GIDDENS Anthony, 1984 (2005) *La constitution de la société*. Paris : PUF, 474 p.

- GILLOIRE Alice, 2008 « Les Roms : construction d'un public particulier et problématique. Une étude à Médecins du Monde », Mémoire de Master 2 Recherche, Mention Anthropologie, Université Victor Segalen Bordeaux II, 163 p.
- GLASER Barney, STRAUSS Anselm, 1967 *The Discovery Of Grounded Theory: Strategies for Qualitative Research*. Chicago: Aldine.
- GLICK-SCHILLER Nina, LEVITT Peggy, 2004 "Conceptualizing Simultaneity: a Transnational Social Field Perspective on Society", *International Migration Review*, 38 (145), pp. 595-629.
- GLUCKMAN Max, 1940 (2008) « Analysis of a Social Situation in Modern Zululand », traduit par Tholoniati Y. & De l'Estoile B., *Genèses*, vol. 3, n°72, pp. 119-155.
- GOFFMAN, Erving,
 1968 [1961] *Asiles. Etudes sur la condition sociale des malades mentaux*. Paris : Éditions de Minuit, 452 p.
 1973 *La mise en scène de la vie quotidienne. T. 1 La présentation de soi*. Paris : Éditions de Minuit, 256 p.
 1974 *Les rites d'interaction*. Paris : Éditions de Minuit, 236 p.
 1975 *Stigmate. Les usages sociaux des handicaps*. Paris : Éditions de Minuit, 180 p.
 1991 *Les cadres de l'expérience*. Paris : Éditions de Minuit, 573 p.
- GOSSIAUX Jean-François, 1997 « Ethnie, ethnologie, ethnicité », *Ethnologie Française*, XXVII, n°3, pp. 329-334.
- GOTMAN Anne Dir., 2004 *Villes et hospitalité. Les municipalités et leurs étrangers*. Paris : Éd. de la Maison des Sciences de l'Homme, 492 p.
- GUENTCHEVA Rossitza, 2008 « Les mobilités internes en Bulgarie, 1989-2005 », *Balkanologie*, Vol. XI, n°1-2, décembre 2008 [En ligne], mis en ligne le 31 décembre 2008. URL de référence : <http://balkanologie.revues.org/1473> Consulté le 24 janvier 2011.
- GUEST Milena, 2003 « La ruralité des capitales balkaniques. L'exemple de Sofia », *Balkanologie*, Vol. XII, n°2, pp. 127-150.
- GUILLEMAUT Françoise, 2006 « Victimes de trafic ou actrices d'un processus migratoire ? Saisir la voix des femmes migrantes prostituées par la recherche-action », *Terrains & Travaux*, Vol. 1, n°10, pp. 157-176.
- HACKING Ian,
 2001 (1999) *Entre science et réalité. La construction sociale de quoi ?* Paris : La Découverte, 298 p.
 2004-2005 « Façonner les gens II », Cours au Collège de France. URL de référence : <http://www.college-de-france.fr/site/ian-hacking/course-2004-2005.htm> Consulté le 10 janvier 2014.
- HAJJAT Abdellali, 2012 *Les frontières de l'« identité nationale », L'injonction à l'assimilation en France métropolitaine et coloniale*. Paris: La Découverte, 337 p.
- HANNERZ Ulf, 2003 "Being there...and there...and there! Reflections on multi-site ethnography", *Ethnography*, Vol. 4, n°2, pp. 201-216.
- HARDT Michael, NEGRI Antonio, 2000 *Empire*. Paris : Exils, 560 p.

- HASDEU Iulia, 2008 « Bori et R(r)omni. Réflexions sur les rapports sociaux de sexe chez les Roms Căldărari de Roumanie », *Études Tsiganes*, n°31-32, pp. 116-141.
- HERVIEU-LÉGER Danièle, 1993 *La religion pour mémoire*. Paris : Éd. Du Cerf.
- HONNETH Axel,
 2000 *La lutte pour la reconnaissance*. Paris : Ed. du Cerf (1^{ère} éd. 1992), 240 p.
 2006 *La société du mépris. Vers une nouvelle théorie critique*. Paris : La Découverte, 360 p.
- ISIN Engin F.
 2009a « La ville comme lieu du social », *Rue Descartes*, n°63, Vol. 1, pp. 52-62.
 2009b « Acts of citizenship : citizenship in flux : the figure of the activist citizen », *Subjectivity*, n°29, pp. 367-388.
- IZAMBERT Caroline, 2014 « Les limites de l'universel. L'accès des sans-papiers à une couverture maladie en France depuis 1999 », in Lachenal G, Lefève C., Nguyen V.-K. Dir., *La médecine du tri. Histoire, éthique, anthropologie*. Paris : PUF, pp. 199-215.
- JAFFRÉ Yannick, OLIVIER DE SARDAN Jean-Pierre, 2003 *Une médecine inhospitalière. Les difficiles relations entre soignants et soignés dans cinq capitales d'Afrique de l'Ouest*. Paris : APAD / Karthala, 449 p.
- JAKSIC Milena, 2013 « Devenir victime de la traite. L'épreuve des regards institutionnels », *Actes de la recherche en sciences sociales*, Vol. 3, n°198, pp. 37-48.
- JETCHEV Gueorgui,
 2007 « Politiques d'intégration des minorités en Bulgarie (état des lieux) », in Carpooran Dir., *Appropriation du français et pédagogie convergente dans l'Océan Indien*, Paris : Editions des Archives Contemporaines, pp. 75-83.
 2010 « Langues minoritaires en Bulgarie », Rapport d'expertise internationale, Centre Européen pour les Langues vivantes, URL de référence : <http://ebp-ici.ecml.at/Resources/tabid/817/language/fr-FR/Default.aspx>
- JOAS Hans, 1999 *La créativité de l'agir*. Paris : Ed. du Cerf, 312 p.
- JODELET Denise Dir., 1989 (rééd. 2003) *Les représentations sociales*, Paris : PUF, 447 p.
- JOLIVET Marie-José Dir., 2000 *Logiques identitaires, logiques territoriales* (dossier), Autrepart, n°14, 214 p.
- JOSEPH Issac & GRAFMEYER Yves Dir., 2009 (1984) *L'école de Chicago. Naissance de l'Ecologie urbaine*, Paris : Flammarion, 366 p.
- JUTEAU Danièle, 1999 *L'ethnicité et ses frontières*. Montréal : Presses Universitaires de Montréal, 226 p.
- KARABENCHEVA-LEVY Katerina, 2010 *Politiques publiques à l'égard des minorités ethniques et religieuses. Étude comparative entre la Roumanie et la Bulgarie*. Thèse de doctorat en sciences politiques, ENS Cachan & Nouvelle Université Bulgare, 545 p.
- KARAMIHOVA Margarita, 2008 « Dynamique des réseaux sociaux dans un contexte de migrations intensives : le cas de Satovča (Rhodopes bulgares) », *Balkanologie*, Vol. XI, n°1-2, décembre 2008 [En ligne], mis en ligne le 31 décembre 2008. URL de référence : <http://balkanologie.revues.org/1202> Consulté le 24 janvier 2011.
- KHELLIL Mohand, 2005 *Sociologie de l'intégration*. Paris : PUF, 127 p.

- KLEINMAN Arthur, 2008 *What really matters. Living a moral life amidst uncertainty and danger*. Oxford University Press, 272 p.
- KOBELINSKY Carolina, MAKAREMI Chowra Dir., 2009 *Enfermés dehors. Enquêtes sur le confinement des étrangers*, Éd. du Croquant, 335 p.
- KOBELINSKY Carolina, 2007 « Le jugement quotidien des demandeurs d'asile », *Recueil Alexandries*, Collections Esquisses, URL de référence: <http://www.reseau-terra.eu/article559.html>
- KONSTANTINOV Yulian, 1994 « Hunting for gaps through boundaries: Gypsy tactics for economic survival in the context of the second phase of post-totalitarian changes in Bulgaria », *European Journal of Social Sciences*, Vol. 7, n°3, pp. 237-248.
- KOTOBI Laurence, 2000 « Le malade dans sa différence. Les professionnels et les patients migrants africains à l'hôpital », *Hommes et Migrations*, n° 1225, pp. 62-72.
- KRASTEVA Anna, 2001 « La politique ethnique bulgare », *Transitions*, n°1, pp. 153-172.
- KRETSI Georgia, 2005 « Shkelzen ou Giannis ? Changement de prénom et stratégies identitaires, entre culture d'origine et migration », *Balkanologie*, Vol. IX, n°1-2, pp. 131-148.
- KURKELA Vesa, 2007 "Bulgarian chalga on video: oriental stereotypes, mafia exoticism and politics", in Buchanan D. Dir., *Balkan popular culture and the ottoman ecumene. Music, image, and regional political discourses*. Scarecrow Press, pp. 143-173.
- LACHENAL Guillaume, LEFEVE Céline, NGUYEN Vinh-Kim, 2014 « Le triage en médecine, une routine d'exception », in Lachenal, Lefève, Nguyen Dir., *La médecine du tri. Histoire, éthique, anthropologie*. Paris : PUF, pp. 1-25.
- LAFLEUR Jean-Michel, 2005 *Le transnationalisme politique ; pouvoir des communautés immigrées dans leurs pays d'accueil et pays d'origine*. Louvain-la-Neuve : Academia-Bruylant, 76 p.
- LAHIRE Bernard, 2013 *Dans les plis singuliers du social. Individus, institutions, socialisations*. Paris : La Découverte, 173 p.
- LAMONT Michèle, BAIL Christopher, 2005 « Sur les frontières de la reconnaissance », *Revue Européenne des Migrations Internationales*, Vol. 21, n°2, pp. 61-90.
- LANGE Barbara Rose, 2004 « La carrière d'un prédicateur rom en Hongrie », *Études Tsiganes*, n°20, pp. 126-143.
- LAPEYRONNIE Didier, 1992 « De l'intégration à la ségrégation », *Cultures & Conflits*, Vol. 06, mis en ligne le 06 janvier 2003, consulté le 22 avril 2014. URL de référence : <http://conflits.revues.org/674>
- LAPLANTINE François, 1989 « Anthropologie des systèmes de représentations de la maladie », in Jodelet Denise Dir., *Les représentations sociales*, Paris : PUF, pp. 297-318.
- LASCOUMES Pierre, LE GALES Patrick, 2007 *Sociologie de l'action publique*, Paris : Armand Colin, 126 p.
- LAUGIER Sandra, PAPERMAN Patricia, 2006 *Le souci des autres. Éthique et politique du care*. Paris : Éd. de l'EHESS, 348 p.

- LAURENT Régis, 2007 « Nation, religion, démocratie : la question de l'expression publique tsigane », *Bulletin de la Société de l'Histoire du Protestantisme Français*, Paris – Genève, Droz, Tome 153, pp. 101-116.
- LAUTIER Bruno, SALAMA Pierre, 1995 « De l'histoire de la pauvreté en Europe à la pauvreté dans le Tiers Monde », *Tiers-Monde*, Vol. 36, n°142, pp. 245-255.
- LE BLANC Guillaume, 2011 *Que faire de notre vulnérabilité ?* Paris : Bayard, 213 p.
- LE MARCIS Frédéric,
2006 « Économie du nom et subjectivité dans l'Afrique du Sud post-apartheid », *Cahiers de Littérature Orale*, n°59-60, pp. 263-286.
2010 « Expériences migratoires bulgares en Gironde. Catégorisation et situations d'exception. », *Configurations de l'exil et des pratiques d'accueil. Anthropologie de trois expériences migratoires en Aquitaine et de leur prise en charge*, Rapport de recherche, pp. 17-33
- LE MARCIS Frédéric, LURBE I PUERTO Katià (Dir.) 2012 *Endoétrangers. Exclusion, reconnaissance et expérience des Roms et gens du voyage en Europe*. Louvain-la-Neuve : Academia – Bruylant, 272 p.
- LEFORT François, 1980 *Du bidonville à l'expulsion. Itinéraire d'un jeune Algérien de Nanterre*. Paris : CIEMM, 160 p.
- LEGROS Olivier,
2010 « Les pouvoirs publics et la "question rom" dans les villes européennes. : perspectives de recherche », proposition pour la constitution du réseau UrbaRom.
2010a « Les "villages d'insertion" : un tournant dans les politiques en direction des migrants roms en région parisienne ? », *Revue Asylon*, n°8, URL de référence: <http://www.reseau-terra.eu/article947.html> Consulté le 22 octobre 2010.
2010b « Les pouvoirs publics et les grands « bidonvilles roms » au nord de Paris (Aubervilliers, Saint-Denis, Saint-Ouen). », *EspacesTemps.net*, Textuel, 27.09.2010, <http://www.espacestems.net/document8422.html> Consulté le 22 octobre 2010.
2011 « Les pouvoirs publics et la « question rom » en Europe aujourd'hui. » *Études Tsiganes*, n°39-40, pp. 42-55.
- LEGROS Olivier, VITALE Tommaso, 2011 « Les migrants roms dans les villes françaises et italiennes: mobilités, régulations et marginalités », *Geocarrefour*, Vol. 86, n°1, pp. 3-14.
- LÉVI-STRAUSS, 1962 *La pensée sauvage*. Paris : Plon. (Chapitres VI et VII)
- LIÉGEOIS Jean-Pierre,
1997 (1986) *Minorité et scolarité: le parcours tsigane*. Toulouse : CRDP Midi-Pyrénées / Commission des communautés européennes, 316 p.
2007 *Roms en Europe*. Strasbourg : Ed. Du Conseil de l'Europe, 311 p.
- LIÈVRE Marion,
2013 *Nationalisme ethnoculturel et rapport à la culture des Roms en Roumanie post-communiste et multiculturaliste*. Thèse de doctorat en ethnologie, Université Montpellier III Paul Valéry, 517 p.
2014 « "Ceux-là sont peu soignés, peu débrouillards" Ethnographie des Roms roumains migrants à Montpellier : entre enjeux moraux et appartenance sociale », *Migrations Société*, Vol. 26, n°152, pp. 103-118.

- LIPSKY Michael, 1980 *Street-Level Bureaucracy: Dilemmas of the Individual in Public Services*. New-York: Russel Sage Foundation, 244 p.
- LOCH Dietmar, BAROU Jacques, 2012 « Les migrants dans l'espace transnational : permanence et changement », *Revue européenne des migrations internationales*, Vol. 28, n°1, pp. 7-12.
- LOCHAK Danièle, 2006 « Le tri des étrangers : un discours récurrent », *Plein Droit*, Vol. 2, n°69, pp. 4-8.
- LOISEAU Gaëlla, 2005 « Chronique d'une ségrégation planifiée : le Village andalou », *Études Tsiganes*, Vol. 21, pp. 74-94.
- LUCASSEN Leo, 2005 *The Immigrant Threat. The Integration of Old and New Migrants in Western Europe since 1850*. University of Illinois Press. Urbana and Chicago, 296 p.
- LURBE I PUERTO Kàtia, 2013 « Sénart. Une victoire à l'arraché », *Plein Droit*. Vol. 4, n°99, pp. 13-16.
- MA MUNG Emmanuel, DORAI Kamel, HILY Marie-Antoinette, LOYER Frantz, 1998, « La circulation migratoire, bilan des travaux », *Migrations études*, n°84, pp. 1-12.
- MAISONGRANDE Vincent, 2012 « Migrations rroms de Roumanie : vers une modification des rapports sociaux intercommunautaires liée aux migrations internationales ? », in Lurbe I Puerto K, Le Marcis F. Dir, *Endoétrangers. Exclusion, reconnaissance et expérience des Rroms et gens du voyage en Europe*, Louvain-la-Neuve : Académia Bruylant, pp. 55-85.
- MANNET Geoffroy, 2013 *L'impureté politique. La sociologie de Pierre Bourdieu au miroir de la pensée de Jacques Rancière*. Paris : L'Harmattan, 270 p.
- MARCUS E. George, 1995 « Ethnography in/of the world system: the emergence of multi-sited ethnography », *Annual Review of Anthropology*, 24, pp. 95-117.
- MARIÉ Michel, 2000 Compte-rendu : Anselme Michel, *Du bruit à la parole. La scène politique des cités*, in *Revue Française de Sociologie*, Vol. 41, n°4, pp. 802-804.
- MARPSAT Maryse, FIRDION Jean-Marie, 2002 « Squat », in Segaud M., Brun J., Driant J.-C., Dir., *Dictionnaire de l'habitat et du logement*. Paris : Armand Colin, p. 392.
- MARTINIELLO Marco, 2007 « Transnationalisme et immigration », *Écarts d'identité*, n° 111, pp. 76-79.
- MARTINIELLO Marco, BOUSETTA Hassan, 2008 « Les pratiques transnationales des immigrés chinois et marocains de Belgique », *Revue européenne des migrations internationales*, Vol. 24, n°2, pp. 45-66.
- MARTINIELLO Marco, SIMON Patrick, 2005 « Les enjeux de la catégorisation. Rapports de domination et luttes autour de la représentation dans les sociétés post-migratoires ». *Revue européenne des migrations internationales*, Vol. 21, n°2, pp. 7-18.
- MARUSHIAKOVA, Elena & POPOV, Veselin,
 1997 *Gypsies (Roma) in Bulgaria*. Frankfurt am Main : Peter Lang, 200 p.
 2000 « The Bulgarian Gypsies - Searchig their place in the society », *Balkanologie*, Vol. IV, n°2, décembre 2000, [En ligne], mis en ligne le 22 juillet 2011,

URL de référence : <http://balkanologie.revues.org/index323.html#text>, Consulté le 15/09/2012.

2008a « Migrations des Tsiganes en Europe, des années soixante à nos jours », *Hommes et Migrations*, n°1275, pp. 100-111.

2008b « Les migrations des Roms balkaniques en Europe occidentale : mobilités passées et présentes », *Balkanologie*, Vol. XI, n°1-2 décembre 2008, le 31 décembre 2008. URL de référence : <http://balkanologie.revues.org/index972.html>.

MAZZEGA Matthieu, 2012 « Antiracisme ordinaire et (re)categorisations sociales dans les commentaires d'internautes », *RESET*, n°1, pp. 118-146, URL de référence : <http://www.journal-reset.org/index.php/RESET/article/view/6>

MAZZELLA Sylvie, 2004 « Belsunce, laboratoire urbain de la migration ? », note critique, *Terrains & Travaux*, ENS Cachan, Vol. 2, n°7, pp.19-25.

MBEMBE Achille,

2000 « À propos des écritures africaines de soi ». *Politique Africaine*, n°77, mars, pp. 16-43.

2013 *Critique de la raison nègre*. Paris : La Découverte, 224 p.

MEMMI Dominique, ARDUIN Pascal, 1999 « L'enquêteur enquêté. De la "connaissance par corps" dans l'entretien sociologique », *Genèses*, 35, pp. 131-145.

MERTON, Robert King, 1965 *Éléments de théorie et de méthode sociologiques*. Paris : Plon, 515 p.

MICHALON Bénédicte, 2003 « Circuler entre la Roumanie et l'Allemagne. Les Saxons de Transylvanie, de l'émigration ethnique au va-et-vient », *Balkanologie*, Vol. VII, n°1, pp. 19-42.

MISRAHI Robert, 1983 *Traité du bonheur ; T. 2 Ethique, politique et bonheur*. Paris : Seuil, 384 p.

MISSAOUI Lamia,

1995 « Généralisation du commerce transfrontalier : petit ici, notable là-bas », *Revue Européenne des Migrations Internationales*, Vol. 11, n°1, pp. 53-75.

2000 *Les fluidités de l'ethnicité ou les compétences de l'étranger de l'intérieur*, Thèse éditée, Lille, Editions universitaires du Septentrion, 359 p.

MITCHELL Clyde, 1956 « The Kalela Dance. Aspects of Social Relationships among Urban Africans in Northern Rhodesia. », *Rhodes-Livingstone Papers*, n°27, Manchester University Press. En ligne : <http://www.era.anthropology.ac.uk/Kalela/> Consulté le 17 novembre 2012.

MORGAN Lewis Henry, 1877 *Ancien Society or Researches on the Line of Human Progress from Savagery, through Barbarism to Civilization*. London: Macmillan and Co.

MORICE Alain, 2000 « De l'immigration zéro aux quotas », *Le Monde diplomatique*, novembre, pp. 6-7.

MOROKVASIC Mirjana, RUDOLPH Hedwig, Dir., 1996 *Les nouvelles mobilités en Europe*. Paris : L'Harmattan, 228 p.

MOROKVASIC-MULLER Mirjana,

1999 « La mobilité transnationale comme ressource : le cas des migrants d'Europe de l'Est », *Cultures & conflits*, N°33-34 [En ligne], mis en ligne le 16 mars 2006. URL de référence : <http://conflits.revues.org/index263.html>

2003 « Migrations et diasporas : les Balkans mobiles », *Balkanologie*, Vol. VII, n°1, juin 2003, [en ligne], mis en ligne le 18 février 2009. URL de référence : <http://balkanologie.revues.org/464> Consulté le 5 avril 2014.

NACU Alexandra,

2006 *La construction sociale de la pauvreté en Roumanie et en Bulgarie après 1989*, Thèse de doctorat en sciences politiques, IEP Paris, 483 p.

2009a « L'émergence de la "question rom" en Bulgarie et en Roumanie. Du consensus au stigmat ? », *Tumultes*, Vol. 1, n°32-33, pp. 195-216.

2009b « Un double langage : les usages du "politiquement correct" dans les programmes destinés aux Roms en Roumanie et en Bulgarie », *Études Tsiganes*, Vol. 38, pp. 86-108.

2010 « Les Roms migrants en région parisienne : les dispositifs d'une marginalisation », *Revue européenne des migrations internationales*, vol. 26, n°1, pp. 141-160.

NACU, Alexandra & GUEST, Milena, 2008 « Roms en Bulgarie, Roms en Roumanie – quelle intégration ? », *Méditerranée*. N°110.

NAGELS Carla, REA Andrea, 2010 « De la criminalisation des travailleurs sans-papiers », *Champ pénal*, Vol. VII, mis en ligne le 24 septembre 2010, Consulté le 19 juin 2012. URL : <http://champpenal.revues.org/7865>

NEDELICU Mihaela,

2009 *Le migrant online : nouveaux modèles migratoires à l'ère du numérique*. Paris : L'Harmattan, 326 p.

2010 « (Re)penser le transnationalisme et l'intégration à l'ère du numérique. Vers un tournant cosmopolitique dans l'étude des migrations internationales ? », *Revue européenne des migrations internationales*, Vol. 26, n°2, pp. 33-55.

NEVEU Catherine,

2004 « Les enjeux d'une approche anthropologique de la citoyenneté », *Revue européenne des migrations internationales*, Vol. 20, n°3, pp. 89-101.

2014 « Practicing citizenship from the ordinary to the activist », in E. Isin & P. Nyers Ed., *Routledge handbook of Global Citizenship Studies*. Londres: Routledge, pp. 86-95.

NGUYEN Vinh-Kim, 2010 *The Republic of Therapy: Triage and Sovereignty in West Africa's Time of AIDS*. Duke University Press Books, 256 p.

NJAGULOV Blagovest, 2008 « Minorités, migrations et expérience ethnopolitique en Bulgarie », *Hommes et Migrations*, n°1275, pp. 18- 30.

NOIRIEL Gérard,

1988 *Le creuset français. Histoire de l'immigration XIXème – XXème siècle*. Paris : Seuil, 441 p.

1991 *La tyrannie du national. Le droit d'asile en Europe, 1793-1993*. Paris : Calmann-Lévy, 355 p.

1997 « Représentation nationale et catégories sociales. L'exemple des réfugiés politiques », *Genèses*, 26, pp. 25-54.

2006 *Réfugiés et sans-papiers. La République face au droit d'asile XIX^e-XX^e siècle*. Paris : Hachette Littérature, 355 p.

OLIVE Jean-Louis, 2004 « Groupes minorisés et ethnies discriminées. Des processus de nomination et de désignation de l'autre », *Esprit Critique*, Vol. 6, n°1, pp. 3-13.

OLIVERA Martin,

2007 *Romanès ou l'intégration traditionnelle des Gabori de Transylvanie*, Thèse de doctorat en ethnologie, Université Paris X Nanterre, 563 p.

2008 « Éthique et gestes de la chance : la baxt des Gabori de Transylvanie », *Études Tsiganes*, Vol. 31-32, pp. 142-159.

2009 « Les Roms migrants en France – Une réalité qui dérange », *Ville-Ecole-Intégration / Diversité*, n°159, décembre, pp. 179-188.

2009a « Introduction aux formes et raisons de la diversité rom roumaine », *Études Tsiganes*, Vol. 38, pp. 10-44.

2009b « Les Roms comme "minorité ethnique" ? Un questionnement roumain », *Études Tsiganes*, Vol. 39-40, pp. 128-154.

2011a « Stéréotypes, statistiques et nouvel ordre économique : retour critique sur la fabrique de la "question rom" », *Études Tsiganes*, Vol. 46, pp. 116-135.

2011b « La fabrique experte de la "question rom" : multiculturalisme et néolibéralisme imbriqués, *La Revue Lignes*, Vol. 34, pp. 104-118.

2011c *Roms en (bidon)villes. Quelle place pour les migrants précaires aujourd'hui ?* Paris : Éd. Rue d'Ulm / Presses de l'Ecole Normale Supérieure, 80 p.

2013 « Insertion ou bricolage ? », *Plein droit*, Vol. 4, n°99, pp. 7-10.

2014 « "Un projet pour les Roms ?" Quiproquos, bricolages et malentendus productifs en milieu urbain », document personnel de travail, 20 p.

OLIVIER DE SARDAN Jean-Pierre,

1995a « La politique du terrain », *Enquête*, n°1, pp. 71-109.

1995b *Anthropologie et développement. Essai en socio-anthropologie du changement social*. Paris : Karthala, 221 p.

2001, « Les trois approches en anthropologie du développement », *Revue Tiers Monde*, t. XLII, n°168, pp. 729-754.

ONG Aïwa,

1999 *Flexible Citizenship: The Cultural Logics of Transnationality*. Duke University Press, 272 p.

2010 « Les mutations de la citoyenneté », *Rue Descartes*, Vol. 1, n°67, pp. 109-117.

PALIDDA Salvatore,

1999 « La criminalisation des migrants », *Actes de la recherche en sciences sociales*, Vol. 129, n°129, pp. 39-49.

2009 *Criminalisation and Victimization of Migrants in Europe*, Dipartimento di Scienze Antropologiche, Università degli Studi di Genova.

PAMPOROV Alexei, 2008 « Le voyage de l'identité : Roms ou Tsiganes en Bulgarie », *Hommes et Migrations*, n°1275, pp. 76-87.

- PARK Robert E., BURGESS Ernest W., MAC KENZIE Roderick D., WIRTH Louis, 1925 *The City*. Chicago: University of Chicago Press.
- PAUGAM Serge,
 2008 *Le lien social*. Paris : PUF, 128 p.
 2009 *La disqualification sociale*. Paris : PUF, 288 p.
- PAUGAM Serge, DUVOUX Nicolas, 2008 *La régulation des pauvres*. Paris : PUF, 113p.
- PAYET Jean-Paul, 2005 « Moralisme et expertise : la double tentation de l'ethnographie », *Éducatons et sociétés*, Vol. 2, n°16, pp. 167-175.
- PERALDI Michel Dir., 2003 *Cabas et containers. Activités marchandes informelles et réseaux migrants transfrontaliers*. Paris : Maisonneuve et Larose, 361 p.
- PÉTONNET Colette,
 1979 *On est tous dans le brouillard. Ethnologie des banlieues*. Paris : Galilée, 329 p.
 1982a « L'observation flottante. L'exemple d'un cimetière parisien. », *L'Homme*, Vol. 22, n°4, pp. 37-47.
 1982b *Espaces habités*. Paris : Galilée, 174 p.
- PETROVA Dimitrina, 2000 « The denial of racism », working paper, International Council on Human Rights Policy, URL de reference: http://www.ichrp.org/files/papers/165/112_-The_Denial_of_Racism_Petrova_Dimitrina_1_September_2000.pdf
- PEYROUX Olivier, 2013 *Délinquants et victimes. La traite des enfants d'Europe de l'Est en France*. Paris : Éditions Non Lieu, 202 p.
- PHETERSON Gail, 2003 (1996) *Le prisme de la prostitution*. Paris : L'Harmattan, 216p.
- PIASERE Leonardo,
 1984 *Mare Roma, catégories humaines et structure sociale. Une contribution à l'ethnologie tsigane*, Thèse de doctorat de troisième cycle, EHESS.
 2010 *L'ethnographe imparfait. Expérience et cognition en anthropologie*, Ed. de l'EHESS, 238 p.
 2011 *Roms. Une histoire européenne*, Montrouge : Bayard, 263 p.
- PIORE Michael J, 1986 "The shifting grounds for immigration", *The Annals of the American Academy of Political and Social Sciences*, Vol. 485, pp. 23-33.
- POINSOT Marie, 2011 « L'indépassable altérité », *Hommes et Migrations*, Vol. 2, n°1290, pp. 1-2.
- POIRET Christian, 2003 « Criminalisation de l'immigration et sociologie des relations interethniques », *Hommes et Migrations*, n°1241, pp. 6-19.
- PORTES Alejandro,
 1998 « Social capital : its origin and applications in modern sociology », *Annual Review of Sociology*, Vol. 24, pp. 1-24.
 1999 « La mondialisation par le bas. L'émergence des communautés transnationales », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, Vol. 129, n°1, pp. 15-25.

PORTES Alejandro, GUARNIZO Luis, LANDOLT Patricia, 1999 « The Study of transnationalism : pitfalls and promise of an emergent research field », *Ethnic and Racial Studies*, Vol. 22, n°2, pp. 217-237.

POTOT Swanie,

2002 « Les migrants transnationaux : une nouvelle figure sociale en Roumanie », *Revue d'Etudes Comparatives Est-Ouest*, Vol. 33, n°1, pp. 149-178.

2003 *Circulation et réseaux de migrants roumains : une contribution à l'étude des nouvelles mobilités en Europe*, Thèse de doctorat en sociologie, Université de Nice-Sophia Antipolis, 386 p.

2009 « Circuler pour travailler : les migrations économiques en Europe », in Gossiaux J.-F., Petric B., *Europa mon amour*, Éd. Autrement, pp. 193-205.

POUTIGNAT Philippe, STREIFF-FÉNART Jocelyne, 1995, *Théories de l'ethnicité*, Paris : PUF, 270 p.

QUIMINAL Catherine,

2000 « Construction des identités en situation migratoire : territoire des hommes, territoire des femmes », *Autrepart*, Vol. 14, pp. 107-120.

2002 « Nouvelles mobilités et anciennes catégories », *Ville-École-Intégration Enjeux*, n°131, pp. 9-20.

RAGARU Nadège,

1999 « Recompositions identitaires chez les musulmans de Bulgarie : entre marqueurs ethniques et religieux », *Balkanologie*, Vol. III, n°1, [en ligne], mis en ligne le 03 juin 2008. URL de référence : <http://balkanologie.revues.org/290>. Consulté le 26 novembre 2013.

2006 « Un parti nationaliste radical en Bulgarie : Ataka ou le mal-être du postcommunisme », *Critique Internationale*, n°30, pp. 42-56.

2008a « ONG et enjeux minoritaires en Bulgarie : au-delà de l'"importation / exportation" des modèles internationaux », *Critique Internationale*, n°40, pp. 27- 50.

2008b « Minorités revisitées. Constructions stato-nationales et parcours identitaires chez les Hongrois de Roumanie et les Turcs de Bulgarie », *Sfera Politicii* (Sphere of Politics), n° 129-130, pp. 43-60 (avec CAPELLE-POGACEAN Antonela)

2008c « Imaginaires et itinéraires migratoires bulgares en Europe. Une introduction », *Balkanologie*, Vol. XI, n°1-2, [En ligne], mis en ligne le 31 décembre 2008. URL : <http://balkanologie.revues.org/873>. Consulté le 24 janvier 2011.

2010 « Bulgarie. Être rom ou les dangers d'une lecture figée de l'identité », *Grande Europe* n°26, novembre. La Documentation française.

RAMONET Ignacio, 1999 *La tyrannie de la communication*. Paris : Galilée, 208 p.

RANCIERE Jacques, 1995 *La Mésentente : politique et philosophie*. Paris : Galilée, 200p.

REA Andrea, 2005 « Discriminations positives : entre fragmentation sociale et normalisation », *La Revue Nouvelle*, n°3, pp. 24-32. URL de référence : http://www.revuenouvelle.be/IMG/pdf/024-032_Dossier_Rea.pdf. Consulté le 7 mai 2014.

REA Andrea, TRIPIER Maryse, 2003 *Sociologie de l'immigration*. Paris : La Découverte, 123 p.

- RECHTMAN Richard, 2002 « Etre victime : généalogie d'une condition clinique », *L'évolution psychiatrique*, Vol. 67, pp. 775-795.
- REYNIERS Alain,
 1992 *La roue et la pierre. Contribution anthropo-historique à la connaissance de la production sociale et économique des Tsiganes*, Thèse de doctorat en ethnologie, Université de Paris V.
- 1995 "Gypsy populations and their movements within central and eastern Europe and towards some OECD countries", Report, Paris: OCDE, 38 p.
- 1998 « Quelques jalons pour comprendre l'économie tsigane », *Études Tsiganes*, Vol. 12, pp. 8-27.
- 2003 « Migrations tsiganes de Roumanie », in Diminescu D. Dir., *Visibles mais peu nombreux. Les circulations migratoires roumaines*, Paris : Éd. MSH, pp. 51-63.
- RICOEUR Paul, 2004 *Parcours de la reconnaissance*. Paris : Stock, 431 p.
- RITAINE Evelyne Dir., 2005 *L'Europe du sud face à l'immigration. Politique de l'Étranger*, Paris : PUF, 272 p.
- ROCHE Elise, 2013 « Les villages d'insertion, un évènement spatial ? Territoires et temporalités des dispositifs de relogement des bidonvilles en Seine-Saint-Denis », Conférence, Les Cafés Géographiques de Lyon, 13 mars 2013, compte-rendu en ligne : <http://cafe-geo.net/les-villages-dinsertion-un-evenement-spatial/>
- ROUX Sébastien, 2012 « "On n'est pas gênés". La compassion à l'épreuve du tourisme sexuel en Thaïlande », in Fassin D. et Eideliman J.-S., *Économies morales contemporaines*, Paris : La Découverte, pp. 115-131.
- RYGIEL Philippe, 2006 « Indésirables et migrants désirés. Notes sur les pratiques de sélection des migrants dans quelques grands pays d'immigration (1850-1939) », in Rygiel P. Dir., *Le bon grain et l'ivraie. La sélection des migrants en Occident, 1830-1939*. Paris : Éd. Aux lieux d'être, pp. 21-35.
- SARCINELLI Alice-Sophie,
 2011 « Ce que tolérer veut dire. Une "quasi-exclave" habitée par des Roms aux portes de Milan (Italie) », *Geocarrefour*, Vol. 86, n°1, pp. 35-41.
- 2012 « Les "Roms" : un "peuple" de mauvais parents ? Constructions sociales et politiques publiques : l'exemple italien », *Diversité : ville, école, intégration*, n°170, pp. 41-46.
- 2014a « Les régimes de l'hospitalité et de l'inhospitalité publiques des Roms migrants : le cas des camps roms non autorisés à Milan », *Migrations Société*, Vol. 26, n°152, pp. 91-102.
- 2014b *Protéger, éduquer, exclure. Anthropologie de l'enfance et de la parentalité roms en Italie*, Thèse de doctorat en anthropologie, EHESS.
- SARTRE Jean-Paul, 1946 (1985) *Réflexions sur la question juive*. Paris : Gallimard, 192 p.
- SAYAD Abdelmalek,
 1995 *Un Nanterre algérien, terre de bidonvilles*. Paris : Autrement, Hors-série, n°85, 124 p.
- 1999 *La double absence. Des illusions de l'émigré aux souffrances de l'immigré*. Paris : Le Seuil, 437 p.

- SCHIFF Claire, 2004 « L'institution scolaire et les élèves migrants : peut mieux faire », *Hommes et Migrations*, n° 1251, pp. 75-85.
- SCHNAPPER Dominique,
 2001 « De l'État-nation au monde transnational. Du sens et de l'utilité du concept de diaspora », *Revue européenne de migrations internationales*, Vol. 17 n°2, pp. 9-36.
 2007 *Qu'est-ce que l'intégration ?* Paris : Folio, 240 p.
- SCOTT James,
 1985 *Weapons of the Weak. Everyday Forms of Peasant Resistance*, Yale University Press, 414 p.
 2008 (1998) *La domination et les arts de la résistance. Fragments du discours subalterne*. Paris : Éditions Amsterdam, 270 p.
- SEN Amartya, 2010 *L'idée de justice*. Paris : Flammarion, 558 p.
- SIGONA Nando, 2011 « L'Union Européenne et les Roms : pauvreté, haine anti-Tziganes et gouvernance de la mobilité », *Cultures & Conflits*, n°81-82.
- SIMMEL Georg,
 1908 (1999) *Sociologie. Étude sur les formes de socialisation*. Paris : PUF, 772p.
 1908 (2009) « Digressions sur l'étranger », in Joseph I. & Grafmeyer Y., *L'Ecole de Chicago. Naissance de l'Ecologie urbaine*. Paris : Aubier, pp. 53-61.
 1995 *Le conflit*. Paris : Circé, 159 p.
- SIMON Patrick, 1999 « La gestion politique des immigrés : la diversion par la réforme urbaine », *Sociétés Contemporaines*, Vol. 33, n°33-34, pp. 5-13.
- SLAVKOVA Magdalena, 2008 "Being Gypsy in Europe. The Case of Bulgarian Roma Workers in Spain", *Balkanologie*, Vol. XI, n°1-2, [En ligne], mis en ligne le 31 décembre 2008. URL de référence : <http://balkanologie.revues.org/1102>. Consulté le 24 janvier 2011.
- SOULTANOVA Ralitza, 2005 « Les migrations multiples de la population bulgare », actes du colloque, La France et les migrants des Balkans : un état des lieux, 20 janvier 2005, Paris, *Courrier des Balkans*, [En ligne], mis en ligne le 25 mai 2005, <http://balkans.courriers.info/article5504.html>. Consulté le 12 mars 2014.
- SOYSAL Yasemin Nuhoglu, 1994 *Limits of Citizenship: Migrants and Postnational Membership in Europe*. Chicago: University of Chicago Press, 244 p.
- SPIRE Alexis,
 2005 *Étrangers à la carte : l'administration de l'immigration en France (1945-1975)*. Paris : Grasset, 402 p.
 2008 *Accueillir ou reconduire. Enquête sur les guichets de l'immigration*. Paris : Raisons d'agir, 124 p.
- TARRIUS Alain,
 1989 *Anthropologie du mouvement*, Caen : Paradigme, 192 p.
 1992 *Les fourmis d'Europe. Migrants riches, migrants pauvres et nouvelles villes internationales*. Paris : L'Harmattan, 207 p.
 1993 « Territoires circulatoires et espaces urbains », *Les Annales de la Recherche Urbaine*, 59-60, pp. 51-60.

- 1996 « Territoires circulatoires et espaces urbains », in Morokvasic M., Rudolph H. Dir., *Les nouvelles mobilités en Europe*. Paris : L'Harmattan, pp. 93-118.
- 2001a « Le lien social fort comme préalable à la réussite économique », *Journal des anthropologues* [En ligne], Vol. 84, mis en ligne le 18 janvier 2012. URL de référence: <http://jda.revues.org/2592> Consulté le 18 février 2014.
- 2001b « Au-delà des États-nations : des sociétés de migrants », *Revue Européenne des Migrations Internationales*, Vol. 17, n°2, pp. 37-61.
- 2002 *La mondialisation par le bas. Les nouveaux nomades de l'économie souterraine*. Paris : Balland, 169 p.
- 2012 « Des transmigrants en France. Un cosmopolitisme migratoire original », *Multitudes*, Vol. 2, n°49, pp. 42-52.
- TARRIUS Alain, MISSAOUI Lamia, QACHA Fatima, 2013, *Transmigrants et nouveaux étrangers*. Toulouse : Presses Universitaires du Mirail, 200 p.
- THOENIG Jean-Claude, DURAN Patrice, 1996 « L'État et la gestion publique territoriale », *Revue française de science politique*, 46^{ème} année, n°4, pp. 580-623.
- TODOROVA Maria, 2011 *Imaginaire des Balkans*, Éd. de l'EHESS, 351 p.
- TOMOVA Ilona,
- 2009 "The Roma in Bulgaria: education and employment". *Sudosteuropa Mitteilungen*, Vol. 2, pp. 66-87.
- 2011 "Transnational migration of Bulgarian Roma", in Kaneff Deema and Frances Pine, *Global connections and Emerging Inequalities in Europe: Perspectives on Poverty and Transnational Migration*. London: Anthem Press, pp. 103-124.
- TOURAINÉ Alain, 2007 *Penser autrement*. Paris : Fayard, 323 p.
- TRÉMON Anne-Christine, 2012 « Que faire du couple local/global ? Pour une anthropologie pleinement processuelle », *Social Anthropology/Anthropologie Sociale* (EASA), vol 20, n°3, p. 250-266.
- TROUILLET Caroline, 2013 « Hospitalité publique et altérité tsigane : du modèle d'intégration au paradigme assimilationniste », *Conserveries mémorielles* [en ligne], n°13, mis en ligne le 10 mars 2013. URL de référence : <http://cm.revues.org/1401> Consulté le 1^{er} septembre 2013.
- TURNER Victor W., BRUNER Edward M. Dir., 1986 *The Anthropology of experience*. University of Illinois Press, 391 p.
- VALLUY Jérôme Dir., 2008 « Xénophobie de gouvernement, nationalisme d'État », *Cultures & Conflits*, 193 p.
- VANDERLICK Benjamin, 2004 « Une mondialisation par le ban. Étude auprès de Roms en bidonvilles sur l'agglomération lyonnaise depuis 2001 », Mémoire de DEA Villes et Sociétés, Institut lyonnais d'urbanisme, Université Lumière Lyon 2, 103 p.
- VERTOVEC Steven,
- 2003 "Migration and other modes of transnationalism: towards conceptual cross-fertilization", *International Migration Review*, Vol. 37, n°3, pp. 641-665.
- 2004 *Trends and impacts of migrant transnationalism*, working paper, n°3, Oxford University: Centre on Migration, Policy and Society, 78 p.
- VIDAL Dominique, 1999 « Catégorisations, territoires et individu : quelle place pour le pauvre ? », *Cultures & Conflits* [en ligne], n°35, mis en ligne le 16 mars 2006.

- WACQUANT Loïc, 2004 *Punir les pauvres. Le nouveau gouvernement de l'insécurité sociale*. Paris : Agone, 347 p.
- WALDINGER Roger, 2006 « "Transnationalisme" des immigrants et présence du passé », *Revue européenne des migrations internationales*, Vol. 22, n°2, pp. 23-41.
- WEBER Florence, 2008 « Publier des cas ethnographiques : analyse sociologique, réputation et image de soi des enquêtés », *Genèses*, Vol. 1, n°70, pp. 140-150.
- WEBER Max, 1959 (1919) *Le savant et le politique*. Paris : Plon, 232 p.
- WEIL Patrick, 1995 (2005) *La France et ses étrangers*. Paris : Folio, 592 p.
- WIEVIORKA Michel,
 2008 « L'intégration : un concept en difficulté », *Cahiers Internationaux de Sociologie*, n°14, pp. 221-240.
 2012 « Du concept de sujet à celui de subjectivation / dé-subjectivation », Working Paper, Fondation Maison des Sciences de l'Homme, n°16, 14 p.
- WIHTOL DE WENDEN, 2008 « La politique française et européenne des migrations internationales », in Boucher M. Dir., *Le travail social face aux discriminations : intervention sociale, ethnicité et lutte contre le racisme en Europe*. Paris : Aux lieux d'être, pp. 25-36.
- WILLIAMS Patrick,
 1984 *Mariage tsigane. Une cérémonie de fiançailles chez les Rom de Paris*. Paris : Selaf / L'Harmattan, 480 p.
 1991 « Le Miracle et la Nécessité : à propos du développement du Pentecôtisme chez les Tsiganes », *Archive de Sciences Sociales des Religions*, Vol. 73, pp. 81-98.
 1993 *Nous, on n'en parle pas. Les vivants et les morts chez les Manouches*. Paris : Éd. de la MSH, 108 p.
 2002 « Ethnies minoritaires », in Bonte P., Izard M. (Dir.) *Dictionnaire de l'ethnologie et de l'anthropologie*, Paris : PUF, pp. 244-246.
- WILSON William Julius, 1997 *When work disappears. The world of the new urban poor*. New-York: Vintage Books, 352 p.
- WINKIN Yves, 1981 *La nouvelle communication*. Paris : Seuil, 384 p.
- ZENEIDI-HENRY Djemila,
 2001 « Anciens combattants marocains : construction d'une nouvelle catégorie de migrants », *Revue Européenne des Migrations Internationales*, Vol. 17, n°1, pp. 177-188.
 2002 *Les SDF et la ville. Géographie du savoir-survivre*. Editions Bréal, 288 p.
- ZONABEND Françoise, 1980 « Le nom de personne », *L'Homme*, Vol. 20, n°4, pp. 7-23.
- ZOON Ina, 2001 *On the margins. Roma and public services in Romania, Bulgaria and Macedonia*, New York: Open Society, 235 p.

ANNEXES

Annexe 1 : Cartes de l'Union européenne et de la Bulgarie

Annexe 2 : Glossaire des associations locales

Annexe 3 : Frise chronologique et multi-échelle de la politisation de la « question rom »

Annexe 4 : Glossaire des acteurs principaux de l'arène rom locale

Annexe 5 : Organigramme hiérarchique et fonctionnel de l'arène rom locale

Annexe 6 : Schéma de parenté de la famille de Papou Adem et Baba Remzia

ANNEXE 1

CARTES DE L'UNION EUROPEENNE ET DE LA BULGARIE

L'Union européenne



Source : Commission européenne (services audiovisuels)

La Bulgarie



Source : Alexandra Clavé-Mercier

ANNEXE 2

GLOSSAIRE DES ASSOCIATIONS LOCALES

Par ordre alphabétique.

AGV (Association pour les Gens du Voyage)

Association laïque départementale d'accompagnement des gens du Voyage (scolarisation, insertion sociale et professionnelle, domiciliation administrative...). Mène des actions de sensibilisation et de formations d'acteurs locaux autour des questions relatives aux gens du Voyage. Travail en partenariat avec les collectivités territoriales dans les domaines de l'habitat et du séjour.

Partenaire du dispositif de MOUS « Squats Roms ».

Créée en 1964.

ASTI (Association de Solidarités avec Tout-te-s les Immigrés)

Association laïque nationale de soutien aux travailleurs immigrés (aide juridique, cours de français, soutien scolaire, domiciliation...).

Membre de la FASTI (Fédération Féministe, Anticapitaliste et Tiers mondiste).

Créée en 1968.

Cantine Solidaire

Association locale d'aide alimentaire à destination des familles ou des personnes isolées en situation précaire (distribution de colis alimentaire).

Créée en 1984, elle est liée à la Société de St Vincent de Paul, un « *réseau de charité de proximité au service des personnes seules ou démunies* » qui se définit comme une « *association catholique de laïcs* » reconnue d'utilité publique⁷⁹⁸.

CSAP (Centre pour le lien Social et l'Autonomie de la Personne)

Association nationale intervenant dans les domaines sanitaire, médico-social et social ; spécialisée dans l'accueil des demandeurs d'asile et des réfugiés politiques dans le cadre d'une mission de service public déléguée par le Ministère de l'Emploi et de la Solidarité. L'association a pour objectif global de tisser du lien avec et autour de la personne, et favoriser son autonomie.

A plusieurs antennes en région. Celle de l'agglomération gère notamment un CADA (Centre d'Accueil pour les Demandeurs d'Asile) et une PADA (plateforme d'accueil pour les demandeurs d'asile).

Pilote technique de la MOUS « Squats Roms ».

Créée en 1960 suite aux actions menées depuis 1940 par un résistant catholique.

Emmaüs

Association nationale luttant contre la pauvreté et l'exclusion (activité économique basée sur la récupération, hébergement d'urgence, accès à l'hygiène,...).

La branche locale « Action Sociale et Logement » gère notamment un accueil de jour, un CHRS, une Cellule DALO, un service de gestion de logements (du logement temporaire à autonome),...

D'inspiration catholique, adhérent national de la FNARS.

⁷⁹⁸ <http://www.ssvp.fr/> Consulté le 26 septembre 2014.

FemmeSolidaires

Association laïque locale qui promeut l'interculturalité et l'accompagnement sur le plan social, culturel et professionnel des femmes migrantes.

Créée en 1994.

L'Entraide

Association sociale locale proposant accueil et accompagnement de personnes en situation de précarité (accompagnement au RSA, hébergement d'urgence...). Dans le cadre de conventions passées avec l'État ou les collectivités locales, assure des missions de service d'intérêt général dans le domaine de l'accompagnement social, de l'hébergement et du logement.

Orientation protestante, membre de la Fédération de l'Entraide Protestante.

Créée en 1805, reconnue d'utilité publique en 1906, cette association est adhérente de la FNARS.

Maison du partage

Association locale proposant un lieu d'accueil, d'écoute, d'accompagnement social (soutien familial, atelier d'alphabétisation) et d'animation (camps et séjours de vacances, centre de loisirs,...). Travail en partenariat avec des structures associatives et institutionnelles.

D'orientation protestante.

Créée en 1951.

Médecins du Monde (MDM)

Association laïque nationale de solidarité nationale et d'accès aux soins de santé pour les populations vulnérables, créée en 1980.

Comprend plusieurs délégations régionales, dont une dans l'agglomération. Celle-ci mène plusieurs missions localement, notamment par le CASO et l'Actions Roms.

Le bilan public de l'Actions Roms de 2011 présente les actions effectuées :

« Action auprès de Roms : En 2011, nous avons visité 8 squats différents. Certains ont disparu et d'autres ont été évacués ou re-squattés ensuite [nomination de cinq squat de l'agglomération]. Cela représente une file active d'environ 500 Roms. Les objectifs de cette action sont les suivants :

- Nouer un lien avec cette population très marginalisée,- Les informer de l'organisation du système de santé en France (ouverture de l'AME nécessitant une domiciliation, [PASS], PMI, CASO de Médecins du Monde),*
- Repérer les personnes présentant une pathologie grave ou complexe nécessitant un suivi régulier (femmes enceintes, patients diabétiques, coronariens, enfants...),*
- Donner des informations médicales (contraception, prévention HIV, prévention des accidents domestiques...).*
- Participation avec les 8 volontaires civils (Unis-Cité) pour accompagnement social sur les sites : 1 tournée sociale le mercredi après-midi et 1 tournée médicale le jeudi après-midi centrée sur la coordination des soins (orientation et conseil).*
- Action de plaidoyer auprès des différentes institutions ([communauté urbaine], mairies, préfecture) sur la place de l'altérité dans les politiques de la ville. »*⁷⁹⁹

⁷⁹⁹ Extrait du site internet de l'association de l'antenne locale de l'association, consulté le 05/02/2013.

Officiellement « partenaire conventionné » du dispositif de MOUS « Squats Roms », le rôle de MDM dans ce cadre ne semble ni clair, ni évident. Antoine, Luc et Tristan se défendent de faire partie de la MOUS, allant jusqu'à récuser le qualificatif de partenaire conventionné mentionné dans le texte de la convention du projet, précisant qu'aucune convention de partenariat n'a été signée par l'association.

Mobilocafé

Association laïque locale proposant, à travers un dispositif mobile, une écoute, une orientation et une aide alimentaire à destination des personnes vivant dans la rue.

PAROE (Pôle d'Aide, de Ressource, d'Orientation et d'Ecoute)

Association laïque locale proposant information, accompagnement et orientation dans l'accès à l'emploi et au logement de personnes en difficulté. Travail de concertation et de coordination avec les acteurs institutionnels et étatique dans le domaine de l'action sociale.

Créée en 1989.

Relai Citoyen

Association locale en direction des personnes en grande précarité ; propose un espace de rencontres, d'échanges et des services à moindre coût, ainsi qu'un accompagnement social et dans l'insertion. Une dizaine de salariés et une trentaine de bénévoles.

Orientation protestante.

Créée en 1986.

Restos du Cœur

Association laïque nationale à but non lucratif ayant pour but d'aider et d'apporter une assistance bénévole aux personnes démunies dans le domaine alimentaire par l'accès à des aliments gratuits et par la participation à leur insertion sociale et économique.

Créée en 1985.

Secours Catholique

Association nationale à but non lucratif œuvrant sur les questions de pauvreté et d'exclusion de tous les publics et cherchant à promouvoir la justice sociale.

D'orientation catholique. Adhérent national de la FNARS.

Créée en 1946.

Secours Populaire

Association nationale à but non lucratif ayant pour mission d'agir contre la pauvreté et l'exclusion. Rassemble des personnes de toutes opinions, conditions et origines.

Créée en 1945.

VALCO

Petite association laïque locale d'intervention sociale auprès des immigrés à travers plusieurs objectifs : « favoriser l'intégration des immigrés résidant en France ; Mettre en

place des actions citoyennes destinées aux immigrés ; Œuvrer pour la promotion sociale des populations immigrées ; Organiser des manifestations afin de favoriser les rencontres des différentes communautés et de promouvoir leurs cultures ; Informer et communiquer sur l'Europe »⁸⁰⁰.

Un seul membre actif, qui est aussi le président : Joël Veloso.

Association qui joue un rôle important dans l'arène rom locale.

Créée en 2005.

⁸⁰⁰ Extrait du Journal Officiel.

ANNEXE 3

FRISE CHRONOLOGIQUE ET MULTI-ECHELLE DE LA POLITISATION DE LA « QUESTION ROM »

	2000	2001	2002	2003 à 2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Européen		- Levée des visas pour les ressortissants bulgares dans l'espace Schengen			- Adhésion de la Roumanie et de la Bulgarie à l'UE - Stratégies des institutions européennes : combattre les discriminations envers les Roms pour favoriser leur intégration (jusqu'en 2011)	- Création par la commission européenne d'une plateforme pour l' « inclusion des Roms »		- Résolution « les Roms et l'Europe » créée par l'EFUS	- Stratégies des institutions européennes vis-à-vis des Roms : appui des mesures spécifiques en complément de l'approche antidiscriminatoire et focalisation sur l'accueil des Roms comme migrants qui leur est fait dans les pays de l'UE - Demande de l'UE aux Etats-membres de définir une stratégie nationale pour l'intégration des Roms		
National					- Création du ministère de l'Immigration, l'Intégration et l'Identité nationale (jusqu'en 2010)	- Début de la crise économique		- Discours de Grenoble de N. Sarkozy - Création par le FFSU du groupe de travail « les Roms et les villes » - Circulaire du 5 août 2010 du Ministère de l'Intérieur relative à l' « évacuation de campements illicites »		- Élections présidentielles - Circulaire interministérielle du 26 août 2012 relative à « l'anticipation et à l'accompagnement des opérations d'évacuations de campements illicites »	
Local	- Premières arrivées de migrants roms dans l'agglomération		- 1 ^{ère} grande opération de police dans les hangars, expulsions, première action de la Préfecture - Plusieurs acteurs associatifs présents dans squats (dont MDM) avec actions humanitaires diverses et diffuses		- Relogement quai Mazarin - Arrivée de Joël Veloso dans les squats	- Création de l'Action Roms par MDM - Pression des associations « de terrain » sur le politique	- Rencontre nationale annuelle du Collectif Romeurope organisée dans l'agglomération par MDM et Veloso - Incendie du squat de X - Venue du responsable de Lyon pour échange de « bonnes pratiques » sur l'accueil des Roms - Première réunion multi partenariale - Naissance de la volonté du relogement en diffus	- Premier débat public sur le sujet des Roms impulsé par la Ville - Première réunion multi partenariale pour l'accueil des Roms par la Ville - Naissance de la MOUS	- Création du poste « adjointe aux nouvelles précarités » qui prend en main le « dossier Roms » à la Ville - Début de l'opération Montesquieu avec relogement des familles - Naissance de l'idée des sas de relogement - Régularisation des habitants du Quai Mazarin - Nouveau Préfet de Région (arrivant du Ministère de l'immigration) - Évacuation partielle du squat de X, réorganisation en site géré par la Ville - Mise en place de la médiation par la Ville - Poursuite de la MOUS	- Fin des réunions multi partenariales de la Ville (janvier) - Fin du financement de la MOUS par la Ville - Nouveau Préfet délégué à la sécurité (janvier) - Relogement dans le droit commun des habitants du Quai Mazarin - Obtention de titres de séjour suite à une négociation entre la Ville et la Préfecture (hors MOUS) - Évacuation de l'immeuble Montesquieu et retour en squats des habitants sauf une (juin) - Paiement de l'électricité par les habitants du squat de X (octobre) - Poursuite de la MOUS	- Venue de deux policiers bulgares dans l'agglomération (juin à août) - Évacuation définitive du squat de X (juillet) - Évacuation du squat de F (septembre) - Poursuite de la MOUS
	2000	2001	2002	2003 à 2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013

ANNEXE 4

GLOSSAIRE DES ACTEURS PRINCIPAUX DE L'ARENE ROM LOCALE

Par ordre d'apparition dans le texte.

Irène Buffière

Responsable de l'association AGV depuis une vingtaine d'années.

Elle voit son implication dans la MOUS en lien direct avec le travail de l'association, en retrouvant un objectif commun aux politiques en direction de ces deux populations : « *Le but est d'améliorer l'accueil, l'habitat des personnes concernées.* »⁸⁰¹. Elle souhaite apporter son expérience acquise dans son travail concernant les gens du Voyage auprès des acteurs politiques et institutionnels en charge du « dossier Roms », tout en insistant régulièrement sur l'importance de ne pas faire de confusion entre migrants roms et gens du Voyage.

Antoine

Bénévole à Médecins du Monde, fondateur de l'Action Roms en 2007/2008 qu'il dirige jusqu'en 2009.

Médecin.

Joël Veloso

Président de l'association VALCO et médiateur social employé par la Ville à partir de fin 2011⁸⁰².

Eliane Bauduin

Responsable de l'insertion au CCAS de la Ville.

Luc

Bénévole à Médecins du Monde, co-responsable de l'Actions Roms à partir de 2009.

Médecin depuis 2008, il parle roumain.

Tristan

Bénévole à Médecins du Monde, co-responsable de l'Action Roms à partir de 2009.

Pédiatre depuis 2012.

Yves Necken

Responsable du DSU et du CLSPD à la Ville.

Danièle Furestier

Adjointe au maire dans le quartier de X depuis 2001.

Médecin.

Dominique Lafaye

Adjointe au maire chargée des politiques de solidarité, de santé et des seniors.

Représente la politique sociale de la Ville, elle est depuis 1989 adjointe au maire aux affaires sociales.

Première élue de la Ville à prendre en charge le « dossier Roms ».

⁸⁰¹ Entretien avec Irène Buffière, 7 septembre 2011.

⁸⁰² Une présentation détaillée de cet acteur est effectuée dans le chapitre 2, section 1.

Centriste et militante associative d'orientation catholique.

Cécilia Talbi

Adjointe au maire aux nouvelles précarités depuis 2011, fonctionnaire à la communauté urbaine et conseillère régionale.

Elle me raconte lors d'une entrevue informelle l'origine récente de son poste : « *Quand [le maire] est devenu [membre du gouvernement], il a nommé trois adjoints, dont l'adjoint aux nouvelles précarités.* » Elle précise que c'est selon elle « *un terme qui questionne* » car « *amène à penser qu'il y a dégradation de la situation puisqu'on parle de 'nouvelles'* », tout en me disant que le terme a été choisi par Dominique Lafaye. Elle aurait préféré le terme « *vulnérabilité* » qui comprend à son sens « *la notion de peur du risque d'exclusion* ». Elle se positionne comme une femme politique très active, humaniste et volontariste, souhaitant « *réfléchir à un nouvel Etat social* »⁸⁰³.

Prend en charge le « dossier Roms » d'abord avec puis à la place de Dominique Lafaye.

Damien

Bénévole à Médecins du Monde puis médiateur social employé par la Ville à partir de fin 2011.

Jeune homme diplômé d'un DUT dans le développement et l'action humanitaire, et bénévole à MDM pendant trois années dans l'Action Roms. Son intérêt pour les populations roms (qu'il date lui-même de 2005) l'a conduit à faire des stages et autres actions associatives en Roumanie sur des temporalités assez longues, renouvelant depuis 2007 plusieurs séjours de quelques mois, chez des familles roms. Il a donc appris le roumain et le romanès. Il s'est donc orienté spontanément dans l'agglomération vers les migrants de Roumanie, avec lesquels il a créé des liens. Dans le cadre de ses études, Damien a réalisé plusieurs rapports portant sur la prise en charge sanitaire et éducative des migrants roms dans l'agglomération et en Roumanie, ainsi que sur les jeux d'acteurs dans la politique locale. Il a donc une connaissance solide du public comme des enjeux sociaux et politiques qui s'y rattachent. Fortement intéressé par les actions de médiation sanitaire et sociale promues par MDM au niveau national, il est enthousiaste lorsque ce poste lui est proposé. Les acteurs de l'arène rom locale le connaissent par son implication auprès de cette association qui l'a conduit à être présent dans plusieurs réunions locales. Il a également organisé une manifestation publique visant à débattre de la « question rom » dans l'agglomération en avril 2010⁸⁰⁴. Militant reconnu localement pour l'accès aux droits des migrants roms, il a notamment ce souci de la participation de ces migrants aux débats qui les concerne.

Pierre-Alain Dumont

Coordonnateur technique de l'équipe de MOUS à mi-temps.

Poste qui lui est proposé par le directeur de l'association, les deux étant très proches et travaillant ensemble sur un autre dispositif (dont la thématique est éloignée).

⁸⁰³ Notes de terrain, 26 octobre 2011.

⁸⁰⁴ Notes de terrain exploratoire, soirée-débat « Quelle place pour les "Roms migrants" dans nos espaces urbains ? », 15 avril 2010.

Agé d'une cinquantaine d'années, il assure la conduite technique de la MOUS, tout en poursuivant son activité principale de maître de conférences en communication dans un IUT de Carrières Sociales de l'agglomération. Ancien animateur et travailleur social, il se présente également comme formateur, consultant et concepteur multimédia.

Milena

Agent de la MOUS ayant une fonction d'interprète et de travailleuse sociale depuis 2010 ; travail à temps plein. CDI obtenu en 2012.

Jeune femme bulgare travaillant auparavant au sein de l'association en tant qu'interprète bulgare, elle était enseignante en biologie en Bulgarie et vit en France depuis une dizaine d'années.

Lisimba

Agent de la MOUS ayant une fonction de travailleuse sociale spécialisée dans l'insertion professionnelle depuis 2012 ; travail à temps plein. CDI obtenu en 2012.

Jeune femme originaire de Côte d'Ivoire, vivant en France depuis une demi-dizaine d'années, elle possède un « *Master en communication et relations humaines* »⁸⁰⁵ et travaillait précédemment dans une agence d'intérim. Recrutée pour son profil axé sur l'emploi, elle a en charge l'insertion professionnelle des migrants accompagnés.

⁸⁰⁵ Entretien avec Lisimba, 1^{er} août 2012.

ANNEXE 5

ORGANIGRAMME HIERARCHIQUE ET FONCTIONNEL DE L'ARENE ROM LOCALE

FINANCEURS

Préfecture

Ville

Communauté Urbaine

PRÉFET

Direction Départementale
de la Cohésion Sociale
(DDCS)

Sous Préfet

Préfet Délégué à la Défense et
à la Sécurité (PDDS)

Service de l'immigration et
de l'intégration

Pôle étrangers :
- Cellule séjour (délivrance
des titres, séjours et refus)
- Cellule éloignement
(OQTF, expulsions (placé
sous l'autorité du PDDS)

COS
Direction

Pierre-Alain Dumont
Coordonnateur MOUS

Lisimba

Milena

MAIRE

Élus
Dominique Lafaye, Cécilia Talbi, Danièle Furestier

DSU
Yves Necken

Joël

Damien

CCAS
Eliane Bauduin

AGENTS
DES
DISPOSITIFS

ANNEXE 6

SCHEMA DE PARENTE DE LA FAMILLE DE PAPOU ADEM ET BABA REMZIA

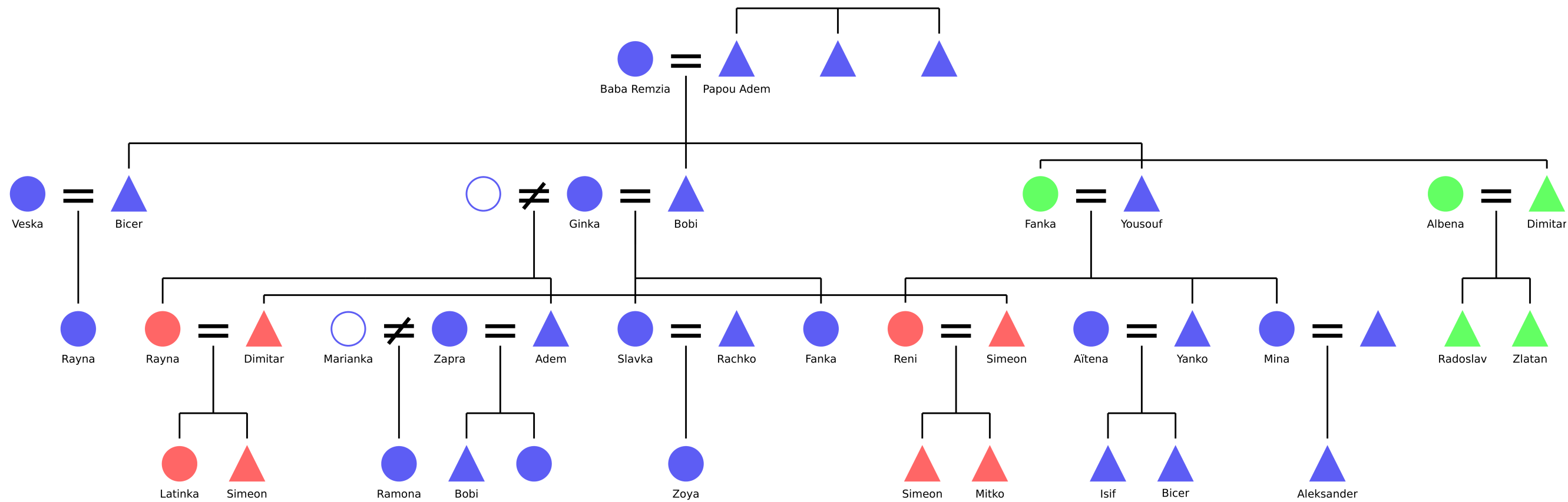
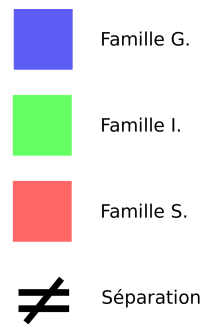


TABLE DES MATIERES

REMERCIEMENTS.....	4
SOMMAIRE	6
NOTE SUR LA TRANSLITTERATION.....	9
INTRODUCTION GENERALE	10
La « question rom » : construction de mobilités européennes comme problème	12
Problématique	15
Approches théoriques	20
Les migrants roms au prisme des sciences humaines et sociales	20
La construction sociale et savante du Rom/Tsigane	21
Du « Rom » au sujet	26
Une anthropologie politique et des migrations	29
Une économie morale de la « question rom »	29
Anthropologie politique et ethnographie de l'action publique	31
Mobilités, altérité et subjectivation	33
Organisation de la thèse	36
Terrains et méthodologies d'enquête	37
1. Des terrains et des méthodologies de recherche spécifiques	38
1.1. Multiplicité des terrains et des échelles.....	38
Enquêter chez les Roms et chez les politiques : du terrain « sensible » au « terrain frontière »	38
Du terrain multisite à une ethnographie translocale et multi-échelle	40
1.2. Méthode et outils de recherche : une approche « ouverte » et compréhensive	43
Posture méthodologique auprès des Roms dans l'espace migratoire	44
Posture méthodologique dans la sphère politico-institutionnelle	49
2. Interactions sur un « terrain frontière » : jeux et enjeux autour de la présence de l'anthropologue	52
2.1. Confiance et engagement dans les relations ethnographiques	53
L'accès au terrain étatique : les liens entre confiance, refus et autorisation officielle	53
Des injonctions paradoxales sur la parole du chercheur sur le terrain : parle et tais-toi !	55
Satisfaire à l'exigence de confiance des enquêtés <i>en marge</i> : de la parole à l'action	56
2.2. Des pressions aux tentatives d'instrumentalisation du chercheur	57
Les pressions des différents interlocuteurs dans la relation ethnographique	57
La pression des interlocuteurs étatiques au sujet des « résultats » de l'enquête	60
3. Portée heuristique sur la recherche.....	61
3.1. Le statut du chercheur comme « tiers »	61
3.2. La notion d' « arène rom locale » émergente de la réflexivité	63
3.3. De l'anonymisation nécessaire.....	65
PREMIÈRE PARTIE CATEGORISATIONS. LA « QUESTION ROM » EN FRANCE ET L'EFFACEMENT DU SUJET	68
Chapitre 1. Genèse de la catégorie migrant rom comme public problématique	71
1. Les représentations sociales des migrants roms : les nouveaux étrangers problématiques.....	73
1.1. <i>Attention ! Un Rom peut en cacher un autre !</i> Du nomadisme présupposé à une identité collective imposée	74
1.2. Construction de la disqualification morale des migrants roms	78

1.2.1. L'habitat. De la juxtaposition des bidonvilles et des BMW à nos portes : peur, nuisances, dégoût et rejet	78
1.2.2. Une économie de la délinquance ? Vol, mendicité et prostitution.....	82
1.3. La « misère » ou le Rom comme victime	86
Conclusion de la section 1.....	88
2. L'aide sociale face aux migrants roms : quelle production de l'hospitalité publique ?	89
2.1. Les structures de l'aide sociale : un même objectif d'hospitalité	90
2.2. Quelles perceptions du public rom ?	95
2.2.1. Appréhensions de l'arrivée d'un nouveau public.....	95
La rencontre et les angoisses qu'elle révèle.....	95
La « vague rom » : l'afflux comme première caractéristique.....	97
2.2.2. Une catégorisation fondée sur la fabrique de la suspicion	99
Pratiques de nomination et identification : un flou majeur induisant une catégorisation et des soupçons	100
La famille, le groupe, le clan : « tous pareils ! » mais qui est qui ?	103
L'habitat suspect et révélateur de la non-intégration.....	104
Abus et « hyper-utilitarisme » : trop de droits, pas assez de devoirs	105
2.3. L'accueil effectif : l'émergence du « problème rom »	108
2.3.1. Lectures des inadéquations entre public rom et structures de l'aide sociale.....	108
Blocages et malentendus : incompatibilités de logiques ?.....	108
Des inadéquations aux dysfonctionnements	109
2.3.2. La solitude des structures face aux contraintes juridico-administratives	111
2.3.3. Des bricolages épars insuffisants	113
2.3.4. Le « problème rom », symptôme du problème de l'intégration ?	114
2.4. Aménagements et adaptations vers la transformation des Roms en citoyens	116
2.4.1. Exclusion des migrants roms de l'aide sociale	116
2.4.2. Accueil spécifique et adaptations des règles : arbitraire et valeurs morales.....	119
Du flou administratif à l'application aléatoire des règles.....	119
Des règles spécifiques mêlant subjectivités et valeurs morales	121
2.4.3. Vers la transformation des Roms en citoyens, pour résoudre le « problème ».....	123
Conclusion de la section 2.....	126
Conclusion du chapitre 1	127
Chapitre 2. La politique du migrant rom, construction d'une spécificité locale	131
1. Construction de l'arène rom locale	132
1.1. Des acteurs associatifs qui précèdent et motivent l'action publique	133
1.1.1. Des associations et des Roms. Rencontre sur les squats dans une logique humanitaire	133
1.1.2. L'expérience du « quai Mazarin », un premier « bricolage » entre associations et institutions	135
1.1.3. VALCO et MDM, deux associations « de terrain » qui prennent la main et font pression sur l'État local pour prendre en charge la « question rom ».....	139
Acteurs et logiques de MDM.....	140
VALCO, les particularités d'une petite association « de terrain »	143
1.2. Des élus face à des bidonvilles de migrants roms.....	150
1.2.1. Premières appréhensions politiques des migrants roms	150
1.2.2. Balbutiements des modalités d'action.....	157
L'émergence locale de la « question rom » dans le contexte national	157
La quête de « bonnes pratiques » d'accueil.....	159
Des positionnements marqués par l'urgence et par des jeux d'acteurs	163
Conclusion de la section 1.....	167
2. Logiques et enjeux du traitement politique de l'objet rom.....	167
2.1. Une focalisation sur l'habitat	168
2.1.1. Les squats comme nœud du problème politique.....	168
2.1.2. Les enjeux d'une réponse politique en termes de logement	170
Le prisme politique de l'habitat dans les logiques classiques de l'insertion	171
Le logement vecteur d'une « cohésion sociale » : les prémices d'une normalisation ?	172
2.1.3. Le choix d'un logement en diffus, une spécificité de l'agglomération	173

2.1.4. Les limites du seul relogement : le cas de l'immeuble Montesquieu	176
2.2. Une politique faite d'ambivalences entre rejet et accueil de l'Autre	179
2.2.1. Un certain rejet à l'échelle nationale	180
2.2.2. De l'accueil pour contrer ce rejet ?	181
2.2.3. Expulsions et « humanité » mises en perspective, ou le modèle ambigu de la « ferme humanité »	185
Conclusion de la section 2	189
3. Une politique spécifique en actes	190
3.1. Sélection des migrants roms par la « volonté d'intégration »	191
3.1.1. « Volonté d'intégration » et logiques étatiques du triage	192
3.1.2. De la volonté à la capacité : une politique qui se base sur l'image des Roms comme nomades européens ?	195
3.1.3. Un moyen de rendre les Roms seuls responsables de leur situation et du bon fonctionnement des dispositifs	198
3.2. Cadre et acteurs professionnels : une politique en marge pour les marges ?	202
3.2.1. Des dispositifs entre spécificités et droit commun	202
3.2.2. L'impossibilité d'un cadre professionnel global	204
3.2.3. Contraintes et ressources des agents de l'État	209
Cadre de travail : emplacement des locaux et isolement institutionnel	209
Rapports à l'institution : loyauté professionnelle et légitimités personnelles	211
3.3. Des registres de triage opaques et aléatoires	215
3.3.1. L'opacité des circuits des dossiers	216
3.3.2. Critères opératoires fluctuants et manquant d'épaisseur	219
3.3.3. Ajustements et contournements de la règle : prégnance de pouvoirs discrétionnaires	226
3.4. De l'objet rom aux Roms objets : la place des migrants roms dans la politique locale	229
Conclusion de la section 3	234
Conclusion du chapitre 2	235

Conclusion de la première partie239

DEUXIÈME PARTIE MIGRATIONS. LES SUJETS ROMS, DE L'ÉTAT BULGARE AU TERRITOIRE TRANSNATIONAL 242

Chapitre 3. Être Rom/Tsigane À Pazardzhik : des sujets minorisés	246
1. Les politiques ethniques envers la « minorité rom » en Bulgarie, une analyse historique	248
1.1. Les Roms au temps de l'Empire Ottoman et de la Bulgarie libérée	249
1.1.1. Les minorités bulgares sous le joug ottoman	249
1.1.2. Libération de la Bulgarie et entre-deux-guerres	250
1.2. Retour sur les périodes communiste et post-communiste	251
1.2.1. L'État communiste et les minorités bulgares (1944-1989)	251
1.2.2. Fin du communisme : la période de « transition » (1989-2001)	255
1.3. La Bulgarie aujourd'hui, un pays des Balkans pauvre mais adhérent à l'UE : quelles appréhensions de la « minorité rom » ?	258
Conclusion de la section 1	262
2. La fabrique d'une marge : conditions de vie des Roms et rapports interethniques	263
2.1. Contexte structurel du quotidien de Roms bulgares : une marginalisation multiple	264
2.1.1. Spatialement à part	264
2.1.2. Économiquement précaires	267
2.1.3. Socialement exclus	270
2.2. Des vies côte à côte marquées par une frontière sociale	275
Conclusion de la section 2	283
3. Au cœur de la marge. Subjectivations et expériences ordinaires de vies	283
3.1. D'une catégorisation homogénéisante à la complexité des endo-identifications	283
3.2. Des vies dans l'entre-soi : absence de l'État vs. Prégnance de la famille comme institution	294
Conclusion de la section 3	300
Conclusion du chapitre 3	300

Chapitre 4. Dynamiques migratoires des Roms bulgares : une inscription transnationale spécifique.303

1. La mobilité économique : un continuum d'expériences	305
1.1. Une flexibilité nécessaire à l'économie des Roms	306
1.2. « Commerce de la valise » et <i>gurbet</i> : des pratiques du passé balkanique revisitées par les Roms	309
1.3. Les migrations circulatoires des années 2000 en Europe de l'Ouest.....	314
2. Du ghetto bulgare au bidonville français : migrer d'une marge à une autre ?	321
2.1. Expériences quotidiennes de la vie en squat	322
2.1.1. L'arrivée, un choix déterminé par les réseaux familiaux.....	322
2.1.2. Habiter le squat.....	325
2.1.3. De la vie entre-soi dans les squats	330
2.2. De la perception extérieure d'une grande précarité aux réalités quotidiennes des logiques migratoires.....	333
2.2.1. Une vie économique « meilleure » ici que là-bas	334
2.2.2. Précarité ou débrouille ? Des actions rationnelles en lien avec la logique migratoire	341
Conclusion de la section 2.....	345
3. Une inscription transnationale en actes	345
3.1. Les raisons des circulations entre la Bulgarie et la France.....	347
3.1.1. Modalités de contrôles de police et obligations de quitter le territoire.....	348
3.1.2. Des allers-retours déterminés par des raisons endogènes	352
3.2. Ce(ux) qui circule(nt) et ce(ux) qui ne circule(nt) pas	356
3.2.1. Organisation, modalités et contenus des circulations en microbus	356
3.2.2. Les outils et facteurs d'une vie transnationale	362
3.2.3. L'imperméabilité, pendant négatif des circulations ?	364
Conclusion de la section 3.....	367
Conclusion du chapitre 4	368

Chapitre 5. Jouer sur les frontières : vers un nouveau processus de subjectivation.....372

1. Subjectivations en migration	373
1.1. Transnationalisme, <i>agency</i> et subjectivation.....	374
1.1.1. Une inscription transnationale porteuse d' <i>agency</i>	375
1.1.2. Dépasser l'incertitude migratoire et la stigmatisation : vers la subjectivation des Roms	376
1.1.3. L'inscription transnationale comme tentative d'exister autrement : précisions utiles ...	379
1.1.4. Les impacts du « territoire circulatoire » sur la subjectivité	381
1.2. Être considéré dans les interactions quotidiennes avec les « Français »	383
1.3. Être migrant rom dans l'agglomération : jeux et enjeux autour de la présentation de soi	387
1.3.1. Je suis un Bulgare dans la misère	389
1.3.2. Je suis Bulgare, pas un Arabe	390
1.3.3. Je suis Rom, donc une victime	392
1.3.4. Je me suis pris un autre nom.....	394
1.3.5. Je suis un Bulgare turc, pas rom.....	397
Conclusion de la section 1.....	400
2. Du réagencement des frontières spatiales à la redéfinition du sujet.....	401
2.1. Les « retours » en Bulgarie : performances d'une nouvelle subjectivité acquise dans la translocalité ?.....	402
2.2. Transformations du modèle familial et des rapports sociaux de genre	410
2.2.1. Possibilités d'échapper à sa (belle-) famille en migration.....	410
2.2.2. Vers une redéfinition des rapports sociaux de sexe ?.....	413
2.3. La prostitution masculine en migration : un exemple de reconfiguration sociale et identitaire	415
Conclusion de la section 2.....	424
Conclusion du chapitre 5	425

Conclusion de la deuxième partie.....428

TROISIÈME PARTIE NEGOCIATIONS. LES MIGRANTS ROMS FACE A L'ÉTAT FRANÇAIS..... 432

Chapitre 6. Les Roms au guichet : faire l'expérience des dispositifs437

1. Une politique de mésentente ? Interactions entre agents des dispositifs et migrants roms.....	439
1.1. Adhérer au triage. Perception et compréhension des dispositifs par les migrants roms.....	439
1.1.1. Une adhésion en adéquation avec leurs propres logiques	440
1.1.2. Dimensions collective et « identitaire » de la démarche	443
1.1.3. « Pourquoi j'y ai pas droit ? »	447
1.2. Politiques de guichet, des locaux de la MOUS aux squats.....	451
1.2.1. Postures des agents et interactions traduisant une forme de domination	451
Quand le Rom est perçu comme incompréhensible ou ayant des codes trop différents	451
Postures ambivalentes, de l'aide à la répression en passant par la sélection.....	454
1.2.2. Perceptions des agents et réactions des Roms	460
Des agents perçus comme des interlocuteurs contraignants mais aidants	460
Des migrants dans l'incertitude constante : de la victime au « braconnier »	463
Conclusion de la section 1.....	466
2. Une injonction à la « citoyenneté » masquant un processus de normalisation.....	467
2.1. Des individus à éduquer et à normaliser	467
2.1.1. Attentes formelles et informelles des professionnels vis-à-vis des migrants roms	468
Le logement comme socle de la transformation des migrants.....	468
L'injonction au travail, coûte que coûte.....	471
Apprendre à « bien se présenter » et « bien se comporter » : l'importance du visible.....	474
De l'individualisation nécessaire pour désamorcer la « communauté » imaginée.....	477
2.1.2 Des règles spécifiques pour un apprentissage de la « citoyenneté »	479
Faire payer l'électricité au squat : entre éducation et paix sociale.....	479
Le cercle vicieux de la spécificité des dispositifs et du refus de l'« assistanat » face aux contraintes structurelles	483
L'interdiction d'aller en Bulgarie et de mendier : le contrôle des migrants en actes	487
Est-ce que les prostitué.e.s sont intégrables ?	490
2.2. La hiérarchisation des bénéficiaires.....	494
2.2.1. Catégorisations identificatoires	495
Catégorisations sur la base des comportements	495
Catégorisations ethnoraciales	498
2.2.2. Les « bons » et les « mauvais » bénéficiaires : les conséquences en actes de l'injonction à la normalisation	500
Les familles modèles des dispositifs : une intégration permise par la normalisation	500
Les familles-échecs des dispositifs : des inassimilables ?	501
Conclusion de la section 2.....	504
Conclusion du chapitre 6 : devenir « citoyen » pour ne plus être « Rom » ?	504

Chapitre 7. Conséquences sur les subjectivités.....509

1. Violences de l'État	511
1.1. Transformations de la vie quotidienne et expériences subjectivantes des « inclus » aux dispositifs	512
1.1.1. Le cas d'Albena et Dimitar dans la MOUS : quelles expériences subjectivantes ?.....	512
Le parcours de la famille, de la <i>mahala</i> bulgare à l'habitat social français.....	513
Leur expérience d'intégration vue par les pairs (famille et voisins).....	516
Conséquences subjectives sur l'identification et les modalités d'écriture de soi	517
1.1.2. L'individualisation via le dispositif de MOUS : solitudes, redéfinitions de la famille et des appartenances.....	520
1.2. La double peine des « exclus » renvoyés à leur étrangeté	525
1.3. La production par l'État de nouvelles frontières entre les sujets : diviser et contrôler.....	530
1.3.1. Quelle inclusion pour les « inclus » ? Un contrôle permanent	530
1.3.2. La division inclusion/exclusion, de l'État aux migrants	532
Conclusion de la section 1.....	534
2. Marges de manœuvre des migrants face aux dispositifs	535

2.1. Jouer le jeu des institutions en faisant profil bas en apparence.....	536
2.2. Négocier avec l'État en imposant ses propres logiques.....	542
2.3. Mener une « double vie » pour concilier des exigences contradictoires	546
2.4. Le « texte caché » des migrants contestant la vision étatique de l'intégration	550
Conclusion de la section 2.....	554
3. Mise à distance de l'État : s'affirmer comme sujet plutôt que « citoyen » national	554
3.1. S'affranchir des dispositifs : repli ou ouverture ?	555
3.2. Se saisir d'opportunités singulières pour des vies transnationales ouvertes au monde	562
3.2.1. L'Orchestra Akana : un tremplin vers quoi ?	563
3.2.2. Rejoindre l'Église évangélique, nouvelle « famille » transnationale permettant d'être accepté autrement.....	568
Conclusion de la section 3.....	573
Conclusion du chapitre 7	573
Conclusion de la troisième partie.....	576
CONCLUSION GÉNÉRALE	578
L'anthropologie au risque du politique.....	582
Du transnationalisme à la citoyenneté : quelle reconnaissance possible du sujet au-delà des politiques identitaires ?	585
BIBLIOGRAPHIE	591
ANNEXES	614
Annexe 1 Cartes de l'Union européenne et de la Bulgarie	615
Annexe 2 Glossaire des associations locales.....	617
Annexe 3 Frise chronologique et multi-échelle de la politisation de la « question rom »	622
Annexe 4 Glossaire des acteurs principaux de l'arène rom locale	624
Annexe 5 Organigramme hiérarchique et fonctionnel de l'arène rom locale.....	628
Annexe 6 Schéma de parenté de la famille de Papou Adem et Baba Remzia.....	630
TABLE DES MATIERES.....	632

